





California Province

HISTOIRE DE L'ÉGLISE

TOME II

Temps Modernes

California Province

570.07

DOM CH. POULET

MOINE BÉNÉDICTIN DE LA CONGRÉGATION DE SOLESMES

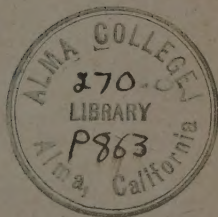
HISTOIRE DE L'ÉGLISE

PRÉFACE DU RÉVÉRENDISSIME DOM F. CABROL

ABBÉ DE FARNBOROUGH

TOME II

Temps Modernes



GABRIEL BEAUCHESNE, ÉDITEUR
A PARIS, RUE DE RENNES, 117

MCMXXVI

2598

DIVISIONS GÉNÉRALES DU DEUXIÈME VOLUME

- La Crise gallicane.
 - La fin du Moyen Age (4438-1517).
 - Aspect général de la Chrétienté avant la Réforme.
 - L'éclosion de la Réforme.
 - La Contre-Réforme catholique.
 - Le xvii^e siècle.
 - La Science catholique et l'Activité missionnaire aux xvi^e et xvii^e siècles.
 - Le xviii^e siècle.
 - L'Eglise pendant la Révolution et l'Empire.
 - L'Eglise entre 1815 et 1850.
 - L'Eglise pendant la seconde moitié du xix^e siècle.
 - Les Etats secondaires.
 - L'Eglise hors de l'Europe.
 - La Vitalité chrétienne.
 - L'Activité intellectuelle.
 - L'Eglise contemporaine.
-

ABRÉVIATIONS

Can : *Canoniste contemporain.*

Cor : *Correspondant.*

CV : *Corpus Scriptorum ecclesiasticorum, Vienne.*

Mansi : *Sanctorum conciliorum amplissima collectio.*

PG : *Patrologie grecque, de J.-P. MIGNE.*

PL : *Patrologie latine, de J.-P. MIGNE.*

Nota. — Quand le livre est édité à Paris, nous omettons le nom du lieu.

La Crise Gallicane

De l'avènement de Boniface VIII
à l'ouverture du concile de Florence (1294-1438)

CHAPITRE PREMIER

LE CONFLIT DE PHILIPPE LE BEL ET DE BONIFACE VIII

A la mort de Nicolas IV, l'inter règne dura deux ans ; le conclave réuni à Pérouse menaçait de s'éterniser quand le roi de Naples, Charles II le Boiteux réussit à faire accepter la candidature de Pierre de Morone, un ermite qu'on alla quérir dans sa cellule ; il prit le nom de **Célestin V**. Peu apte aux habiletés de la politique italienne, il se laissa circonvenir par Charles le Boiteux qui l'emmena à Naples. Charles préparait l'avenir en faisant élire toute une série de cardinaux dévoués à sa cause ; il obtenait même pour l'un de ses fils, âgé seulement de vingt et un ans, l'archevêché de Lyon. Heureusement, Célestin se rendait compte de son incapacité ; il pensa à se retirer ; les cardinaux l'encouragèrent dans ce projet. On établit que canoniquement il était permis à un pape de se désister. Célestin V abdiqua librement devant le Sacré-Collège, le 13 décembre 1294. Réuni à Naples, le conclave élut dans les dix jours le cardinal Benoit Gaëtani qui prit le nom de Boniface VIII. On a prétendu à tort qu'il avait contraint Célestin V à se retirer ; s'il le fit ensuite garder à vue au château de Fumone près d'Anagni, c'est qu'on devait craindre les manœuvres des mécontents — célestins et fraticelles — qui en le faisant revenir sur son abdication eussent pu causer un schisme.

1. **Immunité pécuniaire.** — **Boniface VIII** avait une conviction profonde de la grandeur de la papauté, qui doit régir la chrétienté et faire entendre à tous, même et surtout aux rois, des avis salutaires. Or l'esprit de nationalité grandissant tendait à l'autonomie incontrôlée de l'Etat ; la conception nouvelle, celle du roi et des légistes devait se heurter à l'ancienne, celle du pape et des canonistes. Le pouvoir royal commit alors des empiètements graves. **Philippe le Bel** (1285-1314) avait besoin d'argent : le domaine royal devenu considérable réclame toute une administration de baillis, sénéchaux, prévôts, etc. ; le luxe de la cour augmente ; d'ailleurs, Philippe bataille partout : guerre d'Aragon, guerre contre l'Angleterre, guerre de Flandre. Pour obvier à une situation financière si difficile, le roi de France emploiera tous les moyens : on le verra dépouiller les banquiers, Juifs, Lombards ou Templiers, faire du faux monnayage, frapper d'impôts exorbitants les serfs, les bourgeois, les nobles et surtout les clercs moins capables de se défendre. L'Eglise ne refusait pas systématiquement de consentir des subsides financiers : en 1294, les synodes provinciaux accordèrent un double décime pendant deux ans. Cependant il y eut dès lors plusieurs protestations locales, ou bien des assentiments conditionnels sous réserve des droits pontificaux ; en effet, selon la doctrine traditionnelle proclamée au concile de Latran en 1215, un impôt ne pouvait être perçu sur le clergé sans l'assentiment du pape ; sage mesure qui devait protéger l'Eglise contre les prétentions

Boniface VIII. Benoît XI. — Sources : DIGARD, FAUCON et THOMAS, *Les registres de Boniface VIII*, 2 vol., 1884.91. — G. PICOT, *Documents relatifs aux Etats généraux et assemblées réunies sous Philippe le Bel*, 1902. — GRANDJEAN, *Le registre de Benoît XI*, 1883. — FINKE, *Aus den Tagen Bonifaz VIII*, Münster, 1902. Travaux : DOM TOSTI, *Boniface VIII* (trad. française Marie Duclos), 2 vol., 1854. — BOUTARI, *La France sous Philippe le Bel*, 1861. — REXAN, *Etudes sur la politique religieuse du règne de Philippe le Bel*, 1889. — Hist. litt. de la France, t. XXV-XXVII, XXX. — R. SCHOLTZ, *Die Publizistik z. zeit. Philipps d. Schoenen u. Bonifaz VIII*, Stuttgart, 1903. — L'ANGLOIS, dans *Hist. de France* de Lavisce, t. III. — FINKE, *Bénédict. XI*, Münster, 1891. — H. HEMMER, art. *Boniface VIII et Benoît XI*, dans *Dict. théol.* — DUFOURQ, *L'Avenir du christianisme. Histoire moderne de l'Eglise*, VII, *Le christianisme et la désorganisation individualiste* (1294-1527) 4^e édit., 1925.

exagérées de la fiscalité. Il pouvait se faire en effet que le motif de la levée ne fût pas recevable, que les sommes demandées fussent exagérées, et que le mode de perception fût odieux. Or sous ce triple considérant, les nouvelles requêtes financières de Philippe le Bel étaient inacceptables. A partir de 1294, le motif change : ce n'est plus la croisade d'Aragon entreprise contre l'usurpateur qui, en Sicile, a ravi une terre vassale du Saint-Siège, c'est la guerre avec l'Angleterre que Boniface VIII désapprouve ; d'autre part les sommes exigées menacent de ruiner le clergé français ; enfin sous prétexte d'aller plus vite, on a remplacé les collecteurs du clergé par des collecteurs laïques, avides et brutaux.

Lorsqu'en 1296, Philippe réunit les évêques à Paris pour leur demander de nouveaux décimes, il y eut des doléances hardies : les moines de Cîteaux en appelèrent à Rome dans une protestation où Philippe était comparé à Pharaon. Boniface VIII intervint par la bulle *Clericis laicos* : il menaçait d'excommunication les princes qui exigeraient et les clercs qui consentiraient des subsides sans l'autorisation du Siège apostolique. Philippe se sentit visé directement ; il se vengea en interdisant à tous ses sujets d'exporter de la monnaie : à l'égard du pape et des bénéficiers français employés hors du royaume, il y avait vol flagrant puisqu'on les privait ainsi de leurs revenus personnels. Dans la bulle *Ineffabilis amor*, Boniface VIII s'expliqua avec loyauté : « Nous n'avons nullement défendu au clergé de subvenir à vos besoins et à ceux du royaume, mais seulement de le faire sans la permission du pape, parce que nous avons à l'esprit les exactions de vos agents sur les biens ecclésiastiques. Le cas échéant le Saint-Siège vous secourrait ». De fait, lorsque réunis à Paris le 1^{er} février 1297, les prélats du royaume prièrent le pape d'accorder la levée d'une subvention ecclésiastique, Boniface y consentit ; par la bulle *Etsi de statu* (31 juillet 1297), sans céder sur le principe fondamental, il alla jusqu'à permettre au roi de décider lui-même du cas de nécessité fiscale.

Il est vrai que les difficultés italiennes obligeaient le pape à des ménagements. Boniface VIII avait tenu à l'écart les **Colonna** trop puissants ; ils intrigèrent, ralliant à eux tous les mécontents : c'étaient les partisans de la maison d'Ara-

gon en Sicile, c'étaient aussi les fraticelles, héritiers des franciscains spirituels que Célestin V avait autorisés à se séparer des conventuels pour former une congrégation d'ermites, mais que Boniface VIII contraignait maintenant à rejoindre leurs frères ; l'un de ces exaltés, Jacopone de Todi attaqua Boniface avec tant de violence dans ses pamphlets qu'il le fit enfermer. Les cardinaux Jacques et Pierre Colonna prirent la tête du mouvement : on prétendait que Boniface VIII avait contraint Célestin V à abdiquer et que son élection était nulle. Le pape entreprit contre les Colonna une « croisade » ; ils durent se soumettre ; leurs forteresses furent rasées, notamment Palestrina (12 juin 1299). D'autre part, le jubilé de l'an 1300 amenait aux pieds du pape deux cent mille pèlerins : il put croire que rien n'était changé.

2. **Immunité judiciaire.** — C'est à ce moment même que le gouvernement de Philippe le Bel fit surgir un nouveau conflit. **Bernard Saisset** avait été élevé par Boniface VIII au siège nouveau de Pamiers sans l'intervention du roi. Bernard s'affirmait régionaliste combattif ; sans doute manqua-t-il de prudence ; on l'accusa d'ourdir une conspiration locale. Soudain arrêté dans la nuit du 12 juillet 1301, il dut comparaître devant une assemblée présidée par le roi ; le légiste Pierre Flotte prononça un réquisitoire accablant qui concluait à l'internement préventif sous la fêrûle de Gilles Aiscelin, archevêque de Narbonne, métropolitain de l'inculpé ; on envoya à la cour de Rome un mémoire accusateur. Mais Boniface VIII ne vit qu'une chose : l'immunité ecclésiastique judiciaire venait d'être violée ; dans la bulle *Salvator mundi* du 4 décembre, il ordonna de relâcher le prélat inculpé afin qu'il pût venir se justifier à Rome ; en même temps la bulle *Ausculia fili* rappelait le principe de la suprématie du pape sur les rois : « Dieu nous a établi au-dessus des rois pour édifier, planter, arracher, détruire » ; Boniface récapitulait tous ses griefs contre les procédés du gouvernement royal : « vous ne reconnaissez d'autres juges que vos officiers, d'autre tribunal que le vôtre auquel vous traînez laïques et clercs, ne tenant aucun compte de celui du pape ». Aussi, Boniface convoquait-il prélats et chapitres à un synode qui se tien-

drait à Rome le 1^{er} novembre 1302 pour procéder « à la correction du roi et au bon gouvernement de la France ».

3. **La bulle Unam Sanctam et Anagni.** — Résolus à la lutte, Philippe le Bel et ses légistes s'employèrent à tromper l'opinion. A la bulle pontificale ils en substituèrent une autre qui commençait par ces mots autoritaires : *Scire te volumus* ; on composa aussi une réplique du roi : « Philippe par la grâce de Dieu, roi de France, à Boniface qui se dit pape, peu ou point salut. Que ta très grande fatuité sache que nous ne sommes soumis à personne pour le temporel... » On résolut encore d'opposer une assemblée nationale au synode romain ; Pierre Flotte y pria les membres des trois ordres de se serrer autour du roi « pour défendre les libertés du royaume et celles de l'Eglise ». Partagé entre ses devoirs envers le pape et son loyalisme français, le clergé demanda à Boniface VIII de céder ; il répondit que les évêques absents au synode romain seraient déposés. La lutte inévitable eut lieu sur un autre terrain : le 11 juillet 1302, les Français furent battus à Courtrai par les Flamands ; le roi affaibli parla de négocier ; il laissa les évêques se rendre auprès de Boniface VIII qui, au synode romain de la Toussaint 1302, publia la fameuse bulle *Unam sanctam*, affirmation intégrale des doctrines ultramontaines. « Il faut, y lisait-on, que le glaive soit subordonné au glaive, l'autorité temporelle à la puissance spirituelle ; car l'Apôtre dit : *Il n'y a pas de puissance qui ne vienne de Dieu, mais ce qui est, est ordonné par Dieu* ; or, cet ordre n'existerait pas si l'un des deux glaives n'était subordonné à l'autre ». Rien de révolutionnaire en cet exposé : employée dès la fin du xi^e siècle par Geoffroy de Vendôme, la comparaison des deux glaives était devenue classique. La conséquence était fermement tirée par Boniface VIII : « Il appartient à la puissance spirituelle d'instituer la temporelle et de la juger si elle n'est pas bonne... Nous disons, déclarons et définissons que d'être soumis au pontife romain est pour toute créature de nécessité de salut ».

Les *responsiones* royales furent doucereuses et insinuan-tes ; mais dans ses instructions au cardinal Lemoine, envoyé en France comme légat, Boniface VIII signifia sans ambages

que le roi devait céder, ou bien il serait excommunié. Chez Philippe le Bel, l'impérieuse raison d'Etat l'emporta sur les scrupules d'une conscience sans doute chrétienne : il déclara la guerre. Un homme à tout faire allait l'aider dans sa nouvelle politique, **Guillaume de Nogaret**. Le 12 mars 1303, dans une assemblée de notables, il lut un réquisitoire haineux contre le pape et proposa qu'un concile général se réunît pour juger son cas ; le 13 et le 14 juin, nouvelle réunion, où Guillaume de Plaisians, satellite de Nogaret, débita contre Boniface un pamphlet bourré de calomnies grossières : « Boniface ne croit pas à l'immortalité de l'âme, ni à la vie éternelle ; il a dit qu'il aimerait mieux être chien que Français ; il s'est fait élever des statues dans les églises pour se faire adorer, etc... » A de telles incriminations personnelles s'ajoutaient des griefs politiques : on tenait Boniface responsable de l'hostilité anglaise contre la France, de la perte de la Terre Sainte, de la mort de Célestin V contraint par lui à l'abdication, etc... Les prélats présents demandèrent que le pape fût déféré à un concile général. En même temps une campagne était menée dans la France entière pour égarer l'opinion : le procès verbal de l'assemblée fut porté partout par des commissaires royaux qui requièrent les adhésions ; il n'y eut refus formel que de la part de certains religieux, notamment les Cisterciens. Boniface VIII s'app préparait à répondre par la bulle *Super Petri solio*, en excommuniant Philippe le Bel et en déliant ses sujets du serment de fidélité, quand, le 7 septembre 1303, Nogaret pénétra dans Anagni avec les Colonna ; froidement, il expliqua à Boniface les crimes dont on l'accusait et la décision prise de le traduire devant un concile général ; Sciarra Colonna abreuva d'injures le pontife. Gardé à vue dans son palais, il fut sauvé par les siens : les gens d'Anagni se soulevèrent aux cris de : « Vive le pape ! mort aux étrangers ! » Bientôt, quatre cents cavaliers romains survenant à souhait emmenèrent Boniface à Rome ; il y mourait un mois plus tard des suites des formidables émotions.

Avec dignité sans doute, mais **Benoît XI** (1303-1304) adopta une politique d'apaisement. Il flétrit les auteurs directs de l'agression d'Anagni et cite Guillaume de Noga-

ret à son tribunal ; mais, se souvenant qu'il est « le délégué de celui qui pardonne », il annule les sentences portées contre les Colonna et restitue leurs biens ; il accorde aussi à Philippe le Bel l'absolution de l'excommunication et à ses sujets celle des censures prononcées. Il meurt mystérieusement après un an de pontificat.

TEXTES ET DOCUMENTS

La Bulle Unam Sanctam

La bulle débute par un développement enrichi de comparaisons bibliques pour affirmer l'unité de l'Eglise qui n'a qu'un chef en la personne de Jésus-Christ, à qui Pierre et les Papes ont succédé comme chefs visibles. La métaphore des deux glaives amène ensuite le passage important.

L'Evangile nous apprend qu'il y a dans l'Eglise et dans la puissance de l'Eglise deux glaives, le spirituel et le temporel. Quand les apôtres ont dit : *Il y a deux glaives ici* — ici, c'est-à-dire dans l'Eglise, — le Seigneur n'a pas répondu : *C'est trop*, mais : *C'est assez*. Certes celui qui nie que le glaive temporel soit en la puissance de Pierre méconnaît la parole du Seigneur disant : *Remets ton épée au fourreau*. Donc l'un et l'autre glaives sont dans la puissance de l'Eglise, le spirituel et le temporel, mais celui-ci doit être tiré pour l'Eglise, celui-là par l'Eglise, l'un par la main du prêtre, l'autre par la main des rois et des soldats, mais du consentement et au gré du prêtre. Cependant, il faut que le glaive soit subordonné au glaive, l'autorité temporelle à la puissance spirituelle, car l'Apôtre dit : *Il n'y a pas de puissance qui ne vienne de Dieu, mais ce qui est ordonné par Dieu* ; or cet ordre n'existerait pas, si l'un des deux glaives n'était subordonné à l'autre, et en tant que son inférieur rattaché par lui à la catégorie suprême, car selon saint Denys : *La loi de la divinité est que les choses inférieures soient rattachées aux supérieures par les intermédiaires*. Il n'est donc pas conforme à l'harmonie de l'univers que toutes choses soient ramenées à l'ordre de façon parallèle et immédiate, mais seulement les plus infimes par les termes moyens, les inférieures par les termes supérieurs. Que la puissance spirituelle l'emporte en dignité et en noblesse sur toute puissance temporelle, nous devons le reconnaître d'autant plus évidemment que les choses spirituelles l'emportent davantage sur les choses temporelles. Le paiement, la bénédiction et la sanctification des

dimes, la collation du pouvoir et la pratique même du gouvernement le font voir clairement à nos yeux. Car au témoignage de la vérité, il appartient à la puissance spirituelle d'instituer la temporelle et de la juger si elle n'est pas bonne. Ainsi se vérifie, touchant l'Eglise et la puissance ecclésiastique l'oracle de Jérémie : *Je vous ai établi aujourd'hui sur les nations et sur les royaumes, etc...*

Si donc la puissance temporelle s'égare, elle sera jugée par la puissance spirituelle ; si la puissance spirituelle s'égare, l'inférieure sera jugée par la supérieure, et si c'est la puissance suprême, par Dieu seul. Elle ne pourra pas être jugée par l'homme, ainsi que l'atteste l'Apôtre : *L'homme spirituel juge de tout, et il n'est lui-même jugé par personne*. Or, cette autorité, bien que donnée à un homme et exercée par un homme, n'est pas une autorité humaine, mais plutôt un pouvoir divin conféré à Pierre de la bouche même de Dieu, la pierre affermie pour lui et pour ses confesseurs dans le Christ qu'il avait confessé, lorsque le Seigneur dit à Pierre lui-même : *Tout ce que tu lieras, etc.* Ainsi, quiconque résiste à la puissance ordonnée de la sorte par Dieu, résiste à l'ordre de Dieu, à moins qu'il ne pense, à l'exemple de Manès, qu'il y a deux principes, ce que nous jugeons faux et hérétique. Car, au témoignage de Moïse, ce n'est pas dans les principes, mais dans le principe que Dieu a créé le ciel et la terre. En conséquence, nous disons, déclarons et définissons que d'être soumis au pontife romain est pour toute créature humaine de nécessité de salut.

(Traduction H. HEMMER).

CHAPITRE II

LA PAPAUTE D'AVIGNON

Le conclave réuni à Pérouse mettait en présence les deux partis rivaux. Après onze mois de chicane, on proposa Bertrand de Got ; comme il avait montré jadis de l'attachement à Boniface VIII, il était acceptable par les Italiens ; Français d'origine et archevêque de Bordeaux, il s'était réconcilié depuis avec Philippe le Bel ; sa candidature parut être de conciliation ; élu le 5 juin 1305, il prit le nom de

Clément V. « Le nouveau pape avait de la bonté et de la générosité, mais ces qualités tournaient vite à la faiblesse. » D'une part, il redoutait que son indépendance ne fût compromise au milieu des luttes italiennes ; à Rome, Orsini et Colonna, dans tous les Etats, blancs et noirs, guelfes et gibelins se disputaient l'hégémonie ; d'autre part, Philippe le Bel faisait pression pour qu'il restât en France. Après avoir séjourné à Bordeaux (1306) et à Poitiers (1307-1308), il se fixa à Avignon, près du Comtat Venaissin, qui était terre pontificale depuis 1229 ; Avignon, toutefois, n'appartenait pas au pape ; c'est seulement en 1348 que Clément VI l'achètera 80.000 florins d'or à la reine Jeanne de Naples. Dans la pensée de Clément V ce séjour était provisoire ; il ne se fit pas construire de palais et se contenta d'un modeste logement chez les frères précheurs.

1. La papauté et la France : le procès des Templiers.

— Philippe le Bel abusa de la situation ; il obtint d'abord de son hôte la rétractation des actes de Boniface VIII : la bulle *Clericis laicos* était frappée de nullité, la bulle *Unam sanctam* n'entraînerait aucune sujétion nouvelle du roi à l'égard de l'Eglise romaine. Bientôt, poussé par Nogaret dont l'absolution était en jeu, il demanda une condamnation flétrissante pour la mémoire de Boniface VIII. En 1309, le pape consentit à une enquête : Nogaret y accumula contre la victime d'Anagni les pires accusations : débauches, sacrilèges,

Clément V. Le Procès des Templiers. — Sources : BOUTARIC, *Notices et Extraits de documents inédits relatifs à l'histoire de France sous Philippe le Bel*, dans les *Notices et Extraits des manuscrits de la Bibl. nationale*, t. XX², (1862), pp. 83-237. — K. SCHOTTMÜLLER, *Der Untergang des Templerordens*, 2 vol., 1887. — LIZERAND, *Le dossier de l'Affaire des Templiers* (coll. *Les classiques de l'Hist. de France au Moyen Age*), 1923. — Travaux : H. PRUTZ, *Entwicklung und Untergang des Tempelherrenordens*, 1888. — H. FENKE, *Papsttum und Untergang des Templerordens*, 2 vol., 1907. — CH. LIZERAND, *Clément V et Philippe le Bel*, 1910. — LANGLOIS, *Le Procès des Templiers*, dans *Rev. des Deux Mondes*, 1891, et *Hist. de France*, 4. III². — P. VIOLLET, *Les interrogatoires de Jacques Molay*, 1909. — C. LIZERAND, *Les dépositions de J. Molay*, 1913. — V. CARRIÈRE, *Hypothèses et faits nouveaux en faveur des Templiers*, dans *Rev. hist. Eglise de France*, 1912 (III). — HEMMER, art. *Clément V*, *Dicl. de Théol.*

etc... Si Clément V se raidit devant de tels procédés, le roi reçut pourtant toutes satisfactions en dehors de la condamnation formelle de Boniface : les intentions du roi dans le procès ont été droites, il est innocent des violences exercées contre le pontife. Quant à Nogaret, absous de l'excommunication à cautèle, il en fut quitte pour un pèlerinage en Terre Sainte. Les résultats généraux de cette victoire de Philippe le Bel furent considérables : le pouvoir politique pontifical se trouve désormais éclipsé par l'absolutisme royal. Conséquence plus particulière, en suspendant au-dessus de Clément V la menace d'un procès diffamatoire contre Boniface VIII, Philippe obtiendra de lui, dans l'affaire des Templiers, plus qu'il n'aurait voulu donner.

Fondés pour la garde de la Terre Sainte, les **Templiers** perdirent leur raison originelle d'exister après que les chrétiens eurent évacué la Palestine en 1291. Ils devinrent les plus grands banquiers de l'époque : dans leurs « temples », forteresses puissantes, le trésor royal et l'argent des riches étaient gardés avec sécurité ; ils servaient, d'ailleurs, de fermiers généraux aux papes et même aux rois pour le recouvrement de l'impôt. Leur richesse engendra la jalousie et le secret de leurs réunions les calomnies. Profitant de cette situation équivoque, Philippe le Bel résolut de frapper les Templiers pour s'emparer de leurs trésors. Dès 1306, il présenta Clément V, qui promit simplement d'enquérir. Mais Philippe passa outre : le conseil royal fit arrêter le grand maître **Jacques de Molai** et tous les Templiers sous l'inculpation d'hérésie et de crimes monstrueux (12 octobre 1307). Une proclamation rédigée par Guillaume de Nogaret les accusait de s'engager par leur profession à renier le Christ, de pratiquer la sodomie, d'adorer une idole, d'omettre à la messe les paroles de la consécration. Mis à la plus atroce torture, la plupart d'entre eux « dirent tout ce que voulurent les bourreaux, *dixerunt omnem voluntatem torquentium* ».

L'affaire semblait expédiée. Mais Clément V se plaignit au roi que le procès eût été mené avec sa permission supposée. Un moment ébranlé par les aveux des Templiers au point d'ordonner aux princes chrétiens d'arrêter ceux de leurs

Etats, le pape revint à son attitude protestataire, lorsque plusieurs Templiers, Jacques de Molai surtout, se furent rétractés solennellement ; il suspendit la procédure en cours, évoqua l'affaire à son tribunal et demanda à Philippe de lui remettre la personne et les biens des accusés. Nogaret entreprend alors d'apeurer Clément V par la calomnie : accusations de simonie, de népotisme sont lancées contre lui. Ainsi exploitée, l'opinion élit aux Etats généraux de Tours des députés qui se prononcèrent pour Philippe le Bel. Après une belle résistance, le pape céda partiellement : aux évêques et aux inquisiteurs ordinaires, il rendit le jugement individuel des Templiers, comme cela était au début ; mais le soin de décider du sort de l'Ordre en général fut confié à un concile oecuménique dont une commission pontificale préparait la besogne.

Dès lors, le procès se déroula sur un double plan. Inspirée par le Saint-Siège, la Commission pontificale ne voulut pas employer la torture, mais laissa aux chevaliers la liberté de leurs dépositions ; il s'en suivit des rétractations en masse. « Je veux défendre l'ordre, je n'y sais rien de mal », déclaraient les inculpés. A cette vue, les partisans du roi résolurent de précipiter les jugements individuels confiés au tribunal des inquisiteurs ; soudain, à Paris, Philippe de Marigny condamna comme relaps, sans même les entendre, cinquante-quatre chevaliers qui venaient de rétracter leurs aveux devant la commission pontificale : on les brûla publiquement. Saïsés d'effroi, les survivants recommencèrent à avouer. Réuni en octobre 1311, le **concile de Vienne** n'était pas décidé à ratifier les sanctions des inquisiteurs de France ; on ne pouvait donc espérer une condamnation, on obtint une suppression qui satisfit le roi : ce fut l'œuvre de la bulle *Vox in excelso*. Les Templiers persistant dans leurs aveux recouvrèrent la liberté ; les autres furent condamnés, et, parmi eux, le grand maître Jacques de Molai.

Que faut-il penser des Templiers ? Sans doute les richesses avaient amené chez eux certains abus qui appelaient une réforme ; mais basées sur des aveux oraux obtenus par la torture, les condamnations ne se justifient pas. La seule rapacité du gouvernement de Philippe le Bel explique ce

procès inique. Il n'en retira point cependant tout le profit espéré : s'il se fit octroyer 200.000 livres tournois pour l'apuration des comptes de la trésorerie, et 60.000 pour les frais du procès ; pourtant, une bulle pontificale adjugea les biens du Temple aux frères Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, qui en firent le meilleur usage en luttant contre les Turcs.

2. **La papauté et l'Allemagne : la lutte avec Louis de Bavière.** — Clément V et Philippe le Bel moururent la même année (1314). Après une vacance de deux ans et trois mois occasionnée par les rivalités des Italiens et des Français, ceux-ci firent élire Jacques Duèze de Cahors, cardinal évêque de Porto, qui prit le nom de **Jean XXII** (1316-1334). Le nouveau pape dut entrer en lutte avec l'Allemagne. Il y avait deux prétendants à la succession de Henri VII : Louis de Bavière et Frédéric d'Autriche ; Jean XXII soutint le droit de la papauté à trancher les élections impériales douteuses et déclara qu'aucun des deux compétiteurs ne s'appellerait *rex romanorum* avant que lui-même eût dirimé le conflit.

Les papes d'Avignon en général. — Sources : A. COULON et MOLLAT, *Les registres de Jean XXII*, 1900 et suiv. — J. M. VIDAL et G. DAUMET, *Les registres de Benoît XII*, 1899. — E. DÉPREZ, *Les registres de Clément VI et d'Innocent VI*, 1899. — P. LECACHEUX, *Les registres d'Urbain V*, 1902. — *Vitæ paparum Avenionensium*, ed. Baluze, 2 vol., 1693 (réed. G. Mollat, 1917). — H. FINKE, *Acta Aragonensia*, 2 vol., 1908. — *Œuvres de saint Vincent Ferrier*, éd. Fages, 1909. — Travaux : G. MOLLAT, *Les papes d'Avignon*, 3^e édit. 1920. — L. BRÉHIER, *L'Eglise et l'Orient au moyen âge. Les croisades*. — J. GUIRAUD, *L'Eglise romaine et les origines de la Renaissance*, 1911. — DOM C. POULET, *Guelfes et Gibelins*, t. II, *La diplomatie pontificale à l'époque de la domination française* (1266-1378), 1922.

Louis de Bavière et la papauté. — Travaux : C. MÜLLER, *Die Kampf Ludwigs des Baiern mit der römischen Curie. Ein Beitrag zur Kirchlichen geschichte des 14 Jahrhunderts*, Tubingue, 1879-1880. — P. FOURNIER, *Le royaume d'Arles et de Vienne*, 1891. — A. LEROUX, *Recherches critiques sur les relations de la France avec l'Allemagne de 1292 à 1378*, 1882. — A. BAUDRILLART, *Des idées qu'on se faisait au XIV^e siècle sur le droit d'intervention du Souverain Pontife en matière politique*, dans *Rev. hist. et litt. relig.*, t. III (1898), p. 193-223, 299-337. — NOËL VALOIS, *Jean de Jandun et Marseille de Padoue*, dans *Hist. litt. de la France*, t. XXXIII.

Comme Louis de Bavière désignait un vicaire général d'Empire pour l'Italie, le pape n'en tint aucun compte et laissa l'administration de la péninsule à des légats et à Robert de Sicile. Mais, en Allemagne, l'idée de nationalité avait fait son chemin ; on ne voulait plus des interventions pontificales dans le domaine politique ; on demanda aux armes, non au pape, d'en décider : la bataille de **Muhldorf**, livrée le 28 septembre 1322, fut favorable à Louis de Bavière. Il s'était déclaré empereur. Le 8 octobre 1323, Jean XXII rappela qu'à lui seul revient l'examen de la personne (*examen personæ*), et, par conséquent aussi, l'approbation de l'élu (*approbatio electi*). Louis, impénitent, fut excommunié le 23 mars 1324. La lutte se rouvrait entre le Sacerdoce et l'Empire.

Louis de Bavière trouva des alliés au sein de l'Eglise. Les franciscains causaient alors de graves ennuis à Jean XXII : en 1317 et 1318, il avait dû condamner la partie exaltée de l'Ordre, ces mêmes spirituels qui avaient combattu Boniface VIII, sortes de montanistes appuyant leurs prophéties et leurs critiques sur l'autorité de Joachim de Flore et de ses disciples Pierre Jean d'Olive et Ubertino da Casale : pour eux, livrée à la richesse et aux plaisirs, l'Eglise est « Baby-lone », et le pape l'Antechrist ; au sacerdoce officiel va succéder un monachisme pur qui régènera la chrétienté. Quand par la bulle *quorundam exigit* (7 octobre 1317), Jean XXII leur eut donné tort dans leur conflit avec les conventuels, les spirituels s'opiniâtèrent à porter le froc rapiécé et à nier la légitimité des provisions alimentaires. Aussi, par les bulles *Sancta romana* (30 décembre 1317) et *Gloriosam* (1318), Jean XXII dut-il excommunier expressément fraticelles, béguins, frères de la pauvre vie ; poursuivis par l'Inquisition, les opiniâtres furent emprisonnés ou brûlés vifs. Bientôt, un conflit plus grave brouilla Jean XXII non plus seulement avec un groupe d'exaltés, mais avec l'ordre franciscain presque entier : en 1322, une polémique théologique s'engageait sur la question de savoir si le Christ et les apôtres avaient pratiqué la pauvreté jusqu'à ne rien posséder. Jean XXII évoqua à lui l'affaire ; il y cherchait une solution et prenait conseil quand, sans attendre, le géné-

ral des frères mineurs, **Michel de Césène**, dans un chapitre général de l'ordre à Pérouse, se prononça pour l'absolue pauvreté (30 mai 1322). Le 12 novembre 1323, par la constitution *Cum inter nonnullos*, Jean XXII condamna comme hérétique la déclaration de Michel de Césène qui, mandé à Avignon, y fut gardé à vue. Mais, nombre de franciscains suscitèrent une violente campagne de presse contre le pape ; Louis de Bavière se posa en défenseur des révoltés ; à Francfort, il fulmina contre le pontife d'Avignon une sorte d'excommunication laïque. En vain, Jean XXII jeta-t-il l'interdit sur l'Allemagne entière ; les frères mineurs si populaires vont faire campagne partout en faveur de l'empereur et empêcher l'exécution des sentences pontificales.

Une aide fut encore fournie à Louis de Bavière par **Marsiglio de Padoue** et Jean de Jandun, qui, dans leur *Defensor pacis*, posaient les principes d'un remaniement démocratique de la société chrétienne. Le pape n'est qu'un évêque comme les autres ; tout au plus a-t-il une vague prééminence morale ; les affaires de l'Eglise doivent être gérées par un concile, délégation de l'universalité des fidèles ; la présidence en revient à l'empereur, « fidèle législateur humain qui n'a personne au-dessus de lui », *fidelem legislatorem superiore carentem*. Aussi les évêques de Rome sont-ils en politique des usurpateurs : s'ils réclament de l'élu impérial qu'il leur fasse cession des provinces italiennes, c'est pure intrusion. En 1326, les auteurs du libellé révolutionnaire se réfugièrent à la cour de Louis de Bavière, qui va essayer de réaliser leur programme.

A travers l'Italie septentrionale possédée par des seigneurs gibelins, il fit un voyage triomphal : à Milan, on le couronna roi d'Italie avec sa femme Margareta de Hollande (31 mai 1327) ; il entra dans Rome sans obstacles, le 10 janvier 1328. Après que les évêques excommuniés d'Aleria et de Castello lui eurent donné l'onction sacrée, il reçut la couronne des mains de Sciarra Colonna et des syndics de la ville, représentants le peuple romain. Le 14 avril, on entreprit le procès de Jean XXII : composée, selon les vues de Marsiglio, de quelques clercs et de nombreux laïques, une assemblée émit des doutes sur son orthodoxie ; le verdict

impérial le déposa pour crime de lèse-majesté. Une commission représentative du peuple romain élut ensuite un nouveau pape : le mineur **Pierre de Corvara**, qui prit le nom de Nicolas V. Ainsi, dépassant les Hohenstaufen, Louis de Bavière lançait-il la querelle du Sacerdoce et de l'Empire dans une voie démocratique. Mais bientôt le peuple romain se soulevait (4 avril 1328) ; Louis dut quitter la ville impériale ; il séjourna quelque temps à Pise ; Milan lui ferma ses portes ; il lui fallut regagner l'Allemagne ; voyant tout perdu, l'antipape Jean de Corvara vint se jeter aux pieds de Jean XXII.

Il est vrai que celui-ci se compromettait à son tour. Dans un sermon du 15 décembre 1331, il prétendit « qu'avant la résurrection des corps, les âmes séparées ne possèdent ni la vie éternelle, ni la béatitude proprement dite, ni la vision béatifique » ; de même, damnés et démons n'habiteront l'enfer qu'après la fin du monde. Les partisans de Louis de Bavière, Michel de Césène, Guillaume Ockam, etc., crièrent à l'hérétique ; mais Jean XXII dégagea la papauté en déclarant n'avoir agi qu'en qualité de théologien privé ; d'autre part, loin d'imposer son avis, il consultait évêques et docteurs sur la question. Tombé gravement malade, Jean XXII se rétracta en présence de ses cardinaux : « Nous confessons, dit-il, que les âmes séparées des corps et pleinement purifiées sont au ciel, et qu'elles voient Dieu face à

Jean XXII. — Sources. A. COULON et G. MOLLAT, *Les registres de Jean XXII*, 1900. Travaux : E. ALBE, *Autour de Jean XXII. Les familles du Quercy*, Rome, 1903-1906 (Ex. des Annales de Saint Louis des Français). — J. ASAL, *Die Wahl Johannis XXII*, 1910. — G. MOLLAT, *Jean XXII fut-il un avare*, dans *Rev. hist. eccl.*, t. V (1904), p. 522-534 ; t. VI (1905), p. 33-46 ; *L'élection du pape Jean XXII*, dans *Rev. hist. Eglise de France*, t. I (1910), p. 34-49, 147-166. — N. VALOIS, *Jacques Duèze, pape sous le nom de Jean XXII*, dans *Hist. litt. de la France*, t. XXXIV (1915), pp. 301-630. — Art. *Jean XXII*, dans *Dict. Théol. cath.* — MORTIER, *Histoire des Maîtres généraux de l'ordre des Frères précheurs*, t. II et III, 1905-1907. Sur les Spirituels : F. TOCCO, *L'Eresia nel medio Evo*, Firenze, 1884. — HOLZAPFEL, *Handbuch der Geschichte des Franziskanerordens*, Freiburg-im-Breisgau, 1905. — F. CALLAËY, *L'idéalisme franciscain spirituel au XIV^e siècle. Etude sur Ubertain de Casale*, Louvain, 1911. — VERNET, art. *Fratricelles*, dans *Dict. de Théol.* — E. JORDAN, art. *Joachim de Flore*, dans *Dict. de Théol.*

face autant que le comportent l'état et la condition de l'âme séparée. » Aussitôt élu, son successeur, **Benoît XII** (1334-1342), termina la querelle en définissant par la bulle *Benedictus Dei* que les âmes justes n'ayant aucune faute à expier « voient l'essence divine d'une manière intuitive et faciale » immédiatement (29 janvier 1336).

Mais le schisme politique subsistait toujours. Benoît XII fit preuve de tendances conciliantes : au printemps de 1335, puis à l'automne de 1336, des négociations s'ouvrirent sans résultat. Alors, les princes allemands réunis à Rense (16 juillet 1338) formèrent l'union électorale (*Kurverein*) ; elle stipula que « celui qui a été légalement élu par la majorité des électeurs est considéré comme vrai roi d'Allemagne sans nul besoin de la confirmation pontificale ». Louis de Bavière approfondit encore le différend en faisant contracter à son fils, Louis de Brandebourg, une union irrégulière avec Marguerite Maultasch, héritière du Tyrol, déjà mariée à Jean-Henri de Bohême. Le nouveau pape, **Clément VI** (1342-1352), excommunia Louis de Bavière le 13 avril 1346 ; les princes, d'autre part, l'abandonnèrent et élurent à sa place Charles de Bohême, protégé du pape ; la mort de Louis de Bavière, survenue le 11 octobre 1347, ferma, d'ailleurs, le conflit. Mais l'Empire acheva de se laïciser : en 1354, la **Bulle d'or** décréta que l'élection serait faite par sept princes, trois ecclésiastiques : Mayence, Trèves et Cologne ; quatre laïques : Bohême, Palatinat, Saxe et Luxembourg. La conception médiévale disparaissait : en place d'une chrétienté, des nationalités jalousement autonomes.

3. La papauté et l'Italie : **Albornoz, Urbain V et Grégoire XI**. — Le transfert du Saint-Siège à Avignon laissait l'Italie sans protecteur. Dans le Patrimoine l'anarchie se multipliait : Orsini, Colonna, Savelli ne cessaient de guerroyer ; ils avaient à leur service des sicaires qui commettaient toutes sortes de crimes. C'est alors que le peuple se jeta dans les bras d'un tribun : **Cola di Rienzo**. Les effets

Cola di Rienzo. — *Travaux* : RONCANACHI, *Les institutions communales de Rome*, 1901 ; *Cola di Rienzo, Histoire de Rome de 1342 à 1354*, 1888.

premiers de ce changement furent excellents : l'ordre régna. D'abord inquiet Clément VI reçut l'hommage de Rienzo et le reconnut. Malheureusement, cet homme de petite extraction eut la tête tournée par une telle fortune. Farci de souvenirs classiques, il voulait la restauration de la Rome antique ; le poète Pétrarque l'encourageait qui saluait en lui « l'honneur des deux Brutus ». Il eût voulu réunir l'Italie en un seul Etat dont Rome eût été la capitale ; devant les représentants des cités, il brandit son épée dans la direction des quatre points cardinaux en disant : « Tout cela est à moi ». Clément VI l'avait excommunié ; le 15 décembre 1347, la révolution éclate à Rome ; le légat pontifical Bertrand de Deux y rétablit l'ancien ordre seigneurial. Il y eut encore deux tribuns éphémères : Cecconi (1352), puis Baroncelli.

Cependant, les papes ne cessaient de penser au retour. Le successeur de Clément VI, **Innocent VI** (1352-1362) travailla à la reconquête des Etats Pontificaux avec l'aide du grand capitaine Alvarez Carillo **Albornoz**. Castillan, archevêque de Tolède, celui-ci avait été nommé légat du Saint-Siège au temps de la croisade d'Andalousie : il se signala à la bataille de Tarifa en 1340. Après que Pierre le Cruel l'eut disgracié, Innocent VI le nomma légat en Italie dès 1353. Besogne singulièrement ardue. Dans les Etats pontificaux comme dans l'Italie du Nord, c'étaient partout de petits tyrans ou de grands seigneurs, libertaires, astucieux, ennemis de toute intervention ecclésiastique : ainsi dans le Patrimoine le préfet Giovanni di Vico ; dans les Marches, les Ordelaffi à Forlì, les Manfredi à Faenza, les Malatesta à Rimini. Contre eux, Albornoz était investi d'un pouvoir entier, mais presque exclusivement moral : car Innocent VI n'était pas en mesure d'entretenir un véritable corps expéditionnaire. Albornoz contracta d'abord une alliance avec l'archevêque Giovanni Visconti, l'homme le plus puissant de l'Italie, maître à Milan et à Bologne ; ainsi assuré de ne point laisser

Albornoz. — *Travaux* : E. FILIPPINI, *La riconquista dello Stato della Chiesa per opera di Egidio Albornoz (1353-1357)*, Rigoli, 1900 (Ext. des *Studi storici*, t. VI.VIII). — Art. Albornoz, dans *Dict. d'hist. et de géogr. eccl.*

d'ennemi derrière lui, avec une petite troupe, il fonça droit sur le Patrimoine, réduisit par la force le préfet de Vico dont la soumission en amena beaucoup d'autres, notamment celles des villes de Narni, Terni, Rieti. Le 30 septembre 1354, Albornoï pouvait convoquer à Montefiascone une grande assemblée des barons et des communes qui tous prêtèrent serment de fidélité à l'Eglise. Restait à s'emparer des Marches, cette longue bande côtière qui assure aux Etats Pontificaux un débouché maritime du côté de l'Orient et un débouché terrestre vers l'Italie du Nord. Albornoï vainquit les tyranneaux de ces régions : Malatesta de Rimini, Ordelaïfi de Forlì. Malheureusement, les intrigues du Visconti inquiet de tels succès et la jalousie de l'entourage pontifical amenèrent deux disgrâces consécutives du grand Albornoï. Restée inachevée, son œuvre n'en était pas moins considérable : les Etats pontificaux se rangeaient maintenant sous l'autorité du pape.

N'était-ce pas le moment d'y rentrer ? D'autant que la France devenait moins habitable. A la faveur de la guerre de Cent Ans, des groupes de pillards formés en « grandes compagnies » terrorisaient le pays. En 1357, on avait vu la Provence envahie par les bandes d'Arnaud de Cervole ; tout le Comtat fut en émoi, on fortifia Avignon ; en 1358 et 1360 nouvelles alarmes ; les populations réfugiées à Avignon y subissent la famine et la peste ; l'épidémie qui sévit du 29 mars au 25 juillet 1360 n'enleva pas moins de 1.700 personnes dont 9 cardinaux. A la fin de son pontificat, Innocent VI songeait au retour. Son successeur **Urbain V** (1362

Le retour à Rome sous Urbain V et Grégoire XI. — *Travaux* : J. H. ALBANES, *Abrégé de la vie et des miracles du bienheureux Urbain V*, 1872. — M. CHAILLAN, *Le bienheureux Urbain V* (coll. *les Saints*), 1911. — MIROT, *La politique pontificale et le retour du Saint Siège à Rome en 1376*, 1899. — E. GEBHART, *Moines et papes*, 1896. — M. PROU, *Etude sur les relations politiques du pape Urbain V avec les rois de France Jean II et Charles V*, 1887. — COMTESSE DE FLAVIGNY, *Sainte Catherine de Sienne*, 1895. — JOERGENSEN, *Sainte Catherine de Sienne* (trad. française), 1919. — J. LECLERQ, *Sainte Catherine de Sienne, catholique romaine, la mystique de l'apostolat*, Bruxelles, 1921. — COMTESSE DE FLAVIGNY, *Sainte Brigitte*, 1892. — A. CLERVAL, art. *Grégoire XI*, dans *Diet. de Théol.*

1370) le réalisa, malgré le roi Charles V et les cardinaux français. Il était temps : dans l'Italie centrale de longues années passées sous l'administration de fonctionnaires le plus souvent français avaient exaspéré les populations. Quand Urbain V rentra à Rome Pétrarque salua son retour comme la fin d'une captivité de Babylone. Cependant, de sourdes hostilités, la révolte de Pérouse attristèrent le pape ; en vain, les Romains et Pétrarque le suppliaient de rester ; en vain, sainte Brigitte lui prédisait, s'il partait, sa mort prochaine ; en vain, Pierre d'Aragon lui faisait remarquer que, si le pape s'éloignait encore de Rome, il exposerait l'Eglise au schisme : en effet, le séjour des pontifes à Avignon ne créerait-il pas, en se prolongeant, un tel antagonisme entre Français et Italiens qu'on élirait de chaque côté un chef de la chrétienté ? Urbain V rentra pourtant à Avignon, où il mourut bientôt, le 19 décembre 1370.

Dès le début de son pontificat, **Grégoire XI** (1370-1378) songea au retour. Mais il rencontra de nouveaux obstacles. Jaloux des succès de l'Eglise, convoitant la possession de la Toscane, les Florentins regardaient maintenant le pape comme un rival ; ils patronnaient insidieusement un mouvement d'émancipation, une mise des Français hors de l'Italie. Dans l'hiver 1375, une insurrection générale éclata en Toscane, dans les Etats Pontificaux et en Romagne. Grégoire XI résolut de sévir avec vigueur ; il frappa Florence d'interdit, mesure qui frappait cette cité dans son commerce international : suspension des paiements échus, saisie des marchandises, arrestation des trafiquants, telles étaient les conséquences de cette mise au ban de la chrétienté. **Sainte Catherine de Sienne** s'interposa : elle disait qu'elle eût voulu, « s'il eût été possible, y sacrifier mille fois sa vie ». Elle fit même le voyage d'Avignon. A ses yeux, il n'y avait qu'un seul remède : le retour du pape, qui ferait tomber toutes les défiances ; elle faisait, d'ailleurs, entendre à Grégoire XI que Rome était par tradition la ville des papes : elle l'appelait « un jardin arrosé du sang des martyrs qui bouillonne encore et appelle des imitateurs ». Malgré les instances de la cour de France et des cardinaux, Grégoire XI rentra à Rome le 17 janvier 1377. Bientôt, la

ligue florentine se désagrégea ; ruinée, la cité rebelle consentit à traiter. Au moment où Grégoire XI mourut, en mars 1378, un véritable congrès européen se tenait à Sarzana en vue de la pacification de l'Italie.

4. **Centralisation et fiscalité avignonnaises.** — Quel jugement porter sur les papes d'Avignon ? Sans doute, les instances des Valois et celles des cardinaux ont contribué plus que de raison à prolonger leur exil. Mais l'état d'anarchie où la péninsule se débattait la rendit longtemps inhabitable. D'ailleurs, par leur séjour à Avignon, les papes espéraient mettre fin à la guerre de Cent Ans, ce qui eût permis la croisade. Il faut signaler surtout les efforts de Clément VI ; il parvint à former une ligue navale entre Vénitiens et Latins d'Orient (Chypre et Hospitaliers) contre les Turcs qui, déjà établis sur les côtes d'Asie-Mineure, infestaient l'Archipel : la prise de Smyrne (28 octobre 1344) et la victoire d'Imbros (1347) débarrassèrent la Méditerranée des corsaires turcs. Mais la rivalité de Gênes et de Venise et l'incapacité du dauphin Humbert de Vienne, généralissime de la croisade, empêchèrent de faire davantage.

Sous les papes d'Avignon, la centralisation du gouvernement de l'Eglise s'accrut. Les appels au pape devinrent

La papauté d'Avignon, la France et l'Orient. — *Travaux* : E. DÉPREZ, *Les préliminaires de la guerre de Cent Ans. La papauté, la France et l'Angleterre (1328-1342)*, 1902. — II. DENIFLE, *La désolation des églises, monastères, hôpitaux en France pendant la guerre de Cent Ans*, 2 vol., 1899. — DELACHENAL, *Histoire de Charles V*, 3 vol., 1909-1916. — G. MOLLAT, *Innocent VI et les tentatives de paix entre la France et l'Angleterre (1353-1355)*, dans *Rev. hist. eccl.*, t. X (1909), pp. 729-743. — J. GAY, *Le pape Clément VI et les affaires d'Orient (1342-1352)*, 1904. — DELAVILLE LE ROULX, *La France en Orient au XIV^e siècle. Expéditions du maréchal Boucicaut*.

La fiscalité pontificale. — *Travaux* : G. MOLLAT et Ch. SAMARAN, *La fiscalité pontificale au XIV^e siècle*, 1905. — A. CLERGAUX, *La curie et les bénéficiers consistoriaux*, 1911. — J. DOIZÉ, *Les finances du Saint Siège au temps d'Avignon*, dans *les Etudes*, t. CXI (1907), p. 467-484, 639-654. — C. DAUX, *Le denier de Saint Pierre*, 1907. — J. P. KIRSCH, *L'administration des finances pontificales au XIV^e siècle*, dans *Rev. hist. eccl.*, t. I (1900), pp. 274-296. — G. MOLLAT, *La collation des bénéfices ecclésiastiques sous les papes d'Avignon*, 1921.

très fréquents ; le Saint-Siège s'occupa beaucoup plus des affaires des ordres religieux, leur imposant des réformes ou des dignitaires. Surtout, la papauté intervint davantage dans la collation des bénéfices en multipliant les cas de réserve, c'est-à-dire ceux où le souverain pontife s'attribue le privilège de la nomination. Etendant une mesure prise par Clément IV, déjà Boniface VIII s'était réservé de nommer aux bénéfices dont les titulaires viendraient à mourir près du séjour de la cour pontificale. Sous Jean XXII, la réserve atteignait tous les bénéfices qui perdent leur titulaire par rejet d'élection, par déposition ou renonciation ; de même, tous les bénéfices des cardinaux et des officiers pontificaux à leur décès. Les réserves ne cessèrent d'augmenter tant qu'enfin Grégoire XI s'adjudgea la nomination à toutes les églises patriarcales, archiépiscopales, épiscopales et à tous les monastères d'hommes. Outre qu'en principe, le Saint-Siège possède la *plenaria dispositio*, on alléguait surtout les illégalités commises par les collateurs ordinaires dans le choix des candidats, et les démêlés occasionnés par les élections épiscopales ou abbatiales. En effet, la discorde règne au sein des chapitres, et avec elle la simonie et les schismes qui prolongent les vacances : d'autant plus qu'on pouvait toujours épiloguer sur les résultats d'une élection puisque la majorité numérique ne suffisait point par elle-même, mais qu'elle devait être reconnue la plus saine, *sanior*. Ajoutons qu'à cette époque de lutte — en Allemagne et en Italie surtout — il importait que les prélats nommés fussent tous dévoués au Saint-Siège. Pratiquement, la papauté consent à entrer en composition avec les chapitres dont elle agréé souvent le candidat ; parfois, quand elle n'a pu faire passer son protégé, elle se résigne à le nommer à un autre bénéfice ; il lui arrive aussi de tenir compte des désirs du roi ou des grands. L'autocratie n'est donc point si criant que plusieurs l'ont prétendu. L'abus véritable vint du cumul des bénéfices : le Saint-Siège trouva pratique d'entretenir les cardinaux et les officiers de la cour pontificale en leur accordant des bénéfices parfois très nombreux ; par une sorte d'hypothèque, on allait même jusqu'à désigner le futur titulaire d'un bénéfice encore occupé (*expectative*). Les clercs

anglais furent particulièrement mécontents de ce qu'un grand nombre de bénéfices fussent accordés à des personnages de curie, étrangers au pays.

Le système des réserves avait, d'ailleurs, une utilité financière directe : a) Les prélats nommés par le Saint Siège devaient lui reconnaître certains droits : 1° *les communs services* acquittés par les nouveaux évêques et abbés à la Chambre apostolique, et qui, jadis dons gratuits, étaient devenus au XIII^e siècle taxe obligatoire ; 2° *les menus services* ou gratifications consenties au personnel de la cour romaine ; 3° *la sacra* payée à l'occasion de la consécration ou de la bénédiction à la cour pontificale, et les *visitationes ad limina*, redevances dues lors des visites obligatoires à la curie ; 4° enfin, *les droits de chancellerie*. A ces impôts, payés au siège de la curie, il faut encore ajouter les *annates*, autrement dit les revenus produits pendant la première année qui suit la collation à un nouveau titulaire. b) D'autre part, à la mort du bénéficiaire, la papauté usait du *droit de dépouilles* qui s'exerçait en particulier sur le mobilier, le trésor et la bibliothèque du défunt ; elle percevait aussi les *vacants*, autrement dit les fruits du bénéfice jusqu'à la nomination d'un nouveau titulaire. c) Ajoutons que le Saint Siège levait parfois sur les bénéfices ecclésiastiques des *décimes*, secours extraordinaires exigés soit pour organiser la croisade, soit pour la guerre d'Italie ; elle demandait aussi au clergé des subsides caritatifs (*subsidia caritativa*). Mais il faut se rappeler que les revenus jadis tirés de l'Italie n'arrivaient plus à Avignon, que les puissances tributaires acquittaient toujours plus mal leurs redevances, que les papes devaient entretenir des mercenaires à leur solde. La centralisation réalisée par les papes d'Avignon provoquera en partie les réactions anarchiques qui aboutiront au concile de Bâle.

CHAPITRE III

LE GRAND SCHISME

1. **L'origine du schisme : les deux obédiences.** — Au lendemain de la mort de Grégoire XI, le peuple de la ville pontificale réclamait à grands cris un pape romain ou tout au moins italien. D'autre part, le Sacré-Collège était divisé : sept cardinaux limousins, cinq français et quatre italiens. Une antipathie commune pour les Limousins rapprochait Français et Italiens : ils songèrent à Barthélémy Prignano, archevêque de Bari, qui, Napolitain, pouvait être agréable aux deux partis. Il est impossible, d'ailleurs, que les cardinaux n'aient pensé à un moment si important qu'à des questions de personnalités : élire un pape français, c'était le vouer à l'exil d'Avignon. Cependant, ces vues du Sacré-Collège sur un candidat italien furent singulièrement encouragées au moment du vote, le jeudi 8 avril, par les clameurs du peuple : « Seigneurs, dépêchez-vous, vint dire l'évêque de Marseille. Vous risquez d'être mis en pièces, si vous ne vous hâtez d'élire un pape italien ou romain. » En ce moment critique, la candidature de l'archevêque de Bari se précise ; quinze cardinaux votent pour lui. Le calme s'étant plus ou moins rétabli dans la foule et les cardinaux ayant dîné, l'un d'eux fit cette sage réflexion : « Maintenant que les troubles sont apaisés, profitons-en pour réélire l'ar-

1. **Le grand Schisme.** — *Travail* : SALEMBIER, *Petrus de Aliaco*, Lille, 1886. — MASSON, *Jean Gerson, sa vie, son temps et ses œuvres*, Lyon, 1894. — L. GAYET, *Le grand Schisme d'Occident*, 2 vol., 1889. — NOËL VALOIS, *La France et le grand Schisme d'Occident*, 4 vol., 1896-1902. — L. SALEMBIER, *Le grand Schisme d'Occident*, nouv. édit. revue et augm., 1921. — M. JANSEN, *Papst Bonifacius IX und seine Beziehungen zur deutschen Kirche*, 1904. — A. LAFONTAINE, *Jehan Gerson*, 1906. — *Sources* : Thierry de Niem, *De schismate libri IV*, ed. Erler, 1890. — NICOLAS DE CLAMENGIS, *De corrupto ecclesie statu*, dans ses œuvres, ed. Lydius, Leyde, 1613. — *Œuvres de S. Vincent Ferrier*, ed. Farges, 1909, 2 vol. ; *De moderno Ecclesie statu*, ed. A. Sorbelli, 1910, etc.

chevêque de Bari. Sommes-nous toujours du même sentiment ? » « Oui, oui », répondirent la plupart. La scène qui suit marque à quel point les passions étaient surrexcitées ; non encore avertie du choix, la foule force l'entrée du conclave ; pour la satisfaire, on lui présente comme élu un cardinal romain, le vieux Tibaldeschi, auquel on impose le mitre de force. Enfin, la vérité se divulgue. Le lendemain 9 avril a lieu l'intronisation : les cardinaux viennent prêter hommage au nouveau pape, **Urbain VI**.

En retour, ils attendaient de lui des faveurs. Leur déception fut grande : réformateur cassant et malhabile, Urbain VI les somma de diminuer leur train de maison ; ses reproches étaient des injures : il lui arriva de traiter Orsini de fou. Sur ces entrefaites, Jean de la Grange, cardinal d'Amiens, arriva à Rome ; ce bénédictin diplomate essuya, lui aussi, les rebuffades d'Urbain VI, qui lui reprocha ses bons rapports avec le préfet de Vico révolté ; une altercation très vive s'en suivit. D'Amiens groupa autour de lui les mécontents : mal édifiés sur la valeur des votes qu'ils avaient émis, ils se mirent à douter de la légitimité d'Urbain VI. « Le dépit le plus excusable, l'égoïsme le plus inconscient a pu suffire à détacher ces cardinaux du pape Urbain, puis à les jeter dans une opposition d'autant plus tenace qu'elle n'a pas tardé à s'appuyer sur une conviction raisonnée et probablement sincère. » (Noël Valois.) Le complot fut vite préparé : les cardinaux secrètement opposants se rendirent à Fondi ; au nombre de treize, ils élurent pape le Français Robert de Genève, qui prit le nom de **Clément VII**. Après enquête sérieuse et loyale, l'Assemblée du clergé de France, tenue au Bois de Vincennes, se prononça pour Clément VII, et avec elle le roi Charles V. Dès lors, la question prit les proportions « d'un vaste conflit politique », dont la papauté et l'Italie furent à la fois l'enjeu. Les puissances francophiles — Castille, Portugal, Ecosse — devinrent clémentines ; l'Angleterre se déclara urbaniste, entraînant avec elle la Flandre et l'Empire. D'ailleurs, pour les contemporains le problème semblait inextricable : jusqu'alors les fauteurs de schisme n'avaient été que des princes laïques, les Hohenstaufen, puis Louis de Bavière ; maintenant, c'étaient des princes ecclé-

siastiques. De plus, les circonstances de l'élection pouvaient donner lieu à des discussions indéfinies, parce que les versions différaient sans contrôle sûr. Qu'on se souvienne que sainte Catherine de Sienne et sainte Brigitte se déclarèrent urbanistes, tandis que saint Vincent Ferrier et le bienheureux Pierre de Luxembourg se rangeaient à l'obédience française. Ce fut la division partout dans la chrétienté : souvent on vit deux prélats, deux abbés se disputer, les armes à la main, un bénéfice au nom du pape de leur choix.

2. **L'échec des solutions diverses.** — Urbain VI empira encore la situation. Son adversaire lui avait abandonné l'Italie ; avec sa nature vindicative, il s'absorba dans des conflits personnels et employa toutes ses forces à lutter contre Jeanne de Naples, sa puissante voisine qui s'était déclarée clémentiste. Pour se procurer des ressources, il osa dépouiller églises et autels, puis chargea l'ambitieux Charles de Durazzo d'exécuter ses vengeances. L'expédition terminée, celui-ci ne se souciait plus d'Urbain VI, qui vint jusqu'à Naples réclamer ses droits ; une lutte s'en suivit ; assiégé dans Nocera, Urbain VI parvint à se dégager. Les cardinaux que toute cette politique inquiétait, résolurent de mettre Urbain VI en tutelle ; le complot découvert, il en fit torturer plusieurs. Tout cela déconsidéra le parti italien trop affaibli désormais pour briser le schisme. De son côté, le pape d'Avignon ne l'emporterait que s'il devenait le pape de Rome ; il fallait donc recourir à « *la voie de fait* », c'est-à-dire aux armes. Dans ce but, Clément VII lia à sa cause les Angevins, auxquels il promettait le retour à Naples : Louis I^{er} d'Anjou, puis son fils Louis II remportèrent, en Italie, des succès brillants, mais éphémères, qui ne servirent en rien la cause clémentine ; une combinaison s'appuyant sur Jean Galéas Visconti et sur son gendre, Louis d'Orléans, échoua de même. Ces expéditions italiennes sans résultat décisif avaient coûté très cher, le clergé regimbait ; on était las du schisme ; puisque la « *voie de fait* » n'avait pas réussi, il fallait en trouver une autre.

En 1394, un referendum organisé par l'Université montra que l'opinion penchait vers la *voie de cession* : les deux pon-

lises abandonneraient la tiare, et on procéderait à une nouvelle élection. Mais Clément VII n'était point de cet avis ; quand l'Université essaya de le persuader, il s'écria : « C'est mauvais ! c'est venimeux ! » Plus habile, son successeur en Avignon, **Benoît XIII** (1394-1417), protestait de sa bonne volonté ; il parvint à rallier à lui des personnages tels que Nicolas de Clamanges, qui devint son secrétaire, Pierre d'Ailly, à qui il donna l'évêché du Puy, saint Vincent Ferrer. Il se déclarait partisan d'une voie médiale, la *voie de conférences*, et demandait à s'aboucher avec le pape de Rome. Il faisait, d'ailleurs, mille chicanes. Furieuse, l'Université résolut de faire triompher par la force la *voie de cession*. Réunie en mai 1398, une assemblée du clergé de France vola, sur son conseil, la *soustraction d'obédience* : on refusait de reconnaître l'autorité du pontife d'Avignon jusqu'à ce que l'union fût réalisée. Bohême, Hongrie et Navarre adoptèrent la même attitude. En pratique, la mesure eut des effets inattendus : la cour de France voulait le désistement des deux rivaux, non le triomphe du pape romain ; or, en annihilant Benoît XIII, la soustraction d'obédience augmentait le prestige de son rival que les décisions françaises n'atteignaient pas. Le jubilé de l'an 1400 amena, à Rome, nombre de pèlerins ; faisant abstraction de toute obédience, ils accouraient recueillir des indulgences. Dans le même temps, on assiégeait le pape d'Avignon dans son palais, en vue de le forcer à abdiquer (1398-1403), situation plus ridicule que tragique ; en mars 1403, Benoît XIII parvint à s'enfuir. D'ailleurs, à l'instigation de Nicolas de Clamanges et de Gerson, une nouvelle assemblée du clergé de France lui restituait l'obédience.

Le schisme s'éternisait. Du côté romain, après Urbain VI (1378-1389), avaient suivi **Boniface IX** (1389-1404), **Innocent VII** (1404-1406), enfin **Grégoire XII** (1406-1415). Au début de son pontifical, celui-ci ne cessait de répéter qu'il était prêt à accepter une entrevue avec Benoît XIII : pure comédie. Partis à la rencontre l'un de l'autre pour abdiquer ensemble à Savone, les deux papes trouvèrent moyen de ne se rencontrer jamais : Grégoire XII ne voulut pas dépasser Lucques, ni Benoît XIII Porto Venere. Cette déloyauté

attira au pontife romain les mêmes déboires qu'à celui d'Avignon, dix ans plus tôt : un parti se forma contre lui dans le Sacré-Collège ; pour y tenir tête, il créa quatre cardinaux de son choix. Mal lui en prit ; sept opposants rompirent ouvertement avec lui et en appelèrent « du pape mal informé au pape mieux informé, à Jésus-Christ, à un concile général, au pape à venir ». De son côté, Benoît XIII se voyait sous le coup d'une deuxième soustraction d'obéissance à lui infligée par la France.

La *voie de cession* n'ayant pas abouti, on prônait maintenant un nouveau système, la *voie conciliaire*. Cardinaux romains et cardinaux d'Avignon, brouillés avec leurs papes respectifs, tinrent ensemble conférence à Livourne (1408) et résolurent de réunir un concile général à **Pise**. En vain, les deux pontifes essayèrent-ils d'établir un contre-courant en convoquant de leur côté des assemblées : l'une à Perpignan, sous la protection du roi d'Aragon, l'autre à Cividale, dans le Frioul (1409) ; ils ne purent empêcher les cardinaux de réunir un plus grand nombre d'adhérents. Le concile de Pise se déclara canonique dans sa convocation, œcuménique et représentant l'Eglise entière. Pour expliquer une assertion aussi hardie, on établit que les deux papes se trouvaient hors l'Eglise : ils étaient non seulement fauteurs de schismes, mais hérétiques comme coupables d'avoir ébranlé la croyance à l'Eglise une, sainte, catholique et apostolique. Le concile œcuménique déposa les deux papes, puis en élut un nouveau, Petros Philargos, archevêque de Milan, qui prit le nom d'**Alexandre V** (1409). Décédé l'année suivante, il trouva un successeur en Balthasar Cossa, dit **Jean XXIII**. Le pontife de Pise rallia à lui l'Empereur, la France et l'Angleterre ; Benoît XIII conserva l'Espagne et l'Ecosse ; à Grégoire XII restèrent fidèles la plupart des Etats italiens. Ainsi, au lieu de deux pontifes, on en compta trois : Eglise tricéphale.

3. **L'anarchie des idées : Wiclef et Jean Hus.** — La confusion des idées croissait toujours, propagée par l'Université qui, en l'absence de toute autorité certaine, tendait à devenir la grande voix de la chrétienté. Le Moyen Age admet-

tait sans discussion que le pape juge de tous n'est jugé par personne : il est Jésus-Christ lui-même. Par contre, les nouveaux docteurs différencient nettement le Christ et le pape : « C'est du Christ et non du pape que découle la juridiction des évêques et des prêtres » ; dès lors, la subordination de l'Eglise au Saint Siège n'apparaît plus qu'accidentelle : le pape faillible, l'Eglise seule infallible, le concile général supérieur au pape, autant de nouveaux dogmes publiquement enseignés. Au premier rang des novateurs, il faut placer **Guillaume Occam** : d'après lui, la constitution de l'Eglise doit fluctuer : absolutiste, ou aristocratique, ou démocratique selon les conditions du moment. Sur ce principe d'opportunisme, divers systèmes s'échafaudaient : il y eut le système aristocratique de **Pierre d'Ailly** : il accordait le magistère aux évêques composant la noblesse ecclésiastique, aux docteurs en théologie et en droit représentant la supériorité doctrinale et scientifique ; il y eut le système démocratique modéré de **Jean Gerson** : il admet les curés aussi bien que les évêques dans l'assemblée conciliaire ; il y eut enfin le système démocratique pur ou multitudinarisme, d'après lequel le corps enseignant se compose non seulement des prêtres tous égaux entre eux, mais aussi de représentants laïques élus par les communes. A la faveur du schisme, ces idées font d'immenses progrès : Constance verra appliquer le système aristocratique, et Bâle le système démocratique.

Allant plus loin encore, certains veulent le rejet de toute autorité extérieure. Ces révolutionnaires basaient leur réforme de la constitution ecclésiastique sur une théorie de la prédestination qui substituait à l'Eglise visible et hiérarchisée une Eglise invisible dont on ne connaît pas les membres. Pour l'Anglais **Wiclef**, en effet, toutes choses se trou-

I. **Wiclef**. — TREVELYAN, *England in the age of Wycliffe*, 1898. — J. LOSERTH, *The beginnings of Wyclifs activity in ecclesiastical politics*, dans *The English historical Review*, 1896. — WATTIER, *John Wycliff, sa vie, ses œuvres, sa doctrine*, 1886. — J. LOSERTH, *Studien zur Kirchenpolitik Englands im 14. Jh.*, 1908. — A. DAKIN, *Die Begiehungen John Wiclifs un der Lollarden zu den Bettelmonchen*, 1911. Pour les sources, voir WICLIFFE, *Writings*, Londres, 1885 et suiv.

vent réglées par une nécessité voulue de Dieu : chaque être est contraint à chacun de ses actes ; les prédestinés à la gloire peuvent commettre impunément tous les péchés puisque Dieu les y oblige ; les prédestinés à la damnation ont beau prier, puisque Dieu ne veut pas entendre. Où donc réside l'Eglise ? Dans les prédestinés à la gloire, élite mystérieuse qui est peut-être réduite à quelques laïques dispersés. Pape, cardinaux, évêques, prêtres peuvent lui appartenir, si, individuellement, ils sont rangés parmi les prédestinés à la gloire, mais non pas dans le cas contraire. En toute hypothèse, ils ne commandent pas à l'Eglise ; essentiellement spirituelle, elle n'a pas de chef. Arrière donc toute hiérarchie : le pape est l'Ante-Christ, ses partisans sont des idolâtres ; évêques et prêtres égaux entre eux restent de simples prédicateurs sans juridiction ; ils ne peuvent, d'ailleurs, atteindre le vrai prédestiné et nulle excommunication ne le mettra hors de l'Eglise. En cette société invisible des prédestinés, la Bible est source unique de la foi : aussi Wiclef entreprend-il de la traduire à l'usage des foules. Quant aux sacrements, ils sont abandonnés pour la plupart : Wiclef rejette la confession extérieure comme superflue, l'extrême-onction comme inventée ; quant à l'Eucharistie, elle ne contient qu'une présence morale du Christ avec subsistance du pain et du vin. Appuyée sur la seule aide de l'Ecriture, l'Eglise doit cependant accomplir une réforme absolue et héroïque, recouvrer une pauvreté apostolique : le wiclefisme contenait en germe toute une révolution politique et sociale.

Dès 1366, quand Urbain V réclama à Edouard III le tribut annuel de 1.000 marcs promis jadis par Jean sans Terre et non payé depuis 33 ans, l'hérésiarque soutint le refus de son souverain. D'autre part, Wiclef se choisissait des disciples dans les rangs du clergé inférieur pour faire contraste avec « l'Eglise riche, tombée au pouvoir du diable ». Il suscita tout un mouvement populaire contre les biens d'Eglise, contre les propriétés des religieux surtout, et dans l'exaspération des polémiques il réprouva jusqu'à l'institution monastique elle-même. En 1377, Wiclef est mandé devant un tribunal ecclésiastique présidé par Guillaume Courtney, évê-

que de Londres ; mais la protection des gens de cour le garde ; elle le sauve aussi des bulles de Grégoire XI requérant son emprisonnement ; une assemblée d'évêques, devant laquelle il comparait, se déclare satisfaite. L'audace croissante de Wiclef devait pourtant le perdre : le chancelier de l'Université d'Oxford défend bientôt d'enseigner ses propositions ; son parti soulève le peuple et occasionne des actes de violences inouïs.

En effet, après avoir mis la Bible à la portée de tous, Wyclef la fit prêcher au peuple par des prêtres vêtus de peaux de mouton à laine rousse : d'où leur nom de « rousseaux » ou « pauvres prêtres » ; les catholiques les appelaient aussi lollards, semeurs d'ivraie (*Lolium*). Comme plus tard les anabaptistes en Allemagne, ils préparèrent l'éclosion de la « révolte des paysans » : ceux-ci réclamaient contre les charges qui pesaient sur eux, notamment la nouvelle capitation. L'insurrection allumée dans plusieurs comtés eut pour chef principal un disciple de Wiclef, John Ball. Elle prit un caractère nettement anarchique : l'un des meneurs, Jack Straw, proposait de résoudre la question sociale en tuant seigneurs, évêques, moines et curés. Les insurgés marchèrent sur Londres, où ils massacrèrent le chancelier John Sundbury, archevêque de Cantorbéry. Regardé comme le fauteur indirect du mouvement, Wyclef fut traduit, en 1382, devant un synode de Londres par Guillaume Courtney, devenu archevêque de Cantorbéry ; on lui interdit d'enseigner et il se retira dans la cure de Lutterworth, où il écrivit son principal ouvrage, le *Dialogus*. Lorsqu'en 1399, Henri IV de Lancastre usurpa le trône, il résolut de combattre les Lollards, et, en 1401, il approuva le statut *De haeretico comburendo*, qui livrait au bras séculier l'hérétique convaincu devant une cour ecclésiastique. Son fils, Henri V (1413-22), continua à poursuivre les Lollards et laissa condamner leur chef, John Oldcastle, bien qu'il fût son familier. Accaparée par les soucis de la guerre de Cent Ans, puis par la guerre des Deux Roses, l'Angleterre oublia les luttes religieuses, mais les idées de Wyclef, toujours latentes, reparaitront au temps de la Réforme.

Le mariage du roi d'Angleterre, Richard II, avec la prin-

cesse Anne, fille du roi de Bohême, occasionna des rapports fréquents entre les deux pays : des étudiants d'Oxford venus étudier à Prague y introduisirent les doctrines de Wiclef. **Jean Hus**, professeur à l'Université, se mit à la tête du mouvement ; il ne faisait que reprendre les idées de l'hérésiarque anglais, sauf qu'il conservait le dogme de la transsubstantiation. « Tribun bien plus que rhéteur, il n'épargne pas les personnalités même les plus hautes, il s'en prend surtout au clergé, en séduit une partie et attaque le reste avec une animosité d'esprit opiniâtre et mal équilibré. Confesseur de la reine Sophie, il s'était créé des protecteurs à la cour du faible et voluptueux Wenceslas. » (Salembier.) Le conflit se doublait d'une querelle de nationalités : alors, comme aujourd'hui deux partis divisaient la Bohême, l'un allemand, l'autre tchèque : le premier se prononça contre Jean Hus, le second l'appuya. Déposé en l'an 1400, Wenceslas conservait ses Etats ; pour reprendre son rang, il était disposé à user de tous les moyens ; dans le mouvement tchéco-hussite, il vit une force à exploiter. Les Tchèques disposaient dans les conseils de l'Université d'une seule voix contre trois aux nations de langue allemande (Allemagne, Saxe et Pologne) ; le roi renversa les proportions et donna trois voix aux Tchèques contre une aux Allemands ; vexés, ceux-ci se retirèrent pour aller fonder l'Université de Leipzig ; la conséquence fut le triomphe du parti hussite à Prague. En vain, multiplia-t-on les mesures de rigueur ecclésiastique : condamnation des écrits wiclefistes (1410), excommunication contre Hus (1411), interdit jeté sur les lieux où il se réfugiait (1412). Soutenu par l'autorité civile et par le sentiment populaire, le mouvement allait toujours grossissant.

Mais ses excès, son irrespect pour toute hiérarchie amenè-

1. **Jean Hus.** — V. KYBAL, *Etude sur les origines du mouvement hussite en Bohême*, dans *Rev. hist.*, t. CIII. — E. DENIS, *Huss et la guerre des Hussites*, 1878 ; *Fin de l'indépendance de la Bohême*, 2 vol., 1890. — F. H. V. GRAF, Lützow, *The life and times of master John Hus*, 1909. — E. J. KITTs, *Pope Johann XXIII and Master John Hus of Bohemia*, 1910. — J. LÖSERTH, *Hus und Wiclif*, 2^e éd., Munich, 1925. — P. MONVILLE, art. *Huss* et art. *Hussites*, dans *Dict. Théol.* — E. AMANN, art. *Jérôme de Prague*, dans *Dict. Théol.*

rent un revirement. Le pape de Pise, Jean XXIII, ayant publié la croisade contre le roi Ladislas de Naples, la concession d'indulgences faite à cette occasion provoqua les protestations des hussites. Comme plus tard Luther, Hus faisait de la négation des indulgences un corollaire de sa doctrine sur la prédestination : « Si quelqu'un n'est pas prédestiné, disait-il, l'indulgence ne peut l'aider, et si quelqu'un est prédestiné, le pape ne peut pas le savoir. » Ses partisans outragèrent dans les Eglises les prédicateurs de l'indulgence, et le chevalier de Walstein alla jusqu'à attacher au cou d'une prostituée la bulle pontificale qu'on brûla ensuite solennellement. Wenceslas dut enfin intervenir ; trois sectaires furent décapités ; mais Hus les célébra comme des martyrs. L'indignation éclata parmi les hussites eux-mêmes ; plusieurs se détachèrent du maître, entre autres les professeurs Etienne de Palec et Stanislas de Znaïm. Wenceslas dut exiger que Hus quittât la ville de Prague frappée d'interdit par le fait de sa présence.

CHAPITRE IV

LE CONCILE DE CONSTANCE

I. La fin du schisme : Martin V. — Ainsi, en 1414, deux maux minaient la chrétienté : le Grand Schisme et l'hérésie hussite. En l'absence de toute autorité pontificale incontes-

II. Concile de Constance. — Sources : H. FINKE, *Acta concilii Constantiensis*, t. I, *Akten zur vorgeschichte des Konstanzer Konzils* (1410-1414), Münster, 1896 ; t. II, *Konzilstagebücher, Sermones, Reform und Verfassungakten*, 1923. — RICHENTHAL (Ulrich von), *Chronik des Konzils*, éd. Buck, 1882. — Travaux : outre les travaux signalés sur le Grand Schisme, notamment Valois et Salembier, voir CREIGHTON, *History of papacy during the period of Reformation*, t. I ; *The great schism, the council of Constance*, Londres, 1882. — F. ROCQUAIN, *La Cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther*, t. III, 1897. — MARMOR, *Das Concilium in Konstanz*, Constance, 1898. — P. BLIEMETZRIEGER, *Das General Konzil im grossen Abenländischen schisma*, 1904. — E. J. KITTS, *In the days of the councils*, 1908. — H. FINKE, *Forschungen, und quellen zur Geschichte des Konstanzer Konzils*, 1889. — A. BAUDRILLART, art. *Constance*, dans *Dict. Théol.*

tée, on se souvint que l'Empereur était le protecteur né de la chrétienté. Le pape de Pise, Jean XXIII, échouait dans toutes ses entreprises : un concile réuni par lui en 1412 s'était séparé faute de membres et faute d'entente ; bientôt, il voyait son allié, Ladislas de Naples, le trahir, marcher sur Rome et la piller. Affolé, Jean XXIII recourut à l'empereur élu **Sigismond**. Celui-ci savait ce qu'il voulait ; comme chef du Saint Empire, il poursuivait la fin du schisme ; comme futur roi de Bohême, il désirait l'extinction de l'hérésie hussite. Nul autre remède que la voie conciliaire : Sigismond fixa la réunion dans une ville allemande, **Constance**, il imposa ce choix à Jean XXIII impuissant et il le notifia aux deux autres papes, Grégoire XII et Benoît XIII.

Pour triompher, Jean XXIII arriva à Constance avec de nombreux cardinaux italiens ; mais l'opinion lui était très défavorable ; en vue de contrebalancer le parti johannite, on décida de voter par nations, et d'accorder droit de suffrage dans chaque nation non seulement aux prélats, mais aux procureurs des chapitres et des universités, ainsi qu'aux députés des princes ; c'était, d'ailleurs, une concession aux idées régnantes. Les Pères de Constance entendirent bientôt lecture d'un mémoire anonyme contenant des accusations énormes contre le pape de Pise. Par crainte d'être traduit devant l'assemblée, il promit solennellement de renoncer au pontificat pour la paix de l'Eglise ; puis, s'imaginant que son départ serait la mort du concile, il s'enfuit sous un déguisement et se retira à Schaffouse. Mais, cette disparition ne fit qu'augmenter la force des éléments d'opposition. Stimulés par les membres de l'Université, notamment par Pierre d'Ailly et Gerson, les Pères rédigèrent dans les sessions IV et V les fameux articles suivants : « 1^o Le concile de Constance, légitimement assemblé dans le Saint Esprit, formant un concile œcuménique et représentant l'Eglise militante, tient sa puissance immédiatement de Dieu ; et tout le monde, y compris le pape, est obligé de lui obéir en ce qui concerne la foi, l'extinction du schisme et la réforme de l'Eglise dans son chef et dans ses membres » (*in his quæ pertinent ad fidem et extirpationem dicti schismatis et reformationem generalem Ecclesie in capite et in membris*).

2° Quiconque y résiste opiniâtrément pourra être puni selon les lois et les voies de droit. C'était accorder tout pouvoir à l'assemblée de Constance. 3° L'autorité du concile étant extrêmement utile et nécessaire à l'Eglise... la fuite du pape est un scandale manifeste, une opposition formelle à tous les engagements qu'il a pris ; s'il ne se met en devoir de satisfaire au concile, il se rendra extrêmement suspect de schisme et même d'hérésie. 4° Le pape Jean XXIII et toutes les personnes invitées au concile ont joui d'une pleine liberté à Constance. C'était discréditer complètement le prétendant. « A ne considérer que le texte de ces décrets, on pourrait admettre que la supériorité du concile sur le Pape était bornée au cas du schisme, dont on poursuivait la fin ; et c'est ainsi que beaucoup de personnes l'ont compris alors et par la suite ; mais il ressort des opinions émises par les Pères de Constance et par leurs actes même, qu'ils y attachaient une signification générale et dogmatique. La grande erreur fut de vouloir poser comme règle applicable à tous les temps, des expédients auxquels on était obligé d'avoir recours pour parer à des circonstances extraordinaires. » (Pastor.) Mais ces décrets ne sont pas des définitions dogmatiques : 1° à cause de l'opposition d'une partie notable de l'assemblée, de la protestation préalable de onze cardinaux et de l'absence volontaire de quatre autres ; 2° à cause de la nature tumultueuse du vote auquel prirent part des gens qui n'y avaient pas droit ; 3° parce que le pape Martin V ne les approuva jamais dans la suite.

Sur le moment, on bénéficia des articles votés. Jean XXIII fut bientôt déposé pour avoir fomenté le schisme par sa fuite, et pour d'autres griefs personnels. Grégoire XII renonça volontairement à la tiare. Quant à Benoît XIII, en vain Sigismond alla-t-il le trouver à Perpignan, requérant son abdication ; en vain, les princes espagnols eux-mêmes se détachèrent-ils de lui ; réfugié avec trois cardinaux dans la forteresse de Péniscola, il persistait à se dire le chef de la chrétienté ; il fallut le déposer comme Jean XXIII. Le terrain ainsi déblayé, le 11 novembre 1417, le cardinal Otto Colonna fut élu et prit le nom de **Martin V**. Enfin le Grand Schisme était clos.

2. **La condamnation de Jean Hus.** — L'Assemblée de Constance jugea également la cause de Jean Hus. Trente propositions tirées de ses ouvrages furent anathématisées ; mais il refusa de se soumettre. En vain lui laissa-t-on plus d'un mois pour se rétracter ; en vain les personnages les plus éminents comme le cardinal d'Ailly et l'empereur Sigismond insistèrent-ils auprès de lui, il demeura inébranlable. On le dégradà, on le déclara exclus de l'Eglise ; livré au magistrat de Constance il périt sur le bûcher de même que son ami Jérôme de Prague relaps. Mais le parti hussite restait puissant : il s'appuyait sur Wenceslas poussé par sa jalousie contre Sigismond, son frère ; il avait pour lui une grande partie de la noblesse de Bohême et de Moravie. A Prague, les maisons des adversaires de Hus furent saccagées, les ecclésiastiques maltraités et chassés, l'archevêque assiégé dans son palais et menacé de mort. Dans une diète tenue à Prague, la noblesse rédigea une lettre de protestation au concile de Constance ; elle formait une alliance ayant pour but de soutenir la liberté de la prédication, de s'opposer aux excommunications, de n'obéir à l'autorité épiscopale qu'autant qu'elle agirait conformément à l'Ecriture. Toute dévouée au hussitisme, l'Université recommandait aux chrétiens de communier sous les deux espèces selon la coutume de la primitive Eglise ; les hussites prirent le calice pour signe de ralliement : d'où leur nom de **calixtins** ou **utraquistes**. En face d'eux, mal secondés par le pouvoir royal, les catholiques restaient impuissants. Nicolas de Pistna, Jean Zizka et l'ex-prémontré Jean de Sélau conduisaient le parti hussite. Le dimanche 30 juillet 1419, Jean de Sélau fit avec ses partisans une procession solennelle ; en arrivant devant l'hôtel de ville une bagarre se produisit et le bruit courut qu'on

1. Le sauf-conduit accordé par Sigismond garantissait le voyage de Hus jusqu'à Constance pour y être paisiblement interrogé. Aussi l'empereur put-il avoir des scrupules en voyant Hus interné avant son interrogatoire ; mais il n'avait nullement entendu par le sauf-conduit protéger l'hérétique s'il s'acharnait. Il avait même dit à Hus que « si quelqu'un voulait persévérer opiniâtement dans son hérésie, il serait, lui, Sigismond, le premier à le conduire au bûcher », et Hus n'avait pas protesté contre cette manière d'entendre le sauf-conduit.

avait jeté une pierre sur Jean de Sélau portant le calice ; Les hussites furieux se précipitant dans l'hôtel jetèrent par les fenêtres sept conseillers ; les malheureux furent reçus sur les piques des émeutiers (**défenestration de Prague**). La capitale tout entière se souleva ; le roi Wenceslas en fut tellement irrité qu'il succomba à une attaque d'apoplexie. L'avènement de l'Empereur Sigismond au trône de Bohême ne ramena pas le calme ; il dut faire la guerre au parti hussite exalté ou taborite, ainsi appelé parce que son centre fut la petite ville de Tabor dans le voisinage de laquelle Hus avait passé son exil. **Ziska**, chef du parti, était le plus fameux capitaine de son temps ; avec les paysans fanatisés armés de fléaux ou de piques, il combattit les armées féodales et fut partout vainqueur (+ 1424).

3. **La réforme de l'Eglise : synode de Sienne.** — La question de la réforme de l'Eglise avait été abordée à la fin du concile de Constance. Comme la commission spéciale n'aboutissait en rien à cause des divergences entre nations, on décida qu'il serait porté des décrets sur ce qui concernait la réforme générale, mais que pour le reste le Saint-Siège s'entendrait avec chaque nation par voie de concordats : il y eut un concordat germanique conclu pour cinq ans, un concordat anglais, un concordat français s'étendant aussi aux Italiens et aux Espagnols, mais dont le parlement de Paris refusa l'enregistrement ; ces accords réglaient en particulier la question des annates, des appels à Rome, des provisions, des indulgences (mai et juillet 1418). Quant au décret de réformation générale : 1° il révoquait en principe les unions de bénéfices et les exemptions accordées depuis Grégoire XI, 2° il défendait d'appliquer à la Chambre apostolique les biens ecclésiastiques vacants, 3° il renouvelait les peines contre la simonie, limitait le droit de lever des décimes au cas de grande nécessité et sur l'avis des cardinaux, 4° enfin il édictait quelques prescriptions relatives à l'habit des clercs.

Ce n'était qu'une réforme ébauchée. Mais, avant de se séparer, les pères de Constance avaient porté le décret *Fre-quens* relatif à la périodicité des conciles généraux. « Moins

de cinq ans après la clôture du présent synode un nouveau concile général sera célébré, puis un troisième dans les sept ans qui suivront la clôture du deuxième, après quoi les conciles généraux se succéderont régulièrement de dix en dix ans » (9 octobre 1417). La théorie conciliaire était à ce point répandue que Martin V ne crut pas pouvoir passer outre ; il réunit un concile à Pavie en avril 1423 ; bientôt, par suite d'une épidémie on le transféra à **Sienna**. Les idées de Constance y furent reprises ; la nation française proposa que les décrets des conciles généraux fussent irréformables, et jouissent par conséquent d'une infaillibilité pratique ; elle demandait aussi que les décisions importantes ne pussent être prises par le pape sans l'assentiment du Sacré-Collège. L'énergique Martin V (1417-1431) n'était guère disposé à capituler : profitant des tiraillements qui se produisirent dans la nation française pour la nomination d'un président, il résolut la dissolution. Avant de se retirer, les Pères décidèrent la réunion du prochain concile à Bâle ; le péril était au moins différé pour sept ans.

Durant le temps laissé libre, le pape n'allait-il pas opérer lui-même les réformes ? Martin V institua dans ce but une commission cardinalice ; l'enquête aboutit à une constitution pontificale qui édictait différentes réformes : les cardinaux devraient diminuer leur train de maison, les évêques et abbés étaient rappelés à la résidence. Mais il ne paraît point que les décisions aient été appliquées avec vigueur : trop d'hommes en auraient pâti. L'opinion n'attendait rien des mesures pontificales ; on n'espérait que dans le concile. Martin V se résigna à la convocation : mais en désignant Césarini comme président de la future assemblée, il lui conférait le droit de la transférer et de la dissoudre : la monarchie pontificale demeurerait donc absolue. Malheureusement Martin V mourut frappé d'apoplexie, le 20 février 1431.

CHAPITRE V

LE CONCILE DE BÂLE

1. **La question de dissolution : victoire du concile.** — Le nouvel élu **Eugène IV** était un chanoine régulier de Saint-Georges in Alga, énergique et austère. Des obstacles imprévus surgissaient pour la réunion du concile : une guerre austro-bourguignonne rendait difficile la venue à Bâle : à la première séance, le 2 juillet 1431, on ne comptait que 14 évêques et abbés. Eugène IV en profita pour dissoudre le concile, annonçant d'ailleurs qu'un synode complémentaire se réunirait dans dix-huit mois pour discuter la question d'Orient (bulles du 12 novembre 1431). Mais lorsque ces décisions parvinrent à Bâle, l'assemblée s'était formée ; Césarini avait célébré, le 14 décembre, une séance solennelle. Les Pères résolurent de résister au pape en s'appuyant sur les décrets de Constance : « Le concile assemblé légitimement déclare qu'il ne peut être dissous ni transféré par qui que ce soit, pas même par le pape, sans le consentement du concile lui-même ». L'assemblée restait encore peu nombreuse, mais elle sentait que l'opinion tenait pour elle ; l'Empereur Sigismond lui écrivait : « courage, nous sommes avec vous jusqu'à la mort » ; bientôt on verrait les cardinaux paraître à Bâle : Capranica, Louis Aleman, Jean de Rochetaillée, etc... ; **Cesarini** lui-même avait adopté le Credo de Constance qu'il essayait d'inculquer au

1. **Le concile de Bâle.** — Sources : *Concilium Basiliense*, 7 vol., 1896-1910. — Travaux : CREIGHTON, *A history of the papacy during the period of Reformation*, t. II. *The council of Basel, the papal restoration* (1418-1464), Londres, 1882. — ROCQUAIN, *op. cit.*, t. III. — PASTOR, *Histoire des papes*, trad. Furcy Raynaud, t. I. — NOEL VALOIS, *La crise religieuse du xv^e siècle. Le pape et le concile* (1418-1450), 2 vol., 1909. — G. PÉROUSE, *Le cardinal Louis Aleman*, 1904. — M. BOULTING, *Aeneas Sylvius*, 1908. — E. VANSTENBERGHE, *Nicolas de Cues*, 1920. — A. BAUDRILLART, art. Bâle, dans *Dict. de Théol.* — G. MOLLAT, art. Aleman, dans *Dict. Hist.* — BRUCHET, *Le château de Ripaille*.

pape. Le concile se crut tout permis : dans la III^e session, les Pères sommèrent Eugène IV de retirer l'acte de dissolution et de se rendre en personne à Bâle dans les six mois « sinon ils pourvoiraient eux-mêmes aux nécessités de l'Eglise ».

Eugène IV comprit qu'il fallait négocier : il envoya à Bâle une ambassade conduite par l'archevêque de Tarente, Jean Bérardi de Tagliacozzo. Sans ambages, il exposa la thèse traditionnelle : « à supposer que le monde entier pensât autrement que le pape, ce serait lui quand même qui aurait raison ». En pratique, d'ailleurs, Eugène IV se montrait accommodant : il autorisait les Pères à résoudre à Bâle la question hussite, en attendant que le concile se transportât en une ville d'Italie où le pape pourrait plus facilement envoyer ses avis : conditions acceptables, si la querelle n'eût été qu'un malentendu ; mais elle restait profonde et doctrinale : les Pères étaient les promoteurs d'un dogme, celui de la suprématie conciliaire. « Que personne, répliquèrent-ils, ne s'avise de croire qu'un concile légitimement assemblé puisse se tromper ! si l'on admettait cette erreur, toute la foi catholique s'en trouverait ébranlée ; il n'y aurait plus rien de certain dans l'Eglise ». De cette infaillibilité conciliaire résultait la subordination du pape à l'assemblée baloise : d'où l'illégalité des mesures d'Eugène IV.

Alors, sollicité par les princes, abandonné des siens, malade et débile, le pape cède. Par la bulle *Dudum sacrum* en date du 15 décembre 1433, il se désavoue : « Puisque de la dissolution antécédente sont nées de graves discussions qui pourraient aller encore en s'aggravant, nous décrétons que le concile général de Bâle s'est réuni légitimement dès le début, et tout ce qui a été fait par nous à son préjudice, nous le révoquons ». Le pape approuvait les trois fins pour lesquelles l'assemblée s'était réunie : extirpation des hérésies, pacification de la chrétienté, réforme de l'Eglise ; mais on chercherait en vain dans la bulle une approbation de la théorie de la suprématie conciliaire. Le concile apparaît alors comme une Babel ecclésiastique où se pressent pêle-mêle docteurs, licenciés, simples bacheliers, chanoines, religieux et frères mendiants : multitude hétéroclite où le vote du clerc valait

bien celui de l'évêque. L'anarchie y régna vite, la liberté jamais. On introduisit à Bâle toutes les causes ; l'assemblée devint une sorte de cour de cassation où les arrêts de Rome étaient revisés. Bientôt, Bâle eut une vraie cour avec chancellerie, chambre, rote, pénitencerie. Puis, comme à Rome, on établit des impôts ; certains évêques levèrent sur leurs terres des subsides dits « caritatifs » ; en 1434, on imposera une demi-décime à toute la chrétienté, et même plus tard, le « quint denier », autrement dit le cinquième du revenu des bénéfices. Pourtant, dans sa XXI^e session (9 juin 1435), le concile votera la suppression des annates, principal revenu du Saint-Siège. Des occasions nouvelles furent fournies aux Pères de montrer leurs sentiments anti-papistes : la révolution romaine s'était faite l'auxiliaire du Visconti ; prisonnier dans Rome, Eugène IV s'évada et se retira à Florence. Puisque le Visconti s'autorisait d'un mandat conciliaire, l'empereur Sigismond pria l'assemblée de lui opposer un démenti absolu ; elle fit la sourde oreille. Bientôt, des ambassadeurs de la république romaine vinrent faire devant les Pères le procès d'Eugène IV ; ils proclamaient « la soustraction d'obédience », et se déclaraient disposés à passer sous l'autorité du concile ; celui-ci écouta sans indignation.

2. **La question grecque : victoire d'Eugène IV.** — Menacés par les Turcs, les Orientaux désiraient renouer l'entente avec Rome dans un concile ; ils prônaient la réunion de l'assemblée soit à Byzance soit en une ville d'Italie, ce qui réduirait les frais. Le mieux ne serait-il pas de tenir le concile à sainte Sophie ? Le pape envoya Christophe Garatoni débattre ce projet à Constantinople ; il fut adopté. Cependant le concile déclarait n'accepter pour lieu de conférence qu'une ville d'Occident. En vain, les Grecs vinrent-ils expliquer aux Balois que la combinaison pontificale était la plus pratique ; il leur sembla que la supériorité conciliaire était en jeu et ils maintinrent leur avis. Pour soutenir les frais énormes, ils firent une émission d'indulgences ; et comme Eugène IV refusait d'y souscrire, ils passèrent outre. Bientôt, ils resserrèrent encore leurs exigences : les Grecs avaient insisté pour que la ville choisie fût située

sur la côte italienne, ce qui favoriserait beaucoup les rapports avec l'Orient ; dans la crainte que l'influence pontificale ne devînt prépondérante, les Pères refusèrent, ne laissant le choix qu'entre Bâle, Avignon ou une ville de Savoie. C'est alors qu'une scission très nette s'opéra au sein du concile : la majorité conduite par le cardinal **Louis Aleman** patronne Avignon, la minorité soutenue par Césarini souscrit aux vœux des Grecs. Dans la 25^e session du 7 mai 1437, chaque parti veut imposer sa décision. Le décret de la minorité était le seul sensé ; Eugène IV le déclara conciliaire : par la bulle *Doctoris Gentium* du 18 septembre 1437, il transféra le concile de Bâle à Ferrare.

C'était la guerre. Déjà les Balois avaient rédigé un long réquisitoire contre Eugène IV, l'accusant de simonie, népotisme, mauvais gouvernement, abus politiques ; on lui avait donné soixante jours pour venir se justifier (31 juillet 1437) ; le délai expiré, il fut déclaré contumace (1^{er} octobre). Césarini essaya en vain de contenir la fureur de l'assemblée et quitta Bâle (9 janvier 1438). Dès lors plusieurs princes protestèrent : le duc de Bavière, le roi d'Angleterre. En France, à la demande de Charles VII, l'assemblée des évêques retint sans doute 23 des décrets de Bâle pour constituer la fameuse Pragmatique Sanction (juillet 1438) ; mais elle pria le roi de s'entremettre entre les Pères de Bâle et ceux de Ferrare ; de même, après s'être déclaré neutre (mars 1438), l'empereur Albert II réunit une diète à Mayence qui tout en acceptant plusieurs décrets du concile protesta contre ses procédés à l'égard d'Eugène IV dont Nicolas de Cusa et le dominicain espagnol Jean de Torquemada se constituaient les avocats (mars 1439). Sous la direction du cardinal Louis Aleman, les Balois n'en poursuivaient pas moins la lutte. Le 16 mai 1439, ils votèrent les trois articles suivants : « 1^o C'est une vérité de foi catholique que le saint concile général a puissance sur le pape et sur tout homme ; 2^o c'est également une vérité de foi qu'un concile général légitimement réuni ne peut être sans son propre consentement, ni dissous, ni transféré, ni prorogé par le pontife romain ; 3^o celui qui s'oppose avec obstination à ces vérités doit être déclaré hérétique ». En conséquence on proclama Eugène IV hérétique relaps. Le

25 juin 1439 on décréta sa déposition. Notons que l'arrêt fut porté par 300 clercs dont 39 au plus portaient la mitre. Quelques mois plus tard un collège électoral de 32 ecclésiastiques choisis parmi les membres du concile élurent pape le duc de Savoie, **Amédée VIII** qui veuf et père de famille vivait paisiblement dans son riche ermitage de Ripaille, près du lac de Genève ; il prit le nom de **Félix V**. Le 24 juin 1440, il entra solennellement à Bâle. Amédée fut reconnu par la Savoie, l'Aragon, la Hongrie et plusieurs princes allemands ; mais de concert avec une nouvelle assemblée du clergé tenue à Bourges le 2 septembre 1440, Charles VII se prononça pour Eugène IV, tout en exprimant le désir d'un prochain concile oecuménique qui ferait la paix religieuse. Bientôt, brouillé avec les Balois qui prétendaient lui commander, Félix V se retirait à Lausanne tandis qu'Eugène IV rentrait à Rome. Le concile de Bâle s'éteignit dans le ridicule.

3. **La question hussite.** — Le seul service qu'il ait rendu fut de négocier avec les hussites (1433). Leurs envoyés demandèrent la liberté de prédication, l'interdiction des biens temporels pour le clergé, la communion sous les deux espèces. Le parti hussite modéré finit par s'entendre avec les délégués balois venus à Prague : la communion sous les deux espèces fut tolérée pour la Bohême et la Hongrie (1433). Ces désisions furent scellées à **Iglau** par l'empereur Sigismond, les envoyés du concile et les plénipotentiaires balois : on les appela compactats d'Iglau (1436). L'accord accrut la force de l'hussitisme modéré : au combat de Lipan (1434) il avait écrasé les laborites commandés par Procope le Grand. On vit alors en Bohême des catholiques s'appelant les uns calixtins et utraquistes, les autres subinistes. Mais les compactats ne furent pour beaucoup d'hérétiques qu'un échappatoire ; aussi Pie II finira-t-il par les supprimer en déclarant que le concile de Bâle et Sigismond n'avaient accordé ces concessions que sous la pression des circonstances. Il s'ensuivit une lutte des subinistes et des utraquistes que soutenait Georges Podiébrad, gouverneur du pays. Les prédications de **saint Jean Capistran** à partir de 1451 et 1452, enfin

l'avènement de Ladislas II en 1472 achèveront de ruiner l'utraquisme.

Cependant, il resta des hussites exaltés ou taborites. Ils avaient d'abord compté sur la faveur de l'archevêque de Prague Kokyzana et sur l'appui de Georges Podiébrad qui leur donna sa seigneurie de Licz où ils se retirèrent assez nombreux sous le nom de **Frères de Bohême**. Mais le pape les accusait d'hérésie, Podiébrad dut les chasser, ils se retirèrent dans les forêts et les montagnes. Il y avait sur les frontières austro-moraves des Vaudois émigrés qui prétendaient posséder « des évêques légitimes descendant sans interruption des apôtres » ; par eux, les Frères de Bohême s'assurèrent une hiérarchie. On les verra s'allier à Luther, puis tomber dans le calvinisme.

CHAPITRE VI

LA PAPAUTE ET LES NATIONS

I. La Pragmatique sanction de Bourges. — Au concile de Bâle, la « nation française » s'était montrée la plus acharnée contre la cour de Rome, moins par tendance schismatique que pour des motifs fiscaux. Ne voulant ni rejeter, ni accepter en bloc les décrets du concile, **Charles VII** convoqua à **Bourges** une assemblée du clergé à laquelle assistèrent nonces pontificaux et envoyés balois (1^{er} mai 1438). Par un sacrifice obligatoire aux idées régnantes, l'assemblée reconnut la supériorité des conciles œcuméniques, selon la doctrine de Constance. Mais les principales dispositions concernaient la collation des bénéfices que le pape ne pourra plus

I. La Pragmatique et les Concordats. — NOLL VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, 1906. — J. COMBET, *Louis XI et le Saint Siège*, 1903. — R. REY, *Louis XI et les Etats pontificaux de France au XV^e siècle*, 1899. — DE BEAUCOURT, *Charles VII et la pacification de l'Eglise*, dans *Rev. quest. hist.*, 1888 (XI, III), p. 390-419. — J. SALVIN, *L'application de la Pragmatique Sanction sous Charles VII et Louis XI au chapitre cathédral de Paris*, dans *Rev. d'Hist. de l'Eglise de France*, 1902 (III), 121-48, 276-96, 421-31, 550-63.

s'arroger ; réserves, expectatives, annates sont supprimées ; à l'avenir, les évêques et abbés seront élus par les chapitres et convents comme au moyen âge. Cependant, ajoutait un amendement « l'Assemblée ne voit pas d'inconvénient à ce que parfois les rois ou les princes interviennent dans les élections au moyen de douces prières ». Aussi l'élection prétendue libre dépendra-t-elle le plus souvent de la candidature officielle : pour faire élire Jouvanel des Ursins au siège de Reims Charles VIII n'écrira pas moins de quatre fois au chapitre et il ira jusqu'à confisquer le temporel des évêques qui refuseront de conférer des bénéfices à ses créatures ; Pie II pourra bien déclarer en ses Commentaires que la Pragmatique fait des évêques « les esclaves des laïques ». Enfin — vice radical — cette Pragmatique sanction de Bourges rédigée contre Rome fut conclue sans elle ; on décréta que « l'œuvre de Bourges ne serait sous aucun prétexte soumise à l'assentiment du pape ». On comprend dès lors qu'une réaction se produisit : la nouvelle Assemblée du clergé réunie à Bourges en 1452 soupçonnera la légitimité d'un tel acte ; pour l'authentifier, les légistes exhiberont une prétendue Pragmatique de saint Louis rédigée contre les exactions de la cour romaine, et presque en tout conforme à celle de 1438. En 1461, Louis XI renia la Pragmatique, sans doute pour accaparer davantage encore les nominations ecclésiastique en les soustrayant aux patrons laïques et aux chapitres ; en effet, par l'accord de 1472, le pape promettait de tenir compte de la recommandation royale ; on s'acheminait ainsi vers le concordat de 1516 ; mais aux yeux des magistrats la Pragmatique demeura la vraie charte des libertés gallicanes.

II. Les concordats allemands. — En Allemagne, les rapports avec Rome se réglèrent par des concordats. Dans la question baloise, après s'être déclaré neutre (mars 1438), l'empereur Albert suivit l'exemple de Charles VII et réunit à Mayence une diète qui adhéra aux décrets du concile (mars 1439). Mais, en 1446, Eugène IV vainqueur déposa les archevêques de Trèves et de Cologne, partisans de l'anti-pape Félix V ; à Francfort-sur-le-Mein, les princes allemands protestèrent d'abord ; puis, grâce à l'habileté

d'Aeneas Sylvius, secrétaire de la chancellerie de Frédéric III, on parvint à négocier un accord, dit **concordat des princes** : liberté des élections, limitation des appels à Rome, reconnaissance des décrets de Constance sur la supériorité des conciles généraux, telles furent les clauses souscrites par Eugène IV qui, concernant les décrets de Constance, ajouta toutefois cette restriction : « comme l'ont fait mes prédécesseurs » ; d'ailleurs, dans une bulle secrète (*bulle salvatoria*), il rétractait par avance toute concession « qui pouvait être préjudiciable au siège romain ». Son successeur, Nicolas V montra des dispositions conciliantes et la diète d'Aschaffembourg (juillet 1447) négocia avec lui un nouveau concordat, celui de **Vienne** (17 février 1448). Il maintint dans sa teneur générale le concordat d'Eugène IV avec le principe de l'élection libre : toutefois, on concédait au pape de nommer directement aux bénéfices *apud sedem apostolicam vacantia*, ainsi qu'aux bénéfices ordinaires des églises collégiales et cathédrales, s'ils viennent à vaquer dans les mois de nombre impair ; en cas d'élection contestable, le pape pourrait d'ailleurs intervenir et imposer un candidat meilleur. D'autre part, les annates supprimées seraient remplacées par une taxe raisonnable à percevoir tous les deux ans. « Sans doute, il y avait des inconvénients à ce concordat : la connaissance insuffisante des personnes et des conditions locales exposait le pape à de grandes et nombreuses erreurs dans les choix qu'il aurait à faire ; mais d'autre part, la mainmise de la noblesse allemande était un plus grand mal encore. Ces deux lacunes, et le manque d'éducation sacerdotale du clergé allemand feront que, soixante ans plus tard, des centaines de titulaires de bénéfices se détacheront de l'Eglise pour passer à Luther. Mais ce concordat scellait du moins le bon accord de l'empire avec la papauté. »

III. L'administration de l'Eglise romaine. — En regard des nationalités organisées, la papauté dut aussi veiller à posséder un Etat réglé à la manière moderne. La centralisation qui s'opéra aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles amena, dès l'époque d'Avignon, un renforcement de l'administration pontificale. On y distingue alors trois institutions principales : la chan-

cellerie, la chambre apostolique et la pénitencerie. 1° L'ancienne **chancellerie** comprenait les divers bureaux qui expédiaient les lettres pontificales. A sa tête, se trouvait le vice-chancelier duquel relevaient les collèges de scribes ; le plus en vue fut celui des abrégiateurs du Parc majeur qui dressaient la minute, ou l'esquisse des bulles pontificales ; il se recruta au xv^e siècle parmi les humanistes. 2° La **chambre apostolique** est constituée par l'ensemble des bureaux où se traitent les affaires financières. Le cardinal camerlingue la dirige, véritable ministre des finances. Sous ses ordres, les collecteurs apostoliques perçoivent à travers la chrétienté toutes les redevances, non seulement celles imposées aux bénéficiaires, mais les décimes et indulgences ; leur rôle s'amplifie souvent pour devenir politique et diplomatique. De même, le camerlingue est le principal conseiller du pape ; sous lui, des secrétaires rédigent la correspondance politique et les lettres secrètes. 3° La **pénitencerie** s'occupait de ce qui concerne le retrait d'une censure ecclésiastique (excommunication, suspense et interdit), la levée d'une

I. **Centralisation avignonnaise.** — G. MOLLAT, *Les papes d'Avignon*, 3^e éd., 1920 ; *La fiscalité pontificale au XIV^e siècle. Période d'Avignon et grand schisme*, 1905.

II. **La réhabilitation de Jeanne d'Arc.** — Par ses victoires d'Orléans et de Palay, la bergerette de Domrémy avait sauvé la France du péril anglo-bourguignon et fait sacrer Charles VII à Reims ; prise à Compiègne, elle avait été condamnée au bûcher avec la complicité du vice-inquisiteur de France Jean Le Maisre (1431). On attendit vingt ans avant de reviser le procès : une première enquête officielle eut lieu en 1450 et un rapport fut envoyé à Nicolas V. Lorsqu'un an plus tard, en vue d'obtenir le retrait de la Pragmatique et la participation de la France à la croisade, Nicolas V envoya en France comme légat le cardinal d'Estouteville, celui-ci voulut s'assurer la bienveillance royale en travaillant à la réhabilitation de Jeanne d'Arc. D'Estouteville ouvrit une enquête pour laquelle il s'adjoignit l'inquisiteur général en France, le dominicain Jean Bréhal ; celui-ci interrogea les témoins et s'appuyant sur les rapports de deux jurisconsultes éprouvés, Paul Fontanus et Théodore de Lellis, composa un *Summarium*, résumé des chefs d'accusation formulés par les juges de Rouen ; d'après ces données on rédigea un rapport qui fut envoyé à Rome au nom de la mère et des frères de Jeanne. Le nouveau pape Calixte III accepta la supplique et nomma trois commissaires chargés de rendre une sentence définitive : Jean Juvenal des Ursins, évêque de Reims, Guillaume Chartier, évêque de Paris, Olivier, évêque de Coutances, auxquels fut adjoint l'inquisiteur Jean Bré-

irrégularité empêchant d'exercer les fonctions sacrées, enfin les dispenses de mariage, l'absolution des cas réservés, les indulgences. De la pénitencerie qu'il réorganisa, Eugène IV eût voulu faire l'instrument des réformes projetées. Tous ces fonctionnaires pontificaux formaient une classe sociale ecclésiastique, celle des curiaux dont beaucoup étaient mariés, et qui firent de Rome une cosmopolis chrétienne. Mais, par le souci trop exclusif qu'ils prirent des choses temporelles, ils sécularisèrent plus ou moins la curie, et souvent ils soutinrent le Sacré-Collège dans ses vues ambitieuses.

hal. Après une nouvelle enquête, la réhabilitation fut prononcée solennellement à Rouen le 7 juillet 1456. C'est sur les conclusions de Jean Bréhal que s'appuiera principalement Pie X pour prononcer la béatification de l'héroïne. Sur Jeanne d'Arc, voir surtout PETIT DE JULLEVILLE, *Jeanne d'Arc* (coll. les Saints), 1900. — R. P. AYROLES, *La vraie Jeanne d'Arc*, 1893-98. — DUNAND, *Histoire complète de J. d'Arc*, 3 vol., 1902 ; *Etudes critiques sur l'histoire de J. d'Arc*, 3 vol. 1904-09. — G. HANOTAUX, *J. d'Arc*, 1912. — U. CHEVALIER, *L'abjuration de J. d'Arc au cimetière de Rouen*, 1902. — Mgr. TOUCHET, *J. d'Arc*, 2 vol., 1921. — A. LANG, *J. d'Arc*, trad. française (coll. Nelson). — Pour les sources, consulter QUICHERAT, *Procès de condamnation et de réhabilitation de J. d'Arc*, 5 vol., 1841-49. — CHAMPION, *Le procès de J. d'Arc*, 2 vol., 1923. †

La fin du Moyen Age (1438-1517)

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION D'ORIENT

I. **Le péril turc et le concile de Florence.** — Dès le ^{xiv}^e siècle, une nouvelle force menaça l'Orient orthodoxe : celle des Turcs Osmanlis. Sur les ruines de l'empire des Seljoukides détruit en 1294, ils s'établirent en Asie-Mineure. Othman I^{er} s'empara de Brousse (1326), puis son fils Orkhan de Nicomédie, Nicée, Gallipoli. Bientôt, les Turcs s'établirent aussi sur la rive d'Europe ; en 1360, Amurat I^{er} s'emparait d'Andrinople, et, à la fameuse journée de Kossovo, triomphait de tous les Etats balkaniques. Dès lors, Constantinople était cernée de toutes parts. Conscients du péril, les Byzantins avaient appelé Rome à leur aide : Andronic III avait envoyé à Benoît XIII le moine Barlaam pour négocier la réunion des Eglises (1339) ; nous avons dit déjà que l'intervention de Clément VI aboutit à la formation d'une ligue navale entre Vénitiens et Latins d'Orient, à la prise de Smyrne (1344) et à la victoire d'Imbros (1347), succès d'ailleurs éphémères ; pressé par la menace, l'empereur Jean V vint en personne trouver Urbain V à Rome et abjura le schisme sans que son peuple le suivît.

Enfin, l'Occident s'émut d'un péril qui menaçait à nou-

I. **Le péril turc.** — GAY, *Le pape Clément VI et les affaires d'Orient* (1342-52), 1904. — JORGA, *Philippe de Mézières et la croisade au XIV^e siècle* (Bibl. Ecole Hautes Etudes). — JORGA, *Latins et Grecs d'Orient et l'établissement des Turcs en Europe* (1342-62), Byz. Zeit., XV. — DELAVILLE-LEROUX, *La France en Orient au XIV^e siècle*, 1885 ; *Les Hospitaliers en Terre Sainte et à Chypre*, 1904.

veau toute la chrétienté ; 12.000 Français, l'élite de la noblesse, ayant à sa tête le comte de Nevers, firent leur jonction avec les Hongrois du roi Sigismond ; ils franchirent le Danube et investirent Nicopolis, où ils subirent un épouvantable désastre dû autant à leur folle témérité qu'à la discipline des janissaires turcs (1396). C'est alors que Philippe de Mézières, qui rêva toute sa vie de créer un ordre militaire de chevalerie pour la conquête des Lieux Saints, écrivit son *Epître Lamentable*. Le maréchal Boucicaut (1366-1421) entreprit en vain des croisières contre les Turcs ; tout eût été perdu sans une nouvelle invasion asiatique, celle des Mongols de Tamerlan qui, occupant l'Asie Mineure, vainquirent le sultan Bajazet I^{er} à la journée d'Ancyre (1402). Mais aucune création politique durable ne succéda à la victoire des Mongols. Après dix ans d'anarchie, la puissance turque se trouva déjà reconstituée entre les mains de Mahomet I^{er}, puis de son fils Amurat II, qui reprit le mouvement d'extension territoriale.

Devant le péril imminent, des démarches furent esquissées par Jean VIII Paléologue auprès de Martin V et d'Eugène IV. A Byzance, il se forma un parti nationaliste qui prônait la tenue d'un concile d'union. Au temps des premiers conflits aigüs entre le pape et le concile de Bâle, c'eût été l'occasion d'un transfert à Bologne ; les Balois opposèrent un refus formel. Eugène IV ne cessa pourtant de négocier avec l'empereur ; on parla d'Ancône. Mais le transport était chose dispendieuse sur laquelle on ne parvenait pas à s'entendre. Dès lors, le mieux ne serait-il pas de réunir le concile à Sainte-Sophie ? Le pape envoya Christophe Garatoni débattre ce projet à Constantinople ; il fut adopté. Cependant, les Balois déclaraient n'accepter pour lieu de conférence qu'une ville d'Occident ; en vain, les Grecs vinrent-ils leur expliquer que la combinaison pontificale était la plus pratique ; comme il leur semblait que la supériorité conciliaire était en jeu, ils maintinrent leur avis. Bientôt, les Balois resserrèrent encore leurs exigences : les Grecs avaient insisté pour que la ville choisie fût située sur la côte italienne, ce qui favoriserait beaucoup les rapports avec l'Orient ; dans la crainte que l'influence pontificale ne devint prépondérante, ils refu-

sèrent, ne laissant le choix qu'entre Bâle, Avignon ou une ville de Savoie. On sait que, se ralliant à l'avis d'une sage minorité, Eugène IV passa outre et transféra le concile à Ferrare, où les Grecs arrivèrent bientôt.

Si le basileus et les patriotes byzantins désiraient un accord, il se trouvait des réfractaires décidés à faire de l'obstruction. Le *Filioque* fut leur cheval de bataille ; se refusant à toute discussion théologique, ils déclaraient qu'*a priori*, il était toujours interdit, même pour combattre une hérésie, d'ajouter un seul mot au symbole. Déjà, la rupture semblait imminente quand l'empereur décida de passer outre, et d'aborder le problème dogmatique foncier : celui de la procession du Saint-Esprit ; le désir d'une entente et la pression impériale expliquent l'influence croissante que vont prendre les unionistes. On décida, d'ailleurs, que les délibérations se feraient non plus en séances publiques, mais au sein de commissions dont les délégués seraient choisis parmi les unionistes. Cette phase décisive se déroula à Florence, où le concile dut se transporter à cause de la peste sévissant à Ferrare. Conduite par **Bessarion**, la controverse fut avant tout de théologie positive : il s'agissait de savoir lequel des deux partis avait pour lui l'Antiquité. En faveur du *Filioque*, les Latins arguaient deux passages de saint Epiphane et un de saint Basile ; quant aux opposants, ils pouvaient bien tirer de la Patrologie grecque des citations où il était affirmé que le Paraclet procède du Père, mais aucune où il fut nié qu'il procède également du Fils ; toutefois, la subtilité grecque trouvait encore un biais en niant l'authenticité des citations alléguées par les Latins. Alors, sortant des arguments patristiques, Jean de Raguse porta la question sur le terrain dogmatique : il affirma que l'Eglise romaine ne reconnaissait qu'une seule et non deux causes de la procession du Saint-Esprit, le Fils recevant du Père deux choses, son être et son pouvoir de produire le Saint-Esprit ; ainsi sa croyance n'était-elle pas différente de la grecque. Enfin, Jean Scholarios prononça une série de discours pour prouver la nécessité politique de l'union en évoquant l'imminence du péril turc ; le pape faisait, d'ailleurs, à l'empereur des promesses formelles de secours. On parvint

à s'entendre sur les trois points restés en litige : la question du purgatoire, celle du pain azyme et celle de la primauté. On aboutit à un décret d'union où le *Filioque* et la primauté romaine étaient reconnus : « Nous définissons que tous les chrétiens doivent professer que le Saint-Esprit est éternellement du Père et du Fils, qu'il procède éternellement de l'un et de l'autre, ainsi que d'un seul principe et d'une même *spiratio*... Nous définissons, en outre, que l'addition du *Filioque* a été licitement et raisonnablement insérée dans le symbole... Nous définissons que le Saint-Siège apostolique et le pontife romain ont la primauté sur l'univers entier, et que ce même pontife romain est le successeur du bienheureux Pierre. » Le 5 juillet 1439, dans la cathédrale de Florence, le décret fut lu solennellement en latin par Césairini, en grec par Bessarion ; puis, tous les Grecs, empereur en tête, vinrent fléchir le genou devant le pape et lui baiser la main. Le concile acheva l'œuvre d'unification durant les années suivantes en opérant la réconciliation des Arméniens (1439), des Jacobites (1442), des Monophysites de Mésopotamie (1444), des Chaldéens nestoriens et des Maronites de l'île de Chypre (1444-45). Le prestige de la papauté s'en trouva grandi.

II. L'échec de la croisade et la prise de Constantinople. — Cependant, la plupart des Grecs n'avaient admis l'union que par nécessité, dans l'espoir d'obtenir des secours. Or, la croisade ne recueillit, en Occident, que l'appoint d'une dîme prélevée sur les possessions des évêques par Eugène IV ; aussi resta-t-elle circonscrite aux pays menacés directement par l'invasion turque ; elle devait aboutir à un échec, malgré l'héroïsme du roi Ladislas de Hongrie, de **Scanderberg**, prince d'Albanie, et de **Jean Hunyade**, le

I. Le Concile de Florence et la croisade. — PIERLING, *La Russie et le Saint-Siège*, t. I, 1896. — VAST, *Le cardinal Bessarion*, 1878. — A. VOGT, art. *Florence*, dans *Diet. Théol.* — E. PEARCE, *The destruction of the greek Empire*, 1903. — G. SCHLUMBERGER, *Le siège, la prise et le sac de Constantinople par les Turcs en 1453*, 1922. — THOUASNE, *Djem-Sultan, fils de Mohammed II (1459-95)*, 1892 ; *Gentile Bellini et sultan Mohammed*, 1888. — PALMIERI, art. *Bessarion*, dans *Diet. de Théol.*

chevalier blanc de la Valachie. Celui-ci remporta d'abord une grande victoire sur les Turcs à Hermanstad (1439) ; s'avancant en Serbie, il battit le sultan Mourad II à Nissa ; les Turcs durent signer le traité de Szegeddin, qui rendait à la Hongrie la suprématie sur les Valaques et les Serbes. Encouragés par ces premiers succès, les chrétiens reprirent bientôt l'offensive ; Hunyade envahit la Bulgarie ; mais son armée fut battue par des forces trois fois supérieures à **Varna**, où périt le légat Césarini (1444). Une seconde tentative de Hunyade pour débloquer Constantinople devait aboutir à la seconde défaite de **Kossovo** (1448), où une armée chrétienne de 17.000 hommes fut détruite après avoir massacré 40.000 Ottomans.

L'échec de la croisade supprimait pour les Grecs les raisons politiques de l'union ; les évêques renièrent leur signature. Cependant, conscient du péril, le nouvel empereur, **Constantin XII Dragasès**, espérait encore dans l'alliance latine ; il pria Nicolas V qu'il lui envoyât des théologiens capables de persuader le clergé byzantin. Le pape députa vers lui le cardinal Isidore, ancien métropolitain de Kiev, et, le 12 décembre 1452, l'Hénoticon (union) fut proclamée solennellement à Sainte-Sophie, en présence du basileus et du légat ; mais l'hostilité restait grande, et, dans le peuple, on disait : « Plutôt le turban que la tiare. » Les adversaires de Rome eurent satisfaction : après un siège de deux mois, **Mahomet II** emporta d'assaut Constantinople, le 29 mai 1453. Les débris de l'Empire, Athènes, Lesbos, Trébizonde, tombèrent bientôt aux mains du vainqueur. Nicolas V essaya inutilement de décider les princes occidentaux à se croiser ; sans doute, en 1454, à Lille, au cours d'un grand banquet dit « du faisan », Philippe le Bon, duc de Bourgogne, fit-il vœu d'aller exterminer les Turcs, et tous les convives l'imitèrent, mais nul ne partit jamais.

III. La papauté et la croisade après 1453. — Les Turcs allaient désormais infester la Méditerranée et menacer l'Europe. Seule, la papauté comprit la gravité des circonstances. Le successeur de Nicolas V, **Calixte III** (1455-58), s'engagea par serment à sacrifier tous les trésors de l'Eglise, et jus-

qu'à sa vie, pour contenir les Turcs ; en vain, voulut-il réunir les forces de l'Occident : Frédéric III d'Allemagne, Charles VII, les Italiens se déroberent. Mahomet II menaçait alors les trois voies qui ouvrent passage dans la chrétienté : celle de Hongrie, par où il pénétrerait au cœur de l'Europe, celle d'Albanie, par où, longeant le littoral dalmate, il envahirait l'Italie septentrionale ; celle de la mer enfin, qui lui permettait de menacer directement l'Italie du Sud et Rome même. Sur ces trois points, il rencontra pour le moment des adversaires fameux : 1° Comme Mahomet II assiégeait **Belgrade**, porte de la Hongrie, Jean Hunyade parvint à pénétrer dans la place par le cours du Danube et repoussa l'assaut du sultan qui, blessé, se retira (1456). 2° En Albanie, Scanderberg surprit à la **Tormitza** une armée turque d'invasion et lui tua 30.000 hommes (juillet 1457) ; le pape lui décerna le titre de « capitaine général de la curie pour la guerre contre les Turcs ». Ces victoires restaient, d'ailleurs, en partie l'œuvre de Calixte III, qui avait soutenu les croisés de son argent. 3° Lui-même arma une flotte qu'il confia au légat Scarampo ; celui-ci remporta une grande victoire à **Métélin**, où vingt-cinq vaisseaux turcs furent capturés (1457). Malheureusement, l'inertie des princes d'Occident empêcha de recueillir les fruits de telles victoires. Le pape **Pie II** (1458-64) convoqua bien un congrès à **Mantoue** ; il y dépensa en pure perte son éloquence indignée ; le cardinal Bessarion ne réussit pas mieux dans un voyage d'Allemagne ; seule, Venise voulait bien coopérer à la croisade, mais dans un but utilitaire et commercial. En 1464, Pie II résolut quand même de tenter l'entreprise ; il se rendit à Ancône, où il mourut, miné par l'impatience et la maladie.

Paul II (1464-71) ne fut pas moins impuissant ; en vain, Scanderberg vint-il demander à Rome des secours ; les Etats italiens ne voulaient même pas donner de l'argent, et la diète allemande promettait sans tenir. Scanderberg défendit pourtant Croïa, clef de l'Albanie et de l'Europe, et tint en échec des forces turques considérables. En apprenant sa mort, le sultan s'écria : « Enfin, l'Europe et l'Asie sont à moi ! Malheur à la chrétienté ! Elle a perdu son épée et son bouclier » (17 janvier 1468). Bientôt, la prise de Négrepont

et de l'Eubée consolida la puissance maritime de Mahomet ; un seul point de défense restait dans l'Orient méditerranéen, Rhodes, où heureusement les Hospitaliers commandés par leur grand maître, Pierre d'Aubusson, tiendront en échec tous les efforts de Mahomet (1480). Paul II était mort dans l'anxiété du péril turc. En vain, **Sixte IV** (1471-84) convoqua-t-il les peuples à la croisade : les légations de Bessarion en France, de Capranica en Italie, de Marco Barbo en Allemagne et en Autriche n'aboutirent qu'à un échec. Rien ne put tirer les Italiens de leurs dissensions intérieures jusqu'au jour où le Turc vint les attaquer chez eux en s'emparant d'**Otrante**. Il y eut alors un réveil patriotique : Otrante fut reprise grâce à la valeur de la flotte italienne. D'autre part, Mahomet II mourut, et une compétition éclata entre l'héritier Bajazet et son frère, le **prince Djem**, qui, contraint à la fuite, devint, aux mains du pape, un otage précieux en sorte que le sultan dut négocier ; croyant les circonstances favorables, **Innocent VIII** réunit à Rome un congrès pour débattre un grand plan de croisade (1490) ; les puissances se dérochèrent une fois encore. A la fin du xv^e siècle, la croisade n'est plus guère, aux yeux des souverains, qu'un argument diplomatique bon à exploiter en toutes occasions (*materia christiana*) : veut-on dissimuler le motif vrai de ses armements ou le but réel d'une conférence, on affirme qu'il ne s'agit que de préparer la croisade contre les Turcs. Seul, le pape a conservé une mentalité de vrai croisé ; ses efforts, d'ailleurs, n'ont pas été vains ; ils ont contenu le péril turc au moment le plus critique ; les successeurs de Mahomet II, Bajazet II et Sélim I^{er} retourneront leurs forces contre l'Afrique et laisseront à la chrétienté trente années de répit relatif.

CHAPITRE II

LA QUESTION ITALIENNE

I. **Sixte IV (1471-84)**. — La papauté devait, d'autre part, se défendre en Italie ; sans doute, au lendemain de la prise de Constantinople, les Etats italiens signèrent-ils la paix de Lodi à laquelle adhérèrent Nicolas V, Venise, Milan, Florence et Naples ; en réalité, chacun ne pensait qu'à ses propres intérêts ; successivement, Florence, Naples et Venise menaceront l'Etat pontifical ; aussi, pour les derniers papes du **xv^e** siècle — Sixte IV, Alexandre VI, Jules II —, la question italienne passera-t-elle au premier plan.

Personnellement austère, **Sixte IV**, ancien général des franciscains, avait malheureusement une affection désordonnée pour ses neveux, dont les plus célèbres s'appellent **Jérôme Riario** et **Julien de la Rovère**, le futur Jules II. Jérôme mena complètement la politique pontificale et, par ambition, l'aventura dans des guerres dispendieuses. Le grand adversaire était alors **Laurent de Médicis**, qui intriguait partout pour empêcher l'affermissement du pouvoir temporel. Deux fois, par ses menées, Florence avait témoigné l'ambition de mordre dans les Etats de l'Eglise en s'emparant sournoisement d'Imola dans les Romagnes et de Citta di Castello dans l'Ombrie. Dès 1474, en opposition au projet pontifical d'une ligue générale italienne contre les Turcs, Florence avait formé, avec Venise et Milan, une alliance partielle en vue d'isoler la papauté. Pour le triomphe de sa politique anti-romaine, Laurent n'eût, d'ailleurs, reculé devant aucun moyen, même pas le schisme : « Si la chose pouvait se faire sans scandale, disait-il, je préférerais trois ou quatre papes à un pape unique. » Contre un tel adversaire, Jérôme Riario préconisait les moyens violents ; il s'aboucha avec les ennemis florentins du Médicis : les Pazzi, famille de riches banquiers, et François Salviati, que Laurent empêchait de parvenir au siège épiscopal de Pise. Averti

du complot, Sixte IV y donna son adhésion, à la condition que le sang ne serait pas répandu ; les conjurés passèrent outre et résolurent l'assassinat. Profitant de l'arrivée à Florence du cardinal neveu, Raphaël Sansoni Riario, ils attaquèrent Laurent dans la cathédrale, à l'issue de la messe solennelle ; mais le coup de main échoua ; l'archevêque Salviati et François Pazzi furent pendus ; le cardinal Riario, innocent, fut jeté dans un cachot. Tout en blâmant les conjurés, Sixte IV protesta contre l'incarcération du cardinal ; bientôt, par la bulle *Iniquitatis filius*, il lançait l'excommunication contre Laurent ; mais, voués à lui comme au Martyr de la Patrie, les Florentins ne cédèrent pas. Une guerre s'en suivit, dans laquelle le pape eut pour allié Naples. Déjà, les Florentins aux abois allaient sacrifier Laurent de Médicis, quand tout fut compromis par la trahison de **Ferrand de Naples**, qui traita séparément avec Florence (1480).

Aussi, une deuxième guerre sévit-elle bientôt contre Naples. L'instigateur direct fut encore Jérôme Riario, qui, non content de posséder Imola et une partie des Romagnes, rêvait de détrôner le roi de Naples et de prendre sa place. Cette guerre ne laissait point d'être impolitique, parce que, pour la mener, on dut contracter alliance avec Venise et lui laisser entreprendre le siège de Ferrare, place importante qui, située à l'embouchure du Pô, barrait la route aux ambitions de la République. La papauté fut très menacée : Ferrand de Naples s'avança jusqu'à Marino, au pied des Monts Albains, tandis que la flotte napolitaine s'emparait de Bénévent et de Terracine ; la situation fut sauvée par l'habile Robert Malatesta, qui remporta la victoire de Campo-Morto et mourut presque aussitôt. On signa la paix ; mais Venise n'y voulut point adhérer tant qu'elle ne se fût emparée de Ferrare ; alors, dans un congrès général tenu à Crémone, les puissances italiennes résolurent de lui faire opposition. La République était sur le point d'être vaincue quand la trahison du duc de Milan, **Ludovic le More**, lui permit de l'emporter : la paix de Bagnola lui concédait le Polésine (bouches du Pô) au détriment du duc de Ferrare ; la sécurité de l'Italie centrale se trouvait compromise : triste résultat des ambitions de Jérôme Riario.

Le nouveau pape, **Innocent VIII** (1484-92), dut lutter à son tour contre l'insolence de Ferrand de Naples, associé à son beau-fils, Mathias Corvin, roi de Hongrie ; une fois encore, les Napolitains envahirent l'Etat pontifical et menacèrent Rome, qui ne fut sauvée que par le sang-froid du cardinal Julien de la Rovère, organisateur de la défense. Un traité suivit que Ferrand viola bientôt, en sorte que le pape dut prononcer sa déchéance (1489) ; pour l'effrayer, il agita la menace d'une intervention française ; Ferrand consentit enfin à traiter en 1492.

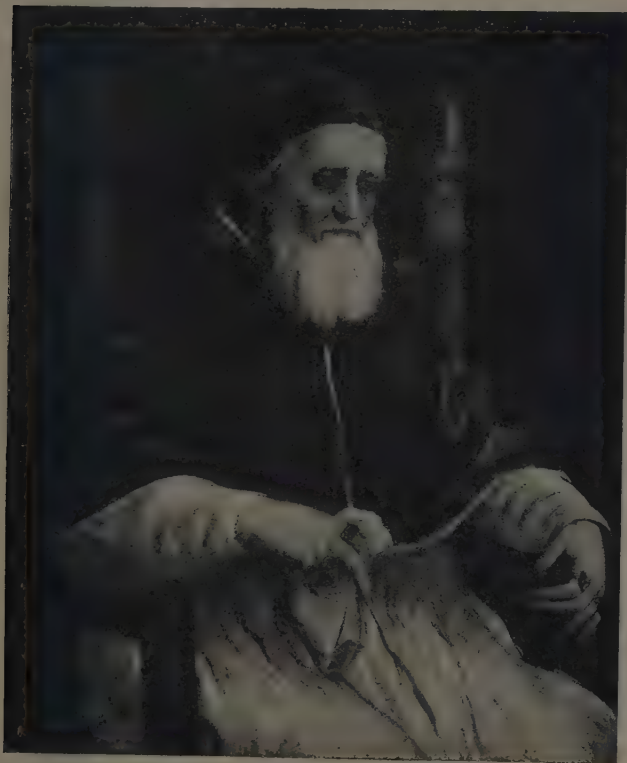
II. Alexandre VI (1492-1503). — Sous le pontificat d'**Alexandre VI** (1492-1503) apparut le péril français. **Charles VIII**, prince aventureux, avait des prétentions sur la couronne de Naples comme héritier de la maison d'Anjou. Or, il était sollicité d'intervenir par Ludovic le More, qui avait ravi le duché de Milan à son neveu Jean Galéas Sforza, époux d'une petite-fille de Ferrand de Naples. D'autre part, le cardinal Julien de la Rovère, ennemi du pape Borgia, appelait aussi Charles VIII : il prônait auprès de lui la question de la réforme, lui conseillant d'aller la traiter à Rome, où régnait un pontife simoniaque ; il s'appuyait, d'ailleurs, sur tous les mécontents romains, Colonna en tête, qui s'emparèrent d'Ostie, le port de ravitaillement de Rome. Enfin, à Florence, le dominicain **Savonarole** prophétisait la restauration de l'Eglise et de l'Italie, grâce à l'apparition d'un nouveau « Cyrus », qui n'était autre que Charles VIII. L'expédition française fut une vraie promenade militaire ; après une entrée triomphale dans la Florence de Savonarole, Charles VIII parut devant Rome qu'Alexandre VI ne put défendre. Mais le roi de France ne se prêta point à la déposition d'Alexandre VI, ce qui eût lancé la chrétienté dans

I. La question italienne. — PERRENS, *Histoire de Florence*, 1877 et suiv. — CH. YRIART, *César Borgia*, 1889. — H. FR. DELABORDE, *L'expédition de Charles VIII en Italie*. — J. KLACZKO, *Rome et la Renaissance, Jules II*. — KOHLER, *Les Suisses dans les guerres d'Italie de 1506 à 1512*, 1897. — PAQUIER, art. *Innocent VIII* dans *Dict. de Théol.* et art. *Alexandre VI*, dans *Dict. hist.* — A. RENAUBERT, *Le concile gallican de Pise-Milan (1510-12)*, 1922. — G. MOLLAT, art. *Jules II* et *Léon X*, dans *Dict. Théol.*

toutes les horreurs d'un grand schisme. L'habile pontife s'en tira à bons comptes : il livra en otage le prince Djem, qui mourut bientôt, et son propre fils, César Borgia, qui réussit à s'évader ; enfin, il conféra sans doute à Charles VIII l'investiture de Naples, mais sous la formule restrictive *sine alterius prejudicio*, ce qui équivalait à ne rien promettre. Aussi, avec Milan, Venise, l'empereur Maximilien et le roi d'Aragon put-il bientôt adhérer à la **ligue de Venise** contre Charles VIII, qui n'eut d'autre ressource que de regagner la France en se frayant un passage à Fornovo (6 juillet 1495).

Durant la seconde partie de son règne, menacé par une noblesse romaine turbulente — Orsini et Colonna —, soucieux avant tout de pourvoir à l'établissement de ses enfants, Alexandre VI résolut de s'appuyer sur la France. Son fils, **César**, se rendit auprès de Louis XII, à qui il apporta une bulle de dispense pour son mariage avec Anne de Bretagne et un chapeau de cardinal pour son favori Georges d'Amboise ; un marché fut conclu d'après lequel le pape se ferait l'allié de Louis XII pour la conquête du Milanais ; en retour, Louis XII aiderait le pape à se rendre maître de la Romagne. Grâce à cette alliance, César s'empara de la Romagne, sauf Bologne, ainsi que d'une ligne de forteresses qui, d'Imola, à Rimini, commande la vallée du Pô. Lorsque Louis XII voulut s'emparer du royaume de Naples, Alexandre VI lui promit encore son appui sous promesse qu'il l'aiderait à maîtriser les turbulents barons romains ; les biens des Colonna, des Savelli et des Gaëtani servirent à créer deux duchés en faveur des Borgia : celui de Nepi et celui de Sermoneta qui correspondait à la Maritime. Alexandre VI — ou plutôt son fils César — fut maître, dès lors, dans l'Italie centrale ; un vaste complot tenté par les derniers barons romains groupés autour des Orsini échoua ; César attira les chefs de la conjuration à Sinigaglia et les mit à mort ; pour achever sa victoire, il traqua les Orsini dans les deux dernières places, Cere et Bracciano. Elargissant encore ses ambitions, César projetait la conquête de la Toscane, quand Alexandre VI mourut (18 août 1503). Il faut regretter que ce pape ait subordonné toute la politique pontificale aux intérêts de

sa maison ; mais un résultat heureux devait subsister : l'affaiblissement de la turbulente noblesse qui, si longtemps,



Le Pape JULES II, par RAPHAËL (Gall. Pitti, Florence).

avait tenu la Papauté en échec à Rome, en Campanie et en Romagne.

III. **Jules II (1503-1513).** — Le cardinal Piccolomini, qui

prit le nom de Pie III, ne régna que trois semaines. Avec l'appui de César Borgia qui lui vendit les voix espagnoles, le cardinal Julien de la Rovère parvint au pontificat sous le nom de **Jules II**. Aussitôt, il fit expédier César en Espagne et travailla à reprendre aux Borgia leurs villes et châteaux ; bientôt, ce pape guerrier récupérait les deux principales villes des Etats, Pérouse et Bologne, tyrannisées l'une par les Baglioni, l'autre par les Bentivogli. Jules II résolut ensuite de combattre Venise, qui, s'insinuant dans la Romagne, avait imposé ses garnisons à Faënza, Cesena et Rimini, occupait Ravenne et Cervia, et menaçait Imola et Forlì, en aval de Bologne. Par une politique patiente et habile, Jules II parvint à conclure avec l'empereur Maximilien, le roi de France Louis XII, et Ferdinand le catholique, la **ligue de Cambrai**. Venise, excommuniée, fut contrainte de céder lorsqu'elle eut été battue par Louis XII à **Agnadel** (1509) ; elle dut rendre au Pape tous les territoires usurpés, notamment les places servant à la défense des frontières ecclésiastiques (Ravenne, Faënza, Rimini). Mais Jules II comprenait l'importance de Venise : elle pouvait servir de sentinelle à la chrétienté contre le péril turc, à l'Italie contre toute invasion allemande ou française ; d'ailleurs, ne devait-il pas redouter ses alliés de la veille, les Français, qui occupaient la Haute-Italie ? Son programme fut de jeter dehors ces Barbares : *Fuori i barbari*. Il s'allia donc avec les Vénitiens et Ferdinand le Catholique tandis que l'évêque de Sion, Mathias Schinner, obtenait pour lui l'aide de 15.000 Suisses ; puis il se retourna contre les coalisés de Cambrai, Louis XII et Maximilien.

Louis XII répondit en convoquant à **Tours** un synode français où l'on décréta que le pape n'avait pas le droit d'entreprendre des guerres temporelles, et que s'il le faisait le roi pouvait le combattre ; on déclarait nulle par avance toute excommunication pontificale. Cependant, ouvrant la campagne, Jules II força Chaumont, venu assiéger Bologne, à se retirer, il s'empara de la Mirandole où il entra le premier par la brèche ; mais il dut bientôt rétrograder à l'approche de Trivulce et de Gaston de Foix, tandis que Bologne se soulevait. En même temps, se déclanchait une offensive

religieuse : les cardinaux du parti français soutenaient Louis XII et Maximilien qui voulaient en appeler à un concile général ; ils s'appuyaient sur le décret *Frequens* de Constance qui réclamait la périodicité régulière des conciles (15 mai 1511). Jules II épuisé rentra à Rome et faillit mourir. Cependant, il se redressa : le 5 octobre il promulgait l'acte de la **sainte Ligue** dans laquelle entrèrent Ferdinand le Catholique, les Suisses, Venise et Henri III d'Angleterre. A la tête des Français, Gaston de Foix dispersa les Suisses, débloqua Bologne assiégée, reprit Brescia aux Vénitiens, et remporta sur l'espagnol Raymond de Cardone la victoire de **Ravenne** où il fut tué en poursuivant les vaincus (11 avril 1512) ; les Français occupèrent toute la Romagne. Mais Jules II sauva la situation par son opiniâtreté : bientôt les Français seront expulsés d'Italie. L'offensive religieuse échoua également : le synode réuni à **Pise** en novembre 1511 ne se composait que de 3 cardinaux italiens et 24 évêques français : il proclama la supériorité du concile sur le pape ; à Milan où, fatigués des rixes entre Pisans et Français, les Pères s'étaient transportés, on déposa Jules II, dix jours après Ravenne (21 avril 1512). Mais dès le 3 mai, le pape répliquait en ouvrant le XVIII^e concile œcuménique, **V^e de Latran** ; le général des Dominicains, Thomas de Vio, plus connu sous le nom de Cajétan, y prouva la supériorité du pape sur le concile ; les Pères annulèrent les décisions des schismatiques. Entre la II^e et la III^e session, les troupes françaises de La Palice et de Trivulce durent battre en retraite ; les prélats schismatiques n'eurent qu'à les suivre. Jules II vainqueur détacha du duché de Milan Parme et Modène pour couvrir les frontières pontificales. Il mourut le 20 février 1513, alors qu'il se préparait à chasser de la péninsule d'autres barbares, les Espagnols, ses anciens alliés. Sans doute avec ce pape cuirassé, semble-t-on assister à une sécularisation aiguë de la fonction pontificale, il n'en reste pas moins que Jules II avait sauvé l'Etat de l'Eglise ; désormais, en dépit des retours de fortune, les papes seront maîtres à Rome : « Il fut un temps, écrivait Machiavel, où le moindre baron se croyait le droit de mépriser la puissance du pape, aujourd'hui elle commande le respect à un roi de France ».

IV. **Léon X (1513-1521) : Le concordat de Bologne.** —

Le cardinal Jean de Médicis, fils de Laurent le Magnifique, fut élu pape à 37 ans et prit le nom de **Léon X** (1513-21). Louis XII ayant négocié à Blois une alliance avec Venise (mars 1513), le pape conclut avec l'Empire, l'Angleterre et l'Espagne la contre-ligue de Malines. Après que La Trémoille eut été vaincu à Novare par les Suisses à la solde du pape, Louis XII fit la paix avec Léon X : il déclara dissous enfin le concile schismatique réfugié à Lyon. La réconciliation fut compromise lorsque François I^{er}, le nouveau roi de France, voulut reprendre le Milanais ; Léon X esquissa une nouvelle ligue dans laquelle entrèrent l'Espagne, l'Empire, les Suisses, Milan et Florence. Mais les troupes suisses commandées par le cardinal Mathias Schinner furent vaincues par François I^{er} à **Marignan**. Léon X se rendit à **Bologne** où il rencontra le roi de France. Au point de vue politique, il y signa un traité d'après lequel il restituait à François I^{er} Parme et Plaisance, jadis érigés en principautés indépendantes pour son frère Julien de Médicis ; mais l'équilibre italien n'en fut pas moins sauvé.

Au point de vue religieux, il négocia le **Concordat de Bologne** qui annulait la Pragmatique Sanction. Tandis que celle-ci n'avait été qu'une sorte de Constitution civile du clergé inspirée des idées baloises, l'entente de Bologne était un véritable concordat, autrement dit un traité synallagmatique entre Léon X et François I^{er}. La part du roi et du pape dans la collation des bénéfices se trouvait nettement délimitée. L'élection était supprimée : le roi présentait des candidats aux évêchés et archevêchés, aux couvents et prieurés qui jouissaient jadis du droit de faire canoniquement les élections ; mais le pape demeurait libre de ne pas accepter le candidat ; en cas de refus pontifical, un nouveau sujet devait être proposé dans les trois mois ; passé ce délai, le pape pourvoirait librement ; en résumé pour le roi droit de présentation, pour le pape droit d'institution. D'une part les prérogatives pontificales restaient sauves, et les principes qui avaient prévalu au siècle précédent étaient démentis ; d'autre part, en disposant indirectement de la collation des bénéfices, le pouvoir royal détenait le plus clair

de la fortune du royaume. Pourtant, le pape conservait les revenus des bénéfices *apud sedem vacantia*, il percevait aussi les annates et les dispenses. Les vieux tenants du gallicanisme — Parlement et Université — firent opposition : le roi finit par envoyer au Parlement un ordre formel d'enregistrement ; l'Université en appela à un concile général, François I^{er} lui imposa silence. Le Concordat de 1515 possède une importance exceptionnelle puisqu'il règlera les rapports de l'Eglise et de l'Etat en France durant tout l'Ancien Régime. On a formulé contre lui de nombreux griefs ; il faut reconnaître que les rois commirent plus d'un abus dans les nominations : on vit des prélats courtisans, des abbés commendataires qui, simples laïques, pressuraient les moines. Notons, toutefois, que ces abus « témoignent contre les rois et non contre le concordat » ; d'ailleurs, le privilège de l'institution mettait aux mains du pape une sorte de droit de veto, moyen efficace de défendre l'Eglise de France : à l'époque de Louis XIV la papauté lui devra la victoire.

CHAPITRE III

LA QUESTION ESPAGNOLE

SOUS FERDINAND ET ISABELLE : L'INQUISITION

I. **Les maranos.** — Un péril intérieur menaçait l'Espagne catholique : l'influence et le nombre toujours croissant des populations étrangères, Juifs et Maures. L'expulsion en masse eût été un moyen barbare aux conséquences économiques les plus désastreuses. Par leur habileté financière, les juifs avaient conquis un rang élevé ; les grands seigneurs

I. **Le concordat de 1516.** — J. THOMAS, *Le concordat de 1516*, 3 vol., 1910. — A. BAUDRILLART, *Quatre cents ans de concordat*. — IMBART DE LA TOUR, *Les origines de la Réforme*, t. II. — BOURDON, *Le Concordat de 1516 ; négociations, réception en France*, 1902. — L. MADELIN, *Les premières applications du Concordat de 1516*, *Mél. arch. et hist. de l'Ecole française de Rome*, t. XVII (1897) ; *De concenitu bononiensi*, 1898 ; *France et Rome*, 2 éd., 1914. — G. HANOTAUX, *Etudes critiques sur le XVI^e et le XVII^e siècles en France*, 1886.

espagnols n'hésitaient pas à redorer leur blason en contractant avec eux des alliances : ainsi trouvait-on partout, à la cour et jusque dans le haut clergé, des personnages issus de sang juif. Sous le couvert de ces hauts protecteurs, nombre de juifs qui avaient dû se convertir pour échapper à la vindicte populaire, restèrent, en réalité, attachés à la loi mosaïque, et d'autant plus dangereux qu'ils se mêlaient aux fidèles. Le péril fut signalé aux souverains à Séville, en 1477, par le dominicain fray Alonso de Ojeda ; à l'instigation de l'archevêque une commission de surveillance fut chargée de ramener les hérétiques par la prédication. Mais, comme les résultats demeuraient insignifiants, Ferdinand et Isabelle demandèrent à Sixte IV l'autorisation d'instituer une Inquisition espagnole. Celle-ci différera donc dans son but particulier de l'Inquisition générale établie au ^{xiii}^e siècle ; elle vise non point tous les hérétiques, mais une classe particulière d'apostats : les Judaïsants ou *Maranos*.

Dès 1481, l'Inquisition fonctionna à Séville ; elle s'étendit ensuite à Cordoue, puis à d'autres villes. De temporaire, elle devint bientôt permanente avec un conseil suprême dirigé par un grand inquisiteur qui fut successivement **Torquemada**, prieur du couvent dominicain de Santa-Cruz (1481-99), Deza, archevêque de Séville (1499-1506), et Ximénès (1506-16) archevêque de Tolède. Le grand inquisiteur était sans doute nommé par le roi, mais seul un bref apostolique l'investissait de sa juridiction spirituelle ; de même, les membres du conseil suprême étaient fonctionnaires de l'Etat, et comme tels recevaient de lui la juridiction séculière, mais on ne les nommait que sur la proposition du grand inquisiteur qui leur transmettait la juridiction spirituelle. Ainsi l'Inquisition était-elle une institution mixte, et non pas comme l'ont prétendu De Maistre et Ranke une institution purement politique : pour le prouver, il suffi-

I. Inquisition espagnole. — DE MAISTRE, *Lettre à un gentilhomme russe sur l'Inquisition espagnole*, Lyon, 1837. — RANKE, *Fuersten und Völker*, Hambourg, 1827, t. I, p. 241. — HÉFÉLÉ, *Le cardinal Ximénès*, trad. franç., Tournai, 1856. — MARIÉJOL, *L'Espagne sous Ferdinand et Isabelle* (Bibl. d'hist. illustrée), 1892. — PASTOR, *Histoire des papes*, trad. Furey-Raynaud, t. IV, p. 369 seq. — DOM J. SOUBEN, art. *Morisques* dans *Dict. Apol.*

rait de rappeler que les juges ne se chargeaient pas de l'exécution des sentences capitales, mais que par une supplique ils implorait la miséricorde du pouvoir séculier en faveur des coupables, selon les prescriptions du droit canonique. Il n'en reste pas moins que, placée directement sous la tutelle de l'Etat, l'Inquisition espagnole courait le risque d'être accaparée par lui : on voit déjà Sixte IV se plaindre en 1479 des procédés de Michel Morillo qui, de sa propre autorité, a destitué l'Inquisiteur de Valence ; il arrivera souvent que la royauté se servira de ce Tribunal pour atteindre non seulement les maranos, mais les autres ennemis de la couronne ; on lui soumettra tous les procès politiques importants pourvu qu'ils aient une teinte de religion.

D'ailleurs, approuvée comme institution par Sixte IV, l'Inquisition espagnole mérita pourtant ses blâmes par l'irrégularité de certains de ses procédés. Un bref du 2 août 1482 décréta : 1° les jugements rendus sur appel à Rome auront force de chose jugée en Espagne ; 2° les pénitents honteux seront absous à huis clos ; 3° les convertis ne devront plus être inquiétés par les inquisiteurs, et ils devront jouir de la libre possession de leurs biens. Nul doute qu'il n'y ait donc eu des excès, mais beaucoup moins considérables que ne l'ont prétendu les écrivains anticléricaux : chaque tribunal d'Inquisition proclamait d'abord un délai de grâce durant lequel les apostats pouvaient solliciter l'absolution ; il usait de longanimité et ne prononçait qu'à regret la sentence capitale : souvent « faire un auto-da-fé, c'était non pas brûler d'innocentes victimes, mais déclarer la liberté de ceux qui avaient été faussement accusés ou réconcilier avec l'Eglise les pénitents ». (Héfélé).

L'Inquisition espagnole porta rapidement ses fruits. Mais pour achever l'œuvre ne fallait-il pas frapper les juifs après les judaïsants ? Déjà les Cortès de Tolède (1480) les avaient forcés à rentrer dans les limites des anciennes juiveries ; bientôt on les expulsa de Séville et de Cordoue ; enfin les rois catholiques lancèrent un édit bannissant d'Aragon et de Castille tous les juifs qui ne consentiraient pas à recevoir le baptême (1492). Beaucoup préférèrent l'exil : ceux de Cas-

tille se réfugièrent en Portugal, les Aragonais et les Catalans en Italie et dans les royaumes barbaresques.

II. **Les moriscos.** — D'autre part, contre le royaume musulman de Grenade, les rois catholiques avaient entrepris une lutte qui après dix années (1481-92) aboutit à la conquête. La capitulation consentie accordait aux maures une large autonomie religieuse et civile. Mais les quatre cent mille Maures s'ajoutant ainsi aux nombreux musulmans de Valence et d'Aragon créaient un nouveau péril religieux et national. Dès 1492 un soulèvement força les rois catholiques à parquer les Maures de Grenade en deux faubourgs : Antequerula au sud et l'Abbaycin au nord. Deux partis se trouvèrent alors en présence : celui de la persuasion qui avait à sa tête le grand inquisiteur Torquemada O. P., celui de la rigueur commandé par le cardinal **Ximénès**, archevêque de Tolède O. M. Quand celui-ci vint à Grenade en 1499, il parvint par des présents et des menaces à baptiser une multitude de Maures ; mais bientôt une insurrection éclata dans l'Abbaycin et se propagea à travers l'Andalousie. Après la répression on décréta que les Maures devaient choisir entre le baptême ou l'exil ; à ceux qui se firent chrétiens on donna le nom de *morisques* ; comme les *maranos*, ces convertis de foi douteuse passèrent sous la surveillance de l'Inquisition. La même logique dans la défensive qui après les judaïsants avait atteint les juifs, devait étendre les mesures portées à Grenade jusqu'en Léon et en Castille ; une pragmatique de 1502 expulsa tous les Maures qui y refusaient le baptême. Pourtant, l'Inquisition qui avait sévi avec rigueur contre les judaïsants se montra en général indulgente pour les *morisques* : nombre de saints personnages, depuis Hernando de Talavera jusqu'à saint Thomas de Villeneuve travaillèrent avec douceur à leur conversion. Notons, toutefois que le tempérament espagnol indomptable dans sa foi et farouche dans son énergie comprenait beaucoup mieux les procédés de rigueur ; aussi l'Inquisition fut-elle populaire dans la péninsule où elle revêtit l'aspect d'un Comité de Salut public.

CHAPITRE IV

LA RENAISSANCE LITTÉRAIRE

La Renaissance fut un retour aux lettres antiques favorisé par le mécénat des princes. Le prestige de l'ancienne Rome, devenue la capitale de l'humanité chrétienne, les rapports étroits de l'italien avec le latin, la reviviscence du droit romain l'expliquent en partie. Les laïques qui jusqu'alors ne s'adonnaient guère qu'à la poésie aspirent à un rôle intellectuel. **Dante Alighieri** (1265-1321) fut à ce sujet un initiateur : mais sa *Divine Comédie* est encore une œuvre médiévale dont l'inspiration reste toute chrétienne, en dépit d'une passion politique intense. **Pétrarque**, par contre, est le premier des humanistes. Il étudia les Latins en moraliste, mais en moraliste chrétien : « Quand nous lisons des œuvres philosophiques, poétiques, historiques, dit-il, l'oreille de notre cœur doit rester ouverte à l'Évangile du Christ ». Citons le *De contemptu mundi*, le *De vita solitaria* où il célèbre sa solitude de Vaucluse si propre à la contemplation, le *De Sapientia*, éloge de la foi, le *De otio religioso*, éloge de la vie monastique, les *Triumphs*, apologie de la chasteté victorieuse des passions humaines.

Mais rapidement la Renaissance littéraire glissa vers le paganisme : les humanistes prêchèrent une sorte d'épicurisme doctrinal et pratique, en même temps que sans contredire trop ouvertement le dogme, ils accablaient de leurs satires moines et clercs. **Boccace** (1313-75) ouvre la

I. **L'humanisme italien.** — BURCKHARDT, *Kultur der Renaissance in Italien*, Leipzig, 1860, trad. franç. de Schmidt, 1885. — J. GUYOT, *L'Humanisme et les origines de la Renaissance*, 2^e éd., 1892. — FASSETT, op. cit. (passim). — P. DE NOLHAC, *Pétrarque et l'humanisme*, 2 vol., 1900, éd. 1913. — E. BÉGIN, *Boccace*, 1908. — E. WASSER, *Petrarcha Florentinus*, Leipzig, 1911. — MARCONI, *Francesco Petrarca*, 1891. — E. TATHAM, *Francesco Petrarca*, Londres, 1925. — F. VERNER, art. *Humanisme*, dans *Dict. Theol.* — A. PELATE, art. *Renaissance*, dans *Dict. Apol.*

voie dans son *Décameron*, récits licencieux. **Poggio Bracciolini** († 1459) écrivit en 1449 le *Liber facetiarum*, recueil des plaisanteries les plus ordurières. **Laurent Valla** († 1457) prône dans son *De Voluptate* la religion du plaisir : « Je déclare et j'affirme, dit-il, que la volupté est le vrai bien, et je l'affirme au point de soutenir qu'il n'y a pas d'autre bien qu'elle » ; il regardait comme monstrueux le célibat des prêtres et la vie monastique (*De professione religiosorum*). Le scandale parvint à son comble avec **Antoine Beccadelli** († 1471), dit le Panormite ; son *Hermaphrodite* qui préconise les vices les plus répugnants de l'antiquité païenne fut publiquement brûlé, et l'auteur excommunié.

Ces écrivains, pourtant sans originalité, et qui n'eurent qu'une habileté de rhéteur, jouirent d'une faveur considérable auprès des princes. La plupart firent partie de ce collège des secrétaires apostoliques fondé par les Papes d'Avignon pour favoriser les érudits et les lettrés ; il faut convenir qu'ils rendaient service à la chancellerie pontificale en rédigeant les actes dans une forme littéraire parfaite, et que d'ailleurs, ils savaient déguiser leurs vrais sentiments ; il n'en reste pas moins que les papes cédèrent trop à l'engouement général. **Nicolas V** qui eut la gloire de créer la bibliothèque Vaticane où il rassembla 5.000 manuscrits protégea tous écrivains, même un Valla. Une réaction s'opéra, discrète sous Calixte III et Pie II, très énergique sous **Paul II** (1464-71). Celui-ci restreignit le collège des abrégiateurs de la curie où siégeaient les humanistes ; les protestataires se groupèrent en une société littéraire, l'Académie romaine, « rendez-vous de tous les éléments hostiles à la papauté, paganisme, hérésie et républicanisme » ; Paul II fit arrêter plusieurs de ses membres, entre autres Pomponius Lætus et le satiriste Platina ; ils en furent quittes d'ailleurs pour la prison et la peur.

Cependant la Renaissance chrétienne eut d'illustres représentants. Au premier rang, il faut citer le cardinal **Bessarion**, mécène magnifique qui voulut concilier les théories platoniciennes avec le christianisme dans son grand ouvrage *Contre un calomniateur de Platon* ; de même, **Marcile Ficin** (1433-99) propageait les idées platoniciennes dans le

De religione christiana, et dans la *Theologia platonica de immortalitate animarum*. Il faudrait encore citer toute une lignée de cardinaux érudits : Albergati, Césarini, Capranica et surtout Nicolas de Cuse. Leur talent ne put toutefois éclipser la vogue des humanistes licencieux qui, en avilissant les mœurs publiques, préparèrent la Réforme.

CHAPITRE V

LA RENAISSANCE POLITIQUE

La renaissance « ne fut point seulement une œuvre de lettrés et d'artistes ; elle a été surtout un renouvellement de la vie morale, une façon nouvelle de concevoir le monde, une théorie originale de la société et de la vie publique, une tradition de liberté dans les rapports du chrétien avec l'Eglise ». (Gehbart). A la faveur des troubles civils, l'individualisme avait pris en Italie libre-essor ; il se concrétisa en un type, le chef d'Etat ou Tyran dont la qualité maîtresse est la *virtu*. Le vrai virtuose justifie toujours les moyens quels qu'ils soient par la fin ; pour dominer, il peut et doit user de la ruse, de la fourberie et de la cruauté. Maître absolu, il n'est arrêté par aucune loi morale ; satisfaire ses passions est une manière d'affirmer sa personnalité : les bâtards pullulaient dans les maisons princières, et l'exemple de l'immoralité se propageait dans le peuple ainsi qu'en témoignent les lois alors portées.

II. **La renaissance politique, Jérôme Savonarole.** — GRÉGOROVIVUS, *Stadt Rom in Mittelalter*, 2^e édit., t. VII et VIII. — DE MAULDE LA CLAYÈRE, *La diplomatie au temps de Machiavel*, 3 vol., 1892. — THUREAU-DANGIN, *Vie de saint Bernardin de Sienne*, surtout l'Introduction. — VILLARI, *Savonarola e i suoi tempi*, trad. franç. par Gruyer, 1874. — A. CAPELLI *Fra Girol Savonarola*. — I. SCHNITZER, *Savonarola: Ein Kulturbild aus der zeit der Renaissance*, 2 vol., 1924. — G. SCALION, *Girolamo Savonarola e Santa Catarina de Ricci*, Florence, 1924. — PETER DE ROO, *Materials for a History of Pope Alexandre VI, his relatives and his time*, 5 vol., Bruges, 1924. Le meilleur guide demeure PASTOR, *Histoire des papes*. — RONCANACHI, *Une cour princièrre au Valican pendant la Renaissance (1471-1503)*, 1925.

I. Le népotisme pontifical à la fin du XV^e siècle. —

Cette influence de la renaissance se fit sentir à Rome même. Les papes de la fin du xv^e siècle se considérèrent trop comme des princes temporels pour qui la simonie et le népotisme étaient nécessité politique. Ils crurent que de tels moyens s'imposaient à eux non seulement pour mener à bien leur politique extérieure en regard des princes italiens, mais encore pour pouvoir tenir en respect à l'intérieur le Sacré-Collège. Celui-ci visait, en effet, indirectement à dominer la papauté et à substituer à la monarchie pontificale une oligarchie cardinalice. Dès Avignon, les cardinaux occupèrent une place prépondérante dans l'administration de l'Eglise. Nulle décision que le pape prenne sans les avoir réunis, en consistoire privé ou public : faut-il trancher une question dogmatique, ils rédigent des mémoires (*vota*) ou exposent leur avis motivé ; s'agit-il d'une question politique, ils se voient sollicités par les rois et les princes de leur nation dont à l'ordinaire ils sont les obligés, leur ayant dû la pourpre. Au xv^e siècle, après la menace de la réaction conciliaire qui prétendait réserver l'élection pontificale à l'Eglise enseignante, le Sacré-Collège voulut dominer la papauté : à chaque vacance du Saint-Siège, il imposa aux candidats en vue certaines conditions qui visaient à restreindre les droits du futur pape : ainsi proposa-t-il au cardinal Balbo un pacte d'après lequel il s'engageait à prendre avis du Sacré-Collège pour toutes choses : pour la nomination aux hautes fonctions et aux bénéfices, pour l'administration des Etats, pour la discipline et la guerre ; devenu Paul IV, le cardinal s'empressa d'annuler un pacte contraire au droit divin des pontifes ; Sixte IV et Innocent VIII rétracteront de même les engagements pris.

Cet isolement des papes devant la coalition des *porporati* explique et excuse en partie le népotisme pontifical. Aux neveux laïques, les papes donnaient une *condotta*, licence d'enrôler aux frais du trésor des mercenaires pour la défense du Patrimoine ; il leur décernait souvent avec l'étendard pontifical le titre de gonfalonier de l'Eglise romaine ; le premier d'entre eux devenait une sorte de ministre de la guerre qui avait place dans les conseils où se réglaient les

affaires de politique générale ainsi que les difficultés survenues dans le Patrimoine. D'autre part, les cardinaux neveux recevaient les charges principales de la curie, autrement dit la direction de quelque grand bureau : ainsi Rodrigue Borgia, neveu de Calixte III, fut-il vingt ans camêrlingue, Julien de la Rovère, neveu de Sixte IV grand pénitencier, Julien de Médicis, neveu de Léon X chancelier, et tous trois arriveront au pontificat suprême. Par ces moyens, les papes du xv^e siècle purent maintenir en Italie une politique personnelle.

Sixte IV inaugura déjà ce régime en nommant des cardinaux d'une moralité douteuse qui provoqueront plus tard le scandale de l'élection d'**Alexandre VI** ; il laissa ses neveux Jérôme Riario et Julien della Rovere accaparer l'influence politique. Son successeur Innocent VIII qui avait eu deux enfants avant son ordination osa bien célébrer solennellement leur mariage. Mais le scandale fut au comble sous Alexandre VI ; Pie II lui avait déjà adressé des remontrances pour une fête champêtre organisée à Sienne ; cardinal, il entretenait des relations coupables avec une dame romaine Vanozza de Cataneis qui lui donna quatre enfants, Juan, César, Lucrèce et Joffré (1474-1481). Arrivé au pontificat (1492), il les pourvut richement : Joffré épousa en 1496 une petite fille naturelle de Ferdinand d'Aragon, Fancia. Juan, l'aîné, créé duc de Gandie et pourvu du duché de Bénévent fut assassiné mystérieusement au retour d'une fête nocturne ; Alexandre VI désespéré parla de réformer sa vie, mais après quelques jours il oublia et reporta toute sa faveur sur son autre fils César Borgia qui d'abord cardinal jeta la pourpre aux orties et par la grâce de Louis XII devint duc de Valentinois et épousa Charlotte d'Albret, fille du roi de Navarre. César fut le vrai type du tyran cruel et débauché ; il domina complètement son père dont toute la politique s'employa à réaliser sa fortune. Quant à Lucrèce si décriée, elle fut sans doute la plus honnête de la famille : dépourvue d'énergie, elle se laissa marier selon les besoins de la politique pontificale, d'abord à Jean Sforza de Pesaro, puis à un fils naturel du roi des Deux-Siciles, Alphonse de Bisceglia que César assassina, enfin à Alphonse d'Este, prince héritier de

Ferrare. Nul doute qu'on ait exagéré les scandales de ce pontificat : il faut nier, par exemple, qu'Alexandre VI ait entretenu des relations incestueuses avec sa fille Lucrèce, qu'il ait fait peindre Giulia Farnèse sous les traits d'une madone et lui-même à ses pieds, qu'il ait tué le prince Djem, etc... Mais il n'est que trop vrai que, même arrivé au pontificat, il continua sa vie scandaleuse, qu'il afficha sa liaison avec Giulia Farnèse et qu'il eut encore deux enfants : Juan vers 1494 et Rodrigo en 1503.

II. Une tentative de réaction : Savonarole. — Contre de tels excès une voix éloquente s'éleva soudain : celle de **Savonarole**. Ce dominicain obtint à Florence un succès extraordinaire ; ses sermons sur les mœurs convertirent la ville entière ; les débauchés devinrent pieux et les femmes modestes dans leur toilette ; on put organiser « des bûchers de vanités » ; les changeurs juifs furent bannis, l'usure supprimée et l'on fonda une banque de prêts presque gratuits. Savonarole fit acclamer le Christ Seigneur et roi de Florence ; il ambitionnait que cette cité devînt le centre d'une réforme qui se propagerait par toute l'Eglise. Mais, esprit exalté et incapable de mesure, il critiquait et bouleversait tout avec une hardiesse incroyable ; il prônait une théocratie comme au temps des juges d'Israël, mais tracassière et tyrannique. D'ailleurs, il voulut appuyer sa réforme sur des moyens politiques et mit tout son espoir dans Charles VIII, le nouveau Cyrus. Emu par ces visées politiques, Alexandre VI lui interdit la prédication par deux brefs de l'année 1495 et le cita à Rome. Savonarole attaqua avec violence la corruption de la cour romaine et prôna la réunion d'un concile œcuménique, lorsque, par l'intermédiaire du cardinal Caraffa, il eut obtenu la permission de reprendre ses prédications. D'où, nouvelle interdiction à laquelle cette fois il ne se soumit plus ; le 12 mai 1497, il fut excommunié. Le 19 juin, il répondit par « son Epître à tous les chrétiens contre l'excommunication subrepticement obtenue contre lui » et il continua à célébrer la messe et à prêcher contre le pape. Alexandre VI somma alors les Florentins de lui livrer Savonarole, ou tout au moins de lui interdire la prédication

(25 février et 9 mars 1498). Le moine répondit qu'il ne voulait s'en remettre qu'à un concile général, et dès lors sa popularité baissa ; elle disparut complètement lorsqu'il eut reculé devant l'épreuve du feu qu'il avait d'abord acceptée. Traduit par la Seigneurie devant un conseil où figurèrent deux juges pontificaux, il fut condamné au bûcher et ses cendres jetées dans l'Arno. Examinés sous Paul III, Jules III et Paul IV, ses écrits furent déclarés exempts de toute erreur ; sa rébellion n'en reste pas moins blâmable.

Aspect général de la Chrétienté avant la Réforme

Il serait excessif de regarder les ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles comme une époque de libertinage effréné analogue à celle qui précèdera la Révolution française. La foi demeurerait vive, ainsi qu'en témoignent, par exemple, la multiplication des corporations et confréries, la pratique maintenue du jeûne, la générosité en faveur des églises. D'ailleurs, par le théâtre et la prédication, l'Eglise conserve son ascendant sur le peuple. Sans doute, le théâtre s'est-il sécularisé : on ne joue plus dans l'Eglise parce que les drames sont maintenant trop loin de la simplicité biblique tant par le décor que par le détail de l'intrigue ; mais ils demeurent profondément religieux. Ainsi représente-t-on ordinairement sur la scène le Paradis avec ses anges et l'Enfer avec ses démons ; on joue par exemple, le *Mystère de la Passion*, d'Arnoul Greban, qui, en 35.000 vers, fait défiler les principaux épisodes du Nouveau-Testament. L'Eglise donnait à ces mystères un concours actif ; parfois, on débutait en disant une messe, souvent, des chanoines consentaient à jouer un rôle ; le mystère restait encore un moyen d'édification. La prédication était aussi très populaire, surtout celle des franciscains et des dominicains ; souvent, les sermons se faisaient sur la place publique, « mélange d'élévations sublimes et de conseils pratiques exprimés avec une verdeur de termes allant jusqu'à la trivalité ». Le type des prédicateurs de l'époque est saint Bernardin de Sienne.

Toutefois, la piété est tourmentée, dominée par la hantise de la mort et du jugement ; la danse macabre retient l'atten-

tion : sur les murs des cimetières et des églises, et jusque dans l'intérieur des maisons, l'éternelle faucheuse est représentée, emmenant papes, rois, nobles et paysans, jeunes filles et enfants. Ces tendances aboutirent parfois à des manifestations excessives, comme les processions des Flagellants. Lorsque, vers 1350, sévit la peste noire, des confréries de Flagellants se formèrent, dont les membres portaient comme signes distinctifs un chapeau et un manteau marqués de deux croix rouges, l'une devant, l'autre derrière. Ils organisaient des processions au cours desquelles, se formant en cercle, ils se donnaient la discipline, tandis qu'un chef de chœur entonnait un cantique repris par toute l'assistance. Il se mêla vite à ces exhibitions des fantaisies extraordinaires : parfois on y lisait une lettre apportée du ciel par un ange le 25 décembre 1348, et où il était dit que la Sainte Vierge promettait aux Flagellants la rémission de tous leurs péchés. Clément VI interdit sévèrement ces pratiques et ordonna d'emprisonner les réfractaires. Les Flagellants disparurent, sauf en Thuringe et en Saxe, où ils dégénérèrent en illuminés d'après lesquels le baptême du sang, autrement dit la flagellation, agréait beaucoup plus au Seigneur que le baptême d'eau. Au début du xv^e siècle, le concile de Constance dut encore proscrire la flagellation publique. Un autre phénomène plus singulier fut la fureur de la danse qui sévit dans la vallée du Rhin et aux Pays-Bas : des gens du peuple se réunissaient en masse sur les places ou dans les églises pour y danser.

La vraie Réforme de l'Eglise fut entravée par les guerres continuelles, les agitations du Grand Schisme et du concile de Bâle ; enfin les soucis de la question italienne qui accaparèrent les papes durant la seconde moitié du xv^e siècle. La seule tentative sérieuse fut l'œuvre de **Nicolas de Cues** envoyé comme légat en Allemagne par Nicolas V. Il tint

I. **La Réforme dans l'Eglise.** — E. VANSTENBERGHE, *Nicolas de Cues*, 1920. — THUREAU-DANGIN, *Saint Bernardin de Sienne*. — FAGES, *Saint Vincent Ferrier*, 2 vol., 1893. — A. LAFONTAINE, *Jehan Gerson*, 1906. — L. SALEMME, art. *Gerson*, dans *Dict. Théol.* — G. BAREILLE, art. *Flagellants*, dans *Dict. Théol.* — M. GORCE, *Saint Vincent Ferrier*, 1923.

des conciles provinciaux où furent rédigés des statuts synodaux pour la réforme du clergé : guerre au concubinage, suppression de la simonie en interdisant aux candidats le serment d'abandonner aux collateurs et patrons des bénéfices les revenus des églises pour se contenter de la portion congrue. Appuyé sur les congrégations de Bursfeld et de Windesheim, il travailla aussi à réformer l'ordre monastique et obligea les moniales à une stricte clôture. Mais cet effort isolé, qui rappelle celui des légats de Grégoire VII, ne put porter que des fruits momentanés.

Cette époque connut, d'ailleurs, des âmes avides de réformer l'Eglise : ainsi, saint Bernardin de Sienne, l'orateur si populaire en Italie ; saint Vincent Ferrier, qui, durant le grand schisme, parcourut l'Espagne, la France, l'Italie tant qu'enfin il mourut en Bretagne après avoir prêché partout la pénitence et le jugement dernier. Ajoutons les écrits réformistes des universitaires parisiens : les *Canones reformationis Ecclesiæ in concilio Constantiensi* et les *Capita agendorum in concilio* du chancelier Pierre d'Ailly, le *De simonia*, le *De emendatione ecclesiastica* du chancelier Gerson, le *De corrupto Ecclesiæ statu*, le *De præsulibus simoniachis* du recteur Nicolas de Clamanges, etc. Signalons aussi aux Pays-Bas le *Liber de reformatione monasteriorum* dû à Jean Bush, les écrits de Denys le Chartreux à Ruremonde, ceux de son frère en religion, Jacques de Jüterborgk (*De negligentia prælatorum libellus*, *De auctoritate ecclesiæ*). Mais si autorisées qu'elles fussent, ces voix étaient dominées par celle des moralistes à la mode, les humanistes, dont la verve railleuse visait plus à détruire qu'à reconstruire : ils annonçaient une réforme, mais qui se ferait hors de l'Eglise et contre elle.

CHAPITRE PREMIER

LES ORDRES RELIGIEUX

I. Les Bénédictins. — L'ordre bénédictin tomba à cette époque en décadence, surtout à cause des abus de la noblesse qui considérait les monastères comme des fiefs de famille : d'où l'admission de jeunes enfants auxquels on confiait parfois des bénéfices et des charges importantes, l'envahissement des abbayes par des personnages sans vocation qui ne voulaient point entendre parler de réforme, l'abus des lettres papales d'expectative ; il faut ajouter l'admission fréquente, volontaire ou imposée, de religieux mendiants, surtout franciscains, avides de se procurer des bénéfices réguliers qui leur permettraient de mener une vie aisée et indépendante. L'esprit mondain pénétra presque partout. **Benoît XII** tenta la Réforme par la bulle *Summi magistri* du 20 juin 1336, connue sous le nom de bulle « bénédictine » ; son objectif principal fut de rendre à l'ordre plus de cohésion en partageant toutes les maisons entre trente-cinq provinces où se tiendraient chaque année des chapitres provinciaux ; des commissaires extraordinaires devaient veiller au rétablissement de la discipline. Cependant, « la bénédictine » n'obtint que des résultats médiocres ; seule, l'érection de congrégations locales amènera, en certains endroits, une véritable réforme.

Dès 1312, le **Bx Bernard Toloméi** fonda, près de Sienne, dans la solitude d'Accona, un monastère bientôt appelé Mont

II. La réforme des anciens ordres. — M. MARÉCHAUX, *Vie du Bx Bernard Tolomei*, 1888. — DOM U. BERLIÈRE, *Le recrutement des monastères bénédictins aux XIII^e et XIV^e siècles* (Acad. royale de Belgique, Fasc. 1309), 1924. — DOM U. BERLIÈRE, *La réforme de Melk au XV^e siècle*, Rev. bénéd., 1895, p. 204-13, 289-309 ; *Les origines de la congrégation de Bursfeld*, Rev. bénéd., 1899, p. 360-69, 480-502. — MORTIER, *Histoire abrégée de l'ordre de saint Dominique en France*, 2^e, 3^e et 4^e époques, 1920. — H. DEHOVE, art. *Dominici (Jean)*, dans *Dict. Théol.* — P. EDOUARD D'ALENÇON, art. *Frères mineurs*, dans *Dict. Théol.*

Olivet ; approuvée par Jean XXII en 1318 et confirmée par Clément VI en 1344, la congrégation olivétaine fonda, dans l'Italie centrale, des abbayes telles que Gubbio et Foligno. Dom **Louis Barbo** instaurait à Sainte-Justine de Padoue une congrégation qui, approuvée par Martin V en 1417, gagna tous les monastères d'Italie, y compris l'abbaye du Mont Cassin, dont elle prendra le nom en 1505. Sur son modèle s'érigea en Espagne, durant le xv^e siècle, la congrégation de Valladolid, qui finira par englober toutes les abbayes espagnoles et qui, à son tour, donnera naissance à la congrégation du Portugal avec ses dépendances brésiliennes (vers 1560), puis à la congrégation anglaise qui, durant la réforme, s'établira sur le continent, en France surtout.

Les conciles de Constance et de Bâle voulurent restaurer la vie monastique en Allemagne, et remirent en vigueur l'obligation de tenir, tous les trois ans, des chapitres provinciaux selon les prescriptions de la « bénédictine » ; mais ces chapitres manquaient d'autorité, et, d'ailleurs, les divergences disciplinaires et liturgiques les empêchaient de légiférer pour l'ensemble des monastères. Comme en Italie, il y eut des essais de réformes locales : le premier fut tenté avant le concile de Constance par le monastère de **Castel**, au diocèse d'Eichstätt. Il était naturel qu'on prît modèle sur les monastères réformés d'Italie. L'abbaye de Subiaco, habitée depuis le milieu du xv^e siècle par plusieurs religieux allemands, possédait des coutumes particulières appropriées aux besoins de l'époque et qui y avaient restauré la discipline. Le remon de son prieur, l'abbé Nicolas de Matzen, porta Albert d'Autriche à requérir son aide ; il s'établit à l'abbaye de **Melk** ; les coutumes de Melk s'introduisirent dans nombre d'abbayes non seulement en Autriche, mais aussi en Bavière grâce à l'appui des évêques de Passau, de Freising et de Salzbourg ; il se forma une confédération plutôt morale que réelle, et qui prit le nom d'Observance ou d'Union particulière. Par contre, la réforme de **Bursfeld** destinée à grouper les monastères de Saxe, de Thuringe et des vallées du Rhin et de la Moselle, aboutit à une véritable congrégation. Elle fut organisée par Jean Dederoth, abbé de Clus, que le duc de Brunswick appela à réformer Saint-

Thomas de Bursfeld, non loin de Münden, sur le Weser ; aidé par le concile de Bâle qui lui confia la mission de visiter et de réformer les provinces de Mayence, Cologne et Trèves, il put exercer une heureuse influence ; son successeur, Jean de Nagen, résolut d'établir entre les différents monastères réformés une union basée sur la conformité disciplinaire et liturgique et sur la convocation annuelle de chapitres particuliers. Nicolas de Cuse, lors de sa grande légation en Allemagne, favorisa de tout son pouvoir la congrégation de Bursfeld ; elle comptera jusqu'à 136 monastères d'hommes et 42 de femmes.

II. Les ordres mendiants. — Les Frères Prêcheurs connurent aussi, dès le ^{xiv}^e siècle, une certaine décadence : en France, notamment, les ravages de la Peste noire dépeuplèrent les couvents dominicains. Un nouveau régime s'établit qui prit le nom de *conventualité*. D'après elle, si le religieux appartient toujours à son couvent, il pratique pourtant une vie plus ou moins privée ; en effet, d'une part, on distribue les bénéfices du couvent entre les frères ; d'autre part, on partage la diète conventuelle ou territoire sur lequel s'étend la prédication en termes ou secteurs comprenant des villes et des villages ; chaque terme d'importance variable était desservi par un père, qui en percevait les bénéfices, quitte à en abandonner une part au couvent pour les frais généraux. Les termes les plus considérables échurent naturellement aux religieux les plus capables, d'où formation d'un haut et d'un bas clergé dominicain.

Raymond de Capoue, le confesseur de sainte Catherine de Sienne, devenu maître général de l'ordre, résolut d'opérer une réforme basée sur ce double principe : 1° ne rien innover, mais remettre seulement en pratique les observances primitives telles que les fournissaient les constitutions ; 2° dans ce but, former dans chaque province des couvents d'observance, véritables pépinières où seraient appelés des religieux zélés qui se rendraient ensuite dans les autres maisons pour y porter la vie régulière. Muni de pleins pouvoirs par le chapitre général de Vienne (1388), il publia un décret de réforme authentiqué par Boniface IX (1391). Il désigna

à Venise l'ancien couvent de saint Dominique pour devenir le centre de la réforme et y appela le **Bx Jean Dominici** à titre de vicaire général : celui-ci rétablit l'ancienne discipline à Chioggia, à Citta di Castello et au couvent des saints Jean et Paul (Zarepolo) ; bientôt, Raymond de Capoue étendait ses pouvoirs de vicaire général aux maisons réformées de toute l'Italie (1396). Un autre auxiliaire du bienheureux Raymond fut Conrad de Prusse, qui, nommé vicaire général pour l'Allemagne, établit l'observance régulière à Colmar (1391), Nuremberg (1396), Utrecht (1397).

Mais, par crainte d'aboutir à une scission, Raymond avait voulu laisser les monastères libres d'accepter ou non la réforme : aussi, les vicaires généraux ne pouvaient-ils rien contre les réfractaires, et la réforme demeurait circonscrite aux couvents d'observance. Pour favoriser l'observance sans sacrifier l'unité, on adopta bientôt un régime nouveau : celui de la congrégation qui, sans limites territoriales, possèdera des couvents réformés au sein des provinces ; elle obéira à un vicaire général élu par ses membres, mais dépendant du maître général. La congrégation lombarde, résultat des efforts de Dominici, fournit le type des autres congrégations. Citons la congrégation de Hollande qui, particulièrement prospère, compta jusqu'à 67 couvents d'hommes et 9 de femmes, non seulement aux Pays-Bas, mais en France et en Allemagne ; sous Louis XII, les maisons françaises en seront détachées pour former une congrégation gallicane. L'érection des congrégations indique un renouveau dans l'ordre de saint Dominique. Cette impression ne doit pas être effacée par la supplique que formula auprès de Sixte IV le général Léonard de Mansuetis ; il le priait d'accorder aux Prêcheurs le droit ordinaire et universel de posséder en commun rentes et propriétés, concession devenue nécessaire par suite de l'insuffisance des ressources. On appela cela « l'Ere nouvelle ».

L'ordre franciscain restait toujours tiraillé entre deux partis : si l'agitation causée par les spirituels se calma dans le courant du xiv^e siècle, la question de la stricte pauvreté demeura brûlante, et il continua à exister des frères qui désiraient l'observance primitive de saint François. Sous la

direction d'un frère lai, Paul Trinci de Foligno, le couvent solitaire de Brogliano devint un vrai centre de réforme dans l'Ombrie et la Marche ; en 1415, on comptait déjà 35 couvents affiliés, entre autres celui de la Portioncule ; cette réforme fit des recrues d'élite, telles que saint Bernardin de Sienne entré dans l'ordre en 1402 et saint Jean de Capistran en 1414. En Espagne, ce mouvement de l'Observance s'affirmait également au début du xv^e siècle avec le concours de saints comme Pierre Régalat († 1456) et Didace d'Alcala († 1463). En France, le couvent de Mirebeau, près de Poitiers, inaugura dans la province de Touraine une réforme qui gagna le nord du pays. Contre l'opposition des provinciaux, Benoît XIII voulut protéger ces observants français en leur accordant un vicaire général pour les trois provinces de Touraine, France et Bourgogne (1408) ; bientôt, sur leurs instances, le concile de Constance leur accordera le pouvoir d'élire des vicaires provinciaux qui, à leur tour, nommeraient un vicaire général confirmable par le ministre général : ainsi s'acheminait-on vers la division de l'Ordre. En 1434, les observants d'Espagne adoptèrent ce mode de gouvernement. Enfin, inspiré par saint Jean de Capistran, Eugène IV plaça tous les observants sous deux vicaires généraux par eux élus ; l'un gouvernerait les provinces dites cis-montainées : l'Italie et aussi l'Autriche, la Hongrie et la Pologne, où la réforme s'était répandue ; l'autre commanderait aux autres provinces dites ultramontaines (1443). Vivre selon l'esprit de la bulle *Eriit* de Nicolas III en renonçant aux biens immeubles, tel était le but de tous les observants. Ils se trouvèrent nécessairement en conflit avec les non réformés ou conventuels. Pour y remédier, Léon X convoqua, en 1517, un chapitre généralissime : comme les observants lui demandaient de ne point les forcer à se joindre aux conventuels, il décida de réunir toutes les congrégations réformées sous le titre de frères mineurs de la régulière observance ; ils fourniraient le ministre général de tout l'ordre ; quant aux conventuels, ils vivraient à part sous un maître général qui devrait être confirmé par le ministre de tout l'ordre (bulle *Ite et vos*, 25 mai 1517). Ainsi se consumma la séparation des observants et des conventuels.

Les carmes connurent également la décadence : en partie à cause des guerres, de la peste noire et aussi du schisme d'Occident qui divisa l'ordre, en partie par suite des exemptions trop larges accordées aux membres des universités. En 1431, on voit Eugène IV adoucir la règle à la demande d'un chapitre. Par contre, des réformes locales s'esquissaient : en Italie, celle du couvent des Bois (*sylvarum*), près de Florence, donna naissance à la congrégation de Mantoue (1425), qui comptera plus de 50 monastères ; une autre celle du Mont des Oliviers, près de Gênes (1414), ne prit pas d'extension ; en France, l'union de plusieurs couvents, notamment Albi, Paris, Rouen et Meaux, donne naissance à la congrégation d'Albi qui, approuvée en 1513, disparut en 1584. La réforme demeura donc très incomplète, malgré le zèle de certains supérieurs tels que le Bx Jean Soreth (1551-71). Sous le généralat de ce dernier prirent naissance les carmélites : une communauté de béguines à Gueldre ayant demandé l'affiliation aux carmes, Nicolas V y consentit ; elles adoptèrent donc la règle et les constitutions de l'ordre et s'appelèrent carmélites, sans changer leur mode de vie : ni stricte pauvreté, ni clôture sévère. L'institution se répandit dans les Pays-Bas, en France, en Italie et en Bretagne ; elle bénéficia de l'exemple de la Bse Françoise d'Amboise, duchesse de Bretagne, devenue carmélite en 1467. Mais il était réservé à sainte Thérèse de donner au carmel sa véritable physionomie.

Les Ermites de saint Augustin tentèrent, eux aussi, de se réformer par le moyen de congrégations locales. En Italie, à la fin du XIV^e siècle, le P. Ptolémée de Venise fonda celle d'Illiceto, qui compta 12 couvents ; à la même époque, celle de la Carbonnière, dans le royaume de Naples, groupa 14 maisons, celle de Pérouse, fondée par le général Augustin de Rome (1419), s'éleva à 14 maisons ; les plus florissantes furent celle de Notre-Dame de Consolation de Gênes (1470) avec 31 couvents, celle de Calabre (1507) avec 40 couvents, celle de Lombardie enfin (1431), qui groupa jusqu'à 56 couvents, dont le plus célèbre fut Notre-Dame de Brou, au diocèse de Belley. Chacune de ces congrégations réformées mit à sa tête un vicaire général qui restait sous l'au-

torité du supérieur général. En Espagne, la réforme inaugurée par le P. Jean d'Alarcon (1430) gagna tous les couvents du royaume de Castille que l'on distribua en quatre provinces : Tolède, Salamanque, Burgos et Séville. En Germanie, Simon Lindner et André Prolès inaugurèrent une réforme qui engloba nombre de couvents allemands et 12 couvents bavarois (1493) : ce fut la congrégation de Saxe dont le chapitre de Nuremberg rédigea les constitutions et que Jules II exempta de la juridiction du supérieur général (1503). Mais l'apparition de Luther devait discréditer cette congrégation, un moment florissante.

Les ordres mendiants eurent à compter avec le clergé séculier. Au ^{xiii}^e siècle, Clément IV et Martin IV leur avaient accordé le privilège de prêcher partout sans aucun contrôle des évêques et des curés : d'où conflits fréquents. Pour rétablir la paix, Boniface VIII restreignit les droits des mendiants : ils ne pouvaient, sans la permission de l'ordinaire, entendre les confessions, ni, sans celle des curés, prêcher dans les églises paroissiales et donner les derniers sacrements ; s'ils faisaient des inhumations dans leurs propres églises, ils devaient payer à la paroisse le quart des émoluments perçus (*quarta funeralium*). Un moment supprimées par Benoît XI, puis rétablies au concile de Vienne par Clément V, ces ordonnances n'amenèrent pas la paix. Sous Jean XXII ne vit-on pas Jean de Pouilly, maître de l'Université de Paris, enseigner que prélats et curés tiennent immédiatement de Dieu leur juridiction, et que, par conséquent, nul, fût-il pape, ne pouvait y toucher : aussi l'absolution donnée par les réguliers, même pourvus d'indults apostoliques, demeurait sans valeur. Jean XXII manda Jean de Pouilly à Avignon ; vaincu dans un débat théologique, il dut se rétracter, et la bulle *Vas electionis* du 24 juillet 1321 condamna ses erreurs. Allant à l'extrême opposé, certains mendiants affirmaient que leurs pouvoirs de confession étaient illimités. Ancien général des franciscains, Sixte IV voulut terminer ces conflits, mais au profit des mendiants : il les dispensa de payer aux curés la *quarta funeralium* et leur donna pouvoir d'absoudre les cas réservés aux évêques (1474 et 1479). La discorde ne put que s'envenimer : sous

Léon X le V^e concile de Latran (1516) édicta une législation plus restrictive que celle de Sixte IV : les mendiants ne pourraient ni bénir un mariage, ni administrer les derniers sacrements sans l'autorisation du curé ; ils dépendraient de leur propre évêque pour la réception des ordinations et la consécration de leurs églises, et ils devraient se soumettre à la visite épiscopale dans les églises paroissiales par eux desservies. Ces prescriptions apaisèrent l'animosité des séculiers.

Au xiv^e siècle, il ne reste plus en Orient qu'un seul ordre militaire : les Hospitaliers de Saint-Jean. Après la prise de Saint-Jean-d'Acre, dernier boulevard de la chrétienté en Syrie (1291), ils s'étaient réfugiés dans l'île de Chypre ; comme ils s'y trouvaient à l'étroit, leur grand maître, Foulques de Villaret, obtint, en 1308, l'autorisation de conquérir l'île de Rhodes, position stratégique de première importance, devenue alors un repaire de pirates ; ils y établirent le siège de leur ordre (1310-1522), et restèrent en Orient la seule force qui fût officiellement au service de la croisade. Lors de la destruction des Templiers par Philippe le Bel, leurs biens revinrent aux Hospitaliers. Mais l'ordre fut secoué par des troubles intérieurs : en 1317, mécontents de l'administration de leur grand maître, le brave mais prodigue Foulques de Villaret, les chevaliers le remplacèrent par Maurice de Pagnac ; Jean XXII évoqua à lui l'affaire et en profita pour réformer l'ordre : tenue annuelle des chapitres prieuraux, interdiction au même frère de jouir de deux commanderies à la fois, défense au grand maître de consentir aucune aliénation de terres, etc. La réforme demeura incomplète : en 1343, on voit Clément VI menacer le grand maître Hélion de Villeneuve de déposséder l'Hôpital en faveur d'un ordre plus zélé. Les Hospitaliers n'en menèrent pas moins très bravement la lutte contre les Turcs sous des maîtres tels que Foulques de Villaret, Hélion de Villeneuve, Jean de Lastic, Pierre d'Aubusson, Villiers de l'Isle Adam. Lorsqu'ils durent enfin céder en 1522, Soliman leur accorda de quitter l'île avec les honneurs militaires ; ils s'établirent à Malte que leur donna Charles Quint avec les îles de Gozzo et de Comino (1530) ; ils n'en seront chassés qu'en 1798.

III. **Les ordres nouveaux.** — Cette époque vit aussi se fonder des ordres d'hommes nouveaux qui, le plus souvent, adoptèrent la règle de saint Augustin. Les **Hieronymites** comprirent quatre congrégations : 1° les ermites espagnols de saint Jérôme furent fondés en 1367 par Pierre-Fernand Pocha de Guadalajara, chambellan du roi de Castille, Pierre le Cruel († 1402) ; voués à l'étude et à l'apostolat, ils jouèrent un rôle considérable en Espagne, où les rois leur accordèrent de grandes faveurs : Charles Quint mourra dans leur couvent de Saint-Just (1558) et Philippe II leur bâtit l'Escorial ; hors de la péninsule, le cardinal Ximénès sut les employer à la conversion des Indiens ; 2° une réforme de ces hieronymites espagnols réalisée par Lopez de Olmedo rallia sept couvents qui finirent par retourner à la congrégation primitive en 1595 ; mais cette réforme avait pénétré en Lombardie, où elle fonda dix-sept maisons qui se groupèrent en une congrégation indépendante, les hieronymites de l'Observance ou de Lombardie ; 3° les hieronymites italiens fondés en 1372 par le Bx Pierre de Pise († 1435) eurent leur siège à Montebello et se répandirent dans toute l'Italie, où ils complèrent deux provinces et quarante-six couvents ; 4° les hieronymites de la congrégation de Fiesole fondés par Charles de Montgranelli n'eurent pas moins de quarante couvents ; plus tard, Clément IX les réunira à la congrégation de Pierre de Pise. Les **Jésuates** ou clercs apostoliques de Saint-Jérôme, simple congrégation de frères lais fondée par le B. Jean Colombini (1360), suivirent aussi la règle de saint Augustin ; ils menaient une vie austère, soignaient les malades, en particulier les pestiférés et ensevelissaient les morts ;

I. **Ordres nouveaux.** — COMTESSE DE RAMBUTEAU, *Le bienheureux Colombini*, 1893. — HEBBARD, *Histoire de sainte Jeanne de France*, 1890. — DE MAULDE, *Jeanne de France, duchesse d'Orléans et de Berry* (1464-1505), 1883 ; *Alexandre VI et le divorce de Louis XII* (Bibl. de l'École des Chartes, t. LVII, 1896). — COMTESSE DE FLAVIGNY, *Sainte Brigitte de Suède*, 1892. — DOM RABORY, *Sainte Françoise Romaine*, 1884. — COMTESSE DE RAMBUTEAU, *Sainte Françoise Romaine*, 1900. — G. DE BONNET-MAURY, *De opera scholastica fratrum vitæ communis in Neerlandia*, 1889. — M. SHOENGEN, *Die schule von Zwolle, I. Van den Anfängen bis zum Auftreten der Humanismus*, Frib.-en-Br., 1898. — ACQUOY, *Het Klooster te Windesheim en zijn invloed*, Utrecht, 3 vol., 1875-80.

ils rendirent de grands services en Italie et dans le midi de la France, où ils fondèrent un couvent à Toulouse (1425). Leur nom vient de la Salutation dont ils se servaient : « Loué soit Jésus-Christ. » Au xvii^e siècle, tombée en pleine décadence, cette congrégation sera supprimée par Clément IX (1668). Il y eut aussi des sœurs jésuates fondées par Catherine Colombini de Sienne († 1387). Signalons encore les ermites de saint François, devenus ensuite les **Minimes** ; ils furent fondés par un ancien ermite calabrais, saint François de Paule, que Louis XI avait appelé et que Charles VIII et Louis XII retinrent pour s'inspirer de ses conseils († 1507) ; l'ordre approuvé par Sixte IV en 1474 compta jusqu'à 450 maisons.

Parmi les femmes, de nouvelles institutions furent aussi créées. Sainte Jeanne de Valois, fille du roi Louis XI, épouse répudiée par le roi Louis XII à cause de sa difformité, fonda à Bourges, en l'honneur des dix vertus de la Vierge, l'ordre contemplatif de l'**Annonciade** qui se répandit en France et aux Pays-Bas. Une autre princesse de sang royal, sainte Brigitte de Suède, émule de sainte Catherine de Sienne pour exhorter les papes d'Avignon au retour, fonda l'ordre du **Saint-Sauveur** calqué sur l'ancien ordre de Fontevrault : chaque monastère est double comprenant des religieux et des religieuses sous l'autorité d'une abbesse qui occupe le même rang que jadis la Vierge au milieu des apôtres ; cependant Urbain V ordonna que les deux monastères fussent séparés, et qu'ils eussent chacun leur église particulière. Sainte Brigitte imprégna sa règle de l'esprit cistercien. Le premier couvent fondé à Wadstena, près de Linköping en Suède acquit une grande célébrité ; les brigittines se répandirent un peu partout en Europe, et jusqu'en Italie. Sainte Françoise Romaine (1384-1440) fonda à Rome en 1425 les Oblates della Torre de Spechi en vue de réunir des dames et jeunes filles nobles qui vivraient conventuellement selon la règle de saint Benoît, mais sans faire de vœux : c'est déjà l'idéal de la Visitation. On voit alors poindre dans ces ordres féminins les préoccupations d'un symbolisme moderne : chez les Annonciades, robe de couleur cendrée, signe de pénitence, scapulaire d'écarlate par amour du Crucifié, cein-

ture bleue et manteau blanc pour honorer la virginité de Marie ; chez les Brigittines, les femmes portent sur leur voile noir une sorte de couronne en toile blanche marquée de cinq morceaux de drap rouge pour rappeler les cinq plaies du Sauveur.

Ces ordres nouveaux ne pouvaient prétendre dans l'Eglise à l'action réformatrice qu'avaient eue Cluny au ^x^e siècle et les Frères mendiants au ^{xiii}^e. Les Pays-Bas connurent cependant un mouvement très efficace grâce à l'initiative de **Gérard de Groote**. Né à Deventer, en Hollande (1340), il vint étudier à Paris, où il conquist le grade de maître ès arts ; richement doté de bénéfices il menait une vie assez mondaine quand la rencontre de Henri van Calcar, prieur de la chartreuse de Munnikhuizen près d'Arnhem l'amena à conversion (1379). 1° En 1379, il fonda les sœurs de la **Vie commune** qui sans habit spécial et sans vœux pratiquaient la vie religieuse sous l'autorité d'une supérieure élue chaque année ; l'institution devait se développer au point de compter dans le courant du ^{xv}^e siècle jusqu'à 90 maisons. 2° D'autre part, tout en se livrant à la prédication dans le diocèse d'Utrecht, De Groote avait groupé autour de lui des jeunes clercs de l'Ecole capitulaire de Deventer à qui il faisait copier des livres ; bientôt, il décidait un chanoine d'Utrecht, Florent Radewijns à renoncer à sa prébende pour se joindre aux copistes de Deventer ; Florent eut l'idée de grouper ceux-ci en une communauté, et leur donna un règlement de vie, mais sans vœux proprement dits. Cette absence de vœux devait susciter contre les deux jeunes congrégations de nombreuses attaques : le dominicain Mathieu Grabo portera même ces griefs à Constance où les Frères de la Vie commune eurent pour défenseurs d'Ailly et Gerson. 3° Pour étouffer les reproches, De Groote avait conçu l'idée d'une troisième institution : un couvent de chanoines réguliers ; il mourut en 1384 avant d'avoir réalisé son projet ; mais dès 1387, une communauté de chanoines se réunit à **Windesheim** entre Deventer et Zwolle ; l'office choral, le travail, surtout la copie des manuscrits, telles furent leurs occupations. Ils se recrutèrent d'abord parmi les frères de la vie commune puis rallièrent à eux

d'autres couvents de chanoines ; par Jean Loeder ce mouvement de réforme gagna la Westphalie, puis par Jean Busch l'Allemagne ; le prieur Jean Mauburne, appelé en France, réforma et groupa plusieurs chapitres notamment Saint-Victor de Paris et Saint-Acheul d'Amiens. Au total, on compte que 86 couvents d'hommes et 16 couvents de femmes se rallièrent au mouvement de Windesheim. Nous verrons l'influence mystique considérable des chanoines réguliers qui comptèrent parmi eux Thomas A' Kempis. Quant à l'influence intellectuelle des Frères de la vie commune, si elle s'exerça surtout par la copie des manuscrits, et si, contrairement à l'opinion reçue, ils n'eurent point d'abord d'écoles et se contentèrent de « diriger » les jeunes gens qui suivaient les cours des écoles capitulaires, pourtant vers la fin du xv^e siècle ils s'adonnèrent à l'enseignement et favorisèrent le développement d'un humanisme chrétien. Pie V les supprimera indirectement en 1568 lorsqu'il abolira les congrégations sans vœux.

CHAPITRE III

LES SCIENCES SACRÉES

1. La théologie dogmatique : scotisme et occamisme.

— Le xiv^e et le xv^e siècle marquèrent une véritable déchéance de la scolastique. Il faut surtout en chercher la cause dans la multiplication des universités et des écoles, dans l'insuffisance du personnel enseignant, et dans l'ingérence des princes qui iront jusqu'à imposer l'occamisme aux nouvelles universités d'Ingolstadt en 1472 et de Tubingue en 1477. Trois écoles sont alors en présence : le thomisme, le scotisme et l'occamisme.

Duns Scot qui serait né l'année même où mourut saint

1. **Le mouvement philosophique et théologique.** — E. PLI-ZANSKI, *Essai sur la philosophie de Duns Scot*, 1888. — B. LANDRY, *Duns Scot* (coll. des Grands Philosophes), 1922. — A. PELZER, *Les 51 articles de Guillaume Occam censurés en Avignon en 1326*, dans

Thomas (1274) fut son adversaire dans l'enseignement qu'il donna successivement à Oxford (1294), à Paris (1304) et à Cologne (1308). La tendance dangereuse de son système consiste surtout dans la primauté donnée à la volonté sur l'intelligence, ce qui doit aboutir à la faillite progressive de la connaissance. D'autre part, il semble qu'il y ait eu à l'origine de sa vie intellectuelle « comme un contrat entre sa pensée et la fameuse condamnation de 1277 » ; génie raisonneur, il s'applique donc à une « revue critique » du thomisme et se pose en démolisseur subtil au moyen d'une dialectique extrêmement puissante. L'abus de cette dialectique le portera en particulier à user dangereusement de l'argument de *potentia absoluta* qui introduit en théologie l'élément imaginatif et hypothétique sous la formule « il n'est pas impossible que ». Ainsi prépare-t-il « cette folle végétation de questions inutiles et cette invasion du verbalisme » qui discréditeront la scolastique. L'ouvrage principal de Scot est le commentaire des Sentences de Pierre Lombard composé à Oxford, et auquel on donna dans la suite le titre d'*Opus oxiense* ; il le résuma et le compléta à Paris dans un nouveau commentaire, les *Reportata Parisiensia*. Parmi les autres œuvres signalons en particulier le *De rerum principio* et les *Theoremata* qui abordent surtout des sujets métaphysiques. Les Scotistes du xiv^e et du xv^e siècle, en particulier François Mayronis († 1325) qui mérita le surnom de *doctor acutus*, dépasseront encore Scot en subtilité et compliqueront sa méthode.

L'**Occamisme** donna le coup de mort à la Scolastique. Guillaume, né à Ockham dans le comté de Surrey appartenait à l'ordre franciscain et fit ses études à Oxford où il com-

Rev. hist. eccl., t. XVIII (1922) ; p. 240-270. — Art. Biel, dans *Dict. Théologie*. — SALEMBIER, art. Ailly, dans *Dict. Théol.* — J. MARTIN, *Antimoderne*, ch. III. *De quelques conditions de la renaissance thomiste*, 1922. — D'une façon générale, consulter M. DE WALE, *Histoire de la philosophie médiévale*, et E. GILSON, *La philosophie au Moyen Age*, t. II, *De S. Thomas à G. d'Occam* (coll. Pavot), 1922. — MANDONNET, art. Antonin, dans *Dict. Théol.* — MORCY, art. Antonin, dans *Dict. d'Hist. ; Saint Antonin, fondateur du couvent de Saint-Marc, archevêque de Florence*, 1914. — P. EPHREM LONGPRÉ, *La philosophie de Duns Scot*, 1924.

menta les Sentences ; il enseigna ensuite à l'Université de Paris où il brille vers 1320. Ses principaux écrits sont des *Commentaires sur la logique et la physique* d'Aristote, un *Commentaire sur les Sentences*, les *Quodlibeta septem* et le *Centiloquium theologicum*. A ses yeux, rien de réel que le particulier, et l'on ne doit pas dépasser les constatations expérimentales ; les concepts ne sont donc que de simples noms (nominalisme), de purs termes (terminisme) ; et les idées générales ne répondent à rien de réel. D'où un scepticisme inquiétant en ce qui regarde les données métaphysiques, et une volonté arrêtée de ne point dépasser les constatations expérimentales. Toutes les preuves de l'existence de Dieu n'aboutissent qu'à de simples probabilités, et l'immortalité de l'âme devient indémontrable : ainsi l'empirisme mène-t-il à l'agnosticisme. Encore chrétien, Occam n'échappera au scepticisme que par la croyance aveugle, par le fidéisme, en sorte que la foi, « véritable coup d'État dans la vie intellectuelle de l'homme » devient chose subjective, irraisonnée et incommunicable. La doctrine d'Occam fut censurée à Avignon dès 1326, puis condamnée par l'université de Paris (1339 et 1340) ; en 1346 Clément VI prému-nissait les étudiants parisiens contre ces *variae et extraneae doctrinae sophisticæ* ; en 1348, il condamnait les erreurs d'un autre nominaliste, Nicolas d'Autrecourt qui niant la valeur transcendante du principe de causalité déclarait l'existence de Dieu indémontrable. D'autre part, Guillaume d'Occam achevait de se fourvoyer en prenant parti pour Louis de Bavière contre Jean XXII.

Néanmoins, dès la seconde moitié du xiv^e siècle, l'Occamisme règnera en maître à l'Université de Paris ; Pierre d'Ailly et son élève Gerson vont le professer. Les plus marquants des Occamistes se nomment Jean Buridan, qui prône un déterminisme psychologique apparenté à celui de Leibnitz, et Marsile d'Inghem († 1396) dont l'originalité est d'avoir tenté un accord entre le nominalisme et la métaphysique d'Aristote. Les divergences considérables qui séparent ce dernier du maître suffiraient à prouver que l'Occamisme n'est plus un système unifié comparable aux grandes synthèses de l'époque précédente, mais « une philosophie de

dissolution et d'éclectisme » : ainsi s'oppose à la *via antiqua* des philosophes du ^{xiii}^e siècle la *via moderna* où l'individualisme orgueilleux rompant tout lien de docilité traditionnelle s'étale en opinions bizarres et hétéroclites. L'influence de l'Occamisme va se prolonger : Luther s'en réclamera qui l'avait connu par Gabriel Biel († 1495), professeur à Tubingue : il aboutira, lui aussi, au même fidéisme qui désespère de la raison ; toutefois au point de vue de la méthode il abandonnera le dialectique terministe pour ne s'en remettre qu'à l'autorité de la Bible : ainsi s'achèvera la faillite de l'intelligence.

En vain, le thomisme essayait-il de réagir avec des hommes tels que Pierre de la Palud († 1342), Hervé de Nedellec († 1323), et surtout **Jean Capreolus** (1380-1444). Appelé le prince des thomistes, celui-ci composa les *Libri defensionum* où il oppose résolument l'enseignement du maître au scotisme et à l'occamisme. Mais ces thomistes attardés n'eurent pas suffisamment « le génie de l'invention adaptatrice » ; d'ailleurs l'excès de la dialectique et de la méthode purement expérimentale avait ruiné l'autorité de la raison dont le thomisme montrait l'accord avec la foi ¹.

A l'écart du scotisme et du nominalisme, **Nicolas de Cuse** (1401-64) base son système sur le principe de la coïncidence des contraires (*coincidentia oppositorum*) qui ne se résolvent qu'en Dieu ; aussi « nos affirmations ne sont pas rationnellement plus vraies que nos négations », ce qui ouvre la porte à la fois à l'agnosticisme et au fidéisme ; l'infini et la vérité des choses échappent à notre intelligence et la science véritable consiste à connaître notre ignorance (*docta ignorantia*). Avec une doctrine aussi paradoxale et aussi troublante, Nicolas de Cuse prétend de bonne foi rester orthodoxe ; et voilà qui prouve assez le désarroi intellectuel de l'époque.

II. La théologie morale. — La théologie morale qui jusqu'alors faisait corps avec la dogmatique commence à être

1. Il faut toutefois noter qu'en se cantonnant dans l'expérience, les nouveaux docteurs parisiens tels que Buridan, Albert de Saxe et Nicolas Oresme ont pu préparer les grandes découvertes scientifiques mises au jour ensuite par Léonard de Vinci et Galilée.

l'objet d'études spéciales. Ainsi apparaît-il un grand nombre de *summæ casuum*, le plus souvent composées d'après l'ordre alphabétique et présentant la matière sous forme casuistique : le plus connu de ces ouvrages fut celui d'un frère mineur originaire d'Asti, et surnommé d'après le lieu de sa naissance, *Astesanus*. Bientôt, on vit des manuels à l'usage des confesseurs (*confessionalia interrogatoria*) : on peut signaler le *Manuale confessorum* du dominicain Jean Nider († 1348), et le *Modus confitenti* d'André Escobar († vers 1430). Mais le véritable initiateur fut **saint Antonin** qui dans sa *Summa theologica* tenta de condenser la matière de la théologie morale. L'ouvrage se divise en quatre parties : la première, d'allure philosophique, traite de l'âme et des facultés et doit beaucoup à saint Thomas ; la deuxième expose les diverses espèces de péchés, la troisième étudie les différents états sociaux, religieux et ecclésiastiques, l'excommunication et les censures, et elle offre des ressources considérables aux historiens de l'Eglise et de la civilisation au xv^e siècle ; la quatrième est consacrée aux vertus morales et cardinales et aux dons du Saint-Esprit. Sans posséder la belle ordonnance de la somme de saint Thomas, celle de saint Antonin est riche de matériaux, et les éléments juridiques s'y trouvent assez développés pour qu'on ait pu l'appeler parfois *Juris pontificii et cæcærei summa*. Deux siècles durant elle fera loi, et l'on doit reconnaître qu'elle témoigne d'un grand esprit de sagesse et du souci des opinions modérées si bien qu'on appelait parfois son auteur « saint Antonin des Conseils ».

III. **L'Ecriture sainte.** — On fit à cette époque de notables progrès dans les études bibliques. Les connaissances linguistiques se développent : Clément V d'ailleurs, au concile général de Vienne (1311), ordonne déjà que des chaires d'hébreu, d'arabe et de chaldéen soient érigées à la résidence des papes et dans les universités de Paris, Oxford, Bologne et Salamanque. Le mouvement de la Renaissance

II. **Ecriture sainte.** — CORNELY, *Cursus scripturæ sacræ*, t. I, *Introductio generalis*, p. 660-67. — E. MANGENOT, art. *Polyglottes*, dans *Dict. de la Bible*.

en favorisant l'étude du grec rendit de grands services : Reuchlin et Pierre Niger s'illustrèrent dans ce sens en Allemagne. Tous ces efforts devaient être couronnés par la confection de la *Biblia polyglotta complutensis* ou Polyglotte d'Alcala (1514-17) du cardinal Ximenès.

Mais les recherches linguistiques ne sont qu'un travail préparatoire en vue d'acquérir un sens vraiment littéral. Le plus fameux commentateur s'appelle au ^{xiv}^e siècle **Nicolas de Lyre**, O. M., professeur à Paris. Son grand ouvrage intitulé *Postilla* est un commentaire de toute la Bible selon le sens littéral en termes brefs et clairs avec de très rares digressions : car l'explication mystique est donnée à part dans un ouvrage intitulé *Moralitates*. En regard des commentaires allégoriques du Moyen Age, c'était une nouveauté : on combla Lyre des titres de *doctor planus*, *doctor utilis* ; enrichi plus tard d'*Additions* par Paul de Burgos, patriarche d'Aquilée, son ouvrage eut de nombreuses éditions. Au ^{xv}^e siècle, il faut citer **Alphonse Tostat**, professeur à Salamanque et évêque d'Avila : il donna un *Commentarius in Libros historicos V. T.* et un *Evangelicum S. Matthæi*, où le sens littéral est soigneusement recherché, mais expliqué avec moins de brièveté que dans Lyre. Jean Gerson rédigea des principes excellents d'herméneutique dans ses *Propositiones de sensu litterali scripturæ sacræ*. Cependant, le sens mystique n'était pas totalement oublié : il abonde dans les commentaires de Denys le Chartreux, remarquables surtout pour les Psaumes, Job, la Sagesse, les Prophètes, les Evangiles et saint Paul.

L'étude de l'Ecriture était pratiquée dans tous les pays chrétiens et la fable reste inadmissible d'après laquelle Luther aurait remis en lumière la Bible oubliée. Il parut alors de nombreuses traductions allemandes et françaises ; la première Bible en français, dite de saint Louis, eut un très grand succès ; on éditait ensuite la Bible du roi Jean le Bon et celle de Charles V (traduction Raoul de Presles) ; la première édition complète est la Bible de Charles VIII, à lui dédiée en 1487. Avant la révolte de Luther, il était paru en Allemagne vingt traductions en langue populaire. D'autre

part, il existait des *postillæ*, sortes de paroissiens complets en langue vulgaire : on en compta plus de cent éditions en Allemagne.

CHAPITRE III

LA MYSTIQUE

I. **En Allemagne.** — Le milieu rhénan dans lequel s'épanouit la mystique allemande du xiv^e siècle se trouvait préparé par une efflorescence d'associations religieuses libres : béghards et béguines, frères du Libre-Esprit, Amis de Dieu. Il leur manquait malheureusement une discipline ferme et une hiérarchie définie ; d'où l'éclosion d'hérésies mystiques. Le mal serait venu surtout de la secte des **frères et sœurs du Libre-Esprit**, sorte de société secrète, très influente dans la vallée du Rhin, et ayant son centre à Cologne ; les tendances panthéistes et averroïstes s'y trouvaient fort développées : la conséquence devait être un quiétisme absolu. De fait, sur la demande des évêques allemands, le concile de Vienne condamnait dès 1315 cette erreur des béghards d'après laquelle « l'homme dans la vie présente est capable d'acquérir un si grand et un tel état de perfection qu'il devienne tout à fait impeccable et ne puisse plus croître en grâce » ; « dans cet état ses sens sont assujettis à l'esprit' si

I. **Mystiques allemands.** — DENIFLE, *Archiv für Literatur und Kirchengeschichte des Mittelalters*, t. V, 349-364. — II. DELACROIX, *Essai sur le mysticisme spéculatif en Allemagne au xiv^e siècle*, 1899. — F. VERNET, art. *Bégards, Béguines hétérodoxes, Frères du Libre-Esprit, Eckart et Eckart le Jeune*, dans *Dict. Théol.* — *Œuvres mystiques du B. Henri Suso*, trad. Thiriot, 1899. — DENIFLE, *La vie spirituelle d'après les mystiques allemands du XIV^e siècle*, trad. Flavigny, 1907. — X. DE HORNSTEIN, *Le Bienheureux Suso*, dans *Rev. Thomiste*, 1922 ; *Les grands mystiques allemands du xiv^e siècle*, Lucerne, 1922. — RENÉE ZELLER, *Le Bienheureux Suso*, 1922. — J. PAQUIER, *Un mystique allemand au XIV^e siècle. L'orthodoxie de la théologie germanique*, 1922. — *Œuvres de Ruysbroeck l'admirable*, traduction par les Bénédictins de Saint-Paul de Wisques, 3 vol. — G. THÉRY, *Contribution à l'histoire du procès d'Eckart*, dans *Vie spirituelle*, 1925-1926.

complètement qu'il peut accorder au corps tout ce qui lui plaît ». Aussi, ces hérétiques mélaient-ils parfois à un mysticisme éperdu une grossière sensualité. Une autre association de laïques, celles des **Amis de Dieu**, déploya sans doute contre les désordres du clergé un zèle parfois excessif, et dévoila une tendance à l'illuminisme, mais, somme toute, elle comptait des âmes avides d'un renouveau religieux.

Le mysticisme allemand qui se développa dans ces milieux fut beaucoup plus intellectuel qu'affectif : tandis que les franciscains recherchaient l'union divine par la contemplation de l'humanité du Seigneur, Eckart et son école y tendaient à travers les données métaphysiques, s'attachant à l'essence divine, à l'essence de l'âme, à l'union du Seigneur avec l'âme. D'autre part, comme le mysticisme allemand s'adressait à tous, il parla non plus la langue latine, mais la langue populaire. Le chef de l'école, **Eckart** naquit à Hochheim en Thuringe vers 1260 ; entré chez les dominicains d'Erfurt, il prêcha à Strasbourg, enseigna à Cologne, et dut alors comparaître devant l'archevêque Henri de Virnebourg (1226), sous l'inculpation d'hérésie. Il en appela au pape et mourut en rétractant par avance ce qui pourrait être trouvé malsonnant dans ses écrits. Que valaient les accusations ? En juger directement est devenu presque impossible, parce qu'il ne nous reste que de minimes parties des œuvres d'Eckart. Pour les uns, ami des frères du Libre-Esprit, Eckart dut s'égarer dans un panthéisme idéaliste, et toute l'école puisa ensuite à cette source, mais en faisant un visible effort afin de rester orthodoxe. Pour d'autres — notamment le savant P. Denifle — Eckart a dû surtout son mauvais renom à l'obscurité de certains textes : « il a des passages panthéistes, mais qui ne font pas corps avec l'ensemble de son système. Le fond de sa doctrine est orthodoxe » (Vernet). Cependant, plusieurs propositions tirées de lui furent censurées par Jean XXII ; l'union dont il parle devient parfois si intime qu'entre Dieu et l'âme l'identification semble absolue : « Nous sommes transformés totalement en Dieu et nous sommes changés en lui de la même manière que dans le sacrement de l'eucharistie, le pain est changé au corps du Christ ; je suis ainsi changé en lui parce qu'il me fait

son être, et non seulement semblable (Prop. 10). Aussi « l'homme juste opère tout ce que Dieu opère, et il a créé conjointement avec Dieu le ciel et la terre, et il est générateur du Verbe divin, et Dieu sans cet homme ne saurait faire quelque chose (Prop. 13).

Eckart eut pourtant deux disciples d'une incontestable orthodoxie : Tauler et Suso. Né à Strasbourg, vers 1290, **Jean Tauler** entra comme Eckart chez les dominicains, et de même que lui il eut pour champ d'apostolat Strasbourg et Cologne († 1361). La partie la plus considérable de son œuvre se compose de sermons ; il faut y joindre quelques traités didactiques, notamment les *Considérations sur la vie et la passion du Sauveur*. Tauler est avant tout un spéculatif, un analyste subtil et pénétrant ; on l'a parfois comparé au F. Faber. **Henri Suso**, par contre, est premièrement un affectif. Né en 1295 à Neberlingen, au bord du lac de Constance, il entra à l'âge de 13 ans chez les dominicains de Constance. Il devint le chevalier et l'amant de la Sagesse éternelle avec laquelle il contracta un mariage spirituel ; pour elle, il crucifia sa chair. Devenu prieur de Constance, il vit son orthodoxie suspectée à cause de son ouvrage intitulé *Le Livre de la vérité*, où pourtant il s'évertuait à réfuter béghards et frères du Libre-Esprit. Déposé en 1336 par le chapitre général tenu à Bruges, il passa la deuxième partie de sa vie dans un complet abandon et mourut à Ulm en 1365. Il raconta ses épreuves et ses grâces mystiques à une dominicaine du couvent de Toss, Elisabeth Staglin, qui, les colligeant, en composa sa Vie. Ses quatre principaux ouvrages : sa Vie, le *Livre de la Sagesse éternelle*, le *Livre de la Vérité* et le *Petit Livre des lettres*, ont été revisés et groupés par lui en un seul recueil sous le nom d'*Exemplaire*. Le plus célèbre, le *Livre de la Sagesse éternelle*, décrit avec un réalisme poignant les souffrances du Christ auxquelles s'opposent le péché et la mort. Les monastères de dominicains vivant sous l'influence de ces mystiques furent des pépinières de sainteté : citons ceux de Toss, d'Unterlinden à Colmar, d'Adelhausen à Fribourg-en-Brisgau, d'Olttenback près de Zurich, du val Sainte-Catherine près de Dissenhofen-sur-le-Rhin ; notons les révélations de Christine Ebnerin

(† 1356) et d'Adélaïde Langmann († 1375) du couvent d'Engelthal, celles de Marguerite Ebnerin († 1371) du couvent de Medingen.

Il faut encore rattacher à l'école allemande le mystique flamand **Jan van Ruysbroeck**. Chanoine de Sainte-Gudule à Bruxelles, il écrivit contre la secte du Libre-Esprit ; s'étant retiré avec quelques compagnons dans un ermitage de la forêt de Soignes nommé Groenendaël (*Viridis Vallis* ou Vauvert), il y vécut sous la règle des chanoines de saint Augustin et y écrivit ses œuvres († 1381). Il faut citer : le *Miroir du Salut éternel*, le *Livre des sept clôtures*, le *Royaume des amants de Dieu*, où le rôle des dons du Saint-Esprit est lumineusement exposé ; enfin l'*Ornement des noces spirituelles*, où se trouvent décrites les trois phases de la vie mystique. Attaqué par Gerson, puis par Bossuet, Ruysbroeck demeure pourtant d'une orthodoxie absolue. On peut lui rattacher le franciscain Henri Halphius ou Henri de Herp, provincial des observantins de Cologne, puis gardien du couvent de Malines († 1478).

II. Aux Pays-Bas. — Aux Pays-Bas, les Frères de la vie commune inaugurèrent un mouvement de réaction en faveur d'une mystique à la fois plus affective et plus pratique : il s'appela « la Dévotion moderne ». Les deux plus fameux auteurs de cette école de Windesheim sont Gerlac Petersen et Thomas A' Kempis. **Gerlac Petersen** (1378-1411) est connu pour le Soliloque enflammé, monologue intérieur et colloques

I. Mystiques des Pays Bas. — GERLAC PETERSEN, *Le soliloque enflammé*, trad. Dom E. Assemaine, Saint-Maximin, 1921. — THOMAS HEMERKEN A KEMPIS, *Opera omnia*, édit. Pohl, Fribourg-Brig., 1902-18. — PUYOL, *L'auteur du livre De Imitatione Christi*, 1899. — A. DE BACKER, *Essai bibliographique sur le livre De Imitatione Christi*, Liège 1864. — V. BECKER, *L'auteur de l'Imitation et les documents néerlandais*, la Haye, 1882. — SPITZEN, *Les hollandismes de l'Imitation*, Utrecht, 1884 ; *Nouvelle défense de Thomas a Kempis*, Utrecht, 1884. — K. HIRSCH, *Prolegomena zu einer neuen Ausgabe der Imitatio Christi*, 3 vol., Berlin, 1873-94. — DIONYSI CARTH, *Opera omnia*, Montreuil-sur-Mer, 1896 suiv. — S. AUTORE, art. *Denys le Chartreux*, dans *Dict. Théol.* — VAGANDARD, *Études de critique et d'histoire religieuse*, 4^e série, *L'auteur de l'Imitation de Jésus-Christ*, 1922. — DOM J. HUYBEN, *Les premiers documents historiques concernant l'Imitation*, dans *Vie spirituelle*, 1925-1926.

avec Dieu. Cet ouvrage possède des traits de ressemblance frappants avec *l'Imitation de Jésus-Christ*. C'est à tort qu'on attribue parfois la paternité de l'*Imitation* à Gerson : car déjà, dans l'édition de ses œuvres qui date de 1488, on dit formellement qu'elle n'est pas de lui ; quant au second compétiteur, l'Italien Gersen, probablement n'a-t-il jamais existé et n'est-il qu'un doublé fautif de Gerson ; d'ailleurs, Jean Busch, l'historien de Windesheim († 1479), attribue formellement *l'Imitation* à **Thomas A'Kempis** dans la seconde édition de son *De viris illustribus de Windesen* (1464) : Thomas naquit en 1380 à Kempens, près de Dusseldorf, dans la province rhénane ; après avoir fait ses études à Deventer, il entra au monastère du Mont Saint-Agnès, près de Zwolle (Hollande) († 1471). Thomas composa l'*Imitation* selon une méthode propre aux chanoines de Windesheim, qui colligeaient des sentences et en faisaient des recueils ou *rapiaria* ; l'*Imitation* est, en effet, un recueil de maximes, de colloques et de prières. Thomas A'Kempis écrivit aussi nombre de sermons et d'opuscules à l'usage des religieux ; citons le *De disciplina claustralium*, l'*Epistola devota ad quemdam regularem*, les *Sermones ad novicios*. Dans ses œuvres, comme dans toutes celles qui sortirent de la congrégation de Windesheim, on trouve une spiritualité simple et pratique qui recommande les vertus, l'humilité, la patience, la régularité, bases de toute vie chrétienne. C'est aux Pays-Bas qu'appartient aussi **Denys le Chartreux** (1402-1474). Né à Ryckel, dans le Limbourg, il entra dès l'âge de 20 ans à la chartreuse de Ruremonde. Son œuvre est une compilation ascétique et mystique où l'on trouve des conseils pratiques sur le mépris du monde, la résistance aux tentations, les joies de l'union divine ; il eut un grand succès, comparable pour certains traités à celui de l'*Imitation* (notamment le *Speculum conversionis* et le *Speculum amatorum mundi*). Au xvi^e siècle, saint Ignace et saint François l'ont beaucoup pratiqué.

A l'Université de Paris, deux docteurs fameux attaquaient de front les faux mystiques : **Pierre d'Ailly** composa deux traités *De falsis prophetis*, le chancelier **Gerson** un *De probatione spirituum*. Mais Gerson écrivit aussi un grand nom-

bre d'ouvrages mystiques, dont les principaux s'intitulent : *La Montagne de la contemplation*, *la Théologie mystique spéculative et pratique*, *l'Eclaircissement scolastique de la théologie mystique*, sans compter plusieurs opuscules tels que *La Perfection du cœur*, *la Simplicité du cœur*, *l'Alphabet du divin amour*. A l'exemple de saint Bonaventure, son maître préféré, il sut unir la spiritualité affective et la spéculative ; son dernier écrit, un commentaire du Cantique, rappelle saint Bernard.

Au mouvement de réaction contre les excès de la mystique spéculative, il faut rattacher la controverse « de la docte ignorance » qui s'alluma dans les monastères de la Haute-Bavière et de la Basse-Autriche. Il s'agissait de savoir si on ne devait pas repousser les pensées comme une entrave à la dévotion, ou si on devait faire la part de l'intelligence dans la contemplation. Le fameux Nicolas de Cuse se prononça dans ce dernier sens, et repoussa sagement la réaction excessive de la piété agnostique.

II. En Italie. — En Italie, on ne vit pas alors d'école bien tranchée, mais quelques fortes personnalités, au premier rang desquelles il faut placer Catherine de Sienne, Catherine de Bologne et Catherine de Gênes. **Sainte Catherine de Sienne** (1347-80), dès l'âge de 6 ans, fut favorisée d'une vision du Christ. Après des persécutions subies dans sa famille à cause de son refus de se marier, elle devint tertiaire dominicaine. Sa vie fut un long miracle : ravissements, stigmates, etc., ce qui ne l'empêchait pas de soigner les malades avec un dévouement héroïque. On sait le rôle historique qu'elle joua à la fin de la captivité d'Avignon. Ses deux principaux écrits sont les *Lettres* et le *Dialogue*. Adressées à toutes les ferventes qui formaient sa « *bella brigada* », ses lettres sont empreintes de douceur, de fermeté, d'esprit pratique. Un colloque entre le Père éternel et Catherine, voilà ce qui constitue le Dialogue ; il se compose essentiellement de trois prières formulées par la sainte : l'une pour elle-même, l'autre pour le monde, la troisième en vue d'obtenir la réforme du clergé ; on y trouve une satire éloquente des vices du temps. Cependant, Catherine est avant tout une

mystique spéculative, vraie fille de saint Thomas d'Aquin. Parmi ses historiens, il faut citer le bienheureux Raymond de Capoue qui écrivit sa Vie en latin. **Sainte Catherine de Bologne** est une franciscaine. Après avoir vécu à la cour de Ferrare, elle quitta le monde et se vit alors éprouvée par de violentes tentations qui cessèrent seulement le jour où elle entra chez les clarisses à Florence ; elle devait mourir en 1463 abbesse des clarisses de Bologne. Son traité *Des sept armes spirituelles contre les ennemis de l'âme* est une véritable autobiographie rédigée en italien ; sous le pseudonyme de Catella, la sainte y raconte ses luttes, ses efforts, ses faveurs spirituelles. L'ouvrage est maintenant connu sous le titre de *Révélations de sainte Catherine*. Née à Gênes en 1447 de l'illustre famille des Fiesque d'où sortirent Innocent IV et Adrien V, **sainte Catherine de Gênes** fut mariée contre son gré à Julien Adorno qui la rendit malheureuse. Veuve à vingt-trois ans, elle passa le reste de sa vie à se dévouer auprès des malades de l'hôpital de Gênes. Sainte Catherine a été frappée par l'idée de la pureté divine qui réclame de nous des purifications toujours plus grandes ; ainsi composa-t-elle son célèbre traité du *Purgatoire* où elle décrit les tourments des âmes retenues dans leur élan amoureux par la vue de leurs péchés.

CHAPITRE IV

LES INDULGENCES

A cette époque, la liturgie sacramentaire est presque définitivement fixée. On s'achemine vers le baptême par infusion, et bientôt celui par submersion ne sera plus guère conservé qu'à Milan ; l'usage se répand de baptiser les enfants peu après leur naissance. La communion reste peu fréquentée, et la messe trop rarement célébrée : le synode de Ravenne (1314) se plaint que beaucoup de prêtres ne célèbrent jamais la messe et demande qu'ils la disent au moins une fois l'an ; d'autres (Tarragone, 1317 ; Tolède, 1324) prescrivent qu'ils le fassent deux ou trois fois par an. Cepen-

dant, un certain progrès s'affirme, spécialement par l'influence des Frères de la Vie commune (voir Imitation de J.-C.).

I. Les différentes sortes d'indulgences. — La plus importante innovation sacramentaire est le développement donné à la concession des indulgences. On applique l'ancien tarif pénitentiel non plus pour imposer des pénitences, mais seulement en vue de remettre les peines dues au péché ; dès lors le nombre des années et semaines remises n'ont plus d'équivalent pratique ; ce sont des valeurs hors de cours dont on peut user largement ; ajoutons que les papes étaient importunés par les requêtes des monastères et des églises, des princes et des évêques, et que d'ailleurs la baisse générale de la foi demandait des adoucissements.

On voit paraître alors des indulgences spéciales : le jubilé et les *confessionalia*. 1° A la fin du xiii^e siècle se répandit l'idée qu'au début de chaque siècle les papes accordent un « **jubilé** » sous forme d'une indulgence plénière à gagner par la visite des églises de Rome ; Boniface VIII accrédita cette opinion en publiant le jubilé pour l'année 1300 « *et in quolibet anno centesimo venturo* » ; le succès de cette concession dépassa toute imagination. Aussi dès 1343, Clément VI déclare que le jubilé se célébrera tous les 50 ans ; Urbain VI en 1389 réduira l'espace à 33 ans, puis Paul II à 25. Enfin l'usage s'introduira d'accorder un jubilé non seulement à l'avènement d'un souverain pontife, mais aussi à l'occasion de situations graves dans lesquelles la

I. Indulgences. — A. FAUCIEUX (A. Chollet). *Les Indulgences devant l'histoire et le droit canon*, dans *Rev. des sciences ecclésiastiques*, 1887 et 1888. — H. C. LEA. *A history of auricular confession and indulgences*, t. III. *Indulgences* (trad. franç. Salomon Reinach) ; voir au sujet de ce livre. Mgr. BOUDINHON, *Sur l'histoire des indulgences, à propos d'un livre récent*, dans *Rev. hist. et litt. relig.*, 1898, t. III, p. 435-55. — Mgr. N. PAULUS, *Johann Tetzel, der ablassprediger*, Mayence, 1899. — SCHULTE, *Die Fugger in Rom (1495-1529)*, Leipzig, 1904. — E. GÄLLER, *Der Ausbruch der Reformation und die spät mittelalterliche Ablasspraxis*, Frib.-en-Brissg, 1917. — P. GALTIER, art. *Indulgences*, dans *Dict. d'Apol.* — ET. MAGNIN, art. *Indulgences*, dans *Dict. Théol.* — THURSTON, *Etude historique sur le Chemin de la Croix*, trad. Boudinhon, 1907.

papauté pouvait se trouver. Dès la fin du xiv^e siècle, Anglais et Portugais pourront gagner le jubilé chez eux. 2^o Les **confessionalia** ou *litteræ confessionales* étaient des indults donnant droit à se choisir un confesseur qui, entre autres pouvoirs extraordinaires, pourrait remettre avec les péchés toutes les peines y attachées ; Jean XXII accorda ce privilège *in articulo mortis*. Certains de ces *confessionalia* portent la mention *absolvas a pena et a culpa* ; une telle formule qu'on retrouve encore dans d'autres concessions d'indulgences induisit en erreur plusieurs historiens qui ont dénoncé parfois dans l'indulgence un moyen facile de libérer sa conscience. En réalité, c'est la confession, condition de la réception de l'indulgence qui libérait de la coulpe, et quant à l'indulgence proprement dite elle ne détruisit jamais que la peine temporelle due au péché ; les prédicateurs du temps ne cessèrent de combattre toute fausse interprétation.

II. **Les abus.** — Nul doute pourtant que les indulgences aient parfois prêté à des abus. Les concessions d'indulgences se multiplièrent pour un motif souvent trop fiscal : les papes du xv^e siècle qui ont besoin d'argent soit pour organiser la guerre contre les Turcs, soit pour soutenir leur réputation de mécènes s'en procurent souvent de cette manière ; Léon X n'emprunte des sommes énormes aux grands banquiers tels que les Függer et les Fiescobaldi qu'en donnant pour garantie la prédication des indulgences. Il y en a de toutes sortes : les unes doivent subvenir aux œuvres pieuses et charitables (construction d'églises, d'hôpitaux, croisades, etc...), les autres à des nécessités d'ordre temporel et général (construction des ports, des digues, des routes, etc...). D'autre part, les autorités, princes, évêques, villes, sur le territoire desquelles s'étend l'indulgence prétendent à une quote-part ; il s'opère donc des accords entre elles et la papauté ; ainsi Charles-Quint obtient-il l'émission d'une indulgence aux Pays-Bas en vue de la réparation des digues : le tiers des sommes doit revenir au pape, le reste à l'empereur (1515). Enfin les prédicateurs directs de l'indulgence se doublaient de collecteurs dont les bureaux s'établissaient auprès de la chaire et du confessionnal, ce qui donnait à l'entreprise « un

singulier air de foire ». Il faut noter cependant que les pauvres ne payaient rien.

En résumé, l'indulgence apparaît trop souvent comme une opération fructueuse à trois degrés : le pape, les autorités séculières, les collecteurs directs. N'oublions pas toutefois les services rendus par ce moyen : 1° au point de vue des intérêts généraux : après la « désolation » de la guerre de Cent ans surtout, il facilita grandement la restauration de la prospérité économique et sociale. 2° Comme l'indulgence supposait toujours la prédication de sermons, et qu'elle requérait la confession, comme d'autre part elle était très populaire, elle eut souvent alors les heureux résultats qu'obtiennent de nos jours « les missions ». 3° Enfin, au xv^e siècle, apparaissent les indulgences applicables aux défunts : en 1489 on voit le légat Péraudi en prêcher une semblable en Allemagne pour subvenir à la croisade.

III. **Le chemin de la croix.** — Pèlerins et croisés qui se rendaient à Jérusalem avaient la dévotion de s'arrêter et de prier aux endroits où la tradition marquait les principaux événements de la *voie douloureuse*. Mais beaucoup de chrétiens qui ne pouvaient aller en Palestine résolurent d'y suppléer ; et de même que le Rosaire devint le psautier populaire, et que le scapulaire suppléa pour les simples fidèles à l'habit religieux, de même le pèlerinage spirituel remplaça pour le peuple la visite des lieux saints. Entrevue par le Bx Suso, cette dévotion fut accréditée surtout par les mystiques flamands. Cependant la détermination des *stations* demeurait flottante : Adam Kraft (1490) en comptait 8, d'autres 12, 17 et jusqu'à 34. Les deux ouvrages qui auront le plus d'influence sur le développement de cette pratique sont la *Gheestelyck Perimagrie* du carme Jean Pascha, publié à Louvain en 1563 et le traité du franciscain Adrichomius intitulé *Jerusalem sicut Christi tempore floruit* (1584) ; ce dernier auteur compte douze *stations* présentées dans l'ordre actuel et il ne manque que les deux dernières. Ces deux ouvrages « façonneront en pratique la dévotion du « **Chemin de la Croix** en Occident » ; ils iront jusqu'à

modifier l'itinéraire de la *Voie douloureuse* à Jérusalem même où les Franciscains devront adapter peu à peu les *stations* à la piété des fidèles.

CHAPITRE V

LE CULTE MARIAL

I. La question de l'Immaculée Conception. — La question de l'**Immaculée Conception** fut très débattue à cette époque. Ce fut un des rares avantages de la méthode hypothétique de Duns Scot que de lui faire envisager cette question : sans affirmer le privilège, il en soutint la possibilité : « il semble raisonnable, dit-il, d'attribuer à Marie ce qu'il y a de plus excellent, *videtur probabile quod excellentius est attribuere Mariæ* ». Cependant, de nombreux docteurs s'inscrivirent contre le privilège, surtout certains dominicains ; ils s'appuyaient à tort sur l'autorité de saint Thomas qui en fait ne s'était jamais prononcé expressément sur ce problème. En 1387, l'un d'eux, l'aragonais Jean de Monzon commit la double imprudence de taxer d'hérétique l'opinion qui soutient le privilège, et d'appuyer sa déclaration sur saint Thomas ; comme il s'opiniâtrait, quatorze propositions extraites de sa thèse furent interdites par l'Université, et l'évêque de Paris, Pierre d'Orgement défendit de les enseigner sous peine d'excommunication ; tout candidat à un grade universitaire devait adhérer à la condamnation. En Aragon, un autre dominicain, Nicolas Eymerie coupable de

I. Immaculée Conception et culte marial. — X. LE BACHELET, *Saint Thomas, Duns Scot et l'Immaculée Conception*, dans *Recherches de science religieuse*, 1910, t. I, p. 601-16. — Mgr. PÉCHENARD, *L'Immaculé Conception et l'ancienne Université de Paris*, dans *Rev. clergé français*, t. XLI (1905), p. 225-83. — P. DONCOEUR, *La condamnation de Jean de Monzon par Pierre d'Orgement, évêque de Paris*, dans *Rev. quest. hist.*, t. LXXXII (1907), p. 176-87. — MORTIER, *Hist. des Maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs*, t. III, p. 616-47. — X. LE BACHELET, art. *Immaculée Conception*, dans *Dict. Théol.* — DOM BERLIÈRE, art. *Angelus et Angélique*, dans *Dict. Théol.*

la même exagération fut censuré par le roi Jean I. La réaction scotiste et franciscaine s'affirma aussi sur le terrain du culte ; dans la première moitié du xv^e siècle, on voit la fête de la Conception célébrée presque universellement ; le concile de Bâle — à l'époque, il est vrai, où il s'affirmait nettement schismatique — érigea la Conception en fête d'obligation et fit composer un office. Mais un pape allait intervenir avec plus d'autorité : comme le dominicain italien Vincent Bandelli recommençait à prétendre que c'était une impiété de soustraire la conception de Marie à la loi commune (1475), Sixte IV répliqua en approuvant successivement deux offices composés en l'honneur de l'Immaculée ; comme Bandelli continuait à ergoter, par la bulle *Grave nimis* le pape déclara « fausses et erronées les assertions de ceux qui prétendent appliquer à la seule conception spirituelle ou sanctification de la Vierge la fête célébrée par l'Eglise romaine ou accuser d'hérésie les partisans de la pieuse croyance ».

II. **L'Angelus.** — Les dévotions mariales achevaient de se former : ainsi le **Rosaire** dont nous avons parlé à l'époque précédente. L'**Ave maria** s'achevait : l'ajoute *Nunc et in hora mortis* se trouve pour la première fois dans un bréviaire chartreux vers 1350 ; en 1514, on la lit aussi dans les bréviaires des trinitaires et des camaldules, en 1525 dans celui des franciscains ; peu après elle s'introduira parmi les fidèles. L'**Angelus** a pour origine le couvre-feu. 1^o Durant cette sonnerie l'usage se répandit au xiv^e siècle de réciter un ou plusieurs *Ave* ; on le constate dès 1296 à Milan où l'aurait introduit Bonvicino de Riva, de l'ordre des Humiliés ; on le signale également en France où Clément V l'aurait autorisé ; en 1318 Jean XXII accorda des indulgences à ceux qui réciteraient trois *Ave* à l'heure du couvre-feu ; cette sonnerie servait à honorer le mystère de l'incarnation et la salutation de l'Ange. 2^o Bientôt s'introduisit la sonnerie du matin durant laquelle on récitait l'*Ave*, le plus souvent pour honorer les douleurs de Marie au pied de la croix ; d'après saint Antonin, cette pratique était courante au milieu du xv^e siècle. 3^o La sonnerie de midi plus récente que les deux autres

servit d'abord à honorer la divine passion ; aussi n'avait-elle lieu que le vendredi ; mais Calixte III en 1456 et Louis XI en 1472 contribuèrent à généraliser cet usage, l'un en le prescrivant avec la récitation des trois *Ave* pour obtenir la conjuration du péril turc, l'autre en l'étendant à toute la France pour l'obtention de la paix. 4° La fusion de ces trois dévotions commence à s'établir dès le début du xvi^e siècle où, à la prière de Briçonnet, évêque de Meaux et abbé de Saint-Germain-des-Prés, on voit Léon X accorder des indulgences aux fidèles qui réciteront à genoux trois *Ave* à ces moments là. Cependant la formule actuelle de l'Angelus n'apparaîtra que dans l'*Officium parvum B. M. V.*, révisé par ordre de Pie V.

Deux docteurs parisiens se firent les promoteurs de la dévotion à Saint-Joseph. P. d'Ailly écrivit un traité *De duodecim honoribus sancti Joseph* ; Gerson composa en français des *Considérations sur saint Joseph*, méditations au sujet « du virginal mariage de Notre-Dame et de saint Joseph » ; au concile de Constance il prononça un discours éloquent pour obtenir l'érection d'une fête de saint Joseph. En Italie, saint Bernardin de Sienne esquissait toute une théologie de saint Joseph. Ce mouvement d'opinion aboutit à l'introduction de la fête au bréviaire romain par Sixte IV (19 mars).

CHAPITRE VI

LA RENAISSANCE ARTISTIQUE

I. **La première renaissance en Italie.** — Il y eut en Italie deux renaissances successives : la première, celle des trecentistes, demeure généralement chrétienne dans son inspiration. Elle eut pour initiateur **Giotto** († 1337). Comme Dante en littérature, il est un personnage de transition. « Il appartient au passé par la majesté de ses conceptions, la force de sa foi et la grandeur épique dont son âme déborde ; il annonce l'avenir, la Renaissance et les temps modernes, par sa curiosité et son réalisme. Nul n'a poussé aussi loin la

science de la mimique » (E. del Monte). Il a surtout décoré trois églises : Saint-François à Asise (*Communion de Madeleine, Résurrection de Lazare, les miracles de saint François*), la Madonna dell' Arena à Padoue (*Nativité, Adoration des mages, Jugement dernier*), Santa Croce à Florence (*les Funérailles de saint François, le Festin d'Hérode*). Il a inauguré les grandes compositions symboliques où se révèle l'influence dantesque : ainsi le *Triomphe de la Foi* et le *Triomphe de saint Thomas d'Aquin* dont Raphaël reprendra le thème dans la *Dispute du Saint-Sacrement* et l'*Ecole d'Athènes*. Le dominicain **fra Angelico de Fiesole** (1387-1455) reproduit les procédés des miniaturistes dont il emploie les éclatantes couleurs, les fonds dorés, les bleus et les roses ; « la sérénité, la beauté surnaturelle de ses figures, leur naïveté vraiment angéliques les font admirer malgré la simplicité de sa technique » ; il faut citer surtout le *Couronnement de la Vierge* au Louvre, la *Crucifixion* (couvent Saint-Marc) où il a exprimé avec une intensité inouïe tous les sentiments, les fresques de l'Oratoire du pape (*Vies de saint Etienne et de saint Laurent*).

A l'art de ces primitifs italiens succède un réalisme religieux dont Masaccio est l'initiateur. Il s'épanouit dans l'école florentine avec Lippi, Boticelli et Ghirlandajo. **Fra Filippo Lippi** (1406-1469), qui a beaucoup d'aisance et une grande variété d'expression, reste célèbre pour ses fresques du Prato (*Vie de saint Jean-Baptiste et de saint Etienne*). Son élève, **Boticelli** (1444-1510), gracieux avec raffinement, séduit par l'attrait toujours chaste de ses types étranges : on connaît surtout ses *Vierges* du Louvre, son *Adoration des Mages* et son *Allégorie du Printemps*. Chez **Ghirlandajo**, il faut admirer la simplicité sévère, la beauté des types, la pureté du goût, surtout dans ses grandes fresques du chœur de Sainte-Marie-Nouvelle. L'école de Padoue représente spécialement le culte de l'antiquité : son grand homme est Andrea Mantegna (1430-1506), peintre savant et érudit qui sut vivifier l'archéologie par son imagination. Citons encore Le Pérugin (1446-1526), artiste éclectique qui fut le maître de Raphaël ; Luca Signorelli de Cortone (1441-1523), qui annonce Michel Ange par la force de l'expression dramatique (*Jugement dernier* du dôme d'Orvieto) ; à Venise Gen-

tile († 1507) et Giovanni Bellini († 1516) s'attachent surtout non pas comme les Toscans à la beauté du dessin, mais à l'harmonie des couleurs et aux jeux de lumière.

Les deux maîtres de la sculpture sont alors Ghiberti et Donatello. **Ghiberti** (1378-1455) est célèbre pour ses deux portes de bronze du Baptistère de Florence, dont l'une représente en vingt-huit bas-reliefs des scènes du Nouveau Testament, l'autre dix-huit sujets empruntés au Nouveau Testament ; ce qui frappe, c'est la perfection de l'ensemble : personnages graves, symétriquement ordonnés, très vivants. Mais, tandis que son œuvre procède encore de l'art gothique et ménage la transition, la sculpture de **Donatello** opère une révolution par un réalisme expressif basé sur l'observation de la nature et l'étude des modèles antiques : il faut citer *saint Jean-Baptiste*, *saint Georges* et *Madeleine pénitente*. Parmi les sculpteurs florentins du Trecento, on peut encore nommer Lucca della Robbia (1400-1482), qui s'efforça de concilier les traditions de l'idéalisme chrétien avec le réalisme. Le grand initiateur de l'architecture de la Renaissance fut **Brunellesco** (1377-1444), qui sut marier la ligne grecque avec l'arcade romaine et la coupole byzantine. Pour terminer l'Eglise Sainte-Marie-des-Fleurs, cathédrale de Florence, il réunit les quatre nefs isolées par une coupole à huit pans ; elle a servi de modèle à des milliers d'autres.

II. La renaissance aux Pays-Bas et en Allemagne. — Cependant, s'épanouissait, en Flandre, une Renaissance septentrionale due à la prospérité des grandes cités commer-

I. Renaissance artistique. — J. GUIRAUD, op. cit., 1911. — E. MUNTZ, *Histoire de l'art pendant la Renaissance*, 3 vol., 1889-95 ; *Les précurseurs de la Renaissance en Italie*, 1882 ; *Raphaël sa vie, son œuvre et son temps*, 2^e éd., 1886. — A. MICHEL, *Histoire de l'art*, t. IV, 1906-09. — G. LAFENESTRE, *La peinture italienne*, 2 vol., 1891 ; *Venise*, 1897 ; *Florence*, 1895. — H. COCHIN, *Le bienheureux fra Giovanni Angelico Fiesole* (coll. les Saints), 1906. — L. SCOTT, *Brunellesco*, 1902. — L. PALUSTRE, *L'architecture de la Renaissance*, 1892. — C. PERKINS, *Les sculpteurs italiens*, 1891. — A. ALEXANDRE, *Donatello*, 1906. — J. KLACZKO, *Rome et la Renaissance, Essais et Esquisse, Jules II*, 2^e éd., 1909. — A. J. WAUTER, *La peinture flamande* (Bibl. de l'enseignement des Beaux Arts). — G. LAFENESTRE, *Saint François d'Assise et Savonarole, inspirateurs*

cantes telles que Bruges et Gand, ainsi qu'à la libéralité des ducs de Bourgogne. Le centre fut ici Bruges, comme en Italie Florence. Quatre noms dominant : les Van Eyck, Roger de la Pature, Hans Memling et Quentin Metsys. L'œuvre capitale des **Van Eyck** est le grand retable de l'*Agneau mystique*, où paraît un ardent amour de la nature qui se manifeste dans la liberté des attitudes et des gestes, et dans le sens de la vérité précise et minutieuse ; grâce à l'emploi d'huiles plus siccatives, ils donnèrent aux couleurs une étonnante richesse. **Roger de la Pature** (1406-1464), fondateur de l'école brabançonne, est plus dur ; mais la profondeur du sentiment dramatique est intense dans ses tableaux, surtout dans ses figures de Christ profondément humaines et douloureuses : citons la *Mise au tombeau* du musée de Berlin et la *Déposition de Croix* du Louvre, où la raideur et la lividité du cadavre font un effet poignant. Tandis que les Van Eyck visaient à la grandeur et Roger au pathétique, **Hans Memling** préfère la grâce, l'émotion tendre et communicative : il faut citer sa *Chasse de sainte Ursule*, l'*Adoration des Mages*, le *Mariage mystique de sainte Catherine* et le *Jugement dernier*. Après eux, **Quentin Metzys** (1466-1530), de l'école d'Anvers, éblouira par la vie des physionomies, l'habillement somptueux des personnages, le coloris vif et moelleux : ses œuvres les plus remarquables sont le *Christ entouré d'anges* et l'*Ecce homo*. L'influence des peintres flamands se répandit partout : en Allemagne et en France, en Espagne et en Italie.

« Cité sainte » de la Germanie et principal centre commercial du Rhin, Cologne possédait à la fois un clergé puissant et une bourgeoisie riche et dévote : aussi eut-elle une école artistique renommée. Son peintre le plus fameux est **Stéphane Lochner** († 1451), le fra Angelico rhénan, dont le chef-d'œuvre est le « *Dombild* » ou retable de la cathédrale (*Annonciation*, *Adoration des mages*) ; il faut citer

de l'art italien, 1911. — A. SCHMARSOW, *Hubert und Jan Van Eyck*, Leipzig, 1924. — FRIEDLAENDER, *Die altniederländische Malerei*, 3 vol., Berlin, 1924-1925. — L. DIMIER et L. RÉAU, *L'histoire de la peinture française depuis les origines jusqu'à la fin du XVIII^e siècle*, t. I. *Moyen âge et Renaissance*, 1926.

aussi la *Vierge au buisson de roses* et la *Vierge à la violette*. L'école d'Augsbourg en Souabe est représentée par Hans Holbein le Vieux (1460-1517⁹), et son fils **Hans Holbein** le jeune, chez qui le réalisme de l'école allemande se mélange d'idéalisme et de noblesse ; son chef-d'œuvre est la *Madone du bourgmestre Meier*. A Nuremberg vécut **Albert Dürer**, le maître de la renaissance germanique, plus grand comme graveur que comme peintre ; dans ses gravures « une scrupuleuse observation de la nature s'unit à la pleine fantaisie d'une imagination germanique » ; ses principales œuvres sont la *Fête du Rosaire*, les *Saints adorant la Trinité*, une *Apocalypse*, une *Vie de la Vierge* en dix-neuf feuilles, une *Petite Passion* en trente-six feuilles et une *Grande Passion* en douze feuilles.

La sculpture allemande produisit un nombre considérable d'œuvres d'art au xv^e siècle : stalles de chœur et rétables d'autel où se montre un réalisme minutieux et pittoresque. Les trois grands maîtres appartiennent à Nuremberg : Adam Kraft, Veit Stoss et Peter Vischer. Kraft († 1505), surtout connu pour son *Chemin de croix*, a beaucoup de puissance et de verve dramatique ; Veit Stoss, plus délicat et plus gracieux, représenta dans sa *Couronne de roses* les sept joies de la Vierge en sept médaillons réunis par une simple couronne de roses. Peter Vischer († 1529) exécuta la *Chasse de saint Sebald* que couronnent trois baldaquins soutenus par quatre couples de piliers portant à mi-hauteur les douze apôtres et, au sommet, les douze prophètes. L'inscription qui orne cette chasse indique bien le caractère strictement religieux de l'Ecole allemande : « Ceci a été exécuté à la louange unique du Dieu tout-puissant, et en l'honneur du prince du ciel, saint Sebald, à l'aide des aumônes données par les dévotés gens. »

III. La deuxième renaissance en Italie. — On ne peut en dire autant de la seconde renaissance italienne que domine le *triumvirat* de Michel Ange, Léonard de Vinci et Raphaël. Avant eux, **Bramante** d'Urbin, le plus grand architecte de la Renaissance, se rendit surtout célèbre lorsque, déjà sexagénaire, il fut chargé par Jules II de restaurer le Vatican et

de reconstruire la vieille église de Saint-Pierre. Pour relier les différentes parties qui composaient le Vatican, il construisit un double corps de bâtiments ayant pour façade des *loggie* à deux étages et qui servait d'enceinte à un stade pour les tournois. Il n'eut pas le temps († 1514) de réaliser son plan de Saint-Pierre : une coupole centrale d'où rayonneraient quatre bras d'une croix grecque terminés par un chevet arrondi. Les artistes qui, successivement, reprendront l'œuvre, la modifieront complètement ; mais l'influence de Bramante se prolongera à travers l'architecture occidentale, lui imposant le plan à coupole centrale et la décoration composée avec les colonnes et les frises des ordres romains.

Michel-Ange Buonarroti (1475-1564) fut avant tout un sculpteur. Jules II lui commanda son tombeau jamais achevé, mais où se trouve le *Moïse assis*, farouche, dominateur et menaçant. Jules II l'occupa aussi à la décoration de la Chapelle sixtine dont il peignit le plafond avec une puissance et une grandeur vraiment bibliques (*La Création du monde, de l'homme, de la femme, Adam et Eve*, etc.). Plus tard, Léon X le chargea de continuer Saint-Pierre de Rome, qu'il couronna d'une magnifique coupole. Son imagination grandiose échafaude des compositions « titanesques ».

Sculpteur, architecte, ingénieur, **Léonard de Vinci** fut avant tout un peintre pour qui l'art est une chose mentale « cosa mentale » : s'il étudie la réalité, s'il fouille l'anatomie du corps humain et « pousse jusqu'à la volupté la recherche amoureuse du modelé », il désire pourtant exprimer d'abord la psychologie des personnages : ainsi, sa composition de la *Cène* est-elle un drame où l'on voit tous les personnages sous le coup du mot prononcé par le Christ : « L'un de vous me trahira. » Parmi ses œuvres, citons : la *Madeleine* (Palais Pitti), la *Vierge aux Rochers*, le *Saint Jean* (Louvre), *Herodiade* (tribune de Florence).

Tandis que Léonard de Vinci et Michel Ange communiquent à leurs œuvres une profonde empreinte personnelle, **Raphaël** (1483-1520) « semble avoir employé tout son génie à créer le mode d'expression le plus général, le type de beauté le plus impersonnel où toutes les aspérités de la personnalité se fondent dans l'eurythmie ». Il porta à sa per-

fection la beauté classique. Son activité fut prodigieuse. Dans les stanzas du Vatican, il traita de grands sujets philosophiques (la *Dispute du Saint-Sacrement*, l'*Ecole d'Athènes*), ou historiques (*Héliodore chassé du temple*, *Attila arrêté par saint Léon*). Il peignit aussi une admirable série de madones : les premières candides et tendres, les dernières majestueuses et glorieuses ; les plus célèbres sont : la *Vierge à la Chaise* (Florence) et la *Madone de saint Sixte* (Dresde).

Mais le souci de la forme pour elle-même, en dehors de toute inspiration vraiment chrétienne, dominait dès lors. Si **Fra Bartholomeo**, fils spirituel de Savonarole, est un vrai contemplatif qui exprime avec sobriété la beauté morale (*Descente de Croix* et *Couronnement de la Vierge*, au palais Pitti), son élève, **Andrea del Sarto** (1446-1531), donne à ses figures de saintes une attitude langoureuse au milieu d'une profusion de lumière et de couleurs gaies (*La Charité*). Ces tendances païennes s'accroissent chez les peintres vénitiens, chez un Giorgone et un Giovanni Palma de Bergame, qui peignent indifféremment des madones et des courtisanes ; si le **Titien**, parfois très sensuel, a pu exprimer des sentiments religieux, c'est grâce à la souplesse exceptionnelle de son talent (*Mise au tombeau*, du Louvre). Avec le **Corrège**, qui inaugure le précieux et le joli, la peinture religieuse achèvera de se tourner en tendresse affadie, en gestes caressants, en sourires engageants (*Mariage mystique de sainte Catherine*, au Louvre ; *Madone de saint Jérôme*, à Parme).

IV. **La renaissance en France.** — En France, avant les guerres d'Italie, la Renaissance n'avait pas eu le même épanouissement. Cependant, deux mécènes, frères de Charles V, Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, et Jean de France, duc de Berry, suscitèrent des initiatives : le premier eut à son service le peintre **Claus Sluter**, du comté de Hollande, qui composa le tombeau de Philippe le Hardi, les statues du portail de la Chapelle à la chartreuse de Champmol et le *Puits de Moïse*, base d'un calvaire pour le cloître de cette même chartreuse et où l'on voit les fameuses statues de Moïse, de Daniel et d'Isaïe ; son réalisme puissant reste de bon aloi.

Le duc de Berry fit exécuter de magnifiques Heures qui sont les chefs-d'œuvres de la miniature. L'école de Tours, qui se forma au xv^e siècle, produisit deux grands artistes : **Jehan Foucquet** (1415-80), miniaturiste incomparable, mêle aux scènes religieuses tous les personnages du temps avec leurs poses familières, leur costume, leurs manières d'être (*Livre d'heures d'Etienne Chevalier*) ; le Breton **Michel Colombe** († 1512), influencé par la Renaissance italienne, mais resté fidèle à la tradition des vieux maîtres gothiques, inaugura chez nous une sculpture idéalisée, à la fois grave et élégante (*Tombeau du duc François II de Bretagne* à Nantes, le *Saint Georges terrassant le dragon* au Louvre). Il imagina les sépulcres et les mises au tombeau (église Saint-Sauveur de La Rochelle), où l'on groupait autour du Christ une dizaine de personnages grandeur naturelle ; on en trouve un grand nombre dans les églises françaises du xv^e et du xvi^e siècles ; les plus célèbres sont ceux de Solesmes et de Saint-Mihiel.

L'Écllosion de la Réforme (1517-1559)

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DE LA REFORME ALLEMANDE LE LUTHERANISME

I. Les causes religieuses et politiques de la réforme allemande : l'humanisme érasmien. — La Réforme est un fait complexe dont nous avons vu les causes multiples apparaître durant la période précédente : au point de vue religieux, le succès du nominalisme occamiste, au point de vue politique, l'abaissement du prestige de la papauté attaquée durant la première moitié du ^{xv}^e siècle par les partisans de la supériorité conciliaire, et discréditée durant la seconde par ses mœurs trop séculières et les abus de sa fiscalité. A ces causes générales il faut en ajouter qui sont plus spéciales à l'Allemagne. Nul part, le haut clergé n'est plus riche, ni moins édifiant : possesseurs du tiers des biens d'Empire, évêques et abbés mènent une existence de grands seigneurs, vivant dans un luxe effréné, ne portant plus l'habit ecclésiastique et méconnaissant trop souvent la loi du célibat : ainsi, le prince évêque de Trèves, Richard de Spire, vit-il comme un homme de guerre ; Herman de Wied, électeur de Cologne a la réputation de n'avoir dit la messe que trois fois en sa vie et de ne point même savoir le latin. Avec la complicité intéressée de la curie romaine, ces princes ecclésiastiques cumulent les bénéfices : dès l'âge de 13 ans, Georges de Bavière possède les canonicats de Mayence, de Cologne et de Trèves, la prévôté de Saint-Donatien à Bruges, l'évêché de Spire, etc. En opposition, tout un prolétariat

ecclésiastique, réduit à la portion congrue, ne parvient à vivre qu'en greffant sur son ministère sacerdotal des métiers et occupations séculières ; aigri par la pauvreté, il est prêt à sympathiser avec tout mouvement révolutionnaire : aussi, les plus influents des réformateurs, Luther, Zwingle, Karlstadt, Münzer, Écolampade, etc., sortiront du clergé séculier ou régulier.

D'autre part, un prolétariat de la noblesse, frondeur et batailleur, ne songe qu'à pêcher en eau trouble et à se lancer à la curée ; ces chevaliers sont d'autant plus entreprenants que le pouvoir impérial reste faible devant une féodalité libertaire : conséquence lointaine des longues querelles des guelfes et des gibelins qui, en absorbant les forces de l'empereur dans la péninsule, ne lui ont point permis d'asseoir son pouvoir en Allemagne. Un autre résultat de ces luttes avait été de renforcer l'antagonisme naturel des Germains et des Italiens : la haine des Romains sera un trait commun à tous les réformistes, clercs et nobles, et Luther saura bien l'exploiter. L'antipathie s'est encore accrue par suite de la transformation de la Rome de la Renaissance où prédomine un culte tout extérieur, tandis que l'Allemand est attiré par la vie intérieure et mystique. Les abus de la fiscalité pontificale achèveront d'exaspérer cet anti-romanisme qui semblait être une forme du patriotisme german.

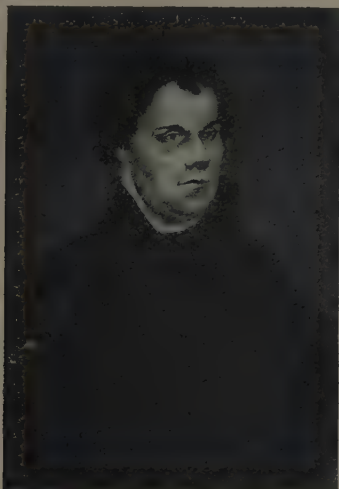
Un tel état religieux et social de l'Allemagne explique qu'il existât un humanisme germanique réformiste et frondeur dont le choryphée fut Erasme. Né à Rotterdam, il se forma chez les Frères de la vie commune à Deventer et à Bois-le-Duc, entra au monastère de Stein, près de Gouda, puis, moine défroqué, vécut sous le patronage de hauts protec-

I. L'Allemagne à la veille de la Réforme : Erasme. — J. JANSSEN, *Geschichte des deutschen Volkes seit dem Ausgang des Mittelalters*, 8 vol., édit. revue par Pastor, t. I-II, 1897, trad. franc. par E. Paris, 1887-1911. — DRUMOND, *Erasmus, his life and character*, 2 vol., Londres, 1873. — FEUGÈRE, *Erasme, Etude sur sa vie et ses ouvrages*, 1874. — PINEAU, *Erasme*, 1924. — P. GODET, art. *Erasme*, dans *Dict. Théol.* — IMBART DE LA TOUR, *Les origines de la Réforme*, t. II, 1909. — PAQUIER, *L'humanisme et la Réforme*, 1900. — HUMBERT CLAUDE, *Erasme et Luther, leur polémique sur le libre arbitre*, 1909.

teurs. Très différent des humanistes italiens, il ne prône point un retour scandaleux à l'épicurisme, mais il rêve de combiner la sagesse antique avec le christianisme. En conséquence à la dogmatique scholastique, il oppose une philosophie large et nuancée, l'*Evangelica philosophia*. Ainsi s'exprime-t-il dans ses *Adagia*, dans l'*Enchiridion militis christiani* et surtout dans l'*Eloge de la Folie*, *Moriæ Encomium*, où la Folie raille théologiens scholastiques, moines et papes. Sur le terrain scripturaire, sous prétexte de reproduire « la peinture vivante du Christ » et « la vraie parole des apôtres », il bat en brèche l'autorité de la Vulgate et, appliquant aux textes sacrés les procédés d'une critique libre, il donne une édition du texte grec du Nouveau-Testament, accompagnée d'une nouvelle version latine d'après laquelle Luther fera plus tard sa traduction allemande. Pourtant, cet humaniste réformiste prétend bien rester dans l'Eglise ; il répugne de toute sa nature aux procédés violents, et, plus tard, il combattra Luther ; il n'en reste pas moins le précurseur le plus attitré de la Réforme.

II. **Les théologiens précurseurs de la réforme.** — D'ailleurs, sur un terrain strictement théologique, voici de vrais réformistes, héritiers de Wiclef et de Jean Hus. Ainsi, **Jean Wesel** nie-t-il toute hiérarchie au nom d'un prédestinarianisme fataliste : celui que Dieu veut sauver le sera, même si les prêtres le condamnent ; un seul moyen de salut : s'attacher à l'Ecriture comme à l'unique règle de la foi. Wesel appliqua particulièrement ces idées aux indulgences. « L'indulgence, dit-il, ne peut être déduite ni du pouvoir des clefs parce que l'Ecriture n'en parle absolument pas, ni du trésor des mérites parce que personne ne peut savoir si Dieu admet la prétendue compensation. » Traduit devant le tribunal d'Inquisition de Mayence, Wesel se rétracta et finit ses jours chez les Augustins. **Jean Wessel Gansfort** aboutit à une semblable négation de l'autorité ecclésiastique : pour lui, en effet, la communion spirituelle vaut la réception réelle de l'Eucharistie, quand elle est faite avec ferveur ; dès lors, le sacrement disparaît, et le fidèle isolé se suffit à lui-même. De même, **Jean Pupper de Goch** tend à proclamer la Sainte

Écriture seule règle infaillible de la foi et des mœurs au détriment de l'autorité ecclésiastique. D'après lui, ce que la loi extérieure prescrit à l'homme, bonnes œuvres, obligations ecclésiastiques, vœux, etc., demeure sans mérite et nuit



LUTHER EN 1529
(De l'atelier de Cranach)

même à la perfection chrétienne : seul, le bien librement accompli par la volonté est méritoire.

I. **Luther.** — Sources : KNAKE, *D. Martin Luher's Werke. Kritische Gesamt Ausgabe*, 14 vol., Weimar, 1883 sq. — Travaux : DENIFLE, *Luther et le luthéranisme*, 4 vol., trad. Paquier, 2^e éd., 1909. — J. JANSSEN, *L'Allemagne et la Réforme*, 8 vol., trad. E. Paris, 1887-1911 (cette traduction, à l'exception des t. VII et VIII n'a pas bénéficié de la revision faite par L. Pastor). — L. PASTOR, *Histoire des papes*, trad. Furey Raynaud, puis A. Poizat. — II. GRISAR, *Luther*, 3 vol., Fribourg, 1911-12. — IMBART DE LA TOUR, *Les origines de la Réforme*, t. III, 1914. — L. CRISTIANI, *Du luthéranisme au protestantisme. Evolution de Luther, de 1517 à 1528*, 1911 ; *Luther et le luthéranisme*, 1909 ; *Luther et la question*

H. de J. 1529

III. L'explication psychologique du luthéranisme. —

C'est dans un milieu si préparé à l'entendre qu'apparut **Luther**. Il naquit à Eisleben en Thuringe, le 10 novembre 1483. Il fut élevé rudement, si bien qu'il songea même à s'enfuir de la maison paternelle ; cette éducation qui, sur le moment, pouvait contenir la violence naturelle de son caractère, développa chez lui le penchant à l'inquiétude. Ayant fait ses études de latin à Magdebourg et à Eisenach, il entra à l'Université d'Erfurt, où il s'adonna à la philosophie et au droit. Son tempérament bizarre s'accroissait, il prenait sans doute part aux plaisirs de ses camarades, mais tombait soudain dans la mélancolie, accablé par des tourments de conscience : « Si je suis entré au couvent, avouera-t-il, c'est que je désespérais de moi-même. » Comme il se trouvait dans ces dispositions, un orage qui le surprit aux portes d'Erfurt faillit lui coûter la vie. « Sous l'empire de l'effroi, écrivit-il plus tard, je prononçai un vœu, contraint et forcé », celui d'entrer en religion (2 juillet 1505). Son père, qui connaissait son caractère, voulut en vain le retenir ; il entra dans l'ordre des ermites de Saint-Augustin, à Erfurt, erreur fondamentale, cause de ses troubles grandissants d'où naîtra sa théologie nouvelle.

Profès en septembre 1506, prêtre en mai 1507, Luther fut envoyé par le provincial Jean de Staupitz à l'Université de Wittenberg pour y enseigner la théologie. En 1510, il se rend à Rome, délégué des couvents de la stricte observance ; il ne semble pas qu'il faille faire de ce voyage, ainsi que Luther l'a prétendu, un événement capital dans sa vie comme si les abus romains l'eussent scandalisé au point d'altérer sa foi. Les raisons de sa chute sont tout intérieures : l'obsession du péché le poursuit, la lutte de la chair contre l'esprit le remplit de terreur, et, vivant dans le relâchement, il est

sociale, 1912 ; *Luther. De la liberté du chrétien*, trad. franç. avec introd. et notes, 1914 ; *Les propos de table de Luther*, *Rev. quest. hist.*, 1911-12 ; *Luther au couvent*, *ibid.*, 1914 ; art. *Réforme*, dans *Dict. Apol.* — J. PAQUIER, *Luther et l'Allemagne*, 1918 ; art. *Allemagne*, dans *Dict. d'hist.* — JUNDT, *Le développement de la pensée religieuse de Luther jusqu'en 1517*, 1906. — KATKOFF, *Recherches sur le procès à Rome de Luther*, 1905. — J. MARITAIN, *Trois réformateurs, Luther, Descartes, Rousseau*, 1925.

porté à désespérer toujours plus de la nature humaine. Cette évolution aboutit au *Commentaire sur l'Épître aux Romains* (avril 1515-octobre 1516) : Luther y proclame que le péché originel vicia complètement la nature humaine et qu'il la livre à la concupiscence, « privation de toute rectitude et de tout pouvoir dans toutes nos facultés tant du corps que de l'âme », si bien que chacun de nos actes est péché mortel. Radicalement incapable d'aucun bien, l'homme ne sera sauvé que par la foi : à l'âme pécheresse, Dieu donne la foi par laquelle se reconnaissant mauvaise, elle se confie en lui et reçoit pour récompense la justification. Ce double principe de la concupiscence invincible et de la justification par la foi seule est le centre même du Luthéranisme ; il apparaît comme le coup de désespoir de l'homme tenté à qui il doit apporter la paix : « Si nous avons la foi, il suffit, toutes nos angoisses de conscience deviennent superflues. » C'est le dogme de la certitude du salut personnel.

IV. L'occasion de la rupture : la querelle des Indulgences. — Dès 1516, Luther se trouvait hors de l'orthodoxie. Sa rupture ouverte éclata l'année suivante à l'occasion du « scandale des indulgences ». En août 1514, Albert de Brandebourg, déjà archevêque de Magdebourg et administrateur du diocèse de Halberstadt, fut promu archevêque de Mayence ; pour couvrir les frais de son installation, une indulgence plénière fut concédée dans les trois diocèses placés sous sa juridiction : moitié du profit devait revenir à l'archevêque, moitié à la construction de Saint-Pierre de Rome. Le dominicain **Tetzel**, prédicateur de l'indulgence, déclara sans doute que la confession préalable était nécessaire aux vivants, mais il accordait que, pour rendre l'indulgence applicable aux morts, l'état de grâce n'était point requis ; ainsi put-il sembler à plusieurs que la contribution pécuniaire était l'essentielle condition de l'indulgence. Il y eut des protestataires, tels que Jean Eck, Jérôme Emser, Cochlaeus, Georges de Saxe ; mais tous réservaient les droits du pape. Par contre, dans les 95 thèses affichées la veille de la Toussaint 1517 à la porte de la collégiale du château de Wittemberg, Luther affirmait que « le Pape n'a pas le droit

de remettre d'autres peines que celles qu'il a imposées lui-même » (thèse V), et que « tout chrétien vraiment contrit a la rémission entière de la faute et de la peine » (thèse XXXVI). Les thèses avaient, d'ailleurs, l'allure d'un pamphlet anti-romain : « Pourquoi, y lisait-on, pourquoi le Pape, dont les richesses sont plus grasses que celles des Crassus les plus opulents, n'élève-t-il pas sa basilique de Saint-Pierre avec son argent plutôt qu'avec celui des pauvres fidèles ? »

Ce côté polémique du factum satisfaisait les passions anti-romaines d'un public allemand déjà très excité contre le « trafic des indulgences » : voilà ce qui fit son énorme succès à travers l'Allemagne. Dès lors, si savantes qu'elles fussent, les réfutations devaient rester sans grande portée : il y eut les *Antithèses* de Jean Tetzel, dont les copies furent brûlées par les étudiants de Wittemberg ; il y eut, à Cologne, la protestation du dominicain Jacques Hoogstraten et, à Ingolstadt, celle du professeur Jean Eck dans ses *Remarques* ou *Obelisci*. Mais qu'importait à Luther : la question des indulgences n'avait été pour lui qu'une heureuse occasion de révolte ; dès 1518, dans une réunion solennelle des Augustins à Heidelberg, il montrait toute l'ampleur de sa fausse doctrine, lorsqu'au nom de saint Augustin et contre les Pélagiens, il affirmait la corruption absolue de la volonté humaine et la destruction du libre arbitre par le péché originel, ainsi que la passivité de l'homme sous l'action divine.

V. Les interventions romaines et la révolte ouverte. — Cependant, à l'égard du pape, il se montra d'abord très réservé. Le 30 mai, il envoyait à Léon X l'explication latine de ses thèses sur les Indulgences, intitulée *Resolutiones*, avec une lettre très humble : « Si j'ai mérité la mort, disait-il, je consens à mourir. » Cité à Rome, il se déroba sous prétexte de pauvreté, mais accepta de se justifier ; sur les instances de l'électeur de Saxe, Léon X l'autorisa à comparaître simplement à Augsbourg devant le cardinal légat **Cajetan**. Celui-ci accueillit l'hérésiarque avec douceur ; toutefois, perçant à fond ses théories, il lui demanda de rétracter spécialement la septième de ses *Resolutiones*, d'après

laquelle la justification ne vient pas du sacrement, mais de la foi, *non sacramentum, sed fides sacramenti justificat*. Toujours travaillé par les troubles intérieurs qui motivaient sa théorie de la justification par la foi seule, Luther consentit bien à souscrire une vague lettre pleine de déférence, mais refusa de se rétracter ; dans la nuit du 20 au 21 octobre, il quitte furtivement Augsbourg ; le 22 octobre, il lance son *Appel du pape mal informé au pape mieux informé*, puis le 28 novembre son *Appel du pape au concile général*. Il peut, d'ailleurs, compter sur l'appui du prince électeur, Frédéric de Saxe, qui refuse à Cajetan de le livrer avant qu'il n'ait été jugé par quelque université (8 décembre).

Rome se résolut à une seconde tentative. Pour dirimer le conflit des indulgences, Léon X avait publié, le 9 novembre, une lettre qui distinguait entre la remise de la culpé par le sacrement et la remise de la peine par l'indulgence, mais qui maintenait la prérogative pontificale de puiser « au trésor de Jésus-Christ et des saints ». Toute équivoque ainsi dissipée, le pape députa en Saxe son camérier, **Charles de Miltiz**, personnage doux et souple : il devait gagner l'appui du pouvoir séculier en remettant au prince électeur de Saxe la rose d'or, puis persuader Luther. Celui-ci écrivit bien, sous la dictée du légat, une lettre de soumission, mais qui ne contenait pas une rétractation formelle (5 ou 6 janvier 1519) : « Dieu et toutes les créatures me sont témoin, y disait-il, que je n'ai jamais eu l'intention de combattre l'Eglise romaine », ce qui ne l'empêcha pas de se demander deux mois après, dans une lettre à Spalatin, « si le pape est véritablement l'Antechrist ou seulement son apôtre » (13 mars 1519). Ainsi, Léon X avait-il été joué.

Bientôt, d'ailleurs, toute équivoque fut rompue. Comme Jean Eck avait provoqué à une discussion publique Carlstadt, l'ami de Luther, celui-ci se présenta pour le soutenir. Dans cette **Dispute de Leipzig** (27 juin-16 juillet 1519), Luther rejeta définitivement toute autorité, même conciliaire, pour ne plus s'en remettre qu'à la Bible interprétée par chacun selon les lumières de l'Esprit-Saint : ainsi formulait-il ce principe du libre-examen qui vouera le protestantisme à l'anarchie doctrinale. Les procès-verbaux de la dis-

cussion furent envoyés aux universités de Paris, Louvain et Cologne, qui, toutes trois, condamnèrent Luther. Entré dans la voie de la révolte ouverte, Luther va s'y précipiter avec d'autant plus d'assurance qu'il se sent appuyé par le chef des néo-humanistes, Ulrich de Hutten, pamphlétaire endiablé, qui l'appelle « le plus grand théologien » (28 avril 1520), et aussi par les chefs de la chevalerie libertaire, Franz de Sickingen et Silvestre de Schaumburg. Il écrit alors à Spalatin cette phrase fameuse, signal de la rupture : « Les dés en sont jetés, je ne veux plus de réconciliation avec Rome pour l'éternité. Silvestre de Schaumburg et Franz de Sickingen m'ont affranchi de toute crainte humaine. » (Mai-juin 1520.) C'est alors que, dès le 1^{er} août, il lance son *Manifeste à la noblesse d'Allemagne sur la réforme de l'Etat chrétien*, qui contient tous les éléments des erreurs luthériennes en ce qui concerne l'Eglise, et qui ébranle la « triple muraille » du romanisme : 1^o contre la distinction du clergé et des fidèles, il proclame le principe de l'égalité de tous les chrétiens et du sacerdoce universel ; 2^o contre le privilège réservé au magister ecclésiastique d'interpréter la Bible, il affirme le principe du libre examen ; 3^o il dénie au pape le pouvoir de convoquer le concile général pour le transférer aux princes.

Cependant, Rome prononçait sa sentence. La bulle *Exsurge Domine* datée du 15 juin 1520 était publiée, en Allemagne, le 21 septembre, par Jean Eck. On y condamnait la doctrine de Luther : 1^o l'erreur centrale concernant la corruption de la nature humaine (prop. XXXI, XXXII, XXXV) et la justification par la foi (prop. X, XI, XII) ; 2^o l'erreur occasionnelle sur les indulgences (prop. XVII, XIX) et le purgatoire (prop. XXXVII, XL) ; 3^o les conclusions révolutionnaires au sujet du pape et de la hiérarchie (prop. XIII et XVI) ; par un surcroît de longanimité, on laissait soixante jours à Luther pour se rétracter. Tout en écrivant au pape une lettre très soumise où il rejetait toute la responsabilité des troubles sur Jean Eck (14 octobre), Luther publiait le *De captivitate Babylonica*, où il traite d'Antechrist le pontife romain ; le 17 novembre, il lançait un *Appel au concile*, puis le 10 décembre, il brûlait, sur la place de Wittenberg,

la bulle *Exsurge* en disant : « Parce que tu as tourmenté la vérité, elle te tourmente à ton tour dans ce feu. » Le 3 janvier 1521, Léon X lançait enfin l'excommunication.

VI. L'intervention impériale : l'édit de Worms. — Dès lors, c'était à l'empereur d'intervenir. Foncièrement pieux et soucieux de préserver l'unité impériale, Charles-Quint ne s'y refusait pas formellement ; mais, sur le point d'entreprendre sa lutte contre François I^{er}, il ne voulait pas courir les risques d'une guerre civile et mécontenter les princes ; aussi, au lieu d'exécuter la bulle pontificale, il se contenta de citer Luther à la diète de **Worms**. De Wittemberg à Worms, le voyage de l'hérésiarque fut un véritable triomphe qui confirma ces paroles du légat Aléandre : « Les neuf dixièmes de l'Allemagne crient : Luther ! et l'autre dixième : Périssse la cour romaine ! » Mis en demeure de se rétracter, Luther demanda vingt-quatre heures pour réfléchir, puis fit cette réponse : « A moins d'être convaincu par des preuves d'Écriture et des raisons évidentes — car je ne crois ni au Pape, ni aux Conciles seuls, lesquels, cela est certain, se sont souvent trompés et contredits —, je suis lié par les textes que j'ai apportés et ma conscience est captive de la parole de Dieu. Je ne puis ni ne veux rien rétracter, parce qu'il n'est ni sûr, ni convenable d'aller contre sa conscience. Dieu me soit en aide ! *Amen.* »

Luther, opiniâtre, fut mis au ban de l'Empire, mais, comme on lui avait délivré un sauf-conduit valable jusqu'à son retour à Wittemberg, l'exécution de la sentence resta confiée à son seigneur immédiat, Frédéric le Sage, électeur de Saxe. Celui-ci le fit enlever par deux chevaliers durant le retour, et il le cacha au château de la **Wartbourg** sous le nom de chevalier Georges. Il allait y demeurer dix mois en proie aux angoisses intimes les plus profondes (mai 1521-mars 1522). « Es-tu donc le seul sage ? se disait-il. Tous les autres se sont-ils donc trompés ? Est-il probable qu'ils aient erré si longtemps ? Et si tu avais égaré toutes ces âmes ! » Cependant, il employait ses loisirs à composer divers écrits, notamment sa traduction du Nouveau-Testament, où le texte était sollicité en faveur du nouvel Évangile ; un an de

Luther, le doux Mélanchton, composait les *Loci communes rerum theologicarum*, sorte de catéchisme de la Réforme : ainsi, les idées de Luther pourraient-elles pénétrer partout. Cette année 1522 marque l'apogée de la popularité de Luther. Le successeur de Léon X, l'austère Adrien VI, envoya bien en Allemagne le nonce Francesco Chiericati qui devait ramener les égarés en promettant la réforme du clergé et la suppression des abus fiscaux ; mais si magnanime qu'il fût, un tel aveu ne fit que donner des armes aux adversaires du catholicisme ; la **diète de Nuremberg** (1523) décida qu'on ajournerait l'exécution de l'édit de Worms et qu'on renverrait à un concile général l'examen de la question luthérienne. C'était laisser à la Réforme le temps de se développer.

Cependant, après Worms, Luther voit s'éloigner les humanistes purs qui voulaient réformer l'Eglise avec désinvolture sans se séparer d'elle. Au début, Erasme avait loué la pureté des intentions de Luther, mais sans se compromettre, ni aliéner sa liberté ; sa trempe d'esprit aristocratique, son conservatisme naturel avaient horreur de la révolution et du schisme ; après Worms, il se défendit de toute connivence avec l'hérésie. S'en prenant au fond même de la doctrine luthérienne qui nie la liberté d'une nature radicalement mauvaise, il fit paraître son traité *De libero arbitrio*, qui eut un retentissement immense ; Luther y répondit d'une façon très irritée dans le *De servo arbitrio* ; en 1526, Erasme ripostera par son *Hyperaspides*, où il se disculpe de l'accusation de scepticisme, affirmant qu'il veut toujours penser comme l'Eglise. Désormais, les deux adversaires se poursuivront d'une haine implacable, et les humanistes sont perdus pour Luther.

D'autres alliés de la première heure disparaissaient aussi : les chevaliers. Plus hardi que les humanistes, Luther ne l'était cependant point assez pour compromettre sa cause avec un condottiere comme Franz de Sickingen. En vain, celui-ci essayait-il de prendre Trèves que défendait l'énergique archevêque, Richard de Greiffenklau ; bientôt cerné dans son château de Landstuhl, près de Kaiserslautern, il

dut se rendre à merci (1523). Le polémiste Ulrich de Hutten, traqué par ses ennemis d'Allemagne, poursuivi par les sarcasmes d'Erasme, venait mourir à Zurich (1523).

CHAPITRE II

L'ORIENTATION DE LA REFORME ALLEMANDE DU LUTHERANISME AU PROTESTANTISME

I. L'interprétation anarchique : l'anabaptisme et la guerre des paysans. — Bientôt, Luther vit surgir des adversaires acharnés au sein même du mouvement réformé. En attaquant avec fureur le pape, le clergé et les moines et en faisant appel à la violence contre l'Eglise, en substituant à la religion d'autorité le libre examen, Luther avait préparé indirectement le mouvement anarchique connu sous le nom d'anabaptisme, et dont les éléments flottaient dans l'atmosphère de la chrétienté depuis l'apparition du hussitisme. Le nom de la secte vient de cette particularité purement extérieure et, d'ailleurs, nullement essentielle, de réprouver le baptême des enfants et de conférer à ses adeptes un autre baptême, celui de l'Esprit. Le mysticisme se trouve, en effet, à la base de l'anabaptisme. Ayant supprimé tout intermédiaire entre l'âme et Dieu à la façon de Luther, mais plus logiques et plus radicaux que lui, les anabaptistes rejetaient, comme toutes les autres autorités extérieures, celle de la Bible ; ils n'admettaient que la révélation intérieure faite par Dieu à chaque âme : d'où la voie ouverte aux « prophètes » qui, dans la communauté, vaticinent à volonté, annonçant la fin prochaine du monde et l'arrivée du règne de Dieu. Suivaient des conséquences politiques et sociales :

I. Anabaptistes. — JANSSEN, *L'Allemagne et la Réforme*, t. III (1521-25) et t. IV (1525-55). — E. MÜLLER, *Geschichte der Bernischen Täufer*, Frauenfeld, 1895. — P. BURCKARDT, *Die Basler Täufer*, Bâle, 1898. — G. TUMBULT, *Die Wiedertäufer ; Die sozialen und religiösen Bewegungen zur Zeit der Reformation*, Bielefeld et Leipzig, 1899. — A. BAUDRILLART, art. *Anabaptistes*, dans *Dict. Théol.* — P. BERNARD, art. *Anabaptistes*, dans *Dict. hist.*

puisque chacun pouvait agir sous l'action directe du Saint-Esprit, nul besoin de culte extérieur, ni de législation ecclésiastique. Plus d'inégalité entre les hommes tous disciples immédiats du Saint-Esprit ; la « fraternité » anabaptiste en communication directe avec l'Esprit était la seule société parfaite digne de subsister : à bas l'ancien régime fondé sur le principe d'autorité et sur les distinctions sociales, guerre au clergé et aux seigneurs ; que les « justes » et les « purs » instaurent un monde idéal, une cité céleste où tous les rangs seront confondus dans l'amour.

Un groupement anabaptiste se forma à **Zwickau**, en Saxe, sous la direction du drapier **Nicolas Storch** et du prédicant **Thomas Münzer**, qui s'étaient adjoints, à l'exemple du Christ, douze apôtres et soixante-douze disciples ; ils annonçaient le royaume du Christ réservé aux parfaits. Entre cet illuminisme et le luthéranisme que représentait, à Zwickau, Nicolas Hausmann, ami de l'hérésiarque, le heurt était inévitable ; après une conférence contradictoire, le conseil de la ville fit arrêter plusieurs membres de la fraternité. Mais Münzer et Storch parvinrent à s'échapper. Storch résolut de conquérir la citadelle même du luthéranisme, Wittemberg, où il se rendit, tandis que l'hérésiarque se trouvait encore à la Wartbourg (décembre 1521). Les théories anabaptistes ébranlèrent Mélancton, qui fut frappé par les extases des prophètes ; mais surtout elles trouvèrent un partisan enthousiaste dans le professeur **Carlostadt** ; d'accord avec les prophètes, il opéra à **Wittenberg** une véritable révolution anabaptiste : cessation de la messe, abolition des sacrements, brisement des images. Comprenant combien ce mouvement lui était opposé, et qu'il compromettait toute la Réforme par ses excès, Luther résolut d'intervenir : il quitte la Wartbourg et arrive le 6 mars 1522 à Wittemberg escorté de cavaliers armés ; huit jours durant, dans l'église de Tous-les-Saints, jonchée des débris des statues et des autels, il combattit avec une éloquence populaire irrésistible les anabaptistes contraints à s'enfuir.

Chassés de la Saxe, Thomas Münzer et Carlstadt allèrent porter leurs doctrines révolutionnaires en pays catholique. Münzer prêcha la révolte contre le clergé et la noblesse en

Souabe, en Thuringe et en Alsace (1523-24). Le chef de la communauté anabaptiste de Waldshut, **Balthasar Hubmaier**, fut le véritable organisateur du mouvement immense connu sous le nom de **guerre des paysans** ; il comprit bientôt 300.000 paysans divisés en détachements de 8 à 10.000 hommes. L'illuminisme révolutionnaire était accueilli d'autant mieux par ces malheureux qu'ils croyaient y voir le moyen de sortir de leur état misérable en détruisant couvents et châteaux : lutte sociale en même temps que lutte religieuse. Mais ces forces inorganisées ne pouvaient tenir contre l'armée des princes, qui s'étaient ligués à l'instigation de Georges de Saxe resté fervent catholique. En Souabe et en Franconie, Georges Trachsess de Waldburg défit complètement les paysans près de Böblingen (12 mai 1525) ; en Thuringe, les forces commandées par Thomas Münzer subirent la défaite décisive de **Frankenhausen** (15 mai 1525) ; Münzer capturé mourut repentant. La révolte avait occasionné des ravages épouvantables : plus de 100.000 morts, plus de 1.000 couvents et châteaux incendiés. La répression fut terrible : plus de 5.000 anabaptistes furent exécutés en quelques années.

Cependant, l'anabaptisme survécut, notamment aux Pays-Bas, où le répandit un disciple de Münzer, **Melchior Hoffmann**, qui, après une tentative infructueuse à Strasbourg, était venu s'établir à Emdem, d'où son prosélytisme gagna Amsterdam, Harlem et Leyde ; il prônait toutefois un anabaptisme résigné, mais bientôt, l'un de ses disciples, le boulanger **Jean Matthys**, de Harlem, prêcha à nouveau la guerre sainte pour l'édification de la Jérusalem nouvelle ; en 1534, il occasionna un soulèvement à Amsterdam. Cependant, contre les novateurs, la justice expéditive de la régente Marie de Hongrie décrétait impitoyablement la mort. Quittant les Pays-Bas, Matthys et son collaborateur, **Jean de Leyde**, s'enfuirent à **Münster**, en Westphalie (1533).

Là, un fort mouvement anabaptiste se dessinait sous la direction du bourgeois Bernard Knipperdoling et du chapelain Bernard Rothman. Le 28 janvier 1534, la révolution éclate, marquée par un affreux iconoclasme ; on établit la communauté des biens et sept diacres sont chargés de la

gérance. Après que Jean Matthys eut péri dans une folle sortie, Jean de Leyde établit un gouvernement de douze juges, et lui-même fut proclamé roi de toute la terre. Tandis qu'à Münster se déroulaient des scènes inouïes de férocité et de luxure, Jean de Leyde envoyait vingt-sept apôtres porter la prédication par toute la terre : ainsi, une nouvelle révolution anabaptiste menaçait l'Allemagne du Nord. Alors, les archevêques de Cologne, de Trèves et de Mayence, l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse se liguèrent pour un grand effort : le 25 juin 1535, Münster fut prise, Jean de Leyde et Knipperdolling mis à mort, des représailles terribles exercées. Il ne survécut qu'un anabaptisme purement religieux, sans ambitions terrestres.

II. Les Eglises d'Etat : le protestantisme. — Effrayé de la révolution, Luther avait d'abord publié en avril 1525 une *Exhortation à la paix* ; mais il continuait à regarder l'anabaptisme comme l'ennemi du luthéranisme ; quand il vit la victoire tourner du côté des princes, il écrivit son livre *Contre les hordes homicides et pillardes des paysans* : « Sabrez, frappez, disait-il, égorgez tant que vous pourrez. » Il y laissait entrevoir son idéal politique, lorsqu'il concluait : « L'âne veut recevoir des coups, et le peuple doit être gouverné par la force. » De fait, voyant quels abus on faisait de la liberté nouvelle, il devenait partisan d'une religion d'Etat. Son ami, le prédicant Hausman, avait proposé au nouvel électeur de Saxe, Jean le Persévérant, qu'il s'arrogeât l'administration religieuse de l'Electorat, à l'exemple des rois d'Israël ; Luther approuva ce projet. Aussi, dès 1526, on vit l'Electeur organiser en Saxe une visite des églises telle qu'en faisaient autrefois les évêques ; Mélanchton rédigea pour les inquisiteurs une instruction détaillée : les curés papistes devaient être déposés, ceux qui admettaient « quelque erreur dans la foi soit au sujet du Saint-Sacrement, soit sur le Baptême (Zwingliens et Anabaptistes), on les avertirait de sortir au plus tôt du pays sous peine d'être punis très sévèrement ». Par ailleurs, l'obéissance passive des sujets à l'égard des pouvoirs était requise, « même s'ils se montraient durs et exigeants ». On aboutissait ainsi à une véri-

table Eglise d'Etat, basée sur le droit divin du prince en sorte que celui-ci deviendrait « l'évêque suprême du pays, un pape localisé ».

A cette réforme étatiste deux princes s'étaient ralliés les premiers : l'Electeur Jean de Saxe (1525-32) et le landgrave **Philippe de Hesse**. Celui-ci jeta à Torgau les bases d'une alliance politique englobant presque toute l'Allemagne réformée ; ainsi groupé, combien le parti novateur ne serait-il pas puissant en face d'un parti catholique dont le chef, l'empereur, absent d'Allemagne depuis le printemps de 1522 jusqu'à mars 1530, était absorbé par les difficultés italiennes. Aussi fallut-il tolérer l'existence de ce mouvement, qui ne cessa de progresser : en 1526, la **diète de Spire** laissa à chaque prince la liberté de vivre et de se comporter dans la question de l'édit de Worms « comme il croirait pouvoir en répondre devant Dieu et devant Leurs Majestés ». C'était une sorte de blanc-seing donné pour l'organisation des églises provinciales par l'autorité impériale impuissante.

Le mouvement gagna rapidement, marqué par les sécularisations. En Prusse, le grand maître de l'Ordre teutonique, Albert de Brandebourg, donne l'exemple ; les grands centres tels que Magdebourg, Brunswick, Brême, Lubeck, suivent ses traces. Aussi, lorsqu'en 1529, une **seconde diète de Spire** voulut arrêter le mouvement en interdisant désormais l'établissement des Eglises d'Etat là où il n'était pas encore consommé, et en autorisant le catholicisme à survivre là même où il était consommé, on vit protester comme chefs de la religion nouvelle les princes réformateurs, l'Electeur de Saxe, le landgrave de Hesse, les margraves d'Anhalt et de Brandebourg avec quatorze villes importantes, notamment Strasbourg, Ulm et Nuremberg : d'où le nom de protestants donné aux Réformés. Ils formaient dans l'Empire un parti prêt à combattre l'Empereur : la véritable scission du peuple allemand date de Spire. On voit donc jusqu'à quel point le passage du Luthéranisme au protestantisme fut funeste à l'unité allemande : désormais, les princes étrangers — notamment les Valois — trouveront à l'intérieur même du pays des alliés contre l'Empereur.

Cependant, au premier moment, Luther s'effrayait d'une

telle rupture politique. Après avoir reçu la couronne impériale des mains de Clément VII, à Bologne (24 février 1530), croyant possible la réconciliation, Charles Quint se proposa de réunir, à **Augsbourg** une diète où l'on prêterait « une oreille charitable à l'opinion de chacun ». A cette assemblée, où Luther banni ne pouvait paraître, son ami, le doux Melancton, se fit le porte-voix du parti de la réconciliation. Le 25 juin, devant la diète, il lut la fameuse *Confession dite d'Augsbourg* (*confessio Augustana*), où il exposait les dogmes nouveaux sous une forme adoucie, passant beaucoup de choses sous silence, en effleurant légèrement beaucoup d'autres, acceptant même l'autorité des évêques. D'après lui, le désaccord existait surtout au sujet de certains abus qu'il dénonçait dans la seconde partie de la *Confession* : suppression de la communion sous les deux espèces, messe privée, confession auriculaire, célibat ecclésiastique et vœux monastiques, tyrannie des consciences. La *Confession d'Augsbourg* portait la signature de sept princes et de deux villes d'Empire. Après six semaines d'examen, les théologiens catholiques, parmi lesquels se trouvait Jean Eck, refusèrent d'y adhérer. Melancton paraissait disposé à faire des concessions, mais Luther s'y opposa.

Le 19 novembre 1530, un décret impérial ordonna la stricte application de l'édit de Worms : on rétablirait partout l'autorité épiscopale et on restituerait les domaines ecclésiastiques confisqués. A cette mise en demeure, les princes protestants répondirent, un mois plus tard, en formant la **ligue de Smalkade** : la Hesse, la Saxe, plusieurs princes secondaires, les villes de Magdebourg et de Brême en firent d'abord partie ; d'autres cités importantes s'y rallièrent bientôt, notamment Strasbourg et Constance. Philippe de Hesse en était l'âme. Dès le printemps 1532, la Saxe et la Hesse pensèrent à s'appuyer sur l'alliance française. Ainsi, le protestantisme devenait-il de plus en plus un parti politique où dominait l'élément princier. Menacé par le sultan Soliman, Charles Quint dut composer avec les protestants : la **paix de Nuremberg (1532)** décida que, jusqu'au prochain concile, ou du moins jusqu'à la prochaine diète, les dissidents ne seraient pas inquiétés. Dix ans durant, absorbé par

les guerres de France et d'Italie, Charles Quint ne pourra intervenir, et ce nouveau délai imparti au protestantisme lui permettra de grandir encore.

Outre l'Electorat de Saxe et la Hesse, forteresses premières du protestantisme d'Etat, voici quelles étaient alors les principales provinces réformées : 1° Au sud, le Wurtemberg passa au protestantisme quand le landgrave Philippe de Hesse, vainqueur de l'Autriche à Laufen sur le Neckar (1534), eut obtenu, par la paix de Cadan, la restitution du pays à l'ancien duc Ulrick, jadis déposé pour mauvaise administration ; celui-ci soutint la Réforme, notamment en réorganisant l'Université de Tubingen, qui devint un des centres intellectuels du protestantisme. Nombre de seigneurs et de villes à l'entour se rallièrent au mouvement, notamment Augsbourg. 2° Quand Georges de Saxe, adversaire résolu de Luther, mourut en 1539, son frère, Henri, qui lui succéda, organisa dans ses domaines l'Eglise d'Etat. 3° Au nord, **Albert de Prusse**, grand maître de l'Ordre Teuto-nique, avait fait, dès 1523, la connaissance d'Osiander et de Luther, qui lui conseilla « de jeter de côté la sotte et folle règle de son ordre, de se marier et de transformer la Prusse en duché héréditaire » ; dans une lettre publique, il invita aussi les chevaliers à se marier. L'ordre était alors en pleine décadence ; avec la complicité d'Albert, Erhard de Ques, évêque de Poméranie, et Polenz, évêque de Samland, favorisèrent la propagation des idées nouvelles. Quand Rome voulut conjurer le péril en déposant Albert, celui-ci s'entendit avec le roi Sigismond pour transformer le pays de l'ordre en fief de la Pologne ¹. Dès lors, Albert, qui avait épousé Dorothée de Pologne, protestantisa systématiquement le pays : confisquant les biens ecclésiastiques, supprimant les pèlerinages, etc. Son règne fut troublé par d'après disputes théologiques : dans l'Université de Kœnisberg, qu'il fonda en 1544, Osiander s'éleva contre la doctrine de Mélanchton sur la justification ; son gendre, Funke, recueillit ensuite son influence ; mais, appelée à intervenir, la Pologne enverra à

1. Depuis 1466, les chevaliers teutoniques étaient déjà dépendants de la Pologne.

Kœnigsberg une commission qui se prononcera contre Funke et imposera à Albert de nouveaux conseillers. Il mourra dans la tristesse ; sa postérité s'éteindra avec son fils Albert Frédéric en 1618, et le duché de Prusse passera aux électeurs de Brandebourg qui prendront plus tard le titre de roi de Prusse. En effet, la marche de Brandebourg avait été livrée à l'hérésie par le prince électeur **Joachim III** (1540) : il confisqua à son profit les biens ecclésiastiques, et pour ne pas épouvanter le peuple on garda la plupart des cérémonies anciennes. Plus haut, l'archevêque Guillaume, margrave de la même maison livrait son archidiocèse de Riga à la réforme : de même, dès 1534, les ducs Philippe et Barnim de Poméranie.

4° A l'Ouest, François de Waldeck, chef des diocèses de Münster, Minden et Osnabruck laisse la réforme pénétrer dans ses Etats. A Cologne même, l'archevêque Hermann, comte de Wied, avait publié un plan de réforme dressé par Bucer et Mélanchton, mais l'opposition des chanoines et la déposition de l'archevêque apostat en empêchèrent l'application.

III. Charles-Quint et le protestantisme : la paix d'Augsbourg (1555). — Cependant, Charles-Quint s'employait à la paix. « Il n'avait jamais compris la portée de la scission qui s'était produite, ni la gravité de la révolution religieuse à laquelle il assistait. Granvelle, Waves et Lund, ses trois mauvais génies, s'efforçaient de lui persuader qu'il pourrait aisément venir à bout des réfractaires au moyen de conférences, bien que l'inefficacité de semblables remèdes fût depuis longtemps prouvée. Ces trois funestes conseillers le poussèrent à assumer dans les choses religieuses un pouvoir qui ne lui appartenait pas » (J. Janssen). Après les colloques de Haguenau et de Worms (1540), on rédigea à la **diète de Ratisbonne** (1541) un formulaire qui sous des expressions vagues présentait sur le péché originel, le libre arbitre et la justification une doctrine semi-catholique et semi-protestante ; d'autre part, chacun des partis devait accepter l'ancien armistice de Nuremberg. Mais cet Intérim ne fut point adopté avec sincérité ; seule la nécessité de com-

battre les Turcs fit que l'année suivante l'empereur prorogea l'armistice pour une durée de cinq ans. Devant l'inutilité des efforts conciliants et les progrès du protestantisme, Charles songeait à la guerre, d'autant plus que le traité de Crespy signé avec François I^{er} (1544) le débarrassait de ses plus grandes préoccupations extérieures.



LUTHER MORT

(De l'atelier de Cranach)

Sur ces entrefaites, un événement scandaleux ébranla l'union des princes protestants. Le landgrave Philippe de Hesse, chef véritable de la ligue de Smalkade qui vivait dans l'adultère voulut prendre pour seconde épouse, Marguerite de la Sale, demoiselle d'honneur de sa sœur ; il consulta Luther qui conclut en permettant la bigamie secrète. Le mariage fut célébré le 4 mars 1540 en présence de Bucer et de Mélanchton. Il ne tarda pas à être connu au grand scandale de l'Allemagne d'autant plus qu'en vertu d'une casuis-

tique large Luther voulut en vain nier son consentement : « Ce qui est un oui secret, disait-il, ne serait être un oui public ; sans cela les mots secret et public seraient synonymes ». Ce scandale provoqua une discorde momentanée entre les alliés de Smalkade. D'autre part, Charles-Quint gagnait à lui l'ambitieux Maurice, cadet de la maison de Saxe, auquel il promettait la dignité électorale et une partie du territoire de son cousin. Au moment où mourait Luther (18 février 1546), la guerre éclatait. Elle tourna à l'avantage de l'Empereur : à Ingolstadt, ses troupes vainquirent Jean Frédéric de Saxe et Philippe de Hesse : toute l'Allemagne du Sud et de l'Ouest fit sa soumission ; une seconde victoire remportée à **Mühlberg** (24 avril 1547) sur Jean Frédéric qui fut fait prisonnier mit les villes de l'Allemagne septentrionale aux pieds de l'Empereur.

Les princes vaincus durent accepter l'**Intérim d'Augsbourg** : deux théologiens médiateurs, Jules Pfug, évêque de Naumbourg et Michel Helling, évêque suffragant de Mayence rédigèrent une confession de foi qui, conforme en ses points essentiels à la doctrine catholique, se rapprochait de la théologie luthérienne en ce qui concerne la justification, bien qu'à pareille date le concile de Trente se fût déjà prononcé sur ce point ; d'autre part, on concédait « le calice laïque » et le mariage des prêtres. En cédant sur quelques points, Jules Pfug, disciple d'Erasme, s'imaginait triompher des résistances protestantes. En fait, l'Intérim n'eut pas grand succès : il froissait les catholiques par ses concessions, les protestants par ses exigences ; dans le Nord, la plupart des villes n'en tinrent aucun compte. Bien qu'il eût obtenu pour la Saxe des conditions spéciales formulées dans l'Intérim de Leipzig, **Maurice de Saxe**, mécontent de l'Empereur et soucieux de se concilier les protestants, envahit soudain le Tyrol où se trouvait Charles-Quint ; celui-ci n'eut que le temps de s'enfuir par le défilé du Brenner (19 mai 1552).

Lors des négociations ouvertes à Passau, on résolut la tenue d'une diète qui réglerait la question religieuse. Elle se réunit à **Augsbourg** en 1555 et consacra officiellement les Eglises d'Etat. Selon l'axiome nouveau « *cujus regio, ejus religio* », on reconnaissait aux princes luthériens le libre

exercice de leur culte à l'exclusion de tout autre ; la juridiction ecclésiastique était supprimée dans leurs domaines et ils pouvaient garder les biens sécularisés avant 1552 ; les individus n'auraient que le droit d'émigrer s'ils ne voulaient pas suivre la confession adoptée par le prince. Ainsi l'unité de l'Empire était-elle définitivement brisée : un *corpus catholicorum* et un *corpus evangelicorum* se formèrent dans lesquels entrèrent les divers Etats. Une seule clause juste fut édictée : le *reservatum* ecclésiastique d'après lequel les clercs cessant d'être catholiques devaient abandonner leurs fonctions et leurs domaines ; mais contesté par les protestants, le *reservatum* prêta à de nombreuses dissensions.

Regardés comme transitoires par les catholiques et les protestants, les articles d'Augsbourg devaient pourtant régler la situation de l'Allemagne jusqu'à la guerre de Trente-Ans. Cette paix consacre la victoire du protestantisme princier sur l'Empire qui ne pouvait plus désormais prétendre en Allemagne qu'à une souveraineté nominale. On ne peut que blâmer la politique de Charles-Quint qui par son libéralisme religieux et le système des diètes crut amener sans le pape un accord pourtant impossible entre catholiques et protestants ; sa seule excuse réside dans les difficultés extérieures qui le paralysèrent le plus souvent. Abandonnant l'Espagne et les Pays-Bas à son fils Philippe II, recommandant aux Etats son frère Ferdinand pour lui succéder à l'Empire (1556), il se retira en Espagne au monastère de Saint-Yuste où il mourut pieusement en 1558.

CHAPITRE II

HISTOIRE INTERIEURE DU PROTESTANTISME ALLEMAND

I. **La situation morale.** — Quel fut le bilan du protestantisme ? Le dogme essentiel du luthéranisme est immoral en soi : la justification par la foi seule doit conclure à l'inutilité des œuvres, la privation du libre arbitre implique l'im-

possibilité d'être vertueux. Aussi Luther croit-il la virginité impossible à garder, et il regarde le mariage comme une nécessité physique, acte purement animal sans rien de sacramentel. Il combattit donc avec acharnement les vœux monastiques, et l'on sait qu'il épousa en 1525 une cistercienne défroquée, Catherine de Bora. Il avouait pourtant : « Je me suis rendu si vil et si méprisable par ces noces que j'espère que tous les anges riront et que tous les démons pleureront. » Il s'adonnait, d'ailleurs, à la boisson, et, selon ses propres expressions, « dévorait comme un bohème et buvait comme un teuton ». Les effets de sa doctrine sur ses contemporains furent non moins pitoyables. « La licence et tous les genres de vices, déclarait-il, sont dans toutes les conditions portés bien plus loin aujourd'hui qu'ils ne le furent jamais sous le papisme. » Et il constatait que les Réformés s'appuyaient sur sa propre doctrine pour vivre mal : « Si ce n'est point par les œuvres qu'on se sauve, disent-ils, pourquoi m'imposerais-je des privations ? En présence de tels résultats, Luther désespérait : « Si j'avais à recommencer, disait-il, je laisserais sous le gouvernement du pape^{II} la multitude du peuple ; car ces gens ne s'amendent point avec l'Evangile et ne font qu'abuser de la liberté qu'on leur donne. »

II. L'Interprétation du dogme luthérien. — Parmi les théologiens protestants, deux tendances se firent jour : l'une se rapprochant de l'orthodoxie et s'essayant à minimiser le dogme luthérien en vue d'en éviter les conséquences immorales, l'autre radicale et intraitable.

I. Luttres dogmatiques entre protestants. — KARVERAU, *Johann Agricola*, Berlin, 1881. — A. BAUDRILLART, art. *Agricola*, dans *Diet. Théol.* — G. BAREILLE, art. *Flacius Illyrieus*, dans *Diet. Théol.*

II. Pourtant la haine du pape est un autre trait saillant du Luthéranisme. « Personne ne peut parvenir au salut, disait-il, s'il n'attaque de toutes ses forces les mandements du Pape » ; et il le traitait « d'Antechrist, de scélérat, de satan, d'homme diabolique ». En péril de mort, il légua à ses amis cette recommandation forcée : *Impleat vos Dominus odio papæ* (1537). Son dernier écrit s'intitulera : *Contre la papauté fondée à Rome par le diable* (1545), et la veille même de sa mort il écrira le vers suivant : *Pestis eram vivus, moriens ero mors tua papa*.

A cette dernière, il faut rattacher le nom de **Jean Agricola**. Lorsque Mélanchton, dans ses articles sur la visite des églises (1527), recommanda de prêcher non seulement la foi, mais le repentir qui doit la précéder et la pratique du Décalogue, Agricola objecta que c'était porter atteinte à la doctrine capitale de la justification par la foi seule. A la conférence de Torgau (1527), Luther parvint à obtenir d'Agricola certains adoucissements. Mais la controverse reprit bientôt : en 1538, Luther publiait contre son adversaire cinq dissertations où il qualifiait d'**antinomisme** les doctrines d'Agricola ; mais il lui était difficile de confondre un théologien qui ne faisait que développer les conséquences logiques de ses propres théories. Luther eut alors recours au pouvoir séculier, et Agricola dut s'exiler à Berlin. En 1548, il intervint pour la rédaction des intérimis d'Augsbourg et de Leipzig, où il combattit les théories atténuées de Mélanchton. En 1559, celui-ci donna la réplique à son *Livre de Réfutation*, en affirmant « que les bonnes œuvres sont nécessaires au salut, qu'une nouvelle obéissance est nécessaire et due, que ces principes doivent être soutenus contre les antinomes ».

Mélanchton, en effet, représentait un parti de conciliation qui, volontiers, fût entré en pourparlers avec les catholiques. D'une part, il voulait qu'en matière disciplinaire sur les choses indifférentes (*adiaphora*) ou moyennes, on s'en tint à l'Intérim d'Augsbourg (**adiaphorisme**) ; d'autre part, à l'opposé des antinomes, il tentait de réhabiliter le libre arbitre en affirmant la coopération de la volonté humaine avec la grâce dans l'œuvre du salut : d'où le nom de **synergisme** ou coopérationisme donné à son système. Mais ce parti modéré fut attaqué par les luthériens purs Amsdorf et surtout **Flacius Illyricus**, qui instaura à Magdebourg la chaire de Dieu, *der Kanzel Gottes*, en opposition à Wittemberg, devenue depuis la mort de Luther le siège des moyenneurs, des adiaphorites. Lorsqu'en 1550, un professeur de Leipzig, Jean Pfeffinger, recommença à soutenir que la volonté de l'homme doit nécessairement coopérer à sa conversion, Flacius le combattit en affirmant que la volonté est inerte, aussi incapable de tout bon sentiment qu'une pierre ou

qu'une buche. Les amis de Flacius, Stoessel, Musaeus et Merlin, publièrent, en 1558, la *Confutationsbuch*, où le synergisme était copieusement réfuté, et Jean Frédéric de Saxe imposa ce livre dans ses Etats comme le formulaire définitif de la foi. Mais, dans la discussion de Weimar, le synergiste Striegel amena Flacius à déclarer que le péché originel est la substance même de l'âme, ce qui causa sa destitution par l'Electeur de Saxe. Dans sa *Clavis Scripturæ sacræ*, Flacius reprit encore cette thèse : d'où le nom de substantialistes donné à ses partisans.

Plus hardi que les synergistes, **Osiander** affirma que la justice s'opérait par l'habitation de Dieu dans l'âme qu'il sanctifie : « La justification, disait-il, consiste en ce que Dieu demeure dans l'âme, et non pas simplement en ce qu'il ne demande pas compte au pécheur de ses fautes. » D'une telle doctrine découlaient des devoirs stricts et un certain rigorisme : ainsi fallait-il requérir l'absolution personnelle, l'absolution continue n'étant bonne que « pour les hommes de sac et de corde. » Professeur à l'Université de Königsberg, Osiander vit se lever contre lui des ennemis acharnés, notamment ses deux collègues Merlin et Chemnitz : protégé par Albert de Prusse, Osiander l'emporta et fit exiler Merlin. Plus tard, celui-ci parvint à se venger sur Funke, disciple d'Osiander, qui fut condamné à mort : en opposition à la doctrine d'Osiander, il rédigea, avec Chemnitz, le livre symbolique des protestants de la Prusse, *Expositio corporis doctrinæ Prutenicæ*.

III. **Le problème sacramentaire.** — La question de l'Eucharistie fut chez les premiers protestants, plus irritante encore que celle du libre arbitre et de la justification. N'osant se dérober à la force des paroles de l'institution, Luther acceptait le dogme de la présence réelle : d'après la confession d'Augsbourg, « les Eglises enseignent que le corps et le sang du Christ sont vraiment présents dans la Cène du Seigneur et qu'ils sont distribués aux communicants » (art. 10). Partisan d'une religion toute invisible, **Carlostad** affirma le premier que l'Eucharistie n'est qu'un pur symbole, et après lui la présence réelle contredit le dogme de l'

justification par la foi seule ; elle n'est qu'une illusion dangereuse qui invite les âmes simples à chercher le pardon de leurs péchés non dans la foi, mais dans un acte extérieur ; elle n'apporte rien qu'on n'eût déjà obtenu par la foi » ; et pour se dérober au texte de l'Institution, Carlostadt prônait cette misérable explication qu'en disant « ceci est mon corps », le Christ avait désigné d'un geste sa propre personne. En Suisse, Zwingle et Æcolampade nièrent également la présence réelle : ils ne voyaient dans l'Eucharistie qu'un symbole destiné à raviver la foi : le pain représentait le Christ immolé, et le vin son sang répandu. Aussi dès 1524, Zwingle donnait-il son adhésion à la théologie de Carlostadt.

Les sacramentaires allaient, dès lors, s'opposer violemment à Luther. En 1529, dans une conférence tenue à Marbourg entre Luthériens et Zwingliens on put s'entendre sur tous les points, excepté la présence réelle. Luther l'y défendit, mais en niant la transsubstantiation, et en soutenant l'impanation d'après laquelle le pain et le vin subsistent en même temps que le corps de Jésus-Christ. Les discussions furent particulièrement vives entre 1536 et 1540. Partisan d'un compromis, Bucer négocia la formule dite *Concorde de Wiltemberg* (25 mai 1536) où la présence réelle est implicitement reconnue, et pour marquer la sincérité de la réconciliation on célébra la cène en commun. Cependant, craignant que les Suisses n'acceptassent pas une formule qui trahissait le symbolisme zwinglien, **Bucer** leur en rédigea une interprétation subtile qui ne contenait pas un seul mot contraire à leur croyance ; quand Bucer présenta cette lettre aux Etats de Smalkalde en 1537, Luther l'approuva. En 1540, dans la réédition de la confession d'Augsbourg, Mélanchton changera la formule relative à l'Eucharistie de manière à laisser la question en suspens. Ainsi ne s'entendait-on qu'à force d'équivoques, et la formule imaginée par Bucer essayait d'exprimer à la fois la présence réelle chère à Luther et le symbolisme zwinglien : « Le Seigneur, disait-il, donne véritablement son vrai corps à manger et son vrai sang à boire comme nourriture des âmes pour la vie éternelle ». Pourtant après qu'il eut proposé à la diète de Ratisbonne

en 1541 des définitions équivoques, Luther le traita « de faux-frère, pareil à Judas ». L'opinion vraiment moyenne était proposée alors par Calvin dans son *Traité de la Cène* (voir infra).

CHAPITRE IV

LE ZWINGLIANISME

Fils cadet d'un magistrat du territoire de Saint-Gall, élevé par les soins d'un de ses oncles, riche ecclésiastique qui lui destinait ses prébendes, **Ulrich Zwingle** (Zwingli) fit ses études aux universités de Berne, Bâle et Vienne. Prêtre en 1504, il devint curé de Glaris, puis prédicateur à Einsiedeln, célèbre lieu de pèlerinage entre le lac des Quatre-Cantons et celui de Zurich. Le bruit de son éloquence parvint jusqu'à Zurich où il fut appelé en 1518 comme prédicateur de la principale église ; sa réputation s'affermir par suite de la campagne qu'il fit pour obtenir de ses compatriotes qu'ils renonçassent au service étranger, cause profonde de luxe, d'ambition et de corruption ; cet apostolat fut couronné de succès. Mais en même temps on le voit s'élever contre un collecteur d'indulgences, le moine italien Samson ; sa révolte est proche.

I. La théorie de Zwingle. — D'après Zwingle, l'homme déchu depuis la faute d'Adam est la proie du péché ; privé du libre arbitre et incapable de vouloir, il est à la merci de Dieu qui fait tout en lui, le mal comme le bien : ainsi faut-il aboutir à un fatalisme panthéiste. « Tout est en Dieu, dit Zwingle, tout ce qui existe est Dieu même, et rien n'existe qui ne soit Dieu. Le Seigneur fait miséricorde à qui il veut, il endureit le cœur de qui il veut. Il n'y a qu'une seule chose au monde : cette invincible volonté de Dieu ». Aussi,

I. Zwingle. — L. VULLIEMIN, *Hist. de la confédération suisse*, Lausanne, 1879. — BACHOFEN, *Essai sur l'ecclésiologie de Zwingle*, Genève, 1890 (prof.). — A. LANG, *Zwingle und Calvin*, Leipzig, 1913. — IMBAUT DE LA TOUR, *Les origines de la réforme*, t. III.

landis que Luther, mettant toute l'essence de la Réforme dans sa doctrine de la justification ne se servait du principe scripturaire que comme d'une « nécessité polémique », Zwingle, attaché à la volonté divine, se fie uniquement à l'Ecriture qui la manifeste, et, balayant toutes les traditions n'admet que ce que l'Ecriture a prescrit, ce que le Christ a réglé lui-même. Ainsi aboutit-il à faire table rase de tout le passé : plus de statues, plus d'images, plus d'autel ; rien qu'une simple lecture de la Bible et un sermon suivi de la distribution de la Cène. Par là le zwinglianisme voisinait avec l'anabaptisme, et ainsi s'expliquent les violences inouïes qui dès le début marquèrent la révolte de Zwingle.

II. L'iconoclasme zwinglien. — A l'occasion d'une condamnation infligée à un prêtre qui avait parlé contre le culte des saints, Zwingle provoqua à une conférence contradictoire le docteur Faber, administrateur de l'évêché, et le Conseil lui donna raison (29 janvier 1523) ; il eut une seconde discussion sur la messe et le culte des images avec le moine Schmidt, de l'ordre de saint Jean, et son succès fut tel que des scènes d'iconoclasme éclatèrent bientôt. Après avoir voulu contenir ce mouvement révolutionnaire par lui déchaîné, Zwingle l'encouragea. Les riches églises de **Zurich** furent systématiquement pillées ; « si nous laissons vivre l'armée du pape, disait Zwingle, il pourra toujours espérer regagner un jour ses avantages ; mais lorsque nous aurons brisé ses idoles et dispersé ses revenus, sa force tombera ». La Réforme se répandit rapidement. A **Berne**, l'aristocratie conservatrice dut céder devant la bourgeoisie entachée des idées nouvelles ; en janvier 1528, les prédicants zurichois furent introduits dans la ville, et le 7 février le gouvernement ordonna de fondre le trésor des églises et de substituer le prêche à la messe. A **Bâle**, les évangéliques s'emparèrent par la force de l'Arsenal et firent décréter par le sénat l'abolition de la messe : Écolampade s'y érigea en maître tandis qu'Erasme s'enfuyait avec dégoût. A **Saint-Gall**, la magnifique église de l'abbaye fut saccagée. Une partie de Glaris et des Grisons adhéra aussi à la réforme.

III. **La victoire des cantons catholiques.** — Cependant sur les treize cantons, sept demeuraient fidèles à l'ancienne foi : Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald, Zug, Soleure, Fribourg. C'étaient surtout les *cantons primitifs*, qui situés dans les Alpes autour du lac des Quatre-Cantons avaient conservé des mœurs simples et un clergé intègre. Comme dans les diètes on votait par cantons, la majorité fédérale restait donc aux catholiques. Entre la minorité protestante qui possédait les villes riches et la majorité catholique, le conflit devenait inévitable. Il se produisit à propos des « bailliages communs », c'est-à-dire des territoires conquis en commun par les confédérés et administrés par des baillis appartenant à tour de rôle à chacun des cantons souverains.

D'ailleurs, tandis que les Bernois croyaient possible de maintenir, malgré les divergences religieuses, une entente politique entre les cantons, par fanatisme religieux Zwingle voulait la guerre. A cet effet, aidé par un conseil secret qui lui était tout dévoué, il conclut une alliance séparée de Zurich avec les cantons réformés et la ville allemande de Constance ; les cantons catholiques y répondirent en avril 1529 par une alliance avec l'Autriche pour la sauvegarde de « l'ancienne et seule véritable foi ». De cet accord avec une puissance étrangère, Zwingle fit un *casus belli*, et déjà il marchait à la tête des Zurichois contre les petits cantons catholiques quand, au nom de la vieille confraternité d'armes, le chef du gouvernement de Glaris, Aebli, s'interposa. La **paix de Cappel** (25 juin 1529) reposait somme toute sur le principe *cujus regio ejus religio* : souverain en matière religieuse chaque canton pouvait chasser les dissidents ; de même, dans les bailliages communs chaque paroisse choisissait sa confession à la majorité, et la minorité n'avait d'autre ressource que d'aller s'établir sur une autre paroisse.

Cependant. Zwingle persiste dans ses vues guerrières ; il essaie même de contracter alliance avec les princes protestants de la ligue de Smalkalde. Se sentant menacés, les cantons catholiques entrent en campagne ; à **Cappel**, entre les lacs de Zurich et de Zug, ils battent l'armée des Zurichois ; Zwingle et 7 autres prédicants se trouvent parmi les morts.

Les Zurichois durent signer la seconde paix de Cappel d'après laquelle ils s'engageaient à laisser les cantons catholiques vivre « dans leur vraie et indubitable foi chrétienne ». Dans les bailliages communs situés en bordure des cantons catholiques, l'ancienne foi était rétablie, et l'on admit d'ailleurs que si une paroisse voulait revenir au catholicisme elle pourrait le faire. Berne conclut bientôt avec les catholiques une paix séparée identique.

Cette situation créait deux Suisses, l'une catholique, l'autre réformée : chaque confession eut ses diètes séparées plus fréquentes que les diètes générales ; quant à la Suisse, en tant que confédération elle sera réputée neutre par les Etats européens. Saint Charles Borromée s'occupera spécialement des Suisses catholiques pour qui il fondera un collège à Milan, et auxquels il fera attribuer à Lucerne une nonciature permanente ; les sept cantons catholiques formeront entre eux une **Ligue Borromée** ou Ligue d'Or d'après laquelle ils doivent se prêter appui pour la défense de leur foi.

CHAPITRE IV

LES ORIGINES DE LA REFORME EN FRANCE

1. **Les fabristes et le cénacle de Meaux.** — Ni Luther trop « national » pour avoir en France une influence durable, ni Erasme trop aristocrate pour accéder aux masses, ne pouvaient influencer profondément l'Eglise de France. Le chef

1. **Humanisme et réforme en France avant Calvin.** — Sources : HERMINJARD, *Correspondance des réformateurs de langue française* (1512-43), 8 vol. — TH. DE BÈZE, *Histoire ecclésiastique des églises réformées au royaume de France*, éd. Beaune et Cunitz, 3 vol., 1883-89. — J. CRESPIN, *Histoire des martyrs persécutés pour la vérité de l'Evangile*, 1608. — Travaux : HAAG, *La France protestante*, 8 vol., éd. Bordier, 1877-92. — F. BUISSON, *Sébastien Castellion* (1515-63), 1891. — A. LEFRANC, *Les idées religieuses de Marguerite de Navarre*, 1898. — P. CARON, *Noël Bèda*, 1896. — IMBART DE LA TOUR, *Les origines de la réforme*, t. III. — ET. GIRAN, *Sébastien Castellion*, 1914. — A. RENAUDET, *Préréforme et humanisme à Paris pendant les premières guerres d'Italie* (1494-1517), 1916. — E. AMANN, *art. Lefèvre d'Étaples* dans *Dict. Théol.*

du mouvement réformateur français fut d'abord l'humaniste **Lefèvre d'Étaples**. Après avoir travaillé Aristote et Platon, ce maître ès arts s'adonna tout entier à l'étude de l'Écriture selon les méthodes de la critique nouvelle : en 1509 il éditait le Psautier et en 1512 saint Paul. Il rêvait d'une rénovation chrétienne par la Bible ; très influent, il groupa autour de lui une élite de travailleurs : l'hébraïsant Vatable, Guillaume Budé, Gérard Roussel, Farel, Clichtove. Il se forma ainsi une école, celle des « fabristes » ; elle trouva un protecteur dans **Briçonnet** qui après avoir réformé son abbaye de Saint-Germain-des-Prés fut nommé à l'évêché de Meaux en 1516. Il s'y installa comme dans un quartier général d'où le renouveau religieux s'étendrait à toute la France ; aussi appela-t-il auprès de lui les principaux fabristes, Gérard Roussel, Vatable et surtout Lefèvre d'Étaples qu'il s'associa comme vicaire général.

La renaissance religieuse n'était pour Lefèvre « ni une réforme dogmatique, ni une réforme intellectuelle, mais une rénovation intérieure, individuelle : la pénétration de l'Évangile dans les âmes. Vulgariser les Livres Saints, en esquisser pour l'élite une interprétation spirituelle, en traduire pour les simples le texte authentique, mettre ainsi les âmes en contact direct avec la parole de Dieu, c'est à quoi va tendre l'effort de l'école de Meaux entre 1521 et 1524 » (Imbart de la Tour). Pour l'élite, Lefèvre publia en juin 1522 les *Commentarii initiatorii* où sur un texte critique repose une interprétation large et symbolique ; pour la masse, il traduit les Évangiles, les Actes, l'Apocalypse (1523), version bientôt répandue dans toute la France ; enfin à l'usage des pasteurs, Lefèvre et ses amis rédigent *les Epîtres et Évangiles pour les cinquante et deux semaines de l'an*, véritable manuel de prédication présentant simplifié et en raccourci l'enseignement des commentaires. Très généreux, un tel mouvement restait paisible : il ne s'attaquait point comme Erasme au clergé et aux ordres religieux ; il ne se compromettait pas davantage avec le luthéranisme, et prônait les œuvres ; tout au plus, pouvait-on reprocher à Lefèvre quelques incorrections relatives au culte des saints qu'il trouvait trop extérieur. Orthodoxe dans son fond, cet humanisme chrétien

pouvait d'ailleurs se réclamer de protecteurs puissants : **Marguerite d'Angoulême**, sœur de François I^{er}, lui était toute dévouée.

Cependant, la Sorbonne et le Parlement veillaient ; leur sévérité ombrageuse s'incarnait en **Noël Beda**, syndic de la Sorbonne, qui dès 1519 avait attaqué Lefèvre au sujet d'une dissertation sur *les Trois Madeleine*. Le luthéranisme s'était déjà infiltré en France ; au lendemain du désastre de Pavie (1525), sous la menace de l'invasion on regarda la répression de l'hérésie comme une nécessité de salut public. La régente Louise de Savoie cède à la pression du Parlement ; les fabristes sont menacés ; Lefèvre s'enfuit à Strasbourg, Briçonnet doit venir s'expliquer à Paris. Le groupe de Meaux va se disloquer : tandis qu'un Clichtove s'adonnera à l'apologétique catholique, un Vatable et un Farel passeront à l'hérésie. Plus dangereux, l'humaniste **Louis de Berquin**, traducteur de Ulrich de Hutten et de Luther sera deux fois arrêté et deux fois relâché grâce à la protection royale tant qu'enfin en 1529 il montera sur le bûcher. Il y eut alors d'autres victimes qui n'étaient plus des humanistes, mais de vrais luthériens. Toutefois la persécution reste encore individuelle.

Pour triompher, le clergé eût voulu d'autres armes. En 1528, des conciles provinciaux se tinrent, notamment ceux de Paris, Lyon et Bourges ; on réfuta le luthéranisme, on établit une législation pénale contre les hérétiques, et l'on aborda un programme de réformes non seulement négatives comme la suppression des abus fiscaux, mais positives comme la prescription de « prêcher l'Évangile au peuple » en s'abstenant des questions subtiles. On écartait comme dangereux un procédé d'apostolat cher aux humanistes : la vulgarisation des Livres Saints.

II. Fluctuation de François I^{er} entre les deux politiques. — Cependant l'hérésie s'étendait ; venue d'Allemagne et de Suisse, elle confluaient vers Lyon, centre commercial ; maître à Gex, à Neuchâtel et à Genève, Farel gênait nos communications avec les États catholiques d'Allemagne. La Réforme jouissait d'ailleurs de la quasi-tolérance royale ;

François I^{er} est ballotté entre le parti de la clémence, celui de Marguerite, et le parti de la rigueur, celui des Duprat, du cardinal de Tournon et de Montmorency ; Noël Beda, argus vigilant triomphe ou est désavoué selon les influences qui s'exercent sur le roi. Somme toute, celui-ci songe plutôt à négocier qu'à sévir : ainsi caresse-t-il l'idée de faire venir Mélanchton en France avec l'espoir d'aboutir à un compromis.

Soudain, le zèle d'hérétiques exaltés le rejeta du côté des intransigeants : le 18 octobre 1534, en plusieurs villes, notamment à Paris et à Amboise même où séjournait le roi, on trouva affichés des « **placards** » sous ce titre : *Articles véritables sur les horribles abus de la messe royale*. Très ému, François I^{er} ordonna une procession expiatoire, il fit opérer des arrestations et des bûchers s'allumèrent : **un édit du 25 janvier 1535** prononcera l'extermination des hérétiques, et assimilera aux luthériens ceux qui les cachent ; un autre supprimera l'imprimerie. Cependant, toujours hanté par l'idée d'une conciliation, François I^{er} se ressaisit : il invite encore Mélanchton à venir à Paris, il tente d'appuyer auprès des princes luthériens les ouvertures de Paul III en vue d'un concile ; enfin l'**édit de Coucy** (16 juillet 1535) rapporte les dispositions de l'édit de Janvier en ordonnant la mise en liberté des hérétiques prisonniers, et en décrétant l'amnistie pour les fugitifs qui voudront se convertir dans les six mois ; l'édit de Lyon étendra même cette amnistie aux sacramentaires jusqu'alors exclus (31 mai 1536).

Les mesures d'apaisement ne réussirent ni à faire rentrer les fugitifs, ni à amadouer les militants ; elles ne profitèrent qu'à l'hérésie. D'ailleurs, grâce à l'habile politique de Paul III un rapprochement s'opérait entre Charles-Quint et François I^{er} : l'entrevue d'Aigues-Mortes consacra cette sorte de sainte Ligue (1538). C'est désormais la rupture violente entre la royauté et la Réforme. Au mois de décembre 1538 un édit rapporte celui de Coucy ; enfin le 24 juin 1539 un édit général que complètera celui de **Fontainebleau** (1^{er} juin 1540) instaure une législation régulière qui proclame l'hérésie condamnable par tous les officiers royaux. Les exécutions recommencèrent : signalons en 1546 les Evangéliques de

Meaux qui, surpris célébrant la Cène, furent jugés à Paris et dont 14 montèrent sur le bûcher. En 1545, les **Vaudois** des Alpes, convertis aux doctrines nouvelles par Farel, subissent une persécution terrible malgré les dispositions conciliantes de l'évêque de Carpentras, l'humaniste Sadolet. Désormais, les positions sont extrêmement nettes ; le départ est fait entre hérétiques et humanistes. Toujours ceux-ci s'étaient différenciés des protestants : à la négation du libre arbitre ils opposaient l'idée de la valeur et de la dignité humaines ; à l'esprit de révolte l'amour de l'unité. Les aspirations des cénacles humanistes ont pu favoriser, mais non postuler la révolution religieuse ; elle en est « non pas une filiation, mais une déviation ».

CHAPITRE VI

LE MAÎTRE DE LA RÉFORME FRANÇAISE : JEAN CALVIN

I. Calvin et le calvinisme. — La réforme française allait être grandement influencée par un nouvel apôtre, **Jean Calvin**. Il naquit à Noyon en Picardie, le 10 juillet 1509 ; son père y devint notaire du chapitre et greffier de l'officialité. Grâce à un bénéfice ecclésiastique, Calvin fréquenta l'université de Paris où au collège de Montaigu il devint

I. Calvin. — *Sources : Corpus reformationis Joannis Calvini opera*, ed. Baum, Cunitz et Reuss, Brunswick, 1863-1900. — *Institution chrétienne*, ed. A. Lefranc. *Ouvrages : A. LEFRANC, La jeunesse de Calvin*, 1885. — DOUMERGUE, *Jean Calvin, les hommes et les choses de son temps*, 3 vol., Lausanne et Paris, 1900-1906. — CHOISY, *La théocratie à Genève*, Genève, 1897. — J. A. GAUTIER, *Histoire de Genève jusqu'en 1608* (écrite de 1708 à 1713), 8 vol., Genève, 1896 ss. — ROUQUETTE, *L'inquisition protestante. Les victimes de Calvin*, 1906. — BOUVIER, *La question Michel Serret*, 1908. — BORGEAUD, *Histoire de l'Université de Genève. L'Académie de Calvin*, Genève, 1901. — G. GOYAU, *Une ville-Eglise. Genève (1535-1907)*, 1919. — A. BAUDRILLART, art. *Calvin* et art. *Calvinisme* dans *Dict. théol.* — FAGUET, *Études sur le XVI^e siècle*, p. 127-197, 1894. — BRUNETIÈRE, *L'œuvre de Calvin*, dans *Discours de Combat*, nouvelle série, 1903. — BOSSERT, *Calvin*, 1907. — WALKER, *Calvin* (trad. Weiss), Genève, 1909.

maître dans l'argumentation dialectique ; il était alors, d'après ses propres expressions « obstinément adonné aux superstitions de la papauté ». Cependant, comme son père désirait faire de lui un homme de loi, il alla étudier le droit à Orléans sous le célèbre Pierre de l'Estoile, puis à Bourges où il fit la connaissance du professeur luthérien Melchior Wolmar. Mais, ni celui-ci qui fut avant tout son professeur de grec, ni son cousin Olivetan qui avait étudié à Strasbourg sous la direction de Bucer et de Capito n'eurent sur lui l'influence décisive qu'on leur a prêtée parfois. Son véritable maître fut, semble-t-il, Luther lui-même.

Sous une apparente froideur, Calvin cachait une sensibilité intense. Il éprouva sûrement les angoisses d'âme causées par la hantise du péché et des jugements divins, romantisme mystique, vrai mal du xvi^e siècle : « Et tant plus que je me consideroye, dit-il dans sa lettre à Sadolet, de tant plus aigres aiguillons estoit ma conscience pressée, tellement qu'il ne me demouroit autre soulas ni confort sinon de me tromper moy mesme en m'oubliant ». La théologie « consolatoire » de Luther, le dogme de la justification par la foi seule, le soulagea comme jadis Luther lui-même. Il dut connaître les œuvres de celui-ci par une traduction de Louis de Berquin répandue dans les milieux protestants qu'il fréquenta en 1533, chez Estienne de la Forge où il rencontrait l'ancien fabriste **Gérard Roussel**. Il adopta d'abord l'attitude de ce dernier, partisan d'une réforme sans rupture ouverte. Mais, à la Toussaint 1533, le recteur de l'Université de Paris, **Cop**, prononça une harangue de saveur nettement luthérienne où il prenait la défense de « ceux qui s'efforcent de pénétrer les âmes des fidèles du pur Evangile, et que les méchants ont coutume d'appeler hérétiques, séducteurs, imposteurs et parjures ». Destiné à tâter et à entraîner l'opinion, ce discours était l'œuvre de Calvin. Il eut un succès de scandale : Cop n'eut d'autre ressource que de se réfugier à Bâle, Calvin gagna Noyon sous un déguisement. Cette persécution et celle qui marque la fin de 1534 après les Placards le jettent dans la révolte ouverte. Après avoir erré en France, Calvin se rendit à Strasbourg, puis à Bâle où il acheva la première édition latine de *l'Institution chrétienne*,

son œuvre maîtresse sans cesse remaniée par la suite ; elle était précédée d'une Préface à François I^{er}.

Inspirée par Luther, la théologie calviniste est en partie luthérienne. Comme Luther, Calvin déclare que le péché originel a vicié radicalement la nature humaine, en sorte que l'homme privé du libre arbitre ne peut que le mal. Aussi la justification ne doit-elle lui venir que d'un principe extrinsèque ; l'âme est justifiée par la foi et par l'imputation extérieure des mérites du Christ. Mais de ce dogme central, Calvin tira toutes les conséquences logiques, et voilà quelle est l'originalité de son système. Si nous sommes vraiment assurés d'être justifiés par la foi, conclut-il, cette certitude ne peut se perdre, elle est inaliénable et s'étend jusqu'au salut éternel : « Nul n'espère droitement en Dieu, sinon qu'il s'ose hardiment glorifier d'être héritier du royaume céleste ». A ce principe de l'inamissibilité de la grâce se rattache étroitement celui de la prédestination absolue : Dieu veut par un acte direct le salut des uns et la perte des autres en sorte qu'il pousse lui-même les réprouvés en enfer, car il faut des damnés pour « illustrer sa gloire en leur damnation ». Arrière toute idée de pitié humaine quand il s'agit de la gloire divine, et Calvin ira jusqu'à dire que les grâces présentées aux futurs damnés ne sont qu'un piège tendu pour leur préparer une « plus griève condamnation ». Ce dogme de la prédestination fatale, à la fois farouche et consolateur, informe tout le Calvinisme.

Au point de vue sacramentaire, Calvin se sépare nettement des luthériens. Il n'admet que deux sacrements : le baptême et l'eucharistie qui d'ailleurs ne sont pas nécessaires au salut ; autrement la volonté divine serait conditionnée par eux : « Le sacrement est puis après adjousté comme un sceau, non pas pour donner vertu à la promesse, mais seulement pour la ratifier envers nous, afin que nous la tenions tant plus pour certaine ». Calvin nie la présence réelle, qui à ses yeux est indigne du Christ glorifié ; le Seigneur ne nous donne que « la figure de son corps et de son sang ». Pourtant Calvin admet une certaine présence ineffable qu'il qualifie même *présence substantielle* : il faut l'entendre dans ce sens que l'esprit du Christ se donne au communiant pour lui commu-

niquer, s'il a la foi, sa force et sa vie, en sorte qu'il « apporte à nos âmes une confiance indubitable de la vie éternelle ».

Quant au cérémonial extérieur, Calvin en retranche impitoyablement tout ce qui pourrait rappeler les anciennes superstitions : plus d'images, plus d'ornements, plus d'eau bénite, plus de pain azyme ; rien que la Bible. Sur elle, Calvin appuie son enseignement qu'il prétend imposer à tous : « Dieu, dit-il m'a fait la grâce de me déclarer ce qui est bon et mauvais ». Personne n'y devait donc contredire, fût-ce dans le détail : pour avoir contesté l'inspiration du Cantique des Cantiques et la descente du Christ aux enfers, Castellion ne pourra se ranger parmi les pasteurs de Calvin. On a pu appeler ce gouvernement une « bibliocratie ».

II. Genève, terre d'élection du calvinisme. — A ce despote, il fallait un peuple qu'il corrigerait : ce fut **Genève**. Après avoir séjourné quelque temps chez la princesse Renée de Ferrare, protectrice des idées nouvelles, Calvin résolut de s'établir à Strasbourg ou à Bâle ; mais, passant par Genève, il y rencontra le prédicant **Farel** qui « par une adjuration espouvantable » lui fit un devoir de rester : « Que Dieu maudisse ton repos, lui dit-il, si en une si grande nécessité tu refuses de donner secours et aide ». Genève sortait alors d'une longue révolution communale qui en avait fait une proie facile pour la réforme. Ville impériale gouvernée par le pouvoir laïque d'un conseil de bourgeois et par le pouvoir ecclésiastique de son évêque, elle avait excité la convoitise des ducs de Savoie, maîtres des territoires concentriques : Savoie, Bugey, pays de Vaud et Valais ; ils la considéraient comme leur capitale naturelle. Ils y établirent leur influence au moyen des évêques qui depuis le milieu du xv^e siècle s'y succédèrent membres ou serviteurs de la maison de Savoie, et instruments dociles de sa politique. Mais contre l'évêque et ses « mameluks », un parti nationaliste se forma, celui des *Enfants de Genève*, encore surnommés *Eidgenots* qui s'appuyaient sur les cantons suisses, notamment sur Berne. En 1553, l'évêque Pierre de la Baume dut quitter la ville, et les Bernois occupèrent Gex, le pays de Vaud, le Chablais, ils chassèrent l'évêque de Lausanne et s'établirent sur les deux

rives du Léman jusqu'aux portes de la ville alliée. Mais « pour les soldats qu'ils prêtaient, les Bernois tiraient des lettres de change sur la conscience de leurs « combourgeois » ; Genève fut dès lors à la discrétion des protestants et subit le gouvernement des pasteurs. Farel, membre dévoyé du cénacle de Meaux, s'y établit après avoir évangélisé Neuchâtel (1534) ; il parvint à faire décréter par les conseils de Genève l'abolition de la messe (29 nov. 1535) ; le 21 mai 1536, par acclamation, les citoyens déclaraient vouloir « délaisser toutes messes et autres cérémonies et abusions papales ».

Calvin arrivant sur ces entrefaites était résolu non point à s'en tenir à ses fonctions de prédicateur et professeur de théologie, mais à organiser à Genève, de concert avec Farel, un véritable régime théocratique. Il fixa d'abord les croyances de la nouvelle Eglise dans deux ouvrages : 1^o les *Articuli de regimine Ecclesie* qui s'occupaient surtout de la Cène et des conditions requises pour y participer (1536), 2^o le *Catéchisme* de 1537, exposé net et bref du calvinisme. La croyance ainsi délimitée fut imposée aux Genevois en une formule de confession de foi que chaque citoyen dut souscrire sous peine de bannissement. Toujours plus exigeants, Farel et Calvin réclamèrent les pouvoirs d'excommunication, c'est-à-dire le droit pour les ministres d'écarter les fidèles de la Cène et par une extension naturelle le droit de surveiller la vie privée. C'en était trop ; le parti de la liberté fit opposition ; en janvier 1538, les magistrats décidèrent que les pasteurs ne pourraient pas refuser la Cène ; après un conflit violent, le 23 avril, le Conseil général prononçait le bannissement de Farel et de Calvin.

Calvin se retira à Strasbourg où il mena une vie de théologien. Mais dès 1541 ses partisans vainqueurs le rappelèrent

I. La réforme en France à l'époque de Calvin. — L. CRISTIANI, *Calvin et le protestantisme en France* (Société des Etudes religieuses) br. 47. — WEISS, *La chambre ardente, Etude sur la liberté de conscience sous François I et sous Henri II*, 1887. — L. ROMIER, *Les origines politiques des guerres de religion*, t. I. *Henri II et l'Italie* (1547-1555) ; t. II, *La fin de la magnanimité extérieure, le roi contre les protestants* (1555-1559), 1914. — HAUSER, *Etudes sur la réforme française*, 1911.

à Genève ; dès lors, il allait y appliquer despotiquement son programme. Il fit aussitôt rédiger les *Ordonnances ecclésiastiques*, constitution religieuse qui réglait l'organisation de l'Eglise genevoise « avec un mode de vivre afin de savoir comment un chacun devra se conduire ». On y distinguait quatre sortes d'offices : « assavoir les pasteurs, puis les docteurs, après les anciens, quartement les diacres ». Les docteurs doivent « endoctriner, admonester, exhorter et reprendre tant en public comme en particulier, administrer les sacramens ». Les docteurs sont chargés des « écoles ». L'office des Anciens « est de prendre garde sur la vie d'un chacun, d'admonester amiablement ceulx qu'ilz verront faillir et mener vie désordonnée... Et il les faudra tellement eslire qu'il y en ait en chascun quartier de la ville affin d'avoir l'œil partout ». Ce Conseil des Anciens prit le nom de *Consistoire* ; tribunal disciplinaire qui se réunissait chaque jeudi, il jugeait tous les pécheurs publics et favorisait la délation ; on y était déféré pour toutes sortes de fautes, les plus graves comme les plus menues, par exemple la danse ou un festin trop copieux. Enfin, on édicta un code de lois d'une sévérité inouïe : il punissait de mort l'idolâtrie, le blasphème, l'adultère, l'hérésie. Tout le monde trembla à Genève : de 1546 à 1564, dans cette petite ville de 20.000 âmes, on compta 76 décrets de bannissements et 58 condamnations à mort.

Contre ce régime oppresseur s'insurgèrent les *libertins*. La lutte s'engagea : Pierre Ameaux coupable d'avoir dit que Calvin était « plus qu'un évêque », dut faire en public amende honorable. En 1547, un placard injurieux contre Calvin avait été déposé dans la chaire de Saint-Pierre ; l'auteur Jacques Gruet convaincu eut la tête tranchée ; en 1551, le médecin Jérôme Bolsec est banni pour s'être inscrit contre la prédestination calviniste. La crise fut à son comble en 1553 : une politique très nette s'inaugura contre les pasteurs et contre les Français et on parla d'enlever au consistoire le droit d'excommunication. C'est alors qu'éclata l'affaire **Michel Servet** : ce médecin aragonais niait le dogme de la Trinité ; il disait Jésus fils de Dieu éternel tandis que Calvin disait Jésus fils éternel de Dieu ; il en avait écrit

maintes fois à Calvin qui déclara que s'il venait à Genève, il « ne souffrirait pas qu'il en sortît vivant » ; il le dénonça même à l'inquisiteur français Mathieu Ory. S'étant échappé de sa prison de Vienne, et étant venu à Genève, Servet reconnu fut arrêté ; après consultation des Eglises suisses, Calvin le fit condamner à mort. Il écrivit ensuite un Mémoire justificatif auquel des protestants moins farouches répliquèrent par le *Traicté des hérétiques à savoir si on les doit persécuter*.

A Genève, cet acte d'intolérance consolida l'ascendant discuté de Calvin. Aux élections de 1555, son parti l'emporta ; pour triompher définitivement il résolut de donner le droit de bourgeoisie à 70 réfugiés en avril, à 300 en mai. Le parti national genevois conduit par Berthier et Perrin s'agita ; Calvin dénonça alors l'existence d'un grand complot ; les inculpés émigrèrent à temps pour éviter la mort. Calvin était désormais maître de Genève sans conteste ; il le resta jusqu'à sa mort qui survint le 27 mai 1564.

Mais l'influence de Calvin déborda singulièrement les limites étroites de Genève. Véritable cosmopolis protestante, cette ville vit venir à elle de nombreux réfugiés ; pour eux Calvin organisa l'*Académie*, sorte de séminaire où se formeraient des pasteurs qui porteraient partout l'Evangile antipapiste : son premier recteur sera Théodore de Bèze, gentilhomme de Vézelay qui deviendra le chef religieux du protestantisme français, et c'est de ce centre que sortiront les académies protestantes d'Orthez, de Saumur, de Montauban, de Die, les universités presbytériennes d'Ecosse. D'ailleurs, l'activité personnelle de Calvin se dépensera partout : en Angleterre, il agira surtout à l'époque d'Édouard VI (1547-53), le jeune roi théologien auquel il dédiera ses commentaires sur Isaïe et sur les Epîtres catholiques ; Knox, réformateur de l'Ecosse, sera son disciple. Mais ce fut surtout sur la France que Calvin voulut étendre son influence pour y organiser véritablement une Eglise réformée.

III. La répression sous Henri II. — **Henri II**, fils et successeur de François I^{er} (1547-59) se montra toujours intraitable pour l'hérésie. Dès 1547, il institua au Parlement une

« Chambre particulière », bientôt surnommée « la Chambre ardente » et qui devait juger les hérétiques ; elle prononça d'assez nombreuses sentences capitales. L'édit de Chateaubriant (27 juin 1551) introduisit une législation très sévère, bientôt aggravée par l'édit de Compiègne (24 juillet 1557) : celui-ci ne prévoyait plus qu'une sentence, la mort « sans que noz juges puissent remettre et modérer les peines de façon que ce soit ». Les victimes furent nombreuses, surtout parmi les gens du peuple et les femmes. Malgré tout, les Eglises s'organisèrent sur le modèle de Genève et de Strasbourg : ainsi Paris, Angers, Loudun, Poitiers (1555), puis Bourges, Issoudun, Blois (1556), Rouen et Orléans (1557). A Paris, les réformés se réunissaient rue Saint-Jacques au péril de leur vie : le 4 septembre 1557 un de ces conventicules fut surpris, 135 personnes arrêtées, et il s'en suivit 7 condamnations à mort. Calvin fit remettre alors à Henri II une *Confession de foi apte à réfuter les calomnies répandues contre les protestants français* ; il fit aussi intervenir, mais sans succès, les princes allemands. Cependant, l'Eglise de Paris osa bientôt organiser une manifestation publique : en 1558, au moment des rogations, les protestants allèrent, plusieurs jours durant, chanter des Psaumes de Marot au Pré-aux-Clercs ; des centaines de personnes se joignirent à eux, notamment le roi de Navarre et le prince de Condé. Bientôt l'Eglise de Paris convoquait une assemblée ou synode général des Eglises réformées de France pour y arrêter une sorte de charte constitutive ; les délégués de 50 églises se réunirent durant quatre jours et rédigèrent une profession de foi, la *Confession gallicane*.

Henri II n'avait considéré jusque là les protestants que comme des isolés ; les événements de 1558 lui révélèrent un parti qui menaçait l'unité politique et religieuse du royaume. Vaincu par les Espagnols à Saint-Quentin (1557), il se trouva pris entre une double alternative : ou bien céder devant le protestantisme pour s'assurer le triomphe extérieur sur l'Espagne catholique, ou bien s'incliner devant Philippe II afin de pouvoir retourner toutes ses forces contre les Réformés. Au traité de Cateau-Cambrésis (1559), abandonnant les alliances anciennes des luthériens, il se résigna à faire à

Philippe II des concessions considérables pour conclure avec lui une véritable Sainte Ligue. Délivré des soucis extérieurs, Henri II entreprit avec plus de vigueur l'œuvre de répression.

Au Parlement, il y avait opposition entre la juridiction ordinaire ou *Chambre de la Tournelle* qui ne voulait pas prononcer la peine de mort contre les hérétiques, et la *Grande Chambre*, juridiction exceptionnelle qui avait succédé à la *Chambre ardente* et voulait appliquer la législation répressive dans toute sa rigueur ; la réunion des chambres chaque mercredi pour arriver à une entente ne fit qu'aggraver le conflit et donna l'occasion à plusieurs conseillers de faire profession expresse de la Réforme. Alors, le 10 juin 1559, le roi se rendit en personne au Parlement ; loin de se laisser intimider, les opposants en prirent occasion pour protester contre la législation répressive : « Ce n'est pas chose de petite importance, dit **Anne du Bourg**, de condamner ceux qui au milieu des flammes invoquent le nom de Jésus-Christ ». Séance tenante, Henri II fit arrêter les récalcitrants. « Malgré l'énergie de la riposte, impossible de méconnaître qu'une crise de l'autorité commençait ». Or à ce moment, Henri II mourait d'accident laissant pour héritiers trois enfants mineurs : François II, Charles IX et Henri III. Les guerres de religion étaient en perspective.

TÉXTES ET DOCUMENTS

Le Calvinisme

(Extraits de l'*Institution Chrétienne*)

Libre II. C. II: Que l'homme est maintenant dépouillé de franc arbitre et misérablement assujetti à tout mal. — N. 6. « C'est une chose résolue que l'homme n'a point libéral arbitre à bien faire, sinon qu'il soit aidé de la grâce de Dieu et de grâce spéciale qui est donnée aux élus tant seulement, par régénération ; car je laisse là les frénétiques qui babillent qu'elle est indifféremment exposée à tous. »

N. 11. « Qu'est-ce que nous présumons tant de la puissance de notre nature ? Elle est navrée, elle est abattue, elle est dissipée, elle est détruite, elle a mestier de vraie confession et non point

de fausse défense. Il est nécessaire que toutes les armes d'impiété soient brisées, rompues et brûlées — que tu demeures désarmé n'ayant en toi nulle aide. — D'autant que tu es plus débile en toi, Dieu te reçoit tant mieux. »

C. III, N. 5 : « Ce que je dis, la volonté estre dépouillée de liberté et nécessairement estre tirée au mal, c'est merveille si quelqu'un trouve cette manière de parler étrange, laquelle n'a nulle absurdité et a été usitée des anciens docteurs... Qui est-ce qui arguera le péché n'estre point volontaire en l'homme, pour ce qu'il est sujet à nécessité de péché ? La nature de l'homme est si perverse qu'il ne peut être ému, poussé ou mené sinon au mal.

N. 6. « Tout ce qui est de bien au cœur humain est œuvre de pure grâce. »

N. 10. Dieu émeut notre volonté, non pas comme on a longtemps imaginé et enseigné ; tellement qu'il soyt après en nostre élection d'obtempérer à son mouvement ou résister ; mais il l'a meut avec telle efficace qu'il faut qu'elle suive... Nous concédons bien que du temps que l'homme était encore entier, sa condition estoit telle qu'il se pouvait incliner d'une part et d'autre, mais puisque Adam a déclaré par son exemple combien est povre et misérable le franc arbitre, sinon que Dieu veuille en nous et puisse tout, quel profit aurons-nous quand il nous départira sa grâce en telle manière ?

INAMISSIBILITÉ DE LA GRACE ET CERTITUDE DU SALUT

Livre III. C. XXIV. N. 6. « Quelqu'un dira qu'il nous faut soucier de ce qui nous peut advenir, et quand nous pensons au temps futur que notre imbécillité nous admoneste d'estre en sollicitude... Je réponds que Christ nous a délivrés de ceste perplexité. Car il n'y a doute que ces promesses n'appartiennent au temps futur. *Tout ce que le Père me donne vient à moy ; et ce qui sera venu à moy je ne le jetteray point dehors*, etc. Davantage en prononçant que *tout arbre que son Père n'aura point planté sera arraché*, il signifie à l'opposite qu'il ne se peut faire que ceux qui ont vive racine en Dieu soyent jamais arrachez. A quoi s'accorde le dire de saint Jean, *s'ils eussent été de nostre troupeau, jamais ils ne fussent sortis d'avec nous*.

Outre plus, c'est chose certaine que J.-C. priant pour tous les esleus demande pour eux ce qu'il avait demandé pour Pierre, c'est que leur foy ne défaille point. Dont nous concluons qu'ils sont hors de danger de chute mortelle : vu que le fils de Dieu, ayant requis qu'ils demeurassent fermes n'a point esté refusé. Qu'est-ce que

nous a ici voulu apprendre Christ, sinon de nous acertener que nous aurons salut éternel, puisque nous avons une fois esté faits siens ?

LA PRÉDESTINATION ABSOLUE

Livre I, C. XVIII. Que Dieu se sert tellement des meschans et ploye leurs cœurs à exécuter ses jugemens, que toutes fois il demeure pur de toute tache et macule.

N. 1. « Quoi que machinent les hommes, ou même le diable, toutefois Dieu tient le clou du gouvernail... Absalon polluant le lit de son père par incestes commet un forfait détestable ; toutefois Dieu prononce que c'est son œuvre... Ceux qui substituent une permission nue au lieu de la providence de Dieu, comme s'il attendait, étant assis ou couché, ce qui doit advenir, ne font que badiner : car aussi, par ce moyen, ses jugemens dépendraient de la volonté des hommes. »

N. 2. Quant est des affections et mouvements que Dieu inspire ce que Salomon affirme du cœur des rois que Dieu les ayant en sa main les tourne où il lui plaît, s'entend sans doute à tout le genre humain, et vaut autant comme s'il eût dit que Dieu adresse tout ce que nous concevons par inspiration secrète, à telle fin qu'il veut !... On ne saurait rien souhaiter de plus clair que quand il annonce qu'il aveugle les entendements humains et les frappe de forcennerie ; qu'il les enivre d'esprit de duplicité, qu'il les rend insensés et endurecit leurs cœurs... Quand on dit que la volonté de Dieu est cause de toutes ces choses, on établit sa providence pour présider sur tous les conseils des hommes, voire pour non seulement montrer sa force ès élus qui sont conduits par le Saint-Esprit, mais aussi pour contraindre les réprouvés à faire ce qu'il veut.

Livre III, C. XXI. — Nous appelons prédestination le conseil éternel de Dieu par lequel il a déterminé ce qu'il voulait faire d'un chacun homme. Car il ne les crée pas tous en pareille condition : mais ordonne les uns à vie éternelle, les autres à éternelle damnation. Ainsi selon la fin à laquelle est créé l'homme nous disons qu'il est prédestiné à mort ou à vie.

N. 7. Dieu ne donne point l'esprit de régénération à tous ceux auxquels il offre sa parole pour s'allier avec eux. Ainsi, combien qu'ils soient conviés extérieurement, ils n'ont point la vertu de persévérer jusqu'à la fin... Nous disons donc, comme l'Ecriture le montre évidemment, que Dieu a une fois décrété par son conseil éternel et immuable, lesquels il voulait prendre à salut, et lesquels il voulait dévouer à perdition.

CHAPITRE VII

LES ORIGINES DE L'ANGLICANISME

1. **La situation de l'Eglise d'Angleterre sous les premiers Tudors.** — En Angleterre plus encore que dans les autres pays, la fiscalité de la papauté avignonnaise avait ébranlé la fidélité à Rome : dès 1346, Edouard III saisissait les revenus des églises possédées par des étrangers ; en 1351, le *statut des provisions* fut porté qui édictait des peines contre les clercs remplissant certains offices sans tenir compte des droits seigneuriaux ; en 1353, le statut *Præmunire* déclarait coupables de forfaiture ceux qui en appelaient à une juridiction étrangère au détriment de la cour royale. Ces décrets, comme en France la Pragmatique, ne furent pas d'un usage constant ; clergé et universités les combattirent parfois ; ils n'en restaient pas moins une arme toujours disponible contre Rome. D'autre part, les prélats constituaient un corps puissant dont les principaux membres entraient dans le haut conseil royal, la future Chambre des lords ; ayant dû souvent leur fortune au prince, ils lui étaient dévoués. Or victorieuse dans la guerre des Deux Roses, la nouvelle dynastie des Tudors (1485-1603) tendait vers un absolutisme complet ; elle ne trouva plus devant elle que le Parlement, et pour le dominer voulut s'appuyer sur le haut-clergé dans le sein duquel elle choisit ses ministres ; le dernier d'entre eux, Wolsey se fait nommer légat à vie (1518-1529) ; il administre directement l'Eglise d'Angleterre sans se soucier de Rome, et prépare l'établissement d'une église nationale : ainsi la main-mise de la royauté sur le clergé a-t-elle déjà créé virtuellement le schisme.

Asservi au roi, le clergé n'est point d'ailleurs exemplaire : les prélats qu'accaparent les emplois de cour et les missions diplomatiques ne résident point dans leur diocèse, ils provoquent le scandale par leur train fastueux ; le bas-clergé vivant de la vie des fermiers est méprisé par la classe moyenne des

gentlemen. Aussi existait-il comme en Allemagne un humanisme réformiste et frondeur dont les principaux représentants s'appelaient John Colet et Thomas More qui formèrent avec Erasme le « cénacle d'Oxford ». De la Florence de Savonarole, **John Colet** a rapporté l'idée d'un renouveau religieux ; mais il prône un christianisme qui remontant aux Écritures ne tablera que sur elles seules : « Tenez-vous-en, disait-il, à la Bible et aux Apôtres, et laissez les théologiens disputer entre eux » ; doyen de Saint-Paul de Londres, il fonde une école d'où l'on exclut l'enseignement de la scolastique, et sur le modèle de laquelle des *public-schools* vont s'ériger. Son ami **Thomas More** fait paraître à Louvain en 1516 sa *Description de la république d'Utopie* où le réformisme s'exprime en des formules étrangement hardies, allant jusqu'à souhaiter un clergé sans sacerdoce, élu au scrutin secret, et une fraternité religieuse qui permettrait à toutes les sectes de célébrer leur culte dans le même temple. D'autre part, ces réformistes attaquent les abus du clergé avec une telle violence que Colet sera accusé d'hérésie par son évêque. Catholiques dans le fond comme leur disciple Erasme, ils n'en préparent pas moins comme lui la révolution religieuse. Ajoutons que « l'esprit du wycléfisme persiste dans une grande partie de la population sous une forme très simpliste, mépris des traditions et de l'autorité établie ».

II. Le schisme : Henri VIII (1509-47). — Toutes ces causes latentes de schisme vont s'épanouir sous **Henri VIII**. Il se montra d'abord fervent champion de l'Eglise : lorsque parut la bulle *Ersurge*, il publia contre Luther un pamphlet qui lui valut du pape le titre de *Defensor fidei*, et

II. Schisme anglican. — Sources : J. S. BREWER et J. GAIRDNER, *Calendar of letters and papers, foreign and domestic, of the reign of Henry VIII*, 13 vol. (de 1509 à 1538), Londres, 1862-92. — W. B. TARNBULL, *Calendar of state papers, foreign series, of the reign of Edward VI (1547-1553)*, Londres, 1861. — St EHSES, *Römische Documente zur Geschichte der Ehescheidung Heinrichs VIII von England*, Paderbon, 1893. Ouvrages : DIXON, *History of the Church of England from the abolition of the roman jurisdiction*, 6 vol., Londres, 1884-1902. — J. GAIRDNER, *Lollardy and the Reformation in England*, 4 vol., Londres, 1908 ; *The English Church in the sixteenth century, from the accession of Henry VIII to the death*

Thomas More vint à la rescousse pour le soutenir. D'ailleurs la cause anglaise se trouvait alors liée à celle de l'Espagne et de la papauté contre la France : pour s'assurer l'alliance ibérique, Henri VII avait marié en effet son héritier Arthur, prince de Galles, avec Catherine d'Aragon, fille du roi Ferdinand ; après la mort d'Arthur, Henri VIII son frère maintint les motifs de l'alliance en épousant à son tour Catherine ; autre combinaison matrimoniale, il promettait la main de sa fille Marie à Charles-Quint. Mais en 1527 s'opère un changement complet : Charles-Quint mécontente Henri VIII en épousant l'infante de Portugal à la place de la princesse Marie, et il relâche François I^{er} après Pavie, ce qui dissipe le rêve des Tudors : devenir rois de France et d'Angleterre ; ainsi s'esquisse un divorce diplomatique entre la cour anglaise et la cour impériale. Dès lors, rien n'empêche plus Henri VIII de répudier sa femme **Catherine d'Aragon**, tante de Charles-Quint, qui ne lui a point donné d'héritier mâle, et que supplante maintenant dans son cœur la beauté de l'irlandaise **Anne Boleyn**.

Pour faire annuler son mariage après vingt ans d'union, Henri VIII alléguait d'ailleurs qu'en épousant Catherine, veuve de son frère Arthur, il avait contracté une alliance illégitime, selon ce que dit le Lévitique (XX, 21) : « Celui qui épouse la femme de son frère fait une chose illicite ». Les projets royaux étaient d'ailleurs encouragés par un parti politique que dirigeaient les ducs de Norfolk et de Suffolk, oncles d'Anna, et qui, jaloux de la place occupée dans le conseil par **Wolsey** voulait sa chute : si le plan réussissait, on ferait disgracier Wolsey par Anna toute-puissante ; dans

of Mary (New history of the English Church, t. IV), Londres, 1908. — J. TRÉVAL, *Les origines du schisme anglican*, 1908. — F. A. GASQUET, *Henri VIII et les monastères anglais*, trad. franç., 2 vol. ; *La veille de la réforme en Angleterre*, trad. Bourgeois, Louvain, 1914. — Du BOIS, *Catherine d'Aragon et les origines du schisme anglican*, Genève, 1880. — POLLARD, *Henry VIII*, Londres, 1902 ; *Cranmer*, Londres, 1904. — G. CONSTANT, *Le schisme d'Angleterre et ses causes*, dans *Correspondant*, 10 sept. 1910 ; *Les évêques henriciens sous Henri VIII*, dans *Rev. quest. hist.*, avril 1912 ; *La transformation du culte anglican sous Édouard V*, dans *Rev. hist. eccl.*, 1911 ; art. *Angleterre* dans *Dict. hist.* — Gasquet et Bishop, *Edward VI*, 1890.

le cas contraire, on lui imputerait l'échec. Le roi se proposait de faire annuler par Wolsey la dispense jadis accordée pour son premier mariage, puis d'épouser Anne, et de faire confirmer ensuite la sentence par le pape ; un tel procédé n'était-il pas d'ailleurs adapté à la situation de l'Angleterre où l'on s'habituaît de plus en plus à regarder le légat comme chef véritable et le pape comme un bénisseur surnuméraire ? En courtisan très souple, Wolsey consentit au divorce, d'autant plus, qu'une fois éteinte la passion du roi pour Anna, il espérait lui faire contracter une union qui consoliderait l'alliance franco-anglaise contre Charles-Quint. Cependant Wolsey conseilla de s'adresser directement au pape ; car, outre qu'il voulait dégager sa responsabilité, il se rendait compte que Catherine d'Aragon pourrait toujours en appeler à Rome contre une simple sentence légatine.

Quand la demande lui parvint, **Clément VII** se trouvait dans une situation très difficile, assiégé au lendemain du sac de Rome dans le château Saint-Ange ; une fois réfugié à Orvieto, il consentit à expédier une bulle qui accordait au roi une dispense préventive et conditionnelle pour le cas où l'invalidité du premier mariage serait reconnue ; bientôt, par une bulle du 13 avril 1528 il déléguait les cardinaux Campeggio et Wolsey qui auraient à examiner la cause sans toutefois pouvoir en décider. La cour des légats s'ouvrit à Londres le 31 mai 1529 ; mais sous prétexte de vacances, dès le 23 juillet Campeggio l'ajourna au 1^{er} octobre. Dans l'intervalle, Clément VII évoqua l'affaire à Rome. C'était un échec complet pour la diplomatie matrimoniale de Wolsey qui mourut juste à temps pour ne pas être enfermé à la Tour : « Ah ! disait-il à son lit de mort, si j'avais servi Dieu avec autant de zèle que mon roi, il ne m'aurait pas abandonné dans ma vieillesse ».

Clément VII ne pouvait en conscience annuler un mariage qu'une dispense légitime avait rendu valide et que vingt ans de vie conjugale avaient consacré ; d'autant plus qu'au dire de Catherine son union éphémère avec Arthur n'avait jamais été consommée : énergique à se défendre, elle pouvait d'ailleurs compter sur la protection de Charles-Quint son oncle qui occupait une place prépondérante en Italie, et qui

venait de se faire couronner par Clément VII à Bologne (22-24 févr. 1530). Quand Norfolk, successeur de Wolsey, voulut peser sur le pape en lui adressant les plaintes du Parlement sur la lenteur du procès, ou en recueillant les consultations favorables de quelques universités anglaises (Cambridge, Oxford) et françaises (la Sorbonne, Orléans, Angers, Bourges, Toulouse), il se heurta à une résistance passive inébranlable. En janvier 1531, Clément VII menaçait des peines ecclésiastiques ceux qui déféreraient la cause royale à un tribunal anglais, et il interdisait au roi de se remarier avant toute décision romaine.

Henri VIII était décidé à passer outre. Lorsque Warham, archevêque de Cantorbéry fut mort (22 août 1532), il trouva un partisan de ses projets de rupture dans le nouveau primat **Thomas Cranmer**, déjà gagné aux idées luthériennes et marié secrètement à la nièce d'Osiander. Avec la complicité d'une cour ecclésiastique, Cranmer prépare les voies au divorce, mande la reine Catherine devant son tribunal, la déclare contumace le 10 mai 1533, et le 23 mai prononce la sentence d'invalidité : « Le premier mariage du roi est nul du fait que le pape n'a pas le pouvoir de dispenser dans le cas de Catherine qui constitue un empêchement de droit divin ». Cinq jours plus tard, il validait l'union contractée secrètement par le roi dès le 25 janvier avec Anne Boleyn ; celle-ci fut couronnée solennellement à Westminster le 1^{er} juin, malgré le mécontentement populaire. Le 11 juillet, le pape déclarait nuls le divorce et le prétendu mariage du roi qu'il excommuniait, tout en lui laissant encore un délai au terme duquel la sentence obtiendrait plein effet. Au mois de novembre, lors de l'entrevue de Clément VII et de François I^{er} à Marseille, l'envoyé anglais Bonner injecta appel du pape au prochain concile. En vain, François I^{er} essayait-il de s'interposer : l'évêque de Paris, du Bellay, put seulement obtenir d'Henri VIII qu'il demeurerait sous l'obédience romaine dans le cas où, avant Pâques 1534, Clément VII aurait cédé ; or, le 23 mars 1534, la sentence pontificale fut portée en consistoire : c'était la rupture définitive.

Clément VII n'avait, d'ailleurs, que trop tergiversé pour des motifs politiques, et ainsi il avait permis à Henri VIII

de préparer le schisme en achevant d'asservir le clergé à l'autorité royale. Dès le 11 février 1530, le roi avait obtenu que le clergé, réuni en Convocation, le reconnût comme « chef suprême de l'Eglise autant que la loi du Christ le permet ». Le 15 mai 1532, l'Acte dit *Soumission du clergé* décrétait que celui-ci ne prendrait aucune décision sans l'autorisation royale ; bientôt, le 15 janvier 1534, un bill du Parlement donnera à cet acte force de loi par tout le royaume. Après la sentence romaine définitive, l'Acte de *suprématie* consomma le schisme en accordant au roi le titre de « chef suprême de l'Eglise d'Angleterre » (*supreme head*). « En cette qualité, disait la loi, le roi a tout pouvoir d'examiner, répudier, redresser, réformer, amender tels erreurs, hérésies, énormités, abus, offenses et irrégularités qui doivent ou peuvent être réformés légalement par autorité ou juridiction spirituelle ». Tout pouvoir ecclésiastique était donc désormais entre les mains du prince qui le déléguait aux évêques dont les élections devinrent purement royales. D'autre part, chaque sujet anglais était mis en demeure de prêter serment à l'Acte de *succession* de 1532, qui reconnaissait l'union d'Henri VIII avec Anne Boleyn, et où la juridiction pontificale était annulée par les mots suivants : « Nous jurons foi, fidélité, obéissance seulement à la majesté du roi... et non à quelque autorité étrangère. Bientôt, les « Lois de Trahison », *Treason Laws*, complétèrent ces prescriptions en déclarant félon quiconque, même par son silence, reconnaît la puissance pontificale.

Préparé à la défection, le clergé ne fit pas ordinairement opposition : la Convocation du Sud et celle du Nord se soumirent, les commissaires qui parcoururent l'Angleterre pour obtenir le serment des ecclésiastiques ne recueillirent que des adhésions. Il faut citer, cependant, deux exceptions : Fisher, évêque de Rochester, et le chancelier Thomas More, qui moururent martyrs et que l'Eglise a béatifiés. Il n'y eut de résistance en nombre que dans certains ordres religieux : franciscains de l'observance, religieux de Sion et surtout Chartreux.

Cette protestation des monastères fournissait un prétexte aux sécularisations. Dès l'époque de Henri IV, la gentry et

les lords avaient demandé l'expropriation des domaines ecclésiastiques ; mais le roi s'y était opposé. Maintenant, au contraire, le schisme allait tourner en fructueuses opérations financières. L'agent de ces mesures fut **Thomas Cromwell**, qui deviendra, en 1535, vicaire général du roi pour toutes les affaires ecclésiastiques. On commença par établir que si Wolsey avait violé les statuts de *Proemunire* en remplissant sur terre royale les fonctions de légat pontifical, l'Eglise d'Angleterre, sa complice, tombait sous ces mêmes statuts qui stipulaient confiscation des biens des coupables ; le clergé anglais ne sauva ses domaines qu'en acceptant le despotisme religieux du roi, en offrant une énorme amende équivalente à deux millions sterling et en réclamant lui-même l'abolition des annates. Mais les monastères furent sacrifiés : dès octobre 1535, les agents de Cromwell entreprirent une « visitation » de tous les couvents qui aboutit, en quatre mois, à la rédaction d'un *Blacbook* dont les conclusions appuyèrent une proposition de la couronne au Parlement pour la suppression des « petits » monastères ; l'administration des biens confisqués fut confiée à une Cour nouvelle appelée « Cour des augmentations des revenus de la couronne ». Cette suppression des petits monastères provoqua à la fin de 1536, dans les comtés septentrionaux de Lincoln et d'York, un soulèvement des paysans ; ils voulaient se rendre à Londres et y accomplir un « pèlerinage de grâce » qui rétablirait le catholicisme ; mais Cromwell les dispersa avec des promesses et fit périr les chefs ; les religieux réintégrés dans leurs couvents furent pendus, beaucoup de monastères rasés sous prétexte de trahison. Les visiteurs envoyés en 1538 achevèrent la ruine de la propriété monastique. Ces biens considérables furent donnés aux courtisans, et renforcèrent le loyalisme de la gentry, liée désormais par l'intérêt au schisme des Tudors ; par contre, la plaie du paupérisme s'aggrava. En 1549, un « Acte pour la dissolution des hôpitaux, des chapellenies et des chantries » achèvera la spoliation.

Cependant, Henri VIII, pape d'Angleterre, entendait maintenir la foi dans son intégrité ; l'*Act abolishing diversity of opinions* décrète l'unité de croyance, et les *Six articles* de

1539, surnommés par les protestants « le fouet à six cordes », maintiennent comme un *Credo* intangible les points du dogme les plus combattus par la réforme : 1° transsubstantiation ; 2° non-nécessité de la communion sous les deux espèces ; 3° célibat ecclésiastique ; 4° validité des vœux de chasteté ; 5° excellence des messes privées ; 6° nécessité du sacrement de pénitence. La foi royale fut plus ombrageuse que toute inquisition : aux protestants le bûcher, aux catholiques le gibet.

Henri VIII mourut le 27 janvier 1547, après avoir eu successivement six femmes. Le lendemain du jour où Anne Boleyn fut décapitée pour adultère et haute trahison (1536), il épousa en habit blanc Jane Seymour, qui mourut en mettant au monde le futur Edouard VI. La luthérienne Anne de Clèves, parente de l'Electeur de Saxe, chef des princes protestants d'Allemagne, fut proposée au roi par Thomas Cromwell pour un motif politique ; mais, choqué de sa laideur, Henri VIII fit casser l'union par les évêques, et pareille mésaventure acheva la disgrâce du ministre qui périt sur l'échafaud (1540). La nouvelle reine Catherine Howard fut décapitée en 1542 et remplacée par Catherine Parr ; favorable à la réforme radicale, celle-ci se voyait menacée du bûcher, lorsque mourut Henri VIII.

III. L'introduction de la Réforme : Edouard VI (1547-1553). — Il ne restait au roi que trois enfants : Marie, fille de Catherine d'Aragon ; Elisabeth, fille d'Anne Boleyn, et Edouard, fils de Jane Seymour. Celui-ci, âgé de 10 ans, fut proclamé roi sous le nom d'**Edouard VI**, et la régence confiée à son oncle, le comte Seymour, qui prit le titre de **duc de Somerset**. Endoctriné par les prédicants, les Latiner, les Polet, les Knox, le jeune roi était inféodé à la réforme ; sous son règne s'élabora l'évolution vers le protestantisme. On abolit les *Six articles*, et un statut décida que l'Eucharistie serait administrée sous les deux espèces ; un débat s'ouvrit au Parlement, où Cranmer s'affirma partisan du symbolisme sacramentaire. D'ailleurs, le *Book of common prayer* transforma à la fois le missel d'où l'idée de sacrifice se trouva exclue, le bréviaire et le rituel que l'on adapta à la

liturgie luthérienne. Toutefois, Somerset, encore modéré, n'affirma point l'hérésie d'une manière tranchée, et on formula les dogmes les plus discutés en termes si vagues que l'interprétation orthodoxe restait plausible et que les prélats « henriciens » purent se rallier à cette réforme : ainsi, Gardiner, leur chef, déclara-t-il le *Book of Common prayer* « pieux et chrétien » ; l'Acte d'uniformité l'imposa à tout le royaume. Mais, si modéré qu'il fût, ce livre parut d'abord impopulaire parce qu'il froissait les vieux usages ; une révolte importante éclata dans l'Ouest : « Nous voulons avoir, disaient les gens de Cornouailles, la vieille religion, celle du roi Henri VIII. » Les rebelles furent vaincus par une armée de mercenaires que leva en hâte Somerset ; mais celui-ci fut bientôt renversé par **Warwick, duc de Northumberland** (déc. 1549).

Le nouveau maître favorisa un protestantisme de plus en plus radical. Deux réformateurs étrangers, l'Allemand Martin Bucer et l'Italien Pierre Martyr, rédigèrent une deuxième édition du *Prayer book*, où, dépassant les théories luthériennes, on adoptait les opinions extrêmes du protestantisme suisse ; en place de la messe, une *holy communion*, d'où l'on bannit l'idée de la présence réelle et du sacrifice ; plus d'autel, plus d'ornements, rien qu'un minimum de rites ecclésiastiques. L'archevêque Cranmer dut se prêter à un tel bouleversement qui froissait ses convictions luthériennes. Parallèlement, une commission de douze membres composait l'*Ordinal* ou « forme et manière de faire et consacrer les archevêques, prêtres, diacres et autres ministres de l'Eglise » ; comme les réformateurs n'avaient point en cela l'intention de faire ce que fait l'Eglise, qu'ils voulaient établir non pas des sacrificateurs, mais seulement des prédicateurs, il s'ensuit que les ordinations anglicanes furent, dès le principe, irrémédiablement viciées. Enfin, une *Déclaration de quarante-deux articles* fixa le symbole de foi dans un sens calviniste. La mort d'Edouard VI, en 1553, sembla rendre précaire toute cette œuvre religieuse ; en réalité, réadoptés bientôt par Elisabeth, le *Prayer-book* et l'*Ordinal* deviendront les livres essentiels de l'anglicanisme.

IV. La restauration catholique sous Marie Tudor (1553-1558). — Pour assurer la succession protestante, Edouard VI avait légué la couronne non à l'une de ses demi-sœurs, Marie ou Elisabeth, mais à une descendante de sa mère Jane Seymour, à **Jane Grey**, célèbre pour son attachement au calvinisme. Le loyalisme du peuple anglais s'insurgea contre cette usurpation et un soulèvement unanime donna la couronne à **Marie Tudor**, fille légitime de Henri VIII et de Catherine d'Aragon ; avec elle, c'était le catholicisme qui reparaisait sur le trône.

A l'occasion de troubles qui éclatèrent dès le début, Marie manifesta des intentions pacificatrices et toutes persuasives : « Sa Majesté est résolue à observer la religion catholique et à la garder pour elle-même, Dieu aidant, tant qu'elle vivra. Elle désirerait et serait heureuse que chacun de ses sujets aussi l'embrassât en toute paix et charité. » Au surplus, le protestantisme, encore de fraîche date, n'avait pas eu le temps de s'implanter profondément, tandis que les vieux usages restaient très vénérés : il suffit donc qu'une loi abrogeât les dispositions du précédent règne pour ce motif qu'un roi mineur ne saurait rien changer à la religion. Par contre, l'antipapisme, fortement enraciné depuis Henri VIII, eût demandé plus de ménagements. Marie Tudor surrexcita, dès le début, ce sentiment en épousant le fils de Charles-Quint, Philippe II d'Espagne, qu'on disait catholique farouche ; d'autre part, elle négocia la réconciliation avec Rome. Les pourparlers furent assez épineux parce qu'on exigeait de la papauté qu'elle abandonnât aux détenteurs actuels tous les

I. Marie Tudor. — *Sources.* W. B. TURNBULL, *Calendar of State papers, foreign series, of the reign of Mary (1553-58)*, Londres, 1861. — *Ouvrages :* ZIMMERMANN, *Maria die Katholische*, Fribourg, 1890 ; KARDINAL Pole, *sein Leben und seine Schriften*, Ratisbonne, 1893. — G. CONSTANT, *Réginald Pole*, dans *Rev. Quest. hist.*, octobre 1911 ; *Le mariage de Marie Tudor et de Philippe II*, dans *Rev. hist. diplom.*, 1912, n. 1 et 2 ; *La jeunesse de Marie Tudor*, dans *Rev. hebdomadaire*, 20 juillet 1912 ; *Le commencement de la restauration catholique en Angleterre par Marie Tudor (1553)* dans *Rev. hist.*, 1913. — PASTOR, *Geschichte der Päpste*, Fribourg-en-B., t. VI, 1913. — DOM RÉGINALD BIRON et J. BARENNES, *Un prince anglais cardinal légat au XVI^e siècle, Réginald Pole*, 1922. — DOM ANCEL, *La réconciliation de l'Angleterre sous Marie Tudor*, dans *Rev. hist. eccl.*, 1909.

biens spoliés. Jules III finit par consentir ce sacrifice nécessaire, et le 10 novembre 1554, le roi et la reine « demandèrent pardon et absolution pour eux et pour tous les anglais » ; le cardinal **Réginald Pole** célébra solennellement la réconciliation à Westminster, le 30 novembre.

Cependant, comme l'opposition des « confesseurs anglais » s'accroissait, on remit en vigueur contre eux les anciennes lois de Richard II, Henri IV et Henri V, qui condamnaient au bûcher les hérétiques. Après avoir rédigé successivement six abjurations, Cranmer, l'ex-primat, n'échappa point à la mort. Sans doute le cardinal Pole, devenu archevêque de Cantorbéry, essaya de neutraliser l'influence des conseillers de Marie, pourtant 280 victimes environ périrent sur le bûcher. Bien que Henri VIII et Edouard VI eussent semblablement sévi contre les catholiques, et que le principe *cujus regio ejus religio*, alors partout appliqué, autorisât la répression, néanmoins, le peuple anglais, partial à l'égard d'une reine papiste, lui décernera le nom de « Marie la Sanglante ». Et le nouveau martyrologe anglican suffira à faire oublier que la Réforme, suivant le mot de Taine, était entrée en Angleterre par une porte bâtarde. La reine Marie mourut à 42 ans, le 17 novembre 1558, après avoir désigné pour lui succéder Elisabeth, fille d'Anne Boleyn, à condition qu'elle maintiendrait le catholicisme en Angleterre.

CHAPITRE VIII

LA RÉFORME DANS LE RESTE DE L'EUROPE

I. **Les royaumes scandinaves.** — Les royaumes scandinaves (Danemark, Suède, Norvège) étaient groupés sous un seul maître en vertu de l'ancienne *Union de Kalmar* (1397). Les prédicants luthériens évangélisèrent le Danemark dès l'époque du roi **Christian II** (1513-23), qui leur fit bon accueil ; mais la révolte de ses sujets le contraignit à s'enfuir. Appuyé sur un mouvement national surexcité par les cruautés de Christian II, un usurpateur, **Gustave Vasa**,

s'empara de la Suède. Cependant, le haut clergé, qui n'avait point participé à cette expulsion des Danois, s'opposa à Gustave Vasa : dès 1524, celui-ci fit exécuter comme conspirateurs Kanut, archevêque d'Upsal et Sunnanvåder, évêque de Vesterås. D'autre part, Gustave Vasa favorisa les prédicants luthériens : deux Suédois, anciens étudiants de Wittenberg, les frères **Olaüs** et **Laurentius Petri**, revinrent prêcher, à Stockholm, et, malgré les protestations de l'épiscopat qui demandait contre eux l'établissement de l'Inquisition, le roi les protégea et les combla d'honneurs. Tandis que les paysans demeuraient réfractaires aux idées nouvelles, elles gagnaient rapidement parmi les bourgeois : à Stockholm, on interdit bientôt l'usage du latin à l'Eglise.

Ce n'était point par zèle religieux, mais pour un pur motif d'intérêt que Gustave Vasa protégeait ainsi la réforme : « Le clergé possède beaucoup de biens qui sont à la couronne, écrivait-il dès 1526, et il s'attribue la part du roi dans les amendes. » En 1527, à la **diète de Vesteras**, le chancelier Laurentius Andreae, qui, lui aussi, avait étudié à Wittenberg, déclara que la royauté trop pauvre ne pourrait survivre si le clergé, détenteur de la majeure partie des richesses, continuait à ne point aider l'Etat ; il demandait l'autorisation d'exproprier une partie des domaines ecclésiastiques ; il y eut protestation dans l'assemblée, mais le roi feignit d'abdiquer, et on le supplia de reprendre la couronne ; c'était pour lui la victoire. Bientôt, il publiait le **Recès de Vesteras**, d'après lequel il pouvait s'emparer des propriétés de l'épiscopat et des chanoines ; un autre édit ordonna la recherche des rentes ecclésiastiques dont le roi pourrait prélever une part ; évidemment, les nobles participèrent à la curée : on leur reconnaissait le droit de réintégrer les biens du

I. Le Protestantisme dans les Pays Scandinaves. - ALLEN, *Histoire du Danemark* (trad. française par Beauvois), Copenhague, 1879. - L. CROUZEL, *Le catholicisme dans les pays scandinaves* (coll. *Science et religion*), 2 vol., 1902. - J. MARTIN, *Gustave Vasa et la réforme en Suède*, 1906. - H. BIAUDET, *Le Saint Siège et la Suède durant la seconde moitié du XVI^e siècle*, 1. 1., 1907. - THEIMER, *La Suède et le Saint Siège sous les rois Jean III, Sigismond III et Charles IX*, d'après les documents trouvés dans les archives du Vatican (trad. Cohen), 3 vol., 1892.

clergé, jadis possédés par leurs aïeux. D'autre part, on organisa une Eglise réformée où les évêques furent remplacés par des *ordinarii* ; les étudiants furent envoyés dans les universités protestantes d'Allemagne. Cependant, la réforme à laquelle la masse du peuple était opposée ne sera introduite que lentement et hypocritement : la plupart des cérémonies extérieures du culte catholique seront conservées pour tromper les paysans.

En Danemark, lorsque **Christian III** (1533-1559), favorable aux idées luthériennes, arriva au trône, les partisans de l'ancien roi Christian II s'agitèrent avec l'appui du clergé ; la révolte, dirigée par le comte Christophe d'Oldenbourg, n'aboutit qu'à un échec, en sorte que cette « **guerre du comte** » fut funeste à l'Eglise. Le protestantisme s'était, d'ailleurs, propagé au Danemark par la prédication de plusieurs élèves de Luther, notamment le moine **Jean Tausen**, si bien que nombre de monastères étaient vides et qu'en beaucoup d'églises, les offices se célébraient en danois. De concert avec les membres laïques du Rigsraad, le nouveau roi fit emprisonner tous les évêques le même jour, et il les contraignit à s'engager par écrit à accepter toutes les décisions de la diète qui allait se tenir à Copenhague (1536) : celle-ci remplaça les évêques par des « surintendants » et confisqua leurs biens au profit de la royauté et de la noblesse. D'autre part, Bugenhagen, professeur de Wittenberg, prépara la « Kirkeordonnansen », ou nouvelle loi ecclésiastique du royaume, d'après laquelle les pasteurs seraient élus par leurs paroissiens. En Danemark comme en Suède, la protestantisation du pays apparut comme une fructueuse opération financière ; mais il faut avouer que l'état de décadence du haut clergé, conséquence d'une richesse excessive, facilita l'œuvre des spoliateurs. Les Danois introduisirent aussi la réforme en Norvège : cependant, ici, les évêques préférèrent la mort à l'apostasie ; un seul, Rans Reff d'Oslo, consentit à renier le catholicisme ; le peuple ne céda qu'à la force.

On put cependant espérer la restauration du catholicisme en Suède sous le règne de **Jean III** (1568-98) ; Grégoire XIII lui envoya d'abord, en 1574, le jésuite **Varsevicki**, célèbre

controversiste polonais, puis, en 1578, un autre jésuite, le Père **Antoine Possevin** à titre de nonce ; celui-ci obtint l'abjuration de Jean III. Mais le roi requérait du pape des conditions inadmissibles : célébration de la messe en langue vulgaire, communion sous les deux espèces, mariage des prêtres, suppression de l'invocation des saints, conservation par les laïques des domaines ecclésiastiques spoliés. Le désintéressement de Grégoire XIII consentit bien à ratifier cette dernière clause, mais, pour le reste, il ne pouvait céder ; Jean III retourna au luthéranisme. Au moins cette tentative eut-elle des résultats indirects : le Père Varsevicki put demeurer en Suède auprès de Catherine Jagellon, l'épouse polonaise et catholique de Jean III : il y paracheva l'éducation du prince héritier, Sigismond, qui, devenu roi de Pologne après la mort de Bathory, y soutiendra, avec l'aide des jésuites, le catholicisme.

II. La Pologne et la Hongrie. — La situation de la Pologne l'exposait à des influences dangereuses : dès le ^{xv}^e siècle, de Bohême les doctrines hussites y pénétrèrent ; les étudiants formés dans les universités allemandes revenaient contaminés par le luthéranisme et, tout en prétendant rester catholiques, ils réclamaient une liturgie nationale, l'utrarquisme, le mariage des prêtres. A tous ces ferments réformistes, s'ajouta l'arrivée de l'hérétique italien Socin en 1551. D'autant plus grand était le péril que le clergé manquait de vigueur intellectuelle et morale. Heureusement, le roi **Sigismond II Auguste** (1548-72) se montrait disposé à combattre l'hérésie et le catholicisme possédait un champion insigne dans l'évêque de Cholm, **Stanislas Hosius** ; au synode de Piotrkow, celui-ci rédigea une profession de foi fameuse sur les points controversés, *Confessio fidei christianæ* ; il y rétorquait surtout Modzweski, auteur d'un grand ouvrage réformiste, *Commentarii de emendenda republica christiana*. D'autre part, Hosius attirait les jésuites dans le royaume : ils fondèrent les collèges de Braunsberg dans

I. Pologne. — A. HUMBERT, art. *Hosius*, dans *Dict. de Théologie*. — DOM A. GUÉPIN, *Saint Josaphat, archevêque de Pologne et l'Eglise grecque unie en Pologne*, 2 vol., 1874.

L'Ermland (1565), Pultusk en Mazovie (1566), Vilna Lithuanie (1570) : ils allaient couvrir de leurs missions le pays où, dès 1576, ils formeront une province spécialement détachée de l'Autriche. Pour résister à de tels adversaires, Frères Bohèmes, calvinistes et luthériens essayèrent bien de rédiger au synode de Sandomir une profession de foi commune (*census sandomirensis*) ; le roi refusa de la reconnaître en 1570. Cependant, on continua à tolérer le protestantisme.

À la mort de Sigismond II Auguste, après le règne épouventable de Henri de Valois, bientôt rappelé en France pour devenir le roi Henri III, les Polonais élurent **Etienne Bathory**, voïevode de Transylvanie (1576-86). Catholique ardent, il patrona les jésuites, fonda pour eux de nouveaux collèges, tels que Riga en Livonie, Polotsk en Russie-Blanche et éleva celui de Vilna au rang d'Académie. Le protestantisme, émietté en une multitude de sectes, perdit du terrain. L'arrivée au trône de **Sigismond III**, jadis élève du P. A. seviccki en Suède, acheva de consolider le catholicisme.

D'autre part, la question de la Lithuanie était ouverte : puis que l'union de Lublin avait rattaché ce pays à la Pologne ; l'esprit russe et orthodoxe s'y opposait à l'esprit polonais et catholique. Les jésuites, — surtout le Père **Skarski** (cratueur incomparable) — préparèrent par des missions la réunion des Ruthènes du rite grec avec l'Eglise romaine. En 1595, au **Synode de Brest-Litovski**, l'Union sera proclamée : le pape accordait aux métropolitains de Kiev l'autorisation de consacrer eux-mêmes les évêques pour les sièges vacants, mais les métropolitains devraient demander confirmation à Rome. L'Eglise uniate rencontrera des difficultés : attirés par les avantages spirituels et intellectuels qu'on trouvait dans l'Eglise latine, la plupart des non-lithuaniens préféreront passer au rite romain que d'en rester dans l'Eglise uniate ; d'ailleurs, celle-ci ne sera jamais regardée comme l'égale de l'Eglise nationale latine, et les évêques ne seront point admis dans les assemblées de l'Etat. Enfin, il y eut une résistance opiniâtre de l'orthodoxie : dans les villes et notamment à Kiev, s'organisa en *con-*tries. Les grands apôtres de l'Union seront saint Josaph

Kountsévitich, assassiné à Vitepsk en 1623, et **Joseph Véla-min Rudzki**, métropolitain de Kiew, qu'Urbain VIII appellera l'Athanase de la Russie et qui obtiendra de nombreuses conversions avec l'aide de l'ordre grec de saint Basile, réformé par les jésuites. On peut dire que ceux-ci sauvèrent au xvi^e siècle les marches de la chrétienté à l'Est.

En Hongrie, les Allemands propagèrent très vite les idées luthériennes. En ce royaume féodal, les grands seigneurs avides de séculariser passèrent à la réforme, entraînant après eux, en vertu du principe *cujus regio ejus religio*, une partie de la population rurale : ainsi s'organisa une Eglise hongroise de la Confession d'Augsbourg, composée essentiellement d'Allemands et de Magyars, auxquels se joignirent nombre de Slovaques imparfaitement convertis du luthéranisme. Bientôt, le calvinisme pénétra aussi en Hongrie et s'établit surtout parmi les Magyars sur les deux rives de la Theiss : son centre fut la ville de Debreczin et son principal propagateur le pasteur Juhasz, surnommé **Mélius** (1558) ; il établit un système presbytérien synodal qui dure encore aujourd'hui. L'une des causes qui explique la propagation de l'hérésie en Hongrie est que les musulmans maîtres du pays s'appliquaient par politique à maintenir une sorte d'équilibre entre les diverses confessions.

Tous les efforts des luthériens auprès des Grecs échouèrent misérablement. Mélanchton, qui envoya, en 1559, la Confession d'Augsbourg au patriarche de Constantinople, attendit en vain une réponse ; en 1573, les professeurs de Tubinge, Crusius et Andreæ, ne furent pas plus heureux ; le patriarche Jérémie II se contenta de réfuter leurs thèses. Au début du xvi^e siècle, le patriarche Cyrille Lucaris sera déposé deux fois et finalement mis à mort pour avoir voulu introduire le calvinisme à Constantinople.

III. L'Italie et l'Espagne. — En Italie, la réforme eut des partisans dans les grands centres : Turin, Florence, Naples ; elle s'épanouit surtout dans les milieux aristocrati-

I. **Hongrie.** — ED. SAYOUS, *Histoire générale de la Hongrie*, t. II, — *Geschichte der evangelischen Kirche in Ungarn* (Anonyme), Berlin, 1854.

ques et lettrés, sans influence profonde sur les masses ; le plus fameux de ces « cénacles » fut la cour de Ferrare, où, en dépit de son mari, la duchesse **Renée de France**, fille de Louis XII, correspondait avec Calvin, abritait les lettrés suspects comme Marot, mais se rétractait parfois au moment opportun. En effet, l'Inquisition combattit l'erreur avec vigueur, et la double influence du pape et de l'empereur empêcha l'hérésie de se répandre ; d'ailleurs, la transformation profonde qui s'opéra dans la cour pontificale et le clergé durant le xvi^e siècle montra aux Italiens l'inutilité de la Réforme protestante. Si Lelis Sozzini (**Socin**) eut une influence, ce fut hors de la péninsule : hérésie anti trinitaire et unitarienne, le socianisme ravale le Christ au rang d'un dieu de second ordre auquel le Dieu suprême et unique aurait confié, en récompense de sa crucifixion, le gouvernement d'un monde où le péché originel est peu de chose, le baptême un simple symbole d'initiation et la cène une pure cérémonie. Chassé d'Italie, de Genève, puis de Zurich, Socin se réfugia en Pologne (1551-59) ; son erreur s'y répandit, ainsi qu'en Hongrie, augmentant dans ces royaumes l'anarchie doctrinale née de la lutte de toutes les confessions.

Véritable Espagnol, Philippe II le Catholique avait une sainte horreur de l'hérésie. L'inquisition sévit en Espagne avec une vigueur parfois extrême. Pour empêcher toute infiltration protestante, Philippe II n'hésita pas à défendre à ses sujets d'aller étudier ou professer dans les universités étrangères. D'autre part, la question morisque n'avait cessé d'exister : une insurrection ayant éclaté au cours de laquelle les morisques massacrèrent prêtres et religieuses, Don Juan d'Autriche la réprima. Philippe II expulsa les morisques de la région de Grenade pour les disperser dans la Galice, la Castille et la Marche.

II. **Italie.** — PASTOR, *Histoire des papes*, passim. — J. BURCKHARDT, *La civilisation en Italie*, t. II, 1906. — CESARE CANTU, *Les hérétiques d'Italie*, trad. franç., 3 vol. — E. RODOCANACHI, *La réforme en Italie*, 2 vol., 1921 ; *Renée de France, duchesse de Ferrare. Une protectrice de la Réforme en Italie et en France*, (1510-1575), 1895.

La Contre-Réforme Catholique

CHAPITRE PREMIER

LA REFORME CATHOLIQUE AVANT LE CONCILE DE TRENTE

La répression de la Réforme en Allemagne eût réclamé une étroite entente du pape et de l'empereur. Mais la domination impériale était un danger pour l'Italie : lorsque Charles-Quint eut vaincu François I^{er} à Pavie (1525) et conquis la Lombardie, **Clément VII** (1523-34) crut devoir lui opposer une sainte Ligue avec Venise, un général de l'Empereur Pescaire et les États libres de la péninsule. Mais les alliés se dérobèrent, et une puissante armée impériale, commandée par Charles de Bourbon, se lança vers Rome ; le faible Clément VII, qui n'avait point l'étoffe d'un Jules II, envoya en vain de l'argent pour obtenir sa retraite ; malgré la mort de Bourbon, frappé d'une balle en montant à l'assaut, Rome fut prise et soumise à toutes les horreurs d'un sac où le sacrilège se mêla à la cruauté et à l'orgie, d'autant plus que la soldatesque se composait surtout d'Allemands luthériens ou d'Espagnols juifs et maures fraîchement convertis. Réfugié au château Saint-Ange, Clément VII y demeura sept

1. **Adrien VI et Clément VII.** — Sources : GACHARD, *Correspondance de Charles-Quint et d'Adrien VI*. — CASANOVA, *Lettere di Carlo V a Clemente VII*, Florence, 1893. — FRAIKIN, *Nonciatures de Clément VII*, 1906. — Travaux : FORGET, art. *Adrien VI* dans *Dict. Théol. cath.* — P. RICHARD, art. *Adrien VI* dans *Dict. hist.* — HOFLEN, *Papst Adrian VI*, Vienne, 1880. — H. HEMMER, art. *Clément VII*, dans *Dict. Théol.* — CLARETTA, *Carolo V e Clemente VII*, Turin, 1893. — MIGNET, *La rivalité de François I et de Charles Quint*. — PASTOR, op. cit.

mois dans une demi-captivité ; il n'en sortit qu'à condition de livrer les places de couverture de l'Etat pontifical : Parme, Plaisance et Modène ; la réconciliation fut scellée en 1529, lors de l'**entrevue de Bologne**, où Clément VII ceignit le front de Charles-Quint des deux couronnes d'Italie et d'Allemagne. Le conflit impérialo-pontifical n'en avait pas moins eu des conséquences religieuses désastreuses : il explique en partie l'échec des légats envoyés aux diètes de Nuremberg (1524), Spire (1526) et Augsbourg (1530), pour la solution de la question luthérienne. D'autre part, regardé par les contemporains comme le châtiment du luxe effréné et des mœurs païennes, le sac de Rome consacre le discrédit de la Renaissance et marque le début de la Réforme romaine.

I. **L'initiative italienne : ordres nouveaux.** — Tandis que les papes s'absorbaient dans la politique, certaines générosités individuelles travaillaient à une rénovation religieuse. Dès le pontificat de Léon X, au plus tard en 1517, l'initiative partit à Rome d'un groupe d'ecclésiastiques et de laïques cultivés qui s'unirent en une fraternité appelée Compagnie ou **Oratoire de l'Amour Divin**, sous le patronage de saint Jérôme : ils n'eurent d'autre souci, au début, que se renouveler intérieurement par des œuvres de piété et de charité et prêcher d'exemple ; des filiales s'érigèrent en plusieurs villes d'Italie, notamment à Vérone, à Vicence, à Brescia et à Venise.

Mais ces fraternités demeuraient assez lâches et n'impliquaient pas le retrait des affaires du siècle. Deux membres de l'*Oratoire de l'Amour Divin*, le doux et mystique **Gaëtan de Thiene**, l'énergique et actif **Jean-Pierre Caraffa**, eurent l'idée de fonder un ordre de clercs réguliers qu'on appela les **Théatins**, parce que Caraffa était archevêque de Theato (Chieti). Menant la vie de communauté, voués à la chasteté, à la pauvreté et à l'obéissance, ces simples prêtres sans costume spécial rempliraient de façon exemplaire le ministère des âmes et la prédication : ainsi pourraient-ils ramener par leur exemple le clergé séculier à une vie apostolique. Ce petit groupement, où ne furent admis que des sujets d'élite, devait devenir, à l'instar de certains monastères antiques,

une pépinière d'évêques, agents insignes de la réforme catholique. Dès 1524, l'institut fut approuvé par Clément VII, il s'établit sur le Mont Pincio. Survint le sac de Rome qui contraignait ses membres à se disperser ; il n'en continuera pas moins à se développer, surtout lorsque Caraffa sera devenu le pape Paul IV.

Un gentilhomme de Crémone, **saint Antoine Marie Zaccaria**, fonda à Milan une association assez semblable à celle des Théatins : les clercs réguliers de la congrégation de Saint-Paul, bientôt connus sous le nom populaire de **Barnabites**, parce qu'en 1538, ils établirent leur centre dans le vieux couvent milanais de saint Barnabé. Cependant, contrairement aux Théatins, les Barnabites visaient à l'action directe et ne craignaient pas de prêcher des missions jusque dans les rues. Enfin, un noble Vénitien, Girolamo Miani (**saint Jérôme Emilien**) fonda, lui aussi, une association religieuse de clercs qui, d'abord occupés à diriger des orphelins, étendirent bientôt leur sollicitude à tous les malheureux : pauvres, malades et ignorants ; comme leur premier centre de réunion fut le village de Somasca, près de Bergame, on les appela les **Somasques**. Dès 1540, Paul III confirmera cette congrégation.

De tels exemples suscitèrent des émules au sein de l'épiscopat italien. **Giberti**, dataire de Clément VII, résolut de réformer son diocèse de Vérone : il entreprit la visite, restaura les couvents, fonda à Vérone des maisons de refuge pour les filles, créa des monts-de-piété et une « société de la charité » ; à son modèle, nombre de prélats amendèrent leur diocèse : ainsi le cardinal Cornaro à Brescia, le cardinal Hercule Consalve à Mantoue, Alexander à Brindisi, Sadolet à Carpentras.

I. Au XVII^e siècle, les Théatins viendront en France appelés par Mazarin ; ils y fonderont le couvent appelé Sainte-Anne-la-Royale à cause de leur protectrice Anne d'Autriche.

II. **La réforme italienne avant le concile de Trente.** — R. DE MAULDE DE LA CLAYRE, *Saint Gaëtan* (coll. *les Saints*), 1902). — DUBOIS, *Le Bienheureux A. M. Zaccaria, fondateur des Barnabites*, Tournai, 1916. — HUBERT, *Die Herlige Hieronymus Emiliam*, Mayence, 1895. — *Les barnabites, clercs réguliers de saint Paul* (1533), (coll. *Les ordres religieux*), 1924.

II. **La Compagnie de Jésus.** — Un ordre de clercs réguliers apparut alors qui devait acquérir une importance exceptionnelle, celui des Jésuites. Son fondateur, **saint Ignace**, naquit en 1491, au château de Loyola, dans la province de Guispucua (Espagne), d'une noble famille basque. D'abord page du roi Ferdinand V, puis officier dans l'armée espagnole, il fut blessé grièvement en 1521, au siège de Pampelune, attaquée par les Français. Il occupa les loisirs de sa convalescence à faire de pieuses lectures, notamment la *Vie de Jésus-Christ*, et celles de saint François d'Assise et de saint Dominique ; elles l'amènèrent à quitter le monde. Après s'être consacré à Notre-Dame dans le sanctuaire de Montserrat (Catalogne), il se retira dans la grotte de **Manrèse**, où il vécut dans la prière et la mortification. Il partit ensuite pour Jérusalem, « fermement résolu d'y demeurer en visitant assidûment les lieux saints » ; il accomplit son pèlerinage, mais les Franciscains l'empêchèrent de séjourner en Terre Sainte. Pour être plus utile au prochain, il résolut de recommencer ses études : à 30 ans, il s'astreignait à refaire du latin durant deux ans ; il suivit les leçons de philosophie et de théologie à Alcalá et à Salamanque (1526-27), puis, en 1528, se rendit à Paris, où, au bout de sept ans, il recevra le diplôme de maître ès arts (1535).

A Paris, la sainteté d'Ignace avait attiré vers lui plusieurs étudiants : d'abord, un Savoyard, Pierre Lefèvre, puis trois

I. **Jésuites.** — Sources : *Exercitia spiritualia*, Roehampton, 1881 ; Madrid 1919. — *Institutum societatis Jesu*, Florence 1886 sqq. — *Monumenta historica Societatis Jesu*, Madrid, 1898 sqq. — SOMMERVOGEL, *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, 9 vol., 1890-1909. — Travaux : CH. CLAIR, *Vie de Saint Ignace*, 1891. — H. JOLY, *Saint Ignace de Loyola* (coll. les Saints) 8^e édit., 1913. — ASTRIN, *Historia de la Compania de Jesus en la Assistencia d'Espana*, 3 vol., Madrid, 1902-1909. — FOUQUERAY, *Histoire de la Compagnie de Jésus en France*, 3 vol., 1910-22. — P. TACCHI-VENTURI, *Storia della Compagnia di Gesu in Italia*, Rome et Milan, 1909 sq. — B. DUB, *Geschichte der Jesuiten in den Landern deutscher zunge*, Fribourg-en-Brisg., 1907 sqq. — J. BRUCKER, *La Compagnie de Jésus, esquisse de son Institut et de son histoire*, 1919 ; art. *Ignace de Loyola*, dans *Dict. de Théol.* — P. BOUVIER, art. *Jésuites* (*La théologie dans l'ordre des*), dans *Dict. de Théol.* — A. BROU, *Les Jésuites et la légende*, 1907. — R. KEMPF, *Die Heiligkeit der Gesellschaft Jesu*, 2 vol. — *Autobiographie de saint Ignace. Le récit du Pèlerin*, traduit par E. THIBAUT (*Museum Lessianum*), Bruges, 1924.

Espagnols, Jacques Lainez, Alphonse Salmeron et Bobabilla, un noble navarraïs, François de Xavier et un gentilhomme portugais, Rodriguez de Azevedo. Saint Ignace les forma en leur faisant connaître les *Exercices spirituels* qu'il avait esquissés à Manrèze. Le 15 août 1534, tous les sept se rendirent à l'église Notre-Dame de **Montmartre**, en la chapelle souterraine dite du Martyre, et y prononcèrent les vœux de pauvreté et de chasteté perpétuelle ; promettant, en outre, d'aller dans les trois ans qui suivraient leurs études à Jérusalem pour y travailler au salut des Infidèles, ou, en cas d'empêchement, de se mettre à la disposition du Souverain Pontife. Après avoir attendu en vain, à Venise, un navire en partance pour l'Orient, ils se réunirent à Vicence et y préludèrent à la fondation définitive en décidant que leur groupement s'appellerait *Compagnie de Jésus* (sept. 1537). Ignace, Lefèvre et Lainez se rendirent à Rome ; Paul III les accueillit avec bienveillance et ne tarda pas à approuver leur Institut, à la condition qu'il ne dépasserait pas soixante membres ; trois ans plus tard, il lui accordait une approbation sans réserve (14 mars 1544).

À l'état d'ébauche dans la *Formule* présentée à Paul III en 1539, l'organisation de la *Compagnie* est exposée dans les *Constitutions*, œuvre personnelle de saint Ignace. « Le but où tend cette société, dit-il, est de parcourir les diverses parties du monde et d'y prêcher la parole de Dieu, entendre les confessions et employer tous les autres moyens qu'elle pourra, avec la grâce divine, pour aider les âmes » : missions, catéchismes, enseignement, œuvres de charité, tout apostolat revenait à la Compagnie, et partout ; en vertu du quatrième vœu, les profès s'engageaient à se rendre là où voudrait le Souverain Pontife, « chez les Turcs, ou dans le Nouveau-Monde ou chez les Luthériens » ; ainsi, la Compagnie apparaîtrait-elle comme une véritable équipe volante au service de la chrétienté menacée. Un objectif si varié explique et justifie la suppression du chœur ou chant public des heures canoniales.

À ces soldats d'élite, il faut une formation longue et soignée. Les anciens ordres ne réclamaient qu'un an de noviciat avant la profession solennelle ; le futur jésuite doit

d'abord subir une *probation* de deux années, au bout desquelles il émet les premiers vœux qui constituent un degré initial : celui des *scholastiques*, comme on appelle désormais ceux qui sont destinés à la prêtrise, ou des *coadjuteurs temporels approuvés* qui seront employés aux offices domestiques. Cinq années où il se consacre à l'étude de la philosophie et des sciences (scholasticat), cinq années environ où il s'adonne au professorat, quatre ou six ans encore où il cultive la théologie, mènent enfin le futur jésuite au sacerdoce. En vue d'achever sa formation religieuse, il retournera au noviciat pour une troisième année de probation consacrée aux exercices spirituels ; il sera admis alors soit comme *coadjuteur spirituel* à renouveler les trois vœux déjà prononcés, soit comme *profès* à y ajouter un quatrième vœu, celui d'obéissance au pape. Les coadjuteurs spirituels remplissent, sans doute, les mêmes ministères que les profès et peuvent être appelés à gouverner des collèges, mais seuls, les profès peuvent parvenir aux charges principales : généralat, provincialat, supériorité des maisons professes.

A la tête de la Compagnie se trouve un **général**, élu à vie. Il nomme les *Provinciaux*, chargés du gouvernement d'une région, les *Préposés* aux maisons professes et les *Recteurs* des collèges et séminaires. Tous les supérieurs doivent à époque fixe lui faire des rapports ; de même, les *Consulteurs* ou conseillers d'office des supérieurs. Lui-même est aidé par six conseillers ou assistants qui l'aident chacun dans les affaires d'un groupe déterminé de provinces qu'on appelle *assistance* : on distingue les assistances d'Italie, de Portugal, d'Espagne, de Germanie, de France et de Pologne. Si grand qu'il soit, le pouvoir du général n'est point absolu : au-dessus de lui, la *Congrégation générale* contrôle son administration, peut lui commander, le reprendre et même le déposer ; à elle aussi le privilège d'édicter une législation définitive.

L'influence des jésuites ne va cesser de grandir sous les généralats de saint Ignace de Loyola (1540-56), de Jacques Lainez (1558-68), de saint François Borgia (1569-72), d'Eve-rard Mercurian (1573-80) et de Claude Aquaviva (1581-1615).

CHAPITRE II

LE CONCILE DE TRENTE

Le successeur de Léon X fut le Hollandais **Adrien VI**, ancien précepteur de Charles-Quint (1522-23). Très austère, il voulut inaugurer sans ménagements une réforme complète de la cour romaine, mais il y mit une rudesse qui le fit qualifier de barbare allemand et, d'ailleurs, il resta trop peu de temps sur le trône pontifical pour réaliser ses bonnes intentions (1522-23).

Il importait d'opposer au protestantisme une profession de foi très nette, et de prendre des décisions disciplinaires aptes à faire disparaître les abus et à redresser les mœurs. Depuis longtemps, on attendait pareille réforme d'un concile. Avant tout, la question intéressait la Germanie : on vit Adrien VI consulter à ce sujet la diète de Nuremberg, qui répondit en exigeant la convocation dans une ville allemande. Très absorbé par la politique, **Clément VII** (1523-1534) pensa néanmoins, après sa réconciliation avec l'Em-

Concile de Trente. -- Sources : LE PLAT, *Monumenta ad historiam Concilii-Tridentini spectantium amplissima collectio*, 7 vol., Louvain, 1781-87. -- *Concilium delectorum cardinalium et aliorum praelatorum de emendenda Ecclesia* (dans Mansi, *Concil.*, supplém. V, 537). -- THEINER, *Acta genuina ss. accumenici Concil. Trid.*, 2 vol., Agram et Leipzig, 1874. -- VON DUFFEL, *Monumenta Tridentina*, Munich, 1885. -- *Journal du Concile de Trente*, rédigé par un secrétaire vénitien, présent aux sessions de 1562 et de 1563, p. p. A. Baschet, 1870. -- G. CONSTANT, *Etude et catalogue critique de documents sur le concile de Trente*, 1910 ; *La légation du cardinal Morone près l'empereur et le concile de Trente* (avril-déc. 1563, 1922. -- S. MERKLE, *Etude sur trois journaux du concile de Trente*, dans *Rev. hist. eccl.*, 1904 (V), 1905 (VI) et 1912 (XIII). -- *Diarorum, actuum, Concilii Tridentini nova collectio* (societas goerresiana), Fribourg en B., 1901-1924. -- *Travaux* : PALLAVICINI, *Istoria del concilio di Trento*, trad. franç. p. p. Migne, 1844. -- MAYNIER, *Etude historique sur le concile de Trente*, 1874. -- BAGLEVALET DE PUCHESSE, *Histoire du concile de Trente*, 1870. -- PAUL DESLANDRES, *Le concile de Trente et la réforme du clergé catholique au XVI^e siècle*, 1905. -- CARCERERI, *Il concilio di Trento dalla traslazione a Bologna alla sospensione*, Bologne, 1910. -- V. MARTIN, *Le Gallicanisme et la réforme catholique. Essai sur l'introduction en France des décrets de Trente*, 1919. -- G. MOLLAT, art. *Jules III* dans *Dict. Théol.*

pereur, à réunir le concile ; il en conféra avec Charles-Quint à Bologne, mais mourut avant d'avoir rien entrepris.

I. Historique du Concile. — Paul III (1534-49), qui avait montré ses bonnes intentions en appelant au Sacré-Collège des prélats tels que Pierre Caraffa, Jean Morone, Contarini et Réginald Pole, réunit une commission préparatoire qui élaborait un plan de réforme sous ce titre : *consilium electorum cardinalium et aliorum praelatorum de emendanda Ecclesia*. Après avoir envoyé le nonce Vergerio en Allemagne pour traiter avec l'empereur et les princes luthériens de la réunion d'un concile, il le convoqua à Mantoue, puis, le duc de cette ville faisant opposition, à Vicence (1537-38). Mais, d'une part, les protestants refusaient de se rendre à une assemblée qui ne se tiendrait pas en territoire allemand ; d'autre part, la lutte persistant entre François I^{er} et Charles-Quint rendait impossible un véritable concile de la chrétienté ; ce fut seulement lorsque les deux princes eurent signé la paix de Crespy (1544) que Paul III put convoquer les Pères à **Trente**. Cette ville du Tyrol, à égale portée de l'Allemagne et de l'Italie, semblait devoir satisfaire tout le monde. Pourtant, les protestants refusèrent de s'y rendre : Mélanchton argua que le pape n'avait pas le droit de convoquer des conciles et que, d'ailleurs, celui de Trente ne pourrait jamais être général, puisque les laïques n'y figuraient pas. Le concile ne s'en ouvrit pas moins le 13 décembre 1545, sous la présidence des trois cardinaux légats Del Monte (le futur Jules III), Cervini (le futur Marcel II) et Réginald Pole. Des circonstances politiques allaient en amener deux fois la suspension, en sorte qu'on peut le partager en trois périodes espaçant leurs vingt-cinq sessions sur dix-huit années.

La première période (13 déc. 1545-11 mars 1547) compta huit sessions. On régla d'abord l'ordre à tenir dans le concile : pour écarter intrigues et rivalités, on décida que le vote aurait lieu non par nations comme à Constance, mais par têtes ; pour éviter le péril démagogique, on statua que, seuls, les cardinaux, les évêques, les généraux d'ordre et les abbés auraient droit au vote. On établit que les légats

désigneraient les sujets à traiter : étudiés par des congrégations particulières de canonistes et de théologiens, ils seraient soumis ensuite à des congrégations générales d'évêques ; on promulguerait enfin les décrets en session générale.

Mais, si l'ordre intérieur du concile était ainsi sauvegardé, il fallait encore compter avec les interventions troublantes de l'extérieur. Charles-Quint, qui espérait toujours ramener les protestants par voie de conférence, eût fait volontiers du concile général un colloque contradictoire. Aussi, pour ne pas exaspérer les réformés, voulait-il qu'on évitât le plus possible les débats dogmatiques et qu'on s'en tint aux questions disciplinaires ; par contre, gardien de l'orthodoxie, le pape jugeait qu'il importait surtout de conjurer le péril dogmatique en définissant les points controversés. Pour tout concilier, on décida que, dans chaque session, on porterait à la fois un décret dogmatique et un décret disciplinaire. Cependant, les tendances différentes du pape et de l'Empereur ne cessèrent de s'opposer ; le conflit fut porté à l'état aigü quand le transfert du concile à Bologne causé par une épidémie enleva tout espoir de voir paraître les protestants, parce que toute ville italienne leur était suspecte. Charles-Quint retint quand même à Trente une partie du concile : ses évêques allemands et espagnols ; il publia une protestation menaçante (janvier 1548) et, poursuivant sa politique de concessions, accorda aux protestants l'Interim d'Augsbourg, où, par une usurpation scandaleuse de l'autorité spirituelle, il leur concédait la communion sous les deux espèces et le mariage des prêtres. Après avoir tenu à Bologne les sessions VIII, IX et X où il prépara des matériaux, mais sans porter aucun décret, le concile légitime fut dissous par Paul III en septembre 1549, conséquence fatale de l'opposition impériale.

La deuxième période (1551 à 1552) s'ouvrit sous le pontificat de **Jules III** (1550-55), qui n'était autre que le cardinal Del Monte, l'ancien légat au concile. On se heurta à un double refus de participation : celui des protestants et des princes allemands, qui eussent voulu, avec Maurice de Saxe, que le pape et ses légats n'eussent pas la présidence et que les théologiens hérétiques eussent voix délibérative ; celui

du roi Henri II qui, songeant à s'allier contre l'Empereur avec les princes protestants et voulant leur plaire, arguait que la France, « pure d'hérésie », n'avait pas besoin d'un concile général. Il n'y eut pas moins huit sessions ; après la sixième (avril 1552), on apprit que Maurice de Saxe, trahissant l'Empereur et prenant le parti des princes protestants, envahissait soudain le Tyrol ; le concile n'eut que le temps de se dissoudre. Cette interruption, qui ne devait durer que deux ans, se prolongea pendant neuf.

A Jules III, mort en 1555, avait succédé un autre légat du concile, Cervini, qui, sous le nom de **Marcel II**, ne régna que vingt-deux jours. Après lui, Jean-Pierre Caraffa, l'énergique **Paul IV** (1555-59), entendit faire la réforme à sa guise, sans le concile, pour que les princes séculiers n'eussent pas à s'en mêler. Ce fut seulement **Pie IV** (1559-65) qui put achever le concile avec l'aide de son légat, Morone, et de son neveu, **saint Charles Borromée**. Cette **troisième période** s'étend du **18 janvier 1561 au 4 décembre 1563**. La situation catholique était alors changée et tout le monde désirait le concile : l'Empereur Ferdinand I^{er} et le roi d'Espagne Philippe II voulaient régler les rapports du clergé de leurs États avec le Saint-Siège ; en France, la régente, Catherine de Médicis et le chancelier, Michel de l'Hôpital, comptaient sur l'œuvre de l'assemblée pour dénouer la crise ouverte par les guerres de religion.

Malheureusement, au nom de cet intérêt même qu'ils portaient au concile, les princes menaçaient d'entraver sa liberté. Ils prétendirent d'abord mener l'Assemblée en lui proposant directement les matières à traiter ; mais l'autorité ecclésiastique maintint sa primauté, et l'on spécifia que les ambassadeurs devaient toujours communiquer leurs demandes aux légats. Il y eut, d'autre part, une grave explosion de gallicanisme : dès 1561, les ambassadeurs français avaient réclamé le transfert du concile dans une ville plus rapprochée de notre frontière et ils demandaient le renouvellement des décrets de Constance sur les rapports du pape et du concile ; l'archevêque de Grenade, Guerrero, les appuyait lorsqu'à la XVIII^e session, il parlait d'insérer dans les décrets l'expression suivante : « Le concile repré-

sentant de l'Eglise universelle. » Puis, une discussion délicate s'engagea sur les relations de l'épiscopat avec la papauté : l'évêque tient-il sa juridiction directement du pape ou bien du Christ lui-même ? Les ultramontains — Italiens et jésuites — soutenaient la première opinion : *Summus pontifex*, disait André Carnutus de Milan, le 26 sept. 1562, *habet immediate potestatem a Deo, illi (episcopi) mediate*. Lainez défendra cette thèse avec ardeur ; il démontrera que le pouvoir d'ordre vient immédiatement de Dieu, mais que le pouvoir de juridiction ne vient aux évêques que médiatement de Dieu et immédiatement du pontife romain.

Lorsque, le 13 novembre 1562, douze évêques français firent leur apparition, ayant à leur tête le **Cardinal de Lorraine**, les gallicans espérèrent le triomphe ; mais assez dévoué au Saint-Siège, Lorraine se laissa capter par l'habileté du cardinal secrétaire d'Etat, Charles Borromée. Le conflit se rouvrit, lorsqu'en 1563, les légats présentèrent un projet de « réformation des princes » : réserve aux tribunaux ecclésiastiques de toutes les affaires du clergé, défense aux princes de toucher aux fruits des bénéfices vacants, etc. En plein concile, Arnauld du Ferrier déclara « que tout ce chapitre ne tendait qu'à abolir l'antique liberté de l'Eglise gallicane » ; les ambassadeurs de France se retirèrent à Venise. Lorraine obtint des légats qu'ils rapportassent le projet. En dépit de tous les obstacles, le concile se termina le 4 décembre 1563, après avoir rempli sa tâche ; Pie IV confirma ses actes par la bulle *Benedictus Deus* et rédigea la *Professio fidei Tridentina*, que les évêques et les professeurs d'université devaient jurer.

II. Les définitions dogmatiques. — Au point de vue doctrinal, le concile de Trente se préoccupa surtout de définir la théologie catholique sur les points centraux où la Réforme l'avait attaquée. D'abord, les sources de la Révélation sont nettement maintenues : « La mission enseignante de l'Eglise, dit le concile en tête de ses décrets dogmatiques, est de veiller à la parfaite intégrité de ces deux sources de notre foi : l'Ecriture Sainte et la Tradition. En vertu de l'autorité qu'il a reçue du Christ, le concile renouvelle l'ancien

canon de la Sainte Ecriture, fixe dans la Vulgate le texte authentique et normal, enfin veille à sa diffusion et à son interprétation. » Nul ne doit, « dans les matières concernant la foi et les mœurs, attribuer à l'Ecriture un autre sens que celui que lui a donné et que lui donne l'Eglise ».

A la doctrine centrale du luthéranisme — corruption irrémédiable de la nature humaine et justification par la foi seule — le concile oppose une réfutation définitive. Dans la V^e session, le décret du 17 juin 1546 définit le péché originel qui, transmis par nos premiers parents, est enlevé par le baptême, néanmoins que demeure en nous la concupiscence ou tendance au mal. La VI^e session aboutit au fameux *Decretum de justificatione*, le chef-d'œuvre du concile de Trente. Les points suivants y sont notamment fixés : a) on doit croire que la rémission des péchés ne s'obtient que gratuitement par la miséricorde divine à cause du Christ ; cependant, la confiance ou la certitude qu'on prétendrait avoir de la rémission de ses péchés n'est pas ce qui, en réalité, procure cette rémission ; b) on ne peut dire que ceux qui sont réellement justifiés doivent affirmer, sans aucune hésitation, qu'ils sont justifiés ni que personne est absous de ses péchés ou justifié à moins qu'il ne croie fermement qu'il est absous et justifié... c) Car si aucun homme pieux ne doit douter de la miséricorde divine, du mérite du Christ, de la vertu et efficacité des sacrements, tout homme d'autre part, s'il se considère tel qu'il est en lui-même, s'il considère sa propre faiblesse et indisposition, peut craindre et trembler pour son état de grâce, puisque personne ne peut savoir¹ par certitude de foi sous laquelle ne peut se cacher l'erreur, s'il a reçu la grâce divine. d) Le concile établit d'autre part qu'il faut attribuer à la grâce prévenante le début de toute activité salutaire, mais l'homme doit coopérer à cette impulsion pour arriver à la justification.

Concernant les sacrements en général, le concile définit l'institution divine, la nature, le ministre, les dispositions

1. Cependant le concile déclarait « qu'il n'entraît point dans son intention de comprendre dans ce décret la bienheureuse et immaculée Vierge Marie ».

requis, les effets. Mais il s'occupa surtout de l'Eucharistie et de la messe si dénaturées par les protestants (sessions XII-XIII, XXI-XXII). Le concile définit à la fois la réalité de la présence et l'intégrité de cette présence : « Si quelqu'un nie que dans le sacrement de la très sainte Eucharistie soient contenus vraiment, réellement et substantiellement le corps et le sang avec l'âme et la divinité de N. S. J.-C., et par conséquent le Christ tout entier, mais prétend qu'ils n'y sont qu'en signe ou en figure, ou par leur vertu, qu'il soit anathème ». Quant au mode de la présence, à l'objection de Calvin prétendant que si le Christ se trouvait sur la terre, il ne serait plus au ciel, le concile répond : « Il n'y a pas contradiction entre ces deux faits que notre Sauveur continue toujours d'être au ciel et à la droite de son Père, selon sa manière d'être naturelle, *juxta modum existendi naturalem*, et que néanmoins il nous soit présent en plusieurs autres lieux par sa substance et d'une manière sacramentelle, *sacramentaliter præsens sua substantia nobis adsit*. C'est là une manière d'être que nous ne pouvons qu'imparfaitement exprimer par des mots : mais qu'elle soit possible à Dieu, nous pouvons le comprendre par notre raison éclairée par la foi ». Enfin, contre la théorie luthérienne de l'impanation, le concile affirma la transsubstantiation : « Si quelqu'un dit que dans le très saint sacrement de l'Eucharistie, il reste la substance du pain et du vin avec le corps et le sang de N. S. J.-C., et nie cette merveilleuse et unique conversion de toute la substance du pain au corps et de toute la substance du vin au sang, qui ne laisse subsister que les apparences du pain et du vin, conversion que l'Eglise catholique appelle du nom très approprié de transsubstantiation, qu'il soit anathème ».

Sur la question délicate de la communion sous les deux espèces, Canisius consulté déclara que rien ne s'oppose à la concession du calice, mais que c'est au pape d'en décider ; le concile se rallia à cet avis. En 1564, Pie IV accordera l'usage du calice pour l'Autriche, la Bohême et plusieurs diocèses d'Allemagne ; mais les abus qui s'en suivront obligeront trois ans plus tard Pie V à rapporter cette concession.

Les princes séculiers reprochaient à la législation matri-

moniale d'admettre la validité des mariages clandestins contractés en l'absence de tout témoin, et celle des mariages des fils et des filles de famille contractés *invito patre*. Contre les unions clandestines, le concile décréta que sous peine de nullité le mariage devrait se célébrer devant trois témoins dont l'un serait « le propre curé de l'un des conjoints ou son délégué ». Quant aux mariages contractés *invito patre*, l'Eglise ne pouvait les invalider, mais elle les déclara *detestata* en sorte que les conjoints pourraient tomber sous les pénalités des autorités ecclésiastiques ou civiles.

Concernant la question connexe du célibat ecclésiastique, le concile affirma contre les protestants que l'Eglise a le pouvoir d'établir des empêchements dirimants au mariage ; il déclara nul le mariage des clercs.

III. **Les décrets disciplinaires.** — Les Pères de Trente portèrent aussi des décrets disciplinaires. Evêques et curés furent rappelés à leurs devoirs d'état. Les évêques doivent observer la résidence personnelle dans leur diocèse ; ils ne pourront s'absenter que deux ou trois mois au plus, et jamais durant l'Avent et le Carême ; ceux qui enfreindront les lois de la résidence perdront une partie de leurs bénéfices ; s'ils restent contumaces, on en déférera à Rome qui pourra prononcer la déposition. Au moins tous les deux ans, les évêques doivent visiter leur diocèse pour la réforme des mœurs et la sauvegarde de la discipline ; tous les ans se tiendront des synodes diocésains et tous les trois ans des conciles provinciaux. Quant aux curés, ils sont tenus à l'enseignement du catéchisme et au prône dominical. En ce qui concerne la vie monastique, voulant détruire les anciens abus, le concile interdit la profession religieuse avant l'âge de 16 ans pour les garçons et de 12 pour les filles ; on obligea les moines à la stricte pauvreté, les moniales à la clôture ; et on voulut prévenir les dangers de la commende en interdisant de conférer des abbayes à des personnages non réguliers. De ces décisions, auxquelles les papes tiendront la main, sortira la régénération du clergé séculier et régulier, ferment de la réforme morale.

CHAPITRE III

L'ŒUVRE DES PAPES REFORMATEURS

I. **L'Inquisition et l'Index.** — Les papes de la seconde moitié du xvi^e siècle veillèrent à l'application des décrets de Trente. Déjà, durant les 18 années que dura le concile, certaines mesures avaient été prises : **Paul III** (1534-49) instituait dès 1542 la Congrégation du Saint-Office ou de l'**Inquisition** dont le but principal était défendre la foi et la discipline ecclésiastique en portant des décrets dogmatiques, en qualifiant de téméraire, erronée, hérétique, etc... toute proposition tendancieuse. Des doctrines, la compétence s'étendit naturellement aux livres qui les contenaient : d'où en 1543 la publication de l'**Index**, liste des livres prohibés. A la tête de la congrégation du Saint-Office fut placé le zélé cardinal Caraffa ; devenu pape sous le nom de **Paul IV** (1555-59) il publia la bulle *Cum ex apostolatus officio* contre les princes, évêques et autres personnages tombés dans l'hérésie, indiquant ainsi que nul n'était par sa dignité à l'abri des censures de l'Inquisition. **Pie IV** (1559-64) qui clôtura le concile travailla à la diffusion des décrets de Trente ; dans la bulle qui les confirmait, il interdit toute espèce de « commentaires, gloses, annotations et scholies des dits décrets », puis le 2 août 1564 il créa la congrégation des cardinaux interprètes du concile de Trente (*Sacra congregatio cardinalium concilii Tridentini interpretum*).

Mais l'œuvre défensive ne suffisait pas. Il fallait, selon le désir du concile, réformer les individus eux-mêmes : prélats et clercs. Telle fut l'œuvre particulière de deux grands pon-

I. **Les papes réformateurs.** — DOM ANCEL, *L'activité réformatrice de Paul IV*, dans *Rev. quest. hist.*, 1909 (LXXXVI). — MGR. GRETE, *Saint Pie V* (coll. *les Saints*), 1914. — MONCELLE, art. *Grégoire XIII*, dans *Dict. Théol.* — HÜBNER, *Sirte Quint.*, 3 vol., 1870. — J. DE LA SERVIÈRE, art. *Clément VIII*, dans *Dict. Théol.* — DOM BAÜMER, *Hist. du bréviaire* (trad. franç. par Dom Biron), 2 vol., 1905. — BATIFFOL, *Histoire du bréviaire romain*, 3 éd., 1911.

tifs : **saint Pie V** (1566-72) et **Grégoire XIII** (1572-85). Pour les ecclésiastiques, saint Pie V édicta de multiples règlements disciplinaires : interdiction des spectacles, du jeu, des banquets publics, etc... Il attaqua aussi la simonie et particulièrement le fléau de la commende : ainsi obligea-t-il Catherine de Médicis à statuer que personne ne pourrait jouir de bénéfices sans l'investiture de Rome ; lui-même veilla à ne faire que des choix épiscopaux irréprochables après sérieuse enquête. Aux prélats nommés, il prescrivait d'ailleurs la stricte observation des décrets de Trente, notamment la résidence et le ministère pastoral direct ; il décida que les délinquants seraient dans le délai d'un mois déposés de leurs titres. Enfin voulant que tous les prêtres fussent capable de donner l'instruction religieuse à leurs ouailles il fit composer à leur usage un manuel où les principaux articles de la doctrine chrétienne étaient succinctement exposés : ce fut le **Catéchisme dit du Concile de Trente** dont il confia la rédaction à des dominicains : science profonde et sûre, très grande simplicité telles sont les qualités maîtresses de ce compendium.

II. L'institution des séminaires. — Grégoire XIII (1572-85) continua la réforme ecclésiastique. Afin de ne nommer à l'épiscopat que des sujets très dignes, non seulement il tint une liste des candidats, mais il institua la sacrée congrégation des évêques. Il s'occupa tout particulièrement de la formation intellectuelle du clergé. Par son décret sur la réforme, le concile de Trente avait requis la création d'un séminaire dans chaque diocèse. Mais nombreuses étaient les difficultés : manque de ressources d'une part, parce que beaucoup d'Eglises avaient été appauvries par les guerres religieuses, et que d'ailleurs désignés par le concile pour supporter une partie de la dépense les chapitres refusaient leur concours ; manque d'hommes d'autre part parce que les professeurs capables faisaient défaut le plus souvent. En ces difficiles conjonctures, le Saint-Siège résolut de se charger lui-même de la **fondation des séminaires** et d'en confier à l'ordinaire la direction aux jésuites qui comptaient des hommes très éminents. Dès 1564, Pie IV décida de fonder

un séminaire romain, et la commission des cardinaux chargés de choisir les professeurs opina pour les jésuites. Mais c'est Grégoire XIII qui s'occupa surtout de l'œuvre des séminaires. Du **collège romain** rebâti en 1572 il voulut faire « le collège de toutes les nations » : on y donna une formation complète depuis la grammaire jusqu'à la théologie ; des élèves de tous pays s'y pressèrent pour suivre les cours d'un François Tolet en théologie et en philosophie, d'un Bellarmin en controverses, d'un Christophe Clavius en mathématiques. Grégoire XIII restaura aussi le **Collège Germanique** ordonnant qu'on y admît avant tout des jeunes gens de familles nobles : futurs prélats et futurs chanoines qui renouvelleraient peu à peu le haut clergé allemand dissolu.

D'autre part, pour suppléer à l'indolence des évêques, il résolut de fonder en Allemagne même des **séminaires pontificaux**. « C'étaient des pensionnats (convictus) annexés aux collèges des jésuites où étaient entretenus aux frais du pape des jeunes gens pauvres, ayant l'attrait et les talents suffisants pour l'état ecclésiastique : ils suivaient les classes du collège auprès duquel ils vivaient et recevaient, en outre, des Pères les soins particuliers que réclamait leur vocation ». (Brucker). Au nombre de ces séminaires pontificaux, signalons celui de Vienne, le premier en date (1574), ceux de Gratz en Styrie (1578), de Dillingen en Bavière (1585), de Fulda (1584) ; le Père Antoine Possevin en fonda un pour l'extrême nord germanique à Braunsberg en Prusse orientale, un autre à Kolozsvar (Clausenburg) pour la Transylvanie et leur influence fut considérable ; pour les Tchèques, Grégoire XIII fondera Olmutz en Bohême, pour les Ruthènes, Vilna en Lithuanie (1582) et pour les Dalmates Notre-Dame-de-Lorette (1580) ; il créa même un collège des Grecs où on groupa des jeunes gens venus des régions encore soumises à la domination chrétienne comme Corfou et Candie, ou de Constantinople, de la Morée et de Salonique. Toute cette grande œuvre — à laquelle il faudrait joindre encore le séminaire anglais de Rome — s'appuyait sur les jésuites qui au temps de Grégoire XIII ne comptaient pas moins de 5.000 religieux, 110 maisons et 21 provinces.

III. **La réforme liturgique.** — Conjointement à la réforme du clergé, Pie V et Grégoire XIII entreprirent celle de la liturgie. Déjà Marcel II et Pie IV avaient esquissé une réforme du chant d'Eglise envahi par la musique profane ; en 1575, Grégoire XIII ordonnait au célèbre **Palestrina** de corriger le Graduel et de l'accommoder à l'usage de la liturgie ; Palestrina († 1594) laissera l'œuvre inachevée.

Une réforme du **bréviaire** s'imposait. Léon X avait eu la malencontreuse idée d'accommoder l'office divin au goût de la Renaissance, et le napolitain Zaccharie Ferreri avait composé alors un hymnaire enrichi d'apparitions mythologiques. Puis, Clément VII chargea le franciscain **Quignonez** de composer un bréviaire simplifié qui parut sous Paul III : on avait supprimé versets, capitules et répons, et il ne restait plus que des psaumes, des antiennes et des hymnes ; plus de distinction de rites entre les fêtes, chaque jour même degré de solennité. Ce bréviaire anti-traditionnel, publié à Rome en 1536, était sans doute regardé comme provisoire, et il n'était fait que pour la récitation privée ; en réalité, nombre de chapitres l'adoptèrent. Paul III supprima le bréviaire de Quignonez et au concile de Trente le théologien Jean d'Arz le critiqua avec âpreté ; une demande de réforme fut introduite en 1562 à la fois par l'empereur Ferdinand I^{er} et par le cardinal de Lorraine ; une commission conciliaire, celle de l'Index, fut déléguée à la correction du bréviaire.

Elle acheva enfin son œuvre sous le pontificat de **Pie V** (1568). On rendit facultative la récitation à certains jours de l'office de la Vierge, de l'office des morts, et des psaumes pénitentiels et graduels, prières surrogatoires qui surchargeaient le bréviaire et distrayaient l'attention ; d'autre part, en allégeant le calendrier de plusieurs fêtes, en réduisant certaines autres à des mémoires, on put rendre sa véritable importance à l'office dominical et ferial ; enfin, l'on adopta la Vulgate pour texte des psaumes et des leçons de l'Ecriture, et l'on garda généralement les antiennes et répons du VIII^e siècle. Réforme très sage, et à laquelle la Chrétienté fit le meilleur accueil, sauf quelquefois en France où par exemple le chapitre de Paris refusa de recevoir le nouveau bréviaire (1583). Sous le pontificat de Clément VIII (1592-1605),

Baronius dressera, il est vrai, un *correctorium* qu'adoptera une commission clémentine ; mais les modifications se borneront, somme toute, à rétablir certaines fêtes.

D'autre part, en 1570, Pie V publia un nouveau missel qui consacrait plusieurs transformations : en particulier Pie V rendait obligatoire au début de la messe la récitation du *ps. Introibo* et du *Confiteor*, à la fin celle du *Placeat* et du dernier Evangile selon saint Jean auquel les fidèles tenaient tellement que certaines fondations de messes en mentionnaient spécialement la lecture.

Grégoire XIII compléta la réforme liturgique par une mesure importante : l'institution d'un nouveau **calendrier dit grégorien**. Comme l'année astronomique était un peu plus courte que l'année civile (365 jours 2422 au lieu de 365 jours 25) il s'en suivait que l'année civile trop longue se trouvait en retard sur l'année astronomique : retard qui depuis la correction faite par Jules César s'élevait à dix jours. Pour rétablir la concordance, on décida que le lendemain du 4 octobre 1582 s'appellerait le 15 octobre : ainsi s'explique que sainte Thérèse morte le 4 octobre fut enterrée le 15 qui est devenu la date de sa fête. Enfin, pour éviter à l'avenir semblable retard de 3 jours sur 400 ans, on décida que sur quatre années séculaires — par exemple 1600, 1700, 1800, 1900 — une seule serait bissextile. Ainsi fixait-on *ne varietur* les principales fêtes chrétiennes en faisant concorder leurs dates avec les grandes époques de l'année astrale. Tel fut le nouveau calendrier dit grégorien que les protestants n'adopteront qu'à la fin du XVIII^e siècle, et que Russes et Grecs continueront à rejeter, par crainte d'imiter Rome. A la fin du siècle, Clément VIII (1592-1605) achèvera la réforme liturgique en faisant éditer les principaux livres après nouvelle revision : pontifical (1596), cérémonial des évêques (1600), bréviaire (1602), missel (1604).

Il importait grandement que dans l'Etat romain le pouvoir pontifical fût incontesté. Grégoire XIII s'empara d'une grande partie des biens féodaux, soit par suite de l'extinction de la lignée réellement investie, soit par défaut de versement du cens hypothéquant les fiefs. En soi, pareille mesure devait donner de la régularité aux finances pontificales ; mais sur le

moment, elle déchaîna de la part des féodaux dépossédés un brigandage éhonté que le vieux pontife n'eut pas la force de brider. Son successeur, l'énergique et sévère **Sixte-Quint** (1585-90) arrêta cette anarchie : il n'hésita pas à faire pendre les brigands et même à exposer leurs têtes coupées à l'entrée du pont Saint-Ange pour servir d'exemple. Grâce à une administration exemplaire, il put embellir Rome : signalons la chapelle Sixtine et l'obélisque de Caligula qu'il fit déterrer et placer sur la grande place de la nouvelle basilique de Saint-Pierre.

D'autre part, Sixte-Quint mettait le sceau aux diverses réformes en achevant la centralisation romaine. Il fixa le nombre des cardinaux à 70, les divisant en trois ordres : 6 évêques, 50 prêtres et 14 diacres ; il détermina que 15 congrégations se partageraient les affaires civiles et ecclésiastiques ; parmi celles qu'il créa il faut citer la Congrégation des Rites au point de vue liturgique, la Congrégation des Etudes à qui il confia la direction de l'Université romaine et la surveillance de toutes les Universités catholiques, enfin la Congrégation des Réguliers qui devait trancher les questions concernant les ordres religieux.

IV. L'exemple épiscopal : saint Charles Borromée. — L'œuvre des papes fut aidée durant la seconde moitié du xvi^e siècle par des évêques et des prélats réformateurs fidèles aux prescriptions de Trente. Parmi eux, on peut citer en Pologne le **cardinal Hosius** († 1579), au Portugal le dominicain **Barthélémy des Martyrs** (1514-90), archevêque de

I. En 1621, **Grégoire XV** (1621-25) prendra une dernière mesure de bon ordre en spécifiant très nettement les règles de l'élection pontificale. Elle pourrait se faire de trois manières : a) exceptionnellement par acclamation unanime ou encore b) par un compromis si devant des difficultés insurmontables tous les cardinaux étaient d'avis de s'en rapporter à la décision de l'un ou de plusieurs d'entre eux. c) Mais le mode ordinaire serait le scrutin et l'accession : le candidat devrait recueillir les deux-tiers des voix ; sinon on procéderait à un second tour où les électeurs pourraient faire un nouveau choix et compléter ainsi le nombre des suffrages requis : c'est l'accession que Pie X supprimera. Voir, LECTOR, *Le conclave*, 1894 ; *L'élection papale*, 1896 ; *Chronologie des papes et des élections pontificales*, 1897.

Braga. Mais celui qui eut la plus large influence pour l'application des décrets de Trente fut le neveu du Pape Pie IV, **saint Charles Borromée**. Après avoir envoyé à Milan un vicaire général chargé de préparer l'exécution du concile, il s'y rendit lui-même en 1565 et réforma complètement son diocèse. Il s'acquiesça le concours des religieux : les jésuites à qui il confia le séminaire de Milan, les barnabites, les théatins, il fondait d'ailleurs une congrégation de prêtres séculiers, les oblats de Saint-Ambroise, plus tard appelés oblats de Saint-Ambroise et de Saint-Charles : il ne leur imposa point le vœu de pauvreté, mais il leur fit jurer d'obéir à l'archevêque et de se rendre partout où le demanderaient les besoins du diocèse : ils eurent pour fonction de visiter les églises, remplacer les curés empêchés, faire le catéchisme, diriger les religieuses et surtout gouverner les collèges et les séminaires. Saint Charles institua aussi une société des écoles de la doctrine chrétienne qui, à sa mort, comptera 5.599 membres enseignant dans 740 écoles. Collèges et séminaires seront, pour saint Charles, le moyen efficace de restaurer son clergé ; il fondera trois grands séminaires à Milan et trois petits séminaires dans le reste de son diocèse ; il établira aussi le collège helvétique de Milan chargé de fournir des prêtres à la portion de la Suisse relevant de sa juridiction.

D'autre part, saint Charles organisa son diocèse, le divisant en régions qui, chacune, possédait un visiteur chargé de faire des rapports à l'archevêché ; mais le saint contrôlait le plus possible toutes choses par lui-même au cours de fréquentes visites pastorales ; enfin, il réunit jusqu'à onze synodes diocésains et six conciles provinciaux. Saint Charles travailla aussi à la réforme des chapitres et des monastères, revisant les règles et veillant à la stricte clôture ; il rencontra des résistances acharnées : le chapitre noble de la Scala, qui se prétendait exempt de la juridiction archiépiscopale, encourut l'excommunication : les Humiliés, sorte de Tiers

II. **Saint Charles**. — SYLVAIN, *Vie de Saint Charles Borromée*, 3 vol., Lille, 1884. — LÉONCE CELIER, *Saint Charles Borromée* (col. *les Saints*), 1912. — F. VERNET, art. *Charles Borromée*, dans *Dict. de Théologie*. — P. MANDONNET, art. *Barthélémy des Martyrs*, dans *Dict. de Théologie*.

ordre bénédictin, s'échauffèrent au point que l'un d'eux, Farina, essaya d'assassiner l'archevêque (1569) ; à la suite de cet attentat, le pape abolit l'ordre des Humiliés.

L'influence de saint Charles déborda de beaucoup Milan. Le concile de Trente avait proposé dans les divers diocèses une visite apostolique ou inspection générale par des délégués du Saint-Siège ; nommé visiteur, saint Charles réforma des régions entières. Surtout, lorsqu'il fut mort, à 46 ans, victime de ses austérités, son exemple rayonna partout et ses écrits (actes synodaux, sermons, instructions, lettres) eurent la plus large divulgation.

Les Guerres de Religion (1559-1648)

CHAPITRE PREMIER

LES GUERRES DE RELIGION EN FRANCE

En France, la mort accidentelle de Henri II (1559) laissait le trône au jeune **François II** qui, ayant épousé Marie Stuart fille de Jacques V d'Ecosse et de Marie de Guise, donna le pouvoir à ses oncles : **François de Guise** et son frère le duc de Lorraine, partisans d'une répression énergique de la Réforme. A cette maison de Lorraine les protestants voulaient opposer le roi de Navarre **Antoine de Bourbon**, que sa femme Jeanne d'Albret, calviniste ardente, entraînait vers la réforme, et son frère l'ambitieux **prince de Condé**. Les protestants échafaudèrent un complot dont Condé fut le « capitaine muet » et le gentilhomme périgourdin La Renaudie, le chef avoué : on renverserait les Guises, et du roi prisonnier on exigerait la liberté de la religion protestante. Ce fut la **conspiration d'Amboise** qui, éventée, coûta la vie à nombre de protestants. Mais au moment où les Guises frappaient ainsi à la tête le parti réformé, la mort de François II les priva du pouvoir.

I. **La politique de Catherine de Médicis.** — Comme le nouveau roi **Charles IX** n'avait que dix ans, la reine mère, Catherine de Médicis prit la régence. Désireuse avant tout de contrecarrer les ambitions des Guises, elle prôna un système de bascule qui rétablirait la paix entre huguenots et catholiques. L'homme de cette politique de réconciliation et de tolérance fut le chancelier **Michel de L'Hôpital** (1507-73). L'**édit de Romorantin** accorda une amnistie générale pour

les crimes d'hérésie ; on convoqua catholiques et protestants à une conférence contradictoire : le **colloque de Poissy** où le Père Lainez, général des jésuites, réfuta l'argumentation de Théodore de Bèze contre la présence réelle, mais où parut bien l'infranchissable séparation dogmatique existant entre les adversaires. Fidèle quand même à sa politique, la régente publia le 17 janvier 1562 l'**édit de Saint-Germain**, dit **Edition de janvier** qui autorisait le culte calviniste dans les campagnes. Loin d'apaiser les esprits, une telle attitude les surexcita ; les protestants réclamant toujours plus s'enhardirent jusqu'à passer à l'offensive : à Montpellier ils tuèrent une trentaine de personnes (20 oct. 1561), à Nîmes ils commirent aussi plusieurs meurtres (22 février 1562). Les catholiques alarmés criaient à la trahison, et il se forma un **triumvirat** du duc de Guise, du connétable de Montmorency et du maréchal de Saint-André contre la politique religieuse du gouvernement. En cet état d'effervescence à **Vassy** (Haute-Marne), une bagarre accidentelle survenue entre les gens du duc de Guise et des protestants qui chantaient des psaumes dans une grange, donna le signal des guerres de religion (1^{er} mars 1562).

Durant la **première guerre** (1562-63), les protestants ne craignirent pas de s'allier avec Elisabeth d'Angleterre, qui ne leur promit son appui que moyennant la remise du Havre ; s'avancant pour protéger ce port et pour prendre Rouen, Guise vainquit Condé et Coligny près de **Dreux** ; mais il fut

I. **Guerres de religion en France.** — Sources : *Corresp. de Catherine de Médicis* (coll. Doc. inéd., éd. de La Ferrière), 10 vol. 1880-1909. — DE THOU, *Historia sui temporis*. — D'AUBIGNÉ, *Histoire universelle*, éd. de Ruble, 1886. — RÉGNIER DE LA PLANCHE, *De l'État de France*, éd. Mennechet, 1836. — Entre les nombreux mémoires, ceux de Marguerite de Valois, 1559-82 (Soc. Hist. Fr.), 1842 ; de L'Estoile (1574-84), 1875-84, 11 vol., etc. — *Travaux* : DE MEAUX, *Les luttes religieuses en France au XVI^e siècle*, 1879. — DUC D'AUMALE, *Histoire des princes de Condé*, t. I et II, 1863-64. — FORNERON, *Les ducs de Guise*, 2 vol., 1878. — J. H. MARIÉJOL, *Catherine de Médicis* (1519-89), 1920 ; et le récit des guerres de religion dans *Hist. de France* (col. Lavisser). — L. ROMER, *Le royaume de Catherine de Médicis, La France à la veille des guerres de religion*, 2 vol., 1922 ; *La conjuration d'Amboise*, 1923 ; *Catholiques et Huguenots à la cour de Charles IX* (1560-62), 1924 ; *La Saint Barthélemy, les événements de Rome et la préméditation du massacre*, dans *Rev. du XVI^e siècle*, 1893. — VACANDARD, *Les*

assassiné par un protestant, Poltrot de Méré (1563), au moment où il allait s'emparer d'Orléans, la principale place de la Réforme. Catherine reprit le pouvoir ; mais ses dispositions étaient changées : elle avait appris par expérience que l'entente doctrinale rêvée à Poissy était chimérique et que, d'ailleurs, l'opinion catholique restait une force à ménager. Sans vouloir poursuivre les protestants par la violence, elle inclinait à leur imposer un *modus vivendi* qui, tout en accordant une certaine tolérance, enrayerait leur propagande et les empêcherait de devenir une force insurrectionnelle : tel fut le but de l'**édit de pacification d'Amboise**, qui accordait la liberté du culte pour les gentilshommes dans leurs châteaux, pour les bourgeois dans les faubourgs d'une ville par baillage. Condé avait négocié cette paix en gentilhomme sans tenir compte de la canaille ; il semblait accepter ainsi que le protestantisme fût le privilège d'une élite ; le mouvement de conversion populaire en fut — pour un temps — ralenti.

Une accalmie suivit durant laquelle, fidèle à l'esprit restrictif d'Amboise, Catherine visa à affaiblir sans heurt la force protestante. Mais les plus fanatiques des calvinistes ne songeaient qu'à reprendre la lutte en exploitant tous les incidents. Dans l'**entrevue de Bayonne**, où Catherine de Médicis ne parla au duc d'Albe que de mariages espagnols, ils crurent voir un complot tramé contre eux, et, pour le devancer, essayèrent de surprendre le roi à **Meaux** (1567). Le coup manqué, la **deuxième guerre civile** éclata : vain-

papes et la Saint Barthélemy. *Etudes de critiques et d'Hist. religieuse*, 1905. — CH. HIRSCHAUER, *La politique de saint Pie V en France*, 1923. — H. DE LA FERRIÈRE, *La Saint Barthélemy*, 1892. — Y. DE LA BRIÈRE, art. *Barthélemy*, dans *l'ict. d'Apol.* — H. DE L'ÉPINOIS, *La ligue et les Papes*, 1886. — CH. VALOIS, *Histoire de la Ligue*, 1914. — RICHARD, *la Papauté et la Ligue française*, 1901. — Ajouter certaines biographies telles que. DELABORDE, *François de Chatillon, comte de Coligny*, 1886. — DE BRÉMONT D'ARS, *Jean de Vironne*, 1884. Pour le détail, voir HAUSER, *Les sources de l'Hist. de France au XVI^e siècle* (1490-1610), t. III *Les guerres de religion* (1559-89), 1912 ; t. IV, *Henri IV* (1598-1610), 1916. — F. ROCQUAIN, *La France et Rome pendant les guerres de religion*, 1924. — E. MAUGIS, *Histoire du Parlement de Paris de l'arènement des rois Valois à la mort d'Henri IV*, t. II *Période des guerres de religion*, 1914.

queurs à **Saint-Denis**, où ils perdirent leur chef, Montmorency, les catholiques dictèrent la **paix de Longjumeau** qui rétablit l'édit d'Amboise (1568), mais ne fut qu'une suspension d'armes. Car tout le monde en avait assez de la politique de dupes préconisée par L'Hôpital ; on le soupçonnait d'être lui-même protestant ; on disait : « Dieu nous garde de la messe de Monsieur le Chancelier. » On put croire Catherine gagnée à une politique énergique ; pour la première fois, elle prend l'offensive en essayant de surprendre Condé à Noyers et ouvre la guerre en édictant une législation répressive : interdiction du culte protestant, ordre aux ministres de quitter le royaume dans les quinze jours sous peine de mort. La lutte fut marquée par les victoires de **Jarnac**, où périt Condé et de **Moncontour** (1570), ce qui n'empêcha pas Coligny de marcher sur Paris.

Ne comptant plus réduire les protestants par la force, mais essayant, au moyen d'un édit de pacification, de les ramener à la couronne, Catherine espérait reconstituer l'unité nationale qui permettrait de tenir en respect le roi d'Espagne ; c'est en s'appuyant sur ce sophisme patriotique qu'elle entreprit les négociations de **Saint-Germain** (1570). Les Protestants obtenaient la liberté de conscience dans tout le royaume et l'admission aux fonctions publiques ; on leur laissait la liberté du culte dans les faubourgs de deux villes par gouvernement, dans les demeures des seigneurs hauts justiciers et dans tous les lieux où on le pratiquait avant le 1^{er} août 1570 ; enfin, ils acquéraient pour deux ans quatre places de sûreté : La Rochelle, Montauban, Cognac et La Charité. Catherine pensa sceller la réconciliation en mariant sa fille, Marguerite de Valois, avec le nouveau chef des Calvinistes, Henri de Navarre, le futur Henri IV. Pie V comprit très bien qu'une telle paix ne ferait qu'affermir le parti protestant et le rendre plus insolent : « Votre Majesté, écrivait-il, tire ses ennemis les plus acharnés du poste où ils exerçaient le brigandage pour les recevoir dans sa maison et se prendre à leurs pièges. »

Voici que les protestants mettent bientôt Catherine dans le plus grand embarras. Profitant de son ascendant sur le faible Charles IX, leur chef, **Coligny**, essaye de l'entraîner

dans une guerre aux Pays-Bas en faveur des protestants révoltés contre Philippe II ; ainsi menaçait-il de déchaîner contre nous non seulement la puissance formidable de l'Espagne, mais encore l'Angleterre, dont les intérêts commerciaux seraient gravement lésés par notre conquête. Avec l'appui des Guises, Catherine résoud de supprimer ce Coligny qui gêne son influence et trouble la paix du royaume. Le coup manqué, les chefs protestants parlent de représailles ; Catherine, prenant l'avance, arrache à son fils l'ordre de les massacrer : tout est là, et tout tient en quelques jours. « Loin qu'il y ait eu préméditation dans la Saint-Barthélemy, on y distingue, au contraire, l'effet d'une sorte de panique. » En de telles conditions, la question de la complicité pontificale est oiseuse et ne se pose même pas. Dans la matinée du dimanche 24 août, jour de la **Saint-Barthélemy**, le signal du massacre est donné par la cloche de Saint-Germain-l'Auxerrois : les intentions de Catherine, qui avait voulu seulement atteindre les chefs, sont dépassées par la populace ; deux mille personnes sont massacrées, au premier rang Coligny et son gendre, Téligny ; Henri de Navarre ne se sauve qu'en abjurant. Le mouvement de représailles gagna nombre de villes, où les excès des huguenots avaient surexcité les catholiques : Rouen, Meaux, Troyes, Lyon, Orléans, Angers, Bourges, Poitiers, Bordeaux, Toulouse. Si, à cette nouvelle, Grégoire XIII fit chanter un *Te Deum* et frapper une médaille commémorative, c'est que, sur le rapport de Catherine, il crut que le massacre avait sauvé la vie du roi, menacé par un complot des huguenots. Au surplus, il put espérer que la suppression des chefs protestants allait ramener bientôt le royaume à l'unité religieuse. A la vérité, la Saint-Barthélemy, en appauvrissant les Réformés, les fortifia ; en leur ôtant leurs chefs nobles, elle les mit sous l'influence directe des ministres ; ils se groupèrent en une démocratie organisée dont le sectarisme fut inébranlable.

II. **Henri III et la Ligue.** — A Charles IX, mort deux ans après la Saint-Barthélemy (1574), succéda son frère, le duc d'Anjou, qui prit le nom de **Henri III** (1574-88). Aux protestants insoumis du Midi et de La Rochelle se joignirent

des catholiques « **malcontents** », sous la direction des Montmorency ; vingt mille reîtres venus d'Allemagne traversèrent la France en vue de les renforcer. Pour empêcher cette jonction redoutable, Henri III préféra céder : à la **paix de Beaulieu**, les protestants obtinrent la liberté du culte, sauf à Paris, l'admission aux emplois publics et huit places de sûreté. Alors, les catholiques s'exaspérèrent, et, à l'opposé de la monarchie qui cherchait un accord avec les protestants, ils résolurent de s'unir contre l'irréductible ennemi. Depuis longtemps, bourgeois et gentilshommes avaient formé des unions locales dans les régions les plus exposées aux violences des réformés ; elles se groupèrent en une **Ligue** sous la direction du populaire **Henri de Guise**, dit le Balafré. Mais, par un tel chef qui voulait s'en faire une arme contre les Valois et s'élever au rang suprême, elle allait se laisser détourner plus ou moins de son but religieux. Pour ne pas se laisser déborder, Henri III se déclara lui-même chef de la ligue : une nouvelle guerre aboutit à la paix de Fleix (1580), qui, somme toute, maintenait aux protestants les avantages de la paix de Beaulieu. C'est qu'au fond, semblable à Catherine, Henri III voulait contrebalancer les Guises par une force protestante suffisante ; aussi, le nonce Morosini pouvait-il dire : « Il désire la défaite des huguenots, et cependant il la redoute ; il redoute la défaite des catholiques, et cependant il la désire. »

Pourtant, en dépit des ambitions du Balafré, la Ligue restait essentiellement catholique ; elle le parut davantage encore lorsque, par la mort du duc d'Anjou, frère de Henri III (1584), Henri de Navarre, fils de la calviniste Jeanne d'Albret et hérétique relaps, devint l'héritier du trône ; la foi du peuple s'émut et les adhésions à la Ligue redoublèrent. Par contre, les ambitions des Guises s'accrurent aussi parce qu'ils convoitèrent directement le trône et que, déjà, ils étaient plus puissants que le roi lui-même. On eut alors la guerre des trois Henri : Henri III et Henri de Guise étaient à la tête des catholiques, chefs rivaux de la Ligue ; Henri de Navarre commandait les protestants. Or, Henri de Navarre battit complètement, à Coutras, un des mignons de Henri III, Anne de Joyeuse, tandis que Henri de

Guise triomphait des reîtres protestants à Auneau. Il s'en suivit pour ce dernier un regain de popularité. Menacé de n'être plus roi que de nom, Henri III interdit à Guise de venir à Paris ; « nouveau Gédéon », il y entre quand même en triomphe, et, comme les troupes royales veulent empêcher cette ovation séditeuse, Paris se hérissa de barricades jusqu'à cinquante pas du Louvre (12 mai 1588). Henri III s'enfuit à Chartres ; obligé de traiter avec le Balafré d'égal à égal, il le nomme généralissime du royaume, mais bientôt le fait poignarder au château de Blois (1588) ; et comme Paris se soulève contre le roi assassin et le déclare déchu du trône, Henri III ne craint pas de faire alliance avec Henri de Navarre et marche sur Paris ; mais, à Saint-Cloud, il est assassiné par le jeune moine dominicain Jacques Clément, comme parjure à sa religion ; avec lui s'éteignait la race des Valois.

III. La conversion de Henri IV. — A Henri de Navarre, qui prit le nom de **Henri IV**, la ligue opposa le vieux cardinal de Bourbon qu'elle acclama sous le nom de Charles X. Résolu à conquérir son royaume, Henri IV bat la Ligue à Arques (1589) et à Ivry (1590) et vient assiéger Paris. « De vraies convictions et non pas seulement une fureur passagère habilement exploitée par des fanatiques et des ambitieux dictèrent aux Parisiens leur conduite depuis l'assassinat de Guise jusqu'à la conversion de Henri IV. La prière les avait, depuis longtemps, préparés à supporter sans garnison, presque sans vivres, les horreurs d'un siège que les contemporains ne pouvaient comparer qu'avec celui de Jérusalem. Les gentilshommes qui entouraient le roi de Navarre ne s'expliquaient pas « qu'une troupe de portefaix, de goujats et de femmelettes » s'avisât de leur tenir tête. Ces goujats et ces femmelettes ont pourtant décidé du sort de la France et de la religion dans la mesure où une telle œuvre pouvait dépendre des hommes. » (Mgr Baudrillart.) Après quatre mois de siège, Paris, sur le point de capituler, fut sauvé par l'intervention de l'habile **Alexandre Farnèse**, gouverneur des Pays-Bas espagnols, qui parvint à le ravitailler. Henri dut se retirer sur la Normandie.

La mort du cardinal de Bourbon, Charles X, roi de la Ligue († 1590), portait la crise à l'état aigu. Deux candidatures au trône se posaient surtout : celle de **Mayenne**, beau-frère des Guises et lieutenant général du royaume au nom de la Ligue ; celle d'**Isabelle**, fille du roi d'Espagne, Philippe II, et petite-fille de Henri II. Le sentiment national détourna les Etats Généraux réunis à Paris par les Ligueurs d'accepter la candidature espagnole, que rendit odieuse la célèbre Satire Ménippée : on prétexta la loi Salique. A Paris, où le parti extrême — celui des Seize — avait été maté par Mayenne, beaucoup désiraient maintenant l'entente avec le roi de Navarre, à condition qu'il se fît catholique : des pourparlers s'échangèrent à Suresnes entre ligueurs modérés et royalistes catholiques. Henri IV, qui eût aimé ne se décider que vainqueur, hâta sa conversion par pitié pour la France meurtrie : il abjura dans la basilique de Saint-Denis, le 25 juillet 1593, entre les mains de Renaud de Beaune, archevêque de Bourges, qui, sous réserves des droits pontificaux, lui donna l'absolution des fautes d'hérésie et d'apostasie. Bien que cette conversion ait eu des motifs divers, elle fut certainement sincère : sans doute, au point de vue politique, Henri IV comprit-il que la France n'accepterait jamais un roi hérétique, et que prolonger la crise serait aggraver la misère du royaume et faire le jeu de l'étranger ; mais, d'autre part, ébranlé dans ses convictions protestantes par ses discussions avec Duperron, persuadé par les ministres mêmes de son parti qu'on pouvait faire son salut dans les deux confessions, il adopta de bonne foi la religion de ses sujets.

Restait à obtenir l'approbation du Saint-Siège. **Sixte-Quint** (1585-90) et **Grégoire XIV** (1590-91) avaient montré,

I. **Conversion de Henri IV.** — DE LA BRIÈRE, *La conversion de Henri IV*, 1905. — DEGERT, *Le cardinal d'Ossat*, 1894. — J. DE LA SERVIÈRE art. *Clément VIII*, dans *Dict. de Théol.* — ABBÉ DAUX, *L'abjuration de Henri IV*, dans *Rev. ques. hist.*, 1900 (LXVIII). — SEGRETAINE *Sixte Quint et Henri IV*, 1861. — FAUREY, *Henri IV et l'Edit de Nantes*, Bordeaux, 1903. — Y. DE LA BRIÈRE, *Comment fut adopté et accepté l'Edit de Nantes*, 1904. — J. PANNIER, *L'Eglise réformée de Paris sous Henri IV*, 1911 ; *L'Eglise réformée de Paris sous Louis XIII* (1610-22), 1923. — F. ROCQUAIN, *La France et Rome pendant les guerres de religion*, 1924. — L. FAGNIEZ, *Richelieu et le Père Joseph*, t. II.

durant la crise, une grande intelligence de la situation : ils soutinrent les efforts des Ligueurs pour la défense du catholicisme, mais n'encouragèrent point leurs actes de rébellion par crainte de briser l'unité nationale ; ils conseillèrent aux royalistes d'abandonner Henri de Navarre, hérétique, mais travaillèrent à trouver avec eux un terrain d'entente. Maintenant que Henri IV avait abjuré, l'accord était en perspective. Toutefois, quand le duc de Nevers vint à Rome solliciter du nouveau pape **Clément VIII** (1592-1605) reconnaissance de l'abjuration, il ne put rien obtenir : outre qu'il espérait encore le triomphe de la Ligue et qu'il devait ménager les susceptibilités espagnoles, Clément VIII n'avait-il pas lieu de se défier d'un prince relaps, dont les motifs de conversion pouvaient paraître très intéressés ? Cependant, l'adhésion enthousiaste des Français à Henri IV réclamait une solution ; déjà, les parlementaires gallicans conseillaient au roi de passer outre, et le légat, cardinal de Plaisance, affirmait qu'il fallait se hâter, « faute de quoi le schisme estoit tout fait en France ». A vrai dire, fils respectueux de l'Eglise, Henri IV envoyait à Rome une seconde ambassade conduite par **Du Perron**, qui devait négocier un accord de concert avec l'ecclésiastique gascon Arnaud d'**Ossat**. Après avoir consulté individuellement les cardinaux, Clément VIII résolut de ne point confirmer l'absolution épiscopale de Saint-Denis, mais d'y suppléer par une absolution pontificale : elle fut accordée à Du Perron et à d'Ossat, qui prononcèrent sous le portique de Saint-Pierre, au nom de Henri IV, la formule d'abjuration (17 sept. 1593). Parmi les conditions satisfaisantes imposées au roi, figuraient l'observation du concordat de François 1^{er} et la promulgation du concile de Trente. Dès lors, les meilleures relations s'établirent entre Clément VIII et Henri IV : lorsque celui-ci eut consommé sa victoire sur les derniers Ligueurs et les Espagnols au combat de Fontaine-Française (1595), ce fut Clément VIII qui s'entremît pour la paix au traité de Vervins (1598) ; de même, en 1599, il prononcera la dissolution du mariage de Henri IV avec Marguerite de Valois pour défaut de consentement initial.

IV. L'Edit de Nantes et ses conséquences politiques.

— Il fallait encore traiter avec les protestants. La conversion du roi avait marqué « la ruine de leurs affaires ». Aussi s'agitaient-ils ; dès 1593, ils renouvelaient leur serment de confédération, et tendaient à créer, au sein du royaume de France, une république huguenote avec un « protecteur » comme chef unique. Henri IV vit le péril et crut ne pouvoir l'éviter qu'en accordant aux protestants des concessions étendues ; pour ne pas s'étonner de la teneur de l'**Edit de Nantes** il faut se rappeler « qu'il ne fut pas un acte gracieux dû à la volonté du roi, mais un traité dont les articles furent débattus comme avec des belligérants ». (J. Bainville.) Voici quelles étaient les concessions accordées : au point de vue religieux, liberté de conscience dans tout le royaume, liberté du culte dans les châteaux des seigneurs hauts justiciers au nombre de 3.500, dans deux localités par baillage, et enfin dans les endroits où le protestantisme était établi avant 1597. On rendrait aux réformés les temples qu'on leur avait enlevés, et ils pourraient en bâtir de nouveaux ; ils pourraient aussi tenir des synodes pour délibérer de leurs intérêts. Au point de vue civil, on leur accordait les mêmes droits qu'aux catholiques et l'accès à tous les emplois publics ; on établirait, à Bordeaux, à Grenoble et à Castres, des Chambres mi-parties, composées par moitié de juges des deux religions et qui résoudraient les procès dans lesquels une des parties serait calviniste. Enfin, au point de vue politique, on concédait aux protestants des garanties territoriales : plus de cent villes, dont quelques-unes très importantes, La Rochelle, Saumur, Montauban, Montpellier ; l'entretien de ces places de sûreté incomberait au trésor, autrement dit à tous les contribuables, même catholiques.

Après la mort de Henri IV (1610), la régente Marie de Médicis favorisa le catholicisme militant, et se rapprocha de l'Espagne. Les protestants dirigés par un chef actif, le duc de Rohan, menaçaient de bâtir « une république en notre monarchie », et leurs assemblées politiques menées par des *huguenots d'Etat* promouvaient la guerre civile à un moment où le conflit avec la maison d'Autriche était menaçant. Une première fois, le duc de Luynes leur fit la guerre ; « homme

sans expérience militaire », il échoua devant Montauban ; Louis XIII dut signer le traité de Montpellier, qui laissait aux protestants leurs places de sûreté principales, La Rochelle et Montauban.

Mais, quand **Richelieu** arriva au pouvoir, il comprit que son but principal — l'abaissement de la maison d'Autriche — n'aboutirait jamais, s'il ne réalisait l'unité intérieure par la soumission des grands et la ruine politique des protestants. Quand, en 1627, les Rochellois eurent reçu les secours de l'Angleterre à l'instigation du favori Buckingham, Richelieu vint mettre le siège devant la place, secondé par ses lieutenants d'*Eglise militante* : Sourdis, archevêque de Bordeaux, l'évêque de Mende, l'abbé de Marcillac ; la ville prise après quatorze mois de siège, on y rétablit le culte catholique, mais sans proscrire le protestant. On s'empara ensuite des dernières places rebelles : Alais, Montauban, Privas, qui commandait tout le pays montagneux — Vivarais et Cévennes —, où le Père Joseph ouvrit aussitôt des missions. La **paix d'Alais** (1629) maintint l'Edit de Nantes, sauf en ses clauses politiques : autrement dit, les protestants gardaient la liberté du culte et l'égalité civile, mais ils perdaient leurs places de sûreté et le droit de tenir des assemblées politiques, en sorte qu'ils cessaient d'être un Etat dans l'Etat. Quant à leur conversion, Richelieu estimait que c'était « un ouvrage qu'il faut attendre du ciel, sans y apporter aucune violence que celle de la bonne vie et du bon exemple ».

CHAPITRE II

LES PAYS-BAS SOUS PHILIPPE II

Aux Pays-Bas, **Philippe II** rencontra une double opposition : l'une politique et nationale, l'autre religieuse. On y détestait l'Espagnol comme l'oppresseur. Ecarter le conflit en s'assurant par ses bienfaits le loyalisme de la noblesse et en conservant l'allure d'un prince bourguignon, telle fut l'habileté grande de Charles-Quint. Philippe II, au contraire,

dédaigna les conseils des seigneurs ; il montra la volonté d'assimiler les Pays-Bas à une colonie ibérique ; l'amour-propre national se cabra.

I. L'Inquisition. — Sur ce conflit politique vinrent se greffer des luttes religieuses. Pour enrayer la propagande protestante, Charles-Quint avait édicté une législation extrêmement sévère : le placard de 1529 prononçait la mort contre les hérétiques et contre ceux qui, les connaissant, ne les dénoncent pas. D'autre part, à côté de l'inquisition épiscopale molle et indulgente, on avait installé, dès 1524, une inquisition pontificale dont les titulaires étaient présentés par le pouvoir royal et nommés par le Saint-Siège. Entre les mains des nouveaux inquisiteurs, le placard de 1550 concentra toute la puissance répressive, les assimilant à des fonctionnaires impériaux de haut rang qui, toujours, pourraient requérir l'aide des officiers publics. La législation des placards devint très impopulaire : l'influence des humanistes avait suscité, jusque parmi les évêques, l'éveil d'un libéralisme indulgent ; et, d'ailleurs, on s'effrayait des conséquences d'une persécution, qui, provoquant une émigration considérable, appauvrissait le pays au profit de l'Angleterre

I. Les guerres de religion aux Pays-Bas. — *Sources* : GACHARD, *Corr. de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas*, 5 vol. ; *Corr. de Marguerite de Parme*, 3 vol. ; *Corr. de Guillaume le Taciturne*, 6 vol. ; *Actes des Etats généraux des Pays-Bas*, 2 vol. — GROEN VAN PRINSTERER, *Archives de la maison d'Orange-Nassau*, 14 vol. — CH. WEISS, *Papiers du cardinal Granvelle*, 9 vol. — E. POULLET et CH. PIOT, *Corr. du cardinal de Granvelle*, 11 vol. — KERVYN DE LETTENHOVE, *Relations politiques des Pays-Bas et de l'Angleterre sous Philippe II*, 10 vol. Parmi les relations un peu postérieures, voir en particulier celles de Strada, S. J., et de Renon de France. — *Travaux* : BRATLI, *Philippe II*. — TH. JUSTE, *Histoire de la révolution des Pays-Bas sous Philippe II*. — KERVYN DE LETTENHOVE, *Les Huguenots et les gueux*, 6 vol. — E. GOSSART, *Espagnols et Flamands au XVI^e siècle*, t. I. L'établissement du régime espagnol dans les Pays-Bas et l'insurrection, Bruxelles, 1905, t. II. La domination espagnole à la fin du règne de Philippe II, 1906. — H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. III et IV. — BRANTS, *La Belgique au XVII^e siècle*, Albert et Isabelle, Louvain, 1910. — COMTESSE DE VILLERMONT, *L'infante Isabelle, gouvernante des Pays-Bas*, 2 vol., 1912. — A. PASTURE, *La restauration religieuse aux Pays-Bas catholiques sous les archiducs Albert et Isabelle (1596-1633)*, Louvain, 1925.

rivale. La noblesse, les seigneurs mêmes du Conseil d'Etat, refusaient de concourir à la répression des troubles.

Cependant, rapides étaient les progrès de l'hérésie, du moins ceux du calvinisme. Premier paru aux Pays-Bas, le luthéranisme n'était pas capable, faute d'une organisation forte, de résister à une législation répressive ; à partir de 1540, on le voit végéter. Par contre, le calvinisme apparaissait actif et audacieux ; des pasteurs ayant reçu leur formation théologique à Genève, à Lausanne, à Strasbourg, courent le pays, agissent d'après un plan déterminé, se prêtent un mutuel concours. L'afflux des huguenots français active la propagande ; ils viennent en particulier contaminer Anvers, d'où, bientôt, radie sur toutes les communautés flamandes et wallonnes une direction unique. Hormis les odieuses répressions légales, aucune réaction catholique profonde ; n'est-on pas heureux de voir quels ennuis l'opposition nouvelle promet à l'Espagne ? Les classes moyennes, le bas-clergé et le peuple n'ont qu'une foi frêle : ils ne songent guère à résister. Ajoutons que le nouvel état social favorise la propagande : dans les Flandres, l'essor de la grande industrie, supplantant les vieilles corporations, a donné la fortune à des capitalistes, des « nouveaux riches », sans attache profonde avec la tradition ; passés au calvinisme, voici qu'ils consacrent leur influence d'argent à son succès, n'accordant protection et salaire, « sinon à ceux qu'yroient aux preschez » ; d'autre part, dans le prolétariat toujours grossissant, beaucoup qui n'ont qu'à gagner aux troubles deviennent calvinistes.

II. La protestation des nobles et l'iconoclasme. — L'opposition se portait surtout contre le cardinal **Granvelle**, conseiller de la régente **Marguerite de Parme**, sœur de Philippe II. Celui-ci céda et rappela Granvelle (mars 1564). Mais toutes les causes politiques et religieuses du conflit subsistaient : la plus exaspérante était l'Inquisition d'Espagne. Le comte d'Egmont se rendit bien en Espagne pour formuler les griefs de l'opposition, mais n'obtint rien de positif. Bientôt Philippe II envoyait les fameuses dépêches datées du bois de Ségovie où il persistait à réclamer la stricte

application des placards : « Et pense que la cause du mal ait esté la négligence, flocheté et dissimulation des juges ». A cette nouvelle, un parti d'opposition se forme : il se recrute d'une part chez les jeunes lettrés imbus d'humanisme tolérant ou ayant fréquenté l'Académie de Genève, d'autre part parmi les nobles et bourgeois fatigués du régime espagnol. Comme le mouvement semblait au début dégagé de préoccupations confessionnelles, tous les mécontents s'y engouffrèrent, protestants et catholiques : ils se formèrent en une « compagnie », en un « compromis » calqué sur les associations de huguenots français. Les confédérés présentèrent à la gouvernante une requête où ils demandaient l'abolition de l'Inquisition et la convocation d'Etats généraux chargés de modérer la législation religieuse (5 avril 1566). Marguerite de Parme ne put que leur promettre d'intervenir auprès du roi, et en attendant de modérer l'application des placards. Le soir au cours d'un banquet, les confédérés prirent le nom de gueux.

Si hardie que fût cette opposition pseudo-parlementaire, elle se vit bientôt dépassée par la révolte populaire. Les ministres calvinistes, qui par l'intermédiaire des confédérés réclamaient des procédés de douceur, prêchaient eux-mêmes avec tant de passion contre la tyrannie cléricale que la révolution se déclencha bientôt. Parti de la région industrielle d'Armentières, le mouvement iconoclaste ravagea toute la Flandre et gagna la Hollande et la Frise : nul sac plus effroyable que celui de Notre-Dame d'Anvers où en moins de quatre heures une foule d'objets d'art sont détruits par quelques forcenés. Alors, la gouvernante n'hésite plus à sévir : les petites armées des calvinistes sont battues à Lannoy et à Watrelos dans la Flandre wallonne, à Austruwell sous les murs d'Anvers (13 mars 1567) ; Valenciennes, leur principale place, doit capituler.

III. **Les guerres de religion.** — Bientôt, Philippe II envoyait aux Pays-Bas le terrible **duc d'Albe** qui institua un conseil des troubles, flétri du nom de « tribunal de sang ». Notons le bien, ce tribunal n'est nullement d'Eglise, mais d'Etat : une haute-cour ; en effet, les procès d'hérésie

demeurent réservés aux inquisiteurs. Seulement, en fait, durant cette période de crise, crime politique s'identifiait avec crime religieux ; c'est comme émeutiers, iconoclastes, signataires du compromis, assistants aux prêches que les inculpés vont tomber par centaines : au premier rang des victimes furent les comtes d'Egmont et de Hornes décapités sur la Grand'Place de Bruxelles (5 juin 1568). L'impôt du « dixième denier » qui devait prélever 10 p. 100 sur toutes les transactions acheva d'ameuter les Flamands en menaçant de les ruiner.

Un grand seigneur, originaire d'Allemagne, **Guillaume d'Orange** se mit à la tête des révoltés ; non pas qu'il se souciât beaucoup de la Réforme ; mais la religion est pour lui un moyen souple et multiforme au service de la politique : il vise au premier moment à conquérir les libertés et privilèges, plus tard à réaliser l'indépendance des Pays-Bas. Mais il s'appuie sur des calvinistes sectaires : ceux-ci prennent pied dans les provinces septentrionales de Hollande et de Zélande (1572) et y persécutèrent les catholiques : il faut citer, en particulier, les martyrs de Gorcum torturés en haine de l'Eucharistie. Cependant, l'échec des projets d'intervention de Coligny et le massacre de la Saint-Barthélemy ruinèrent pour un temps les ambitions du prince d'Orange ; il dut se cantonner en Hollande et en Zélande.

Un nouveau gouverneur **Requesens** arriva trop tard pour calmer l'effervescence : les conférences de Bréda échangées avec les insurgés du Nord n'aboutirent pas, notamment parce que Requesens était d'accord avec son maître Philippe II pour ne tolérer aucun hérétique aux Pays-Bas. Après la mort de Requesens (1576), un coup de main livra Bruxelles aux partisans du prince d'Orange. Les Etats généraux réunis rédigèrent la fameuse **Pacification de Gand** (8 nov. 1576) : au point de vue religieux, d'une part on décrétait l'exclusion absolue du catholicisme dans les provinces du Nord conquises par les calvinistes ; d'autre part, on n'admettait sans doute que le catholicisme dans les provinces du Sud, mais comme on y suspendait l'ancienne législation répressive, la propagande calviniste pourrait s'y déployer quand même en toute impunité. Si les députés du

clergé et de la noblesse consentirent d'abord de telles concessions, c'est que la menace des troupes espagnoles requérait le groupement de toutes les forces.

Bientôt, le bloc national se scinda : les uns, rangés derrière le prince d'Orange, demeurèrent strictement fidèles au programme de la Pacification, les autres tendirent vers la réconciliation avec Philippe II, et n'admirent la Pacification qu'avec un correctif catholique. Sans doute, ces derniers ne purent-ils s'entendre longtemps avec le nouveau gouverneur espagnol, **Don Juan d'Autriche**, qui échoua et mourut prématurément. Mais les excès auxquels se portèrent les révolutionnaires calvinistes compromirent le programme de « généralité » du prince d'Orange : à Gand, dirigés par les tribuns Hembyze et Dathenus, ils firent régner la terreur. En vain Orange voulut-il réfréner ce protestantisme furibond en lui donnant une existence légale : par une entorse formelle à la Pacification de Gand, la Paix de religion (*religionsfried*) accorda, en effet, la liberté des deux cultes rivaux partout où cent ménages en feraient la demande ; les calvinistes n'en maintinrent pas moins à Gand un régime de terreur qu'ils menacèrent d'étendre à toute la Flandre. Alors, — travaillés d'ailleurs par le nouveau gouverneur espagnol, le très habile **Alexandre Farnèse**, duc de Parme — le clergé et la noblesse catholiques du Sud accentuèrent la réaction : les députés de l'Artois et du Hainaut conclurent l'union d'Arras (6 janvier 1579) pour le maintien des privilèges, l'obéissance au roi, et la conservation de la foi catholique « conformément à la Pacification de Gand » ; les protestants du Nord y opposèrent l'Union d'Utrecht (23 janvier). Le Congrès de Cologne tenta bien l'impossible accord entre les calvinistes orangistes et Philippe II qui, dans sa belle intransigeance, persistait à n'admettre que la seule religion catholique sur toute l'étendue des Pays-Bas ; en fait, la séparation était réalisée dès lors entre les provinces septentrionales et la Belgique espagnole. En vain, Philippe II mit-il à prix la tête de Guillaume d'Orange qui fut assassiné

I. Philippe II fut le protagoniste international du catholicisme : il remplit ce rôle avec conviction. Mais partout — dans ses entre-

à Delft par Balthazar Gérard (1584), son fils Maurice de Nassau fut élu stathouder à sa place.

IV. Pays-Bas espagnols et Provinces Unies : l'Arménianisme. — En Belgique, sous le gouvernement des archiducs **Albert et Isabelle**, le catholicisme prendra un éclat incomparable : la compagnie de Jésus y sera particulièrement prospère avec ses deux provinces flandro-belge et gallo-belge qui comptaient en 1611, 788 membres et en 1626, 1574. Isabelle se fera la protectrice de toutes les religieuses : carmélites, annonciades, franciscaines, clarisses, etc. ; les béguinages prospéreront, le nombre augmentera toujours des « filles dévotes », des Kwezels, des « sœurs fileuses », véritables diaconesses à l'aube des temps modernes. Devenue veuve, Isabelle elle-même vivra dans son palais comme une religieuse et portera en public la robe de franciscaine.

Le calvinisme hollandais fit peser sur les catholiques un régime d'oppression ; le culte fut interdit, les prêtres récidivistes punis d'amende ; il fallait acheter les officiers publics pour obtenir qu'ils fermassent les yeux. Cependant la réorganisation hiérarchique s'opéra peu à peu sous la direction du nonce apostolique de Cologne, puis du nonce établi à Bruxelles (1596). Aussi voit-on le catholicisme retrouver quelque vigueur : au milieu du ^{xvii}^e siècle, les jésuites auront près de cent missionnaires dans les Provinces-Unies ; ils convertiront notamment à Amsterdam le célèbre poète Joost van den Vondel.

Les discussions théologiques devaient très tôt faire éclater la division au sein du calvinisme hollandais : il y eut des conservateurs qui prétendirent maintenir la rigueur primitive des dogmes, il y eut des novateurs qui voulurent les

prises contre l'Angleterre et dans ses intrigues pour acquérir la couronne de France — les ambitions personnelles stimulaient le zèle du chrétien. On sait qu'il fut en guerre avec Paul IV (1555-59) : son lieutenant, le duc d'Albe, s'avança deux fois jusqu'aux murs de Rome ; il traitait la papauté avec une hauteur protectrice, et n'entendait pas qu'elle se mêlât des affaires d'Espagne. Il fut en conflit avec Grégoire XIII au sujet de l'archevêque de Tolède. On a pu dire que l'abjuration de Henri IV ne sauva pas seulement l'indépendance française, mais qu'elle contribua à affranchir la papauté.

adoucir, particulièrement en leur point capital : la prédestination absolue. **Arminius et Gomar**, professeurs de théologie à Leyde, incarnèrent ces deux tendances opposées et se livrèrent une guerre acharnée. Niant la prédestination absolue, Arminius admettait le concours de la liberté humaine et de la grâce. A quoi Gomar objectait qu'il ruinait ainsi non seulement la doctrine prédestinatienne, mais encore toute l'économie protestante du salut ; autant admettre la thèse catholique de la justification par les œuvres et apostasier. Les deux partis furent bientôt si ardents qu'on put craindre en certaines provinces la guerre civile : en général la masse du peuple tenait pour Gomar et les croyances calvinistes pures tandis que les docteurs et les hauts fonctionnaires se rangeaient du côté d'Arminius. Celui-ci résuma sa doctrine en quelques thèses et s'efforça de prouver que Gomar faisait de Dieu l'auteur du péché et qu'il était manichéen. Les deux adversaires se rencontrèrent en plusieurs colloques, notamment devant les Etats Généraux de 1608 et 1609.

La mort d'Arminius ne ralentit pas la lutte. Accusés de troubler la paix du pays, les Arminiens présentèrent en 5 articles une Apologie qui leur valut le nom de *remonstrants*. En voici la teneur : 1° De toute éternité, Dieu a prédestiné au ciel ceux dont il a prévu la persévérance, à l'enfer ceux qu'il savait ne pas devoir rester fidèles ; 2° Jésus-Christ est mort pour tous les hommes, mais les fidèles seuls jouissent des fruits de sa mort ; 3° Aucun homme ne peut acquérir la foi par lui-même et tous ont besoin pour faire le bien d'être régénérés par l'Esprit ; 4° La grâce de Dieu est donc nécessaire, mais elle ne s'impose pas à la volonté des hommes qui peuvent y résister ; 5° Celui qui est uni à Jésus par la foi a le pouvoir de résister au mal. Les Gomaristes répondirent par une contre-remonstrance, l'agitation fut extrême ; de nouveaux colloques provoqués par les Etats en 1611 à La Haye et en 1613 à Delft restèrent sans résultats ; en 1614 les

II. **Gomar.** — Sources : *Acta synodi nationalis Dordrechtii habitæ*, Dordrecht, 1620 ; trad. franç., Leyde, 1624. Travaux : LICHTENBERGER, *Encyclopédie des sciences religieuses*, t. V, p. 626-28, 1878. — MOELHER, *La symbolique*, t. II, p. 387-402, trad. franç., Besançon, 1836. — J. FORGET, art. *Gomar*, dans *Dict. Théol.*

Etats favorables aux Arminiens interdirent toute discussion et imposèrent la tolérance mutuelle.

Mais tout changea lorsque, pour des motifs politiques, Maurice de Nassau se mit à la tête des Gomaristes, partisans de l'Eglise d'Etat et de l'absolutisme. Ainsi soutenus, ils convoquèrent le synode de Dordrecht (1619) auquel assistèrent les représentants des Eglises réformées du Palatinat, de la Hesse, de la Suisse, de Genève et d'Angleterre. Par un acte d'intolérance inouï les arminiens n'y furent admis qu'à titre d'accusés ; lorsqu'ils protestèrent, on les chassa. Tous les arminiens furent déclarés perturbateurs de l'Eglise ; on en destitua 200, on en exila 80 ; Olden-Barneveldt fut exécuté et Hugo Grotius emprisonné.

CHAPITRE III

L'ANGLETERRE RELIGIEUSE AU TEMPS D'ELISABETH

I. Rétablissement de l'anglicanisme. — La fille d'Anne Boleyn, **Elisabeth** succéda à Marie Tudor. Bien que sous le règne de celle-ci elle eût pratiqué le catholicisme, elle ne s'y attacha point de cœur, non plus, d'ailleurs, qu'à la Réforme. « Profondément imbue de l'esprit de la Renaissance, la théologie l'ennuyait ; dans le fond, elle était païenne de raison, de tempérament et de goûts. » Elle vit dans la Réforme le meilleur instrument de l'absolutisme royal. Toutefois, résolue à ne rien brusquer, elle fit d'abord porter une ordonnance

I. Elisabeth. — *Sources : Calendar of State Papers of the reign of Elisabeth Foreign*, Londres, 1865 sq. *Travaux : A. O. MEYER, England und die Katholische Kirche unter Elisabeth*, Rome, 1911. — G. CONSTANT, *La nonciature de Parsaglia auprès d'Elisabeth* (1560) dans *Mélanges Bémont*, 1913, p. 509 sq. — J. H. POLLEN, *The politics of English catholics during the reign of queen Elisabeth*, dans *The month*, 1902. — G. CONSTANT, art. Allen, dans *Dict. d'Hist.* — C. LOOTEN, *Shakespeare et la religion*, 1924. D'une façon générale, consulter REV. W. H FRÈRE, *A History of the English Church in the reigns of Elisabeth and James I* (1558-1625), Londres, 1904. — J. TRÉSAI, *Les origines du schisme anglican* (1509-71), 3^e éd., 1923, ch. XIII et XIV. — REV. DIXON, *History of the Church of England from the abolition of the roman jurisdiction*, t. V. et VI.

qui interdisait « toute violation, altération ou changement de l'ordre et de l'usage présentement établis ». Mais, par son attitude personnelle, elle montra que le catholicisme lui répugnait, et le loyalisme populaire la suivit dans cette voie, tandis que les réformés anglais réfugiés à Strasbourg, Bâle et Genève, s'empressaient de rentrer. Bientôt, le Parlement, malgré l'opposition des lords ecclésiastiques, acquiesça aux volontés de la reine : en rétablissant l'*Acte de suprématie*, il imposa le retour au schisme d'Henri VIII ; toutefois, Elisabeth ne reçut plus le titre de « chef suprême de l'Eglise d'Angleterre » (*supreme head*), mais simplement celui de « suprême régulateur de l'Eglise » (27 avril 1559). D'autre part, le Parlement vota l'*Acte d'Uniformité* qui en obligeant tous les Anglais à suivre le *Book of common Prayer* rétablissait le culte protestant d'Edouard VI (1559). Des visiteurs royaux furent chargés de faire appliquer les lois de « Suprématie » et « d'Uniformité ».

La noblesse et la bourgeoisie qui, enrichies des dépouilles de l'Eglise, craignaient toujours de devoir restituer, accueillirent la Réforme comme un moyen de sécurité ; le peuple, que tant de changements avaient déconcerté, obéit par loyalisme envers la couronne. Mais il resta une élite de catholiques — environ 120.000 — qui gardèrent un attachement inviolable à leur foi ; d'autre part, quatre cents prêtres furent révoqués et beaucoup se démirent ; enfin, l'épiscopat entier, sauf Kitchin de Llandaff, protesta et fut cassé : « Les évêques, écrivait Philippe II à Paul IV, se sont montrés animés d'un grand courage, déterminés, s'il le fallait, à mourir pour la vérité. Il n'en fut pas ainsi au temps de Henri VIII. » Pour remplacer l'ancienne hiérarchie, on en créa de toutes pièces une nouvelle : Elisabeth désigna comme archevêque de Cantorbéry, **Mathieu Parker**, doyen de Lincoln, ancien chapelain de sa mère, Anne Boleyn ; le chapitre de Cantorbéry joua la comédie de l'élection et Parker fut invalidement consacré : c'est de lui que procède toute la hiérarchie anglicane actuelle. On sacra ensuite d'autres évêques et on ordonna prêtres par grandes fournées tous ceux qui se présentèrent, sans souci de la moralité.

II. Victoire du presbytérianisme en Ecosse : Marie Stuart. — Pour l'Anglicanisme d'Elisabeth, le grand péril s'annonçait de l'extérieur. On pouvait lui opposer la jeune princesse catholique **Marie Stuart**, petite nièce d'Henri VIII. Fille du défunt roi d'Ecosse, Jacques V (1524-42), n'allait-elle pas marcher à la conquête de l'Angleterre, d'autant plus que, nièce des Guises et veuve du roi Valois François II (1559-1560), elle pouvait compter sur des sympathies françaises ?

Mais, lorsqu'elle débarqua en Ecosse (1561), la situation y était très compromise. Les idées de la Réforme s'étaient introduites dans ce royaume dès 1525, date où l'on voit un acte du Parlement interdire la lecture des livres de Luther. Durant le règne de **Jacques V** (1524-42), la répression ne laissa pas d'être énergique : Patrice Hamilton, bien qu'allié de la famille royale, fut condamné à mort ; de même, plusieurs moines tombés dans l'hérésie. Mais, sous la régence de **Marie de Guise**, mère de Marie Stuart, les réformés relevèrent la tête. Ils pouvaient compter sur l'appui de la noblesse — comtes, chefs de clans et lairds —, qui désiraient acquérir, d'une part la richesse en s'emparant de la grande propriété ecclésiastique, d'autre part le pouvoir en triomphant de la royauté et du clergé dont l'alliance avait brisé jadis la féodalité. D'ailleurs, le clergé en décadence était impopulaire : on reprochait surtout leurs exactions aux cours consistoriales, qui distribuaient les dispenses de mariage. Bientôt, des conjurés se saisirent de l'archevêque primat d'Ecosse, le cardinal Beâtoun, accusé de cruauté à l'égard des protestants et le pendirent aux créneaux de son château de Saint-André.

L'âme de ce mouvement était le prédicant **John Knox** (1505-72). Fait prisonnier, emmené en France où il rama sur les galères du roi, mais bientôt gracié, il se rendit en Angleterre et, avec la protection de Cranmer, put y prêcher la réforme, et même devenir chapelain d'Edouard VI. Con-

II. Marie Stuart. — Sources : LABANOFF, *Lettres de Marie Stuart*, 1884. — J. H. POLLEN, *Papal negotiations with Mary, queen of Scots*, 1561-67 (Scottish history society), 1904. — Travaux : A. LANG, *The mystery of Mary Stuart*, 1901. — LADY BLENNERHASSETT, *Maria Stuart*, 1907, trad. franç. 1907. — A. FILON, *Marie Stuart*, 1910.

traint de repasser sur le continent à l'avènement de Marie Tudor, il se rendit à Francfort, puis à Genève, où il se lia avec Calvin ; il écrivit alors son fameux pamphlet *The monstrous regiment of Women*, dirigé contre Marie Tudor et Marie de Lorraine. Cependant, l'arrivée d'Elisabeth sur le trône d'Angleterre fortifia la résistance en Ecosse et trancha nettement les partis : d'un côté, l'influence française et l'intérêt catholique, de l'autre l'influence anglaise et les espérances protestantes. Les nobles mécontents se groupèrent alors en une ligue puissante, *les lords de la Congrégation*, qui prirent pour chef un frère consanguin de Marie Stuart, fils naturel de Jacques V, lord James Stuart, le fameux comte **Murray**. Bientôt, les lords de la Congrégation chassèrent les garnisons françaises établies dans le pays (1560) ; un parlement constitué par les amis de Knox interdit le culte catholique et établit l'Eglise presbytérienne. Knox publia son *Livre de discipline* (1561) qui formulait les principes calvinistes, d'après lesquels cette Eglise devait s'organiser : élection des pasteurs par les fidèles, consistoire formé par la réunion des pasteurs avec les anciens. A cette organisation primitive viendront s'ajouter plus tard les synodes régionaux et les synodes généraux.

Telle était la situation quand, en 1561, Marie Stuart débarqua en Ecosse. Knox prêchait ouvertement contre le catholicisme confiné à la chapelle royale. Incapable de tenir tête à l'orage, Marie Stuart résolut d'épouser son cousin, **Henri Darnley**, chef de la noblesse catholique prépondérante dans les comtés du Nord (1565) ; deux mois après ce mariage, elle put dompter une révolte des lords de la Congrégation. Mais, Darnley exigeait les pouvoirs d'un roi, ce qu'on appelait la « couronne matrimoniale » ; frustré dans ses ambitions, il se vengea sur les conseillers de Marie, particulièrement sur son secrétaire Riario qu'il fit assassiner, en même temps, il pactisait avec les lords de la Congrégation. Le comte **Botwell** résolut de le supplanter et d'arriver au trône : il le fait assassiner, enlève la reine et la contraint à l'épouser. Les lords de la Congrégation crièrent bien haut que Marie Stuart avait consenti au meurtre de Darnley pour épouser Botwell ; leur chef, le comte Murray, prit la régence, en proclamant roi

Jacques VI, l'enfant né du mariage de Marie et de Darnley. Vaincue à Carberry Hill, la reine fut enfermée au château de Lochleven et ne s'en échappa que pour subir la décisive défaite de Langside (1568) ; pour échapper aux lords calvinistes, elle demanda asile à Elisabeth d'Angleterre, sa plus mortelle ennemie, qui l'interna. En vain, les comtes du Nord, Northumberland et Westmoreland, se soulevèrent : ils purent bien entrer à Durham où ils firent célébrer une dernière fois la messe dans la cathédrale, mais ne purent délivrer Marie Stuart. Après dix-neuf années de captivité, on la condamna à mort sous l'inculpation d'avoir trempé dans le complot d'un certain Babington contre Elisabeth. Elle fut exécutée au château de Fotheringay, le 8 février 1587.

Cependant, le sort de Marie Stuart n'avait point cessé d'intéresser la papauté et les princes catholiques du continent. Pour la venger et réduire l'Angleterre protestante, Philippe II d'Espagne entreprit cette expédition navale de l'**Invincible Armada**, grande croisade qui aboutit à un immense désastre (1588).

III. La survivance du catholicisme : séminaires et missions. — La lutte, d'ailleurs, s'était déchaînée en Angleterre même. Dès 1570, Pie V avait excommunié Elisabeth, « reine prétendue d'Angleterre ». Le parlement répliqua en édictant des lois de trahison qui déclaraient félon quiconque obéissait aux bulles pontificales. D'autre part, il vota « l'Acte contre les fugitifs d'outre-mer », par lequel on confisquait les biens des catholiques anglais réfugiés sur le continent. Ceux-ci, en effet, s'organisaient. Persuadé que les Anglais n'avaient cédé qu'à la contrainte et que la prédication les ramènerait au catholicisme, **John Allen**, ancien principal du collège Sainte-Marie d'Oxford, résolut de fonder à Douai, sous la protection de Philippe II, un séminaire où se formeraient les futurs apôtres de l'Angleterre ; ce collège, que la révolution des Pays-Bas contraignit, entre 1578 et 1593, à se réfugier à Reims, forma un grand nombre de prêtres éminents. Sur la proposition d'Allen, Grégoire XIII fonda également, à Rome, un *collegium Anglorum de Urbe*, placé en 1579 sous la direction des jésuites.

L'œuvre des collèges préparait celle des missions : dès 1574, Douai envoyait quatre prêtres en Angleterre, dès 1576 dix-huit. Les missions prirent une grande extension, lorsqu'en 1580, Allen put obtenir la collaboration des jésuites et que les Pères Robert Persons (1546-1610) et Edmond Campion († 1581) se rendirent en Angleterre. Prêtres séculiers et jésuites rivalisèrent de zèle et suscitèrent un véritable réveil des consciences : jusque-là, nombre de fidèles pusillanimes s'étaient soumis aux lois et avaient participé aux rites anglicans, tout en prétendant demeurer catholiques ; la venue des missionnaires leur rendit courage. Le gouvernement anglais répondit en ouvrant la persécution directe : « La proclamation qui rappelle les étudiants des séminaires étrangers » accusait à tort le pape d'avoir fondé de telles maisons pour former non seulement des catholiques, mais des traîtres à la patrie (10 janvier 1580) ; même sophisme perfide dans l'ordonnance du 1^{er} avril 1582, qui dépeignait les jésuites comme voulant enlever à Elisabeth la couronne avec la vie ; en conséquence, jésuites et prêtres d'Allen étaient déclarés traîtres, ainsi que ceux qui leur donneraient l'hospitalité ; en 1585, une loi complémentaire mit tout prêtre en demeure de quitter l'Angleterre dans le délai de quatorze jours sous peine de mort. Nombreux furent les martyrs : des trois cents missionnaires venus en Angleterre sous Elisabeth, la moitié périt sur le gibet sans compter les laïques. La première et la plus illustre des victimes fut le **bienheureux Campion** qu'Elisabeth elle-même essaya de faire apostasier en lui offrant des honneurs († 1581). Outre les lois de mort, d'autres condamnèrent tout catholique à une amende de 100 marks (le mark = 13 schillings 4 pence) s'il entendait la messe, à 20 livres sterlings par mois (environ 2.500 fr.) s'il s'abstenait de fréquenter l'Eglise anglicane ; comme beaucoup refusèrent de payer, les prisons regorgèrent de catholiques. Enfin, en 1593, « l'Acte contre les dissidents papistes » interdisait aux catholiques de s'éloigner de plus de cinq milles de leur demeure, sans l'autorisation épiscopale. A travers ces souffrances, la foi des fidèles anglais s'affermît et s'épura.

IV. **L'apparition du puritanisme : presbytériens et indépendants.** — Plus dangereuse était pour Elisabeth, au sein même de l'Anglicanisme, l'opposition des *dissidents*. Le parlement de 1563 avait restauré le protestantisme d'Edouard VI en adoptant les XXXIX articles d'Elisabeth qui ne sont qu'une revision des LXII articles de 1552 : ils n'admettent que deux sacrements, le baptême et la cène (art. XXII), nient la transsubstantiation et la présence réelle (art. XXVIII), regardent « les sacrifices des messes comme fables impies » (art. XXXI). Bien qu'Elisabeth n'approuvât point la teneur entière des XXXIX articles et qu'en particulier, elle crût encore à la transsubstantiation, cependant elle ne put empêcher le nouveau *Credo* d'avoir force de loi. Au moins conserva-t-elle le *Prayer-book* tel qu'il existait au début du règne d'Edouard VI et qui imposait au ministre officiant les ornements et les cérémonies de l'Eglise catholique. Mais nombre de ministres exilés sous Marie Tudor étaient revenus en Angleterre, imbus du calvinisme genevois ; ils répugnaient à un cérémonial qui, en contradiction avec les XXXIX articles, semblait confirmer « l'idolâtrie » de la présence réelle et du sacrifice de la messe. Sans doute, devant la volonté très nette d'Elisabeth, les évêques crurent-ils prudents de se « conformer » ; mais, dans le bas clergé, beaucoup résistèrent et se déclarèrent partisans d'une forme de culte plus simple et plus *pure* : d'où leur nom de **puritains**.

Ces dissidents empruntaient encore au calvinisme son organisation démocratique et repoussaient l'épiscopat : les uns voulaient une organisation élective, « sorte de théocratie républicaine », telle qu'à Genève : c'étaient les futurs **presbytériens** ; les autres, plus hardis, voulaient supprimer tout sacerdoce : c'étaient les séparatistes, plus tard nommés **indépendants**. Tandis que l'anglican se contentait de dire : pas de pape, *no popery*, le presbytérien s'écriait : pas d'évêque, *no bishop*, et l'indépendant : pas de prêtre. Outre qu'elle détestait naturellement ces hommes rigides qui ne juraient que par la Bible, et qui méprisaient les arts et la culture classique comme une forme de la corruption moderne, Elisabeth voyait clairement quelle incompatibilité

existait entre la monarchie absolue et leur théocratie. Lorsque les puritains s'organisèrent dans certains comtés en assemblées périodiques nommées *prophesyings*, Elisabeth interdit ces synodes. Dès 1583, elle institua les *High commission courts*, chargées de poursuivre les *recusants*. Dans l'ombre, ils entamèrent une guerre de pamphlets. En 1595, une loi punit d'emprisonnement toute personne qui se dérobaît à l'office anglican, de bannissement tous ceux qui refusaient de faire profession de *conformité*. Alors, se forma le premier mouvement séparatiste, celui des Brownistes ou Barrowistes (on les appelait ainsi du nom de leur chef).

Cependant, l'Eglise établie trouvait un théoricien dans Hooker, qui écrivit sa *Politique ecclésiastique*. Il affirmait que le système épiscopal était le plus scripturaire, tout en admettant que le presbytérianisme n'était pas incompatible avec le christianisme et qu'il pourrait devenir légitime si l'Eglise jugeait bon de l'adopter. Plus conservateur, le chapelain Richard Bancroft affirmait que l'épiscopalisme était le seul gouvernement ecclésiastique conforme à l'Ecriture ; il tendait donc à isoler l'Eglise anglicane entre le protestantisme et le catholicisme. Ainsi défendu contre les puritains par les mesures répressives d'Elisabeth et par l'argumentation de ses théologiens, l'Anglicanisme parut bien vainqueur. « Mais l'esprit du puritanisme se glissa dans le corps social, pénétra la *gentry* campagnarde et les classes commerçantes, accomplit silencieusement en un demi-siècle l'évolution morale qui prépara la révolution politique. »

CHAPITRE IV

L'ANGLETERRE RELIGIEUSE SOUS LES DEUX PREMIERS STUARTS

I. Persécution des puritains au temps de Jacques I^{er}.
— A Elisabeth, morte en 1603, succéda le fils de Marie Stuart et de Darnley, Jacques VI, roi d'Ecosse, qui réunit ainsi sur sa tête les deux couronnes. Bien qu'élevé dans le calvinisme.

il se montra partisan de l'épiscopalisme anglican : le seul système qui, à son gré, pût étayer une monarchie absolue. En Ecosse, il se heurta à un presbytérianisme fortement implanté avec son organisation administrative et ses synodes ; il dut céder à l'opposition d'André Melville, successeur de Knox, qui, dans son audace démocratique, osait bien le tirer par la manche en plein conseil, l'appelant : Sot vassal de Dieu ! Il ne parvint qu'à faire présider les synodes écossais par des évêques consacrés en Angleterre, mais sans que l'organisation presbytérienne fût réellement atteinte : ces évêques restèrent, d'ailleurs, parfaitement méprisés.

En Angleterre, où la situation était tout autre, puisque l'épiscopalisme constituait le régime établi, Jacques I^{er} résolut d'appuyer sur les prélats ses prétentions à l'absolutisme. Dans les puritains il ne vit donc que des adversaires. Résolus à sortir de la situation humiliée que leur avait faite Elisabeth, ils signèrent, au nombre de huit cents, une supplique appelée *Millenary petition*, où ils réclamaient l'abolition de diverses cérémonies telles que la gémissement et le signe de croix. Jacques I^{er}, qui se piquait de théologie, consentit à discuter avec eux à la conférence de Hampton-Court ; mais, lorsque, dévoilant le fond de leurs intentions, ils parlèrent de presbytérianisme, Jacques les repoussa durement par ces mots qui furent sa maxime d'Etat : Pas d'évêque, pas de roi, *no bishop, no king* ! Bientôt, à son instigation, la Convocation ou parlement de la province ecclésiastique de Cantorbéry promulgua un *Book of Canons*, qui renforçait l'anglicanisme : les ministres récalcitrants furent expulsés au nombre de 300. Au fond de ce conflit religieux gisait un conflit politique : on allait voir d'un côté les évêques, partisans de l'absolutisme, de l'autre les puritains alliés au Parlement, à la noblesse et à la bourgeoisie pour l'éta-

Jacques I^{er} et Charles I^{er}. — S. R. GARDINER, *History of England from the accession of James the first to the outbreak of the civil war, 1603-43*, 10 vol. — *History of the great civil war, 1642-49*, 4 vol. ; Olivier Cromwell. — J. DE LA SERVIÈRE, *De Jacobo I Angliæ rege cum card. Roberto Bellarmino S. J. super potestate, cum regia, tum pontifica, disputante*, 1900 ; Une controverse au début du XVII^e siècle, dans *Etudes*, 5 oct. 1901, p. 58 sq. ; art. *Allégeance*, dans *Dict. d'hist.*

blissement d'un vrai régime constitutionnel. Ce conflit aura son épisode sanglant sous le règne de Charles I^{er}, fils de Jacques I^{er}.

II. Persécution des catholiques : conspiration des poudres et serment d'allégeance. — Quant aux catholiques, n'étant que roi d'Ecosse, Jacques I^{er} leur avait promis la tolérance pour les attacher à son parti ; mais, parvenu au trône d'Angleterre, il déclara « que les protestants l'ayant si généralement proclamé roi, il n'avait plus besoin des papistes » ; il estimait, d'ailleurs, que si le presbytérianisme était odieux parce qu'il voulait supprimer les rois, le catholicisme ne l'était pas moins puisqu'il prétendait les diriger, les juger et même les déposer. Il institua seulement une demi-tolérance : accordant la liberté de conscience, mais non la liberté du culte, prohibant la messe sans rendre l'office protestant obligatoire. Déçus, certains catholiques complotèrent : deux prêtres séculiers, Watson et Clarke, eurent l'idée de rassembler des fidèles pour présenter une pétition au roi, mais d'autres conjurés, plus hardis, se proposaient de s'emparer de la personne même de Jacques I^{er}, afin de gouverner sous son nom ; le complot, découvert, fut durement réprimé. Le mécontentement des catholiques augmenta lorsque Jacques I^{er}, effrayé par le nombre des conversions dues à des prêtres rentrés en Angleterre, porta de nouveaux édits de persécution. En 1605, une grande **conspiration dite des poudres** (*gunpowder plot*) fut formée par quelques exaltés : on devait placer des tonneaux de poudre dans une cave placée sous la chapelle de Saint-Stephen, où siégeait le parlement et faire sauter le roi et les deux Chambres. Le complot découvert, son chef, Catesby, et huit de ses amis furent suppliciés ; mais on eut le tort d'impliquer des prêtres dans la conjuration, au mépris de la vérité : le jésuite Garnet, qui avait reçu des confidences en confession, fut exécuté (1606), et peu après quatre autres de ses confrères.

On voulut même rendre responsables de l'attentat tous les catholiques anglais. Deux nouvelles lois furent votées qui les frappaient dans leurs familles mêmes, allant jusqu'à leur interdire le droit de gérer les biens de leurs enfants mineurs.

Enfin, on leur imposa, sous peine d'emprisonnement, le fameux **serment d'allégeance**, où se mêlaient à des affirmations parfaitement légitimes (reconnaissance des droits de Jacques I^{er}, condamnation du tyrannicide), d'autres nettement ultra-gallicanes, en particulier la promesse « d'abhorrer, détester et abjurer comme impie et hérétique cette damnable position et doctrine que les rois excommuniez ou privez par le Pape peuvent estre déposez par leurs sujets ou autres que ce soit ». Sur ce serment, l'opinion catholique se divisa ; d'autant plus que nombre de prêtres séculiers, gradués de Sorbonne, étaient imbus de préjugés gallicans. D'aucuns acceptèrent donc le serment d'allégeance et, à leur tête, George Blackwell, archiprêtre et premier dignitaire d'Angleterre. Le pape Paul V interdit aux fidèles de prêter le serment ; la plupart se soumirent, mais Blackwell persista dans son attitude, malgré les exhortations de Bellarmin. A la suite des décisions pontificales, éclata une persécution violente ; elle fit plusieurs martyrs, et surtout amena de nouvelles confiscations au profit des Ecossais qui avaient accompagné Jacques I^{er} en Angleterre. D'autre part, très irrité des deux brefs pontificaux contre le serment et de la lettre de Bellarmin à Blackwell, Jacques I^{er} y répondit par un ouvrage de polémique qu'il enrichit d'une préface dédiée à l'Empereur Rodolphe II et à tous les princes de la chrétienté : il y exposait sa doctrine du droit divin des rois, connue depuis sous le nom de doctrine du roi Jacques, *sententia Jacobi regis*. Cependant, Jacques I^{er} n'était point animé contre les catholiques de la haine aveugle des Tudors ; il ne les persécutait que sous la pression des Communes, influencées par l'esprit puritain ; aussi préférait-il les taxer que les persécuter : il en tirait un revenu annuel de 36.000 livres sterling.

III. Lutte de l'anglo-catholicisme et du puritanisme sous Charles I^{er}. — Charles I^{er}, fils et successeur de Jacques I^{er}, avait épousé Henriette-Marie de France, sœur de Louis XIII. Personnellement, il ne nourrissait aucune passion contre la religion romaine ; mais les Parlements exigeaient toujours plus de rigueur, accusant le roi d'apostasie ; ils

allaient jusqu'à demander que, « pour l'entière extirpation du papisme, les enfants des réfractaires fussent élevés dans les principes du protestantisme ». Pour se laver de tout reproche, Charles I^{er} dut parfois sévir. Cependant, en général, la situation des catholiques s'améliora : on ne leur demanda plus que le tiers au lieu des trois quarts de leurs revenus annuels ; par un commencement de tolérance, on leur permit d'entendre la messe chez eux, et le pape Urbain VIII obtint même, par l'intermédiaire de l'oratorien Grégorio Panzani, l'autorisation d'entretenir un agent près de la reine Henriette.

La royauté se compromettait beaucoup plus gravement en favorisant contre les puritains un esprit de réaction qualifié par les historiens d'outre-Manche « **anglo-catholicisme** ». Celui-ci accentuait le pouvoir épiscopal qui relie l'Eglise aux origines apostoliques ; d'autre part, à l'opposé des puritains qui attachent une importance exclusive à la prédication, il insistait sur l'efficacité des sacrements et l'importance de la liturgie, allant jusqu'à restaurer la confession auriculaire, jusqu'à croire à la présence réelle — pourtant contraire au XXVIII^e article d'Elisabeth, — jusqu'à admettre dans les Eglises statues, vitraux, cérémonies, musique sacrée, bref tout l'appareil de « l'idôlatrie » babylonienne. Le scandale des puritains sera à son comble lorsqu'on remettra la table de communion à la place de l'ancien autel, alors que depuis longtemps on la plaçait au centre de la nef afin de protester contre toute idée de sacrifice.

A la tête de ce mouvement fut placé **Laud** qui devint archevêque de Cantorbéry en 1633. Imposer « l'anglo-catholicisme » et refouler le puritanisme avec l'appui de Charles I^{er}, tel fut son programme ; plus que jamais la cause de la royauté et de l'épiscopalisme — celle du trône et de l'autel, — parurent liées, selon la formule de l'*Apello Cæsarem* de l'évêque Montague (1625) : « Défends moi avec l'épée et je te défendrai avec ma plume ». Aussi Laud put-il faire ajouter aux XXXIX articles d'Elisabeth que « l'Eglise a le pouvoir de décréter les rites et les cérémonies et a autorité en matière de foi ». Le puritanisme fut pratiquement aboli puisqu'on défendit de remplir la fonction de « lectu-

rer » qui consistait à tenir un prêche sans autres cérémonies; des visiteurs veillèrent à ce que le clergé s'astreignît à tous les usages nouveaux. Le puritanisme fut bridé par des tribunaux d'exception : « Chambre étoilée » qui poursuivait les pamphlétaires, « Haute cour ecclésiastique de commission » condamnant tout discours anti-anglican. La manière autoritaire dont Laud imposait ses réformes acheva d'exaspérer l'opposition. Sans doute un certain nombre de non-conformistes découragés émigrèrent vers la Nouvelle-Angleterre, notamment vers le Massachussetts ; mais la résistance des puritains appuyée par le Parlement devait aboutir à une guerre mi-religieuse et mi-politique : anglicans et absolutistes contre puritains et constitutionnels.

Charles I^{er} s'aliénait, d'autre part, les Ecossais en poursuivant comme son père le presbytérianisme, et en les obligeant à recevoir un nouveau Prayer-book assez semblable à celui des Anglais (1636) : ces mesures provoquèrent une véritable insurrection. L'alliance des presbytériens écossais et des puritains anglais devait amener leur triomphe sur l'anglicanisme royal. La loi de janvier 1643 abolit la hiérarchie épiscopale ; on chassa de leurs églises et de leurs bénéfices la plupart des ministres anglicans ; et Laud, chef de la Haute-Eglise, subit le dernier supplice (4 janvier 1645) ; on décréta une nouvelle forme de culte. Condamné à mort par le parlement anglais, Charles I^{er} fut décapité en face de son palais de White-Hall (9 février 1649).

La République (1649-60) eut un dictateur, **Olivier Cromwell** ; il ne se laissa pas déborder par les exaltés de son parti, châtia même les plus avancés d'entre eux ou *niveleurs*, et en réalité gouverna par lui-même. En tant qu'indépendant, il avait toujours prôné la liberté religieuse ; pourtant l'anglicanisme resta prohibé et le catholicisme plus ou moins persécuté.

I. En Irlande, Henri VIII avait pu faire reconnaître sa suprématie par le parlement du pays composé de colons anglais. Mais les évêques refusèrent d'effacer le nom du pape des missels ; en vain les prêtres réfractaires furent-ils emprisonnés, la résistance s'organisa tenace ; l'on vit disparaître les anciennes divisions politiques en vue de la défense de la foi : ainsi l'unité nationale naît-elle de l'unité religieuse. Sous Elisabeth, la persécution redou-

TEXTES ET DOCUMENTS

Serment d'allégeance

Je, N***, fais profession vraie et sincère... que Nostre souverain Seigneur le Roy Jacques est légitime Roy de ce Royaume et de toutes ses autres terres et païs, et que le Pape, ny de son estoc, ny par aucun tiltre de l'Eglise ou siège de Rome... n'a pouvoir ou autorité quelconque de déposer le Roy, ou disposer d'aucuns des Royaumes et seigneuries de sa Majesté... ou libérer aucun de ses sujets de leur obéissance et feauté deuë à sa Majesté... De mesme je jure du plus entier de mon cœur que nonobstant quelque déclaration ou sentence d'excommunication, ou privation faicte ou à faire par le Pape, ou ses successeurs... deffendray de tout mon pouvoir, envers et contre toutes conspirations, machinations et attentats quelconques contre S. M. ou leurs personnes, couronne ou dignité... Comme au surplus, je jure et proteste, du meilleur de mon cœur, que je déteste et abjure comme impie et hérétique, ceste damnable position et doctrine, que les Roys excommuniez ou privez par le Pape, peuvent estre déposez ou assassinez par leurs subjects, ou autre que ce soit. Croy, et suis résolu en conscience, que ny le Pape, ny personne du monde n'a pouvoir de m'affranchir de ce serment ou d'aucune de ses parties.

(Lois de JACQUES I^{er}, 4^e année, c. IV).

bla : la plus grande partie du sol fut confisquée et attribuée aux Anglais ; il y eut des martyrs parmi lesquels le jésuite Edmond O'Donnel (+ 1575). Comme en Angleterre, les jésuites établirent des missions et pour les entretenir fondèrent sur le continent des séminaires irlandais : Salamanque (1592), Lisbonne (1594), Rome (1600). Sous les Stuarts, la situation ne s'améliora pas : un des favoris de Charles I^{er}, Strafford, pressura le pays. L'insurrection de 1641 ne put libérer les Irlandais ; Cromwell soumit de nouveau l'Ile en 1653 : tous les ecclésiastiques et les religieux durent s'expatrier sous peine de mort ; on refoula les plus riches catholiques dans la province de Connaugh, et on donna leurs biens aux protestants. Les Irlandais devaient rester sous l'oppression anglaise jusqu'à la fin du xviii^e siècle.

CHAPITRE V

LA GUERRE DE TRENTE-ANS

I. **L'Allemagne après la paix d'Augsbourg.** — Au milieu du xvi^e siècle, le protestantisme jouissait en Allemagne d'un ascendant considérable : dans le Nord, une seule famille restait catholique, celle de Clèves ; possesseur du Wurtemberg, de Bade et des Palatins, le protestantisme dominait au Sud. Mais, déchiré par des querelles intestines, desservi par des pasteurs grossiers, il manquait de force d'expansion au moment où le catholicisme se réformait par le concile de Trente, et où surgissaient des ordres nouveaux, notamment la compagnie de Jésus. Avec la protection de l'empereur Ferdinand I^{er} (1556-64) et du duc Albert V de Bavière (1550-79), les jésuites s'établirent à Cologne, à Trèves, à Munich, à Ingolstadt, à Innsbruck, à Vienne, à Prague ; l'université d'Ingolstadt devint sous leur direction un centre catholique où se formèrent les chefs de la contre-réforme allemande. Cependant longtemps les forces en présence hésitèrent à en venir aux mains : l'empereur **Ferdinand I^{er}**, catholique sincère, mais homme modéré espéra la réconciliation des partis ; son fils **Maximilien II** (1564-76), demi-sceptique, resta toujours indécis ; **Rodolphe II** (1576-1612), manquait d'énergie. La cause catholique sembla gravement compromise lorsque éclata l'affaire de Cologne (1582) : le prince évêque Gebhart Truchsess de Waldbourg, entraîné par sa passion pour une chanoinesse de Gerresheim, Agnès de Mansfeld, apostasia, ce qui devait faire passer la majorité aux réformés dans le collège électoral ; mais, soutenus par Grégoire XIII, qui déclara Gebhart déchu, les chanoines de Cologne élurent un nouvel archevêque, Ernest de Bavière, que firent triompher les troupes espagnoles et bava-roises : le péril était conjuré.

La lutte n'en restait pas moins inévitable. Les catholiques pouvaient reprocher aux protestants de violer les clauses de la paix d'Augsbourg. Celle-ci avait édicté le *reservatum* ecclé-

siastique qui, pour protéger l'Eglise contre de nouvelles sécularisations, stipulait que le bénéficiaire passant à la réforme devrait, désormais, abandonner ses biens ; or, les protestants violaient outrageusement le *reservatum* : ainsi en fut-il, par exemple, à Brême, Magdebourg, Lubeck. D'autre part, le calvinisme possédait des adhérents dans les régions occidentales, il était protégé par les Electeurs palatins, alors que la paix d'Augsbourg ne reconnaissait en Allemagne que deux confessions : la luthérienne et la catholique. Ce traité n'avait amené que la discorde : l'empereur n'était plus regardé que comme le chef du parti catholique, et les protestants trouvaient légitime de se grouper contre lui et d'appeler à leur aide l'étranger ; ainsi se formait, en 1608, à Ahausen, sous les auspices du roi de France Henri IV et sous la direction du prince palatin Frédéric V, l'*Union Evangélique* ; le duc de Bavière, les trois électeurs ecclésiastiques et plusieurs évêques et abbés y opposèrent la *Sainte Ligue allemande* (1609).

II. Les phases de la lutte. — L'occasion d'entrer en lutte vint de la Bohême. Dans ce pays dont le souverain restait catholique, mais où les protestants étaient très nombreux, les *Lettres de Majesté* de Rodolphe II (1609) accordèrent aux nobles et aux habitants des villes royales l'autorisation de bâtir des temples protestants sur leurs domaines, et un traité complémentaire étendit ce privilège à tous les biens de la couronne. Par une interprétation provocante, les réformés regardèrent les biens ecclésiastiques comme domaines royaux et osèrent construire des temples à Braunau et à Klostergrab qui dépendaient de l'archevêque de Prague ; celui-ci fit fermer le premier et abattre le second. Une insurrection s'en suivit ; conduite par le comte de Thurn, elle assaillit l'hôtel de ville de Prague, précipita par les fenêtres les commissaires impériaux et proclama roi de Bohême l'électeur Palatin, Frédéric V (**Défenestration de Prague**). Ce fut le signal de la guerre de Trente Ans, qui se divise en quatre périodes : la palatine, la danoise, la suédoise et la française.

II. La guerre de Trente Ans. — FREYTAG, *Le peuple allemand à l'époque de la guerre de Trente ans*, trad. Mercier, 1901. — HANOTAUX, *Hist. du cardinal de Richelieu*, 2 vol., 1896-1903. —

1. *Période palatine* (1618-28). Sur ces entrefaites, parvenait à l'empire **Ferdinand II** (1619-37), couronné comme futur roi de Hongrie dès 1617. Elevé par les jésuites à l'Université d'Ingolstadt, « il puisait dans sa piété une confiance qui, par moments, toucha à l'héroïsme ». **Maximilien I^{er} de Bavière** vint à son aide, et les troupes de l'Union catholique commandées par Tilly défirent les forces de l'électeur palatin Frédéric V à la **Montagne Blanche**. Cette première période se termina par l'écrasement des protestants de Bohême et des calvinistes du Palatinat. En Bohême, on confisqua les biens des révoltés. A la suite de négociations où s'entremit le pape Grégoire XV (1621-23), l'empereur Ferdinand II donna le Palatinat à son allié Maximilien de Bavière ; tandis que le nombre des voix protestantes égalait auparavant celui des voix catholiques dans la diète électorale, on eut, dès lors, une majorité romaine.

2. *Période danoise* (1626-28). Cependant, le cardinal de **Richelieu** entre en scène. Il eût voulu abaisser la maison d'Autriche menaçante pour l'équilibre européen, mais sans avantager les princes protestants ; constituer une ligne catholiques où fussent entrés la Savoie, Venise, la Bavière et les princes ecclésiastiques, et qui eût tenu en respect à la fois l'Autriche et les princes protestants d'Allemagne, tel était son idéal. Pourtant, les besoins de la politique l'amèneront de plus en plus à soutenir les réformés contre l'Autriche. Patroné par lui, **Christian V de Danemark** pénètre en Allemagne ; il est battu à Lutter par Tilly, à Dessau par Wallenstein, et se voit contraint de signer le traité de Lubeck (1629), qui le confine à ses Etats. Vainqueur, l'empereur Ferdinand promulgue l'**Edit de restitution** par lequel il veut contraindre les protestants à rendre à l'Eglise les possessions sécularisées depuis la paix d'Augsbourg ; c'est-à-dire une dizaine d'évêchés, plus de cinq cents abbayes, couvents et églises avec des propriétés considérables ; selon la formule

AUGUSTE LEMAN, *Urbain VIII et la rivalité de la France et de l'Autriche de 1631 à 1635*, 1920. — V. DE MEUX, *La Réforme et la politique en Europe jusqu'à la paix de Westphalie*. — JANSSEN (trad. Paris), *L'Allemagne et la réforme*, III-V. — FAGNIEZ, *Richelieu et le Père Joseph*, t. I et II, 1893.

d'Augsbourg — *cujus regio, ejus religio* —, les seigneurs auraient le droit de rétablir le catholicisme dans ces domaines restitués, et même d'en chasser les dissidents. Equitable en soi, puisqu'il n'exigeait que la stricte application du *reservatum*, cet édit n'en était pas moins impolitique : en exaspérant les protestants qu'il acculait à la ruine, il allait provoquer de nouvelles guerres. Il inquiéta même les alliés catholiques de Ferdinand II, qui craignirent le triomphe de l'impérialisme sur l'oligarchie princière : à la diète de Ratisbonne (1630), endoctrinés par un agent de Richelieu, le Père Joseph — qui rêvait de réunir la chrétienté contre les Turcs, mais sous la direction de la France —, les princes électeurs exigèrent la disgrâce de **Wallenstein** et le licenciement de son armée.

3. *Période suédoise* (1630-35). Poussé par Richelieu, **Gustave-Adolphe**, roi de Suède, intervient. Avec 15.000 hommes admirablement disciplinés, il bat Tilly à Leipsig et s'empare de Munich. L'empereur rappelle alors Wallenstein ; celui-ci se rencontre à Lutzen avec Gustave-Adolphe, qui y trouve la victoire et la mort. L'empereur, vainqueur à Nordlingen, contraint les électeurs de Saxe et de Brandebourg à signer le traité de Prague qui consacre, avec quelques réserves, l'Edit de restitution (1635).

4. *Période française* (1635-48). Placé entre la rivalité des deux grandes maisons catholiques, l'Autriche et la France, longtemps un grand pape, **Urbain VIII** (1623-44) s'était efforcé de limiter le conflit et de réconcilier les adversaires. Mais, en 1635, Richelieu met la France directement en scène ; après une lutte de treize années, la supériorité nous est acquise définitivement par les victoires de Condé et de Turenne : Rocroy (1643), Nordlingen (1644), Lens et Sommerhausen (1648).

III. **Les traités de Westphalie.** — Les traités de Westphalie (1648) confirmèrent, au point de vue religieux, l'ancienne paix d'Augsbourg (1555). Ils maintenaient le principe des églises d'Etat, en sorte que la liberté du culte était accordée non aux individus, mais aux princes ; chaque sujet

n'avait donc qu'à opter entre la religion du pays ou l'exil. C'était pour l'Allemagne le *statu quo* dans la division féodale et religieuse ; cependant, aux deux religions reconnues jadis à Augsbourg, on ajoutait le calvinisme. Les traités de Westphalie consacraient encore la paix d'Augsbourg en maintenant le *reservatum* ecclésiastique ; seulement, ils reportaient son application au 1^{er} janvier 1624, en sorte que tous les biens sécularisés jusqu'alors restaient aux mains des protestants ; postdater ainsi de trois quarts de siècle le *reservatum*, c'était le rendre presque illusoire, et le traité de Westphalie aboutissait, somme toute, à consacrer toutes les pertes subies par l'Eglise depuis cent trente ans : c'était l'inverse de l'Edit de restitution. On comprend que le pape Innocent X (1644-55) ait énergiquement protesté dans la bulle *Zelo domus Dei*.

I. Les guerres de religion détournèrent trop l'attention de la croisade ; pourtant les Turcs furent, durant cette période, plus menaçants que jamais. Le sultanat de **Soliman le Magnifique** (1520-66) avait porté leur puissance au plus haut point : on les vit s'emparer de Belgrade, le boulevard de la Hongrie (1521) et enlever **Rhodes** en 1522 aux chevaliers de Saint Jean de Jérusalem malgré l'héroïque résistance du grand maître Villiers de l'Île Adam. Bientôt Soliman envahissait la Hongrie ; vainqueur à la bataille de **Mohacz** (1526) où périt le roi Louis II, il vint assiéger Vienne en 1529, mais fut repoussé après avoir perdu 40.000 hommes. Le péril turc n'en restait pas moins pressant. Sur mer, un bastion restait aux chrétiens, l'île de **Malte** donnée par Charles Quint en 1530 aux chevaliers de Saint Jean ; leur grand maître Lavalette y défia toutes les attaques de Soliman (1565). Les Turcs se rabattirent sur Chypre, colonie vénitienne. Pour la secourir, **Pie V** parvint alors à réunir les forces navales de l'Espagne, des Vénitiens, des chevaliers de Malte, et les siennes propres ; il en confia le commandement à **Don Juan d'Autriche**, frère de Philippe II. La bataille de **Lépante**, à l'entrée du golfe de Patras, aboutit à une victoire éclatante des chrétiens qui marqua le début de la décadence des Turcs (7 octobre 1571). En souvenir de ce triomphe, Pie V fixa au 7 octobre une fête de Notre Dame de la Victoire que Grégoire XIII transféra au premier dimanche d'octobre sous le vocable de solennité du Rosaire, et que Clément VIII étendit à l'Eglise universelle. Voir : Amiral J. DE LA GRAVIÈRE, *Les chevaliers de Malte*, t. II^e ; et surtout, *La guerre de Chypre et la bataille de Lépante*, 2 vol., 1888. — GRETE, *Saint Pie V* (coll. les Saints), 1914.

Le XVII^e Siècle

CHAPITRE PREMIER

LE RENOUVEAU CATHOLIQUE EN FRANCE DANS LA PREMIERE MOITIE DU XVII^e SIECLE

I. L'évangélisation populaire. — Au milieu des luttes du xvi^e siècle, les habitudes religieuses s'en étaient allées. Dans les campagnes l'ignorance et l'incurie se dévoilaient à nu : « Si un païen, dit Bourdoise, venait ici des extrémités du Japon et qu'il vît une église de la campagne, pauvre, malpropre, demi-ruinée, ce lieu lui paraîtrait plus propre à loger des bêtes qu'à offrir des sacrifices au Dieu vivant. » D'autre part, l'esprit libertin avait envahi la haute société au point que le faubourg Saint-Germain n'était plus appelé que « petite Genève ».

Saint Vincent de Paul pensa des premiers à l'évangélisation du peuple des campagnes. Né en 1580, au village de Pouï, près de Dax, dans les Landes, ordonné prêtre en 1600, il devint aumônier de la reine de France, Marguerite de Valois, puis fut choisi par Emmanuel de Gondi, général des galères et frère de l'archevêque de Paris, pour faire l'éducation de son fils, le futur cardinal de Retz. Il rencontra dans cette famille l'instigatrice de sa vocation, la marquise de Gondi : attristée par la misère morale des paysans de ses domaines, elle pria Monsieur Vincent de les évangéliser. Ses

I. Apostolat des Campagnes. — ABELLY, *Vie de saint Vincent de Paul*, 1664. — MAYNARD, *Saint Vincent de Paul*, 4 vol., 1860. — LE GOUVELLO, *Le Vénérable Michel Le Nobletz*, 1898. — II. BRÉMOND, *Hist. littér. du sentiment religieux en France*, t. V, pp. 82-115, 1920. — R. P. SÉJOURNÉ, *Histoire du Vénérable serviteur de Dieu, Julien Maunoir*, 1895. — DESDOUVRES, *Le Père Joseph : ses charges, ses prédications de 1604 à 1613*, Angers, 1915. — L. PINGAUD, *Saint Pierre Fourrier* (coll. les Saints), 1902).

succès donnèrent au saint l'idée d'ériger une congrégation de prêtres spécialement destinés à « venir en aide au pauvre peuple de la campagne » ; ils iraient « de village en village, aux dépens de la bourse commune, instruire, exhorter et catéchiser les pauvres gens, sans en prendre aucune rétribution ». Telle fut l'origine de la *Société des prêtres de la Mission*, reconnue par Urbain VIII en 1632 ; comme elle eut son centre au prieuré Saint-Lazare, ses membres se nommèrent bientôt *lazaristes*.

D'ailleurs, un peu partout, des apôtres réveillaient la foi dans les provinces. En Bretagne, pendant près de quarante ans (1614-52), un prêtre, **Michel Le Nobletz**, parcourut le pays de Tréguier, de Léon et de Quimper, entreprenant avec un succès énorme des missions populaires ; il imagina de grandes cartes allégoriques en couleurs vives, ingénieusement composées pour l'instruction religieuse : il y avait la carte du *Pater*, celle de l'*Enfant prodigue*, celle de l'*Enfer*, etc. Le Nobletz fit école ; son disciple, le jésuite **Julien Mau-noir**, portera ses procédés à leur perfection ; il organisera dans chaque mission une procession de la Passion, où figureront apôtres, vierges, martyrs et où se succéderont une série de stations : flagellation, portement de croix, rencontre de la Vierge, etc. Des missions bretonnes sortit l'œuvre des maisons de retraite : le Père Huby, compagnon du Père Mau-noir, les propagea en Bretagne. En Normandie, le **bienheureux Jean Eudes** remplissait un apostolat assez analogue. Le jésuite **saint François Régis** se dépensait dans le Velay : l'été, il prêchait au Puy et convertissait la ville ; l'hiver, il évangélisait les campagnes. En Lorraine, **saint Pierre Fourrier** administrait d'une manière admirable sa cure de Mat-taincourt. Les capucins se montraient très zélés : le Père Joseph organisait dans l'Ouest des missions dont le succès fut considérable. Sans se cantonner dans une province, d'autres apôtres parcouraient le pays : ainsi faut-il citer l'oratorien Lejeune au rude parler populaire. A Paris même, Monsieur Olier, curé de Saint-Sulpice, évangélisait le faubourg Saint-Germain, instituant les catéchismes, fondant des écoles, créant un grand ouvroir appelé « maison de l'Instruction ».

II. **Le renouveau du clergé.** — Cependant, l'œuvre de rechristianisation ne pouvait recueillir un succès durable que par l'intervention des prêtres de paroisse. Nommés par le roi et détenant une fortune considérable, les évêques n'étaient souvent ni plus ni moins que des grands seigneurs ou des grands bourgeois. A l'origine de leur carrière, la question de la vocation ne se posait même pas ; ordinairement, il ne s'agissait que d'une « succession » : l'épiscopat de Paris, par exemple, fut le véritable fief de la famille des Gondi ; de tels évêques ne résidaient guère. Le bas clergé souffrait d'un mal opposé. Pressurés au profit des commendataires laïques ou des prélats de cour, les curés à portion congrue vivaient d'expédients et n'avaient nul souci de leurs ouailles : « Dans des diocèses entiers, note Abelly, à peine se trouvait-il un ecclésiastique de la campagne qui fut habillé de noir, la plupart étant vêtus de gris et travaillant après leurs messes comme des laïques. »

La réforme commença par en haut, grâce au bon vouloir des gouvernants : sous Henri IV, influencé par le Père Coton, sous la régence Marie de Médicis, sous Louis XIII par l'action de Richelieu, qui voulait « l'ordre dans l'Eglise comme dans l'Etat », sous le gouvernement d'Anne d'Autriche conseillée par Monsieur Vincent, on fit des choix heureux ; l'épiscopat commença à s'épurer. Cette lignée épiscopale eut, d'ailleurs, sous les yeux l'exemple de Monsieur de Genève, saint François de Sales comme la précédente, celui de saint Charles Borromée.

Cependant, les prélats ne pouvaient rien par eux-mêmes, s'ils ne trouvaient aide auprès de leurs prêtres. Il importait donc de réaliser la réforme générale du clergé. Elle s'opéra autour de trois centres principaux : l'Oratoire, Saint-Lazare et Saint-Sulpice.

L'initiateur se nomma **Pierre de Bérulle**. Le 11 novembre

I. En Allemagne, Barthélémy Holzhauser (1614-58) groupe quelques prêtres pour une vie commune ; les constitutions de cette société dite des Barthélémites furent approuvées par le cardinal San Felice, nonce à Cologne, puis confirmées par Innocent XI en 1680. Les Barthélémites se répandirent en Hongrie vers 1676, puis en Pologne et en Russie (1681).

1611, dans une maison du faubourg Saint-Jacques, il réunissait six prêtres en communauté. Le fondement de la nouvelle société devait être exclusivement sacerdotal et nullement monastique : pas de vœux, les oratoriens ne seraient que des prêtres séculiers demeurant soumis à l'autorité et à la juridiction des évêques et ne jouissant d'aucun privilège d'exemption. Au début, ils se firent les auxiliaires du clergé pour tout apostolat, prédication, catéchisme, etc. ; souvent, les évêques leur confièrent les séminaires : ainsi, Richelieu, à Luçon, en 1617. A Paris, ils fondèrent le séminaire diocésain de Saint-Magloire dès 1620. Bérulle institua de multiples maisons, même à l'étranger : à Rome, le pape confiera aux oratoriens l'Eglise Saint-Louis des Français. Cependant, de par la volonté pontificale elle-même, le but premier de Bérulle, qui consistait à former des prêtres pour la direction des séminaires, se trouva dépassé : les oratoriens s'adonnèrent à toutes les fonctions du ministère, spécialement à l'éducation dans leurs grands collèges.

Au moins Bérulle, puis son fils Condren, furent-ils les théologiens du sacerdoce ; ils esquissèrent un « idéal de prêtrise », non, certes, nouveau, mais renouvelé. Dans ses ouvrages, les *Grandeurs de Jésus*, la *Vie de Jésus* et les *Élévations à Jésus-Christ*, Bérulle met en pleine lumière le Christ-prêtre comme modèle du sacerdoce : « De même que l'humanité n'entre en communication avec la nature divine et n'est élevée à la gloire de subsister dans la personne même du Verbe que parce qu'elle est dénuée de sa propre personnalité, ainsi faut-il qu'au mystère de sa sanctification, sans perdre il est vrai sa personnalité, mais par une donation complète de lui-même à Jésus-Christ, le moi humain du chrétien disparaisse devant les victorieux envahissements de la vie du Verbe. » Le Père de Condren poussa très loin l'analyse ; il distingua cinq phases dans le Christ prêtre : « la consécration et l'oblation accomplies dans l'acte même de l'Incarnation, aboutissant par l'immolation qui en est la réalisation extérieure à la consommation glorieuse de la victime et finalement à sa communion dans le sein de Dieu ». (Monier.) Cette doctrine très élevée devait alimenter la piété sacerdotale : Bérulle enseignait que, Jésus vivant

dans nos âmes, nous devons communier à lui et reproduire ses actes. Saint Vincent de Paul et Monsieur Olier sont fils de Bérulle : ils vont réformer le clergé par la spiritualité bérullienne.

Bérulle avait formé des prêtres, mais non pas réformé les prêtres ; ce sera l'œuvre de Bourdoise, du Bienheureux Jean Eudes, de saint Vincent de Paul et d'Olier.

Après une retraite faite à l'Oratoire en 1611, **Adrien Bourdoise** comprit l'importance de la formation cléricale : « Ce qui fait un bon capucin ou un bon jésuite, c'est un bon noviciat, disait-il. Il n'y a pas de noviciat pour les prêtres ». Simple curé, il travailla dans son humble sphère à combler cette lacune en fondant la *Congrégation de Saint-Nicolas du Chardonnet*, qui comprit trois établissements : 1° le séminaire de Saint-Nicolas, entretenu grâce aux aumônes de la *Bourse cléricale* fondée par de pieux laïques, et où se formèrent à la vie intérieure nombre d'ecclésiastiques suivant les cours de théologie en Sorbonne ou au collège de Navarre ; 2° le séminaire de Laon (1676-1724) ; 3° la communauté paroissiale de Paris, dont l'exemple fut suivi dans plusieurs cures de Paris. **Saint Jean Eudes** accomplit une œuvre analogue : entré d'abord à l'Oratoire, il en sortit pour s'occuper uniquement de l'œuvre des séminaires. « Les intérêts des séminaires, aimait-il à répéter, sont préférables à tout ce que l'on peut faire en dehors. » Pour y pourvoir, il établit une *Congrégation dite de Jésus et de Marie* sous la protection de Richelieu. Il fonda, en Normandie, cinq grands séminaires : d'abord Caen en 1643, puis Coutances, Lisieux, Rouen et Evreux entre 1650 et 1667.

L'œuvre de Bourdoise et celle de Jean Eudes ne sont que des essais locaux sans influence générale. Le grand rôle dans la rénovation du clergé français allait revenir à saint Vincent de Paul et à Monsieur Olier. Un saint évêque, Potier de

I. **La réforme du clergé.** — A. LEMAN, *Recueil des Instructions générales aux nonces ordinaires de France de 1624 à 1634*, 1920. — PRUNEL, *La Renaissance catholique en France au xix^e siècle*, 1921. — A. DEGERT, *Histoire des séminaires français jusqu'à la Révolution*, 2 vol., 1912. — M. SCHOENHER, *Hist. du Séminaire de S. Nicolas du Chardonnet (1612-1908)*, 1909. — JOLY, *Le Bienheureux Jean de Eudes* (coll. les Saints), 1907. — HOUSSAYE *Le cardinal de Bérulle*

Beauvais, suggéra à Monsieur Vincent de réunir les futurs prêtres de son diocèse pour une retraite préparatoire ; à son tour, l'archevêque de Paris, François de Gondi, prescrivit à tous les aspirants aux saints ordres de se retirer pendant dix jours chez les prêtres de la Mission. L'exemple fut imité en nombre de provinces ; souvent, les Oratoriens se mêlèrent à l'entreprise. Ces *Exercices des ordinands* devinrent bientôt d'un usage si général qu'Alexandre VII put les rendre obligatoires par mandement spécial. Bientôt, Monsieur Vincent consolida cette œuvre. Plusieurs jeunes prêtres lui ayant demandé comment conserver l'esprit sacerdotal, il leur proposa de les réunir une fois par semaine à Saint-Lazare pour les entretenir de la vocation ; telle fut l'origine des fameuses *Conférences du Mardi* (1633) ; les meilleurs prêtres de l'époque y achevèrent leur formation : ainsi, Monsieur Olier et Bossuet. Richelieu eut l'œuvre des *Conférences ecclésiastiques* en si haute estime qu'il pria Monsieur Vincent de lui désigner les sujets les plus dignes de l'épiscopat. L'institution essaima bientôt en province ; on la retrouve au Puy en 1636, à Noyon en 1637, à Pontoise et à Angoulême en 1642, etc. Enfin, Monsieur Vincent se trouva amené à greffer sur l'apostolat missionnaire des lazaristes la direction des séminaires : en 1642, grâce aux largesses de Richelieu, il institua à Paris celui des Bons Enfants ; dans le cours du XVIII^e siècle, les lazaristes fonderont un grand nombre de séminaires : Narbonne et Metz en 1660, Amiens, Troyes, Noyon en 1662, etc. ; en 1780, ils en posséderont, en France, cinquante trois.

Fils d'un conseiller au parlement, **Monsieur Olier** vécut d'abord d'une manière mondaine ; il suivit, en 1633, les

et l'Oratoire de France (1611-1625), 1873 ; Bérulle et Richelieu (1625-29), 1876. — H. BRÉMOND, *Hist. litt.*, III. *La conquête mystique, l'École française*, 1921. — P. INGOLD, *Essai de bibliographie oratorienne*, 2^e éd., 1886 ; *Mémoires domestiques pour servir à l'hist. de l'Oratoire de France*, par BATTEREL, 4 vol., 1902-06 ; art. Bérulle, dans *Dict. de Théol.* — P. COSTE, *Un prêtre de la Mission, Saint Vincent de Paul et le sacerdoce*. — E. DE BROGLIE, *Saint Vincent de Paul* (coll. *les Saints*). — LETOURNEAU, *La Mission de Jean-Jacques Olier*, 1906. — FAILLON *Vie de M. Olier*, 3 vol., 1873. — MONIER, *Les Origines du séminaire de Saint-Sulpice*, Limoges, 1906 ; *Vie de J.-J. Olier*, t. I, 1914. — EM. GEORGES, *Saint Jean Eudes*, 1925. — P. COSTE, art. *Lazaristes*, dans *Dict. Théol.*

Exercices des Ordinands et devint un auditeur assidu des *Conférences du Mardi*. Alors qu'il faisait une retraite à Saint-Lazare, en 1634, une religieuse dominicaine, Mère Agnès de Jésus, lui apparut et lui révéla qu'il était appelé à « jeter les fondements des séminaires du royaume de France ». Olier se réunit avec trois de ses disciples dans une humble maison du village de Vaugirard, aux environs de Paris ; quelques jeunes gens vinrent les y rejoindre ; des cours plus ou moins publics furent ouverts ; plusieurs abbés du faubourg Saint-Germain y accoururent. Lorsque Monsieur Olier arriva à la cure de Saint-Sulpice, le séminaire y fut transféré ; on lui demanda de fournir des sujets pour la fondation d'autres maisons semblables, et c'est ainsi que son séminaire se transforma en une « manière de congrégation », celle de Saint-Sulpice. La France lui devra un nombre considérable d'évêques et de prêtres excellents.

III. **La réforme des ordres religieux-bénédictins.** — Plus profonde encore, la rénovation catholique atteignit les centres de la prière liturgique. Au sein de l'ordre monastique, la décadence était grande : les moines vivaient dans l'oisiveté, se dispensaient des offices et ne pratiquaient plus la stricte pauvreté. Il se fonda bien, à la fin du xvi^e siècle, deux *congrégations des Exempts*, celle de Flandre et celle de France ; mais les abbayes qui s'y aggrégèrent visaient moins à se réformer qu'à échapper au décret du concile de Trente soumettant à la juridiction de l'ordinaire tous les monastères isolés. Le vrai mouvement de réforme partit de la Lorraine : prieur de l'abbaye de Saint-Vanne, près de Verdun, **Didier de Lacour** parvint à réformer son monastère (1600) ; quelques profès de Saint-Vanne allèrent restaurer l'observance à Moyen-Moutier, dans les Vosges (1601). Bientôt, avec l'approbation de Clément VIII, les deux communautés se groupèrent en une congrégation, celle des *Saints Vanne et Hydulphe* ; elle adopta les usages du Mont Cassin et rallia à elle les monastères de Lorraine. Des savants l'illustrèrent, notamment Dom Calmet et Dom Cellier.

L'influence de cette congrégation allait déborder le cadre de la province. Plusieurs abbayes françaises se mirent, en

effet, à l'école des Vannistes : Saint-Augustin de Limoges (1613), Saint-Faron de Meaux (1615), Saint-Jumièges (1617) ; mais, comme la Lorraine ne dépendait pas alors de la couronne, il fallut ériger les maisons françaises réformées en une congrégation distincte sous le vocable de *Saint-Maur*. Grégoire XV l'approuva en 1621 ; il veilla à lui assurer la sécurité morale ; ne pouvant la ravir au régime du concordat, il spécifia toutefois que l'abbé commendataire nommé par le roi se contenterait de toucher sa part de revenu ou mense abbatiale, mais qu'il n'aurait aucune juridiction sur les religieux ; le prieur conventuel pour chaque maison, le chapitre général pour la congrégation assureraient le maintien de la discipline. Saint-Maur compta bientôt près de deux cents monastères répartis en six provinces (France, Normandie, Bretagne, Bourgogne, Chezal-Benoit et Gascogne) ; il s'agrégea deux célèbres abbayes, Saint-Germain-des-Prés en 1631, Saint-Denis en 1633. **Dom Grégoire Tarisse**, supérieur général, forma la bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés, qui devint le centre d'un vaste mouvement d'érudition.

Cluny restait à réformer ; devenu abbé en 1629, **Richelieu** fit venir des Vannistes. Son but eût été de réunir en une seule qui prendrait le titre de Saint-Benoit les congrégations de Saint-Vanne et de Saint-Maur avec Cluny, et d'y

I. La réforme monastique. — HELYOT, *Histoire des ordres monastiques*, t. V. — DOM P. DEMS, *Richelieu et la réforme des monastères bénédictins*, 1913. — F. ROUSSEAU, *Dom Grégoire Tarisse, premier supérieur de la congrégation de Saint-Maur (1575-1648)*, col. *Par.*, 1924. — DOM BEAUMIER, *Recueil historique des archevêques, évêques, abbayes et prieurés de France*, nouvelle éd. par les *Bénédictins de Liège* (Arch. de la France monastique), 1906. — E. DE BROGLIE, *Mabillon et la société de Saint Germain des Prés*, 2 vol. — H. M. DELSART, *Marguerite d'Arbouze, abbesse du Val de Grâce (1580-1626)*, col. *Par.*, 1921. — FAGNIEZ, *Le Père Joseph et Richelieu ; L'avènement de Richelieu au pouvoir et la fondation du Calvaire*, 1889. — DOM GÉRARD VAN CALOEN, *Les Bénédictines de Notre-Dame du Calvaire, dans Rev. bénédictine*, X (1893) 1-9. — TH. CIVRAYS, art. *Antoinette d'Orléans*, dans *Diet. d'Hist.* — DUBOIS, *Hist. de l'abbé de Rancé*, 2 vol., 1866. — DOM SERRANT, *L'abbé de Rancé et Bossuet*, 1903. — FRÉRET, *L'abbaye de sainte Geneviève et la congrégation de France*, 2 vol. — DOM VUILLEMIN, *Saint Pierre Fourier*, 1893. — L. PINGAUD, *Saint Pierre Fourier* (coll. *les Saints*), 1902. — DOM A. LE BAIL, *L'ordre de Cîteaux, « La Trappe »*, (coll. *Les ordres religieux*), 1924.

faire entrer tous les monastères du royaume sous sa propre direction de supérieur généralissime. Mais ce projet, aussi politique que religieux, ne reçut pas l'agrément de Rome. Au moins, une certaine réforme durable subsista-t-elle parmi les Clunisiens, qui se fractionnèrent en moines de l'Étroite Observance et en moines de l'Ancienne Observance ; les premiers introduisirent dans leurs constitutions des règlements empruntés aux Vannistes et aux Mauristes ; dès 1646, ils tinrent leur premier chapitre général et furent approuvés, en 1664, par le cardinal Chigi, neveu d'Alexandre VIII. Signalons encore une réforme suscitée par l'exemple de Saint-Vanne, celle des bénédictins belges : il se forma une *Congrégation de la Présentation Notre-Dame* (1628), dont l'abbaye de Saint-Hubert fut le berceau et qui s'agrégea Grammont, Afflighem, etc.

En nombre d'abbayes de moniales une transformation complète s'opéra, grâce à l'initiative de jeunes abbesses, qui, filles de grande race, avaient hérité de leurs ancêtres la piété, la générosité ; d'ailleurs, on vivait alors dans une atmosphère de sainte émulation. Mais, comme les bénédictins commençaient seulement à se réformer, et que, d'ailleurs, les mauristes refusaient la direction des bénédictines par crainte de s'imposer un ministère trop accaparant, la réforme fut confiée à des religieux post-tridentins, oratoriens, capucins, jésuites qui introduisirent dans les cloîtres de moniales une vie spirituelle moins conforme aux vieilles traditions, plus systématique et plus adaptée à l'esprit des congrégations modernes. Les plus célèbres des réformatrices furent **Marie de Beauvilliers** à Montmartre et **Marguerite d'Arbouze** au Val-de-Grâce : patronée par Anne d'Autriche, cette dernière abbaye attira de nombreux monastères de province et forma une véritable congrégation. D'autre part, **Antoinette d'Orléans**, veuve du marquis de Belle-Isle, après avoir aidé sa tante Eléonore de Bourbon à réformer l'abbaye de Fontevrault se fixa au prieuré de Lencôtre (1614), puis à Poitiers ; elle y pratiqua la règle bénédictine avec une grande rigueur ; après sa mort, son directeur, le fameux Père Joseph

I. En Germanie, six abbés de monastères autrichiens réunis à Mejk érigèrent une congrégation bientôt florissante.

du Tremblay, « l'éminence grise », organisa son œuvre en une congrégation, celle des *filles de Notre-Dame du Calvaire*; elle compta bientôt une vingtaine de monastères. **Catherine de Bar**, connue sous le nom de **Mechtilde du Saint-Sacrement** fonda en 1651 à Paris une maison vouée à l'*Adoration perpétuelle*; elle décida que dans ses monastères le titre d'abbesse reviendrait à Notre-Dame dont la statue ornée d'une croce présiderait toutes les réunions conventuelles; son institut fut érigé en congrégation par Innocent X (1676); il survivra à la Révolution.

Cisterciens. — Les cisterciens n'avaient pas moins besoin de réforme que les bénédictins. La première en date fut l'œuvre de **Jean de la Barrière**, abbé commendataire de Feuillant (Haute-Garonne) qui imposa à ses moines la stricte observance cistercienne : ni viande, ni vin, le repos sur la dure. Le pape Clément VIII modéra les constitutions en les approuvant, et Feuillant devint la tête d'une congrégation qui se développa rapidement en France et en Italie si bien qu'Urbain VIII dut distribuer les monastères entre deux congrégations distinctes : les italiens formèrent celle des *Réformés de Saint-Bernard*, les français celle de *Notre-Dame de Feuillant*.

Mais, la plupart des monastères cisterciens restaient à réformer, notamment Cîteaux et Clairvaux : **Dom Denis Largentier**, abbé de Clairvaux suscita un commencement de réforme qu'approuva le chapitre général de 1618 : les religieux de l'étroite observance obtinrent l'autorisation de former une congrégation distincte dirigée par un supérieur ou vicaire général. D'autre part, devenu abbé de Cîteaux et général de l'ordre, Richelieu imposa la réforme à son abbaye et à plus de trente monastères. Cependant comme ce relèvement était combattu à la fois par les relâchés incorrigibles et par les abbés commendataires, l'ordre resta partagé en deux fractions : les religieux de la stricte observance et ceux de la commune observance.

Dans la seconde moitié du xvii^e siècle devait surgir une réforme cistercienne célèbre. Après une jeunesse mondaine, son fondateur **Armand Jean le Bouthillier de Rancé** (1626-

1700) résigna tous ses bénéfices, ne conservant que le monastère cistercien de *la Trappe* au diocèse de Séez dont il était abbé commendataire ; il y restaura la rigueur primitive : abstinence et silence perpétuels, travail manuel pénible. Son œuvre admirable prospéra ; la Trappe devint un centre de retraite où prêtres et gens du monde aimèrent à venir se recueillir : l'amitié de Bossuet et de Rancé est demeurée célèbre. Toutefois, par une réaction excessive, Rancé alla jusqu'à interdire à ses moines les études scientifiques dans son *Traité sur la sainteté et les devoirs de la vie monastique* (1683) : ils devaient être « des pénitents et non des docteurs » ; à cette conception exagérée, Mabillon donna la réplique dans son *Traité des études monastiques* (1691) ; une polémique s'engagea au cours de laquelle la douceur de ton et la discrétion ne furent pas du côté de l'austère converti. Un émule de Rancé, **Eustache de Beaufort**, réforma l'abbaye cistercienne de *Sept Fons* qui comptait à sa mort 120 religieux.

Chanoines réguliers. — En 1622, Grégoire XV avait confié au **cardinal de La Rochefoucauld** le soin de réformer les monastères de France. Pieux et énergique, le commissaire pontifical intervint — non sans rencontrer des oppositions — à Clairvaux et à Cîteaux ; il patrona la congrégation de Saint-Maur. Mais son œuvre principale fut la réforme des chanoines réguliers. Nommé par Louis XIII abbé de *Sainte-Geneviève*, il y fit venir en 1624 douze religieux exemplaires du monastère Saint-Vincent de Senlis conduits par le Père Faure. Sainte-Geneviève devint la tête d'une congrégation, dite *congrégation de France*, qui comptera bientôt 97 monastères de chanoines réguliers partagés entre quatre provinces (France, Bretagne, Champagne et Bourgogne) sous la direction de l'abbé de Sainte-Geneviève, supérieur général. Les Génovéfains entreprendront à Paris deux grandes œuvres : la bibliothèque de Sainte-Geneviève qui fut l'une des plus importantes de la capitale au XVIII^e siècle, l'église Sainte-Geneviève qui, laïcisée par la Révolution, deviendra le Panthéon.

Pour les chanoines réguliers comme pour les bénédictins, il y eut une réforme lorraine spéciale. Le chanoine régulier,

Pierre Fourier, tout en régissant admirablement sa cure de Mattaincourt, se vit confier par l'évêque de Toul, Jean de Maillane, le soin de réformer les chapitres lorrains ; lorsqu'il eut installé un noviciat à Saint-Rémy de Lunéville, le mouvement s'étendit rapidement ; il se forma une *Congrégation de Notre-Sauveur*, dont Fourier devint supérieur général. Une autre tentative de réforme s'était déjà esquissée parmi les monastères lorrains de Prémontrés avec Daniel Picart, abbé de Sainte-Marie-aux-Bois (1595) ; son coadjuteur, **Servais de Laruelle**, propagea le mouvement, et une congrégation s'établit sous le vocable de *Sainte-Marie-Majeure* ou de *l'Antique rigueur* ; elle s'agrégea des abbayes situées hors de la Lorraine.

Nouveaux ordres contemplatifs. — Parmi les religieuses contemplatives, signalons la réforme du Carmel importée d'Espagne en France. Les premières carmélites n'étaient tenues ni à la pauvreté absolue, ni à la stricte clôture. Lorsque **sainte Thérèse** (1515-82) entra au couvent de l'Incarnation d'Avila en 1535, elle n'y trouva donc pas une stricte observance. Murie par des maladies et de terribles peines intérieures, elle résolut de fonder, à Avila, le premier couvent de *carmélites déchaussées*, où se pratiquerait une observance plus sévère. Son projet reçut les encouragements du général Jean-Baptiste Rossi (Rubeo), qui lui conseilla d'ériger aussi des couvents de religieux carmes ; elle eut pour auxiliaire **saint Jean de la Croix** (1542-91). Mais le Général

I. Carmel et Visitation. — *Hist. de sainte Thérèse d'après les Bollandistes*, 2 vol., 3^e éd., 1886. — H. JOLY, *Sainte Thérèse* (coll. les Saints), 1902. — R. HOORNERT, *Sainte Thérèse écrivain, son milieu, ses facultés, son œuvre*, 1922. — H. DE CURZON, *Bibliographie térésienne*, 1902. — *Œuvres complètes de sainte Thérèse*, trad. par les Carmélites du premier monastère de Paris, 6 vol., 1907-10. — HOUSSAYE, M. de Bérulle et les Carmélites de France, 1872. — *Chroniques de l'Ordre des Carmélites de la réforme de sainte Thérèse depuis leur introduction en France*, 5 vol., Troyes, 1880. — *Mémoire sur la fondation, le gouvernement et l'observance des carmélites déchaussées*, p. p. les sœurs du premier monastère, 2 vol., 1894. — P. BERTHOLD, *IGNACE DE SAINTE ANNE, Vie de la mère Anne de Jésus*, 2 vol., Malines, 1876. — Mgr DEMINUID, *Saint Jean de la Croix* (coll. les Saints). — Mgr BOUGAUD, *Vie de sainte Jeanne de Chantal*, 2 vol. — P. FOURNIER, art. *Annonciades*, dans *Dict. d'Hist.*

craignit ensuite que cette réforme n'amenât une division dans l'ordre, et d'ailleurs, plusieurs carmes espagnols intriguèrent contre la fondatrice. A sa mort (1582), la réforme térésienne n'en comptait pas moins dix-sept couvent de carmélites et quinze de carmes, ceux-ci ayant juridiction sur celles-là. La réforme passa en Italie où, en 1600, Clément VIII érigea les carmes déchaussés en Congrégation particulière ; elle se répandit bientôt en France, en Belgique, en Allemagne, en Autriche et en Pologne.

La véritable mère du Carmel français fut **Madame Aca-rie**, qui deviendra la Bienheureuse Marie de l'Incarnation ; mariée et vivant dans le monde, elle forma dans sa propre maison un groupe de personnes d'élite pour un premier noviciat ; puis l'heure venue, Bérulle et un laïque, Jean de Quintanadoine, se rendirent en Espagne et ramenèrent à Paris plusieurs carmélites espagnoles conduites par la mère **Anne de Jésus** et qui initièrent nos premières carmélites aux pratiques térésiennes : le premier monastère s'établit au faubourg Saint-Jacques où, en 1674, fera profession M^{lle} de la Vallière. On comptera en France, à la fin du xvii^e siècle, soixante-deux monastères de carmélites. En Belgique, la faveur des Archiducs assure au Carmel une vogue sans rivale ; la fondatrice, **Anne de Saint-Barthélémy**, « provoque parmi la haute noblesse tant de prises de voiles que les mères en arrivent à craindre de lui montrer leurs filles ». (Pirenne.)

Saint François de Sales fut en relation avec Madame Aca-rie et ses carmélites ; mais il songeait à une institution moins sévère où les personnes délicates pourraient entrer : « Je suis, disait-il, partisan des infirmes. » De concert avec une jeune veuve, **Jeanne-Françoise Fremiot de Chantal**, il fonda à Annecy le premier monastère de la *Visitation Sainte-Marie* (1610) ; l'ordre nouveau comptera, à la mort de la fondatrice, quatre-vingt-sept maisons.

A Gênes, en 1602, une autre veuve, **Vittoria Fornari** (1562-1617), avait fondé un ordre contemplatif, celui des *Annonciades*, qui ajoutait au Bréviaire l'office de la Sainte Vierge ; comme ces religieuses portaient sur leur robe blanche un scapulaire et un manteau bleus pour leur rappeler

que toutes leurs actions doivent être du ciel, on les appela *Annonciades célestes*, et on les distingua ainsi de l'ordre jadis fondé à Bourges par Jeanne de Valois. Italien d'origine, l'institut se développa surtout en France, où il s'établit notamment à Nancy, à Paris, à Lyon et à Langres.

Ordres mendiants. — Les ordres mendiants connurent aussi à cette époque un renouveau de prospérité. Léon X avait groupé, en 1517, toutes les congrégations réformées de l'ordre de Saint-François : ce furent les *frères mineurs de l'observance*, tandis que les non-réformés prenaient le titre de *frères mineurs conventuels*. Cependant, même les religieux de l'observance avaient besoin, dès lors, d'une réforme ; les généraux François Lychet, puis Quinônes favorisèrent, sans doute, l'érection de maisons de récollection — un ou deux couvents par province où se réunissaient les religieux les plus fervents —, mais l'entreprise n'eut pas d'abord grand succès. Cependant, en 1552, Clément VII en ordonna l'établissement ; en 1579, ces *récollets* obtiendront de former des provinces indépendantes, et le mouvement gagna l'Autriche et l'Allemagne, l'Espagne et la France. Il existait aussi en Espagne des *déchaussés*, religieux très austères, qui prospérèrent sous l'impulsion de **saint Pierre d'Alcantara** († 1562) ; d'où leur nom d'*alcantarins*.

Cependant, la réforme franciscaine la plus considérable fut celle des Capucins. Un humble observant, **Matteo de Bascia**, du monastère de Montefalcone, obtint de Clément VII, d'abord pour lui-même (1525), puis pour les deux frères Louis et Raphaël de Fossombrone (1526), l'autorisation de mener la vie érémitique sous un nouveau costume qui se distinguait par un capuce non plus rond, mais quadrangulaire avec une pointe : d'où leur nom de *capucins*.

I. **Réforme des ordres mendiants.** — CUTHBERT DE BRIGHTON, art. *Capucin friars minor* dans *The catholic encyclopedia*, New York, t. III. — P. EDOUARD D'ALEXON, art. *Frères mineurs*, dans *Dict. Théol.* — ABBÉ MOREY, *Les Capucins en Franche-Comté*. — MORTIER, *Histoire de l'ordre de saint Dominique en France*, 1921. ABBÉ URBAIN, *Nicolas Coeffeteau, évêque de Marseille*, 1892.

II. La querelle sur le véritable habit de saint François fut menée au XVII^e siècle par les Franciscains et les Capucins, avec

Malgré l'opposition des observantins, ces ermites capucins devinrent nombreux, se groupèrent en des couvents et se répandirent dans toute l'Italie. Grégoire XIII les autorisa à franchir les monts. Dès 1574, on les voit s'établir en France : orateurs populaires, ils eurent une grande influence au temps de la Ligue ; au xvii^e siècle, ils se signalèrent par leur dévouement héroïque en temps de peste. Ils comptèrent parmi eux des hommes éminents : tels le Père Ange de Joyeuse et surtout le Père Joseph du Tremblay, « l'Eminence grise ».

Saint Pie V, qui était dominicain, décida au chapitre de Rome, en 1569, que les Frères non réformés ou conventuels disparaîtraient par extinction ; mais ces ordonnances eurent peu d'effet. Le réformateur des dominicains de France fut **Sébastien Michaelis**, de la province occitane ; il amenda d'abord plusieurs monastères, puis, avec la protection de Henri IV, obtint du pape Paul V que sa réforme devînt congrégation d'observance, la *congrégation occitane* ; indépendante, elle chevaucha sur les trois provinces méridionales de Toulouse, de Provence et d'Occitane ; on lui permit même d'envahir le territoire de la province de France et de fonder à Paris le fameux couvent du faubourg Saint-Honoré. Cette congrégation occitane prit, à la requête de Louis XIII, le nom de *congrégation de Saint-Louis*.

Quant aux couvents qui n'acceptèrent pas cette stricte observance de la congrégation de Saint-Louis, Maître Ridolfi, général depuis 1629, eut la pensée de les réformer indirectement en recevant tous leurs novices dans un couvent national qui s'appela le *Noviciat général de l'Ordre en France* et qui devint un foyer de vie régulière. L'ordre dominicain posséda alors, en France, plusieurs célébrités : entre autres, le controversiste Nicolas Coëffeteau, prieur du couvent de Saint-Jacques, et l'historien Noël Alexandre (1639-1724), dont les œuvres sont malheureusement teintées de gallicanisme.

Les Augustins se réformèrent aussi : au Portugal, à la requête du roi Jean III, Louis de Montoga entreprit cette

une telle violence qu'à diverses reprises les congrégations de l'Index et des Rites durent intervenir. Paul V et Urbain VII déclarèrent que les Capucins étaient de vrais et incontestables fils de saint François.

lâche, achevée par son disciple **Thomas de Jésus** († 1578), qui instaura une observance austère, celle des *Augustins déchaussés*. Cette réforme passa en Espagne, puis à Naples en 1592 ; elle fut introduite en France par les Pères François Hamel et Mathieu de Sainte-Françoise, prieur du couvent de Verdun (1596) : on divisa les maisons qui l'embrassèrent en trois provinces ; ils fondèrent, à Paris, l'Eglise de Notre-Dame-des-Victoires. Ils furent très populaires : l'un d'eux, le Petit Père André, se rendit célèbre par sa trivialité et son ardeur apostolique.

IV. L'enseignement : l'éducation des jeunes gens. —

Le concile de Trente avait décrété qu'auprès de chaque église, il devrait y avoir au moins un maître chargé d'enseigner gratuitement la grammaire (session V^e, 17 juin 1546). C'est dans cet esprit que saint Charles Borromée institua, à Milan, une école dominicale. En Espagne, un ancien vicaire d'Urgel, **Joseph Calazanzio**, fonda la congrégation des *Patres piarum scholarum* ou *Piaristes* (1597) qui, approuvée par Clément VIII en 1600, puis par Paul V en 1617, eut pour but l'instruction des enfants pauvres et s'adonna aussi à l'enseignement secondaire : elle devint florissante en Espagne, en Italie, en Hongrie et plus spécialement en Pologne, où l'introduisit le roi Ladislas IV (1642).

En France, outre que les évêques travaillèrent durant tout le XVII^e siècle à la création d'écoles primaires, deux ordres se spécialisèrent dans l'enseignement secondaire, les jésuites et les oratoriens. Autorisés en France par l'assemblée de

I. Congrégations enseignantes. — FOUQUERAY, *Histoire de la Compagnie de Jésus en France*, 5 vol. — CH. DANIEL, *Les jésuites instituteurs de la jeunesse française au XVII^e et au XVIII^e siècles*, 1880. — A. SCHIMBERG, *L'éducation morale dans les collèges de la Compagnie de Jésus en France sous l'Ancien Régime*, 1913. — G. DUPONT FERRIER, *Histoire du collège de Clermont*, t. I. — LALLEMAND, *Histoire de l'éducation dans l'ancien Oratoire de France*, 1887. — COMPAYRÉ, *Histoire critique des doctrines de l'éducation en France depuis le XVI^e siècle*, 1898 ; *Histoire de la Pédagogie*, 1899. — ALLAIN, *L'instruction primaire en France avant la Révolution*, 1881 ; *Les derniers travaux sur l'hist. de l'Inst. primaire*, Rev., quest., hist., t. XXXIII, p. 537. — DES CILLEULS, *Histoire de l'enseignement libre dans l'ordre primaire*. — FAGNIEZ, La

Poissy (1554), les jésuites y avaient fondé, en 1556, leur premier collège à Billom, petite ville d'Auvergne. Mais leur ultramontanisme avéré les désignait à la haine de tous les gallicans et le succès de leur enseignement à la jalousie des universitaires. Dès l'avènement de Henri IV, on leur reprocha de rester ligueurs après la lettre et d'être hostiles au prince encore soupçonné de sympathie pour les protestants. Aussi leur imputa-t-on plusieurs complots contre Henri IV : celui de Barrière et ensuite celui de Jean Chatel survenu en 1594 ; on accusa surtout le Père Guignard, chez qui on avait trouvé une Apologie du meurtre de Henri III par Jacques Clément ; il fut pendu et le Parlement lança contre les jésuites un édit de proscription sans même les avoir entendus. Mais Henri IV ne partageait point le sectarisme des gallicans : par son édit de Rouen (1603), il rappela les jésuites ; il prit pour confesseur et conseiller intime le **Père Coton**, autorisa de nouveaux collèges et dota très richement l'un d'entre eux, celui de La Flèche.

Les jésuites instaurèrent des procédés d'éducation nouveaux. Sur l'ordre du général Aquaviva, six d'entre eux avaient rédigé un règlement d'études fameux, le *Ratio studiorum*, qui ne fut arrêté dans sa forme définitive qu'en 1598. Substitution du latin classique de Cicéron et de Virgile au latin barbare du Moyen Age, entretien d'une juste émulation par les compositions mensuelles et par la création d'académies ou réunions littéraires, régime large où avaient place les distractions et les exercices physiques et où les châtiments corporels étaient généralement remplacés par les moyens persuasifs, voilà les procédés qui firent à bon droit le succès de l'enseignement des jésuites et lui donnèrent toute une supériorité sur celui des collèges de l'Université. Les plus saints personnages du temps furent élèves des jésuites, tels

femme et la société française au XVII^e siècle, dans *Rev. des Deux Mondes*, 15 janvier 1909. — P. ROUSSELOT, *Histoire de l'éducation des femmes en France*, 1883. — P. RICHARD, art. *Angèle Mérici*, dans *Dict. d'hist.* — L. BOUTHORS, *Sainte Angèle Mérici et les origines de l'ordre des Ursulines*, Abbeville, 1904. — P. AIGNS, *Anne de Lainglonge*, Fribourg, 1903. — F. SAGOT, art. *Instruction de la jeunesse*, dans *Dict. d'Apol.*

Michel Le Nobletz, saint Pierre Fourier, saint Jean Eudes, Didier de la Cour, etc. ; les plus savants aussi : un Bossuet et un Corneille.

Les jésuites eurent de dignes émules dans les Oratoriens qui, ayant ouvert leur premier collège à Dieppe dès 1616, en possédaient vingt-trois en 1645 ; le plus fameux fut Juilly. Sur plusieurs points, les oratoriens innovèrent de façon heureuse : ainsi par l'emploi de la langue française dans les classes inférieures, surtout par l'attention donnée à l'étude de l'histoire et des sciences exactes, jusque-là presque totalement négligées. Signalons encore les collèges des bénédictins de Saint-Maur, dits collèges de plein exercice : notamment Sorèze (Tarn), Pontlevoy et Vendôme (Loir-et-Cher). Pour l'enseignement supérieur, les jésuites possédaient le collège de Clermont, fondé dès 1564, et que rendit célèbre le nom du P. Everard Mercurian, puis ceux des Pères Maldonat et Venegas ; enfin, au xvii^e siècle, ceux des Pères Jacques Sirmond et Petau.

L'éducation des jeunes filles. — Jusqu'au xvii^e siècle, la grande majorité des femmes restait assez ignorante, mais quelques-unes, filles de la bourgeoisie et de la noblesse, recevaient dans les abbayes une éducation remarquable et connaissaient même assez souvent le latin. Le xvii^e siècle vit se répandre l'enseignement à tous les degrés de la société, grâce à des congrégations religieuses nouvelles spécialement dédiées à cette œuvre.

Sainte Angèle de Mérici avait fondé, dès 1535, sous la protection de sainte Ursule, une congrégation sans clôture et avec un minimum de vie commune : ses compagnes vivaient dans leur famille et ne se réunissaient qu'à certains jours pour prier en commun et se concerter dans leur action charitable ; les constitutions furent approuvées en 1544 par Paul III. César de Bus introduisit les premières ursulines en France dès 1592 ; sous la direction de sa nièce, Cassandre, et de Françoise de Brémond, elles s'établirent à Avignon. Bérulle proposa à sa cousine, **Madeleine Lhuillier**, veuve de M. de Sainte-Beuve, d'établir les Ursulines à Paris avec la protection de Marie de Médicis ; soumises, dès lors, à la

stricte clôture, elles prospérèrent si bien qu'elles formèrent bientôt la congrégation de Paris, qui comptait 80 maisons. Il s'érigea en provinces d'autres congrégations : notamment celle de Bordeaux, avec plus de 100 maisons, celle de Franche-Comté ou de Dôle fondée par la célèbre Anne de Sainctonge, etc. Indépendantes les unes des autres, ces congrégations formèrent, au XVII^e siècle, un total de 320 monastères avec 9.000 ursulines instruisant les jeunes filles pauvres comme les riches. Aussi a-t-on pu dire que la compagnie de Sainte-Ursule fut pour les femmes ce que celle de Jésus fut pour les hommes.

Dans l'Est, saint Pierre Fourier instituait la *congrégation des chanoinesses régulières de Saint-Augustin*, auxquelles il enseigna lui-même une méthode de lecture, d'orthographe et de calcul : elles possédèrent comme les ursulines des internats et des externats gratuits ; dès la fin du XVII^e siècle, cette congrégation enseignante, d'abord toute locale, ne comptera pas moins de 80 maisons. En 1666, un minime, le P. Barré, institua, pour l'éducation des enfants pauvres, la *congrégation des sœurs de l'Instruction charitable du Saint Enfant Jésus*, dites *Dames de Saint-Maur*. Veuve à 16 ans, Madame de Miramion fonda une congrégation dite des *filles de Sainte-Geneviève* ou « Miranionnes », qui se dévouèrent également pour l'enseignement dans les petites écoles et le soin des malades. A Bordeaux, la mère de Lestonnac, nièce de Montaigne, instituait la congrégation enseignante des *filles de Notre-Dame*, qui, à sa mort comptait déjà plus de 30 maisons. Saint Vincent de Paul couvrait de sa sollicitude la *congrégation des Filles de la Croix*, qui se voua à l'instruction des petites filles et devint comme une école normale où des jeunes personnes et des veuves se formaient au même apostolat. Il faudrait encore citer une foule de congrégations régionales qui rendirent d'éminents services : telles les *Filles de l'Union chrétienne* à Paris, les *Sœurs de Saint-Joseph* et les *Demoiselles de l'Instruction* au Puy, les *Filles Régentes* dans le Languedoc, etc.

V. La Charité chrétienne : saint Vincent de Paul. — Les guerres de religion avaient amené le désordre dans les

hôpitaux. Le concile de Trente rappela que les bénéficiaires étaient tenus à pratiquer les devoirs de la charité selon leurs revenus, que les commendataires d'hôpitaux ou d'asiles devaient remplir leurs devoirs, que « les ordinaires des lieux devaient veiller à ce que tous les hôpitaux fussent bien gouvernés », et, dans ce but, les visiter.

Des congrégations hospitalières nouvelles s'érigèrent dès le xvi^e siècle. Le Portugais **saint Jean de Dieu** établit une congrégation approuvée, en 1571, par Pie V : les religieux s'appelèrent, en Espagne, *frères de l'Hospitalité* et, en France où ils passèrent en 1601, *frères de la Charité* ; aux trois vœux ordinaires ils ajoutaient celui de soigner les malades. L'Italien **Camille de Lellis** fonda un autre institut de frères hospitaliers : en Italie, on les appela *crociferi*, parce qu'ils portaient une croix de drap rouge cousue sur le côté droit de la tunique et du manteau ; Sixte-Quint les approuva en 1586 et Grégoire XIV les érigea en ordre religieux dès 1591. En 1624, la vénérable Françoise de la Croix instituera, à Paris, les sœurs hospitalières de la Charité Notre-Dame pour le soin des femmes et des jeunes filles, et ces hospitalières se répandront en nombre de villes françaises.

D'autre part, nos rois veillèrent à restaurer la charité publique. Dès 1606, Henri IV établit une *Chambre de la charité chrétienne* pour procéder à « la réformation générale » des hôpitaux sous la direction du grand aumônier ; la même année, il fondait le premier hôpital militaire. Sous Louis XIII, on édifia plusieurs hôpitaux, notamment celui des *Incurables* ; Louis XIV fit construire l'*Hôpital général*, qui devait abriter et faire travailler tous les mendiants de Paris, il en reçut jusqu'à 10.000. Louis XIV ordonna que toutes les villes de France eussent un Hôpital général ; trois jésuites, les Pères Chaurand, Dunod et Guevarre, se signalèrent par leur zèle à en établir.

L'organisateur de l'action charitable individuelle, qui consiste surtout dans la distribution des secours aux indigents, fut **saint Vincent de Paul**. En 1617, alors qu'il était curé

I. **La Charité au XVI^e siècle.** — Outre les biographies de Saint Vincent de Paul déjà citées. — P. COOSTE, *Saint Vincent de Paul*,

de Châtillon-les-Dombes, frappé par l'exemple charitable de M^{mes} de Chassaigue et de Brie, il résolut d'utiliser la bonne volonté des personnes aisées pour le soin des malades à domicile : telle fut l'origine des *Confréries de Charité*. Les Dames, disait le Règlement, « serviront chacune leur jour les pauvres malades, leur porteront chez eux leur manger apprêté et quêteront tour à tour à l'église et par les maisons ». A Paris, les *Dames de la Charité*, sous la direction de la présidente Goussault, obtinrent en plus de visiter les malades de l'Hôtel-Dieu et de se consacrer à l'œuvre des Enfants-Trouvés.

Ces confréries se multiplièrent ; cependant, leurs membres avaient souvent moins de liberté que de bonne volonté ; de concert avec **Louise de Marillac**, veuve d'Antoine Legras, saint Vincent institua les *Filles de la Charité*, qui devaient se faire les servantes des pauvres et se mettre à la disposition des Dames pour le service des malades. Saint Vincent leur assuma des occupations multiples : soigner les malades dans les hôpitaux et à domicile, s'occuper des enfants abandonnés, assister les pauvres forçats, s'occuper des vieillards. Il les établit non comme des religieuses, mais comme des séculières : « Car, selon sa propre expression, qui dit religieuse, dit cloître et les Filles de la Charité doivent être partout » ; aussi appela-t-il séminaire et non pas noviciat leur temps de préparation, et elles n'eurent que des vœux annuels et intérieurs. Nombreux furent aussitôt, en France, leurs établissements et, dès 1652, on les vit établir une maison à Varsovie.

Ces deux grandes institutions sont loin de représenter toute l'activité charitable de Monsieur Vincent. Il se montre partout où il y a une misère à soulager et partout il trouve

Correspondance, entretiens, sermons, 10 vol., 1920-23 ; *Saint Vincent de Paul et les dames de la Charité*, 1917. — E. DE BROGLIE, *Saint Vincent de Paul* (coll. *les Saints*), 4^e éd., 1913 ; *La Bienheureuse Louise de Marillac, M^{lle} Legras*, (coll. *les Saints*), 1911. — M^{me} LA COMTESSE DE RICHEMONT, *Histoire de M^{lle} Legras*. — Mgr BAUNARD, *La Vénérable Louise de Marillac*. — G. GOYAU, *Les Dames de la Charité de M. Vincent*, 1918. — LÉON CAHEN, *Les idées charitables à Paris au XVII^e siècle* (*Revue d'hist. mod. et contemporaine*, mai-juin 1900). — LALLEMAND, *Histoire de la Charité*, 4 vol., 1905-12. — Mgr. PRUNEL, *Les Pauvres et l'Eglise*, dans *Dict. d'Apôl.*

la solution pratique. Il aida beaucoup les paysans ruinés par la guerre de Trente Ans ; il leur fit distribuer des semences pour leurs terres. De concert avec un laïque, Duplessis Montbard, il créa le Magasin général de la Charité, où l'on rassemblerait les dons que des quêteurs iraient recueillir : lazaristes, dames et filles de la charité, tout le monde s'associa à cette œuvre. Dans les villes, il inaugure déjà l'assistance par le travail en créant des ateliers, il établit un asile de nuit pour les miséreux ; avec l'aide d'Emmanuel de Condi, général des galères royales, il institue l'œuvre des forçats, bientôt répandue à Marseille et à Bordeaux ; le même souci lui fit entreprendre l'œuvre plus générale des prisons. Toutes les misères l'attirent : l'une de ses collaboratrices, Marie de Lumagne, fonde les *Filles de la Providence* (1630) et la marquise de Seignelay, une Condi (1620), dote les *Filles de la Magdelaine* pour retirer ou préserver du libertinage les jeunes filles pauvres. A la veille de sa mort, Monsieur Vincent travaillait encore à la fondation d'un hospice des vieillards et à celle de l'Hôpital général.

VI. La Compagnie du Saint-Sacrement. — Enfin, une association considérable s'était fondée pour grouper toutes les bonnes volontés catholiques. L'initiative partit d'un grand seigneur, **Henri de Levis, duc de Ventadour** ; il communiqua son plan à trois religieux qui l'approuvèrent : l'oratorien Condren, le jésuite Suffren, le capucin Philippe d'Angoumois. La Compagnie du Saint-Sacrement fut à la fois une confrérie de piété dont les séances se terminaient

I. Compagnie du Saint Sacrement. — DOM BEAUCHET-FILLEAU, *Annales de la Compagnie du Saint Sacrement par le comte René de Voyer d'Argenson*, - ALLIER, *La Cabale des Dévots* (1627-66), 1902 ; *La compagnie du T. S. Sacrement à Marseille*, 1909, - BRICKER, *Hommes d'armes au XVII^e siècle, nouvelles découvertes sur la compagnie du Saint Sacrement*, dans *Etudes*, octobre-nov. 1909, - G. DE GRANDMAISON, *La compagnie du Saint Sacrement*, dans *Correspondant*, 25 mars 1911. — A. RÉBELLIAU, *Un épisode de l'Hist. religieuse du XVII^e siècle* (*Rev. des Deux-Mondes*), 1^{er} juillet, 1^{er} août, 1^{er} sept., 1903 ; *La Compagnie du Saint Sacrement*, *ibid.*, 15 août 1908 ; *Le rôle politique et les survivances de la Compagnie du Saint Sacrement*, *ibid.*, 15 oct., 1^{er} nov. 1909 ; *La Compagnie du Saint Sacrement de Grenoble*, *Rev. d'Hist. de l'Eglise*

par un chapitre de la Bible, de l'Imitation ou du Combat spirituel, une association destinée à combattre les impiétés des libertins, à soutenir toutes les misères — pauvres, malades, prisonniers —, à aider toutes les œuvres catholiques, missions, séminaires, etc. Elle s'affilia partout des prélats comme Charles de Noailles, évêque de Saint-Flour, et Potier de Beauvais, des prêtres comme Bossuet et Abelly, des laïques, grands parlementaires comme Lamoignon, grands seigneurs comme le duc de Nemours et le prince de Conti. Ses bienfaits furent immenses : au point de vue charitable, elle centralisa les aumônes pour les distribuer ensuite à toute la France, et jamais sans elle Monsieur Vincent n'eût pu faire tant de bien. Au point de vue moral, l'effort fut considérable : lutte contre l'immodestie des toilettes et contre la pornographie, lutte contre le jeu et le duel, etc.

On a beaucoup calomnié la Compagnie du Saint-Sacrement ; comme plusieurs de ses membres furent parmi les opposants à la politique religieuse de Richelieu, on a voulu en faire une « cabale de dévots ». Sans doute, la Compagnie put-elle paraître un peu mystérieuse ; « la société se tiendra fort secrète », ordonnent les règlements : prudence élémentaire, à coup sûr, pour une entreprise qui, à cause de son caractère nettement catholique, devait compter bientôt des adversaires acharnés parmi les libertins et les jansénistes. Dénoncée à Mazarin par des jansénistes de Caën, elle dut disparaître en 1660, après l'apparition d'un arrêt du Parlement qui, sans la nommer expressément, interdisait toute assemblée sans permission du Roi et lettres patentes.

de France, mai 1914. — M. SOURIAU, *La Compagnie du T. S. Sacrement à Caën. Deux mystiques normands au XVII^e siècle* : M. de Renty et Jean de Bernières, 1913. — DE LA BRIÈRE, *Ce que fut la Cabale des Dévots (1630-1660)*, 1906 ; art. *Cabale des Dévots* dans *Dict. Apol.*

CHAPITRE II

LE GALLICANISME AU DEBUT DU XVII^e SIECLE

I. L'introduction du concile de Trente. — Les rapports de Rome et de la France demeurèrent épineux durant tout l'Ancien Régime. La réception du concile de Trente fut une question longuement débattue. Dès le début, le Conseil du roi la discuta à Fontainebleau : L'Hôpital et de Thou la combattirent, tandis que le cardinal de Lorraine la réclamait pure et simple ; Catherine de Médicis s'excusa auprès de Pie IV, ne pouvant, disait-elle, ni irriter les grands en souscrivant à leur réforme, ni exciter les huguenots en adhérant à leur condamnation ; elle se réservait de faire un choix parmi les décrets. Mais la question ne cessa de passionner l'opinion : au nom des libertés gallicanes, les Parlementaires rejetaient absolument les décrets conciliaires qui, d'après eux, favorisaient le clergé au préjudice de la juridiction laïque ; dans l'Eglise même, chanoines et moines se plaignaient qu'on leur eût ravi leurs exemptions anciennes pour les placer sous l'autorité de l'épiscopat muni du droit de visite et de correction. Mais les prélats eussent désiré la réception pure et simple ; ils la réclamèrent à maintes reprises dans les conciles provinciaux et les assemblées générales. Enfin, aux Etats généraux de 1614, las d'attendre, le clergé se décida à publier lui-même le concile : ses membres promettaient « de l'observer autant qu'ils le peuvent ». On peut dire que tout le renouveau du catholicisme en France, au xvii^e siècle, fut l'exécution de cette promesse.

II. Les théoriciens du gallicanisme. — Cependant, le gallicanisme devait y survivre. On peut le définir : un ensemble de pratiques et de doctrines répandues dans l'Ancienne France et opposées à certaines prérogatives du pape à l'égard de l'Eglise et vis-à-vis de l'Etat. Aussi distingue-t-on deux gallicanismes : le royal et l'épiscopat. Formulé à l'époque

de Constance et de Bâle, le gallicanisme épiscopal ou ecclésiastique tendait à limiter le pouvoir spirituel du pape en le déclarant soumis au jugement du concile œcuménique. Tour à tour épiscopalien, presbytérien ou multitudiniste, il faisait gouverner l'Eglise soit par une aristocratie de prélats, soit par le corps des prêtres, soit même par une démocratie hétéroclite. Plus édulcoré, il consistait parfois seulement « dans un sentiment de vague défiance envers la cour de Rome et dans un attachement jaloux et trop exclusif aux coutumes nationales ».

L'époque de Richelieu vit se lever de nouveaux théoriciens gallicans : Dominis et Richer. Dans son *De Republica christiana* paru en 1617, **Marc-Antoine de Dominis** soutenait une thèse multitudiniste d'après laquelle l'autorité de l'Eglise réside dans l'ensemble des fidèles : *consensus totius ecclesiæ, intelligitur etiam in laicis*. Ce livre n'eut qu'une médiocre influence : l'exemple de Bâle avait montré que les démocraties ecclésiastiques sont trop extravagantes pour détenir le privilège de l'infailibilité.

Syndic de la Sorbonne, **Edmond Richer** exposa ses opinions dans le *De ecclesiastica et politica potestate* surnommé à cause de sa brièveté le *Libellus*. D'après lui, dans l'Eglise le pouvoir exécutif est monarchique : l'évêque pour le diocèse, le pape pour la chrétienté ; par contre, le pouvoir législatif est aristocratique : il s'exerce soit par le synode local, soit par le concile œcuménique, « dernier et infailliable tribunal contenant toute la plénitude de la puissance ». On voit combien l'autorité pontificale s'en trouve amoindrie : c'est qu'en effet Richer distingue entre le chef « essentiel » de l'Eglise, le Christ, et le chef ministériel, le Pape, subordonné au concile : d'après lui, le pape n'est pas « essentiel »

II. **Le Gallicanisme sous Louis XIII.** — G. HANOATAUX, *Recueil des Instructions...*, Rome, I. Introduction. — DUBRUEL et ARQUILLIÈRE, art. *Gallicanisme*, dans *Dict. d'Apol.* — DUBRUEL, art. *Gallicanisme*, dans *Dict. théol.* — PUYOL, *Edmond Richer, Etude historique et critique sur la rénovation du gallicanisme au commencement du XVII^e siècle*, 2 vol., 1876. — V. MARTIN, *Le Gallicanisme et la Réforme catholique*, 1919. — A. LEMAN, *Recueil des Instructions générales aux nonces ordinaires de France de 1624 à 1634*, 1920. — FOUQUERAY, *Histoire de la Compagnie de Jésus en France*, t. IV et V, *Sous le ministère de Richelieu*, 1925.

à l'Eglise parce que, durant la vacance du siège romain, l'Eglise subsiste quand même.

Richelieu trouvait dangereux un tel gallicanisme : le grand artisan de l'absolutisme royal ne prisait pas le parlementarisme, même ecclésiastique. Par l'intermédiaire du Père Joseph,, il obtint de Richer une rétractation. Mais, imbu de la raison d'Etat et craignant les empiètements du romanisme, il poursuivait avec non moins de vigueur les doctrines trop ouvertement ultramontaines : en 1626, le jésuite **Santarel** ayant publié un traité *De hæresi, schismate et apostasi* qui combattait le gallicanisme, Richelieu somma les quatre supérieurs des maisons de la Compagnie sises à Paris de désavouer les idées du Père Santarel : « Je vous avise qu'il faut consentir à cela, ou sinon faire état de sortir du royaume. »

Au fond, Richelieu eût voulu accorder les droits stricts du Pontife romain avec les exigences de l'absolutisme. Le gallicanisme politique l'intéressait donc surtout, d'après lequel le Pape n'a pouvoir ni direct, ni indirect sur le roi et le royaume dans les choses temporelles. Ces prétentions venaient de trouver leur apologiste dans la personne de **Pierre Pithou** qui fit paraître dès 1594 son traité *Des libertez de l'Eglise gallicane*. Sans s'arrêter à la question théologique de l'infailibilité pontificale et de la suprématie conciliaire, le juriste Pithou s'appliquait à collationner les précédents même abusifs qui permettaient au roi de diriger son clergé, de convoquer les conciles provinciaux et nationaux, de promulguer des lois sous leur autorité. Par contre — toujours d'après le droit coutumier — Pithou constate que l'évêque de Rome ne peut envoyer de légat *a latere* pour réformer, juger, dispenser, etc., sauf consentement du prince. Pour le pape d'ailleurs, nul moyen de répression : excommunier des fonctionnaires royaux et à *fortiori* délier les sujets du serment de fidélité, il ne le peut jamais : le moyen âge est mort. Au contraire, le roi a toujours la faculté de recourir à l'appel comme d'abus et à l'appel au concile général : l'époque moderne est ouverte. Un tel gallicanisme politique plaisait à Richelieu ; attaqué par les évêques, Pithou écrivit, sous la protection du cardinal-ministre les *Preuves des liber-*

tez de l'Eglise gallicane. En définitive, l'ouvrage sera condamné par les prélats et prohibé par le conseil du roi ; il n'en restera pas moins l'arsenal où parlementaires et légistes iront chercher leurs armes.

Richelieu projetait de fixer définitivement les rapports de l'Eglise et de l'Etat en accordant au pape le minimum des droits exigibles, et à l'autorité royale le maximum de pouvoir. Il chargea officieusement le juriste **Pierre Marca** d'interpréter ses idées dans le *De concordia sacerdotii et imperii* publié en 1641. L'infailibilité pontificale y était admise, mais sous un certain contrôle, *cum aliquo consensu ecclesiæ* ; le prince disposait légitimement de l'appel comme d'abus par lequel il pouvait blâmer l'acte de tout clerc qui violerait dans ses fonctions les canons et décrets confirmés par le pouvoir royal. On voit par l'exemple de Marca qu'entre gallicanisme ecclésiastique et gallicanisme politique, il n'existe pas de cloison étanche. Sans doute leur but et leurs procédés sont différents : tendant à minimiser l'autorité spirituelle du pape, le premier emprunte ses arguments à la dialectique et à la théologie ; visant à justifier les prétentions absolutistes des rois sur le temporel, le second s'appuie surtout sur le droit coutumier où il s'ingénie à trouver des précédents. Mais l'un et l'autre peuvent se prêter appui : si le pape proteste contre les abus de pouvoir, on répliquera toujours en menaçant ses prérogatives spirituelles ; théologiens et prélats seront alors invités à prêter main-forte aux ministres et aux ambassadeurs. Sous Richelieu, cependant, on n'alla pas si loin : son prétendu projet de faire ériger l'Eglise de France en patriarcat ne fut sans doute qu'un moyen diplomatique d'intimider Rome.

CHAPITRE III

LE JANSENISME

I. Les antécédents : le baïanisme. — L'Université de Louvain fut le berceau du jansénisme. Dès la seconde partie du xvi^e siècle, le professeur **Michel Baïus** y patronne une

méthode apologétique dangereuse qui consiste à partager l'aversion des protestants pour la scolastique et à n'étudier la doctrine catholique qu'à l'aide des textes scripturaires et patristiques. En fait, son maître par excellence fut saint Augustin dont il aurait lu neuf fois les écrits, et soixante-dix fois ceux qui concernent la grâce ; par esprit de système, il allait pourtant fausser la pensée du grand docteur.

D'après Baïus, l'homme a été appelé dès l'origine à la « vie éternelle », à l'union parfaite avec Dieu et, par conséquent, à une dignité morale proportionnée à cette fin sublime : dignité native, naturelle, qui était due à l'homme par suite de sa vocation à voir Dieu. Tous les dons reçus par Adam — immortalité, science, intégrité, grâce sanctifiante —, tout cela n'est pas surnaturel, mais naturel et strictement exigé par la nature humaine. Ainsi, une conception optimiste de l'état de la nature innocente amène Baïus à lui nier le surnaturel : « L'intégrité de la première création, dit-il, n'était pas une élévation gratuite de la nature humaine, mais bien sa condition naturelle. » (Proposition XXVI^e.)

Par opposition, mais logiquement déduite de cette conception optimiste, une conception pessimiste de l'état de nature déchu. En effet, « si la condition naturelle de l'homme exige rigoureusement la justice intérieure, l'absence de ces dons doit nécessairement constituer un mal, un vice pour la nature elle-même », le péché originel étant, dès lors, non plus simple privation, comme le dit l'Eglise, mais acte déréglé. Insensibles chez l'enfant, ses effets se développent avec l'âge ; ils se manifestent par l'ignorance de l'esprit et la malice de la volonté. Ainsi, le péché originel atteint l'homme foncièrement dans sa volonté qu'il rend impuissante à faire le bien et qu'il détermine nécessairement au mal. « Toutes les œuvres des infidèles sont des péchés, toutes les vertus des philosophes sont des vices. » « Sans le secours de la grâce divine, le libre arbitre ne peut que pécher » (Prop.

I. Baïus. — J. B. DUCHESNE, *Histoire du baïanisme ou de l'hérésie de Michel Baïus*, Douay, 1731. — LINSERMANN, M. Baïus und die Grundlegung des Jansenismus, Tubingue, 1867. — X. LE BACHELET, art. Baïus, dans *Dict. de Théol.*

XXVII). « Dire que la volonté libre peut éviter un seul péché est une erreur pélagienne » (Prop. XXVIII). Cette volonté n'est plus que cupidité vitiée, *tota cupiditas est quæ vitium est*. En résumé, « un optimisme pélagien dans la psychologie de l'homme en état d'ignorance, un pessimisme luthérien dans la psychologie de l'homme déchu », voilà le baïanisme. Comment donc l'homme ainsi frappé se relèvera-t-il ? Il ne le fera qu'autant que Dieu voudra bien le secourir : ainsi d'aucuns ne reçoivent pas le pouvoir de croire, ni d'autres celui de garder la virginité.

Une telle doctrine n'avait pas tardé à être dénoncée à Louvain par les professeurs Ruard Tapper et Josseur de Raveslein (Tiletanus). Censurée par la Sorbonne en 1560, elle fut portée bientôt au jugement du pape **Pie V**, qui, en 1567, condamnait 79 propositions tirées des écrits de Baïus. Le cardinal Granvelle, chargé par le pape de l'exécution de la Bulle, la communiqua en secret à Baïus et obtint sa soumission ; mais, lorsque le bruit de la condamnation se répandit, Baïus revint à ses erreurs et en composa une apologie qu'il envoya audacieusement à Rome ; un bref lui imposa le silence absolu ; il se contenta, semble-t-il, du silence respectueux.

A cette doctrine qui déprécie le libre arbitre, le **Père Lessius**, professeur de théologie au collège des jésuites de Louvain, opposait une théorie qui n'était rien autre chose que le molinisme avant la lettre : d'après lui, c'est la volonté de l'homme qui rend toute grâce efficace par son libre acquiescement. Quand, à l'instigation de Baïus, sa doctrine eût été censurée à Louvain, en 1587, Lessius en appela à Rome ; Sixte-Quint chargea son nonce à Cologne, Frangipani, d'examiner l'affaire ; il conclut en interdisant toute discussion aux deux partis (1588) ; la même année paraissait le livre de Molina.

II. Les débuts du jansénisme jusqu'à la mort de saint Cyran. — Cependant, à Louvain, les doctrines de Baïus étaient encore patronées par le professeur Jacques Janson ; il les transmet à ses deux disciples, le Flamand **Cornélius Jansénius**, travailleur acharné, le méridional **Jean Duver-**



Jean Du VERGIER DE HAUBANNE, abbé de Saint-Cyran, naquit à Bayonne en 1581. A Louvain, où il fut l'élève de Juste Lipse, il s'unît d'amitié avec Jansénius. Il l'emmena à Paris, puis à Bayonne (1611) où, dans la retraite, ils préparèrent leur mouvement pseudo-réformateur. Devenu abbé du monastère de Saint-Cyran en 1622, il se lia avec Arnould d'Andilly, puis en 1623 avec la mère Marie Angélique Arnould, abbesse de Port-Royal-des Champs. Ayant refusé les évêchés de Bayonne et de Clermont que lui offrait Richelieu, il se consacra à la direction spirituelle d'un petit cénacle, noyau du futur jansénisme. Le cardinal, qui le jugeait « plus dangereux que six armées », le fit enfermer dans le donjon de Vincennes (1638). Il n'en sortit que pour mourir quelques mois après (1643).

(Portrait par PH. DE CHAMPAIGNE. Musée de Versailles.)

gier de Hauranne, esprit souple et dominateur : l'un le futur docteur, l'autre le futur organisateur du jansénisme. Ensemble, ils conçurent le plan de réformer l'Eglise : d'une part, il fallait restaurer son dogme en accréditant la vraie pensée de saint Augustin ; d'autre part, on prétendait rendre à la morale son austérité perdue par la faute des jésuites. Vingt ans durant, Jansénius travailla à la composition de l'ouvrage qui propagerait ces idées, lisant et relisant Augustin pour y retrouver la pensée de Baïus. Elu en 1636 à l'évêché d'Ypres, il continue sa tâche et meurt en 1638, laissant à ses amis le soin d'éditer son *Augustinus*.

Dans cet ouvrage, Jansénius ne fait que reprendre les idées de Baïus ; mais, tandis que ce philosophe avait insisté surtout sur la base ontologique du système — principe optimiste d'un être naturellement bon avant la chute, principe

I. Jansénisme jusqu'à la paix Clémentine. — Sources : JANSÉNIUS, *Augustinus sive doctrina S. Augustini de humanæ naturæ sanitate...*, Louvain, 1640. — A. ARNAULD, *Œuvres*, Paris et Louvain, 1775-83, 38 vol. — ARNAULD D'ANDILLY, *Mémoires* (coll. Michaud et Poujoulat). — P. RAPIN, *Hist. du Jansénisme*, éd. Domesnech, 1861 ; *Mémoires*, éd. Aubineau, 3 vol., 1865. — HERMANT, *Mémoires sur l'histoire ecclésiastique du XVII^e siècle*, éd. Gazier, 6 vol., 1905-10. — Travaux : DE BEDELIÈVRE, art. *Jansénisme*, dans *Dict. d'Apol.* — J. CARREYRE, art. *Jansénius*, dans *Dict. de Théol.* — PAQUIER, *Le Jansénisme, étude doctrinale*, 1912. — A. GAZIER, *Hist. générale du mouvement janséniste*, 1922. — BOURNET, *La querelle janséniste*, 1923. — J. LAFERRIÈRE, *Etude sur Jean Dürergier de Hauranne*, Louvain, 1912. — C. CONSTANTIN, art. *Dürergier de Hauranne*, dans *Dict. Théol.* — J. BRUCKER, *Lettres inédites de saint Cyran*, dans *Rech. de Science religieuse*, t. III, p. 428-45 (1912), et t. IV, p. 342-81 (1913) ; art. *Arnauld (Antoine)*, dans *Dict. Théol.* — PRUNEL, *Sébastien Zamet (1588-1655), Sa vie et ses œuvres, Les origines du jansénisme*, 1912. — DE MEYER, *Les premières controverses jansénistes en France (1640-49)*, Louvain, 1917. — SAINTE BEUVE, *Port Royal*, 3^e éd., 1908. — J. RACINE, *Abrégé de l'hist. de Port-Royal*, éd. Gazier, 1908. — J. LAPORTE, *La doctrine de Port-Royal*, 2 vol., 1923. — MONLAUR, *Angélique Arnauld*, 1901. — Y. DE LA BRIÈRE, *Etude critique sur les cinq propositions*, dans *Rech. de sciences relig.*, VI (1916), p. 270-301. — V. GIRAUD, *Pascal*, 2^e éd., 1900 ; *La vie héroïque de Pascal*, 1923. — F. STROWSKY, *Pascal et son temps*, 3 vol., 1907-08. — J. CHEVALIER, *Pascal*, 1923. — DEJEAN, *Nicolas Pavillon, évêque d'Alet*, 1909. — BOURLON, *Les assemblées du clergé et le jansénisme*, 1909. — INGOLD, *Bossuet et le jansénisme*, 1897. — A. CAUCHIE, *La Paix Clémentine*, dans *Rev. hist. et litt. relig.*, t. III (1898). — J. DE LA SERVIÈRE, art. *Clément IX*, dans *Dict. Théol.*

pessimiste d'un être naturellement mauvais après la chute — Jansénius s'attache spécialement à l'explication psychologique des conséquences du baïanisme. L'homme radicalement vicieux se trouve, dit-il, partagé entre deux délectations, la bonne et la mauvaise : incapable de résister par sa volonté, il obéira toujours à la délectation relativement victorieuse (*delectatio victrix*), autrement dit à celle qui reste actuellement la plus forte ; si c'est la délectation céleste, il pose un acte de vertu ; dans le cas contraire, il prêche¹.

Tandis que Jansénius préparait l'*Augustinus*, son ami Duvergier de Hauranne trouvait aux idées nouvelles de hauts protecteurs ; nommé en 1620 à l'abbaye de Saint-Cyran, cet esprit souple et retors entra en relations avec les Arnauld, famille de robe très influente et très hostile aux jésuites. Jacqueline Arnauld, connue sous le nom de **Mère Angélique**, était célèbre pour avoir réformé — non sans dépasser les bornes de la discrétion — les abbayes de Port-Royal et de Maubuisson ; sa sœur, la **Mère Agnès**, imagina des rêveries pieuses intitulées : *Le Chapelet du Saint-Sacrement*, méditation en seize points sur les seize siècles du christianisme, et où l'on adorait seize attributs de la divinité : non point ceux qui soulignent sa bonté, mais ceux qui nous la montrent lointaine et rigide, inaccessibilité, incommunicabilité, etc. (1630). Il parut à saint Cyran que cet écrit était de nature à propager ses propres idées et il le soutint contre des docteurs de Sorbonne qui l'avaient condamné. Autour de Port-Royal et des Arnauld, tout un parti se groupa, fanatique des nouvelles doctrines, les exagérant par des pénitences et des macérations. Les religieuses de Port-Royal des Champs étant venues habiter Port-Royal de Paris, les Arnauld et tous les hommes savants qu'ils traînaient à leur suite — Le Maître de Sacy, Singlin, Lancelot, Nicole — s'établiront à Port-Royal des Champs comme dans un asile de

1. On distingue trois parties dans l'*Augustinus* : la première est un exposé historique où Jansénius établit des rapports factices entre la théologie des pélagiens, des semi-pélagiens et des jésuites ; la seconde expose l'état foncier de l'homme d'après la théorie nouvelle ; la troisième — la plus originale — développe la théorie de la *delectatio victrix*.

l'austérité, de l'étude et surtout du fanatisme : là sera le centre du mouvement janséniste, bientôt grandissant. Mais, dès 1638, la perspicacité de Richelieu avait flairé une secte : il ouvrit une enquête où furent interrogés Sébastien Zamet, le P. de Condren, M. Vincent, etc. ; elle aboutit à l'incarcération de saint Cyran à Vincennes (15 mai 1638) ; il n'en sortit qu'après la mort du terrible cardinal (déc. 1642), et mourut quelques mois plus tard (11 oct. 1643).

III. **Les cinq propositions et la question du formulaire jusqu'à la paix clémentine.** — A cette date, l'Augustinus n'avait déjà plus cours : l'inquisition l'avait interdit au mois d'août 1641, la bulle *In Eminentissimi* du 19 juin 1643 l'avait condamné formellement. Mais, pour remplacer saint Cyran, **Antoine Arnauld** (1612-94), surnommé le *Grand Arnauld*, se leva. Il souligna dans son livre *De la Fréquente Communion* les conséquences sacramentaires du jansénisme : du fait que la délectation vertueuse ne prédominait que chez un petit nombre d'élus, on concluait que l'absolution et la communion devaient être refusées à ceux qui n'avaient pas la contrition parfaite ; pour communier on devait en toute piété attendre l'appel de Dieu. Et, comme cet appel ne résonne pas aux oreilles, on verra des jansénistes s'abstenir de la communion, même au lit de mort.

Le livre *De la Fréquente* eut un grand succès. Beaucoup d'hommes sages se défiaient et même protestaient, tels saint Vincent et Monsieur Olier. Autres ennemis, plus directs et plus acharnés, les jésuites. Hommes d'ordre et de discipline, serviteurs du pape, ils devaient avoir en horreur ces laïques révolutionnaires qui prétendaient réformer l'Eglise sans souci de la hiérarchie. On vit bientôt le plus érudit d'entre eux, **Denis Petau**, entreprendre, en réponse au livre *De la Fréquente*, un traité intitulé : *De la pénitence publique*.

Saint-Lazare, Saint-Sulpice et la Compagnie de Jésus se prononçaient donc contre le jansénisme ; mais ils n'avaient pas une influence officielle. Le grand coup fut porté par la Sorbonne et l'épiscopat. Le syndic de la Faculté de théologie, **Nicolas Cornet**, entreprit de résumer dans les cinq propositions suivantes tirées de l'Augustinus les erreurs fonda-

mentales de Jansénius : 1° quelques commandements de Dieu sont impossibles à des justes qui désirent et qui tâchent de les garder selon les forces qu'ils ont alors, et ils n'ont point de grâce par laquelle ils leur soient rendus possibles ; 2° dans l'état de nature corrompue, on ne résiste jamais à la grâce intérieure ; 3° pour mériter et démériter dans l'état de nature corrompue, on n'a pas besoin d'une liberté exempte de la nécessité intérieure d'agir ; mais il suffit d'avoir une liberté exempte de contrainte extérieure ; 4° les semi-pélagiens admettaient la nécessité d'une grâce intérieure prévenante pour toutes les bonnes œuvres, même pour le commencement de la foi ; mais ils étaient hérétiques en ce qu'ils voulaient que la volonté pût résister ou adhérer à la grâce ; 5° il y a erreur semi-pélagienne à dire que le Christ est mort et a versé son sang pour tous les hommes. Bientôt, quatre-vingt-huit évêques envoyaient au pape les cinq propositions pour qu'il se prononçât sur leur valeur ; après un très long examen par une commission de cardinaux, **Innocent X** condamnait, en 1653, les cinq propositions par la bulle *Cum occasione*.

Qu'allaient faire les jansénistes ? Se révolter ouvertement les aurait perdus, et, dans la France de Louis XIV. ils ne se sentaient pas assez forts pour accomplir une révolution religieuse. Allaient-ils donc se soumettre ? Leur orgueil de sectaires s'y refusait absolument. Ils résolurent donc de biaiser. Apparemment et dans leurs écrits publics, ils se soumettraient, mais, dans leur correspondance privée, ils adopteraient une distinction subtile qui sauverait Jansénius : en droit et prises dans leur sens propre, diraient-ils, les cinq propositions sont condamnables ; en fait, elles n'expriment pas la pensée de Jansénius ; des cinq, en effet, la première se trouve seule textuellement dans l'Augustinus ; encore possède-t-elle, remise dans son contexte, un sens acceptable ; si légitime qu'elle soit, la condamnation n'atteint donc pas Jansénius. L'attitude était d'autant plus deshonnête que, jusqu'à la condamnation, le texte des cinq propositions avait fait seul l'objet de toutes les discussions.

Il s'agissait de resserrer les termes du verdict afin de ne

laisser aucun échappatoire aux hérétiques. Une assemblée des évêques, réunie à Paris, déclara que les Propositions émanaient de Jansénius et qu'elles avaient été condamnées dans le sens de Jansénius ; Innocent X confirma par un bref cette déclaration (1654). En conséquence, la Sorbonne condamnera bientôt la *Seconde lettre de M. Arnauld à un duc et pair*, où, grâce à des distinctions sur le droit et le fait, le chef officiel du jansénisme tendait à réintégrer la doctrine proscrite ; ayant refusé de souscrire au jugement rendu, Arnauld se verra exclus de la Faculté avec nombre de ses partisans (1656).

Il ne suffisait pas encore d'avoir précisé la condamnation et d'avoir statué l'héréticité du texte de l'Augustinus, il fallait encore contraindre les jansénistes à une adhésion très nette. Dans ce but, on rédigea un formulaire ainsi conçu : « Je condamne de cœur et de bouche la doctrine des cinq propositions de Cornélius Jansénius, contenues dans son livre intitulé : *Augustinus*, que le pape et les évêques ont condamnées ; laquelle doctrine n'est point celle de saint Augustin, que Jansénius a mal expliquée. » La signature du formulaire fut prescrite par l'Assemblée générale du clergé de 1656, et bientôt, une Déclaration du roi l'imposa à tous les ecclésiastiques. Désormais, nul subterfuge possible : hors du formulaire, pas de salut. Arnauld discrédité, le formulaire imposé, il semblait que cette année 1656 marquait la défaite irrémédiable de la secte, et déjà l'on colportait l'*Almanach de la déroute et de la confusion des jansénistes*.

Cependant, leur habileté les sauva une fois encore. La secte avait fait une recrue de choix en la personne de **Blaise Pascal**, dont le style nerveux « disait tout ce qu'il voulait et en la manière qu'il voulait ». Dans ses *Lettres à un provincial* parues en 1656, il commençait par argumenter sur la grâce, puis, laissant le débat aride, il s'en prenait aux personnes, c'est-à-dire aux jésuites, principaux adversaires ; à ces casuistes il reprochait leur laxisme, et passait ainsi de la défense du jansénisme théologique à l'apologie de l'autre jansénisme, celui du rigorisme et de l'austérité. Cette diversion adroite tendait à ridiculiser l'adversaire. Dans le même temps, un miracle éclatait à Port-Royal : devant la Sainte-

Epine, une petite fille fut guérie d'un mal d'yeux ; le miracle tourna bientôt à l'épidémie, et on ne tarda pas à en compter quatre-vingts.

La polémique de Pascal et le miracle de la Sainte-Epine avaient rendu du prestige au jansénisme ; mais l'autorité ne cédait pas : dès le 6 septembre 1657, l'Index condamnait les Provinciales et une Assemblée générale du clergé insistait à nouveau pour la signature du formulaire. Enfin, en 1665, la papauté intervient directement et, dans la Constitution *Regimini apostolici*, **Alexandre VII** (1655-67) publie un formulaire équivalent à celui du clergé ; Louis XIV prescrit la signature de ce *Formulaire du pape* sans aucune distinction ou restriction. Mais les jansénistes se plaignirent qu'à l'égard des faits, comme est celui de Jansénius, on voulût par la souscription d'un formulaire exiger d'eux autre chose qu'une soumission extérieure ou *silence respectueux*, et ils s'accordèrent pour dire qu'en souscrivant, l'on ne devait point, par un acte de soumission intérieure, condamner le livre de Jansénius. Ainsi firent les quatre évêques Buzanval de Beauvais, Arnauld d'Angers, Pavillon d'Alet et Caulet de Pamiers ; ils exclurent dans leurs mandements toute soumission intérieure de jugement à la décision de l'Eglise sur le fait, et ne demandèrent à leurs fidèles que le silence respectueux (1665).

Louis XIV, dont ces agitations religieuses troublaient le royaume, prend alors des mesures plus rigoureuses ; sur ses instances, neuf prélats sont désignés par le Souverain Pontife pour faire le procès de leurs quatre collègues délinquants. Mais l'instruction du procès traîne, le parti janséniste reprend confiance, et, à la mort d'Alexandre VII, on voit dix-neuf évêques mander au nouveau pape, **Clément IX** (1667-69), qu'ils sont dans les mêmes dispositions que les récalcitrants. Ainsi, la crise s'aggravait quand Clément IX, poussé par l'ambassadeur de France, qui demandait au plus vite une solution, fit approuver en congrégation un projet de bref à Louis XIV, dans lequel il prenait acte « de ce que les quatre évêques s'étaient engagés sous la caution du roi à signer et à faire signer le formulaire purement et simplement (*simplici ac pura subscriptione*), et se félicitait d'une

soumission qui le dispensait de recourir à la rigueur ». En fait, le pape avait été trompé : les évêques souscrivirent chez eux autrement qu'ils avaient promis à Rome : dans leurs synodes, ils persistèrent à s'en tenir au silence respectueux et ils signèrent dans ce sens le formulaire. Arnauld et Port-Royal firent de même.

La supercherie constituait une malheureuse issue à l'affaire du Formulaire qui, activement menée, eût dû aboutir à la ruine de la secte. Les jansénistes purent, dès lors, soutenir avec une apparence de raison que Rome acceptait la distinction du droit et du fait, et trente ans durant à la faveur de cette trompeuse *paix Clémentine*, profitant des troubles religieux occasionnés par le gallicanisme, la secte ne cessera de grandir, et on la verra contaminer même des congrégations religieuses comme celle de l'Oratoire.

TEXTES ET DOCUMENTS

Propositions de Baius condamnées par Saint Pie V dans la bulle *Ex omnibus afflictionibus* le 1^{er} octobre 1567

I. Propositions relatives aux dons de l'Etat primitif.

21. L'élévation de la nature humaine et son exaltation à la participation de la nature divine étaient dues à l'intégrité de son premier état; aussi doit-on l'appeler naturelle, et non pas surnaturelle.

26. L'intégrité de la première création n'était pas une élévation gratuite de la nature humaine, mais bien sa condition naturelle.

23. C'est une absurdité d'avancer que l'homme au moment de sa création a été élevé au-dessus de la condition de sa nature, par un don surnaturel et gratuit, pour honorer Dieu surnaturellement, par la foi, l'espérance et la charité.

24. Il faut considérer comme née de la folie des philosophes et renvoyer au pélagianisme l'opinion de ces hommes vains et oisifs qui s'imaginent l'homme formé de telle sorte que, grâce à la libéralité de son créateur, il ait été élevé à l'adoption des enfants de Dieu par des dons surajoutés à la nature.

22. C'est penser comme Pélage que d'entendre des gentils qui n'ont pas la grâce de la foi ce texte de l'Apôtre aux Romains,

c. 11 : *Les gentils qui n'ont pas la loi, font naturellement ce qui est de la loi.*

55. Dieu, à l'origine, n'aurait pas pu créer l'homme tel qu'il naît maintenant.

78. L'immortalité du premier homme n'était pas un don de la grâce, mais sa condition naturelle.

79. Les docteurs errent qui affirment que Dieu ait pu créer et former l'homme sans la justice surnaturelle.

II. Propositions relatives au mérite.

1. Ni les mérites de l'ange, ni ceux de l'homme avant sa chute ne peuvent raisonnablement être appelés grâce.

3 Si le premier homme avait persévéré jusqu'à la fin de sa vie dans l'état d'innocence, la félicité aurait été pour lui, comme elle a été pour les anges, une récompense et non pas une grâce.

7. Les mérites du premier homme dans l'état d'intégrité ont été les dons de la première création ; mais selon le langage de l'Écriture, il ne convient pas de leur donner le nom de grâce ; il faut donc les appeler mérites.

9. Les dons accordés à l'homme innocent et à l'ange pourraient peut-être assez raisonnablement s'appeler grâce ; mais comme l'usage de l'Écriture réserve ce nom aux dons accordés par Jésus-Christ à ceux qui ne les méritent pas et qui s'en sont rendus indignes, on ne doit appeler grâce ni les mérites, ni la récompense qui leur est donnée.

8. Dans ceux qui ont été rachetés par la grâce de Jésus-Christ, on ne peut trouver aucun bon mérite qui ne soit conféré gratuitement à un indigne.

2. Comme la mauvaise action mérite de sa nature la mort éternelle, ainsi la bonne action mérite de sa nature la vie éternelle.

4. La vie éternelle a été promise à l'ange et à l'homme innocent en vue de leurs bonnes œuvres, et celles-ci, en vertu d'une loi naturelle, suffisent d'elles-mêmes pour l'obtenir.

5. La promesse faite à l'ange et au premier homme contient la loi constitutive de la justice naturelle, suivant laquelle la vie éternelle est promise aux justes pour leurs bonnes œuvres sans aucune autre considération.

6. C'est par une loi naturelle qu'il a été statué que si l'homme persévérerait dans l'obéissance, il passerait à une vie immortelle.

11. Si, après avoir persévéré jusqu'à la fin de cette vie mortelle

dans la piété et la justice, nous obtenons la vie éternelle, ce n'est pas proprement à la grâce de Dieu, mais à l'ordre naturel établi avec la création même par un juste jugement de Dieu, qu'il le faut attribuer; et dans cette récompense des bonnes œuvres, il n'y a point d'égard aux mérites de Jésus-Christ, mais seulement à la première institution du genre humain où, suivant une loi naturelle, il a été établi par un juste jugement de Dieu que la vie éternelle serait accordée à l'observation des commandements.

13. Les bonnes œuvres faites par les enfants d'adoption ne tirent pas leur mérite de ce qu'elles sont faites par l'esprit d'adoption qui habite dans le cœur des enfants de Dieu, mais seulement de ce qu'elles sont conformes à la loi, et que par elles on obéit à la loi.

15. Le mérite ne consiste pas en ce que celui qui agit bien est en état de grâce et possède le Saint-Esprit, mais seulement en ce qu'il obéit à la loi de Dieu.

III. *Propositions relatives au libre arbitre et à ses forces dans l'état de nature tombée.*

41. Ce genre de liberté qui exclut la nécessité ne se trouve point dans les Saintes Ecritures sous le nom de liberté; on y trouve seulement le nom de liberté opposée à la servitude du péché.

39. Ce qui se fait volontairement, se fit-il d'ailleurs nécessairement, se fait néanmoins librement.

66. La violence seule répugne à la liberté naturelle de l'homme.

25. Toutes les actions des infidèles sont des péchés, et les vertus des philosophes sont des vices.

27. Sans le secours de Dieu le libre arbitre ne peut que pécher.

28. C'est une erreur pélagienne de dire que le libre arbitre peut nous faire éviter un seul péché.

35. Tout ce que fait le pécheur est péché.

40. Le pécheur obéit dans toutes ses actions à la cupidité qui le domine.

37. Celui-là pense comme Pélage qui reconnaît quelque bien naturel, c'est-à-dire un bien ayant pour principe les seules forces de la nature.

IV. *Propositions relatives à la Charité et à l'accomplissement de la loi divine.*

38. Tout amour de la créature raisonnable est, ou cette cupi-

dité vicieuse par laquelle on aime le monde, et que saint Jean défend, ou cette louable charité par laquelle on aime Dieu et que le Saint-Esprit répand dans nos cœurs.

34. La distinction de deux amours, savoir, le naturel par lequel on aime Dieu comme auteur de la nature, et le gratuit par lequel on l'aime comme auteur de la béatitude est vaine, chimérique, et inventée pour se jouer des Saintes Lettres et de nombreux témoignages des anciens.

36. C'est en s'appuyant sur la seule philosophie et en s'abandonnant orgueilleusement à une présomption humaine que certains docteurs soutiennent qu'il y a un amour naturel, né des forces de la nature.

V. Propositions relatives au péché.

20. Nul péché n'est véniel de sa nature, mais tout péché mérite la peine éternelle.

VI. Propositions relatives à la concupiscence.

50. Les mauvais désirs auxquels la raison ne consent pas et que l'homme subit malgré lui, sont défendus par le précepte : *Vous ne convoiterez point.*

51. La concupiscence ou la loi des membres, et ses mauvais désirs, que les hommes ressentent malgré eux, sont une vraie désobéissance à la loi.

75. Les mouvements désordonnés de la concupiscence sont défendus dans l'état de la nature tombée par le précepte : *Vous ne convoiterez point* ; aussi l'homme qui les ressent, sans y consentir, transgresse ce précepte, quoique la transgression ne lui soit pas imputée à péché.

74. Dans ceux qui après le baptême sont retombés dans le péché mortel, la concupiscence redevenue dominante est un péché comme les autres mauvaises habitudes.

76. Tant qu'il reste quelque chose de la concupiscence de la chair dans celui qui aime, il n'accomplit pas ce précepte : *Vous aimerez le Seigneur votre Dieu de tout votre cœur.*

VII. Propositions relatives à la justification.

42. La justice qui justifie l'impie par la foi, consiste formellement dans l'obéissance à la loi, qui est la justice des œuvres, et non pas dans une grâce infuse qui fait l'homme enfant adoptif de Dieu, le renouvelle intérieurement et le rend participant de la nature divine, de sorte qu'étant ainsi renouvelé par le Saint-

Esprit, il puisse ensuite vivre saintement, et obéir à la loi divine.

69. La justification de l'impie se fait formellement par l'obéissance à la loi, et non par une secrète communication et inspiration de la grâce faisant accomplir la loi à ceux qui sont justifiés.

31. La charité parfaite et sincère qui naît d'un cœur pur, d'une bonne conscience et d'une foi vraie, peut se trouver dans les catéchumènes et les pénitents sans que leurs péchés leur soient remis.

32. Cette charité qui est la plénitude de la loi n'est pas toujours jointe avec la rémission des péchés.

33. Le catéchumène vit saintement dans la justice et la piété, observe les commandements de Dieu et accomplit la foi par la charité avant même que d'avoir obtenu la rémission de ses péchés par le baptême.

70. Un homme qui est en état de péché mortel ou digne de la damnation éternelle peut avoir une vraie charité, et la charité même parfaite peut s'allier avec la dette et la damnation éternelle.

(X. LE BACHELET, art. *Baïus*, dans *Dict. de Théologie*.)

CHAPITRE IV

LA CRISE GALLICANE DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XVII^e SIÈCLE

I. **Première période de vexations.** — Louis XIV n'admettait aucune limitation à son pouvoir royal : « L'Etat, c'est moi », aurait-il dit. Or, dans l'Etat, le roi comprend l'Eglise de France, qui est à lui avant d'être au pape ; il entend donc que celui-ci n'intervienne que le moins possible dans les affaires ecclésiastiques. De telles prétentions pouvaient devenir d'autant plus dangereuses qu'elles se sentaient soutenues. Dans son entourage, Louis XIV ne rencontrait que des approbateurs ardents, plus gallicans que lui-même : ministres, juges des grandes cours, tous ces bourgeois imbus des doctrines impérialistes des légistes ne songeaient qu'à aigrir les rapports entre les deux pouvoirs. « La magistrature était anti-cléricale. Le magistrat et le clerc

étaient des juges concurrents. Depuis le Moyen Age, le magistrat travaillait à arracher le justiciable à la juridiction du clerc ; étant laïque, il était laïcisateur et convertissait les libertés à l'égard du Pape en servitude envers la couronne. » (Lavisse.) Le gallicanisme parlementaire se confondait donc avec le royal. D'autre part, en vertu du concordat de Bologne, le haut-clergé se recrutait sous l'influence du roi, soit dans les familles des hauts fonctionnaires gallicans, soit au sein d'une noblesse avide de résider à la cour. De tels prélats servaient trop souvent le prince avec adulation : « Ils le comparent à Dieu, disait M^{me} de Sévigné, mais d'une manière où l'on voit bien que Dieu n'est que la copie. » Ainsi stimulées, les convictions absolutistes de Louis XIV se montreront implacables.

Les premiers conflits se livrèrent sur le terrain théologique. S'il y avait en Sorbonne une vieille tradition d'anti-romanisme, on comptait pourtant à la Faculté de théologie une minorité très ultramontaine ; elle se recrutait surtout parmi les religieux. En 1661, un jésuite flamand, le **Père Coret**, soutint avec scandale la thèse infaillibiliste ; Arnauld lui donna la réplique dans un violent pamphlet intitulé : *La nouvelle hérésie des jésuites*. En 1663, un jeune bachelier, **Drouet de Villeneuve**, ayant affiché des opinions de saveur romaine, provoqua à son tour « une levée de bou-

I. **Gallicanisme sous Louis XIV.** — GÉRIN, *Louis XIV et le Saint Siège*, 2 vol., 1894 ; *Recherches historiques sur l'Assemblée du clergé de 1682*, 2^e éd., 1870. — LACOUR-GAYET, *L'éducation de Louis XIV*, 1894. — HANOTAUX, *Essai sur les libertés de l'Eglise gallicane*, 1888. — REBELLIAU, *Bossuet*, 1905. — CAUCHIE, *Le gallicanisme en Sorbonne*, dans *Rev. hist. eccl.*, 1902 (III) et 1904 (IV). — DEJEAN, *Un prélat indépendant, Nicolas Parillon*, 1909. — L. BERTRAND, *Louis XIV*, 1923. — BOUX, *La Faculté de Théologie de Paris de 1663 à 1682*, dans *Rev. des sc. eccl.*, t. VIII. — MARC DUBRUEL, *La cour de France et l'extension de la Régale*, dans *Rev. hist. Eglise de France*, t. IX (1923), p. 161 et 465 ; *Le pape Alexandre VIII et les affaires de France*, dans *Rev. Hist. eccl.*, t. XV. — C. CONSTANTIN, art. *Déclaration de 1682*, dans *Dict. Théol.* E. MICHAUD, *Louis XIV et Innocent XI*, 4 vol., 1882 sq. — J. PAQUIER, art. *Innocent XI*, dans *Dict. Théol.* — MADELIN, *La France et Rome*, 2^e éd., 1914. — MARC DUBRUEL, art. *Gallicanisme*, *Dict. Théol.* ; art. *Régale*, *Dict. Apol.* ; *Les congrégations des affaires de France sous le pape Innocent XI*, *Rev. hist. eccl.*, 1926, p. 273-312.

cliers ». Le Parlement voulut intervenir : dans l'exaltation des esprits, le procureur Achille de Harlay alla trouver le roi et lui demanda « s'il voulait que le pape eût le pouvoir de lui ôter la couronne de dessus la tête quand il lui plairait ». Cependant, la Faculté repoussa fièrement les injonctions des parlementaires. Après de longues discussions on parvint à s'entendre sur une formule négative qui n'énonçait aucun principe : « Ce n'est pas la doctrine de la Faculté, disait-elle, que le pape soit au-dessus du Concile général. Ce n'est pas la doctrine de la Faculté que le pape soit infaillible, si nul consentement de l'Eglise ne vient s'ajouter à ses définitions. »

Cependant, bientôt le gallicanisme officiel entraît directement en lutte avec la papauté. Le **duc de Créquy**, personnage hautain et insupportable, fut envoyé comme ambassadeur à Rome avec ordre de se montrer cassant ; son escorte ne manqua pas d'être au plus mal avec les Corses de la garde pontificale, naturellement peu traitables eux aussi. Le 20 août 1662, une violente querelle éclata ; les soldats corses tirèrent sur le carrosse de Créquy rentrant au palais Farnèse. Aussitôt, Louis XIV élargit cette querelle de valets aux proportions d'un véritable *casus belli* ; il écrivit à Alexandre VII (1655-67) une lettre injurieuse, se plaignant « d'un attentat dont jusqu'ici il n'y avait pas eu d'exemple chez les Barbares mêmes ». Il ordonna au nonce de quitter la cour, déclara

Assemblées du clergé. — Depuis 1533, les rois se permettaient d'imposer à l'Eglise de France, sans l'autorisation pontificale, des subsides extraordinaires. Cependant, à partir de 1560, on décida que le roi devrait demander le consentement du pape et celui du clergé : d'où, en 1561, au concile de Poissy, la conclusion, entre le souverain et les prélats, d'un contrat décennal, qui amena l'institution régulière des Assemblées du clergé. Leur rôle consistait à voter et répartir la contribution volontaire de l'Eglise gallicane. En réalité, l'absolutisme royal rendit au xvii^e siècle ce *don gratuit* équivalent d'un impôt exigible. En 1641, Richelieu ayant demandé six millions à l'Assemblée du clergé, celle-ci discutait, et ses présidents refusèrent de signer l'accord ; Richelieu les disgracia et fit céder les autres prélats. On calcule que le clergé accorda au roi, de 1690 à 1713, environ 60 millions, peut-être le vingtième des revenus de l'Eglise de France. Voir A. CANO, *La contribution du clergé pendant la seconde moitié du règne de Louis XIV*, 1910. — L. SERBAT, *Les assemblées du clergé de France, origines, organisation, développement (1561-1615)*, 1915.

Avignon et le Comtat Venaissin réunis à la couronne et parla même d'envoyer des troupes en Italie. A vrai dire, le Roi Très-Christien voyait dans cet incident une bonne occasion d'humilier le Souverain Pontife : **Alexandre VII** fut contraint de présenter ses excuses à Versailles par l'intermédiaire de son neveu, le cardinal Chigi ; on déclara les Corses indignes à tout jamais d'entrer au service de Sa Sainteté et une colonne commémorative s'éleva devant leur ancienne caserne, rappelant en style pompeux la faute et la réparation.

Sous les pontificats de **Clément IX** (1667-69) et de **Clément X** (1670-76), le Gouvernement français garda envers Rome une attitude irrévérencieuse. Louis XIV avait, sans doute, envoyé au pape quelques secours en hommes pour la « guerre de Candie » contre les Turcs ; mais il lui faisait payer très cher ces parcimonieux services. « Tantôt des chapeaux de cardinaux étaient réclamés pour des prélats peu dignes de cet honneur ; tantôt les évêques français prenaient sur eux de supprimer un certain nombre de fêtes chômées sans prévenir Clément IX ; tantôt des modifications étaient faites à la condition des religieux, tel le célèbre arrêt d'Agen, qui soumettait entièrement les réguliers exempts aux ordinaires pour la prédication et la confession. Aux plaintes de Clément IX, Louis XIV répondait simplement que, si Sa Sainteté voulait bien expédier une bulle qui contiât les mêmes règlements portés dans l'arrêt, il la ferait recevoir dans son royaume. » (J. de la Servière.) On n'est pas plus impertinent. Parfois, Louis XIV ajoutait la menace : ainsi, dans l'affaire du démariage de Marie de Savoie et d'Alphonse VI de Portugal, le roi se proposait, en cas de refus, « de soulever contre le pape beaucoup de plumes et d'entrer peut-être plus avant que la cour de Rome ne le voudrait sur la matière des dispenses ». Les mêmes procédés se poursuivirent sous Clément X (1669-76) : Louis XIV décrétait de sa propre autorité la suppression des divers ordres militaires et hospitaliers ; il établissait des officiers à charges vénales dont le ministère était nécessaire pour toutes les expéditions émanées de Rome, allant jusqu'à déclarer « nulles et de nul effet » les décisions pontificales reçues par une autre voie.

Les papes avaient répondu dignement et avec le plus grand souci de la paix à ces tracasseries de despote : ainsi, Clément IX avait-il accordé le démariage de Marie de Savoie, mais après examen de l'affaire. En 1670, Clément X répondait à l'arrêt d'Agen sur les réguliers par une constitution pontificale qui règle les rapports entre évêques et religieux pour la confession et la prédication ; il affirmait ainsi que les décisions canoniques ressortissent non du roi, mais de l'évêque de Rome ; et, dans une lettre du 22 avril 1676, il déclarait courageusement sa volonté de ne pas ratifier les décrets portés par le pouvoir civil au mépris de l'autorité apostolique.

II. L'affaire de la régale et les quatre articles de 1682.

— La question de la régale amena la guerre ouverte. D'après ce droit, le roi pouvait, durant la vacance d'un siège épiscopal, percevoir les revenus du diocèse (régale temporelle) et nommer à tous les bénéfices dont la collation appartenait à l'évêque (régale spirituelle). Il y avait là une compensation reconnue pour la part du fief royal octroyée à certains évêchés ; mais le II^e concile général de Lyon (1274) avait formellement interdit d'introduire la régale où elle n'existait pas, et les prédécesseurs de Louis XIV, malgré les prétentions contraires des parlements, avaient respecté cette défense. Louis XIV, que les décrets des conciles ne gênaient guère, voulut étendre son droit de régale à la France entière, bien qu'en réalité, on ne l'eût jamais mis en vigueur dans le Midi (Languedoc, Guyenne, Provence et Dauphiné). Il chargea donc Colbert d'établir, dans un factum, que le roi comme tout seigneur avait droit de s'approprier les revenus d'un fief de sa mouvance jusqu'à ce que le titulaire eût prêté hommage, et que tel était le cas pour les évêchés vacants : en conséquence, une déclaration de 1673 étendit la régale à l'universalité du royaume.

Louis XIV comptait sur une adhésion tacite de l'épiscopat. Mais **Pavillon d'Alet** et **Caulet de Pamiers**, qui, comme jansénistes, n'avaient guère à se féliciter de la faveur royale, protestèrent ; ils en appelèrent à **Innocent XI**, qui venait de succéder à Clément X. Le pape prit évidemment la défense

des « pieux anarchistes », justement opposants. Pavillon mourut bientôt, mais Caulet continuait la résistance avec acharnement. Louis XIV fit saisir son temporel par l'intendant Foucault : « Sire, écrivait le vieillard, on ne m'a pas laissé les choses les plus nécessaires à la vie, lesquelles on ne refuse pas aux plus criminels. » Cependant, Caulet disparut à son tour, le 7 août 1680. « Le saint évêque de Pamiers est mort, écrivait M^{me} de Sévigné ; voilà l'affaire de la régale finie... »

C'était oublier le Pape. Innocent XI (1676-89) entendait ne rien céder des droits de l'Eglise ; on l'appelait « le saint opiniâtre ». Par trois fois, il écrivit à Louis XIV en protestataire ; daté du 27 décembre 1679, son troisième bref contenait une menace non déguisée : « Nous ne traiterons plus cette affaire par lettres, mais aussi nous ne négligerons pas les remèdes que la puissance dont Dieu nous a revêtu met entre nos mains. » En France, cette résistance paraissait inouïe : on ne se faisait pas l'idée que Louis XIV pût et dût céder. N'avait-il pas tout le monde pour lui-même l'épiscopat ? L'Assemblée générale du clergé exprima au roi « son extrême déplaisir de la lettre pontificale » et se déclara « liée à Sa Majesté par des liens que rien ne serait capable de briser ».

Ces dispositions enhardirent le roi : il résolut de s'appuyer sur les évêques pour résister au pape, ce qui était jouer avec le schisme. L'assemblée de 1682 fut recrutée avec une partialité révoltante : on n'y comptait que 34 évêques et 37 députés du clergé inférieur. Deux hommes émergeaient : l'archevêque de Paris, **François de Harlay** ; l'évêque de Meaux, **Bossuet**. Le premier fut président de l'Assemblée, il s'affichait fougueusement gallican : « Le pape nous a poussés à bout, disait-il, il s'en repentira. » Par contre, Bossuet essaya de calmer les esprits. Le discours d'ouverture qu'il prononça sur l'*Unité de l'Eglise* sut ménager tout le monde, et jusqu'aux « tendres oreilles romaines ». La primauté pontificale s'y trouvait affirmée : « On croit toujours ce qu'on a cru ; la même voix retentit partout et Pierre demeure dans ses successeurs le fondement des fidèles ». Cependant, disait l'orateur, « Si tout dépend du chef, c'est

avec un certain ordre », et il demandait « la conservation de la puissance ordinaire à tous les degrés ».

La question brûlante demeurait celle de la régale. Malgré les tendances combattives de la majorité, Bossuet parvint à faire accepter une solution mixte : le droit de régale s'étendrait à tous les évêchés, mais avec cette restriction que les candidats du roi aux bénéfices ayant charge d'âmes seraient tenus de demander à l'autorité ecclésiastique l'institution canonique : ainsi la régale temporelle se trouvait maintenue entière, mais la régale spirituelle était à peu près abolie ; les principes restaient saufs, sinon les intérêts. A la rigueur, cette solution eût pu être acceptée.

Malheureusement, la querelle avait soulevé à nouveau les grands conflits doctrinaux ; une discussion sur la question foncière de l'autorité pontificale devenait inévitable. Elle aboutit à la rédaction par Bossuet des fameux *quatre articles de 1682*, véritable charte des prétentions gallicanes. On y déclarait en substance : 1^o le pape n'a aucun droit sur le temporel du royaume ; 2^o au spirituel, suivant les décrets de Constance, le concile œcuménique est supérieur au pape ; 3^o aussi l'autorité pontificale ne doit-elle s'exercer que conformément aux canons des conciles et même aux usages de l'Eglise gallicane ; 4^o son jugement ne devient donc irréformable qu'après consentement de l'Eglise. Ainsi, tandis que la formule négative de 1663 disait seulement que l'infailibilité n'avait jamais été adoptée par la Faculté, Bossuet combat l'infailibilité elle-même sous ce motif spécieux qu'elle est douteuse : « Cette infailibilité douteuse, prétend-il, ne peut pas être une infailibilité concédée par le Christ. Car s'il avait concédée l'infailibilité (au Pape, comme on le prétend) il l'aurait révélée à son Eglise dès l'origine, de telle sorte qu'elle ne fût pas inutile en demeurant douteuse, sans être suffisamment révélée, sans être fondée sur une tradition claire ». Comme si l'on ne pouvait trouver dans l'Eglise ancienne des vérités révélées, et qui ne furent pourtant définies qu'après plusieurs siècles de discussion !

Cependant, outre les protestations de la Sorbonne et d'une partie du clergé, Louis XIV eut à compter avec la résistance irréductible d'Innocent XI. Sans se prononcer sur les *quatre*

articles, il employa un moyen détourné de les censurer, les atteignant dans leurs auteurs : en effet, il refusa la confirmation canonique à tout ancien membre de l'Assemblée de 1682 que le roi nommait à un évêché. Ce fut bientôt « l'horrible confusion » des diocèses vacants ; en 1687, trente-trois se trouveront privés de pasteur.

Contre de telles armes, le roi restait impuissant ; on lui donnait le conseil de tout oser : « Une assemblée du clergé, disait-on à Versailles, ne pourrait-elle procéder à la consécration des évêques selon les formes que l'on pratiquait encore en France, il y a cent soixante ans ». Mais, agir ainsi eût été se précipiter dans le schisme : « Si je les avais crû, dira Louis XIV de certains de ses ministres, j'aurais coiffé le turban ». Cela, il ne le voulait pas. Pour l'emporter, il résolut de continuer à l'égard de la papauté sa politique d'intimidation. Une nouvelle occasion se présenta à lui. Le palais des ambassadeurs catholiques à Rome jouissait d'un droit d'asile abusif ; « les franchises étaient devenues le plus sérieux obstacle à la pacification et à la moralisation publiques ». Innocent XI obtint des souverains de l'Europe qu'elles fussent abolies. Louis XIV ne voulut pas les imiter : « Dieu l'avait établi, disait-il, pour servir d'exemple aux autres, et non pour se régler sur l'exemple d'autrui ». Son nouvel ambassadeur, le **marquis de Lavardin**, vint occuper le palais Farnèse avec deux cents hommes ; frappé d'anathème, il n'en alla pas moins communier en grande pompe à Saint-Louis-des-Français tandis que le Parlement de Paris prononçait une fois de plus la confiscation d'Avignon et du Comtat (1688).

Mais toute cette bruyante offensive venait se briser contre la calme résistance d'Innocent XI. Son successeur, **Alexandre VIII** (1689-91) continua sa politique en l'adoucissant : il ne refusait plus la confirmation canonique aux candidats signataires des *Quatre Articles*, mais pour les reconnaître il exigeait d'eux la déclaration qu'ils n'avaient prétendu émettre touchant la puissance pontificale qu'une opinion personnelle. Puis, le temps venu, quand Louis XIV en fut réduit à prier Dieu de « toucher le cœur endurci » du pape, Alexandre VIII fit paraître la réprobation catégorique :

à la veille de sa mort, il publiait la bulle *Inter multiplices* (1690), condamnant formellement les quatre articles et annulant l'extension de la régale.

Innocent XII (1691-1700) allait recueillir le fruit des labeurs de ses deux prédécesseurs. Les négociations durèrent toutefois encore deux ans. A la vue de la religion laissée en souffrance dans plus de quarante diocèses, Louis XIV céda : « Je suis bien aise de faire savoir à Votre Sainteté, écrit-il, le 14 sept. 1693, que j'ai donné les ordres nécessaires pour que les choses contenues dans mon édit du 22 mars 1682, touchant la déclaration faite par le clergé de France, à quoi les conjonctures passées m'avaient obligé, ne soient pas observées ». Quant aux évêques nommés depuis 1682, ils signèrent la rétractation suivante : « Nous professons et nous déclarons que nous sommes extrêmement fâchés de ce qui s'est passé dans l'assemblée susdite (de 1682) qui a souverainement déplu à Sa Sainteté et à ses prédécesseurs. Ainsi tout ce qui a pu être ordonné dans cette assemblée contre la puissance ecclésiastique et l'autorité pontificale, nous le tenons et nous déclarons qu'on doit le tenir pour non ordonné... ».

Cependant, la victoire de la papauté ne modifiait pas les situations acquises durant la période moderne. Un édit de 1695 qui devait être appliqué jusqu'à la Révolution consacrait la ruine du médiéval privilège de clergie. A l'Eglise, il concède « la connaissance des causes concernant les sacrements, les vœux de religion, l'office divin, la discipline ecclésiastique, et autres purement spirituelles », ainsi que « la connaissance et le jugement de la doctrine concernant la religion », et « le règlement des honoraires des ecclésiastiques ». Tout cela, mais rien que cela ; il ne reste plus ombre de juridiction temporelle du clergé ; encore les jugements des officialités en matière spirituelle pouvaient-ils être déferés au parlement du ressort sous prétexte d'abus, ce qui ouvrait la porte à plus d'une ingérence laïque.

CHAPITRE V

LE QUIÉTISME

I. **Le quiétisme espagnol : Molinos.** — Les dernières années du grand siècle furent troublées par la querelle du quiétisme. Au fond, cette erreur part du même principe protestant qui est à la base du baïanisme et du jansénisme : la conception pessimiste d'une nature foncièrement viciée depuis la chute d'Adam. Moins hardis que les jansénistes, les quiétistes ne formulaient pas explicitement ce principe, mais ils en tiraient les conséquences. Notre nature se trouvant viciée, nos actes d'intelligence et de volonté le sont également ; aussi n'y aura-t-il perfection que dans la suppression de nos actes. Les remplacer par des actes célestes, Dieu seul agissant dans l'âme, voilà l'idéal quiétiste. Nous n'avons donc rien à faire ; nous n'avons qu'à laisser Dieu agir en nous ; le mieux serait même que notre passivité devînt telle que nous ne sentions même plus cette action de Dieu. Les conséquences pratiques ne laissaient pas d'être graves. Toute action volontaire est mauvaise : imperfection que de résister aux tentations, que de lutter contre sa nature ; pas de méthode de méditation, nulle pratique des pénitences et des prières vocales, mais un acte unique de contem-

I. **Quiétisme.** — Sources : BOSSUET, *Instruction sur les états d'oraison* (1697), *Lettres sur le quiétisme* ; *Second traité sur les états d'oraison* ; *Correspondance de Bossuet*, éd. Urbain et Levesque, t. VII et VIII, 1912-14. — FÉNELON, *Explication des maximes des Saints*, édit. de Saint Sulpice au t. II ou éd. Chérel ; *Correspondance sur le quiétisme* au t. IX ; *Réponse inédite à Bossuet*, 1901. — Travaux : P. DUDON, *Le quiétisme espagnol*, Michel Molinos (1628-96), 1921 ; art. *Quiétisme*, dans *Dict. Apol.* — GUERRIER, *Mme Guyon, sa vie, sa doctrine, son influence*, Orléans, 1881. — M. MASSON, *Fénelon et Mme Guyon*, 1907. — A. DELPLANQUE, *Fénelon et la doctrine de l'amour pur d'après sa correspondance avec ses principaux amis*. — H. BRÉMOND, *Apologie pour Fénelon*, 1910. — J. LEMAITRE, *Fénelon*, 1910. — J. PAQUIER, *Qu'est-ce que le quiétisme*, 1910. — CROUSLÉ, *Fénelon et Bossuet*, 2 vol., 1894. — A. LARGENT, art. *Bossuet*, dans *Dict. Théol.*

plation que le sommeil n'interrompt pas. Somme toute, ces doctrines n'étaient pas nouvelles : les rêveurs des bords du Rhin, béghards et frères du Libre-Esprit, et d'une façon générale tous les faux-mystiques médiévaux qui prônaient la contemplation sans souci de l'action furent quiétistes avant la lettre.

Le père du quiétisme, **Michel Molinos**, prêtre de Saragosse vint à Rome en 1670 ; très estimé comme directeur de conscience, il y publia en 1675 la *Guide spirituelle* qui eut un succès considérable. Il enseignait un quiétisme intégral, tel que nous l'avons décrit. D'après lui, il ne fallait même pas résister aux tentations ; bien plus « par un dessein insondable, Dieu, pour désapproprier une âme élue, l'induit par violence diabolique à tomber dans les péchés qui lui sont le plus en horreur ». Molinos vécut sur de tels principes ; pendant plus de vingt ans il s'adonna à la luxure sans se confesser. Pourtant, il jouissait d'un grand renom de sainteté : il avait la faveur d'Innocent XI, de Christine de Suède, du cardinal Azzolini. Ce fut seulement cinq années après l'apparition de la *Guide* qu'un jésuite le P. Signori, dévoila ses erreurs en écrivant le traité intitulé *l'Accord de la fatigue et du repos dans l'Oraison* (1680), et il eût pour cela beaucoup à souffrir. Mais bientôt, une véritable ligue se forma contre Molinos : l'oratorien Marchese écrit contre lui un mémoire que contre-signent nombre de curés romains ; le P. Maracci, confesseur du pape, dénonce « les principales erreurs concernant la nouvelle contemplation ». Enfin, soutenus par le Père La Chaise, les jésuites firent intervenir Louis XIV. Le procès ouvert aboutit à la bulle *Cælestis pastor* publiée par Innocent XI et qui condamnait 68 propositions résumant les idées de Molinos (27 nov. 1687). L'oratorien **Pier Matteo Petrucci** qui avait défendu les mêmes théories dans son traité de *la Contemplation acquise* (1681) dut à son tour rétracter 54 propositions tirées de ses livres (17 déc. 1687) qui tous furent mis à l'Index.

II. Le quiétisme français : **M^{me} Guyon** et **Fénelon**. — Le quiétisme pénétra en France. Une jeune femme exaltée, **M^{me} Guyon** se fit la propagatrice de cette erreur. Elle avait

dans ses propres idées une confiance sans borne : « je portai à mon fond, écrira-t-elle, un instinct de jugement juste qui ne me trompait jamais ». Elle se croyait chargée d'une mission de réformatrice : « Notre Seigneur a fait connaître à quantité de personnes qu'il me destinait à être la mère d'un grand peuple. » Elle écrivit le *Moyen court et très facile pour l'Oraison* (1685), et les *Règles pour les associés de l'Enfance de Jésus* (1685). Veuve depuis quatre ans, M^{me} Guyon fit la connaissance d'un religieux barnabite le **P. Lacombe**, imbu des théories molinosiennes, jusque et y compris celle des violences diaboliques consenties par les âmes privilégiées ; grâce à cet homme pervers, le quiétisme de M^{me} Guyon s'apparente à celui de Molinos. Lacombe avait exposé ses idées dans le traité intitulé *Orationis mentalis analysis* (1687). Sous son influence, M^{me} Guyon écrivit les *Torrents spirituels* et le *Cantique des Cantiques* (1688). « Il faut, disait-elle dans ce dernier ouvrage, que l'âme perde la vue aperçue de Dieu et toute connaissance distincte. » « Un abandon total n'excepte rien, déclarait-elle dans les *Torrents*, ni mort, ni vie, ni perfection, ni paradis, ni enfer. »

M. de Harlay averti fit arrêter le P. Lacombe au mois d'octobre 1687 ; conduite peu après à la Visitation M^{me} Guyon fut relâchée dès 1688 grâce à de hautes protections. Elle continua dès lors sa propagande avec une puissance de séduction inouïe. M^{me} de Maintenon s'y laissa prendre d'abord ainsi que les dames de Saint-Cyr, et « presque toute la maison devint quiétiste ». Enfin elle fit une recrue de choix dans la personne de Fénelon, précepteur du duc de Bourgogne (oct. 1688). Dès lors, avec la meilleure foi du monde il s'entêtera à voir en elle une grande sainte incomprise et persécutée. « Fénelon avait je ne sais quoi de romanesque, a fort bien dit Voltaire... Son imagination s'échauffait par la candeur et par la vertu, comme les autres s'échauffent par la passion ». Il se laissa donc prendre à cet exercice raffiné du pur amour ; puis, enfin défiant, s'en référa à Bossuet.

Inflexible dans son orthodoxie, celui-ci ne pouvait se laisser prendre à ce jeu dangereux : il vit clairement que la doctrine de M^{me} Guyon excluait la prière de demande et d'action de grâces, et qu'elle menait à une contemplation

oisive. M^{me} Guyon demanda alors que sa doctrine fût examinée par des théologiens : les commissaires choisis furent Bossuet, Noailles, évêque de Châlons et Tronson, supérieur de Saint-Sulpice. Dans les fameuses conférences d'Issy tenues en 1694 et 1695, ils rédigèrent les 34 articles contre le quiétisme que Fénelon et M^{me} Guyon souscrivirent. On concédait l'état habituel du pur amour, mais non « l'acte perpétuel et unique ». On admettait encore que « la sainte indifférence chrétienne regarde les événements de cette vie, la dispensation des consolations ou des sécheresses spirituelles », mais non « les choses qui ont rapport au salut » ; on qualifiait « erreur dangereuse » la volonté d'exclure de la contemplation les attributs divins et les mystères de l'Homme-Dieu.

Cependant, une certaine défiance subsistait entre Fénelon et Bossuet. Pour donner le dernier coup à l'erreur Bossuet écrivit son *Instruction sur les Etats d'Oraison* où il désignait et condamnait M^{me} Guyon. Fénelon vexé répondit en composant l'*Explication des maximes des Saints sur la Vie intérieure* (février 1697). Une polémique très vive s'engagea au cours de laquelle la charité ne fut pas toujours observée de part et d'autre. Quoiqu'il en soit, les torts doctrinaux étaient du côté de Fénelon. « Par sa doctrine sur l'indifférence et l'abandon, il énerve l'activité de l'âme, même à l'heure de la tentation ; il admet, dans ce qu'il appelle « les purifications suprêmes », une séparation du volontaire et de l'involontaire qui est périlleuse, un sacrifice absolu du salut personnel qui est inadmissible et contradictoire ; il préconise un « état passif » des âmes transformées où les vertus ne s'exercent plus ; et il veut que sa doctrine de l'amour pur soit « la simple perfection évangélique enseignée par la tradition ». D'autre part, il condamne la méditation comme un « exercice de l'amour intéressé » ; il prétend que, dans l'état de contemplation habituelle, l'oraison n'est jamais en fait discursive, et que l'âme n'a plus besoin d'actes distincts et méthodiques. » (P. Dudon.) Telle est la doctrine que condamna Innocent XII, le 12 mars 1699 ; il déclarait aussi que cette erreur pouvait mener à d'autres déjà réprouvées, c'est-à-dire au quiétisme molinosien. Fénelon, devenu archevêque

de Cambrai se rétracta humblement dans un mandement. Cependant sa résignation ne fut pas complète, il écrira, par exemple, dix ans après sa condamnation : « Je dois vous dire qu'à Paris et ici (à Cambrai) les honnêtes gens sont beaucoup plus édifiés de ma soumission qu'il ne le sont du bref ». Il n'y a rien de plus tenace que l'illusion mystique.

TEXTES ET DOCUMENTS

Condamnation de 23 propositions extraites du livre des Maximes des Saints ¹

(Bref d'Innocent XII promulgué le 12 mars 1699)

1° Il y a un état habituel d'amour de Dieu qui est une charité pure et sans aucun mélange du motif de l'intérêt propre. Ni la crainte des châtimens ni le désir des récompenses n'ont plus de part à cet amour ; on n'aime plus Dieu ni pour le mérite ni pour la perfection, ni pour le bonheur qu'on doit trouver en l'aimant.

2° Dans l'état de vie contemplative ou unitive on perd tout motif intéressé de crainte ou d'espérance.

3° Ce qui est essentiel dans la direction est de ne faire que suivre pas à pas la grâce avec une patience, une précaution et une délicatesse infinies. Il faut se borner à laisser faire Dieu, et ne parler jamais du pur amour que lorsque Dieu, par l'onction intérieure, commence à ouvrir le cœur à cette parole, qui est si dure aux âmes encore attachées à elles-mêmes, et si capable de les scandaliser ou de les jeter dans le trouble.

4° Dans l'état de la sainte indifférence, l'âme n'a plus de désirs volontaires et délibérés pour son intérêt, excepté dans les occasions où elle ne coopère pas fidèlement à toute sa grâce.

5° Dans cet état de la sainte indifférence, on ne veut rien pour soi, mais on veut tout pour Dieu, on ne veut rien pour être parfait ni bienheureux dans son propre intérêt, mais on veut toute perfection, et toute béatitude, autant qu'il plaît à Dieu de nous faire vouloir ces choses par l'impression de sa grâce.

6° En cet état, on ne veut plus le salut comme salut propre,

1. Sans être qualifiées d'hérétiques, ces propositions sont rejetées comme « téméraires, scandaleuses, mal sonnantes, offensives des oreilles pieuses, pernicieuses dans la pratique, et même respectivement erronées ».

comme délivrance éternelle, comme récompense de nos mérites, comme le plus grand de tous nos intérêts ; mais on le veut d'une volonté pleine, comme la gloire et le bon plaisir de Dieu, comme une chose qu'il veut et qu'il veut que nous voulions pour lui.

7° L'abandon n'est que l'abnégation ou renoncement de soi-même que Jésus-Christ nous demande dans l'Évangile, après que nous aurons tout quitté au dehors. Cette abnégation de nous-mêmes n'est que pour l'intérêt propre. Les épreuves où cet abandon doit être exercé, sont les tentations par lesquelles Dieu jaloux veut purifier l'amour, en ne lui faisant voir aucune ressource ni aucune espérance pour son intérêt propre, même éternel.

8° Tous les sacrifices que les âmes les plus désintéressées font d'ordinaire sur leur béatitude éternelle sont conditionnels. Mais ce sacrifice ne peut être absolu dans l'état ordinaire : il n'y a que le cas des dernières épreuves où ce sacrifice soit en quelque manière absolu.

9° Dans les dernières épreuves, une âme peut être invinciblement persuadée, d'une persuasion réfléchie et qui n'est pas le fond intime de la conscience, qu'elle est justement éprouvée de Dieu.

10° Alors l'âme, divisée d'avec elle-même, expire sur la croix avec Jésus-Christ, en disant : O mon Dieu, pourquoi m'avez-vous abandonnée ? Dans cette impression involontaire de désespoir, elle fait le sacrifice absolu de son intérêt propre pour l'éternité.

11° En cet état l'âme perd toute espérance pour son propre intérêt ; mais elle ne perd jamais dans sa partie supérieure, c'est-à-dire dans ses actes directs et intimes, l'espérance parfaite qui est le désir désintéressé des promesses.

12° Un directeur peut alors laisser faire à cette âme un acquiescement simple à la perte de son intérêt propre, et à la condamnation juste où elle croit être de la part de Dieu.

13° La partie inférieure de Jésus-Christ sur la croix ne communiquait pas à la supérieure son trouble involontaire I.

14° Il se fait dans les dernières épreuves, pour la purification de l'amour, une séparation de la partie supérieure de l'âme d'avec l'inférieure... Les actes de la partie inférieure, dans cette sépara-

I. Cette 13^e proposition avait été insérée dans le livre par une méprise du duc de Chevreuse, et ne se lisait pas dans la traduction latine.

tion, sont d'un trouble entièrement aveugle et involontaire, parce que tout ce qui est intellectuel et volontaire est de la partie supérieure.

15° La méditation consiste dans les actes discursifs qui sont faciles à distinguer les uns des autres. Cette composition d'actes discursifs et réfléchis est propre à l'amour intéressé.

16° Il y a un état de contemplation si haute et si parfaite qu'il devient habituel, en sorte que toutes les fois qu'une âme se met en actuelle oraison, son oraison est contemplative et non discursive : alors elle n'a plus besoin de revenir à la méditation ni à ses actes méthodiques.

17° Les âmes contemplatives sont privées de la vue distincte, sensible et réfléchie de Jésus-Christ, en deux temps différents... Premièrement dans la ferveur naissante de leur contemplation... Secondement, une âme perd de vue Jésus-Christ dans les dernières épreuves.

18° Dans l'état passif, on exerce toutes les vertus distinctes sans penser qu'elles sont des vertus : on ne pense qu'à faire ce que Dieu veut ; et l'amour jaloux fait tout ensemble qu'on ne veut plus être vertueux pour soi, et qu'on ne l'est jamais tant que quand on n'est plus attaché à l'être.

19° On peut dire en ce sens que l'âme passive et désintéressée ne veut plus même l'amour en tant qu'il est sa perfection et son bonheur ; mais seulement en tant qu'il est ce que Dieu veut de nous.

20° Les âmes transformées... doivent en se confessant détester leurs fautes, se condamner et désirer la rémission de leurs péchés, non comme leur propre purification et délivrance, mais comme chose que Dieu veut, et qu'il veut que nous voulions pour sa gloire.

21° Les saints mystiques ont exclu de l'état des âmes transformées les pratiques de vertu.

22° Quoique cette doctrine (du pur amour) fût la pure et simple perfection de l'Evangile, marquée dans toute la tradition, les anciens pasteurs ne proposaient d'ordinaire, au commun des sujets, que les pratiques de l'amour intéressé, proportionnées à leur grâce.

23° Le pur amour fait lui seul toute la vie intérieure et devient alors l'unique principe et l'unique motif de tous les actes délibérés et méritoires.

CHAPITRE VI

LE PROTESTANTISME AU XVII^e SIECLE

I. **La révocation de l'Edit de Nantes.** — Conseillé par Mazarin et Colbert, Louis XIV appliqua d'abord aux réformés le programme de tolérance tracé par l'Edit de Nantes. Cependant il désirait avec ardeur la suppression complète du protestantisme en France : sincèrement croyant, il y voyait une victoire de la foi catholique. Au point de vue politique il haïssait le calvinisme, religion de ses principaux ennemis les Hollandais ; il considérait d'ailleurs que l'hérésie troublait l'unité du royaume, et il pouvait se servir contre elle d'un argument international indisputé : le principe *cujus regio ejus religio* inscrit dans les traités de Westphalie, adopté et appliqué par tous les gouvernements protestants. Ne pouvait-il alléguer aussi que l'Edit de Nantes n'avait été qu'une solution provisoire imposée à Henri IV par des circonstances exceptionnelles, et qui dans l'Etat pacifié du royaume pouvait être rapportée ? Aussi lui semblait-il que rien n'illustrerait davantage son règne que cette œuvre trouvée trop forte par ses prédécesseurs. Enfin, toute une opinion laïque et ecclésiastique l'encourageait dans cette voie.

Les premières mesures de rigueur datent de 1661 ; en stricte application de l'Edit de Nantes dont l'article IX portait que « l'exercice de la R. P. R. (religion prétendue réfor-

I. **La Révocation de l'Edit de Nantes.** — F. PUAUX et A. SABATIER, *Etudes sur la Révocation*, 1885. — MICHEL, *Louvois et les Protestants*, 1870. — O. DOUEN, *La révocation de l'Edit de Nantes à Paris*, 3 vol., 1894. — SOULIER, *L'intendant Foucault et la révocation en Béarn*, 1885. — L. DIDIER, *La révocation de l'Edit de Nantes* (coll. *Science et Religion*), 1900. — Y. DE LA BRIÈRE, *Comment fut adopté et accepté l'Edit de Nantes*, 1904 ; art. *Nantes (Révocation de l'Edit de)* dans *Dict. Apol.* — RÉBELLIAU, *Bossuet et le protestantisme*, 1901. — BARUZI, *Leibnitz* (coll. *la Pensée chrétienne*), 1909 ; *Leibnitz et l'organisation religieuse de la terre* (coll. *Hist. des grands philosophes*), 1907. — A. BOEHM, art. *Leibnitz* dans *Dict. Théol.* — G. FONSEGRIVE, *Idées religieuses de Leibnitz* dans *Cor.* juin 1908.

mée) était permis aux lieux où il avait été fait publiquement par plusieurs et divers fois en l'année 1596 et 1597», on supprima nombre de temples bâtis un peu partout depuis lors. En 1681, un décret parut « portant que les enfants de la R. P. R. pourront se convertir à l'âge de sept ans et défendant à ceux de la R. P. R. de se faire élever à l'étranger ». Des protestations se firent entendre, notamment celles des pasteurs Jurieu et Claude. A la lumière des controverses engagées plusieurs conversions éclatantes eurent lieu, celles de Turenne, de Dangeau, de Pellisson. Ce dernier créait bientôt la fameuse « caisse de conversions » alimentée par le revenu des bénéfices vacants et qui récompensait par une somme d'argent les protestants passés au catholicisme. Le procédé était misérable ; cet autre le fut bien davantage qui s'appela « les dragonnades ». Marillac, intendant du Poitou, avait imaginé d'exempter des logements militaires — charge très redoutée — les protestants convertis ; par contre, on imposa aux réformés endurcis l'obligation d'héberger les gens de guerre ; « ces missionnaires bottés » firent des merveilles par leur brutalité.

Cependant, les résistances des uns, l'émigration des autres irritaient le roi et l'opinion. « Les contemporains étaient hantés par le souvenir des guerres de religion ; la dissidence des protestants éveillait des appréhensions constantes. La France vit rouge, crut au retour des désolations de l'autre siècle d'autant plus qu'on était à la veille de la guerre de la ligue d'Augsbourg. On voulait obtenir par la force ce qui avait échoué par la persuasion. Toute l'histoire de la révocation est là, et le gouvernement de Louis XIV fut entraîné à des extrémités qu'il n'avait pas prévues ». (J. Bainville). Le 17 octobre 1685, le roi signa l'édit qui révoquait l'Edit de Nantes : interdiction du culte protestant, suppression des temples, ordre aux ministres de sortir du royaume dans les quinze jours, telles étaient les clauses ; on n'excepta que l'Alsace. Nombre de protestants aimèrent mieux s'expatrier que se soumettre : l'émigration priva la France d'au moins 200.000 sujets parmi lesquels des officiers, des négociants, des agriculteurs qui allèrent enrichir la Hollande, l'Angleterre et le Brandebourg, nos mortels ennemis.

Les pauvres protestants des Cévennes qui n'avaient pu quitter le pays se soulevèrent (1703) ; on les appela *camisards* parce qu'ils cachaient leurs armes sous une blouse ; commandés par un chef valeureux **Jean Cavalier**, ils entreprirent une guerre de partisans, pillant châteaux et presbytères, jusqu'au jour où Louis XIV envoya contre eux le maréchal de Villars. La condition des protestants, conséquence de la Révocation, ne laissa pas d'être singulière : réputés convertis ils devaient se marier devant le prêtre catholique sous peine d'union illégitime et d'incapacité à tester ; le relaps était d'ailleurs passible des galères à perpétuité et de la confiscation des biens. On sait que l'exécution à Toulouse du protestant Calas accusé d'avoir tué son fils converti, donnera à Voltaire l'occasion d'attaquer cette législation.

II. Les controverses entre catholiques et protestants.

— On employa aussi des procédés de conversion plus apologetiques. Au lendemain de la paix clémentine (1669), les hommes les plus intelligents de Port-Royal — Arnauld, Nicole et Renaudot — composèrent le fameux ouvrage, *La perpétuité de la foi de l'Eglise catholique touchant l'Eucharistie*, où ils prouvaient la vérité de l'Eglise catholique par son immuable attachement au dogme de la présence réelle (1671). Claude, ministre de l'Eglise de Charenton, tendait, au contraire, à montrer que la Réformation n'était qu'un mouvement de retour au type primitif évangélique. En 1671, **Bossuet** publiait son *Exposition de la doctrine catholique sur les matières de controverse* : exposé simple et lumineux de la foi catholique d'après le concile de Trente.

Ces tentatives d'apologétique pouvaient viser non seulement nos protestants, mais encore ceux d'Allemagne. Là, sous la direction des deux nonces, l'un établi à Vienne près de l'Empereur, l'autre à Cologne pour surveiller la propagande calviniste des Pays-Bas, le catholicisme s'affirmait comme une force concentrée en contraste avec le désaccord intellectuel et politique des protestants. D'ailleurs, les meilleurs élèves ecclésiastiques revenaient du collège germanique de Rome aptes à fournir un épiscopat d'élite ; enfin, l'action des jésuites s'exerçait par leurs collèges et provo-

quait dans les hautes sphères un certain nombre de conversions.

Celles-ci dénotaient chez les protestants une tendance au libéralisme qui ouvrait la porte aux discussions. **Christian de Schönborn**, archevêque de Mayence et président du collège électoral (1647-73), provoqua des conférences entre ses chanoines et les professeurs de l'Université brunswickoise de Helmstadt (1661-62). Pour y faire suite, l'évêque espagnol, **Rojas de Spinolas** († 1695) entra en pourparlers avec l'abbé protestant de Lockum, Molanus. Appuyé par l'empereur Léopold I^{er} et par le nonce à Vienne, Albruzzi, approuvé par le pape Innocent XI, Spinolas se dévoua pendant vingt ans à la conversion des princes réformés (1674-93) et négocia à travers tout l'Empire. Il fut soutenu par la cour de Hanovre, dont le duc Jean s'était converti ; mais trop de problèmes temporels étaient mêlés à la question religieuse, et Spinola finit par se décourager. D'autre part, un protestant honnête, le philosophe Leibnitz (1646-1716), poursuivait loyalement la réconciliation ; il devenait un « Européen et s'abouchait avec toutes les Eglises » ; il entra en correspondance suivie avec Bossuet (1691-94). Leurs procédés étaient différents : tandis que le théologien se servait de « l'Exposition » accrue de la méthode historique, le philosophe abordait la discussion des conditions logiques de l'union. La difficulté était l'acceptation des décisions de Trente ; alléguant contre le concile ce même argument du doute dont Bossuet s'était servi contre l'infailibilité, Leibnitz prétendait qu'il n'était pas certain que le concile de Trente représentât l'Eglise et qu'en tous cas, les protestants le contestaient de bonne foi ; à quoi Bossuet répondait : « C'est un fait que le concile de Trente est accepté par tous les catholiques ; ce consentement unanime établit la réception incontestable du concile. » A ce consentement unanime des catholiques, Bossuet avait opposé dès 1688, dans son *Histoire des variations*, la preuve historique que, depuis le commencement, les protestants avaient changé sans cesse de doctrine. Le pasteur Jurieu objectait, en vain, que l'Eglise protestante variait comme « avait varié non seulement dans la forme, mais dans le fond », la pensée chrétienne primitive, Bossuet éta-

blisait, dans ses *Six avertissements aux protestants*, le bilan de la pensée réformée et prévoyait son aboutissement fatal à la libre pensée.

III. **Le renouveau intérieur du protestantisme : les sectes.** — De fait, ne se résignant pas à se convertir pour se courber sous le principe d'autorité, et d'autre part, ne voulant pas s'abandonner au principe luthérien si dissolvant de la justification par la foi seule, un groupe de protestants fervents résolut de faire consister la religion en un pieux sentimentalisme indépendamment du dogme : d'où le nom de *piétisme*. Bien que le mouvement ait eu des initiateurs en Hollande dans la personne de Guisbert Voet et de Jocusus de Lodenstein, tous deux professeurs à Utrecht et créateurs des associations de « Fins » et de « Sérieux », son principal instigateur fut l'Alsacien **Philippe-Jacques Spener** (1635-1705). Aux manifestations extérieures, disait-il, il faut préférer le culte intérieur entretenu par l'explication de l'Écriture et la lecture des mystiques tels que A' Kempis et Tauler. Il exposa ses idées dans les *Pia desideria*, « Pieux désirs d'un amendement sérieux de l'Eglise évangélique ». Spener ambitionnait de régénérer ainsi non pas la masse grossière, mais une élite *ecclesiola in ecclesia* ; on créerait à cet effet des réunions pieuses : *collegia pietatis* pour les laïques, *collegia philobiblica* pour les ecclésiastiques. Le mouvement prit une grande extension ; en particulier, Hermann Francke et Paul Anton (1686) fondèrent le *collegium pietatis* de Leipsig. Combattus par les professeurs de l'Université, citadelle du luthéranisme, chassés de Leipsig et de la Saxe électorale, les piétistes demandèrent refuge à l'Electeur de Brandebourg, Frédéric I^{er}, qui les accueillit à Berlin et instaura pour eux l'Université de Halle. De là, le piétisme se répandait à travers l'Allemagne, en Suisse et aux Pays-Bas. Nul doute qu'il ait influencé la littérature et les arts : l'exemple de Bach suffirait à le prouver.

I. **Piétisme.** — RITSCHL, *Geschichte der Pietismus*, 3 vol., Bonn, 1880-86. — SACHSSE, *Ursprung und Wesen des Pietismus*, Leipzig, 1884.

Un ancien élève du collège piétiste de Halle où il avait voulu fonder une sorte d'ordre de chevaliers, « les Esclaves de la Vertu », le comte **Nicolas-Louis de Zinzendorf** (1700-60) résolut d'appliquer les principes piétistes sur un terrain choisi : il permit à quelques Frères moraves de créer dans ses domaines sur le Hütberg (Haute-Lusace) une communauté qui donna naissance à une petite ville baptisée par Zinzendorf du nom de *Herrnhut* (bergerie du Seigneur) ; ceux qui l'habitaient s'appelaient les ressuscités. Cette association extralégale attira des persécutions à Zinzendorf qui s'expatria ; mais dans la suite il put réintégrer son pays et le mouvement des *Herrnhutters* s'accrut. Chaque communauté possédait un collège chargé de la surveillance des mœurs ; on distinguait des classes différentes pour les veufs, pour les gens mariés, pour les célibataires, pour les jeunes gens ; chaque jour, on se réunissait pour chanter des cantiques et méditer l'Écriture ; enfin auprès des *anciens* ou directeurs de conscience chacun recevait avec des conseils utiles l'absolution des péchés. Inspiré par une certaine générosité, le mouvement piétiste n'échappa point cependant aux excentricités et à l'exhallation mystique.

En Angleterre, le cordonnier **Fox** († 1691) fonda dans la seconde moitié du *xvii^e* siècle une secte analogue, celle des *Quakers*. Pour lui, toute la religion est illumination intérieure ; aussi, dans les réunions pieuses la parole revient-elle à celui qui se sent inspiré par l'Esprit, ce dont le tremblement dans la prière est une marque infailible : d'où le nom des adeptes, *quakers*, autrement dit trembleurs. Une telle liberté d'inspiration ouvrait la porte à toutes les extravagances. Ainsi, pour réagir contre le luxe, on vit telle quakeresse s'habiller en toile de sac et tel quaker se présenter aux Communes sans autre vêtement qu'un linge noué autour des reins, portant sur la tête un réchaud plein de feu et de soufre, et criant : « Repentez-vous ! » Persécutés, les quakers émigreront en Amérique, où, sous la protection de leur coreligionnaire **William Penn**, très en faveur auprès de Charles II ils fonderont la Pensylvanie ; Philadelphie, la ville des frères, ne tardera pas à s'y élever. Vers la fin du *xvii^e* siècle l'Angleterre cessera de les persécuter. Il faut

d'ailleurs reconnaître qu'au point de vue moral les quakers rendirent certains services : ils firent campagne pour la réforme des prisons et surtout pour l'abolition de l'esclavage.

CHAPITRE VII

L'ANGLETERRE RELIGIEUSE AU XVII^e SIÈCLE

I. Rétablissement de l'anglicanisme officiel sous Charles II. — En Angleterre, durant la république (1649-69) si le puritanisme domina excluant à la fois anglicanisme et papisme, il n'y eut point de persécution violente. Quand, après la mort de Cromwell (3 sept. 1658) le général Monk rétablit sur le trône le prétendant Charles Stuart, fils de Charles I^{er}, sous le nom de **Charles II** (1660-85) ce fut en même temps que la restauration de la monarchie celle de l'anglicanisme officiel. L'*Acte de Conformité* du 19 mai 1662, flétri du nom de « nouvelle Saint-Barthélémy », imposait le Prayer-book tel que venait de le reviser la Convocation de 1661 ; deux mille pasteurs non-conformistes durent quitter leurs cures. En 1665, l'*Acte des Cinq milles* défendait à ces réfractaires de s'approcher à plus de cinq milles de leur ancienne paroisse. Désormais, toute équivoque était dissipée ; nul contact entre anglicans et dissidents ; il n'y avait plus place pour le puritain dans l'Eglise établie.

Quant au catholicisme, Charles II qui ne le haïssait point eût voulu le protéger, ne fût-ce que pour s'attirer les bonnes grâces et l'argent de Louis XIV. En 1672, il parvint à faire passer une *Déclaration d'Indulgence* qui suspendait toute loi pénale contre les non-conformistes et les *recusants* (réfractaires catholiques) : tous les cultes seraient libres, même le

II. L'Angleterre de Cromwell à Guillaume III. — E. SAYOUS, *Les deux révolutions d'Angleterre* (Bibl. Hist. illustrée). 1882. — GARDINER, *Olivier Cromwell*, 1901. — GREEN, *Hist. du peuple anglais* (trad. Monod). — G. CONSTANT, art. *Angleterre*, dans *Dict. hist.* — W. H. HUTTON, *A history of the English Church from the accession of Charles I^{er} to the death of Queen Anne* (1625-1714), Londres, 1903.

catholicisme, à condition qu'on le pratiquât en privé. Mais, patriotisme anti-français et phobie anti-romaine protestaient : le roi dut rapporter cette loi. Puis, le Parlement publia le fameux *Bill du Test* qui excluait les catholiques de tous les emplois en imposant aux dignitaires et fonctionnaires la signature d'une déclaration niant la transsubstantiation : le frère même du roi, le duc d'York, dut quitter sa charge de grand amiral. Les préventions contre le papisme subsistaient toujours : en 1678 un misérable, ancien ministre anglican interdit pour sa vie dissolue, **Titus Oates** imagina un prétendu complot des catholiques contre l'Angleterre : Londres brûlé, une armée française débarquant dans l'île, le roi mis à mort, le gouvernement confié aux jésuites ! Le peuple anglais crut si bien à ces machinations qu'il fallut, pour l'apaiser, ouvrir une instruction : l'un des juges du procès, Godfrey, ayant été trouvé mort dans les environs de Londres, on ne douta pas que les catholiques ne l'eussent assassiné. Charles II céda à l'opinion : huit jésuites, deux franciscains, cinq prêtres séculiers montèrent à l'échafaud et beaucoup d'autres moururent en prison.

Cependant, la question de la succession au trône inquiétait tout le monde ; car, le duc d'York, frère et héritier du roi, était catholique. Il se forma deux partis : l'un loyaliste qui respectait le droit de l'héritier, l'autre qui voulait lui substituer un fils naturel de Charles II, le duc de Mommouth ; le premier prit le nom de *tory* qui désignait en Irlande les papistes proscrits, le second reçut le nom de *whig* appliqué jusque-là aux fanatiques écossais ; on sait que ces deux noms auront une longue fortune politique. Pour le moment, après l'échec de Shaftesbury, chef des whigs, le parti tory l'emporta avec l'appui de Charles II si bien que la succession était assurée au duc d'York quand le roi mourut, en 1685.

II. La réaction catholique de Jacques II. — Malheureusement, la réaction catholique fut plus énergique qu'habile. **Jacques II** (1685-88) retourna d'abord la terreur contre les persécuteurs de la veille : Titus Oates, l'inventeur du complot catholique fut condamné comme faux témoin à être fouetté depuis Aldgate jusqu'à Newgate, et à deux jours d'inter-

valle de Newgate à Tyburn, tandis que Stafford, l'une des victimes, était réhabilité. D'autre part, Jacques II s'entourait de catholiques et les appelait aux premières fonctions, violant ainsi le bill du Test ; il accorda en particulier la plus grande confiance au jésuite Peters qu'il songea à élever au trône archiépisopal d'York. Bientôt par l'*Acte d'indulgence* du 1^{er} avril 1687, il annulerait le bill du Test en suspendant toutes les pénalités, toutes les incapacités légales prononcées contre les dissidents religieux. Bien plus, il songeait à renouer des relations officielles avec le Saint-Siège, envoyait un ambassadeur à Rome et recevait un nonce à Windsor, non sans exciter les craintes du pape Innocent XI qui prévoyait les conséquences fâcheuses d'une réaction si imprudente.

L'Anglicanisme protesta bientôt par ses organes officiels. En 1688, le roi fit une nouvelle *déclaration d'indulgence* tendant à accorder dans le royaume la liberté de conscience la plus complète : Elle autorisait la création de chapelles, écoles et « librairies » tant pour les dissidents que pour les catholiques. Sept prélats sous la conduite de l'archevêque de Cantorbéry, **Sancroft**, refusèrent de la faire lire dans les églises. Jacques II les fit traduire en jugement, mais à la grande joie générale, ils furent acquittés ; on illumina, on fit des processions où les cérémonies catholiques étaient tournées en dérision et à la suite desquelles mitres, crosses, soutanes étaient jetées au feu. La réaction s'accrut encore quand, par la naissance d'un prince de Galles, on perdit l'espoir de voir la couronne passer à la princesse Marie, fille protestante de Jacques II et épouse de Guillaume d'Orange, stathouder de Hollande. On songea dès lors à une révolution qui rétablirait l'anglicanisme comme religion d'Etat. Guillaume accepta de venir détrôner son beau-père ; le navire qui le porta en Angleterre battait pavillon de Nassau avec la devise : « Je maintiendrai », mais on avait ajouté « les libertés de l'Angleterre et la religion protestante ». Quand Jacques II se fut enfui de Londres, une foule immense parcourut les rues portant des oranges fichées au bout de bâtons, et criant : No popery.

III. Guillaume III : les débuts de la tolérance. — Cepen-

dant, Guillaume III ne partageait point le sectarisme des anglicans de la Haute-Eglise ; il eût désiré le support mutuel entre ceux-ci et les dissidents, et une tolérance suffisante à l'égard des catholiques. Il parvint à faire admettre un *Acte de Tolérance* qui adoucît le sort des dissidents, les libérant en particulier du joug épiscopal et leur accordant la liberté de réunion, mais sans les mettre sur un pied d'égalité avec la Haute-Eglise, à laquelle ils durent verser les taxes ordinaires ; au surplus, ils restèrent privés de l'accession au Parlement, à l'enseignement supérieur et aux principales fonctions publiques. C'était trop accorder pourtant aux yeux des sectaires anglicans : les protestataires firent schisme et, groupés autour du primat Sancroft, ils fondèrent la petite église des non-jureurs.

Mais les catholiques — les vaincus du jour — furent exclus de l'*Acte de Tolérance*. On continua à les traiter en suspects, leur défendant même d'approcher à plus de dix milles de Londres. On les frustra du droit de vote ; en 1700, on alla jusqu'à les priver du droit d'hériter, d'acquérir et de tester, et leurs biens devaient être attribués à leur plus proche parent de religion protestante ; tout prêtre catholique était passible de la prison perpétuelle, celui qui dénonçait le délit de messe recevait 100 livres sterling en récompense. Toutefois, si la législation restait farouche les idées de tolérance commençaient à gagner, et les lois furent souvent interprétées par les juges d'une façon bénigne.

La Science Catholique et l'Activité Missionnaire aux XVI^e et XVII^e siècles

CHAPITRE PREMIER

LA THEOLOGIE AU XVI^e SIECLE

I. Apparition de la théologie positive. — La Contre-Réforme catholique s'affirma avec vigueur dans les sciences ecclésiastiques. Le promoteur d'un renouveau thomiste fut **Thomas de Vio**, dit **Cajetan**, général des Frères Prêcheurs. Ses commentaires, les premiers qui furent écrits sur la *Somme*, parurent partie en 1507, partie en 1522. S'adaptant aux nécessités de son époque, ce scolastique médiéval tend particulièrement à défendre le thomisme contre les attaques de Scot et, sur les points principaux à réfuter le luthéranisme. « Clair et profond, il embrasse la totalité d'un sujet avec une remarquable maîtrise ». Ses commentaires sont devenus vraiment classiques depuis que Léon XIII a ordonné en 1879 de les joindre à la *Somme* dans l'édition officielle des œuvres de saint Thomas. D'autre part, **Silvestre de Ferrare**, son deuxième successeur au gouvernement général de l'Ordre, composa un commentaire fameux de la *Somme* contre les *Gentils*.

Cependant, pour rendre de l'attrait à la théologie réputée barbare, une nouvelle génération crut qu'il fallait l'orner des procédés de l'humanisme, c'est-à-dire adopter une exposition plus élégante et plus littéraire, enrichir les exposés de développements érudits empruntés à la patristique et à l'histoire, et reléguer à l'arrière-plan non seulement les

questions subtiles, mais aussi une partie de l'ancien appareil métaphysique. L'initiateur de ce mouvement fut le dominicain espagnol **François de Victoria**, qui, après avoir appris la théologie au couvent de la rue Saint-Jacques sous Pierre Crockart de Bruxelles († 1514), fut nommé à la première chaire de Salamanque, la plus honorable à l'époque (1526-46). Véritable précepteur de l'Espagne théologique, Victoria n'a point laissé d'ouvrages, mais il forma des disciples fameux qui allaient assurer le succès de la nouvelle orientation.

L'un, d'eux, **Melchior Cano** († 1560), professa à Valladolid, à Alcalá et à Salamanque. Dans le *De locis theologicis*, il délimita les nouvelles méthodes ; il y énumère et étudie successivement les dix lieux ou sources théologiques : Ecriture, tradition orale, etc. ; Cano marque ensuite l'usage que l'on doit en faire dans la théologie polémique. Cet ouvrage, dont l'influence fut considérable, méritait de servir de modèle à la nouvelle école par une pureté de langue exceptionnelle. **Banez** († 1604) expliqua la somme dans ses *Scholastica commentaria*, exposé clair et sobre s'appuyant sur une érudition abondante sans être indigeste ; en plus, on note chez lui le retour à la tradition thomiste éprise des grands problèmes métaphysiques, en sorte qu'il dépasse ses confrères les plus érudits. Son nom est inséparable des grandes querelles sur la grâce entre jésuites et dominicains. (*Voir infra.*)

Des maîtres dominicains de Salamanque procédèrent les théologiens jésuites d'Espagne qui allièrent, eux aussi, dans leur méthode, l'élément scholastique représenté par saint Thomas à l'élément positif fourni par les Pères. L'initiateur, **François Tolet**, étudia d'abord à Salamanque, sous Dominique Soto. Ses notes publiées sous le titre d'*Enarratio in Summam theologiæ S. Thomæ* nous le montrent exposant d'abord le grand docteur article par article, puis discutant en de courtes dissertations sous le titre de *Quæstiones* ou *Dubia* les opinions des principaux scolastiques, enfin tirant lui-même une conclusion claire et précise. Le genre inauguré par Tolet fut développé dans la suite par Grégoire de Valence, Bellarmin, Suarez, Vasquez, qui transformèrent les

petites dissertations — *Dubia* ou *Quæstiones* — en des *Disputationes* beaucoup plus amples. Tout en suivant cette méthode nouvelle, ils n'en restaient pas moins fidèles à écrire des *Commentarii in summan* : ainsi firent Bellarmin à Louvain, Grégoire de Valence à Dillingen et à Ingolstadt, Molina à Evora, Suarez et Vasquez à Alcalá, Salamanque et Coïmbre. On en vint bientôt à écrire des études plus particulières sur telle ou telle question importante : ainsi Lessius composera un *De gratia efficaci*, et Ripalda un *De ente supernaturali*.

Le plus célèbre de ces théologiens fut **Suarez**, qui enseigna successivement à Ségovie (1571-74), à Valladolid (1574-80), au collège romain (1580-85), puis à Alcalá (1585-93). Son exposé théologique se présente comme un commentaire de la Somme de saint Thomas, dont il s'astreint à suivre l'ordre. Eclectique, il tenta de mitiger les doctrines d'Ockam en les conciliant avec celles de saint Thomas : aussi n'a-t-il pu réaliser un système pleinement cohérent. « En plus d'une circonstance, il a contribué à ébranler le thomisme, non qu'il en combattit formellement la thèse, mais parce qu'au moins, il en modifiait les arguments, ne laissant subsister en place des raisonnements thomistes pris de l'essence des choses que des raisonnements indirects ou des preuves d'autorité tirées soit de la foi, soit du consentement des théologiens. La tendance ockamiste à laquelle il a trop souvent cédé a contribué après lui à emporter l'opinion, et au delà même de ce qu'il avait souhaité. » (L. Mahieu.)

I. Théologie dogmatique. — Traroux : P. MANDONNET, art. *Cajetan, Cano et Banez*, dans *Dict. de Théol.* — X. LE BACHELET, art. *Bellarmin*. — J. DE LA SERVIÈRE, *La théologie de Bellarmin*, 1908. — L. MAHIEU, *François Suarez, sa philosophie et les rapports qu'elle a avec sa théologie*, 1921. — TH. TOREILLES, *Le mouvement théologique en France depuis ses origines jusqu'à nos jours*, 1902. — X. LE BACHELET, art. *Jésuites (La théologie dogmatique)*, dans *Dict. théol.* — Dr. LANG, *Die Loci theologici des Melchior Cano und die Method des dogmatischen Beweises*, Munich, 1925. — A. GARDEIL, art. *Lieux théologiques*, dans *Dict. théol.*

II. Molinisme. — DE REGNON, *Banez et Molina*, 1888 ; *Bannésianisme et Molinisme*, 1890. — P. GAYRAUD, *Thomisme et Molinisme*, 1889. — J. VAN DER MEERSCH, art. *Grâce*, dans *Dict. de Théol.* — P. MANDONNET, art. *Banez*.

II. La question moliniste. — Pour faire échec au fatalisme luthéro-calviniste, d'aucuns crurent pouvoir adopter sur les questions centrales de la prédestination et de la grâce des opinions autres que celles de saint Augustin et de saint Thomas. La spiritualité des *Exercices* tend à renforcer l'estime de l'action humaine libre, et, dans ses *Règles d'orthodoxie*, saint Ignace recommande de louer la grâce avec discrétion pour ne pas donner prise à la négation protestante du libre-arbitre. Ainsi prévalut chez les grands théologiens de la Compagnie — Bellarmin, Tolet, Suarez, Lessius — une théorie spéciale de l'efficacité de la grâce. Elle suppose une science par laquelle Dieu prévoit ce que l'homme fera ou ne fera pas dans telles circonstances déterminées ; cette science fut appelée pour la première fois *moyenne* par le jésuite portugais Pierre de Fonseca, qui enseignait la philosophie à Evora en 1566 : moyenne, parce qu'elle est intermédiaire entre la science de simple intelligence et la science de vision, et parce qu'elle a pour objet non les choses qui sont, ni les choses qui seront, mais les futurs conditionnels, autrement dit les choses qui seraient, supposé telles ou telles circonstances. Ainsi la prédestination à la gloire est-elle *post prævisa merita aut demerita*, et se concilie-t-elle facilement avec la liberté humaine. D'autre part, tout en maintenant l'action de la grâce divine, on soutenait que la volonté se détermine elle-même à choisir tel ou tel bien. En effet, on distinguait pour tout acte bon : 1^o le moment de la grâce prévenante ; 2^o le moment de la volonté se décidant seule : que celle-ci acquiesce, et la grâce poursuivant son action devient efficace ; sinon la grâce arrêtée demeure suffisante sans plus. Grâce suffisante et grâce efficace seraient donc identiques, elles ne se distingueraient que dans le sujet par l'acceptation ou le rejet de la volonté.

A ces théories nouvelles, les dominicains objecteront le thomisme traditionnel. Quant à la prédestination, rejetant la science moyenne, ils enseignent que Dieu, par décret absolu, prédestine tel homme à tel degré de gloire, et qu'en vertu de ce décret initial, il décide de lui donner une série de grâces efficaces et infailliblement victorieuses. Les hommes non compris dans ce premier décret sont réprouvés :

Dieu ne leur octroie que des grâces suffisantes donnant le pouvoir sans l'agir. Ainsi Dieu détermine physiquement la volonté humaine : il produit l'acte avec l'agent lui-même, ce qui n'empêche pas l'agent de coopérer librement à la grâce efficace. Pour les tenants de cette théorie, la grâce est efficace d'elle-même, par sa vertu intrinsèque, indépendamment du consentement humain.

Durant un certain temps, les thèses opposées purent se développer sans trop se heurter : les prémolinistes comptèrent même dans leurs rangs un dominicain, Ambroise Catharin (1541). Le premier heurt se produisit en janvier 1582 à l'Université de Salamanque : dans une soutenance de thèse, le jésuite **Prudence de Montemayor** ayant avancé, avec l'aide de l'augustin Louis de Léon, que si le Christ avait reçu de son Père le précepte de mourir, il n'était pas mort librement, et donc n'avait pas mérité, on en vint à discuter les questions connexes de la prédestination et de la justification. Une liste de seize propositions soutenues par Montemayor et Louis de Léon fut déférée à l'Inquisition, qui défendit de les enseigner.

Mais le débat reprit très vif quand parut, en 1588, le livre du jésuite **Molina** : *Concordia liberi arbitrii cum gratiæ donis* ; le dominicain **Banez** l'accusa aussitôt de reproduire la doctrine des propositions déjà censurées. Tout en s'en tenant à la doctrine de saint Thomas, Banez sera amené, au cours de la discussion, à utiliser certaines expressions plus précises, notamment celles de *prédéfinition* et de *prédétermination* pour exprimer l'antériorité et l'indépendance de la science et de la providence divines à l'égard des futurs libres ; de même celle de *prémotion physique* qui s'oppose au simple concours de la causalité divine et du libre arbitre sans subordination de l'une à l'autre. Molina donna à Banez une réplique qui constitua un *Appendice* à sa *Concordia* (1589) ; jésuites et dominicains de Valladolid en vinrent aux prises (1594), tant qu'enfin le nonce de Madrid évoqua l'affaire au tribunal pontifical : les universités espagnoles et les principaux théologiens jésuites et dominicains furent requis d'écrire des mémoires sur le sujet.

Une commission de huit prélats et théologiens nommée

par le pape en 1597 porta par deux fois un jugement défavorable sur le *De concordia* comme contenant des doctrines apparentées au semi-pélagianisme. Suspendant sa sentence, **Clément VIII** consentit à ce que les généraux des dominicains et des jésuites entrassent en discussion avec l'assistance de quelques théologiens et sous la présidence d'un cardinal ; on parvint à s'entendre sur huit propositions communes, mais, au sujet de la prédétermination physique, le désaccord subsista. Alors, Clément VIII résolut de présider lui-même les conférences et, le 20 mars 1602, s'ouvrirent les fameuses congrégations (conférences) *de auxiliis* (*divine gratiæ*), sur les secours de la grâce divine. D'après le programme pontifical on devait confronter l'enseignement de Molina avec celui de saint Augustin d'une part, avec celui de Cassien d'autre part : c'était ouvrir un champ de discussion indéfini sur la pensée de saint Augustin et de Molina. Bellarmin, qui avait déconseillé au pape de s'occuper personnellement de cette querelle, lui prédit qu'il ne la solutionnerait pas. De fait, il mourut en 1605, sans avoir rien défini ; après le règne éphémère de Léon XI, **Paul V** terminera l'affaire par une sorte de non lieu, en laissant la liberté de leur opinion aux deux partis (1607). (Voir *supra* : Le conflit aux Pays-Bas avec Lessius.)

III. **Les controversistes.** — Pour désarmer les protestants, il ne suffisait pas d'encadrer l'exposition de la Somme théologique dans un appareil patristique irréfutable ; il était nécessaire d'une part de porter spécialement la défense sur les points attaqués en écrivant de véritables sommes ou manuels de controverses à l'usage des lettrés, d'autre part d'exposer au peuple en des catéchismes clairs la véritable doctrine dont l'ignorance l'eût exposé à l'apostasie. En cette

I. **Apologistes.** — N. LE BACHELET, *Bellarmin avant son cardinalat*, 1911 ; art. *Bellarmin*, dans *Dict. Théol.* ; *La théologie de Bellarmin*, 1909. — J. THEHMES, *Le Bx Bellarmin* (coll. *les Saints*), 1923. — N. LE BACHELET, art. *Casinius*, dans *Dict. de Théol.* — CRISTIANI, *Le Bx Pierre Canisius* (coll. *les Saints*), 1924. — C. CONSTANTIN, art. *Du Perron*, dans *Dict. de Théol.* — Mgr GRETE, *Quæ fuerit in cardinali Davy du Perron vis oratoria*, 1898.

double besogne excellèrent les jésuites, notamment les bienheureux Bellarmin et Canisius.

Professeur à Louvain, où l'hérésie protestante cherchait à pénétrer et où il dut combattre les erreurs de Michel Baïus, l'ancêtre du jansénisme, **Bellarmin** s'orienta dès lors vers la controverse et il s'y prépara par de fortes études patristiques (1569-76). Bientôt, le P. Mercurian créait pour lui une chaire de controverse au collège romain en vue de former surtout les Germaniques et les Anglais ; de ce cours (1579-88) sortit le grand ouvrage de Bellarmin, *Disputationes de controversiis fidei adversus hujus temporis hæreticos* : véritable somme de l'apologétique antiprottestante qui fond en un seul corps les travaux de détail composés auparavant sur les points discutés. L'ouvrage se divise en quatre parties : la première traite en trois controverses générales des règles de la foi (la parole de Dieu, le Christ chef de l'Eglise, le Souverain Pontife) ; le tome II étudie l'Eglise militante, souffrante et triomphante ; Bellarmin y rattache des questions délicates telles que l'immunité des clercs, les vœux religieux, l'origine et la nature du pouvoir civil. Le tome III traite des sacrements ; dans le dernier livre qui s'occupe de la grâce (état du premier homme, libre-arbitre, justification, bonnes œuvres), le fond même du protestantisme est directement réfuté. Bellarmin procède en chaque point de la manière suivante : d'abord, il situe la question par un exposé très objectif des erreurs protestantes, des opinions catholiques et de la doctrine de l'Eglise ; puis il développe une argumentation surtout positive où il s'appuie sur le témoignage de l'Ecriture, les définitions conciliaires ou pontificales, les Pères de l'Eglise et les théologiens. Cet ouvrage opéra de nombreuses et insignes conversions.

Sur l'ordre de Clément VIII, Bellarmin composa un petit et un grand catéchisme, où tout l'exposé de la religion se trouve rattaché aux trois vertus théologiques : à la foi le symbole des apôtres, à l'espérance l'oraison dominicale et la salutation angélique, à la charité les commandements de Dieu et de l'Eglise, les sacrements, les vertus et les vices. Le développement très clair s'établit par questions et réponses. Clément VIII adopta ce catéchisme pour les Etats ponti-

ficaux, souhaitant qu'il fût universellement répandu ; traduit en toutes les langues, il recueillit un succès inouï ; lorsque le concile du Vatican élaborera le projet d'un catéchisme universel, il désignera comme modèle le petit catéchisme de Bellarmin.

Le **Bienheureux Pierre Canisius**, né à Nimègue en 1521, dut aussi le succès de son apostolat en Allemagne à ses catéchismes ; il en écrivit trois, d'abord en latin, puis en allemand. Le petit catéchisme (*minimus*) s'adressait aux enfants et aux gens du peuple ; le catéchisme moyen (*catechismus parvus catholicorum*) visait les élèves des classes inférieures ; la *Summa* ou grand catéchisme s'adressait aux élèves des classes supérieures et aux étudiants des universités. Un peu après, le P. Pierre Busée ou Buys publia, sous le titre d'*Opus catechisticum*, le grand catéchisme de Canisius, mais enrichi des nombreux textes scripturaires et patristiques dont le bienheureux n'avait donné que les références : on l'appelle parfois le catéchisme des théologiens. Comme Bellarmin, Canisius procède par questions et réponses ; il insiste sur les points du dogme combattus par les hérétiques, mais évitant toute attaque de front, il se contente de la réfutation indirecte par l'exposé du dogme catholique. D'autre part, l'apostolat de Canisius en Allemagne (1549-80) fut marqué par l'influence qu'il prit sur la jeunesse : provincial de son ordre, il reforma des universités, fonda collèges et séminaires.

D'autres catéchismes eurent aussi une vogue considérable : notons en France celui du Père Auger (Lyon, 1561), en Espagne la *Doctrina chrétienne* du Père Jérôme de Ripalda (Burgos, 1591), qui compta plus de 471 éditions dans tous les dialectes de la péninsule, ainsi que dans les langues indigènes de l'Amérique espagnole. En France, le plus fameux controversiste fut le cardinal **Du Perron**, qui, converti du calvinisme, se rendit célèbre par sa réfutation du *pape des huguenots*, Duplessis-Mornay : comme celui-ci avait fait paraître, en 1598, un *Traité de l'institution, usage et doctrine du Saint-Sacrement en l'Eglise ancienne*, Du Perron se fit fort d'y trouver « cinq cents énormes faussetés » ; à la fameuse conférence de Fontainebleau, tenue en présence de Henri IV, il confondit son adversaire (4 mai 1600).

CHAPITRE II

LA THEOLOGIE AU XVII^e SIECLE

I. Progrès de la théologie positive. — Dès le xvi^e siècle, les dominicains espagnols avaient fait une place inusitée à l'argument patristique dans l'étude de la théologie ; il appartenait au xvii^e siècle d'instaurer véritablement la théologie historico-patristique. Déjà, certains auteurs — notamment les jésuites Théodore Antoine dit Peltanus et Balthasar Cordier — avaient composé des *Catenæ* ou collections de textes ; d'autres avaient publié des traductions de Pères, des textes conciliaires ou canoniques. Mais la grande lignée commença avec les jésuites Fronton-du-Duc, Jacques Sirmon, Théophile Raynaud et surtout Petau. Fronton du Duc (1588-1624) édita spécialement les œuvres de saint Grégoire de Nysse et de saint Jean Chrysostome ; Sirmond donna les *Concilia antiqua Galliæ* ; enfin, **Petau**, professeur au collège de Clermont, publia ses *Dogmata theologica*. « J'ai pris un chemin nouveau, dit-il lui-même ; mettant de côté la théologie subtile, j'en ai fait une simple, agréable, sortant comme un fleuve rapide de ses sources pures qui sont l'Ecriture, les Conciles et les Pères. » On lui a pourtant reproché « d'avoir laissé planer sur les Pères anténicéens un soupçon d'arianisme et d'avoir exagéré la doctrine des Pères grecs sur la mission du Saint-Esprit ». Bientôt, le **P. Labbe** publia, en collaboration avec le P. Cossart, un recueil des Conciles généraux et provinciaux en 17 volumes (1671-72) qui réalise un progrès considérable sur les collections antérieures, tant pour le nombre des documents cités que pour la qualité du commentaire historique. En 1685, l'Assemblée du clergé chargera le **P. Hardouin** de faire une nouvelle édition ; cette

II. **La théologie positive au XVII^e siècle.** — P. BERNARD, art. *Fronton du Duc*, dans *Dict. de Théol.* — R. COULON, art. *Gonet et Goudin*. — J. RAMIREZ, art. *Jean de Saint Thomas*, dans *Dict. théol.*

Collectio maxima conciliorum (12 vol) éditée en 1715, sera supprimée par le Parlement comme entachée d'ultramontanisme, mais n'en reparaitra pas moins avec la protection royale en 1726. Une partie de l'activité érudite des Bénédictins de Saint-Maur se dépensera dans la même direction : ainsi Dom Massuet († 1716) éditera Saint-Irénée, Dom Denis de Sainte-Marthe († 1725), saint Grégoire le Grand, Dom Coustant Saint-Hilaire, Dom Maran Saint-Cyprien et saint Justin, etc...

Naturellement, la métaphysique — sans être délaissée — était passée au second plan. On ne voit plus guère d'amples commentaires de la Somme analogues à ceux du xvi^e siècle ; on leur substitue le plus souvent des manuels ou cours intitulés *Tractatus theologici*, *Institutiones theologicæ*, *Theologia*. Dans ce genre, citons le *Clypeus theologiæ thomisticæ*, traité complet de théologie dogmatique du dominicain **Gonet** († 1681), la *Philosophia juxta inconcussa tutissimaque divi Thomæ dogmata* par **Goudin** († 1695), manuel encore utile aujourd'hui, et qui contient un excellent exposé des théories fondamentales de la philosophie scolastique. Cependant, continuant les grandes traditions, les carmes déchaussés donnaient la célèbre *Théologie dogmatique de Salamanque*, exposé détaillé et très fouillé du Thomisme, mais où perce parfois la note agressive ; de même le dominicain portugais **Jean de Saint-Thomas** (1589-1644) publia un grand *Cursus theologicus*, où sans exposer des idées nouvelles il pénètre très profondément dans la pensée thomiste : cette œuvre comprend huit volumes, les 3 premiers sur la I^a de la Somme, les 4^e et 5^e sur la I^a II^{ae}, le 6^e sur la II^a II^{ae}, les deux dernières sur la III^a. Signalons encore l'heureuse initiative du cardinal **Jérôme Casanata** († 1700) qui fonda au couvent de la Minerve une bibliothèque publique très importante, un collège international de six théologiens et deux chaires de Saint-Thomas.

II. La question du probabilisme. — Au xvii^e siècle surgit une nouvelle querelle : celle du probabilisme. Dans ses commentaires sur la I^a II^{ae} publiés à Salamanque en 1577, le dominicain espagnol **Barthélémy de Medina** avança sur la

probabilité une théorie nouvelle qui prendra plus tard le nom de probabilisme : « Il me semble, dit-il, que si une opinion est probable, il est permis de la suivre, lors même que l'opinion opposée serait plus probable ». (Q. XIX. art. 6). Et comme s'il prévoyait déjà les abus que pourraient faire les laxistes d'une telle proposition, il ajoutait : « Une opinion est probable qui est soutenue par les hommes sages et confirmée par d'excellents arguments qu'il n'est pas improbable de suivre. C'est la définition d'Aristote ». Cette thèse — en faveur de laquelle on pouvait faire valoir comme pour le molinisme des avantages pratiques — ne suscita d'abord aucune contestation ; plusieurs dominicains espagnols l'adoptèrent, parmi lesquels Banez lui-même ; les jésuites, la colportèrent un peu partout, en s'appuyant sur cet argument formulé par Suarez : « Quand l'existence d'une obligation a contre elle une vraie probabilité, la loi qui l'imposerait n'est pas suffisamment promulguée ; or c'est un principe de tous les droits, une loi n'oblige que quand elle est suffisamment promulguée ».

L'opposition au probabilisme fut menée surtout par les jansénistes. « Comme avant lui Luther et Baïus, Jansénius avait refusé de voir dans l'ignorance invincible une excuse au péché, celui-ci étant formellement constitué par la matérialité du désordre. C'était poser le principe du tutiorisme le plus absolu, et par là même s'engager dans une guerre sans merci contre la doctrine communément reçue depuis Medina. L'*Augustinus* contient en effet des pages violentes contre les opinions probables. Fruit d'un philosophisme pélagien, la probabilité ne peut que ruiner la morale chrétienne, comme les subtilités scolastiques ont évacué la grâce du Christ ». (J. de Blic). Au probabilisme qualifié par eux laxisme, jansénistes et rigoristes opposent donc le tutiorisme d'après lequel on doit toujours faire le plus sûr pour ne pas violer une loi peut-être existante. Menée par Port-

I. **Probabilisme.** — J. DE BLIC, art. *Probabilisme*, dans *Dict. d'Apol.* — A. DEGERT, *Réaction des Provinciales sur la théologie morale en France*, dans *Bull. de litt. eccl. de Toulouse*, nov.-déc. 1913. — E. AMANN, art. *Laxisme* (*Hist. de la querelle du*), dans *Dict. théol.*

Royal, l'opposition devint guerre ouverte avec la V^e Provinciale de Pascal (20 mars 1656). Une campagne de pamphlets s'en suivit d'où le probabilisme sortit plus ou moins discrédité : d'aucuns — dominicains surtout et sorbonnistes — lui opposèrent alors le probabilitiorisme qui exige le choix de la solution ayant pour elle les raisons les plus graves ; d'autres — notamment le jésuite Thyse Gonzalez — adoptèrent l'équiprobabilisme.

En fait, la papauté ne condamnera que les deux opinions extrêmes : Alexandre VII, le tutiorisme (1690), Innocent XI, le laxisme (1679) ; jamais elle n'interdira le probabilisme qui, comme le molinisme, demeure une opinion libre. Toute cette longue querelle n'en fut pas moins très dommageable à l'Eglise : elle servit aux jansénistes à détourner l'attention de leurs propres erreurs et à vilipender leurs adversaires les plus respectables ; elle leur permit d'accréditer des principes funestes de rigorisme en ce qui concerne la réception des sacrements.

CHAPITRE III

L'ÉCRITURE SAINTÉ

Dès le xvi^e siècle les jésuites se signalèrent dans l'étude de l'Écriture Sainte qu'ils joignirent à celle de la théologie : ainsi François Tolet donna-t-il de remarquables commentaires sur l'Évangile de saint Jean et sur l'épître aux Romains ; Salmeron, théologien pontifical au concile de Trente fournit sur le Nouveau Testament des *Commentarii* restés fameux ; Maldonat, professeur de théologie au collège de Clermont, contraint par l'intrigue à se retirer à Bourges, s'y livra aux études bibliques et composa ses *Commentarii in*

II. **Écriture Sainte.** — X. LE BACHELET, *Bellarmin et la Bible sixto-clémentine*, 1911. — A. DURAND, *Jésuites (Travaux sur les saintes Écritures)*, dans *Dict. de la Bible*. — J. M. PRAT, *Maldonat et l'Université de Paris au XVI^e siècle*, 1856. — SOMMERVOGEL, art. *Bonfrère* et *Cornelius à Lapede*, dans *Dict. de la Bible*. — MARGIVAL, *Essais sur Richard Simon et la critique biblique au XVII^e siècle*, 1900.

quator Evangelia (1596-97) où il s'attacha surtout au sens littéral.

Mais le travail le plus important du xvi^e siècle fut l'édition corrigée de la Vulgate : le concile de Trente en décréta l'authenticité dans sa quatrième session (18 avril 1546) et par le décret *Insuper*, il décida qu'on en donnerait une édition corrigée. L'œuvre se poursuivit sous plusieurs pontificats ; **Sixte-Quint** y travailla lui-même avec acharnement (1585-90), mais ne laissa guère aux réviseurs que le droit d'acquiescer à ses retouches : procédé defectueux qui obligea son successeur **Grégoire XV** à mettre au pilon en 1591 l'édition sixtine parue l'année précédente. Le travail repris par une commission où Bellarmin eut le rôle prépondérant aboutit dès octobre 1591. **Clément VIII** publia enfin la correction définitive ou *édition sixto-clémentine* (9 nov. 1592).

Au xvii^e siècle il faut noter les travaux de deux jésuites belges : les Commentaires sur le Pentateuque (1625) du P. **Bonfrère** († 1642), les travaux de **Cornelius a Lapide** († 1637) qui glosa toute la Bible, sauf Job et les Psaumes. Signalons aussi les remarquables polyglottes de Paris (1618-45) et de Londres (1654-57). L'oratorien **Richard Simon**, orientaliste consommé, introduisit dans l'étude de l'Écriture des préoccupations savantes jusqu'alors inusitées : ainsi, dans son *Histoire critique du Vieux-Testament* (1648) que Bossuet fit mettre au pilon, ainsi dans son *Histoire critique du texte et des versions du Nouveau-Testament*. En 1693, il fit encore paraître l'*Histoire des commentateurs du N. T.* que réfuta Bossuet dans sa *Défense de la Tradition et des saints Pères*. A n'en pas douter, le savant oratorien méritait des reproches pour la désinvolture avec laquelle il traitait les Pères, surtout saint Augustin dont il aimait à opposer la doctrine sur la grâce à celle des écrivains orientaux ; il n'en a pas moins le grand mérite d'avoir inauguré la méthode strictement critique, étudiant « le temps, le lieu, l'idiome, le style de chacun ».

CHAPITRE IV

L'ERUDITION

L'ère de la grande érudition s'ouvre d'ailleurs à cette époque. Les Jésuites publiaient les *Byzantinæ historiæ varii scriptores* en 24 volumes (1648-1711). L'un d'eux, le belge **Bolland** commençait la publication des *Acta Sanctorum* (Anvers, 1643 et suivant), documents relatifs à la vie des Saints avec des dissertations préliminaires, des notes et des indices ; on sait que cette œuvre gigantesque continuée par la Société des Bollandistes est maintenant parvenue aux

1. **L'affaire Galilée.** — Dès 1543, dans le *De revolutionibus orbium coelestium* dédié au pape Paul III, le chanoine Copernic avait substitué l'héliocentrisme au géocentrisme. L'astronome pisan Galilée reprit cette théorie en 1610 dans son *Nuntius sidereus*, et en 1613, dans son *Istoria e dimostrazioni intorno alle macchie solari*. Aux contemporains, ces écrits parurent révolutionnaires ; au point de vue de l'autorité, ils portaient atteinte à la philosophie d'Aristote, et ils semblaient compromettre d'autant plus la vérité littérale de la Bible que pour défendre son opinion Galilée se permettait d'en interpréter certains textes ; au point de vue philosophique, en semblant infirmer la valeur de nos connaissances immédiates, Galilée posait indirectement le problème de la valeur de la connaissance sensible ; enfin aux yeux des théologiens il semblait étrange que notre planète, témoin de l'Incarnation et de la Rédemption, ne fût point le centre du monde. Comme la conception de Galilée n'était alors qu'hypothétique, le Saint Office préféra l'excès de la prudence à un risque de témérité ; le 19 février 1616, il censura les deux propositions suivantes : 1° le soleil est le centre du monde, et par conséquent immobile de mouvement local ; 2° la terre n'est pas le centre du monde, ni immobile, mais elle se meut sur elle-même toute entière par un mouvement diurne. Sommé d'abandonner son opinion, Galilée se soumit ; malheureusement il récidivait bientôt en publiant le *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde* (1632), violente satire de ses adversaires. Cité devant l'Index, Galilée dut abjurer sa doctrine et subir une réclusion, d'ailleurs très courte et très bénigne. Il est évident que cette condamnation, pure mesure disciplinaire, n'émanant pas d'une congrégation romaine, n'engage en rien l'infaillibilité pontificale ; en tant qu'elle accélèra la sécularisation des sciences et qu'elle accentua la séparation des savants et des scolastiques, elle n'en demeure pas moins regrettable. Voir *Bibliografia Galileiana* (1568-1895) *raccolta ed illustrata*

saints du mois de novembre. Cependant les Bollandistes qui substituaient aux légendes les conclusions d'une science critique subirent des attaques : le Père **Papebrock** (1646-1714) dut soutenir une polémique avec les Pères carmes ; on verra quatorze volumes des *Acta* proscrits par l'Inquisition d'Espagne, et l'*Essai chrono-historique sur la série des papes* condamné temporairement par l'*Index*.

D'autre part, les Bénédictins de Saint-Maur se rendaient célèbres. **Mabillon**, moine de Saint-Germain-des-Prés, publiait en 1681 son *De re diplomatica*, vrai Discours de la méthode en cette matière ; il donnait aussi les *Acta Sanctorum ordinis Sancti Benedicti* (1663-1701, 9 vol.), les *Annales ordinis Sancti Benedicti* (1703-1739, 6 vol.). Dom Ruinart publiait les *Acta primorum martyrum sincera* (1689). Au XVIII^e siècle, les Bénédictins de Saint-Maur maintiendront surtout leur renom scientifique par trois grandes œuvres : le *Recueil des Historiens des Gaules et de la France*, collection des sources historiographiques de la France commencée par **Dom Bouquet** (8 vol. en 1737), continuée par d'autres bénédictins, et sur la proposition de Dom Brial confiée après la Révolution à l'Académie des Inscriptions ; l'*Histoire littéraire de la France*, série d'études historiques et critiques sur nos principales œuvres littéraires, dont 9 volumes parurent sous la direction de **Dom Rivet** entre 1733 et 1750, et dont l'Académie des Inscriptions poursuivra la publication ; enfin la *Gallia Christiana* entreprise par **Dom Denis de Sainte-Marthe** dès 1715, presque achevée à la Révolution (13 vol.), et que complèteront les 3 volumes ajoutés par Hauréau de 1856 à 1865. Signalons encore la publication de l'histoire des principales provinces de France : celle du Languedoc, par Dom Devic et Dom Vaissette (5 vol., 1730-45, réédités par Molinier), celle de Bourgogne, par Dom Plancher et Dom Merle (4 vol., 1738-81), celle de Bretagne, par Dom

da A. Carli ed A. Favaro, Rome, 1896. -- II. DE L'ÉPINOIS, *La question de Galilée*. -- II. GRISAR, *Galileistudien*, Ratisbonne, 1882. -- A. MÜLLER, *Galileo Galilei* (traduit de l'allemand), 1911. -- P. DE VREGILLE, art. *Galilée*, dans *Dict. Apol.* -- E. VACANDARD, *La Condamnation de Galilée*, dans *Études de critique et d'hist. relig.*, 1905 ; art. *Galilée*, dans *Dict. Théol.*

Taillandier et Dom Morice (2 vol., 1750-56), celle de Lorraine, par Dom Calmet (4 vol., 1728), etc... Comme Mabilon fut le grand érudit bénédictin au ^{xvii}^e siècle, **Dom Bernard Montfaucon** le sera au ^{xviii}^e siècle ; trois œuvres le rendent illustre : la *Paléographie grecque*, l'*Antiquité expliquée*, répertoire de tous les monuments figurés anciens connus à son époque, les *Monuments de la monarchie française*, tentative alors neuve de reconstituer notre histoire par l'étude des costumes, des édifices, etc...

A côté des Bénédictins, voici les Oratoriens : le Père Leccinte donne les *Annales Ecclesiastici Francorum*, le Père Thomassin, l'*Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise* (1678). Parmi les Frères Prêcheurs, plusieurs se rendent célèbres dans les études orientales : ainsi François Combefis († 1679) et surtout **Michel Lequien** dont l'*Oriens christianus* demeure l'ouvrage capital pour l'histoire des Eglises d'Orient. Jacques Quétil († 1698) et Jacques Echard donnent leurs *Scriptores ordinis prædicatorum* (^{xiii}^e-^{xvii}^e siècles). Les laïques s'en mêlent : le limousin **Baluze** publie une *Conciliorum nova collectio* (1683) et les *Vitæ Paparum Avenionensium* (2 vol, 1693) ; **Lenain de Tillemont**, un des messieurs de Port-Royal, écrit une *Vie de saint Louis* et surtout ses *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique des six premiers siècles* (16 vol., 1693-1713), ouvrage de grande valeur, déparé parfois par une critique outrée. **Du Cange** publiait son *Glossarium ad scriptores mediæ et infimæ latinitatis* (3 vol., 1678), véritable encyclopédie du moyen âge.

CHAPITRE V

L'ÉLOQUENCE SACRÉE

En France, l'éloquence de la chaire brilla d'un vif éclat au ^{xvii}^e siècle. La prédication se dépouille alors de la trivialité, de la préciosité et de l'érudition profane qui la déparaient à l'époque précédente. Ainsi, saint François de Sales qui convertit les protestants de Savoie et qui prêcha le

carême au Louvre devant Henri IV parle-t-il « affectionné ment et dévotement » avec une éloquence solide et insinuante, imagée, familière comme une causerie, mais toujours digne ; ainsi l'oratorien Bourgoing (1585-1662) compose-t-il d'une manière simple des sermons théologiques, et le jésuite Claude de Lingendes déploie-t-il des qualités de logique et un talent de moraliste qui annoncent Bourdaloue.

Bossuet (1627-1704) s'appliqua dans ses sermons à exposer le dogme en l'appuyant sur la triple autorité de la révélation, des Pères et de la tradition : de là, une austérité dans l'exposition qui l'empêcha d'être pleinement goûté d'un auditoire qui aimait surtout les analyses psychologiques, les portraits et les applications morales. Aussi lui préféra-t-on le jésuite Bourdaloue (1632-1704) qui ne craignait pas les allusions presque directes et ces fortes leçons morales susceptibles de faire « trembler les courtisans » ; on admire chez lui « une égalité continue, une diction châtiée, une composition régulière et symétrique ». Mascaron (1634-1703) dépare son éloquence par l'enflure, et Fléchier (1632-1710) par la préciosité ; l'oratorien Massillon (1662-1742) qui prononça l'oraison funèbre de Louis le Grand et prêcha devant le jeune Louis XV le *Petit Carême* (1718) est un rhéteur habile : homme du xviii^e siècle, « il ne se soucie plus d'appuyer sa morale sur le dogme et prêche en chaire une morale laïque » ; il est le dernier des orateurs de la chaire.

1. **L'éloquence de la chaire au XVII^e siècle.** — Sources : *Correspondance de Bossuet*, éd. Urbain et Levesque. — *Oeuvres oratoires de Bossuet*, éd. J. Lebarcq, Lille-Paris, 7 vol., 1890-97. — Travaux : JACQUINET, *Les prédicateurs avant Bossuet*. — F. BRUNETIÈRE, *Etudes critiques*, 2^e et 5^e séries. — FREPPEL, *Bossuet et l'éloquence sacrée au XVII^e siècle*, 2 vol., 1893. — G. LARSON, *Bossuet*, 1890. — J. LEBARcq, *Histoire critique de la prédication de Bossuet*, Lille-Paris, 1891. — A. LARGENT, art. Bossuet, dans *Dict de Théol.* — A. FEUGÈRE, *Bourdaloue, sa prédication et son temps*, 1874. — L. PAUTHÉ, *Bourdaloue* (Les Maîtres de la chaire au XVII^e siècle), 1900. — E. GRISELLE, *Bourdaloue, histoire critique de sa prédication*, 2 vol., 1901. — FERDINAND CASTETS, *Bourdaloue, la vie et la prédication d'un religieux au XVII^e siècle*, 1902. — H. CHÉNOT, art. Bourdaloue, dans *Dict. Théol.* — *Revue Bossuet*, 1900-1904. — *Revue Bourdaloue*, 1902-1904.

CHAPITRE VI

LA MYSTIQUE

I. L'école espagnole avant sainte Thérèse. — La mystique arabe dont le plus fameux représentant avait été l'ermite Algazali ou Algazel († 1111) menaçait de s'infiltrer

Mystiques. — Sources : *Œuvres complètes de Louis de Grenade*, trad. franç. par l'abbé Bareille, 22 vol., 1862-1868. — *Œuvres de saint Jean de la Croix*, édit. critique par le P. Gérard de Saint-Jean de la Croix, 3 vol., Tolède, 1912 ; trad. sur cette édition par H. Hornaert, 4 vol., Paris-Bruxelles, 1922-23. — *Œuvres complètes de sainte Thérèse de Jésus* trad. par les carmélites de Paris, 6 vol., 1907-1910. — *Œuvres de saint François de Sales*, éd. complète, Annecy. — *Monumenta Historica Societatis Jesu*, série II, t. I : *Exercitia spiritualia sancti Ignatii de Loyola et eorum Directoria*, Madrid, 1919. — *Opera omnia Bellarmini*, publiés par J. Fèvre, 1874. — *Le combat spirituel*, Tournai, 1894. — *Œuvres de sainte Marie-Madeleine de Pazzi*, trad. par le chartreux D. Anselme Bruniaux, 2 vol., 1873, etc. — *Travaux* : Art. Alumbrados, dans *Dict. d'Histoire*. — D'une façon générale. P. POURRAT, *La spiritualité chrétienne*, III, *Les Temps modernes*, 1^{re} partie, *De la Renaissance au jansénisme*, 1925. — II. BRÉMOND, *Histoire littéraire du sentiment religieux en France*. — *Sur saint Jean de la Croix*, A. POULAIN, *La mystique de saint Jean de la Croix*, 1893. — LUDOVIC DE BESSE, *Eclaircissements sur les Œuvres mystiques de saint Jean de la Croix*, 1895. — R. GARRIGOU-LAGRANGE, *Perfection chrétienne et contemplation selon saint Thomas d'Aquin et saint Jean de la Croix*, 2 vol., 1923. — Mgr LANDRIEU, *Sur les pas de saint Jean de la Croix*, 1924. — J. BARUZZI, *Saint Jean de la Croix et le problème de l'expérience mystique*, 1924. — E. BAUMANN, *Anneau d'or des grands mystiques*, 1924. — F. PASCAL DU SAINT-SACREMENT, art. *Jean de la Croix* dans *Dict. Théol.* — *Sur sainte Thérèse*, voir bibl. citée, et spécialement, R. HORNERT, *sainte Thérèse écrivain*, Paris-Lille-Bruges, 1922. — *Sur saint Ignace*, A. BROU, *La spiritualité de saint Ignace*, 1924 ; *Les exercices spirituels de saint Ignace*, 1922. — WATIGNANT, *La genèse des exercices de saint Ignace*, Etudes, tom. 71, 72, 73. — L. de GRANDMAISON, *Les exercices spirituels de saint Ignace dans l'édition des Monumenta (Recherches de science relig., sept.-déc. 1920, p. 319 ss.)*. — J. BRUCKER, *Ignace de Loyola*, dans *Dict. Théol.* — *Sur saint François de Sales*, A. de MARGERIE, *saint François de Sales* (coll. les Saints), 1902. — DOM MACKAY, *Saint François de Sales et la formation du clergé*, dans *Rev. du clergé français*, t. XXV, p. 516 ; *L'idéal du séminaire selon saint François de Sales*, t. XXIX, p. 581 ; *saint François de Sales, directeur spirituel*, t. XXXVII, p. 390. — F. STROWSKY, *Introduction à l'histoire du sentiment religieux en*

dans l'Espagne catholique. De cette influence pseudo-mystique dérivent les **Alumbrados** que l'on voit paraître dans l'Andalousie au début du xvi^e siècle. Leur trait dominant est un quiétisme emprunté au néo-platonisme panthéiste, et d'après lequel l'âme arrivée à un certain degré d'union voit l'essence divine sans intermédiaire et devient impeccable en sorte que « les parfaits n'ont plus besoin de poser des actes de vertus ». On comprend combien cet illuminisme sentimental pouvait facilement devenir sensuel : on signala bientôt des crimes contre la morale. Le péril pouvait être d'autant plus grand que le peuple espagnol doué d'une sensibilité très vive restait très ignorant. Avant tout, il importait donc de l'instruire. Le grand cardinal Ximénès († 1517) le comprit qui fonda dès 1499 l'université d'Alcala où il fit éditer en castillan ou en latin des ouvrages de spiritualité étrangers.

Des Espagnols se mirent bientôt à en composer aussi : livres très pratiques où l'on recommanderait surtout aux fidèles de vivre dans la vertu et de s'approcher des sacrements. Les franciscains furent les initiateurs du mouvement : dès 1521, Alonso de Madrid publiait *l'Art de servir Dieu*. Mais, il faut surtout signaler le dominicain **Louis de Grenade** (1505-1588). Il publia le *Livre de l'oraison et de la méditation*, le *Guide des pécheurs*, le *Mémorial de la vie du Christ*, traités d'ascétique. Louis de Grenade ne fut pas un théoricien de la spiritualité, mais seulement un prédicateur de la vie chrétienne en opposition au faux mysticisme

France, 1898 ; *Saint François de Sales* (coll. la Pensée chrétienne), 1908. — R. PERNIN, art. *François de Sales* (saint), dans *Dict. Théol.* — HAMON-GONTHIER-LETOURNEAU, *Vie de saint François de Sales*, 2 vol., 1909. — E. THAMIRY, *La méthode d'influence de saint François de Sales. Son apologétique conquérante*, 1922. — FRANCIS VINCENT, *Saint François de Sales directeur d'âme : l'éducation de la volonté*, 1923. — Mgr LAVALLÉE, *Le réalisme de saint François de Sales*, dans *La Documentation catholique*, 10, mars 1923, p. 579 ss. — *Sur l'école italienne*, TAGGI-VENTURI, *Storia della Compagnia di Gesù in Italia, La vita religiosa in Italia durante la prima età dell'a Compagnia di Gesù*, t. I, Roma, 1910. — F. von HUGEL, *The mystical Element of Religion as studied in saint Catherine of Genoa and her Friends*, London, t. I, 1908. — L. PASTOR *Histoire des Papes*, passim. — VAUSSARD, *Sainte Marie-Madeleine de Pazzi* (coll. les Saints, 1925. — *Nota*, *Sur Berulle*, voir p. 238.

des Alumbrados ; cependant, si violente fut la réaction de l'inquisition espagnole sous l'impulsion de Melchior Cano, qu'elle l'atteignit même. Comme il avait formulé pour les débutants une méthode d'oraison, on l'accusa, en voulant conduire tous les fidèles aux états mystiques de les jeter dans l'illuminisme. Pour un temps le *Livre de l'Oraison* et le *Guide des pécheurs* furent condamnés par le terrible Index de 1559 auquel les *Exercices* de saint Ignace n'échappèrent que par miracle. L'augustin **Louis de Léon** (1527-1591), écrivit en une très belle langue espagnole une *Explication du Cantique des cantiques*, destinée à une religieuse. Dénoncé à son tour, il composa dans les cachots de l'inquisition son chef-d'œuvre *Les noms du Christ* (*Los nombres de Christo*), où sous la forme d'un dialogue entre trois religieux augustins, il explique les différents noms donnés au Christ par l'Écriture. Un autre augustin, le portugais Thomas de Jésus écrivit lui aussi dans les cachots — ceux des Maures d'Espagne — ses méditations sur *Les souffrances de N. S.*

Malgré les périls, un franciscain andalou **François de Ossuma** osa aborder en langue vulgaire la mystique proprement dite dans le *Troisième abécédaire spirituel* (1527). Il composa ensuite le *Premier abécédaire* qui parle de la passion et des douleurs du Christ, puis le *Second* qui est un traité d'ascèse. Son *Troisième abécédaire* aura une grande influence sur la formation de sainte Thérèse. « On y trouve une sorte de thérapeutique mystique à laquelle l'âme doit se soumettre pour arriver à l'oraison de recueillement. L'imagination et les sens extérieurs, l'affectivité, la mémoire, la sensibilité spirituelle, la volonté, le corps et l'entendement subissent successivement le traitement mystique qui les fera concourir au recueillement désiré » (Pourrat). Signalons encore *La Montée du Mont Sion*, véritable traité des oraisons de quiétude et d'union, que composa un franciscain andalou Bernardino de Larevo (1482-1545).

I. La spiritualité thérésienne. — Les deux grands mystiques du xvi^e siècle furent saint Jean de la Croix et sainte Thérèse. **Saint Jean de la Croix** écrivit quatre grands trai-

tés : la *Montée du Carmel*, la *Nuit Obscure*, la *Vive flamme d'amour* et le *Cantique spirituel*. Les deux premiers donnent des conseils pour se débarrasser de ce qui n'est pas spirituel et pour arriver à l'absolue nudité de l'esprit : mortification des appétits volontaires, purification de la mémoire et de la volonté, nuit de contemplation. La *Vive flamme d'amour* traite de la transformation en Dieu par l'amour ; enfin le *Cantique spirituel* où l'auteur aborde la mystique expérimentale décrit les états transcendants. L'ascèse de saint Jean de la Croix est informée par un procédé radical : « faire prédominer l'esprit par la négation de l'appétence, par le vide et le silence intérieur, par la nuit ». Aussi sa spiritualité austère s'adresse-t-elle à ceux qui sont déjà entrés dans la contemplation.

Sainte Thérèse qui écrit sans études préalables ni laborieuses recherches, mais avec un naturel et une spontanéité inimitables, ne suit pas un plan suivi comme saint Jean de la Croix ; elle expose à travers ses œuvres une mystique très pratique et très vaillante qui atteste un ferme bon sens, une générosité ardente et communicative. Citons son *Autobiographie* ou *Livre de sa vie* (1562), et le *Livre des Fondations* (1573-82) qui la complète ; le *Chemin de la Perfection* ; le *Livre du Château intérieur* ou *les Demeures de l'Âme*, le plus didactique et le plus élevé des écrits de la sainte.

Saint François de Sales (1567-1622), évêque de Genève, composa l'*Introduction à la Vie dévote* (1608) et le *Traité de l'Amour de Dieu*. Par l'*Introduction*, il se propose de faire pénétrer « la vie dévote » partout, dans « la compagnie des soldatz, la boutique des artisans, la cour des princes, le mesnage des gens mariés ». En dépit de la gracieuseté du style et des métaphores, il se dégage de l'enseignement de saint François une spiritualité très virile dont le point central est l'attachement à la volonté divine, indépendamment du plaisir ou du déplaisir sensible ; et cet attachement devra se manifester partout, jusque dans les « chosettes ».

II. La spiritualité ignatienne. — En un temps de décadence morale, **saint Ignace**, conforme à l'esprit du concile de Trente, inaugura une spiritualité toute imprégnée de

prudence intérieure et de discipline. Ainsi l'indique déjà le titre de son fameux ouvrage : *Exercices spirituels pour se vaincre soi-même et ordonner sa vie sans se déterminer par aucune affection qui ne soit pas dans l'ordre*. Saint Ignace fait méditer d'abord au retraitant le *Principe et le fondement*, autrement dit la fin de l'homme qui n'est autre que servir Dieu et sauver son âme ; cette considération l'amènera à vouloir réformer sa vie. Tel est l'objet de la première semaine des Exercices qui suffit d'ailleurs à la plupart des chrétiens. Aux âmes plus élevées, saint Ignace offre trois nouvelles semaines : elles méditeront le règne ou la royauté de Jésus-Christ, contempleront sa vie et voudront le suivre jusque dans son humiliation ; alors se posera la question du choix de l'état de vie ; l'âme contempera les *deux étendards* : l'esprit d'orgueil personnifié par Lucifer, l'esprit d'humilité incarné en J.-C., et elle se décidera. Les résolutions prises seront fortifiées durant la troisième semaine par la contemplation de la Passion, durant la quatrième par celle de Jésus ressuscité et consolateur. Saint Ignace introduisit dans l'oraison une méthode assez minutieuse jusqu'alors inconnue, mais dont l'austérité ne manqua pas d'être efficace pour un grand nombre.

Parmi les auteurs ascétiques de la Compagnie, il faut citer **Alphonse Rodriguez**. Né en 1526 à Valladolid, il devint maître des novices à Montille en Andalousie. Il dut alors faire les exhortations spirituelles hebdomadaires prescrites dans la Compagnie : il en sortit son *Traité sur la pratique de la perfection chrétienne*, ouvrage ascétique simple et plein d'onction, d'une psychologie très déliée, agrémenté de nombreuses citations patristiques et d'exemples tirés de la vie des saints. Le succès en fut considérable. Dans ses *Méditations*, **Louis du Pont** (*Luis del Puente*) (1554-1624) enseigna l'art de prier en réfléchissant sur les grandes vérités du christianisme et sur la vie de Jésus. **Saint Alphonse Rodriguez** (1531-1617) composa vingt et un mémoires sur les états mystiques qui forment une véritable autobiographie spirituelle. Il faut citer son traité sur *L'union et la transformation de l'âme en Jésus-Christ* où l'amour de Dieu et celui des souffrances sont mis en corrélation intime.

Alvarez de Paz (1560-1620), jésuite espagnol qui résida au Pérou, composa le *De vita spirituali ejusque perfectione*, synthèse complète de la théologie ascétique et mystique où il mène son disciple depuis les premiers pas dans la vie spirituelle jusqu'au sommet de la perfection. En France signalons **Jean-Baptiste Saint-Jure** (1604-1657) qui développe toute la doctrine ascétique en partant de son centre, la *Connaissance et l'Amour de Notre-Seigneur*. Le **Bienheureux Bellarmin** laissa aussi quelques traités remarquables : le *De aeterna felicitate*, le *De gemitu columbæ*, le *De arte moriendi*, et surtout le *De ascensione mentis in Deum* où il nous montre la création comme une échelle pour nous élever vers Dieu. La caractéristique de la spiritualité des jésuites est — en général et sans exclure la contemplation — de se montrer essentiellement agissante pour procurer en soi et dans les autres la plus grande gloire de Dieu. D'ailleurs les jésuites comptèrent des écrivains proprement mystiques, dont les deux plus célèbres furent Lallemand et l'héroïque **Surin**, qui, chargé d'exorciser les Ursulines de Loudun, réussit à chasser le diable en « cultivant l'intérieur ». Surin écrivit en particulier le *Traité de l'amour de Dieu*, les *Dialogues spirituels*, et les *Fondements de la vie spirituelle*.

IV. **L'école italienne.** — En Italie où la Renaissance avait amené une grande décadence des mœurs, une réaction ascétique se produisit, toute dirigée vers la lutte spirituelle contre soi-même, mais avec une note d'amabilité. Citons le *Combat spirituel*, attribué d'ordinaire au théatin **Laurent Scupoli**, et qui eut un succès comparable à celui de l'*Imitation de J. C.* On y dénombre les armes qui doivent nous assurer la victoire spirituelle : défiance de nous-même, confiance en Dieu, bon usage de nos facultés intellectuelles et volitives, enfin oraison, communion et examen de conscience. **Sainte Marie-Madeleine de Pazzi** (1566-1607), qui entrée au carmel de Sainte-Marie des Anges à Florence y fut maîtresse des novices, s'apparente par ses œuvres à sainte Catherine de Sienne avec qui elle conversait dans ses extases : même influence de la théologie thomiste qui la pousse à méditer sur l'unité divine et la Trinité, sur l'Incar-

nation ; même exposition sous la forme d'un dialogue soit avec le Père céleste, soit avec le Verbe ou Notre-Dame. Qu'on ajoute l'éclat et le coloris du style, et l'on comprendra le succès de ses œuvres. **Sainte Catherine de Ricci** (1522-1535) entra chez les dominicaines au couvent de Saint-Vincent de Prato, près de Florence, et fut en relations suivies avec saint Philippe de Néri. Ses lettres écrites à des personnes importantes — cardinaux, évêques, princes — ont pour but la réforme de l'Eglise. Signalons encore la **bienheureuse Battista Varani**, princesse de Camerino en Ombrie (1458-1526) qui devenu clarisse écrivit sa *Vie* pour son directeur et un traité intitulé *Douleurs intérieures du Christ* (*Dolori mentali di Christo*) qui propagea la dévotion au Christ expiant nos fautes.

On ne peut que rappeler quelques autres noms. Dans l'ordre de saint Dominique, la **Vénérable Julienne Morel** († 1653) qui écrivit les *Exercices spirituels sur l'éternité*, et le *Chemin de la perfection* ; l'espagnol **Valgonera** († 1662), auteur de la *Mystica theologia D. Thomæ* ; **Massoulié** († 1706) dont il faut citer les *Méditations de saint Thomas sur les trois vies*, un *Traité de la véritable oraison*, et un *Traité de l'amour de Dieu*. Le frère prêcheur **Guillaume de Contenson** (1641-74) composa une *Theologia mentis et cordis* dont l'idée lui fut inspirée peut-être par la *Théologie affective* ou *saint Thomas en méditations* par Louis Bail (1654) ; dans cet ouvrage où il suit à peu près l'ordre de la *Somme*, Contenson fait suivre chaque section de considérations ascétiques et mystiques (*reflexiones*), souvent empruntées aux Pères. Signalons encore le **cardinal Bona** († 1674) dont les principaux ouvrages sont le *De sacrificio missæ tractatus asceticus*, et le *De rebus liturgicis*, ouvrage fondamental sur l'origine des rites et prières de la messe. La **Vénérable Marie d'Agréda** (1602-1665), abbesse du monastère franciscain de l'Immaculée-Conception à Agréda jouit d'une grande réputation de sainteté et dirigea par lettres le roi Philippe IV d'Espagne. Inaugurant un genre nouveau, elle résolut — comme plus tard Catherine Emmerich — de compléter l'histoire évangélique par ses révélations privées : d'où sa *Cité mystique de Dieu* (*la mistica*

ciudad de Dios) dans laquelle elle raconte en détail la vie de la Vierge Marie. Paru après sa mort en 1670, le livre fut l'objet de vives controverses : Innocent XI. en eût interdit la lecture en 1681, sans les instances du roi Charles III ; en 1698, la Sorbonne condamna l'ouvrage, et Bossuet porta sur lui un jugement très sévère. Ces discussions arrêterent le procès de canonisation.

V. **La dévotion au Sacré-Cœur.** — Le fait le plus important de la fin du XVII^e siècle est le développement de la dévotion au Sacré-Cœur. Celle-ci avait des antécédents jusque dans le Moyen Age, chez un saint Bernard et une sainte Gertrude par exemple. Plus récemment, saint Eudes avait présenté le Sacré-Cœur aux foules à travers le Cœur de Marie, puis dans une fête spéciale du cœur adorable ; d'autres apôtres de cette dévotion s'étaient rencontrés, tels le P. Huby en Bretagne et le P. Philippe Jeningen en Souabe, mais le culte restait encore assez peu étendu. Le révéler au monde était réservé à une visitandine de Paray-le-Monial, **sainte Marguerite-Marie**. Notre-Seigneur lui apparut : dès 1674, il demandait que son cœur « ceint d'une couronne d'épines, entouré de flammes, surmonté d'une croix », fût honoré et son image exposée ; il réclamait un culte d'amour réparateur manifesté par la communion des premiers vendredis du mois et par l'heure sainte : « Tu te lèveras entre 11 heures et minuit pour te prosterner pendant une heure avec moi la face contre terre. » Puis, en 1675 : « Je te demande que le premier vendredi d'après l'octave du Saint-Sacrement soit dédié à une fête particulière pour honorer mon cœur en communiant ce jour-là, et en lui faisant réparation par une amende honorable. » Ainsi le Sacré-Cœur requérait-il un culte public ; en 1689, il déclara qu'il voulait « régner dans le palais du grand roi, être peint sur

Sacré-Cœur. — Sources : *Vie et œuvres de la B. Marguerite Marie*, éditées par les religieuses de la Visitation de Paray, 2 vol., Paris, 1867 ; *Lettres inédites*, Toulouse, 1890. — Travaux : *Le Doré*, Le P. Eudes, premier apôtre des SS. Cœurs de Jésus et de Marie, 1870. — A. HAMON, *Sainte Marguerite Marie*, nouvelle édit., 1924. — J. BAINVEL, art. *Cœur sacré de Jésus*, dans *Dict. Théol.*

ses étendards et gravé dans ses armes. » Soutenue par le jésuite **La Colombière**, l'humble visitandine travailla à la première extension de ce culte du Sacré-Cœur qui, en présentant l'amour de Jésus sous un symbole très compréhensible, allait mettre davantage à la portée du peuple le Verbe fait chair, ce à quoi la spiritualité plus intellectuelle des Bérulliens n'avait pu arriver. « Grâce à l'ensemble des révélations de Paray, la vie cachée de l'Eglise de France entre 1673 et 1689 eut plus d'importance que sa vie publique pour l'avenir religieux. » (Goyau.)

CHAPITRE VII

L'ART CHRÉTIEN AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES

I. L'architecture. — Durant la seconde moitié du xvi^e siècle, l'architecture se transforme sous l'influence de **Dominico Fontana** (1543-1607), qui, au service de Sixte-Quint et de Clément VIII, construisit les palais du Quirinal et du Latran ; sous celle de **Vignola**, qui, en 1568, dressa les plans du « Gesu », premier modèle des églises baroques. Une nef unique et très longue, bordée par de petites chapelles formant, selon le mot de Burckhardt, une « succession de coulisses », voilà pour l'intérieur ; quant à la façade, elle « devient une sorte de devanture de marbre où tous les membres de la construction semblent se mettre en mouvement dans un grand *crescendo* sans autre raison ni règle qu'une recherche affolée de l'effet » ; le plus souvent, elle se compose de deux ou trois ordres de colonnes superposées se rétrécissant au second et au troisième étage. Rien n'est

Art chrétien. — E. MICHEL, *Rubens : sa vie, son œuvre et son temps*, 1900. — L. HOURTICO, *Rubens (Les Maîtres de l'art)*. — FAURE, *Velasquez*, 1903. — DEJOB, *De l'influence du concile de Trente sur la littér. et les beaux-arts chez les peuples catholiques*, 1880. — L. DIMIER et L. RÉAU, *L'Histoire de la peinture française*, I, II. — *Le XVII^e siècle*, par L. DIMIER, 1926. — *Le Vatican, les Papes et la Civilisation*, 1895. — HANOTAUX, *Histoire de la Nation française : Histoire des Arts*, par L. GILLET.

louable que l'ornementation parfois très habile : grande nef de Saint-Pierre, intérieur du Gesu et de l'église du Collège romain (saint Ignace). Le principal défaut de ce style, dit « jésuite », est la monotonie.

En France, le renouveau du catholicisme amena, durant la première moitié du xvii^e siècle, une grande efflorescence d'architecture religieuse. Au début, il s'établit une sorte de compromis entre le style gothique et la nouvelle manière : ainsi en est-il pour saint Eustache et saint Etienne du Mont. Mais bientôt on ne voulut plus admettre que les procédés antiques importés de la péninsule : coupoles et dômes à l'italienne, voûtes en plein-cintre à la romaine, frontons triangulaires et colonnades à la grecque. Parmi les principaux architectes, **Louis le Vau** (1612-70) exécuta l'église du collège des Quatre Nations, aujourd'hui salle des séances solennelles de l'Institut ; **Libéral Bruant** (1637-97) construisit l'église et l'hôpital général de la Salpêtrière ; **Jules Hardouin Mansart** (1646-1708) éleva le dôme des Invalides et François Mansart celui de l'Eglise du Val-de-Grâce, etc.

II. **La sculpture.** — Après Michel-Ange, la sculpture tombe dans le théâtral et le convenu : musculatures pompeuses, draperies ronflantes et gonflées ; elle perd donc à l'ordinaire toute expression religieuse. Le maître du genre fut **Lorenzino Bernini** (1598-1680), vrai roi de décadence. Signalons cependant une œuvre très chrétienne par l'émotion simple qui s'en dégage et par la pureté des lignes : la Sainte-Cécile de Stefano Maderno (1571-1636). En France, la seconde moitié du xvi^e siècle avait vu un grand sculpteur, Germain Pilon, qui exécuta des statues pour la chapelle des Valois, entre autres *le Christ ressuscitant* et *la Vierge de Pitié*. Quant aux sculpteurs français du xvii^e siècle, un Puget († 1694), un Coysevox († 1720), un Girardon († 1715), ils travaillent pour le grand roi beaucoup plus souvent que pour l'Eglise.

III. **La peinture.** — Aux Pays-Bas, **Rubens** épanouit son génie dans la Belgique des Archiducs. Grand metteur en scène, il excelle à grouper les figures, répartir les masses, distribuer la lumière à profusion, opposer les attitudes, bref

intensifier la vie ; mais son art réaliste, qui se complait à étaler des chairs opulentes et des robes fastueuses, ne nous semble guère convenir à l'Eglise. Il débuta en 1611 par trois œuvres hors ligne : le *Saint-Ildefonse*, l'*Erection* et la *Descente de Croix* ; on peut encore citer la *Communion de Saint-François* et le *Jugement dernier* (Munich), page gigantesque digne de Michel-Ange. A côté de Rubens, voici **Van Dyck**, beaucoup plus sobre, très distingué et très élégant ; il fut surtout le portraitiste des princes et de la noblesse ; signalons, toutefois, le *Christ en Croix* (Munich)), la *Vierge aux Perdrix* (Saint-Petersbourg), le *Mariage mystique de sainte Catherine*. Dans la Hollande calviniste, **Rembrandt** fut un artiste religieux ; il n'est pas seulement ce peintre de la lumière qui obtient des effets féériques par le procédé du clair-obscur, beaucoup plus psychologue que Rubens il a su exprimer par exemple la souffrance et la résignation du Christ dans *les Pèlerins d'Emmaüs*, ou encore sa pitié dans *le Bon Samaritain* (tous deux au Louvre, et tous deux datant de 1648).

L'Espagne catholique du XVII^e siècle fut le refuge de l'art vraiment chrétien. **José Ribera** (1588-1656) a une prédilection pour la peinture des tortures et des supplices : témoins son *Martyre de saint Laurent* (Dresde) et celui de *saint Barthélémy* (Madrid) ; cependant, sous l'influence du Corrège, il donna des compositions plus humaines comme la *Madeleine pénitente* et *l'Adoration des bergers*. **Francisco Zurbaran** (1598-1663) tout aussi naturaliste que Ribera, mais beaucoup moins brutal fut « le peintre le plus convaincu, le plus expressif et le plus suggestif de la vie monastique » : citons son *Miracle de saint Hugo*, et surtout *l'Apothéose de saint Thomas d'Aquin*. Le plus grand artiste de l'école espagnole, **Vélasquez** (1599-1660), beaucoup moins religieux, est un réaliste puissant : on peut citer son *Christ en croix* de Madrid qui exprime si fortement la prostration du supplicié. Au contraire, **Murillo** (1618-82) possède surtout de la grâce et de la piété : il est le peintre de l'extase ; citons son célèbre tableau *l'Immaculée Conception* connu plutôt sous le titre d'*Assomption de la Vierge* (Louvre), *saint Antoine de Padoue* (Séville), *Sainte Elisabeth soignant les lépreux*.

En France, **Nicolas Poussin** (1594-1665) fut un peintre classique un peu froid, mais très habile et d'un goût exquis ; il ne fut qu'incidemment artiste religieux (*saint Paul enlevé au ciel*, *saint François Xavier ressuscitant une jeune fille*) : de même Mignard († 1695) qui décora la coupole du Val de Grâce, et Lebrun, peintre attitré de Louis XIV qui traça pour les chapelles royales des Madeleines sentimentales et emphatiques. Les deux peintres les plus religieux du xvii^e siècle français sont Lesueur et Philippe de Champagne. **Eustache Lesueur** (1617-55), d'une originalité simple, supplée à l'insuffisance et à la froideur du dessin par une naïveté et une sincérité émues qui étonnent à l'époque : citons sa touchante *Descente de Croix*, la *mort de saint Bruno*, le *Noli me tangere*, l'*Apparition de sainte Scolastique à saint Benoît*. **Philippe de Champagne** (1602-74), bruxellois de naissance qui vécut à Paris, reflète dans ses peintures austères le jansénisme de son entourage : dans le fameux *Ex voto* du Louvre, il réunit la mère Agnès et la sœur Catherine de sainte Suzanne, sa propre fille.

La seconde moitié du xvi^e siècle vit se précipiter en Italie la décadence de la Renaissance. Une seule école brille encore, celle de Venise, mais combien peu chrétienne. Après Titien (1477-1576), **Paul Véronèse** (1528-88) peignit en des tableaux somptueux et profanes les scènes de l'Evangile : ainsi dans ses fameuses *Noces de Cana* nous montre-t-il la foule brodée d'or et de soie des heureux du monde au milieu desquels est perdu un Christ insignifiant. Quant au **Tintoret** (1508-94), ses compositions colossales introduisent dans l'art religieux le mélodrame et les coups de théâtre : dans son *Jugement dernier*, la terre et les tombeaux, la mer et les abîmes rejettent leurs morts tandis que toute une foule éperdue fuit en gesticulant.

Au xvii^e siècle, les **trois Carrache** tiennent, à Bologne, école de peinture : ils enseignent l'éclectisme qui consiste à imiter dans chaque maître la qualité dominante : l'un deux fut un artiste correct et harmonieux : *Vierge apparaissant à sainte Catherine* et à *saint Luc* (Louvre), la *Samaritaine* (Vienne). A l'opposé, **Le Caravage** (1569-1609) créait une école napolitaine d'un réalisme outré et conventionnel, apte

à produire de l'effet dans les nouvelles églises de style baroque ; parmi ses tableaux religieux on peut citer l'*Ensevelissement du Christ* (Vatican) et la *Mort de la Vierge* (Louvre). Son meilleur disciple fut Le Guerchin (1591-1666) qui peignit la *Sainte Pétronille* du Vatican et les *Saints protecteurs de la ville de Modène* au Louvre. Mais le plus religieux des artistes italiens, fut alors **Le Dominiquin** (1581-1641) ; il montra dans ses compositions une émotion et une sincérité qui semblent d'un autre âge : citons la *Communion de saint Jérôme*, les fresques de saint **Louis des Français** (*Vie de sainte Cécile*) et de Grotta Ferrata (*Vie de saint Nil*).

IV. **La musique.** — Le xviii^e siècle fut l'âge d'or de la musique. Alors parut Jean-Sébastien Bach (1685-1730 qui composa plus de cent cinquante cantates d'église avec orchestre, cinq messes dont celle en si mineur, deux Passions, deux oratorios ; il fut un organiste remarquable. Georges-Frédéric Haendel (1685-1759) écrivit d'immenses oratorios où il évoque surtout de poétiques tableaux bibliques : *Israël en Egypte*, *Samson*, *Josuah* ; ses deux grands chefs-d'œuvre sont *Judas Machabée* et l'*Alleluia du Messie* qui rend d'une façon si intense l'enthousiasme des chrétiens chantant le Christ ressuscité. Mozart († 1791) couronnera toute cette musique religieuse allemande par son célèbre *Requiem*.

En Italie, il faut signaler les *Psaumes* de Benedetto Marcello, le délicieux *Stabat* de Pergolèse († 1736). Malheureusement, la musique religieuse tomba dans le théâtral et le convenu ; l'oratorio adopta les procédés profanes de l'opéra. Au contraire, en France, vers la fin du xviii^e siècle, J.-F. Lesueur ramenait le chant religieux à la simplicité des mélodies populaires, et adaptait ses œuvres au caractère de chaque fête de l'année ; il faut signaler ses compositions pour l'Assomption et Noël en 1786, pour Pâques et la Pentecôte en 1787.

CHAPITRE VIII

LES MISSIONS D'AMERIQUE

I. L'Amérique du Sud. — A l'aurore des temps modernes, les expéditions des navigateurs apparurent plus ou moins comme des croisades. Ferdinand et Isabelle, confirmant la mission de Colomb, disaient : « Il se rend en certaines parties de la mer océane pour des affaires très utiles au service de Dieu et au nôtre ». L'explorateur abordant dans une île des Lucayes s'agenouille, remercie Dieu, plante la croix et appelle ce lieu San-Salvador. D'ailleurs, si par trois bulles de 1493, le pape Alexandre VI reconnut aux rois espagnols des droits de souveraineté sur les nouveaux territoires, c'était à la condition de les évangéliser ; il fixa la fameuse ligne de *marcation* passant à l'ouest des Açores et des Canaries et suivant à peu près le 55° de longitude : à l'est de cette ligne, possessions portugaises (ainsi, le Brésil plus tard découvert), à l'ouest, possessions espagnoles.

La même année arrivait le premier essaim de missionnaires sous la conduite d'un bénédictin de Montserrat, Bernard Bail, investi des pouvoirs de vicaire apostolique ; dès 1494, une église s'élevait à « l'île espagnole » ou Hispaniola (Haïti-Saint-Domingue) ; les franciscains s'y établirent d'abord et y furent suivis en 1510 par les dominicains. Dès

I. L'Amérique espagnole. — HÉFÉLÉ, *Le cardinal Ximénès*. — II. MARIÉJOL, *L'Espagne sous Ferdinand et Isabelle* (Bibl. d'Hist. illustrée. — II. VIGNAUD, *Histoire critique de la grande entreprise de Christophe Colomb*, 1911 ; *Le vrai Christophe Colomb et la légende*, 1921. — L. SALEMBIER, *Pierre d'Ailly et la découverte de l'Amérique*, dans *Rev. Hist. de l'Eglise de France*, 1912 (III), 377-96, 516-33, 617-30. — H. FROIDEVAUX, art. *Amérique* et art. *Antilles*, dans *Dict. d'Hist.* — G. SCELLE, *La traite négrière aux Indes*, 1906. — A. ROZE, *Les dominicains en Amérique*, 1878. — BÉRENGIER, *Vie de saint Turibe*, arch. de Lima, Poitiers, 1872. — AR. RASTOUL, *Les jésuites au Paraguay*, 1907. — G. LEDOS, *Saint Pierre Claver* (coll. les Saints), 1924. — Sur les missions en général : MARSHALL, *Les missions chrétiennes*, traduction Waziers, 2 vol., 1865. — HENRION, *Hist. générale des missions cath.*, 4 vol., 1846-47.

1511 — date de la prise de possession officielle des **Antilles** — le pape érigea les sièges de Santo-Domingo et Conception de la Vega dans l'île espagnole, et celui de San Juan à Porto-Rico ; on y ajouta en 1518 le siège de Baraco dans l'île de Cuba. Dès 1512, le dominicain Pierre de Cordoue établit à Hispaniola le premier couvent de Sainte-Croix qui devait servir d'asile à tous les missionnaires de l'ordre.

Cependant l'apostolat rencontra de multiples difficultés. Pour mettre en valeur les colonies, les Espagnols exploitèrent dans leurs *repartimientos* les indigènes, les contraignant à un travail excessif qui aboutit à une mortalité effrayante, si bien que les noms d'espagnol et de catholique devinrent également odieux. Les dominicains ne tardèrent pas à protester : dès 1510, frère Montesino prenait dans l'église de Saint-Domingue, devant le gouverneur et les colons, la défense des Indiens ; son supérieur, Pedro de Cordova le soutenait. Une vive agitation s'en suivit. Montesino se rendit en Espagne, mais n'obtint de Ferdinand que des demi-mesures : tout en ordonnant de bien traiter les Indiens, il maintint le régime des *repartimientos* (1512). Mais, en 1515, le prêtre **Barthélémy de las Casas** (1474-1566) vient à son tour en Espagne plaider la cause indienne ; le cardinal Ximénès, premier ministre, lui donna raison : une ordonnance fut portée qui ordonnait de ramasser les Indiens par groupes en des villages desservis par des prêtres, où il serait facile de les convertir ; on ne pourrait plus les employer au travail des mines que par tiers et pour une durée de deux mois. Nommé « procureur des Indiens », Las Casas se constitua jusqu'à la mort leur intercesseur auprès du gouvernement espagnol contre la cruauté toujours renaissante des colons. Son zèle avait préconisé les méthodes qui, employées désormais dans toutes les colonies espagnoles, sauveraient les indigènes de la destruction et les rendraient moins rebelles à la religion de leurs vainqueurs. Cependant, le catholicisme ne pénétrait pas profondément l'esprit faible et ignorant des Indiens ; après les avoir préservés de la rapacité des colons, on voulut aussi empêcher toutes relations entre eux et les hérétiques : juifs et maures de l'Ancien monde ; aussi, dès le début du xvi^e siècle, une ordonnance royale interdit-elle à ceux-ci

l'accès des colonies espagnoles ; puis, on établit en Amérique l'Inquisition destinée à empêcher toute propagande juive ou protestante. Malheureusement, en vue de suppléer à l'incapacité des Indiens, pour l'exploitation des mines on eut recours bientôt aux esclaves noirs ; ainsi commença la traite des nègres qui prit des proportions effrayantes. Impuissant à supprimer cette institution jugée nécessaire par les gouvernants, le clergé ne put que catéchiser les nègres et les baptiser.

Les missionnaires accompagnèrent partout les Espagnols dans leurs conquêtes. Les dominicains suivirent Cortez et arrivèrent à Mexico dès 1526 sous la conduite du Père Thomas Ortiz ; le **Mexique** devint le principal théâtre de l'évangélisation dominicaine d'où elle se répandit sur l'Amérique centrale. Lorsqu'en 1532, François Pizarre conquît le **Pérou**, il fut accompagné par son neveu le dominicain Pierre de Valverde, aumônier de ses troupes ; celui-ci se rendit en Espagne pour protester auprès de Charles-Quint contre la cruauté des *conquistadores* ; l'empereur le renvoya au Pérou comme évêque de Curzo et lui décerna le titre officiel de protecteur et défenseur des Indiens. Le Pérou sera ensuite évangélisé par le célèbre archevêque de Lima, saint Turide qui en 1582 réunira un synode provincial avec six suffragants. C'est dans ce pays que fleurira la vertu admirable de sainte Rose de Lima, tertiaire franciscaine († 1617). Du Pérou, les dominicains étendirent leur apostolat sur le **Chili** où ils eurent plusieurs martyrs et où ils établirent le grand couvent-université de Santiago. Partout d'ailleurs, dans chaque province créée par eux, les dominicains érigeaient une université : ainsi, Cuba pour les Antilles, Lima pour le Pérou, Santa Fé de Bogota pour la Nouvelle-Grenade. Cette dernière région ou **Colombie** eut pour grand apôtre saint Louis Bertrand qui débarqua à Carthagène en 1562 ; il évangélisa successivement les Indiens des environs de Carthagène et de Panama, puis les tribus féroces des Caraïbes sur la côte de Sainte-Marthe ; on estime qu'il convertit plus de 150.000 âmes. A Carthagène même, lieu de débarquement des nègres, deux jésuites, le Père Sandoval (1593-1652), puis saint Pierre Claver (1585-1654) s'occupèrent avec un dévoue-

ment admirable à les convertir : Claver n'en baptisa pas moins de 300.000.

Le **Brésil** portugais fut évangélisé par les jésuites Manoël de Nobrega et Joseph de Anchieta ; ils y appliquèrent avec rigueur le système qui consiste à séparer absolument les indigènes des colons européens en les établissant dans des villages fermés. Dès la fin du **xvi^e** siècle, les jésuites vont employer cette méthode au Paraguay, terme d'après lequel il faut entendre non seulement le **Paraguay** moderne, mais encore tout le pays formant le bassin du Parana. en particulier la République Argentine. Telle est l'origine des *réductions*, c'est-à-dire des villages formés par transmigration volontaire des sauvages en vue de faciliter leur instruction par les missionnaires. Etablies au Paraguay dès le début du **xvii^e** siècle, les premières souffrirent des attaques des colons portugais de Saint-Paul au Brésil, les « Paulistes » ou mamelucos ; mais bientôt, les Indiens pourvus d'armes purent se défendre et les réductions prospérèrent. Elles se trouvaient toutes sur les bords du Parana et du Paraguay ; et l'on en compta jusqu'à trente avec un total de 120.000 habitants. Aux pauvres indigènes sans courage ni prévoyance, les missionnaires apprirent à se construire des habitations particulières, ils les amenèrent à cultiver chacun une portion de terre déterminée sous la surveillance du corregidor (maire indigène) ; de la récolte — par crainte qu'ils ne la consommasent en peu de temps — on ne leur laissait qu'une partie, et ils déposaient le reste dans un magasin général ; ils durent même entretenir un domaine commun pour subvenir aux besoins des infirmes et des nécessiteux. Si merveilleux furent les résultats d'un tel régime qu'ils provoquèrent l'admiration de toute l'Europe, et il faudra au **xviii^e** siècle le sectarisme de Pombal pour détruire cette œuvre.

Cependant, l'apostolat des jésuites en Amérique fut troublé un moment par leurs démêlés avec Jean de Palafox, évêque de Pueblos de los Angeles au Mexique. Il se plaignait des privilèges « authentiques ou non, qui rendent les jésuites indépendants des évêques et presque supérieurs à eux » ; il envoya ses doléances à Innocent X (1646-47) et une commission spéciale limita les privilèges des religieux, tout en

recommandant à l'évêque de les traiter avec bonté (1648). Palafox intraitable continua à se plaindre, allant jusqu'à demander à Innocent X de séculariser l'ordre ; c'était se tromper d'un siècle ; on ne l'écouta plus, et cette guerre aux jésuites empêchera un peu plus tard la béatification de Palafox. Au Paraguay, Don Bernard de Cardenas, évêque de l'Assomption (1645) prétendit que les jésuites exploitaient les mines d'or à leur profit ; une commission d'enquête réduisit à néant cette fable assez grossière.

II. Le Canada. — Jacques Cartier qui découvrit le Canada (1534-35) ne put encore le coloniser. Un gentilhomme de Saintonge, **Samuel Champlain** continua son œuvre dans le même but de servir à la fois la France et le catholicisme ; après avoir visité le Canada en 1603, il s'y établit en 1606, et dès 1615 y appela les récollets : l'un d'eux le Père Le Caron remontant le Saint-Laurent s'en alla prêcher la foi aux Hurons, et un autre le Père Sagard fixa les éléments de leur langue. En 1625 les récollets appellent à leur aide les jésuites : on leur envoie les Pères Brébeuf et Lallemant. Cependant, les missionnaires durent compter avec la malveillance de la compagnie de colonisation, dite des « Cent associés », et d'ailleurs en 1629 la jeune colonie tombait au pouvoir des Anglais qui la conservèrent trois ans (1629-32).

A ces débuts pénibles succéda une période d'épanouissement. Dès 1627, Richelieu avait supprimé la compagnie des Cent associés ; il la remplaça par celle de la Nouvelle France qui promet « d'amener les peuples du Canada à la connaissance de Dieu ». Avec son aide, redevenu gouverneur, Champlain favorise de toutes ses forces l'évangélisation : « Les rois, disait-il, ne doivent songer à étendre leur domina-

I. Canada. — FAILLON, *Histoire de la colonie française du Canada*, 3 vol., 1865. — C. DE ROCHEMONTEIX, *Les Jésuites et la Nouvelle France au XVII^e siècle*, 3 vol., 1895. — DIONNE, *La Nouvelle France de Cartier à Champlain (1540-1603)*, Québec, 1891. — ABBÉ CHAPOT, *Histoire de la Vénérable Mère Marie de l'Incarnation*, d'après dom Claude Martin, son fils, 2 vol., 1892. — A. FOURNET, art. *Canada*, dans *Dict. Théol.* — G. GOYAU, *Les origines religieuses du Canada*, 1924.

tion dans les pays infidèles que pour y faire régner le Christ ». En France, des personnes pieuses s'intéressèrent à cette entreprise « chrétienne et nationale » : la duchesse d'Aiguillon, nièce de Richelieu donne l'argent pour fonder un hôtel-Dieu (1639) ; M^{me} de la Peltrie s'installe à Québec avec la Bienheureuse **Marie de l'Incarnation** et quelques ursulines qui vont instruire les petites sauvages. Dès 1635, grâce à la générosité du marquis de Gamaches on fondait à Québec un collège de jésuites qui deviendra florissant et s'adjoindra même après 1659 un cours de théologie.

Mais, il ne suffisait pas d'avoir un centre, Québec ; le zèle des missionnaires jésuites voulait évangéliser les tribus nomades de la nombreuse famille algonquine disséminée depuis les pays au sud du Saint-Laurent jusqu'à la mer d'Hudson et de l'Atlantique jusqu'au Mississipi : ils résolurent de suivre ces sauvages dans leurs courses. Ainsi fait le Père Lejeune qui vit dix mois de l'hiver 1633-34 avec les Montagnais ; il en rapporte des principes d'évangélisation déterminés : possibilité d'établir une mission chez les tribus stables comme les Hurons, mais impossibilité de convertir les tribus errantes autrement qu'en les fixant auprès des établissements français en des villages indiens où ils s'habitueront à une vie laborieuse et sédentaire : ainsi créa-t-on près de Québec, Saint-Joseph-de-Sillery, du nom du bienfaiteur qui donna l'argent pour le construire. Mais la plus merveilleuse de ces fondations fut **Montréal** : M. Olier à Paris et Jérôme Le Royer de la Dauversière à la Flèche eurent en même temps l'inspiration d'établir dans l'île de Montréal sur le Saint-Laurent, l'un un ordre de sœurs hospitalières, l'autre un ordre de prêtres missionnaires ; s'étant communiqué leurs plans, ils fondèrent la Société de Notre-Dame de Montréal ; persuadé par Olier, Paul de Chomeday, chevalier de la Maison-Neuve, se chargea de conduire à bon port la caravane des missionnaires ; après étape à Québec, ils débarquèrent dans l'île désignée et y posèrent les fondements de Ville-Marie ou Montréal. Jeanne Mance y fondera l'Hôtel-Dieu desservi par les sœurs hospitalières de la Flèche ; Marguerite Bourgeois y instituera les sœurs de la Congrégation Notre-Dame qui, trois siècles durant, instruiront les Cana-

diennes ; enfin, dès 1657, M. Olier y enverra les premiers sulpiciens. La mission du Canada possédait dès lors deux centres importants : Québec et Montréal.

Les jésuites voulaient davantage ; ils pénétraient chez les Hurons qu'ils réussissaient à évangéliser malgré la corruption de leurs mœurs et l'influence rivale des sorciers. Bientôt, l'œuvre est compromise par la guerre implacable des Iroquois, établis au sud du lac Ontario, contre les Hurons et les Français : ils se bornèrent d'abord à harceler les flottilles sur le Saint-Laurent, et dès 1642 s'emparèrent ainsi du Père Joghes qu'ils torturèrent durant douze mois ; puis vint en 1642 le martyr du Père Daniel, en 1649 ceux des Pères Brébeuf et Lallemant. La guerre qui dura de 1646 à 1654 tourna à l'extermination des Hurons, et les missionnaires durent se replier sur Québec, emmenant avec eux les chrétiens survivants. Sans se décourager les jésuites entreprirent alors des missions chez les Iroquois : en 1669 on parviendra à construire près de Montréal le village iroquois de Saint-François-Xavier où fleurira la vénérable Catherine Tegakouita, morte à 23 ans, et surnommée la Geneviève de la Nouvelle-France.

En 1659 la hiérarchie ecclésiastique fut établie au Canada : Alexandre VII nommait **Mgr de Montmorency-Laval** vicaire apostolique de la Nouvelle-France ; il bâtit un petit et un grand séminaire, érigea un certain nombre de cures en dehors de Québec. D'autre part Colbert et l'intendant Talon peuplaient la chrétienté du Canada en provoquant l'émigration.

Dans leur zèle conquérant les missionnaires jésuites rendirent aussi de grands services comme explorateurs : le jeune Père **Marquette** en compagnie de Jollet explora le Mississipi et après avoir parcouru plus de 40.000 kilom. sur un canot d'écorce découvrit que le grand fleuve se jette dans le golfe du Mexique, et non pas dans celui de Californie.

I. En 1697, les jésuites Salvatierra et François Kuhn entreprendront d'évangéliser la Californie où ils auront à combattre la polygamie : leur œuvre sera continuée au XVIII^e siècle par les franciscains et les dominicains.

CHAPITRE IX

LES MISSIONS D'ASIE

Les succès des Ottomans fermaient définitivement l'accès de l'Extrême-Orient par la voie de terre ; heureusement, à la fin du xv^e siècle, les Portugais découvrirent la route maritime des Indes par le cap de Bonne-Espérance, et aussitôt les missionnaires accompagnèrent les explorateurs : ainsi le franciscain Henri de Coïmbre vint-il aux Indes avec Alvarez Cabral en 1501, et bientôt Calicut, Cochîn, Goa, Cranganor possédèrent des chrétientés importantes ; en 1534, on créa l'évêché de Goa, dont le premier titulaire fut le franciscain Jean d'Albuquerque. Mais les scandales provoqués par les colons portugais cruels et débauchés entravaient les progrès des missionnaires qui, d'ailleurs, se relâchèrent plus ou moins de leur premier zèle.

I. La première évangélisation : saint François-Xavier.

— C'est alors que le Portugal fit appel aux jésuites récemment fondés. Saint Ignace envoya aux Indes l'un de ses premiers compagnons, le Navarrais **saint François-Xavier**. 1^o Débarqué en 1541, il s'efforça d'abord de convertir les colons de Goa qui n'étaient guère chrétiens que de nom et établit le collège de Saint-Paul, où les élèves affluèrent. Mais

I. **Asie.** — CROS, *Saint François Xavier, sa vie et ses lettres*, Paris et Toulouse, 1900. — BROU, *Saint François Xavier* (coll. *les Saints*), 1912. — A. BELLESSORT, *L'Apôtre des Indes et du Japon, saint François Xavier*, 1917. — MARNAS, *La religion de Jésus au Japon*, 2 vol. — J. BRUCKER, *Le Père Mathieu Ricci, dans les Etudes*, 1910 (CXXIV) ; *Hist. de la Compagnie de Jésus*, 1922 ; art. *Chinois* (Rites), dans *Dict. Théol.* — H. CORDIER, *Bibliotheca Sinica. Dictionnaire bibliographique des ouvrages relatifs à l'Empire chinois*, 1^{re} partie, XI. Religion, 2^e édit., 1904. — PISANI, art. *Asie*, dans *Dict. Théol.* — P. DAHMEN, *Un jésuite brahme, Robert de Nobili*, (Museum Lessianum, section missiologique). — BROU, *Saint François Xavier, conditions et méthodes de son apostolat* ; même coll., 1925.

cet apostolat auprès des blancs était très difficile ; maranos et moriscos faisaient tout pour l'entraver, si bien que l'apôtre ira jusqu'à demander l'Inquisition dans l'Inde. 2° Xavier s'occupa ensuite des Indous, dont il baptisa un grand nombre sur les côtes de Travancor et de Paraver ; il se contenta d'apprendre à des milliers de catéchumènes les rudiments du christianisme — *Credo, Pater et Ave* —, mais il prit soin de former des catéchistes plus instruits et, d'ailleurs, il enverra à ces chrétientés naissantes des missionnaires qui compléteront son œuvre. 3° A la fin de 1545, Xavier se rendit par Malacca dans l'archipel des Moluques, à quinze cents lieues de l'Inde : il y évangélisa les colons, puis les barbares et rédigea pour les néophytes un catéchisme, bref commentaire du symbole dirigé contre les superstitions des mahométans et des idolâtres. 4° En 1549, il se rendit au Japon et y demeura deux ans ; chez ce peuple intelligent et raisonneur, il ne fit que peu de chrétiens — environ deux mille —, mais cette élite devait croître, et, au bout de vingt ans, le Japon possèdera trente mille fidèles. A la vue du prestige que la Chine exerçait sur les Japonais, Xavier résolut de s'y rendre, mais il mourut de la fièvre dans l'île Sancian, au moment d'y pénétrer. Xavier fut le vrai fondateur des missions de l'Inde méridionale et du Japon, le grand apôtre moderne, modèle de tous les autres.

II. Le second apostolat : rites malabares et rites chinois. — Dans l'Inde, l'Eglise goanaise se développa avec ses prélats et son clergé séculier indigène : il se forma au sud (Pêcherie et Travancore) des chrétientés puissantes constituées en castes. Cependant, le christianisme n'avait pas dépassé le littoral, quand le jésuite **Robert de Nobili** s'enfonça dans le royaume de Maduré. Il constata que les Indous de l'intérieur refusaient de se convertir par aversion pour les Portugais mangeurs de bœufs et buveurs de vin, par mépris aussi pour une religion qui ne faisait des recrues que dans les classes les plus basses, celles des parias. Nobili comprit qu'il ne vaincrait ces préjugés qu'en se faisant Indou parmi les Indous : il adopta le costume des brahmes et, à Maduré où il s'installa, ne voulut fréquenter qu'eux. Il parvint ainsi

à faire de nombreux néophytes auxquels il permit de conserver ceux des usages nationaux qui ne lui semblaient point entachés de superstition ou d'idolâtrie. Attaqué par d'ardents contradicteurs, Nobili expliqua que ces usages pouvaient toujours prendre un sens superstitieux, mais qu'ils ne l'avaient pas en eux-mêmes ; il suffisait d'en retrancher certaines cérémonies. En 1623, Grégoire XV se prononça provisoirement en sa faveur, et on décida qu'il y aurait deux classes de missionnaires : les uns appelés brahmes pour les brahmes, les autres nommés pandaras pour les classes inférieures.

Le **Japon** autorisa d'abord les plus grandes espérances. L'émiettement féodal favorisait la propagande dans ce sens qu'il empêchait toute réaction d'ensemble contre le christianisme : tel daïmyos (seigneur de province) protégeant les missionnaires, tel autre les persécutant. Lorsque le fameux Nobunaga prit le pouvoir suprême, qu'il déclara la guerre aux bonzes et accorda sa bienveillance aux jésuites, on put espérer la conversion entière du pays : en 1582, on comptait déjà 150.000 chrétiens, et, en 1584, une ambassade japonaise organisée par le Père Valignani alla présenter ses hommages à Grégoire XVI. Malheureusement, la même année, l'usurpateur Taïcosama s'empara de presque toutes les provinces et créa l'unité politique ; dès 1587, il lançait un édit ordonnant à tous les missionnaires de quitter le Japon dans les vingt jours ; ils restèrent quand même, exhortant les fidèles qui, en général, se montrèrent héroïques. Plusieurs franciscains, venus rejoindre les jésuites en 1593, commirent des imprudences : en 1597, vingt-six chrétiens, parmi lesquels plusieurs franciscains et trois jésuites, furent martyrisés. Après la mort de Taïcosama, survenue l'année suivante, une accalmie se produisit (1598-1614), durant laquelle les jésuites enregistrèrent plus de 150.000 baptêmes. Mais, soudain, le roi Daïfusama lança un décret ouvrant l'ère des persécutions générales qui devaient noyer la mission du Japon dans le sang : en 1622, il n'y eut pas moins de 121 exécutions. Sous le chogunat de Yemitsu (1623-51) la persécution prendra un caractère de férocité inouïe : on compte 925 martyrs connus pour la période 1597-1626, mais 2.190 pour

1626-1660 ; presque tous les jésuites restés au Japon périrent. Cependant, malgré l'absence du clergé, la foi subsistait parmi une élite : en 1865, on découvrira encore plusieurs milliers de chrétiens au Japon.

Chassés de ces régions, les missionnaires jésuites évangéliseront l'**Indo-Chine** dès le début du xvii^e siècle. Le principal apôtre de la Cochinchine fut le Père **Alexandre de Rhodes**, qui eut la consolation de baptiser chaque année au moins 1.500 indigènes. Les périodes de calme alternaient avec de fréquentes persécutions durant lesquelles les missionnaires évangélisaient les régions voisines comme le Laos et le Cambodge. L'apostolat n'en fut pas moins fructueux : en 1649, la Cochinchine comptait 20.000 fidèles. Au Tonkin, dont l'évangélisation fut entreprise dès 1627 par le Père de Rhodes, même régime et même succès : en 1640, on comptera 82.000 fidèles ; en 1663, plus de 350.000.

En **Chine**, on ne put dépasser au début le comptoir portugais de Macao. Ce n'est qu'en 1579 que le jésuite Rugieri put entrer dans l'Empire, bientôt suivi par son collègue, **Mathieu Ricci**. Celui-ci se rendit d'abord à Nanking, dans le Kiang-Nan, puis à Nan-t-Chang dans le Kiang-Si, et put enfin s'établir à Péking. Son apostolat fut facilité par sa connaissance parfaite de la langue chinoise et par sa renommée d'astronome et de mathématicien : ainsi traduira-t-il, sous le titre de *Li Mateou*, les six premiers livres d'Euclide, ainsi écrira-t-il en chinois de nombreux livres, parmi lesquels la *Vraie doctrine de Dieu*, sorte de catéchisme. D'autre part, suivant une méthode analogue à celle du Père de Nobili, aux Indes, il comprit qu'on ne pourrait dissiper la xénophobie des Chinois qu'en tolérant chez les catéchumènes la pratique de certaines coutumes nationales ou rites. Les cérémonies en l'honneur de Confucius et des ancêtres étaient regardées par les Chinois comme obligatoires ; après les avoir étudiées, Ricci crut pouvoir dire que ces rites — saluts, prosternements et même encensements et oblations — n'avaient point de signification religieuse, mais n'étaient qu'une expression du respect filial ; sans doute, certaines influences bouddhistes et taoïstes avaient-elles pu y glisser des pratiques superstitieuses — par exemple, la cou-

tume de brûler des monnaies de papier en l'honneur des morts —, mais il suffisait de séparer celles-ci des autres rites ; on n'admettait, d'ailleurs, parmi les rites licites que ceux dont les chrétiens ne pourraient se dispenser. A cette question était connexe celle des noms chinois : pour désigner le vrai Dieu Ricci préférait l'appellation de *Tientchéou*, « seigneur du ciel », la seule autorisée aujourd'hui, mais il toléra aussi celles de *Tien*, « ciel », et de « *Chang-Ti*, « souverain seigneur », employées dans les monuments les plus vénérés de l'antiquité chinoise : ainsi s'assurait-il l'approche de lettrés et se ménageait-il de souligner par une apologétique discrète les rapports existant entre les doctrines confuciennes et le christianisme.

Si ces procédés d'apostolat se justifiaient d'une certaine manière, ils n'étaient pas sans péril : la superstition risquait de s'entremêler aux rites et, d'ailleurs, la plupart des lettrés modernes attachaient aux noms de *Tien* et de *Chang-Ti* une signification capable de fausser la conception du christianisme. Sur le moment, ce procédé d'apostolat n'en eut pas moins des résultats appréciables ; les défiances tombèrent en partie ; dès 1608, le nombre des chrétiens pour les quatre centres de Pékin, Nankin, Nan-t-Chang et Chao-Tchéou dépassait deux mille, parmi lesquels nombre de lettrés et de mandarins. Les successeurs du P. Ricci († 1616), qui, tous, ne partageaient pas absolument sa manière de voir — notamment le Père Longobardi —, restèrent cependant fidèles à son mode d'apostolat ; après une courte persécution (1616-23), le christianisme connut une période de succès : le P. Adam Schall von Bell occupa les hautes fonctions de président du « tribunal des mathématiques », et entreprit la réforme du calendrier chinois.

Les jésuites étaient, depuis quarante-sept ans, les seuls missionnaires de la Chine quand, en 1631, parurent des dominicains et des franciscains ; ils ne tardèrent pas à critiquer les méthodes d'apostolat des jésuites et jugèrent suspecte la pratique des rites chinois ; l'intempérance de leur zèle amena leur expulsion. L'un d'eux, le dominicain espagnol Moralez, porta devant le Saint-Siège la question des rites et obtint d'abord la condamnation de ces pratiques ;

mais le P. Martin Martini plaida la cause des jésuites et obtint d'Alexandre VII un nouveau décret tolérant l'hommage à Confucius « parce qu'il semble que c'est un culte purement civil et politique ». La polémique n'en continua pas moins, très vive et très compliquée ; elle se poursuivit après la mort de Moralez (1664), et son successeur Navarrete, préfet de l'ordre dominicain en Chine, écrivit un gros traité sur la question qu'il jeta en pâture au grand public, fournissant ainsi des armes aux protestants et aux jansénistes contre le catholicisme et les jésuites.

III. Direction romaine et hiérarchie. — Ce qui manquait presque partout, c'était une autorité qui pût servir d'arbitre entre les diverses sociétés ; il importait donc à la fois de renforcer l'autorité pontificale et de créer des évêchés. Longtemps, comme l'apostolat se développait parallèlement à la colonisation, l'intermédiaire des nations conquérantes — Espagne et Portugal — s'était imposé : ce fut le régime du patronat. Une telle monopolisation de l'apostolat n'était pas sans inconvénients : l'Eglise goanaise, en particulier, ne possédait qu'un clergé insuffisant ; mais le Portugal n'entendait point qu'on fît appel à d'autres missionnaires et à d'autres évêques que les siens. Pour rendre l'Eglise plus libre et donner davantage à la papauté la direction des missions, Grégoire XV fonda, en 1622, la congrégation *De Propaganda Fide* : composée de vingt-neuf cardinaux sous la présidence d'un préfet, elle devait administrer les missions, y imposer ses décisions, recueillir les fonds nécessaires à leur entretien. Bientôt prospère, la Propagande posséda, à Rome, un collège embelli par les soins d'Urbain VIII (1627), et d'où sortirent nombre d'apôtres ; elle acquit une imprimerie polyglotte très précieuse.

La Providence allait aussi enrichir les missions d'Extrême-Orient d'une hiérarchie nouvelle. En 1649, le Père de Rhodes, l'apôtre du Tonkin, était venu en Europe pour y demander des évêques : il n'existait à cette date que l'évêché portugais de Macao, jouissant d'une juridiction théorique sur la Chine et l'Indo-Chine. Ni les jésuites ne purent, ni les clergés napolitain et romain ne voulurent lui fournir des

évêques missionnaires ; il se rabattit alors sur une société de jeunes ecclésiastiques, congréganistes des jésuites, que dirigeait le Père Bagot ; parmi eux, le Saint-Père choisit les trois premiers vicaires apostoliques de l'Extrême-Orient : Mgr Pallu pour le Tonkin, Mgr Lamothe-Lambert pour la Cochinchine, Mgr Cotolendi pour la Chine. En même temps, d'autres disciples du Père Bagot fondaient — toujours à l'instigation du Père de Rhodes — le *Séminaire des Missions étrangères*, où se préparerait pour l'apostolat lointain un groupe de prêtres séculiers ne devant relever que de l'évêque qui les emploierait. A la même époque, **Claude Poullart des Places** fondait, à 24 ans, le séminaire et la congrégation du Saint-Esprit, qui se voueraient aux missions.

Cependant, les évêques envoyés en Extrême-Orient devaient se heurter à l'opposition des Portugais ; ceux-ci alléguaient que leur *padroado* ou patronat embrassait toute l'étendue des Indes orientales : prétention d'autant moins raisonnable qu'ils étaient incapables d'alimenter l'apostolat dans toutes ces régions. Par esprit de conciliation, le Saint-Siège se contenta de donner aux évêques missionnaires de Chine et d'Indo-Chine le titre de vicaires apostoliques. Le conflit n'en subsista pas moins : l'archevêque de Goa, primat des Indes orientales, défendit de reconnaître le pouvoir des vicaires apostoliques. Grand embarras pour les anciens missionnaires : exposés à la vindicte du gouvernement portugais, agacés par l'ardeur assez indiscrette des jeunes missionnaires venus de France, ils firent parfois opposition aux vicaires apostoliques dont l'autorité resta toujours plus ou moins discutée, malgré les instances de la Propagande. Ce fut un véritable malheur : car, seule, un pouvoir épiscopal incontesté eût pu trancher sur place les discussions toujours vives entre religieux d'ordres différents.

IV. La condamnation des rites chinois. — Mgr Maigrot des Missions Etrangères, vicaire apostolique au Fou-Kien, édicta, en 1693, un mandement qui interdisait les Rites chinois. Saisi de l'affaire, le Saint Office rendit, en 1704, un décret où il condamnait la méthode des jésuites. Le légat de Tournon, qui vint à Pékin avec Mgr Maigrot pour exposer

les nouvelles directives, fut banni par l'empereur irrité. Déplorant la perspective de grandes ruines, certains missionnaires essayèrent de tourner l'arrêt pontifical ; mais, en 1710, Clément XI le confirma et, en 1715, il imposa un serment d'obéissance ; tous les jésuites adhèrent. Malheureusement, il n'en fut pas ainsi des indigènes : une infime minorité, appartenant aux plus basses classes, put bien se soumettre, le grand nombre apostasia ; certains prêtèrent le serment, mais pour le violer ; et alors se posa aux missionnaires une nouvelle question : celle du refus des sacrements. Quant à l'empereur, il déclara qu'il ne pouvait laisser prêcher à ses sujets une doctrine aussi contraire aux traditions nationales ; la venue d'un nouveau légat, **Mgr Mezzabarba**, qui accordait sous réserves quelques concessions, ne parvint point à l'apaiser ; d'ailleurs, par la bulle *Ex quo singulari* (1742), Benoît XIV affirmera que ces tolérances n'ont jamais été approuvées par Rome, et il maintiendra le rejet absolu des rites chinois.

« Il n'est pas vrai que l'œuvre des jésuites en Orient, privée de sa base naturelle, se soit écroulée du coup. » Ce que l'on peut dire, c'est que les conversions cessèrent chez les lettrés et les brahmes. Mais les chrétientés fondées se maintinrent. Si la décadence survint, elle fut due surtout à l'hostilité persistante des Portugais, à l'attiédissement causé par le jansénisme, et qui tarissait les vocations, enfin à la suppression de la Compagnie de Jésus. D'ailleurs, dès 1724, l'empereur Yong-Tching déclencha la persécution générale par un édit expulsant les missionnaires. En cachette, les

En route pour la Chine, de passage à Pondichéry, Mgr. de Tournon s'était aussi occupé de la question des rites malabares ; sur la dénonciation de religieux capucins et après enquête sommaire, il révoqua la tolérance jadis accordée. Ces décisions furent adoucies par un arrêt du saint office approuvé par Clément XII (1733-34) ; cependant, on persistait à obliger les missionnaires à administrer publiquement les parias malades dans leurs demeures, ce qui constituait une souillure rendant tout apostolat impossible auprès des classes supérieures. Sous Benoît XIV, une solution transactionnelle finit par prévaloir qui attribua le ministère des parias à un groupe spécial de missionnaires. Les missions du Maduré et du Carnatic conservèrent durant le XVIII^e siècle une certaine prospérité.

jésuites continuèrent leur œuvre, spécialement dans les provinces méridionales : Kiang-Nan, Kiang-Si, Tché-Kiang et dans le Hou-Kouang, au centre de la Chine. Pour faciliter cet apostolat subreptice, on travailla à développer le clergé indigène : le pape accorda même de faire prêtres des Chinois qui, ne sachant point le latin, pourraient cependant le lire et connaîtraient suffisamment la religion ; puis on envoya des sujets se former en France ; enfin, on organisa l'élite des laïcs indigènes en une espèce de congrégation. D'autre part, les missionnaires jésuites continuèrent à se rendre agréables aux empereurs en leur rendant des services artistiques : ainsi purent-ils maintenir leur influence à Pékin et ralentir l'effet de la persécution.

V. Les missions du Levant. — Dans le **Levant**, les missionnaires jésuites obtinrent des résultats appréciables : en 1609, une mission définitive fut établie à Constantinople sous le patronage de Henri IV, conseillé par le P. Cotton. Grâce à la protection des ambassadeurs français, les missionnaires de divers ordres purent s'établir sur plusieurs points de l'Empire ottoman. Les jésuites soulagèrent particulièrement les nombreux esclaves parqués dans les bagnes turcs. Ils travaillèrent aussi avec habileté au retour des schismatiques Grecs, Syriens, Arméniens et Coptes (1650-1710). Par une méthode apologétique qui se justifie, considérant que la masse ignorante ne savait même pas ce qu'était le schisme, on se contentait de lui enseigner la foi catholique sans la traiter en schismatique : aussi, les missionnaires latins prêchaient-ils dans les églises orthodoxes. Les résultats furent très consolants : Clément XI reçut la profession catholique des trois patriarches d'Alexandrie, d'Alep et de Damas. Cependant, le sectarisme schismatique s'inquiéta et obtint du sultan qu'il défendît à tous ses sujets chrétiens de se faire catholiques (1723) ; mais nos ambassadeurs exigèrent, en 1740, qu'un article des capitulations garantît la liberté de l'apostolat catholique.

A côté des jésuites, voici les capucins. Au temps de Richelieu, le Père Joseph, « l'éminence grise », avait rêvé un grand projet de croisade universelle contre les Turcs, et la

réconciliation des chrétiens orientaux par la destruction de la domination musulmane. Nommé préfet des missions d'Orient, il divisa en trois régions l'apostolat des capucins dans le Levant : la province de Paris évangéliserait l'Asie Mineure, la Grèce, la Thrace et la Roumanie ; la province de Bretagne la Palestine et le Liban ; la province de Tours l'Égypte, la Mésopotamie et la Perse. Le Père Joseph favorisa aussi les Carmes qui s'établirent sur les bords du Tigre : l'un d'eux, le Père Duval, fut le premier évêque de Babylone. Notons enfin qu'en donnant ordre à nos ambassadeurs de protéger toute communauté chrétienne, le Père Joseph créa la tradition qui fait de la France la gardienne attitrée des intérêts catholiques en Orient.

Signalons l'apostolat de Pierre Manoug, né à Sivas (l'ancienne Sébaste), dans la Petite Arménie et surnommé Mékhitar, c'est-à-dire le Consolateur. Il travailla à entretenir la foi parmi les Arméniens catholiques ; persécuté par les schismatiques, il se réfugia en Europe et fonda, à Mondon, dans la presqu'île de Morée, un nouvel ordre soumis à la règle bénédictine et que Clément X confirma en 1712. Chassé par les Turcs, l'abbé Mékhitar se réfugia à Venise, où, dans la petite île de Saint-Lazare, il construisit un superbe couvent (1717). Les mékhitaristes se vouèrent à l'apostolat intellectuel de leurs frères en publiant des travaux littéraires relatifs à l'Arménie.

CHAPITRE X

LES MISSIONS D'AFRIQUE

Dès 1454, Nicolas V avait octroyé aux Portugais le privilège d'étendre leur influence depuis les caps Noun et Bojador jusqu'à la Guinée et « les plages éloignées du Sud ». De fait, ils alièrent toujours l'évangélisation à la conquête. En 1491, une mission dominicaine remonte le **Congo** en vue

II. **Afrique.** — FROIDEVAUX, *Les lazaristes à Madagascar au XVII^e siècle*, 1903 ; art. *Afrique et Algérie* dans *Dict. Histoire*. — GUIOT, art. *Abyssinie*, dans même dict. — H. D. GRAMMONT, *Histoire d'Alger sous la domination turque*, 1887.

de faire pénétrer le christianisme à l'intérieur de l'Afrique, et cet apostolat aboutira, un siècle plus tard, à l'érection de l'évêché de San Salvador (1595), d'où capucins et jésuites s'avanceront soit plus au sud, soit au centre de l'Afrique équatoriale. En **Zambésie** les dominicains établirent des missions permanentes et les jésuites des stations à Mozambique, à Quilimane près des bouches du Zambèze, à Senna et à Tété à soixante et cent vingt lieues en amont du fleuve.

Mais la mission la plus remarquable fut celle d'**Abyssinie**. Saint Ignace lui-même y envoya des missionnaires (1546) et, en 1555, le Père Jean Nunez Barreto y fut nommé patriarche avec deux coadjuteurs. Cependant, durant vingt ans, tout apostolat se heurta à l'opposition de l'empereur Claude, monophysite ardent. Le véritable apôtre de l'Ethiopie fut le jésuite espagnol **Pierre Paëz** (1582-1622), qui, possédant admirablement la langue du pays, put réfuter dans les conférences publiques les docteurs indigènes ; il sut capter les bonnes grâces de l'empereur Seltan Sagâd (1607-32). Celui-ci accorda toutes libertés aux jésuites qui purent convertir plusieurs centaines de mille schismatiques ; la mission reçut la profession solennelle de foi romaine prêtée par l'empereur. Toutefois, il subsistait une opposition sournoise et tenace ; on a pu dire que le patriarche Mendez manqua plus ou moins d'habileté en interdisant brusquement les coutumes éthiopiennes communes avec les autres églises orientales : liturgie nationale, mariage des prêtres séculiers, etc... ; mais les Ethiopiens regrettaient surtout les accommodements que l'ancien clergé et son chef l'Abuna toléraient avec la morale ; menée par des moines dévergondés, l'opposition parvint à circonvenir le roi qui apostasia ; à sa mort, son fils Fasladas rétablit le monophysisme et chassa les jésuites (1632). La majorité des convertis apostasièrent ; plusieurs restèrent inébranlables, entre autres le prince Sellas Christos, frère de l'empereur Seltan-Sagâd.

Sur la **côte barbaresque**, les musulmans détenaient en esclavage des milliers de chrétiens pris par leurs corsaires. Il y eut sans doute plusieurs interventions armées des souverains espagnols : prise d'Oran par Ximénès en 1509 sous Ferdinand le Catholique, prise de Tunis en 1535 par Charles-

Quint qui y délivra 25.000 esclaves ; mais ces expéditions, et d'autres encore n'aboutissaient qu'à des conquêtes passagères. Sollicité par Louis XIII (1642), **saint Vincent de Paul**, qui jadis en 1605 était demeuré deux ans esclave à Tunis, envoya dans les pays barbaresques des lazaristes ; avec l'aide des consuls français, ils purent exercer leur ministère dans les bagnes et racheter de nombreux captifs. Ces mêmes lazaristes tentèrent aussi l'évangélisation de **Madagascar**, mais durent abandonner l'entreprise à cause de l'insalubrité du climat.

Le XVIII^e Siècle

CHAPITRE PREMIER

LE JANSENISME

La querelle janséniste se rouvrit au début du XVIII^e siècle : la question de fait se pose à nouveau dans le cas de conscience qui provoque la constitution *Vineam Domini* (1705), la question de droit dans les *Réflexions morales* condamnées par Clément XI (Bulle *Unigenitus*, 1713).

I. Le cas de conscience. — Dès 1701, un cas de conscience présenté à la Sorbonne par un soi-disant confesseur normand circulait parmi les docteurs : on se demandait

II. Jansénisme au XVIII^e siècle. — Sources : QUESNEL, *Nouveau testament avec des réflexions morales sur chaque verset*, 1699 ; *Correspondance*, éd. de M^{me} A. LE ROY, 2 vol., 1900. — L. MENTION, *Doc. relatifs aux rapports du Clergé avec la royauté de 1682 à 1789*, 2 vol., 1893-1903. — J. HANOTAUX, *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France*, Rome, t. II (1688-1723), t. III (1724-91). — Travaux : DOM VINCENT THUILLIER, *Rome et la France. La seconde phase du jansénisme*, édité Ingold, 1901. — SCHILL, *Die Constitution Unigenitus*, Fribourg-en-Brisgau, 1876. — A. LE ROY, *La France et Rome de 1700 à 1715. Histoire diplomatique de la bulle Unigenitus*, 1892. — BOURLON, *Les Assemblées du clergé et le jansénisme*, 1909. — E. REGNAULT, *Christophe de Beaumont*, 1882. — HILD, *Honoré Tournély und seine stellung zum Jansenismus*, Fribourg, 1911. — BARTHELEMY, *Le cardinal de Noailles*, 1883. — BLIARD, *Dubois, cardinal et premier ministre*, 2 vol., 1902. — GAGNOL, *Le jansénisme convulsionnaire et l'affaire de la Planchette*, 1911. — P. DUDON, *Le Fareinisme*, dans *Revue Gorini*, 1908 et suiv. — A. MALET, *L'Eglise vieille catholique d'Utrecht, son état actuel* dans *Etudes*, janvier 1907 (CX). — M. CARREYRE, *Le jansénisme pendant les premiers mois de la Régence* (sept.-déc. 1717), dans *Rev. hist. eccl.*, 1925 (t. XXI), p. 479-509. — G. HARDY, *Le cardinal de Fleury et le mouvement janséniste*, 1926.

si l'on pouvait donner l'absolution à un pénitent qui ne voulant pas admettre le fait de l'attribution des cinq propositions au livre de Jansénius se contentait à cet égard d'un « silence respectueux », et signalait avec de telles restrictions le formulaire d'Alexandre VII. Quarante docteurs de Sorbonne — entre autres, Ellies du Pin — se prononcèrent dans le sens de l'indulgence ; imprimé en 1702, le *Cas* fit scandale. Par un bref du 12 février 1703, **Clément XI** condamne le *Cas de conscience* que Fénelon réfute dans une éloquente *Instruction pastorale* ; puis, sur les instances de Louis XIV mécontent de l'agitation produite, le pape publie la bulle *Vineam Domini*, qui interdit expressément le silence respectueux : « Le sens condamné dans les cinq propositions du livre de Jansénius, tel que les mots le comporte, doit être condamné par tous les fidèles comme hérétique, et cela non seulement de bouche mais de cœur (*non tacendo solum, sed et interius obsequendo*) ; et on ne peut licitement souscrire avec d'autres dispositions le formulaire ». L'acceptation par écrit de la bulle *Vineam Domini* fut imposée au clergé et aux communautés du diocèse de Paris ; comme les religieuses de Port Royal faisaient opposition, le pape ordonna de les disperser entre plusieurs monastères (mars 1709), et un arrêt du conseil prescrivit la destruction des bâtiments. Les jansénistes n'en continuèrent pas moins à se grouper en un quartier spécial à l'ombre des églises de Saint-Médard, Saint-Etienne-du-Mont et Saint-Jacques-du-Haut-Pas.

D'autre part, la question de droit était reparue insidieusement. L'oratorien **Pasquier Quesnel** (1634-1719) avait entrepris dès 1662 la rédaction d'un Commentaire des Évangiles qui parut avec succès en 1671 et qu'au contact de ses amis de Port-Royal il ne cessa de retoucher dans le sens janséniste. Une édition définitive fut publiée en 1693 sous le titre de *Réflexions morales sur le Nouveau-Testament*. Toute la substance du jansénisme s'y retrouve, mais délayée et présentée avec habileté. Sans se découvrir jusqu'à parler de délectation, Quesnel insiste sur la toute puissance du Seigneur qui agit victorieusement dans l'homme : ainsi portait-il l'attention sur Dieu qui détermine nécessairement notre volonté plutôt que sur le moyen dont il use dans ce but.

D'ailleurs, pour s'assurer la complicité des gallicans, Quesnel énonce des principes de gouvernement ecclésiastique empruntés au richérisme ; ainsi prépare-t-il la voie à ce jansénisme parlementaire qui dans la période dernière remplacera le quesnellisme.

II. Le Quesnellisme et la bulle *Unigenitus*. — Grâce à ces précautions sournoises, le livre de Quesnel, édité en 1694, put cheminer sans être inquiété ; il parut même avec l'approbation de **Noailles**, évêque de Chalons. Déféré au Saint-Siège, il fut examiné avec impartialité par une commission composée non de jésuites adversaires particuliers des jansénistes, mais de dominicains. En 1708, un bref censura l'ouvrage ; les évêques de Luçon et La Rochelle en interdirent la lecture par des mandements qui, affichés à Paris, provoquèrent des conflits avec Noailles, devenu archevêque de la capitale. Sur les instances de Louis XIV, Clément XI fit alors paraître une condamnation solennelle : ce fut la fameuse bulle *Unigenitus* (8 sept. 1713), qui censurait en bloc 101 propositions extraites littéralement du livre de Quesnel. Noailles se soumit d'abord, et révoqua en un mandement l'approbation donnée jadis par lui aux *Réflexions morales*. Bientôt, toutefois, dans une assemblée des évêques réunis à Paris il déclara ne pouvoir admettre la bulle sans explications, surtout à cause des qualifications jetées en bloc sur les 101 propositions, dont quelques-unes pouvaient, d'après lui, recevoir un sens acceptable. Devant l'agitation renaissante, Louis XIV, conseillé par Fénelon, pria le pape de réunir un concile national.

Mais la mort du grand roi changea la face des choses : le **Régent** sceptique laissa l'opposition janséniste se développer. Les facultés de théologie de Paris, Reims et Nantes révoquèrent leur première adhésion ; quatre des évêques qui avaient refusé d'admettre la bulle *Unigenitus*, Soanen de Senez, Colbert de Montpellier, de Langle de Boulogne, et La Broue de Mirepoix interjetèrent appel au concile général (5 mars 1717) ; Noailles, à son tour, en appela « du pape manifestement trompé et de la Constitution *Unigenitus* en vertu des décrets de Constance et de Bâle au pape mieux

informé et à un concile général libre ». Par la bulle *Pastoralis officii* Clément XI n'hésita pas à excommunier les appelants ; d'autre part le Régent finit par les considérer comme des fauteurs de troubles et, conseillé par Dubois, leur retira sa protection tacite.

Après sa mort (1723), le ministre **Fleury** continua à les surveiller. A son instigation, Tencin, archevêque d'Embrun, réunit un concile qui déposa et exila à La Chaise-Dieu l'octogénaire Soanen de Senez, le plus intraitable des appelants. Mais Noailles de Paris et Colbert de Montpellier protestent : l'agitation est à son comble. Cependant, renouvelant les procédés qui ont escamoté la paix clémentine, Noailles prépare un mandement à double édition : l'une, à l'usage du pape, adhère à la bulle sans restriction, l'autre ne comporte qu'une acceptation restrictive ; mais Benoit XIII averti (1724-30) déjoue ces habiletés. Las de la lutte, Noailles se soumet par une réception pure et simple, mais dont on a pu contester la sincérité (1728) ; son exemple entraîne l'adhésion de la plupart des évêques appelants. Aussi, cette date marque-t-elle la fin du quesnellisme et semble-t-elle consacrer le triomphe de Rome.

En réalité, à la faveur de tant de luttes, l'hérésie s'était répandue et vulgarisée. Dès 1727, le parti rédige un journal clandestin, les *Nouvelles ecclésiastiques*, odieusement partial ; il possède aussi des fonds secrets, la fameuse *boîte à Perrette*, ainsi appelée de son instigatrice, la gouvernante de Nicole ; son capital montera à plus d'un million. Dès lors, le jansénisme change d'aspect : parmi le peuple il devient une secte superstitieuse, dans les milieux parlementaires il apparaît comme une forme du gallicanisme. Au jansénisme populaire se rattache l'épisode des convulsionnaires ; au jansénisme parlementaire, l'affaire du refus des sacrements.

Le diacre Paris, fils d'un conseiller au Parlement (1690-1727) passait pour l'un des saints de la secte : par humilité, il avait refusé la prêtrise, et d'ailleurs il donnait tout son bien aux pauvres. Lorsqu'il fut mort appelant et réappelant de la bulle *Unigenitus*, on parla bientôt de miracles opérés sur son tombeau au cimetière de la paroisse Saint-Médard ; les pèlerinages s'y multiplièrent, et les prodiges aussi :

spasmes convulsifs, délires extatiques, jusqu'au jour où Fleury impatienté fit fermer le cimetière. Mais les convulsionnaires continuèrent à s'agiter et à se disloquer en cachette, mêlant souvent l'obscène au ridicule.

III. Le jansénisme parlementaire : l'affaire des billets de confession. — Beaucoup plus dangereux fut le jansénisme parlementaire, ombrageux et tracassier. Dès 1731, comme certains prêtres orléanais avaient voulu contraindre leurs fidèles à adhérer à la bulle *Unigenitus*, le Parlement les décréta d'abus, et somma l'évêque d'Orléans d'y mettre bon ordre. Le ministre Fleury répliqua en évoquant au Conseil du roi toutes les affaires touchant le jansénisme, et comme les parlementaires se mettaient en grève, il exila l'un des principaux meneurs, l'abbé Pucelle, et interna à Vincennes le conseiller Titon ; après protestation, les parlementaires se soumirent.

Ce n'était là qu'un simple prélude à la grande querelle du refus des sacrements. Plusieurs curés, d'accord avec leurs évêques, avaient stipulé qu'ils ne donneraient plus les sacrements aux moribonds qui rejetteraient la bulle *Unigenitus* ou ne pourraient témoigner de leur adhésion à cette bulle grâce à un billet de confession accordé par un prêtre muni d'une juridiction régulière. Par une crise de laïcisme inouïe jusqu'alors, les réfractaires en appelèrent comme d'abus, non point à un concile, mais au Parlement, qui ouvrit aussitôt une guerre acharnée. Le conflit fut particulièrement aigu dans le diocèse de Paris, où l'archevêque **Christophe de Beaumont** avait prescrit le refus. En 1752, l'oratorien Lemère, appelant impénitent, se vit refuser les sacrements *in extremis* par Bouettin, curé de Saint-Etienne-du-Mont ; le Parlement cite le curé à sa barre et demande à l'archevêque de retirer son mandement ; le roi évoque à lui l'affaire et casse la décision ; mais bientôt Lemère meurt sans avoir reçu les sacrements, le Parlement s'acharne et confisque les biens du curé ; nouvel arrêt du roi annulant la procédure, nouvel arrêt du parlement interdisant « à tous les ecclésiastiques de faire aucuns actes tendant au schisme, et notamment aucuns refus de sacrements, sous prétexte de défaut

de présentation de billets de confession ou d'acceptation de la bulle *Unigenitus* ». Suivit une lutte tracassière qui aboutit en décembre à un coup d'éclat lorsque le Parlement saisit le temporel de l'archevêque Christophe de Beaumont et le cita à sa barre. Sur les instances de 25 évêques, le roi exila les parlementaires et essaya de les remplacer par une Chambre royale. Mais devant les difficultés nées de cette situation, le faible prince capitula bientôt : les parlementaires rentrent, billets de confession et refus de sacrements sont interdits, et on exile à Conflans l'archevêque de Paris (1754).

Dans un esprit de conciliation, **Benoît XIV** (1740-58) publia en 1756 la bulle *Ex omnibus christiani orbis regionibus* qui, tout en déclarant obligatoire l'obéissance à la bulle *Unigenitus*, admettait qu'il n'y avait lieu de refuser les sacrements qu'aux opposants notoires susceptibles d'être considérés comme pécheurs publics. Peu après, le roi tint un lit de justice où il déclara que la bulle devait avoir force de loi (13 déc. 1756). Cependant la guerre reprendra en 1767 pour ne s'achever qu'à l'exil des parlementaires par le roi en 1771. Satisfaction tardive, mais entière, est donnée alors aux représentations des évêques ; d'ailleurs, le nombre des appelants se réduit de jour en jour ; le conflit s'éteint. Mais cette longue opposition au roi et à l'épiscopat eut une double conséquence : d'une part, elle accentua l'antagonisme du parlement et de la couronne : « C'est une assemblée de républicains, disait Louis XV, ils finiront par perdre l'Etat ». D'autre part, la haine des légistes fut accrue contre les jésuites, regardés comme les adversaires des libertés gallicanes, et en l'occurrence comme les conseillers de l'archevêque de Paris. Ainsi l'affaire du refus des sacrements sert-elle de prologue au procès de la Compagnie.

IV. La survivance : le schisme d'Utrecht. — Les principaux jansénistes — Arnould et Quesnel — s'étaient réfugiés en Hollande. L'influence d'Arnould fut surtout considérable : le vicaire apostolique d'Utrecht, l'oratorien janséniste Jean Neercassel, lui confia la formation de plusieurs étudiants d'élite, notamment Van Eckel, Roos et Pierre Codde. Devenu le successeur de Neercassel comme vicaire apostolique

d'Utrecht, **Codde** fut déposé par Clément XI (1704) à titre de janséniste notoire ; lorsqu'il mourut, en 1710, ses partisans ne reconnurent ni les vicaires apostoliques ni les nonces envoyés par Rome, mais ils se rattachèrent au chapitre cathédral d'Utrecht constitué par Codde. Ce chapitre consomma le schisme en élisant archevêque d'Utrecht, à l'encontre du pape, un certain **Cornélius Steenoven**, qui parvint à trouver un prélat consécrateur dans la personne de Dominique Varlet, évêque missionnaire suspens, doublé d'un janséniste obstiné. Steenoven créa deux évêchés suffragants : Haarlem (1742) et Déventer (1757). Ce schisme janséniste a survécu jusqu'à nos jours malgré un effort tenté en 1826 par Léon XII pour le dissoudre. Les jansénistes d'Utrecht prétendent n'être pas schismatiques, et notifient soigneusement au pape leurs nominations épiscopales et leurs décrets conciliaires ; ils ont toutefois protesté en 1854 contre la définition de l'Immaculée Conception et en 1870 contre celle de l'Infaillibilité pontificale. Ils s'intitulent vieux catholiques romains de Hollande ; on évalue leur nombre à huit mille.

CHAPITRE II

L'ASSAUT CONTRE LA COMPAGNIE DE JESUS

I. **Portugal.** — On peut regarder les mesures prises au XVIII^e siècle contre les jésuites comme résultant de l'assaut combiné des philosophes, des jansénistes et des gallicans de tous pays. Les premières persécutions s'ouvrirent au Portugal, alors gouverné par Sébastien de Carvalho, marquis de **Pombal**, premier ministre du faible roi José I^{er} (1750-77). Imbu de philosophisme, il commença par tracasser les jésuites en leur faisant retirer les charges de confesseurs du roi et de sa famille. Ne trouvant point au Portugal de prétexte à les frapper, il en chercha dans les colonies du Paraguay où ils avaient installé leurs merveilleuses *réductions* ; comme en 1750 il avait signé avec l'Espagne un traité d'après lequel le Portugal recevrait en échange de la colonie

du San-Sagramento les sept districts du Paraguay où se trouvaient les réductions, les Indiens des territoires concédés se soulevèrent ; Pombal en reporta la responsabilité sur les jésuites, les fit calomnier dans un mémoire anonyme, et sur ses instances, Benoît XIV nomma visiteur de l'ordre le cardinal Saldanha, archevêque de Lisbonne : celui-ci, sous la pression de Pombal, interdit aux jésuites tout ministère dans l'étendue de sa juridiction (1758).

Sur ces entrefaites, un attentat fut tenté contre la vie du roi, et dans le procès qui suivit, Pombal ne manqua pas d'impliquer les jésuites : l'un d'eux, Gabriel Malagrida, vieillard octogénaire, fut condamné à mort après trois ans d'emprisonnement (1761). Bientôt, malgré les protestations de Clément XIII, Pombal déportait les jésuites portugais dans les Etats de l'Eglise ; il en retenait d'autres — notamment les missionnaires — dans les fameuses prisons de Belem et de Saint-Julien où ils passèrent dix-huit années de souffrances jusqu'à la mort de Pombal. Celui-ci ne cessa, d'ailleurs, de tromper l'opinion européenne grâce à une troupe de pamphlétaires à gages dont le plus fameux fut « l'abbé Platel », capucin défroqué, auteur des *Nouvelles intéressantes du Portugal* et des *Mémoires sur les missions des Indes orientales*.

II. France. — Les anti-jésuites de France n'attendaient qu'une occasion d'imiter Pombal. Elle leur fut fournie vers 1760 quand le Père **Lavalette** chargé de l'administration des missions de La Martinique et fondateur d'un grand établissement de commerce, se trouva ruiné par suite d'une mauvaise gérance et de la perte de ses marchandises saisies par

I. Attaques contre la Compagnie de Jésus. — J. BRUCKER, *Histoire de la Compagnie de Jésus*. — A. BROU, *Les jésuites et la légende* ; II. *De Pascal à nos jours*, 1907. — J. GUIRAUD, *Histoire partielle, histoire vraie*, t. IV, 1919. — PICOT, *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le XVIII^e siècle*, t. II-III. — RANKE, *Die Römischen Päpste*, t. III. — F. MASSON, *Le cardinal de Bernis depuis son ministère*, 1903. — DE NOLHAC, *La Conversion de Madame de Pompadour*. — ROUSSEAU, *Expulsion des jésuites d'Espagne*, *Rev. quest. hist.*, janvier 1904 ; *Histoire du règne de Charles II*, 1907.

les Anglais. Ses créanciers marseillais demandèrent remboursement aux jésuites de France qui refusèrent, arguant qu'il n'y avait aucune communauté de biens ni aucune solidarité entre les établissements de la Compagnie en France et la mission de La Martinique : objection valable en soi si l'on songe que les différentes maisons de l'ordre étaient indépendantes les unes des autres, et que tous les biens de chacune provenaient de fondations faites en vue d'œuvres déterminées et locales ; qu'on se souvienne, d'ailleurs, que la créance dépassait trois millions de livres. Cependant les jésuites perdirent leur procès devant les tribunaux consulaires de Paris et de Marseille qui les déclarèrent solidaires du Père Lavalette.

Ils eurent l'imprudence d'en appeler non au Conseil du roi, selon qu'ils en avaient le droit, mais au Parlement de Paris, où fermentaient contre eux toutes les rancunes du jansénisme et du gallicanisme. On résolut aussitôt de transformer le procès particulier du Père Lavalette en un procès général de toute la Compagnie. On prit prétexte de la question de la solidarité pour examiner les constitutions de l'ordre : au cours du procès commercial qui se terminera par l'obligation intimée à la Compagnie de payer les créances du Père Lavalette, le 17 avril 1761, l'abbé **Chauvelin**, conseiller clerc, jadis emprisonné comme janséniste, dénonça les statuts de la Compagnie et la Cour ordonna qu'il en fût déposé un exemplaire au greffe ; le roi demanda, en vain, au Parlement de lui remettre ces constitutions qu'il voulait faire examiner par son Conseil, le Parlement en conserva un exemplaire, et dès le mois de juillet, l'avocat général Omer Joly de Fleury prononça un long réquisitoire où il dénonçait la puissance redoutable du général de l'ordre placé au-dessus des conciles, des papes, des évêques et des rois. En conséquence, une commission d'examen fut instituée : son rapporteur, le même abbé Chauvelin, ramassa tous les vieux griefs politiques contre les jésuites : régicide, assassinat de Henri III par Jacques Clément, conspirations anglaises, etc. Dès le 6 août, vingt-quatre ouvrages émanant de plumes jésuites furent condamnés comme attentatoires à l'autorité civile et à la morale chrétienne ; ordre fut donné

à tous les étudiants et novices de la Compagnie de quitter ses établissements.

Cependant, le roi commanda de surseoir un an à l'exécution. A l'assemblée du clergé, réunie en décembre 1761, quarante-cinq prélats sur cinquante et un signaient l'*Avis des évêques de France*, où on demandait que l'institut subsistât sans changement : un seul, Fitz-James de Soissons, janséniste notoire, réclama la suppression. D'autre part, le roi fit solliciter le pape d'accorder aux jésuites français un vicaire général spécial assez indépendant du général pour ne pas être soupçonné d'être sa créature. Clément XIII répondit par un refus catégorique : *Sint ut sunt aut non sint*.

Ainsi, les efforts pour sauver la Compagnie avaient échoué. Dès le 1^{er} avril 1762, le Parlement faisait exécuter le décret ordonnant la fermeture des collèges. Enfin, le 6 août, un arrêt supprima la Compagnie : on déclarait l'institut « inadmissible dans tout Etat policé comme contraire au droit naturel, attentatoire à toute autorité spirituelle et temporelle, tendant évidemment peu à peu à miner toute autorité légitime ». On confisquait les biens ; on dispersait les Pères leur interdisant de porter l'habit de l'Ordre et d'entretenir des relations avec l'étranger. Les rédacteurs de l'arrêt avaient fait de nombreux emprunts à un écrit venimeux dû à des auteurs jansénistes, les *Extraits des assertions dangereuses et pernicieuses* prétendument soutenues par les jésuites ; auparavant, le Parlement avait même ordonné d'envoyer un exemplaire de ce factum à tous les évêques de France ; la plupart protestèrent, notamment Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, « l'Athanase du siècle » ; Fitz-James de Soissons, qui osa approuver le libelle, se vit condamner solennellement par le pape (13 avril 1763). L'œuvre sectaire du Parlement de Paris fut imitée par les parlements de province, sauf ceux de Flandre et de Franche-Comté, d'Alsace et d'Artois ; celui de Rennes se distingua par l'ardeur belliqueuse de son procureur général, La Chalotais.

Si le faible Louis XV laissa faire, c'est que tout le monde dans son entourage complotait contre les jésuites : gallicans, jansénistes, philosophes ; et M^{me} de Pompadour fut ardente à se venger sur la Compagnie de l'opposition morale que cer-

tains jésuites avaient dû lui faire. En novembre 1764, Louis XV authentiquait les décisions des parlements : par un édit « irrévocable », il statuait « que la Société n'existerait plus en France, qu'il serait seulement permis à ceux qui la composaient de vivre en particulier dans les Etats du roi, sous l'autorité spirituelle des ordinaires des lieux ». Clément XIII, qui avait écrit plus de cinquante actes ou brefs pour sauver les jésuites, protesta dans la bulle *Apostolicum pascendi* du 9 janvier 1765 : « Aucune injure, aucune offense plus sensible, disait-il, ne pouvait être lancée à l'Eglise catholique ; elle aurait donc erré honteusement en jugeant solennellement qu'un institut impie et irréligieux était pieux et agréable à Dieu. »

III. **Espagne.** — Deux ans plus tard, l'Espagne frappait à son tour les jésuites. Le roi **Charles III**, prince dévot, se laissa pourtant circonvenir par son ministre **d'Aranda**, ami de Choiseul et élève des philosophes : on parvint à lui persuader que les jésuites entretenaient contre lui une opposition politique implacable, et qu'ils visaient à le renverser du trône. Soudain, dans la nuit du 2 avril 1767, il fit arrêter tous les jésuites du royaume (près de six mille) et les fit transporter sur les côtes des Etats pontificaux, malgré les protestations de la papauté. Naturellement, le jeune roi de Naples, **Ferdinand IV**, imita l'exemple de son père Charles III d'Espagne ; à l'instigation de son ministre **Tanucci**, il supprima la Compagnie (20 novembre 1767), et les jésuites napolitains furent amenés militairement jusqu'aux frontières pontificales.

Le duc de Parme était également un Bourbon, neveu de

I. **Suppression de la Compagnie de Jésus.** — Sources : *Continuatio Bullarii romani*, t. IV, Prati, 1845. — *Clementis XIV, Epistolæ et Brevia*, édit. Theiner, 1852. Travaux : Outre les ouvrages cités plus haut, CRÉTINEAU-JOLY, *Clément XIV et les jésuites*, 1847. — RAVIGNAN, *Clément XIII et Clément XIV*, 2 vol., 1854. — THEINER, *Histoire du pontificat de Clément XIV*, 1852. — REUMONT, *Ganganelli, Pape Clément XIV*, Berlin 1847. — SIDNEY SMITH, *The suppression of the Society of Jesus*, dans *The Month*, 1902-03. — J. DE LA SERVIERE, art. *Clément XIII et Clément XIV*, dans *Dict. de Théologie* ; art. *Clément XIV*, dans *Dict. d'Apol.* — ZIMENSKI, *Les jésuites de la Russie blanche*, t. I, 1886.

Charles III ; et, lui aussi, avait pour ministre un élève des philosophes, le Français **Du Tillot**. A l'instigation de celui-ci, il avait porté des décrets ultra-gallicans : le dernier interdisait de recourir dans le duché à des tribunaux étrangers, même romains, et fermait l'entrée à toute bulle non revêtue de l'*exequatur* ducal. Clément XIII répliqua avec vigueur : sa constitution du 30 janvier 1768, non seulement « abrogeait, cassait et irritait les édits rendus à Parme et à Plaisance contre la liberté, l'immunité et la juridiction ecclésiastiques », mais, au nom des droits de suzeraineté pontificale sur Parme et Plaisance, elle dénonçait les traités d'Aix-la-Chapelle qui les avait assurés à des infants d'Espagne : ainsi, les bulles romaines auraient-elles le droit d'entrer dans les duchés au double titre de décrets pontificaux et d'arrêts souverains. Furieux, le duc chassa les jésuites du duché et les fit conduire à la frontière romaine.

Mais l'incident eut une portée plus que locale. Tous les Bourbons, liés entre eux par le *Pacte de Famille* (1761), se liguèrent contre la papauté : les Napolitains occupèrent Bénévent et Ponte-Corvo, les Français Avignon et le Comtat (juin 1768). Enfin, comme elles attribuaient la résistance pontificale à l'influence du P. Ricci, général des jésuites, les trois cours bourbonniennes se joignirent à celle du Portugal pour obtenir suppression absolue de la Compagnie. Charles III se cramponna avec obstination à ce projet sectaire, tandis que Louis XV et Choiseul ne suivaient qu'à regret. Cependant, toutes les instances se heurtèrent au digne refus de **Clément XIII** (1768-69).

A sa mort, les ambassadeurs de France et d'Espagne firent pression sur le conclave pour obtenir un candidat de leur choix ; ils ne prononcèrent pas moins de vingt-trois exclusions ; enfin, les manœuvres du cardinal de Bernis firent élire le franciscain Lorenzo Ganganelli, qui prit le nom de **Clément XIV** (1769-74). Prélat intègre, mais partisan d'une politique modérée, le nouveau pape avait fourni une caution indirecte aux cardinaux espagnols en souscrivant une formule où il affirmait que le « Saint Père peut en conscience éteindre la Société de Jésus, en observant les règles canoniques, et celles de la prudence et de la justice ». Toutefois,

il essaya de résister aux sollicitations des cours et de satisfaire leur haine par des demi-mesures : expulsion des jésuites du collège et du séminaire de Frascati, inspection du collège romain, visite apostolique des jésuites résidant dans les Etats pontificaux, dispersion des novices et des jeunes religieux.

Rien ne pouvait satisfaire les cours bourbonniennes : « Une seule chose suffit, disait l'ambassadeur espagnol José Monino : l'abolition ». Il l'enleva pour ainsi dire de force, si bien que le bref de suppression *Dominus ac Redemptor* daté du 21 juillet 1773 ne portera point, par exception, la clause *motu proprio*. Cet acte ne contenait aucun blâme à l'adresse des jésuites ; si Clément XIV les sacrifiait, c'est qu'il devenait « impossible que l'Eglise jouît d'une paix véritable et solide tant que cet ordre subsisterait ». Le P. Ricci, général, ses assistants et quelques autres Pères furent internés au Château Saint-Ange. Une commission de cardinaux ordonna que le bref fut *publié et intimé* par les évêques aux jésuites de leurs diocèses dans chaque maison de la Compagnie. Comme la tsarine Catherine II interdit cette intimation dans ses Etats, les jésuites de la Russie Blanche continuèrent en droit strict à subsister dans leurs collèges de Mohilef et de Polotsk. Pie VI (1774-98) authentiquera d'ailleurs cette situation en 1778 ; par les soins du vice-provincial Stanislas Czerniewicz, l'ordre continuera à se recruter en Russie ; dans le bref *Catholicæ fidei* du 7 mars 1801, Pie VII déclarera la Compagnie de Jésus rétablie pour toute la Russie ; ainsi l'ordre ne fut-il jamais complètement détruit.

La suppression des jésuites en France fut le signal d'une guerre plus ou moins ouverte contre les ordres religieux. En 1766, Louis XV institua une *Commission des Réguliers* où ne figuraient guère que des laïques ; il en sortit l'édit du 24 mars 1768 sournoisement persécuteur : non seulement on requérait 21 ans pour la profession des hommes et 18 pour celle des filles, mais on empêchait l'expansion de la vie religieuse en interdisant aux congrégations d'avoir plus de deux maisons à Paris, et plus d'une dans chaque ville de province ; d'autre part, tout couvent qui ne posséderait pas un nombre déterminé de profès devrait se disperser ou

deviendrait inapte à posséder un noviciat. Sans doute, l'opposition épiscopale parvint-elle à faire supprimer la Commission des Réguliers en 1784 ; mais un grand mal restait accompli ; neuf congrégations avaient disparu, entre autres, celles de Grandmont, de Sainte-Brigitte, des Antonins et des Célestins.

Heureusement, la vitalité religieuse s'était manifestée à la fin du règne de Louis XIV par l'apparition de nouveaux ordres enseignants dont l'influence bienfaisante se fit sentir durant le XVIII^e siècle. Un chanoine de Reims, le **bienheureux Jean-Baptiste de la Salle** (1651-1714) s'occupa des enfants pauvres, forma des maîtres d'écoles et les groupa en un Institut, celui des *Frères des Ecoles chrétiennes*, qui, approuvé par Benoît XIII, devait opérer des merveilles dans l'apostolat scolaire. A la même époque, le **bienheureux Grignon de Montfort** instituait la *Société des filles de la Sagesse* pour le soin des malades, ainsi que la *Compagnie de Marie* pour l'évangélisation des campagnes ; à cette dernière qui organisa des missions dans la région de l'Ouest, revient

I. **Les nouveaux ordres religieux et la sainteté au XVIII^e siècle.** — J. GUIBERT, *Histoire de saint Jean-Baptiste de la Salle*, 1900. — DELAIRE, *Saint Jean-Baptiste de la Salle* (coll. *les Saints*), 1900. — *Annales de l'Institut des Frères des écoles chrétiennes* (1679-1725), 2 vol., 1883. — ALLAIN, *L'Instruction primaire en France avant la Révolution*, 1881. — A. LAVEILLE, *Le Bienheureux J. M. Grignon de Montfort* (1673-1716), d'après des documents inédits, 1907. — A. CROSNIER, *Un grand semeur évangélique, Louis-Marie Grignon de Montfort* (1673-1716), Angers, 1923. — BERTHE, *Saint Alphonse de Liguori*, 2 vol., 1900. — ANGOT DES ROTOIRS, *Saint Alphonse de Liguori* (coll. *les Saints*), 1923. — CAPECELATRO, *Saint Alphonse de Liguori* (trad. Le Monnier), 2 vol., Bruges, 1895. — A. PALMIERI, art. *Saint Alphonse* dans *Dict. d'Hist. et de Géogr.* — KANNENGIESER, art. *Saint Alphonse*, dans *Dict. de Théol.* — *La Congrégation du T. S. Rédempteur*, par un P. Rédemptoriste, 1922. — HABINGER, *Vie du bienheureux Hofbauer*, Toulouse, 1888. — HOFER, *Der heilige Clement Hofbauer*, 2^e édit., Fribourg, 1923. — SICARD, *L'Ancien Clergé de France*, I. liv. II, ch. VI : *les évêques et la charité*, 5^e édit., 1912. — P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, I. ch. I, 1909. — E. REGNAULT, *Christophe de Beaumont*. — BÉRENGIER, *Vie de M. de Belsunce*, 2 vol., Marseille, 1892. — DESNOYERS, *Le Bienheureux Benoît-Joseph Labre*, 2 vol., 1856. — L. AUBINEAU, *Le Bienheureux Labre*, 1845. — MANTENAY, *Saint Benoît Labre* (coll. *les Saints*), 1909. — G. DE GRANDMAISON, *La Vénérable Louise de France* (coll. *les Saints*), 1910.

pour l'honneur d'avoir conservé en Vendée un catho-
licisme ardent.

à Corticella, en Toscane, **saint Paul de la Croix** (1725-57) et ses *Fascistes* ou *clercs réguliers de la Sainte-Croix* (1737-1801) en l'honneur de Notre-Seigneur, destinés à prêcher la foi par la parole et par l'exemple. En 1741, Benoit XIV encouragea Notre-Dieu se répandit en Italie, en France, en Angleterre. Le Napolitain **saint Alphonse de Liguori** (1723-87) fondait à Scala, près d'Amalfi, en 1762, les *Bénédictins ou Congrégation de Très-Sacramentaires*. L'un était la prédication et la liturgie, l'autre l'ascèse, par Benoit XIV en 1762. Le nouvel institut était d'abord un *monastère*. Son fondateur, auteur mystique et moraliste, écrivit sous le titre *Les Mémoires d'un homme de bien* (1762) de Saint-Benoît, un ouvrage en six tomes considérable et précieux, qui fut traduit en anglais et mis à la mode par les *novateurs* de l'école de Saint-Augustin-des-Chartes par Benoit XIV. **saint Alphonse** se consacra vers la fin de sa vie à la rédaction de son œuvre à Naples de ses religieux, le **bienheureux Clément-Hofbauer** (1776-1844) se consacra à Vienne.

[illegible]

CHAPITRE III

LES SUCCEDANES DU GALLICANISME DANS LES DIVERS ETATS DE L'EUROPE

I. **En Allemagne : le fébronianisme.** — L'hostilité à Rome se manifesta en Allemagne par le Fébronianisme, en Autriche par le joséphisme.

A Louvain, le professeur **Van Espen** (1646-1728), janséniste incorrigible, sous prétexte de salutaire réforme, battait en brèche l'autorité ecclésiastique, égalant les évêques au pape, et exaltant outre mesure le pouvoir civil. L'un de ses élèves, Nicolas de Hontheim (1701-90), auxiliaire de l'Electeur de Trèves, se rendit célèbre sous le pseudonyme de **Fébronius** par un livre intitulé *De præsentis statu Ecclesiæ deque legitima potestate romani Pontificis* (1743). Nul autre moyen, croyait-il, de provoquer la conversion des réformés qu'en ramenant le pouvoir du Saint-Siège dans ses limites antiques. D'après lui, la primauté pontificale de juridiction est une usurpation accréditée par les Fausses décrétales ; il ne doit s'agir que d'une primauté d'honneur, et le pape est seulement le *primus inter pares* : s'il demeure supérieur aux évêques en ce que Fébronius appelle la *majoritas*, celle-ci ne s'étend point toutefois au corps épiscopal dans son ensemble qui est le véritable souverain de l'Eglise. En conséquence, si le pape peut encore conserver certains droits comme celui de convoquer et présider les conciles, et d'en faire exécuter les décrets, par contre, infaillibilité, pouvoir universel de juridiction, octroi des exemptions, réserves, sont des droits usurpés. D'ailleurs, contre les abus possibles du Saint-Siège on dispose de certaines armes : pour l'Eglise entière l'appel comme d'abus ou l'appel au concile général, pour les Eglises

I. **Fébronius.** — MAYER, *Febronius*, Tubingue, 1880. — J. KUNTZIGER, *Febronius et le fébronianisme*, Bruxelles, 1889 ; *Mémoires de l'Académie de Belgique*, t. XLIV. — T. ORTOLAN, art. *Fébronius*, dans *Dict. Théol.*

particulières le concile national, le placet royal et même l'intervention directe du bras séculier sur la demande des évêques.

Dès le 27 février 1767, Clément XIII condamna l'ouvrage. Plusieurs catholiques le réfutèrent : en particulier Pierre Ballerini, saint Alphonse de Liguori, l'abbé Bergier, le jésuite Zaccharia ; mais Fébronius répondait copieusement à Zaccharia en quatre volumes intitulés *Vindiciæ* ; pour réfuter un autre adversaire, le dominicain Manachi, il faisait paraître un abrégé de son œuvre. Il se sentait soutenu par une partie de l'épiscopat allemand, en particulier les Electeurs ecclésiastiques : ceux-ci lui décernèrent la présidence d'une commission où l'on formula un mémoire en 30 articles qui contenaient les griefs du Fébronianisme contre le Saint-Siège ; on l'envoya à Marie-Thérèse d'Autriche, qui ne s'en soucia pas (1769). Alors, Pie VI somma Fébronius de se soumettre, et, sur les instances de l'archevêque de Trèves, il souscrivit, en 1778, une rétraction sur laquelle il revint cependant plus ou moins dans la suite.

Les prétentions des Electeurs ecclésiastiques reparurent bientôt. Aux nonciatures existantes de Vienne, Lucerne, Cologne, le pape adjoignit en 1785 celle de Munich pour la Bavière. Une telle mesure frappait doublement les Electeurs : d'une part elle affermissait le pouvoir pontifical en Allemagne, d'autre part elle restreignait l'autorité des princes électeurs puisque le nonce nouveau recevait juridiction sur les territoires bavarois qui jusqu'alors relevaient d'eux. Maximilien, frère de Joseph II, prince-évêque de Cologne, Clément-Wenceslas de Saxe, prince-évêque de Trèves, Charles d'Erthal, prince-évêque de Mayence, et l'archevêque de Salzbourg, Joseph de Colloredo réunirent à **Ems** des délégués qui rédigèrent un mémoire ou *punctation* en 23 articles, de saveur nettement fébronienne : en vue de l'augmentation des pouvoirs épiscopaux, on y demandait la suppression des exemptions dont jouissaient les couvents à l'égard des évêques, la concession à titre définitif des *facultés quinquennales*, autrement dit des pouvoirs que le pape ne conférait ordinairement aux prélats que pour une durée de cinq ans (faculté de dispenser des empêchements matrimoniaux, de

l'abstinence, du cumul des bénéfices) ; en vue de la diminution des prérogatives romaines, on requérait la suppression des nonciatures, l'obligation du placet épiscopal pour la circulation des actes pontificaux, la rédaction d'une formule nouvelle de serment épiscopal. D'une façon générale, on réclamait le retour aux stipulations du concordat de Vienne de 1448.

Les Electeurs ecclésiastiques purent sans doute recueillir l'adhésion de Joseph II, mais les autres évêques ne les suivirent pas, et le nonce de Cologne, Pacca, opposa une énergique résistance. L'archevêque de Trêves fit le premier sa soumission en demandant le renouvellement de ses pouvoirs quinquennaux pour le diocèse d'Augsbourg, et, en 1789, les trois Electeurs reconnurent les droits pontificaux. Dans la réponse qu'il leur adressa, Pie VI réfuta les articles d'Ems.

II. En Autriche : Le joséphisme. — Le joséphisme est apparenté historiquement au fébronianisme : en effet Valentin Eybel, professeur de droit canonique à l'Université de Vienne, y enseigna les doctrines de Hontheim qui influencèrent les réformes politico-ecclésiastiques de Marie-Thérèse (1740-80) et de Joseph II.

Marie-Thérèse renouvela les études religieuses sur les conseils de l'évêque de Rosone, Simon de Stock qui remplaça les professeurs jésuites par des laïques dans l'enseignement de la théologie et du droit canon ; le Hollandais Van Swieten, ami des jansénistes et des philosophes, eut la plus large influence sur cette sécularisation de l'université de Vienne. D'autre part, Marie-Thérèse interdisait d'augmenter le nombre des monastères, mettait les biens d'Eglise sous la

II. Joséphisme. — G. GOYAU, *L'Allemagne religieuse ; le catholicisme*, t. I, 1905. — JAGER, *Kaiser Joseph II und Kaiser Leopold II*, Vienne, 1887. — BRUNNER, *Joseph II*, Frib.-en-Brisg, 1894. — A. VERHAEGEN, *Le cardinal Frankenberg*, 1891. — GENDRY, *Pie VI*, 1906. *Sur le synode de Pistoie*, voir ST HARENT, art. *Papauté*, dans *Dict. Apol.*, col. 1504-1516. — G. MOLLAT, art. *Joséphisme* dans *Dict. Théol.*

Nota : A Naples, Ferdinand III, élève de Tanucci, souleva un conflit en refusant le tribut annuel dû au Saint-Siège en signe de vassalité, et qui consistait à apporter au Saint Père sur une haquenée blanche la somme de 10.000 écus romains.

surveillance de l'Etat et contraignait les clercs à payer l'impôt. En Lombardie, Marie-Thérèse abolit l'Inquisition (1775) et déclara nulles les ordonnances ecclésiastiques non revêtues du placet royal. Cependant, elle évita d'entrer en conflit direct avec le Saint-Siège.

Son successeur, **Joseph II**, ne garda pas les mêmes ménagements. A la fois croyant et philosophe, il voulut opérer dans son Eglise des réformes en harmonie avec la situation politique et économique d'un grand Etat au XVIII^e siècle ; il prétendait, d'ailleurs, instaurer un christianisme national, soigneusement gardé du côté de Rome. Conseillé par Kaunitz, il va porter toute une série d'ordonnances réglant la religion.

Il émancipe les évêques à l'égard du Saint-Siège, leur ordonnant de ne plus en référer à Rome concernant les cas réservés et les dispenses de mariage, et décrétant que la confirmation pontificale ne serait plus requise pour les nominations épiscopales. Seulement, la servitude à l'égard du souverain remplacera l'obéissance à Pierre : au placet royal seront soumis désormais non seulement les Actes pontificaux, mais tous les mandements des évêques. Le véritable primat d'Autriche, c'est l'Empereur : voilà qu'il entreprend une nouvelle délimitation des diocèses calquée sur les circonscriptions civiles, voilà qu'il remplace les séminaires diocésains par cinq « séminaires généraux », Vienne, Pesth, Pavie, Fribourg, Louvain ; là, n'enseigneront que des professeurs *joséphistes*, et sous le contrôle des Universités. Enfin, s'ingérant davantage encore dans les affaires ecclésiastiques, Joseph II prétendit régler minutieusement les détails de la liturgie ; supprimant des processions et des fêtes, déterminant le nombre des messes, allant jusqu'à indiquer combien de cierges devaient être allumés à certains offices ; pareilles ingérences lui méritèrent de son sarcastique voisin, Frédéric II, l'appellation de « mon frère le sacristain ». Enfin, sous un prétexte utilitaire, il abolit tous les ordres contemplatifs et tous les ordres de femmes, supprima un grand nombre de couvents dans les autres ordres et y installa des écoles : six cents maisons durent ainsi disparaître, et, comme il contraignit les autres à ne point recevoir

de novices pendant douze ans, on put croire que la vie religieuse allait s'éteindre en Autriche. Evidemment, cette persécution des catholiques s'alliait à une large tolérance envers les sectes dissidentes et les Grecs schismatiques.

Après avoir présenté, en vain, des remontrances, **Pie VI** résolut de se rendre lui-même à Vienne (1782). L'accueil des populations fut enthousiaste ; mais le roi garda une froideur plus que défiante, tandis que son ministre, **Kaunitz**, traitait le pape avec grossièreté. Pie VI s'en retourna, n'ayant obtenu que de vagues promesses de modération. Mais, en Autriche même, les protestations se firent jour, émanant des archevêques de Gran et de Vienne ; le projet d'abolir le célibat ecclésiastique acheva de surexciter l'opinion. En Belgique, le cardinal Frankenberg, archevêque de Malines, s'inscrivait contre la création d'un « séminaire général » à Louvain, et une véritable révolte éclatait. Joseph II mourut juste à temps pour ne pas devoir capituler. Son frère, **Léopold II**, qui lui succéda (1790-92), crut prudent de rapporter les décrets concernant la Belgique ; mais, en Autriche, il supprima seulement les « séminaires généraux » et quelques mesures liturgiques vraiment trop tracassières ; les principales réformes josphistes devaient y survivre jusqu'en 1850.

III. **En Toscane : Ricci et le concile de Pistoie.** — Quelques années auparavant, alors qu'il n'était encore que grand duc de Toscane, le même Léopold II avait inauguré, dans ses Etats italiens, des réformes religieuses où apparaît l'influence des parlementaires français. Dès 1780, il adressait aux évêques de ses Etats une lettre sur la *Police extérieure de l'Eglise*, par laquelle il prétendait régler l'administration paroissiale, les tribunaux ecclésiastiques, les ordres religieux. Pour l'aider dans cette tâche, il choisit **Scipion Ricci**, quesnelliste ardent qu'il nomma évêque de Pistoie et de Prato : tout aussitôt, Ricci installait à Pistoie une typographie qui imprimerait les pamphlets les plus haineux contre le Saint-Siège.

En 1786, Léopold envoyait aux évêques toscans 57 articles ou « points ecclésiastiques », exposé de ses idées réforma-

trices. Il soumit ce programme au **synode diocésain de Pistoie**, présidé par Ricci. Préparées à l'avance par le professeur Tamburini, les décisions de l'assemblée furent une quintessence des prétentions gallicanes du grand duc, des idées jansénistes de l'évêque. On niait l'infaillibilité individuelle du pape : « une telle infaillibilité à juger et à proposer aux fidèles les articles à croire n'a été accordée à personne en particulier, mais seulement au corps des pasteurs représentant l'Eglise » ; on adoptait les quatre articles de 1682 en les aggravant dans un sens démocratique. Passant à un gallicanisme pratique, on pria le grand duc d'accomplir *par lui-même* certaines réformes : abolition des fiançailles et d'une partie des empêchements de mariage, suppression de fêtes chômées, délimitation nouvelle des paroisses ; de tous ces *desiderata* le plus étrange regardait les ordres religieux : on demandait à Léopold de les réduire à un seul qui suivrait la règle de saint Benoît, mais adaptée à « la méthode de vie de ces Messieurs de Port-Royal » : plus de vœux, plus de promesse de stabilité, un seul monastère par diocèse. Enfin, on renouvela les erreurs de Baïus, de Jansénius et de Quesnel, recommandant plusieurs ouvrages censurés, entre autres les *Réflexions morales*. Bien que Ricci eût convoqué seulement à Pistoie les prêtres les plus sûrs et qu'il eût employé une pression éhontée pour obtenir leur adhésion, onze d'entre eux refusèrent de souscrire ; notons, d'ailleurs, que le synode dura seulement dix jours, ce qui exclut toute idée d'une discussion sérieuse d'un si vaste programme.

Dans l'assemblée de Florence (23 avril-5 juin 1787), où il réunit l'épiscopat toscan — trois archevêques et quinze évêques —, Léopold II essaya vainement de faire authentifier les décisions de Pistoie : si trois prélats se rangèrent du côté de Ricci, tous les autres firent opposition, en sorte que le grand duc n'eut d'autre ressource que les congédier. D'ailleurs, comme Ricci avait ordonné d'enlever aux Madones de ses diocèses les *mantellini* ou voiles dont on les couvrait pour ne les montrer qu'aux jours solennels, une véritable émeute éclata à Prato et son palais épiscopal fut pillé. Déposé par Ferdinand III, fils et successeur de Léopold II, Ricci n'en persévéra pas moins à répandre ses idées, notamment en fai-

sant traduire en plusieurs langues les *Actes et décrets* de son synode de Pistoie. Pour atténuer l'effet de cette propagande, Pie VI fit paraître, en 1794, la bulle *Auctorem fidei*, qui condamnait 55 propositions du Synode de Pistoie, notamment « l'adoption très vicieuse » de la Déclaration de 1682. Ami du clergé constitutionnel français, et en particulier de l'abbé Grégoire, Ricci se rétracta avant la mort, dans une déclaration adressée à Pie VII, mais qui, sans doute, manque de sincérité.

CHAPITRE IV

LE RATIONALISME INTERNATIONAL

En proclamant le principe du libre-examen qui autorise chaque chrétien à interpréter l'Écriture d'une manière personnelle et à se construire un *Credo* d'après ses lumières propres, la Réforme autorisait les pires hardiesses. Le jansénisme et le gallicanisme s'employèrent, par des moyens moins audacieux, à ruiner l'autorité hiérarchique, dont ils ne respectaient pas les décisions ; par là, le xviii^e siècle, bien que croyant dans son ensemble, accentue les tendances à l'anarchie religieuse circonscrites encore au xvi^e siècle à certains États.

D'autre part, **Descartes** (1596-1650) avait inauguré une philosophie libre : dans son fameux *Discours sur la méthode*, il déclare que, pour arriver à l'évidence, il faut ôter de sa créance toutes les idées que l'on tient de la tradition et de l'éducation (doute méthodique), « afin d'y en remettre par après ou d'autres meilleures, ou les mêmes lorsqu'on les aura ajustées au niveau de la raison ». Sans doute, Descartes réservait-il le domaine religieux, mais les disciples de sa

I. **Descartes et Bacon.** — A. FOUILLÉE, *Descartes*, 1893 ; *Descartes et les doctrines contemporaines*, dans *Rev. phil.*, 1894. — MAR. A. CHOLLET, *art. Descartes*, dans *Dict. Théol.* — CHEVALIER, *Descartes*, 1923 ; *Descartes* (coll. *Moralistes chrétiens*), 1925. — A. ESPINAS, *Études sur l'histoire de la philosophie de l'action*, *Descartes et la morale*, 2 vol., 1925. — J. MARITAIN, *Trois réformateurs*, *Luther, Descartes, Rousseau*, 1925.

méthode n'auront pas les mêmes scrupules et bâtiront, au gré de leur pensée, toutes sortes de systèmes sans prendre garde si la foi est en jeu.

A la même époque, apparaissait l'empirisme anglais, dont le père fut **François Bacon** (1560-1626), chancelier d'Angleterre sous Jacques I^{er}. Bacon déclarait, lui aussi, la guerre à l'*a-priori* et à l'autorité, non plus en philosophie, mais dans les matières scientifiques où il revendique les droits de l'expérience. Arrière « les idoles de la tribu, de la caverne et du théâtre », autrement dit les erreurs qui naissent de l'esprit de système, des tendances individuelles, de l'étrange puissance des mots, ou enfin de la tyrannie du passé. Il n'y a de vrai méthode que l'expérience et l'induction ; le syllogisme est condamnable. Ainsi, Bacon instaurait-il une mentalité qui se promettait de tout expliquer par les sciences expérimentales ; elle s'égarera dès le xvii^e siècle en un positivisme étroit, et les procédés baconiens aboutiront à un *Credo* scientifique qui restreindra l'autre *Credo* au minimum d'un Dieu créateur.

I. En Angleterre : le déisme et la réaction méthodiste.

— Alors apparaît le christianisme rationnel ou déisme anglais, qui n'accepte comme vérités que les données de la religion naturelle et comme preuve que la rationalité intrinsèque, tandis que prophéties et miracles sont déclarés n'avoir qu'une valeur purement allégorique ; quant à la morale et

II. **Déisme anglais.** — J. FORGET, art. *Déisme*, dans *Dict. Théol.* — C. CONSTANTIN, art. *Christianisme rationnel ou Déisme anglais*, et art. *Hobbes*, dans même *Dict.* — SAYOUS, *Les déistes anglais et le christianisme*, 1882. — F. VIGOUROUX, *Les livres saints et la critique rationaliste*, t. II, 1882. — A. BOEHM, art. *Locke* dans *Dict. Théol.*

Parmi les principaux ouvrages des déistes anglais, signalons *Le Christianisme sans mystère* (1696) de Toland (1670-1722) ; *Le Christianisme aussi ancien que le monde ou l'Evangile reproduisant la religion de nature* (1730) de Tindal (1657-1733) ; *Le Discours sur la liberté de penser* (1713), et *Le Discours sur les fondements et les raisons de la religion chrétienne* (1724) de Collins (1677-1729) ; *Le Discours sur les miracles* (1727) de Woolston (1669-1731) ; *La Lettre sur Rome ou la religion des Romains d'aujourd'hui dérivant du culte de leurs ancêtres païens* (1729), de Middleton (1682-1750) ; *Le Véritable Evangile de Jésus-Christ* (1738) de Chubbs (1679-1747) ; *Le Moraliste* (1737), de Morgan.

au culte, ils consistent seulement en l'obéissance à la nature « unique précepte de la religion, résumé du culte universel ». Le père du déisme anglais fut **Herbert de Cherbury** (1581-1648). Dans son *De veritate* (1624), il prétend établir une église universelle réduite à cinq « notions communes » ou principes rationnels : 1° il existe un Dieu suprême ; 2° il faut lui rendre un culte ; 3° l'essence de ce culte, c'est la vertu et la piété ; 4° aussi doit-on regretter le mal qu'on a commis : le repentir est le « sacrement de nature » ; 5° d'ailleurs, il y a une vie future avec des récompenses pour les bons et des peines pour les méchants. Les mêmes idées se retrouvent dans les deux ouvrages de Blount (1654-93) : *Les deux premiers livres de Philostrate concernant la vie d'Apolonius de Tyane, Grande est la Diane d'Éphèse*.

Le déisme connut un certain succès dû en partie à la haine des sectes dissidentes contre l'Eglise établie, ainsi qu'à l'intransigeance de celle-ci qui prétendait imposer les XXXIX articles en dépit de la doctrine protestante du libre-examen. Frappant, en même temps que les Stuarts, le dogmatisme anglican, la révolution de 1686 accentua la réaction. D'ailleurs, avec Guillaume III, pénétrait de Hollande en Angleterre certaines influences délétères : non seulement, l'arminianisme et le socinianisme, mais aussi le scepticisme de Bayle et le spinosisme. « La révélation est pour un peuple et pour un temps, affirme Spinoza dans son *Tractatus theologico-politicus* ; elle est subordonnée à la raison qui est la révélation permanente et profonde de l'« essence divine ». Ajoutons que, fidèle à l'orientation donnée par Bacon, la philosophie s'égarait avec **Locke** (1632-1704) dans le « sensualisme », toute connaissance reposant sur les sens et toute science sur l'expérience. Rapidement, ce sensualisme aboutirait, avec **Hume** (1711-76), à un subjectivisme universel, à un scepticisme objectif (*Traité de la nature humaine. Essais sur l'entendement humain*) : « Nous ne connaissons, dit Hume, que les représentations des choses, c'est-à-dire nos sensations et nos idées ; et parce que nous ne pouvons savoir si ces sensations et ces idées sont produites par des objets réels, nos perceptions sont des états purement subjectifs de l'âme. » Ainsi, toutes les données spirituelles et transcen-

dantes — notamment la divinité et l'immortalité de l'âme — ne seraient-elles que des données subjectives de notre esprit.

Sous de telles influences, le déisme abandonne les positions tracées par Cherbury : avec **Bolingbrocke** (1672-1751), sceptique et railleur, il se nie lui-même, et la religion naturelle n'est plus regardée que comme un moyen de gouvernement, une fiction utile à entretenir. Cependant, le déisme et l'athéisme anglais rencontrèrent des adversaires de valeur, soit parmi les ecclésiastiques, soit parmi les plus grands écrivains : Addison compose la *Défense du christianisme*, Swift frappe de son ironie mordante les démolisseurs. Au surplus, ils périssent d'inanition parce qu'ils n'ont que des théories négatives, et qu'ils ne proposent aucune doctrine pour remplacer le christianisme. Toutefois, si les adversaires du déisme anglais l'emportèrent, ils firent au rationalisme des concessions malheureuses qui, à la longue, deviendront funestes.

Par réaction, éclata le mouvement méthodiste assez analogue au piétisme allemand. Il eut pour origine une association d'étudiants formée à Oxford, en 1729, et bientôt nommée « club des pieux », ou des *methodistes*, parce que ses membres devaient s'astreindre à un règlement de vie, *methodus vitæ*. Après une tournée de réclame en Angleterre et en Amérique, les deux initiateurs du mouvement, les frères **John** et **Charles Wesley**, s'adjoignirent un prédicateur fameux, **George Whitefield**. L'entreprise fut traversée par de nombreuses difficultés : persécutions extérieures venues du clergé anglican jaloux d'un mouvement qui n'avait pourtant d'autre but que de régénérer l'Eglise épiscopaliennne, divisions intérieures causées par les divergences de vue entre John Wesley, partisan de l'arminianisme, et Whitefield, resté attaché au dogme de la prédestination calviniste. Le mouvement n'en devait pas moins se propager en Angleterre d'abord, puis en Amérique, où il compte aujourd'hui vingt millions d'adhérents. Nul doute qu'il n'ait atteint en partie son objectif qui était de provoquer un réveil (revival) de la foi : il y réussit surtout parmi les pauvres et obtint, en particulier, le retour à l'observance rigoureuse du repos dominical. D'autre part, plus encore que les quakers au xvii^e siè-

cle, les méthodistes créèrent un mouvement philanthropique qui aboutit à la construction d'hôpitaux, à la réforme des prisons, à l'interdiction de la traite des nègres.

Malheureusement, animés d'un violent sectarisme antipapiste, ils furent les auteurs les plus responsables de la réaction fanatique qui allait retarder jusqu'au xix^e siècle l'émancipation des catholiques. L'avènement concurrent des Hanovre et du parti whig avait fait prédominer des idées plus larges : l'Acte de Tolérance de Guillaume III fut maintenu et même amplifié à l'égard des dissidents, auxquels on permit les fonctions publiques moyennant « la conformité occasionnelle », c'est-à-dire l'acceptation intermittente de la communion anglicane ; en 1709, la législation s'adoucit au point de ne plus demander aux ministres dissidents, en place des XXXIX articles, qu'une vague déclaration d'être chrétiens et protestants. Engourdie par ses privilèges et ses richesses, plus ou moins minée par le latitudinarisme et le rationalisme, l'Eglise officielle ne proteste plus.

Mais les catholiques demeurent toujours des outlaws. Sans doute a-t-on pu leur reprocher les sentiments jacobites qui les amenèrent à participer aux soulèvements de 1715 et de 1745, mais, après la mort du vieux Prétendant en 1758, ils se sont ralliés aux Hanovre. En 1774, **Georges III** reconnaît officiellement le culte catholique au Canada par le *Québec Act* ; en 1778, sir George Saville obtient des deux Chambres le vote d'un bill qui supprime les anciennes pénalités contre les catholiques, et qui leur accorde le droit d'acheter et de tester, à la condition de renier la cause du jeune prétendant Stuart, Charles Edouard, ainsi que la juridiction temporelle du pape. Mais, ranimé par les prédications méthodistes, l'antipapisme populaire s'indignait ; sur le passage de Georges III, que l'on comparait à Charles I^{er}, une foule menaçante criait : No popery ; une pétition contre la loi Saville, lancée par l'*Association protestante*, recueillit 120.000 signa-

1. Signalons aussi la secte des Swedenborgiens ou « Nouvelle Eglise » fondée par le théosophe suédois **Swedenborg** (1688-1772). Visionnaire, il se prétendait appelé à préparer la Nouvelle Jérusalem dont il fixait l'avènement au 19 juin 1770. Ce néo-montaniste recueillit des adeptes, non seulement en Suède, sa terre d'origine, mais en Angleterre, aux Etats-Unis, et même en France.

tures ; organisée par le député lord Gordon, une manifestation de 60.000 individus vint bloquer le parlement et ne fut dispersée que par la troupe ; ce fut une véritable émeute, entachée de violences : on brûla 72 maisons de catholiques et 300 personnes périrent dans ces journées. Les sectaires parvinrent, d'ailleurs, à leur but : l'émancipation catholique s'en trouva retardée indéfiniment. Cependant, en Irlande, un réveil (1768-84) s'était produit, qui amena certains résultats : les catholiques furent moins maltraités et, sans obtenir l'égalité, ils purent acquérir le sol, moyennant un serment spécial d'allégeance.

Etouffé en Angleterre, le déisme prit, en France, sa revanche. Son coryphée fut **Voltaire** (1694-1778), qui avait connu dès 1715 Bolingbroke, exilé sur le continent et qui, réfugié à son tour outre-Manche (1726-29), en rapporta ses idées philosophiques. On voit ce maître de la vulgarisation s'appliquer à faire traduire et répandre les écrits des principaux déistes anglais, tels que Collins, Chubb, Bolingbroke et Hume ; surtout, il combat lui-même à l'aide d'une érudition aussi vaste que superficielle et grâce à la puissance de son ironie qui ridiculise les dogmes, la Bible, l'Evangile. Il crée ainsi un courant, le Voltairianisme, qui entraîne le XVIII^e siècle dans l'abîme de l'irréligion sans se soucier d'autre chose : car, à part un déisme teinté de tendances matérialistes, le Voltairianisme ne possède pas de théories positives.

D'autre part, pour faire échec à l'Eglise, Voltaire se posait en apôtre de la tolérance dans les affaires Calas et Sirven, où des parents protestants furent accusés à tort d'avoir tué leur enfant converti au catholicisme et aussi dans l'affaire du Chevalier de la Barre, fanfaron d'impiété et d'obscénité qui, sous l'inculpation d'avoir mutilé et souillé un crucifix, fut condamné à mort par le présidial d'Abbeville ; confirmée par le Parlement de Paris, qui voulait se refaire une réputation d'intégrité religieuse après le procès des jésuites, la sentence fut exécutée malgré les instances du saint évêque d'Amiens, Mgr de la Motte (1766). Comme Voltaire se trouvait impliqué dans l'affaire parce qu'on avait trouvé son *Dictionnaire philosophique* parmi les livres du condamné, il

ne songea d'abord qu'à se mettre à l'abri et ne défendit La Barre que huit ou dix ans plus tard, quand tout danger fut passé. Le même Voltaire était le premier à rire de ces victimes qu'il ne défendait que par haine de la religion. Tout Voltaire est dans cette phrase : « Ecrasons l'Infâme. »

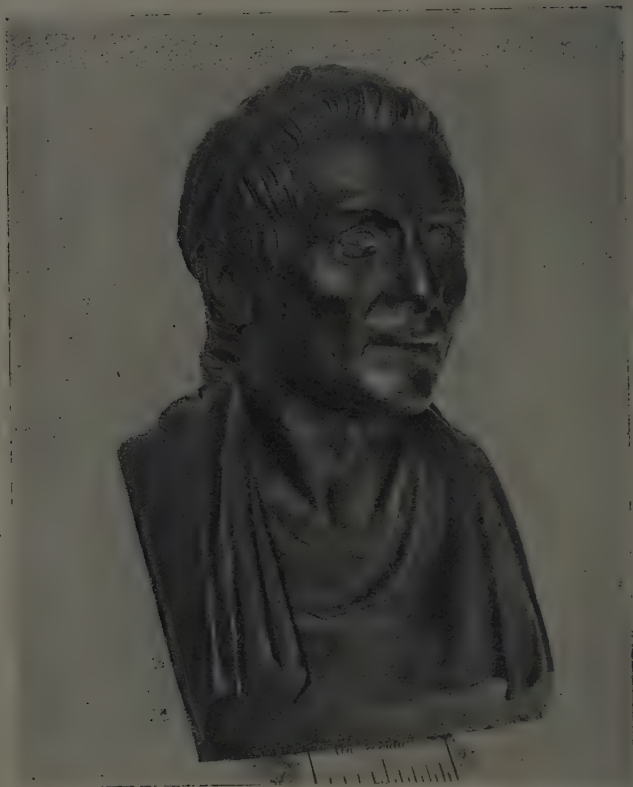
Un groupe d'écrivains soi-disant « philosophes » rayonnaient autour du roi Voltaire. Ils groupèrent leurs efforts pour une œuvre commune : l'**Encyclopédie**. Déjà, le sceptique **Bayle** (1647-1706) avait annoncé cette entreprise par son fameux *Dictionnaire*, vaste compilation où les articles les plus importants étaient consacrés aux questions religieuses, et où, par une méthode perfide d'insinuation, après avoir exposé avec un respect apparent et sans conclure les préjugés qui lui semblaient respectables, l'auteur multipliait objections et arguments sophistiques sans les prendre d'eux-mêmes toujours à son compte, mais en renvoyant à des études très agressives. L'*Encyclopédie* dont **Diderot** et **d'Alembert** furent les principaux artisans est composée selon le même procédé : respect apparent pour les opinions reçues, développement abondant donné aux objections, renvoi à des ouvrages impies. Qu'on juge de l'œuvre, au surplus, d'après les principaux collaborateurs : avec Diderot et d'Alembert, on passe du déisme à la négation de la divinité ; le baron

I. Philosophisme français. — CH. AUBERTIN, *L'esprit public au XVIII^e siècle*, 3^e éd., 1889. — FAGIET, *Le XVIII^e siècle*. — ROUSTAN, *Les philosophes et la société française au XVIII^e siècle*, 1906. — TAINÉ, *Les origines de la France contemporaine*, t. I, L'ancien régime. — LAXSON, *Voltaire*, 1906. — NOURRISSON, *Voltaire et le voltairanisme*, 1896. — DUCROS, *Les Encyclopédistes*, 1900. — J. BERTRAND, *D'Alembert* (coll. *Grands écrivains français*), 1889. — A. CHUQUET, *J. J. Rousseau* (coll. *Grands écrivains français*). — J. LEMAITRE, *J. J. Rousseau*, 1907. — G. COMPAÏRÉ, *J. J. Rousseau* (coll. *Les grands éducateurs*). — A. TOURNÉZY, *La Légende des philosophes, Voltaire, Rousseau, Diderot, peints par eux-mêmes*, 1911. — F. ROCQUAIN, *L'Esprit révolutionnaire avant la Révolution (1715-89)*, 1878. — F. BRUNETIÈRE, *Les Origines de l'esprit encyclopédique*, et plusieurs art. dans *Rev. des Deux-Mondes*, 1878-82. — V. OBLET, art. *Bayle*, dans *Dict. Théol.* — C. CONSTANTIN, art. *Alembert*, dans même dict. — MARC CHASSAGNE, *Le procès du chevalier de la Barre*, 1923. — A. BELLESSERT, *Essai sur Voltaire, cours professé à la Société des Conférences*, 1925. — F. VÉSINET, *Autour de Voltaire*, 1925. — FRITZ MAUTHNER, *Der Atheismus und seine Geschichte im Abendlands*, Stuttgart et Berlin, 3 vol., 1922. — A. BROU, *Le XVIII^e siècle littéraire*, 2 vol., 1925.

d'Holbach (1723-89), auteur du lourd traité sur le *Système de la nature*, est un athée résolu et combattif ; La Mettrie prône un matérialisme abject dans son *Histoire naturelle de l'âme* (1745), dans son *Homme-plante* (1748) et surtout dans son *Homme-machine* (1748).

Or, l'influence des philosophes encyclopédistes ne resta point circonscrite à des salons comme ceux de M^{me} Geoffrin et de M^{lle} de Lespinasse ; elle imprégna la noblesse et la bourgeoisie. A la faveur du dévergondage de la Régence, l'esprit sceptique s'est développé ; il s'affirme par la tolérance large accordée à toutes les croyances, par les comparaisons faites ouvertement entre le catholicisme et les diverses sectes chrétiennes, ainsi que les religions antiques ou exotiques ; il se dévoile encore à l'engouement inouï pour les sciences qui sévit jusque parmi les femmes de la haute société, et, dans les salons, on voit se former des groupes de vingt ou vingt-cinq personnes qui suivent des cours de chimie appliquée ou de botanique. La religion n'est plus regardée que comme une superstition populaire à laquelle on reproche son intransigeance dogmatique et sa sévérité morale : « Depuis dix ans, dit Melville en 1783, le beau monde ne va plus à la messe ; il n'y va que le dimanche pour ne pas scandaliser les laquais et les laquais savent qu'on n'y va que pour eux. » La Révolution est proche.

En vain, **Jean-Jacques Rousseau** (1712-78) essaya-t-il de reconstruire sur les débris de ces démolitions. Cœur tendre et passionné jusqu'au délire, esprit rêveur et paradoxal, il trouve devant les beautés de la nature le sentiment de l'existence de Dieu et de l'immortalité de l'âme ; il a décrit cette émotion religieuse dans la *Profession de foi du vicaire savoyard*, qui sert de préface à son *Emile*, roman d'éducation. Il ne se répand point, d'ailleurs, comme Voltaire, en invectives contre le christianisme, mais ses idées fausses sur l'éducation et sur le mariage, le cynisme de son immoralité qui paraît en particulier dans ses *Confessions*, ont largement contribué à égarer l'esprit public et à abaisser le niveau moral. Ajoutons que le principe politique de la souveraineté populaire qu'il énonce dans le *Contrat social* prépare direc-



JEAN-JACQUES ROUSSEAU, naquit à Genève, en 1712, d'un père horloger. Après un séjour chez le pasteur Lambercier, il séjourna huit années près de Chambéry, aux Charmettes, chez sa protectrice Mme de Warens. Arrivé à Paris en 1741, il débute comme musicien, écrit bientôt des articles dans l'*Encyclopédie* et ne trouve enfin la célébrité qu'en 1750 par son *Discours sur le progrès des Sciences et des Arts*. — Entre 1756 et 1762, retiré à l'Ermitage chez Mme d'Epinay, ou à Montmorency, chez le maréchal de Luxembourg, il fait paraître ses principaux chefs-d'œuvre : la *Lettre à d'Alembert sur les spectacles* (1758), la *Nouvelle Héloïse* (1761), le *Contrat social* (1762), l'*Emile* (1762). Ce dernier ouvrage lui attire des persécutions, et il mène alors pendant huit ans une existence errante (1762-1770), à Berne, à Moliers-Travers, à l'île Saint-Pierre, etc., écrivant ses *Lettres à la Montagne* (1761) et ses *Confessions* (1766-1770). De retour à Paris, il y demeure huit ans, en proie à une mélancolie voisine de la folie. Il compose encore ses *Rêveries d'un promeneur solitaire* et meurt à 66 ans dans la terre d'Ermenonville (1778).

(Buste d'après Houdon. Musée du Louvre.)

tement la Révolution. Mably et Raynal vulgariseront ses idées.

III. En Allemagne : l'incrédulité et le sentimentalisme religieux. — Pour pénétrer en Allemagne, le philosophisme n'eut qu'à s'appuyer sur le rationalisme de **Christian Wolf** (1679-1754) qui regardait la religion naturelle comme immuable au point que la révélation devait s'y adapter : aussi les écrits des déistes anglais, notamment ceux de Collins et de Tindal eurent-ils le plus grand succès, et l'un des disciples de Wolf, Jean Laurent Schmidt traduisit dès 1740 le *Christianisme aussi vieux que le monde* de Tindal. D'autre part, le sensualisme de Locke était prôné par les chefs du rationalisme allemand : Baumgarten (1706-57), Semler (1725-91), Ernesti (1707-81), Michaelis (1717-91).

En Prusse, le cynique **Frédéric II**, élève de Voltaire, patronait le rationalisme qui fit des adeptes dans les milieux cultivés : le clergé luthérien lui-même ne prêchait plus qu'un vague déisme. D'ailleurs, le roi-sergent imposait comme enseignement officiel la théologie de l'Université de Halle, toute imprégnée des théories de Wolf. Ainsi aboutissait-on au mouvement appelé *Aufklärung* (ascension vers la lumière), analogue au philosophisme français. Les libres-penseurs allemands lancèrent, d'ailleurs, une *Bibliothèque générale allemande*, arsenal de guerre religieuse comparable à l'Encyclopédie.

Une seule force eût pu encore arrêter les progrès de l'incrédulité : la Bible. Mais, combattant la « bibliocratie », **Lessing** († 1781) assurait que le christianisme est une religion de sentiment, et purement individuelle : « Lors même, dit-il, qu'on ne serait pas en état de réfuter toutes les objections contre la Bible, la religion demeurerait intangible dans le cœur des chrétiens qui ont acquis un sentiment intime de sa vérité. » Ainsi, l'impressionnabilité religieuse de chaque fidèle allait-elle devenir juge de la vérité chrétienne. Le mal fut si grand qu'il pénétra dans les milieux catholiques : avec la connivence des princes ecclésiastiques, les professeurs d'université enseignèrent — notamment à Bonn — les théories les plus osées sur le dogme et sur l'Écriture Sainte.

Rationalisme et subjectivisme religieux justifiaient les pires audaces : dans ses *Fragmentſ d'un inconnu*, Samuel Reimarus (1694-1765) ira jusqu'à présenter Jésus comme un faux prophète. En vain, **Kant** (1724-1804) essaiera-t-il de réagir dans *Die Religion innerhalb der Grenzen der blossen Vernunft* (1793), où il défend le déisme ; en fait, son subjectivisme, dont l'influence est à reporter au xix^e siècle, devait aboutir au panthéisme de Fichte, de Schelling et de Hegel.

IV. La franc-maçonnerie et l'illuminisme. — Dès le début du xviii^e siècle, toutes les forces anti-catholiques se groupèrent en une association mystérieuse et puissante, la **Franc-Maçonnerie**. Elle a maintenant perdu ses origines ténébreuses et légendaires : elle ne descend pas des Templiers ou des Juifs, encore moins des maçons phéniciens, des anciens Egyptiens ou d'Hiram, architecte du temple de Salomon. Son origine est beaucoup moins lointaine. Comme toutes les autres associations professionnelles, les corporations de maçons comptaient trois classes d'initiés : apprentis, compagnons, maîtres ; elles comportaient des secrets de métier et possédaient un lieu de réunion appelé *loge*. Quand les corporations de maçons eurent perdu leur raison d'être foncière, elles subsistèrent, cependant, à titre de confraternités et d'associations de charité qui s'agrégèrent des membres honoraires, appelés en Angleterre *accepted massons*.

Franc-Maçonnerie et Illuminisme. — N. DESCHAMPS et CL. JAN NET, *Les Sociétés secrètes et la Société, ou Philosophie de l'histoire contemporaine*, Avignon, 1883. — L. D'ESTAMPES et CL. JAN NET, *La Franc-Maçonnerie et la Révolution*, 1884 (résumé du précédent). — R. F. GOULD, 3 vol., 1883-87 (Abrégé et complété en 1903). — W. BEGEMANN, *Vorgeschichte und Anfänge der Freimaurerei*, 1909. — HERM. GRÜBER, *La Franc-Maçonnerie et la Révolution universelle*, Regensburg, 1901. — G. BORD, *La Franc-Maçonnerie en France*, t. I, 1908. — MAX DOUMIC, *Le Secret de la Franc-Maçonnerie*, 1905. — G. GAUTHEROT, art. *Franc-Maçonnerie*, dans *Dict. d'Apol.* — G. BAREILLE, art. *Illuminés de Bavière*, dans *Dict. Théol.* — LE FORESTIER, *Les Illuminés de Bavière et la Franc-Maçonnerie allemande*, 1915. — GASC-DÉFOSSÉS, *L'agonie de l'Ancien Régime*, t. I, 1924. — A. COCHIN, *La Révolution et la Libre Pensée*, 1924 ; *Les sociétés de pensée et la Démocratie*, 1921. — A. LANTOINE, *Histoire de la Franc-Maçonnerie française*, 1925. — J. DE MAISTRE, *La Franc-Maçonnerie*, Mémoire au duc de Brunswick, Introduction par E. Demenghem, 1925.

Or, il existait, au xvii^e siècle, une association anglaise purement sociale et philanthropique : celle des **Rose-Croix**. Voici son origine : Andrea, abbé d'Adelsberg (1581-1654), avait écrit des romans dont le héros, Christian Rose-Croix, prétendant connaître le secret du bonheur, instituait un collège secret ou loge où se pratiquaient la bienfaisance, l'internationalisme et la vraie religion ; prenant au sérieux les données des romans d'Andrea, plusieurs théoriciens fondèrent, en réalité, des collèges secrets ou loges philanthropiques de Rose-Croix, sous la présidence d'un certain Elias Ashmole (1617-92). La société des Rose-Croix se réunit bientôt dans le local de la corporation des Francs-Maçons, dont Ashmole était membre honoraire ; puis, trouvant dans ce groupement professionnel, désormais inutile l'organisation d'une société secrète, elle la lui emprunta, s'y installa « comme dans une coquille vide » ; on adopta le nom ainsi que les cérémonies d'initiation aux différents grades. En 1717, se forma la *Grande Loge de Londres*, à laquelle Anderson donna sa constitution : elle présentait la Franc-Maçonnerie comme l'héritière des anciennes corporations ouvrières, mais, derrière ce plastron, elle n'avait cure que de propager les théories philosophiques, panthéistes et naturalistes.

D'Angleterre, la Franc-Maçonnerie se répandit en France, dès le début du xviii^e siècle. Cette association philanthropique n'excitait, d'ailleurs, aucune défiance, si bien que même des prêtres en firent partie ; depuis 1743, les grands maîtres se recrutèrent parmi les princes du sang, et Louis XVI lui-même fut maçon honoraire. Seuls ou presque seuls, les papes virent clair dans le jeu de la maçonnerie : la bulle *In Eminenti* de Clément XII en 1738, la bulle *Providas* de Benoît XIV en 1751, condamnèrent cette association.

En 1775, **Adam Weishaupt** (1748-1830), professeur à Ingolstadt, fonda l'ordre des **Illuminés de Bavière**¹, dans le but de ruiner toute autorité civile et religieuse : le candidat devait faire abandon de sa famille, de sa volonté et de

1. Le Forestier donne des raisons sérieuses de mettre en doute le grand complot antimonaρχique des Illuminés de Bavière. Voir, *Les Illuminés de Bavière et la Franc-Maçonnerie allemande*, 1915.

son honneur ; il existait une organisation hiérarchique et des initiations progressives. Knigge, associé à Weishaupt, travailla à faire de la maçonnerie le séminaire de l'illuminisme ; l'extension fut considérable jusqu'au jour où la découverte et la publication de documents compromettants amenèrent les poursuites de l'Electeur de Bavière contre la secte (1784-87).

L'Eglise pendant la Révolution et l'Empire

CHAPITRE PREMIER

LA RUINE DE L'ANCIENNE EGLISE

I. **L'état matériel et moral.** — A la veille de la Révolution, l'Eglise de France est encore privilégiée. Elle conserve le droit de juridiction exercé en chaque diocèse par un officiel ; mais sa compétence ne s'étend plus au delà des causes entraînant des peines canoniques telles que suspense et interdit : exhumé au ^{xiv}^e siècle par les légistes, le droit romain avait rendu à la puissance civile toute autre juridiction.

Histoire religieuse de la Révolution française. — Sources : M. TOURNEUX, *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution*, 4 vol., 1890-1913. — CARON, *Manuel pratique pour l'histoire de la Révolution*, 1912. — LE GRAND, *Les sources de l'histoire religieuse aux archives nationales*, 1914. — Travaux : Outre les histoires générales de Michelet, Thiers, Quinet, Taine, Stephens, consulter spécialement L. SCIOUT, *Histoire de la constitution civile du clergé*, 4 vol., 1872. — BIRÉ, *Le clergé de France pendant la Révolution*, 1901. — SICARD, *Les Evêques avant et pendant la Révolution*, 3 vol., 1898. — P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution*, 5 vol., 1909-1924. — DEBIDOUR, *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en 1794. Introduction à l'histoire religieuse de la Révolution*, 1903. — H. GAZIER, *Etudes sur l'histoire de la Révolution*, 1887. — A. MATHIEZ, *Rome et la Constituante*, 1910. — A. MATHIEZ, *Contributions à l'hist. relig. de la Révolution*, 1906. — AULARD, *Etudes et leçons*, 5^e série, 1906. — DELARC, *L'Eglise de Paris pendant la Révolution*, 1897. — PISANI, *L'Eglise de Paris pendant la Révolution*, 1908. — Biographies : GENDRY, *Pie VI*, 2 vol., 1906. — FRÉD. MASSON, *Bernis*, 1884. — ROUSSEL, *Un évêque assermenté*, Lecoq, 1904. — COCHARD, *Bernier*, 1901. — B. DE LACOMBE, *Talleyrand*, 1902. — LAVAQUIERIE, *Le Cardinal de Boisgelin*, 2 vol., 1922.

Par contre, en matière d'impôt, le privilège se maintient intact : exempté de la taille, de la capitation et des vingtièmes, l'Eglise n'était tenue qu'à un « don gratuit » payé à intervalles irréguliers et d'importance variable selon les besoins du trésor ; d'autre part, elle continuait à percevoir les dîmes qui, en moyenne, frappaient le dix-huitième des produits et constituaient un revenu global de 80 millions. Si l'on ajoute 85 millions pour les immeubles, 15 millions pour les rentes, et en plus le casuel et les quêtes, on arrive à un chiffre très respectable. Mais le clergé fournissait une large part du budget de l'instruction et de l'assistance publiques ; et, d'ailleurs, le plus souvent, les legs requéraient la prière pour les morts. La seule chose criticable était la trop inégale répartition des biens qui entraînait la jalousie du bas clergé à l'égard des prélats.

Ceux-ci sont meilleurs qu'on ne le prétend à l'ordinaire. En vertu du concordat de 1516, le roi les choisit sur une liste de candidats proposés par une sorte de ministre des cultes, nommé ministre de la feuille. Au XVIII^e siècle, l'habitude se généralise de ne prendre les évêques que parmi les nobles. D'où certains avantages et certains inconvénients : entendus aux affaires, ils disent leur mot dans les assemblées des Etats et dans les assemblées provinciales ; grâce à eux, une foule de mesures économiques et sociales sont prises pour remédier aux besoins et aux misères du peuple : ainsi jouissent-ils d'une influence pratique qui manquera trop à l'épiscopat du XIX^e siècle. Par contre, leur origine est fatale à leur influence religieuse ; grands seigneurs, ils se croient tenus à résider à Versailles ou dans leurs terres, les curés qui ne les voient guère ne reconnaissent en eux que des hommes du monde ; aussi, laissés à eux-mêmes, vivent-ils mollement sans grand souci de l'apostolat.

D'autre part, l'ancien abus des investitures s'est abattu sur les monastères. D'ordinaire, le choix royal attribue le bénéfice — c'est-à-dire l'émolument foncier et pécuniaire — à un ecclésiastique étranger, souvent à un clerc revêtu seulement des ordres mineurs, parfois même à un simple laïque : cette appropriation des biens sans accomplissement des charges se désignait sous le nom de « commende ». Si

l'abbé commendataire ne réside pas, il touche cependant la majeure partie des revenus, rognant ainsi la part des pauvres et celle des moines. Dirigés par un prieur claustral, ceux-ci vivent difficilement ; leur ferveur est médiocre ; ils sont réguliers sans plus.

Ainsi, pour des raisons diverses, évêques, curés, moines sont plus ou moins accaparés par les soucis matériels ; le zèle fait défaut à beaucoup. Personne, d'ailleurs, ne semble se douter du péril extrême : les philosophes sont fêtés avec le même aveuglement qu'au xv^e siècle les humanistes et, d'ailleurs, les talents manquent pour la réplique. Toutefois, il reste à l'Eglise de France l'esprit de charité toujours vivace, l'esprit de ferveur demeuré intact dans les congrégations de femmes.

II. Le bas clergé et les débuts de la Révolution. —

En 1789, à bout d'expédients financiers, sur le conseil de son ministre **Necker**, Louis XVI réunit les Etats généraux. Qu'allait faire cette assemblée ? La question recevrait une réponse toute différente selon que la noblesse ou le tiers dominerait : dans le premier cas, on se contenterait de remédier aux détresses pécuniaires les plus criantes ; dans le second, il ne s'agissait de rien moins que réaliser le programme politico-social des philosophes et installer un régime nouveau sur les ruines de l'ancien. Or, dans l'assemblée constituée par Necker, le tiers-état avait une double représentation : il pouvait donc obtenir la prépondérance à condition qu'on votât non par ordres, mais par têtes. Allait-il l'emporter ? « Le résultat dépendrait de la conduite du clergé, et c'est ici que l'histoire religieuse et l'histoire politique se soudent étroitement. » (P. de la Gorce.)

Necker avait accordé au bas clergé une proportion quadruple ou quintuple de celle du haut clergé : tandis que les chapitres ne possédaient qu'un bulletin de vote pour dix chanoines et que les communautés ne disposaient que d'un seul suffrage, chaque curé eut sa voix. En conséquence, arrivèrent à l'assemblée 208 curés pour 47 évêques et 12 chanoines : ainsi voyait-on se constituer une démocratie cléricale à côté de la démocratie laïque. Coudoyant les paysans,

les curés d'ancien régime partageaient souvent leurs griefs contre les seigneurs privilégiés ; pauvres, ils vivaient, en principe, de la dîme et des biens paroissiaux ; mais, à côté des curés décimateurs qui recueillaient eux-mêmes la dîme, il y avait les curés desservant des paroisses jadis régies par des abbayes ; ils ne touchaient pas la dîme, mais c'étaient les abbés qui, à titre de curés primitifs, la percevaient sauf à en abandonner au curé réel une maigre part, « la portion congrue ». Il existe donc dans le clergé un prolétariat mécontent sur lequel l'influence révolutionnaire de Rousseau s'est fait sentir ; ces prêtres acclameront l'ordre nouveau. Aussi, dans l'Assemblée, le bas clergé ne résista-t-il pas longtemps à la tentation d'aller rejoindre ses amis du Tiers et à exiger avec eux le vote par têtes : une telle attitude assura le triomphe du parti des réformes.

III. La destruction des privilèges. — On sait avec quelle générosité folle la noblesse et le clergé cédèrent durant la **nuît du 4 août 1789** : tous les privilèges furent abolis, les dîmes ecclésiastiques comme le reste, bien que moyennant rachat. Bientôt, affamé d'égalité, le parti révolutionnaire réclama la suppression pure et simple de la dîme. Siéyès eut beau dire que si on la supprimait sans indemnité, c'étaient les grands propriétaires qu'on dégrèverait surtout, tandis que l'Etat resterait avec toute la charge de subvenir à l'entretien du clergé ; il eut beau demander, en conséquence, un rachat des dîmes, dont le montant constituerait des revenus fixes pour un traitement annuel du clergé ; soutenu par **Mirabeau**, le projet de suppression l'emporta. L'Eglise n'avait plus de privilèges ; égalitaire en apparence, la mesure était au fond anticléricale : pour les prêtres comme pour la noblesse, la nuit du 4 août fut davantage une perte d'honneur qu'une perte d'argent.

1. **Les Cahiers de 1789.** — *Travaux* : CHASSIN, *Les cahiers des curés*, 1882. — MENUISIER, *Les Cahiers de l'Eglise de France*, 1891. — DENYS BUIRETTE, *Les questions religieuses dans les Cahiers de 1789*, 1919. — EDMÉ CHAMPION, *La France d'après les Cahiers de 1789*, 1907.

IV. **La sécularisation des biens ecclésiastiques.** — Cependant, les finances restaient obérées. On se souvint de cette thèse chère aux philosophes et aux économistes, et d'après laquelle le Gouvernement peut supprimer pour cause d'utilité publique toute fondation. Dès le 26 septembre, un député revendiqua pour les besoins de l'Etat l'orfèvrerie des églises. Après les journées des 5 et 6 octobre, où la populace ramena le roi de Versailles à Paris, les novateurs s'enhardirent ; la question de la suppression de la propriété ecclésiastique fut nettement posée ; soucieux de ne pas passer pour suspect, l'évêque **Talleyrand** en fit la proposition avec l'appui de Mirabeau et de Barnave ; Sieyès et Mgr de Boisgelin combattront le projet. Essayant d'une transaction, Malouet demanda que la sécularisation ne fût opérée qu'après règlement des besoins du culte : la motion Le Chapelier décréta la **sécularisation** à charge d'un traitement annuel de 1.200 livres au moins par curé (2 novembre 1789). On rendit bientôt un arrêt de vente des biens de la couronne et du clergé jusqu'à concurrence de 400 millions ; comptant sur ce capital, on créait une somme égale de bons à intérêts, les assignats. Treilhard obtenait qu'en conséquence l'inventaire fût dressé des biens ecclésiastiques (février 1790). Au cours des mêmes débats, il faisait voter une loi annulant les vœux de religion ; on allouerait aux religieux mendiants sortant du cloître de 700 à 1.000 livres, aux non-mendiants de 900 à 1.200 livres. Ainsi, sous le couvert d'une maigre compensation annuelle, la propriété ecclésiastique et monastique pourrait être supprimée. Le 10 avril, Prieur de la Marne obtenait que ces biens fussent déclarés nationaux.

Au printemps de 1790, on procéda aux **inventaires**. Chez les religieux, il y eut sans doute quelques belles revendications, par exemple à Maroilles, au diocèse de Cambrai ; mais, en général, ils subiront les événements et s'éloigneront sans

II. **La sécularisation des biens ecclésiastiques.** — A. VIALAY, *La Vente des biens nationaux pendant la Révolution*, 1908. — M. MARION, *La Vente des biens nationaux pendant la Révolution*, 1908. — G. LECARPENTIER, *La Vente des biens ecclésiastiques pendant la Révolution*, 1908.

être regrettés ni des paysans, ni des pauvres curés qui n'aimaient guère ces grands propriétaires. Par contre, demeurées ferventes, les religieuses protestèrent devant l'inventaire en montrant les actes de leur établissement. Après l'inventaire, dès la fin de 1790, des placards annoncent les adjudications. Les acquéreurs vont se recruter surtout parmi cette bourgeoisie médiocrement dévote et très soucieuse de faire fortune : hommes de lois, notaires, fonctionnaires. La conscience trouvait des excuses : le clergé n'était-il pas indemnisé par le traitement qu'on lui faisait ? D'ailleurs, le pape n'avait pas formulé de protestation publique, les curés laissaient faire ; bien plus, certains d'entre eux avaient voté la loi ou même se portaient acquéreurs. On acheta donc à bas prix, d'autant plus que le profit augmenterait d'année en année : en effet, on devait solder par annuité et en assignats, et voilà que l'assignat perdait progressivement de sa valeur (95 % en 1790, 91 à 84 en 1791, 61 en 92 et jusque 21 % en 93) ; on finirait de se libérer avec du simple papier ; seul, l'Etat resterait pauvre. 85 millions de revenus en immeubles et 15 millions de rente étaient ainsi ravus au clergé, à charge d'une maigre compensation : vol légal, et pourtant sacrilège qui visait une richesse sacrée par son origine.

CHAPITRE II

L'ETABLISSEMENT DE LA NOUVELLE EGLISE

I. La Constitution civile : jureurs et insermentés. — Restait à ravir au clergé sa liberté. Les membres du comité ecclésiastique de l'Assemblée Constituante ne cultivaient pas un anticléricalisme haineux, mais c'étaient des légistes imbus de la raison d'état : le prêtre fonctionnaire, soumis à un serment et comme tel salarié, voilà leur idéal renouvelé des Encyclopédistes et de Voltaire ; ils voulaient l'Eglise prisonnière de l'Etat et affranchie du pape. La motion rédigée par le comité ecclésiastique en 1790 appliquait ces théories : aux électeurs du second degré, quelle que fût leur reli-

gion, revenait l'élection de l'évêque dans le département et celle des curés dans le district, sans que les paroissiens n'y eussent leur mot à dire, sans que surtout le pape n'intervînt en aucune manière. Ainsi, la Constitution civile du clergé devait-elle créer une Eglise d'Etat nettement schismatique. Un tel projet satisfaisait à la fois les légistes gallicans qui l'avaient construit (chef, Treilhard), les jansénites qui y voyaient l'exclusion de Rome (chef, Camus), les protestants, enfin l'extrême-gauche composée de déistes à la Rousseau (nuance Robespierre). Combattu surtout « par un condottier de l'ordre ecclésiastique », l'abbé **Maury**, homme éloquent, mais à qui manquait l'ascendant fourni par la dignité de la tenue, le projet fut voté.

La difficulté était de le faire agréer par le pape et le roi. Sur le conseil de notre ambassadeur, le cardinal de Bernis, archevêque d'Albi, septuagénaire peu combattif, Pie VI essaya de temporiser. Le faible Louis XVI agit de la même manière : ne venait-il pas de goûter les premiers fruits de sa politique conciliatrice à la Fédération, fête de la fraternité nationale (14 juillet 1790)? Par son ministre, Montmorin, il suppliait le pape de céder. Rien n'était plus énervant que ces ajournements pour une Assemblée qui se proclamait souveraine ; il y eut des menaces qui intimidèrent le Gouvernement ; dès le 24 août 1790, la **Constitution civile** passait au rang des lois. Mais, si imbu qu'il fût des principes gallicans, le clergé ne voulait pas le schisme ; les évêques vont protester, non pas avec violence, mais en temporisant et en ignorant la loi : elle bouleversait les limites des diocèses, ils les conservèrent ; elle instituait des vicaires épiscopaux, ils laissèrent en charge leurs vicaires généraux.

Alors, en vue de dissiper les équivoques, la motion Voidel demanda pour le clergé le serment « d'être fidèle à la nation

I. **La Constitution civile.** — Outre les ouvrages cités, BLIARD, *Jureurs et Insermentés* (1790-94), 1910. — A. MATHIEZ, *Rome et le clergé sous la Constituante : la Constitution civile du Clergé*, 1912. — PH. SAGNAC, *La Constitution civile du Clergé* (Rev. du mois, 1912). KÉRIBRIOU, *Jean-François de la Marche, évêque comte de Léon*, 1924. — A. ROUSSEL, *Un évêque assermenté, Lecoz, évêque d'Ille-et-Vilaine*, 1899. — F. BARRY, *Etienne Delcher, évêque constitutionnel de la Haute-Loire*, 1925. — Consulter PISANI, *Répertoire bibliographique de l'épiscopat constitutionnel*, 1907.

et au roi, de maintenir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi ». Déjà acheté par la cour, Mirabeau combattit indirectement le projet en proposant un serment dilatoire sans date fixe ; mais, grâce à l'intervention du janséniste Camus, la motion Voidel l'emporta (27 novembre 1790). Désormais tous les ecclésiastiques investis de fonctions publiques se trouveraient dans l'obligation de se décider. Surexcitée par l'attente, l'Assemblée sommait le roi de lui donner une réponse définitive (26 décembre) ; l'archevêque de Boisgelin lui déclara qu'il pouvait sanctionner « à condition que son acceptation parût être forcée » ; il capitula.

Mais qu'allait faire le clergé ? A la Constituante, petit à petit, on compta 128 jureurs ; parmi les évêques quatre seulement cédèrent : Talleyrand d'Autun, Loménie de Brienne, archevêque de Sens, Jarente d'Orléans, Lafont de Savine. Dans la capitale, dans les villes où le clergé est instruit et renseigné, le grand nombre résiste : à Paris, par exemple, tous les vicaires généraux, tous les professeurs de séminaires, sauf deux, refusent le serment. Mais le clergé des petites villes et des campagnes est moins instruit ; pauvre, l'acceptation du serment lui permettra de vivre et satisfaira ses idées égalitaires : d'où nombreuses défaillances, en partie excusables par l'ignorance et les préjugés. Au total, l'obligation du serment créa donc deux églises : celle des assermentés et celle des réfractaires. Pour donner à la nouvelle Eglise sa hiérarchie, on convoqua les électeurs d'élite, et comme les catholiques les plus scrupuleux s'abstinrent, les nominations furent faites surtout par ceux que la religion intéressait le moins. Il fallait ensuite consacrer les nouveaux évêques ; en y consentant, Talleyrand empêcha la nouvelle Eglise de tomber dans le presbytérianisme : le 24 février, à l'oratoire du Louvres, il consacra Expilly et Marolles, puis déposa pour toujours les ornements sacrés. Ensuite eut lieu dans les chefs-lieux l'installation des prélats assermentés avec une pompe toute républicaine, les nouveaux consacrés donnant souvent au club leur première visite. Quant au bas clergé, en beaucoup de communes où le curé prêta serment, la transition d'un culte à l'autre passa inaperçue.

Mais, dans la Flandre, l'Artois, l'Alsace, les Cévennes et l'Ouest, éclate la révolte des consciences : on déserte l'église où officie l'assermenté pour assister dans une grange ou une chapelle à la messe de l'ancien curé.

II. Lois d'exceptions contre les insermentés : résistance et déchéance royale. — Nulle législation d'abord contre la liberté religieuse des réfractaires ; mais sous trois grandes causes — faiblesse de l'autorité, exaspération intolérante des assermentés et brutale intervention des clubs — cette liberté tomberait et la guerre civile se développerait. En effet, souvent mal accueillis, les évêques assermentés vont demander l'appui des municipalités ou plutôt des clubs qui sont maîtres des municipalités : d'où les premières dénonciations et les premières violences. Dans l'état de surexcitation causé par la fuite de Varennes (20-21 juin 1791), la Constituante fut amenée à sanctionner l'un des arrêtés départementaux contre les insermentés en Alsace : ainsi s'annonçait la persécution violente. Une nouvelle assemblée, la Législative, va accorder contre les réfractaires les lois d'exception que réclament les clubs. Les esprits libéraux essayèrent bien de laisser une part à la liberté religieuse : Lemontey proposa qu'on laissât le prêtre réfractaire là où il n'était pas encore remplacé si le conseil de la commune n'en souhaitait point d'autre ; Baërt parlait d'un partage à l'amiable des édifices publics entre les deux cultes. Mais, composée de sectaires acharnés, la gauche accréditait l'idée que les réfractaires devaient être traités comme des suspects coupables d'incivisme. Au début de novembre 1791 des déclamations retentirent aux Jacobins contre les prêtres, des bruits de trouble affluèrent de la province ; Joseph Delaunay, représentant du Maine-et-Loire fit à la tribune une description aussi terrifiante que mensongère de l'état de ce département. Sous la poussée des dénonciateurs, le décret de persécution s'élabora : obligation pour tout ecclésiastique de prêter serment dans la huitaine sous peine d'être surveillé comme suspect et de perdre son traitement ; si des troubles religieux éclatent, éloignement du réfractaire de la commune ; en cas de désobéissance, une année ou deux de

déportation au chef-lieu du département ; pour les fidèles, défense d'acheter ou de louer les édifices du culte désaffectés (29 novembre 1791).

Mais, le roi sanctionnerait-il ? Le pape avait maintenant parlé ; non seulement les catholiques protestaient, mais encore les libéraux comme Talleyrand ou Barnave ; repentant de ses anciennes faiblesses, **Louis XVI** déclara « qu'en ce qui concerne le décret sur les prêtres, il examinerait ». Dès lors, la lutte s'engagea entre les modérés respectueux du veto royal et les violents partisans des mesures anti-légales. « Si l'on considère que la Constitution civile seule déterminait le Roi à faire à l'Europe l'appel qu'il se refusait énergiquement jusque-là à lui adresser, que de cet appel devait sortir la guerre, de la guerre le renversement du trône, le vote régicide, le gouvernement du Salut Public et la Terreur, la guerre civile, on peut estimer avec les historiens les moins défavorables à la Révolution que la Constitution civile fut la faute capitale de la Constituante et l'un des événements les plus funestes de l'histoire ». (Madelin).

Dans l'Assemblée, sous la pression de la gauche, des tribunes et des clubs, les modérés s'éclipsent peu à peu. Alors l'action extra-légale des clubistes s'exerce avec impunité : les mesures locales vexatoires se multiplient, les réfractaires traqués disent la messe où ils peuvent : c'est l'aube de la persécution directe. D'autre part la guerre extérieure éclate : les catholiques sont soupçonnés d'être de connivence avec l'ennemi ; le ministre Roland, modéré mais faible, dénonce alors les manœuvres des réfractaires, et la discussion d'une législation pénale plus effective commence. Après examen de plusieurs propositions, on adopta le projet Benoiston d'après lequel lorsque vingt citoyens actifs d'un même canton se réuniraient pour demander la déportation d'un ecclésiastique non assermenté, le directoire du département serait tenu de la prononcer, si l'avis du directoire de district était conforme à la pétition. Ainsi favorisait-on un régime de délation et de terreur (27 mai 1792). Cependant, Louis XVI proteste, dissout le ministère Roland, refuse de céder malgré les instances de Dumouriez, malgré la colère de la foule en la mémorable **journée du 20 juin**. Méconnaissant le second

velo royal, les autorités départementales vont appliquer la loi de proscription : d'abord les prêtres réfractaires sont consignés au chef-lieu du département moitié hôtes, moitié prisonniers ; bientôt les clubs réclament et imposent l'internement absolu. D'ailleurs, les événements se précipitent : c'est la Patrie en danger, l'**insurrection du 10 août**, la déchéance du roi proclamée. Si le roi perdait sa couronne, c'était pour n'avoir pas voulu sanctionner les décrets de proscription contre les prêtres fidèles.

Voilà les violents maîtres partout : en certains endroits, ils se livrent déjà sur les prêtres à des actes de justice sommaire, à l'assemblée ils obtiennent contre les réfractaires une loi suprême de déportation (26 août). Tous les ecclésiastiques ayant été en fonctions, curés, vicaires, professeurs, instituteurs, prédicateurs, s'ils n'avaient pas prêté le serment devaient quitter la France dans les quinze jours sous peine de déportation à la Guyane ; quant aux ecclésiastiques non fonctionnaires, pour la plupart chanoines et anciens religieux, ils encoureraient également la déportation s'ils causaient quelque trouble, ou si leur éloignement était demandé par six citoyens domiciliés dans le même département.

III. Les massacres de septembre. — En conséquence, sous la motion de **Danton** devenu ministre de la justice le 10 août, des visites domiciliaires ont lieu en vue d'assurer l'exécution des décrets ; de nombreuses incarcérations sont faites à l'abbaye Saint-Germain, aux Carmes et à la Force. Mais la Commune de Paris prône des mesures plus radicales encore ; résolue à faire périr les prêtres internés, elle nomme un comité d'exécution sous la direction du citoyen **Maillard**. Sur ces entrefaites, on apprend la prise de Longwy et de Verdun par les alliés ; la France révolutionnaire est menacée ; Danton s'écrie à la tribune : « De l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace ». Dès lors, par faux patriotisme, en vue de terroriser toute réaction, il est résolu à laisser faire les égorgeurs de Maillard. Le 2 septembre, les bandes commencent leur œuvre : à l'Abbaye, 21 prisonniers sont d'abord massacrés, aux Carmes les détenus ecclésiastiques

tiques sont pourchassés dans le jardin, traqués dans l'oratoire ou jugés sommairement par Maillard ; en moins de deux heures, 120 prêtres tombent parmi lesquels Mgr du Lau, archevêque d'Arles. Dans la nuit du 2 au 3, nouveaux massacres à l'Abbaye ; le 3, au séminaire Saint-Firmin, 76 prêtres périssent ; les autres prisons de Paris sont le théâtre de semblables horreurs ; au dire même de Vergniaud : « Ce fut une véritable boucherie de chair humaine ». Enfin, le 6 septembre, croyant l'œuvre suffisante, Danton arrêta les massacres. Ces journées sont demeurées la honte de la Législative.

Un peu partout en province on assista à un déchaînement inouï de sectarisme. Alors, en cette fin de l'année 1792, l'émigration du clergé commence. Il recevra en Espagne, en Allemagne, en Angleterre, plus spécialement encore dans les Etats de l'Eglise, un généreux accueil. Ces ecclésiastiques donnèrent le spectacle de toutes les vertus : à Londres, par exemple, un prêtre de Rennes, l'abbé Carron fondera des établissements de bienfaisance et des chapelles ; Pitt se fera en plein parlement anglais, l'écho de l'admiration universelle. Cependant, des prêtres étaient restés au péril de leur vie : déguisés, protégés par la complicité des fidèles ils continuent leur ministère ; parfois, dans les régions les meil-

Les massacres de Septembre et la Terreur. — A. MATHIEZ, *Les conséquences religieuses de la journée du 10 août*, 1911. — MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, 2 vol., 1861-1881. — GRANIER DE CASSAGNAC, *Histoire des Girondins et des massacres de septembre*, 2 vol., 1860. — ALEX. SOREL, *Le couvent des Carmes et le séminaire de Saint-Sulpice pendant la Terreur*, 1863. — E. SELIGMAN, *La justice pendant la Révolution*, t. II, 1913. — WELSCHINGER, *Les massacres de septembre*, (coll. les Saints), 1920. — DOM LECIERCQ, *Les martyrs pendant la Révolution*, 1911. — MEILLOU, *Les serments pendant la Révolution*, 1904. — MANSEAU, *Les prêtres et les religieuses déportés dans la Charente-Inférieure*. — A.-C. SABATIE, *Les martyrs du clergé*, 1913. — LENOTRE, *Les massacres de septembre*, 1907 ; *Le tribunal révolutionnaire*, 1909 ; *Les noyades de Nantes*, 1912. — Mgr. GRENTE, *Le culte catholique à Paris de la Terreur au Concordat*, 1903. — DELARC, PISANI, op. cit. — DE LA GORCE, op. cit., t. II et III. — V. PIERRE, *Les seize Carmélites de Compiègne*, 1905. — MISERMONT, *Les bienheureuses filles de la Charité d'Arras* (coll. les Saints), 1914. — LORIDAN, *Les bienheureuses ursulines de Valenciennes* (ibid), 1923. — G. GAUTHEROT, *Les suppliciées de la Terreur*, 1925.

leures, les populations se déclarent ouvertement pour eux, ou bien les autorités ferment les yeux.

TEXTES ET DOCUMENTS

La Constitution Civile du Clergé (Extraits)

Titre premier. Des offices ecclésiastiques. Art. IV. — Il est défendu à toute église ou paroisse de France, et à tout citoyen français, de reconnaître, en aucun cas et sous quelque prétexte que ce soit, l'autorité d'un évêque ordinaire ou d'un métropolitain dont le siège sera établi sous la dénomination d'une puissance étrangère, ni celle de ses délégués résidant en France ou ailleurs; le tout sans préjudice de l'unité de foi et de la communion qui sera entretenue avec le chef visible de l'Eglise universelle, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Art. XIV. Les vicaires des églises cathédrales, les vicaires supérieurs et vicaires directeurs du séminaire formeront ensemble le conseil habituel et permanent de l'évêque qui ne pourra faire aucun acte de juridiction en ce qui concerne le gouvernement du diocèse et du séminaire qu'après en avoir délibéré avec eux. Pourra néanmoins l'évêque dans le cours de ses visites, rendre telles ordonnances provisoires qu'il appartiendra.

Art. XX. Tous les titres et offices, autres que ceux mentionnés en la présente constitution, les dignités, canonicats, prébendes, demi-prébendes, chapelles, chapellenies, tant des églises cathédrales que des églises collégiales, et tous chapitres réguliers et séculiers de l'un et l'autre sexe, et tous autres bénéfices et prestimoniaires généralement quelconques, de quelque nature et sous quelque dénomination que ce soit, sont, à compter du jour de la publication du présent décret, éteints et supprimés, sans qu'il puisse jamais en être rétabli de semblables.

Titre II. Nomination aux bénéfices. Article premier. A compter du jour de la publication du présent décret, on ne connaîtra qu'une seule manière de pourvoir aux évêchés et aux cures, c'est à savoir, la forme des élections.

Art. II. Toutes les élections se feront par la voie de scrutin et à la pluralité absolue des suffrages.

Art. III. L'élection des évêques se fera dans la forme prescrite, et par le corps électoral indiqué dans le décret du 22 décembre 1789, pour la nomination des membres de l'assemblée du département.

Art. XIV. La proclamation de l'élu se fera par le président de l'assemblée électorale, dans l'église où l'élection aura été faite, en présence du peuple et du clergé, et avant de commencer la messe solennelle qui sera célébrée à cet effet.

Art. XV. Le procès-verbal de l'élection et de la proclamation sera envoyé au roi par le président de l'assemblée des électeurs, pour donner à Sa Majesté connaissance du choix qui aura été fait.

Art. XVI. Au plus tard dans le mois qui suivra son élection, celui qui aura été élu à un évêché se présentera en personne à son évêque métropolitain, et s'il est élu pour le siège de la métropole, au plus ancien évêque de l'arrondissement, avec le procès-verbal d'élection et de proclamation; et il le suppliera de lui accorder la confirmation canonique.

Art. XVII. Le métropolitain ou l'ancien évêque aura la faculté d'examiner l'élu en présence de son conseil, sur sa doctrine et ses mœurs; s'il le juge capable, il lui donnera l'institution canonique; s'il croit devoir la lui refuser, les causes du refus seront données par écrit, signées du métropolitain et de son conseil, sauf aux parties intéressées à se pourvoir d'appel comme d'abus, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Art. XVIII. L'évêque à qui la confirmation sera demandée ne pourra exiger d'autre serment, sinon qu'il fait profession de la religion catholique, apostolique et romaine.

Art. XIX. Le nouvel évêque ne pourra s'adresser au pape pour en obtenir aucune confirmation; mais il lui écrira comme au chef visible de l'Eglise universelle, en témoignage de l'unité de foi et de la communion qu'il doit entretenir avec lui.

Art. XXI. Avant que la cérémonie de la consécration commence, l'élu prêtera, en présence des officiers municipaux, du peuple et du clergé, le serment solennel de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse qui lui est confié, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout son pouvoir la constitution décrétée par l'assemblée nationale et acceptée par le roi.

Art. XXVI. L'assemblée des électeurs, pour la nomination aux cures, se formera tous les ans à l'époque de la formation des assemblées de district...

Art. XXX. Chaque électeur, avant de mettre son bulletin dans le vase du scrutin, fera serment de ne nommer que celui qu'il aura choisi, en son âme et conscience, comme le plus digne, sans y avoir été déterminé par dons, promesses, sollicitations ou menaces.

Ce serment sera prêté pour l'élection des évêques comme pour celle des curés.

Art. XXXI. La proclamation des élus sera faite par le président du corps électoral dans l'église principale, avant la messe solennelle qui sera célébrée à cet effet, et en présence du peuple et du clergé.

Art. XXXVIII. Les curés élus et institués prêteront le même serment que les évêques dans leur église, un jour de dimanche avant la messe paroissiale, en présence des officiers municipaux du lieu, du peuple et du clergé. Jusque là, ils ne pourront faire aucune fonction curiale.

CHAPITRE III

LA TERREUR (1792-1794)

I. **La persécution.** — Elue au lendemain des massacres de septembre 92 et sous la pression du jacobinisme, la **Convention** se composait de trois partis : les girondins relativement modérés (chef Vergniaud), les montagnards partisans des mesures les plus violentes (chef Robespierre), entre deux un tiers parti assez terne appelé la Plaine ou le Marais. La lutte allait s'engager entre Girondins et Montagnards ; mais ceux-ci avaient pour eux la commune de Paris et le club des jacobins ; ils parviendront à dominer la Plaine et en la faisant marcher avec eux à écraser les girondins. Jusqu'au IX thermidor (27 juillet 1794), ils terrorisèrent le pays entier. La première mesure prise fut la proclamation de la République (21 septembre 1792), la seconde le procès et la condamnation à mort de Louis XVI († 21 janvier 1793) ; il tombait victime de son attachement à la foi catholique : c'est parce qu'il n'avait pas voulu sanctionner la loi contre les insermentés que les insurrections décisives du 20 juin et du 10 août 1792 avaient éclaté ; aussi Pie VI n'hésita-t-il pas à lui décerner le titre de martyr. Son épouse Marie-Antoinette, sa sœur Madame Elisabeth, devaient bientôt partager le même sort (16 octobre 1793, 16 mai 1794).

Peu à peu, la législation contre les insermentés s'est res-

serrée, n'exceptant personne. 1^o Dès 1792, la loi du 26 août avait condamné à la déportation tous les insermentés fonctionnaires ; le décret du 18 mars 1793 spécifia que s'ils rentraient en France, ils seraient passibles de mort. Cependant, comme certains s'obstinaient encore à se cacher, la loi du 30 vendémiaire an II (21 octobre 1793) les obligea à se dénoncer eux-mêmes et à se présenter dans les dix jours aux autorités locales pour être transférés dans les colonies ; passé ce délai, on les condamnerait à la peine capitale. 2^o Quant aux insermentés non-fonctionnaires, tels que chanoines, prêtres habitués ou religieux, un décret du 23 avril 1793, les divise en deux classes. Après la déchéance de Louis XVI, en août 1792, voulant supprimer la mention du roi dans la formule du serment, les législateurs en avaient décrété une nouvelle, dite Liberté-Egalité, et ainsi conçue : « Je jure de maintenir de tout mon pouvoir la liberté et l'égalité ou de mourir en la défendant » ; comme ce nouveau serment ne faisait aucune allusion à la Constitution civile du clergé, il y eut des réfractaires pour le souscrire ; les insermentés non-fonctionnaires qui ont prêté le **serment Liberté-Egalité** sont autorisés à rester chez eux, mais si on vient à les dénoncer, ils subiront le bannissement ; quant à ceux qui ont refusé ce serment, ils seront déportés de droit. 3^o Bientôt les assermentés eux-mêmes ne sont plus en sûreté : la loi du 30 vendémiaire an II (21 octobre 1793) spécifie que, dénoncés par six citoyens, ils pourront être déportés. 4^o Personne d'ailleurs n'est excepté. Une loi du 9 nivôse an II (29 décembre 1793) impose aux religieuses le serment Liberté-Egalité sous peine d'être suspectes. Enfin, la loi du 22 germinal an III (11 avril 1794) condamnera à mort quiconque, homme, femme, jeune fille, aura recélé un prêtre. D'ailleurs, l'accusation de délit religieux peut atteindre toute personne. Le fameux décret du 17 septembre 1793, dit « loi des suspects », déclare coupable tout homme qui n'aura pas manifesté son attachement à la Révolution ; or, le prétexte de fanatisme suffit souvent à faire un suspect.

L'exécution de cette législation persécutrice est poussée avec une rigueur extrême par les **représentants en mission** dans les départements : ils ont à leur service les tri-

bunaux et les commissions révolutionnaires qui jugent sommairement avec un peu ou point de procédure. On distingue parmi les victimes religieuses : les reclus, les déportés, les condamnés à mort. 1^o Les reclus, ce sont les prêtres âgés ou infirmes qui ont été rassemblés au chef-lieu du département : ils y souffrent des privations les plus grandes ; parfois on les contraint dans les conditions les plus pénibles à des changements de prison, au cours desquels un grand nombre trouve la mort. Il faut signaler le sort fait aux reclus de Nantes par le représentant **Carrier** : il imagina de les noyer dans la Loire au moyen de bateaux à soupape : au premier essai, 80 prêtres périrent, au second 137. 2^o Les déportés constituent une seconde classe ordinairement plus malheureuse encore que les reclus. Par centaines, on les avait dirigés sur des charrettes vers les ports, Bordeaux, Lorient, Nantes, Rochefort. Mais, comme la flotte anglaise gardait la mer, on ne put les envoyer à la Guyane ; on les garda dans la cale des navires où ils moururent de misère et d'asphyxie : des 825 ecclésiastiques internés à Rochefort sur les deux vaisseaux le *Washington* et les *Deux-Associés*, 542 périrent. 3^o Enfin, il y a les martyrs proprement dits : prêtres coupables d'avoir pratiqué le culte en cachette, hommes et femmes qui osèrent leur procurer un gîte, religieuses insoumises au serment. Plusieurs de ces martyrs, par exemple les Carmélites de Compiègne, ont été béatifiés.

II. La déchristianisation : les cultes révolutionnaires.

— En même temps se déchaînait l'œuvre de complète destruction. Ce furent les représentants en mission qui en donnèrent le signal : ainsi l'ex-oratorien Fouché exposait-il à Nevers que sa fonction était « de substituer aux cultes superstitieux et hypocrites celui de la République et de la morale naturelle ». Ces excès étaient, d'ailleurs, approuvés par la Convention : le 16 brumaire, des habitants de Mennecey (diocèse de Corbeil) étant parus à la barre, revêtus de chapes, y déclarèrent qu'ils ne voulaient plus de curé ; aussitôt, la Convention proclama le droit des communes à supprimer leurs paroisses. Le 25 brumaire an II, elle complétait cette loi en décrétant « que les presbytères

et paroisses situés dans les communes qui auraient renoncé au culte public seraient destinés à subvenir au soulagement de l'humanité souffrante et à l'instruction publique ». Sur la proposition de Chaumette, la commune de Paris donna bientôt à cette législation une retentissante application (3 frimaire an II, 24 nov. 1793) ; l'exemple fut imité en maints endroits ; car il suffisait de quelques meneurs audacieux pour terroriser une population paisible. Trouvant le poste périlleux, nombre de curés constitutionnels abdiquèrent leurs fonctions : ainsi voit-on l'évêque de Paris, Gobel, paraître à l'Assemblée avec ses onze vicaires pour y annoncer sa démission ; les ecclésiastiques, membres de la Convention, suivent presque tous cet exemple.

Cependant, il fallait remplacer le christianisme : imbus de la phraséologie du XVIII^e siècle et du théisme cher à Rousseau, les conventionnels entreprirent l'établissement d'une religion naturelle universelle. Dès le 10 août 1793, Hérault de Séchelles présida une fête nationale où la statue de la Nature reçut un véritable culte. Bientôt, le décret du 5 octobre 1793 décrétait le **Calendrier républicain** dans le but évident de substituer aux fêtes chrétiennes celles d'une religion naturelle où le dimanche serait remplacé par le décadi, et le nom des saints par ceux « des objets qui composent la véritable richesse nationale ». Le culte nouveau eut bientôt ses grands jours : le 20 brumaire an II

Religion révolutionnaire. — FOURNEL, *Le culte de Marat*, *Rev. Révol.*, 1884, t. III-IV. — MAGGIOLLO, *Les fêtes révolutionnaires*, *ibid.*, 1885-89, t. VI, VIII, IX. — AULARD, *Le culte de la raison et le culte de l'Être suprême*, 1892 ; *Les origines de la séparation de l'Eglise et de l'Etat*, dans *Etudes et Leçons*, t. V, 1907. — GUILAUME, *La liberté des cultes et le Comité d'instruction publique en l'an II*, dans *Etudes révolutionnaires*, t. II, 1909. — MONIN, article *Fêtes nationales*, dans la *Grande Encyclopédie*. — SICARD, *A la recherche d'une religion civile*, 1895. — BONNEFONS, *Le culte de la Raison pendant la Terreur*, *Rev. quest. hist.*, 1906, t. LXXX. — KARMIN, *L'influence du symbolisme maçonnique dans le symbolisme révolutionnaire*, *Rev. hist. de la Révol.*, 1910. — MATHIEZ, *Les origines des cultes révolutionnaires*. — WELSCHINGER, *Les almanachs de la Révolution*, 1884. — VILLAIN, *Etude sur le calendrier révolutionnaire*, *Rev. franç.*, 1884-85, t. VII et VIII. — A. MATHIEZ, *Les origines des cultes révolutionnaires (1789-92)*, 1904.

10 novembre 1793 fut célébrée, à Notre-Dame, une fête de la Liberté représentée par une actrice de l'Opéra et la Convention décréta que Notre-Dame deviendrait le temple de la Raison. Ce **culte de la Raison** s'étendit en province, grâce à la propagande des Sociétés populaires et des représentants en mission.

Bientôt, d'ailleurs, Robespierre faisait décréter le **culte de l'Être suprême** 18 floréal an II, mai 1794. « La République française célébrera aux jours de décadi les fêtes dont l'énumération suit : A l'Être suprême et à la nature. Au genre humain. Au peuple français. Aux bienfaiteurs de l'humanité... Au stoïcisme. A la jeunesse, etc. » Le 23 floréal, le comité du Salut Public arrêta « qu'au frontispice des édifices ci-devant consacrés au culte, on substituera à l'inscription : Temple de la Raison, ces mots de l'article premier du 18 floréal : le peuple français reconnaît l'existence de l'Être suprême et l'immortalité de l'âme ». Robespierre apparut, dès lors, à la fois « comme un pontife et un dictateur ». Le 20 prairial juin 1794, il célébra la fameuse solennité de l'Être suprême où sa prépotence fut trop accusée pour ne pas lui attirer les jalousies qui consacrèrent sa perte. Culte de la Raison jusqu'au 18 floréal, culte de l'Être suprême après le 18 floréal : en fait, dans l'opinion les deux se confondirent.

III. La résistance catholique : les guerres de Vendée.

— Presque partout, la Terreur baillonna les protestataires. Cependant, dans l'Ouest, la résistance prit le caractère d'une révolte ouverte. Ces populations s'étaient conservées très bonnes grâce à la popularité de la noblesse locale, grâce surtout à l'influence énorme des missionnaires de Marie fondés à la fin du XVII^e siècle par un prêtre du diocèse de Rennes, le bienheureux Louis-Marie Grignon de Montfort. La Constitution civile du clergé mécontenta vivement les Vendéens : les vexations des administrateurs de district les indignèrent ; d'ailleurs, ils ne séparaient pas la royauté de la religion : l'exécution de Louis XVI acheva de les exasperer. Le 10 mars 1793, trois mille conscrits réunis à Saint-Florent-sur-Loire refusent de se laisser enrôler ; un simple

voiturier, Cathelineau, surnommé « le saint de l'Anjou », se met à la tête des insurgés ; des nobles prennent la direction d'autres groupements locaux : Bonchamps, d'Elbée, de Lescure, La Rochejaquelein ; tout le pays, qui forme aujourd'hui les départements de Maine-et-Loire, Loire-Inférieure et Deux-Sèvres, se soulève ; bientôt, les forces insurgées forment « l'armée catholique et royale ». Prêts à se sacrifier pour leur Dieu, les Vendéens portaient le chapelet à la ceinture, l'image du Sacré-Cœur sur la poitrine ; avant le combat, ils demandaient la bénédiction de leur aumônier. Outre cette force que donnent les convictions, ils avaient l'avantage de combattre dans un pays coupé de haies et facile à défendre.

Dès le mois de mai, 30.000 « blancs », commandés par La Rochejaquelein et Lescure, chassaient de Bressuire les « bleus » du général Questineau ; ils s'emparaient de Thouars et marchaient sur la Loire ; après la grande victoire de Fontenay, ils occupent Saumur ; mais l'armée royale est repoussée devant **Nantes**, et le général en chef Cathelineau meurt dans le combat (14 juillet 1793). La période de guerre offensive est finie pour les Vendéens. Les républicains résolurent de pénétrer au cœur du pays ; mais, placés comme dans un centre d'où il leur était facile de se porter partout, les Vendéens arrêtaient les colonnes secondaires et les décimèrent ; la colonne principale, celle des Mayençais, dut aussi se retirer après le combat de **Torfou**. Cependant, Kléber remporte une grande victoire à **Cholet** (17 octobre) ; Bonchamps et Lescure sont blessés à mort ; les Vendéens

Vendée. — BITTARD DES PORTES, *Les guerres de Vendée et les Chouanneries*, Vannes, 1905, extr. de la *Revue du Bas-Poitou*. — ABBÉ DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, 6 vol., 1901-1912. — CHASSIN, *Etudes documentaires sur la Révolution*, 1892-1900, 11 vol., en 3 séries : *Préparation de la guerre de Vendée* (3 vol.), *la Vendée patriote* (4 vol.), *Les pacifications de l'Ouest* (3 vol.). — DOM FR. CHAMARD, *Les origines et la responsabilité de l'insurrection vendéenne*, Paris et Lille, 1899 ; *Correspondance inédite concernant la Vendée militaire*, Angers, 1880. — BITTARD DES PORTES, *Charette*, 1902. — KERVYN DE VOLKÆRSBEKE, *Charette*, Lille, 1911. — CHARDON, *Les Vendéens dans la Sarthe*, Le Mans, 1869-73, 3 vol. — P. DE LA GORCE, *op. cit.*, t. III et IV. — E. GABORY, *La Révolution et la Vendée*, t. I, 1925.

se précipitent vers la Loire qu'ils passent à Saint-Florent. La Rochejaquelein les reforme ; Kléber, qui les poursuit, est vaincu à Laval (26 octobre). Mais la marche sur Granville échoua, et, dès lors, les insurgés n'eurent plus qu'une idée, rentrer dans leur pays. Kléber veut leur barrer la route ; ils parviennent à se frayer un passage (combat de Pontorson, 18 nov. 1793 ; batailles de Dol et d'Antrain, 21-22 nov.). Mais, attaqués dans **le Mans** par le fougueux Marceau, ils sont complètement défaits (12-13 décembre). Les survivants cherchèrent à gagner le Morbihan par Laval et **Savenay** ; près de cette dernière ville, ils furent taillés en pièces (23 décembre 1793). La guerre fut suivie de représailles : c'est le moment où, à Nantes, Carrier inaugure ses noyades (nov.-déc. 1793) ; à l'intérieur de la Vendée, le général Thureau s'avancait avec ses « colonnes infernales », brûlant tout sur son passage. Les paysans exaspérés criaient aux armes ; deux chefs valeureux leur restaient : Charette et Stofflet.

Après le IX Thermidor, on adopta enfin des mesures plus habiles et plus humaines. Chargé de pacifier la Vendée, Hoche recommanda à ses soldats « la dignité et l'indulgence ». On aboutit à la paix de **la Jaunais**, qui accordait aux Vendéens la liberté de leur culte (17 février 1795). Trois jours plus tard, le décret du 3 nivose an III étendait cette liberté à toute la nation. Ces deux faits si rapprochés ont une connexion étroite : la guerre de Vendée est davantage qu'un épisode local, la résistance des « blancs » avait montré au gouvernement que la nation restait fidèle à ses croyances, et que, dans l'impossibilité où l'on était de détruire le catholicisme, il fallait le supporter.

IV. Le rétablissement des Eglises (1795-1797). — Aussitôt la liberté des cultes proclamée, des messes se célébrèrent à Paris, et le jour de Pâques 1795 fut fêté partout en France. Les prêtres réfractaires rentrent : malgré les efforts de Grégoire pour reconstituer le clergé constitutionnel, c'est au clergé romain que vont toutes les sympathies. Cependant, on manquait d'édifices pour la célébration des offices : sur la proposition de Lanjuinais, tous les temples non alié-

nés furent restitués au culte (11 prairial, 30 mai 1795) ; une circulaire du Comité de Législation spécifia que la Constitution civile étant abrogée, les non-jureurs en pourraient jouir aussi bien que les jureurs. Ces lois de la Convention finissante continuèrent à avoir vigueur durant le Directoire. Les « Annales de la Religion » comptent bientôt plus de 30.000 paroisses reconstituées ; en même temps, la hiérarchie se reforme sous la direction des évêques restés en France, ou sous celle des vicaires apostoliques.

Pourtant, ce régime de liberté n'était pas inauguré avec sincérité : ainsi empêchait-on toute manifestation extérieure du catholicisme, et jusqu'au port de la soutane. Les prêtres déportables rentrés d'exil demeuraient bannis à perpétuité : une loi du 6 septembre 1795 le rappelait encore. Quant aux autres, on les plaçait devant les cas de conscience les plus cruels : tout ecclésiastique devait se faire délivrer acte de sa soumission aux lois de la République (11 prairial an V, 30 mai 1795) ; le 20 septembre 1795, la formule imposée s'aggraverait encore du dogme de la souveraineté populaire. Cette prestation de serment, non exigée tout d'abord, avait pour prétexte les manifestations royalistes d'une partie du clergé ; en fait, elle satisfaisait les tendances anti-chrétiennes des conventionnels, et les doléances des prêtres constitutionnels. Les prélats non émigrés conseillaient la soumission, les autres y répugnaient ; cette question du serment demeura pendante non seulement durant la Convention, mais aussi sous le Directoire ; aux Cinq-Cents, un parti libéral en demanda la suppression.

CHAPITRE IV

LA SECONDE TERREUR APRES FRUCTIDOR (1797-1799)

I. La persécution. — Les élections de l'an V donnèrent la majorité aux royalistes et aux partisans de la liberté religieuse ; effrayé, le Directoire résolut de faire un coup

d'état. Le **18 fructidor** an V (4 septembre 1797), nombre de députés furent arrêtés et bientôt déportés à la Guyane ; le pouvoir retomba aux mains des Jacobins que conduisait le philosophe déiste La Réveillère-Lepaux. Sous couvert de combattre les royalistes, on allait s'en prendre aux catholiques. Les décrets du 19 Fructidor les atteignirent trois fois : 1° Toutes les lois persécutrices de 1792 et 1793 sont rétablies : en conséquence, les prêtres devront reprendre la route de l'exil ; ceux qui oseraient encore revenir seraient passibles de mort. 2° On exigeait du clergé un nouveau serment, celui de « haine à la royauté et à l'anarchie », d'attachement à la République et à la Constitution de l'an III. 3° Enfin, l'article 24 investissait « le Directoire du pouvoir de déporter, par des arrêtés individuels motivés, les prêtres qui troubleraient dans l'intérieur la tranquillité publique ». En conséquence de nombreux prêtres furent envoyés à Cayenne, ou subirent à Rochefort, et dans les îles de Ré et d'Oléron un internement atroce : la plupart périrent de maladie.

Cependant, les ecclésiastiques non visés continuèrent d'exercer leur ministère. Sans doute, le serment « de haine à la royauté et à l'anarchie » éveilla des scrupules ; on consulta la cour romaine ; l'avis unanime des cardinaux fut qu'un tel engagement répugnait à la loi divine. Mais en France, on connut tard cette décision alors que beaucoup de prêtres avaient fait le serment ; à Paris, Mgr de Juigné d'abord opposé l'avait ensuite toléré ; sans le conseiller, Monsieur Emery admettait qu'on s'y résignât : « Je ne puis me faire, disait-il, à l'idée d'un peuple sans culte ». En attendant une réorganisation plus complète, le clergé établit partout des missions. La tâche était délicate : il fallait compter avec les préjugés nouveaux, avec des cas de conscience épineux surgis depuis la Révolution ; malgré les tracasseries et les persécutions, le clergé redevint populaire.

II. La déchristianisation : Théophilantropie et culte décadaire. — Mais, tandis que la masse était demeurée croyante, les classes élevées affichaient l'incrédulité : à l'Institut, Volney, Cabanis, Lalande se proclamaient maté-

rialistes. L'immoralité allait de pair ; nulle époque plus dévergondée : les élégantes de l'époque ou « merveilleuses » revenaient aux toilettes comme aux mœurs antiques : elles poussaient la licence du costume jusqu'à une demi-nudité. Cependant, il surnageait encore un vague déisme rousseauiste : ses adeptes rêvaient d'une religion naturelle et civique imposée à la nation. Son premier prophète fut l'éditeur Chemin-Pontès qui publia en 1796 un « manuel des théanthrophiles » ; l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme, tel était tout son *Credo*. Valentin Haüy, le célèbre fondateur de l'institut des aveugles-travailleurs, élargit le projet, et voulut instituer un culte public ; la secte des **théophilanthropes** s'organisa et tint ses premières réunions au début de 1797. Le coup d'Etat de Fructidor la servit : le premier des Directeurs, La Réveillère-Lepaux, résolut d'en faire la religion nationale ; à l'Institut, il prononça en sa faveur un discours lyrique ; il trouva des adhérents parmi les hommes illustres de l'époque, tels Bernardin de Saint-Pierre, M. J. Chénier, le poète Andrieux. Sous le patronage du gouvernement, les premières réunions cultuelles se tiennent dans les principales églises de Paris après la messe catholique : on y entend des hymnes vagues, des lectures tirées de Socrate et de Marc Aurèle comme du Coran et de l'Évangile. Grâce à la protection officielle, le nouveau culte eut, au début de 1798, quelque succès extérieur, mais il tomba vite sous le ridicule. En juin 1799, lors du coup d'Etat du 30 prairial an VII, La Réveillère dut donner sa démission de directeur : ce fut l'agonie du culte théophilanthropique en attendant qu'un arrêt du 2 mars 1802 l'abolît formellement. Une religion concurrente existait : le **décadi** devait être un jour de « sanctification laïque » ; pratiquement, le peuple ne changea rien à ses habitudes et conserva

Fructidor. La théophilanthropie. — V. PIERRE, *La Terreur sous le Directoire*, 1887 ; *La déportation ecclésiastique sous le Directoire*, 1896 (Soc. hist. contemp.). — DUCHATELIER, *La persécution religieuse dans le Finistère après le 18 Fructidor*, Angers, 1882. — A. MYHIEZ, *La théophilanthropie et le culte décadaire (1796-1801). Essai sur l'histoire religieuse de la Révolution*, 1904. — THYS, *La Persécution religieuse en Belgique sous le Directoire exécutif*, Anvers, 1900. — J. HÉRISSEY, *Les pontons de Rochefort*, 1925.

le dimanche. Mais les Fructidoriens prétendirent rendre obligatoire le repos décadaire (14 germinal an VI, 4 avril 1798) ; bientôt, ils y greffèrent un culte patriotique : cette messe laïque se composait de plusieurs lectures : celle des lois, celle de l'Etat civil, celle du Bulletin décadaire, « sorte de prône civique » où se trouvaient commémorés « les traits de bravoure et autres propres à inspirer le patriotisme et la vertu ». L'intention sectaire n'était que trop évidente : le décadi supprimait le dimanche avec lequel il ne concordait point ; mais la plupart continuèrent à l'ignorer.

III. La guerre au Saint-Siège : Occupation de Rome et exil de Pie VI. — Les gouvernements de la Convention et du Directoire avaient attaqué la religion partout où s'étaient portées nos armes victorieuses : en Belgique, par exemple, il y eut sous le Directoire des arrestations et des déportations en masse. La République était particulièrement irritée contre Pie VI : n'avait-il pas rejeté la Constitution civile, encouragé les insermentés, donné asile aux bannis ? Bientôt, au cours de sa campagne d'Italie, Bonaparte passait le Pô, occupait Ferrare et Bologne, faisait prisonniers les cardinaux légats, et imposait l'armistice de Bologne qui livrait à la France la Romagne et Ancône, et qui imposait au pape une contribution de 21 millions (25 juin 1796). Après ses victoires complètes sur l'Autriche, Bonaparte dicta à Pie VI le traité de **Tolentino** qui ratifiait l'armistice de Bologne, augmentait de 15 millions l'indemnité de guerre, et décrétait l'occupation par les troupes françaises jusqu'à réalisation des conditions imposées.

Bonaparte avait spolié les Etats pontificaux ; ce fut son

Spoliation des Etats pontificaux. — SÉCHÉ, *Les origines du Concordat*, t. Pie VI et le Directoire, 1894. — RICHEMONT, *Bonaparte et Caleppi à Tolentino*, 1898, extr. du *Correspondant*, 1897, t. CLII. — GENDRY, *Pie VI*, 2 vol., 1906. — BOURGIN, *La France et Rome, 1788-97 ; Registre des dépêches du Cardinal secrétaire d'Etat*, 1909 (Bibl. École franç. Athènes et Rome). — ROUSSEAU, *De Bâle à Tolentino. Rev. quest. hist.*, 1913, t. XXIII. — BALDARASSI, *Hist. de l'enlèvement et de la captivité de Pie VI* (trad. franç.), 1840. — PONCET, *Pie VI à Valenae*, 1868. — J. DU TEIL, *Rome*

frère Joseph qui provoqua l'occupation de Rome. Il y avait été envoyé comme ambassadeur ; son palais devint le centre de tous les révolutionnaires : les élèves de l'Académie de France insultèrent les troupes pontificales et se réfugièrent auprès de lui. En sortant du palais de Joseph, l'arrogant général Duphot fut tué d'un coup de fusil ; par protestation Joseph quitta Rome. Le général Berthier fut chargé d'exiger satisfaction du meurtre : il s'empara du Château Saint-Ange, fit désarmer les troupes pontificales et proclama la **République romaine**. Malgré les offres d'asile faites par l'Angleterre, Pie VI n'avait pas voulu quitter sa capitale ; lorsque Berthier eut été remplacé par Masséna, les commissaires du Directoire Haller et Bassal, deux défringués, précipitèrent les mesures violentes : le Vatican fut forcé, les appartements mêmes du pape pillés ; puis on ordonna à Pie VI de quitter Rome par crainte d'une contre-révolution en sa faveur. On le conduisit à Sienne (mai 1798), ensuite à la Chartreuse de Florence, enfin au delà des Alpes (mars 1799). Les populations françaises accouraient en foule le saluer : « En vérité, dit-il, je n'ai pas trouvé une foi si grande en Israël ». Il mourut à Valence le 29 août 1799, après avoir dit à Mgr Spina : « Recommandez bien à mon successeur qu'il pardonne aux Français ».

Réuni dans l'île San Giorgio Maggiore en face de Venise, le conclave élut après trois mois d'intrigues le modeste évêque d'Imola, le cardinal Chiaramonti qui prit le nom de Pie VII. La situation restait indécise : la seconde coalition avait chassé les Français qui se cramponnaient à Gênes ; soudain débouchant par le Saint-Bernard, Bonaparte gagna la victoire de Marengo qui remettait la péninsule entre les mains des Français (1^{er} juin 1800). Pie VII apprit cette nouvelle alors que, sur un bâtiment autrichien, il regagnait Rome ; une lettre du cardinal Martiniana, évêque de Verceil, le rassura aussitôt sur les intentions du Premier Consul.

Naples et le Directoire (1796-97), 1902. — A. DUFOURCO, *Le régime jacobin en Italie* (1789-99), 1900. — A. SOREL, *L'Europe et la Révolution*, t. V (1795-99). — DE LA GORCE, op. cit., t. IV. — VAN DUERM, *Le Conclave de Venise*, 1896. — A. MATTER, *La République au Conclave et l'alliance avec Rome en régime de séparation* (1794-1798-1800), 1923.

CHAPITRE V

L'ENTENTE ENTRE BONAPARTE ET PIE VII (1801-1804)

I. **Le Concordat de 1801.** — Le coup d'Etat du 18 Brumaire qui fit la fortune politique de Bonaparte fut bien accueilli des catholiques. Si, pour ne pas alarmer les jacobins, les consuls furent obligés de maintenir les lois persécutrices, ils s'ingénierent à les tourner : nombre de déportés et d'exilés rentrèrent. La seule difficulté était le nouveau serment à la constitution de l'An VII ; beaucoup le prêtèrent sur les conseils de M. Emery, prêtre de Saint-Sulpice, et de Mgr de la Luzerne, évêque de Langres. Après Marengo (juin 1800), devenu maître incontesté, le premier consul favorisa davantage le catholicisme dont il comprenait l'importance sociale ; il savait d'ailleurs que la masse du peuple français voulait la religion romaine. Cinq jours après Marengo (19 juin 1800), il manifestait au cardinal Martiniana, évêque de Verceil, son désir d'arranger les choses ecclésiastiques. Pie VII chargea Mgr Spina, archevêque de Corinthe et le servite Caselli d'entamer les négociations. Elles s'ouvrirent en même temps à Paris et à Rome : Spina envoyé à Paris négocia surtout avec l'**abbé Bernier**, l'ancien aumônier des Vendéens, devenu *persona grata* auprès du premier Consul ; l'ambassadeur de Bonaparte, Cacault traitait directement avec la cour romaine. On ne parvint pas d'abord à s'entendre ; envenimées par la malveillance du ministre Talleyrand, les relations étaient sur le point de se rompre lorsque Cacault, dévoué à la cause du Concordat, persuada Pie VII d'envoyer à Paris son propre secrétaire d'Etat, **Consalvi**. Les négociations enfin terminées, celui-ci s'aperçut que la pièce offerte à sa signature était très différente du texte arrêté de concert ; il protesta ; Bonaparte fit le terrible et menaça d'une rupture, mais par sa fermeté calme, Consalvi l'obligea à céder.

Sans rendre à l'Eglise un rang privilégié, le Concordat reconnaissait sa liberté. « La religion catholique, aposto-

lique et romaine sera librement exercée en France. Son culte sera public en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique ». En conséquence un accord était conclu au sujet des nominations épiscopales : le premier consul nommait aux évêchés, le pape conférait l'institution canonique suivant les formes du concordat de 1516 (art. 4 et 5). Evêques et prêtres devaient prêter serment de fidélité au gouvernement qui leur assurerait un traitement convenable (art. 6, 7, 8, 14). Mais si l'Eglise y gagnait un retour à la bonne entente avec le pouvoir civil, elle lui faisait d'importantes concessions pratiques en lui sacrifiant l'**ancienne propriété ecclésiastique** et l'ancien épiscopat. Par la spoliation des biens du clergé, on avait consommé un triple bouleversement : révolution sociale en substituant la petite propriété à la grande, révolution politique en liant les intérêts de toute une masse aux principes nouveaux, révolution religieuse en opposant ces mêmes intérêts aux droits de l'ancien clergé, légitime propriétaire. Il était impossible de revenir sur ce changement foncier ; l'article 13 du concordat stipula : « Sa Sainteté pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la religion catholique déclare que ni elle, ni ses successeurs, ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et

Concordat. — VANDAL, *L'avènement de Bonaparte*, t. II, 1906. — CRÉTINEAU-JOLY, *Bonaparte, le Concordat et Consalvi*, 1869. — THEINER, *Histoire des deux Concordats de la République française et de la République cisalpine*, 2 vol., 1869. — DOM CHAMARD, *La Révolution, le Concordat et la liberté religieuse*, 1891. — SÉCHÉ, *Les origines du Concordat*, 2 vol., 1894. — RINIERI, *La diplomazia pontificia nel secolo XIX*, t. I, *Il concordato tra Pio VII e il Primo Console*, Rome, 1902 (trad. franç., par Verdier), 1903. — SÉVESTRE, *L'histoire, le texte et la destinée du Concordat*, 1905. — CARDINAL MATHIEU, *Le Concordat de 1801*, 1903. — BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents sur la négociation du Concordat et sur les autres rapports de la France avec le Saint-Siège en 1800 et 1801*, 6 vol., 1891-1905 ; *Histoire de la négociation du Concordat*, 1920. — DROCHON, *La Petite Eglise*, 1894. — A. ROUSSEL, *Le centenaire de la Petite Eglise*, Corr., 1903, t. CCXI. — LATREILLE, *L'opposition religieuse au Concordat*, 2 vol., 1910 (jusqu'à 1803, et de 1803 à nos jours). — A. MEYER, *L'abbé Bernier, négociateur du Concordat*, 1924. — R. DE CHAUVIGNY, *La résistance au Concordat*, 1921. — BOULAY DE LA MEURTHE, *Histoire du rétablissement du culte en France*, 1925.

qu'en conséquence la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayants cause ». **L'ancien épiscopat** était plus embarrassant encore que l'ancienne propriété : les prélats émigrés, ennemis irréconciliables du régime nouveau étaient indésirables ; même les prélats modérés, se trouvaient trop compromis pour réaliser la paix religieuse dans leurs diocèses. Le mieux n'était-il pas d'obtenir la démission générale des nouveaux évêques ? Elle permettrait de nommer des titulaires non suspects. Pratiquement, d'ailleurs, le procédé aurait un double avantage : comme l'épiscopat constitutionnel devrait, lui aussi, donner sa démission, l'occasion serait ainsi offerte au gouvernement de supprimer le schisme ; on en profiterait aussi pour opérer une délimitation des diocèses moins arbitraire : 70 sièges d'autrefois devaient ainsi disparaître.

Il faut rendre hommage au courage du pontife qui osa prendre ces mesures ; Bonaparte entouré de sectaires et s'abouchant avec le pape est admirable ; Pie VII ne l'est pas moins traitant avec Bonaparte malgré les défiances légitimes de son entourage. La majorité des prélats consentirent le sacrifice ; mais quatorze des évêques résidant en Angleterre résistèrent ; la plupart devaient céder dans l'avenir. Le grand motif de leur insoumission fut d'ordre politique : le Concordat les révoltait comme une acceptation du gouvernement républicain. Seuls, deux prélats restèrent impénitents : Jean de Cœcy, évêque de La Rochelle, Alexandre de Thémînes, évêque de Blois. Parmi les fidèles, il y eut surtout des dissidents dans le Bas-Poitou et le Lyonnais : ils furent assez peu nombreux pour qu'on les appelât « la Petite Eglise » : elle compte encore aujourd'hui quelques adhérents. Somme toute, le Concordat eut de bons résultats : ce traité synallagmatique assurait à l'Eglise un certain nombre de garanties, et plus d'une fois au cours du xix^e siècle son texte sera invoqué contre les entreprises des sectaires.

II. Les articles organiques. — Mais le Premier Consul se promettait bien de revenir en partie sur ses concessions.

Sans en discuter avec le pape, il publia les Articles organiques annexés au Concordat. L'inspiration en appartient à Talleyrand et la rédaction à Portalis. Ces Articles installaient légalement en France un gallicanisme catégorique. Par les trois premiers, l'Etat exerçait une surveillance despotique sur le pape, ses légats, ses conciles : Art. 1. Aucune bulle, ni autres expéditions de la cour de Rome ne pourront être reçues sans l'autorisation du gouvernement. Art. 2. Aucun individu se disant nonce ou légat ne pourra sans la même autorisation exercer sur le sol français aucune fonction relative aux affaires de l'Eglise gallicane. Art. 3. Les décrets des synodes étrangers, même ceux des conciles œcuméniques ne pourront être reçus en France avant que le gouvernement en ait examiné la forme et leur conformité avec les lois. Mêmes procédés à l'égard des évêques placés sous le contrôle impérial. Art. 20. Les évêques seront tenus de résider dans leurs diocèses ; ils ne pourront en sortir qu'avec la permission du Premier Consul. Art. 26. Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au gouvernement. Les autres membres du clergé n'étaient pas mieux traités. Art. 6. Il y aura recours au conseil d'Etat contre tous les cas d'abus de la part des supérieurs et autres fonctionnaires ecclésiastiques. Enfin les 4 articles de 1682 devaient faire partie de l'enseignement théologique officiel. Dès le consistoire du 24 mai 1802, le pape protesta ; le cardinal Caprara fut chargé de réclamer auprès de Talleyrand ; dans sa réponse, celui-ci établit la distinction nécessaire : « Le Concordat est le résultat de la volonté des deux puissances contractantes ; les lois organiques, au contraire ne sont que le mode d'exécution adopté par l'une des deux puissances. On ne peut donc sans injustice confondre l'un et l'autre dans les mêmes expressions ». Pourtant le Premier Empire s'efforcera de donner force de loi aux Articles organiques malgré les protestations pontificales.

III. **Le sacre impérial (1804).** — Par trois millions et demi de suffrages, Napoléon fut reconnu empereur héréditaire en 1804. Mais pour assurer sa succession, il voulait

devenir l'élu de droit divin grâce au sacre conféré par le pape. Sollicité par le cardinal Fesch, oncle de l'Empereur, Pie VII n'osa refuser ; en échange de sa complaisance, il espérait d'importantes concessions : la suppression des Articles organiques, la restitution des Légations. Le Pape eut la consolation de se voir acclamé durant son voyage par les populations françaises enthousiastes. La cérémonie eut lieu le 2 décembre 1804 à Notre-Dame ; Pie VII consacra l'empereur et lui fit les onctions traditionnelles ; mais au moment du couronnement, Napoléon prit le diadème des mains du pontife et se le mit lui-même sur la tête ; il couronna ensuite l'impératrice restée à genoux : c'était un manquement à la parole donnée et une usurpation de pouvoir contre lesquels le pape protesta. Pie VII prolongea son séjour à Paris jusqu'au printemps sans obtenir aucune concession.

TEXTES ET DOCUMENTS

Le Concordat de 1801

Le gouvernement de la République reconnaît que la religion catholique, apostolique, romaine, est la religion de la grande majorité des citoyens français. Sa Sainteté reconnaît que cette même religion a retiré et attend encore en ce moment le plus grand bien et le plus grand éclat de l'établissement du culte catholique en France et de la Profession particulière qu'en font les consuls de la République. En conséquence, d'après cette reconnaissance mutuelle, tant pour le bien de la religion que pour le maintien de la tranquillité intérieure, ils sont convenus de ce qui suit.

Article premier. La religion catholique, apostolique, romaine, sera librement exercée en France. Son culte sera public en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique.

Art. 2. Il sera fait par le Saint-Siège, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses français.

Art. 3. Sa Sainteté déclarera aux titulaires des évêchés français, qu'elle attend d'eux avec une ferme confiance pour le bien de la paix et de l'unité, toute espèce de sacrifices, même la résignation de leurs sièges. S'ils se refusaient à ce sacrifice commandé par le

bien de l'Eglise (refus néanmoins auquel Sa Sainteté ne s'attend pas), il sera pourvu par de nouveaux titulaires, au gouvernement des évêchés de la circonscription nouvelle de la manière suivante.

Art. 4. Le premier Consul de la République nommera dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté, aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté conférera l'institution canonique suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement de gouvernement.

Art. 5. Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la suite seront également faites par le premier Consul, et l'institution canonique sera donnée par le Saint-Siège en conformité de l'article précédent.

Art. 6. Les évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement, entre les mains du premier Consul, le serment qui était en usage avant le changement du gouvernement, exprimé dans les termes suivants : « Je jure et promets à Dieu, sur les saints Évangiles, de garder obéissance et fidélité au gouvernement établi par la constitution de la République française. Je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit au dedans, soit au dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique et si, dans mon diocèse, ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'Etat, je le ferai savoir au gouvernement. »

Art. 7. Les ecclésiastiques du second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles.

Art. 8. La formule de prière suivante sera récitée à la fin de l'office, dans toutes les églises catholiques de France : *Domine, salvam fac rempublicam, Domine, salvos fac consules.*

Art. 9. Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses qui n'aura d'effet qu'après le consentement du gouvernement.

Art. 10. Les évêques nommeront aux cures. Leur choix ne pourra tomber que sur des personnes agréées par le gouvernement.

Art. 11. Les évêques pourront avoir un chapitre dans leur cathédrale et un séminaire pour leur diocèse sans que le gouvernement s'oblige à les doter.

Art. 12. Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres non aliénées, nécessaires au culte, seront mises à la disposition des évêques.

Art. 13. Sa Sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que ni elle ni ses successeurs ne troubleront, en aucune manière, les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayants cause.

Art. 14. Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et curés dont les diocèses et les cures seront compris dans la circonscription nouvelle.

Art. 15. Le gouvernement prendra également des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises des fondations.

Art. 16. Sa Sainteté reconnaît dans le premier Consul de la République française les mêmes droits et prérogatives dont jouissait près d'elle l'ancien gouvernement.

Art. 17. Il est convenu entre les parties contractantes, que dans le cas où quelqu'un des successeurs du premier Consul ne serait pas catholique, les droits et prérogatives mentionnés dans l'article ci-dessus, et la nomination aux évêchés, seront réglés, par rapport à lui, par une nouvelle convention.

Extraits des Articles organiques

Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autre expédition de la Cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés ni autrement mis à exécution, sans l'autorisation du gouvernement (art. 1).

Aucun individu se disant nonce, légat, vicaire ou commissaire-apostolique, ou se prévalant de toute autre dénomination, ne pourra, sans la même autorisation, exercer sur le sol français ou ailleurs aucune fonction relative aux affaires de l'église gallicane (art. 2).

Les décrets des synodes étrangers, même ceux des conciles généraux, ne pourront être publiés en France avant que le gouvernement en ait examiné la forme, leur conformité avec les lois, droits et franchises de la République française, et tout ce qui, dans leur publication, peut altérer ou intéresser la tranquillité publique (art. 3).

Aucun synode national ou métropolitain, aucun synode diocésain, aucune assemblée délibérante n'aura lieu sans la permission expresse du gouvernement (art. 4).

Il y aura recours au conseil d'Etat dans tous les cas d'abus de la part de supérieurs et autres personnes ecclésiastiques (art. 6).

Les archevêques et évêques pourront, avec la permission du gouvernement, établir dans leurs diocèses des chapitres cathédraux et des séminaires (art. 11).

Il sera libre aux archevêques et évêques d'ajouter à leur nom celui de monsieur. Toutes autres qualifications sont interdites (art. 12).

Les évêques seront tenus à résider dans leurs diocèses. Ils ne pourront en sortir qu'avec la permission du premier Consul (art. 20).

Ceux qui seront choisis pour l'enseignement dans les séminaires souscriront la déclaration faite par le clergé de France en 1682 et publiée par un édit de la même année : ils se soumettront à y enseigner la doctrine qui y est contenue... (art. 24).

Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au gouvernement et par lui agréé (art. 26).

Les curés ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil (art. 54).

CHAPITRE IV

LA RUPTURE (1806-1814)

Les premières mésententes furent causées par l'affaire de la dissolution du mariage de Jérôme Bonaparte. Il avait épousé en 1803, devant l'évêque de Baltimore, M^{lle} Pater-son, fille d'un riche Américain. Peu satisfait de cette alliance bourgeoise, Napoléon cassa par décret le contrat civil ; faute d'une raison canonique, il ne put obtenir de Pie VII l'annulation du mariage religieux. Mais le motif profond du conflit fut l'orgueil de Napoléon, qui prétendit dominer le pape : au spirituel, en disposant des élections épiscopales, il ferait revivre la querelle des Investitures ; au temporel, en affirmant sa suzeraineté sur Rome, il ressusciterait les luttes du Sacerdoce et de l'Empire.

L'Eglise et l'Etat sous le Premier Empire. — *Ouvrages généraux* : A. HALLASSVILLE, *L'Eglise romaine et le Premier Empire*,

I. La spoliation des Etats pontificaux : Pie VII à Savone. — La question romaine fut la première en cause. Maître de l'Italie, Napoléon n'avait pas rendu à Pie VII les Légations perdues depuis le traité de Tolentino ; au moins lui fit-il remettre une note où il lui garantissait l'inviolabilité de ses Etats. Pourtant, après qu'en 1805 Pie VII eut proclamé sa neutralité dans le conflit européen, le cardinal Fesch lui demanda l'expulsion de Rome des ministres de Russie et d'Angleterre accrédités près le roi de Sardaigne ; l'empereur se plaignit aussi que le port d'Ancône fût accessible aux Anglais et aux Russes, et, sous ce motif, il en ordonna l'occupation. Pie VII protesta. Après Austerlitz, Napoléon lui répondit qu'il voulait être le protecteur du Saint-Siège, autrement dit, selon le commentaire donné à Fesch, son maître indiscuté ; on sommait à nouveau le pape d'expulser de ses Etats les sujets russes et anglais : « Votre Sainteté est le souverain de Rome, écrivait Napoléon, mais j'en suis, moi, l'Empereur : tous mes ennemis doivent être les siens » (13 février 1806). Après avoir consulté le Sacré-Collège, Pie VII refusa ; dans une lettre du 21 mars, il rappelait « que l'Empereur de Rome n'existe pas, qu'il y a seulement un empereur des Romains, mais que ce titre reconnu par toute l'Europe, n'est qu'un titre de dignité et d'honneur qui ne diminue en rien l'indépendance du Saint-Siège ».

L'affaire du blocus avait amorcé le conflit ; la question napolitaine l'envenima. Au début de 1806, Joseph fut nommé roi de Naples : dès lors, resserré entre le royaume

5 vol., 1868-69. — WELSCHINGER, *Le pape et l'empereur*, 1905. — RINIERI, *Napoleone e Pio VII*, Turin, 1906. — FERET, *Le Premier Empire et le Saint-Siège*, 1911. — Biographies : MÉRIC, *Histoire de M. Emery et de l'Eglise de France pendant l'Empire* (1800-1811), 2 vol., 1885. — MATHIEZ, *Le cardinal Cambacérès*, Rev. Etudes Napol., 1916. — CARDINAL MAURY, *Correspondance diplomatique et Mémoires inédits* p. p. Ricard, 2 vol., Lille, 1891. — Etudes particulières : DE MAYOL DE LUPÉ, *Un pape prisonnier, Rome, Savone, Correspondant*, 1884-87, t. CXXXVII à CXLVII (11 articles). — CHOTARD, *Le pape Pie VII à Savone*, 1887. — MEUNIER, *Les passages du pape Pie VII dans la Nièvre*, Nevers, 1904. — MADELIN, *La Rome de Napoléon* (1809-1814), 1905. — DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon, La religion*, 1905-11. — MASSON, *Le sacre de Napoléon*.

d'Italie au Nord et celui des Deux Siciles au Sud. L'Etat pontifical allait être considéré comme une menace et faudrait conquérir. En vain, Consalvi, empereur des cardinaux immémoriaux du Saint-Siège à la suzeraineté de l'Italie des lors, les mesures d'expropriation sacrilège se multipliaient : Joseph occupe Civita-Vecchia, sans compter de rendre plus faciles ses relations avec le nord de l'Italie, annexe tôt les duchés de Bénévent et de Pontecorvo, deux Etats pontificaux en terre napolitaine, sont cédés à l'Autriche et à Bernadotte (5 juin 1806). Par ses manœuvres, l'empereur oblige Consalvi à abandonner son poste de secrétaire d'Etat.

Le 8 juillet 1806, Napoléon somman l'empereur Pie VI de fermer ses ports aux Anglais et de laisser occuper par les Français toutes ses forteresses, lui garantissant en retour l'intégrité de l'Etat pontifical. Pie VII refuse et en vue de négocier, il dépêche à Paris le cardinal de Caprara très dévoué à l'Empereur : mais celui-ci fit connaître le refus d'Urbain et les provinces de Macerata, le Royaume de Naples (nov. 1807) : le pape, indigné, rappela son ministre. Enfin, le 2 février 1808, le général Miombris occupa Rome par surprise : il fit incarcérer les officiers pontificaux les plus fidèles et chassa les cardinaux italiens. Pie VII rappela le cardinal légat Caprara. Napoléon lui adressa un ultimatum où, à l'Eglise de Rome, le pape se comparait à l'Eglise gallicane « bien plus docte et bien plus véritablement religieuse ». La souveraineté du pape ne lui est pas considérée comme supprimée, on lui rendait tous ses soldats, on enlevait ses ministres, on interrogeait ses cardinaux. Enfin, le 17 mai 1809, au « camp impérial de Vienne », Napoléon signa le décret d'annexion des Etats pontificaux : on osait offrir à Pie VII deux millions de francs de compensation. Il répondit par une bulle d'excommunication rapidement répandue partout.

Dès lors, c'était la guerre ouverte. « Plus de ménagements, écrivait Napoléon à Murat, le pape est un tyran qu'il faut enfermer. » Le 6 juillet 1809, Pie VII fut solennellement enlevé de Rome : la sœur de Napoléon, qui régnait en Toscane, le dirigea sur le Piémont, d'où on l'emmena en

France ; puis, de Grenoble, il fut ramené à **Savone** dans la rivière de Gênes, tandis que Pacca était enfermé à Fenestrelle. A Savone, Pie VII fut l'objet d'une surveillance étroite : on le laissait sans conseil, sans nouvelles, sans correspondance libre. Il résolut de protester par les procédés d'une résistance passive en refusant de rendre les bulles d'institution d'aucun évêque. Napoléon, toutefois, s'obstine ; ses visées se découvrent dans le sénatus-consulte du 17 février 1810, où il déclarait que désormais « les papes prêteraient serment de ne jamais rien faire contre les quatre propositions de l'Eglise gallicane ». Le 2 février 1810, il ordonnait de porter à Paris « non seulement les ornements pontificaux, mais encore la tiare et autres bijoux servant aux cérémonies du pape » ; il ouvrait aussi un crédit pour l'aménagement du palais pontifical près Notre-Dame de Paris. Ainsi son rêve était-il de faire du pape un grand fonctionnaire, « une sorte d'archi-chancelier comme Cambacérès ou Lebrun, l'archi-chancelier du culte catholique ». Dans ses conflits avec le pape, Napoléon s'adjoignit un conseil ecclésiastique présidé par son oncle, le cardinal Fesch et composé de prélats timides ou complaisants ; pourtant, quand on posa au conseil la question de savoir quel parti prendre sur la bulle d'excommunication, il répondit que « l'invasion d'un bien ecclésiastique est une cause suffisante d'excommunication ». Sur la deuxième question en litige : le pape peut-il refuser arbitrairement l'institution aux évêques nommés ? le conseil reconnut que la privation de liberté justifiait l'attitude pontificale.

II. Les cardinaux et le second mariage de Napoléon.

— Pour placer l'Eglise dans la dépendance de l'Empire, Napoléon essaya alternativement de peser sur le pape en l'isolant de l'Eglise et sur l'Eglise en l'isolant du pape. La résistance éclata en trois circonstances mémorables : au mariage de Napoléon avec Marie-Louise parmi les cardinaux ; à propos des vicaires capitulaires parmi les chanoines ; enfin, au concile de 1811 parmi les évêques.

Napoléon voulait un héritier et son union avec Joséphine de Beauharnais demeurait stérile. Après avoir projeté

d'épouser la grande duchesse Anne, sœur du tsar Alexandre, il fixa son choix sur la fille de l'empereur d'Autriche, l'archiduchesse Marie-Louise. Un sénatus-consulte du 16 décembre 1809 déclara nul le lien civil ; mais le lien religieux n'est-il pas indissoluble ? Napoléon prétendait qu'il n'existait pas. En 1804, la veille du sacre impérial, Joséphine avait avoué à Pie VII qu'ayant épousé Napoléon pendant la Révolution, elle n'était pas mariée par l'Eglise ; le pape lui expliqua qu'il ne pourrait consentir au sacre si la situation n'était pas régularisée. Furieux — car il pensait dès lors à une nouvelle union —, Napoléon n'en dut pas moins céder ; Pie VII accorda les pouvoirs au cardinal Fesch, qui bénit secrètement les époux (1^{er} décembre 1804). Napoléon niait la valeur de ce mariage, parce que la cérémonie s'était faite sans témoins, et surtout faute de consentement réel : à l'entendre, il ne s'y était prêté que comme à une comédie obligatoire. Quand il résolut de faire casser son mariage par l'officialité diocésaine de Paris, elle s'y déroba d'abord, puis, sur l'avis favorable du conseil ecclésiastique, consentit enfin ; elle déclara le mariage invalide par suite de l'absence des témoins requis et du propre curé (12 janvier 1810). Mais pareille sentence de nullité était sans valeur, du moins au point de vue du for externe ; car le pape seul était compétent en la matière, et l'Empereur excommunié n'avait pas voulu recourir à lui. Aussi, parmi les vingt-sept cardinaux invités au mariage, treize refusèrent d'y assister (2 avril 1810). Dans sa colère, Napoléon les disgracia, les priva de leur pension, les exila en province et leur interdit de porter la soutane rouge et le chapeau : d'où leur nom de cardinaux noirs.

III. La querelle des Investitures : concile de 1811 et concordat de Fontainebleau. — Ne pouvant obtenir du pape l'institution des évêques qu'il avait désignés, Napoléon résolut de les installer néanmoins dans leurs diocèses

Divorce de Napoléon. — MASSON, *Joséphine répudiée*, Paris, 1901. — WELSCHINGER, *Le divorce de Napoléon*, 1889. — GEOFFROY DE GRANDMAISON, *Napoléon et les cardinaux noirs*, 1895.

après les avoir fait élire vicaires capitulaires par les chapitres chargés de pourvoir à l'administration des sièges vacants. Plusieurs chapitres résistèrent : les canons ne déclaraient-ils pas formellement que tout ecclésiastique nommé pour occuper un siège est incapable de l'administrer avant la confirmation pontificale, et Pie VII, captif, l'avait rappelé dans ses brefs ? Aussi le cardinal Fesch refusa-t-il l'archevêché de Paris ; moins scrupuleux, Maury l'accepta ; faisant écho à la protestation pontificale, l'abbé d'Astros, vicaire général, fit opposition à l'intrus ; on l'interna au donjon de Vincennes. La plupart des chapitres, ignorant la défense du pape, accordèrent de bonne foi les pouvoirs aux évêques nommés ; quant aux autres, avant de les réduire, il fallut les épurer : les prisons d'Etat se remplirent de prêtres.

En dépit de l'expédient, la difficulté de suppléer à l'institution canonique subsistait. Napoléon espéra d'abord s'appuyer sur le Sacré-Collège, mais toute illusion lui fut ôtée par la courageuse réponse que Consalvi et di Pietro rédigèrent d'accord avec les autres cardinaux (2 février 1811). Il se retourna alors vers la commission ecclésiastique qu'il interrogea sur les deux points suivants : A qui faut-il demander les dispenses jadis accordées par le pape ? Dans le cas où le pape refuse les bulles d'institution, quel est le moyen canonique de donner l'investiture aux évêques ? L'assemblée asservie répondit qu'en cas de nécessité, les évêques pouvaient donner toute dispense ; de même, l'Eglise de France pouvait pourvoir par elle-même, avec le concours du souverain, à sa propre conservation. Encouragé par ces réponses, Napoléon décida de réunir un *Concile d'Occident*. Cependant, la commission ecclésiastique avait conseillé à l'Empereur d'essayer auparavant de s'entendre avec le pape ; malgré l'énergique avis de l'abbé Emery, Napoléon envoya à Savone l'archevêque de Tours et les évêques de Nantes et de Trèves avec mission d'obtenir de Pie VII, sous la menace du concile national, l'institution des évêques nommés, et le droit pour les métropolitains de conférer, en cas de refus du pape, au bout de trois mois, les bulles d'institution canonique ; au point de vue temporel, on lui pro-

posait un arrangement assez analogue à ce que sera la loi italienne des garanties en 1870. Souffrant et très abattu par un long isolement, le pape résista durant huit jours aux sollicitations des délégués ; enfin, il se montra disposé à accorder l'institution aux évêques nommés et à admettre que, passé un délai de six mois après la nomination par l'Empereur, les bulles pontificales d'investiture faisant défaut, le métropolitain pourrait les publier au nom du Saint-Siège. Notons toutefois qu'une telle concession n'avait pas le caractère obligatoire d'un traité et que le premier article posait comme condition préalable l'indépendance du pontife. Napoléon n'en avait pas moins ce qu'il voulait : la condescendance du pape allait désarmer l'opposition des évêques ; ensuite, croyait-il, la condescendance des évêques désarmerait les dernières résistances du pape. Tel fut le *premier piège de Savone*.

Le **concile national** se réunit : assemblée incomplète et hétéroclite où quarante-deux évêques italiens représentaient cent cinquante-deux sièges, d'où l'évêque de Séez avait été exclu, ou, par contre, figuraient les ministres des cultes de France et d'Italie, ainsi que les ecclésiastiques nommés par l'empereur aux évêchés vacants ; on avait confié la présidence au cardinal Fesch. Pourtant, le discours d'ouverture de Mgr de Boulogne, évêque de Troyes, n'omit pas les droits du Saint-Siège, auquel tous les prélats, le cardinal Fesch en tête, jurèrent obéissance ; le concile déplora ensuite la captivité du pape, sans oser toutefois demander sa liberté ; puis, négligeant la note arrachée au pape à Savone, il se déclara incompetent pour procéder à l'institution des évêques. Le lendemain, Napoléon ferma le concile et fit incarcérer à Vincenne Hirn, Broglie et Boulogne, évêques de Tournai, Gand et Troyes, sous le soupçon d'être les instigateurs de la résistance. Alors, on fit pression sur les prélats ; Bigot, ministre des cultes, et Marescalchi, ministre des Relations extérieures, les entreprirent un à un ; ils cédèrent, sauf vingt. Le concile se déclara enfin compétent

Sur le **concile de 1811**, outre les ouvrages cités : Ricard, *Le concile national de 1811*, 1894.

pour statuer sur l'institution canonique en cas de nécessité ; reproduisant presque textuellement la note de Savone, il déclara que, si le pape n'avait pas conféré les bulles d'investiture dans les six mois qui suivraient la nomination par l'Empereur, le métropolitain y suppléerait. Toutefois, le dernier article portait : « Le présent décret sera soumis à l'approbation du pape » ; ainsi le concile se refusait-il au schisme. Une députation de neuf évêques, rehaussée par des cardinaux rouges, vint à Savone ; Pie VII confirma le décret conciliaire, mais il spécifia que le métropolitain ne conférerait l'institution canonique qu'en vertu de pouvoirs reçus du pape : ainsi maintenait-il son autorité spirituelle ; d'autre part, en refusant d'étendre ces mesures aux Etats romains, il affirmait sa domination temporelle. Tel fut l'échec du *second piège de Savone*.

Napoléon, déçu, ordonna qu'on transférât le pape de Savone à **Fontainebleau**. Ce voyage s'accomplit en secret et « avec la rapidité d'un trait », par crainte des ovations populaires ; au Mont-Cenis, Pie VII tomba malade « à effrayer tout ce qui l'entourait », et il reçut même le viatique. C'est ce pontife consumé par la fièvre que Napoléon s'ingénia à circonvenir : à son retour de la Bérésina, il lui impose le concordat de Fontainebleau sous la pression des cardinaux Ruffo, Spina, Dugnani et de Bayane. Pie VII renonçait aux Etats de l'Eglise ; si le pape ne donnait pas l'investiture dans les six mois, il reconnaissait aux métropolitains le droit d'instituer les évêques, sans déclarer que ce droit s'exercerait au nom du Saint-Siège. Arrachées à Pie VII par la force et la ruse, ces concessions, l'accablèrent aussitôt de remords ; à l'arrivée du cardinal Pacca, il se rétracta ; notons, d'ailleurs, que Napoléon avait fait croire au pape que le nouveau concordat n'avait aucune valeur définitive. Néanmoins, un décret parut le 25 mars 1813 portant que « le concordat sera obligatoire pour les archevêques, les évêques et les chapitres ». En conséquence, l'Empereur nomma à douze évêchés vacants. Il y eut des résistances durement réprimées : à Gand, à Tournai, l'évêque nommé est mal accueilli ; Napoléon fait emprisonner les directeurs de séminaire et les chanoines protestataires,

il ordonne d'incorporer dans l'armée les séminaristes ; partout, l'opposition s'accroît.

Mais la fortune abandonne Napoléon : voici la campagne d'Allemagne, voici les coalisés qui passent le Rhin. Par l'intermédiaire de l'évêque de Plaisance, Fallot de Beaumont, Napoléon propose au pape un traité d'alliance où il le reconnaît « comme souverain temporel de Rome et des pays formant les ci-devants Etats romains, et actuellement annexés à l'Empire français ». Pie VII se refuse à tout compromis et Napoléon est contraint de le laisser partir ; content sur un retour de fortune, il voulut d'abord le faire séjourner à Savone ; puis, apprenant l'envahissement de l'Etat pontifical par les Napolitains, il le fit rentrer en Italie « pour embarrasser Murat ». Au Congrès de Châtillon, les alliés avaient proclamé le rétablissement des Etats romains ; le 24 mai 1814, Pie VII rentrait à Rome « au milieu d'un peuple à genoux ». Lorsque, durant les Cent jours, Murat prétendit conquérir l'Italie, le pape dut se réfugier à Gênes ; après le désastre des Napolitains, il rentra à Rome définitivement (7 juin 1815).

CHAPITRE VII

L'EGLISE D'ALLEMAGNE

I. **Les sécularisations.** — L'Allemagne du xviii^e siècle était non moins préparée que la France à la Révolution. Le mouvement de l'*Aufklärung* (ascension vers la lumière), qui prônait la liberté religieuse, morale et intellectuelle, s'était épanoui dans la Prusse protestante sous la protection du voltairien Frédéric II ; on le tolérait, d'ailleurs, partout, et jusque dans les principautés ecclésiastiques. D'autre part, le josphisme impérial implanté dans les petits Etats allemands était aussi indulgent pour les philosophes que tracassier pour les catholiques. Aussi, quand, en 1791, les armées françaises occupèrent la rive gauche du Rhin, autrement dit la majeure partie des électors ecclésiasti-

ques, il s'y trouva aussitôt des amis des Jacobins. Les princes, d'ailleurs, s'étaient dérobés : Max Josèphe d'Autriche, un frère de Joseph II à Cologne, Clément Wenceslas de Saxe à Trèves.

L'esprit philosophique de l'*Aufklärung* avait accredité à l'avance l'idée de la sécularisation des biens ecclésiastiques. Le but de la politique française fut de donner aux petits Etats de l'Allemagne des compensations sur territoire ecclésiastique, afin de s'en faire des alliés et de les détacher du Saint-Empire : dès 1795, des arrangements secrets promettent cette aubaine à la Hesse-Cassel, au Wurtemberg et à Bade ; et la Prusse, qui a cédé à la France la rive gauche du Rhin, est admise à recevoir, en dédommagement, une partie de l'évêché de Münster. En vain, l'empereur d'Autriche réclame-t-il l'aide des princes ecclésiastiques au nom du maintien de leur propre existence, ils se dérobent, alléguant l'impossibilité de contribuer davantage aux frais de la guerre. Au traité de Campo Formio (17 novembre 1797), l'empereur François II lui-même consentit à l'expropriation des biens ecclésiastiques : on lui promettait en retour certains territoires, particulièrement le domaine épiscopal de Salzbourg. Tout le monde était donc complice des projets de sécularisation. Ils reçurent pourtant des retards à cause des guerres incessantes : enfin, le traité de Lunéville (1801) proclama le principe des compensations au détriment de l'Eglise et une commission se réunit à Ratisbonne en août 1802 pour en délibérer. Soit scrupule de chef du Saint-Empire, soit conscience tardive des avantages que la France recueillerait au détriment de l'Autriche, l'empereur François II eût voulu une solution mixte : on eût admis les archevêques de Mayence, de Trèves et de Cologne comme les princes laïques au partage des indemnités pour ceux de leurs territoires occupés par la France. Mais Napoléon voulait que la sécularisation profitât aux princes laïques, dont il recherchait l'alliance ; il déclarait que « les souverainetés ecclésiastiques n'étaient pas compatibles avec l'esprit de l'Evangile » ; par une convention secrète avec Napoléon, la Prusse acquit la garantie des évêchés de Paderborn, Hildesheim, l'Eichsfeld, Erfurt, Untergleichen, une

partie de l'évêché de Münster, les abbayes d'Elten, Essen et Werden, soit un accroissement de plus de 400.000 âmes ; le prince de Nassau-Orange recevait l'évêché de Fulda, les abbayes de Corvey et de Weingarten. A la Bavière étaient donnés les évêchés de Wurtzbourg, Bamberg et Passau. Freising, Augsbourg, Eichstatt. La Prusse et la Bavière accaparaient donc les évêchés du Nord et du Sud ; l'Autriche dut se contenter de Brixen, d'une partie de Passau et de l'expectative de Salzbourg. Au total, la souveraineté ecclésiastique fut anéantie en territoire allemand : électors, évêchés, abbayes, chapitres, collégiales, tout fut confisqué au profit des princes laïques. Un vandalisme impudent vendit à vil prix les objets d'art et dispersa les bibliothèques. La suppression des principautés ecclésiastiques amena la fondation de la Confédération du Rhin ; celle-ci impliquait la destruction du Saint Empire, où les princes-évêques étaient électeurs et dont leurs territoires faisaient partie ; François II ne s'appellera plus désormais que prince héréditaire d'Autriche.

L'acquisition de territoires ecclésiastiques par des Etats généralement protestants les obligeait à donner à leurs nouveaux sujets une législation religieuse ; imbus de josphisme, ils résolurent de la créer eux-mêmes : en Wurtemberg et en Bade, des bureaucrates appelés « conseillers spirituels » réglèrent la vie de l'Eglise ; en Prusse, on professait que toutes les relations du Saint-Siège et de l'Eglise prussienne devaient être contrôlées par le ministère ; même dans la catholique Bavière le ministre Montgelas se mit à réglementer l'instruction des clercs, à tout soumettre au placet, à censurer jusqu'aux sermons des prédicateurs. Ainsi s'élevaient des églises nationales wurtembourgeoise, badoise, bavaroise, prussienne ; on appela leurs évêques « des évêques de terre » (*Landesbischöfe*) : en effet il leur était interdit de regarder plus loin que leur diocèse dans la direction de Rome.

II. Le germanisme de Dalberg. — Une telle intransigeance josphiste créait un état de guerre qui ne pouvait durer, et, d'ailleurs, Bonaparte, le grand fascinateur,

n'avait-il pas donné l'exemple de pourparlers avec Rome? La Bavière s'y était essayée en 1803 par l'intermédiaire du prélat fébronien Hæffelin, l'Autriche en 1804 avait esquissé un projet de concordat pour tout l'Empire, le grand duché de Bade tenta aussi dans ce sens des efforts stériles (1806-1807). Mais Napoléon caressait l'idée d'une primatie allemande qu'il eût confiée à Dalberg, prélat vaniteux et souple : pour lui, il maintint le titre d'archi-chancelier, vestige du Saint-Empire ; pour lui seul entre les princes ecclésiastiques il conservera une souveraineté territoriale, lui donnant en 1803 Ratisbonne, en 1806 la ville libre de Francfort et le titre de prince-primat de la Confédération du Rhin. Le personnage ainsi préparé, Napoléon voulut négocier avec Rome un concordat : les pourparlers échangés en 1807 entre l'empereur, Dalberg, le cardinal de Bayane et le nonce Della Ganga n'aboutirent pas, malgré les menaces de Napoléon d'en appeler à un concile général. En Allemagne comme en France, la passivité tenace de Pie VII mit en échec Napoléon, et l'anarchie religieuse subsista.

Au sein de ce désordre, trois courants se distinguaient : l'un fébronien, l'autre germaniste, le troisième romain. Pour les fébronien, tels que le Wurtembergeois Werkmeister et le Badois Hæberlin, chaque petit souverain devait rester maître et pontife dans son église ; exemptes de la dépendance d'un pape romain ou d'un primat germain, les Eglises d'Allemagne fussent demeurées strictement territoriales. Mais, même après la disparition de Napoléon, de concert avec son vicaire général Wessemberg, Dalberg rêvait encore d'une Eglise nationale allemande maintenue hors de l'influence romaine par ses synodes, par son primat et par la loi fédérale du Corps germanique ; bien plus, elle aspirerait à régner sur le catholicisme universel. En opposition, une confédération ayant pour centre la ville bavarroise d'Eichstatt avait préparé, sous la protection de Studenberg, évêque de cette ville, et de Zerkel, coadjuteur de Wurtzbourg, un renouveau des influences romaines.

Germanisme et romanisme s'affrontèrent en deux mémorables assemblées : l'une européenne, le Congrès de Vienne

en 1815 ; l'autre, allemande, le Bundestag de Francfort en 1816. Au congrès de Vienne, le germanisme était représenté par Wessemsberg, son grand théoricien, le romanisme par deux chanoines de Worms et de Spire, Wambold et Helferrich et par un avocat de Mannheim, Schie. D'accord avec le cardinal Consalvi et le nonce Severoli, ces « orateurs » de l'Eglise catholique demandaient que le pape pourvût de suite aux nombreux évêchés actuellement vacants et qu'à l'avenir, l'élection des évêques fût faite par les chapitres sans l'intervention de l'Etat ; enfin, ils eussent voulu que l'Eglise fut indemnisée des propriétés perdues. Les diplomates des divers Etats allemands n'accordaient aucun crédit à ce programme catholique trop désavantageux pour leurs souverains ; ils se défiaient, d'ailleurs, plus encore des projets d'Eglise nationale qui eussent ruiné les prérogatives individuelles ; exploitant ces sentiments, Consalvi affectait de dire au congrès non pas « l'Eglise catholique d'Allemagne », mais « les Eglises catholiques d'Allemagne ». L'échec de Dalberg fut complet. Au Bundestag de Francfort en 1816, le germanisme reparut soutenu par Metternich dont la constitution d'une Eglise d'Allemagne favorisait les projets de groupement politique autour de l'Autriche ; mais, peu désireuse de devenir satellite, la Prusse s'y opposa. L'année suivante, Dalberg mourut (1817).

L'Eglise entre 1815 et 1850

CHAPITRE PREMIER

LE CATHOLICISME EN FRANCE JUSQU'EN 1830

I. Les précurseurs : Chateaubriand et Lamennais. — La première moitié du XIX^e siècle fut pour l'Eglise de France une époque de résurrection, dont le concordat fut comme la

Sources générales sur l'Histoire contemporaine de l'Eglise. — *Bullarii romani continuatio*, édité par BARBÉRI (De Clément XIII à Grégoire XVI), 19 vol., Rome, 1835-1857. — *Collectio lacensis, Acta et decreta sacrorum conciliorum recentiorum*, éditée par les Jésuites de Maria-Laach, (textes conciliaires et documents pontificaux depuis 1682 jusqu'en 1870), 7 vol., Fribourg-en-Brisgau, 1870. — *Jus pontificium S. C. de Propaganda fide*, 7 vol., Rome, 1889, 1909. — *Bullarium pontificium S. C. de Propaganda fide*, Rome, 1841. — BERNASCONI, *Acta Gregorii papæ XVI*, 4 vol., Rome, 1901-1904. — *Lettres apostoliques et encycliques de Léon XIII*, 7 vol. — *Acta Sanctæ Sedis* (depuis 1865 jusqu'en 1908). — *Acta Apostolicæ Sedis* (depuis 1909). — *Analecta ecclesiastica ou Romanea collectanea* (depuis 1893). *Revue ancienne : Nouvelles ecclésiastiques* (jusqu'en 1803). — *Annales de la religion* (1795-1803). — *L'Ami de la Religion* (1814-1862). — *L'Univers* (fondé en 1833). *Revue actuellement existantes : Le Correspondant, les Etudes, la Revue du Clergé français, la Revue du monde catholique, la Revue pratique d'apologétique, l'Ami du Clergé, les Echos d'Orient, l'Orient chrétien*, etc. — En Italie : *la Civiltà cattolica* et *l'Unità cattolica* de Milan. — En Allemagne, *les Stimmes aus Maria Laach*, le *Katholik* de Mayence, le *Volkzeitung* de Cologne. — En Angleterre, *le Tablet* et *le Month*.

La Restauration. — NETTEMENT, *Histoire de la Restauration*, 1860. — DUVERGIER DE HAURANNE, *L'Histoire du gouvernement parlementaire en France de 1789 à 1848*, 10 vol., 1857-1872. — E. DAUDET, *Histoire de la Restauration*, 1882. — E. LAMY, *Les luttes entre l'Eglise et l'Etat au XIX^e siècle. La Restauration*, dans *Rev. des Deux-Mondes*, 1898. — FERET, *Le Concordat de 1817*, dans *Rev. quest. hist.*, 1^{er} janvier 1902. — PH. SAGNAC, *Le Concordat de 1817. dans Rev. d'hist. moderne et contemporaine*, déc. 1905, janvier et mars 1906. — P. THUREAU-DANGIN, *Royalistes et Républicains ; Le*

condition légale. Dans le peuple, les ruines religieuses étaient beaucoup moins grandes que parmi les bourgeois qui, formés à l'école des Philosophes, narguaient le catholicisme comme Voltaire ou lui opposaient le vague théisme de Rousseau. Or, un homme sut rendre alors du crédit au catholicisme dans la société française : **Chateaubriand**. Nouvellement converti, il publie dès 1802 le *Génie du christianisme*, où il démontre l'excellence de notre religion en la considérant dans son influence sur les lettres et les arts : d'après lui, le christianisme est désirable parce qu'il est beau. L'effet fut immense ; en appelant tous les enchantements de l'imagination et tous les intérêts du cœur au secours de la religion, Chateaubriand la sortait du ridicule pour la rendre digne d'admiration ; désormais, elle aura sa place dans l'épopée et le drame, dans l'éloquence, dans les arts. Chateaubriand avait donné l'apologétique du cœur, avec un égal succès, au début de la Restauration, en 1817 ; **Félicité de Lamennais** donna l'apologétique de la raison ; dans son *Essai sur l'Indifférence en matière de religion*, il montra qu'elle s'imposait à tout honnête homme : importance par rapport à l'individu, importance par rapport à la société, importance par rapport à Dieu.

II. **Le renouveau : missions et congrégations.** — D'autre part, une renaissance pratique s'opérait par les missions, par les congrégations religieuses, par la Congrè-

parti libéral sous la Restauration, 1888. — BARBOUX, *Le comte de Montlosier et le gallicanisme*, 1881. — Sur le renouveau religieux : BURNICHON, *La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle*, t. I, 1914. — SIMMER, *Guillaume Joseph Chaminade*, 1901. — H. ROUSSEAU, *G. J. Chaminade*, 1913. — RAMBERT, *Vie de Mgr. de Mazenod*, 1883. — MGR. BALYARD, *Vie de la Vénérable M. S. Barat*, 2 vol. ; *Un siècle de l'Eglise de France*. — GEOTROY DE GRANDMAISON, *La Congrégation*, 1890. — ED. BIRÉ, *La Congrégation*, 25 janvier 1890. — D'une façon générale, ABBÉ FEBET, *Histoire diplomatique, la France et le Saint Siège sous le Premier Empire, la Restauration et la Monarchie de Juillet*, 3 vol., 1910-11. — P. DE LA GORCE, *Louis XVIII*, 1926. — A. GARNIER, *Frayssinous, son rôle dans l'Université sous la Restauration (1822-1828)*, 1926. — V. GIRAUD, *Le christianisme de Chateaubriand*, t. I, *Les origines*, 1925. — G. WEL, *La France sous la monarchie constitutionnelle (1814-1848)*, 2^e édit., 1922.

gation. En 1815, trois prêtres, le bordelais Jean-Baptiste Rauzan, le breton René Legris-Duval, et Charles de Forbin-Janson fondaient à Paris la société des « missionnaires de France ». Leur but était l'évangélisation des paroisses, la prédication des retraites ; à travers tout le pays leur succès fut immense. Souvent, à l'issue de la mission, une croix de « réparation » était plantée solennellement. En même temps, la vie religieuse refleurissait. Guillaume de Chamagnade fondait une société de clercs et de laïques, dans le but de « multiplier les vrais chrétiens » ; ses religieux, les Marianites dirigent d'abord des écoles, des ouvroirs, des pensionnats dans le midi de la France ; ils ne cesseront de grandir. En 1816, des élèves du grand séminaire de Lyon conçoivent le projet d'ériger une communauté dévouée à Notre-Dame : de là naissent deux congrégations, celle des Petits Frères de Marie ou frères maristes fondée par l'abbé Champagnat, celle des pères maristes sous la direction de l'abbé Colin. Marianistes et Maristes fourniront des missionnaires aux cinq parties du monde. En 1816 également, un prêtre provençal, l'abbé de Mazenod, conçoit l'idée d'établir une société de prêtres voués à l'apostolat des campagnes : c'est l'origine des oblats de Marie approuvés en 1828 par Léon XII.

Dès la Révolution, plusieurs jeunes prêtres, les abbés Charles de Broglie, Léonor et Xavier de Tournély et Pierre Leblanc, avaient fondé la société du Sacré-Cœur en vue de perpétuer les traditions de la compagnie de Jésus ; en 1799, ils s'étaient fondus avec une société des Pères de la foi fondée à Rome dans le même but par l'abbé Paccanari. A partir de 1804, l'association des Pères de la foi fut dirigée par un homme de grande valeur, le Père Varin : dès 1800, il avait fondé, avec l'aide de Madeleine-Sophie Barat, l'institut des Dames du Sacré-Cœur, qui devait appliquer à la formation des jeunes filles les méthodes de la Compagnie de Jésus. Somme toute, s'ils n'étaient pas des jésuites, les Pères de la foi continuèrent à en entretenir l'esprit ; ils passèrent naturellement à la Compagnie, lorsqu'en 1814, Pie VII la rétablit. D'ailleurs, sécularisés, les jésuites n'avaient pas cessé de faire du bien. En 1801, l'un d'eux, le Père Delpuits,

groupait à Paris des jeunes étudiants et formait une association pieuse assez analogue aux congrégations de la sainte Vierge, qui avaient existé dans les collèges de la Compagnie. Obligée de vivre dans l'ombre jusqu'en 1815, la **Congrégation** se développa de façon merveilleuse sous la Restauration ; elle compta des adhérents jusque dans la plus haute noblesse : le prince de Polignac et le comte d'Artois en firent partie. Le Père Pierre Ronsin, élargit le but de la Congrégation et en fit le centre d'œuvres multiples de bienfaisance : société pour le soulagement des malades, œuvre de l'apprentissage des orphelins, œuvre des prisonniers pour dettes, œuvre des orphelins de la Révolution, société des bons livres. Aussi a-t-on pu comparer la Congrégation à la Compagnie du Saint-Sacrement au xvii^e siècle.

III. **Le gallicanisme sous la Restauration.** — On avait pu espérer que la Restauration libérerait l'Eglise du joug gallican. On négocia en 1817 un nouveau concordat sur les bases de celui de Léon X avec François I^{er} : rétablissement des anciens sièges épiscopaux, abolition des articles organiques. Le projet reçut même la signature du roi, mais les libéraux le firent échouer. Le gallicanisme s'épanouit. A cette époque trône et autel liés par le même passé d'infortune semblaient inséparables ; aussi l'Etat qui protège la religion entend bien qu'elle lui soit soumise : les professeurs des grands séminaires sont tenus à enseigner les quatre articles de 1682, les évêques à concerter leurs mandements avec les autorités préfectorales. Ce gallicanisme pratique qui liait si étroitement le clergé au souverain discréditait la religion ; les haines politiques éclatèrent contre elle. L'opposition se déclina contre les empiètements du « parti prêtre » et surtout des jésuites. Ceux-ci furent combattus non seulement par les révolutionnaires de gauche, mais aussi par les royalistes d'extrême droite, gallicans effrénés que conduisait le comte de Montlosier. Il publia dans le *Drapeau blanc* deux lettres contre les jésuites (juillet-août 1825), puis le *Mémoire à consulter sur un système religieux et politique tendant à renverser la société et le trône* : les jésuites y étaient représentés comme une association per-

fide rétablie illégalement malgré l'abolition prononcée par les anciens rois ; on disait la Congrégation maîtresse du gouvernement. Comblé d'éloges par les journaux sectaires, Montlosier envoya aux cours royales une « Dénonciation » des jésuites, puis à la Chambre des pairs une pétition contre eux ; le gouvernement demeura inébranlable.

Cependant, grâce à de telles armes, l'opposition anti-religieuse gagnait du terrain : le libéralisme s'installe au pouvoir avec le ministère Martignac. C'est sur la question de l'enseignement que furent portés les grands coups. Le 22 janvier 1828, on nomma une commission « pour assurer l'exécution des lois dans toutes les écoles secondaires du royaume » ; elle constata que huit de ces écoles avaient été confiées par les évêques aux jésuites. Des débats violents s'ouvrirent à la Chambre : « Les deux plus grands fléaux du royaume, s'écria le député Viennet, sont les jésuites et la Congrégation ». Une ordonnance du 10 juin décréta que nul ne pourrait à l'avenir professer dans une maison d'éducation « s'il n'a affirmé par écrit qu'il n'appartient à aucune congrégation non autorisée en France ». Une seconde ordonnance limitait à 20.000 le nombre des élèves à recevoir dans les écoles secondaires ecclésiastiques ou petits séminaires ; proposés par les évêques, les directeurs devaient être agréés par le roi. Soixante-treize évêques protestèrent dans un mémoire. Pour triompher, le gouvernement intercepta les lettres épiscopales adressées à Rome ; il sollicita du pape une approbation et tronqua la réponse de Léon XII.

Soudain, la réaction du ministère Polignac, les ordonnances de juillet qui suppriment la liberté de la presse amènent la Révolution de 1830. L'Eglise parut vaincue avec la royauté, et il y eut un grand déchaînement de passions sectaires contre le clergé : partout, les processions sont poursuivies à coups de pierres, les croix renversées ; à la suite d'un service célébré à Saint-Germain-l'Auxerrois pour l'anniversaire de la mort du duc de Berry, la foule envahit l'Eglise, pille les autels, etc.

CHAPITRE II

LE CATHOLICISME EN FRANCE SOUS LA MONARCHIE DE JUILLET

I. **Le mouvement mennaisien.** — Plusieurs avaient prévu ces malheurs. En 1819, le livre *Du Pape* avait paru où après avoir exalté Rome à l'aide de la méthode historique, **Joseph de Maistre** attaquait les quatre articles. Bientôt l'anti-gallicanisme s'organisa. Rendu célèbre par l'*Essai sur l'indifférence*, **Lamennais** se fit le centre d'un groupe où figuraient Gerbert, Rohrbacher, Lacordaire ; ils se proclamaient ultramontains. En 1824, ils acquirent un organe *Le Mémorial catholique* ; en 1826, la brochure de Lamennais *De la religion considérée dans ses rapports avec la politique* fut le manifeste du nouveau parti ; poursuivi par le gouvernement, Lamennais subit une condamnation. A cette époque du gallicanisme officiel, Lamennais

I. Lamennais. — SAINTE-BEUVE, *Portraits contemporains*, t. I. — ROUSSEL, *Lamennais d'après des documents inédits*, 1892 ; *Lamennais et ses correspondants inconnus*, 1912. — BRUNETIÈRE, *Lamennais* (*Rev. des Deux-Mondes*, du 1^{er} février 1893, recueilli dans *Nouveaux essais sur la littérat. contemp.*, 1895). — SPULLER, *Lamennais*, 1892. — *Un Lamennais inconnu Lettres inédites à Benoit d'Âzy*, p. p. A. Laveille, 1898. — *Lettres inédites de Lamennais à Montalembert*, p. p. E. Forgniez, 1898. — *Lettres inédites de Lamennais à la baronne Collin* (1848-54) p. p. le comte d'Haussonville, 1910. — A. ROUSSEL, *Lamennais à la Chênale*, 1909. — CHARLES DE SAINTE-FOI, *Souvenirs de Jeunesse* (1828-1835) p. p. C. Latreille, 1911. — A. FEUGÈRE, *Lamennais avant l'Essai sur l'Indifférence* (1782-1817), 1906. — CHRISTIAN MARÉCHAL, *La famille de Lamennais sous l'ancien régime et la Révolution*, 1913 ; *La Jeunesse de Lamennais*, 1913. — H. BRÉMOND, *L'Inquiétude religieuse*, 2^e série (*La détresse de Lamennais*) 1909. — DUINE, *Lamennais*, 1922 ; *Essai de bibliographie de Lamennais*, 1923. — CH. BOUTARD, *Lamennais, sa vie et ses doctrines*, 3 vol., 1905-1913. — P. DUBOX, *Lamennais et le Saint Siège* (7820-1831), 1911. — V. GIRAUD, *Le cas de Lamennais*, dans *Ecrivains et soldats*, 1921. — CHRISTIAN MARÉCHAL, *Lamennais, La dispute de l'Essai sur l'Indifférence*, 1925. — A. FONCK, art. *Lamennais dans Dict. Théol.* — MGR RICARD, *L'école mennaisienne*, 3 vol., 1881-1885. — C. CONSTANTIN, art. *Libéralisme dans Dict. Théol.*



Félicité-Robert de LAMENNAIS, né à Saint-Malo en 1782, s'enthousiasma dans sa jeunesse pour Jean-Jacques Rousseau, fit sa première communion à vingt-deux ans et ne fut ordonné prêtre qu'en 1816, à trente-quatre ans, après de douloureuses hésitations. Rendu célèbre par son *Essai sur l'Indifférence* (1817-1823), il groupa autour de lui, dans son manoir de la Chesnaie, une élite de jeunes catholiques tels que Montalembert, les abbés Gerbet, de Salinis, Rohrbacher et Lacordaire. Après sa condamnation par Grégoire XVI, en 1834, il prôna des théories socialistes qui le firent condamner à un an de prison (1840). En 1848, il siégea à l'extrême-gauche de l'Assemblée nationale. Il refusa le prêtre à ses derniers moments († 1854).

(Portrait par PAULIN GUÉRIN. Musée de Versailles.)

et les siens apparaissaient, en effet, comme perturbateurs de l'ordre établi. « Catholiques » avant tout, ils voulaient séparer la cause de l'Eglise de celle de l'Etat. Sans doute, celui-ci prétend « protéger » la religion, et le roi affecte la pratique du christianisme, mais la liberté de l'enseignement, la liberté de communiquer avec le pape, toutes les libertés sont étouffées. En 1829, de jeunes catholiques libéraux, Carné, Champagny, Cazalès, Foisset fondèrent un nouvel organe, mi-hebdomadaire, le *Correspondant* : il avait pris pour devise ce mot de Canning : « Liberté civile et religieuse pour tout l'Univers ».

La Révolution de Juillet confirma dans leurs idées les catholiques libéraux : c'est alors que sous la direction de Lamennais ils fondèrent le premier quotidien catholique, *l'Avenir* ; les principaux collaborateurs furent Lacordaire, Montalembert, les abbés Gerbet, Salinis et Rohrbacher. Les aspirations du parti se précisent. Le mot d'ordre est émancipation : émancipation de l'Eglise, émancipation sociale et politique du peuple, émancipation chrétienne des peuples.

- 1^o Il faut que désormais l'Eglise se mette au-dessus des intérêts de faction ; or, elle ne le pourra qu'en se séparant de l'Etat par la résiliation du concordat : Lacordaire veut prouver au clergé l'incompétence des ministres à intervenir dans la nomination des évêques, il montre le discrédit qui s'attache au prêtre salarié.
- 2^o L'Eglise ne doit se libérer ainsi qu'afin de pouvoir travailler plus facilement pour le peuple. Bien avant Tocqueville et Taine, *l'Avenir* dénonce les vices du système issu de la Révolution et de l'Empire ; il se prononce contre la despotique centralisation ; il lui oppose la liberté d'association qui doit être conjuguée avec la liberté d'enseignement, la liberté de conscience et la liberté de la presse. La liberté d'enseignement est réclamée avec une particulière insistance « parce qu'elle est de droit naturel, parce qu'il n'existe sans elle ni liberté religieuse, ni liberté d'opinion, enfin parce qu'elle est expressément stipulée dans la Charte ». Le 9 mai 1831, Lacordaire et Montalembert ouvriront une école libre en plein Paris malgré les lois ; un procès retentissant s'en suivra où les accusés expliqueront avec éloquence leurs griefs contre

l'Université. 3° Enfin, *l'Avenir* a souci de l'indépendance des peuples catholiques : il encourage l'Irlande et la Belgique ; surtout il fait campagne pour la Pologne et demande à un gouvernement trop prudent une intervention en faveur de ce malheureux peuple.

L'Avenir s'organisa fortement en province : chaque commune eut son comité correspondant avec un comité central ; l'Agence générale fut Juilly. Malheureusement, le programme memnaisien comportait des thèses hétérodoxes. Ce libéralisme catholique s'était trop frotté au libéralisme proprement dit : « Lamennais voit dans la séparation de l'Eglise et de l'Etat le meilleur moyen pour l'Eglise de retrouver son indépendance ; il accepte avec toutes leurs conséquences les principes de la Révolution et propose à l'Eglise de les utiliser : principe démocratique de la souveraineté populaire, principe de la liberté personnelle sous toutes ses formes : liberté de conscience, de presse, d'enseignement, d'association. Ces principes, l'Eglise doit non seulement s'en servir, mais les revendiquer comme la condition la plus favorable de son action à l'époque moderne. On voit assez comment la conception memnaisienne est directement opposée à la thèse classique de l'alliance des deux pouvoirs ; elle tend à associer l'Eglise aux revendications politiques et sociales surexcitées par la Révolution, à lui faire proclamer les droits imprescriptibles de l'individu en face de ceux de l'autorité publique ». (Amann). Aussi *l'Avenir* avait-il rédigé la *Grande Charte d'Union* qui prétendait rallier les libéraux de tous les pays : la liberté serait réclamée entière, et jusqu'à la licence. D'ailleurs ce parti jeune commettait de fréquentes imprudences soit dans la tactique, soit dans la polémique : n'eut-on pu renier le gallicanisme officiel sans insulter les Bourbons vaincus ? Bientôt, à l'automne 1831 *l'Avenir* dut cesser de paraître. Dans le numéro du 15 novembre, les rédacteurs annonçaient que « pour avancer autant qu'il dépendait d'eux le moment si désiré qui calmerait toutes les consciences, trois d'entre eux, Lamennais, Lacordaire et Montalembert partiraient pour Rome ».

Agir ainsi c'était mettre publiquement la papauté en

demeure de se prononcer. Grégoire XVI avait déjà consulté divers personnages, entre autres le P. Ventura, général des Théatins, et le cardinal Lambruschini; ils furent d'avis « qu'il fallait bien se garder de donner ou de promettre une approbation écrite ». Mais Lamennais s'entêta et ne quitta Rome fort aigri que le 9 juillet 1832. Une intervention hâta la fin du procès : sous la direction de Mgr d'Astros, archevêque de Toulouse, des prélats français avaient rédigé un catalogue des erreurs memnaisiennes; ils l'envoyèrent au pape le 15 juillet; la commission pontificale appelée à se prononcer conseilla à Grégoire XVI de condamner certaines idées de Lamennais, mais sans le nommer. Ainsi fit-il dans l'encyclique *Mirari vos* du 15 août 1832 : « Une des causes les plus fécondes de tous les malheurs de l'Eglise, disait-il, c'est l'indifférentisme, cette funeste opinion qui professe que toutes les croyances sont bonnes pour le salut éternel à condition que les mœurs soient réglées selon la justice et l'honnêteté. C'est de cette source corrompue que dérive l'opinion absurde d'après laquelle il faut revendiquer pour n'importe qui la liberté de conscience. A cette erreur pestilentielle la voie est préparée par la liberté d'opinion, pleine et immodérée... ».

Au premier moment Lamennais se soumit; mais cette obéissance lui coûtait beaucoup parce qu'il était trop convaincu de son droit et trop orgueilleux; manquant de piété, ayant cessé depuis longtemps de dire le bréviaire, il n'avait pas les ressources chrétiennes nécessaires à de tels moments; d'ailleurs, par leurs provocations d'implacables adversaires le portaient à la dernière surexcitation. Bientôt, il reprend la lutte, et en 1834 publie les *Paroles d'un croyant*, réquisitoire ardent contre les rois et contre l'Eglise, leur complice, apologie sans restriction de la Révolution. En réponse, le 22 juin 1834, le pape condamnait nominativement Lamennais par l'encyclique *Singulari nos*. Lamennais cette fois ne se soumit plus; abandonné par ses amis, il essaiera encore de se justifier dans un livre intitulé *Les affaires de Rome*; puis, tombant plus bas, il fréquentera les milieux révolutionnaires où frayaient les Béranger et les G. Sand. Il publiera encore le *Livre du peuple* (1836),

l'Esquisse sur la philosophie (1841) et une *Traduction des évangiles* (1847), œuvres d'un dévoyé. C'est en vain que son saint frère Jean-Marie essaiera de le ramener ; il refusera le prêtre à ses derniers moments.

Mais les disciples de Lamennais qui ne l'avaient point suivi dans ses errements allaient devenir les champions les plus notoires du catholicisme. Sur les instances de Mgr de Quélen, archevêque de Paris, **Lacordaire** inaugurait les *Conférences de Notre-Dame* (1835-36) auxquelles se pressa l'élite de la société parisienne. Montalembert défendait à la Chambre des pairs les intérêts religieux au nom de la liberté, tandis que l'abbé Migne fondait dès 1833 le journal *l'Univers* dont Louis Veuillot, polémiste incomparable et ultramontain décidé, prendra bientôt la direction.

Autre signe de renouveau catholique, les ordres religieux reparaissaient. Le 11 juillet 1833, l'abbé Prosper Guéranger inaugurait un monastère dans l'ancien prieuré de Solesmes, au diocèse du Mans ; dès 1837, Solesmes se voyait érigé au rang d'abbaye chef de la Congrégation de France qui par **Dom Guéranger** promouvait le retour à la liturgie romaine. Peu après en 1839, Lacordaire restaurait en France l'ordre de saint Dominique. Enfin, **Frédéric Ozanam** donnait à l'apostolat charitable des laïques une extension inusitée par la création de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, dont le but premier fut la visite des pauvres à domicile, parisienne à l'origine, cette société allait se répandre partout en province.

A toutes ces marques de vitalité catholique correspondait un changement profond dans l'opinion : les préjugés disparaissaient contre cette religion qui avait souffert sous la Restauration d'être trop bien en cour ; d'ailleurs effrayées par le vide que creusait le voltairianisme, les générations nouvelles abandonnaient les préjugés anticléricaux ; la « prétréphobie » cessait d'être à la mode. L'Eglise de France imposait le respect ; sans plus jouir des anciens privilèges, elle allait pouvoir réclamer le droit commun.

II. **La lutte pour la liberté d'enseignement (1840-1850).** — Du programme de *l'Avenir*, il y avait quelque

chose à retenir : l'Eglise devait réclamer ses libertés, en particulier celle de l'enseignement. Le premier Consul avait donné à l'Université le monopole qui fut maintenu par la Restauration. En vain une ordonnance royale de 1821 accorda-t-elle à l'évêque le droit de surveiller les collèges de son diocèse pour tout ce qui regarde la religion, en vain nomma-t-on Mgr Frayssinous grand maître de l'Université ; ainsi que le disait Lamennais dans une protestation célèbre publiée par le *Drapeau blanc* (1823), les écoles restaient « les séminaires de l'athéisme ». Aussi, à partir de 1840, les catholiques vont-ils porter sur le terrain de la liberté de l'enseignement toutes leurs forces, en s'appuyant sur le texte même de la Charte.

Dès 1831, le gouvernement avait élu une commission chargée « de la révision des lois, décrets et ordonnances concernant l'instruction publique ». Guizot réalisa une partie du programme réformateur : la loi du 28 juin 1833 supprima le monopole de l'enseignement primaire et proclama la libre concurrence ; tout congréganiste pourrait désormais enseigner sur la simple présentation d'une lettre d'obédience de ses supérieurs. Quant au reste, Guizot déposa bien en 1836 un projet qui déclarait l'université « soumise à la concurrence de tous ses rivaux, sans distinction ni

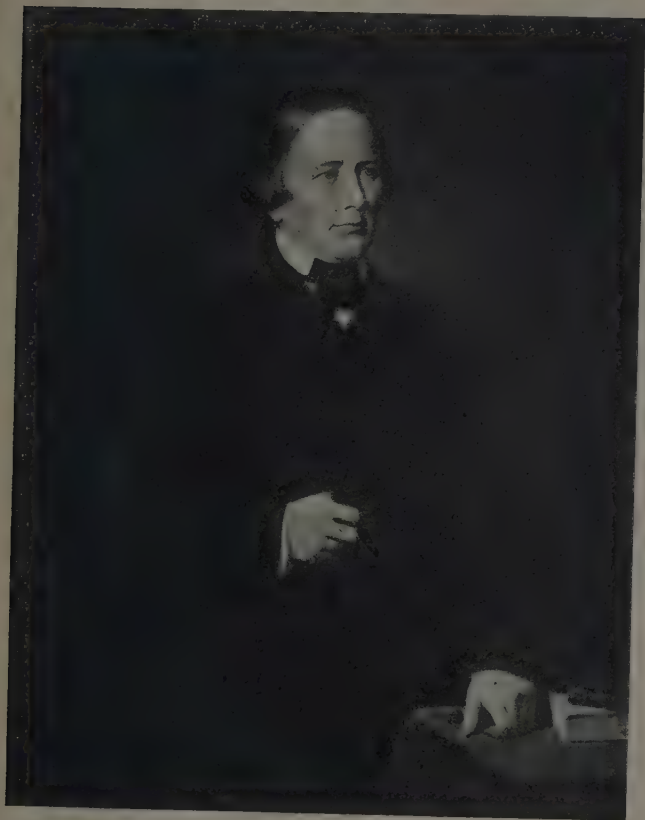
I. La liberté d'enseignement. — Sources : A. RENDU, *Considérations sur les écoles primaires de France*, 1839. — *Le monopole universitaire dévoilé à la France par une Société d'ecclésiastiques sous la présidence de l'abbé Rohrbacher*, 1840. — *Recueil des actes municipaux relatifs au projet de loi sur l'instruction primaire*, 4 vol., 1845. — Mgr DUPANLOUP, *Du nouveau projet de loi sur la liberté d'enseignement*, 1848. — MONTALEMBERT, *Du devoir des catholiques dans la question de la liberté d'enseignement*, 1843. — P. DE RAVIGNAN, *De l'existence et de l'institut des jésuites*, 1842. — MICHELET et QUINET, *Des jésuites*, 1843. — *Travaux* : THUREAU DANGIN, *Hist. de la monarchie de juillet*, 7 vol., passim. — GRIMAUD, *Hist. de la liberté d'enseignement en France*, 1898. — E. BOURGEOIS, *La liberté d'enseignement (histoire et doctrine)*, 1902. — BURNICHON, *La compagnie de Jésus en France*, t. II, 1919. — LECANUET, *Montalembert*, 3 vol., 1895-1902, t. II, *Montalembert, La liberté de l'enseignement (1835-1850)*. — CH. GUILLEMANT, *Pierre-Louis Parisis*, t. II (1843-1850), 1917. — F. VEUILLLOT, *Louis Veuillot*, 3 vol., 1898-1904. — FOLLIOLEY, *Montalembert et Mgr. Parisis*. — M. MICHEL, *La loi Falloux*, 1906. — MICHEL SALOMON, *Mgr. Dupanloup*, 1904. — MGR. RICARD, *L'abbé Combalot*, 1892.

exception », mais la faction universitaire représentait une force que le gouvernement dut ménager ; en 1838, une circulaire du ministre Salvandi resserrait encore les exigences du monopole en interdisant à toute personne graduée ou non d'ouvrir un cours préparatoire au baccalauréat : régime d'autant plus dangereux que Victor Cousin imposait à toute l'Université son enseignement philosophique qui se réduisait à un spiritualisme vague et inconsistant. Dès lors, les catholiques protestent ouvertement : en 1840 paraît un livre intitulé : *Le Monopole universitaire dévoilé à la France libérale et à la France catholique*, par une société d'ecclésiastiques sous la présidence de l'abbé Rohrbacher ; d'autres écrits suivirent : *Le Monopole universitaire destructeur de la religion et des lois*, du jésuite Deschamps ; *Le Miroir des collèges*, *Le Mémoire à consulter*, de l'abbé Combalot. Le *Correspondant* et surtout l'*Univers*, où Louis Veuillot venait d'entrer, participèrent activement à la campagne.

L'Université tenta une diversion en attaquant les jésuites. Les diatribes les plus véhémentes vinrent de deux professeurs au Collège de France, Michelet et Quinet ; jadis assez bienveillants pour le catholicisme, la controverse les fit tomber dans un sectarisme presque épileptique. « Michelet en vint bientôt à soutenir que le christianisme était un obstacle aux progrès de l'humanité, une décadence par rapport non seulement au paganisme, mais au fétichisme, « la cité du mal » par opposition à la révolution qui était « la cité du bien » (P. Thureau-Dangin). L'anti-christianisme acheva de s'avilir avec Eugène Sue, qui écrivit contre les jésuites un roman absurde et immoral, *Le Juif errant*. Un pamphlet d'un professeur de Strasbourg, Génin, intitulé : *Les Jésuites et l'Université*, redoublait de violence. « Avec l'Université, la France sera libre, disait-il ; en prenant les jésuites, elle signe son esclavage. » A toutes les calomnies, le P. de Ravignan répondit par son livre si remarquable de logique et de calme : *De l'existence et de l'institut des jésuites*. Ce bruit énorme ennuyait fort le gouvernement, qui ne voulait pas de luttes religieuses : quand Thiers annonça l'intention d'interpeller sur la tolérance accordée

aux jésuites, Guizot ne pensa plus qu'à se débarrasser d'eux avec habileté. Il députa à Rome un diplomate expert, Pellegrino Rossi, qui essaya de montrer au Saint-Siège que l'expulsion était, en France, une nécessité du moment. Le fin cardinal Lambruschini ne consentit qu'à une solution moyenne : les jésuites seraient priés de « se mettre dans un état qui permettrait au gouvernement de ne pas les voir » ; encore la résolution serait-elle prise non par le pape, mais par le général de l'ordre, le P. Roothan ; en conséquence, les maisons de Paris, de Lyon, d'Avignon et de Saint-Acheul furent momentanément fermées. Ainsi, « la question des jésuites disparaissait sans que les jésuites disparussent eux-mêmes ».

Durant cette polémique, le parti catholique s'était groupé. Selon l'expression de Mgr Parisis, **Montalembert** fut alors « tout ensemble le centre et l'âme de l'action catholique dans toute la France » ; mais il se rendait compte que le mouvement devait être conduit par l'épiscopat : « La question de la liberté d'enseignement, disait-il, est tout entière entre les mains des évêques. » Or, le gouvernement leur donna l'occasion de protester ; le ministre de l'Instruction publique, Villemain, avait présenté, en 1841, un projet transactionnel qui accordait la liberté de l'enseignement secondaire, mais sous le contrôle universitaire ; c'était toucher au privilège des petits séminaires. L'épiscopat, indigné, se groupa ; de 1841 à 1843, brochures et mandements épiscopaux pleuvent contre l'université ; entre tous les prélats se distingue **Mgr Parisis**, évêque de Langres. C'est le temps où l'évêque de Châlons se voit traduit devant le Conseil d'Etat, où l'abbé Combalot mène contre l'Université une campagne qui lui vaut les honneurs de la cour d'assises ; condamné, il refuse la grâce que lui offre Louis-Philippe. Un mémoire collectif des évêques de la province de Paris ayant été réprimandé comme une infraction aux Articles organiques, l'archevêque de Paris proteste, et soixante-quinze évêques l'approuvent. A la Chambre, les grands débats sont ouverts : Montalembert se mesure avec Dupin, « le vieux légiste du vieux libéralisme ». Villemain essaya alors un second projet amélioré sans doute, mais qui main-



Charles, comte de MONTALEMBERT, né à Londres, en 1810, d'un émigré marié à une Ecossaise, fut d'abord l'un des collaborateurs de Lamennais au journal *l'Avenir* (1830). Il abandonna le maître après sa chute et entra à la Chambre Haute où durant la Monarchie de Juillet, il défendit la liberté d'enseignement : il eût mérité que la loi Falloux votée en 1850 portât son nom. Après 1852, il ne se rallia point à l'Empire. Champion du catholicisme libéral, il se compromit par son fameux Discours de Malines (1864) : il se prononça avec âpreté contre l'infaillibilité pontificale en 1869, et mourut à Paris en 1870. Parmi ses œuvres, citons une *Vie de Sainte Elisabeth de Hongrie* (1836), et surtout les *Moines d'Occident* (1866).

(Portrait par A. PICHON Musée de Versailles.)

tenait l'inspection universitaire même pour les petits séminaires. Les protestations ne firent que s'accroître ; sous la menace, le parti catholique achevait de se grouper ; en 1845, avec l'approbation de Mgr Parisis et sous la présidence de Montalembert, il se fonda un « comité pour la défense de la liberté religieuse ». Un nouveau champion entra dans la lutte : l'abbé Dupanloup publiait son livre *De la pacification religieuse*.

Le gouvernement fit quelques concessions. Quand Villemain fut remplacé par Salvandy, celui-ci ferma le cours de Quinet, et surtout modifia le conseil de l'Instruction publique, qui, désormais, serait renouvelable en partie chaque année : c'était ébranler « la forteresse » du monopole. Mais on n'alla pas plus loin : le nouveau projet général de 1847 mettait tant de restrictions à la liberté que le monopole lui-même eût semblé préférable. « Une cause générale expliquait ces avortements successifs, l'esprit même du Gouvernement et des Chambres. Chez le roi comme chez la plupart de ses conseillers, le sens des choses religieuses manquait. Quant aux Chambres, elles étaient plus disposées à retenir la royauté qu'à la pousser en avant. Aux yeux prévenus du plus grand nombre, il s'agissait non de supprimer le monopole au nom de la liberté, mais de décider entre l'Université qui représentait, disait-on, le progrès moderne, et les congrégations qui défendaient les idées rétrogrades. Les esprits les plus éminents, Dupin, Cousin, Thiers, n'échappaient pas à l'erreur commune. » (P. de la Gorce.)

Pourtant, les échecs des catholiques étaient des préludes de victoire : lors des élections de 1846, au lieu d'un seul partisan qu'il avait à la Chambre en 1843, Montalembert s'en trouva cent quarante-six. La Révolution de 1848 n'eut rien d'anticlérique : l'alliance du trône et de l'autel n'existait plus comme en 1830 ; d'autre part, aux yeux mêmes des indifférents, le catholicisme apparut comme une protection contre le péril socialiste. Quand, en 1849, Louis Napoléon arriva à la présidence, voulant s'appuyer sur les partisans de l'ordre, il favorisa le parti catholique et confia le ministère de l'Instruction à **M. de Falloux**, qui songea à réali-

ser enfin la liberté de l'enseignement secondaire. Il pouvait compter, d'ailleurs, sur l'appui d'anciens adversaires, assagis par les terribles expériences, tel A. Thiers. Une commission se forma composée d'éléments fort divers : universitaires comme Saint Marc Girardin et Cousin, catholiques comme les abbés Dupanloup et Sibour, comme Montalembert, Auguste Cochin et Armand de Melun. Il y eut de nombreuses discussions entre Cousin, champion de l'Université et l'abbé Dupanloup ; au-dessus des deux partis, l'habileté de Thiers s'essayait à faire l'entente. On aboutit à un projet qui accordait aux catholiques la liberté, mais incomplète parce que soumise au contrôle de l'Université. « La suppression du monopole résultait de l'article 56 du projet : « Tout Français âgé de 25 ans au moins pourra former un établissement d'instruction secondaire. » Les seules conditions exigées étaient les conditions de capacité et de moralité. Il résultait donc implicitement de ce texte que les congrégations religieuses, quelles qu'elles fussent, bénéficieraient du droit commun. Quant à l'Université, le projet, loin de l'amoindrir, la fortifiait en la réorganisant. Elle conservait ses lycées et collèges ; la collation des grades lui était comme par le passé réservée ; c'est parmi ses membres que devaient être recrutés, au moins en fait, les fonctionnaires chargés de l'inspection des établissements publics ou libres ; elle gardait, en un mot, sauf le mono-

I. **La loi Falloux.** — H. DE LACOMBE, *Les débats de la commission de 1849. 1899.* — FALLLOUX, *Mémoires d'un royaliste*, 2 vol., 1888. — P. DE LA GORCE, *Histoire de la seconde république française*, 2 vol., 1887, passim. — H. MICHEL, *La loi Falloux*, 1906. D'une façon générale sur l'Eglise et l'Etat au XIX^e siècle : A. DELIDOUR, *Hist. des rapports de l'Eglise et de l'Etat de 1789 à 1870, 1892* (anticlérical). — MGT. BAUNARD, *Un siècle de l'Eglise de France (1800-1900)*, 3^e éd., 1902. — G. WEILL, *Hist. du catholicisme libéral (1828-1908)*, 1909. — BOURGAIN, *L'Eglise de France et l'Etat au XIX^e siècle*, 2 vol., 1901. — Pour une biographie plus complète, voir G. WEILL, *Le catholicisme au dix-neuvième siècle*, dans *Rev. synthèse hist.*, décembre 1907. — Comme ouvrages généraux outre les grandes collections : LAVISSE et RAMBAUD, *Hist. de l'Europe* ; LAVISSE, *Hist. de France* ; voir CH. MOELHER *Hist. politique générale. Dernière partie. La politique des Etats européens durant la seconde moitié du dernier siècle, de 1850 à 1900, 1912.* — G. WEILL, *Histoire de l'idée laïque en France au XIX^e siècle, 1925.*

pole, tous les privilèges de sa situation officielle. » (De la Gorée.) Il est vrai qu'une place était faite au clergé dans le conseil de l'Instruction publique et dans les conseils académiques de département. Le projet fut voté. Les catholiques devaient en tirer de grands avantages pratiques.

CHAPITRE III

LE RENOUVEAU CATHOLIQUE EN ALLEMAGNE

I. **Les concordats.** — Imbus de josphisme, les gouvernements voulaient traiter avec Rome pour édifier territorialement une organisation ecclésiastique, et non pour reconnaître les droits de l'Eglise : aussi quand ils auraient négocié avec le pape un concordat fixant les limites des évêchés, ils érigeraient des articles organiques oppresseurs. Dès 1817, la **Bavière** signait son concordat ; le royaume fut divisé en deux provinces : l'archevêché de Munich, suffragants Augsbourg, Ratisbonne et Passau ; l'archevêché de Bamberg, suffragants Wurtzbourg, Eichstatt et Spire ; comme dans le concordat français le pape conservait l'institution canonique et les évêques la libre administration de leur diocèse. Malheureusement on adjoignit au concordat des articles organiques dits « Edit de religion », attentatoires aux droits de l'Eglise ; il s'en suivit un long conflit ; la déclaration de Tegernsee y mit fin d'après laquelle l'Etat bavaïois accordait pleine valeur au concordat.

Enrichie de nombreux sujets catholiques par l'annexion de territoires rhénans, la **Prusse** devait nécessairement traiter avec le pape. Les négociations entamées à Rome par l'historien Niebuhr aboutirent à la bulle *De salute animarum* de 1821 ; on érigeait une hiérarchie épiscopale : d'une part l'archevêché de Cologne avec les évêchés de Trèves, Münster et Paderborn, d'autre part l'archevêché de Gnesen-Posen avec les évêchés de Culm, Ermeland et Breslau ; les évêques étaient à la nomination des chapitres.

Les Etats protestants de Bade, de Wurtemberg, des Hesses

et de Nassau s'entendirent pour négocier ensemble avec Rome ; les premiers pourparlers entamés en 1818 avec Consalvi furent rompus ; mais en 1821 on parvint à s'entendre pour l'établissement d'une **province ecclésiastique du Haut-Rhin** : un archevêché fut créé, celui de Fribourg-en-Brigau avec quatre évêchés suffragants, Rottembourg, Fulda, Mayence et Limbourg. Satisfaits du résultat, les pouvoirs laïques exhibèrent deux documents de saveur nettement fébronienne l'*Instrument de fondation* et la *Pragmatique de l'Eglise* ; ils prétendirent les faire signer par les évêques éventuels ; quatre sur cinq acceptèrent. Mais Rome protesta et refusa l'investiture aux signataires. Les Etats furent contraints d'accepter la bulle *Ad dominici gregis custodiam* publiée par Léon XII en 1827, et qui stipulait la liberté de la juridiction épiscopale. Le pouvoir civil répliquera, il est vrai, en 1830 par la publication de trente-neuf articles organiques additionnels.

Dès 1824, la bulle *Impensa romanorum pontificum* avait accordé au Hanovre deux évêchés : Hildesheim et Osnabruck. Si l'on ajoute le vicariat du Nord (Brême, Lubeck, Hambourg, le Meckembourg et le Danemark) et celui que possédait la Saxe depuis 1816, on constatera que par l'entente de la diplomatie romaine et des divers Etats le catholicisme germanique avait retrouvé entre 1815 et 1830 des cadres normaux. Mais l'insistance avec laquelle les Etats avaient voulu greffer sur les concordats acceptés par Rome des articles organiques de nuance josphiste et fébronienne prouvait que l'Eglise d'Allemagne devrait encore lutter pour conquérir la liberté.

II. Le romantisme catholique entre 1800 et 1825. — Au début du XIX^e siècle, des centres d'influence catholique se formèrent en Allemagne : Münster, Landshut, Munich, Cologne. 1^o En 1800, un helléniste remarquable, le comte de **Stolberg** s'était converti. A Münster, de concert avec la princesse Galitzine, également convertie, il s'employait à accréditer le romanisme auprès de l'opinion éclairée. Deux prêtres, Furstenberg, vicaire général et directeur de l'Instruction, Overberg, pédagogue et catéchiste s'essayaient à

créer un enseignement catholique. 2° A la même époque, dans l'Allemagne du Sud, à Landshut, le prêtre Jean-Michel Sailer obtenait d'heureux résultats par sa piété et son apostolat : il amenait à l'Eglise deux recrues d'élite, Melchior de Diepenbrock et Clément Brentano ; celui-ci se fera bientôt le secrétaire de la voyante Catherine Emmerick et publiera ses révélations concernant la Passion. 3° Le catholicisme fit une conquête plus importante encore en **Joseph Goërres**. D'abord jacobin, ce polémiste avait retrouvé le christianisme dans le germanisme du Moyen Age ; il allait fonder bientôt la feuille « le Catholique ». Il mit son apostolat intellectuel sous le patronage du roi de Bavière, Louis I^{er} : l'université de Munich devint dès lors le centre d'un enseignement catholique dont l'influence s'étendit au delà de la Bavière. Ennemi de tout josphisme, Goërres attaquait les théoriciens politiques de la Sainte-Alliance ; il rêvait de reconstituer sur les ruines du Saint-Empire une sorte de *Corpus catholicorum* qui réaliserait l'idéal médiéval de chrétienté. 4° Comme autre centre de renouveau catholique on pouvait citer Cologne en tant que symbolisant par sa cathédrale les aspirations artistiques nouvelles. De même que Goërres, « les romantiques s'éprenaient du Moyen Age. Le converti Frédéric Schlegel et les frères Boisserée exhumaient les œuvres du vieil art catholique. La peinture médiévale revenait à la mode, et avec elle l'art gothique ; les Boisserée faisaient campagne pour qu'on achevât la cathédrale de Cologne. En même temps une colonie d'artistes allemands installés à Rome à partir de 1810 devenait un véritable foyer de conversions ; à la suite du peintre Overbeck, on vit passer à la foi romaine les peintres Schnorr, de Carolsfeld, Schadow, Klinkowström, Muller, Wassmann, d'autres encore.

1. **L'Allemagne religieuse avant 1870.** — BRÜCK, *Geschichte der Kath. Kirche in Deutschland im 19 Jahrhundert*, 4 vol., Mayence, 1887-1905. — G. GOYAU, *L'Allemagne religieuse, Le catholicisme (1800-1848)*, 2 vol., 1905. — MAURENBRECHER, *Die preussische Kirchenpolitik und der Kölner Kirchenstreit*, Stuttgart, 1881. — Sur les attaches romaines du renouveau artistique allemand. — NOUËL, *Deutsches Leben in Rom*, Stuttgart, 1909. — Sur la portée catholique du romantisme allemand : EICHENDORFF, *Geschichte der poetischen Litteratur in Deutschland*. — GOYAU, art. *Allemagne*, dans *Dict. d'hist.*

Cette école d'art qu'on appelle l'école nazaréenne considérait l'œuvre d'art comme un moyen d'apologétique ; les peintres de Dusseldorf, disciples des nazaréens renouvelèrent, en Allemagne, l'imagerie religieuse ». (Goyau.)

III. Les mariages mixtes et l'affaire de Cologne en 1838. — Cependant, partout sauf en Bavière; les bureaucraties étendaient leur tyrannie sous le couvert ou au mépris des concordats. L'opinion demeurerait passive, et d'ailleurs ses chefs ecclésiastiques vivaient dans un josphisme pratique qui écartait toutes les compromissions. Un réveil des consciences épiscopales fut occasionné soudain, en 1838, par l'affaire des mariages mixtes. Lorsque la Prusse en 1814 reprit possession des provinces rhénanes, elle s'abstint d'y mettre en vigueur l'acte royal du 21 novembre 1803, d'après lequel les enfants issus des mariages mixtes devaient toujours être élevés dans la religion du père ; le droit canon fut donc appliqué qui n'accordait l'assistance ecclésiastique au mariage que si les fiancés promettaient de procurer à leurs enfants la foi romaine. Cependant, la Prusse protestante ne s'était résignée aux procédés conciliants que par politique ; un décret royal du 17 avril 1825 rendit obligatoire la déclaration de 1803. A cette mesure favorable à l'expansion du protestantisme en pays rhénan, les évêques, Spiegel de Cologne en tête, firent le meilleur accueil : ils demandèrent sans doute de consulter Rome, mais décidèrent que provisoirement on cesserait d'imposer aux fiancés un engagement écrit relatif à l'éducation des enfants et que le conjoint catholique qui laisserait inscrire un nouveau-né dans l'Eglise évangélique ne serait pas exposé à un refus d'absolution. Mais, Pie VIII persista à réclamer des fiancés la promesse que tous les enfants seraient catholiques sous peine de n'avoir à leur mariage que l'assistance passive du prêtre sans bénédiction ni cérémonies. Très ennuyé, le gouvernement prussien conféra avec Spiegel de Cologne, qui de concert avec ses suffragants de Trèves, Münster et Paderborn consentit à une interprétation du bref papal qui restreignait le plus possible le cas où le prêtre devrait protester en se bornant à une assistance passive au mariage.

Cependant, nommé archevêque de Cologne en 1835, **Clément Auguste de Droste Vischering** déclara qu'il n'adhérait à l'acte de son prédécesseur Spiegel que dans la mesure où il était conforme aux décisions romaines. L'Etat prussien crut pouvoir s'en tirer par une brutalité : il fit enfermer Droste dans l'enceinte de Minden (20 nov. 1837) ; le chapitre de Cologne se soumit, et nomma un vicaire capitulaire. Mais dans un consistoire public du 10 décembre 1837, Grégoire XVI protesta ; il fit l'éloge de Droste et déclara « qu'il condamnait toutes les pratiques relatives aux mariages mixtes introduites en Prusse contrairement aux prescriptions de son prédécesseur ». En Allemagne, l'opinion fit écho à la parole pontificale : Goërres lançait sa fameuse brochure l'*Athanasius* ; dans les campagnes rhénanes circulait une édition populaire du Livre rouge, acte d'accusation contre la Prusse. Néanmoins, le Gouvernement prussien réitéra ses violences en faisant arrêter l'archevêque de Posen, Martin de Dunin, coupable du même crime que Droste ; traduit devant les tribunaux, il fut condamné à 6 mois de prison, puis maintenu en forteresse à l'expiration de sa peine (1839). A la lumière de ces protestations, les consciences s'éclairaient : comme le prince-évêque de Breslau Sedlnitzky continuait à se conformer aux ordres de Berlin, son clergé en appela au Saint-Siège qui l'obligea à démissionner. Quand Frédéric Guillaume IV arriva sur le trône (1840) il comprit que de tels procédés ne hâteraient pas l'unification de la Prusse, d'autant plus qu'ils étaient appliqués aux contrées les plus particularistes : pays rhénan et Pologne. Des pourparlers s'échangèrent entre Rome et la Prusse : l'archevêque de Posen put rentrer dans son diocèse ; l'archevêque de Cologne banni fut sans doute sacrifié avec grand regret et reçut un coadjuteur suppléant Geissel, mais les idées émancipatrices de Droste l'emportaient, et le roi accordait pleine liberté à l'Eglise de Prusse : liberté de correspondance entre l'épiscopat et le Saint-Siège, liberté en ce qui regarde les mariages mixtes, promesse du gouvernement de ne favoriser en rien l'hermésianisme. En plus, un résultat général était acquis : les rapports de l'Eglise et

de l'Etat ne seraient plus à la merci des bureaucraties laïques.

A cette même époque, l'Allemagne religieuse acquérait à Munich un centre de science et d'action, présidé par Goërres et surnommé « la Table ronde » : la fondation des *Feuilles historico-politiques* de Munich y succédant à celle du *Catholique* de Mayence assurait à l'opinion romaine deux organes d'élite. Le catholicisme osait désormais élever la voix, soit par l'organe de l'évêque Keller à la Chambre wurtembourgeoise, soit par celui de Buss et de d'Andlau à la Chambre badoise, soit dans les parlements des divers petits états.

La révolution de 1848 fit passer sur l'Europe un souffle d'émancipation : l'Allemagne s'essaya à la vie fédérale : ce fut le parlement de Francfort. Les radicaux y réclamèrent la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les josphistes comme Burster, ministre du nouveau roi de Bavière Maximilien, y proposèrent que « les affaires de l'Eglise chrétienne d'Allemagne, notamment ses rapports avec l'Etat, fussent régis par un synode d'empire » ; cette assemblée se fragmenterait en synodes confessionnels pour les points particuliers aux Eglises. Comme leurs frères de France, les députés catholiques ne réclamaient que la liberté : libre installation des autorités d'Eglise sans collaboration du pouvoir civil, libre publicité des actes ecclésiastiques, libre emploi des biens dévolus au culte, à l'enseignement et à la bienfaisance. Le projet catholique ne réunit que quelques voix, le projet josphiste pas davantage ; on vota cette proposition du doyen Kunzer de Constance : « Toute société religieuse ordonne et gouverne ses affaires avec autonomie, mais reste comme toute autre société soumise aux lois de l'Etat ». Au moins la formule pourrait-elle devenir pour les catholiques « une arme contre les tentatives d'immixtion des pouvoirs civils ». Avec cette vague répudiation du josphisme coïncidaient des mesures plus pratiques du gouvernement prussien : par la constitution du 5 décembre 1848, Frédéric Guillaume II octroyait aux catholiques le libre exercice du culte, l'autonomie de l'Eglise, la liberté de communication

avec les chefs ecclésiastiques, le droit d'ouvrir des écoles, le droit d'association.

A la faveur de ces libertés nouvelles, Adam François Lennig, prêtre de Mayence, avait groupé dans cette ville 400 catholiques ; à son exemple d'autres associations se fondèrent en Allemagne ; elles se réunirent à Mayence pour un grand congrès nettement anti-joséphiste. Dans le même sens s'exprima l'assemblée des évêques allemands réunis à Wurtzbourg : elle protesta contre les ingérences commises au nom du droit de patronat et contre l'usage que pratiquaient certains prêtres d'en appeler au gouvernement des décisions épiscopales ; elle protesta aussi contre l'intervention de l'Etat dans les concours pour la collation des cures ; elle réclama en faveur des droits épiscopaux sur les séminaires et les facultés de théologie. Le péril eût pu être qu'après s'être libérée, l'Eglise d'Allemagne n'affichât une indépendance plus que gallicane à l'égard de Rome ; ces tendances se firent jour à Wurtzbourg : dans un projet fameux, Doëllinger y réclama l'institution d'une primatie d'Allemagne et de synodes nationaux. Mais, écartant le plan de Doëllinger, Geissel se contenta de transmettre à Rome le vœu d'un concile national. En cette année 1848, les parlementaires à Francfort, les fidèles à Mayence, les évêques à Wurtzbourg avaient décrété la liberté de l'Eglise.

Une ère de paix sembla s'ouvrir : le nonce Viale-Prela fut reçu en territoire prussien avec les honneurs officiels ; la création au ministère des cultes d'une division catholique (*Katolische Abtheilung*) permettait d'éviter le retour des anciens conflits. D'autre part, dès 1862, les catholiques faisaient leur apparition à la Chambre prussienne au nombre de 70 ; ils ne tardèrent pas à s'appeler le Centre. Cependant, en Prusse l'anticléricalisme des libéraux et des protestants féodaux ne désarmait pas ; un piétiste, Léopold de Gerlach, Otto Meier dans son ouvrage sur « la Propagande » avaient sonné l'alarme du protestantisme ; le baron de Bunsen faisait paraître son livre « Les signes des temps » qui devenait « le bréviaire de l'anti-cléricalisme nouveau ». Les libéraux mettaient dans leur programme le projet d'une « école nationale allemande » en opposition à l'école confession-

nelle ; à la veille de 1870, des pétitions circuleront contre les congrégations et le juriste national libéral Gneist rédigera un rapport tendant à mettre en garde contre les empiètements du clergé. Mais sur le point d'entreprendre une guerre décisive contre la France, Bismarck ne voulait pas mutiler les forces de la patrie : la tolérance à l'égard du catholicisme était alors en Prusse une nécessité.

IV. **Le Kulturkampf badois et bavarois.** — Par contre, la politique conseillait à Bismarck de patroner le protestantisme dans les autres Etats de la confédération. L'idée de **Grande Allemagne** qui eût fait l'Autriche prééminente dans le corps germanique, l'idée de **Petite Allemagne** qui voulait l'unification par la Prusse étaient des théories non pas confessionnelles, mais politiques. Pourtant, en fait, la Prusse représentait le protestantisme, l'Autriche le catholicisme ; d'ailleurs, toute une école historique avait éveillé les sympathies chrétiennes pour la conception séculaire du Saint-Empire, si bien qu'aux yeux des catholiques l'unification ne devait se faire que par l'Autriche : l'organe de ces aspirations était les *Feuilles historico-politiques* de Munich où les idées de Goërres continuaient à combattre. En opposition, une école protestante représentée par un historien comme Sybel et un juriste comme Buntschli accréditait l'idée d'une Allemagne qui personnifierait dans le monde la lutte contre l'ultramontanisme. Ces tenants de la prussification disposaient de deux organes puissants : l'un scientifique d'apparence était la *Revue historique* dirigée par Sybel : elle glorifiait Frédéric II, champion de la réforme contre le « jésuitisme » des Habsbourg ; l'autre politique, était l'*Association nationale allemande* (*National Verein*), dirigée par Bennigsen. En vain le prince de Hohenlohe, futur chancelier, essaya-t-il en 1862 de rallier les catholiques à la Petite Allemagne et de contrebalancer ainsi les tendances anti-cléricales du *National Verein* ; jusqu'en 1866, les catholiques restèrent fidèles à l'Autriche. Bref, tolérante chez elle, la Prusse n'en continuait pas moins à symboliser en Allemagne le protestantisme : autant qu'il le

pourra, Bismarck influera donc sur les Etats du Sud pour qu'ils fassent la guerre au catholicisme.

Dans la province ecclésiastique du Haut-Rhin (Bade, Wurtemberg, Hesse, Nassau), les gouvernements demeuraient josphistes. La nomination de Ketteler à l'évêché de Mayence amena un réveil de l'opinion catholique. En mars 1851, réunis à Fribourg les évêques rédigèrent pour leurs gouvernements respectifs un mémoire où ils réclamaient le droit de présider à l'éducation de leurs clercs et à la direction de leurs diocèses. Les autorités répondirent par le silence ; **Ketteler** passa outre et ouvrit à Mayence un grand séminaire. Dans le même temps, Hermann de Vicari, archevêque de Fribourg, se brouillait avec le ministère badois parce qu'il refusait le service solennel demandé pour le grand duc Léopold, mort protestant : ce fut « le conflit du deuil ». En 1853, les bureaucraties répondirent enfin par un refus presque complet aux demandes des évêques ; avec la collaboration du juriste Lieber, ceux-ci rédigèrent de nouvelles protestations. Aucun résultat. Alors l'archevêque **Vicari** mit en demeure les membres du conseil supérieur d'Eglise, institué par le gouvernement de ne plus s'ingérer dans les nominations ecclésiastiques, et comme l'Etat badois y répondait en déléguant un commissaire spécial nommé Burger, chargé de réviser ses écrits, l'archevêque excommunia Burger ainsi que tous les membres du conseil supérieur. Malgré les menaces gouvernementales, les prêtres soutinrent leur évêque ; de même les jésuites de Fribourg qui y gagnèrent l'expulsion. Des brochures de protestation circulaient partout, l'Europe catholique soutenait Vicari : on eut dit une nouvelle affaire de Cologne. Une telle attitude fit réfléchir le gouvernement : quand en 1854 Ketteler s'entremît pour la paix, le prince régent se déclara prêt à l'écouter. Mais Bismarck, délégué de la Prusse à la diète de Francfort accusait Vicari de travailler pour l'hégémonie autrichienne ; il réussit à rejeter le gouvernement badois dans une politique de violence : le 20 mai 1854, Vicari fut déclaré en état d'arrestation. Au bout de huit jours, devant l'indignation générale ces mesures durent être levées : partout s'affirma une résistance indomptable ; en signe de deuil il y eut ce

qu'on appela « la grève des plaisirs ». L'Etat intimidé entama des pourparlers avec Rome : sur les bases proposées par le cardinal Antonelli un concordat fut conclu qui donnait satisfaction aux évêques : le Wurtemberg et Nassau s'y associèrent (1859).

Aussitôt éclatèrent les colères des anti-autrichiens ; les ministères qui avaient négocié les concordats furent renversés. A nouveau le Gouvernement s'immisça dans les nominations ecclésiastiques, il mit la main sur un certain nombre de fondations pieuses pour les gérer lui-même ; enfin, par la loi du 27 juillet 1864, il créait des conseils scolaires laïques chargés de surveiller l'enseignement. En 1866, l'arrivée au ministère du chef des libéraux, Jules Jolly, marqua un redoublement d'esprit sectaire ; par la loi scolaire de 1868, il enlevait tout droit à l'Eglise sur l'enseignement ; bientôt, il supprimera les établissements religieux et les congrégations. Mais les catholiques résistaient toujours : un laïque, Jacob Lindau, imagina des « casinos ambulants », groupes de conférenciers parcourant tout le pays et prêchant la résistance passive. A la mort de Vicari en 1868, la nomination de son successeur fut encore l'occasion d'un long conflit entre le Gouvernement et le chapitre de Fribourg. Ainsi, le grand duché de Bade fut-il avant 1870 « une sorte de terrain d'expérience sur lequel s'essayèrent à l'avance les maximes et les méthodes du Kulturkampf ». (Goyau.)

Le joséphisme gouvernemental rencontra aussi une vive résistance en Bavière. Le concordat de 1818 y était atténué par « l'édit de religion », sorte d'articles organiques assurant la prépondérance du fonctionnarisme sur la hiérarchie épiscopale. Dès 1849, l'archevêque de Munich Reisach demanda au roi Max le retour à l'application pure et simple du concordat ; la commission chargée de la revision ne fit qu'aggraver l'édit de religion par l'addition de vingt paragraphes. Alors, réunis à Freising, les évêques bavaïrois rédigèrent une protestation (octobre 1850). Lorsque Reisach fut nommé cardinal de curie, le roi Max fit élire au siège de Munich le bénédictin Scherr, qui passait pour accommodant ; cependant, quand l'évêque de Spire, Weiss,

demanda l'autorisation de créer un cours de théologie qui libérerait ses clercs de l'enseignement universitaire, Scherr applaudit. Le Gouvernement ne daigna même pas répondre ; alors, en 1865, Weiss passa outre, mais le ministre des Cultes Koch fit expulser les six séminaristes inscrits au cours de théologie ; le Saint-Siège approuva Weiss. Dans une assemblée de Passau, l'épiscopat bavarois s'inscrivit contre l'enseignement du protestant prussien Giesebrecht, directeur du séminaire historique de Munich. La question scolaire était donc amorcée.

Survint Sadowa ; l'influence anti-cléricale et anti-autrichienne l'emporta dès lors en Bavière avec le ministre Clovis de Hohenlohe ; il proposa une loi scolaire de laïcisation qui ne fut pas adoptée. Les protestations catholiques s'organisèrent ; Jøerg, directeur des *Feuilles historico-politiques*, menait la lutte : il montrait qu'en combattant l'Eglise, le Gouvernement travaillait pour l'hégémonie prussienne. Sur ce terrain, aux élections de mai 1869, les catholiques acquirent la majorité à la Chambre basse. Hohenlohe fit dissoudre le parlement ; la lutte reprit plus vive, des associations catholiques de paysans surgirent partout ; les prêtres menèrent la campagne électorale ; en novembre 1869, elle aboutit à un nouveau triomphe des catholiques. Hohenlohe fut contraint de démissionner. Ainsi se révélait la force du futur centre bavarois.

CHAPITRE IV

LE RENOUVEAU CATHOLIQUE EN ANGLETERRE

Trois grands faits dominant l'histoire du catholicisme en Angleterre durant la première moitié du XIX^e siècle : l'émancipation des catholiques, le mouvement d'Oxford et le rétablissement de la hiérarchie.

Le Royaume-Uni se partageait entre trois confessions :

I. **Angleterre.** — P. THUREAU-DANGIN, *La Renaissance catholique en Angleterre au XIX^e siècle*, 3 vol., 1902-1905. — J. BLÄTZER, *Die Katholiken emancipation in Grossbritannien und Irland*, Fribourg-Br., 1905. — LUCIE FÉLIX FAURÉ GOYAU, *Newman, sa vie, ses*

l'anglicanisme en Angleterre, le presbytérianisme en Ecosse, le catholicisme en Irlande. En dehors de l'anglicanisme, Eglise officielle, il n'y avait que des groupements dissidents, seulement tolérés. Aussi l'Eglise établie accaparait-elle tous les privilèges comme si, pour elle, le Moyen Age durait encore : elle avait toujours ses tribunaux où se jugeaient, avec les procès canoniques, les procès laïques concernant divorces et testaments ; ses revenus immenses provenaient de ses domaines, d'une subvention de l'Etat et enfin d'une dîme prélevée sur tous les sujets anglais, fussent-ils dissidents ou catholiques. Sa hiérarchie demeurait intacte : les hauts dignitaires, choisis par l'Etat, se composaient des évêques avec leurs chapitres de chanoines ; sous eux, les pasteurs (*parsons*) sont désignés par le patron de la paroisse, qui est soit l'évêque, soit le chapitre, soit même le propriétaire de la cure ; mais beaucoup de clergymen étaient des cadets de famille ; ils ne résidaient pas et se faisaient remplacer par un ecclésiastique pauvre (*curate*), véritable curé à la portion congrue. L'Eglise romaine demeurait toujours interdite, en principe : aucun catholique ne pouvait aspirer aux fonctions publiques, puisque, pour y parvenir, il restait nécessaire de communier suivant le rite anglican et de prêter le serment imposé en 1673 par le bill du Test. Les catholiques ne jouissaient d'aucun droit politique, n'étaient ni éligibles, ni électeurs ; situation aussi contradictoire qu'injuste : en effet, depuis 1780, les catholiques irlandais étaient admis comme électeurs ; l'union de l'Irlande s'était faite en 1800 ; dans le Royaume-Uni, les catholiques irlandais se trouvaient donc dans une situation favorable à celle des catholiques anglais.

œuvres, 1901. — BRÉMOND, *Newman, Essai de biographie psychologique*, 1907. — WARD, *Life and times of cardinal Wieseeman*, trad. franç. par Cardon, 1900. — HEMMER, *Vie du cardinal Manning*, 1898. — SCHAN-LESBIE, *Henry Edward Manning, his life and labours*, 2^e éd., Londres, 1921. — WARD, *Catholic London a century ago*, 1905 ; *The eve of the catholic emancipation (1800-1829)*, 1912. — F. W. CORNISH, *The English Church in the nineteenth century*, 2 vol., 1910. — G. CONSTANT, art. *Angleterre*, dans *Dict. d'Hist.* — J. GUIBERT, *Le réveil du catholicisme en Angleterre au XIX^e siècle*, 1907. — SNEAD-COX, *The life of Cardinal Vaughan*, Londres, 1910. — THUREAU-DANGIN, *Newman catholique*, 1912.

L'anomalie pouvait-elle être perçue par les Anglais? La superstition anti-papiste s'était développée pendant les deux derniers siècles d'une façon incroyable. Cependant, pour trois causes nouvelles, elle tendait à diminuer : à l'intérieur, depuis la chute définitive des Stuarts, le catholicisme débarrassé de ses accointances anti-dynastiques était moins suspect à la couronne ; durant la lutte mortelle de l'Angleterre contre Napoléon, tandis que les souverains de Russie, d'Autriche et de Prusse obéissaient aux volontés impériales, seuls le Pape et une puissance catholique, l'Espagne, s'étaient refusés à l'ordre de blocus continental ; aussi, au Congrès de Vienne, le plénipotentiaire anglais Wellington s'entendit-il avec Consalvi pour obtenir de l'Europe la restauration des Etats pontificaux. Enfin, la présence du clergé français en Grande-Bretagne pendant la Révolution avait dissipé bien des préjugés. Sous l'influence de ces diverses causes, on discerna, au début du XIX^e siècle, un mouvement de conversion : au nombre de 60.000 à l'avènement de Georges III en 1760, les catholiques étaient 120.000 en 1800, ils seront 500.000 en 1821.

I. **L'émancipation des catholiques.** — Cependant, le parti anglican, dirigé par le roi Georges IV et par les lords, restait irréductible : une loi de « soulagement des catholiques » demandée par les Irlandais fut bien acceptée par les députés en 1821, mais les lords la repoussèrent. Alors, les Irlandais résolurent de sauver la liberté de leurs frères anglais en recourant aux protestations extra-parlementaires. Sous la direction du grand tribun **O'Connel**, ils résolurent de faire campagne non à l'aide de procédés révolutionnaires, mais par la seule force des procédés légaux : l'association et le meeting. O'Connel fonda « l'Association catholique » ; lorsqu'elle fut supprimée par les lois anglaises (1823), il la reconstitua sous une autre forme légale. Les Irlandais firent passer leur foi avant tout : en 1826, des catholiques se présentèrent aux élections ; les fermiers, bien que sous la tutelle de propriétaires anglais et protestants, votèrent pour le candidat catholique au risque d'encourir des vexations ; quand O'Connel se présenta, les Irlandais

prélevèrent 700.000 francs sur leur pauvreté pour couvrir les frais ; il fut élu à une grosse majorité. Cependant, l'agitation resta extra-parlementaire ; pas un candidat ne se rendit à la Chambre où, d'ailleurs, il n'eût pu siéger qu'en prêtant le serment schismatique. Cette campagne n'en fit pas moins impression sur le parlement : un parti s'y formait favorable aux revendications irlandaises. En 1827, le premier ministre Canning s'y rallia ; après sa mort, sous le ministère Wellington, les canningites continuèrent à promouvoir l'émancipation et firent abolir la loi qui obligeait de communier selon le rite anglican avant d'entrer dans aucune fonction (1828). Cette demi-mesure émancipait les dissidents protestants, mais ne profitait point aux catholiques parce qu'elle laissait subsister l'obligation de signer la déclaration contre la transsubstantiation. Mais, à la rentrée des Chambres de 1828, après l'élection d'O'Connell, Peel, soutenu par Wellington, mit au programme l'émancipation réelle des catholiques. Après avoir accepté, Georges IV refusa ; Peel offrit sa démission et le roi, qui ne trouva personne pour le remplacer, dut le rappeler (13 avril 1829). La loi d'émancipation fut votée par 348 voix contre 160. Désormais, les catholiques pouvaient, sans abjurer leur foi, parvenir aux charges publiques et faire partie du parlement. O'Connell y entra le premier.

II. Le mouvement d'Oxford. — Au début du XIX^e siècle, l'Anglicanisme languissait. L'idéal des clergymen était une vie « respectable and confortable » : de la dignité et du bien-être ; la religion ne semblait plus qu'une formalité traditionnelle, assez mal remplie, d'ailleurs, et réduite à quelques heures de prière le dimanche. D'autre part, les hardiesses de l'école libérale achevaient de mettre en péril l'Eglise établie : dirigée par Whately et Arnold, fellows d'Oriel College à Oxford, elle discutait tous les dogmes ; c'était la large église, Broad Church. Le mouvement evangelical et le mouvement High Church essayaient bien de faire contre-poids, mais sans succès. Le mouvement evangelical, plus ou moins renouvelé du méthodisme, voulait réveiller la piété individuelle en rendant la vie et le culte

plus sérieux : « parti religieux », « parti des saints », disait-on ; mais, manquant d'une base doctrinale, il n'aboutissait qu'à un bigotisme verbeux. Quant au parti High Church, il formait une élite qui visait assez à l'orthodoxie, mais très peu à la popularité : on le qualifiait « high and dry ».

C'est pourtant de là que viendront les réformateurs Froude et surtout **Newman**, fellows d'Oriel College. Froude s'efforça de montrer à Newman l'importance de la tradition, lui préconisa la dévotion aux saints, lui développa l'idée d'une Eglise indépendante de l'Etat et fortement hiérarchisée (1830). C'est l'époque où un bill spoliateur vient de supprimer une partie des évêchés anglicans en Irlande, et où un mouvement protestataire se forme conduit par Hugh Rose de Cambridge, par W. Palmer et Arthur Perceval. Mais le parti formé à Oxford ne se contente pas de réclamer ; il veut créer un mouvement religieux : retour au christianisme primitif des Pères, retour au dogme et à la théologie, proclamation d'une Eglise qui se tiendra dans une position intermédiaire entre Rome et le protestantisme, la *via media*. Newman répand ces idées dans des tracts où il aborde des sujets tels que la succession apostolique, les altérations dans la liturgie, la constitution de l'Eglise du Christ et celle de la branche anglicane de cette Eglise ; son ami Pusey compose des dissertations étendues et savantes. Parmi les clergymen et les étudiants, le mouvement provoque un grand enthousiasme ; mais l'on ne tarde pas à accuser les « tractarians » de romanisme. Pourtant, bien qu'il donnât raison à Rome sur plusieurs points, qu'il recommandât la lecture du bréviaire romain et qu'il combattît l'abus du jugement privé, Newman était loin d'être papiste ; pour s'en défendre il fit paraître un ouvrage où il précisait l'emplacement de la *via media* : anglicanisme catholique, opposant à tout protestantisme le principe dogmatique et sacramentel, mais repoussant l'infailibilité doctrinale du romanisme ; dans son article sur « la catholicité de l'Eglise d'Angleterre » (1840), il revendique pour elle les notes de la véritable Eglise, sauf l'universalité, qu'elle posséderait si elle pouvait s'unir à Rome enfin réformée et purifiée. En

février 1841, pour retenir certains tractarians tentés d'entrer dans l'Eglise romaine, il démontrait dans le tract 90 que les XXXIX articles, corps de doctrine anglicane, ne portaient aucune atteinte à l'essence de la vérité catholique ; on cria au fanatisme et au « jésuitisme » ; le conseil des chefs de collèges condamna le tract, mais l'évêque d'Oxford demanda inutilement à Newman de se rétracter. Ses amis le défendaient, surtout le fougueux Ward et le calme Pusey, l'un poussant ses idées jusqu'à leurs conséquences extrêmes, l'autre s'attachant à les minimiser.

Les Anglicans avaient, d'ailleurs, raison de s'inquiéter : en dépit de la position prise par Newman, la marche vers Rome s'accroissait. Troublé, affamé de paix et de réflexion, Newman se retirait, en 1842, dans la solitude de Littlemore et s'y livrait avec plusieurs de ses amis à un examen approfondi de ses idées religieuses ; en 1843, il faisait paraître une rétractation de ses attaques les plus violentes contre l'Eglise catholique ; en 1844, Ward publiait *L'Idéal d'une Eglise anglicane*, où il ne trouve d'autre modèle à proposer pour sa réforme que le romanisme lui-même ; en août 1845, Ward passait au catholicisme ; trois mois après, le 8 octobre 1845, Newman prononçait son abjuration entre les mains du Père Dominique, religieux passioniste ; il laissait dans l'anglicanisme toute sa famille et des amis de cœur comme Pusey et Keble. Sur les conseils de Mgr Wiseman, alors président du collège d'Oscott, il va à Rome se préparer à la prêtrise et étudie la manière dont est organisé l'Oratoire de Saint-Philippe-de-Néri ; dès 1847, la première maison de l'Oratoire est établie à Birmingham. Grâce à l'apostolat de ces religieux et à l'influence de Wiseman, nommé provicaire apostolique du district de Londres, le catholicisme prend un essor nouveau.

Une autre conversion retentissante se prépare : celle de **Manning**. Deux idées soulignées par le mouvement tractarian l'ont frappé, celle de l'unité et celle de l'infailibilité, et il les trouve de moins en moins conciliables avec l'anglicanisme dont l'orthodoxie reste à la merci des décisions d'Etat : voici l'élection de Hampden, un rationaliste, à l'épiscopat anglican ; voici celle d'un autre rationaliste,

Gorham, à une cure, malgré l'évêque, par le comité judiciaire du conseil privé. Combien apparaît plus forte la hiérarchie catholique, dont l'année 1850 voit le rétablissement en Angleterre avec un archevêque de Wesminster, **Wiseman**, devenu cardinal. L'anglicanisme fait rage : les journaux, le *Times* en tête, les parlementaires groupés derrière le premier ministre, John Russel, signalent « l'agresion papale » ; la populace de Londres brûle les mannequins du pape et de Wiseman. Mais celui-ci en impose par son sang-froid : il lance son « Appel au peuple anglais » pour dissiper les préjugés et reprocher aux protestants leur partialité : tout s'apaise. C'est même l'occasion pour Manning de faire le dernier pas : mis en demeure de prendre part aux protestations, il s'y est refusé et a résilié ses fonctions d'archidiacre de Chichester. L'année suivante, il se convertit. Wiseman, Newman, Manning, tels sont les hommes de grande valeur qui vont diriger le catholicisme anglais.

Il faut pourtant reconnaître que l'extension du catholicisme eût été plus grande si les divisions n'avaient pas éclaté : à propos de la question du catholicisme libéral des partis se formèrent, Newman et Manning se brouillèrent ; Manning se défiait de l'apologétique de Newman, qui voulait attirer ses anciens correligionnaires à l'Eglise romaine par des arguments d'approche ; craignant son influence sur la jeunesse, il l'empêcha à deux reprises (1864 et 1866) d'établir une maison de l'Oratoire à Oxford. Newman, froissé, se retrancha dans l'étude : en 1870 paraîtra son ouvrage intitulé *An Essay towards a Grammar of Assent*, où il réfute les objections de la philosophie contemporaine contre le principe du christianisme. Au moment du concile du Vatican, nouvelles divergences de vues : Newman se déclarait inopportuniste et Manning infaillibiliste combattif. Celui-ci s'occupa beaucoup des œuvres sociales et, sur ce terrain, ne craignit pas de se rencontrer avec les non catholiques. Pie IX créa Manning cardinal en 1875, Léon XIII Newman en 1878. Lorsque celui-ci mourut en 1890, Manning voulut effacer toute trace des anciens dissentiments en prononçant son oraison funèbre ; lui-même s'éteignit le 14 janvier 1892.

II. **Le ritualisme.** — Les Tractarians demeurés anglicans s'étaient groupés autour de **Pusey** ; celui-ci espéra d'abord un compromis, une sorte d'English Church, qui eût occupé dans l'Eglise universelle une situation assez analogue à celle de certains rites orientaux ; il exposa ce projet dans le fameux livre intitulé : *Un Eirenicon, l'Eglise d'Angleterre*. Depuis, les « anglo-catholiques » n'ont cessé de prôner un rapprochement et même l'ont réalisé d'une certaine façon ; ils ont restauré dans leurs Eglises la plupart des usages romains : missel, cérémonial de messe, chapelet, eau bénite, etc. ; d'où leur nom de ritualistes. Souvent, ils pratiquent la vie catholique jusque dans ses exigences ascétiques : les clergymen s'imposent le célibat, des congrégations religieuses surgissent où la confession auriculaire et la communion quotidienne sont adoptées. Au sein de l'anglicanisme, les ritualistes devinrent des suspects : les *evangelicals* les combattirent, faisant appel contre eux aux passions de la foule, à l'autorité judiciaire, à l'autorité épiscopale impuissante parce que divisée ; on en appela même au pouvoir législatif, et des amendes énormes, voire l'emprisonnement, frappèrent les délinquants. Cependant, l'opinion s'inscrivait en faveur de la liberté : lorsque le docteur King, évêque de Lincoln, fut traduit devant l'archevêque de Cantorbéry, Tait, celui-ci dérima le conflit en accordant une suffisante latitude aux ritualistes.

Un moment, les passions anti-romaines reparurent lorsque, sur l'initiative de quelques catholiques anglais poussés par Lord Halifax, la question des ordinations anglicanes se rouvrit en 1896. On avait persuadé à Léon XIII que, pour faire taire les protestations des anglicans, une enquête s'imposait : une commission d'experts fut instituée ; après avoir rédigé des rapports personnels, ils se réunirent au Vatican et formulèrent un avis d'ensemble ; alors, les cardinaux constituant le Conseil suprême du Saint-Office tranchèrent

Ordinations anglicanes. — Cal GASQUET, *Leaves of my Diary* (1894-96), 1911. — *Ordines anglicani, Expositio historica et theologica* (Rapport rédigé au nom de la Commission nommée par le cardinal Vaughan), 1896. — SYDNEY F. SMITH, art. *Ordinations anglicanes*, dans *Dict. Apologétique*.

le débat en connaissance de cause et la bulle *Apostolicæ curæ* du 13 septembre 1896 se prononça définitivement contre la validité des ordinations anglicanes. Dans une lettre ouverte appelée la *Responsio*, les anglicans répliquèrent, appuyés par les signatures des deux archevêques de Cantorbéry et d'York, Temple et Maclagan (19 février 1897) ; les évêques catholiques d'Angleterre répondirent victorieusement dans un écrit intitulé : *A vindication of the Bull Apostolicæ curæ*. Comme certains catholiques français donnaient à la bulle pontificale une valeur purement provisoire, Léon XIII déclara, dans une lettre au cardinal Richard, que son intention avait été de « juger absolument et de trancher définitivement la question » (*absolute judicare et penitus dirimere*).

L'Eglise catholique n'a cessé de grandir en Angleterre. Le cardinal Vaughan, successeur de Manning (1892-1903), construisit la cathédrale de Westminster. En 1908, le Congrès eucharistique de Londres souligna les progrès réalisés ; le romanisme cessait d'être regardé comme une monstruosité assimilable au fétichisme : au couronnement de Georges V on supprima de la Déclaration royale ce qui était injurieux aux catholiques. Les progrès étaient suffisants pour qu'en 1911, Pie X substituât à la seule province de Westminster trois provinces ecclésiastiques ainsi réparties : Liverpool avec les évêchés de Salford, Hexham, Leeds et Middlesborough ; Birmingham avec Newport, Plymouth, Shrewsbury et Menevia : Westminster avec Southwark, Nottingham, Northampton, Portsmouth et Clifton. L'enseignement s'est développé : Manning avait essayé en vain de fonder une sorte de faculté catholique à Kensington (1874), mais, depuis lors, le cardinal Vaughan établit à Oxford et à Cambridge des centres d'action et de préservation religieuses. L'enseignement primaire catholique, qui reçoit

Irlande. — BAUMSTARK, *O'Connell*, 1873. — AD. PERRAUD, *Etudes sur l'Irlande contemporaine*, 2 vol., 1862. — L. PAUL-DEBOIS, *L'Irlande contemporaine*, 1907. — SHEEHAN, *Ireland since Parnell*, 1921. — YANN M. GOBLET, *L'Irlande dans la crise universelle*, 1921. — Pour l'état actuel, voir *The catholic directory* publié chaque année pour l'Angleterre à Londres, pour l'Ecosse à Edimbourg

des subsides de l'Etat, s'est beaucoup développé. La presse catholique est représentée par plusieurs journaux hebdomadaires, le *Tablet*, le *Catholic Times*, l'*Universe* et par deux revues importantes, le *Month* et la *Dublin Review*.

L'Irlande qui, en 1829, avait obtenu l'émancipation des catholiques du Royaume-Uni, voulut achever de se libérer. Dans ce pays qui, sur 8 millions d'habitants, ne possédait que 850.000 protestants, l'Eglise anglicane officielle était maîtresse : elle possédait un revenu d'environ 20 millions, elle percevait les dîmes et une taxe d'entretien des bâtiments auxquelles les catholiques eux-mêmes devaient participer ; d'ailleurs, tous emplois publics étaient accaparés par les protestants. Ajoutons qu'il existait une question agraire : les pauvres fermiers irlandais payaient des fermages exorbitants à de riches tenanciers anglicans qui pouvaient les « évincer » à leur guise. Les Irlandais employèrent la résistance passive, refusant de payer les dîmes au clergé anglican. O'Connell fut l'âme du mouvement protestataire qu'il voulut maintenir dans les limites de la légalité. Il commença par une action parlementaire, il s'allia aux whigs libéraux et obtint ainsi du ministère Melbourne un régime de douceur, sans changement foncier dans la législation (1835-41). Mais, lorsque Robert Peel, chef du parti tory conservateur, arriva au pouvoir, O'Connell adopta une attitude combattive et jugea que le salut de l'Irlande était dans l'autonomie législative : il constitua la *Ligue pour l'abrogation de l'Union* (1841) et tint des meetings monstres : il fut arrêté, condamné, puis grâcié. Peel dut accorder des concessions aux Irlandais : en 1845, malgré l'opposition protestante, il fit monter de 900 à 26.000 livres la subvention de l'Etat au collège de Maynooth, séminaire où se formaient les prêtres irlandais. Mais O'Connell mourut, en 1847, sans avoir obtenu gain de cause.

L'agitation irlandaise subsista et adopta parfois des procédés violents qu'O'Connell aurait désavoués (*fenians*). Les

et pour l'Irlande à Dublin. - D'une façon générale, voir les trois articles *England, Scotland, Ireland*, dans *Catholic encyclopedia*, 15 vol., Londres et New-York, 1907-12. — A. GUYARD, art. *Grande Bretagne et Irlande*, dans *Dict. de Théol.*

élections de 1868 amenèrent au pouvoir un libéral-conservateur, Gladstone, qui, sans être partisan du *home-rule*, voulait satisfaire les réclamations justifiées des catholiques irlandais. Il enleva à l'Eglise anglicane d'Irlande sa situation privilégiée en la séparant de l'Etat et abolit son droit de lever des dîmes sur les dissidents (*disestablishment*) ; une partie de ses domaines aliénés servit à subventionner les deux autres Eglises d'Irlande, la presbytérienne et la catholique (*disendowment*). La question du *home rule* subsista ; mais elle n'eut plus un caractère confessionnel aussi marqué qu'au temps d'O'Connell ; le mouvement fut même conduit par un protestant, Parnell. Les catholiques ne pouvaient le suivre aveuglément ; quand il se sera discrédité par un procès en adultère (1890), le clergé irlandais se déclarera nettement anti-parnellite. Le *home-rule* n'en resta pas moins dans le programme des catholiques, tandis que les protestants de l'Ulster, formés en sociétés secrètes (*loges orangistes*), restaient unionistes et créaient une « Ligue contre le *Home-rule* ». Lorsqu'en 1912, la Chambre vota un bill de *Home-rule* qui accordait à l'Irlande un gouvernement complet en résidence à Dublin, ils demandèrent un gouvernement séparé pour l'Ulster et s'organisèrent militairement ; une véritable guerre religieuse était sur le point d'éclater en Irlande quand le conflit européen de 1914 amena une diversion. Après la grande guerre, les Irlandais obtiendront, au prix de nouvelles luttes, une large autonomie analogue à celle des colonies britanniques.

L'Irlande comprend actuellement quatre provinces ecclésiastiques : Armagh, Dublin, Cashel et Emly, Tuam. L'instruction publique est présidée par un Conseil national d'éducation, dont dix membres sur vingt sont catholiques ; nombre d'écoles sont tenues par des religieux et des religieuses. En 1908, on érigea, à Dublin, l'Université nationale d'Irlande, où les catholiques ont la prédominance et dont l'archevêque de Dublin est chancelier. Il existe un magnifique séminaire à Maynooth avec six cents étudiants. La presse catholique est bien organisée : il faut citer surtout le *Freemans's Journal* et le *Daily independent*, journaux quotidiens de Dublin.

L'Ecosse avait bénéficié de l'Acte d'Emancipation de 1829 ; mais elle ne comptait guère alors que 100.000 catholiques. Cependant, le catholicisme prospéra ; les démarches faites successivement par Wiseman obtinrent deux archevêchés : Saint-Andrews-Edimbourg et Glasgow. Le nombre des catholiques dépasse aujourd'hui le demi-million dont 380.000 pour le diocèse de Glasgow.

CHAPITRE V

LA QUESTION ROMAINE JUSQU'EN 1850

L'un des gros embarras de la papauté au XIX^e siècle fut la question du pouvoir temporel. Les traités de 1815 avaient restauré les Etats pontificaux. Pie VII partagea le pays en 18 légations, chacune sous l'autorité d'un cardinal-légal. Mais ce gouvernement ecclésiastique était trop faible pour triompher des bandits qui, descendus des montagnes, opéraient des razzias jusqu'aux environs de Rome ; d'autre part, il devait se défendre contre deux sociétés secrètes : les francs-maçons dont le but était directement anti-religieux, les carbonari qui poursuivaient surtout une fin politique, libérer la péninsule en chassant les Autrichiens de l'Italie septentrionale et en s'emparant de Rome. Recrutées parmi les bourgeois libéraux et voltairiens ces associations étaient très actives ; le pape les condamna et on essaya de leur opposer la société des sanfedistes. Cependant, Pie VII et son ministre Consalvi suivirent une politique pacifiste.

I. La politique conservatrice de Grégoire XVI, la révolution de 1830 et l'intervention austro-française. —

I. Grégoire XVI et la question romaine. — CHARLES SYLVAIN, *Grégoire XVI et son pontificat* 1890. — AMMAN, art. *Grégoire XVI*, dans *Diet. de Théol.* — A. CAVALOTTI, *Memorie sulle società segrete dell'Italia meridionale*, 1904. — ORESTE DIO, *Massoneria, Carboneria ed altre società segrete nella storia del Risorgimento italiano*, Turin, 1905. — ARTAUD DE MONTOR, *Histoire de Léon XII*, 1843 ; *Histoire de Pie VIII*, 1844.

Voyant le danger plus pressant **Léon XII (1824-1829)** inaugura un régime de rigueur ; il rétablit la juridiction ecclésiastique en matière civile, et surtout ordonna la poursuite des carbonari qui se virent condamner à la prison, au bannissement et au *precetto politico*, c'est-à-dire à l'internement à vue dans une ville. Cependant l'agitation couvait toujours ; elle fut encouragée par la Révolution de 1830 et pour se manifester profita de l'interrègne qui suivit la mort de **Pie VIII**, l'éphémère successeur de Léon XII. On voulait avant tout se débarrasser du gouvernement des prêtres sans trop savoir par quoi on le remplacerait : Jérôme Bonaparte ou un fils d'Eugène de Beauharnais. Des conjurés furent arrêtés, sur l'ordre du duc de Modène, dans la maison de leur chef Menotti ; à la nouvelle, ceux des Etats de l'Eglise se soulevèrent et l'insurrection s'étendit de Bologne à toute la Romagne, à l'Ombrie et aux Marches. A Bologne, centre du mouvement, des députés assemblés déclarèrent « l'affranchissement complet de la domination temporelle du pape et l'union complète en un seul gouvernement » ; ils organisèrent un pouvoir central composé d'un président et de sept ministres, tandis qu'un colonel des guerres impériales, après s'être emparé d'Ancône, se préparait à marcher sur Rome. Le nouveau pape **Grégoire XVI** et son secrétaire Benetti eussent voulu triompher sans le concours de l'étranger ; le cardinal Benvenuti fut envoyé comme légat extraordinaire en vue de rétablir l'ordre ; mais les mutins s'emparèrent de lui. Le pape dut recourir à l'empereur d'Autriche, François II ; heureux d'intervenir dans les affaires italiennes, celui-ci envoya une armée qui s'empara de Bologne et de la Romagne ; enfermés dans Ancône, les insurgés signèrent avec leur prisonnier, le cardinal Benvenuti, une capitulation accordant une amnistie générale (mars 1831). Toutefois, cette intervention autrichienne donnait aux grandes puissances l'occasion de s'immiscer dans les affaires pontificales ; par un memorandum du 21 mars 1831, l'Angleterre, l'Autriche et la France indiquèrent au pape les mesures capables de satisfaire ses sujets et de lui épargner des révoltes : participation des laïques à l'administration et à la justice, établissement d'un régime constitutionnel

grâce à une représentation municipale élue pour les communes, grâce à des conseils provinciaux, grâce enfin à un conseil d'Etat laïque qui remettrait de l'ordre dans les finances. A peine Grégoire XVI avait-il réalisé certaines de ces réformes que la révolte recommença : en Romagne des gardes civiques s'organisent et entrent en conflit avec les gardes suisses du pape (1832) Il fallut une seconde fois demander l'aide de l'Autriche qui réprima l'insurrection. Mais la France voyait avec inquiétude ces interventions ; pour y faire contrepoids, Casimir Périer résolut de prendre des garanties en occupant Ancône. D'abord mal impressionné, Grégoire XVI finit par accepter : l'occupation franco-autrichienne devait se prolonger jusqu'en 1838.

Grégoire XVI avait une grande défiance des innovations du libéralisme politique ; et d'ailleurs l'Autriche y était opposée parce qu'elle ne voulait pas opérer des changements analogues dans ses possessions italiennes. Grégoire XVI sut pourtant parer à la situation. Au point de vue administratif, dès le 5 juillet 1831 parut un important édit : chaque province serait sous la direction d'un prolégat laïque, sorte de préfet, directement aidé par une commission « *governative* » composée de quatre propriétaires ; d'ailleurs, un conseil provincial fixerait les impôts, le budget, les travaux publics ; il serait composé de membres choisis par le pape, mais sur une liste d'éligibles désignés par les conseils municipaux. Sous les prolégats, à la tête de chaque district, un « gouverneur » équivalant à un sous-préfet. C'était, somme toute, une manière de régime censitaire aussi équitable que tout autre. Les réformes judiciaires furent considérables : le nombre des tribunaux compliquait et parfois faussait la procédure par suite de la multiplicité indéfinie des appels ; Grégoire XVI réduisit à trois les degrés de juridiction : dans chaque district, les gouverneurs ; dans chaque province, un tribunal de cinq juges au lieu du seul prêteur d'autrefois, mesure sage capable de prévenir la corruption ; enfin deux tribunaux supérieurs, dits tribunaux d'appel, l'un à Bologne pour les Légations, l'autre à Macerata pour la Romagne et les Marches, ce qui exemptait de recourir jusqu'à Rome. Les réformes financières ne furent pas moins

importantes : dès le 21 novembre 1831, Grégoire XVI installa une commission permanente de contrôle, dite Congrégation de Revision qui prit d'utiles mesures.

Mais rien ne pouvait satisfaire les révolutionnaires qui voulaient non l'amélioration, mais la destruction de l'Etat pontifical. En dehors des aspirations orgueilleuses de la maison de Savoie, ils avaient maintenant pour chef le tribun **Mazzini** qui, dès 1831, fonda le parti de la « Jeune Italie ». « La Jeune Italie, disait-il, est républicaine et unitaire ». Pour réaliser son plan, il prônait non plus l'ancienne organisation des sociétés secrètes qui ne groupaient qu'une minorité, mais l'action au grand jour, la prétendue éducation nationale par la parole et par les livres. Des publications parurent qui entretenirent le sentiment nouveau, tels les *Monumenta historicæ patriæ*, et l'*Archivio storico italiano*. Or, l'Italie de demain devait avoir pour capitale Rome libérée du joug pontifical et libérant le monde du joug chrétien. Pour réaliser ce programme, divers essais de révoltes furent tentés dans la Péninsule, soit à Gênes, soit en Savoie. En 1845, de nouveaux troubles éclatèrent dans les Romagnes ; ils furent apaisés grâce aux régiments suisses que le gouvernement pontifical n'entretenait qu'à grands frais en obérant le trésor. Quand Grégoire XVI mourut en 1846, il laissait une situation des plus difficiles.

II. La politique libérale de Pie IX, la révolution de 1848 et l'intervention française. — Son successeur l'évêque d'Imola, le cardinal Mastai, prit le nom de **Pie IX**.

I. Pie IX. — MAROCCO, *Pie IX*, 5 vol., Turin, 1861-84. — A. POU-
GEOIS, *Histoire de Pie IX*, 6 vol., 1877-1886. — VILLEFRANCHE, *Pie IX*,
sa vie, son œuvre, 19^e édit., 1889. — CH. SYLVAIN, *Hist. de Pie IX*
et de son pontifical, 3 vol. — STEPISCHNEGG, *Papst Pie IX und*
seine zeit, 2 vol., 1879. Sur les événements romains en 1848 :
DE LA GORCE, *Histoire de la deuxième République*, 2 vol. — LES-
SEPS, *Ma mission à Rome*, 1849. — VAILLANT, *Siège de Rome*, 1851.
E. BOURGEOIS et CLERMONT, *Rome et Napoléon III*, 1907. — COSTA
DE BEAUREGARD, *Les dernières années du roi Charles-Albert*, 1890.
— BOLTON KING, *Histoire de l'unité italienne de 1814 à 1871*, trad.
franç., 2 vol., 1901 (très hostile). — G. BOURGIN, *Le risorgimento*
en Italie (1789-1870), 1911. — MATTER, *Carour et l'unité italienne*,
t. I, Avant 1848, 1922 ; t. II (1848-1856), 1926.

Il se sentit aussitôt entraîné par le mouvement de libéralisme politique qui traversait alors l'Italie, le *Risorgimento* (résurrection). Sans compter le comte Balbo, auteur de *Speranze d'Italia* (1844) et Maxime d'Azeglio qui écrivit *Degli ultimi casi di Romagna* (1846), ces aspirations possédaient un théoricien catholique dans le prêtre **Gioberti**, dont le livre *Primato morale e civile degli Italiani* eut un succès inouï. « D'après lui, le temps des conspirations est passé. Rien n'est possible sans l'intime accord des princes, du peuple, du souverain pontife. On ne peut rien faire en Italie sans le pape ou contre le pape, on ne doit rien tenter que par lui et avec lui. Ebranlée sous la bannière de la primauté, la foule italienne ira au but marqué : la confédération italienne sous la suprématie morale du souverain pontife, l'accord entre la religion et la civilisation moderne, la suprématie militaire et politique de la maison de Savoie et de Piémont » (De Crozals). Jusqu'à quel point Pie IX fut-il séduit par ces idées ? En tous cas, il voulut aussitôt réaliser des réformes libérales ; les principales furent l'amnistie de tous les condamnés politiques (juillet 1846), la Constitution d'un conseil d'Etat composé de laïques (avril 1847) la formation d'une garde civique (juillet 1847). Pie IX en recueillit une énorme popularité. Le 14 mars 1848, il octroyait une constitution à ses sujets avec deux conseils, l'un de cent députés élus par les censitaires, l'autre de pairs nommés par le Saint-Siège ; il composait d'ailleurs son cabinet presque exclusivement de laïques. Ainsi passait-il de la période réformiste à une ère nettement constitutionnelle. Mais, le libéralisme politique de Pie IX restait de très bon aloi : « Vous savez, disait-il à Rossi, qu'il est des limites que nous ne pouvons franchir ». Sa première encyclique, préluant au Syllabus, dénonçait « cet épouvantable système d'indifférence qui ôte toute distinction entre la vertu et le vice » ; elle flétrissait « ces sectes secrètes, sorties des ténèbres pour la ruine de la religion et des états » (9 novembre 1846).

Le succès de Pie IX libéral fut de courte durée. Les agitateurs réclamaient toujours plus : liberté complète de la presse, expulsion des jésuites. D'autre part le mouvement

nationaliste ne serait satisfait qu'après avoir libéré l'Italie de la domination étrangère. Dès 1848, le Piémont, la Toscane et Naples entrèrent en lutte avec l'Autriche ; mais Pie IX comme pape ne pouvait les suivre : il rappela qu'il était « le vicaire de celui qui est toute paix et principe d'amour ». D'ailleurs, la clairvoyance du secrétaire d'Etat **Antonelli** avait compris que la guerre avec l'Autriche serait funeste à la papauté : en cas de victoire, le Piémont deviendrait vite un suzerain dominateur, en cas de revers le mouvement républicain se déchaînerait. En effet, après la défaite du Piémont le parti mazzinien gagna en popularité d'autant plus que le souffle de la révolution française de 1848 avait passé sur l'Italie ; à Rome on exploitait les critiques qu'avait valu à Pie IX son refus d'intervention. En vain essaya-t-il de faire tête à l'orage, en appelant au ministère l'énergique **Rossi**, un libéral anti-révolutionnaire. Rossi arborait un programme très net : à l'intérieur, appliquer la Constitution nouvelle, mais s'opposer à tout agissement des mazziniens ; au point de vue extérieur, garder la neutralité, confier l'armée à un général qui ne fût inféodé ni au Piémont, ni à l'Autriche, favoriser l'établissement d'une Confédération italienne sans y donner une prééminence à la maison de Savoie. Les sectes révolutionnaires résolurent la mort de Rossi ; le 15 septembre, il tombait frappé à la gorge d'un coup de stylet. C'était le triomphe momentané des républicains : après avoir fait constater aux ambassadeurs qu'il cédait à la violence, le pape s'enfuit à Gaëte dans le royaume de Naples. Une constituante bientôt élue déclara la déchéance de Pie IX et proclama la **République romaine** sous un triumvirat dont Mazzini fut le chef (9 février 1849).

La dépossession du souverain pontife intéressait le monde catholique tout entier : elle créait la question romaine. Dans un mémoire diplomatique, le cardinal Antonelli pria les puissances de libérer Rome ; la France, l'Espagne, l'Autriche et Naples offrirent leur armée à Pie IX proscrit ; l'Autriche occupa la Romagne ; mais le meilleur appui vint de la France ; **Louis Napoléon**, récemment élu Président, patrona l'intervention. Une armée commandée par le géné-

ral Oudinot débarqua à Civitta-Vecchia ; une première attaque contre Rome fut repoussée par les républicains ; on dut envoyer Ferdinand de Lesseps pour négocier avec Mazzini. Mais Louis-Napoléon voulait donner des gages aux catholiques ; il avait mis aux affaires étrangères de Tocqueville, favorable à sa politique romaine. Oudinot reçut l'ordre d'attaquer Rome à nouveau ; le général d'artillerie Vaillant bombarda le faubourg Trastevere et ouvrit la brèche ; voyant toute résistance impossible, le chef des insurgés, **Garibaldi**, sortit de la ville avec ses volontaires. Pie IX rentra dans Rome ; il fit un minimum de concession en adoptant une *consulta*, sorte de corps purement délibératif dont il choisissait les membres sur une liste dressée par les notables provinciaux. La situation n'en demeurait pas moins tendue. Une garnison française dut séjourner à Rome pour assurer la sécurité du Saint-Siège.

L'Eglise pendant la seconde moitié du XIX^e siècle

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION ROMAINE APRES 1850

I. Premier vol du Piémont avec la complicité de Napoléon III : prise de la Romagne, des Marches et de l'Ombrie (1860). — La question italienne se rouvrit lorsque le Piémont fut assuré de l'appui de Napoléon III ; lors de l'entrevue de Plombières, l'empereur promit au ministre du Piémont **Cavour**, de libérer le royaume lombard-vénitien à condition qu'on lui donnerait la Savoie et Nice. Marquée par les victoires françaises de Magenta et de Solferino (1859), la guerre contre l'Autriche fut pourtant écourtée par Napoléon III anxieux des pertes éprouvées et de la mobilisation de la Prusse ; il fit une paix qui déçut les Piémontais parce qu'elle ne leur accordait que la Lombardie et laissait la Vénétie à l'Autriche. Mais ils s'étaient dédommagés durant la guerre même dans l'Italie centrale : à leur appel non seulement les trois duchés, Toscane, Parme, Modène, mais aussi les Légations pontificales (Romagne) avaient formé des gouvernements provisoires qui votèrent l'annexion à la maison de Savoie. En Romagne, une assemblée constituante déclara « ne plus vouloir du gouvernement temporel du pape » et « vouloir l'annexion au royaume de Sardaigne ». Ancien carbonaro, Napoléon III ne désirait pas rétablir en Romagne le pouvoir pontifical ; volontiers, il eût admis une solution soi-disant mixte qui eût consisté à remettre le pays au roi de Sardaigne **Victor-Emmanuel**, en

le parant du titre peu gênant de vicaire du Saint-Siège. Il fit alors rédiger par le directeur du service de la presse La Guéronnière une brochure intitulée *Le pape et le congrès* (22 décembre 1859) ; on y expliquait que l'indépendance du pape serait sauvegardée, même et surtout par un minuscule pouvoir temporel : « Plus le territoire est petit, plus le souverain sera grand ». En France, l'épiscopat protesta dans ses mandements, entre autres Mgr Pie, évêque de Poitiers, et Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans. L'*Univers* conseilla de protester en signant des adresses au pape ; il fut frappé d'avertissement. Dans l'entourage de l'empereur, la cause pontificale trouvait des champions, notamment l'impératrice Eugénie et le ministre des affaires étrangères Waleski. Pie IX indigné appela la brochure *le Pape et le congrès* « un monument insigne d'hypocrisie ». Napoléon III passa outre ; il écrivit à Pie IX que « le plus conforme aux intérêts du Saint-Siège, ce serait de faire le sacrifice des provinces révoltées et de demander aux puissances de lui garantir le reste » (31 décembre 1859). Pie IX répondit par une protestation ; il envoya aux évêques de France une encyclique où en les remerciant il les encourageait à défendre toujours « le maintien du patrimoine de saint Pierre dont la conservation intéresse tous les catholiques » (19 janvier 1860). L'*Univers* publia l'encyclique ; il fut supprimé. Le nouveau ministre des affaires étrangères Thouvenel répliqua par une circulaire où il reprochait au pape de « faire appel aux consciences au nom de la foi pour un intérêt simplement temporel ». A ce moment même, sollicité par Cavour et

1. **La question italienne pendant le Second Empire.** — *Sources* : Cavour, *Lettres* (édit. Chiala), 6 vol., 1883-78 ; *Discorsi*, 12 vol., 1863-72 ; *Nouvelles lettres*, 1889. — RICASOLI, *Lettre*, 10 vol., 1887. — B. d'HARCOURT, *Les quatre ministères de Drouyn de Lhuys*, 1882 (doc. du ministère des Aff. étr. sur l'Italie). — THOUVENEL, *Le secret de l'Empereur*, 2 vol., 1889 (lettres confidentielles relatives à l'Italie). — GARIBALDI, *Autobiography* (en angl.), 3 vol., 1839. — *Travaux* : DE LA GORCE, *Histoire du second Empire*, 7 vol., — E. OLLIVIER, *L'Empire libéral*, 14 vol. — ROTHAN, *Napoléon III et l'Italie*, 1899. — REUCKLIN, *Geschichte Italiens*, 4 vol., 1859-73 (coll. *Staatengeschichte*). — DE CROZALS, *L'Unité italienne, 1851-1870* (coll. *Bibl. d'hist. ill.*). — MATTER, *Cavour et l'Unité italienne*, 2 vol., 1922 et 1926.

son chargé d'affaires Nigra, Napoléon III consentait à l'annexion de l'Italie centrale, sous l'obligation pour le Piémont d'exécuter les clauses de Plombières : réunion du comté de Nice et de la Savoie à la France. Ainsi le Pape était-il dépouillé une première fois d'une partie de ses biens, la Romagne. Cette annexion est un événement aux conséquences importantes : en France, il inaugure la mésentente entre le gouvernement impérial et les catholiques ; Napoléon III laissa désormais les journaux anti-cléricaux faire campagne contre le pape et la religion. En Italie, l'annexion de la Romagne mettait le parti national italien en appétit de spoliation ; il forçait le pape à organiser la défense. Pie IX enrôla une petite armée de volontaires, Autrichiens, Irlandais, Belges, Français dont il confia le commandement au général **Lamoricière**.

La révolution royale piémontaise avait annexé l'Italie centrale ; en cette même année 1860, la révolution républicaine garibaldienne s'emparait du royaume de Naples ; puis remontant encore, Garibaldi envahit les Etats pontificaux. La lutte s'engagea entre ses bandes et l'armée de Lamoricière ; mais le Piémont qui favorisait sous main l'épopée garibaldienne intervint bientôt ; Cavour somma le pape de licencier ses soldats étrangers « qui insultaient le gouvernement national et empêchaient le peuple de manifester ses vœux ». Il écrivit à Napoléon : « Nous sommes forcés d'agir » ; et Napoléon fit répondre en secret : « *Fatte, ma fatte presto* ». Il fut facile à l'armée piémontaise de l'emporter : on occupa les Marches et l'Ombrie ; l'armée pontificale fut battue glorieusement à **Castelfidardo** (18 septembre 1860) ; ce qui en resta fut pris dans Ancône. On fit voter par les habitants de l'Ombrie et des Marches l'annexion au Piémont.

II. Deuxième vol du Piémont malgré Napoléon III : prise de Rome (1870). — La question romaine va désormais être le nœud de la politique italienne. Les républicains farouches, Garibaldi, Mazzini et consorts réclament l'annexion de Rome qu'ils veulent délivrer de « la tyrannie des prêtres ». Le gouvernement piémontais la désire aussi

parce que cette ville leur paraît la vraie capitale de l'Italie unifiée. « Il faut que nous allions à Rome, disait Cavour, mais à deux conditions : que ce soit de concert avec la France et que la grande masse des catholiques en Italie, et ailleurs ne voie pas dans la réunion de Rome au reste de l'Italie le signal de l'asservissement de l'Eglise ». Mais Napoléon III qui devait ménager en France l'opposition catholique ne voulait plus rien concéder. Cavour († 1861) et les successeurs de sa politique durent malgré eux marcher au pas de l'Empereur. Quand Garibaldi entreprit dès 1861 une nouvelle attaque sur Rome, le gouvernement piémontais dut défendre le pape (combat d'Aspromonte). L'incident accrut les défiances de Napoléon III ; il l'ancra dans l'idée de maintenir à Rome des troupes d'occupation : c'est alors qu'il remplaça aux affaires étrangères le ministre Thouvenel favorable aux Piémontais par Drouin de Lhuys. Le gouvernement de Victor-Emmanuel louvoya, acquiesça extérieurement aux volontés de Napoléon III, et pour bien le lui faire croire transporta son siège de Turin à Florence : ville considérée par l'Empereur comme capitale possible de l'Italie unifiée. Tranquillisé, Napoléon III consentit à conclure la **Convention de septembre 1864** dont voici la teneur essentielle : Art 1^{er}. L'Italie s'engage à ne pas attaquer le territoire actuel du Saint-Siège et à empêcher même par la force toute attaque venant de l'extérieur contre ledit territoire. Art. 2. La France retirera ses troupes graduellement et à mesure que l'armée du Saint-Père sera organisée. L'évacuation devra néanmoins être accomplie dans le délai de deux ans.

Après avoir aiguillonné le mouvement national italien, Napoléon III prétendait donc l'arrêter à deux pas du but final. Mais les Piémontais, eux, n'étaient pas sincères ; dans son rapport sur les négociations de la Convention de septembre la commission de la Chambre disait : « Nous ne renonçons pas à Rome, nous renonçons simplement à y aller par la force ». Quant au pape, il se montra justement froissé que la Convention eût été conclue en dehors de lui ; il estimait, d'ailleurs, que le retrait des troupes françaises amènerait rapidement une attaque du gouvernement de

Florence : « Il est impossible, disait Antonelli, d'avoir la moindre confiance dans la parole ou la signature du Piémont. » Quand, en 1866, la France retira ses troupes, on put s'attendre à des événements. Garibaldi s'agite ; pour la forme, le ministre piémontais Ratazzi le fait arrêter ; stimulé par son beau-père, le prince Napoléon, Victor-Emmanuel préparait sous main l'annexion ; on apprit bientôt que Garibaldi était libre et qu'il concentrait des bandes de volontaires sur les frontières pontificales. L'esprit de la Convention de septembre était donc violé. Napoléon III télégraphia au roi du Piémont : « L'accroissement des volontaires et l'évasion de Garibaldi prouvent que V. M. se laisse dominer par la révolution. » Il envoya une expédition française défendre Rome contre Garibaldi ; jointes aux zouaves pontificaux, ces troupes écrasèrent Garibaldi à **Mentana** (novembre 1867) ; et le ministre Rouher appuyant sur le sens de l'expédition, s'écria : « Nous le déclarons, l'Italie ne s'emparera de Rome jamais. » — « Nous lui ferons voir son jamais », repartit Victor-Emmanuel.

De fait, quand les troupes françaises eurent été rappelées au début de la guerre franco-allemande, les Piémontais envahirent le territoire pontifical ; Pie IX ne voulut céder qu'à la violence ; par la brèche de la Porta Pia, les troupes de Victor-Emmanuel entrèrent dans Rome (20 septembre 1870). Dès le 11 novembre, Pie IX protesta dans une Encyclique. Pour atténuer le sacrilège, le Gouvernement italien publia, le 15 mai 1871, la **loi des garanties** : Article premier. La personne du Souverain Pontife est inviolable et sacrée. Art. 2. L'attentat contre la personne du Souverain Pontife est puni des mêmes peines que l'attentat contre la personne du roi. Art. 3. Le Gouvernement italien rend au Souverain Pontife, dans le territoire du royaume, les honneurs souverains. Art. 4. Est conservée en faveur du Saint-Siège la dotation d'une rente annuelle de 3.225.000 livres. Art. 5. Le Souverain Pontife continue à jouir des palais apostoliques du Vatican et du Latran. Art 12. Il correspond librement avec l'épiscopat et le monde catholique sans aucune ingérence du Gouvernement italien. Celui-ci reconnaissait, d'ailleurs, au pape le droit de nommer les évê-

ques, il abolissait le serment des évêques au roi, le placet, l'exequatur « et toute autre forme d'assentiment gouvernemental pour la publication des actes de l'autorité ecclésiastique ». Mais Pie IX n'accepta point cette loi, et, par protestation, résolut de rester prisonnier volontaire au Vatican. Le développement de l'occupation italienne à Rome ne tarda pas à créer de si graves conflits qu'à deux reprises Pie IX se montra prêt à quitter la ville : d'abord, lorsque le Gouvernement prit possession du Quirinal, le palais des Conclaves, puis lorsqu'on s'empara des maisons religieuses, des congrégations pontificales et de leurs biens. Sur l'ordre de Pie IX, les catholiques s'abstinrent de participer aux luttes politiques : ni électeurs, ni élus.

Léon XIII maintint ce *non expedit*. L'Etat, d'ailleurs, continuait à spolier : en 1879, il s'emparait des biens de 3.037 couvents d'hommes et de 1.907 couvents de femmes, voués à la dispersion ; les biens des autres maisons religieuses étaient soumis à la conversion, c'est-à-dire que l'on pouvait les transformer en rentes sur l'Etat. En 1881, le Gouvernement prétendit même appliquer cette loi aux biens possédés par la Congrégation de la Propagande, et celle-ci ne pouvait plus recevoir aucun don sans l'autorisation gouvernementale ; le 25 mai 1884, le cardinal Guibert fit entendre une protestation à laquelle s'associèrent les évêques du monde entier. Arrivé aux affaires en 1887, l'anticlérical Crispi acheva l'œuvre de laïcisation : en 1889, il fit voter une loi d'après laquelle toutes les œuvres de bienfaisance étaient remises à une administration bureaucratique dépendant de l'Etat et d'où le clergé paroissial resterait exclu ; les biens des œuvres pies étaient convertissables par l'Etat et leurs revenus applicables à un but plus conforme « aux besoins modernes » ; Léon XIII protesta énergiquement. D'autre part, Crispi avait fait adopter, un nouveau code pénal dont le chapitre premier déclarait : « Quiconque commet un acte tendant à soumettre l'Etat à un pouvoir étranger ou à en altérer l'unité, est puni des travaux forcés à perpétuité » ; l'article visait toute manifestation en faveur du pouvoir temporel. Bien que conservateur, le ministère de Rudini supprima encore, en 1898, 4.000 associations

catholiques : comités diocésains et paroissiaux, sections de Jeunesse catholique, etc.

Sur le terrain scolaire, en 1888, le ministre Roselli porta un décret qui concédait aux municipalités la faculté de supprimer l'enseignement du catéchisme ; un règlement de 1908 en adoucira les mauvais effets en permettant aux pères de famille de faire donner à leurs frais l'enseignement religieux à leurs enfants dans les locaux scolaires, même si la majorité du conseil municipal l'avait supprimé ; le maire de Rome, le juif Nathan, se déroba jusqu'à ce qu'en 1904, le Capitole fût occupé par des catholiques. L'anticléricalisme s'est aussi manifesté par une série de projets de lois contre le mariage chrétien : lorsqu'en 1914, le ministre franc-maçon Finocchiaro-Apule parla d'imposer la prééminence du mariage civil sur le mariage religieux, une véritable croisade de protestation s'organisa.

Dès 1909, la Pénitencerie décida que le *Non Expedit* serait levé dans les diocèses où les évêques le jugeraient nécessaire : 22 catholiques furent élus ; en 1913, on abrogea le *Non Expedit* dans 330 collèges électoraux sur 508. Cette rentrée des catholiques sur la scène politique permettait au Gouvernement de lutter avec plus d'efficacité contre les éléments de désordre ; elle marquait un rapprochement. On commença à entrevoir des solutions à la question du pouvoir temporel : Mgr Rossi, archevêque d'Udine, puis l'*Osservatore Romano* lancèrent l'idée que les droits du Saint-Siège pourraient être sauvegardés « autrement que par une souveraineté territoriale, par exemple par une garantie d'ordre international ».

CHAPITRE II

LE CONCILE DU VATICAN

Marquée par la destruction du pouvoir temporel de la Papauté, l'année 1870 consacra, en revanche, son pouvoir spirituel par la proclamation du dogme de l'infailibilité. Pie IX caressait le dessein de réunir un concile œcuméni-

que qui traiterait de l'état de la société contemporaine, et qui serait au ^{xix}^e siècle, contre les rationalistes, ce que le concile de Trente fut au ^{xvi}^e contre les protestants. Dès le 6 décembre 1864, il divulguait son projet, et, cinq ans durant, les travaux préparatoires se poursuivirent ; les cardinaux exposèrent d'abord leur opinion sur les questions à traiter ; puis, le 9 mars 1865, s'ouvrit « la Congrégation directrice » composée des cardinaux les plus en vue ; sous ses ordres, cinq commissions travaillèrent où figuraient des théologiens, des casuistes, des spécialistes. Elles élaborèrent trois larges schémas : le premier, *De doctrina catholica*, était dirigé contre les erreurs dogmatiques issues du kantisme et du positivisme ; le second, *De ecclesia Christi*, attaquait surtout les erreurs politiques nées de la Révolution, leur opposant la vraie notion des rapports de l'Eglise et de l'Etat ; le troisième, *De matrimonio christiano*, s'en prenait au mal moral contemporain et indiquait la nature du mariage chrétien. Venaient ensuite des schémas disciplinaires variés. De tout cela, il ne sera décrété au concile que des parties minimes ; par contre, une question s'imposera à la sollicitude de tous, celle de l'infaillibilité pontificale ; constatons que Rome ne l'avait pas mise au programme ; c'est de l'extérieur qu'elle lui fut imposée.

I. L'opposition préconciliaire. — En effet, les gallicans de tous pays craignaient que le concile ne promulguât l'infaillibilité. Dès 1868, on sut que **Mgr Maret**, doyen de la faculté de théologie de Paris, composait un ouvrage sur les

I. Le concile du Vatican. — CONRAD MARTIN, *Les Travaux du concile du Vatican*, 1873. — CECCONI, *Histoire du concile du Vatican*, trad. Bonhomme et Duvillard, 4 vol., 1887. — CARD. MANNING, *Histoire vraie du concile du Vatican*, trad. Chantrel, 1872. — MGR. FESSLER, *Le Concile du Vatican*, tr. franç., 1877 ; *La vraie et la fausse infaillibilité des papes*, tr. franç., 1873. — E. OLLIVIER, *L'Eglise et l'Etat au concile du Vatican*, 2 vol. 1879. — GRANDERATH, et KIRCH, *Histoire du Concile du Vatican*, 3 vol., trad. française, Bruxelles, 1909-1915 ; *Appendice et Documents*, 1919. — F. MOURRET, *Le concile du Vatican d'après des documents inédits*, 1919. — VACANT, *Etudes sur les Constitutions du concile du Vatican*, 3 vol., 1895. — Pour les pièces concernant le concile, voir *Collectio Lacensis, Acta et Decreta sacrorum Conciliorum recentiorum*.

rapports du pape avec l'épiscopat et sur le caractère de son autorité ; des brochures anti-romaines s'éditèrent à Munich. En cette surexcitation des esprits, le 6 février 1869, paraissait, dans la *Civiltà Cattolica*, revue italienne publiée par la Compagnie de Jésus, une correspondance française où l'on disait que les catholiques français accueilleraient avec bonheur la proclamation de l'infailibilité pontificale. Cet article provoqua des polémiques acerbes entre gallicans et ultramontains ; il acheva de poser la question devant l'opinion. Les premières répliques, et les plus vives, parurent dans l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg, et émanèrent d'un professeur d'histoire ecclésiastique à la Faculté de Munich, **Ignace Doëllinger** ; préoccupé d'un rapprochement avec les protestants, il y voyait un obstacle définitif dans la proclamation de l'infailibilité ; d'autres contesteront l'opportunité de la définition, lui, combat directement le dogme, non avec des arguments théologiques, mais à l'aide de preuves prétendues historiques : d'après lui, les progrès de la papauté ont résulté d'une série d'usurpations dont les *Fausse Décrétales* marquent l'étape décisive ; à l'encontre, « il dessinait le plan d'un concile qui serait une immense représentation démocratique de l'Eglise ». Ses articles parurent réunis sous ce titre : *le Pape et le Concile*, et sous le pseudonyme de Janus ; un anti-Janus, le futur cardinal Hergenröther le réfuta victorieusement ; il prouva la parenté étroite qui unissait Janus aux gallicans les plus avérés, à un Richer et à un Fébronius. Mais Doëllinger n'en avait pas moins créé à Munich un centre anti-romain. Son appel fut entendu : à Coblentz, le professeur Stumpf publia un manifeste anti-infaillibiliste qui rallia nombre de laïques. Bien plus, sur la motion d'Héfélé, treize évêques allemands signèrent une lettre qu'ils envoyèrent à Rome : on y exposait des craintes que la proclamation de l'infailibilité n'égarât nombre de croyants et ne séparât à jamais les protestants. Ces inquiétudes gagneront même le gouvernement bavarois, et le prince de Hohenlohe, ministre des affaires étrangères, essaiera de se concerter avec les cabinets européens pour une action commune contre les intentions romaines.

En France, Mgr Maret publiait son livre *Du concile général et de la paix religieuse* (sept. 1869). Il attaquait non pas l'infaillibilité en elle-même, mais une certaine infaillibilité personnelle et séparée. « Le pape, disait-il, est de droit divin le chef suprême de l'Eglise ; les évêques, de droit divin participent sous son autorité au gouvernement. La souveraineté spirituelle est donc composée de deux éléments essentiels : l'un principal, la papauté ; l'autre subordonné, l'épiscopat. L'infaillibilité qui forme le plus haut attribut de la souveraineté est nécessairement composée des éléments essentiels de la souveraineté. » Ce ne fut l'avis ni de Mgr Pie, ni de Mgr Donnet, ni de Mgr Manning qui réfutèrent l'ouvrage du docteur parisien. Cependant, la majorité des opposants ne niait pas l'infaillibilité pontificale, mais contestait seulement l'opportunité de sa définition ; ce parti avait pour organe le *Correspondant* que soutenaient **Mgr Dupanloup**, le père Gratry, et les politiciens du catholicisme libéral tels que Montalembert et Falloux. Bientôt, Mgr Dupanloup intervint par une brochure intitulée *Observations sur la controverse soulevée relativement à la définition de l'Infaillibilité*. Mais l'*Univers* répliquait au *Correspondant*, et Louis Veuillot avait pour lui la masse du clergé français.

II. **Le concile : sa définition.** — Quand le concile s'ouvrit, le 8 décembre 1869, l'opinion avait mis à l'ordre du jour la question de l'infaillibilité. On vit donc aussitôt deux groupes se former parmi les Pères, les partisans et les opposants. La force principale de ces derniers venait surtout d'Allemagne où ils étaient dans la proportion de treize contre cinq ; à vrai dire, ils ne se déclaraient hostiles qu'à l'opportunité : « à cause des objections des professeurs, ils la trouvaient prématurée ; à cause des polémiques qu'elle susciterait, ils la réputaient troublante ; à cause des menaces que balbutiaient certains états, ils la redoutaient ». Parmi eux on comptait Melchers de Cologne, Eberhard de Trèves, Foerster de Breslau, Ketteler de Mayence ; ils avaient une tête dans l'évêque de Rottenburg, **Héfélé**, le célèbre historien des conciles, qui contrastait avec eux par le fait qu'il

était hostile à l'infailibilité elle-même. Cette opposition allemande se concertait avec une opposition autrichienne et hongroise dirigée par les cardinaux Raucher de Vienne et Schwartzenberg de Prague, et par l'archevêque hongrois Haynald. Notons que la plupart de ces prélats avaient fait leurs études dans les universités allemandes où les sciences spéciales étaient en honneur et la formation théologique très négligée ; au contraire, parmi les prélats infailibilistes, on comptait deux théologiens distingués, Martin de Paderborn et Senestrey de Ratisbonne. D'ailleurs, dans tous les autres pays, l'ultramontanisme l'emportait ; en effet, « il est faux que parmi les adversaires de la définition, on comptât la majeure partie de l'épiscopat français ; au contraire les débats montrèrent que le gallicanisme en France penchait vers sa ruine... C'était le sentiment surtout du peuple et du bas clergé ; mais la grande majorité de l'épiscopat nourrissait le même désir, et les deux tiers étaient partisans de la définition » (Grandérath). L'opposition française comptait pourtant quelques prélats très en vue : Dupanloup, Darboy de Paris, Ginouilhac de Grenoble, Mathieu de Besançon ; **Mgr Pie** pouvait leur opposer une science théologique incontestée. Enfin, l'Espagne et l'Italie s'affirmaient nettement infailibilistes. Somme toute, les gallicans ne formaient qu'une minorité.

Pie IX avait fait rédiger un règlement d'après lequel le droit de proposer une question au concile était réservé au pape : ainsi parviendrait-on à maintenir l'ordre dans les délibérations. Les projets élaborés depuis deux ans par les commissions seraient soumis à des congrégations générales ; alors seulement on les proposerait en séance publique. 1^o On discuta d'abord le schéma *De la doctrine catholique contre les erreurs multiples dérivées du rationalisme* ; ses savants rédacteurs avaient trop insisté sur les formes anciennes de l'erreur, et pas assez sur ses manifestations contemporaines ; renvoyé à la députation de la foi, le schéma fut retouché par le jésuite allemand Kleutgen, et accompagné d'un rapport explicatif du jésuite tyrolien Franzelin. Après de longues discussions, la constitution *de Fide* fut votée le 24 avril 1870 : réfutation du panthéisme,

du matérialisme et de l'athéisme. 2° La deuxième phase du concile comprit la discussion des projets disciplinaires. On étudia le schéma *de episcopis* ; les évêques à tendance gallicane eussent voulu insister sur l'importance des conciles provinciaux et nationaux ; Strossmayer exprima même le vœu de la périodicité des conciles œcuméniques. On discuta ensuite un schéma sur la vie et la conduite régulière du clergé.

Mais la question de l'infaillibilité captivait les pensées. Dès la fin de 1869, Mgrs Manning, Deschamps et Martin rédigèrent une adresse au pape qui recueillit 388 signatures et où l'on réclamait la définition. Les opposants essayèrent de lancer une contre-adresse, mais sans grand succès ; Ils ne pourraient l'emporter que par l'intervention des gouvernements. Le chef du cabinet français, E. Ollivier se prononçait pour l'abstention ; mais, son ministre des affaires étrangères, le comte **Daru** était un catholique libéral et anti-infaillibiliste. « Par une dérogation discrète, mais formelle à la politique d'Ollivier il fit présenter au pape et à l'Europe les conséquences, non point à vrai dire de l'infaillibilité, mais de certains autres chapitres du schéma relatif à l'Eglise. Il le fit dès le 20 mars, il le réitéra dans un *memorandum* présenté au pape en avril ». (De la Gorce). Ollivier ne voulut pas aller plus loin ; Daru abandonné démissionna. Mgr Darboy suggéra bien encore à l'Empereur de témoigner sa désapprobation en rappelant momentanément notre ambassadeur, il ne fut pas écouté. En Prusse, Bismarck se maintint dans la même neutralité, malgré les intrigues d'Arnim, l'ambassadeur à Rome. Cependant, l'opposition extra-parlementaire persistait : en France, le **Père Gratry** tirait sa grande objection du cas d'Honorius ; il fut réfuté par l'abbé de Solesmes, **Dom Guéranger**, qui avait écrit précédemment son fameux livre *De la monarchie pontificale* ». En Allemagne, dans l'*Allgemeine Zeitung*, sous le nouveau pseudonyme de Quirinus, Doëllinger avait publié ses *Lettres romaines* qui firent grand bruit (17-27 décembre 1869) ; d'après lui la définition inaugurerait « une révolution ecclésiastique telle que dix-huit siècles de christianisme n'en ont point connu » ; une telle opposition passait si

outrageusement les bornes que les esprits pondérés (Ketteler, Krementz, Melchers) renièrent Doëllinger ; de doctes réfutations surgissaient, dont la plus remarquable émanait de Ceconi, le futur écrivain du concile. Plus sérieuse fut l'opposition épiscopale et ecclésiastique : dans ses *Observationes quædam* le cardinal Rauscher posait une série d'objections ; dans le *De summi pontificis infallibilitate personali*, le prémontré Mayer voulut prouver que ce n'est pas le pape, mais le siège ou l'Eglise de Rome qui est infallible ; la *questio* du jésuite Quarella affirmait que pour soutenir ses prérogatives, il suffisait à la papauté d'être une monarchie mitigée ; enfin Héfélé prétendait que le pape Honorius avait erré et que le VI^e concile l'avait condamné. Il y eut de nombreuses réponses, entre autres celles du Père Sanguinetti et de Mgr Fessler qui mettaient en pleine lumière l'argument d'autorité : Pères, théologiens et canons.

Au concile, la cause de l'infailibilité l'emporta. Senesrey et Manning firent circuler une pétition qui demandait la discussion immédiate du schéma ; ils furent entendus. La plupart des opposants se contentèrent de plaider l'inopportunité. Le 4 juillet, les débats furent clos ; le 13 on vota sur le schéma : 451 voix approuvèrent, 88 repoussèrent, 62 réclamèrent des modifications (*placet juxta modum*). Le 15 juillet, la minorité fit un dernier effort : par l'intermédiaire de six prélats, elle fit demander au pape qu'il fût stipulé que l'infailibilité pontificale ne pouvait s'exercer que d'accord avec l'épiscopat. La démarche échoua ; 55 évêques écrivirent au pape que « par piété filiale » ils s'abstiendraient de formuler leur *non placet* et quitteraient Rome. Aussi, le 18 juillet, dans la séance solennelle présidée par le pape, la constitution *Pastor æternus* fut-elle adoptée par l'unanimité moins deux voix : « Nous définissons comme un dogme, disait-elle, que le pontife romain, lorsqu'il parle *ex cathedra*, jouit pleinement par l'assistance divine qui lui a été promise dans la personne du B^e Pierre, de cette infailibilité dont le divin Rédempteur a voulu que son Eglise fût pourvue en définissant la doctrine touchant la foi et les mœurs ; et par conséquent que de telles définitions du pontife romain sont irréformables d'elles-mêmes,

et non en vertu du consentement de l'Eglise ». Cette déclaration marqua la dernière session publique ; beaucoup de Pères regagnèrent leur pays à cause de la guerre franco-allemande ; après que le 20 octobre, Rome eût été occupée par les Piémontais, Pie IX ajourna le concile à des temps meilleurs. Rentrés chez eux les évêques se firent un devoir de proclamer à leurs fidèles le dogme de l'infailibilité ; l'épiscopat d'Allemagne lui-même n'y manqua pas, et dans son assemblée annuelle de Fulda, il rédigea dans ce sens une lettre commune. Hefélé seul inspira des inquiétudes par ses ajournements, mais finit par adhérer ; il n'y eut pas d'opposition épiscopale.

III. L'opposition post-conciliaire : les vieux catholiques. — En France, on n'eut à déplorer aucune apostasie si ce n'est celles du Père Hyacinthe Loyson et de l'abbé Michaux, vicaire à la Madeleine. En Angleterre, Gladstone, esprit pourtant très religieux et favorable aux catholiques, protesta dans un pamphlet où il disait que le magistère illimité du pape entraverait l'autorité civile ; mais il fut réfuté par Newman dans une *Lettre au duc de Norfolk*, et par Manning dans une communication au *Times* où il affirmait que « les décrets du Vatican n'ont pas changé un iota aux obligations et aux conditions de l'allégeance civile ». Ce n'étaient là que des incidents. La seule opposition véritable vint d'Allemagne, menée par des universitaires. Doëllinger provoqua une *Protestation des professeurs laïques catholiques*, qui parut avec 44 signatures ; à Nuremberg, il présida une assemblée de 13 professeurs ecclésiastiques où il fit adopter une « Déclaration » d'insoumission à la bulle *Pastor æternus*. Lorsque Mgr Scherr requit l'adhésion des professeurs de la faculté de théologie de Munich, Doëllinger refusa ainsi que Friedrich. D'autre part, dans l'Allemagne du Nord se formait, pour organiser la résistance « le Comité de Bonn » qui essaya en vain d'attirer à lui des évêques. On appela les dissidents « **vieux catholiques** » ; malgré l'avis de Doëllinger qui eût voulu « qu'on restât dans l'Eglise à la façon de Port-Royal », ils résolurent de s'organiser en une communauté spéciale avec son clergé, sa

liturgie et ses sacrements; en 1873, elle se procurera un évêque dans la personne du professeur Reinkens. Puis elle adoptera diverses nouveautés : suppression de la confession (1874), du célibat ecclésiastique (1878). Mais cette Eglise ne devait rester qu'une institution de polémique, sans influence sur les masses. Du moins, les vieux catholiques allaient-ils jouir de la protection du chancelier Bismarck entré en lutte avec l'Eglise.

CHAPITRE III

LE KULTURKAMPF

I. Les préliminaires du Kulturkampf : Bismarck et les vieux catholiques. — Durant la guerre franco-allemande, Bismarck avait sollicité du Vatican « une intervention auprès du clergé français pour désarmer les résistances militaires de la France, auprès du clergé et des catholiques de Bavière pour désarmer l'opposition des particularistes bava-rois à l'unification de l'Allemagne ». Le refus de Pie IX occasionna les premiers froissements. D'autre part, les élections amenèrent au Reichstag du nouvel empire, un parti homogène dévoué aux intérêts catholiques : le **Centre**. Dès le 1^{er} octobre 1870, Mgr Ketteler avait demandé à Bismarck que la Constitution prussienne de 1850 qui laissait à l'Eglise prussienne la liberté de choisir ses évêques et ses prêtres fût étendue à toute l'Allemagne ; de même, pour parer à toute

I. **Le Kulturkampf.** — KANNENGIESER, *Les catholiques allemands*, 1892 ; *Le réveil d'un peuple*, 1892 ; *D'étapes en étapes*, 1904. — LEFEBVRE DE BÉHAINE, *Léon XIII et le prince de Bismarck*, 1898. — MATUNKE, *Gesh. des Kulturkampfes*, 12^e édit., 1902 Paderborn. — BERNARD, S. J., *La persécution religieuse en Allemagne (1872-1888)*, 2 vol. (col. *Science et Religion*). — Voir surtout, GOYAU, *Bismarck et l'Eglise : le Kulturkampf*, 2 vol. 1910. — Kissling, *Geschichte des Kulturkampfes im deutschen Reich*, Fribourg, I, 1911. — Pour une bibliographie détaillée de l'hist. ecclés. de l'Allemagne : DAHLMANN-WAITZ, *Quellenkunde der deutschen geschichte*, Leipzig, 1906. — P. MATTER, *Bismarck et son temps*, 3 vol., 1914. — H. A. KROSE et J. SAUREN, *Kirchliches Handbuch für das Katholische Deutschland*, Fribourg, 1925.

persécution, soit en Prusse, soit dans les divers Etats, le Centre fit la demande que des garanties de liberté religieuse fussent inscrites dans la constitution du nouvel empire ; cette motion fut repoussée, mais en dépit des sollicitations du chancelier, le Vatican se refusa à blâmer le Centre. Bismarck résolut alors de lutter contre le parti catholique qu'il jugeait frondeur ; il l'attaqua par raison d'Etat, pensant que sa défaite ruinerait toute opposition intérieure. Il pouvait d'ailleurs compter sur l'appui du parti national-libéral, composé d'anti-cléricaux avérés : l'un d'eux, Virchow, baptisera les nouvelles luttes du nom de **Kulturkampf** (combat pour la civilisation).

Le conflit aigu s'ouvrit à propos des vieux catholiques, professeurs de théologie dans les universités et professeurs de religion dans les gymnases ; forts de leur droit à surveiller l'orthodoxie, les évêques leur avaient interdit l'enseignement, puis sur leur refus d'obéissance les avait excommuniés. Le gouvernement ne voulut pas confirmer cet arrêt, ni destituer les hétérodoxes ; les évêques protestèrent par une adresse à l'empereur. Dans ce conflit, il était naturel que le clergé prît position et renseignât les fidèles : des prêtres, surtout en Bavière, parlèrent contre les vieux catholiques, et aussi contre l'Etat en tant qu'il les protégeait. Celui-ci répondit par la loi sur les excès de la prédication, dit « paragraphe de la chaire » ou loi muselière (Kanzelparagraph). « Bismarck fut assez habile pour faire solliciter le vote de cette loi par Lutz, ministre des cultes en Bavière ; ainsi ce fut la catholique et particulariste Bavière qui vint réclamer du Reichstag, pouvoir législatif de l'Allemagne unifiée, une protection contre les prétendus excès de langage des prêtres bavarois » (Geyau). En Prusse, le clergé possédait contre les vieux catholiques des armes plus solides : les pouvoirs que lui accordait la constitution de 1850 concernant les écoles primaires et l'état civil ; il écarta de l'enseignement les vieux catholiques et refusa de les marier. Mais le gouvernement usa de représailles : une loi fut votée en février 1872 qui transférait l'inspection des écoles primaires à des laïques. Puis par extension, on déclara les membres des congrégations religieuses inaptes à

l'enseignement (15 juin) ; les jésuites furent proscrits de l'Empire, ainsi que les sociétés prétendues affiliées aux jésuites : lazaristes, rédemptoristes, prêtres du Saint-Esprit, dames du Sacré-Cœur. Pour se justifier, Bismarck avait adressé aux ambassadeurs une circulaire, le 14 mai 1872 ; il déclara bien haut : « Nous n'irons pas à Canossa ». Pie IX protesta vivement à deux reprises, et il avait refusé en mai 1872 d'agréer comme ambassadeur d'Allemagne, le cardinal de Hohenlohe, *persona grata* auprès de Bismarck.

II. **La persécution directe : les lois de Mai.** — Alors, dès 1873, une persécution méthodique fut ouverte par le docteur **Falk**, ministre des cultes. Les lois de mai 1873 prétendirent transformer évêques et prêtres en fonctionnaires : on exigea de tout candidat à la prêtrise un séjour de trois ans à l'Université et un examen de culture générale » (philosophie, histoire) ; on donna à l'Etat le contrôle de tous les séminaires ; on surveilla aussi l'évêque en lui ordonnant de déclarer à l'administration toute nomination ecclésiastique et en lui interdisant les mesures disciplinaires : excommunication publique, déposition des curés. Un an plus tard, les **lois de mai 1874** établirent la manière de sévir contre les opposants : les prélats réfractaires seraient destitués et les chapitres devraient élire dans les dix jours un nouvel évêque. « La loi prévoyait leur refus ; alors, le revenu de leurs dotations leur serait supprimé. Puis un commissaire d'Etat surviendrait, prendrait sous sa garde tout le temporel de l'évêché et devrait être considéré comme l'administrateur légal à qui les prêtres auraient affaire. Dans les paroisses soumises au droit de patronat, les patrons seraient admis, durant la gérance du commissaire, à pourvoir les cures vacantes en y nommant des prêtres ; dans toute autre paroisse privée de curé, il serait libre à dix électeurs de provoquer une réunion de paroissiens et de faire nommer un curé par cette façon de suffrage universel. On pouvait craindre que l'évêque disparu ne continuât à gérer le diocèse par mandataire : dix mois à deux ans de prison châtieraient tout individu qui exercerait, sans l'aveu de l'Etat, les fonctions épiscopales ; tout prêtre qui obéirait à ses

instructions risquerait cent thalers d'amende et un an de prison. » (Goyau.) D'ailleurs, contre les prêtres nommés illégalement par des évêques déchus, on édictait l'interne-ment, l'interdiction de séjour et enfin l'expulsion hors d'Allemagne en cas de récidive.

III. Triomphe de la résistance catholique. — Mais la résistance catholique s'organisa. Au Parlement, le centre possédait quatre grands chefs : **Windthorst**, tacticien émérite ; Pierre Reichensperger, légiste expérimenté ; Auguste Reichensperger et Mallinckrodt, orateurs vibrants. « Nous devons, nous voulons et nous ferons une résistance passive », disait Windthorst. Les évêchés et les paroisses vacantes se multiplièrent. « Rome fit face à toutes les éventualités : chaque évêque devait transmettre au Saint-Siège une liste de prêtres qui, successivement, détiendraient dans le diocèse orphelin les pouvoirs épiscopaux et représenteraient en secret l'évêque absent ; lorsque le premier désigné tombant s'en irait en prison, ce serait le tour du second, et ainsi de suite. Un peu plus tard, par l'envoi de 380 formulaires contenant pour cinq ans le droit de donner des dispenses matrimoniales et qui allaient être remis à un certain nombre de doyens, on coupait court à d'autres difficultés. » (Goyau.) Les hécatombes se multiplièrent : en 1874, internement et condamnation des évêques Ledochowski de Gnesen-Posen, Eberhardt de Trêves, Melchers de Cologne ; en 1875, sont déposés Martin de Paderborn et Foerster de Breslau ; en 1876, Brinckmann de Munster et l'archevêque de Cologne ; en 1877, Blum de Limbourg. Mais, dans ces diocèses, les décisions de l'évêque exilé parvenaient quand même par ses délégués ; dans les paroisses vacantes, où tout culte était interdit, des prêtres en cachette continuaient leur œuvre.

Les élections de 1877 dénoncèrent la lassitude de la persécution : le parti national libéral y perdit 25 voix. Dès son élection (1878), le nouveau pape **Léon XIII** exprima, dans une lettre à l'empereur, son désir de renouer les relations. Bismarck eut, à Kissingen, des entrevues avec Mgr Masella, nonce à Munich ; il s'abouchait avec le car-

dinal secrétaire d'Etat, Mgr Franchi. En 1879, des négociations plus avouées s'engagèrent à Vienne entre le nonce, Mgr Jacobini, et l'ambassade prussienne. D'ailleurs, le pape faisait des avances : dans un bref à Mgr Melchers, il allait jusqu'au bout des concessions possibles : les évêques pourraient faire connaître au Gouvernement les noms des prêtres à pourvoir sous réserve qu'il n'eût droit qu'à de simples observations ; il faudrait, en retour, qu'on rétablît évêques et prêtres catholiques, et qu'on entrât dans une ère de paix religieuse. Bismarck feignit de n'être point pressé : il répondit qu'il ne pouvait s'agir que d'un *modus vivendi* et non d'une revision des lois de mai ; il déposa seulement un projet qui permettrait au Gouvernement d'appliquer ou de ne pas appliquer ces lois ; le Centre refusa d'appuyer Bismarck ; mais, en 1882, un second projet qui autorisait le Gouvernement à rappeler les évêques déposés résulta de l'entente du Centre et des conservateurs, à l'écart du ministère ; en 1883, remaniant un projet de Bismarck, Windthorst fit admettre un article d'après lequel les évêques reconnus par l'Etat pourraient aller dans les diocèses vacants pour y donner la confirmation et y ordonner des prêtres ; ils pourraient aussi envoyer dans les paroisses vacantes des prêtres chargés de faire provisoirement fonction de curé. Dès 1884, on vit les effets de cette législation restrictive des lois de mai : les « curés d'Etat » démissionnaient, les curés nommés par l'évêque à titre provisoire les remplaçaient.

Entre le Vatican et Bismarck, on continuait à accentuer les projets d'entente par des gracieusetés réciproques : Bismarck faisait à Léon XIII l'honneur d'être pris pour arbitre dans la question pendante des îles Carolines entre l'Espagne et l'Allemagne, et Léon XIII répondait bientôt en résolvant à l'amiable la question du siège de Cologne : Melchers, l'ancien archevêque proscrit, démissionna et fut créé cardinal, tandis que le pape le remplaçait par Krementz, agréé par Bismarck. Alors, on en arriva à une revision véritable des lois de mai (1886). « En ce qui concerne l'éducation du clergé, le projet supprimait pour les clercs l'obligation de suivre pendant trois ans des cours d'université et d'y passer un examen d'Etat. Il permettait l'ouverture

de convicts où les évêques pourraient abriter les futurs clercs pendant leurs études. La cour royale pour les affaires ecclésiastiques, c'est-à-dire l'institution qui, dans tout le système du Kulturkampf, avait paru la plus odieuse, était condamnée à disparaître : le droit qu'avait, de par la loi de 1873, le président supérieur de faire appel à l'Etat au nom de l'intérêt public d'une décision prise par un évêque contre un prêtre était supprimé. » (Goyau.) Bref, on renonçait à posséder un clergé d'Etat. Bismarck eût voulu subordonner une nouvelle revision des lois de mai à l'appui que lui donnerait le Centre pour le vote du septennat militaire et il sollicita dans ce sens le Vatican ; mais Windthorst se dégagea avec habileté. La seconde revision, faite en 1887, supprimait les menaces d'amende contre les évêques qui ne pourvoient pas aux cures dans le délai d'un an ; l'article 5 autorisait le ministère à rouvrir la Prusse aux ordres religieux et aux congrégations ; ainsi s'effaçaient les mesures coercitives prises en temps de guerre.

Ce qui restait de la législation du Kulturkampf devait peu à peu s'émietter. La faculté d'expatrier les prêtres subsistait comme loi d'Empire ; elle fut supprimée par le Conseil fédéral en 1890 ; en 1894, rédemptoristes et pères du Saint-Esprit purent rentrer en Allemagne ; la loi contre les jésuites fut maintenue par le Conseil fédéral, mais, en 1904, il en supprima l'article le plus agressif. Les résultats de la persécution furent excellents pour l'Eglise d'Allemagne : elle avait pris l'habitude de moins dépendre de l'Etat et d'aller vers Rome avec une plus grande confiance. Le nouveau souverain, **Guillaume II**, se montrait le protecteur de tous les partisans de l'ordre ; à juste titre, il craignait les progrès du socialisme ; il y eut donc entre le Gouvernement et le Centre une entente qui a pu servir les intérêts catholiques. Dernières traces du Kulturkampf, les lois contre les jésuites furent rapportées durant la grande guerre.

IV. Etat actuel du protestantisme allemand. — L'Allemagne est restée le fief du protestantisme. Pendant deux siècles, on y vécut sur le principe *cujus regio, ejus religio*,

qui obligeait les sujets à suivre la confession de leur prince. La législation plus tolérante du XIX^e siècle, l'abaissement des barrières entre les divers Etats, les facilités du transit et les circonstances économiques ont provoqué partout des infiltrations confessionnelles étrangères, si bien que la carte religieuse a cessé d'avoir ses limites rigides. En conséquence, naquit la concurrence confessionnelle, et plusieurs grandes associations communes à tout le protestantisme allemand furent fondées dans un but de prosélytisme : 1^o Les conférences d'Eisenach pour la cohésion du protestantisme furent instituées en 1852 par les représentants des Eglises évangéliques des divers Etats. Leur but est de « traiter sur la base du symbole en de libres entretiens les questions les plus importantes de la vie ecclésiastique et sans préjudice à l'indépendance de chacune des Eglises nationales, de montrer leur lien de rattachement et de garantir l'homogénéité de leur développement ». Un effort chimérique fut même tenté pour accomplir l'unification de l'Allemagne protestante : la conférence d'octobre 1871 aboutit à un échec. 2^o L'association Gustave-Adolphe pour la propagation du protestantisme fondée en 1843 par Zimmermann, prédicateur de la cour de Hesse, paraît plus directement agressive : elle doit soutenir en terre catholique les petites chrétientés évangéliques et créer des groupements confessionnels dans tous les points des territoires catholiques où sont fixés par immigration quelques familles protestantes. 3^o Ce sont les mêmes résultats que poursuit la Ligue Evangélique pour la défense du protestantisme, fondée en 1886, au moment de la défaite du Kulturkampf, à l'instigation du théologien Beyschlag, sous le haut patronage de la grande duchesse de Saxe-Weimar. Cette ligue a publié une longue série de tracts polémiques contre l'Eglise

I. Déjà, en 1817, l'union des confessions avait été proclamée par un synode général tenu à Nassau ; mais dès 1822, le luthéranisme s'insurgea à l'apparition d'un rituel unioniste édité en Prusse, et force fut à Frédéric-Guillaume IV d'autoriser les « vieux luthériens » à former une communauté distincte dirigée par le collège ecclésiastique de Breslau (1842) ; le synode général que le même roi réunit à Berlin en 1846 ne parvint pas à opérer une concentration des forces protestantes.

romaine. Association Gustave-Adolphe et Ligue Evangélique, de concert avec le Gouvernement, ont favorisé l'immigration protestante en Alsace et en Pologne prussienne. 4° Enfin, la Mission intérieure, organisée par le pasteur Wichein de Hambourg en 1848, a un double caractère charitable et prosélytique ; elle veille à l'entretien de trente-deux institutions spéciales (Konfermandemanstalten), où 900 enfants destinés à la confirmation reçoivent l'enseignement religieux ; elle désigne aussi des prédicateurs et des laïques pour catéchiser chaque dimanche 730.030 enfants dans 5.915 services religieux spéciaux ; elle a pour agents plus de 13.000 diaconesses, plus de 2.000 frères et un certain nombre de pasteurs ; elle se livre à une propagande extraordinaire par la presse. Cependant, la situation respective du catholicisme et du protestantisme est restée numériquement stationnaire.

Ce n'est pas, d'ailleurs, au nombre de ses adeptes qu'on juge une confession, mais à sa situation intérieure : vie théologique, morale et sociale ; or, sur tous ces terrains, le protestantisme allemand est en désarroi. Autrefois, on discutait sur un quantum de dogme, mais on admettait encore que ce dogme est objectivement vrai ; dès la fin du XVIII^e siècle, **Lessing** prétendit qu'on peut à son gré modifier ou rejeter le texte sacré et le dogme qui en découle sans que le christianisme perde son fondement placé dans le cœur de l'homme qui a « le sentiment intérieur des vérités de la religion ». De même, pour son continuateur, **Schleiermacher** (1768-1834), la foi est un fait d'expérience psychologique. Bientôt, de cette religiosité expérimentale qui fait dériver la dogmatique du phénomène de la piété, tous se réclamèrent, orthodoxes aussi bien que libéraux. Pour ceux-ci (v. g. Biedermann, Lipsius, Otto Pffeiderer), les dogmes ne sont que symboles de conceptions abstraites subjectives ; pour les orthodoxes, les croyances traditionnelles sont le résidu des expériences de la communauté chrétienne ; pratiquement, un tel subjectivisme ne doit pas profiter aux orthodoxes, mais aux libéraux. Cependant, un problème moral se pose : les nouveaux pasteurs formés dans les universités libérales peuvent-ils enseigner à un peuple

encore croyant un tel nihilisme dogmatique? Pour un motif de conservation sociale, ils s'y refusent à l'ordinaire : d'où une vérité ésotérique à l'usage des savants et une vérité exotérique jetée au commun des fidèles. Même au prix de cette situation mensongère, le clergé protestant n'a pu conserver ses ouailles. Les grandes villes sont de véritables tombeaux spirituels : à Berlin, on compte, en 1893, 12 % des nouveaux-nés, 36 % des mariés, 63 % des défunts qui échappent à la bénédiction du pasteur ; Hambourg et les grandes cités industrielles de la Saxe accusent une irrégion pareille. Dans ces mêmes villes, on rencontre une bourgeoisie lettrée, qui ne pratique que par convenance et que desservent des pasteurs très libéraux. Quant aux paysans, ils croient souvent avoir satisfait à tous leurs devoirs religieux en payant l'impôt clérical. Au moins, le protestantisme trouve-t-il quelque regain de vie en s'adonnant au mouvement social? Il y a eu, sans doute, une initiative généreuse, celle de la Mission intérieure (voir *supra*), qui a multiplié les œuvres de préservation : associations de jeunes gens groupant plus de 100.000 membres, associations d'apprentis au nombre de 180, cercles d'ouvriers, associations de jeunes filles, etc. ; mais, en général, le pasteur se croit tenu à une besogne exclusive : enseignement du Verbe, administration des sacrements ; si, parfois, surgissent des initiatives généreuses, elles deviennent suspectes à la haute bureaucratie des consistoires.

Le seul élément un peu vivant du protestantisme allemand sont les sectes. Le piétisme avait inauguré ce mouvement ; depuis, nombre de petites communautés se sont formées : telles, dans la vallée de la Sieg, grâce à quelques familles de mystiques, les Krummacher et les Siebel, la Société évangélique, l'Association des Frères, l'Association pour la prédication ambulante ; tels ces Frères Moraves qui, ne dépassant point en nombre la population d'une petite ville de province, trouvaient moyen de dépenser annuellement pour la diffusion du christianisme 495.000 marks. Il y a eu aussi, en Allemagne, des ramifications de sectes importées : par exemple, les baptistes et les méthodistes. Ces petites communautés, qui sont répandues jusque dans

la Prusse orientale et la Poméranie, composent les *Reliquie Israel* : on y vit dans une grande fraternité, on s'y adonne aux bonnes œuvres ; tandis qu'autrefois, elles étaient fréquentées surtout par les classes élevées, elles tendent maintenant à se recruter parmi les petites gens et les ouvriers. Mais, réservées à une élite, elles ne songent point à un prosélytisme actif analogue à celui des sectes anglaises ou américaines ; il ne semble donc pas qu'elles puissent épurer le protestantisme allemand.

CHAPITRE IV

L'AUTRICHE

I. L'influence catholique : le concordat de 1855. — Au début du xix^e siècle, l'Eglise d'Autriche se ressentait encore de la formation josphiste donnée dans les séminaires : l'archevêque de Vienne appelait le pape : « Mon collègue de Rome. » Cependant, l'influence des rédemptoristes arrivés en 1816, celle des jésuites rentrés en 1820, améliorèrent l'esprit public. La révolution de 1848 réclama, avec les autonomies nationales, la liberté religieuse : la constitution du 25 avril 1848 supprima l'autocratie ecclésiastique de l'Etat jusqu'alors liée à la bureaucratie, et les ordonnances de 1850 préparèrent un changement dans la législation religieuse. Sous le règne du nouvel empereur **François Joseph**, les négociations conduites par le pro-nonce, le cardinal Viale-Prela, et par l'archevêque de Vienne, Mgr Rauscher, aboutirent au **concordat de 1855** ; il concédait aux évêques tout droit de communication avec le Saint-Siège, la surveillance

I. Autriche. — L. LÉGER, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, 4^e éd., 1895 (coll. Duruy). — — G. A. VON HELFERT, *Gesch. Oesterreichs*, etc., 4 vol., 1869-86. — A. PISANI, Art. *Autriche*, dans *Dict. théol.* — GOYAU, *L'Allemagne en Autriche, Un épisode d'hist. relig.*, 1898-1902, dans *Rev. des Deux-Mondes*, 15 mars 1903. — R. PINON, *François-Joseph*, dans *Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} janvier 1917. — H. WICKAM, *La Monarchie des Habsbourg*, trad. F. Roz, 1914. — CHÉRADAME, *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du xx^e siècle*, 1901.

des écoles, la censure sur les livres, le règlement des affaires matrimoniales et le pouvoir de requérir l'aide de l'Etat pour l'application des peines disciplinaires de l'Eglise. Ce régime heureux dura jusqu'en 1866.

II. La réaction libérale après Sadowa. — Mais la défaite de Sadowa fut un véritable malheur pour l'Eglise. Dans le corps germanique, elle assura l'hégémonie à la Prusse, puissance protestante ; en Autriche, elle fit parvenir au pouvoir le parti libéral qui, non moins anticlérical que les nationaux libéraux d'Allemagne, réclamait la réforme ecclésiastique et scolaire. Le ministre libéral Auersperg fit voter trois lois en opposition formelle avec le concordat de 1855 : 1^o la juridiction matrimoniale fut restituée aux tribunaux laïques et le mariage laïque accordé à ceux que le prêtre refuserait de bénir ; 2^o on décréta que « la direction supérieure et la surveillance sur l'enseignement appartiennent à l'Etat » ; en conséquence, les écoles publiques s'ouvrirent « à tous les citoyens sans distinction de confession » ; mais les Eglises restaient libres d'entretenir des écoles privées ; 3^o la loi dite confessionnelle accordait aux Eglises dissidentes des droits égaux à ceux des catholiques. Ceux-ci objectèrent que le concordat ne pouvait être abrogé qu'après entente avec le Saint-Siège ; Pie IX protesta dans une allocution (1869) ; quelques évêques refusèrent de livrer les actes des procès matrimoniaux, et l'un d'eux, l'archevêque de Lintz, fut même condamné. Pourtant, parachevant l'œuvre, sur le rapport de son ministre, M. de Stremayr, François-Joseph déclara le concordat abrogé (25 juillet 1870) : l'un des arguments était qu'il n'y avait plus identité personnelle entre Pie IX faillible et Pie IX infallible. Les « **lois de mai** » 1874, ainsi appelées par rapprochement avec la législation bismarckienne du Kulturkampf, contraignirent l'épiscopat à déclarer au Gouvernement les vacances d'emplois et les nominations : c'était le retour au josphisme. Le pape parla de « ces gouvernements catholiques qui dépassent les gouvernements protestants dans la honteuse carrière de l'oppression religieuse ».

La cour de Vienne resta ensuite sous la triple influence du

joséphisme, de la franc-maçonnerie et du germanisme. La loi du 20 décembre 1894 sur le mariage punissait le prêtre qui bénirait l'union avant le mariage civil ; en cas de mariage mixte, elle déclarait que la confession des enfants dépendrait des arrangements pris par les futurs époux. Cependant, contre l'influence croissante des juifs, un parti se forma nommé « social-chrétien », qui se réclamait des doctrines démocratiques du baron de Vogelsang ; son chef, le Dr. **Lueger**, fut élu bourgmestre de Vienne ; dans cette ville, le Congrès eucharistique de 1912 a été une manifestation grandiose de la foi de toutes les nationalités composant l'empire d'Autriche.

CHAPITRE V

L'ÉGLISE CATHOLIQUE EN FRANCE DEPUIS 1850

I. Le Second Empire, la Commune, l'Assemblée nationale. — Après le vote de la loi Falloux, « un large sillon divisa les catholiques en deux groupes : ceux qui avaient comme premier souci la liberté de l'Eglise et le maintien de ses droits dans une société encore chrétienne, et ceux qui, premièrement, s'efforçaient de déterminer la mesure de christianisme que la société moderne pouvait supporter, pour ensuite inviter l'Eglise à s'y réduire » (Dom P. Delatte). Du côté libéral se trouvaient Montalembert et Falloux, soutenus par Mgr Dupanloup ; du côté « doctrinaire », Louis Veuillot, Mgr Pie, Dom Guéranger. La pre-

I. Le catholicisme libéral sous le second Empire. — ABBÉ GODART, *Les principes de 89 et la doctrine catholique*, 2^e éd., 1863. — E. KELLER, *L'Encyclique du 8 décembre 1864 et les principes de 1789*, 1864. — DOM GUÉRANGER, *Essais sur le naturalisme contemporain*, 1858. — DOM PAUL DELATTE, *Dom Guéranger, abbé de Solesmes*, 2 vol., 1909. — LECANIET, *Montalembert*, t. II et III. — CHAUVIN, *Le P. Gaty*, 1901. — DE FALLoux, *L'Evêque d'Orléans*, 1879. — LAGRANGE, *Vie de Mgr Dupanloup*, 1883. — LAMY *Etudes sur le Second Empire*, 1893. — P. DE LA GORCE, *Histoire du Second Empire*, passim. — MGR BAUNARD, *Le Cardinal Pie*, 2 vol., 1886. — DOM BESSE, *Le Cardinal Pie*, 1903. — G. DE PASCAL, art. *Libéralisme*, dans *Dict. Apol.* — C. CONSTANTIN, art. *Libéralisme*, dans *Dict. Théol.*

mière phase de la lutte fut la discussion de la loi Falloux ; la seconde fut occasionnée par l'attitude à prendre devant le pouvoir nouveau : les libéraux, avec Montalembert, se prononçaient contre l'Empire autoritaire au nom des libertés politiques qu'ils jugeaient indispensables, les autres, comme Veuillot, se ralliaient avec franchise au régime. Ce conflit des tendances reparut en mille circonstances, par exemple dans la question des études, les libéraux, avec Mgr Dupanloup, étant pour le maintien des classiques païens, Veuillot et Mgr Gaume se déclarant contre. On ne se retrouvait d'accord que pour critiquer la politique romaine du Gouvernement. Montalembert ira accentuant les idées de l'école libérale jusqu'au jour où, au Congrès de Malines (1863), il soutiendra le programme renouvelé de Lamennais, son ancien maître : « L'Eglise libre dans l'Etat libre » ; il sera alors blâmé par Pie IX. Le conflit s'aggrava encore lorsqu'il s'agira du mode d'acceptation du Syllabus (1864), puis de l'infaillibilité pontificale (1869).

La guerre de 1870-71 opéra une diversion terrible. Au lendemain de nos désastres, « la Commune de Paris », gouvernement insurrectionnel, se déclara anti-cléricale. Elle décréta la confiscation des biens de main-morte, la fermeture des églises de Paris ; en application du décret des otages paru le 5 avril 1871, on fit emprisonner **Mgr Darboy**, plusieurs curés et des religieux ; les insurgés vaincus se vengèrent en les massacrant, tandis qu'on brûlait les Tuileries et l'hôtel de ville ; le 26 avril, un bataillon de fédérés revenant d'un combat, s'empara d'une dizaine de religieux et de prêtres, les emmena dans un enclos rue Haxo et les fusilla.

Une fois la Révolution étouffée, l'Assemblée nationale, qui se composait en majorité de catholiques, donna sa confiance à **M. Thiers** (1871-73). Celui-ci manifesta de la sympathie à l'égard de Pie IX, mais, en dépit des pétitions envoyées à l'Assemblée par plusieurs évêques et de nombreux fidèles, il déclara l'impossibilité d'intervenir en faveur du pouvoir temporel. Après le départ de Thiers, sous la présidence de Mac-Mahon et le ministère du duc de Broglie (1873-75), l'Assemblée favorisa les intérêts catholiques : loi

d'expropriation pour permettre de bâtir, à Montmartre, l'église du Sacré-Cœur, création d'aumôneries militaires ; enfin, loi sur l'enseignement supérieur qui accordait le droit de créer des Universités libres et remettait la collation des grades à un jury mixte, formé de professeurs des Facultés de l'Etat et des Facultés libres (1875). Pourtant, la majorité était désunie sur la question romaine et sur la question dynastique : les catholiques continuèrent à manifester en faveur du pape, notamment au grand pèlerinage de 1873 à Paray-le-Monial, mais le Gouvernement déclarait qu'il garderait avec l'Italie « les relations de bonne harmonie que commandent les intérêts de la France » ; on accusait les partisans de l'intervention de travailler à jeter l'Italie dans les bras de l'Allemagne et de vouloir la guerre. D'autre part, la restauration monarchique échoua parce que le **comte de Chambord** (Henri V) refusa d'accepter le drapeau tricolore, « symbole de la révolution ». Mais, compromise par son concours à la campagne monarchiste, l'Eglise de France s'était attirée une recrudescence d'hostilité de la part des républicains qui acquirent la majorité aux élections de 1876 ; ils entrèrent en conflit avec le président Mac-Mahon, conservateur. La crise fut hâtée par un retour de la question romaine ; protestant contre une loi votée en Italie, le pape engagea les évêques à « agir près de leurs gouvernements pour obtenir qu'on pourvût à écarter les obstacles à sa pleine indépendance » ; l'épiscopat français envoya dans ce sens une pétition aux Chambres ; Jules Simon, président du ministère, répondit que « le pape est peut-être prisonnier volontaire », mais qu'il « est libre de sa personne ». Bientôt, Mac-Mahon prit un ministère conservateur (Brogie-Fortou), puis fit dissoudre la Chambre. Au cours de la campagne électorale, les républicains représentèrent les monarchistes et les cléricaux comme des révolutionnaires ; ils exploitèrent aussi le fantôme de la guerre contre l'Italie ; Gambetta prononça la parole fameuse : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! » Son triomphe et la démission de Mac-Mahon (janvier 1879) marqueront le début des persécutions religieuses.

II. La première persécution contre les congrégations en 1880. L'école laïque. — Le nouveau président, Grévy, appela au ministère de l'Instruction publique **Ferry**, chef de la gauche républicaine. Dès le 2 mars 1879, celui-ci déposait un projet de loi demandant : 1^o la suppression de la lettre d'obédience qui, pour les congrégations enseignantes, remplaçait légalement les diplômes académiques ; 2^o la suppression du jury mixte pour la collation des grades de l'enseignement supérieur libre ; 3^o l'interdiction aux membres des congrégations non autorisées de toute participation à l'enseignement soit public, soit privé. Cette dernière close visait particulièrement la Compagnie de Jésus : c'était l'article 7 autour duquel vont s'ouvrir les grandes discussions. A la Chambre, Ferry présenta l'article 7 comme une mesure de sécurité nationale : pourquoi la liberté d'enseignement serait-elle reconnue « aux affiliés d'un ordre essentiellement étranger par le caractère de ses doctrines, la nature et le but de ses statuts, la résidence et l'autorité de ses chefs ? ». Malgré les protestations de **Mgr Freppel**, évêque d'Angers, la loi fut adoptée ; mais le Sénat fit opposition (2 août 1879). Alors, le sectarisme prit un moyen détourné : remettant en vigueur des lois d'un autre âge qui n'avaient jamais été abrogées, le Gouvernement fit paraître deux décrets : le premier était un arrêt d'expulsion à date fixe contre les jésuites, le second obligeait les autres congrégations à demander l'autorisation du Gouvernement

I. L'Eglise de France sous la Troisième République. — **LECAUET**, *L'Eglise de France sous la 3^e République*, 2 vol., 1907-1910. — **DEBIDOUR**, *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat*, 2 vol., 1906-09. — **G. HANOTAUX**, *Histoire de la France contemporaine*, 4 vol., 1879-08. — **Mgr DE T'SERCLAES**, *Le pape Léon XIII*, 2 vol., 1894. — **RAMBAUD**, *Jules Ferry*, 1903. — **DESCHANEL**, *Gambetta*, 1919. — **LM. KELLER**, *Les Congrégations religieuses en France. Récits et témoignages*, 1881. — **DE MARCÈRE**, *Histoire de la République de 1876 à 1879*, 2 vol., 1908-10. — **A. BERTRAND**, *Les origines de la III^e République*, 1910. — Sur la franc-maçonnerie : **DESCHAMPS-JANNET**, *Les Sociétés secrètes et la société*, 3 vol., 6 éd., 1882. — **J. LEMAITRE**, *La Franc-Maçonnerie*, 1899. — **G. GOYAU**, *La Franc-Maçonnerie en France*, 1899. — **PRACHE**, *Pétition contre la Franc-Maçonnerie*, 1902. — **P. FESCH**, *Les Dossiers maçonniques, La Franc-Maçonnerie contre l'Armée*, 1905. — **E. TAVERNIER**, *Cinquante ans de politique. L'œuvre d'irrégion*, 1925.

sous peine d'encourir la même peine. De nombreuses protestations surgirent ; effrayé de l'effervescence générale, Freycinet, président du ministère, offrit au Saint Père un compromis : il suffirait que les congrégations non encore frappées fournissent la déclaration écrite qu'elles n'étaient pas hostiles aux institutions politiques de la France ; la plupart consentirent à ces exigences ; mais Freycinet ne put faire admettre ces adoucissements aux membres plus sectaires de son cabinet ; il dut démissionner. Le Gouvernement ne toucha à aucune congrégation de femmes, mais dispersa toutes les congrégations d'hommes non autorisées (environ 300 avec 5.000 membres) ; il n'avait excepté que les chartreux et les trappistes. D'ailleurs, on trouva moyen d'atteindre même les congrégations autorisées ; en alléguant la prétendue « accumulation indéfinie de leurs biens » comme un danger public, le Gouvernement les soumit à un droit dit « d'accroissement » calculé à 50 % par an sur le revenu de tous les biens mobiliers et immobiliers : impôt d'autant plus injuste qu'il faisait double emploi avec celui de main-morte. Au cours de cette première persécution légale, plus de deux cents magistrats protestataires avaient démissionné.

Bientôt, une campagne fut menée à la faveur de cet axiome du laïcisme anti-clérical : l'instruction sera gratuite, obligatoire et laïque. 1° On vota d'abord la gratuité : jusqu'alors, ce privilège n'était accordé qu'aux enfants pauvres ; désormais, il serait étendu à tous ; on espérait ainsi enlever un grand nombre d'élèves aux écoles congréganistes qui étaient gratuites. 2° Restait le point capital : chasser de l'école primaire l'enseignement religieux. Dès 1880, Ferry avait déposé un projet de neutralité scolaire ainsi conçu : « Article premier. L'instruction religieuse ne sera plus donnée dans les écoles primaires publiques. Art. 2. Sont abrogés les articles 18 et 44 de la loi de 1850, en ce qu'ils donnent aux ministres des Cultes un droit d'inspection dans les écoles ». Même un homme de gauche comme J. Simon se fit l'adversaire du projet : « Il n'y a pas d'école neutre, disait-il, parce qu'il n'y a pas d'instituteur qui n'ait une opinion religieuse ou philosophique. » Le 29 mars 1882, la loi fut votée : on arguait la nécessité de lier la neutralité à

l'obligation par un prétendu respect de la liberté de conscience. 3° La neutralité supposait à son tour la laïcité complète du personnel : une loi fut donc proposée qui décrétait l'exclusion de tous les religieux et prêtres des écoles gouvernementales dans un délai de cinq ans. A vrai dire, les obstacles étaient grands à cette loi de laïcité : sur 63.510 institutrices, la statistique constatait 39.401 religieuses élevant 1.331.573 jeunes filles, plus de la moitié de celles qui fréquentaient les écoles; pourtant, en 1886, la loi sera votée. Les évêques répondirent en promouvant sur toute l'étendue de la France la fondation d'écoles libres : l'Etat sortit vaincu de cette lutte, sinon sur le terrain parlementaire, du moins sur le terrain pratique. La laïcisation se montre partout, alors, dans la législation : laïcisation de la commission des hospices et des bureaux de bienfaisance, d'où les prêtres sont chassés (1879), laïcisation des hôpitaux et des cimetières (1881), laïcisation de l'armée et des écoles normales par la suppression des aumôneries (1880). Mais les mesures les plus perverses furent la loi sur le divorce et la loi obligeant les séminaristes à passer par la caserne. Toutes ces mesures passèrent une à une sans trop effrayer le public.

III. Essai de conciliation : la politique du ralliement.

— Le principal grief allégué contre les catholiques, c'est qu'ils demeuraient monarchistes. Léon XIII crut qu'il serait sage d'abandonner l'opposition politique pour s'en tenir à la défense religieuse. 1° Le nonce à Paris, Mgr Czacki, s'était fait l'agent actif d'un rapprochement avec le Gou-

I. **Le ralliement.** — Mgr. BAUNARD, *Le cardinal Lavigerie*, 2 vol., 1896. — J. TOLNIER, *Le cardinal Lavigerie et son action politique*, 1913. — B. BAZIN, *Vie de Mgr Maret*, t. III, 1891. — Mgr BAUDRILLART, *Vie de Mgr d'Hulst*, 2 vol., 1914. — E. SIMOND, *Histoire de la III^e République*, t. I. Présidence de M. Carnot (1887 à 1894); t. II, Présidence de MM. Cas, Périer et F. Faure (1894 à 1896). — CARDINAL FERRATA, *Mémoires*, 3 vol., Rome, 1920. — ET. CORNUT, *Mgr Freppel*, 1893. — L. DE CHEYSSAC, *Une Page d'histoire politique : le ralliement*, 1909. — J. PLOU, *Le comte A. de Mun, sa vie publique*, 1924. — FRANÇOIS GUÉDON, *Le cardinal Lavigerie et la politique du ralliement*, dans *Revue des Lettres*, 1925, pp. 507-28, 645-68. — G. GOYAU, art. *Léon XIII*, dans *Dict. théol.* — C. CONSTANTIN, art. *Libéralisme politique*, dans *Dict. théol.*

vernement (1879-82), et, dès 1884, dans l'encyclique *Nobilissima Gallorum gens*, Léon XIII recommandait aux évêques d'écarter tout soupçon d'hostilité envers la République envisagée comme telle. Aux approches des élections de 1885, treize parlementaires rédigèrent un manifeste où, écartant la question constitutionnelle, ils en appelaient à l'opinion catholique contre les lois sectaires ; « l'appel des treize » provoqua la formation de l'Union conservatrice, dont Chesnelong fut le chef effectif. Léon XIII écrivit alors l'encyclique *Immortale Dei* : « Le droit de commander, disait-il, n'est par lui-même lié nécessairement à aucune forme de gouvernement. » Cependant, l'effervescence boulangiste de 1888 rejeta les catholiques dans la politique pure et simple : ils crurent au salut là où il n'y avait qu'une aventure. 2° L'échec du boulangisme détermina nombre de catholiques à tenter un accord avec le gouvernement ; les élections de 1889 avaient assuré le pouvoir aux républicains modérés qui manifestèrent également le désir de la paix ; J. Pion fonda, à la Chambre, le groupe de la droite constitutionnelle qui acceptait la république. Le 12 novembre 1890, à l'occasion d'un banquet donné en l'honneur de l'escadre de la Méditerranée, **Mgr Lavigerie**, archevêque d'Alger, prononça les paroles fameuses : « Quand la volonté d'un peuple s'est nettement affirmée, que la forme d'un gouvernement n'a rien en soi de contraire, comme le proclamait récemment Léon XIII, aux principes qui, seuls, peuvent faire vivre les nations chrétiennes et civilisées, le moment vient de déclarer l'épreuve faite et, pour mettre un terme à nos divisions, de sacrifier tout ce que l'honneur et la conscience permettent, ordonnent de sacrifier pour le bien de la patrie. » Le toast d'Alger mettait l'opinion en demeure de se prononcer ; elle se divisa. *L'Univers*, la *Croix*, le *Monde* acceptèrent les directions nouvelles ; de même, rangés derrière Mgr Isoard et Mgr Fuzet, une douzaine d'évêques souscrivirent le compromis. Mais les oppositions furent nombreuses ; Mgr Freppel déclarait que la République française n'est pas « une simple forme de gouvernement », mais une « doctrine antichrétienne », la « laïcisation ou sécularisation de toutes les institutions ».

Malgré tout, la direction fut maintenue ; dans sa « réponse à d'éminents catholiques », **Mgr Richard**, archevêque de Paris, atténuait le toast d'Alger : il s'agissait non plus d'adhérer formellement à la République, mais d'abandonner les questions politiques pour se placer uniquement sur le terrain des revendications religieuses. Le résultat fut la fondation de l'Union de la France chrétienne sous la présidence de Chesnelong.

Après ces préparations, **Léon XIII** intervint directement par l'encyclique « Au milieu des sollicitudes » rédigée en français : il établissait la distinction entre « les pouvoirs établis » qu'il faut accepter, et la législation qu'il faut combattre « par tous les moyens honnêtes et légaux ». Dès lors, se groupant autour de Piou, Lamy et de Mun, les « ralliés » augmentèrent en nombre. Mais il demeura des adversaires irréductibles et les polémiques continuèrent. De même, parmi les hommes de gauche, une scission s'opéra ; les radicaux restèrent intractables ; les modérés tels que Casimir Périer, Dupuy et Spuller semblèrent tendre la main aux catholiques. Le terrain de combat fut les élections d'août 1893 : les catholiques ralliés n'obtinrent sans doute que 33 sièges, mais la Chambre se composa d'une majorité de 311 républicains modérés, contre 264 opposants radicaux ou conservateurs. Un cabinet Casimir Périer-Spuller se forma opposé aux radicaux. Spuller parlait « d'un esprit nouveau », il déclarait vouloir inaugurer « en matière religieuse un véritable esprit de tolérance, éclairée, humaine, supérieure ». L'élection de Casimir Périer à la Présidence de la République sembla consacrer cette politique. En réalité elle ne pouvait pas compter sur une majorité stable : les élections de 1898 et surtout l'affaire Dreyfus firent tomber toutes les illusions. Quoiqu'il en soit, en effet, du fond de ce triste procès, il demeure clair que nombre de politiciens en prirent occasion d'attaquer la magistrature, l'armée et le clergé. L'anticléricalisme devint plus haineux ; désormais il faudrait combattre et non plus négocier.

IV. La deuxième persécution contre les congrégations (1900-1904). — La lutte s'ouvrit à propos des congré-

gations. Sur elles pesaient déjà des charges exorbitantes. Outre les impôts communs et l'impôt spécial de main-morte, une loi de 1884 les obligeait à s'acquitter des taxes extraordinaires dites « droit d'accroissement » ; mais indignées d'un pareil régime d'exception, les congrégations s'étaient refusées à payer. Une loi du 16 avril 1895 remplaça le droit d'accroissement payable à la mort de chacun des membres par une taxe fixe d'abonnement de 0 fr. 30 % pour les congrégations autorisées et 0 fr. 50 pour les non autorisées. Devant cette situation nouvelle, il y eut divergence d'attitude. Les congrégations non reconnues avaient eu la prudence de s'organiser sous des formes légales, soit en s'assimilant à des sociétés anonymes, soit par la transformation de leurs biens en propriétés individuelles ; pour elles, la résistance judiciaire s'imposait : ce fut celle des jésuites, des dominicains, des franciscains. Mais les congrégations reconnues ne pouvaient échapper à leur situation officielle ; bien que le nonce fut partisan de la soumission, elles adoptèrent des attitudes diverses. Pour éviter la ruine de leurs œuvres, on vit cinq d'entre elles accepter l'obligation fiscale : Pères du Saint-Esprit, lazaristes, sulpiciens, prêtres des missions étrangères, et frères des écoles chrétiennes ; ils se contenteraient « d'une résistance parlementaire ». Mais, guidés par un comité de religieux, les autres congrégations reconnues résolurent « la résistance passive » pure et simple. *La Croix*, organe des assomptionnistes, patronait cette attitude défensive ; une partie de l'épiscopat l'approuvait ouvertement ; mais les divergences de vues amenèrent entre catholiques des polémiques regrettables. Dans le camp adverse, on savait davantage ce qu'on voulait : interpellé par Goblet, le ministre répondit qu'il déférerait quatre évêques au conseil d'Etat ; la Chambre approuva cette attitude combative (12 juillet 1895).

I. La guerre aux Congrégations. — A. DE MUN, *La loi des suspects*, 1900. — J. DELAFOSSE, *M. Waldeck-Rousseau et son œuvre*, dans *Correspondant*, 10 février 1907. — G. GOYAU, *L'école d'aujourd'hui*, 1899. — E. SIMOND, *Histoire de la III^e République*, t. III, *Présidence de M. Faure* (1897 à 1899) ; t. IV, *Présidence de M. Loubet* (1899 à 1906), 1922. — J. LEFAIVRE, *La persécution depuis vingt-cinq ans* (1880-1907), 1909.

Simple prélude de combat. Durant l'affaire Dreyfus, le gouvernement avait rencontré une très vive opposition ; de cette agitation, on tendit à rendre responsables les congréganistes ; soudain, le 11 novembre 1899, des perquisitions furent faites dans les maisons des assomptionnistes ; l'enquête révéla un vaste complot réactionnaire (!) ; un procès retentissant aboutit à la dissolution de la congrégation (6 mars 1900) ; plusieurs évêques protestataires virent leur traitement suspendu. L'intolérance sectaire demeurait inassouvie : c'étaient toutes les congrégations qu'elle voulait atteindre. Le président du conseil, **Waldeck-Rousseau** amorça le projet par des discours dont certaines expressions devinrent des formules de ralliement pour les radicaux. « Les congrégations, déclara-t-il à la Chambre, ne sont pas indispensables au bien de l'Eglise et peuvent être funestes au bien de l'Etat » ; « trop de moines ligueurs, et trop de moines d'affaires » (11 avril 1900) ; il affirmait que la fortune des congrégations « dépassait un milliard ». En prétendant les obliger à demander l'autorisation, il assurait qu'il voulait simplement leur fournir le moyen de régulariser leur situation. En fait, composées surtout d'anticléricaux, les commissions chargées d'examiner le projet l'aggravèrent : on exigerait que l'acceptation d'une demande d'autorisation dépendît non pas d'un simple décret émanant du ministre, mais d'une loi votée après délibération des Chambres ; ainsi le radicalisme s'assurait-il que sa proie ne lui échapperait pas. L'ensemble du projet une fois voté, la discussion reprit sur un article additionnel qui déclarait l'enseignement interdit à tout membre d'une congrégation non autorisée. Enfin, on discuta le mode de liquidation des biens : la commission proposait de confier cette besogne à l'administration, et d'employer le prix du vol légal à créer des retraites ouvrières ; ce projet rejeté, on décida de confier l'opération aux tribunaux, ce qui permettra aux liquidateurs un gaspillage éhonté ; entre leurs mains, le « milliard » des congrégations fondra comme par enchantement. L'ensemble de la loi fut adopté par 303 voix contre 224. Aux termes de la législation nouvelle, toute congrégation nouvelle devait être autorisée par une loi, tout établissement

nouveau par un décret ; même autorisée, la congrégation se voit d'ailleurs traitée en personne suspecte : on l'oblige à subir un régime de surveillance et des règles de comptabilité ; un simple décret, et la voilà dissoute. Le pape avait laissé aux congrégations toute liberté, sauvé pourtant « le caractère de chaque institution ». Il existait alors 753 congrégations non autorisées, 147 d'hommes et 606 de femmes ; 63 congrégations d'hommes demandèrent l'autorisation, 84 s'y refusèrent ; les deux tiers des congrégations de femmes s'y soumirent.

Quel accueil leur serait-il fait ? Tout dépendrait de la nouvelle législature. Aux élections de 1902, les catholiques furent battus, et perdirent 20 sièges ; ils allaient se trouver à la merci de leurs adversaires si bien que Waldeck, d'ailleurs malade, donna sa démission parce qu'il prévoyait qu'une ère de violence allait s'ouvrir et que ses intentions seraient dépassées. Bien qu'inférieur à Waldeck comme juriste et comme orateur, son successeur **Combes** suppléerait au talent par la ténacité de son sectarisme. 1° On s'occupa d'abord des établissements non autorisés d'une congrégation autorisée ; ils avaient en majorité demandé l'autorisation, puis sur la déclaration de Waldeck qu'il suffisait pour ouvrir une école de faire la déclaration prescrite par la loi de 1886 sur l'enseignement, nombre d'entre eux avaient retiré leur demande ; confirmant une telle attitude, Waldeck décidait à la veille des élections (31 janvier 1901) que l'autorisation n'était exigible que des écoles ouvertes après la loi. Sans souci de contredire son prédécesseur, Combes déclara qu'ayant omis de formuler leur demande en temps voulu, les écoles ouvertes avant 1901 devaient se fermer dans les huit jours ; elles pourraient ensuite déposer une demande. Plus de 3.000 écoles se trouvèrent ainsi fermées avant toute discussion ; le refus d'autorisation ne viendrait que sanctionner après coup le fait brutalement acquis (juillet 1902). Craignant que la résistance ouverte des écoles n'amena la fermeture de toutes leurs autres maisons, les congréganistes se résignèrent à une résistance passive ; mais on ne pouvait empêcher les

fidèles de protester ; souvent contre eux il fallut requérir gendarmes et soldats. A la rentrée des Chambres, Combes se fit provoquant et déféra au conseil d'Etat les évêques protestataires.

2° Après les établissements non autorisés d'une congrégation autorisée, on en vint à s'occuper des congrégations d'hommes non autorisées ayant formulé la demande prescrite par la loi. A la requête de la commission préparatoire, le conseil d'Etat déclara que le vote négatif d'une des deux Chambres suffirait à entraîner refus de l'autorisation. Combes présenta au Sénat les cinq demandes qu'il proposait d'accorder (trappistes, cisterciens de Lérins, frères de Saint-Jean de Dieu, Pères blancs, missions africaines de Lyon) ; devant la Chambre vinrent les 54 demandes à refuser. On rangea les victimes en trois groupes : 25 congrégations enseignantes, 28 prédicantes, une commerçante : celle des Chartreux. Pressée d'en finir, la commission émit le vœu que les demandes fussent non pas discutées séparément, mais refusées en bloc ; après 15 jours de débat (12-28 mars 1903), le rejet en bloc fut voté par 304 voix contre 246. Waldeck devait protester lui-même contre cette exécution sommaire ; de ce chef furent atteints 3.040 prédicateurs, 15.964 religieux enseignants. Peu après les 81 congrégations de femmes subissaient le même sort ; le vote fut enlevé après une discussion de deux jours, bien qu'à une faible majorité (285 voix contre 269). Le gouvernement veilla à ce qu'aucun faux-fuyant ne put être pris : pour empêcher les congréganistes de continuer l'exercice de la prédication, il ordonnait aux évêques de la leur interdire ; pour leur enlever plus sûrement l'éducation de la jeunesse, il leur défendait pendant trois ans d'enseigner dans la commune de leur établissement et les communes voisines.

3° A la fin de l'année (18 décembre 1903), Combes proposa un projet qui interdisait l'enseignement « de tout ordre et de toute nature » à l'universalité des congréganistes sans distinction ; les congrégations enseignantes autorisées devaient disparaître dans les cinq ans. Le projet fut combattu même par des radicaux : on objectait qu'il ne faudrait

pas moins de 1.500 instituteurs nouveaux, et 6.000 institutrices, ce qui grèverait le budget de 9 nouveaux millions. Néanmoins en mars 1904 la loi fut votée, mais afin de faire face aux difficultés pratiques, le délai pour l'extinction des écoles congréganistes fut porté à dix ans.

V. La rupture avec Rome et la séparation de l'Eglise et de l'Etat. — Déjà sur d'autres points, le ministre était entré en conflit avec le Saint-Siège. Le concordat de 1801 accordait à l'Etat la nomination des évêques, et au pape l'institution canonique ; mais, dans l'esprit du concordat la nomination gouvernementale n'entraînait pas nécessairement l'institution canonique ; elle n'était qu'une présentation ; le choix définitif dépendait d'une entente préalable des deux pouvoirs. Aussi en 1872, le cardinal Antonelli avait-il fait ajouter dans la bulle d'institution au verbe *nominare* le pronom très expressif *nobis*, « nous a proposé ». Combes demanda la suppression du *nobis*, puis prétendit faire les nominations sans entente préalable (décembre 1902). N'était-ce pas rouvrir la vieille querelle des Investitures ? Le Saint-Siège protesta et rappela ses droits. Après la mort de Léon XIII (20 juillet 1903), le conflit ne fit que s'envenimer ; Combes redoubla d'intransigeance : tant qu'on n'accepterait pas ses nominations aux sièges antérieurement vacants, aucune n'aurait plus lieu. Bientôt un incident aggravait la mésentente : la visite du président Loubet au roi d'Italie (24-29 mars 1904) ; en demandant que le président ne choisît pas Rome pour son entrevue avec Victor-Emmanuel II, le pape ne faisait que continuer la conduite toujours tenue depuis 1870 à l'égard des chefs catholiques pour sauvegarder en principe des droits sacrés ; Pie X fit donc entendre la protestation promise par Léon XIII, dès

I. **La Séparation.** — *Livre blanc du Saint-Siège sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat en France*, Rome, 1905. — E. LAMY, *La séparation de l'Eglise et de l'Etat*, dans *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1887. — *L'épiscopat français depuis le Concordat jusqu'à la séparation (1802-1905)*, Préface de Mgr. Baunard, 1907. — Mgr CHAPON, *L'Eglise de France et la loi de 1905*. — RENARD, *Le cardinal Mathieu*, 1924.

1903. En réponse, l'ambassadeur français auprès du Saint-Siège, Nisard, reçut l'ordre de partir en congé. Un dernier incident précipita le dénouement ; Combes prétendait maintenir deux prélats auxquels le pape, pour des raisons d'ordre purement ecclésiastique, demandait la renonciation : Mgr Geay de Laval, et Mgr Le Nordez de Dijon ; il leur interdit le voyage *ad limina* ; le chargé d'affaires qui se trouvait encore au Vatican fut rappelé et le nonce à Paris renvoyé ; la rupture s'était faite sans motif et sans dignité.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat devait être l'aboutissant normal de la rupture avec le Saint-Siège. Déjà une commission de 33 membres avait été nommée pour étudier la question ; son président était le radical-socialiste Buisson, son rapporteur le socialiste Briand. Après de longues discussions, on aboutit à la **loi du 9 décembre 1905** : tous les biens ecclésiastiques devaient être transmis dans un délai d'un an à des **associations dites cultuelles** où la supériorité de l'élément ecclésiastique n'était pas sauvegardée. D'après la nouvelle loi, on devait procéder à l'inventaire des églises avant de les transmettre aux associations cultuelles ; mais l'opinion s'émut d'une mesure qu'elle regarda comme un prélude à la confiscation ; partout les protestations s'organisèrent et l'inventaire ne put s'opérer qu'en faisant appel à la force armée. La résistance fut particulièrement vive à Paris, en Bretagne et dans les Flandres ; à Boeschèpe, dans les Flandres, un manifestant fut tué et l'interpellation qui s'en suivit amena la chute du ministère Rouvier (mars 1906). Le nouveau ministre de l'Intérieur, Clémenceau fit cesser les inventaires, disant qu'il n'exposerait pas une vie humaine pour « faire compter les chandeliers d'une église » ; la victoire apparente restait aux catholiques. Pourtant, aux élections législatives, la coalition de tous les éléments du bloc amena un succès sans précédent du parti radical : l'opposition fut réduite à 174 membres.

Dès le 11 février 1906, Pie X avait formulé sa réprobation par l'encyclique *Vehementer* : « La loi de séparation, disait-il, attribue l'administration du culte public, non pas

au corps hiérarchique constitué par le Sauveur, mais à l'association des personnes laïques » ; dans une nouvelle encyclique du 10 août, il interdit la formation des « cultuelles ». Le gouvernement se vit réduit à édicter au jour le jour une législation d'expédients ; elle fut l'œuvre de Briand, ministre de l'Instruction publique ; il ordonna aux préfets de laisser officier le clergé, bien que le prêtre fût devenu un « occupant sans titre juridique ». Par contre, les biens des fabriques et des évêchés, les presbytères, séminaires et palais épiscopaux furent confisqués ; l'Etat prit ainsi une revanche fiscale qui donna lieu à de nouvelles protestations (décembre 1906). Au moins l'Eglise de France spoliée et privée d'existence civile est-elle libre : le pape ne dépend de personne pour le choix des évêques, ni ceux-ci pour la nomination des curés. L'épiscopat en a profité notamment pour condamner dans une lettre collective la neutralité scolaire, et pour frapper d'interdit divers manuels (14 septembre 1909).

TEXTES ET DOCUMENTS

Les décrets Ferry de 1880

PREMIER DÉCRET

(Contre la Compagnie de Jésus)

Un délai de trois mois, à dater du présent décret, est accordé à l'agrégation ou association non autorisée, dite de Jésus, pour se dissoudre, et évacuer les établissements qu'elle occupe sur la surface du territoire de la République.

DEUXIÈME DÉCRET

(Contre les autres congrégations religieuses)

Article premier. Toute congrégation, ou communauté non autorisée est tenue, dans le délai de trois mois à dater du jour de la promulgation du présent décret, de faire les diligences ci-dessous spécifiées, à l'effet d'obtenir la vérification et l'approbation de ses statuts et règlements, et la reconnaissance légale pour chacun de ses établissements actuellement existant de fait.

Art. 3. A l'égard des congrégations d'hommes, il sera statué par une loi. A l'égard des congrégations de femmes..., il sera statué par une loi ou par un décret rendu en conseil d'Etat.

Art. 6. La demande d'autorisation devra contenir la désignation du supérieur ou des supérieurs, la détermination du lieu de leur résidence, et la justification que cette résidence est et restera fixée en France. Elle devra indiquer si l'association s'étend à l'étranger ou si elle est renfermée dans le territoire de la République.

Art. 7. A la demande d'autorisation devront être annexés : 1^o la liste nominative de tous les membres de l'association ; cette liste devra spécifier, pour chaque membre, quel est le lieu de son origine et s'il est Français ou étranger ; 2^o l'état de l'actif et du passif, ainsi que les revenus et charges de l'association et de chacun de ses établissements ; 3^o un exemplaire des statuts et règlements.

Art. 8. L'exemplaire des statuts dont la production est requise devra porter l'approbation des évêques des diocèses dans lesquels l'association a des établissements, et contenir la clause que la congrégation ou communauté est soumise dans les choses spirituelles, à la juridiction de l'ordinaire.

Art. 9. Toute congrégation ou communauté qui, dans le délai ci-dessus imparti, n'aura pas fait la demande d'autorisation avec les justifications prescrites à l'appui, encourra l'application des lois en vigueur.

La question du *Nobis Nominavit*

(*Memorandum de S. Em. le Cardinal Secrétaire d'Etat à M. Nisard, ambassadeur de France*).

... Il paraît manifeste que la raison qui a porté le Gouvernement français et qui le pousse à insister pour la suppression du *Nobis* doit se chercher dans un malentendu sur le sens exact du droit ou privilège qui lui revient en vertu du Concordat dans les nominations épiscopales. Il est hors de doute que le Concordat de 1801 concède au chef de l'Etat français le droit de nomination aux évêchés vacants, réservant par ailleurs au Saint-Siège l'obligation de donner l'institution canonique au sujet nommé toutes les fois que celui-ci réunit les conditions d'aptitude déterminées par le Droit Canon. Mais ce droit de nomination n'est et ne peut être rien d'autre que ce droit qui, seul, est admis par les saints Canons, et qui fut concédé aux anciens rois de France en vertu du Concordat de 1516 et à d'autres gouvernements par des conventions particulières, c'est-à-dire le droit de désigner au Saint-Siège

le sujet à promouvoir ; le Saint-Siège, de son côté, ayant reconnu la capacité du candidat, lui donne le droit à la consécration et lui attribue, moyennant l'institution canonique, le diocèse, l'en faisant évêque et pasteur. Le Gouvernement donc, par sa nomination, ne confère pas le diocèse ou, pour parler plus exactement encore, ne fait pas l'évêque, comme semble le penser le Conseil d'Etat ; mais il indique seulement au Pontife romain le sujet qui doit, moyennant l'institution canonique, obtenir du Pontife romain le diocèse avec la juridiction y annexée, c'est-à-dire qu'il doit être fait évêque et pasteur en vertu de la convention concordataire. Que telle soit la nature et le caractère du droit de nomination concédé à l'Etat, on ne peut en douter aucunement si l'on réfléchit en premier lieu que le Saint-Siège, soit par institution divine, soit par disposition canonique, ne peut céder à l'Etat le droit de faire les évêques, qui sont les successeurs des Apôtres, placés par l'Esprit Saint pour régir l'Eglise de Dieu ; quand il s'agit de pourvoir les diocèses, le seul droit que le Saint-Siège peut conférer à l'Etat est celui que l'on vient de décrire.

En outre ceci se déduit manifestement du texte même du Concordat. En effet, l'article 4 établit : *Consul primus Gallicanæ Reipublicæ intra tres menses qui promulgationem constitutionis apostolicæ consequentur, archiepiscopos et episcopos novæ circumscriptionis diœcesibus præficiendos nominabit, summus Pontifex institutionem canonicam dabit juxta formas, relate ad Gallias, ante regiminis commutationem statutas*. Les mots *archiepiscopos et episcopos diœcesibus præficiendos nominabit* signifient clairement que le Premier consul par sa nomination, ne *præficit* pas les archevêques aux nouveaux diocèses, mais qu'il désigne les archevêques *præficiendos* par un autre, c'est-à-dire par le Pontife romain. Ce qui est confirmé par les mots suivants : *Summus Pontifex institutionem canonicam dabit*. Car ce serait une erreur de croire que l'institution canonique consiste seulement à prendre note de la nomination déjà effectuée, ou à juger d'une façon théorique de la capacité du sujet déjà créé évêque par le gouvernement. L'institution canonique est, au contraire, l'institution reconnue par les Sacrés Canons, comme l'indique le mot même *canonica*, c'est-à-dire qu'elle est l'acte solennel par lequel le Pontife romain confère au sujet le diocèse avec pleine juridiction et le constitue évêque de ce diocèse. Par suite, c'est le Premier Consul qui *nominabit præficiendos*, mais c'est le Pontife romain qui *præficit* au moyen de l'institution canonique ceux qui ont été nommés.

Cette doctrine admise — et elle est d'une certitude absolue — le mot *Nobis*, joint au mot *nominavit* dans les Bulles épiscopales,

ne peut présenter aucune difficulté. Si en effet, le gouvernement par la nomination désigne le sujet au Souverain Pontife, afin que celui-ci — reconnaissant la capacité du candidat — lui confère l'épiscopat conformément à l'obligation assumée par le Concordat, il est naturel que le Pape dise, dans la Bulle, *Nobis nominavit*.

... A tout cela il faut ajouter que la phrase *Nobis nominavit* concorde avec les paroles usitées par M. le Président de la République dans les lettres patentes de nomination adressées au Pontife romain : « C'est dans cette vue que nous le nommons et présentons à Votre Sainteté pour qu'il lui plaise sur notre nomination et présentation le pourvoir dudit archevêché, etc. Le *Nobis nominavit* de la Bulle répond littéralement au *Nous le nommons...* à Votre Sainteté, de M. le Président de la République. En outre ces paroles expriment clairement la nature de la nomination présidentielle, c'est-à-dire que le Président, en nommant, ne fait pas autre chose que désigner au Pontife romain le sujet auquel le Pape, après cette nomination et cette présentation, est tenu à conférer l'épiscopat ; ces paroles justifient donc encore une fois le *Nobis nominavit* qui, dans la Bulle, rappelle la nomination faite par le chef de l'Etat.

(*Livre Blanc du Saint Siège*, Document XV).

Les Etats Secondaires

CHAPITRE PREMIER

L'ORIENT SCHISMATIQUE

I. La Russie. — Pendant le premier quart du *xix^e* siècle, le catholicisme n'eut pas trop à souffrir en Russie. **Paul I^{er}** passa en 1798 un concordat avec Pie VI et rétablit la hiérarchie : pour les rites unis, les diocèses de Poloczk, Luck et Brest ; pour les Latins, l'archevêché de Mohilew avec cinq suffragants. **Alexandre I^{er}** se montra favorable au catholicisme : cet esprit élevé, qui avait erré du schisme

I. Etats scandinaves. — Au début du *xix^e* siècle la religion réformée était seule admise dans les pays scandinaves. En 1845, **Oscar I^{er}** fit décréter en Norvège la liberté de toutes les religions chrétiennes : dès lors les catholiques purent s'établir à Christiana et y construire l'église de saint Olaf ; en 1892 et 1897, on rouvrit la plupart des fonctions publiques aux catholiques, en 1897 on abolit la loi qui interdisait la Norvège aux Ordres monastiques. Depuis lors, la plus large liberté est accordée : à Christiana, la police fait cortège aux processions de la Fête-Dieu et souvent les autorités civiles participent aux cérémonies présidées par l'évêque. Cependant l'église de Norvège qui ne compte que quelques milliers de fidèles possède peu de ressources : l'enseignement supérieur n'est pas organisé et il n'y a pas de séminaire ; mais les œuvres charitables sont assez prospères, grâce surtout aux sœurs de saint Joseph de Chambéry. Les conversions qui se produisent font bien augurer de l'avenir : la plus célèbre fut celle du docteur Krogh Tonning, curé luthérien de Christiana.

En Suède, le protestantisme est beaucoup plus défiant qu'en Norvège : ce ne fut qu'en 1860 qu'on vota une loi autorisant les catholiques à exercer librement leur culte ; en 1870, on admit les dissidents à presque tous les emplois publics. Ils doivent payer l'impôt pour les écoles et le culte luthérien, mais peuvent faire donner à leurs enfants un enseignement conforme à leurs croyances. Les catholiques ont créé des écoles primaires et des hôpitaux,

orthodoxe au faux mysticisme d'une aventurière, la baronne de Krüdener, aboutit même secrètement au catholicisme. C'était le temps où, sous l'influence du comte de Maistre, ambassadeur à Saint-Petersbourg, des conversions s'esquisaient : celles des princes Gagarin, Galitzin, jésuites, du général de Nicolaï, chartreux, du comte Schouwalof, barnabite, de la princesse Nathalie Narischkin, sœur de Saint-Vincent-de-Paul, de l'attachante Olga de la Ferronays, bien connue par les *Récits d'une sœur*, et surtout de M^{me} Schwetchine, devenue la confidente des grands catholiques français. Cependant, ces conversions restaient toujours suivies de l'exil.

Orthodoxe combattif, **Nicolas I^{er}** voulut rattacher au schisme les ruthènes unis à Rome. Il trouva un complice dans le prêtre Ziemazco, élevé à l'épiscopat. Un oukase de 1825 interdit aux uniates toute correspondance avec Rome ; on supprima peu à peu les rites latins et l'enseignement catholique ; on obligea les clercs à étudier à l'université de Saint-Petersbourg ; on décréta que l'Eglise ruthène serait administrée par un collège grec-uni et ses évêques nommés par le tzar. Enfin, en février 1839, les prélats schismatiques réunis en synode dénoncèrent l'union conclue avec l'Eglise romaine en 1595. Les réfractaires, nombreux surtout parmi les religieux, furent enfermés dans les monastères orthodoxes et odieusement persécutés ainsi qu'en témoigna l'abbesse Makrana Miezlawska, qui parvint à s'échapper.

L'Eglise latine était mieux protégée par ses rites et sa liturgie ; d'autre part, les revendications nationales polonaises appuyaient les croyances catholiques. Dès 1827, des ordonnances entravèrent le recrutement des ordres religieux et du clergé ; on s'efforça de faire élire à l'épiscopat des

notamment à Stockholm, mais leurs ressources demeurent très restreintes.

Au Danemark, la constitution de 1849 donna la liberté aux catholiques. Ils en profitèrent pour se développer : on comptait 600 fidèles en 1848, 2.985 en 1880, 3.647 en 1890, 8.723 en 1900. Les associations catholiques sont nombreuses : citons la Fraternité de Saint-Knud, société de tempérance ; la Caisse des maladies ; les Conférences de Saint-Vincent de Paul. Les œuvres charitables, orphelins et hôpitaux, sont très prospères.

hommes timides et complaisants. Aussi ce furent autant des griefs religieux que des griefs politiques qui occasionnèrent les insurrections polonaises de 1830-1831. Nicolas I^{er} se vengea cruellement par une série d'oukases qui s'attaquèrent aux couvents de basiléens, aux écoles paroissiales et aux catéchismes, à la législation matrimoniale ; il s'attacha à faire parvenir à l'épiscopat des candidats indignes qui par avance souscrivaient la promesse de sacrer des évêques démunis de l'institution canonique : on appelait cela « la séparation virtuelle », prélude d'une séparation définitive. Le pape Grégoire XVI parvenait difficilement à se renseigner, d'autant plus que Nicolas I^{er} lui faisait toujours de vagues promesses. Cependant, la ruine de l'Eglise uniate en 1839, puis l'incorporation au domaine de l'Etat de la plus grande partie des biens de l'Eglise polonaise (25 déc. 1841) ne lui laissèrent plus d'illusion ; il protesta avec véhémence dans une allocution du 22 juillet 1842, puis lors de la venue de Nicolas I^{er} à Rome en 1845 ; deux ans plus tard Nicolas I^{er} dut souscrire un concordat pacifique.

Alexandre II (1855-81) accabla de vexations les catholiques polonais ; un rescrit du 12 novembre 1859 interdisait à tout prêtre romain « sous peine d'expulsion immédiate d'admettre à aucun acte religieux personne autre que ses propres paroissiens » : ainsi les conversions étaient-elles rendues impossibles. En 1861, à la mort de l'archevêque de Varsovie, Antoine Falkowski, le nouvel élu non agréé par le Gouvernement fut emprisonné. En 1863, l'insurrection polonaise éclata ; la répression fut marquée par des vexations à l'égard des catholiques : l'archevêque Féliniski fut déporté à Jaroslaw, des prêtres polonais mis à mort sous l'inculpation d'avoir pactisé avec les insurgés, des églises saccagées. On supprima la plupart des maisons religieuses : sur cent vingt-cinq couvents d'hommes, on n'en laissa que vingt-cinq et sur quarante-deux couvents de femmes, dix ; on sécularisa les domaines ecclésiastiques qu'on remplaça par un traitement du Gouvernement ; le concordat fut résilié et l'administration de l'Eglise catholique confiée au collège ecclésiastique de Saint-Petersbourg (1866).

Dès 1864, Pie IX avait protesté avec énergie. Léon XIII

essaya de renouer les relations : lors des attentats dirigés contre la vie du tsar en 1879 et 1880, il lui envoya des témoignages de sympathie ; en 1880, il publiait l'encyclique *Grande munus*, qui étendait à toute l'Eglise la fête des saints Cyrille et Méthode. Des pourparlers engagés par Mgr Jacobini, puis par Mgr Séraphin Vanutelli, nonces à Vienne, aboutirent, sous le nouveau tsar **Alexandre III** (1881-94), à un accord qui régla l'enseignement du jeune clergé et la nomination des évêques catholiques (1882). Dans les hautes sphères, certaines dispositions plus tolérantes se faisaient jour ; plusieurs conversions s'esquissaient, dont la plus éclatante fut celle de Vladimir Soloviev, surnommé « le Newman russe » : il écrivit, en 1883, son principal ouvrage, *La Russie et l'Eglise universelle* ; puis, en 1897, *La Justification du bien*, où il adhère absolument au dogme catholique. Bientôt, l'agitation révolutionnaire consécutive aux désastres de la guerre russo-japonaise (1903) marqua l'acheminement vers un régime moins autocratique : on introduisit dans la législation des dispositions plus libérales dont le catholicisme bénéficia ; depuis 1905, il n'y a plus de peines édictées contre ceux qui abandonnent le culte national, ni contre ceux qui administrent les sacrements aux convertis.

II. La Grèce et les Etats Balkaniques. — Au XIX^e siècle, le mouvement national qui entraîna les peuples à se séparer du sultan les porta aussi à se rendre indépendants du patriarche byzantin. Lorsqu'en 1821 la **Grèce** se souleva contre l'oppression turque, les assemblées nationales d'Epidaure (1822) et de Trézène (1827) proclamèrent l'indépendance tant au point de vue religieux qu'au point de vue politique. Cependant, le désordre régnait dans l'administration : sur 36 évêques, 12 seulement restaient et on ne voulait pas recourir à Constantinople ; on s'adressa alors aux 52 prélats orthodoxes vivant en Grèce et pour la plupart fugitifs de Turquie ; ils rédigèrent la loi organique du 23 juillet 1833 proclamant l'autonomie de l'Eglise hellénique et la dotant d'un synode permanent à la russe ; après de longues discussions, le patriarche byzantin n'eut mieux à

faire que de concéder ce qu'il ne pouvait empêcher. Même résignation s'imposa à lui lorsqu'au fur et à mesure des agrandissements territoriaux de la Grèce, le saint synode hellénique demanda la juridiction des pays annexés : ainsi en fut-il pour les îles Ioniennes et leurs 7 diocèses cédés par l'Angleterre en 1864, ainsi pour l'Épire, la Thessalie et leurs 9 diocèses annexés à la Grèce par le traité de Berlin en 1882. Le patriarche reculait du même pas que le sultan.

Il en fut de même partout dans les Balkans. 1° Dès 1830, un accord conclu avec le Phanar assura à l'**Eglise serbe** une demi-indépendance tant qu'enfin en 1879 le patriarche Joachim III reconnut « la sainte Eglise autocéphale de la principauté de Serbie ». 2° D'autre part, dès 1848, les Serbes de l'Empire d'Autriche avaient obtenu l'érection de l'église métropolitaine de **Karlovitz** en un patriarcat séparé de la Serbie ; en 1914, il comptait six évêques et étendait sa juridiction sur le million de Serbes habitant la Hongrie et la Transylvanie. 3° A son tour le patriarcat de Karlovitz fut démembré, et les **Roumains** de Transylvanie obtinrent de l'empereur d'Autriche par les décrets de 1864 et 1869 l'érection en leur faveur de la métropole d'Hermanstadt avec deux évêchés suffragants. 4° Enfin, en 1873 Karlovitz se vit encore enlever les orthodoxes de Bukovine et de Dalmatie, qui se groupèrent sous la métropole roumaine de **Tchernovitz**, constituant ainsi l'Eglise serbo-roumaine de Bukovine. « Pour pouvoir s'emparer des biens de l'Eglise de Bukovine, le gouvernement autrichien fit passer la plupart des Uniates au schisme. Il y eut ainsi 250.000 Ruthènes

Les Eglises orthodoxes. — PIERLING, *La Russie et le Saint Siège*, t. V. Catherine II, Paul I, Alexandre I. — A. BOUDOU, *Le Saint Siège et la Russie, Leurs relations diplomatiques au XIX^e siècle* (1814-47), 2 vol., 1922-25. — P. LESCOEUR, *L'Eglise catholique en Pologne sous le gouvernement russe (1772-1875)*, 2 vol., 1876 ; *L'Eglise catholique et le gouvernement russe*, 1903. — GONDAL, *L'Eglise russe*, 1901. — WILBOIS, *L'Avenir de l'Eglise russe*, 1907. — A. PALMIERI, *La chiesa russa* Florence, 1908. — A. LEROY-BEAULIEU, *L'Empire des tzars*, 3 vol., 1881-89. — MICHEL D'HERBIGNY, *Un Newmann russe, Vladimir Soloviev*, 1911. — VASIL ROZANOF, *L'Eglise russe*, trad. Limont, 1912. — E. DRIAULT, *La question d'Orient* (Bibl. hist. contemp.), 1900.

orthodoxes en Bukovine et 250.000 Roumains. Le métropolitte devait être alternativement Roumain et Ruthène ».

En 1860, exaspérés par les exactions des évêques de langue grecque, les **Bulgares** se séparèrent de Constantinople et résolurent de passer en masse au catholicisme. Mais inquiète de voir se constituer une nation slave catholique capable de lui barrer la route de Byzance, la Russie s'interposa ; elle obtint que le patriarcat accordât aux Bulgares une partie des réformes demandées depuis un demi-siècle, et sous la pression, les convertis bulgares retournèrent au schisme. Le mouvement d'émancipation nationale et religieuse ne s'en poursuivit pas moins : en 1872, la Bulgarie se constitua sous forme d'exarchat, malgré l'excommunication de Byzance, et devenue indépendante, la Roumanie sous le prince Couza établit un saint synode et un patriarche que le Phanar dut reconnaître en 1885. En 1914 le patriarche de Constantinople ne tenait plus sous sa juridiction en Europe que la petite Turquie, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine pratiquement indépendante depuis son annexion à l'Autriche ; hors d'Europe, il possédait encore l'Anatolie et un vague protectorat sur les patriarcats grecs. On voit donc que le schisme a amené le fractionnement de l'Eglise orientale en créant autant d'Eglises qu'il y a de nationalités, et en identifiant le rôle politique de la nation avec le rôle de son Eglise. Au patriarche de Constantinople, il ne reste qu'une primauté d'honneur, mais sans aucun privilège dogmatique. Aussi l'unité de croyance n'existe-t-elle pas : la Russie, par exemple, admet la validité du baptême conféré par les Latins et les chrétiens non orthodoxes, tandis que l'Eglise phanariote la nie.

Les papes firent plusieurs tentatives au XIX^e siècle pour essayer un rapprochement : en 1848, Pie IX adressa une encyclique aux Eglises orientales ; il songea ensuite à convoquer un concile œcuménique pour la réunion des églises ; en 1870, il invitait, mais sans succès, le patriarche Grégoire VI à assister au concile du Vatican. Léon XIII fit des avances plus significatives encore : en 1880, il étendit à l'Eglise universelle la fête des saints Cyrille et Méthode. En 1894, on tint sous sa présidence des conférences pour l'union aux-

quelles assistèrent les chefs des Eglises orientales catholiques et qui aboutirent à la création d'une commission cardinalice permanente en vue de l'union ; la même année, il fit un appel à l'Orient auquel le patriarche Anthime répondit par une fin de non-recevoir ; en 1897, il créait à Rome le séminaire grec de Saint-Athanase.

Quelle est la vie religieuse des orthodoxes ? Ils ont en apparence une grande piété, multiplient les signes de croix et les baisers aux icones ; mais ces pratiques sont à l'ordinaire purement machinales ; en réalité, la superstition a remplacé la dévotion. Nulle piété profonde : on communie quatre fois l'an, à Noël, à Pâques, à Saint-Pierre et à l'Assomption, mais sans préparation et même souvent sans confession préalable. La vie morale laisse souvent à désirer : le divorce est fréquent, surtout parmi les grands ; dans la famille, l'influence maternelle est presque nulle. Aucune efflorescence de vie charitable : les congrégations hospitalières sont inconnues, et la guerre même n'a pu susciter des dévouements spontanés. La cause principale de cette décadence religieuse vient de l'infériorité des ecclésiastiques : d'un côté, un clergé instruit dans les séminaires, mais qui a reçu une formation protestante ou rationaliste, et qui ne songe qu'à des bénéfices lucratifs : faire rentrer les redevances des paroisses, intriguer pour avoir un meilleur poste ou pour entrer au saint synode, telles étaient les préoccupations principales des évêques orthodoxes. Quant au simple prêtre, souvent désigné par les chefs de la paroisse qui choisissent un membre de la localité, il ne subit à l'ordinaire qu'une préparation de six semaines ou de trois mois ; on ne lui a appris qu'à chanter l'office et la messe et à administrer les sacrements ; sa formation théologique reste nulle. Ces popes qui, durant la semaine, travaillent pour vivre, s'avalissent souvent par l'ivrognerie et sont méprisés. Nulle vie paroissiale : ni catéchisme, ni prédication, ni associations pieuses, ni patronages. Foncièrement ignorant, le peuple s'abandonne à un mysticisme grossier et à l'illuminisme : d'où l'éclosion des sectes les plus excentriques et parfois les plus immorales. La ferveur, d'ailleurs, ne s'est point réfugiée dans les cloîtres : les moines s'aban-

donnent au farniente ou cherchent à amasser de l'argent. Ainsi tout est abandonné à la routine : c'est vraiment l'Eglise morte. Au surplus, même s'il le voulait, le clergé ne pourrait prendre aucune initiative ; partout les laïques ont une part prépondérante dans le gouvernement de l'Eglise : en Russie, l'ober-procuror désigné par le tsar commandait à tous les dignitaires ecclésiastiques, en Roumanie et en Serbie toute décision synodale dépend de l'approbation du ministre des cultes. Avant la guerre de 1914, le vrai centre de l'orthodoxie était Moscou.

III. Les schismes christologiques : nestoriens et monophysites. — Restent les Eglises dissidentes nées des hérésies christologiques du v^e siècle : nestorianisme et monophysisme.

I. Les Nestoriens encore appelés Chaldéens s'étaient réfugiés en Mésopotamie et en Assyrie, et de là pénétrèrent jusque dans l'Inde. Refoulés par les invasions musulmanes, ils se concentrèrent dans le Kurdistan, région montagneuse à cheval entre la Turquie d'Asie et la Perse au sud du lac Ourmiah. En 1843 et 1848, le chef kurde Beder Khan bey en massacra plusieurs milliers ; récemment, durant la Grande Guerre, les Turcs ont recommencé la persécution : on dit que la population nestorienne fut réduite de moitié. A la tête de l'Eglise nestorienne se trouve un catholicos : depuis Simon IV Basilidi (1437-77), la dignité est héréditaire dans la même famille, se transmettant d'oncle à neveu ; le catholicos réside à Kotchanès entre le lac de Van et le lac d'Ourmiah ; il a encore sous son autorité cinq diocèses. Le clergé nestorien croupit dans la plus profonde ignorance.

Cependant, il existe aussi des Chaldéens catholiques. En 1672, Joseph, archevêque nestorien d'Amida ou Diarbékir se laissa convertir par des capucins ; il organisa une Eglise et reçut d'Innocent XI le titre patriarcal (1681). Depuis le xix^e siècle, la résidence des patriarches est à Mossoul. Malheureusement, l'un d'eux, Joseph VI Audo (1848-78) eut de graves démêlés avec Rome qui voulait lui défendre de consacrer des évêques sans l'approbation du Saint-Siège ; Pie IX l'excommunia en 1876 ; il mourut deux ans plus

tard réconcilié avec Rome ; mais ces discussions fâcheuses enrayèrent en partie le mouvement des conversions. Le patriarche Elie XII Abollolyonan (1878-94) ramena la paix et l'unité dans l'Eglise chaldéenne catholique.

II. Il existe encore des monophysites en Arménie, en Syrie et en Egypte ; ils y vivent à côté de frères séparés et redevenus catholiques.

Les **Arméniens** sont les plus instruits et les plus nombreux des monophysites ; le contact des croisés ne les rapprocha de Rome que momentanément et ils retombèrent dans le schisme. L'Eglise monophysite arménienne s'intitule grégorienne du nom de saint Grégoire l'Illuminateur ; à sa tête se trouve un catholicos résidant au monastère d'Etchmiadzin dans l'Arménie russe ; mais il ne jouit que d'une primauté d'honneur sur les quatre autres catholicats arméniens : Jérusalem et Constantinople, Sis et Aghtamar. Celui de Constantinople dont la juridiction s'étend sur tous les Arméniens de l'Empire ottoman comprend 1.365.000 fidèles et quinze archidiocèses.

La nationalité arménienne avait témoigné sa renaissance par la rédaction de la Constitution de 1860 qui érigeait à Constantinople une Assemblée nationale de 400 membres et déclarait vouloir « conserver la tradition et la foi de l'Eglise nationale grégorienne ». La Porte se résigna à ratifier cette constitution. Mais les Turcs, d'une part, voyaient avec dépit se développer ce mouvement séparatiste ; les Russes, d'autre part, redoutaient « ces Juifs chrétiens » qui menaçaient de couvrir toute la Caucasië. Pour conjurer ce « péril arménien » le tsar Alexandre III résolut de fondre les Arméniens dans la masse russe orthodoxe et forma le projet d'anéantir l'Eglise grégorienne : par une sorte de laïcisation, il enleva les écoles arméniennes à la direction du catholicos, il exigea des fonctionnaires arméniens une profession d'orthodoxie, il songea même à établir le catholicos à Saint-Pétersbourg sous sa domination ; mais la mort arrêta ses projets.

Après la persécution légale du tsar vint la persécution sanglante du sultan. Il lança contre les Arméniens les farouches tribus kurdes soutenues par des soldats réguliers ; les

massacres d'une cruauté inouïe ne firent pas moins de 150.000 victimes (1894-95-96), et l'on a pu appeler Abd-ul-Hamid II « le sultan rouge ». Les protestations des puissances restèrent platoniques ; seul, le pape Léon XIII parla hautement et envoya des secours aux survivants. D'autre part, le tsar travaillait toujours à russifier l'Arménie : un oukase de Nicolas II dépouillera l'Eglise d'Echmiadzin de tous ses biens, soit environ 300 millions de francs ; mais l'application en sera rendue impossible par des troubles et des émeutes.

Il existe aussi des Arméniens catholiques. Ceux de Constantinople et des provinces septentrionales de l'Empire Turc eurent souvent de violentes persécutions à subir du fait qu'ils étaient sous une double juridiction : au point de vue religieux, celle du vicaire apostolique latin établi à Constantinople, au point de vue civil celle du patriarche arménien schismatique de Constantinople. En 1830, lors de la guerre de l'indépendance de la Grèce, représentés aux Turcs comme des traîtres par les Arméniens géorgiens, ils furent vivement persécutés tant qu'enfin on leur accorda un archevêque primat résidant à Constantinople. Il subsistait d'autre part un catholicos uni résidant au couvent Sainte-Marie de Bzommar ; il tenait sous sa juridiction les arméniens catholiques de Syrie, de Cilicie, de Mésopotamie et de Palestine. En 1867, Mgr Hassoun, archevêque-primat de Constantinople fut nommé catholicos de Bzommar, décision heureuse qui mettait tous les catholiques arméniens de l'Empire turc sous une autorité religieuse unique, celle du « patriarche des Arméniens catholiques, catholicos de Cilicie ». En même temps, Pie IX publiait la bulle *Reversurus* qui délimitait les attributions des évêques orientaux et la participation des laïques au gouvernement de l'Eglise. Mais, de même que chez les Chaldéens catholiques, il s'éleva un groupe de dissidents. L'agitation dura une dizaine d'années (1869-79) : plusieurs évêques et la plupart des moines antonins passèrent au schisme, entraînant des fidèles. En 1880, Mgr Hassoun démissionna en vue d'amener la paix ; mais l'agitation subsista par suite de l'ingérence des laïques dans les affaires de l'Eglise arménienne ; pour y obvier, il se

tint à Rome en 1911 un concile national qui obtint de bons résultats.

Le second groupe de monophysites, celui des **Syriens**, est peu nombreux (environ 600.000) ; on les appelle jacobites parce qu'au vi^e siècle, au plein moment de la persécution impériale contre le monophysisme, ce fut un moine fanatiques, Jacques Baradaï, qui assura en ces régions la survivance de l'hérésie. La petite église jacobite est établie le long de l'Euphrate, notamment à Mossoul, à Diarbékir et à Deir Zapharan près de Mardin, où se trouve le siège patriarcal. Les jacobites possédèrent jadis des hommes éminents, entre autres Bar-Hebreus, historien, philosophe et théologien († 1286) ; aujourd'hui, la science s'est réfugiée dans les couvents du vilayet de Mossoul, où se trouvent les adversaires les plus acharnés de l'union.

Mais il existe aussi des syriens catholiques, anciens jacobites revenus à l'unité surtout depuis le xviii^e siècle. Le patriarche Jaroné (1820-53) opéra de nombreuses conversions parmi les jacobites notamment celles de cinq évêques, ce qui amena des persécutions violentes de la part des schismatiques et des musulmans ; depuis lors, des conversions nouvelles se sont produites, notamment en 1913 ; on peut donc entrevoir le jour où l'Eglise jacobite schismatique disparaîtra. Le patriarche des syriens catholiques réside maintenant à Mardin au sein des populations jacobites à remener : il a sous lui six archevêchés (Mossoul, Bagdad, Damas, Alep, Emèse (Homs) et Gezrrel ; le nombre des fidèles est d'environ 60.000.

Il existe encore d'autres Syriens, les **Maronites** du Liban, Ils ont pour origine, entre Emèse et Apamée, sur la rive droite de l'Oronte, le couvent de Saint-Maron qui fut d'abord un bastion de défense catholique contre les jacobites de Syrie, mais qui au vii^e siècle glissa dans le monothélisme à la suite de l'empereur Héraclius. Le couvent de Saint-Maron s'érigea en évêché et devint le centre d'une église monothélite. Mais dès la fin du xii^e siècle nombre de maronites abjurèrent l'hérésie sous l'influence du patriarcat latin de Jérusalem (1182) ; après des vellétés de rechute la conversion définitive se produisit au xvi^e siècle grâce surtout

aux missions du jésuite Eliano, et en 1584 Grégoire XIII fonda à Rome un séminaire maronite qui existe encore. Au XIX^e siècle, l'Eglise maronite eut à subir la persécution des Druses musulmans avec la complicité du gouvernement ottoman (1860) ; on compta environ 6.000 victimes ; à Damas le couvent des franciscains fut brûlé et 8 religieux tués. Napoléon III envoya un corps expéditionnaire, et le sultan dut punir plusieurs assassins ; le règlement du 9 juin 1861 réorganisa l'administration du Liban que l'on confia à un gouvernement chrétien, indépendant des pachas de Beyrouth et de Damas. Durant la grande guerre les Turcs ont massacré ou affamé de nouveau les Maronites, et la persécution a fait des milliers de victimes. A la tête de l'Eglise maronite se trouve un patriarche résidant à Békerké près de Beyrouth ; sous lui on compte sept archevêques (Alep, Beyrouth, Chypre, Damas, Sidon, Tripoli et Tyr). Les Maronites possèdent trois congrégations religieuses : les Antonins d'Alep, les Antonins libanais ou baladites, la congrégation de Saint-Isaïe. La fondation de l'Université de Beyrouth par les jésuites (1885) a accru l'influence catholique et française en ces régions. Les Maronites sont environ 300.000.

Les monophysites d'Egypte ou **Coptes** ont à leur tête un patriarche d'Alexandrie. Durant le XIX^e siècle, par le moyen des écoles et par des distributions d'argent, les protestants attirèrent à eux environ 30.000 coptes ; d'autre part, l'Eglise copte schismatique est déchirée par les conflits du patriarche et du comité administratif créé par les notables pour contrôler les finances. Il faut encore signaler l'Eglise monophysite d'Abyssinie, qui obéit à un chef religieux appelé l'abouma : les fidèles croupissent dans le vice et l'ignorance, mais restent très attachés au christianisme.

I. **Schismes monophysites.** — Prince MAXIMILIEN de SAXE, *Missa chaldaica*, Ratisbonne, 1907. — F. T. BRIGHTMAN, *Liturgies eastern and western*, Oxford, 1896. — H. JENNER, *Syrian Rite* (East), dans *The Catholic Encyclopedia*, New-York. — K. LUBECK, *Die christlichen Kirchen des Orients*, Kempten et Munich, 1911. — L. PETIT, art. Arménie, dans *Dict. Théol.* — A. VANDAL, *Les massacres arméniens et la réforme de la Turquie.* — J. LABOURT, art. Maronites, dans *The Catholic Encyclopedia*. — Prince MAXIMILIEN de SAXE,

Il y a aussi des coptes catholiques, ramenés surtout par les Pères franciscains récollets au XVIII^e siècle. Il existait, d'une part, un vicariat apostolique, administré par des prêtres indigènes ; d'autre part, une préfecture confiée aux franciscains : d'où heurts regrettables. Mais Léon XIII divisa l'Égypte en trois diocèses coptes catholiques sous l'autorité d'un prélat qui porterait le titre de patriarche d'Alexandrie ; depuis lors, on a réalisé de nombreuses conversions (moins de 5.000 fidèles en 1897, 25.000 aujourd'hui).

IV. Les patriarchats melkites orthodoxes. — Lors du schisme christologique qui suivit le concile de Chalcédoine (451), les rares Syriens demeurés fidèles à la vraie foi furent qualifiés par leurs adversaires du nom de melkites (impérialistes) ; ils adoptèrent plus tard l'attitude schismatique de Constantinople. Ces églises melkites orthodoxes sont actuellement partagées entre trois patriarchats : Antioche, Jérusalem et Alexandrie. 1^o Le patriarchat d'Antioche compte environ 300.000 fidèles ; il possède 17 monastères, dont 5 stavropégiaques, c'est-à-dire dépendant du patriarche. 2^o Le patriarchat d'Alexandrie compte 100.000 fidèles, dont les trois quarts Grecs immigrés habitant les localités commerçantes, telles que le Caire et Alexandrie. 3^o Le patriarchat de Jérusalem recrute son haut clergé parmi les membres de la Confrérie du Saint-Sépulcre, qui a pour but de garder les sanctuaires ; cette confrérie possède des monastères dont les plus importants sont celui de Saint-Constantin et Sainte-Hélène, à Jérusalem, où réside le patriarche, celui du Saint-Sépulcre, celui de Bethléem et Saint-Sabas.

La question de la garde du Saint-Sépulcre fut un grave sujet de discussions entre orthodoxes et catholiques. La France possédait comme le monopole de l'administration des Lieux Saints ; mais, depuis le XVIII^e siècle, ces droits

Missa syro-maronitica, Ratisbonne, 1907. — RENAUDIN, *Questions religieuses orientales*, 1913. — Pour une vue d'ensemble, voir R. JANIN, *Les Eglises orientales et les rites orientaux*, 1922. — Outre les *Echos d'Orient*, consulter *L'Union des Eglises*, bulletin trimestriel d'information et d'apostolat ; et aussi l'ancienne *Revue catholique des Eglises*.

avaient été négligés, et peu à peu, les orthodoxes obtinrent du Divan la permission d'accaparer certaines situations jusque-là réservées aux Latins. Par son ambassadeur Lavalette, Napoléon III réclama énergiquement au sultan Abd-ul-Medjid le respect de nos anciens privilèges ; le firman du 9 février 1852 reconnut les droits de la France, notamment sur le Saint-Sépulcre, sur l'église de Gethsémani et sur l'Eglise supérieure de Béthléem. Mais le tsar Nicolas, l'autocrate de la Sainte Russie, protesta, et ce conflit des Lieux Saints fut l'une des causes d'où naquit la guerre de Crimée. Les Grecs schismatiques ont réussi à conserver ou à reconquérir la majeure partie du Saint-Sépulcre, la moitié du Calvaire, une grande partie de la basilique de la Nativité à Béthléem, etc. La société impériale pravoslave de Palestine, fondée en 1882, a pour but le soutien de « l'orthodoxie » en Terre Sainte et l'assistance des milliers de pèlerins russes qui s'y rendent chaque année ; elle possède de nombreuses écoles en Palestine. Cependant, le nombre des melkites du patriarcat de Jérusalem ne dépasse pas 45.000, tous indigènes syriens.

Le procédé généralement prôné pour l'union des Eglises est la formation d'Eglises uniates, groupements de fidèles orientaux soumis au Pape, tout en conservant leurs rites et leur hiérarchie propres. Dans un *motu proprio* adressé aux Coptes le 19 mars 1896, Léon XIII disait : « Il importe de déraciner l'opinion de certains Orientaux que les Latins veulent porter atteinte à leurs traditions historiques. » Plusieurs congrégations ont déjà fondé des séminaires où se forment de futurs prêtres appartenant à divers rites : ainsi le séminaire oriental de Beyrouth, fondé par les jésuites, a fourni des prêtres pour les rites arménien, chaldéen, copte, maronite ; le séminaire syro-chaldéen de Mossoul, confié aux dominicains par la Propagande, a formé des prêtres chaldéens et syriens, etc. Pour la facilité de leur apostolat, on voit même des missionnaires latins embrasser un rite oriental ; ainsi firent plusieurs lazaristes et assomptionnistes. Le seul point regrettable est que la création des Eglises uniates augmente la confusion des choses religieuses d'Orient en multipliant les hiérarchies : cela apparaît sur-

tout en Syrie, où l'on trouve des uniates de rites latin, byzantin, syrien, arménien, maronite ; mais pareille bigarrure est un moindre mal si elle permet l'unité romaine.

(Pour les modifications consécutives à la grande guerre, voir plus loin.)

CHAPITRE II

L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL

I. **La crise dynastique et religieuse pendant la première partie du XIX^e siècle.** — Libérée du gouvernement de Joseph Bonaparte, l'Espagne revint avec son souverain légitime **Ferdinand VII** à l'ancien régime et rendit au clergé son influence, aux moines leurs biens confisqués. Mais de l'occupation française l'Espagne avait gardé certains germes anti-chrétiens : les francs-maçons y étaient très nombreux. En 1820, une révolution éclata, que Ferdinand VII se vit contraint d'accepter : nombre de couvents furent supprimés, les biens ecclésiastiques confisqués, les prêtres persécutés. Cependant, l'armée française, commandée par le duc d'Angoulême, libère le roi en 1823, et les décisions anti-religieuses sont rapportées ; à la nouvelle de la victoire, le pape Léon XII fait chanter un *Te Deum*.

En Espagne comme au Portugal, la vie politique et religieuse fut alors troublée par des conflits de succession. Au Portugal, le roi Jean VI mourut en 1826, laissant deux fils : l'aîné, Pedro, établi au Brésil, légua ses droits à sa fille, Maria da Gloria, âgée de 7 ans ; il représentait les idées libérales ; son frère, **don Miguel**, fut proclamé roi par le parti absolutiste avec l'aide du clergé. Mais, quand **don Pedro**, revenu d'Amérique, l'eût emporté après une longue guerre, il se vengea sur l'Eglise portugaise de l'appui fourni

I. **Espagne et Portugal** : PIRIS GAMS, *Die Kirchengeschichte von Spanien*, t. III, Ratisbonne, 1879. — LA FUENTE, *Hist. ecclés. de Espana*, 6 vol., Madrid 1873-1875. — DE VALRAS, *Don Carlos VII et l'Espagne carliste*, 2 vol., 1876. — BURGOS, *Annales del reinado de Isabel II*, 1850. — LEGENDRE, art. *Espagne*, dans *Dict. Théol. cath.* — MENENDEZ PELAYO, *Historia de los Heterodoxos españoles*, t. III, Madrid, 1881.

à son rival : il abolit la nonciature, une commission chargée de la réforme du clergé supprima un grand nombre de couvents et confisqua leurs biens ; les sièges épiscopaux jadis pourvus par don Miguel, d'accord avec le Saint-Siège, furent déclarés vacants. Grégoire XVI protesta deux fois solennellement (30 sept. 1833-1^{er} août 1834). Après la mort de don Pedro en 1835, la reine **donna Maria da Gloria**, sa fille, continua un moment la même politique ; elle finit cependant par reconnaître les évêques nommés par don Miguel et rétablit les relations diplomatiques avec Rome ; en 1842, le pape lui enverra la rose d'or.

En Espagne, le roi Ferdinand VII avait épousé en quatrièmes noces une princesse de Naples, Christine, qui lui donna une fille, **Isabelle** ; il légua à celle-ci sa succession au détriment de son propre frère **don Carlos** : d'où, à la mort de Ferdinand VII, formation de deux partis, celui d'Isabelle et de la reine-régente Christine (Christinos), celui de don Carlos (Carlistes) ; les absolutistes comptaient sur don Carlos, protégé par le clergé, tandis que Marie-Christine était favorable aux libéraux. Vainqueurs, ceux-ci usèrent de représailles à l'égard de l'Eglise : en 1835, un décret royal confisquait tous les couvents, à l'exception de quelques congrégations enseignantes ou vouées aux missions : les évêques furent cités devant les tribunaux comme carlistes, on les priva du droit de censurer les livres de théologie et de régler la discipline des séminaires : on s'acheminait vers une Eglise d'Etat. Devant ces mesures, Grégoire XVI ordonnait au nonce de quitter Madrid et protestait contre les lois espagnoles : les relations diplomatiques furent rompues. Il y eut bien un certain rapprochement avec les Cortès modérées de 1839, qui rapportèrent en partie les mesures prises et renouèrent les négociations avec le Saint-Siège pour la nomination aux nombreux évêchés vacants. Mais l'accalmie fut de très courte durée : le général **Espartero**, duc de la Victoire, venait d'en finir avec les carlistes après une guerre qui avait duré cinq ans (1834-1839) : ce sectaire chassa bientôt la reine Christine, établit une dictature militaire ; il aggrava toutes les mesures anti-religieuses prises pendant la guerre civile et fit

reconduire à la frontière le représentant du Saint-Siège. Grégoire XVI protesta avec indignation.

II. Le concordat espagnol de 1851 et ses vicissitudes.

— La chute d'Espartero, le retour de la reine-mère Christine et de sa fille Isabelle proclamée reine (1843) marquèrent un retour à une situation religieuse meilleure. Débarassée des carlistes, la royauté perdait les motifs qui l'avaient poussée à combattre le clergé ; il y eut donc un rapprochement avec Rome : en 1845, un ministre plénipotentiaire fut envoyé près du Saint-Siège pour négocier un **concordat**, acte de réaction contre la série des lois révolutionnaires ou libérales promulguées depuis Napoléon I^{er} jusqu'au milieu du siècle. Selon l'article premier : « La religion catholique, à l'exclusion de toute autre, continue à être l'unique religion de la nation espagnole » ; art. II : « En conséquence, l'instruction dans les universités et collèges sera entièrement conforme à la doctrine de cette même religion ; ce pourquoi on n'opposera aucun obstacle aux évêques chargés de veiller sur la pureté de la doctrine » ; le gouvernement s'engageait aussi à promouvoir l'efflorescence de la vie religieuse.

L'Espagne n'en restait pas moins divisée entre un parti catholique et royaliste et un parti sectaire anti-gouvernemental dirigé par Espartero. En 1854, une première révolution ne renversa pas, sans doute, la royauté, mais s'essaya à des mesures anti-religieuses : on voit alors les Cortès voter une loi de désamortissement qui ordonnait de mettre en vente tous les biens de main-morte. Isabelle refusa d'abord de la sanctionner et menaça d'abdiquer, se déclarant prête à montrer « qu'une reine sait faire des sacrifices pour sa foi » ; victorieuse en 1856, elle abolit la loi de désamortissement. Mais, en 1868, une deuxième révolution plus violente renversa Isabelle, qui s'enfuit en France. La **constitution de 1869** fut alors votée : on y proclamait la liberté de religion, de l'enseignement et de la presse ; le clergé fit une vive opposition et refusa de prêter serment ; le gouvernement répondit en cessant de payer les traitements ecclésiastiques, en votant le mariage civil. Ce fut à

nouveau une lutte ouverte entre le clergé et la révolution : la monarchie démocratique d'Amédée de Savoie (1870) et la République (1873-74) se succédèrent ; pendant ce temps, le parti catholique retournait au carlisme.

En 1874, le fils d'Isabelle, **Alphonse XII**, fut rappelé. Il exprima son programme par ces paroles : « Je ne cesserai jamais d'être un bon Espagnol, un bon catholique comme mes prédécesseurs, et comme homme du siècle, un vrai libéral. » On s'efforça donc de détruire ce que le dernier régime révolutionnaire avait créé : on ferma les écoles protestantes qui dataient de la révolution, on abolit le mariage civil, on renoua les relations avec le Saint-Siège. Le nonce eût voulu le rétablissement du concordat de 1851, qui proclamait la religion catholique seule reçue dans le royaume ; mais l'ère du catholicisme libéral était ouverte : la religion romaine fut décrétée religion d'Etat, mais non pas à l'exclusion des autres confessions ; ainsi le proclame l'article premier de la constitution votée en 1876. Depuis, les différentes lois nouvelles ont continué à suivre cette voie du libéralisme. On en voit les effets dans le code civil : au point de vue matrimonial, par exemple, l'Eglise avait longtemps détenu toute juridiction ; maintenant, la loi exige un registre civil. Mais les plus grands désaccords avec l'ancien concordat de 1851 se trouvent dans le Code pénal qui, datant de l'époque révolutionnaire (1870), est resté en vigueur : ainsi, on y punit le prêtre qui communique aux fidèles des instructions pontificales sans le *placet* du gouvernement ; on n'y poursuit plus, comme autrefois, les blasphémateurs et les écrivains impies. D'autres lois libérales ont encore été portées : exception faite de la plupart des religieux, le clergé a été soumis au service militaire, avec pouvoir, toutefois, de se racheter ; de même, certains règlements de 1885 et 1890 dispensent les maîtres de l'obligation antérieure de conduire les enfants à la messe paroissiale ; et pour l'enseignement secondaire, si les aumôniers de lycée ont été rétablis en 1895, le décret royal de 1901 rend cependant l'enseignement religieux facultatif ; d'ailleurs, l'Etat détient le monopole des examens et des diplômes.

III. Les débuts du XX^e siècle. — L'Eglise d'Espagne et de Portugal a traversé, au début du XIX^e siècle, une crise assez aiguë. A la mort d'Alphonse XII (25 nov. 1885), sa veuve, Marie-Christine, princesse autrichienne et très catholique, prit la régence durant la minorité d'**Alphonse XIII**. Déclaré majeur en 1902, celui-ci sembla ne vouloir gouverner qu'à la manière d'un président de la République. Dès 1901, le ministre Zagasta avait publié un décret qui menaçait la vie des congrégations. Une réaction se produisit qui amena au pouvoir le conservateur **Maura** : il conclut en 1904, avec le Saint-Siège, une convention qui améliorait la situation des religieux. L'anticléricalisme reparut en 1906, avec Moret : il proposa une loi qui plaçait les congrégations sous le contrôle, même financier, du gouvernement ; mais les protestations populaires le contraignirent à en ajourner l'application. En 1907, reparut Maura, qui entra en conflit avec les révolutionnaires : l'émeute fut déclarée à Barcelone, où les insurgés incendièrent des couvents et massacrèrent prêtres et moines (juillet 1909) ; le gouvernement se montra énergique ; le chef de l'opposition anti-cléricale, Ferrer, fondateur de la société laïque l'*Ecole moderne*, fut condamné par un conseil de guerre et fusillé. Mais le mouvement de protestation très injustifié qui se produisit, non seulement en Espagne, mais dans toute l'Europe, amena la chute de Maura et son remplacement par Canalejas, chef du parti libéral. Celui-ci déposa un projet dit *du cadenas*, qui défendait à toute communauté religieuse de se former en Espagne avant que la question des congrégations n'eût été réglée avec Rome ; Canalejas fut assassiné par un anarchiste en 1912 ; le ministère conservateur Dato améliora la situation (1913). Somme toute, depuis le début du XIX^e siècle, le pouvoir oscillait du parti conservateur, protecteur de l'Eglise, au parti libéral, ennemi des congrégations : mais le peuple espagnol réprouvait hautement toute mesure attentatoire à sa foi et empêchait l'application des lois de persécution.

Au **Portugal**, l'opinion catholique ne possédait pas la même force de résistance. Le roi Dom Carlos, qui avait épousé la princesse Amélie d'Orléans, vit se dresser contre

lui une opposition républicaine et anticléricale. Pour y faire face, il établit dictateur le riche progressiste Joao Franco, mais, en 1908, le roi Carlos et le prince héritier furent assassinés ; le second fils, Manuel II, devint roi. Mais, dès 1910, une révolution militaire amena la République. Le nouveau gouvernement ouvrit la persécution religieuse : il déclara les congrégations dissoutes, sécularisa les établissements de bienfaisance, autorisa le divorce et interdit même le costume ecclésiastique ; le 20 avril 1910, une loi de Séparation de l'Eglise et de l'Etat fut votée contre laquelle le pape Pie X unit sa protestation à celle de l'épiscopat portugais.

CHAPITRE III

LES PAYS-BAS

I. **Les Pays-Bas avant la séparation.** — Guillaume I^{er} rétabli roi des Pays-Bas (Belgique et Hollande), par le Congrès de Vienne, avait donné à son peuple une Constitution ou « loi fondamentale », basée sur les principes de 89. Les évêques de Belgique la condamnèrent dans le *Jugement doctrinal* et interdirent aux fidèles d'y prêter serment : « Jurer de maintenir la liberté des opinions religieuses et la protection égale accordée à tous les cultes, qu'est-ce autre chose que de favoriser les doctrines anti-catholiques ? » L'archevêque de Malines, auteur du *Jugement doctrinal*, fut condamné à la déportation par contumace. Le conflit entre l'Etat et les catholiques belges ne fit que s'aggraver ; en effet, Guillaume I^{er} ne réalisait même pas les promesses de la Constitution : Hollandais et protestant, il ne pouvait se résoudre à favoriser également le catholicisme belge et le protestantisme hollandais. Il y eut des vexations : les écoles moyennes et supérieures reçurent pour professeurs des créatures du gouvernement, aucun ordre religieux ne put admettre des novices, les associations catholiques furent supprimées. Le sentiment national et le sentiment religieux

s'allièrent chez les Belges pour repousser l'étranger et le protestant.

Sans doute, Guillaume I^{er} proposa-t-il de souscrire un concordat : mais les négociations entamées entre l'ambassadeur du pape, Mgr Nasalli, et les ministres van Maanen et Goubau, échouèrent, à cause surtout de l'impossibilité d'une entente sur le mode de nomination des évêques (1823). On continua à blesser les catholiques en fermant les séminaires et en érigeant le Collège philosophique de Louvain, sorte de séminaire général dirigé par le gouvernement et où l'enseignement n'était pas orthodoxe. Désireux de calmer l'agitation grandissante, Guillaume I^{er} envoya à Rome le conciliant comte de Celles, qui négocia, avec Mgr Cappacini, un concordat en trois articles (1827) : le concordat français de 1801, déjà en vigueur dans les provinces du sud, serait aussi appliqué dans celles du nord : chaque évêché posséderait un chapitre et un séminaire et, sous la métropole de Malines, se rangeraient sept suffragants : Tournai, Bruges, Gand, Liège, Namur, Bois-le-Duc, Amsterdam. Mais, arrivé à Bruxelles, Mgr Cappacini se heurta à l'opposition des protestants et des libéraux et à celle de la Commission permanente instituée pour la religion catholique ; le concordat de 1827 ne put être appliqué.

II. La Belgique après 1830. — D'ailleurs, la révolution de 1830 éclatait bientôt à Bruxelles, sous la pression du mécontentement national et religieux ; la Belgique se sépara de la Hollande ; elle reçut un roi de la maison de Saxe-Cobourg, **Léopold I^{er}** (1831-1865), et on promulgua une

I. Belgique. — DE GERLACHE, *Histoire du royaume des Pays-Bas* (1814-1830), 3 vol., Bruxelles, 1859. — CH. TERLINDEN, *Guillaume I, roi des Pays-Bas, et l'Eglise catholique en Belgique* (1814-1840), 2 vol., 1906. — SYLVAIN BALAU, *Soixante-dix ans d'histoire contemporaine de Belgique* (1845-1884), 4^e éd., Louvain, 1890. — MATTHIEU, *Enseignement primaire en Belgique, Compte rendu III^e congrès scientifique des catholiques*, Sect. hist., Bruxelles, 1895. — P. VERHAEGEN, *La lutte scolaire en Belgique*, Gand, 1906. — WOESTE, *Vingt ans de polémique*, 3 vol., Bruxelles, 1885. — LAMY, art. *Belgique*, dans *Dict. Théol. cath.* — CH. DE HEMRICOURT DE GRUNNE, *Ving-cinq ans de gouvernement : le parti catholique belge et son aurre*, Bruxelles, 1910. — *Mémoires du cardinal Ferrata*, t. I, 1923.

constitution nouvelle (1831). D'après celle-ci, l'Eglise fut séparée de l'Etat : aussi, le gouvernement n'eut-il aucune influence sur la nomination des évêques et des curés. Cependant, l'Eglise garda ses privilèges reconnus : traitement cultuel, exemption du service militaire pour les clercs, droit de surveiller l'enseignement dans les écoles. « La pratique constante de la politique belge a été le ministère homogène pris dans le parti en majorité à la Chambre. Electeurs et députés se sont groupés en deux partis, catholique et libéral, dont l'opposition est permanente. Ils luttent pour la possession du ministère et pour le vote des lois sur toutes les questions qui touchent à l'autorité de l'Eglise, l'enseignement, l'assistance civile, les cimetières, le mariage civil, les relations diplomatiques avec le pape ; les catholiques au nom de « la liberté de l'Eglise », les libéraux au nom de « l'indépendance du pouvoir civil ». Le parti catholique a pour lui tout le pays flamand habité par les paysans (les Flandres, Anvers, Limbourg, Brabant) ; le parti libéral a sa force dans le pays wallon industriel (Bruxelles, Hainaut, pays de Liège). Les deux partis se disputent les deux villes de commerce du pays flamand (Anvers et Gand) et le pays wallon agricole (Namur et Luxembourg). La victoire dans ces régions douteuses décide d'ordinaire du succès. » (Seignobos.)

1° Les catholiques remportèrent une importante victoire dès 1842, en faisant voter une loi excellente sur l'instruction. Nothomb, alors chef du ministère, en formulait ainsi le principe : « Pas d'enseignement primaire sans éducation morale et religieuse » ; la loi votée reconnut l'enseignement religieux obligatoire à l'école. 2° Le parti libéral eut ensuite longtemps la prépondérance ; en vingt-trois ans, de 1847 à 1870, il gouverna vingt ans. Pourtant, absorbé par des querelles intestines, il ne put faire grand tort à la religion. En 1880, il vota bien une loi de l'enseignement secondaire qui refusait de reconnaître au clergé le droit de surveillance ; mais une telle prohibition fut tournée par la « Convention d'Anvers », d'après laquelle le clergé exigeait de toute ville demandant un aumônier pour son collège qu'elle s'engageât à soumettre l'enseignement à la surveillance de

l'Eglise et à exclure les ministres des autres cultes. 3° Lorsqu'entre 1870 et 1878, les catholiques eurent manifesté en faveur du pouvoir temporel, la haine des libéraux battus s'exacerba. Vainqueurs en 1878, ils réalisèrent leur programme d'éducation : « L'enseignement, disait la nouvelle loi, est remis au soin des familles et des ecclésiastiques des différentes confessions. Un local dans l'école sera mis à leur disposition pour donner aux enfants l'instruction religieuse » ; au fond, c'était l'école laïque. L'épiscopat tout entier protesta ; réuni à Malines, il condamna la loi, déclara qu'il refuserait l'absolution aux instituteurs et aux parents qui s'en feraient complices, et promut la fondation d'écoles par les prêtres. Le ministère libéral **Frère Orban** voulut obtenir du pape un blâme à l'adresse des catholiques ; irrité du refus, il rompit les relations avec Rome. On le vit esquisser une sorte de Kulturkampf : des enquêtes officielles furent ouvertes qui concluaient à l'insuffisance de l'instruction dans les écoles privées ; en 1883, on supprima le traitement de quatre cents prêtres voués à l'enseignement ; on parla d'entraver le développement des couvents.

Contre de tels procédés, la catholique Belgique se groupa tout entière : aux élections de 1884, il n'y eut que trois députés libéraux pour soixante-six catholiques. Dès 1884, le nouveau ministère réparait l'œuvre des libéraux en votant une loi qui autorisait les communes à entretenir, au lieu d'une école publique neutre, une école privée catholique. Il exista deux sortes d'écoles primaires : les écoles officielles et gratuites entretenues par la commune, les écoles libres que la commune pouvait « adopter ». Comme les municipalités libérales et socialistes refusaient systématiquement « d'adopter » les écoles catholiques, Schollaert, chef du ministère en 1911, proposa la création d'un *bon scolaire*, délivré aux parents par l'autorité publique et leur permettant de confier leurs enfants non seulement à toute école « adoptée », mais à toute école « adoptable ». Aux élections de 1912, les catholiques, dont la majorité avait diminué à chaque renouvellement partiel (8 voix en 1908, 6 voix en 1910), eurent un gros succès contre la coalition des libéraux et des socialistes : ils retrouvèrent une majo-

rité de 20 voix. Ils s'empressèrent de voter le bon scolaire. Dirigée par un épiscopat très uni, la Belgique catholique apparaissait très forte ; elle possédait un centre intellectuel de première valeur : l'Université de Louvain. Pourtant, à la veille de la guerre, le catholicisme belge était menacé par une cause de désunion : la question flamande.

III. La Hollande après 1830. — La séparation d'avec la Belgique avait ajourné les projets des catholiques hollandais de se réorganiser régulièrement. En 1840, à l'avènement de Guillaume II, on espéra un changement ; Mgr Capracini vint à La Haye en 1841, en vue de négocier, mais la seule annonce de son arrivée jeta dans l'émoi tous les protestants ; le Nord resta un pays de mission confié à des archiprêtres, le Sud reçut trois vicariats apostoliques : Bois-le-Duc et Bréda pour le Brabant septentrional, Ruremonde pour le Limbourg. Cependant, l'esprit de liberté qui traversa l'Europe à la faveur de la révolution française de 1848 rendit les protestants plus tolérants : malgré l'opposition de plusieurs ministres, le roi Guillaume eut le courage de rayer le *placet* du code néerlandais. Dès lors, vicaires apostoliques, archiprêtres et laïcs firent parvenir au pape des supplications pour obtenir la transformation de la mission des Pays-Bas en évêchés ; le vice-supérieur de la mission, Belgrado, fut autorisé par le Souverain Pontife à négocier avec le ministre du culte catholique, van Sonsbeeck ; enfin, le 4 mars 1853, Pie IX rétablit la hiérarchie en Hollande par la création de l'archevêché d'Utrecht avec quatre suffragants, Harlem, Bois-le-Duc, Bréda et Ruremonde. Une agitation considérable s'en suivit : partout, on attaqua les évêques, des adresses de protestation affluèrent à la cour, et le ministère Thorbecke tomba. Sur l'ordre de Belgrado, les catholiques se tinrent tranquilles et les nouveaux évêques publièrent leur premier mandement. Sans doute, les protestants se vengèrent-ils par le vote d'une loi contre les

1. **Hollande.** — P. ALBERS, S. J., *Geschiedenis van het herstel der Hierarchie in de Nederlanden*, 2 vol., Utrecht, 1903-1904. — P. VERSCHAVE, *La Hollande catholique*.

Associations catholiques, dont le principal article empêchait l'épiscopat de s'installer officiellement à Utrecht et à Haarlem ; mais cette loi fut annulée un peu plus tard. Dès lors, la vie catholique s'épanouit : en 1865, on voit un concile provincial se réunir à Bois-le-Duc ; en 1867, des synodes diocésains se tiennent dans tous les diocèses.

Cependant, les catholiques eurent encore à lutter, et comme partout, ce fut sur le chapitre de l'Instruction que le combat s'engagea. En 1857, lors de l'organisation de l'Instruction primaire promise par la constitution de 1848, on vota l'école non confessionnelle et neutre. Mais le parti catholique créa d'abord des écoles confessionnelles privées ; puis contre les libéraux, sous la direction du **D^r Schaepman**, il s'allia aux protestants orthodoxes dirigés par le docteur Kuyper, en vue d'obtenir l'école publique confessionnelle. Cette coalition des partis chrétiens, appelée par ses adversaires l'alliance monstrueuse, *het monsterverbond*, n'en a pas moins donné de brillants résultats : en 1889, elle obtint le vote de la loi Mackay, dite « loi de pacification », d'après laquelle les écoles primaires libres pourraient être subventionnées par l'Etat au même titre que les écoles publiques neutres ; en 1905, cette disposition s'étendit à l'enseignement secondaire. On ne peut pas dire que le catholicisme ait en Hollande une force évangélisatrice et pénétrante, mais il a une force locale et défensive.

CHAPITRE IV

LA SUISSE

1. La persécution générale : la guerre du Sonderbund.

— L'invasion française de 1798 avait fait disparaître la souveraineté des cantons et créé la République helvétique ; par l'acte de médiation de 1803, Napoléon restaurait l'ancien régime, mais en réunissant au hasard pour former de nouveaux cantons les contrées les plus disparates, il préparait l'anarchie politique et religieuse future ; en 1815, les

Alliés consolidèrent cette situation qui laissait à chaque canton son autonomie religieuse ; la Suisse était partagée en six diocèses groupant chacun un nombre déterminé de cantons. Mais le catholicisme fut bientôt menacé : 1^o les idées josphistes étaient très répandues au sein du clergé et dans la bourgeoisie urbaine, surtout à Lucerne et à Soleure : d'où tracasseries à l'égard des évêques, surveillance de l'enseignement des séminaires ; 2^o le protestantisme voyait avec rage le catholicisme pénétrer à la faveur des idées libérales et des changements politiques dans des villes telles que Berne, Zurich, Genève et Bâle d'où, pendant 300 ans, il avait été exclu systématiquement ; 3^o Le sectarisme des protestants s'alliait d'ailleurs à celui des francs-maçons et de tous les conspirateurs qui se réfugièrent en Suisse, surtout à la suite des révolutions de 1830 ; ils s'y constitueront en Jeune France, Jeune Italie, Jeune Allemagne, Jeune Pologne, fractions diverses de la Jeune Europe. Cette concentration des révolutionnaires en Suisse créera même une menace assez forte pour que Thiers exige leur expulsion (1836).

Le but des radicaux était la constitution d'un gouvernement central qui détruirait l'autonomie religieuse des cantons et leur imposerait ses volontés sectaires. L'agitation qui suivit 1830 leur assura des succès, ils s'emparèrent du pouvoir dans plusieurs cantons et prirent des mesures oppressives contre les catholiques ; le 20 janvier 1834, les délégués des cantons libéraux réunis à Baden rédigèrent quatorze articles inspirés des articles organiques français : ils supprimaient l'intervention du pape, réglementaient l'organisation des séminaires, abolissaient certaines fêtes et jeûnes, et obligeaient les prêtres à bénir les mariages mixtes. Par l'encyclique *Commissum divinitus* du 14 mai 1835, Grégoire XVI condamna les articles de Baden ; les radicaux aggravèrent encore leurs mesures arbitraires contre l'Eglise ; mais dès lors, les cantons catholiques songèrent à se grouper, et la guerre religieuse fut en perspective.

La tactique des radicaux consista à se porter en masse tantôt dans un canton, tantôt dans un autre pour y conquérir le gouvernement par la révolution : ainsi, en 1841, s'emparèrent-ils du pouvoir en Argovie, et y détruisirent les

couvents. Les catholiques de Lucerne répondirent en appelant chez eux les jésuites : la stricte autonomie de chaque canton les y autorisait ; le gouvernement radical de Zurich ne s'était-il point permis d'appeler dans son université le fameux rationaliste Strauss, l'auteur de la *Vie de Jésus* ? D'ailleurs, les jésuites s'étaient déjà établis à Schwytz en 1836, à Fribourg en 1837. Pourtant les radicaux résolurent d'intervenir ; leur chef Ochsenbein réunit une petite armée qui envahit le territoire de Lucerne, mais subit un échec (mars 1845) ; ils se vengèrent en faisant assassiner le paysan Joseph Leu, chef des catholiques lucernois. Devant la menace, sept cantons catholiques, Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwalden, Zug, Fribourg et le Valais se réunirent en une confédération défensive, le **Sonderbund** (1845). Mais les radicaux parvinrent bientôt à s'emparer de plusieurs cantons, ce qui leur donna la majorité dans le Grand Conseil fédéral ; celui-ci vota le 20 juillet 1847, deux résolutions : l'une prononçant l'illégalité du Sonderbund, l'autre obligeant tous les cantons qui avaient des jésuites sur leur territoire à les expulser ; devant le refus des cantons catholiques, il ordonna le rassemblement d'une armée de 50.000 hommes sous le commandement du général Dufour : l'intervention européenne concertée par Guizot et Metternich, mais entravée par lord Palmerston se produisit trop tard ; les catholiques furent écrasés en trois semaines. « A mesure que l'armée fédérale occupait un canton, elle expulsait les jésuites et les autres religieux, puis elle obligeait la population à établir un nouveau gouvernement formé de radicaux, qui déclarait se retirer du Sonderbund et faisait réviser la Constitution du canton. A Fribourg, le nouveau conseil, pris dans la minorité radicale, fit la révision et gouverna le canton, contrairement au principe démocratique, sans demander aucun vote au peuple qu'on savait hostile à la révolution ». (Seignobos). Mgr Marilley, évêque de Lausanne-Genève fut alors emprisonné, puis exilé jusqu'en 1855 ; nombre de prêtres subirent le même traitement.

II. Les persécutions locales après 1870 : Bâle et

Genève. — Après le concile du Vatican, de nouvelles persécutions s'élevèrent dans les cantons de Genève et Bâle. 1^o L'évêque de Bâle, **Mgr Lachat** affichait une attitude nettement infaillibiliste ; la majorité des états diocésains — cinq cantons sur neuf — se prononcèrent contre lui. Quand il eut interdit deux mauvais prêtres, notoirement anti-infaillibilistes, Egli et Gchward, la conférence diocésaine réunie à Bâle protesta et prit les décisions suivantes : 1^o le décret du concile du Vatican relatif à l'infaillibilité pontificale n'est pas reconnu par les Etats ; 2^o il est interdit à l'évêque de prononcer des censures contre les prêtres qui refusent de croire à l'infaillibilité du pape. Mgr Lachat répondit : 1^o Un évêque ne peut jamais se soumettre à une défense quelconque d'enseigner les vérités de la foi ; 2^o l'évêque peut et doit juger le prêtre qui attaque la doctrine de l'Eglise. En représailles, les cinq cantons opposants destituent Mgr Lachat ; mais le Jura Bernois proteste par l'organe de ses prêtres ; on leur interdit toute fonction ecclésiastique dans ce canton, on s'empare de leurs églises et presbytères, on y installe des misérables venus de partout. 2^o A Genève, un conflit analogue aboutit à la même situation. **Mgr Mermillod**, curé de Genève, avait été nommé par Pie IX, vicaire général et auxiliaire de Mgr Marilley, évêque de Lausanne-Genève ; le conseil d'Etat le destitua (20 sept. 1872) sous la motion du tribun Carteret, il fut décrété que curés et vicaires seraient désormais nommés par les citoyens catholiques ; mais la masse du clergé et des fidèles resta fidèle à Mgr Mermillod, et « l'Eglise catholique nationale » ne put recruter que des sujets indignes, notamment à Genève, l'ex-carme Hyacinthe Loyson ; on les imposa pourtant de force aux populations tandis

I. **Suisse.** — WOESTE, *Histoire du Kulturkampf en Suisse*, Bruxelles, 1887. — KELLER, *In rei memoriam*, 1882. — CRÉTINEAU-JOLY, *Histoire du Sonderbund*, 2 vol., 1850. — ESSEIVA, *Fribourg, la Suisse et le Sonderbund*, 1882. — A. BÜCHLI, *Die Katolische Kirche in der Schweiz*, Munich, 1902. — G. GOYAU, *Une Ville-Eglise, Genève (1535-1907)*, 2 vol., 1919. — THUREAU-DANGIN, *Hist. de la monarchie de juillet*, t. VII, ch. IV, par. III, p. 172 seq (sur l'intervention diplomatique européenne à l'époque du Sonderbund). — C. JOURNET, *L'esprit du protestantisme en Suisse*.

qu'on expulsait les Filles de la Charité et les Petites sœurs des Pauvres. Léon XIII apaisa ces guerres religieuses locales : en 1884, il put faire accepter par les autorités fédérales Mgr Mermillod comme évêque de Lausanne-Genève avec résidence à Fribourg ; seul le canton de Genève lui resta fermé. Quant à Mgr Lachat, évêque de Bâle, Léon XIII lui donna en compensation l'administration apostolique du Tessin séparé en 1884 des évêchés de Milan et de Côme.

Dans les divers cantons suisses les rapports de l'Eglise et de l'Etat demeuraient fort différents ; en 1906, le Conseil d'Etat de Genève décréta sur la proposition de Henri Fazy la séparation de l'Etat et des Eglises ; le projet qui ne revêtait point un caractère anti-clérical fut ratifié par un referendum populaire. Les catholiques suisses dont le nombre s'accroît toujours sont assurés de l'avenir : la *Mission intérieure suisse* fondée en 1864 pour fournir des secours spirituels à la diaspora catholique dans les cantons protestants obtint de bons résultats : en 1911, elle accusait un total de 6.530 baptêmes et 1.579 mariages.

L'Eglise hors de l'Europe

CHAPITRE PREMIER

L'AMERIQUE

I. **Les Etats-Unis.** — La Révolution qui sépara les colonies américaines de l'Angleterre et qui constitua les Etats-Unis fut favorable à la liberté religieuse proclamée par le congrès national de 1789. Après la séparation, il était difficile que les catholiques américains demeurassent sous l'autorité du vicaire apostolique de Londres ; à leur prière, Pie VI leur donnait dès 1785 un préfet spécial, bientôt transformé en évêque de Baltimore : Mgr Carroll ; il n'y avait guère encore que 30.000 catholiques, dont 20.000 au Maryland. Mgr Carroll s'attacha surtout à former un clergé indigène, et dans ce but accepta volontiers l'aide de M. Emery : les sulpiciens fondèrent à Emmilsburg, près de Baltimore, un séminaire qui deviendra une « pépinière d'évêques » ; d'autre part, il accueillait tous les religieux : dominicains et augustinien, carmélites belges et clarisses françaises expulsées. Dès 1808, Pie VII put créer une province ecclé-

I. **Etats-Unis.** — O'GORMAN, *A history of the Roman Catholic Church in the United States*, New-York, 1895 (coll. *American Church history series*). — W. BACON, *A history of American Christianity*, New-York, 1897. — VICOMTE DE MEAUX, *L'Eglise catholique et la liberté aux Etats-Unis*, 1893. — ZIMMERMAN, *Die Universitäten in den vereinigten Staten*, Frib.-en-Br., 1896. — G. ANDRÉ, art. *Amérique (Etats-Unis d')*, dans *Dict. de Théol.* — F. KLEIN, *Au pays de la vie intense*, 1904. — ANDRÉ, *Le catholicisme aux Etats-Unis*, 2 vol. (coll. *Science et Relig.*). — H. FROIDEVEAUX, art. *Amérique*, dans *Dict. d'Histoire*. — A. SINCLAIR WILL, *Vie du cardinal Gibbons*, traduite par A. Lugan, 1925.

siaslique de Baltimore avec quatre évêchés suffragants : New-York, Philadelphie, Boston et Bardstown.

Cette église naissante connut de multiples dangers intérieurs et extérieurs. 1° Sous l'influence de la Révolution française et du protestantisme ambiant, les commissions laïques des *Trustees* des églises, sortes de conseils de fabriques, émirent la prétention de nommer les pasteurs sans l'intervention de l'évêque et de diriger les paroisses. Cette agitation schismatique commença à New-York et prit toute son ampleur à Philadelphie sous l'épiscopat de Mgr Egan ; Pie VII la condamna par le bref *Non sine magno*. 2° D'autre part, l'influence des Etats européens menaçait de se faire sentir dans les nominations épiscopales ; pour y obvier, Pie VII accorda aux évêques américains le privilège de présenter les candidats dignes de l'épiscopat. Ainsi protégée, la hiérarchie américaine se développa ; au sud du noyau catholique primitif se fondèrent : 1° le diocèse de Charleston comprenant les deux Carolines et la Géorgie ; 2° le vicariat apostolique de la Floride ; 3° les deux grands diocèses de la Louisiane : Nouvelle-Orléans et Saint-Louis. Un premier concile provincial tenu à Saint-Louis, en 1829, marqua la cohésion de l'épiscopat.

Cependant, une immigration irlandaise intense éveilla les susceptibilités protestantes et occasionna tout un mouvement appelé *Nature Americanism*, qui en vint à considérer le catholicisme comme un péril national : en 1843, à Philadelphie, des églises furent détruites ; en 1844, Boston et New-York se virent menacées de guerre civile. Mais, grâce à leur cohésion affirmée en maints conciles provinciaux, les catholiques purent résister et même évangéliser les vastes régions annexées récemment dans l'Ouest et le Sud-Ouest (Texas, Nouveau-Mexique, Californie, etc.). Durant la terrible guerre de Sécession (1861-1866), qui mit aux prises dans un même Etat, dans une même ville et jusque dans une même famille abolitionnistes et esclavagistes, le clergé maintint sa discipline et, sans distinction de nordistes et de sudistes, se dévoua dans les camps et les hôpitaux ; son prestige s'en trouva grandi. En 1868, l'évêque de Baltimore reçut la dignité de primat ; un concile national, tenu à

Baltimore en 1884, traite les questions les plus importantes ; en 1892, Léon XIII créait à Washington une délégation apostolique permanente.

Le catholicisme est organisé aux Etats-Unis. Les conciles nationaux de 1866 et 1884 ont spécifié le mode de recrutement de l'épiscopat : tous les trois ans, chaque évêque envoie à son métropolitain la liste des ecclésiastiques qui lui paraissent épiscopables ; d'autre part, en cas de vacance d'un siège, tous les curés inamovibles du diocèse se réunissent pour élire trois candidats ; les évêques assemblés désignent à leur tour trois noms ; éclairée par ces *desiderata*, Rome fait son choix en toute liberté. Ainsi se maintient, en dépit des différences de nationalités, une forte homogénéité de la hiérarchie ; lorsqu'en 1890, Cahensly, président en Allemagne de l'œuvre des émigrants, provoqua un mouvement, le « Cahenslysme », en vue d'obtenir pour les diverses populations des évêques de leur nationalité d'origine, Léon XIII écarta ce germe de divisions. Grâce aux séminaires de théologie et aux universités florissantes de Washington, Georgetown et Fort-Wayne, le haut enseignement s'est développé aux Etats-Unis. Les catholiques participent comme électeurs à la formation des commissions directrices de l'enseignement primaire, nommées par le suffrage universel ; l'enseignement public neutre n'est point anti-religieux ; cependant, l'épiscopat et la papauté recommandent l'érection d'écoles catholiques ; il existe, d'ailleurs, un grand nombre de congrégations religieuses (45 d'hommes, 95 de femmes au début du xx^e siècle). Le catholicisme des Etats-Unis vise même à l'évangélisation : 1^o l'ordre américain des paulistes fondé par le P. Hecker a pour but direct la conversion des protestants ; 2^o celui des Pères josphistes de Mill Hill, en Angleterre, se voue à la conversion des nègres ; 3^o l'archevêque de Baltimore a institué, en 1874, une commission chargée de subvenir aux besoins des missions catholiques indiennes.

Cependant, les sectes protestantes sont très nombreuses aux Etats-Unis. « Non seulement toutes les grandes sectes y sont représentées, mais chacune d'elles se ramifie en un nombre considérable de branches indépendantes. C'est

ainsi qu'il y a 17 branches de méthodistes, 16 de luthériens, 13 de baptistes, 12 de presbytériens, etc. La cause principale de ces divisions, c'est le libre examen que favorise le caractère individualiste et indépendant de la race américaine composée de tant de nationalités différentes. A cette cause générale s'en joignent d'autres : a) les controverses doctrinales qui s'élèvent entre membres d'une même secte ; b) les diverses formes de gouvernement qu'ils adoptent : nombre de méthodistes, par exemple, reconnaissent l'autorité épiscopale, d'autres sont presbytériens, d'autres, enfin, sont congrégationalistes ; c) les différences de couleur et de nationalité : il y a les baptistes noirs et les baptistes blancs, les baptistes du nord et les baptistes du sud, les luthériens allemands et les luthériens danois, norvégiens et autres, et ces différences purement accidentelles entraînent bientôt des différences plus profondes. » (Tanqueray.) Chacune de ces sectes est le plus souvent fondée sur une interprétation nouvelle et arbitraire de la Bible, unique règle de foi. Il faut y ajouter l'attachement au dogme de la justification par la foi seule : d'où la théorie des *revivals* ou réveils, d'après laquelle l'homme éprouve la sensation de sa conversion au cours d'impressionnantes réunions avec allocutions et chants. On entrevoit à quelles excentricités peuvent parvenir certaines de ces sectes. La plus fameuse, celle des **Mormons**, fut fondée par un marchand sans aucune instruction, José Smith, exalté par les prédications de Wesley. Il prétendit avoir reçu des révélations inscrites sur des tables qu'un ange lui donna le moyen de déchiffrer, grâce à des pierres transparentes ; le texte de ces tables est inspiré à l'égal de la Bible, il contient l'histoire des aborigènes américains depuis les premières colonies parties de la tour de Babel ; surtout, il raconte comment le Christ, après sa résurrection, se montra en Amérique ; mais le peuple saint fut anéanti à cause de ses péchés, et c'est son histoire que le dernier prophète américain, Mormon, écrivit sur ces tables de métal. En lançant son entreprise à grand renfort de publicité, Smith vit accourir à lui des milliers de fidèles et put fonder une communauté dans le Missouri. Excentriques et immoraux, ces sectaires durent quitter cette région ; ils

ont depuis fondé, au territoire de l'Utah, Salt lake City, la nouvelle Jérusalem, aux confins de l'Amérique du Nord.

II. Le Canada. — Au Canada, l'élément anglais et protestant eût voulu opprimer et supprimer l'élément français et catholique. 1^o Aussi, dès le début du XIX^e siècle, un évêque anglican promut la création de l'*Institution royale* ; elle tendait à concentrer l'Instruction publique aux mains du gouverneur protestant, qui pourrait établir des écoles gratuites dans toutes les paroisses et nommer des instituteurs ; mais, comme la loi stipulait qu'une école ne se constituerait dans une paroisse que si la majorité la demandait au gouverneur, et comme le clergé dissuada aux Canadiens de faire cette requête, le projet de protestantisation scolaire échoua. 2^o Bientôt, un certain Witlius Ryland, secrétaire du gouverneur James Craig, lui persuada d'agir directement contre le catholicisme : on parla de confisquer les propriétés religieuses, on revendiqua pour l'Etat le contrôle de l'administration ecclésiastique et la nomination des curés ; mais ces manœuvres échouèrent, grâce à la fermeté courtoise de **Mgr Plessis**, évêque de Québec et à la sage opposition du gouvernement anglais. 3^o On tenta alors d'asservir le catholicisme canadien : le gouverneur Craig offrit de favoriser le clergé et de donner à l'évêque un traitement de 20.000 livres, à condition que la nomination aux cures dépendît du consentement de l'Etat ; mais Mgr Plessis resta incorruptible. Survint la guerre entre l'Angleterre et les Etats-Unis (1812) ; le loyalisme dont firent preuve les Canadiens catholiques leur conquist les sympathies du pouvoir ; on accorda à Mgr Plessis, sans condition, la reconnaissance de son titre d'évêque catholique de Québec et un traitement de 20.000 francs ; bientôt, Rome le nommait archevêque,

I. Canada. — P. RAGEY, *Une nouvelle France*, 1902. — GAILLY DE TAURINES, *La nation canadienne*, 1894. — J. GUÉRARD, *La France canadienne, situation religieuse*, dans le *Correspondant*, 1877 (t. CVII, p. 63, p. 282). — GOSSELIN, *L'Eglise du Canada, Rev. Clergé français*, 1895. — PIOLET, *La France au dehors*, t. VI, Amérique. — H. LAUVRIÈRE, *La tragédie d'un peuple, Histoire du peuple acadien*, 2 vol., 1922. — A. FOURNET, art. *Canada*, dans *Dict. de Théol.*

lui donnant pour suffragants les vicaires apostoliques du Haut-Canada et du Nouveau-Brunswick.

Mais l'opposition protestante ne désarmait pas. On parla d'unir le Haut-Canada avec le Bas-Canada et de leur imposer un régime commun, dans le but de placer le clergé sous la suprématie royale et d'abolir graduellement la langue française, gardienne des traditions catholiques ; patroné en Angleterre par un nommé Ellice, le bill fut sur le point de passer à la Chambre des communes (1822). Les protestations énergiques de Mgr Plessis et de son clergé obtinrent gain de cause à Londres. Après la mort de l'évêque (1825), profitant des troubles de 1837-38, où quelques centaines de catholiques égarés par des tribuns opposèrent une résistance armée, les protestants firent admettre l'acte d'Union par le parlement (1840) ; d'après lui, la langue française cessait d'être officielle, et une série de mesures visait à assujettir Québec à Ontario, l'élément français et catholique à l'élément anglais et protestant. Pratiquement, en instituant un régime constitutionnel, l'acte d'union assura aux catholiques une influence considérable dans les affaires publiques ; ils devinrent un parti avec lequel il fallut compter ; aussi obtinrent-ils un système scolaire qui assurait à chaque confession des écoles primaires séparées.

La vitalité du catholicisme canadien s'est manifestée spécialement par la fondation de l'**Université Laval**, inaugurée en 1854, érigée canoniquement en 1876, puis dédoublée dans les deux grands centres intellectuels de Québec et Montréal (1889). D'autre part, dès 1848, on établit « des sociétés de colonisation en vue d'empêcher le surcroît de la population des campagnes de se diriger vers les villes du Canada et des Etats-Unis et de les mener à la conquête de terres nouvelles gagnées sur la forêt au nord du Saint-Laurent » (Fournet) ; dans chaque diocèse, des prêtres sont chargés de promouvoir le mouvement de colonisation ; l'un d'eux, le curé Labelle, fonda à lui seul plus de quarante paroisses dans la province de Québec.

L'influence du catholicisme n'a cessé de s'étendre. 1^o A l'Ouest, dès 1818, un prêtre de Québec, l'abbé Provencher, fonda, sur les bords de la Rivière Rouge, la première mis-

sion en pays non civilisé ; en 1844, il fut nommé vicaire apostolique du Nord-Ouest ; puis, en 1847, évêque de Saint-Boniface ; dans ces régions, la congrégation des oblats de Marie opéra des merveilles ; à la province ecclésiastique de Saint-Boniface (Manitoba) se rattachèrent bientôt l'évêché de Saint-Albert, les vicariats apostoliques d'Athabaska et de la Saskatchewan (187). En 1890, on créa un évêché de New-Westminster (Colombie britannique) et, en 1901, un vicariat apostolique de Mackenzie, qui furent tous deux rattachés, en 1903, à la province ecclésiastique de Vancouver.

2° A l'Est, il faut surtout signaler un réveil de la race acadienne ; après la dispersion violente opérée par Lawrence en 1755, ceux qui étaient restés se reformèrent ; grâce à une natalité extraordinaire, ils se retrouvaient 25.000 en 1815 et 80.000 en 1864 ; un prêtre canadien, le P. Lefèvre, de la congrégation de Sainte-Croix, installa chez eux des écoles et un collège florissant à Memramcook, dans le Nouveau-Brunswick. Dès 1852, Halifax fut érigé en archevêché et eut pour suffragants Charlottetown (île du Prince Edouard), Saint-Jean (Nouveau-Brunswick), Arichat (Nouvelle-Ecosse). La population y comprend surtout des Acadiens et des Irlandais très catholiques. Lorsqu'en 1871, on voulut enlever aux fidèles du Nouveau-Brunswick le droit de posséder des écoles séparées, ils protestèrent avec tant d'énergie qu'on dut leur accorder des concessions (1874). On peut juger des progrès réalisés par le catholicisme au Canada en songeant qu'il possédait, en 1734, 130.000 adeptes et un seul diocèse ; en 1844, l'archevêché de Québec et trois suffragants pour 600.000 fidèles ; aujourd'hui 9 provinces ecclésiastiques avec 23 évêchés, 4 vicariats et une préfecture apostolique pour 2 millions 1/2 de catholiques ; la seule ville de Montréal compte maintenant plus de trente paroisses. Toutes les congrégations françaises semblent s'être donné rendez-vous au Canada : les plus prospères sont les Sulpiciens, les Jésuites, et les Oblats de Marie.

III. L'Amérique latine. — Le catholicisme a connu dans l'Amérique latine des périodes très sombres au XIX^e siècle. La séparation d'avec l'Espagne et la constitution de répu-

bliques indépendantes furent souvent le signal de luttes intérieures durant lesquelles sévirent des persécutions religieuses.

Indépendant depuis 1820, le **Mexique** devint particulièrement hostile à l'Eglise sous le gouvernement de Juarès qui exila évêques et religieux, et pilla les églises. Le règne éphémère de Maximilien, archiduc d'Autriche fut sans doute marqué par un remaniement de la hiérarchie qui partagea le Mexique en 3 archevêchés et 22 évêchés (1863), mais trop faible pour rapporter les lois de Juarès, l'archiduc fut, d'ailleurs, fusillé à Queretaro (1867). Il s'en suivit une recrudescence de sectarisme en sorte que la séparation de l'Eglise et de l'Etat fut prononcée et qu'on interdit l'enseignement chrétien. Sous la présidence de Corfirio Diaz la guerre religieuse prit fin, et les communautés religieuses purent rentrer au Mexique ; franciscains, jésuites et augustins y prospérèrent ainsi que la congrégation indigène des josphistes ; grâce à la générosité des fidèles, on a construit de magnifiques églises, telles que Notre-Dame de la Guadeloupe, le sanctuaire national situé à une lieue de Mexico, et rendu célèbre par une apparition de la Vierge (1831). Il existe quatre facultés de théologie, Mexico, Guadalajara, Puebla et Merida ; mais l'enseignement primaire libre est encore très peu développé.

Le **Brésil** séparé de l'Espagne depuis 1822, est un pays catholique, mais où le relâchement du clergé et l'influence de la franc-maçonnerie ont causé de grandes ruines. Sous le gouvernement de don Pedro I (1822-31), et de son fils don Pedro II (1831-89), l'Eglise fut tenue en tutelle. La constitution promulguée en 1891 accorde la liberté du culte, mais exclut les réguliers de toutes les écoles primaires. L'extension croissante des communautés d'hommes donne lieu d'espérer. Le pays est divisé en deux provinces ecclésiastiques : Bahia et Rio-de-Janeiro.

I. Amérique latine. — P. TERMOZ, art. *Amérique latine*, dans *Dict. de Théol.* — P. BERTHE, *García Moreno*, 2 vol., 6^e édit., 1899. — SAVARY, *L'Eglise et l'Etat au Brésil*, dans *Corr.*, mai 1908. — MARTINEZ, *L'Argentine au XX^e siècle*, 1906. — J. FERNANDEZ PRADAL, *Le Chili*, 1912. — P. PALMIERI, art. *Argentine*, dans *Dict. d'hist.*

Les Etats-Unis de Colombie qui, sous la direction de Bolivar, s'émancipèrent de l'Espagne en 1819 comprenaient trois parties : au centre la Nouvelle-Grenade, à l'Est le Vénézuéla, à l'Ouest l'Equateur ; durant le cours du XIX^e siècle, ils se désagrégèrent. 1^o L'**Equateur** revendiqua son autonomie en 1830. Le catholicisme y connut de beaux jours : le président Garcia Moreno (1861-1875) signa avec Pie IX un concordat qui reconnaissait le catholicisme comme religion de la république, et promettait aux évêques l'appui du gouvernement dans la lutte contre l'impiété (1862) ; mais Garcia Moreno fut assassiné à l'instigation des francs-maçons (1875). Dès 1877 le concordat fut aboli, et une persécution s'ouvrit au cours de laquelle l'archevêque Checa fut trahitusement mis à mort. Cependant, le Saint-Siège entretient un délégué apostolique à Lima, et l'on peut espérer que la persécution aura servi à la réforme d'un clergé trop relâché. 2^o Le **Vénézuéla** avait conclu aussi un concordat en 1863 lorsqu'il se sépara de la Colombie ; mais le président Blanco déclencha en 1870 une violente persécution : fermeture des séminaires et des couvents, exil des évêques ; la résistance du peuple obtenait en 1875 le retrait de la législation sectaire. 3^o La **Colombie** proprement dite ou Nouvelle-Grenade persécuta plusieurs fois le catholicisme malgré les protestations de Pie IX (1845-52, 1859, 1861) ; en 1887 elle signait avec Léon XIII une convocation d'après laquelle elle s'engage à payer la rente des biens ecclésiastiques confisqués ; un délégué apostolique réside à Bogota.

Les républiques du Sud, Pérou, Bolivie, Chili et Argentine n'ont point subi de persécutions directes comme les Etats-Unis de Colombie ; la plus importante de ces républiques, l'Argentine, se compose d'une population profondément indifférente qu'évangélise un clergé étranger : Italiens, Espagnols et Français. La Patagonie, évangélisée par les Salésiens de Dom Bosco depuis 1875 comptait en 1907 130.000 catholiques.

L'Amérique latine est en voie de relèvement. Il importait avant tout de réformer le clergé : 1^o Pie IX créa à Rome un collège destiné à recevoir des clercs de l'Amérique latine qui suivraient les cours des universités romaines ;

2° Léon XIII tint à Rome en 1899 un concile de l'Amérique latine où des prescriptions très nettes furent édictées pour l'éducation dans les grands et petits séminaires. De là, un renouveau clérical et un développement très marqué de la vie monastique et religieuse. Aussi l'Amérique latine semble-t-elle une terre d'avenir pour le catholicisme.

CHAPITRE II

L'ŒUVRE DES MISSIONS

I. **Les œuvres.** — Trois grandes œuvres françaises soutiennent les missions : 1° *la Propagation de la foi*, fondée en 1822, a pour but de secourir les missionnaires par des aumônes ; elle possédait deux conseils centraux, l'un à Paris, l'autre à Lyon ; dès 1840, Grégoire XVI la plaça dans une encyclique au rang des institutions communes de la chrétienté ; en 1911, elle recueillait plus de 7 millions. 2° Mgr de Forbin-Janson, évêque de Nancy, institua l'*œuvre de la Sainte Enfance* en vue d'intéresser les enfants chrétiens au salut des enfants païens : elle recueille chaque année plus de 4 millions. 3° *L'œuvre des Ecoles d'Orient*, rendue populaire par le massacre des Maronites en 1860, entretient aujourd'hui environ 500 écoles où s'instruisent 40.000 orientaux. A ces vastes associations, il en faut joindre de

I. **Missions en général.** — A. BROU, *Les Jésuites missionnaires au XIX^e siècle*, Bruxelles, 1908. — *L'Apostolat missionnaire en France*, Conférences données à l'Institut catholique de Paris, 1924. — LOUVET, *Les missions catholiques au XIX^e siècle*, Lille et Paris, 1897. — MARSHALL, *Les missions chrétiennes*, 1865. — WERNER, *Les missions catholiques au XIX^e siècle*, trad. Groffier, Fribourg, 1886. — PIOLET, *Les missions catholiques françaises au XIX^e siècle*, 6 vol., 1901. — KANNENGIESER, *Les missions catholiques, France et Allemagne*. — RAGEY, *Les missions anglicanes*, 1900. — LAUNEY, *Hist. de la société des missions étrangères*, 3 vol., 1894. — P. DE CIVEZZA, *Hist. univers. des missions franciscaines*, trad. franc., 3 vol., 1898-99. — P. ANDRÉ-MARIE, *Missions dominicaines dans l'Extrême-Orient*, 2 vol., Lyon et Paris, 1865. — P. MORTIER, *Hist. des Maîtres généraux des Frères Prêcheurs*, t. VII, 1914. — B. ARENS, *Manuel des Missions catholiques (Museum Lessianum)*, 1925.

plus modestes, telles que l'*œuvre des parlants* organisée par le séminaire des Missions étrangères, et qui fournit des trousseaux aux futurs missionnaires ; de même l'*œuvre apostolique* qui secourait en 1912 2.000 missionnaires. En Allemagne, il faut mentionner le *Ludwigs Missionsverein* fondé en Bavière sous la protection de Louis I^{er}, simple branche à l'origine de la Propagation de la foi ; de même l'*Afrikaverrein*, issue de la société anti-esclavagiste ; enfin l'*Association de la Terre Sainte* fondée en 1894 sous le patronage de l'archevêque de Cologne.

II. **Les congrégations.** — D'autre part nombre de congrégations missionnaires prirent naissance au XIX^e siècle. En France outre les Jésuites et les Missions Etrangères qui existaient avant la Révolution, signalons : 1^o les Pères du Saint-Esprit qui fondés en 1703 fusionnèrent avec les Pères du Cœur de Marie érigés par le Vénérable Libermann (1848) ; 2^o les Missions africaines, fondées par Mgr Marion de Bré-sillac, vicaire apostolique de Coimbatour ; 3^o les Missionnaires d'Alger dits Pères Blancs fondés en 1868 par Mgr Lavigerie ; 4^o En Orient, outre les jésuites et les lazaristes, il faut mentionner les assomptionnistes ou augustins de l'Assomption fondés par le P. d'Alzon, vicaire général de Nîmes. 5^o Citons encore les maristes, les oblats de Marie-Immaculée, les missionnaires du Sacré-Cœur (dits d'Issoudun), les picpuciens fondés en 1801 par le P. Coudrin et approuvés par Pie VII en 1817 sous le nom de Société des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie. En Allemagne, la congrégation la plus florissante est celle du Verbe divin, fondée à Steyl en Hollande par Arnold Janssen ; elle aspire à devenir pour l'Allemagne ce qu'est en France, depuis deux siècles, le séminaire des missions étrangères. Signalons encore une société anglaise, celle des missionnaires de Mill-Hill érigée par le cardinal Vaughan en 1866. Parmi les ordres de femmes dédiés aux missions, outre les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, il faut citer les sœurs de Saint-Joseph de Cluny fondées par la vénérable Marie Javouhey, et qui se dévouent en Afrique occidentale et en Guyane ; les Missionnaires franciscaines de Marie fondées en 1876 par la

Mère du Chapotin, et dont les léproseries de Madagascar sont célèbres. En Allemagne, il faut surtout signaler les sœurs de Saint-Charles-Borromée, rameau détaché de la congrégation de Nancy, et les sœurs de Charité établies en 1849 par M^{lle} de Mallinckrodt ; en Hollande les sœurs de Charité fondées par Mgr Jean Zwijzen (1835) comptent 100 maisons et 2.500 sœurs.

CHAPITRE III

L'AFRIQUE

I. **L'Afrique septentrionale et centrale.** — La prise d'Alger par les Français en 1830 fit naître de grandes espérances : au lendemain de l'expédition, le général de Bourmont y planta la croix ; des pourparlers échangés entre Grégoire XVI et le gouvernement de Juillet aboutirent à l'érection d'un évêché à Alger (1838) ; mais ce même gouvernement interdit au clergé de s'occuper des indigènes et adopta cette maxime de politique religieuse : « L'Evangile aux colons, le Coran aux indigènes » ; il ira jusqu'à contraindre les lazaristes à fermer un catéchuménat annexé au grand séminaire d'Alger ; en 1855, une association de prêtres fondée à Alger pour la conversion des indigènes, le « cénacle », reçut l'ordre de se dissoudre. Pourtant en 1866, Rome créait un archevêché d'Alger de qui relèveraient les

Afrique. — L. DE BÉTHUNE, *Les Missions catholiques d'Afrique*, 1894 — Mgr. LE ROY, art. *Afrique* dans *Dict. Théol.* — A. DE PRÉVILLE, *Les Sociétés africaines*, 1894. — BONET-MAURY, *L'Islamisme et le christianisme en Afrique*, 1906. — Mgr. BAUNARD, *Vie du cardinal Lavigerie*, 2 vol., 1896. — Cardinal PITRA, *Vie du vén. Libermann*, 1885. — DEMINUID, *Vie du vénérable Justin de Jacobis*, 2 édit., 1906. — LE ROY, *La désorganisation de la famille africaine dans nos colonies, causes et remèdes*, dans *Cor.*, 10 juin 1902 ; *Les Missions des Pères du S. E.*, dans *Ann. Prop. Foi*, juillet 1904. — G. RENOARD, *L'Ouest-Africain et les missions catholiques, Congo et Oubanghi*, 1904. — FROIDEVAUX, art. *Algérie* et art. *Abysinie*, dans *Dict. de Théol.* — PIOLET, *Douze leçons à la Sorbonne sur Madagascar*, 1898 ; *Les missions d'Afrique*, 1902. — L. VÉUILLOT, *Les Français en Algérie*. — G. GOYAU, *Un grand missionnaire. Le Cardinal Lavigerie*, 1925. — *La société des missionnaires d'Afrique. Pères Blancs* (coll. *Ordres religieux*), 1924.

évêchés d'Oran et de Constantine ; le premier archevêque d'Alger, **Mgr Lavigerie**, obtint de Napoléon III qu'il reconnût le principe du libre apostolat, il fonda la société des missionnaires d'Afrique (pères blancs) et des sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique (sœurs blanches) ; il inaugura un système d'apostolat indirect : « n'engager personne, ni de près ni de loin, à se faire chrétien », mais adopter une « politique de collaboration » avec les indigènes en créant des écoles, orphelinats et hôpitaux ; la méthode eut des résultats ; plusieurs conversions se produisirent et l'on put songer à fonder des villages d'Arabes chrétiens. D'autre part, Mgr Lavigerie s'occupait de la Tunisie ; en 1882, un grand séminaire s'ouvrit à Carthage ; en 1884, Léon XIII fit de Mgr Lavigerie l'archevêque de Tunis et le primat d'Afrique.

Celui-ci eut voulu pénétrer au cœur du continent noir. Dès 1868, Pie IX l'avait nommé délégué apostolique du Sahara et du Soudan : trois pères envoyés vers Tombouctou en 1875 furent massacrés ; c'est seulement en 1894 que la prise de Tombouctou permettra l'établissement de deux stations et de nombreuses écoles sous la direction de Mgr Haquard, vicaire apostolique. Restait la voie de mer : par Zanzibar, Livinhac et neuf autres pères gagnèrent la région des Grands lacs. Au nord du lac Victoria Nyanza, le royaume de l'**Ouganda** fut évangélisé avec succès ; mais, en 1883, le roi Mouanga ouvrit une persécution sanglante, plus de cent chrétiens subirent le martyre ; depuis 1887, la persécution sévit encore par intermittence, sans pouvoir empêcher les nombreuses conversions : on compte environ 10.000 baptêmes par an.

Au centre de l'Afrique s'étend l'immense **Soudan**. Les missionnaires autrichiens (1846-61), puis les franciscains qui s'y aventurèrent périrent en grand nombre par l'insalubrité du climat. Les prêtres du séminaire africain de Vérone reprirent ensuite l'évangélisation, mais plutôt que de s'avancer comme leurs prédécesseurs sur les rives insalubres du Haut-Nil où d'ailleurs la présence des traitants européens corrompt les populations, ils pénétrèrent dans l'intérieur du pays ; ils parvinrent à y fonder sept stations

avec des chapelles et des écoles ; malheureusement, lorsqu'en 1881 l'Angleterre voulut empêcher la traite au Soudan, une révolte commandée par un soi-disant prophète nommé le Madhi, aboutit à la formation d'un grand empire musulman, éphémère sans doute, mais qui ruina l'œuvre commencée.

II. L'Afrique orientale. — L'Afrique orientale comprend du nord au sud : les missions d'Abyssinie, du Zanzibar et du Zambèze. *a)* En 1839, les lazaristes reçurent la préfecture d'**Abyssinie** avec M. de Jacobis pour chef ; il acquit d'abord une grande influence ; mais la jalousie de l'évêque copte de Gondar, l'abouna Salama, suscita bientôt les persécutions du négus Theodoros ; son successeur, l'empereur **Johannès IV** (1868-89) fut non moins farouche, et pourtant à sa mort la mission d'Abyssinie comptait 30.000 chrétiens ; depuis lors, le roi **Ménélik II** s'est montré favorable au catholicisme. Au nord du pays, après leurs conquêtes, les Italiens fondèrent la mission d'Erythrée ; au sud s'étend le vicariat apostolique des Gallas, évangélisé par des capucins français. *b)* Travaillé d'abord par le P. Fava venu de Bourbon, le **Zanzibar** fut érigé en préfecture apostolique et confié aux Pères du Saint-Esprit ; l'occupation d'une partie du pays par l'Allemagne amena l'établissement des Bénédictins bavarois de Saint-Odile dans le vicariat du Zanzibar sud : les soulèvements de 1889 le ruina presque complètement. *c)* Au **Zambèze**, les efforts apostoliques des jésuites sont tenus en échec par les tyranneaux noirs. *d)* On peut encore rattacher à l'Afrique orientale l'île de **Madagascar** ; elle fut évangélisée par les Pères du Saint-Esprit, puis par les jésuites sans qui elle serait aujourd'hui protestante et anglaise. On y distingue maintenant trois vicariats : le centre reste confié aux jésuites, le nord aux Pères du Saint-Esprit, le sud aux lazaristes.

III. L'Afrique méridionale et occidentale. — Les missions de l'Afrique méridionale comprennent : *a)* les trois vicariats de la colonie du Cap confiés à des séculiers anglais ; *b)* le vicariat apostolique du fleuve Orange, évangélisé par

les Oblats de Saint-François de Sales de Troyes ; c) la préfecture du Bassoutoland, les vicariats du Transvaal et du Natal, dévolus aux oblats de Marie.

Toutes les missions de la côte occidentale d'Afrique, depuis le Sénégal jusqu'à l'Orange furent confiées en 1842 aux Pères du Saint-Esprit qui en conservent encore une très grande partie (Sénégal, Sénégalie, Guinée, Sierra-Leone, Liberia, Bas-Niger, Gabon, Loango, Lounda, Cimbebasie, Counène) ; ils ont cédé la place aux missions africaines de Lyon dans la région cotière située à l'intérieur de la boucle du Niger (côte d'Ivoire, côte de l'Or, Dahomey, Benin).

On compte aujourd'hui, en Afrique, environ 2.700.000 catholiques, ce qui fait un contraste avec le début du XIX^e siècle ; mais le labeur reste immense : il y a encore au moins 30 millions de musulmans et 100 millions de fétichistes.

CHAPITRE IV

L'ASIE

I. Les Indes et l'Indo-Chine. — Depuis la Révolution, les missions des **Indes** étaient délaissées, et sous prétexte de stricte neutralité religieuse, Anglais et Hollandais entravaient la propagande ; il restait sans doute un clergé indigène goanais ordonné par les Portugais, mais sans instruction et peu édifiant. Ancien préfet de la Propagande, Grégoire XVI résolut d'instituer, au détriment des évêchés portugais subsistant encore dans l'Inde, plusieurs vicariats apostoliques confiés à diverses sociétés de missionnaires : Ceylan,

I. Asie. P. PISANI, art. *Asie*, dans *Dict. Théol.* — L. BESSE, *La Mission du Maduré. Histoire de ses Pangous*, 1914. — AUZUECH, *Le mouvement religieux dans l'Inde*, dans *Rev. Clergé français*, juin 1908. — SUAU, S. J., *L'Inde Tamoule*, 1901. — BUSSIÈRE, *Hist. du schisme portugais dans les Indes*, 1854. — H. CORDIER, *Histoire des relations de la Chine avec les Puissances occidentales* (1860-1902), 3 vol., 1901-02. — MARNAS, *La religion de Jésus ressuscitée au Japon*. — A. VOGT, *Le catholicisme au Japon* (coll. *Science et religion*), 1905. — LIGNEUL et VERRET, *L'Evangile au Japon au XX^e siècle*, 1904. — Mgr DEMINUID, *Le B. Clef*, 1878. — Mgr d'HULST, *Just de Bretenières*, 1888.

Sirdhana et le Bengale en 1834-35, Madras et Pondichéry en 1836. Malgré les protestations du Portugal, Grégoire XVI publia le bref *Multa praeclare* qui suspendit la juridiction des évêques portugais sur les territoires attribués aux vicaires apostoliques ; d'où l'éclosion du « schisme de Goa ». Après quatre ans de négociations, Pie IX parvint à signer avec le Portugal le concordat de 1857 qui fixait les limites des vieux diocèses, et reconnaissait au gouvernement portugais le droit d'en établir de nouveaux, en sorte que les vicariats disparaîtraient graduellement ; c'était non plus contrecarrer les prétentions du Portugal, mais le mettre en devoir d'exercer ses droits. Pourtant, l'évangélisation fut surtout l'œuvre d'un vicaire apostolique français, Mgr Bonnaud : il publia un exposé de l'histoire du catholicisme qui fit grand bruit parmi les lettrés, forma un clergé indigène dans les séminaires, créa même des collèges de jeunes filles. En 1886, devant l'incapacité persistante des Portugais, Léon XIII put établir une hiérarchie régulière indépendante du gouvernement de Lisbonne ; il divisa le pays en 8 archevêchés et 17 évêchés. Signalons l'apostolat du P. Ligeon parmi les parias qu'il attira en vivant dans la solitude à la manière des saints du pays, les « brahmes » ; de 1873 à 1886, il conféra 76.000 baptêmes ; on constate même un mouvement de conversion parmi les brahmes du Madoué. Il y a aux Indes 800 missionnaires, 1.600 prêtres indigènes, 3.000 frères et sœurs ; mais, sur 280 millions d'habitants, les catholiques ne sont encore que 2.970.000.

En **Indo-Chine**, outre le bouddhisme, l'islamisme et divers fétichismes on rencontre le confucianisme, religion des lettrés ; ceux-ci, ennemis acharnés des chrétiens, ont provoqué contre eux des persécutions sanglantes. 1° Sous le règne de l'empereur Much-Mong, de 1833 à 1839, 4 vicaires apostoliques, 9 missionnaires, 20 prêtres indigènes et un grand nombre de chrétiens furent mis à mort ; 2° sous le règne de Tien-Tsi, en 1842, nouvelle persécution ; elle ne fut entravée que par l'intervention française qui sauva plusieurs missionnaires, mais ne put empêcher le martyre de milliers d'indigènes ; 3° Tu-Duc inaugura une persécution inouïe ; pour l'arrêter, Napoléon III entreprit la guerre de

1858-62 qui aboutit à la conquête de la Cochinchine ; mais par représailles, les indigènes avaient massacré 4 missionnaires, 116 prêtres indigènes et 40.000 chrétiens. 4° De même, lors de la conquête du Tonkin, les princes de Hué se vengèrent en martyrisant jusqu'à 30 prêtres, 270 religieuses et 50.000 chrétiens : les plus sanglantes persécutions qu'on ait vues depuis deux siècles. Et pourtant les progrès religieux sont constants en Indo-Chine : le nombre des catholiques s'élève maintenant à 1.340.600 en 1921.

II. **La Chine, la Corée et le Japon.** — La suppression de la Compagnie de Jésus avait porté un coup terrible à l'apostolat catholique en **Chine** ; les lazaristes et les prêtres des missions étrangères l'y remplacèrent ; dès 1803, le vicaire apostolique du Se-tchuen, Mgr Dufresse convoquait le premier synode chinois où furent réglées les conditions de la vie du missionnaire. Bientôt, une persécution se déclencha qui fit de nombreuses victimes, notamment Mgr Dufresse et M. Clet (1820), tous deux béatifiés en 1900, et M. G. Perboyre († 1846), béatifié en 1889. Enfin, le plénipotentiaire français, M. de Lagrenée, obtint la reconnaissance de la liberté religieuse et même la restitution des anciennes églises ; mais, dès 1851, les autorités chinoises laissèrent les brigands opérer des massacres ; une expédition franco-anglaise fut décidée (1857-58) ; elle aboutit au traité de Tien-Tsin, d'après lequel « les lois portées contre le christianisme étaient considérées comme abrogées. » Le traité attribuait aussi à la France le privilège de protéger tous les chrétiens quelle que fût leur nationalité ; ce privilège sera reconnu par la Propagande qui ordonnera à tous les missionnaires catholiques en Chine de se placer sous le protectorat français. Cependant, les persécutions recommencèrent presque aussitôt pour devenir très vives entre 1873 et 1878. Un tel antagonisme s'explique par une cause morale — l'amour des Chinois pour les honneurs, les plaisirs et l'argent — et aussi par une cause politique, la haine de l'étranger. Ces sentiments sont très ardents dans les sociétés secrètes : l'une d'elles, les I-ho-Kivien, surnommés par les Anglais Boxers ou **Boxeurs**, étaient particulièrement combattifs ; l'occupa-

tion du port de Kiao-Tchéou par l'Allemagne fournit un prétexte à la révolte ; soutenus par le prince Tasau, oncle de l'empereur, les insurgés massacrent les chrétiens (1900) ; à Péking, ils font le siège du Pé-tang ou évêché catholique, dans lequel Mgr Favier, soutenu par l'enseigne de vaisseau Paul-Henry, résista par miracle avec quelques hommes contre 8.000 Boxeurs ; mais la persécution qui s'étendit aux provinces fit des milliers de victimes. Depuis lors, le christianisme n'a cessé de grandir : on comptait 800.000 chrétiens en 1906 ; l'exercice 1921-1922 accuse un accroissement de 61.855 par an et un total de 2.058.338, sans compter un demi-million de catéchumènes.

La Corée était un pays tellement fermé qu'on ne pouvait y parvenir que par mer en embarquant sur les pirogues des pêcheurs coréens ; en 1800, il n'y restait qu'un seul prêtre chinois, le P. Tsoï, bientôt martyrisé. En 1866, au cours d'une persécution violente, les deux évêques, Mgrs Berneux et Daveluy, furent mis à mort et toutes les chrétientés détruites. Une période d'ostracisme absolu suivit durant laquelle tous les étrangers étaient embarqués à destination de la Chine. Enfin, en 1886, un traité signé par notre plénipotentiaire Cogordan permit aux Français résidant en Corée de pratiquer leur religion. Après la guerre sino-japonaise, le pays passa sous la tutelle du Japon ; il confirma la liberté religieuse des chrétiens dont le nombre s'élève aujourd'hui à 92.337.

Le Japon resta longtemps fermé au catholicisme. Mgr Petitjean put enfin y pénétrer en 1861, et constata que, privés de prêtres, des milliers d'indigènes étaient restés catholiques, priant ensemble et s'administrant le baptême. Cependant, de 1868 à 1873, il y eut une dernière persécution qui fit 2.000 martyrs ; enfin, un décret de 1873 permit aux missionnaires de séjourner dans les ports ; puis, quand, en 1889, la monarchie devint constitutionnelle, on proclama la liberté de conscience, et dès 1891, Léon XIII élevait Tokio au rang d'archevêché avec trois sièges suffragants : Nagasaki, Osaka et Hakodaté ; on construisit un séminaire à Nagasaki pour la formation d'un clergé indigène, on fonda des écoles primaires et les marianistes érigèrent trois

grands collèges ; la population catholique s'élève aujourd'hui à 91.943 fidèles. Mais la haine sourde de l'étranger, les préjugés philosophiques et surtout la persistance du shintoïsme, religion nationale, empêchent les conversions en masse.

CHAPITRE V

L'OCEANIE

L'Océanie est rattachée à l'Asie par les Iles Malaises. Elle comprend un véritable continent, l'Australasie et une multitude d'îles, la Polynésie.

I. Les Iles Malaises. — Les Iles Malaises de l'Océanie comprennent des colonies hollandaises, anglaises et américaines. a) Dans les colonies hollandaises (Java, Sumatra, Timor, Bornéo), le catholicisme a fait des recrues parmi les colons hollandais, les métis et les Chinois, qui sont très nombreux dans ces îles ; mais la race malaise se montre réfractaire à la prédication. Les progrès constants sont favorisés par le gouvernement colonial qui accorde une subvention annuelle aux missionnaires ; on compte aujourd'hui 112.600 fidèles. b) Dans les colonies anglaises (Bornéo et ses parages), les missionnaires de Mil-Hill se sont heurtés à la barbarie des habitants. c) Les colonies américaines des îles Philippines avaient eu le bonheur d'appartenir, durant 300 ans, à l'Espagne ; aussi, le catholicisme y est-il très prospère ; les Philippines forment une province ecclésiastique dont l'archevêché Manille possède quatre suffragants.

I. Océanie. — *TOURNAFOND, Hawaï : hist. de l'établissement du catholicisme dans cet archipel, 1877.* — *JOUET, La Société des missionnaires du Sacré-Cœur dans les vicariats apostoliques de la Mélanésie et de la Micronésie.* — *DOM BÉRENGIER, La nouvelle Nursie (colonie bénédictine en Australie), 1878.* — *L. VIGOUROUX, L'Évolution française de l'Australie, 1902.* — *LEMIRE, Le catholicisme en Australie, dans Corr., 25 juillet-10 sept. 1894.* — *MANGERET, Myr Bataillon, 2 vol., 1884.* — *NICOLLET, Vie du B. Chanel, 4^e éd., Lyon, 1923.*

II. L'Australasie. — L'Australasie comprend l'Australie, la Tasmanie et la Nouvelle-Zélande. Décimées par les Anglais, les populations indigènes se voient menacées de disparaître ; mais les colons anglais sont devenus nombreux, attirés d'abord par les gisements aurifères, puis par l'élevage du bétail. Après des débuts entravés par l'intolérance anglicane, la mission d'Australie, rattachée au vicariat apostolique de l'île Maurice, fut évangélisée par le bénédictin anglais Ullathorne (1832) ; elle se développa si bien que, dix ans plus tard, on érigeait Sydney en archevêché avec deux suffragants. En 1874, l'Australie fut divisée en deux provinces : Sydney avec sept suffragants et Melbourne avec cinq ; en 1885, Léon XIII élevait au cardinalat Mgr Moran, archevêque de Sydney, qui tint aussitôt un concile provincial de l'Australasie. En Nouvelle-Zélande, les progrès considérables ont permis l'érection d'une province ecclésiastique dont l'archevêché Wellington compte trois suffragants.

III. La Polynésie. — L'Océanie insulaire ou Polynésie n'est évangélisée que depuis 1830 ; en 1842, Grégoire XVI la partagea en trois vicariats, l'un oriental, l'autre central, le troisième occidental. a) L'Océanie orientale comprend trois vicariats : Sandwich (1844), Tahiti (1848), les Marquises (1848), tous trois confiés aux Piepuciens. Ces chrétientés prospèrent. Le dévouement est célèbre du P. Damien Deveuster, qui se rendit dans l'île de Molokaï, l'une des Sandwich où l'on reléguait les lépreux, et qui les soigna durant quinze ans, tant qu'enfin, il succomba, rongé jusqu'aux os, en 1885. b) L'Océanie centrale possède quatre circonscriptions : d'une part le vicariat primitif comprenant les îles Wallis, Futuna et l'archipel de Tonga ; d'autre part, les trois vicariats postérieurs de la Nouvelle-Calédonie (1847), des îles des Navigateurs (1850) et des îles Fidji (1863) ; ils sont tous confiés à la Société de Marie (maristes). Mgr Bataillon fut, avec le Bienheureux Chanel, martyr, le premier évangélisateur de ces régions ; l'apostolat réussit particulièrement à la Nouvelle-Calédonie, qui possédait, en 1900, des écoles nombreuses et une belle cathédrale à Nouméa. c) L'Océanie occi-

dentale comprend, pour la Mélanésie, les vicariats apostoliques de la Nouvelle-Guinée et de la Nouvelle-Bretagne ou Nouvelle-Poméranie, tous deux confiés aux prêtres du Sacré-Cœur d'Issoudun, et, pour la Micronésie, les deux missions des Carolines évangélisées par les capucins espagnols.

Tableau général des missions catholiques en 1923

	CATHOLIQUES		CATÉCHUMÈNES	PAIENS ou MUSULMANS.	HÉRÉTIQUES. ou SCHISMATIQUES
	CHIFFRE TOTAL	INDIGÈNES			
1. Asie					
Arabie	899	610	4	5.031.450	1.800
Indes	2 329.783	2.470.941	83 665	280 423.366	1.463.610
Ceylan	377.075	373.141	2.220	3.775.194	69.094
Indo-Chine	1 340.773	1 308.473	33.416	51.274.000	175.270
Chine	2 231.849	2.244.366	553.201	463.369.000	352.464
Japon	90.553	89 747	2.196	64.222.380	34.959
Corée	96 897	96.897	2.778	18.638.372	250.000
	6.687 829	6.584.175	667.480	886 753.762	2.347.197
2. Afrique					
Afrique sept	576.283	279.379	191.281	75.416.405	14.893.265
Afrique centrale..	1 077 453	1 165.555	531.676	33 285.888	481.654
Afrique mérid.	243 361	182 222	34.442	2 198 435	2.142.050
Iles de l'Afrique.	669.115	666.567	37.642	2 833 773	441.131
	2.666.212	2.293.723	817.741	120.734 501	17.258.100
3. Australie et Océanie					
Australie et Nou- velle-Zélande.	15.196	14.796	25		2.000
Malaisie	142.801	104.675	13.650	49 064.419	444.466
Polynésie	243.329	227.744	13.167	1 258.298	406.490
Iles Philippines	558.002	558.002	447	738.505	25.820
	959.328	905.217	27.289	51.766.922	878.776

La Vitalité Chrétienne

CHAPITRE PREMIER

LES ŒUVRES

I. **Œuvres charitables.** — La Révolution avait spolié le bien des pauvres ; la loi du 23 messidor an II stipulait : « Les créances passives des hôpitaux, hospices et autres établissements de bienfaisance sont déclarées dettes nationales. » Les protestations furent telles que la Convention dut rapporter cette loi ; mais, déjà, un grand nombre de biens avaient été vendus, et les hôpitaux se trouvaient incapables de remplir leur rôle. D'autre part, une loi du 19 germinal an III (8 avril 1795) supprima toutes les sociétés particulières, confréries, bureaux de charité, etc., « parce qu'il n'y avait plus dans la République ni pauvres, ni esclaves ». Le Directoire essaya de réparer : la loi du 16 vendémiaire an V déclara que les biens des hôpitaux déjà vendus doivent être remplacés par des biens nationaux ; on créa des bureaux

I. **Les œuvres.** — FOURVIÈRES, *Les œuvres catholiques au lendemain de la Séparation*, 1913. — *Manuel des œuvres*, 1912. — *Paris charitable*, 1912. — *La France charitable et prévoyante* (recueil de monographies, publié par l'office central des Institutions charitables), 1899. — Y. DE LA BRIÈRE, *Groupements paroissiaux et unions diocésaines à Paris et en province*, dans *Études*, 5 mars 1913. — Abbe COUGET, *L'immigration provinciale et l'évangélisation*, dans *Correspondant*, 15 nov. 1912. — TURMANN, *Au sortir de l'école : les patronages*, 4^e éd., 1906. — G. GOYAU, art. *France*, dans *Dict. Théol.* — Mgr. TISSIER, *La Vie religieuse*, dans *La Vie catholique dans la France contemporaine*, 1918. — *La Congrégation des Petites Sœurs des pauvres* (coll. *Ordres religieux*), 1924. Ce chapitre aurait pris des proportions démesurées si nous ne nous étions borné presque exclusivement à la France, qui, d'ailleurs, apparaît comme l'initiatrice de presque toutes les œuvres.

de bienfaisance qui tiendraient lieu des anciens bureaux de charité. Enfin, sous le Consulat, le ministre de l'Intérieur, Chaptal, rappelle les sœurs pour secourir les malheureux à domicile ; bientôt, Napoléon I^{er} favorisera l'essor des congrégations hospitalières ; mais, de cette charité reconstituée, il entendait faire un rouage de sa machine administrative. La Restauration accordera une place au clergé dans les bureaux et conseils de charité, bien que toujours sous le contrôle de l'Etat.

L'initiative privée s'organise alors grâce à la **Congrégation** fondée dès 1801 par le P. Delpuits. Des œuvres multiples de charité s'y rattachèrent : ainsi, la *Société des Bonnes Œuvres* fondée en 1811 par l'abbé Legris-Duval et divisée en trois sections, celle des Hôpitaux, celle des Savoyards ou petits ramoneurs et celle des Prisons ; ainsi, l'*Association de Saint-Joseph* fondée en 1822 par l'abbé Lowenbruck, en vue de grouper patrons et ouvriers ; ainsi, la *Société des Amis de l'Enfance*, qui, sous la direction d'Armand de Melun, protégeait les orphelins ; ainsi encore, l'*Œuvre des secours aux ouvriers malades*, aux pauvres honteux, aux orphelines de la Révolution, etc. L'influence de la Congrégation se répandit, d'ailleurs, par toute la France.

La Révolution de 1830 balaya la Congrégation. Mais, dès 1833, **Ozanam** et plusieurs de ses amis fondèrent la Conférence de Charité, répandue depuis sous le nom de **Société de Saint-Vincent-de-Paul** ; la visite des pauvres à domicile fut le but essentiel ; sœur Rosalie, si aimée des pauvres du XII^e arrondissement, désigna les familles à secourir. La Société se répandit partout ; elle s'occupa des mille besoins du pauvre : caisses des loyers, fourneaux économiques, secrétariats, etc. Une œuvre charitable, qui eut également un succès merveilleux, fut l'institution des **Petites Sœurs des Pauvres** ; une ancienne servante bretonne, Jeanne Jugan, encouragée par un vicaire de Saint-Servan, l'abbé Le Pailleur, recueille des vieillards abandonnés, et, pour les entretenir, fonde la congrégation nouvelle ; en 1912,

dans 111 maisons françaises et dans 195 maisons à l'étranger, 5.793 sœurs soigneront 46.913 vieillards.

A la même époque, Jeanne-Françoise Chabot, veuve d'un commerçant lyonnais, M. Garnier, fondait les Dames du Calvaire, qui se recrutent parmi les veuves et qui ont pour mission de secourir les femmes cancéreuses et incurables ; de même, les Sœurs de Marie-Auxiliatrice, fondées en 1854 à Castelnaudary par l'abbé de Soubiran, soignent les jeunes filles phthisiques. La *Société de Charité maternelle* fondée dès 1784 et l'*Association des Mères de famille* secourent les femmes en couche ; l'*Œuvre de la Crèche à domicile*, inaugurée par les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, assure des secours aux mères qui gardent chez elles leurs enfants ; de même, l'*Œuvre d'assistance maternelle et infantile* gratuite de Plaisance, fondée en 1901 par M^{lle} Chaptal, et l'*Union familiale*, fondée en 1899 par M^{lle} Gohéry, etc. Signalons aussi la *Société de Charité maternelle*, qui, en 1898, secourut 2.797 femmes et 2.857 enfants. L'*Œuvre des pauvres malades* fonctionnant à Paris et dans un grand nombre de villes sous la direction des curés, visite les indigents.

II. Œuvres de préservation. — À côté du soin des corps, la préservation des âmes. L'*Œuvre de l'Adoption*, fondée en 1859 par l'abbé Maitrias, recueille les orphelins ; l'*Œuvre de Sainte-Anne* (1824), l'*Œuvre des enfants délaissés* (1863), l'*Œuvre de l'adoption des petites filles abandonnées* (1879), s'occupent toutes trois du placement des orphelins ; de même, l'*Association des jeunes économes*, jeunes filles qui, sous la direction des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, s'occupent de l'apprentissage et du placement des jeunes filles pauvres ; l'*Œuvre de l'Enfant Jésus* les abrite à la sortie de l'hôpital. Les Salésiens, institués par Don Bosco († 1888), ont également pour but d'éduquer les orphelins : en 1900, leurs congrégations comptaient déjà 243 maisons en divers pays et recueillaient 400.000 enfants. Signalons, en Italie, la merveilleuse *Piccola casa della Provvidenza*, fondée en 1827 par le bienheureux Cottolengo, et où l'on recueille les malades et les pauvres ; elle est deve-

nue une véritable cité abritant 8.000 personnes et desservie par des filles de la Charité qui se subdivisent en diverses branches, selon leur but spécial.

On s'est aussi préoccupé de la préservation morale des jeunes filles. L'*Œuvre des petites préservées* s'occupe des fillettes sorties des maisons, de correction. Les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul ont formé des *Patronages internes* qui abritent les jeunes filles éloignées de leur famille. L'*Œuvre catholique internationale pour la protection de la jeune fille*, créée à Fribourg en 1897, hospitalise de nombreuses jeunes filles et se tient en rapport avec les homes et maisons d'accueil fondés en beaucoup d'endroits par des femmes catholiques. Une congrégation, les Sœurs du Bon Pasteur d'Angers (1829), s'occupe des filles perdues ; elles ont aujourd'hui environ 220 maisons et 6.000 membres.

III. **Œuvres de paroisse.** — Le prêtre de paroisse est aujourd'hui aidé par diverses œuvres annexes à son apostolat. Pour l'enseignement du peuple, on inaugura l'**institution des catéchistes volontaires**, dames et jeunes filles : on créa d'abord, à Paris, l'*Œuvre des faubourgs* pour la visite des familles, en vue d'assurer dans chaque quartier la fréquentation des catéchismes ; puis, en 1885, le cardinal Guibert institua l'œuvre des catéchismes, qui compte actuellement, à Paris, 4.300 dames catéchistes. Il faut y joindre l'apostolat extraordinaire : ainsi, la Société des amis des pauvres qui se rendent à domicile pour l'éducation religieuse des adultes, l'œuvre des catéchistes des retardataires qui prépare les adultes au baptême, l'œuvre de la première communion des petits ramoneurs et fumistes, la Société de Saint-François-Régis, qui facilite le mariage civil et religieux des ouvriers et employés. L'apostolat des midinettes organisé dans quatorze grandes paroisses de Paris prépare au devoir pascal en des retraites de cinq jours, entre midi un quart et midi cinquante, 8.000 jeunes femmes et jeunes filles. L'œuvre des forains installe sa chapelle à côté des foires ; l'Association des écoles foraines, fondée par M^{lle} Bonnefois, donne aux petits forains l'instruction religieuse. L'œuvre des marins évangélise les bateliers français :

« A l'île Saint-Denis, qui est le principal centre, défilent par an 2.000 péniches que parcourent au fur et à mesure les religieuses de Saint-Joseph de Cluny pour instruire les enfants » ; les Pères Assomptionnistes arment des navires-hôpitaux qui portent des secours aux marins s'occupant de la grande pêche.

L'**Œuvre des patronages** est en pleine prospérité ; presque toutes les paroisses urbaines en sont dotées. M. Le Prévoist eut l'idée, dès 1836, d'organiser des patronages et des maisons de famille pour les apprentis ; en 1844, plusieurs de ses associés résolurent de vivre en commun pour se consacrer entièrement à l'œuvre : ce fut l'origine des frères de Saint-Vincent-de-Paul. Le seul diocèse de Paris comptait, avant la guerre, 212 patronages pour 45.000 garçons et 254 patronages pour 60.000 jeunes filles. L'organisation s'est perfectionnée grâce aux « journées de patronages », durant lesquelles les directeurs échangent leurs vues ; on vise à une double formation apostolique et syndicale ; souvent, sur le patronage se greffent des colonies de vacances. L'**Association de la Jeunesse catholique** complète l'œuvre des patronages et en prolonge l'influence ; elle compte 120.000 membres. Les associations sportives ont pris une grande extension : la *Fédération gymnastique et sportive des patronages de France*, créée en 1898 par le docteur Michaux, comptait, en 1917, plus de 180.000 membres.

L'institution paroissiale s'est améliorée. Les missions sont devenues périodiques grâce aux **missionnaires diocésains** ; la société des missions diocésaines de Paris avec 18 ou 20 membres ramena en 25 ans plus de 40.000 personnes. Il existe maintenant une presse paroissiale ; l'*Union générale* et les *Unions diocésaines des Bulletins paroissiaux* rendent partout possible la rédaction d'un Bulletin : elles rédigent un texte commun à toute une région, sous réserve d'une partie spéciale à la paroisse. D'autre part, le curé est aidé dans sa tâche par des œuvres nouvelles : ainsi l'œuvre de Saint-François de Sales qui fonde des écoles libres, des œuvres de persévérance et des bibliothèques ; l'œuvre des Campagnes qui aide les curés soit dans leurs études personnelles, soit dans leur ministère, l'œuvre des Bibliothèques

populaires. La Ligue des Femmes françaises et la Ligue patriotique des Françaises fournissent des conférencières dévouées dans toute la France.

CHAPITRE II

L'ENSEIGNEMENT

I. Les congrégations enseignantes. — L'enseignement chrétien s'est développé plus que jamais au XIX^e siècle ; il fut particulièrement l'œuvre des congréganistes. Les Frères des Ecoles chrétiennes fondés par saint Jean-Baptiste de la Salle, possédaient en 1899, 1500 écoles et 214.721 élèves ; les Frères de l'Instruction chrétienne dits de Ploërmel fondés en 1816-1820 par J. M. de Lamennais comptaient en 1900 2.517 membres et 446 maisons ; ils donnaient l'Instruction à environ 100.000 enfants ; les Frères de la Société de Marie (marianistes) fondés à Bordeaux par le chanoine Chaminade comprenaient en 1902 1.300 membres ; les Petits Frères de Marie (maristes) institués par les abbés Champagnat et Colin comptaient 4.300 membres en France et 1.675 à l'étranger. Ce sont là les quatre ordres de frères enseignants les plus nombreux. Mais il faudrait encore ajouter de multiples congrégations locales : à Lyon, par exemple, les Frères du Sacré-Cœur fondés par le Père Coïmbre (1821), les Frères de la Croix de Jésus fondés par l'abbé Bochard (1824), les clercs de Saint-Viateur (1823) établis par M. Querbes ; à Nancy, les Frères de la Doctrine chrétienne, établis par Dom Fréchal, ancien bénédictin

I. L'enseignement chrétien. — DES CILLEULS, *Histoire de l'enseignement libre*, 1898. — CROSNIER, *A travers nos écoles chrétiennes*, 1912. — POUGET, *Guide de l'école libre*, Reims, 1910. — BAUDRILLART, *L'enseignement catholique dans la France contemporaine*, 1910. — G. GOYAU, *L'école d'aujourd'hui*. — SIMLER, *Guillaume-Joseph Chaminade*, 1901. — ROUSSEAU, *Guillaume-Joseph Chaminade*, 1913. — *Vie du R. P. Champagnat*. — *Le R. P. Colin*, 1900. — Mgr. BAUNARD, *Histoire de M^{me} Barat*, 2 vol., 1876. — Mgr. LAVELLE, *Jean-Marie Lamennais* ; L'abbé J. B. Delabrant, 1922. — MAHIEU, *Vie de Mgr. Baunard*, 1924.

de l'abbaye de Senones (1822) ; les Frères de la Sainte-Famille de Belley, institués par Tabarin sous la monarchie de Juillet ; dans la Manche, les Frères des écoles chrétiennes de la miséricorde institués par l'abbé Delamarre (1842), etc. Au-dessus de toutes ces congrégations, il faut placer les jésuites dont les collèges sont très prospères : l'école préparatoire à la marine (Brest-Jersey) et surtout l'école Sainte-Geneviève (rue des Postes) ont formé pour Navale, Saint-Cyr et Polytechnique des candidats d'élite devenus la gloire de nos armées.

Les congrégations enseignantes de femmes furent aussi très nombreuses. Au premier rang, il faut citer les Dames du Sacré-Cœur instituées par la Bienheureuse Marie-Sophie Barat, et qui donnent l'instruction aux jeunes filles de la haute bourgeoisie. Les sœurs de l'Assomption furent instituées par M^{lle} Milleret de Metz avec l'aide de l'abbé Combalot, puis de l'abbé d'Alzon. Signalons aussi les Dames de la Sainte-Union des Sacrés-Cœurs, institut fondé par l'abbé J.-B. Debrabant.

Cependant, en France, la suppression des congrégations religieuses porta un coup très rude à l'enseignement libre. Les grandes congrégations y obvièrent partiellement en fondant des collèges près des frontières françaises : ainsi les Frères des écoles chrétiennes s'établirent en Belgique à Froyennes près de Tournai et à Momignies, les jésuites à Antoing et à Florennes. D'autre part, on organisa des écoles où l'on formerait des professeurs : ainsi à Paris l'école normale libre fondée par M^{me} Daniélou, et l'école normale catholique. D'autre part dans plusieurs diocèses des conférences pédagogiques réunirent les prêtres chargés de fonctions éducatives.

Principales Congrégations françaises récentes

A. HOMMES

INSTITUTS RELIGIEUX	FONDATEURS	DATES DE FONDATION	NOMBRE DE SUJETS
Assomptionistes (A. A.).	Emmanuel d'Alzon (1810-1880).	1843	663
Compagnie de Marie (S. M. M.).	Bienheureux Grignon de Montfort (1673-1716).	1703 (1821)	536
Société de la Sainte Famille.	Jean-Pierre Berthier (1840-1908).	1893	335
Frères de Marie (ou Marianistes).	Vén. Guilhaume-Joseph Chaminade (1761-1850).	1817	4.850
Maristes ou Société de Marie de Lyon (S. M.).	Jean-Claude-Marie Colin (1799-1815).	1816	4.215
Missionnaires du S.-C. (d'Issoudun) (M. S. C.).	Jean-Jules Chevalier (1824-1907).	1854	4.017
Missionnaires de la Salette (M. Sal.).	Mgr de Bruillard (+ 1860).	1832 (1879)	330
Missionnaires Oblats de St-François de Sales (Sal. Ann.).	Mgr Rey et l'abbé Mermier.	1833	180
Oblats de Marie Immaculée (O. M. I.).	Mgr de Mazenod (1782-1861).	1816	2.420
Oblats de St-François de Sales (Troyes).	Vén. Marie de Sales Chappuis et Louis Brisson (1817-1908).	1871	265
Picpus.	Pierre-Joseph Coudrin (1768-1837).	1803	624
Prêtres de Sainte-Croix.	Le P. Basile Moreau.	1839	461
Prêtres du S.-C. (de Bétharram).	Bx Michel Garicoïts (1797-1863).	1832-1844	17 maisons
Prêtres du S.-C. (de Saint-Quentin).	Léon Dehon (né en 1843).	1877	793
Rédemptoristes.	Saint Alphonse de Liguori (1697-1787).	1732	4.800
Salésiens de Dom Bosco.	Vénéral Jean Bosco (1815-1888).	1859	5.868
Congrégation des Pères du Saint-Esprit.	Claude François Poullart des Places (1679-1709).	1848	2.518
Pères Blancs.	Vén. François Marie Libermann (1804-1852).	1868	1.397
Frères de l'Instruction chrétienne de St-Gabriel.	Cardinal Lavigerie (1825-1892).	1705 (1835)	1.272
Petits Frères de Marie.	Bx Grignon de Montfort et abbé G. Deshayes (1768-1841).	1817	5.000
Frères de l'Instruction chrétienne, dits de la Mennais.	Vénér. Marcellin Champagnat (1789-1840). Abbé G. Deshayes (1768-1841) et J. M. de la Mennais.	1817	1.100

Principales Congrégations françaises récentes

H. FEMMES

INSTITUTS RELIGIEUX	FONDATEURS	DATES DE FONDATION	NOMBRE DE SUJETS
Filles de la Charité.	Saint Vincent de Paul et la B ^{se} Louise de Marillac (1591-1610).	1633	38.000
Sœurs du Bon-Pasteur.	Saint Jean Eudes (1601-80) et la B ^{se} Marie de Saint Euphrasie Pelletier (1796-1868).	1649 (1829)	8.903
Sœurs de Saint-Joseph de Tarbes.	L'abbé Baserque (1800-85) et la Mère Marie des Anges (1810-82).	1843	600
Sœurs de Saint-Joseph de Lyon.	Cardinal Fesch.	1816	2.136
Sœurs de Saint-Maur.	P. Nicolas Barré (1621-86).	1666	1.100
Sœurs de la Charité de Nevers.	Dom de Laveyne (1653-1719).	1680	166 établissements
Sœurs de la Charité de N.-D. d'Evron.	M ^{me} Perrine Brunet (1654-1735).	1682	986
Dominicaines de la Présentation.	Vénér. Marie Poussepin (1653-1744).	1695 (1803)	
Sœurs de la Doctrine chrétienne de Nancy.	Jean-Baptiste Vatelot.	1700	2.528
Filles de la Sagesse.	Bx Grignon de Montfort et Marie-Louise Trichet.	1703	5.000
Sœurs de la Providence de Porlieux.	Vénér. Jean Martin Moije (1730-93).	1762	1.233
Sœurs de la Présentation de Marie.	Vénér. Anne-Marie Rivier (1768-1838).	1796	2.000
Sœurs des Sacrés-Cœurs et de l'Adoration perpétuelle.	P. Coudrin (1768-1837) et B ^{se} de la Chevalerie.	1797	1.500
Dames du Sacré-Cœur.	Sainte Madeleine Sophie Barat (1779-1865).	1800	6.416
Sœurs de Saint-Joseph de Cluny.	Vénér. Anne-Marie Javouhey (1779-1851).	1807	3.547
Religieuses de la Sainte-Famille.	Vénér. Emilie de Rodat (1787-1852).	1816	1.440
Religieuses de la Providence.	Mère Marie de Sainte Chantal (1799-1881).	1821	480
Sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition.	M ^{me} Emilie de Vialar (1797-1856).	1832	1.043
Religieuses de l'Assomption.	M ^{lle} Milleret de Bron (1817-1898).	1839	4.000
Petites Sœurs des Pauvres.	Jeanne Jugan (1792-1879).	1840	5.787
Sœurs de N.-D. de Sion.	Les deux frères Ratisbonne.	1842	1.700

Sœurs Franciscaines de Calais.	Mgr Adolphe Duchenne (1813-1881).	1854	783
Auxiliaires des Ames du Purgatoire.	Eugénie Smet de Monthiver (1825-1871).	1856	1.000
Religieuses de Marie-Reparatrice.	Baronne d'Iloogvorst (1818-78).	1857	1.390
Religieuses de N.-D. des Missions, à Lyon.	P. Yardin, mariste, et Euphrasie Barbier (1829-93).	1861	600
Sœurs blanches.	Cardinal Lavigerie (1825-92).	1869	889
Franciscaines de Sainte-Marie des Anges.	P. Chrysostome de Lyon, capucin (1828-95).	1871	303
Filles de N.-D. du Sacré-Cœur.	Jean-Jules Chevalier (1824-1907) et Marie-Louise Harlier (1837-1908).	1882	352
Franciscaines Missionnaires de Marie.	Hélène de Chappotin de Neuville (1839-1904).	1877	4.376
Dames de la Sainte-Union.	Abbé Debrabant.		

Bibliographie succincte. — H. Rousseau, *Chaminade, Fondateur des Marianistes*, 1913. — P. GAY, *La Société de Marie*, 1923. — Mgr LAVEILLE, *Marcellin Champagnat* 1921. — J.-B. LEMOYNE, *Vita del Ven. Giovanni Bosco*, 2 vol., Torino, 1920. — *Le vénérable Don Bosco*, 1920. — T. ORTOLAN, *Cent ans d'apostolat dans les deux hémisphères : les Oblats de Marie*, 2 vol., 1921. — A. CROSNIER, *L'homme de la divine Providence*; *Gabriel Deshayes*, 2 vol., 1918. — E. LEMOINE, *La très Révérende Mère Henriette Agmer de la Chevalerie, fondatrice des religieuses des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie*, 1912. — F. DELAPLACE et Ph. KIEFFER, *La Vénérable Mère Anne-Marie Javouhey, fondatrice de la congrégation de Saint-Joseph de Cluny*, nouv. édit., 1914. — V. CAILLARD, *La Vénérable A.-M. Javouhey* (coll. les Saints). — HYGONET, *Marie Bernard. La très Révérende Mère Marie de la Passion, fondatrice des Franchiscaines-Missionnaires de Marie, Vanves.* — A. HAMON, S. J., *Les Auxiliaires du Purgatoire*, t. 1 et II, *Mère Marie du Sacré-Cœur* (1871-1877) et *Mère Marie de la Miséricorde* (1877-1909), 1919-1921. — Mgr BRETTON, *Mère Marie-Eugénie de Jésus, première supérieure générale des religieuses de l'Assomption*, 1923. — Mgr RICARD, *La Vénérable Emilie de Rodat* (coll. les Saints). — La librairie Lefrouzey publie une collection intitulée *Les grands ordres religieux*; voir *La Congrégation de Saint-Joseph de Cluny*. — *Les Sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition*. — *Les religieuses de N.-D. de Ston*. — *Les Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul*. — *Les Franciscaines de Calais*. — *Les Dominicaines du tiers-ordres*. — *Les religieuses des SS. Cœurs de Jésus et de Marie et de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement* (Picpus), etc...

II. **Les Universités.** — Au XIX^e siècle, l'enseignement supérieur fut réorganisé par la fondation des universités catholiques. En plusieurs pays, par exemple l'Allemagne et l'Autriche, on créa dans certaines universités des facultés de théologie catholiques ; mais adjointes à des facultés rationalistes et anti-chrétiennes, elles voient leur influence combattue sur place. Aussi le système de l'université catholique intégrale est-il souvent préféré. Hors de France, les deux plus importantes sont Louvain et Fribourg. Fondée en 1834 par des catholiques belges, **Louvain** s'est rendue célèbre par des fondations telles que l'Institut supérieur de philosophie dont la Revue néo-scholastique fut l'organe, le Séminaire historique, organisé par Jungmann et Cauchie, et subdivisé en deux sections, celle des conférences historiques et celle des études critiques sur les sources, l'Ecole des sciences politiques, sociales et diplomatiques fondée par Mgr Abeloos, l'Ecole des langues orientales, etc... L'originalité de **Fribourg** est d'être une université internationale où affluent anglais, allemands, suisses, français ; la faculté de théologie confiée à des dominicains jouit d'une réputation méritée. Il y a en France cinq universités catholiques nées après la loi de 1875 : Paris, Lille, Angers, Lyon, Toulouse. **Lille** est la seule qui possède les cinq facultés ; elle s'est annexée une Ecole des hautes études industrielles où se forment des patrons chrétiens ; sa faculté de médecine avec ses hôpitaux, sa maternité et son Ecole de sages-femmes jouit d'un grand renom ; ses extensions universitaires rayonnent dans toute la région. **Paris** voit croître son influence : on y a créé notamment tout un enseignement méthodique d'histoire des religions. A Milan, le cardinal Ratti inaugura l'université fondée par le cardinal Ferrari en 1920. Signalons encore les Ecoles spéciales telles que l'Ecole biblique de Jérusalem et la Faculté de droit de Beyrouth.

III. **L'enseignement à Rome.** — A Rome, il y a quatre universités pontificales qui, placées sous la dépendance du cardinal vicaire, ont le privilège de conférer les grades académiques jusqu'au doctorat inclusivement pour la philosophie, la théologie et le droit canon : 1^o le séminaire

romain comprenait les classes gymnasiales et lycéales d'une part, les cours de philosophie et de théologie d'autre part ; mais Pie X le divisa en grand et petit séminaires séparés ; 2° le collège romain ou université grégorienne fondé en 1550 par saint Ignace, puis patroné par Grégoire XIII, appartient aux jésuites et fut illustré par des maîtres tels que Bellarmin, Suarez et Vasquez ; 3° le collège de Saint-Thomas-d'Aquin ou Angelico, réorganisé en 1909, appartient aux dominicains ; 4° enfin le collège de la Propagande, bien que destiné aux missions étrangères, reçoit d'autres étudiants. Les ecclésiastiques, venus de toutes les parties du monde qui suivent les cours dans l'une de ces quatre universités pontificales, résident dans des séminaires nationaux : on en compte une trentaine dont sept italiens. Il faut encore citer de récentes fondations spéciales : l'Institut biblique, érigé en 1909 par Pie X, donne à des élèves déjà docteurs en théologie des leçons suivies sur les langues orientales : hébreu, assyrien, arabe, etc. ; on y confère la licence et le doctorat bibliques. L'Institut oriental fut fondé par Benoît XV en 1917 ; on y enseigne la théologie orthodoxe, les liturgies et les littératures orientales ; ses cours sont suivis par des prêtres du rite latin appelés à exercer le ministère en Orient. Le séminaire pontifical léonien, fondé par Léon XIII en 1901, est une sorte d'école normale qui a pour but de former des professeurs et directeurs de séminaires. Citons encore l'Académie des nobles ecclésiastiques, pépinière officielle de la diplomatie pontificale.

CHAPITRE III

LES ŒUVRES SOCIALES

I. **Avant l'Encyclique « *rerum novarum* ».** — En face du socialisme montant, le catholicisme social s'organisait.

L'Encyclique *rerum novarum*. — AN. LEROY BEAULIEU, *La Papauté, le socialisme et la Démocratie*, 1892. — LÉON GRÉGOIRE,

Il semble que l'initiative en revienne à l'Allemagne. Dès 1848, **Ketteler**, évêque de Mayence, développait les doctrines thomistes sur la propriété et le travail, posant ainsi les bases solides d'un catholicisme social orthodoxe. La besogne pratique suivit bientôt. Trois grandes misères étaient à soulager : 1° la misère des « compagnons » : le vicaire Kolping y remédierait par la fondation des associations de compagnons (*gesellenvereine*) ; 2° la misère des paysans : le baron Shorlemer-Alst y pourvoirait par des associations de paysans ; 3° la misère des ouvriers que Ketteler s'emploierait à soulager, d'abord par la création de coopératives de production, ensuite en travaillant à améliorer la législation ouvrière. Dans les réunions de Soest (1864-65-66), des catholiques, sous la direction d'Alfred Hueffer, s'occupaient de l'organisation du petit métier et de la restauration de l'esprit corporatif. Ayant fait leurs preuves, les idées catholiques pouvaient maintenant s'opposer aussi bien au libéralisme de Schulze-Delitzsch qu'au socialisme de Lassalle ; en 1864, Ketteler les exprimait dans son admirable livre, *La question ouvrière et le christianisme* ; en 1867, l'ouvrage de Joerg, *Histoire des partis politiques sociaux en Allemagne*, fit également le procès du libéralisme et du socialisme en y opposant la thèse catholique. Enfin, en 1868, sous les auspices d'une petite revue d'Aix-la-Chapelle, *Les Feuilles chrétiennes populaires*, fondées par un jeune prêtre, Joseph Schlimps, les œuvres sociales tendront à se grouper, et, dès 1870, les *Feuilles sociales* pourront publier un programme complet d'organisation. L'élaboration d'un ordre social chrétien faisait prévoir la popularité du Centre allemand et sa force d'opposition aux lois sectaires du chancelier Bismarck.

(G. GOYAU), *Le Pape, les Catholiques et la question sociale*, 4^e éd., 1917. — TIBERGHIEU, *L'Encyclique rerum novarum*, 1911. — P. CASTELEIN, *Léon XIII et la question sociale. Mise au point*, Bruxelles, 1914. — G. GOYAU, *Le pape Léon XIII*, dans *Autour du catholicisme social* (3^e série), 1907.

I. **Le mouvement social en Allemagne.** — KANNENGIESER, *Catholiques allemands*, 1892. — DE GIRARD, *Ketteler et la question ouvrière*, Berne, 1896. — LIONNET, *Ketteler*, 1905. — G. GOYAU, art. *Allemagne* dans *Dict. Théol.* ; *L'Allemagne religieuse*, passim. — DECURTINS, *Œuvres choisies de Ketteler*, Bâle, 1892.

En France, dès 1871, le comte **Albert de Mun** et le marquis de la Tour du Pin fondèrent l'œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers, qui eut bientôt 400 cercles disséminés par toute la France et qui, surtout, provoqua un mouvement intense d'études économiques et sociales dans les commissions de l'œuvre : là furent élaborés des projets de lois sociales présentés par des députés catholiques au Parlement avant même que celui-ci ne se préoccupât de ces sujets. Les théoriciens discutaient. **Le Play** avait voulu une amélioration sociale par le respect du « Décalogue éternel » et par la restauration de la « famille souche » conservée grâce à la transmission intégrale du bien familial ; ses disciples fondèrent deux revues, *La Réforme sociale* et *La Science sociale*. D'autre part, l'*Association catholique*, organe des cercles ouvriers, adoptait la théorie chère à **M. de la Tour du Pin**, qui prônait le retour à l'ancienne corporation sous la protection de l'Etat ; il faut en rapprocher celle du baron **de Vogelsang**, directeur du mouvement social en Autriche, pour qui le régime idéal de l'organisation du travail est celui du Moyen Age. En Italie, le professeur **Toniolo**, rédacteur en chef de la *Revista internazionale di scienze sociali*, recourt, lui aussi, aux institutions médiévales ; mais, tandis que Vogelsang veut surtout, d'après une *méthode descendante*, s'appuyer sur l'Etat, Toniolo prône l'action directe du peuple pour gérer ses intérêts (*méthode ascendante*). Toniolo deviendra le chef

I. **Le mouvement social en France.** — CH. ANTOINE, *Cours de science sociale depuis 1897*. — M^{rs}. DE LA TOUR DU PIN-CHAMBLY, *Vers un ordre social chrétien*, 1903. — G. GOYAU, *Autour du catholicisme social*. — C^{te} ALBERT DE MUN, *Discours : Ma vocation sociale*. — C^{te} DE ROQUIGNY, *Les syndicats agricoles et leur œuvre*, 1907. — JOLY, *Le socialisme chrétien*, 1892. — H. JOLY, *Le mouvement social catholique, dans la Vie catholique dans la France contemporaine*, 1918. — G. GOYAU, art. France dans *Dict. de Théol.* — MAX TURMANN, *Le développement du catholicisme social depuis l'Encyclique rerum novarum*, 1900. — P. MAINAGE, *Les mouvements de la jeunesse catholique française au XIX^e siècle*, 1918. — E. BARBIER, *Histoire du catholicisme libéral et du catholicisme social en France, 1870-1914*. — CH. CALIPPE, *L'attitude sociale des catholiques français au XIX^e siècle*, 2 vol., 1911-1912. — G. WEILL, *Histoire du mouvement social en France, 1852-1924, c. XIV, Le mouvement social chrétien*.

de l'*Union catholique pour les études sociales*, qui organisera de grands congrès. En Belgique, il faut signaler l'école de Liège, avec Mgrs Pottier et Doutreloux, le Père Rutten.

En Angleterre et en Amérique, l'initiative sociale part des cardinaux Manning et Gibbons. **Manning** réfute le socialisme agraire de Henri George, partisan de la nationalisation du sol ; son influence est assez grande sur le monde ouvrier pour obtenir la fin de la grève des docks à Londres (1889). En Amérique, l'association des Chevaliers du Travail, *knights of Labour*, comptant 3.000 sections et 730.000 membres, fut soutenue par le cardinal **Gibbons**, qui obtint gain de cause pour elle auprès du pape (1888).

II. Après l'Encyclique. — En 1891, **Léon XIII** intervint lui-même par l'Encyclique *Rerum novarum* sur « la condition des ouvriers » provoquée par ceux qui combattaient l'œuvre des Cercles de l'Union de Fribourg. Il y montre que la question sociale ne doit pas aboutir à une lutte de classes et à la spoliation des capitalistes par les travailleurs : car « la propriété privée est de droit naturel pour l'homme ». Mais la propriété a aussi ses devoirs : juste salaire, limitation des heures de travail, souci de la faiblesse des femmes et des enfants, respect du dimanche. Enfin, l'association demeure légitime, qu'elle groupe soit les seuls ouvriers, soit ouvriers et patrons. L'encyclique fut reçue avec enthousiasme, même par certains incroyants ; de nombreux commentaires en furent donnés : citons celui du P. de Pascal, le livre d'An. Leroy-Beaulieu sur la *Papauté, le Socialisme et la Démocratie*, et l'ouvrage de G. Goyau (Léon Grégoire), sur le *Pape, les Catholiques et la question sociale*.

Après l'encyclique, le mouvement social chrétien prit un nouvel essort. En France, il faut signaler le développement donné à l'enseignement professionnel : les écoles profes-

I. Le mouvement social en Angleterre et en Autriche. — II. HEMMER, *Vie du cardinal Manning*, 1898. — J. LEMIRE, *Le cardinal Manning et son action sociale*, 1893. — VOGELSANG, *Extraits de ses œuvres*, traduits de l'allemand par le P. de Pascal, 2 vol. (coll. *Science et religion*).

sionnelles de jeunes filles existent même à la campagne, dans l'ordre des industries dentellière et rurale ; en vue de la bonne tenue de la maison, il y a des écoles ménagères pour lesquelles les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul ont créé une école normale, qui, jusqu'en 1914, avait formé plus de 150 centres d'éducation ménagère. L'école commerciale des Franes Bourgeois, instituée par les Frères des Ecoles chrétiennes, prépare aux professions commerciales, industrielles et administratives.

D'autre part, les groupements chrétiens se développaient. En 1898, fut fondée l'*Union catholique du personnel des chemins de fer* « pour conserver chrétiens tous ses membres et améliorer leur sort en favorisant les institutions charitables, économiques et sociales » ; composée d'abord de quelques centaines de cheminots parisiens qui se réunissaient à la basilique de Montmartre pour l'adoration nocturne, cette Union s'étendit bientôt à la France entière, et compta 60.000 membres ; il s'est greffé sur elle un véritable syndicat comprenant 20.000 membres. Il existe un *Syndicat des employés du commerce et de l'industrie*, qui compte 11.000 membres ; il s'occupe du placement, opère des groupements professionnels, donne des cours professionnels, organise des commissions d'études et des comités de conférences ; il a fondé une société coopérative, une mutualité, une caisse de prêts gratuits. Il faut citer encore certains syndicats féminins : l'*Organisation de l'Aiguille*, association professionnelle de patronnes et d'ouvrières de la couture ; l'*Union centrale des syndicats professionnels féminins*, rue de l'Abbaye, englobant des syndicats d'ouvrières, d'employées, de gardes-malades et un syndicat du ménage (26.000 membres) ; la *Fédération des Unions des syndicats professionnels féminins*, rue de Sèze, se subdivise en unions régionales et compte 14.000 adhérents. Il y a aussi des groupements provinciaux très prospères comme les syndicats lyonnais, ou les syndicats catholiques de l'Isère, qui fondèrent une Union fédérale groupant 6.000 membres ouvrières ganttières. En novembre 1919, toutes les organisations se sont serrées en une vaste *confédération nationale* forte de 125.000 adhérents.

Enfin, il existe, en France, des organisations d'enseignement social dont les deux plus fameuses sont l'*Action populaire de Reims* et le *Secrétariat social de Paris*. L'*Action populaire* se livre à une propagande multiple : propagande par des *Feuilles sociales*, par des *Plans et Documents* destinés aux cercles d'études, par des périodiques populaires intitulés *Revue de l'Action populaire*, *Peuple de France*, la *Vie syndicale*, le *Mouvement social* ; l'*Action populaire* édite annuellement un *Guide social*, une *Année sociale internationale*, un *Manuel social pratique*. Dans le même esprit, furent créées en 1904 les *Semaines sociales* qui se tiennent chaque année dans l'une ou l'autre partie de la France. Le *Secrétariat social de Paris* a un programme plus vaste encore que l'*Action populaire* : service de documents et renseignements à l'usage des conférenciers, contentieux des œuvres et institutions sociales publiant chaque semaine une *Correspondance*, et renseignant sur les notions juridiques nécessaires pour la création et le fonctionnement des œuvres, etc. Ce secrétariat a des équivalents en province.

L'Allemagne catholique possède un grand agent de propagande : le *Volksverein* ou Association populaire pour l'Allemagne catholique, fondé par Windthorst en 1890, et dont le centre est à Munchen-Gladbach ; il a organisé des syndicats interconfessionnels entre ouvriers catholiques et ouvriers protestants ; il s'adonne à une propagande extraordinaire par les imprimés et les brochures. Il s'y rattache diverses institutions : cours « pratiques sociaux » qui sont l'équivalent de nos semaines sociales, magnifique bibliothèque « scientifique sociale » établie à Munchen-Gladbach, secrétariats du peuple (*volksbureaux*). A côté du *Volksverein* une institution plus récente est le *Charitas-Verband* érigé à Fribourg-en-Brisgau en 1892, sorte d'office central de toutes les institutions charitables et philanthropiques fondées par les catholiques d'Allemagne ; il possède sa revue *Charitas* qui a dressé le bilan de la charité catholique allemande. « Ce qui caractérise l'action du catholicisme en Allemagne, c'est la part directe qu'y prend le clergé. C'est le curé qui organise dans son village pour lutter contre l'usure l'institution des Associations de paysans (*Bauernve-*

reine) ; c'est au clergé que les caisses populaires d'épargne et de prêt, dites *Caisses Raffeisen*, sont redevables de leur développement. » (Goyau.)

En Italie, 1° on fonda en 1895 l'œuvre des congrès qui, par la volonté de Léon XIII, groupa toutes les associations catholiques : bonne presse, conférences populaires, cercles, caisses rurales, etc... Dès lors, les comités paroissiaux ne restaient plus isolés : ils se rattachaient à une grande œuvre sous la direction du Souverain Pontife. 2° En 1905, Pie X fondait l'*Unione popolare* destinée « à grouper les catholiques de toutes les classes sociales autour d'un centre commun de doctrine, de propagande et d'organisation sociale ». 3° L'*Unione economico sociale* a obtenu certains résultats, entre autres la fédération des banques catholiques et l'institution de la *Scuola sociale* de Bergame, patronée par Pie X et Benoît XV, et d'où sortirent des sociologues distingués. 4° Dans un but plus général, la *Società della gioventù cattolica* organisait des cercles de jeunes gens et formait une *Associazione scoutistica cattolica italiana*. A Rome, un cours de haute culture sociale pour les femmes des classes élevées fut inauguré en 1917 dans le but de former une élite d'apôtres.

En Espagne, le mouvement social catholique fut inauguré par un jésuite, le P. Vicent, qui, dès 1864, fondait un cercle d'ouvriers à Mansera ; depuis l'encyclique *Rerum novarum*, des semaines sociales se sont réunies, des revues telles que la *Paz social* de Madrid se sont fondées. Les catholiques se sont occupés de la question ouvrière : ainsi fondèrent-ils à Barcelone une Action sociale populaire et un Bureau central de travail ; de même à Valence et à Madrid fonctionne un *Conseil national des coopératives ouvrières catholiques* qui unifie l'action des conseils diocésains et que le gouvernement a cru devoir consulter sur tous les projets de légis-

I. **Mouvement social en Italie et en Espagne.** — TONIOLO, *L'unione popolare fra i cattolici d'Italia*, Florence, 1908. — DELLA CASA, *Il movimento cattolico italiano*, Milan, 1905. — C. T., *Manuale del propagandista cattolico*, Florence, 1911. — T. ORTOLAN, art. Italie, dans *Dict. de Théol.* — G. PALAU, S. J., *Le catholique d'action* (trad. Lebeaumont et Jurel). — A. MARVAUD, *La question sociale en Espagne*, 1910. — LEGENDRE, art. Espagne, dans *Dict. Théol.*

lation sociale ; il a créé une *Banque populaire de Léon XIII* pour venir en aide aux petits artisans. Mais la question agraire prime toutes les autres : les catholiques ont fait voter en 1906 une loi sur les syndicats agricoles, et en ont largement profité, surtout dans les pays du Nord : dès 1909 on comptait en Espagne 373 caisses rurales catholiques. Le mouvement social est donc très développé en Espagne et presque tous les séminaires possèdent des chaires de sociologie.

CHAPITRE IV

LA PIETE

I. **Restauration de la liturgie romaine et du chant grégorien.** — « Depuis deux siècles, note le cardinal Pie, l'erreur jansénistique avait empoisonné toutes les sources de la piété, et la liturgie catholique en particulier. N'y eut-elle pas glissé ses insinuations, c'était déjà trop qu'elle nous fit prier par la bouche des novateurs, et non plus par celle des grands docteurs de l'antiquité... Les auteurs des nouvelles formules n'avaient point reçu de l'Eglise l'attestation de la sainteté ; elles s'étaient produites en opposition à la discipline du concile de Trente. Enfin elles isolaient la plupart des églises de France les unes des autres, elles les isolaient toutes de l'Eglise romaine ». **Dom Prosper Guéranger**, restaurateur de la vie bénédictine en France, fit campagne pour le rétablissement de la liturgie romaine ; dès 1841, dans le premier volume des *Institutions liturgiques*, il faisait l'histoire de la liturgie romaine et montrait comment, sous l'influence du jansénisme, elle avait été supplantée par les liturgies locales ; il réclamait « le retour aux formes antiques qui rendent visible l'homogénéité de

I. **Renouveau liturgique.** — DOM PAUL DELATTE, *Dom Guéranger, abbé de Solesmes*, 2 vol., 1910. — DOM POTHIER, *Les mélodies grégoriennes*, 1880. — C. BELLAIGIE, *Pie X et Rome* (1903-14). — DOM MOQUETREAU, *Le nombre musical*, 2 vol., 1908-1926. — *La Paléographie musicale*. — *La Revue grégorienne* (1910-1926), Tournai. — *La Revue du chant grégorien*, Grenoble.

l'Eglise catholique romaine ». Les oppositions gallicanes surgirent au sein de l'épiscopat : en 1843, Mgr d'Astros, archevêque de Toulouse, en 1846, Mgr Fayet, évêque d'Orléans, dans son *Examen des Institutions liturgiques*, combattirent Dom Guéranger. Mais il fut soutenu par d'autres prélats, notamment Mgr Parisis dans son écrit : *La question liturgique*, et Mgr Gousset, archevêque de Reims, qui porta l'affaire à Rome ; Grégoire XVI répondit « que la variété des liturgies était un malheur déplorable... néanmoins, vu la difficulté de déraciner tout d'un coup une coutume invétérée, le Saint-Siège s'abstenait pour le présent de rien prescrire ». Cependant, la popularité de Pie IX marquait l'agonie du gallicanisme ; les conciles provinciaux tenus à Reims, Bordeaux, Paris, Tours, Poitiers, etc. (1849-51) scandèrent les progrès de la réaction liturgique ; en 1855, Pie IX pouvait exprimer à Mgr Sibour son désir de voir le clergé parisien adopter la liturgie romaine. Quand Dom Guéranger mourut en 1875, il ne restait plus en France une seule liturgie particulière ; on avait même dépassé ses intentions : car, appliquant matériellement la réforme, on avait supprimé jusqu'aux propres des diocèses. Si la réforme marquait une victoire de l'esprit romain, elle accusait donc aussi un non-sens liturgique flagrant. C'est pour y obvier que Dom Guéranger écrivit son admirable *Année liturgique*.

Il eût voulu aussi un retour au chant grégorien. Dès le xvi^e siècle, après le concile de Trente, on avait pensé à une réforme de la musique liturgique : en 1575, Grégoire XIII ordonnait au célèbre Palestrina de corriger le Graduel, et de l'accommoder à l'usage de la liturgie ; Palestrina († 1594) laissa l'œuvre inachevée ; pourtant, en 1615 parut avec l'approbation de Paul V un graduel corrigé en partie par Palestrina, mais dont la notation musicale était une altération volontaire de la version des manuscrits. D'ailleurs l'édition se répandit peu, et en France, du xvii^e au milieu du xix^e siècle, la plupart des Eglises adoptèrent des livres de chœur particuliers, œuvres musicales contemporaines souvent sans valeur. En conséquence de la réforme liturgique promue par dom Guéranger les évêques adoptèrent en France diverses éditions de livres choraux romains, de

valeur très inégale, et dont la meilleure était encore la rémo-cambrésienne, basée sur le célèbre manuscrit de Montpellier (XI^e siècle). Cependant, à Pie IX qui désirait l'unité du chant, un imprimeur de Ratisbonne, Frédéric Pustet offrit de réimprimer le Graduel de Palestrina avec les corrections nécessaires : en 1868, la Congrégation des Rites lui en accordait pour trente années le privilège ; les travaux furent présidés par le D^r Haberl qui patrona une association musicale, le *Coecilien Verein*, chargée de répandre l'édition officielle dans tous les pays de langue allemande où jusque-là les chants se faisaient souvent en langue vulgaire. Mais, dans l'édition de Ratisbonne le texte musical avait été altéré en vue de rajeunir les mélodies et d'abrégier les motifs ; certaines critiques s'élevèrent en France et en Belgique, et à l'abbaye de Solesmes le bénédictin Dom Pothier travailla à une reconstitution intégrale de l'office grégorien ; en 1880, il fit paraître les *Mélodies grégoriennes*, sorte de préface où il exposait sa méthode de travail qui consistait à étudier les plus anciens manuscrits ; en 1883, il donna une édition du *Liber Gradualis* ; la publication des autres livres cho-raux suivit. L'édition bénédictine fut patronée par les élèves du fameux César Franck, un Belge naturalisé français, qui dans *Rédemption* et *Béatitudes* avait restauré un lyrisme religieux très élevé inspiré de Bach ; Charles Bordes, maître de chapelle à Saint-Gervais à Paris, fondait en 1894, sous le patronage de Vincent d'Indy la *Scola cantorum* qui patrona les méthodes solesmiennes. Celles-ci furent portées à leur perfectionnement par Dom Mocquereau le fondateur de la *Paléographie musicale*, ou recueil photo-typique des principaux manuscrits de chant grégorien. Par un *motu proprio* du 25 avril 1904, Pie X confiait aux Bénédictins de Solesmes la rédaction des parties mélodiques de l'édition officielle ; en 1908, l'imprimerie Vaticane publia le *Graduale sacrosanctæ romanæ Ecclesiæ* et, en 1912, l'*Antiphonale*, désormais obligatoires pour toutes les églises.

II. **Le culte marial.** — Outre ce qu'on a nommé « la religion du pape », le XIX^e siècle développa surtout deux dévotions : l'Immaculée-Conception et le Sacré-Cœur. Déjà

Pie VII avait accordé plusieurs fois l'autorisation de célébrer la messe propre de l'Immaculée-Conception ; aux franciscains napolitains il permit d'insérer dans la préface : *Et te in conceptione immaculata* (1806). Les succès de la Congrégation de la sainte Vierge sous la Restauration amplifièrent encore la dévotion à Notre-Dame. Puis, le ciel lui-même parla : le 17 nov. 1830, une Fille de la Charité de Paris, la bienheureuse Catherine Labouré, eut une vision de la Sainte Vierge entourée de cette inscription : « O Marie conçue sans péché, priez pour nous qui avons recours à vous », et une voix se fit entendre qui ordonna de faire frapper une médaille sur ce modèle : ce fut la **Médaille miraculeuse** bientôt répandue partout ; en 1842, le juif Alphonse de Ratisbonne se convertira en voyant soudain dans une église de Rome la Vierge telle que sur la médaille. D'autre part, à Paris, l'abbé Dufriche Desgenettes fondait une association pieuse placée sous les auspices du Cœur de Marie, et qui adoptait pour symbole la médaille miraculeuse : érigée en Archiconfrérie de Notre-Dame des Victoires en 1838 par Grégoire XVI l'association eut en moins de 30 ans quinze mille confréries annexes et plus de vingt millions d'associés. Ces succès de la médaille miraculeuse mûrirent l'opportunité de la définition du dogme de l'Immaculée Conception ; dès 1840 dix archevêques français la demandèrent dans une supplique à Grégoire XVI. Il existait, il est vrai, une opposition : en Allemagne, celle des hermésiens, en France celle des gallicans et des jansénistes ; Pie IX nomma pourtant une consulte de théologiens chargés d'examiner la question (1848), puis il sollicita l'avis de tous les

I. **Immaculée Conception.** — DOM GUÉRANGER, *Mémoire sur la question de l'Immaculée Conception.* — C. PASSAGLIA, *De immaculato Deiparae semper Virginis conceptu commentarius*, Rome, 1854. — Card. GOUSSET, *La croyance générale et constante de l'Eglise touchant l'Immaculée Conception*, 1854. — Mgr. MALOU, *L'Immaculée Conception... considérée comme dogme de foi*, Bruxelles, 1857. — L. E. BACHELET, *L'Immaculée Conception*, 1902. — J.-A. BAINVEL, *L'histoire d'un dogme*, dans *Etudes*, t. CI (1904), p. 612-632. — L. DE GRANDMAISON, *Le développement du dogme chrétien* (IV^e partie), dans *Rev. prat. apol.*, 1908, t. VI, p. 896-98. — X. LE BACHELET, art. *Immaculée Conception*, dans *Dict. Théol.* — E. CRAPEZ, *La V. Catherine Labouré*, 1911.

évêques, ce qu'on appela le concile « par écrit » (1849). En France, des conciles tels que ceux de Soissons, Rennes, Avignon (1849), Bordeaux et Lyon (1850) ; des écrits tels que le *Mémoire* de Dom Guéranger préparèrent les arguments de la consultation œcuménique ; le 8 décembre 1854, en présence de 200 évêques, Pie IX lut la bulle *Ineffabilis Deus* définissant le **dogme de l'Immaculée-Conception**. Le 25 sept. 1863, Pie IX publiera un nouvel office de l'Immaculée-Conception et le 30 mai 1879, à l'occasion du 25^e anniversaire de la définition, Léon XIII élèvera la fête au rite de 1^{re} classe. Pour mettre le sceau à la définition, du 11 février au 16 juillet 1858 Notre-Dame apparut 18 fois à une humble enfant de **Lourdes**, Bernadette Soubirous ; en la fête de l'Annonciation elle lui déclara : « Je suis l'Immaculée-Conception. » Un demi-siècle plus tard, près de cinq millions de pèlerins étaient venus à Lourdes, plus de 4.000 guérisons scientifiquement inexplicables s'y étaient accomplies ; en 1907, l'office et la messe en l'honneur de l'Apparition de Lourdes (11 février) furent étendus à l'Eglise universelle.

Un autre aspect du culte marial fut la dévotion au **Cœur de Marie**. Dès le xvii^e siècle, aidé par les franciscains et par les bénédictines du Saint-Sacrement, le vénérable Jean Eudes l'avait propagée ; au xviii^e siècle la fête du Cœur de Marie se répandit, et dès 1799, Pie VI l'autorisa ; en 1855, Pie IX l'étendra à toute l'Eglise. La dévotion à Notre-Dame s'est témoignée de multiples façons au xix^e siècle ; un grand nombre de congrégations se dédièrent à elle : Oblats de Marie Immaculée, Maristes, Marianistes, Assomptionnistes, Dames de Marie Réparatrice, de Marie Auxiliatrice, de Notre-Dame du Cénacle, etc... Signalons aussi l'institution, si répandue en France, des Enfants de Marie, vaste association séculière de persévérance chrétienne dont la vénérable Mère Barat fut l'initiatrice à Lyon dans un pensionnat des

1. **Lourdes**. — II. LASSERIE, *N.-D. de Lourdes*, 1869. — Dr BOISSARIE, *Lourdes, Histoire médicale*, 1891 ; *Les grandes guérisons de Lourdes*, 1900 ; *L'œuvre de Lourdes*, 1907. — Dr LAVRAND, *La suggestion et les guérisons de Lourdes*. — Dr DE GRANDMAISON DE BRUNO, *Vingt guérisons à Lourdes*. — Dr DESCHAMPS, *Le cas Pierre de Rudder*, 1912. — G. BERTIN, *Histoire critique des événements de Lourdes*, 40^e éd., 1914 ; art. *Lourdes*, dans *Dict. d'Apol.*

Dames du Sacré-Cœur (1832). Le culte de Saint-Joseph grandissait avec celui de Notre-Dame : le 8 déc. 1910, Pie X le proclama patron de l'Eglise universelle ; à sa fête du 19 mars s'ajouta celle du Patronage placée au III^e dimanche après Pâques, et que Pie X a élevé au rite de 1^{re} classe.

III. **Le Sacré-Cœur et l'Eucharistie.** — Le culte du Sacré-Cœur s'est beaucoup développé au xix^e siècle. Pie IX lui donna une double confirmation : en 1856, il étendit la fête à l'Eglise universelle sous le rite double majeur ; en 1864, il béatifia Marguerite-Marie. A partir de 1850, des évêchés, des congrégations religieuses comme les dominicains sous le généralat du P. Jandel (1872), des Etats comme l'Equateur (1873) se consacrèrent au Sacré-Cœur. En France les malheurs de 1870 accrurent cette dévotion ; on se souvint des vœux exprimés au nom du Sacré-Cœur par Marguerite-Marie : 1^o elle avait demandé que le roi consacrat la France au Sacré-Cœur ; en juin 1873, on vit 150 députés venir à Paray pour cette consécration ; 2^o elle avait demandé que le Sacré-Cœur figurât sur les emblèmes de la France ; durant la guerre de 1870, à Loigny et à Patay les zouaves pontificaux réalisèrent ce vœu, et depuis la pratique s'est généralisée, surtout durant la Grande Guerre. 3^o Marguerite-Marie avait demandé aussi une basilique pour le Sacré-Cœur : « l'idée d'un vœu national éclosa à Poitiers en 1871 dans la cellule d'un Jésuite, le P. Argant, et propagée par le laïc Alexandre Legentil, se traduisit en une loi qui autorisait l'archevêque Guibert à élever « pour l'utilité publique, la basilique de Montmartre » que consacrera le 16 octobre 1919 le cardinal Amette ». La piété des fidèles désirait plus encore : la consécration de l'Eglise entière au Sacré-Cœur.

1. **Sacré-Cœur.** — GRANGER, *Les archives de la dévotion au Sacré-Cœur de Jésus et au Sacré-Cœur de Marie*, Ligugé, 1893, 1896. — NILES, *De rationibus fectorum SS. Cordis Jesu et puerissimi Cordis Marie*, 5^e éd., 2 vol., Innsbruck, 1885. — J. BUCCERONI, *Commentarii in cultum SS. Cordis Jesu*, 1880. — J. NIX, *Cultus SS. Cordis Jesu*, Fribourg-en-Brisgau, 1905. — J.-B. TERRIEN, *La dévotion au Sacré-Cœur*, 1893. — Voir aussi, *Vie et œuvres de la B. Marguerite-Marie*, éditées par la Visitation de Paray, 2 vol., 2^e éd., 1876. — HAMON, *Sainte Marguerite Marie*, 1923. — J. BAINVEL, art. *Cœur sacré de Jésus*, dans *Dict. Théol.*

En 1874, le P. Ramière, directeur de l'Apostolat de la prière, offrait à Léon XIII une pétition dans ce sens souscrite par 525 évêques ; le pape chargea d'abord la S. C. des Rites d'envoyer partout une formule de consécration approuvée par lui ; puis, en 1898, à la prière de la Mère Marie du Divin Cœur Droste zu Vischering, supérieure du monastère du Bon Pasteur à Porto, Léon XIII autorisa les litanies du Sacré-Cœur, puis consacra le genre humain au Sacré-Cœur. Il faudrait encore signaler une foule d'institutions et de dévotions en l'honneur du Sacré-Cœur : Œuvre de l'adoration perpétuelle, Archiconfréries du Sacré-Cœur, Apostolat de la prière, Archiconfrérie de la Garde d'honneur, Archiconfrérie de prière et de pénitence, Communion réparatrice, Cœur agonisant, Mois du Sacré-Cœur, les pèlerinages, les neuf vendredis et pratiques des premiers vendredis, images et scapulaires du Sacré-Cœur, etc. Cependant l'Eglise surveille les manifestations de cette dévotion : ainsi, a-t-elle condamné le titre : Cœur pénitent de Jésus, Cœur de Jésus pénitent pour nous (S. O. 15 juillet 1893) ; elle désapprouve également les emblèmes du Sacré-Cœur dans l'Eucharistie, autrement dit les hosties avec image du Sacré-Cœur (1891) ; mais elle encourage la dévotion au Cœur eucharistique de Jésus.

Le culte de l'Eucharistie est connexe à celui du Sacré-Cœur. Au XIX^e siècle, on a donné une préparation catéchistique spéciale — autrefois inconnue — à la première communion ; en dépit des influences jansénistes, la communion devint de plus en plus en usage tant qu'enfin le Décret sur la communion fréquente promulgué par ordre de Pie X en 1906 acheva cette évolution, particulièrement en prescrivant la communion des enfants dès l'âge de raison. A ce renou-

1. **Eucharistie.** — *Travaux récents* : FABER, *Le Saint Sacrement*, 2 vol., trad. franç., 1856. — GERBET, *Considérations sur le dogme générateur de la piété chrétienne*, 1853. — FRANZELIN, *Tractatus de SS. Eucharistie sacramento et sacrificio*, 3^e éd., Rome, 1879. — Mgr. ROSSIT, *De eucharistie mysterio*, Ratisbonne, 1883. — Mgr. BEGUINOT, *La très sainte eucharistie des douze premiers siècles*, 2 vol., 1903. — Mgr. HEDLEY, *The holy eucharist*, Londres, 1907 ; trad. franç., 1908. — R.-P. DE LA TAILLE, *Mysterium fidei*, 1922. — E. MANGENOT, art. *Eucharistie (du XVI^e au XX^e siècle)*, dans *Dict. Théol.*

veau eucharistique, plusieurs œuvres avaient préparé la voie : notons l'institution de la fête de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement célébrée tour à tour dans chacune des paroisses d'un diocèse : le promoteur fut en 1837 Mgr Miollis, évêque de Digne ; beaucoup de diocèses ont aussi adopté l'Adoration nocturne. Enfin des congrégations religieuses se sont érigées qui ont l'adoration perpétuelle du Saint-Sacrement pour objet direct : ainsi l'Adoration réparatrice fondée par Théodelinde Du Bouché en 1848, ainsi les Pères du Saint-Sacrement institués à Paris par un mariste le P. Eymard, de même que leurs sœurs les servantes du Saint-Sacrement. Enfin, pour réagir contre l'anticléricalisme qui dès 1880 supprimait en beaucoup de villes françaises les processions de la Fête-Dieu, les catholiques instituèrent des Congrès Eucharistiques, dont le premier se tint dans une maison de famille de l'Université de Lille en juin 1881 ; depuis, les congrès eucharistiques tels que ceux de Londres, Cologne, Vienne, Amsterdam (1924) furent de véritables manifestations de chrétienté.

Le culte des saints s'est amplifié, favorisé par les progrès de l'hagiographie ; quelques-uns, saint Augustin, saint Benoît, saint François d'Assise, sainte Thérèse, saint Louis de Gonzague, saint Vincent de Paul ont acquis une popularité universelle ; tracts, brochures, revues populaires, propagés spécialement par les Augustins de l'Assomption favorisent ce retour à une piété moins froide et quasi médiévale. L'extension des pèlerinages y contribua : ce sont les assomptionnistes qui organisèrent les pèlerinages de Lourdes, c'est encore un assomptionniste, le P. Picard, qui inaugura les pèlerinages de pénitence à Jérusalem sous les auspices de Léon XIII ; les sanctuaires, ceux d'autrefois comme Rocamadour et Compostelle, les nouveaux comme Paray-le-Monial, Ars et la Salette voient affluer des pèlerins.

IV. Mystique et liturgie. — La littérature ascétique et

I. **Mystique et liturgie.** — LÉON GAUTIER, *Esprit du P. Faber*, 1873. — G. DE PASCAL, *Mgr. Gay d'après sa correspondance*, 1910. DOM DU BOISBOUVRAY, *Mgr. Gay sa vie, ses œuvres, d'après des documents inédits*, 2 vol., 1922.

mystique refleurit. Outre l'attachement gardé aux « classiques », sainte Thérèse, saint François de Sales, Bossuet, l'Imitation de Jésus-Christ, deux auteurs méritent une particulière considération : Faber et Mgr Gay. L'oratorien anglais Faber allie à une psychologie fine une connaissance approfondie de la théologie, mais son œuvre abonde en hypothèses d'imagination et en digressions déconcertantes pour un esprit français. Mgr Ch. Gay nous a donné, surtout dans *Vie et Vertus chrétiennes*, l'exposé d'une doctrine mystique très sûre et très approfondie, mais en un style assez recherché. Dans ces derniers temps, la curiosité pieuse s'est surtout retournée vers la liturgie : nombre de commentaires historiques ou autres en ont été donnés, on a fait paraître des missels expliqués, on a tenu des semaines liturgiques. D'ailleurs, les grands centres de vie liturgique se sont développés. La congrégation bénédictine de France, vouée strictement à la vie liturgique sans ministère extérieur, fut restaurée par Dom Prosper Guéranger ; il servit de conseiller à Dom Maur Wolter, qui instaura dans l'Allemagne du Sud la congrégation de Beuron, plus extériorisée, cependant, que celle de France. Citons encore les cis-

Il serait impossible de rappeler tous les saints qui ont illustré l'Eglise contemporaine : martyrs de la Terreur comme les Carmélites de Compiègne, martyrs de la Chine et du Japon comme Théophane Vénard ou Mgr. Cuénot ouvriers de l'apostolat comme Jean-Marie Lamennais ou le P. Libermann. Mais deux figures doivent être rappelées particulièrement à cause de l'influence inouïe de leur sainteté : le curé d'Ars et sainte Thérèse de l'Enfant Jésus. — Saint Jean-Baptiste Vianney (1786-1859) fut nommé en 1818 curé d'Ars-en-Dombes paroisse perdue du diocèse de Belley. Ses catéchismes, ses prédications, son don de prophétie et ses miracles, plus encore son humilité et son dévouement héroïque attirèrent à Ars une foule de pèlerins venus de partout. — Entrée au carmel de Lisieux dès 1888, sainte Thérèse de l'Enfant Jésus (1873-1897) y devint maîtresse des novices en 1895 et mourut deux ans plus tard. Elle a livré le secret de sa sainteté dans son autobiographie intitulée *Histoire d'une petite âme* ou *Une rose effeuillée* : elle y révèle cette voie d'enfance spirituelle qui consiste à se sanctifier par les moindres actes de la vie. Elle avait dit : « Je veux passer mon ciel à faire du bien sur la terre. » En réalisant cette promesse, ses miracles l'ont rendue partout populaire. Pie XI décréta sa béatification en 1923, et sa canonisation en 1925. Voir, MONNIN, *Vie du curé d'Ars*, 2 vol., 1866. — VIANNEY, *le Bienheureux curé d'Ars* (coll. les Saints), 1920. — F. TROCHU, *Saint J.-B. Vianney*, 1925.

terciens réformés provenant de l'exode du maître des novices de la Grande Trappe, Dom Augustin de Lestrange, qui fonda une abbaye à la Val Sainte, en Suisse (1791). En 1834, Grégoire XVI érigea la congrégation des moines cisterciens de Notre-Dame de la Trappe, bientôt partagée en deux familles : l'Ancienne et la Nouvelle Réforme, selon que l'on adoptait les constitutions de l'abbé de Rancé ou celles primitives des Cisterciens. Un chapitre tenu à Rome en 1892 opéra la fusion sous un général unique qui fut Dom Sébastien Wyart. Les cisterciens réformés possèdent, à Rome, deux célèbres abbayes : Saint-Paul aux Trois Fontaines et Notre-Dame des Catacombes. Signalons encore la congrégation de Sénanque, qui, fondée en 1854 par Luc Barnouin, transporta son siège à Lérins en 1882 : ce sont les cisterciens de l'Immaculée-Conception. Il existe actuellement encore quinze chartreuses. Dom Gréa fonda, à Saint-Claude, dans le Jura, les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception, qui allient à la récitation de l'office le ministère paroissial.

L'Activité intellectuelle

CHAPITRE PREMIER

LES HERESIES DU XIX^e SIECLE

I. En France : traditionalisme, fidéisme et électisme.

— L'horreur inspirée par le philosophisme du xviii^e siècle et par les excès révolutionnaires commis au nom de la raison déifiée plana au début du xix^e siècle sur le catholicisme renaissant. Par réaction, traditionalistes et fidéistes allèrent jusqu'à prétendre que la raison humaine ne peut parvenir seule à aucune connaissance des principes premiers de la métaphysique et de la morale.

Dans sa *Législation primitive*, le vicomte de **Bonald** (1754-1840) affirmait que, seule, la Révélation donna au premier homme le langage et les pensées. D'après lui, « le langage est l'instrument de toute opération intellectuelle et le moyen de toute existence morale » ; or, l'homme qui n'a pu inventer le langage, l'a reçu du ciel, et avec lui les

Traditionalisme et fidéisme. — Sur Lamennais, voir supra. — Sur de Bonald : *Œuvres*, éd. Migne, 3 vol., 1859. — BARBEY D'AUREVILLY, *Les prophètes du passé*, 1851. — SAINTE-BEUVE, *Causeries du Lundi*, t. IV. — E. FAGUET, *Politiques et moralistes au xix^e siècle*, t. I, 1891. — MICHEL SALOMON, *Bonald* (coll. *Pensée chrétienne*). — C. CONSTANTIN, art. *Bonald*, dans *Dict. Théol.* — Sur Bautain : DE RÉGNY, *L'abbé Bautain, sa vie et ses œuvres*, 1884. — A. INGOLD, *Lettres inédites du P. Rozaven*, dans *Bul. critique*, 5 avril et 25 juin 1902, p. 194-198, 353-360. — J. BELLAMY, art. *Bautain*, dans *Dict. Théol.* — Sur Bonnelly : *Annales de philosophie chrétienne*, 1830-1835, passim. — E. DUBLANCHY, art. *Bonnelly*, dans *Dict. Théol.* — D'une façon générale, consulter : BEL LAMY, *La théologie au xix^e siècle*, 1904, et HURTER, *Nomenclator literarius*, t. III, 2^e édit., Innsbruck, 1895.

vérités morales essentielles, existence de Dieu et immortalité de l'âme. Transmise d'âges en âges, cette révélation primitive est, dans l'impuissance de la raison, le seul critère de la certitude.

Cependant, où trouver une norme pour distinguer traditions vraies et traditions fausses? **Lamennais** (1782-1854) prétendit répondre à cette question. D'après lui, la raison humaine ne peut nous fournir qu'une certitude instinctive ou *de fait*, seul le sentiment universel du genre humain, le sens commun de tous les peuples dont le christianisme est la plus haute expression, nous donne la certitude *de droit*, parce qu'il est le gardien des enseignements divins; d'où cette conclusion: « le Peuple est le dépositaire de la vérité », et du même coup l'espoir de l'Avenir, l'artisan du Progrès. Ainsi s'explique la fameuse théorie de la liberté, et sous toutes ses formes (liberté de conscience, de presse et d'action): c'est là un droit essentiel à sauvegarder. Partant des mêmes principes et luttant contre les mêmes adversaires que les traditionalistes purs, Lamennais aboutit donc à une conclusion opposée: l'autonomie de la conscience universelle; il opère la synthèse du traditionalisme et du libéralisme. Dès lors, il sacrifiera à la liberté des peuples tout ce qu'il croit s'y opposer: royauté, puis papauté. Pour comprendre la vogue de théories si évidemment fausses, il faut se rappeler que les esprits manquaient alors de culture théologique: Bonald et Lamennais eux-mêmes n'avaient aucune formation scolastique. Bien plus, ils étaient dépourvus d'esprit critique et si l'on prenait en défaut la raison générale de l'humanité, en rappelant qu'elle avait admis le polythéisme, Lamennais répliquait en démontrant, à l'aide d'une érudition de trompe-l'œil, que le polythéisme ne fut jamais que superficiel et apparent. On sait la double condamnation prononcée par Grégoire XVI contre le mennaisianisme dans les encycliques *Mirari vos* (15 août 1832) et *Singulari nos* (15 juillet 1834).

L'abbé **Bautain**, professeur à Strasbourg, enseignait alors un système plus radical qui donnait pour base à la certitude non plus la tradition, mais la foi surnaturelle: d'où le nom de fidéisme attaché à ce système qu'avait déjà

soutenu, au xvii^e siècle, Huet, évêque d'Avranches (1630-1721) dans son ouvrage *De imbecillitate rationis humanæ*. L'évêque de Strasbourg, Mgr de Trevern, censura l'enseignement de Baulain dans un *Avertissement* public (15 septembre 1834) ; l'inculpé dut signer successivement plusieurs déclarations anti-fidéistes en 1835, en 1840 et en 1844. Il promettait « de ne jamais enseigner que, avec les seules lumières de la droite raison, abstraction faite de la révélation divine, on ne puisse donner une véritable démonstration de l'existence de Dieu, ni démontrer la spiritualité et l'immortalité de l'âme, ou toute autre vérité purement naturelle, rationnelle ou morale ».

Cependant, **Bonnetty**, directeur des *Annales de philosophie chrétienne*, et le Père Ventura continuèrent à soutenir un traditionalisme mitigé d'après lequel, sans être universelle, l'impuissance de la raison à découvrir la vérité porte encore sur ce qui touche « Dieu et ses attributs, l'homme, son origine, sa fin, ses devoirs, les règles de la société civile et de la société domestique ». La congrégation de l'Index pria Bonnetty de rétracter ce traditionalisme mitigé. Il fut encore défendu à l'université de Louvain par le professeur **Ubaghs**, qui finit par le restreindre à cette formule : « L'homme a besoin d'un *enseignement intellectuel* pour arriver à un usage de la raison, qui le rende capable d'*acquérir une connaissance distincte de Dieu et des vérités morales*. » Cette erreur adoucie qui regardait l'enseignement comme *physiquement* nécessaire pour l'acquisition des vérités fondamentales de la religion, fut plusieurs fois condamnée (11 octobre 1864, 2 mars et 30 août 1866). Tous ces débats recouvraient la question capitale des rapports de la raison et de la foi : le concile du Vatican devait condamner une dernière fois implicitement l'erreur fidéiste en enseignant que « la saine raison démontre les fondements de la foi ».

Le traditionalisme avait provoqué une recrudescence du rationalisme spiritualiste et cartésien dont **Victor Cousin** fut le pontife ; sous la monarchie de juillet, il imposa à l'Université son éclectisme fait d'une psychologie sans profondeur et d'une théodicée sans précision. « La culture

générale demeurée exclusivement littéraire ne lui apportait que des encouragements, ses doctrines élevées rassuraient les gens bien pensants qui ne voulaient pas aller jusqu'au christianisme. C'était la religion des conservateurs. » (Mgr d'Hulst.) Pourtant, vraiment cartésien dans son inspiration, l'éclectisme cousinien proclamait l'indépendance absolue de la raison individuelle vis-à-vis de toute autorité et en dehors de toute révélation. Jouffroy, élève de Cousin, écrira « comment les dogmes finissent » ; J. Simon publiera ses deux livres célèbres, *Le Devoir* (1854) et *La Religion naturelle* (1866), où il essaie d'établir une morale déchristianisée ; dans ses *Etudes d'histoire religieuse* (1855), Renan ira jusqu'à nier l'existence du surnaturel et à y substituer un vague panthéisme. L'Eglise vit le péril ; dès 1844, l'*Histoire de la philosophie* de Cousin fut mise à l'Index ; Mgr Pie publia ses trois *Instructions synodales sur les erreurs du temps présent*, où il attaqua surtout le moralisme théiste de J. Simon, philosophie « anti-rationnelle, impossible et impie ».

II. En Allemagne : Kant, Hermès et Günther. — Le fidéisme apparaît comme le coup de désespoir du philosophe. Dès la fin du XVIII^e siècle, les mêmes défiances inspirèrent à Kant son système : lui aussi vit l'impuissance du rationalisme pur et son aboutissement final au scepticisme ; par ailleurs, il constata que l'autre courant philosophique, l'empirisme d'origine anglaise (Bacon, Barkeley, Locke, Hume), y tendait également ; en réaction, il proposa son hypothèse critique. Au lieu de dire, comme les dogmatiques, que les objets sont donnés à la pensée et fournis par l'extérieur, il critique leur provenance et, n'ayant plus foi en leur valeur réelle, il émet l'hypothèse que l'esprit en est d'une certaine manière le créateur. Il critique tout, c'est-à-dire le moi, le monde et Dieu, ces trois pôles de l'activité de notre esprit ; il les voit constitués par des éléments purement subjectifs, ne se rapportant à rien de réel et n'ayant d'autre fonction que de diriger l'activité de notre esprit ; bref, ils sont ce par quoi on peut connaître et raisonner, mais non pas ce qu'on connaît ; ils font partie du

sujet et non pas de l'objet. Dès le moment où, sous l'influence de notre inclination naturelle, nous transformons en éléments constitutifs ces éléments régulateurs, nous tombons dans l'erreur : antinomies cosmologiques ou erreurs sur le monde, paralogismes psychologiques ou erreurs sur le moi, sophismes théologiques ou erreurs sur Dieu. Mais alors, n'est-ce pas encore le scepticisme ? Non, dit Kant ; car, si l'absolu échappe à la raison spéculative, le devoir pourtant est absolu ; la raison pratique affirme ce devoir absolu ; en l'affirmant, elle l'établit ; elle pose avec le devoir la liberté qui en est la condition, Dieu qui en est l'aboutissement nécessaire. Ainsi se reconstruit par la conscience morale l'édifice de la « chose en soi » que la conscience psychologique avait détruit. Mais cet effort méritoire ne s'accomplit qu'au prix d'une contradiction. Tout l'enchaînement de pensées qui entraîne Kant du « devoir senti » à l'affirmation de l'absolu suppose continuellement présents à la raison spéculative les principes métaphysiques dont il a contesté la valeur. Aussi, de l'œuvre de Kant n'a-t-on conservé dans la suite que la partie destructive, la critique de la raison pure : désormais, les faiseurs de systèmes subordonneront la vérité à la raison, non plus la raison à la vérité. Les disciples de Kant, Fichte, Schelling et Hegel concluront que, tout, vérités morales et vérités métaphysiques, est absolument subjectif ; tout s'identifie dans une seule essence idéale, appelée *moi* par Fichte, *nature* ou *absolu* par Schelling, *pensée* ou *idée* par Hegel.

Ce subjectivisme influença même certains théologiens allemands, notamment Hermès et Günther. **Hermès** voulut poser au seuil de la théologie un doute positif et universel, aussi catégorique que celui de Descartes pour la phi-

I. **Hermès**. — PERRONE, *De locis theologicis*, par. III ; *Réflexions sur la méthode introduite par G. Hermès dans la théologie catholique*, dans les *Démonstrations évangéliques* de Migne, t. XIV, col. 945-1024, Montrouge, 1843. — VACANT, *Études théologiques sur les constitutions du concile du Vatican*, t. I, p. 120-128, t. II, p. 67-70, 1895. — HURTER, *Nomenclator*, t. V, col. 899-906, Innsbruck, 1912. — GOYAU, *L'Allemagne religieuse*, t. II. — A. THOUVENIN, art. *Hermès*, dans *Dict. de Théol.* — P. CHARLES, art. *Kant et le Kantisme*, dans *Dict. Théol.*

osophie ; il soutint qu'on ne doit rien admettre tant qu'on peut encore en douter. Ayant révoqué sa croyance en doute, il voulut élaborer l'acte de foi par les seules forces de la raison, en sorte qu'il devînt une adhésion nécessaire et aussi rigoureuse que la conséquence d'un syllogisme. Mais comme, d'après Hermès, les motifs de crédibilité n'ont pas de valeur probante, comme la raison théorique n'aboutit qu'à un « tenir pour vrai » qui pourrait bien être en soi une pure illusion, un phénomène, il faut se rejeter sur l'obligation de croire commandée par la raison pratique : celle-ci aboutit à un « admettre pour vrai », acquiescement libre à la réalité des choses qui se produit en vertu d'une obligation morale ou de l'impératif catégorique. « Soit un devoir quelconque envers Dieu, envers soi ou envers les autres, auquel l'homme ne peut satisfaire s'il n'admet pour vrai et réel tel ou tel objet de connaissance ; bien que la raison pure persiste à en douter, la raison pratique aura et gardera la persuasion que la chose est vraie et réelle ». (Thouvenin). Mais dès lors le fait de la révélation perd sa base rationnelle, le conflit reste toujours possible entre raison pure et raison morale, et la voie est ouverte au scepticisme puisqu'il faut adhérer d'un acquiescement pratique à des vérités dont on renonce, en somme, à faire la preuve. Dans le détail, le système d'Hermès contenait de nombreuses erreurs : il prétendait notamment que Dieu avait créé non pour sa propre gloire, mais seulement pour le bonheur des créatures.

Professeur à Bonn, Hermès formule son système dans les *Recherches sur la vérité intérieure du christianisme* (1801), dans l'*Introduction philosophique* (1819) et dans l'*Introduction positive* (1828). Son influence fut considérable, surtout dans les pays rhénans : on compta jusqu'à trente chaires de théologies occupées par des hermésiens ; on fonda même une revue pour le défendre contre les attaques des théologiens orthodoxes tels que Windischmann et Binterim. D'ailleurs, Hermès était appuyé par le gouvernement prussien : quand Clément-Auguste de Droste Vischering de Münster voulut interdire aux séminaristes westphaliens de suivre ses cours à Bonn, l'Etat leva la prohibi-

tion et répliqua en fermant Münster durant six mois. Hermès bénéficiait encore de la protection de l'archevêque de Cologne, Spiegel qui arrêta une première enquête demandée par Rome. Mais, sur la dénonciation d'autres évêques, Grégoire XVI condamna l'Hermésianisme (26 sept. 1835) ; en 1836, il spécifia que la *Dogmatique*, œuvre posthume d'Hermès parue postérieurement au bref pontifical, était incluse dans la condamnation. Pourtant, les hermésiens ne se tinrent pas pour battus : renouvelant la tactique des jansénistes au XVIII^e siècle, ils déclarèrent que les propositions condamnées n'étaient pas hermésiennes ; ils alléguèrent aussi que la récente condamnation du fidéisme de Bautain équivalait à une approbation de l'hermésianisme. Braun et Elvenica vinrent demander à Rome plus amples explications ; ils ne purent obtenir de Grégoire XVI la révision du procès (1838). En 1848, lorsque Pie IX publiera l'encyclique *Qui pluribus* déterminant les rapports de la raison et de la foi, certains hermésiens tenaces prétendront y trouver encore une approbation de leur doctrine ; averti par Geissel, coadjuteur de Cologne, Pie IX les condamnera dans une lettre du 23 juillet 1847.

Un prêtre de Vienne, **Antoine Günther** († 1863) esquissa aussi une théologie imprégnée de rationalisme. Il prétendit que l'esprit humain, en possession des formules de la foi peut en pénétrer le sens vrai ; car elles sont perfectibles avec les progrès successifs de la science et les décisions dogmatiques de l'Eglise n'ont qu'une valeur provisoire ; il faut par des formules nouvelles « approprier le dogme aux modes de la pensée en marche ». Une telle théorie autorisait toutes les hardiesses. Partant des phénomènes de conscience pour expliquer Dieu, Günther applique à l'étude de la Trinité et de l'Incarnation la notion de personnalité qui n'est pas autre chose que la conscience du moi. Il y a trois personnes, autrement dit trois consciences en Dieu ; il y a donc en lui trois substances distinctes les unes des autres (trithéisme). Par cette même confusion de la personne et

I. **Günther**. — KNOODT, A. *Günther*, 2 vol., Vienne, 1880. — VACANT, HURTER et GOYAU, op. cit. — P. GODET, art. *Günther*, dans *Dict. Théol.*

de la substance, Günther ruine l'unité numérique de la personne du Christ : pour lui, le mystère de l'Incarnation c'est la nature humaine dans le Christ ayant conscience d'être subordonnée à la nature divine et de lui appartenir. Günther développa ces idées en des livres d'allure bizarre : *Introduction à la théologie spéculative du christianisme positif*, le *Festin de Pérégryn*, les *Lueurs boréales et australes à l'horizon de la théologie positive*, les *Têtes de Janus*, *Thomas a scrupulis*, etc. Sa théologie eut pourtant un grand succès : elle fut enseignée par Knoodt et Baltzer aux universités de Bonn et de Breslau, par Merten au séminaire de Trèves. Les écrits de Günther furent mis à l'index en 1857 ; il se soumit noblement ; mais Baltzer demanda des explications ; Pie IX spécifia les erreurs de Günther ; le concile provincial de Cologne y acquiesça : « De toute évidence, déclara-t-il, ceux qui affirment que parfois le progrès des sciences et surtout de la philosophie exige qu'un dogme doive être interprété dans un autre sens que celui où le prit l'Eglise aux siècles antérieurs, renversent de fond en comble la foi tout entière ».

Les systèmes d'Hermès et de Günther révélaient le péril profond de l'application des théories Kantiennes à la philosophie ; Frohschammer de Munich ira jusqu'à prétendre qu'il y a divorce absolu entre la philosophie et l'indémontrable théologie, entre la raison et la foi : « autre chose est ce que nous croyons, autre chose ce que nous savons ». Ceux mêmes qui ne s'égarèrent pas à ce point ne donnaient qu'un enseignement discutable ; Kuhn, le fameux professeur de Tubingue, combattait sans doute toutes les erreurs ambiantes, traditionalisme, hermésianisme, gүнthérianisme, mais aussi la néo-scolastique. « Faute d'avoir compris le langage des théologiens scolastiques, il s'était formé une conception très inexacte de l'économie surnaturelle. La grâce n'était pour lui qu'un perfectionnement de la nature... ; il reconnaît à la grâce actuelle une portée médicale, mais il lui refuse tout pouvoir élévateur, il n'admet pas qu'elle donne la puissance réelle et physique d'accomplir des actes surnaturels. La grâce sanctifiante n'est pas autre chose selon lui qu'une disposition à la vertu, et elle

n'entraîne pas la présence personnelle du Saint-Esprit dans l'âme juste ». (Bellamy). Aussi son livre *Du naturel et du surnaturel* paru en 1864 fut-il vivement combattu par Scheeben.

III. **L'ontologisme.** — En France ce même oubli de la scolastique aboutissait à une théorie également hasardeuse. Héritier de Malebranche, l'ontologisme part de ce principe que « la connaissance directe et immédiate de Dieu est naturelle à l'homme ». Contemplant l'Être parfait, nous voyons directement en lui toutes les autres vérités qui ne sont que les degrés divers de la vérité infinie. Un tel système paraît bien supprimer les caractères irréductibles qui différencient l'ordre de la nature et l'ordre surnaturel puisqu'il accorde à la créature le pouvoir de connaître Dieu dès ici-bas directement et sans intermédiaire. Nombreux furent les ontologistes. en Italie Vincent Gioberti (1801-1860), un politicien égaré dans la philosophie, en Belgique deux professeurs de Louvain, l'abbé Ubaghs et Mgr Laforêt, en France Fabre, Hugonin et le Père Gratry dans son *Traité de la connaissance de Dieu*. Aucune condamnation solennelle n'a été portée contre l'ontologisme ; mais, en 1861, un décret du Saint-Office déclara que sept propositions de l'ontologisme extrême ne pouvaient être enseignées sans péril (*tuto tradi non posse*) ; puis, dans une lettre du 21 février 1866 à l'archevêque de Malines, le cardinal Patrizzi confirma cette sentence en proscrivant les ouvrages de l'abbé Ubaghs. Rosmini (1801-1860) avait enseigné un ontologisme très spécial qui confine à l'hégélianisme : d'après lui nous concevons un être indéterminé qui est à la fois l'élément initial de l'être divin et de l'être des créatures. Quarante propositions tirées des œuvres posthumes de Rosmini seront condamnées en 1888. D'ailleurs, les ontologistes furent réfutés, dès le début, par les néo-scolasti-

I. **Ontologisme.** — ZIGLIARA, *Della luce intellettuale et dell' Ontologismo*, Rome, 1874. — P. LEPIDI, *Examen philosophico-theologicum de ontologismo*, Louvain, 1874. — GODET, art. *Gioberti*, dans *Dict. Théol.* — En général, sur le mouvement théologique : BELLAMY, *La théologie au XIX^e siècle*, 1904.

ques, notamment les P. P. Liberatore et Kleutgen : ils montraient que la connaissance immédiate de Dieu n'est qu'un rêve, et que le premier psychologique n'est pas l'Être absolu, mais seulement l'Être en général.

IV. La condamnation en bloc : le Syllabus. — En 1854, Pie IX chargeait une commission d'enquêter sur les erreurs contemporaines ; après dix ans, on aboutit à la promulgation d'un Syllabus et de l'Encyclique *Quanta cura*, le 8 décembre 1854. Le Syllabus était un recueil en quatre-vingts propositions « des principales erreurs de notre temps déjà signalées dans les allocutions consistoriales, encycliques et autres lettres apostoliques de Pie IX » : en premier lieu venait le rationalisme. Soit qu'on donne au Syllabus la valeur d'un recueil authentique où chaque proposition est condamnée à la manière dont elle l'est dans le document primitif d'où elle est extraite, soit qu'on lui donne la valeur même de l'Encyclique *Quanta cura* qui est un document *ex cathedra*, il faut reconnaître qu'il est un acte pontifical adressé en matière de doctrine à l'Eglise universelle : tous les fidèles lui doivent donc respect et obéissance.

TEXTES ET DOCUMENTS

Syllabus

ou recueil renfermant les principales erreurs de notre temps (Extraits).

I. Panthéisme, naturalisme et rationalisme absolu.

I. Il n'existe aucun Être divin, suprême, parfait dans sa sagesse et sa providence, qui soit distinct de l'universalité des choses, et Dieu est identique à la nature des choses, et par conséquent assujéti aux changements ; c'est Dieu, par cela même, qui existe dans l'homme et dans le monde, et tous les êtres sont Dieu et ont la propre substance de Dieu. Dieu est ainsi une seule et même

I. **Syllabus.** — CHOLPIN, *Valeur des décisions doctrinales et disciplinaires du Saint-Siège*, p. 169 suiv., 1913. — HOURAT, *Le Syllabus*, 3 brochures de la coll. *Science et Religion*, 2^e édit. 1904. — VERDÉREAU, *Exposition historique des propositions du Syllabus*, 1877.

chose avec le monde, et par conséquent l'esprit avec la matière, la nécessité avec la liberté, le vrai avec le faux, le bien avec le mal, et le juste avec l'injuste.

II. On doit nier toute action de Dieu sur les hommes et sur le monde.

III. La raison humaine est, sans tenir aucun compte de Dieu, l'unique arbitre du vrai et du faux, du bien et du mal : elle est à elle-même sa loi, elle suffit par ses forces naturelles à prouver le bien des hommes et des peuples.

IV. Toutes les vérités de la religion découlent de la force native de la raison humaine : d'où il suit que la raison est la règle souveraine d'après laquelle l'homme peut et doit acquérir la connaissance de toutes les vérités de toute espèce.

V. La révélation divine est imparfaite, et par conséquent sujette à un progrès continu et indéfini qui réponde au développement de la raison humaine.

VI. La loi du Christ est en opposition avec la raison humaine, et la révélation divine non seulement ne sert de rien, mais elle nuit à la perfection de l'homme.

VII. Les prophéties et les miracles racontés dans les saintes Ecritures sont des fictions poétiques, et les mystères de la foi chrétienne sont le résumé d'investigations philosophiques ; dans les livres des deux Testaments sont contenus des inventions mythiques.

V. *Erreurs relatives à l'Eglise et à ses droits*

XIX. L'Eglise n'est pas une société vraie et parfaite, pleinement libre : elle ne jouit pas de droits propres et constants, à elle conférés par son divin Fondateur, mais il appartient au pouvoir civil de définir quels sont les droits de l'Eglise et les limites dans lesquelles elle peut les exercer.

XX. La puissance ecclésiastique ne doit pas exercer son autorité sans la permission du gouvernement civil.

XXI. L'Eglise n'a pas le pouvoir de définir dogmatiquement que la religion de l'Eglise catholique est la seule vraie religion.

XXII. L'obligation qui concerne les maîtres et les écrivains catholiques se borne aux choses qui ont été définies par le jugement infaillible de l'Eglise comme étant des dogmes de foi qui doivent être crus par tous.

XXIII. Les souverains Pontifes et les conciles œcuméniques se

sont écartés des limites de leur pouvoir ; ils ont usurpé les droits des princes, et ils ont même erré dans les définitions relatives à la foi et aux mœurs.

XXIV. L'Eglise n'a pas le droit d'employer la force ; elle n'a aucun pouvoir direct ou indirect.

XXV. En dehors du pouvoir inhérent à l'épiscopat, il y a un pouvoir temporel qui lui a été concédé ou expressément ou tacitement par l'autorité civile ; révocable par conséquent à volonté par cette autorité civile.

XXVI. L'Eglise n'a pas le droit naturel et légitime d'acquérir et de posséder.

XXVII. Les ministres sacrés de l'Eglise et le Pontife Romain doivent être absolument exclus de tout soin et domaine sur les choses temporelles.

XXVIII. Il n'est pas permis aux évêques de publier, même les Lettres Apostoliques, sans la permission du gouvernement.

XXIX. Les grâces accordées par le Pontife romain doivent être regardées comme nulles, si elles n'ont pas été demandées par l'entremise du gouvernement.

XXX. L'immunité de l'Eglise et des personnes ecclésiastiques a tiré son origine du droit civil.

XXXI. Le for ecclésiastique pour les procès temporels des clercs, soit au civil, soit au criminel, doit absolument être aboli, même sans consulter le Siège Apostolique et sans tenir compte de ses réclamations.

XXXII. L'immunité personnelle en vertu de laquelle les clercs sont exempts de la milice, peut être abrogée sans aucune violation de l'équité et du droit naturel. Le progrès demande cette abrogation, surtout dans une société constituée d'après une législation libérale.

XXXIII. Il n'appartient pas uniquement par droit propre et naturel à la juridiction ecclésiastique de diriger l'enseignement des choses théologiques.

XXXIV. La doctrine qui compare le Pontife Romain à un prince libre et exerçant son pouvoir dans l'Eglise universelle, est une doctrine qui a prévalu au Moyen-Age.

XXXV. Rien n'empêche que par le décret d'un Concile général ou par le fait de tous les peuples, le souverain pontificat soit transféré de l'Evêque romain et de la ville de Rome à un autre Evêque et à une autre ville.

XXXVI. La décision d'un Concile national n'admet pas d'autre discussion, et pour trancher toute question, l'avis de l'Administration civile suffit.

XXXVII. On peut instituer des Eglises nationales soustraites à l'autorité du Pontife Romain et pleinement séparées de lui.

XXXVIII. Les prétentions excessives des Pontifes Romains ont poussé à la division de l'Eglise en orientale et occidentale.

VI. *Erreurs relatives à la société civile, considérée soit en elle-même, soit dans ses rapports avec l'Eglise*

XXXIX. L'Etat, comme étant l'origine et la source de tous les droits, jouit d'un droit qui n'est circonscrit par aucune limite.

XL. La doctrine de l'Eglise catholique est opposée au bien et aux intérêts de la société humaine.

XLI. La puissance civile, même lorsqu'elle est exercée par un prince infidèle, possède un pouvoir indirect négatif sur les choses sacrées. Elle a par conséquent non seulement le droit qu'on appelle *d'exequatur*, mais encore le droit qu'on nomme *d'appel comme d'abus*.

XLII. En cas de conflit légal entre les deux pouvoirs, le droit civil prévaut.

XLIII. La puissance laïque a le pouvoir de casser et de rendre nulles les conventions solennelles (vulgairement appelées *Concordats*) conclues avec le Siège Apostolique sur l'usage des droits concernant l'immunité ecclésiastique, sans le consentement de ce Siège et même malgré ses réclamations.

XLIV. L'autorité civile peut s'immiscer dans les choses qui regardent la religion, les mœurs et la direction des âmes. Ainsi, elle peut juger des instructions que les pasteurs de l'Eglise publient, d'après leur charge, pour la règle des consciences; elle peut même décider sur l'administration des sacrements et sur les dispositions nécessaires pour les recevoir.

XLV. Toute la direction des écoles publiques dans lesquelles la jeunesse d'un Etat chrétien est élevée, si l'on en excepte seulement dans une certaine mesure les séminaires épiscopaux, peut et doit être attribuée à l'autorité civile, et cela de telle manière qu'il ne soit reconnu à aucune autre autorité le droit de s'immiscer dans la discipline des écoles, dans le régime des études, dans la collation des grades, dans le choix des maîtres.

XLVI. Bien plus, même dans les séminaires des clercs, la méthode à suivre dans les études est soumise à l'autorité civile.

XLVII. La bonne constitution de la société civile demande que les écoles populaires qui sont ouvertes à tous les enfants de chaque classe de la population, et en général que les institutions publiques destinées aux lettres, à une instruction supérieure et à une éducation plus élevée de la jeunesse, soient affranchies de toute autorité de l'Eglise, de toute influence modératrice, et de toute ingérence de sa part, et qu'elles soient pleinement soumises à la volonté de l'autorité civile et politique, suivant le bon plaisir des gouvernants et le courant des opinions générales de l'époque.

XLVIII. Des catholiques peuvent approuver un système d'éducation placé en dehors de la foi catholique et de l'autorité de l'Eglise, et qui n'ait pour but, ou du moins pour but principal, que la connaissance des choses purement naturelles et de la vie sociale sur cette terre.

XLIX. L'autorité laïque peut empêcher les évêques et les fidèles de communiquer librement entre eux et avec le Pontife Romain.

L. L'autorité laïque a par elle-même le droit de présenter les Evêques, et peut exiger d'eux qu'ils prennent en main l'administration de leurs diocèses avant qu'ils aient reçu du Saint-Siège l'institution canonique et les lettres apostoliques.

LI. Bien plus, la puissance séculière a le droit d'interdire aux Evêques l'exercice du ministère pastoral, et elle n'est pas tenue d'obéir au Pontife Romain en ce qui concerne l'institution des évêchés et des Evêques.

LII. Le gouvernement peut, de son propre droit, changer l'âge prescrit pour la profession religieuse, tant des femmes que des hommes, et enjoindre aux communautés religieuses de n'admettre personne aux vœux solennels sans son autorisation.

LIII. On doit abroger les lois qui protègent l'existence des communautés religieuses, leurs droits et leurs fonctions; bien plus, la puissance civile peut donner son appui à tous ceux qui voudraient quitter l'état religieux qu'ils avaient embrassé, et enfreindre leurs vœux solennels; de même elle peut supprimer complètement ces mêmes communautés religieuses, aussi bien que les églises collégiales, les bénéfices simples, même de droit de patronage, et attribuer et soumettre leur biens et revenus à l'administration et à la disposition de l'autorité civile.

LIV. Les rois et les princes non seulement sont exempts de la

juridiction de l'Eglise, mais même ils sont supérieurs à l'Eglise quand il s'agit de trancher les questions de juridiction.

LV. L'Eglise doit être séparée de l'Etat, et l'Etat séparé de l'Eglise.

IX. *Erreurs sur le principat civil du Pontife Romain*

LXXV. Les fils de l'Eglise chrétienne et catholique ne sont pas d'accord sur la compatibilité de la royauté temporelle avec le pouvoir spirituel.

LXXVI. L'abrogation de la souveraineté civile que possède le Saint-Siège servirait même beaucoup à la liberté et au bonheur de l'Eglise.

X. *Erreurs qui se rapportent au libéralisme contemporain*

LXXVII. A notre époque, il n'est plus utile que la religion catholique soit considérée comme l'unique religion de l'Etat, à l'exclusion de tous les autres cultes.

LXXVIII. Aussi, c'est avec raison que, dans quelques pays, catholiques de nom, la loi a pourvu à ce que les étrangers qui viennent s'y établir, y jouissent chacun de l'exercice public de leur culte particulier.

LXXIX. En effet, il est faux que la liberté civile de tous les cultes, et que le plein pouvoir laissé à tous de manifester ouvertement et publiquement toutes leurs pensées et toutes leurs opinions jettent plus facilement les peuples dans la corruption des mœurs et de l'esprit, et propagent le fléau de l'Indifférentisme.

LXXX. Le Pontife Romain peut et doit se réconcilier et se mettre d'accord avec le progrès, avec le libéralisme et avec la civilisation moderne.

CHAPITRE II

LA THEOLOGIE

I. **La période préthomiste.** — Les erreurs formulées durant la première moitié du XIX^e siècle révélaient les périls que courent une philosophie et une théologie non rattachées à la tradition. En France, au début du XIX^e siècle, « toute la philosophie du clergé était renfermée dans un manuel latin :

la *Philosophie de Lyon*, un rudiment ; toute la théologie dans les volumes de Bailly, un compendium dicté par le gallicanisme, et de ce chef, condamné plus tard par la congrégation de l'Index » (Mgr Baunard). Les ouvrages moins défectueux étaient entachés de gallicanisme : ainsi le manuel de Mgr Bouvier et la *Théologie de Toulouse*, qui dénoncés à Rome durent être corrigés. On conçoit que Lamennais ait voulu fonder une nouvelle congrégation, les Religieux de Saint-Pierre, qui auraient entrepris la restau-

I. Récents ouvrages de théologie en français. — P. DUBLANCHY, *Extra ecclesiam nulla salus*, Bar-le-Duc, 1895. — BAINVEL, *Hors de l'Eglise pas de salut*, 1913. — Mgr QUILLIET, *De civilis potestatis origine theoria catholica*, Lille, 1893. — P. DE RÉGNON, *Etudes de théologie positive sur la Trinité*, 4 vol., 1892. — J. LEBRETON, *Les origines du dogme de la Trinité*, 1910. — H. COUGET, *La sainte Trinité et les docteurs antitrinitaires*, 1905. — HUGON, *Le mystère de la très sainte Trinité*, 1912. — P. DE REGNON, *Banès et Molina*, 1883 ; *Bannésianisme et molinisme*, 1890. — J. SIMÉON, *La prescience divine et la liberté humaine*, 1909. — MINJARD, *L'Homme-Dieu*, 4 vol., 1900. — P. VILLARD, *L'incarnation d'après saint Thomas d'Aquin*, 1908. — P. SCHWALM, *Le Christ d'après saint Thomas*, 1910. — RIVIÈRE, *Le dogme de la Rédemption*, 1905. — BELLAMY, *La vie surnaturelle*, 1891. — FROGET, *De l'habitation du saint Esprit dans les âmes des justes*. — L. HUBERT, *Thèses de gratia sanctifiante*, 1902. — H. LIGEARD, *La théologie scolastique et la transcendence du surnaturel*, 1908. — X. LE BACHELET, *Le péché originel*, 1900. — S. CHANVILLARD, *Le péché originel*, 1910. — P. CHARLES, *La foi*, 1909. — BAINVEL, *La foi et l'acte de foi*, 1909. — GAYRAUD, *La foi devant la raison*, 1907. — HUGON, *La mère de la divine grâce*, 1904. — R. DE BROISE, *La sainte Vierge*, 1904 (col. les Saints). — DUBOSC DE PESQUIDOUX, *L'Immaculée Conception, Histoire d'un dogme*, 1898. — X. LE BACHELET, *L'Immaculée Conception*, 2 vol., 1903. — DOM RENAUDIN, *L'Assomption de la Sainte Vierge*, 1907 ; *De la définition dogmatique de l'Assomption*, Angers, 1900. — P. BOURGEOIS, *La Vierge Marie, mystères de sa prédestination et de sa vie*, 1908. — E. NEUBERT, *Marie dans l'Eglise anténicéenne*, 1908. — A. LARGENT, *La maternité adoptive de la Vierge*, 1909. — CORBLET, *Hist. du sacrement du baptême*, 2 vol., 1881-82. — DIDOT, *Morts sans baptême*, Lille, 1896. — ERMONI, *Le baptême dans l'Eglise primitive*, 1904. — E. VACANDARD, *La pénitence publique dans l'Eglise primitive*, 1903. — CORBLET, *Hist. de l'Eucharistie*, 2 vol., 1885-86. — BRETON, *La Messe*, 1904. — CONSTANT, *Le mystère de l'Eucharistie*, 1908. — Mgr. BÉGUINOT, *La très sainte Eucharistie des douze premiers siècles*, 2 vol., 1903. — Mgr CHOLLET, *La doctrine de l'Eucharistie chez les scolastiques*, 1904. — A. VACANT, *Hist. de la conception du sacrifice de la messe dans l'Eglise latine*, 1894. — SALTET, *Les réordinations*, 1907. — Mgr. ROSSET, *De sacramento matrimonii*, 6 vol., 1895-96. — P. POURRAT, *La théologie sacramentaire*, 1907.

ration de la science sacrée. En Allemagne, il y eut aussi des efforts pour renouveler la théologie : ainsi le chanoine Brenner publia-t-il sa *Freie Darstellung der Theologie* (1817-1819), devenue ensuite le *System der Katholisch Speculativen Dogmatik* où il utilisait les données de la philosophie et de l'histoire pour faire la synthèse du dogme catholique. Une école existait, celle de Mayence, où l'orthodoxie ultramontaine s'était réfugiée : **Liebermann** y publia ses *Institutiones theologicæ dogmaticæ* (5 vol., 1819-27), simple manuel à vrai dire, mais d'une exposition sûre, claire et concise, plus positif que spéculatif. En 1837 parut la *Dogmatique* de **Klee** où malgré des lacunes se révèle une érudition patristique solide illustrant une exposition logique. **Staudenmaier** († 1856) tenta une fusion plus intime de la théologie dogmatique et de l'histoire du dogme. D'autre part, deux revues scientifiques s'étaient fondées : la *Theologische Quartalschrift* rédigée par les professeurs de Tubingue et *Der Katholik* fondé en 1821 par les soins de Goërres de Raess et de Nicolas Weiss : l'influence théologique de ces deux revues ne devait cesser de grandir.

A cette époque préthomiste, il faut aussi signaler en Italie deux théologiens : **Perrone** et Passaglia. Les *Prælectiones* de Perrone sont une œuvre claire et précise où la controverse tient la place principale ; Perrone excelle à confondre de son érudition tous les hétérodoxes, aussi bien les rationalistes comme Hermès et Günther que les traditionalistes comme Bautain et Bonnetty, et il travailla à la condamnation de leurs erreurs. **Passaglia**, d'une érudition patristique immense, donna une impulsion inusitée aux études de théologie positive : il faut citer le *De prærogativis B. Petri* (1850), le *De Ecclesia Christi* (1855), et surtout le *De immaculato Deiparæ semper virginis conceptu*. Passaglia s'égara dans la politique, mais mourut réconcilié avec l'Eglise (1887). A ce réveil de la théologie positive devait concourir singulièrement l'abbé **Migne**, par son entreprise colossale, l'édition des deux patrologies grecque et latine (1844 et suiv.), ensuite complétées par une *Encyclopédie théologique* et un *Cursus theologicæ*.

II. **Le renouveau du thomisme.** — Cependant un grand événement se préparait dans l'histoire de la théologie : la rénovation du thomisme. Déjà Pie IX était intervenu en sa faveur : Bonnetty qui l'accusait d'avoir montré une trop grande confiance dans le pouvoir de la raison dut se rétracter ; d'autres qui prétendaient que la méthode scolastique n'est plus en rapport avec les progrès de la science se virent condamnés expressément par la 13^e proposition du Syllabus. D'ailleurs, des précurseurs surgissaient en Italie, le P. **Liberratore** et le chanoine **Sanseverino**, tous deux professeurs à Naples ; le premier débuta par ses *Institutiones logicæ et metaphysicæ* (1840-42), et écrivit des traités philosophiques devenus classiques, *De la connaissance intellectuelle* (1857), *Du composé humain* (1862) ; le second est connu par ses *Elementa philosophiæ christianæ* à l'usage des élèves. Le P. **Kleutgen** accréditait aussi le thomisme en Allemagne par ses deux grands ouvrages sur la *Théologie traditionnelle* (1853-60) et la *Philosophie traditionnelle* (1860-63). Mais ce fut **Léon XIII** qui authentiqua l'enseignement scolastique par l'encyclique *Aeterni Patris* (août 1879) ; bientôt il proclamait saint Thomas « patron des universités et des collèges catholiques ». Pour assurer l'exécution de ses volontés, il fit entrer dans les universités romaines des professeurs franchement thomistes tels que les Pères Cornoldi, Zigliara et Billot, et il institua « l'Académie romaine de Saint-Thomas ». Ces directives furent partout suivies : en France par les séminaires et les universités, en Belgique par l'Institut supérieur de philosophie dirigé par Mgr Mercier, en Allemagne par la *Goerresgesellschaft*, en Suisse par l'Université de Fribourg, en Autriche par la *Leogesschaft*, etc. Lorsqu'en France certains catholiques reprochèrent au thomisme ce qu'ils appelaient son intellectualisme, en le

Morale. — J. DIDOT, *La morale fondamentale*, Lille, 1896 ; *La vertu de religion*, 1899 ; *Les vertus théologiques*. — BEAUDOIN, *De conscientia*, Tournai, 1911. — TANQUEREY et QUÉVASTRE, *Brevior synopsis theologiæ moralis et pastoralis*, 1912. — Mgr. CHOLLET, *La morale est-elle une science?*, 1907. — DE LA BARRE, *La morale d'après saint Thomas et la théologie scolastique*, 1911. — VIL-LEUX, *Histoire des commandements de l'Eglise*, 1909.

déclarant insuffisant pour résoudre le problème de l'apologétique chrétienne, Léon XIII jeta un cri d'alarme dans sa Lettre au clergé de France (1899).

III. **La récente activité théologique.** — En Allemagne, Scheeben († 1888) publia un volumineux *Handbuch der Katholischen Dogmatik* (1873), ouvrage de vaste érudition, mais où certaines opinions plus subtiles ont suscité la contradiction de théologiens comme Franzelin et Kleutgen ; Heinrich qui combattit le libéralisme de Doëllinger donna aussi une *Dogmatische Theologie*. Scheeben et Heinrich sont des néo-scolastiques, maîtres versés dans la littérature patristique. Il faut aussi citer les manuels des P. Jungman et Hurter et du professeur Einig de Trêves, ainsi que le travail plus étendu du P. Pesch, *Prælectiones dogmaticæ* (9 vol., 1894-99). Des œuvres collectives furent entreprises dont la plus considérable est le *Kirchenlexicon*, de Fribourg (1846-60), véritable encyclopédie dont une 2^e édition parut sous la direction de Hergenröther et Kaulen (1886 sq.) : signalons aussi les Bibliothèques théologiques publiées par Herder à Fribourg et Schoeningh à Paderborn. D'autre part, on écrivait d'importants ouvrages sur l'histoire de la théologie catholique ; Werner publiait ses savants travaux : *Geschichte der apologetischen und polemischen Literatur der christlichen Theologie* (5 vol., 1861-67), *Geschichte der Katholischen Theologie seit dem Trienter Konzil* (1866), *Der h. Thomas von Aquino* (3 vol., 1858) ; Hurter faisait paraître son *Nomenclator literarius recentioris theologiæ catholicæ* (4 vol.), répertoire biographique et bibliographique, rangé par ordre chronologique et embrassant une période s'étendant du xii^e siècle à nos jours. En même temps surgissaient d'importantes revues, telles que les *Stimmen aus Maria-Laach* rédigées par les jésuites.

En Italie, Franzelin et Palmieri s'occupèrent surtout de théologie positive. **Franzelin** possédait une profonde connaissance des langues orientales, et une vaste érudition patristique ; « personne n'a scruté comme lui l'idée de la tradition dogmatique et n'a si bien formulé les rapports de la tradition avec l'Écriture » ; signalons ses tractatus *De*

S. S. Eucharistiæ sacramento, De sacramentis in genere, De Deo trino (1863). *De Deo uno, De Verbo incarnato* (1870), *De divina traditione et scriptura* (1870), son chef-d'œuvre ; il prit une part active à la discussion des schèmes de la constitution dogmatique du Concile du Vatican. Le **P. Palmieri**, très érudit, expose avec sagacité et clarté ; le P. Mazella était plutôt un vulgarisateur de talent.

En France, au premier rang des thomistes, il faut citer le **cardinal Billot**, professeur à l'université grégorienne, qui suit avec une fidélité scrupuleuse l'enseignement du Maître ; dans le même esprit, le chanoine **J. Didiot** († 1903), professeur à l'université de Lille, entreprit un cours de théologie catholique. C'est qu'en effet l'érection des Facultés libres de théologie avait donné une nouvelle impulsion aux études ; des nouvelles revues furent fondées, entre autres la *Revue Thomiste* et la *Revue du clergé français* ; un grand effort de travail collectif fut tenté par la publication d'un *Dictionnaire de théologie catholique* (depuis 1899). Parmi les cours de théologie parus récemment, on peut signaler le Manuel de Tanqueray, les leçons de théologie de Labauche, le travail considérable du P. Pègues, traduction intégrale et commentaire de la Somme théologique, enfin le cours de philosophie de J. Maritain. Au nombre des travaux plus spéciaux, citons ceux de Vacant sur les Constitutions dogmatiques du concile du Vatican (1896), les ouvrages solides du P. Terrien sur la grâce et la gloire (2 vol., 1897), et sur Marie, mère de Dieu et des hommes (4 vol., 1900), les dissertations du P. Bainvel *De magisterio vivo et traditione, De scriptura sacra, De vera religione*, celles du P. Gardeil sur le *Donné révélé et la théologie*, la *Crédibilité et l'Apologétique*, la *Théodicée* du P. Garrigou-Lagrange, la synthèse du P. Sertillange sur Saint Thomas d'Aquin.

On s'est préoccupé de mettre en harmonie la scolastique avec les récents progrès des sciences. En des ouvrages de haute vulgarisation, Mgr Farges confronta l'enseignement thomiste et les sciences modernes sur les questions fondamentales ; M. Peillaube inaugura en 1900 une *Revue de philosophie* où le thomisme bénéficie des résultats de l'expérimentation la plus récente ; il y annexa une bibliothèque

de psychologie expérimentale. C'est dans le même esprit que **Mgr Mercier** dirigea l'Institut de philosophie de Louvain et qu'il rédigea son *Cours de philosophie* ; d'autre part l'école de Louvain faisait une large part à l'étude des divers courants de la pensée médiévale.

En marge du mouvement scolastique, il conviendrait de noter le spiritualisme chrétien de certains universitaires, notamment, Amédée de Margerie, platonicien de tendance, auteur d'une *Théodicée* (1865), Ollé-Laprune qui montra la compénétration de la raison et de la foi dans son étude sur la *Certitude morale*.

IV. L'histoire des dogmes. — Dès la première moitié du XIX^e siècle, l'allemand Drey introduisait dans l'enseignement la théorie du « développement », ce qui confondait *a priori* les protestants qui ne juraient que par l'Eglise primitive. Newman reprit cette idée dans son *Essay on the development of the christian doctrine* (1845) où il montre qu'une idée vivante se développe à la façon d'un germe organisé tout en conservant l'unité de type. Mais une telle apologétique eut besoin elle-même d'apologistes. Ne pouvait-on la tirer à un évolutionisme doctrinal renouvelé de Günther? Nombre de théologiens se préoccupèrent de cette question, notamment Franzelin dans son traité *De traditione et scriptura*⁽¹⁾.

On s'était mis d'ailleurs à étudier l'évolution historique du dogme. Klee ouvrit la voie dans son Manuel de l'histoire des dogmes (1837), bientôt trouvé insuffisant. Schwane écrivit une *Histoire générale du dogme*, beaucoup plus impartiale que le travail analogue de Harnack, mais à laquelle on a reproché « d'être moins une véritable histoire

(1) Plus tard le problème soulèvera de nouvelles discussions, lors de l'apparition de l'*Esquisse d'une philosophie de la religion* par le protestant Sabatier ; M. Loisy écrivit alors sous le pseudonyme de Firmin dans la *Revue du Clergé français* un article très discutable (1^{er} décembre 1898) ; le P. de la Barre publia un volume intitulé : *La vie du dogme catholique*, où il parlait d'un progrès historique, d'un progrès modal en ce sens qu'on expose mieux la vérité révélée, et d'un progrès apologétique dû aux attaques de l'hérésie.

du dogme qu'une dogmatique sous une forme historique ». En France, Mgr Ginouilhac publia l'*Histoire du dogme catholique jusqu'au concile de Nicée*. « Il y montrait que les dogmes catholiques de Dieu et de la Trinité n'étaient pas des produits de la raison humaine et que seulement leur explication avait pris plus de clarté et de précision au cours des trois premiers siècles », (Mangenot). Plus récemment, M. Tixeront a donné une *Histoire des dogmes des origines à Charlemagne*, « exposé directement appuyé sur les textes, et très averti des points de vue nouveaux ».

V. **La théologie morale.** — Au début du xix^e siècle les principes d'un rigorisme teinté de jansénisme prévalaient en France. L'abbé **Gousset**, professeur à Besançon (1792-1885) s'initia à la théologie liguorienne, il demanda à la Pénitencerie si un professeur de théologie peut enseigner les opinions de saint Alphonse et obtint une réponse affirmative ; dès 1831 il lançait sa *Justification de la théologie du bienheureux Alphonse de Liguori* qui fit grand bruit ; en 1844, devenu archevêque de Reims il publia sa *Théologie morale à l'usage des curés et des professeurs*. Marchant sur ses traces le jésuite **Gury** composait en 1850, un *Compendium theologiæ moralis*, manuel clair et enchaîné qui fut bientôt admis dans presque tous les séminaires et propagé dans toute l'Europe ; le séminaire romain, la Propagande et le collège romain l'adoptèrent. L'influence de Gousset et de Gury avait ébranlé le probabilisme du xviii^e siècle ; une théorie moyenne proposée par les sulpiciens Laloux († 1855) et Manier († 1871), et dénommée compensationisme n'obtint guère de succès ; on lui reprochait de n'être qu'un tutorisme mitigé. Presque tous les moralistes contemporains sont ou équiprobabilistes comme Marc, Konings et Aertnys, ou surtout probabilistes comme Ballerini, Ferreres, Tanquerey, Vermeersch. S'appuyant sur le principe fondamental de saint Alphonse *Lex incerta non obligat* qui attire l'attention sur la valeur d'obligation d'un devoir incertain, Lehmkühl († 1918) rejette l'étude du probabilisme au traité de la loi et l'intitule *De necessaria legis certitudine*.

CHAPITRE III

L'APOLOGETIQUE

I. **En Allemagne.** — En France, le *Génie du christianisme* et l'*Essai sur l'Indifférence* avaient acquis, au début du siècle, une influence considérable. En Allemagne, l'Apologétique fut soudain renouvelée par l'apparition de la *Symbolique* de **Mœhler**. Il se proposa d'étudier les divergences qui existent entre le catholicisme et les diverses sectes protestantes. « La justification est le point capital du débat ; l'homme dans le catholicisme concourt à sa régénération ; dans le protestantisme Dieu seul en est l'auteur ; de ce contraste entre les symboles, tous les autres découlent » (Goyau) ; par ailleurs, voulant montrer que le catholicisme est la seule confession qui soit restée fidèle au christianisme primitif, Mœhler comparait celui-ci à l'état du dogme catholique au *xix^e* siècle. Les attaques violentes des protestants, notamment celles de Christian Baur, ne purent entamer l'autorité de cet ouvrage. Parmi les apologistes allemands il faut encore citer Hettinger dont le grand travail, l'*Apologie du christianisme* (5 vol., 1863-67) est une œuvre claire et sûre qui contient les preuves de la divinité du christianisme et de la vérité des dogmes ; il publia aussi une *Apologétique* (1879). Plus récemment, l'*Apologie du Christianisme* composée par le P. Schanz de Tübingue (3 vol., 1887) utilise et discute les progrès des sciences historiques et naturelles ; celle du P. Weiss de Fribourg (5 vol.) regarde de préférence le côté moral et social du christianisme.

Tous les convertis anglais abordèrent le problème apologétique : ainsi, Manning qui publia *The grounds of faith* (1852), Wiseman, auteur des *Twelve lectures on the connection between science and revealed religion* (traduit dans Migne, *Démonstr. évang.* t. XVI), Ward qui, encore anglican écrivit *Ideal of a Christian Church*, puis devenu catho-

lique, *Science, prayer, free will and miracles* (1881). Mais le grand apologiste anglais fut **Newman**. Dans le plus important de ses ouvrages, *Essay on the development of christian doctrine*, réalisant ce que Mœhler n'avait fait qu'ébaucher dans sa *Symbolique* il expose sa théorie du progrès dogmatique basée sur ce principe que la doctrine se développe à la façon d'un germe organisé. Newman essayait de dégager les lois qui distinguent le vrai développement doctrinal du faux : *unité de type* marquée par la *préservation de l'idée essentielle*, par la *continuité des principes*, par le *pouvoir d'assimilation*, par l'*anticipation ancienne*, par la *suite logique*, par les *additions préservatrices*, et par la *durée continue*. « Les idées semées par Newmann levèrent lentement : la réaction nécessaire contre le gunthérianisme et la réputation de libéralisme qui sur le continent pesa durant trente ans sur la vie catholique de Newman expliquent assez ce tardif succès d'un livre incomplet, mais initiateur et génial. » (Christus.)

En France, l'apologétique conserva longtemps la forme presque exclusivement oratoire : les grands apologistes furent les prédicateurs de Notre-Dame. Le premier, **Lacordaire**, voulut surtout prouver la divinité du christianisme par ses effets : il prêcha sa transcendance historique, sociale et morale ; le **P. de Ravignan** lui succéda, plus moraliste à vrai dire qu'apologiste ; le **P. Félix** développa la doctrine du Progrès par le christianisme : progrès moral, intellectuel et matériel, progrès dans l'individu, progrès dans la société, la famille, l'Etat ; le **P. Monsabré** donna plus tard une exposition méthodique de tout le *Credo* avec saint

I. **Apologistes.** -- GUYAU, *L'Allemagne religieuse*, passim ; Mœhler (coll. *la Pensée chrétienne*). — G. GRAPPE, *Newman*, 1902. — WARD, *Newman*, 2 vol., 1912. — LUCIE FÉLIX FAURE, *Newman, sa vie, ses œuvres*, 1901. — BREMOND, *Newman, le développement du dogme catholique*, 1904 ; *Newman, essai de biographie psychologique*, 1907. — Mgr. BAUNARD, *Vie de Mgr. Pie*, 2 vol. — ET. CORNUT, *Mgr. Freppel*, 1893. — A. PAVIE, *Mgr. Freppel*, 1906. — E. MANGENOT, art. *Freppel*, dans *Dict. Théol.* — A. LARGENT, *L'abbé de Broglie*, 1900 ; art. *Broglie*, dans *Dict. Théol.* — C. TOUSSAINT, art. *Balmès*, dans même *Dict.* — Mgr. BAUDRILLART, *Vie de Mgr. d'Hulst*, 2 vol., 1912. — H. SAINT-TRIN, *Vie du cardinal Dechamps*, Tournai, 1884. — A. LARGENT, art. *Dechamps*, dans *Dict. Théol.* — H. D. NOBLE, art. *Lacordaire*, dans *Dict. Théol.*

Thomas pour guide. Il y avait aussi beaucoup d'apologétique dans l'œuvre oratoire de **Mgr Dupanloup**, surtout dans ses discours de circonstance, pathétiques et éclatants. **Mgr Pie** confondait l'erreur libérale avec des arguments tirés de l'Écriture ; **Mgr Freppel** fut directement un orateur apologiste, dialecticien consommé qui prouve plus qu'il n'émeut. D'autres orateurs de second plan eurent aussi leur rôle : tels les Pères de Rozaven, Mañignon et Caussette. Signalons d'ailleurs quelques apologistes laïques : Augustes Nicolas dont les *Etudes sur le christianisme* (1842) firent grand bien, l'Espagnol **Donoso Cortès**, auteur d'un *Essai sur le libéralisme* qui attaqué par l'abbé Gaduel fut reconnu orthodoxe ; un autre espagnol **Jacques Balmès** écrivit outre sa *Philosophie fondamentale* un ouvrage intitulé le *Protestantisme comparé au catholicisme* qui réfuta avec grand succès les leçons de Guizot sur l'Histoire de la civilisation en Europe. Enfin, l'abbé Bougaud donna sous ce titre, le *Christianisme et les temps présents* (3 vol., 1874) une apologie plus éloquente que scientifique, mais très goûtée en son temps.

Cependant, depuis 1870, la critique rationaliste avait pris une allure scientifique en sorte que l'apologétique oratoire ne suffisait plus à la confondre ; elle abordait l'étude comparative des religions. L'abbé de Broglie fut sur ce terrain un véritable initiateur lorsqu'il écrivit dès 1866 les *Problèmes et conclusions de l'Histoire des religions* ; des cours réguliers d'histoire des religions furent inaugurés à l'Institut catholique de Paris ; en 1912, deux recueils parurent sur la matière : *Où en est l'histoire des religions*, et *Christus* ; on vit aboutir la même année le projet d'une semaine d'ethnologie religieuse.

Parmi les ouvrages d'apologie doctrinale, il faut citer ceux du **chanoine Didiot**, *Logique surnaturelle subjective et objective* (1891). L'auteur s'efforçait « d'unir d'une façon apparente et sensible la théologie à la philosophie, les théories surnaturelles aux doctrines naturelles. Il voulut par là rendre à la philosophie un solennel hommage et ménager à la théologie un accès plus facile auprès des hommes de notre temps. » (Bellamy). **Mgr d'Hulst** organisa les Congrès scien-

tifiques internationaux des catholiques, et dans ses conférences de Notre-Dame exposa les fondements de la morale (1891-96). Ses *Mélanges philosophiques* réfutent les multiples erreurs contemporaines. L'*Apologie scientifique de la foi chrétienne* par Mgr Duilhé de Saint-Projet traite avec méthode des prétendus conflits entre la science et la foi. Depuis 1908, un *Dictionnaire apologétique de la foi catholique* paraît sous la direction du P. d'Alès : questions de philosophie religieuse, histoire, exégèse, histoire des dogmes y sont traitées avec compétence ; c'est un programme analogue que s'est assigné la *Revue pratique d'Apologétique*. De nos jours, on étudie volontiers la psychologie des conversions : une collection est parue sous ce titre : *Apologétique vivante*.

En Belgique, **Mgr Dechamps**, archevêque de Malines, prôna une méthode qui, laissant de côté les multiples problèmes d'exégèse et de critique historique allait droit à la crédibilité du magister divin de l'Eglise catholique : « Il n'y

I. Ouvrages récents sur l'Histoire des religions. — Mgr A. LE ROY, *La religion des primitifs*, 1909. — L. DE LA VALLÉE POUSSIN, *Bouddhisme, opinions sur l'histoire des dogmatiques bouddhiques*, 1909. — A. ROUSSEL, *La religion védique*, 1901 ; *Le bouddhisme primitif*, 1911. — CARRA DE VAUX, *La doctrine de l'Islam*, 1909. — PH. VIREY, *La religion de l'ancienne Egypte*, 1910. — P. CARON, *Confucius, sa vie et sa doctrine*, 1902. — CH. GODARD, *Le brahmanisme*, 1900 ; *Les croyances chinoises et japonaises*, 1901 ; *Le fakirisme*, 1900. — G. DOTTIN, *La religion des celtes*, 1903. — GONDAL, *Mahomet et son œuvre*, 1900. — L. PETIT, *Les confréries musulmanes*, 1899. — G. FOUCART, *La méthode comparative dans l'hist. des religions*, 1909. — J. GUIBERT, *Les croyances religieuses et les sciences de la nature*, 1908. — A. BROS, *La religion des peuples non civilisés*, 1908. — P. LAGRANGE, *Etudes sur les religions sémitiques*, 2^e éd., 1905 ; *La religion des Perses*, 1904. — DHORME, *La religion assyro-babylonienne*, 1910. — V. ERMONI, *La religion de l'Egypte ancienne*, 1910. — A. BAUDRILLART, *La religion romaine*, 1905. — L. DE LA VALLÉE POUSSIN, *Notions sur les religions de l'Inde. Le brahmanisme*, 1910 ; *Le védisme*, 2 vol., 1909. — HABERT, *La religion de la Grèce antique*, 1910. — M. LOUIS, *Doctrines religieuses des philosophes grecs*, 1900. — J. BUREL, *Isis et les Isiaques sous l'Empire romain*, 1911. — J. BRICOUT, *L'histoire des religions et la foi chrétienne*, 1910. — Mgr P. BATIFFOL, *Orpheus et l'Evangile*, 1910. — P. LAGRANGE, *Quelques remarques sur l'Orpheus*, 1910. — B. ALLO, *L'évangile en face du synchrétisme païen*, 1910. — A. VALENSIN, *Jésus-Christ et l'histoire comparée des religions*, 1912. — L. DE LA VALLÉE POUSSIN, *Nirvana. Étude sur l'histoire des religions*, 1925.

a que deux faits à vérifier, disait-il, l'un en vous, l'autre hors de vous ; ils se recherchent pour s'embrasser, et de tous les deux le témoin c'est vous-même » ; le fait intérieur consiste dans le besoin de l'âme, le fait extérieur dans la réponse de l'Eglise, elle-même motif de crédibilité vivant et parlant. Mgr Dechamps développa surtout cette méthode simplifiée d'apologétique dans trois ouvrages : *Entretiens sur la démonstration catholique de la religion chrétienne* (1857), *La question religieuse résolue par les faits ou De la certitude en matière de religion* (1860). *Lettres philosophiques et théologiques sur la démonstration de la foi* (1861).

L'ethnologie religieuse, science nouvelle, s'appuie notamment sur le témoignage des missionnaires. Guidés par les travaux du P. Schmidt et par la revue *Anthropos* qu'il a fondée, les missionnaires ont démontré l'inexactitude des anciennes théories d'après lesquelles les idées religieuses et morales seraient nées d'un certain progrès du milieu social (Durkheim) ; les travaux catholiques ont prouvé, au contraire, que la civilisation spirituelle et la civilisation matérielle évoluent suivant une loi différente, la première pouvant être très élevée chez les primitifs et très corrompue chez des peuples d'une culture raffinée. En 1911, sur l'initiative du P. Schmidt et sur celle du P. F. Bouvier, un groupe de savants catholiques fonda à Louvain la *Semaine d'Ethnologie religieuse* « pour introduire à l'étude technique et objective des religions non chrétiennes ». En 1912 et 1913, la Semaine donna à Louvain des cours d'introduction à l'étude des religions ; en 1922, une troisième semaine se tint à Tilbourg, en 1925 une quatrième à Milan. Secondés par Pie XI, les ethnologues ont aussi organisé des expéditions scientifiques. L'un des directeurs de cette entreprise, le P. Pinard de la Boullaye vient d'écrire une *Etude comparée des religions*, où il expose « 1° l'histoire empirique des recherches suscitées au cours des âges par la diversité des religions, 2° un discours de la méthode en cet ordre d'études ».

CHAPITRE V

L'HISTOIRE DE L'EGLISE

En France, au début du siècle, on étudiait l'histoire de l'Eglise dans l'ouvrage de Fleury qui, incomplet, méconnaissait le moyen âge et restait asservi au gallicanisme. L'abbé Rohrbacher écrivit pour le remplacer une *Histoire universelle de l'Eglise* en 29 vol. (1842-49) ; bien que mal écrite et disproportionnée, elle rendit service par son esprit ultramontain qu'elle fit pénétrer dans les grands séminaires. L'abbé Darras entreprit une nouvelle encyclopédie, mieux écrite, mais de moindre valeur. Au fond, les procédés restaient surannés ; signalons pourtant l'œuvre de Gorini, *Défense de l'Eglise contre les erreurs historiques* où, d'après les sources originales, il redressa les erreurs des historiens les plus renommés, tels que Michelet et A. Thierry. Ozanam donna aussi une esquisse méritoire de la Civilisation au ^v^e siècle, et promut les études franciscaines.

I. **En Allemagne.** — Mais l'initiative du renouveau historique appartient à l'Allemagne. Le mouvement fut inauguré par I. Doëllinger professeur à Munich : dès 1833, il donnait une édition revue de l'histoire de l'Eglise composée par son prédécesseur Hortig ; de 1846 à 1848, il fit paraître son ouvrage sur la *Réforme*, vaste recueil de documents accablants pour les instigateurs du Protestantisme, et qui constituait une réplique décisive à l'œuvre de L. de Ranke, *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation* (1839). L'autre grand ouvrage de Doëllinger, *Paganisme et Judaïsme* (1857) est un résumé de la pensée et de la vie du monde avant l'ère chrétienne ; il y étudie surtout le paganisme gréco-romain. En 1860 parut le *Christianisme de l'Eglise à l'époque de sa fondation* où Doëllinger établit la primauté du Saint-Siège ; signalons encore l'*Eglise et les Eglises* où est dépeinte la décadence des confessions séparées ; enfin les

Fables papales du moyen âge (1863). Tombé dans le vieux catholicisme en 1870, Doëllinger ne publia plus que des pamphlets anti-romains. **Héfélé**, professeur à Tubingue est surtout connu par son *Histoire des Conciles* qui étudie non seulement les conciles généraux, mais encore les synodes provinciaux en les replaçant dans leur cadre historique si bien que cet ouvrage est une véritable histoire universelle du dogme, du culte et de la discipline ; l'*Histoire des conciles* qui s'étendait jusqu'à 1449 fut continuée jusqu'au concile de Trente par **Hergenröther**. Celui-ci est surtout connu par son *Histoire de l'Eglise* (3 vol., 1876-80) très complète et très documentée. Plus récemment, **Janssen**, dans son *Histoire du peuple allemand depuis la fin du Moyen Age*, a étudié les origines et les premiers développements de la Réforme ; l'aspect nouveau de cet ouvrage est l'étude de la société allemande à cette époque. Depuis lors, le P. Denifle a publié sur Luther un ouvrage de polémique historique fort documenté ; l'étude du P. Grisar sur l'hérésiarque est moins combattive, mais aussi accablante. Tous ces ouvrages ont démolì la légende de la Réforme du xvi^e siècle. Enfin, le **D^r Pastor** a entrepris une vaste *Histoire des Papes* couvrant tout le xv^e et le xvi^e siècle ; elle s'appuie sur de nombreux documents inédits puisés surtout aux Archives vaticanes.

II. **Hors d'Allemagne.** — Hors d'Allemagne, durant cette première période, trois noms méritent d'être signalés : les cardinaux Maï et Pitra, J. B. de Rossi. Le cardinal **Ange Maï** (1782-1854), érudit à la manière de Mabillon, décou-

I. **Traduction des ouvrages historiques allemands.** — DOELLINGER, *La Réforme*, 3 vol. trad. Perrot, 1847 ; *Paganisme et Judaïsme*, 4 vol., Bruxelles, 1858 ; *Le christianisme de l'Eglise à l'époque de sa fondation*, trad. Bayle, 1863 ; trad. Bayle, 1862. — HÉFÉLÉ, *Histoire des conciles*, trad. Delarc, 1869-78, 12 vol. ; trad. Leciercq, 8 tomes, 1908, seq. — HERGENRÖTHER, *Histoire de l'Eglise*, trad. Belet, 5 vol., 1880 ; consulter surtout la 4^e éd. allemande, 1902-1907, revue par Kirsch. — JANSSEN, *Hist. du peuple allemand depuis la fin du Moyen âge*, trad. E. Paris, 6 vol. — PASTOR, *Histoire des papes depuis la fin du Moyen âge*, trad. Furcy-Rainaud et H. Poizat, 11 vol. parus. — DENIFLE, *Luther et le Luthéranisme*, trad. Paquier, 1913.

vrir des ouvrages inédits de saint Augustin, saint Cyrille d'Alexandrie, saint Basile, saint Athanase, etc. ; signalons son *Spicilegium romanum* (10 vol., 1839-44), et sa *Nova patrum bibliotheca* (6 vol., 1852-53). Son émule, le cardinal **Pitra**, fils de Dom Guéranger, aida Migne pour la publication de la *Patrologie* ; ses principaux travaux sont le *Spicilegium Solesmense* (1852-58, 4 vol.), recueil de documents inédits d'auteurs ecclésiastiques ; puis les *Analecta sacra* (8 vol.), et les *Analecta novissima* (2 vol.) ; on sait que, dès 1841, son étude sur l'inscription grecque d'Autun l'avait rendu célèbre. Mais le maître de l'épigraphie est sans contredit **J. B. de Rossi**, qui entreprit l'exploration méthodique des catacombes et fit paraître son grand ouvrage : *Inscriptiones christianæ antiquiores* ; de nombreux savants ont marché sur ses traces, notamment les Pères Bruzza et Garracci, Mgr Wilpert, Marucchi.

Dès 1883, Léon XIII ouvrit aux savants les archives vaticanes, il installa au Vatican une école de paléographie et de critique appliquée ; il fonda une bibliothèque de consultation ouverte en 1892. Ces mesures coïncident avec un renouveau des études historiques en France. Durant les trente dernières années on y a beaucoup étudié l'histoire des origines chrétiennes. **Mgr Duchesne** instaura un enseignement de l'histoire ecclésiastique strictement scientifique et basé sur l'étude des textes ; il en sortit les *Origines chrétiennes* : l'édition du *Liber Pontificalis* consacra la réputation de Duchesne ; devenu directeur de l'Ecole archéologique française de Rome, il exerça une large influence sur la nouvelle génération d'historiens ; toutefois, certaines omissions et un ton continu d'ironie déparent parfois son œuvre, notamment l'*Histoire ancienne de l'Eglise* qui fut mise à l'Index. **Mgr Batiffol** s'est attaché à étudier le développement de la notion d'Eglise dans les trois premiers siècles ; rien de plus fort n'a été écrit pour la défense de la hiérarchie ; son ouvrage sur le *Catholicisme de saint Augustin* est capital. Le **P. A. d'Alès** a synthétisé les données théologiques qui se dégagent de l'étude de tel père de l'Eglise ; ainsi Tertulien, saint Hippolyte et saint Cyprien. **Paul Allard** a donné sur les persécutions un grand ouvrage qui fait autorité.

D'autre part sont nées des collections de textes : les deux Patrologies de Migne cèdent peu à peu la place aux bibliothèques entreprises par les Académies de Vienne pour les textes latins et de Berlin pour les textes grecs ; la publication des textes orientaux est entreprise par deux collections : la *Patrologia orientalis* (éd. Graffin et Nau), le *Corpus scriptorum Christianorum orientalium* (éd. Chabot) ; enfin, il existe une excellente collection scolaire sous ce titre : *Textes et documents pour l'étude historique du christianisme* (éd. Hemmer et Lejay).

On a lancé aussi des entreprises collectives : ainsi le *Dictionnaire d'histoire et de géographie*, sous la direction de Mgr Baudrillart ; la *Bibliothèque de l'Enseignement de l'histoire ecclésiastique*, dont l'initiative revient à Mgr Batiffol et où parurent des travaux de premier ordre dus à MM. Tixeront, Bréhier, Guiraud, Allard, etc. ; la collection « *La Pensée chrétienne* » a pour but de faire connaître par des extraits les meilleures œuvres de la littérature chrétienne ; de même, la *Bibliothèque de théologie historique*, fondée en 1904 par des professeurs de l'Institut catholique de Paris, commente des textes surtout patristiques ; le « *Spicilegium Lovaniense* », collection nouvellement lancée par l'Université de Louvain, a publié déjà des études très remarquables ; signalons aussi les *Travaux publiés par les Facultés catholiques de Lille*.

Il faut renoncer à citer les monographies de valeur récemment consacrées au Moyen Age et aux Temps modernes. Les assomptionnistes ont étudié l'époque byzantine, et leur revue des *Echos d'Orient* renseigne sur l'histoire des chrétientés orientales. Signalons l'ouvrage du P. Lapôte sur le *Pape Jean VIII*, l'*Histoire de la propriété ecclésiastique en France* par Mgr E. Lesne, le livre classique de P. Fournier sur les *Officialités au Moyen Age*, le *Saint Bernard* de Vacandard, et le *Siger de Brabant* du P. Mandonnet. Les travaux d'Albe et de Mollat, ceux de N. Valois ont éclairé les xiv^e et xv^e siècles ecclésiastiques. Signalons aussi les travaux d'Imbart de la Tour sur les *Origines de la Réforme*. H. Brémond mène sur l'*Histoire du sentiment religieux en France* depuis la fin des guerres de religion une

enquête très fouillée, très nuancée, mais assez subjective. L'*Histoire religieuse de la Révolution française* par P. de la Gorce, la *Renaissance du catholicisme en Angleterre* par Thureau-Dangin, les études de G. Goyau sur l'*Allemagne religieuse*, sont les meilleurs travaux consacrés à l'Eglise contemporaine. Signalons encore les biographies nombreuses de Mgr Bannard, dont plusieurs, telle la vie du cardinal Lavigerie, éclairent singulièrement notre époque.

CHAPITRE V

L'EXEGESE

I. **L'exégèse rationaliste.** — Au XIX^e siècle, les exégètes protestants d'Allemagne, influencés par l'hegelianisme, en viennent à dire que « religion et philosophie ont même contenu, seulement la première sous la forme de l'image, la seconde sous la forme de l'idée » ; ils prétendent aussi que le surnaturel et le miracle existent seulement comme un état mental particulier à un groupe d'individus ou à une génération. Ces raisons aprioristiques aboutissaient à une explication rationaliste de la légende chrétienne. **Strauss** prétendit que les récits évangéliques n'étaient que des mythes, créations inconscientes des Eglises naissantes ; par mythes, il fallait entendre des légendes sous l'enveloppe desquelles se cachaient des idées philosophiques et théologiques. A la suite de la publication de la *Vie de Jésus* (1835) se produisit une recrudescence d'impiété. Cependant, beau-

I. Il faudrait signaler aussi les périodiques : le plus important est la *Revue d'Histoire ecclésiastique* qui paraît à Louvain, et donne une bibliographie très abondante. La *Revue d'Histoire de l'Eglise de France* publie à côté d'articles remarquables un Bulletin critique et une chronique d'histoire régionale ; on y a annexé une *Bibliothèque d'Histoire ecclésiastique de la France*. Sur le renouveau des études historiques en France, on consultera : P. DE GRANDMAISON, *Les sciences religieuses, dans la Vie catholique dans la France contemporaine*, pp. 243-305, 1918 ; Mgr P. BATHY-ROL, *L'étude de l'Histoire ancienne de l'Eglise en France depuis cinquante ans*, dans *Revue des Jeunes*, T. XXXII, p. 254-282 (10 mai 1922).

coup trouvèrent le système de Strauss trop arbitraire ; ils se rangèrent derrière **Baur**, qui fonda l'école protestante de Tubingue ; en 1853 parut l'*Histoire de l'Eglise pendant les trois premiers siècles*. D'après Baur, « l'idée se développe par une évolution régulière et nécessaire qu'il appelle *process* dans la succession des âges ; l'histoire devient ainsi un mouvement purement logique. Conformément à ces principes, l'essence du christianisme ce n'est pas la personne de Jésus, c'est une idée abstraite, longuement élaborée dans les siècles qui ont précédé notre ère. Le rôle de Jésus a été de représenter un moment capital dans la marche évolutive de cette idée : il l'a vivifiée en la jetant dans le moule juif du messianisme. Mais ce n'est là qu'une étape dans la voie du progrès » (Vigouroux).

En France, le grand vulgarisateur des théories exégétiques allemandes fut **Ernest Renan** ; sa *Vie de Jésus* parut en 1863. Il posait non seulement comme base, mais comme résultat de sa critique le doute universel ; pour lui, l'histoire n'est qu'une « science conjecturale ». Aussi, la vie de Jésus est-elle, d'après lui, « le fruit de la plus insaisissable fantaisie », où l'histoire et la légende se mêlent d'une manière inextricable. Il prétendit cependant décrire un Christ, dégagé de la légende et très humain ; d'autre part, il affirmait son rôle social et l'appelait « l'homme qui a donné le plus beau code de vie parfaite » ; ainsi « entremêlait-il le blasphème d'oraisons jaculatoires » ; son succès fut prodigieux.

II. L'exégèse catholique. — Longtemps, les répliques des exégètes catholiques furent insuffisantes. « Au rationalisme on opposa sur le terrain scripturaire le **Concordisme**. Ce procédé apologétique consiste à montrer la concorde des Ecritures et des sciences modernes : on s'efforcera, par

I. Renan. G. SÉAILLES, *Ernest Renan*. — P. GUILLoux, *L'Esprit de Renan*, 1920. — M. BARRÈS, *Taine et Renan*, pages recueillies par V. Giraud, 1922. — HENRI MASSIS, *Jugements*, 1^{re} série, 1923. — L. DE GRANDMAISON, *Le centenaire d'E. Renan*, dans *Etudes*, 20 janv. 1923. J. LAGRANGE, *La vie de Jésus d'après Renan*, 3^e édit., 1923. — P. LASSERRE, *La jeunesse d'E. Renan*, 1924 (Tendancieux).

exemple, de retrouver dans les jours de la création énumérés par la Genèse les diverses phases du développement géologique. Les concordistes partaient de deux principes indubitablement catholiques : l'accord de la foi et de la raison, la véracité non seulement religieuse, mais historique de l'Écriture. Mais, doués d'un sens critique insuffisant, ils ne surent pas toujours distinguer ce qui était l'affirmation de l'écrivain sacré d'avec ce qui était moyen d'expression littéraire. Placés par surcroît en face d'un terme de comparaison qui variait avec les progrès et les reculs d'une science en marche, ils n'obtinrent pas tous les résultats espérés. Leur méthode hâtive décria même la cause qu'ils voulaient servir et contribua pour sa part à préparer la réaction anti-intellectualiste, mais hérétique, du Modernisme. » (*Christus*, L. de Grandmaison.)

Avant 1870, les études bibliques n'avaient point pris d'ordinaire une allure très scientifique, même en Sorbonne : il ne faut guère faire exception que pour le sulpicien Le Hir. L'un de ses élèves, **Vigouroux**, renouvela l'enseignement scripturaire en France par des travaux de haute vulgarisation, notamment : la *Bible et les découvertes modernes* (4 vol.) et le *Nouveau Testament et les découvertes archéologiques modernes* ; il dirigea un grand *Dictionnaire de la Bible*, qui, malgré ses lacunes, marquait un véritable progrès ; un autre élève de Le Hir, **Auguste Crampon**, chanoine d'Amiens, prépara une traduction commentée de toute la Bible. Fouard et Le Camus fournirent deux expositions d'ensemble très sérieuses dans leurs *Vies de Notre-Seigneur Jésus-Christ* (1880 et 1883), bientôt suivies d'ouvrages sur les Origines.

A cette école succéda une génération passionnée pour les problèmes critiques. Dès 1890, sous la direction du **P. Lagrange**, une école biblique dominicaine se fonda à

I. **Fouard et Le Camus.** — Le titre général pour Le Camus est *Origines chrétiennes* ; l'ouvrage comprend en trois volumes *L'œuvre des Apôtres jusqu'à la captivité de saint Paul*. Le titre général pour Fouard est *Origines de l'Eglise* ; l'ouvrage comprend *Saint Pierre*, 1 vol. ; *Saint Paul*, 2 vol. ; *Saint Jean et la fin de l'âge apostolique*, 1 vol.

Jérusalem ; elle publia une *Revue biblique* qui devint « le plus important recueil de l'exégèse catholique » ; elle groupa des savants de premier ordre, qui, dans la collection *Les Etudes bibliques*, ont commenté nombre des livres de l'Ancien et du Nouveau Testament. Très critique lui aussi, mais beaucoup moins sûr, l'abbé **Alfred Loisy** s'était montré hardiment « le miroir fidèle des théories successivement dominantes dans l'exégèse radicale allemande » ; il exposa ses idées dans un périodique, *L'Enseignement biblique*, puis dans la *Revue d'Histoire et de Littérature religieuse* et dans la *Revue critique*. Léon XIII dut créer une Commission biblique cardinalice chargée de surveiller l'exégèse catholique (30 octobre 1902). Longtemps latente, la crise moderniste allait s'ouvrir ; elle devait sévir non seulement en exégèse, mais en philosophie, en théologie et en histoire ; il s'agissait non d'une théorie isolée, mais d'un système religieux.

CHAPITRE VI

L'ART CHRETIEN AU XIX^e SIECLE

I. **L'architecture.** — Au début du XIX^e siècle, le vandalisme continuait à sévir : telle grande abbaye comme Cluny ne fut détruite que sous l'Empire, telle autre comme Saint-Bertin à l'époque de la Restauration. Sous l'influence du romantisme, amoureux du passé médiéval pour l'art comme pour la poésie, une campagne de protestation s'ouvrit. Dès

I. **Collection « les Etudes Bibliques ».** — J. LAGRANGE, *Le livre des Juges.* — A. CONDAMIN, *Le livre d'Isaïe.* — P. DHORME, *Les livres de Samuel.* — A. VAN HOONACKER, *Les Douze Petits Prophètes.* — E. PODÉCHART, *L'Ecclesiaste.* — LAGRANGE, *Evangile selon Saint Marc et selon Saint Luc ; Ev. selon Saint Mathieu et selon Saint Jean ; Epître aux Romains.* — ALLO *L'Apocalypse.*

II. **Les petits livres rouges de Loisy**, ainsi appelés à cause de la couleur des couvertures : *L'Evangile et l'Eglise*, 1902 ; *Autour d'un petit livre*, 1903 ; *Simple réflexions sur le Décret du Saint Office Lamentabili...* et sur l'*Encyclique Pascendi*. Ce fond, chez l'auteur, 1908 ; *Quelques lettres sur des questions actuelles et sur des événements récents*, *ibid.*, 1908 (tous à l'Index).

1819, les méfaits de la « bande noire » étaient signalés par Victor Hugo, auquel Montalembert dédiait, en 1833, sa lettre sur le *Vandalisme en France*. Écoutant ces cris d'alarme, le ministre Guizot créait, en 1834, un *Comité historique des arts et monuments*; les *Inspections générales des monuments* instituées dès 1831 et 1832, ainsi que la *Commission historique du ministère de l'Intérieur*, purent intervenir auprès des municipalités et des conseils de fabrique; en 1840, une loi reconnut au gouvernement le droit d'exproprier les monuments religieux.

Concurremment avec l'œuvre de préservation, celle de réparation. **Viollet le Duc** restaure Notre-Dame de Paris, la Sainte Chapelle, Vézelay, l'abbaye de Saint-Denis, etc... Si grands que furent les services rendus par Viollet le Duc, il faut noter que l'absolutisme de sa science entraînera, lui aussi, des mutilations regrettables. « L'erreur de son système fut d'oublier que nos grandes cathédrales se sont développées à la façon d'organismes vivants, par un accroissement lent et continu; il exige qu'elles aient l'entière unité de style; il taille et supprime l'apport inégal des siècles; enfin, il refait nos monuments non pas tels qu'ils étaient, mais tels qu'ils « devaient » être. » (A. Pératé.) Ainsi, ne peut-on excuser sous prétexte d'harmonie de style, la création de faux décors comme le portail de Saint-Denis et la série des rois de Notre-Dame de Paris. L'influence de Viollet le Duc fut véritablement européenne; en Allemagne, elle aboutira à l'achèvement de l'énorme cathédrale de Cologne; en Angleterre, Ruskin se fit le professeur enthousiaste de la beauté gothique.

Il fallait aussi construire. Sous l'Empire on avait continué la tradition classique du siècle précédent que représentent la chapelle expiatoire bâtie par Fontaine, et la Madeleine érigée par Vignon; d'autre part, quelques artistes essayèrent de ressusciter le style des anciennes basiliques, ce qui nous valut à Paris Notre-Dame de Lorette par Lebas (1823-36) et Saint-Vincent de Paul par Lepère (1824-44). Mais, issu du romantisme, le principal courant voulut ressusciter le moyen âge: d'où le néo-gothique, le néo-roman et le néo-byzantin.

Le retour au **gothique** nous valut d'abord Sainte-Clotilde de Paris commencée par Gau en 1845 et continuée par Ballu ; mais c'était un gothique sec et étriqué, inspiré d'outre-Rhin. En général, entrepris par des archéologues plutôt que par des artistes, ce néo-gothique n'aboutit qu'à d'archaïques résurrections : Saint-Nicolas de Nantes et Saint-Jean-Baptiste de Belleville par Lassus, Saint-Bernard de Paris par Magne, la basilique supérieure de Lourdes par Durand. D'autres architectes essayèrent une adaptation semblable du **roman** : on peut citer Notre-Dame de Ménilmontant par Héret et surtout les églises construites par Pierre Bossan, telles que Sainte-Philomène d'Ars et Notre-Dame de Fourvières dont la crypte est remarquable. Le **romano-byzantin** du Sud-Ouest inspira aussi plusieurs créations, notamment Notre-Dame de la Garde et la cathédrale de Marseille dues à Léon Vaudoyer, le Rosaire de Lourdes par Hardy, le Sacré-Cœur de Montmartre par Abadie, reprise combinée de Saint-Front de Périgueux et de Saint-Pierre d'Angoulême. Enfin, dans le style Renaissance furent construites deux églises parisiennes, la Trinité par Ballu, Saint-Augustin par Baltard, et en province Sainte-Anne d'Auray ; mais ce style trop mondain n'a pas d'avenir.

De nos jours, on prône l'emploi du ciment armé qui possède certains avantages — économie, légèreté et solidité, rapidité d'exécution —, mais qui jusqu'ici n'a pas encore trouvé sa formule d'art. L'une des premières églises en ciment armé fut Saint-Jean de Montmartre par Baudot. On ne voit point paraître un style moderne original. « Au fond, de quoi souffrons-nous ? De l'absence d'une doctrine. Celle-ci a fait jadis la force de nos artisans soutenus par les corporations. Elle a disparu avec les corps de métier. Il faut donc rétablir ceux-ci pour retrouver celle-là. Une décentralisation qui substituerait des ateliers régionaux à l'enseignement d'Etat, greffant ceux-ci sur des Chambres d'industrie pourrait seule mettre fin à l'anarchie actuelle » (A. Fabre).

II. **La peinture.** — L'inspiration de la peinture, durant le Premier Empire, fut toute païenne. Incarnation de la tradition classique la plus rigide, **Ingres** prôna un art harmo-

nieux où l'on admire le jeu savant des lignes et la pureté des courbes, mais qui demeure froid et jamais ému. Un tel artiste put être religieux par occasion : citons *Jésus-Christ remettant les clefs du ciel à saint Pierre*, exécuté pour la Trinité du Mont à Rome, la *Vierge à l'Hostie*, *Jésus au milieu des docteurs*, le tableau bien connu représentant *Jeanne d'Arc au sacre de Charles VII*, enfin le *Martyre de saint Symphorien*, un chef-d'œuvre. Mais Ingres se rattache surtout à la peinture religieuse par son élève de prédilection, **Hippolyte Flandrin**. Artiste très pur, celui-ci hérita de son maître la correction du dessin et il puisa dans son christianisme une tendresse et une suavité qui n'animaient pas les œuvres d'Ingres. A Rome, dès le début, dans *Saint Clair guérissant les malades* et *Jésus appelant les petits enfants*, il concilie l'austérité chrétienne avec une vérité expressive et une grâce tranquille ; on admire chez lui ce tempérament des qualités, cette harmonie d'un talent toujours égal qui constituent sa perfection sévère ; ses œuvres les plus remarquables sont les fresques monumentales de la grande nef de Saint-Germain-des-Prés et la procession triomphale de la frise de Saint-Vincent-de-Paul. Près de lui on peut citer Orsel, le décorateur de Notre-Dame de Lorette à Paris, qui peignit des madones à demi-byzantines ; Brémond, Armaury Duval, Victor Mottez. Comme disciple d'Ingres, **Chasse-riau** donna les peintures de l'église Saint-Merri (1843), mais, séduit ensuite par le soleil d'Orient, il modifia sa manière et devint un puissant coloriste auquel on doit le *Baptême de l'Eunuque*, *saint François Xavier baptisant les Indiens* (saint Roch).

A l'opposé du classicisme d'Ingres, **Delacroix** évoquait tout un monde d'émotions tragiques et de rêves avec une fougue de coloris qui fait penser à Rubens. Toutes les scènes de l'histoire étaient susceptibles d'exalter son imagination ; aussi aborda-t-il parfois des sujets religieux ; il donna à Saint-Sulpice les peintures murales de la chapelle des Anges représentant *Héliodore chassé du temple*, la *Lutte de Jacob et de l'Ange*, *Saint Michel terrassant le démon* (1861). On peut encore citer un *Saint Sébastien*, et le *Christ au tombeau*. Ary Scheffer (1795-1858), romantique timide, est l'au-

teur du tableau bien connu *Saint Augustin et sa mère sainte Monique*.

La troisième école, celle des paysagistes exacts peut se rattacher à l'art chrétien grâce à **Jean-François Millet**, ne serait-ce que pour son immortel *Angelus*, où, dans l'ombre du crépuscule, deux paysans s'inclinent au son de la cloche lointaine.

Plus proche de nous, **Puvis de Chavannes** voulut renouer la tradition des maîtres de la fresque médiévale surtout dans la *Vie de sainte Geneviève*, au Panthéon. L'extrême simplification de son dessin, la sobriété systématique de son coloris s'expliquent par la destination spéciale de son œuvre, enchâssée dans la pierre : « J'ai voulu être de plus en plus sobre, dit-il lui-même. J'ai tâché que chaque geste exprimât quelque chose ». Mais cette simplicité n'était point sécheresse ; poète naturellement épique et monumental, Puvis de Chavannes rompt avec la convention savante de l'idéalisme académique ; on ne peut lui contester la puissance et l'harmonie de la composition. Parmi ceux qui procèdent de lui, il faut citer, outre Albert Besnard et Henri Martin, **Maurice Denis** qui contraste pourtant avec le maître par l'amour de la couleur (décoration du Vésinet).

En Allemagne, **Overbeck**, Vogel et Pforr fondèrent au début du XIX^e siècle un groupement chrétien ; ils allèrent se former à Rome, et on les appela ironiquement les Nazaréens parce qu'ils laissaient croître leur chevelure, la divisant au milieu par une raie. Regardant la Renaissance italienne comme un retour au paganisme, leur chef Overbeck voulait remonter aux primitifs pour faire de la peinture immatérielle, et il poussait cette théorie à l'extrême jusqu'à refuser d'étudier d'après nature : « Il ne tient pas à faire de la peinture, disait Flandrin ; il ne tient qu'à rendre ses idées ». Parmi ses œuvres, on peut citer le *Miracle des Roses de saint François* (Portoncule), le *Christ au jardin des Oliviers* (hôpital de Hambourg), la *Mise au tombeau* (Lubeck). Malgré le manque d'originalité, cette école eut longtemps une influence considérable ; il en sortit toute une imagerie religieuse.

Après 1870, une grande école d'art bénédictin se fonda au

monastère de **Beuron** sous la direction du Frère Didier (Pierre Lenz) qui décora le Mont Cassin en Italie. La décoration telle qu'il la comprend est une création d'architecte. « D'aspect monumental, volontairement hiératique, faite pour les grands espaces, elle fait corps avec les murs dont elle semble émaner, au lieu d'y paraître ajoutée. Une géométrie inflexible y donne naissance aux silhouettes aussi bien qu'au détail du drapé, et comme esprit nous nous trouvons reportés aux marbres grecs de la période éginétique, aux peintures hiératiques de l'antique Egypte, aux grandioses architectures de l'ancien Orient, les trois choses par quoi se laissa façonner l'artiste moine » (A. Fabre).

III. **La musique.** — Nous avons parlé ailleurs du retour au chant grégorien. Il se produisit aussi en France dans la seconde moitié du XIX^e siècle un renouveau de la musique religieuse proprement dite. L'initiateur fut un Belge naturalisé français, **César Franck** qui devint vers 1858 organiste de Sainte-Clotilde ; il produisit des œuvres d'un lyrisme intense, telles que *Rédemption* et *les Béatitudes*. Surtout, il forma des élèves remarquables : l'un d'eux, **Charles Bordes**, fonda en 1895 une revue de musique religieuse, la *Tribune de Saint-Gervais*, puis en 1896 une école destinée à former des chanteurs pour des séances qui se donnaient en l'église de Saint-Gervais ; « les chanteurs de Saint-Gervais », exécutèrent merveilleusement les œuvres de Palestrina, en particulier le *Stabat Mater*. Bordes élargit ensuite cette schola aux proportions d'une école générale de musique dont la direction passa après sa mort à **Vincent d'Indy**, avec le concours d'hommes tels que **Alexandre Guilmant** (orgue) et Gastoué (chant grégorien). On doit à Guilmant de nombreuses compositions pour orgue ; il a entrepris la publication d'une grande collection intitulée *Archives des maîtres de l'orgue des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*, édition pour organistes d'après les manuscrits et documents authentiques.

Parmi les musiciens dont l'œuvre appartient partiellement à l'art religieux, on peut citer Gounod (1818-1893) qui donna deux grands oratorios, *Rédemption* et *Mors et vita*,

d'une noblesse d'accent remarquable ; il composa aussi des messes, un *Stabat*, des cantiques, etc... Gabriel Fauré est l'auteur d'un *Requiem*, œuvre non de terreur, mais de sérénité. Don Lorenzo Perosi fut maître de chapelle de l'église Saint-Marc à Venise, puis au Vatican ; ses oratorios célèbres s'intitulent la *Passion du Christ*, l'*Entrée du Christ à Jérusalem*, *Moïse*, etc., ; il écrivit aussi des messes, des motets, des psaumes.

L'Eglise Contemporaine

CHAPITRE PREMIER

LE PONTIFICAT DE PIE X

I. La condamnation du modernisme. — Le modernisme est, au fond, l'application du subjectivisme Kantien au christianisme. La révélation ne serait plus qu'une émotion personnelle qui provoquerait par une réaction spontanée une représentation imaginative ou intellectuelle : « la révélation, disent les modernistes, n'est pas une affirmation, mais une expérience » ; c'est l'homme qui se parle à lui-même. D'où le caractère changeant de la vérité qui fluctue selon les émotions successives et dont la valeur se mesure à son utilité actuelle et personnelle : « tout dogme qui n'éveille pas un écho dans l'âme, qui ne lui fait pas rendre un son, n'est pas nécessaire pour le salut ». Quant aux formules traditionnelles, elles ne sont que l'expression plus ou moins heureuse des expériences religieuses du passé. Cette désinvolture à l'égard de la vieille dogmatique impliquerait, semble-t-il, le rejet du magister pontifical ; mais, tout en ne se soumettant pas, les modernistes entendaient bien rester dans l'Eglise ; ils se déclaraient des « catholiques protestataires, des excommuniés soumis » ; ils attendaient que l'Eglise comprît « que l'époque de la coercition juridique est à jamais passée », et ils sentaient le devoir de lui faire « une amoureuse violence » ; d'ailleurs ils continuaient à se servir des vieilles formules dogmatiques, moins pour ce qu'elles contiennent que parce qu'elles sont le symbole de l'unité des chrétiens. Ces hérétiques de l'intérieur étaient très dangereux : « conjuration d'hommes d'Eglise, de prêtres

tres, de clercs ou de soi-disant cléricaux qui s'étaient donnés le mot pour reprendre en sous-œuvre l'entreprise des ante-christs de l'extérieur, mais avec des moyens d'une autre profondeur de perfidie » (cardinal Billot).

Bien que le modernisme eût une tendance apologétique et qu'il prétendît maintenir la psychologie et la sociologie du catholicisme en sacrifiant sa métaphysique, en réalité il y avait une « affinité naturelle et historique » entre le protestantisme libéral et l'immanentisme des modernistes ; aussi leurs idées se retrouvent-elles synthétisées dans le livre d'A. Sabatier, *Esquisse d'une Philosophie de la religion* (1897). L'apparition des petits livres rouges de l'abbé Loisy en 1902 découvrit l'étendue du péril. Il ne fit que s'accroître partout : en Allemagne paraissait en 1903 le *Christus* d'Hermann Schell, en Italie les idées modernistes se répandaient par l'organe des *Studi religiosi* de Florence et grâce au talent du romancier Antonio Fogazzaro qui publia en 1905 son *Il Santo* ; en Angleterre, George Tyrrel dévoilait toute sa pensée dans *Entre Charybde et Scylla*, ou *l'Ancienne et la nouvelle théologie* (1907) ; son radical évolutionisme dogmatique s'étalait dans ses articles du *Rinnovamento* et du *Quarterly review* ; en France, Ed. Le Roy faisait paraître son article trop célèbre, *Qu'est-ce qu'un dogme ?* (dans la Quinzaine du 15 avril 1905), Marcel Hébert publiait *L'évolution de la foi catholique* (1905) et Albert Houtin *La crise du clergé* (1907).

Pie X intervint vigoureusement. Dès le 23 décembre 1903, l'Index condamna des ouvrages de l'abbé Houtin et ceux de l'abbé Loisy qui refusa de se soumettre. Le 4 juillet 1907, le décret *Lamentabile* dénonçait 65 propositions modernistes ; deux mois plus tard, dans l'Encyclique *Pascendi dominici gregis* (7 sept. 1907), les mêmes propositions reparurent, non plus isolées, mais enchassées dans un corps de doctrine apparenté au protestantisme et conduisant à l'athéisme : « *Equidem : a) Protestantium error primus hac via gradum jecit ; b) sequitur modernistarum error ; c) proxime atheismus ingreditur* ». Les remèdes étaient clairement indiqués : Pie X demandait qu'on assurât aux clercs une formation vraiment pure en enseignant dans les

séminaires la philosophie et la théologie scolastique, et en écartant les professeurs entachés de modernisme ; il interdisait les congrès de prêtres sauf en de rares cas où il serait certain qu'il n'y a pas péril de modernisme, laïcisme ou presbytérianisme ; les prêtres ne devraient pas, sans l'autorisation épiscopale, prendre la direction de journaux ou de revues, et ceux qui y écriraient devraient être surveillés attentivement ; Pie X exigeait dans chaque curie diocésaine l'institution d'un collège de censeurs pour les publications catholiques, d'un conseil de vigilance pour les écoles. Enfin, le 1^{er} septembre 1910, le motu proprio *Sacrorum Antistitum* devait imposer à tout ecclésiastique ayant charge d'âmes ou voué à l'enseignement l'obligation de prêter un serment anti-moderniste très explicite.

D'autre part, un modernisme social infectait un mouvement jeune, le **Sillon**, dirigé par M. Marc Sangnier ; il se laissait influencer par des ligues neutres ou protestantes, se

I. Notons qu'auparavant, Léon XIII avait dû condamner une sorte de modernisme pratique, l'**Américanisme**, qui prônait un nouvel art de convertir. Aux apôtres d'aujourd'hui il faut une plus grande liberté de pensée parce que le Saint-Esprit répand davantage ses dons et qu'en vertu de la proclamation de l'infaillibilité pontificale le pape jouit de l'autorité qui remédierait le cas échéant. Plus grande liberté d'action : les vertus passives, humilité et obéissance, nécessaires autrefois, doivent céder le pas aux vertus actives, et surtout ne plus les entraver ; d'où suppression des vœux religieux restrictifs de la liberté. Ces idées furent propagées de bonne foi par le P. Hecker, méthodiste converti, fondateur d'une communauté de prêtres, les Paulistes († 1888) ; sa vie, écrite par un de ses disciples, le P. Elliott reçut en 1897 une traduction française paraphrasée ; les américanistes entreprirent alors des campagnes de presse et de conférences. Dans une lettre au cardinal Gibbons, archevêque de Baltimore (22 janvier 1899), Léon XIII condamna dans l'américanisme la tendance à taire certains articles de foi, l'indépendance à l'égard de la hiérarchie, l'attachement trop exclusif à l'inspiration intérieure et aux vertus actives au détriment des vertus passives. Tout le monde se soumit. Voir F. DESHAYES, art. *Américanisme*, dans *Dict. de Théol.*

II. **Modernisme**. — DUMESNIL, *La sophistique contemporaine*. — GAUDEAU, *Les erreurs du modernisme*, 14 conf. à l'Institut cath. de Paris, 1908 (Foi catholique). — MARITAIN, *Le rôle de l'Allemagne dans la philosophie moderne* (Conférences 1914-15). — Article *Modernisme* dans *Dict. d'Apolog.* — DUBLANCHY, art. *Dogme*, dans *Dict. Théol.* — A. LÉPICIER, *De stabilitate et progressu dogmatis*, 2^e éd., Rome, 1910. — CHOSSAT, art. *Agnosticisme*, dans *Dict. d'Apol.*

flattait de pénétrer dans les milieux les plus divers pour grouper catholiques et dissidents. Une encyclique du 25 août 1910 adressée aux évêques de France condamna le *Sillon* : « Le bénéficiaire de cette action sociale cosmopolite, disait-elle, ne peut être qu'une démocratie qui ne sera ni juive, ni protestante, ni catholique, une religion plus universelle que l'Eglise catholique réunissant tous les hommes devenus enfin frères et camarades ».

Les sillonistes se soumirent à la sentence pontificale.

En Allemagne et en Autriche, une double tendance se manifestait dans les syndicats catholiques : la tendance dite de Cologne patronée par le cardinal Fischer admettait des syndicats interconfessionnels dont toutes les personnes de bonne volonté pouvaient faire partie, quelle que fût leur religion ; la tendance dite de Berlin patronée par le cardinal Kopp, évêque de Breslau, voulait au contraire que les syndicats restassent strictement confessionnels et catholiques. Dans la lettre *Singulari quadam* (24 sept. 1912), Pie X réprouva la doctrine appelée acléricalisme ou aconfessionnalisme qui voudrait soustraire à l'influence de l'Eglise les collectivités et leur action ; il admettait seulement que l'on tolérât les syndicats interconfessionnels en Allemagne sous certaines modalités et en certaines circonstances. En Italie, Pie X posa le principe que toutes les organisations catholiques doivent être mises sous l'autorité des évêques (lettre du 1^{er} juillet 1911), et il condamna les journaux de la *Società Editrice Romana* qui n'obéissaient pas à la direction de l'épiscopat lombard (2 déc. 1912).

II. L'œuvre disciplinaire. — L'œuvre disciplinaire de Pie X fut considérable : il résolut de refondre les lois de l'Eglise en les disposant dans un ordre rationnel et en les

I. Parmi les démocrates révoltés, citons en Belgique l'abbé Daëns, en Italie l'abbé Murri, en Galicie l'abbé Stojalowski qui faillit provoquer un schisme, mais qui se soumit.

II. **Pie X.** — Dr. LOUIS DAELLI, *Pie X, Notes biographiques*, Tours, 1904. — N. DE NARFON, *Pie X*. — Mgr. MARCHESAN, *Papa Pio X*, Trévise, 1905. — C. BELLAIGUE, *Pie X et Rome ; Notes et souvenirs* (1903-14), 3^e éd., 1916. — P. DE GRANDMAISON, *Pie X et son œuvre*, dans *Études*, sept., 1911 (CXL).

accommodant aux nécessités actuelles (motu proprio *Arduum* du 19 mars 1904). Une commission de codification du droit canon élaborà des mémoires sur les différents points ; les évêques furent consultés ; mais le nouveau droit canonique ne devait être promulgué que par Benoît XV. En attendant, par la constitution *Sapienti consilio* du 29 juin 1908, Pie X réforma les anciennes congrégations existant depuis Sixte V et en créa de nouvelles. A. *Défense de la foi*. 1° La congrégation du Saint-Office présidée par le pape est chargée de sauvegarder la foi et les mœurs : elle doit donc juger de l'hérésie ; la question des indulgences lui est aussi dévolue. 2° La congrégation de l'Index doit examiner les livres inculpés ; jadis elle ne s'occupait que des ouvrages à elle déferés par un personnage ecclésiastique constitué en dignité, tel que évêque ou prélat ; désormais elle recherchera et poursuivra directement les ouvrages fautifs. Benoît XV devait fondre bientôt en une seule congrégation le Saint-Office et l'Index. 3° La congrégation des Etudes s'occupe de tout ce qui a trait aux Universités catholiques et à la fondation de nouveaux établissements. B. *Discipline ecclésiastique*. 1° Outre la charge de préparer ce qui doit être traité en consistoire, la congrégation consistoriale présidée par le pape doit désormais élire les évêques et coadjuteurs épiscopaux après enquête canonique ; elle doit aussi s'occuper de tout ce qui se rapporte à l'administration de chaque diocèse : pour faciliter sa tâche, le Pape prescrivit aux évêques un questionnaire en 150 articles auquel ils répondraient dans le compte rendu de l'état de leur diocèse. 2° La congrégation des religieux s'occupe de tout ce qui concerne les religieux : causes disciplinaires, rapports avec les évêques. 3° La nouvelle congrégation de la discipline des sacrements traite de ce qui regarde la discipline du mariage, et aussi celle des autres sacrements comme dispenses aux ordinands, dispenses relatives au lieu, au temps et aux conditions de la célébration de l'Eucharistie. 4° La congrégation du concile s'occupe des affaires qui se rapportent à la discipline générale du clergé séculier et du peuple chrétien : observation des préceptes de l'Eglise, jeûnes, abstinences, fêtes ; elle règle aussi ce qui regarde les associations pieuses, les honoraires de messes,

les biens et en général l'immunité ecclésiastique ; enfin elle envisage tout ce qui a trait à la célébration et à la révision des conciles. C. *Cérémonies*. 1° La congrégation des rites veille à ce que les cérémonies soient observées dans la célébration du saint sacrifice et l'administration des sacrements ; elle discute les nouveaux offices et calendriers, juge des doutes sur les rites ; enfin, elle s'occupe de tout ce qui regarde la béatification et la canonisation des saints ainsi que les saintes reliques. A cette congrégation sont unies la commission liturgique, la commission historico-liturgique et la commission pour le chant sacré. 2° La congrégation de la cérémoniale règle les cérémonies de la chapelle et de la cour pontificale, ainsi que les fonctions des cardinaux. D. *L'extension de la foi*. La congrégation de la Propagande voit sa juridiction limitée aux pays où la hiérarchie n'étant pas encore établie l'état de mission continue : Pie X en retira l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande, la Hollande, les Etats-Unis et le Canada ; pour les pays de mission, cette congrégation est à elle seule comme un ensemble de toutes les autres congrégations. Enfin, Pie X enleva aux congrégations romaines ce qui était du for contentieux pour le restituer à un tribunal spécial, la Rote : elle devait en particulier juger toutes les causes matrimoniales.

TEXTES ET DOCUMENTS

Le Modernisme d'après l'Encyclique Pascendi

L'AGNOSTICISME

Les modernistes posent comme base de leur philosophie religieuse, la doctrine appelée communément « agnosticisme. » La raison humaine, enfermée rigoureusement dans le cadre des phénomènes, c'est-à-dire des choses qui apparaissent, et telles précisément qu'elles apparaissent, n'a ni la faculté ni le droit d'en franchir les limites ; elle n'est donc pas capable de s'élever jusqu'à Dieu, non pas même pour en connaître, par le moyen des créatures, l'existence : telle est cette doctrine. D'où ils infèrent deux choses : que Dieu n'est pas l'objet direct de la science, que Dieu n'est point un personnage historique. Qu'advient-il, après cela, de la « théologie naturelle », des motifs de « crédibilité »,

de la « révélation extérieure » ? Il est aisé de le comprendre. Ils les suppriment purement et simplement, et les renvoient à l'intellectualisme ; système, disent-ils, qui fait sourire de pitié, et dès longtemps périmé. Rien ne les arrête, pas même les condamnations dont l'Eglise a frappé ces erreurs monstrueuses : car le concile du Vatican a décrété ce qui suit : « Si quelqu'un dit que la lumière naturelle de l'humaine raison est incapable de faire connaître avec certitude, par le moyen des choses créées le seul et vrai Dieu, qu'il soit anathème. »

Maintenant, de l'agnosticisme qui n'est après tout qu'ignorance, comment les modernistes passent-ils à l'athéisme scientifique et historique, dont la négation fait au contraire tout le caractère : de ce qu'ils ignorent si Dieu est intervenu dans l'histoire du genre humain, par quel artifice de raisonnement en viennent-ils à expliquer cette même histoire absolument en dehors de Dieu, qui est tenu pour n'y avoir point eu effectivement de part ? Le comprennent-ils qui pourra. Toujours est-il qu'une chose pour eux parfaitement entendue et arrêtée, c'est que la science doit être athée, pareillement l'histoire ; nul place dans le champ de l'une comme de l'autre, sinon pour les phénomènes : Dieu et le divin en sont bannis.

L'IMMANENTISME

L'agnosticisme n'est que le côté négatif dans la doctrine des modernistes ; le côté positif est constitué par ce qu'on appelle « l'immanence vitale ». Ils passent de l'un à l'autre de la manière que voici. Naturelle ou surnaturelle la religion, comme tout autre fait, demande une explication. Or la théologie naturelle une fois répudiée, tout accès à la révélation fermé par le rejet des motifs de dé crédibilité, qui plus est, toute révélation extérieure entièrement abolie, il est clair que, cette explication, on ne doit pas la chercher hors de l'homme. C'est donc dans l'homme même qu'elle se trouve, et comme la religion est une forme de vie, c'est dans la vie même de l'homme qu'il faut chercher cette explication. Voilà « l'immanence religieuse. » Or, tout phénomène vital — et on l'a dit, telle est la religion — a pour premier stimulant une nécessité, un besoin, pour première manifestation, ce mouvement du cœur appelé sentiment. Il s'ensuit, puisque l'objet de la religion est Dieu, que la foi, principe et fondement de toute religion, réside dans un certain sentiment intime, engendré lui-même par le besoin du divin. Ce besoin, d'ailleurs, ne se trahis-

sant que dans certaines rencontres déterminées et favorables, n'appartient pas de soi au domaine de la conscience : dans le principe, il gît au-dessous, et selon un vocable emprunté de la philosophie moderne, dans la « subconscience », où il faut ajouter que sa racine reste cachée, entièrement inaccessible à l'esprit.

Vent-on savoir maintenant en quelle manière ce besoin du divin, si l'homme vient à l'éprouver, se tourne finalement en religion ? Les modernistes répondent : « La science et l'histoire sont enfermées entre deux bornes : l'une extérieure, du monde visible ; l'autre intérieure, de la conscience. Parvenues là, impossible à elles de passer outre : au delà, c'est « l'inconnaissable ». Justement, en face de cet « inconnaissable », sans nul jugement préalable (ce qui est du pur fidélisme), le besoin du divin suscite dans l'âme portée à la religion un sentiment particulier. Ce sentiment a ceci de propre qu'il enveloppe Dieu, et comme objet et comme cause intime, et qu'il unit en quelque façon l'homme avec Dieu. » Telle est, pour les modernistes, la foi, et dans la foi ainsi entendue, le commencement de toute religion.

CONSÉQUENCES : DÉFORMATION DE L'HISTOIRE RELIGIEUSE

...Or, voici ce qui arrive : l'« inconnaissable », dans sa liaison avec un phénomène, venant à amorcer la foi, celle-ci s'étend au phénomène lui-même et le pénètre en quelque sorte de sa propre vie. Deux conséquences en dérivent. Il se produit en premier lieu, une espèce de « transfiguration » du phénomène, que la foi hausse au-dessus de lui-même et de sa vraie réalité, comme pour le mieux adapter ainsi qu'une matière à la forme divine qu'elle veut lui donner. Il s'opère en second lieu une espèce de « défiguration » du phénomène, s'il est permis d'employer ce mot, en ce que la foi, l'ayant soustrait aux conditions de l'espace et du temps en vient à lui attribuer des choses qui, selon la réalité, ne lui conviennent point : ce qui arrive surtout, quand il s'agit d'un phénomène du passé, et d'autant plus aisément que ce passé est lointain. De cette double opération, les modernistes tirent deux lois qui, ajoutées à une troisième, déjà fournie par l'agnosticisme, forment comme les bases de leur critique historique.

Un exemple éclaircira la chose, et Jésus-Christ va nous le fournir. Dans la personne du Christ, disent-ils, la science ni l'histoire ne trouvent autre chose qu'un homme. De son histoire donc, au nom de la première loi basée sur l'agnosticisme, il faut effacer tout ce qui a caractère de divin. La personne historique du Christ a

été « transfigurée » par la foi : il faut donc retrancher encore de son histoire de par la seconde loi tout ce qui l'élève au dessus des conditions historiques. Enfin, la même personne du Christ a été « défigurée » par la foi : il faut, en vertu de la troisième loi, écarter en outre de son histoire les paroles, les actes, en un mot, tout ce qui ne répond point à son caractère, à sa condition, à son éducation, au lieu et au temps où il vécut.

Le sentiment religieux, qui jaillit ainsi, par « immanence vitale » des profondeurs de la « subconscience », est le germe de toute religion, comme il est la raison de tout ce qui a été ou sera jamais, en aucune religion. Obscur, presque informe à l'origine, ce sentiment est allé progressant sous l'influence secrète du principe qui lui donna l'être, et de niveau avec la vie humaine, dont on se rappelle qu'il est une forme. Ainsi naquirent toutes les religions, y comprises les religions surnaturelles ; elles ne sont toutes que des efflorescences de ce sentiment. Et que l'on n'attende pas une exception en faveur de la religion catholique : elle est mise entièrement sur le pied des autres. Son berceau fut la conscience de Jésus-Christ, homme de nature exquise, comme il n'en fut ni n'en sera jamais ; elle est née là, non d'un autre principe que de « l'immanence vitale ». On est saisi de stupeur en face d'une telle audace dans l'assertion, d'une telle audace dans le blasphème. Et ce ne sont point les incrédules seuls, Vénérables Frères, qui profèrent de telles témérités : ce sont des catholiques, ce sont des prêtres même, et nombreux, qui les publient avec ostentation. Et dire qu'ils se targuent avec de telles insanités, de rénover l'Eglise ! Certes, il ne s'agit plus de la vieille erreur qui dotait la nature humaine d'une espèce de droit à l'ordre surnaturel. Que cela est dépassé ! En l'homme qui est Jésus-Christ, aussi bien qu'en nous, notre sainte religion n'est autre chose qu'un fruit propre et spontané de la nature. Y a-t-il rien en vérité qui détruise plus radicalement l'ordre surnaturel.

COMMENT NAISSENT LES DOGMES

...Le sentiment dont il a été question — précisément parce qu'il est sentiment et non connaissance — fait bien surgir Dieu en l'homme, mais si confusément encore, que Dieu, à vrai dire, ne s'y distingue pas, ou à peine, de l'homme lui-même. Ce sentiment, il faut donc qu'une lumière le vienne irradier, y mettre Dieu en relief, dans une certaine opposition avec le sujet. C'est l'office de l'intelligence, faculté de pensée et d'analyse, dont l'homme se sert pour traduire, d'abord en représentations intellec-

tuelles; puis en expressions verbales, les phénomènes de vie dont il est le théâtre. De là ce mot devenu banal chez les modernistes : l'homme doit « penser sa foi ». L'intelligence survient donc au sentiment, et se penchant en quelque sorte sur lui, y opère à la façon d'un peintre qui, sur une toile vieillie, retrouverait et ferait reparaitre les lignes effacées du dessin : telle est, à peu de chose près, la comparaison fournie par l'un des maîtres du modernisme. Or, en ce travail, l'intelligence a un double procédé : d'abord par un acte naturel et spontané, elle traduit la chose en une assertion simple et vulgaire; puis faisant appel à la réflexion et à l'étude, « travaillant sur sa pensée » comme ils disent, elle interprète la formule primitive au moyen des formules dérivées, plus approfondies et plus distinctes. Celles-ci venant à être sanctionnées par le magistère de l'Eglise, constitueront le dogme.

Le dogme, son origine, sa nature, tel est le point capital, dans la doctrine des modernistes. Le dogme, d'après eux, tire son origine des formules primitives et simples, essentielles, sous un certain rapport, à la foi; car la révélation, pour être vraie, demande une claire apparition de Dieu dans la conscience. Le dogme lui-même, si on les comprend bien, est contenu proprement dans les formules secondaires. Maintenant, pour bien entendre sa nature, il faut voir avant tout quelle sorte de rapport il y a entre les formules religieuses et le sentiment religieux. Ce qui ne sera pas malaisé à découvrir, si l'on se reporte au but de ces formules, qui est de fournir au croyant le moyen de se rendre compte de sa foi. Elles constituent donc entre le croyant et sa foi une sorte d'entre deux : par rapport à la foi, elles ne sont que des signes inadéquats de son objet, vulgairement des « symboles »; par rapport au croyant, elles ne sont que de purs « instruments ». — D'où l'on peut déduire qu'elles ne contiennent point la vérité absolue : comme symboles elles sont des images de la vérité, qui ont à s'adapter au sentiment religieux dans ses rapports avec l'homme; comme instruments, des véhicules de vérité qui ont réciproquement à s'accommoder à l'homme dans ses rapports avec le sentiment religieux. Et comme l'absolu, qui est l'objet de ce sentiment, a des aspects infinis, sous lesquels il peut successivement apparaître; comme le croyant d'autre part peut passer successivement sous des conditions fort dissemblables, il s'ensuit que les formules dogmatiques sont sujettes à ces mêmes vicissitudes, partant sujettes à mutation. Ainsi est ouverte la voie à la variation substantielle des dogmes. Amoncellement infini de sophismes, où toute religion trouve son arrêt de mort.

Evoluer et changer, non seulement le dogme le peut; il le doit :

c'est ce que les modernistes affirment hautement et qui d'ailleurs découle manifestement de leurs principes. Les formules religieuses, en effet, pour être véritablement religieuses, non de simples spéculations théologiques, doivent être vivantes, et de la vie même du sentiment religieux : ceci est une doctrine capitale dans leur système, et déduite de l'immanence vitale... Ce qu'il faut, c'est que le sentiment après avoir convenablement modifié les formules, s'il y a lieu, se les assimile « vitalement. » Ce qui revient à dire que la formule primitive demande à être acceptée et sanctionnée par le cœur. C'est en cette vue surtout, c'est-à-dire afin d'être et de rester vivantes, qu'il est nécessaire qu'elles soient et qu'elles restent assorties et au croyant et à sa foi. Le jour où cette adaptation viendrait à cesser, ce jour là elles se videraient du même coup de leur contenu primitif : il n'y aurait d'autre parti à prendre que de les changer. — Etant donné le caractère si précaire et si instable des formules dogmatiques, on comprend à merveille que les modernistes les aient en si mince estime, s'ils ne les méprisent ouvertement. Le sentiment religieux, la vie religieuse, c'est ce qu'ils ont toujours aux lèvres, ce qu'ils exaltent sans fin. En même temps, ils réprimandent l'Eglise audacieusement comme faisant fausse route, comme ne sachant pas distinguer de la signification matérielle des formules leur sens religieux et moral, comme s'attachant opiniâtrément et stérilement à des formules vaines et vides, cependant qu'elles laissent la religion aller à sa ruine.

CHAPITRE II

LE PONTIFICAT DE BENOÎT XV

I. Benoît XV et la guerre. — Le cardinal della Chiesa, élu pape au début de la Grande Guerre, prit le nom de Benoît XV (3 septembre 1914); diplomate formé à l'école du cardinal Rampolla, il essaya de s'entremettre en faveur de la paix : le 1^{er} août 1917, il fit parvenir aux puissances une note suggérant des clauses de paix analogues à celles qui devaient

I. Benoît XV. — PAUL DUBON, *L'action de Benoît XV pendant la guerre*, 1918. — LE FLOCH, *La politique de Benoît XV*, 1919. — Y. DE LA BÉRIÈRE, *Les luttes présentes de l'Eglise* (6 séries). — J. CAIRÉRE, *Le Pape*, 1921. — T. ORTOLAN, art. *Italie*, dans *Dict. Théol.*

constituer le traité de Versailles ; s'il eût été écouté, 1.500.000 hommes eussent été sauvés, dont 300.000 français. Au moins vit-il son influence grandir pendant la guerre : dès 1914, l'Angleterre envoyait un ambassadeur au Vatican ; la Hollande l'imitait en 1916, le Portugal en 1918, etc. D'autre part, Benoît XV prodiguait les interventions charitables : il ordonna à la Secrétairerie d'Etat de créer un service spécial, l'*Office provisoire en faveur des prisonniers de guerre* qui s'occupa de la recherche des disparus ; le Saint-Siège obtint aussi l'échange des grands blessés, il intervint en 1916 et 1917 au moment des déportations belges, il travailla à obtenir la grâce d'un certain nombre de condamnés, ou à faire adoucir leur traitement ; il s'occupa du ravitaillement des régions affamées et ordonna des quêtes universelles en faveur de la Pologne et de la Lithuanie ; sa quête pour les Enfants de l'Europe centrale produisit en un an 16 millions de lires. La Société des Nations lui témoigna sa reconnaissance pour « sa généreuse initiative ». On admirera toujours le tact avec lequel, Père commun des fidèles qui possédait des enfants dans les deux camps, il sut les inviter à se réconcilier, sans prendre parti pour l'un ou pour l'autre, et en se contentant de blâmer d'une manière générale les crimes contre la justice.

II. Les affaires de France. — En France, durant la guerre on pratiqua *l'union sacrée* ; la tenue des prêtres et des religieux sur le front leur conquît l'admiration générale ; le *Comité de propagande catholique à l'étranger* eut la plus heureuse influence, et les missions remplies par des prêtres, notamment celles de Mgr Baudrillart en Espagne et de Mgr Batiffol en Irlande servirent les intérêts français ; à l'intérieur les évêques contribuèrent par leurs mandements à faire réussir « les emprunts nationaux ». Aux élections de 1919, le *Bloc national* pour lequel votèrent les catholiques obtint la majorité à la Chambre : il inscrivit dans son programme la liberté religieuse et la reprise des relations avec Rome. M. Millerand, président du Conseil, nomma M. Doucet ministre plénipotentiaire ; l'ambassade du Vatican fut votée à la Chambre le 30 novembre 1920 ; l'envoi de

Mgr Ceretti comme nonce à Paris et celui de M. Jonnart comme ambassadeur à Rome rétablirent les relations.

III. La question romaine. — La question romaine demeure aujourd'hui entière, et pour une raison de principes ; car si un gouvernement jouissait d'une juridiction temporelle sur l'évêque de Rome, il pourrait exercer sur lui une pression domageable à la liberté de son ministère spirituel et aux intérêts de l'un ou l'autre Etat ; or la garantie territoriale, le pouvoir temporel pontifical a cessé d'exister, et la prétendue loi des garanties est une loi purement italienne, toujours modifiable ou résiliable par le gouvernement. Aussi les réclamations de Pie XI dans l'encyclique *Ubi arcano Dei* seront-elles aussi formelles que celles de Pie IX. Cependant, on entrevoit aujourd'hui à la question romaine des solutions qu'on ne pouvait envisager en 1871. L'une, territoriale, consisterait à restituer au pape une enclave déterminée de territoire où il serait souverain, et qui deviendrait une garantie de droit public ; l'autre, internationale, consisterait, sans octroi de territoire, en un protocole diplomatique signé par tous les Etats en relation avec le Saint-Siège, et d'après lequel ils se porteraient garants de la liberté pontificale.

Or « l'union sacrée » contractée durant la guerre a amené un rapprochement sensible entre le gouvernement italien et la papauté. Longtemps, l'action politique des catholiques italiens avait été réglée par le *non expedit* qui leur faisait un devoir de n'être ni élus, ni électeurs, *ne eletti ne elettori* ; cette abstention protestatrice constituait « un plébiscite national de dévouement au pape » ; ce système fut maintenu jusqu'à la veille de la guerre, bien qu'on eût fini par autoriser pour des cas particuliers l'accession aux urnes quand l'autorité diocésaine le jugeait opportun. Mais après la guerre, le *non expedit* fut abrogé, et il se forma un *partito popolare italiano*, qui mettait en tête de son programme la liberté religieuse ; les élections de 1919 et de 1921 donnèrent plus de cent représentants au parti populaire, groupe puissant qui assurait le triomphe de l'ordre sur la démagogie ; le gouvernement ne pouvait que rechercher son appui. Lors-

que les relations diplomatiques rétablies entre la France et le Vatican amenèrent par analogie une recrudescence de discussions sur la question romaine, le gouvernement consigna dans un *Livre vert* les opinions émises, moyen indirect de déclarer rouvert le débat. Depuis lors, le triomphe du fascisme, la dictature de Mussolini ont été marqués par des actes protecteurs du catholicisme : ainsi le gouvernement rétablit-il l'image du Christ dans les écoles publiques et décida-t-il l'introduction du catéchisme dans l'enseignement primaire ; il imposa aux fascistes de rompre tout lien avec la franc-maçonnerie.

CHAPITRE III

LE PONTIFICAT DE PIE XI

I. Pie XI et la pacification universelle. — A la mort de Benoit XV, le cardinal Achille Ratti proclamé pape prit le nom de Pie XI (6 février 1922). Homme d'étude, il avait été successivement conservateur de la Bibliothèque ambrosienne à Milan (1888-1910), et préfet de la Vaticane (1910-1918) ; après la guerre, il devint nonce apostolique à Varsovie, puis cardinal-archevêque de Milan où il inaugura la première université catholique ouverte en Italie depuis l'unification politique (7 déce. 1921). Comme son prédécesseur, il s'est préoccupé du problème de la pacification universelle auquel fut consacrée sa première encyclique datée du 23 déc. 1922 ; dans le consistoire du 23 mai 1923, il renouvela son appel ; enfin, le 24 juin dans une lettre au cardinal Gasparri, son secrétaire d'Etat, il aborda directement le problème des réparations. Il rappelait qu'en justice les dommages causés doivent être compensés et que le débiteur doit faire preuve d'une sérieuse volonté d'arriver à un accord équitable et

I. Pie XI. — Y. DE LA BRIÈRE, *L'organisation internationale du monde contemporain et la papauté souveraine*, 1924 ; *Chronique du mouvement religieux. L'allocation consistoriale et les affaires de l'Eglise universelle au cours de l'Année Sainte*, dans *Etudes*, 5 janvier 1926,

définitif ; aussi doit-il « fournir aux juges tout moyen d'exercer un contrôle véritable et exact » ; le créancier peut même s'assurer des garanties, au nombre desquelles figurent les occupations territoriales ; ainsi Pie XI reconnaissait-il la légitimité de l'occupation de la Ruhr contestée par l'Angleterre ; il constatait pourtant « que les occupations territoriales imposent de lourds sacrifices aux territoires occupés et aux nations occupantes », et se demandait s'il ne serait point préférable « d'y substituer, fut-ce même par degrés, d'autres garanties non moins efficaces, mais à coup sûr moins pénibles ». Au surplus, « les moyens et les voies d'exécution, il les abandonnait à l'examen des puissances ». Ainsi n'y eut-il pas intrusion pontificale, mais sage rappel des lois de la justice et de la charité.

II. La Russie. — Comme son prédécesseur, Pie XI est venu au secours des misères corporelles. Désireux de faire parvenir des secours aux populations affamées de la Russie, mais non point de ravitailler l'armée rouge, il voulait que les convois fussent accompagnés par des prêtres catholiques ; aussi négocia-t-il avec les représentants des Soviets à la conférence internationale de Gênes, et dès juillet 1922 il put faire parvenir des secours en Russie. Les diplomates pontificaux profitèrent de cette conférence pour demander la cessation des persécutions religieuses exercées par les bolchevistes : le Saint Siège sollicita la mise en liberté du patriarche Tykhon (15 mai 1922), réclama la restitution des biens ecclésiastiques confisqués, et offrit même de verser le montant de certains objets précieux ; mais il se heurta à la mauvaise foi. Alors, il envoya un memorandum aux Etats représentés à Gênes pour les prier de ne signer aucun accord avec les Soviets sans avoir obtenu la reconnaissance de la liberté de conscience et même la promesse de restitution des biens ecclésiastiques. Mais les pourparlers entre les Soviets et les puissances devaient échouer à Gênes, puis à La Haye, et avec eux le projet pontifical. Le Saint-Siège fut plus heureux en ce qui regarde les affaires de Palestine : Pie XI protesta contre la main-mise de l'Angleterre qui tendait à faire attribuer au haut commissaire britannique, protecteur du

sionisme, la tutelle absolue des Lieux saints de Jérusalem et de Bethléem ; le conseil de la Société des Nations, réuni à Londres, décréta que cette tutelle serait confiée à une commission internationale.

« L'histoire diplomatique contemporaine multiplie les arguments pour établir que, conformément aux leçons d'un plus lointain passé, conformément au caractère de la fonction pontificale dans le monde, une collaboration s'imposerait, pour le bien de toute la communauté internationale, entre le Saint-Siège et la S. D. N. » (Y. de la Brière.) De quelle nature pourrait être cette collaboration ? Sans devenir membre de la S. D. N. — ce qui lui créerait une situation trop délicate — le Pape pourrait cependant intervenir dans tout le problème international « intéressant particulièrement la religion, la morale, l'humanité, la paix, la conception et l'interprétation du Droit des gens » ; les Puissances pourraient aussi choisir le Pontife romain comme arbitre ou surarbitre pour résoudre un litige international.

III. Les missions. — Signalons encore l'intérêt apporté par Pie XI aux missions catholiques. En 1915, le P. Manna de la société des missions étrangères de Milan avait fondé l'*Union missionnaire du clergé* qui s'adresse aux prêtres de tous les pays pour recueillir les aumônes des fidèles ; dès 1921, cette union groupait dans 155 diocèses 16.000 membres et 180 évêques y avaient adhéré ; Pie XI encouragea beaucoup ce mouvement. D'autre part, en un *motu proprio* du 3 mai 1922, il décrétrait le transfert à Rome, sous le contrôle de la Congrégation de la Propagande, de l'œuvre de la *Propagation de la foi*, qui, jusque-là, avait son centre à Paris et à Lyon ; ainsi deviendrait-elle « l'instrument pontifical de la concentration des aumônes ».

IV. L'année 1925. — L'affluence des pèlerins, le nombre des canonisations et béatifications, l'Exposition missionnaire, le centenaire du concile de Nicée, autant de faits qui ont donné à l'année jubilaire 1925 un éclat incomparable dans la Ville Eternelle. Pie XI fermait cette année par une Ency-

clique où il instituait la fête du Christ-Roi fixée au dernier dimanche d'octobre.

Quant aux principaux événements de politique religieuse, le pape les résumait dans une importante allocution consistoriale du 14 décembre. En ce qui regarde l'Italie, il remerciait le gouvernement fasciste pour les diverses mesures législatives prises en faveur de la religion ; on peut ainsi les énumérer : « rétablissement du catéchisme dans l'enseignement primaire public, collation des grades officiellement reconnue aux Universités libres, prohibition des écrits pornographiques ou licencieux, abolition des droits de succession en ligne directe ou collatérale pour perpétuer le patrimoine de la famille, immunité du clergé par rapport aux plus lourdes obligations militaires, relèvement des traitements ecclésiastiques, érection des fêtes religieuses d'obligation en fêtes nationales légalement chômées, restitution d'immeubles religieux antérieurement confisqués, justes rigueurs contre la secte maçonnique ». Cependant, le Souverain Pontife s'inscrivait contre tout nationalisme exagéré qui tenterait à faire de l'Etat un maître incontrôlé : il protestait, en particulier, contre le monopole dévolu en matière d'organisation professionnelle aux corporations fascistes.

En Amérique, le Chili vient d'adopter le régime de la séparation entre l'Eglise et l'Etat, mais dans un esprit de bienveillante équité. En Argentine, le Saint-Siège et le Sénat de Buenos-Ayres sont entrés en conflit à propos d'une élection archiépiscopale. Au Mexique, une violente persécution s'est déchaînée.

En Tchéco-Slovaquie, les fêtes officielles organisées en l'honneur de Jean Hus motivèrent le rappel temporaire du nonce. En Yougo-Slovaquie, un conflit a éclaté au sujet de l'Institut Saint-Jérôme, séminaire yougo-slave de Rome que le gouvernement voudrait confisquer.

Par contre — événements heureux —, la Bavière et la Pologne ont signé avec le Saint-Siège un concordat. Le concordat du 10 février 1925 stipule qu'aucune partie de la Pologne ne dépendra d'un évêque dont le siège se trouverait en dehors des frontières du pays, et que le Saint-Siège procédera, d'accord avec le gouvernement polonais, à la cons-

titution des provinces ecclésiastiques. Les deux difficultés les plus sensibles étaient la Haute-Silésie, jusqu'alors rattachée à l'évêché prussien de Breslau et la région de Wilno, dont maintes paroisses relevaient de l'évêché lithuanien de Kovno. Une bulle du 28 octobre 1925 érigea la Haute-Silésie polonaise en évêché ; Wilno devint un archevêché.

En France, le cinquantenaire des Universités catholiques a souligné l'importance du renouveau intellectuel, tandis que la campagne contre les lois laïques, surtout en matière d'enseignement, a groupé toutes les forces vives.

CHAPITRE IV

LE CATHOLICISME DANS LES PAYS ORTHODOXES

I. La Russie. — La guerre de 1914 a modifié singulièrement la situation de l'Orient orthodoxe. L'Eglise russe y a une toute spéciale importance, parce que, sur les 130 millions d'orthodoxes, elle en compte les trois quarts, et parce qu'elle est la seule des Eglises séparées où, parmi les gens cultivés, l'on rencontre des sentiments bien intentionnés envers le catholicisme. La révolution de 1917 a complètement changé son organisation : ni le tsar, chef de l'Eglise russe, ni le saint synode n'existent plus. Par contre, le concile panrusse, réuni à Moscou en 1917, reconstitua le patriarcat ; le premier titulaire, Tykhon, fut élu le 28 octobre 1917. Mais contre la nouvelle Eglise russe le gouvernement bolchevik entama une rude persécution : il supprima le budget des cultes, interdit les collectes pour l'entretien du clergé, confisqua les biens des églises et monastères déclarés « propriétés du peuple », il prohiba l'enseignement du catéchisme dans les écoles, remplaça les prières par « l'Internationale » et interdit aux enfants d'opter pour une forme du culte avant 18 ans. Bientôt on pilla et saccagea les églises ; en 1922, les statistiques constataient que 22 évêques et 250 prêtres avaient été mis à mort. Dans ses encycliques courageuses, le patriarche Tykhon se montra d'abord l'ad-

versaire des idées bolchevistes ; il prêcha contre les confiscations sacrilèges ; en mai 1922, on l'incarcéra, puis, pour obtenir la grâce de plusieurs condamnés, il consentit à se retirer temporairement dans un monastère. Il se formait, d'ailleurs, un synode rouge, « l'Eglise vivante », partisan des idées bolchevistes ; durant l'été 1922, il tint un simulacre de concile panrusse qui opéra un bouleversement complet de la discipline, décrétant en particulier la suppression des monastères et l'admission des prêtres mariés à l'épiscopat. Bientôt, rompant avec les dirigeants de « l'Eglise vivante », le métropolite Antoine organisait « l'Eglise d'origine apostolique » ; cependant, une entente put s'opérer entre les deux groupes réformateurs qui s'unirent pour former un gouvernement supérieur ; ainsi se ressouda « l'Eglise vivante » qui se réunit en synode sur l'ordre des soviets et déposa le patriarche Tykhon (mai 1923). Mais, par une véritable apostasie, celui-ci rétracta son attitude hostile aux bolcheviks et prescrivit à son clergé de reconnaître les soviets (28 juin 1923) ; d'autre part, oubliant l'aide que le Saint-Siège avait tenté de lui porter, il attaquait avec violence l'Eglise catholique ; ainsi s'est-il maintenu en place et dirige-t-il l'ancienne église, en regard de « l'Eglise vivante » ralliée aux idées avancées. D'ailleurs, les diverses nationalités essaient de reconquérir avec leur indépendance politique leur indépendance religieuse : il faut surtout noter le mouvement panukrainien qui s'insurge contre les prétentions de Moscou à l'hégémonie et tente une véritable révolution religieuse à base de calvinisme : le peuple et le concile constituant l'Eglise, et le prêtre n'étant que leur élu. Les autorités bolchevistes voient avec plaisir le morcellement de l'ancienne Eglise, mais le peuple demeure attaché à sa religion.

Les catholiques n'ont point échappé à la persécution. Comme on résistait à la mainmise sur le trésor des églises, nombre de récalcitrants furent incarcérés ; le 10 mars 1922, on arrêta Mgr Cieplak, suffragant de Mohilew, et Mgr Budkievitch ; à la prière du pape, la peine de Mgr Cieplak fut commuée en dix ans de prison, Mgr Budkievitch fut exécuté. Si tristes qu'ils soient, les événements nouveaux offrent des

perspectives à l'apostolat catholique ; mais il sera très difficile à exercer parce qu'en Russie, l'orthodoxie est une forme du patriotisme et que catholique est synonyme de polonais. Avant tout, il importe de ne point blesser les susceptibilités des Russes en ne leur imposant pas le rite latin comme condition de conversion. Deux systèmes d'apostolat sont en présence. L'un préconise le biritualisme : tout prêtre catholique devrait sous une seule juridiction utiliser les deux rites selon les besoins de son troupeau (Mgr de Ropp, archevêque de Mohilev) ; l'autre, jugeant que ces institutions hybrides seront toujours regardées par le peuple comme entachées de latinisme et de polonisme, propose de laisser à chaque rite sa hiérarchie et ses fidèles (Mgr Szepticky) : on assurerait donc aux missions catholiques des champs d'action bien délimités, ce qui n'empêcherait pas, dans certains cas prévus, le privilège d'officier dans les deux rites. Très préoccupé de l'évangélisation des Slaves, Pie XI ordonna, en 1923, la création d'un séminaire russe à Lille.

II. **L'Asie Mineure.** — Un autre terrain sur lequel l'orthodoxie fit de grandes pertes, c'est l'Asie Mineure. 1° En 1914, le **patriarcat grec** possédait encore en Turquie (Thrace orientale et Asie Mineure) une quarantaine de métropoles et 1.800.000 fidèles ; il ne lui reste aujourd'hui que deux métropoles, Chalcédoine et Darcos avec 350.000 fidèles, plus l'archidiocèse patriarcal qui compterait environ 250.000 Grecs. 2° D'autre part, malgré les massacres de 1896 et 1909 qui firent 200.000 victimes, les **Arméniens** grégoriens ou dissidents étaient encore, en 1914, 1.700.000 ; ils possédaient les deux catholicats de Sis et d'Aghtamar et le patriarcat de Constantinople avec plus de 40 diocèses ; les Jeunes Turcs ont détruit pendant la guerre presque la moitié de la population par des massacres et des déportations en masse ; 700.000 ont dû s'enfuir au Caucase, en Perse et en Syrie, si bien qu'il ne reste plus que 130.000 Arméniens en Asie Mineure et 150.000 à Constantinople. 3° Quant aux Arméniens catholiques, qui étaient à peu près 70.000 et qui possédaient un patriarche à Constantinople et une douzaine de diocèses, ils ont subi également pendant la guerre une terrible persécu-

tion de la part des Turcs qui massacrèrent prêtres et évêques et firent mourir les fidèles par milliers ; le survivants se sont enfuis lors des victoires kémalistes. La suspicion dont les Turcs couvrent Grecs et Arméniens empêchera longtemps encore le christianisme de réoccuper la Thrace orientale et l'Asie Mineure.

III. Les Balkans. — Par contre, dans les Balkans, deux Etats orthodoxes se sont considérablement agrandis, la Serbie et la Roumanie. La formation du royaume des **Serbes**, Croates et Slovènes eut pour résultat de faire cesser l'autonomie nationale des Eglises orthodoxes serbes de Hongrie, de Croatie, de Bosnie et de Monténégro. Le 13 mai 1919, les hauts dignitaires ecclésiastiques déclarèrent l'union des territoires ecclésiastiques pravoslaves sous l'autorité du patriarche de Karlocza (Ipek) ; le métropolite de Belgrade, Dimitrié, fut élu patriarche. Les populations catholiques annexées au nouvel Etat sont considérables : la Slovénie est tout entière catholique romaine, la Dalmatie l'est en majorité ; en Croatie et dans les parties désannexées de la Hongrie, les catholiques sont en majorité vis-à-vis des pravoslaves ; enfin, dans la Bosnie-Herzégovine, ils représentent plus d'un quart de la population ; au total, on compte environ 4.975.000 catholiques pour 5.360.000 orthodoxes. Ces régions devraient être respectivement gouvernées selon les concordats passés en 1885 pour l'ancienne Hongrie, en 1886 pour le Monténégro et en 1914 pour la Serbie ; en fait, le gouvernement de Belgrade s'est montré niveleur dans les pays annexés : il a sequestré les propriétés ecclésiastiques et monastiques en vue de la Réforme agraire, il a fermé les écoles catholiques en vertu de la loi scolaire serbe de 1904, d'après laquelle une école confessionnelle privée ne peut subsister là où fonctionne une école officielle ; on a étendu aux nouvelles régions l'ancienne loi serbe sur le service militaire des ecclésiastiques, et les dépenses affectées au culte orthodoxe atteignent une somme six fois plus forte que celles attribuées au culte catholique. Devant cette attitude gouvernementale, les catholiques de Croatie-Slovénie se sont partagés : il existe un parti populaire « rallié » qui, sous la

direction du prêtre slovène Korosec, demeure, malgré les déceptions, fidèle à la Grande Serbie ; mais le Bloc national croate, dont nombre de catholiques font partie, désire une séparation totale de la Croatie et de la Serbie. A n'en pas douter, l'idéal du gouvernement de Belgrade serait une église nationale serbo-croate ; cependant, lorsque deux prêtres dévoyés, Stiepan Zagorats et Bogô Milochevitch, tentèrent de constituer un schisme néocroate, la Serbie s'est montrée plutôt favorable aux catholiques. A Belgrade même, le catholicisme se développe ; l'Université de Zagreb est florissante.

1° La **Roumanie**, considérablement agrandie, comprend maintenant quatre Eglises orthodoxes indépendantes : celle de l'ancien royaume, celles de Transylvanie, de Bukovine et de Bessarabie, chacune ayant à sa tête un métropolite ; mais le gouvernement tente, comme en Serbie, de réaliser l'unification en une seule Eglise nationale orthodoxe sous le métropolite primat de Bucarest ; il se heurte cependant à la résistance de l'Eglise orthodoxe de Transylvanie qui ne veut pas renoncer à son autonomie administrative et scolaire¹.
2° L'Eglise catholique de Roumanie comprend trois groupes : la Transylvanie avec quatre évêchés, la Roumanie soumise à l'archevêque de Bucarest, enfin l'Eglise catholique grecque.

CHAPITRE V

LES ETATS DEMEMBRES DE L'ANCIENNE AUTRICHE

Si l'on fait abstraction des territoires rattachés à la Grande Serbie et à la Roumanie, l'ancien empire d'Autriche se trouve démembré en trois Etats : Autriche, Hongrie et Tchéco-Slovaquie.

1. Le 4 février 1925, le Saint-Synode orthodoxe de Bucarest a décidé la création d'un « patriarcat de Roumanie ». Voir *Documentation catholique*, 15-22 août 1925.

I. L'Autriche et la Hongrie. — Dans le duché actuel d'**Autriche**, après les menaces du communisme, le parti des chrétiens-sociaux l'a emporté sous la direction de Mgr Seipel. Les œuvres sociales sont très florissantes : la *Ligue populaire* (*Volksbund*) de l'Autriche catholique compte plus de 350.000 membres, les syndicats chrétiens d'ouvriers comptent 130.000 membres. D'autre part, le clergé appauvri s'améliore : des congrès régionaux se sont organisés ; en juin 1923 un grand congrès national a eu un immense succès.

En **Hongrie**, dès 1894, les lois d'émancipation des juifs et le mariage mixte avaient été décrétés ; d'ailleurs, dans l'aristocratie, la libre-pensée et l'immoralité faisaient des ravages, et la franc-maçonnerie était prépondérante ; à Budapest, on comptait 32 loges. Cependant, à l'opposé, un Parti populaire catholique s'était formé sous la direction du comte Zichy ; les jésuites rappelés à Budapest acquirent une grande influence par leurs congrégations mariales d'hommes et de jeunes gens ; l'un d'eux, le P. Béla Bangha, organisa la presse catholique. Mais, au lendemain de l'effondrement de la monarchie (novembre 1918), le bolchevisme se rendit maître de la Hongrie ; un « gouvernement du peuple » établi par le juif Béla-Kun terrorisa le pays ; une persécution s'ouvrit au cours de laquelle les évêques furent emprisonnés, des prêtres mis à mort, les religieux chassés. Lorsque l'armée nationale de l'amiral Horthy eut rétabli l'ordre, les partis chrétiens conquièrent presque tous les sièges à la Chambre, et une réaction s'opéra contre les responsables, francs-maçons et juifs : les loges furent fermées, une loi stipula que la proportion des étudiants juifs ne devrait pas dépasser 12 % du total des élèves dans les Universités. Mais, du mouvement chrétien-national qui l'a emporté par l'alliance des catholiques et des protestants, un nouveau péril est né : bien qu'ils soient en minorité, les protestants tendent à dominer, et la loi agraire qui a atteint les grands propriétaires a dépouillé les évêques et nombre de magnats catholiques au profit de prétendus « petits propriétaires » protestants. D'ailleurs, au contact des hétérodoxes, l'intégrité des notions doctrinales est plus ou moins menacée ;

cette politique du « cours chrétien » a abouti à la mise officielle des deux confessions protestante et catholique sur le pied d'égalité dans les solennités nationales ; un courant tente même à porter au trône le protecteur, Nicolas Horthy, qui est calviniste. Cependant, comme le clergé jadis trop aisé s'est retrempé dans l'adversité, et que, d'ailleurs, le nombre des catholiques tend constamment à s'accroître et celui des protestants à diminuer, il y a lieu d'espérer en l'avenir.

II. La Tchéco-Slovaquie. — La renaissance nationaliste, d'où est sortie la libération des Tchèques, marqua évidemment une recrudescence du culte de Jean Hus ; un clergé dissident séparé de Rome constitua une « Eglise nationale tchèque » ; elle est dirigée par le synode ou assemblée générale formée des délégués des communautés à raison d'un représentant par 2.000 fidèles. Soutenue par le gouvernement, mise par lui en possession d'édifices enlevés aux catholiques, cette Eglise de Saint-Jean-Hus et des prêtres mariés compte 437.777 fidèles. Elle se trouve dans la plus grande anarchie doctrinale : le *catéchisme* édité par le Dr Farsky est une négation totale de la foi chrétienne. D'autre part, l'Etat tchéco-slovaque qui patronne les dissidents est en opposition avec l'Eglise catholique. La Slovaquie catholique proteste contre l'arbitraire gouvernemental qui, après avoir supprimé ses 21 gymnases sous prétexte qu'ils étaient des foyers de culture magyare, se refuse à les remplacer ; on a du moins obtenu que l'enseignement religieux reste obligatoire à l'école. Deux tendances différentes ont

Sur les questions religieuses actuelles en Orient et dans l'Europe centralé, on lira la chronique qui paraît dans les *Etudes* sous cette rubrique : *Le mouvement religieux hors de France* et dans les *Echos d'Orient* : la Chronique des Eglises orientales. Voir spécialement dans les *Echos d'Orient* : Prince VOLKONSKY, *La reconstitution du patriarcat en Russie*, 1921, p. 195. — J. DANZAS, *L'avenir catholique de la Russie*, 1922, p. 396. — GLEB VERKHOVSKY, *L'action catholique en Russie*, 1922, p. 410. — Mgr. DE ROPP, *Pour l'action catholique en Russie*, 1923, p. 207. — JANIN, *La ruine des chrétiens de Turquie. Bilan d'après-guerre*, 1923, p. 66. — M. D'HERBIGNY, *L'aspect religieux de Moscou en octobre 1925*, 1926.

été adoptées : les catholiques tchèques groupés en Parti populaire sous la direction de Mgr Schramek, acceptent de collaborer avec le gouvernement et, dans le ministère Benesch, ils ont obtenu deux portefeuilles ; les Slovaques groupés autour de l'abbé Hlinka persistent dans une opposition systématique.

Principales décisions romaines de 1914 à 1924

POLITIQUE RELIGIEUSE	DÉCISIONS INTÉRIEURES	CANONISATIONS
<p>1914</p> <p>3 sept. Election du pape Benoît XV.</p> <p>8 sept. Appel aux catholiques pour le rétablissement de la paix (<i>Ubi primum</i>).</p> <p>13 oct. Nomination du cardinal Gaspari comme secrétaire d'Etat.</p> <p>16 nov. Encyclique <i>Ad Beatissimi</i> sur les causes de la guerre.</p> <p>8 déc. Lettre au Cardinal Mercier.</p> <p>1915</p> <p>10 janv. Prières prescrites pour le rétablissement de la paix.</p> <p>22 janv. Allocution consistoriale sur les maux de la guerre.</p> <p>20 mars. Ratification du concordat serbe.</p> <p>20 mai. Protestations du pape con-</p>	<p>23 nov. Motu proprio <i>Consilium</i> établissant une commission pour la révision de la Vulgate.</p> <p>31 déc. Confirmation des privilèges de l'<i>Académie romaine</i>.</p>	

temporaire de la Holla de à Rome.	10 août.	Constitution <i>Incruentum</i> permettant de célébrer trois messes le 2 novembre.	
6 sept. Lettre à l'évêque allemand sur les misères de la guerre.	4 nov.	Création de la Congrégation des Séminaires et Universités.	
27 oct. Quête ordonnée en faveur des Polonais.	21 déc.	Interdiction de rien publier sur le « secret de la Salette ».	
6 déc. Allocution sur les maux de la guerre et la détresse des Arméniens.	26 janv.	Introduction de la cause de béatification de 211 martyrs de la prison des Carmes (1792).	
1916	7 mars.	La Somme de saint Thomas déclarée texte d'enseignement.	
25 juill. Règlement du mode de représentation des sujets à l'évêque pour les Etats-Unis.	14 juin.	Introduction de la cause de béatification des 32 religieuses martyrisées à Orange (1794).	
	15 août.	Nouveau règlement pour l'Institut biblique.	

Principales décisions romaines de 1914 à 1924 (suite)

POLITIQUE RELIGIEUSE	DÉCISIONS INTÉRIEURES	CANONISATIONS
1917	4 déc. Le pape annonce la prochaine promulgation du <i>Droit canonique</i> .	
	25 mars. <i>Motu proprio</i> incorporant la Congrégation de l'Index au Saint-Office.	
5 mai. Lettre au Cardinal Gasparri demandant des prières pour la fin de la guerre.	1 ^{er} mai. <i>Motu proprio</i> créant une nouvelle Congrégation pour l'Eglise orientale.	
	24 mai. Promulgation du <i>Droit canonique</i> .	
26 juin. Lettre du cardinal Gasparri à M. Denys Cochin sur le protectorat français en Orient.	15 juin. Encyclique <i>Humani generis</i> sur la prédication.	
1 ^{er} août. Exhortation à la paix.	15 sept. Institution d'une Commission chargée d'interpréter le droit canonique.	
	15 oct. Création d'un Institut pontifical pour les études sur le	

5 juill.	Reprise des relations avec le Portugal.	26 juin.	La Congrégation des religieux décrète la revision des règles des Ordres religieux.
1 ^{er} déc.	Encyclique <i>Quod iam diu</i> , prescrivant des prières pour le Congrès de la paix.		
1919			
10 mars.	Benoît XV demande que les <i>Lieux Saints</i> ne soient pas restitués aux Turcs.	14 mai.	Encyclique <i>In hac tanta</i> pour le XII ^e centenaire de saint Boniface.
3 juill.	Allocution sur le rôle du Saint-Siège à la conférence de la paix.		
18 juill.	Lettre à l'épiscopat allemand au sujet de la réparation des maux de la guerre.		
24 nov.	Quête prescrite pour les enfants affamés de l'Europe centrale.	30 nov.	Lettre sur la Propagation de la foi.

Principales décisions romaines de 1914 à 1924 (suite)

POLITIQUE RELIGIEUSE	DÉCISIONS INTÉRIEURES	CANONISATIONS
<p>18 déc. Lettre à l'archevêque de Lisbonne pour lui recommander l'obéissance civique.</p> <p>1920</p> <p>29 janv. Lettre à l'archevêque de Prague réprochant l'association schismatique <i>Jednota</i>.</p>	<p>20 juill. <i>Motu proprio</i> sur le culte de saint Joseph.</p> <p>15 sept. Encyclique <i>Paracletus Spiritus</i> sur le XV^e anniversaire de saint Benoît.</p>	<p>9 mai. Bref de la béatification de Louise de Marillac.</p> <p>13 mai. Bulle de canonisation de sainte Marguerite-Marie Alacoque.</p> <p>16 mai. Bulle de canonisation de sainte Jeanne d'Arc.</p> <p>23 mai. Béatification d'Olivier Plunket, primat d'Irlande.</p> <p>13 juin. Béatification des Filles de la Charité d'Arras et des Ursulines de Valenciennes.</p> <p>6 juill. Béatification des martyrs de l'Ouganda.</p>

<p>1921</p>	<p>27 avril. Lettre au cardinal Logue, archevêque d'Armagh sur les affaires irlandaises.</p> <p>20 mai. Mgr Ceretti nommé nonce à Paris.</p> <p>21 juin. Manifeste des évêques irlandais.</p>	<p>22 déc. Décret d'héroïcité des vertus de Robert Bellarmin (1542-1621).</p>	<p>6 janv. Encyclique <i>Sacra prapediem</i> sur le VII^e centenaire du Tiers Ordre franciscain.</p> <p>1^{er} mars. Fondation à Rome d'un Comité central de la propagation de la foi pour toute l'Italie.</p>	<p>30 avril. Encyclique <i>In præclara</i> pour le VII^e centenaire de Dante.</p>	<p>29 juin. Encyclique <i>Fausto</i> pour le VII^e centenaire de saint Dominique.</p>	<p>14 août. Décret d'héroïcité des vertus de la Vénérable sœur Thérèse de l'Enfant Jésus.</p>	<p>2 mars. La Vierge Marie, patronne principale, sainte Jeanne d'Arc patronne secondaire de la France.</p>	<p>1922</p>	<p>22 janv. Mort du pape Benoît XV.</p> <p>6 févr. Election du pape Pie XI.</p>
-------------	---	---	--	---	---	---	--	-------------	---

Principales décisions romaines de 1914 à 1924 (suite)

POLITIQUE RELIGIEUSE	DÉCISIONS INTÉRIEURES	CANONISATIONS
9 mai. <i>Memorandum</i> aux puissances pour ne garantir d'accord à la Russie que contre promesse de la liberté du culte.	3 mai. La direction de l'Œuvre de la Propagation de la foi transférée à Rome.	
14 juin. Excommunication des prêtres affiliés à la Jednola.	24-29 mai. XXVI ^e Congrès eucharistique international à Rome.	
18 août. <i>Memorandum</i> aux puissances sur le régime des Lieux Saints.	4 août. Décret de la Congrégation des Rites sur la Messe dialoguée.	
3 nov. Ratification du concordat entre le Saint-Siège et la Lettonie.		
5 déc. Note du pape à la conférence de Lausanne en faveur des chrétiens de Constantinople.		
11 déc. Allocution <i>Vehementer</i> pour recommander à tous les anciens belligérants la jus-		

1923		ciété contemporaine.	29 avril. Béatification de sœur Thérèse de l'Enfant Jésus.
24 juill.	Paix de Lausanne qui marque la fin du régime des <i>Capitulations</i> .	29 juin. Encyclique <i>Studiorum duces</i> pour le VI ^e centenaire de la canonisation de saint Thomas-d'Aquin.	
1924		12 nov. Encyclique <i>Ecclesiam Dei</i> à l'occasion du III ^e centenaire de la naissance de saint Josaphat.	
15 janv.	Encyclique <i>Maximam gravissimamque</i> autorisant les associations diocésaines.	27 avril. Lettre pontificale sur l'enseignement de l'Ecriture Sainte.	
15 avril	Constitution des associations diocésaines à Paris.	29 mai. Bulle d'indiction pour le jubilé 1925.	

CONCLUSION

Que penser de la situation actuelle de l'Eglise catholique ? Assurément, ses ennemis demeurent nombreux et redoutables : ni le radicalisme, héritier des pires dogmes de la Révolution française, ni le socialisme ne veulent désarmer ; « l'union sacrée » n'avait été pour eux qu'une nécessité de la Grande Guerre. Pourtant, la situation générale est plus favorable, semble-t-il, qu'il y a vingt ans. Débarrassée des soucis intérieurs que lui causait le modernisme, l'Eglise peut compter aujourd'hui sur une élite intellectuelle : autrefois, être « prétraphobe » était une marque de supériorité, maintenant ce serait plutôt le contraire, et l'on doit noter, par exemple, de quelle piété et de quelle ardeur d'apostolat sont animés nombre d'élèves dans nos grandes écoles. D'autre part, derrière un épiscopat très uni, les catholiques se groupent, prêts à combattre s'il le fallait : après la guerre, la disposition la plus apparente des catholiques n'est plus la résignation, mais la volonté de faire respecter leurs droits coûte que coûte. Enfin, le magister pontifical est aujourd'hui si tendrement vénéré que l'unité de direction restera assurée dans toutes les grandes occasions : il n'y a plus de gallicanisme ecclésiastique, et récemment, un orateur parlementaire pouvait sans paradoxe affirmer que le pape « dispose aujourd'hui de plus de pouvoir sur tous les croyants du monde qu'au temps de Louis XIV ». Bientôt peut-être — ainsi qu'il en exprime le désir dans son encyclique *Ubi arcano* du 23 décembre 1922 — Pie XI convoquera un concile œcuménique qui, parachevant l'œuvre interrompue en 1870, armera l'Eglise pour les victoires futures.

TABLES CHRONOLOGIQUES

LES PAPES

194	Boniface VIII	1294-1303	219	Jules II	1503-13
195	Benoît XI	1303 1304	220	Léon X	1513-21
196	Clément V	1305-14	221	Hadrien VI	1522-23
197	Jean XXII	1316-34	222	Clément VII	1523-34
	Nicolas V	1328-30	223	Paul III	1534-49
198	Benoît XII	1334-42	224	Jules III	1550-55
199	Clément VI	1342-52	225	Marcel II	1555
200	Innocent VI	1352-62	226	Paul IV	1555-59
201	Urbain V	1362-70	227	Pie IV	1559-65
202	Grégoire XI	1370-78	228	Saint Pie V	1566-72
203	Urbain VI (Rome)	1378-89	229	Grégoire XIII	1572-85
	Clément VII (Avig.)	1378-94	230	Sixte-Quint	1585-90
204	Boniface IX (Rome)	1389-1404	231	Urbain VII	1590
	Benoît XIII (Avignon)	1394-1424	232	Grégoire XIV	1590-91
205	Innocent VII (Rome)	1404-1406	233	Innocent IX	1591
206	Grégoire XII (Rome)	1406-15	234	Clément VIII	1592-1605
207	Alexandre V (élu à Pise)		235	Léon XI	1605
208	Jean XXIII (Pise)	1410-15	236	Paul V	1605-21
209	Martin V	1417-31	237	Grégoire XV	1621-23
	Clément VIII	1424-29	238	Urbain VIII	1623-44
	Benoît XIV	1424-(?)	239	Innocent X	1644-55
210	Eugène IV	1431-47	240	Alexandre VII	1655-65
	Félix V	1439-49	241	Clément IX	1667-69
211	Nicolas V	1447-55	242	Clément X	1670-76
212	Calixte III	1455-58	243	Innocent XI	1676-89
213	Pie II	1458-64	244	Alexandre VIII	1689-91
214	Paul II	1464-71	245	Innocent XII	1691-1700
215	Sixte IV	1471-84	246	Clément XI	1700-21
216	Innocent VIII	1484-92	247	Innocent XIII	1721-24
217	Alexandre VI	1492-1503	248	Benoît XIII	1724-30
218	Pie III	1503	249	Clément XII	1730-40
			250	Benoît XIV	1740-58

251 Clément XIII	1758-69	257 Grégoire XVI	1831-46
252 Clément XIV	1769-74	258 Pie IX	1846-78
253 Pie VI	1775-99	259 Léon XIII	1878-1903
254 Pie VII	1800-23	260 Pie X	1903-1914
255 Léon XII	1823-29	261 Benoit XV	1914-1922
256 Pie VIII	1829-30	262 Pie XI	1922

SOUVERAINS DU SAINT EMPIRE ROMAIN

Rois et empereurs d'Allemagne

Albert I ^{er} d'Autriche	1298-1308
Henri VII de Luxembourg	1308-13
Louis de Bavière	1314-47
Frédéric d'Autriche	1314-30
Charles IV de Bohême	1346-78
Wenceslas de Bohême	1378-1400
Robert du Palatinat	1400-10
Sigismond de Hongrie	1410-37
Albert II	1438-39
Frédéric III	1440-93
Maximilien I ^{er}	1493-1519
Charles-Quint	1519-56
Ferdinand I ^{er}	1556-64
Maximilien II	1564-76
Rodolphe II	1576-1612
Matthias	1612-19
Ferdinand II	1619-37
Ferdinand III	1637-57
Léopold I ^{er}	1657-1705

Joseph I ^{er}	1705-11
Charles VI	1711-40
Charles VII	1742-45
François I ^{er} (époux de Marie-Thérèse)	1745-65
Joseph II	1765-90
Léopold II	1790-92
François II	1792-1806

Empereurs d'Autriche

François I ^{er}	1806-35
Ferdinand I ^{er}	1835-48
François-Joseph I ^{er}	1848-191

Empereurs protestants d'Allemagne

Guillaume I ^{er}	1870-88
Frédéric I ^{er} (9 mars)	1888
Guillaume II (15 juin)	1888-1918

ROIS DE FRANCE

Capétiens

Philippe IV le Bel	1285-1314
Louis X le Hutin	1314-16
Jean I ^{er}	1316
Philippe V le Long	1316-22
Charles IV le Bel	1322-28

Valois

Philippe VI de Valois	1328-50
-----------------------	---------

Jean II le Bon	1350-64
Charles V le Sage	1364-80
Charles VI	1380-1422
Charles VII	1422-61
Louis XI	1461-83
Charles VIII	1483-98
Louis XII	1498-1515
François I ^{er}	1515-47
Henri II	1547-59

François II	1559-60	Première République	1792-1804
Charles IX	1560-74	Convention	1792-95
Henri III	1574-89	Directoire	1795-99
		Consulat	1799-1804
Bourbons		Napoléon I ^{er}	1804-14
		Louis XVIII	1814-24
Henri IV	1589-1610	Charles X	1824-30
Louis XIII	1610-43	Louis-Philippe I ^{er}	1830-48
Louis XIV	1643-1715	Deuxième République	1848-52
Louis XV	1715-74	Napoléon III	1852-70
Louis XVI	1774-92	Troisième République	1870

ROIS D'ANGLETERRE

Plantagenets		Marie Tudor	1553-58
Edouard I ^{er}	1272-1307	Elisabeth	1558-1603
Edouard II	1307-27		
Edouard III	1327-77	Stuarts	
Richard II	1377-99	Jacques I ^{er}	1603-25
		Charles I ^{er}	1625-49
Maison de Lancastre		République	1649-60
Henri IV	1399-1413	Charles II	1660-85
Henri V	1413-22	Jacques II	1685-88
Henri VI	1422-61	Guillaume III et Marie II	1689-1702
		Anne	1702-14
Maison d'York		Maison de Hanovre	
Edouard IV	1461-83	Georges I ^{er}	1714-27
Edouard V	1483	Georges II	1727-60
Edouard VI	1483-85	Georges III	1760-1820
		Georges IV	1820-30
Tudors		Guillaume	1830-37
Henri VII	1485-1509	Victoria	1837-1901
Henri VIII	1509-47	Edouard VII	1901-10
Edouard VI	1547-53	Georges V	1910

ROIS D'ESPAGNE

Ferdinand le Catholique (Aragon)	1479-1516	Charles III	1759-88
Isabelle la Catholique (Castille)	1474-1504	Charles IV	1788-1808
Jeanne et Philippe I ^{er} (Castille)	1504-07	Joseph Bonaparte	1808-13
Charles I ^{er} (Charles-Quint)	1516-56	Ferdinand VII	1814-33
Philippe II	1556-98	Isabelle II	1833-68
Philippe III	1598-1621	Don Carlos V	1833-45
Philippe IV	1621-65	Régence de Serrano	1869-71
Charles II	1665-1700	Amédée de Savoie	1871-73
Philippe V (Bourbon)	1700-46	République	1873-75
Ferdinand VI	1746-59	Don Carlos	1869-76
		Alphonse XII	1875-85
		Alphonse XIII	1885

INDEX ALPHABÉTIQUE

- Abelly, 236.
 Abeloos (Mgr), 578.
 Abyssinie, 347, 559.
 Acarie (Madame), 246.
 Accona, 77.
Acte de conformité, 296.
Acte de succession, 163.
Acte de suprématie, 162, 216.
Acte d'Uniformité, 166, 216.
Action populaire, 584.
 Adam Kraft, 110.
 Adam Weishaupt, 381.
 Addison, 373.
 Adélaïde Lagmann, 97.
Adiaphorisme, 137.
 Adrichomius, 103.
 Adrien VI, 124, 181.
 Adrien Bourdoise, 238.
 Aebli, 142.
 Aecolampade, 138, 141.
 Aeneas Sylvius, 346-48.
 Agen (arrêt d'), 277-78.
 Agnadel, 60.
 Agnès (mère), 265.
 Agnès de Jésus, 240.
 Agnès de Mansfeld, 229.
 Ahausen, 230.
 Aigues-Mortes, 146.
 Aiais (paix d'), 207.
 Albe (duc d'), 199, **210-11**, 213 note.
 Albe, 626.
 Albergati, 69.
 Albert II (empereur), 41, 44.
 Albert d'Autriche, 78.
 Albert de Brandebourg, 119.
 Albert de Prusse, 129, **131-32**, 137.
Albornoz, 17-18.
 Albruzy, 293.
 Alembert (d'), 376.
 Alès (P. d'), 621, 625.
 Alexandre V, 27.
Alexandre VI, 57-59, 71-72, 330.
Alexandre VII, 276-77.
Alexandre VIII, 281-82.
 Alexandre I^{er} 517-18.
 Alexandre III, 520, 525.
 Alexandre de Rhodes, 340.
Alexandre Farnèse, 203-212.
 Algazali, 317.
 Alger, 557.
Allégeance (serment d'), 225.
Allégeance (serment d') T. D., 228.
 Alonso de Madrid, 318.
 Alphonse VI, **277.**
 Alphonse XIII, 535.
Alphonse de Liguori (St), 363-365,
 617.
 Alphonse Rodriguez (St), 321-22.
 Alphonse Rodriguez, 321.
 Alphonse Salmeron, 179.
 Alphonse Tostat, 93.
 Alumbados, 318.
 Alvarez Cabral, 337.
 Alvarez de Paz, 322.
 Alzon (P. d'), 556-574.
 Amette (Cardinal), 591.
Amboise (conspiration), 197.
Amboise (édit d'), 199.
 Ambroise Catharin, 304.
 Amédée VIII, 42.

- Amis de Dieu, 95.
 Amsdorf, 137.
 Amurat I^{er}, 48.
 Amurat II, 49.
Anabaptisme, 125-128.
 Anagni, 6.
 Ancône, 407.
 Ancyre, 49.
 Anderson, 381.
 Andlau, 451.
 André (Père), 249.
 André Melville, 223.
 André Prolès, 83.
 Andrea, 381.
 Andrea del Sarto, 112.
 Andrea Mantegna, 107.
 Andrieux, 406.
 Andronic III, 48.
 Ange de Joyeuse, 248.
 Angèle de Mérici (Ste), 251.
 Angelico de Fiesole (fra), 107.
 Angélique (Mère), 265.
 Angelus, 105-106.
Anglo-catholicisme, 226.
Annales de la Religion, 404.
 Annates, 22.
Annonciades, 86, 246-47.
 Anne Boleyn, 160, 162, 165.
 Anne d'Autriche, 236, 242.
 Anne de Beaujeu, 58.
 Anne de Clèves, 165.
 Anne de Jésus, 246.
 Anne de Joyeuse, 202.
 Anne de Saintonge, 252.
 Anne de St-Barthélémy, 246.
 Anne de Bourg, 154.
 Anthime (patriarche), 523.
 Antilles, 331.
 Antoine, 655.
 Antoine Beccadelli, 68.
 Antoine de Bourbon, 197.
 Antoine-Marie Zaccaria (St), 177.
 Antoine Possevin, 170, 191.
 Antoinette d'Orléans, 242.
 Antonelli, 455, 472, 478, 511.
 Antonin (St), 92.
 Antrain, 403.
 Anvers, 210.
 Aranda (d'), 559.
 Argant (P.), 591.
 Armada, 219.
Arméniens, 346, 525-26.
Arminius, 214.
Arnauld (Antoine), 260, 268, 270, 275, 292, 354.
 Arnauld d'Alet, 269.
 Arnauld de Cervole, 18.
 Arnauld d'Ossat, 205.
 Arnauld du Ferrier, 185.
 Arnim, 485.
 Arnold, 459.
 Arques, 203.
 Arras (*Union d'*), 212.
 Arthur, 159, 161.
Articles organiques, 411-13.
 Artois (comte d'), 432.
 Ary Scheffer, 633.
Aschaffembourg (diète d'), 45.
 Asella, 151.
 Aspromonte, 477.
Assemblée de 1682, 279-80.
Assemblées du clergé, 276.
 Astros (Mgr d'), 421, 438, 587.
 Auersperg, 498.
 Auger (Père), 307.
Augsbourg, 130, 133-34.
 Augustin (St), 261, 264, 268, 301.
Augustins, 248-49.
 Auneau, 203.
 Austruwell, 210.
Autriche, 426, 659.
 Aquaviva, 180, 250.
Ave Maria, 105.
Avenir (l'), 436.
Avignon (papauté d'), 9-23, 277, 281.
 Azeglio (Maxime d'), 471.
 Azzoïni (Cardinal), 284.

B

- Babington, 219.
 Bach, 294, 329.
 Bacon (François), 371.
Baden (articles de), 542.
 Bært, 391.

- Bagnola, 56.
 Bagot (Père), 343.
 Bailly, 611.
Baius, 260-62, 264.
Baius (propositions condamnées),
 270-74.
 Bajazet I^{er}, 49.
 Bajazet II, 54.
 Balbo, 471.
 Bale, 38.
 Balmès (Jacques), 620.
 Balthasar Cordier, 308.
 Balthasar Gérald, 213.
 Balthasar Hubmaier, 127.
 Baltzer, 603.
 Baluze, 315.
 Bancroft, 222.
 Banez, 301, 304, 310.
 Barât (Ste Madeleine-Sophie), 574.
 Barbaresque (côte), 347-48.
 Barlaam, 48.
Barnabites, 177.
 Barnave, 387, 392.
 Barnouin (Luc), 595.
 Baronius, 193.
 Baroncelli, 17.
 Barré (Père), 252.
 Barrière, 250.
 Bataillon (Mgr), 565.
 Barthélémites, 236 note.
 Barthélémy (St), 211.
 Barthélémy de las Casas, 331.
 Barthélémy de Medina, 309-10.
 Barthélémy des Martyrs, 194.
 Barthélémy Holzhauser, 236 note.
 Barthélémy Prignano, 23.
 Bartholoméo (fra), 112.
 Batiffol (Mgr), 625, 648.
 Bassal, 408.
 Bathory, 170.
 Battista Varani (Bse), 323.
 Baudrillart (Mgr), 618, 626.
 Baumgarten, 379.
 Baunard (Mgr), 627.
 Baur, 628.
 Bautain, 597-98.
 Bavière, 426, 446.
 Bayane (de), 418, 423, 427.
 Bayle, 376.
 Bayonne (entrevue de), 199.
 Beatoun, 217.
 Beauharnais (Eugène de), 468.
 Beaulieu (paix de), 202.
 Béla-Bangha (P.), 659.
 Béla-Kun, 659.
 Belgrade, 53, 233.
Bellarmin, 225, 302, 305, 306-07,
 312, 322.
 Belsunce, 363.
Bénédictins, 77-79, 240-43.
 Benesch, 661.
 Benetti, 468.
 Bénévent, 418.
 Bennigsen, 453.
 Benoiston, 392.
 Benoit XI, 6-7.
 Benoit XII, 16, 77.
 Benoit XIII, 26, 33, 34.
 Benoit XIV, 354, 356.
Benoit XV, 641, 647-50.
 Benoit J Labre (St), 363.
 Benvenuti (Cardinal), 468.
 Bergier, 365.
 Bernadette Soubirous (B^{se}), 590.
 Bernadotte, 418.
 Bernard Bail, 330.
 Bernard de Cardenas, 334.
 Bernard Knipperdoling, 127-28.
 Bernard Rothman, 127.
 Bernard Saisset, 4.
 Bernard Tolomei (Bx), 77.
 Bernardin de St-Pierre, 406.
 Bernardin de Sienne (St), 74, 81,
 106.
 Bernardino de Larevo, 319.
 Berneux (Mgr), 563.
 Bernier, 409.
 Bernini, 326.
 Bernis (Cardinal de), 360.
 Berthier, 408.
 Bertrand de Deux, 17.
 Bertrand de Got, 8.
 Bérulle, 246, 251.
Bessarion, 50, 51, 53, 54, 68.
 Beuron, 635.
 Beyschlag, 494.

- Beyrouth, 528.
 Biblia Complutensis, 93.
 Biedermann, 495.
 Bigot, 422.
 Billot (Cardinal), 615
Bismarck, 488-93.
 Blaise Pascal, 268.
 Blanco, 554.
 Blount, 372.
 Blum, 491.
 Bobabilla, 179.
 Böblingen, 127.
 Boccace, 67-68.
 Boeschèpe, 512.
 Boisgelin (de), 387, 390.
 Boisserée (frères), 448.
 Bolingbrocke, 373.
 Bolland, 313-14.
 Bologne (*concordat de*), 62, 63.
 Bologne, 407.
 Bona (cardinal), 323.
 Bonald (de), 596.
Bonaparte, 407-13.
 Bonchamps, 402.
 Bonfrère (P.), 312.
Boniface VIII, 1-10, 21, 83, 101.
 Boniface IX, 26.
 Bonnaud (Mgr), 561.
 Bonner, 162.
 Bonnetty, 598, 613.
Book of common prayer, 165.
 Bordes (Charles), 588, 635.
Borromée (Ligue), 142.
 Bosco (Don), 570.
Bossuet, 239, 279-80, 285-87, 292,
 293, 316.
 Boticelli, 107.
 Botwell, 218.
 Boucicaut, 49.
 Bougaud (abbé), 620.
 Bouettin, 353.
 Boulogne (de), 422.
 Bouquet (Dôm), 314.
 Bourdaloue, 316.
 Bourdoise, 234.
 Bourgoing, 316.
 Bouvier, 611, 622.
 Boxeurs, 562-63.
 Bramante, 110-111.
 Brébœuf (Père), 334, 336.
 Bréda, 211.
 Brémond (H.), 626.
 Brennez, 612.
 Brentano (Clément), 448.
 Brésil, 333, 553.
 Bressuire, 402.
 Brest-Litovski, 172.
 Bréviaire, 192.
 Brial (Dom), 314.
 Briand, 512, 513.
 Briçonnet, 143-44.
 Brie (M^{me} de), 254.
 Brigitte (Ste), 19, 25, 86.
 Brinckmann, 491.
 Brogliano, 81.
 Broglie (de), 422, 31.
 Broglie (duc de), 500, 501.
 Broglie (abbé de), 620.
 Brownistes, 221.
 Brunellesco, 108.
 Bucer, 133, 138-39, 147, 166.
 Buckingham, 207.
 Budkievitch (Mgr), 655.
 Bugenhagen, 170.
 Buisson, 512.
Bulle d'Or, 16.
 Bunsen (baron de), 452.
 Buntschli, 453.
 Burger, 454.
Bursfeld, 76, 78-79.
 Burster, 451.
 Buss, 451.
 Buzanval, 269.
-
- Cabanis, 405.
 Cacault, 409.
 Cadan (paix de), 131.
 Cahensly, 548.
 Cajétan, 61, 126-21, 300.
 Calas, 292, 375.
Calendrier grégorien, 193.
 Californie, 336 note.
Calixte III, 46, 52-53.
Calixtins, 35-36.
 Calmei (Dom), 240, 315.

- Calvin**, 173, 147 seq.
Cambrai (ligue de), 60.
Camille de Lellis (St), 253.
Campeggio, 161.
Campo-Formio, 425.
Campo-Morto, 56.
Camus, 580, 390.
Camus, 580, 390.
Canada, 334-36, 550-52.
Canisius (Bx), 307.
Canning, 459.
Cappacini (Mgr), 540.
Cappel (paix de), 142.
Capranica, 38, 54, 69.
Caprara, 418.
Capucins, 247-48.
Carbery-Hill, 219.
Carlos (Don), 532.
Carlostadt, 121, 126, 138.
Carmes, 82.
Carmel, 245-46.
Carné, 436.
Carolines (iles), 492.
Caroll (Mgr), 546.
Carolsfeld, 448.
Carrache, 328.
Carrier, 399, 403.
Carron (abbé), 394.
Carleret, 544.
Caselli, 409.
Casimir Périer, 469, 506.
Cassandre, 251.
Cassien, 305.
Castel, 78.
Castelfidardo, 476.
Castellion, 149.
Cateau-Cambrésis, 154.
Catesby, 224.
Cathelineau, 402.
Catherine II, 361.
Catherine d'Aragon, 159-60, 161, 167.
Catherine de Bar, 243.
Catherine de Bologne (Ste), 100.
Catherine Bora, 135.
Catherine de Gênes (Ste), 100.
Catherine Emmerich, 323, 446.
Catherine Howard, 185.
Catherine Jagellon, 170.
Catherine Labouré (B^{ve}), 589.
Catherine de Médicis, 184, 197-202, 257.
Catherine Parr, 165.
Catherine de Sienne (Ste), 19-20, 25, 99-100.
Catherine de Ricci (Ste), 323.
Catherine TagaKouita, 336.
Cauchie, 578.
Caulet, 269, 278-79.
Ceretti (Mgr), 649.
César Borgia, 58, 60, 71.
César de Bus, 251.
Césarini, 37, 38, 51, 52, 69.
Chabot (Jeanne-Françoise), 570.
Chambre Apostolique, 46.
Chaminade (Guillaume), 431, 573.
Champagnat, 431, 573.
Champagny, 436.
Chancellerie, 46.
Chant Grégorien, 587-88.
Charette, 403.
Charitas Verband, 584.
Charles I^{er}, 225-27, 228 note.
Charles II, 296-97.
Charles II le Boiteux, 1.
Charles III, 359-60.
Charles V, 19, 24.
Charles-Quint, 132-35, 146, 160, 161, 175, 176, 182, 183, 207-08, 347-48.
Charles VII, 41, 42, 43, 46, 53.
Charles VIII, 57, 58.
Charles IX, 197-201.
Charles X (chef de la Ligue), 203.
Charles de Bohême, 16.
Charles Borromée (St), 184, 185, 195-96.
Charles de Bourbon, 175.
Charles de Durazzo, 25.
Charles d'Erthal, 365.
Charles de Miltiz, 121.
Charlotte d'Albret, 71.
Chassaigne (M^{me} de), 254.
Chasseriau, 633.
Chateaubriand, 430.
Châtillon, 424.

- Chaumette, 400.
 Chaumont, 60.
 Chauvelin (Abbé), 357.
 Checa (Mgr), 554.
 Chemin-Pontès, 406.
Chemin de la Croix, 103.
 Chemnitz, 137.
 Chénier, 406.
 Cherbury (Herbert de), 372.
 Chesnelong, 505, 506.
 Chiaramonti (Cardinal), 408.
 Chigi (Cardinal), 242, 277.
 Chili, 332.
Chine, 562-63.
 Choiseul, 360.
 Cholet, 402.
 Christian II, 168, 169.
 Christian III, 169-170.
 Christian V, 231.
 Christian de Schönborn, 293.
 Christine (Reine d'Espagne), 532, 533.
 Christine Ebnerin, 96.
 Christine de Suède, 284.
Christophe de Beaumont, 353-54, 358, 363.
 Christophe Garatoni, 40, 49.
 Christophe d'Oldenbourg, 169.
 Cieplak (Mgr), 655.
 Chypre.
Cisterciens, 243-44.
 Citeaux, 3, 243.
 Clairvaux, 243.
 Clarke, 224.
 Claude, 291, 292.
 Claude de Lingendes, 316.
 Claus Sluter, 112.
Clément V, 9-12, 92.
 Clément VI, 9, 16, 17, 20, 48.
Clément VII, 24-26, 130, 161-162, 174-75, 181-82.
 Clément VIII, 193, 205, 305, 306, 392.
 Clément IX, 269, 277.
Clément X, 277-78.
 Clément XI, 350.
Clément XIII, 358-60.
Clément XIV, 360-61.
 Clément-Wenceslas, 365, 425.
Clermont (Collège de), 251.
 Clet (Bx), 562.
 Clictove, 143-144.
Cluny, 241-42.
 Cochin (Auguste), 445.
 Cœur de Marie, 590.
Cola di Rienzo, 16-17.
 Colbert, 278, 290, 336.
 Colbert de Montpellier, 351-52.
Coligny, 200-201, 211.
 Colin, 431, 573.
 Collins, 379.
Cologne (Congrès de), 212.
 Colombie, 332, 554.
 Colonna, 3-4, 6, 1, 57.
 Combaut (Abbé), 441, 442, 574.
 Combefis, 315.
Combes, 509-10.
Commission des Réguliers, 361.
Communs services, 22.
Compagnie du Saint-Sacrement, 255-56.
 Concordat de Vienne, 45.
 Concordat des princes, 45.
Concordat de 1801, 409-11.
 Concordat de 1801 (T. D.), 415.
Concordat de 1855, 497.
Congrégation (La), 569.
 Contarini, 182.
 Condé, 154, 197, 200.
 Condren (P. de), 237, 266.
Conférences du Mardi, 259.
Confession d'Augsbourg, 130.
 Confucius, 340, 342.
 Congo, 346-47.
Congrégation (La), 432.
Congrégation de Notre-Sauveur, 245.
 Conspiration des poudres, 224.
 Conrad de Prusse, 80.
Consalvi, 409, 418, 421, 428, 458.
Constance, 33-36, 280.
 Constantin XII Dragasès, 52.
Constitution civile du clergé (T. D.), 395-97.
 Cop, 148.
 Copernic, 313 note.

Coptes, 528.
 Corée, 563.
 Coret (Père), 275.
 Corfirio Diaz, 533.
 Cornelius a Lapide, 312.
 Cornelius Steenoven, 355.
 Corrège (Le), 112.
 Correspondant (Le), 436.
 Corse (*Affaire de la garde*), 276-277.
 Cossart (Père), 308.
 Cotolendi (Mgr), 343.
 Coton (Père), 236, 250, 345.
 Cottolengo (Bx), 570.
 Coucy (*Edit de*), 146.
 Coucy (Jean de), 411.
 Coudrin (P.), 556.
 Courtrai, 5.
 Cousin (Victor), 441, 444, 445, 598-599.
 Coustant (Dom), 309.
 Coutras, 202.
 Crampon (A.), 629.
 Cranmer, 165, 166, 167, 217.
 Crémone, 56.
 Créqui (Duc de), 276.
 Crespy, 133.
 Crespy (*Paix de*), 182.
 Crispi, 479.
 Croïa, 53.
 Croix (La), 507.
 Cyrille Lucaris, 173.
 Czacki (Mgr), 504.

D

Dalberg, 427, 428.
 Damien Deveuster (P.), 565.
 Danemark, 169-170.
 Daniélou (Mme), 574.
 Dangeau, 291.
 Daniel (Père), 336.
 Daniel Picart, 245.
 Dante, 67.
 Danton, 393, 394.
 Darboy, 484, 485, 500.
 Darnley, 218.
 Daru (Comte), 485.

Dathenus, 212.
 Daveluy (Mgr), 563.
 Décadi, 406-07.
 Dechamps (Mgr), 621.
Décimes, 22.
Déclaration d'Indulgence, 296.
Défenestration de Prague, 36, 230.
Defensor pacis, 14.
De la fréquente communion, 266.
 Delacroix, 633.
 Delaunay (Joseph), 391.
 Della Ganga, 427.
 Del Monte, 182.
 Delpuits (Père), 431, 569.
 Denifle (P.), 624.
 Denis de Sainte-Marthe, 309, 314.
 Denis Largentier (Dom), 243.
 Denis Piteau, 266.
 Denys le Chartreux, 93, 98.
 Denis (Maurice), 634.
Déportés, 399.
Descartes, 370-71.
 Deschamps, 441, 485.
 Desgenettes (Abbé), 589.
 Dessau, 231.
 Didace d'Alcala (Saint), 81.
 Diderot, 376.
 Didier de Lacour, 240.
 Didiot, 615, 620.
 Diepenbrock (De), 448.
 Di Pietro, 421.
 Djem, 54, 58.
Doëllinger, 452, 481, 485, 486, 487, 622-33.
 Dol, 403.
Dominicains, 79-80, 247-48.
 Dominique (Père), 461.
 Dominique Varlet, 355.
 Dominis, 258.
 Domrémy, 46.
 Donatello, 108.
 Don Juan d'Autriche, 17.
 Donnet (Mgr), 483.
 Donoso Cortès, 620.
 Dordrecht, 215.
 Dorothee de Cologne, 131.
 Douai, 219.
 Doulcet, 648.

Doutreloup (Mgr), 82.
Dragonnades, 291.
 Dreux, 198.
 Drey, 616.
 Dreyfus, 506, 508.
 Droit de dépouilles, 22.
 Droste Vischering (Mgr), 450, 601.
 Drouet de Villeneuve, 275.
 Drouin de Lhuys, 477.
 Druses, 528.
 Du Bellay, 162.
 Dubois, 352.
 Du Cange, 315.
 Duchesne (Mgr), 625.
 Dufresse (Mgr), 562.
 Dugnani, 423.
 Duilhé de Saint-Projet, 621.
 Du Lau, 394.
 Dumouriez, 392.
Duns Scot, 88-89, 104.
Dupanloup (Mgr), 444, 445, 483, 484, 500, 620.
 Du Perron, 204, 205, 307.
 Duphot, 408.
 Dupin, 442-444.
 Duplessis-Montbard, 255.
 Duplessis-Mornay, 307.
 Duprat, 145.
 Dupuy, 506.
 Du Tillot, 360.
 Duval (Père), 346.
Duvergier de Hauranne, 264-66.

I

Eberhard, 483, 491.
Eckart, 95.
Edit de Nantes (révocation), 290-92.
Edit de restitution, 235.
 Edmond Campion, 220.
 Edmond O'Donnell, 228.
 Edmond Richer, 258.
 Edouard III, 29, 157.
Edouard VI, 153, 165-66.
 Egan (Mgr), 547.
 Egli, 543.
 Egmont, 209, 211.

Ehrard de Ques, 131.
 Elbée (D'), 402.
 Eliano, 528.
 Elias Ashmole, 381.
 Elliott (P.), 639 note.
Elisabeth d'Angleterre, 165, 168, 198, 215-22, 227-28 note.
 Elisabeth Staglin, 96.
 Elisabeth (M^{me}), 397.
 Ellice, 551.
 Elties du Pin, 350.
 Emery (M.), 546.
 Emmanuel de Gondi, 234, 255.
Ems (Punctuation d'), 365-66.
Emery (M.), 405, 408, 421.
Encyclopédie, 376-77.
 Epidaure, 520.
Epître lamentable, 49.
Equateur, 554.
Erasmus, 115-116, 124, 141.
Ermites de Saint-Augustin, 82-83.
 Ernest de Bavière, 229.
 Ernesti, 379.
 Escobar, 92.
 Escorial, 85.
 Estouteville (D'), 46.
Etats-Unis, 546-50.
 Etienne Bathory, 171.
 Etienne de Palec, 32.
Eucharistie, 138, 149, 187, 592-93.
 Eudes (Bx Jean), 235, 238, 324, 590.
Eugène IV, 38-42, 44, 45, 47, 49-50, 81.
 Eugénie (Impératrice), 475.
 Eustache de Beaufort, 244.
 Eustache Lesueur, 328.
 Everard Mercurian, 180.
 Eymard (P.), 593.
Exempts (Congrégation des), 240.
 Expilly, 390.
Exercices des Ordinands, 239.

F

Faber, 594.
 Falk, 490.
 Falkowsky (Mgr), 519.
 Fallot de Beaumont, 424.
 Falloux (De), 444, 483, 499.

- Fancia, 71.
 Farel, 143-44, 145, 146, 150.
 Farges (Mgr), 615.
 Farina, 196.
 Farsky, 660.
 Fasladas, 347.
 Fava (P.), 559.
 Fayet (Mgr), 587.
Fébronianisme, 364-66.
 Fébronius, 364, 365.
 Felinski (Mgr), 519.
 Félix III (antipape), 42.
 Félix (P.), 619.
Fénelon, 285-87, 350.
 Fenestrelle, 419.
 Ferdinand le Catholique, 60, 64, 330.
 Ferdinand I^{er}, 184, 229.
 Ferdinand II, 231.
 Ferdinand IV, 359.
 Ferdinand VII, 531, 532.
 Ferrand de Naples, 56-57.
 Ferrare, 41, 50.
 Ferrari (Cardinal), 578.
 Ferry, 502.
Fesch (Cardinal), 413, 417, 419, 420-22.
 Fessler (Mgr), 486.
Feuillants, 243.
Fidéisme, 596-98.
Filioque, 50, 51.
 Filippo Lippi, 107.
Filles de la Charité, 254.
 Finocchiaro Apule, 480.
 Fischer, 163.
 Fischer (Cardinal), 640.
 Filtz-James, 358.
 Flacius Illyricus, 137.
Flagellants, 75.
 Flandrín, 663.
 Fléchier, 316.
 Fleix (paix de), 202.
 Fleury (Cardinal), 352, 353.
 Fleury, 623.
Florence, 19, 50-51, 55-56, 369.
 Florent Radewijns, 87.
 Foerster, 483, 491.
 Fogazzaro, 638.
 Foisset, 436.
 Fontaine, 631.
Fontainebleau (Edit de), 146.
 Fontainebleau, 423.
 Fontaine-Française, 205.
 Fontenay, 402.
 Forbin-Janson (de), 431, 555.
 Fornovo, 58.
 Fotheringay, 219.
 Fouard, 629.
 Foucault, 279.
 Fouché, 399.
 Toulques de Villaret, 84.
 Fournier (P.), 626.
 Fox, 295.
 Francesco Chieregati, 124.
 Franchi (Mgr), 492.
Franciscains, 80-81, 247-48.
Franco-Maçonnerie, 380-81.
 Franck (César), 588, 635.
François I^{er}, 62, 63, 133, 145-46, 160, 162, 175, 182.
 François II (France), 197, 217.
 François II (Autriche), 468.
 François Borgia (St), 180.
 François de Gondi, 239.
 François de Guise, 197, 198-99.
 François-Joseph, 497, 498.
 François Hamel, 249.
 François de Harlay, 279.
 François Lychet, 247.
 François de Ossuna, 319.
 François de Paule (St), 86.
 François Pizarre, 332.
 François Régis (St), 235.
François de Sales, 236, 246, 315-16.
 François de Victoria, 301.
 François de Waldeck, 132.
François Xavier (St), 179, 337-38.
 Françoise d'Amboise (B^{ee}), 82.
 Françoise de Brémond, 251.
 Françoise de la Croix, 253.
 Françoise Romaine (Sainte), 86.
 Frangipani, 262.
 Frankenberg, 368.
 Frankenhause, 127.
 Franz de Sickingen, 122, 124.

Franzelin, 484, 614, 616.
Fratricelles, 1, 4.
 Frayssinous, 440.
 Frédéric I^{er}, 294.
Frédéric II, 367, 379, 424.
 Frédéric III, 53.
 Frédéric V, 230, 231.
 Frédéric d'Autriche, 12.
 Frédéric-Guillaume II, 451.
 Frédéric-Guillaume IV, 450.
 Frédéric de Saxe, 121, 123.
Freppel (Mgr), 502, 505, 620.
Frères de Bohême, 43.
Frères Moraves, 496.
 Frère Orban, 539.
 Freycinet, 509.
 Friedrich, 487.
 Frohschammer, 603.
 Fronton du Duc, 308.
 Froude, 460.
 Fumone, 1.
 Funke, 131-32, 138.
 Furstenberg, 447.
 Fuzet (Mgr), 505.

G

Gabriel Biél, 91.
 Gaduel (abbé), 620.
 Gaëtan de Thiene, 176.
 Gagarin (prince), 518.
Galilée (Affaire), 313 note.
 Galitzine, 447, 518.
Gallia christiana, 314.
Gallicanisme, 184-85, 274-82.
 Gamaches (Marquis de), 335.
Gand (Pacification de), 211-12.
 Ganganeli, 360.
Garanties (Loi des), 478.
 Garcia-Moreno, 554.
 Gardiner, 165.
 Garibaldi, 473, 476-78.
 Garnet, 224.
 Gasparri (Cardinal), 650.
 Gaston de Foix, 60, 61.
 Gaume (Mgr), 500.
 Gay (Mgr), 594.
 Gebhart Truchsess, 229.

Geissel, 450, 451, 602.
Gênes (Conférence de), 655.
 Genève, 150-53.
Genèviève (Abbaye de Ste-), 241.
 Génin, 441.
 Geoffrin (M^{me}), 377.
 Geoffroy de Vendôme, 5.
 Georges III, 374.
 Georges IV, 458-59.
 Georges d'Amboise, 58.
 Georges Blackwell, 225.
 Georges Podiébrad, 42, 43.
 Georges de Saxe, 127, 131.
 Georges Truchsess, 127.
 Gérard de Groot, 87.
 Gérard Roussel, 143, 148.
 Gerbet, 434-435.
 Gerlach (Léopold de), 452.
 Gerlach Petersen, 97.
 Germain Pilon, 326.
Gerson, 26, 28, 33, 76, 90, 93, 98-99, 106.
 Ghiberti, 108.
 Ghirlandajo, 107.
 Gibbons (Cardinal), 582, 639.
 Giberti, 177.
 Giesebrecht, 456.
 Gilles Aiscelin, 4.
 Ginouilhac, 484, 617.
 Gioberti, 471, 604.
 Giotto, 106-107.
 Giovanni de Vico, 17.
 Giovanni Visconti, 17.
 Giulia Farnèse, 72.
 Gladstone, 466, 487.
 Gneist, 453.
 Gobel, 400.
 Goblet, 507.
 Godfrey, 297.
Goërrès (Joseph), 448, 450, 451, 453, 612.
 Gohéry (M^{lle}), 570.
 Gomar, 214.
 Gondi (Marquise de), 234-35.
 Gondi (Les), 236.
 Gonet, 305.
 Gorce (P. de la), 627.
 Gorcum, 211.

Gordon (Lord), 375.
 Gorham, 462.
 Gorini, 623.
 Goudin, 309.
 Gounod, 635.
 Gousset (Mgr), 587, 617.
 Goyau, 582, 627.
Granvelle, 132, 209, 262, 403.
 Gratry, 483, 485, 604.
 Gréa (Dom), 595.
 Grèce, 520-21.
 Grégoire XI, 19-20, 21, 30.
 Grégoire XII, 26, 33, 34.
Grégoire XIII, 170, **190-91**, **193-94**.
 Grégoire XIV, 204-05.
 Grégoire XV, 231, 312.
Grégoire XVI, 450, **468-70**, 519,
 532, 542, 557, 560, 565, 587.
 Grégoire (Abbé), 370, 403.
 Grégoire Tarsse (Dom), 241.
 Grégoire de Valence, 302.
 Grégoire Panzani, 226.
 Grévy, 502.
 Grignon de Montfort, 401.
 Grisar (P.), 624.
Guéranger (Dom), 439, 485, 499,
586-87, 590, 594.
 Guerrero, 184.
 Guibert (Cardinal), 571, 591.
Guillaume III, **298-99**.
 Guillaume III (Hanôvre), 374.
 Guillaume I^{er} (Pays-Bas), 536, 537.
 Guillaume II, 540.
 Guillaume Budé, 143.
 Guillaume de Contenson, 323.
 Guillaume Courtney, 29, 30.
Guillaume de Nogaret, 6, 9, 10.
Guillaume Occam, 15, 28, **89-90**.
 Guillaume d'Orange, 211-13.
 Guillaume de Plaisians, 6.
 Guilmant (Alex.), 635.
 Guisbert Voet, 294.
 Guizot, 440, 543, 631.
 Gustave-Adolphe, 232.
Guyon (M^{me}), **284-86**.

II

Haberl (Dr), 588.

Hacquard (Mgr), 556.
 Hæberlin, 427.
 Hæffelin, 427.
 Hændel, 329.
 Ilalifax (Lord), 463.
 Haller, 408.
 Hampden, 461.
 Hans Holbein, 110.
 Hans Memling, 109.
 Hardouin (P.), 308.
 Harlay (Achille de), 276.
 Harlay (Mgr. de), 285.
 Hassoun (Mgr), 526.
 Haufbauer (Bx), 363.
 Hauréau, 314.
 Haüy (Valentin), 406.
 Haynald, 484.
 Hecker (P.), 500, 539, 549.
 Héfélé, 482, 483-84, 486, 487, 624.
 Heinrich, 614.
 Helferich, 428.
 Hembyze, 212.
 Hénoticon, 52.
Henri II, **153-155**, 184, 197.
Henri III, 171, **201-203**.
Henri IV, **201-206**, 230, 236, 250,
 253, 345.
 Henri IV (De Lancastre), 30.
 Henri VII, 159.
Henri VIII, **159-165**, 227 note.
 Henri de Coïmbre, 337.
 Henri de Guise, 202-03.
 Henri de Herp, 97.
 Henri de Levis, 255.
 Henri de Virnebourg, 95.
 Henri Suso, 96.
 Henri van Calkar, 87.
 Henriette-Marie de France, 225-26.
 Hérault de Séchelles, 400.
 Hergenröther (Cardinal), 482, 624.
 Hermann de Cologne, 132.
 Hermann Francke, 294.
 Hermanstadt, 52, 521.
Hermès, **600-602**.
 Hernando de Talavera, 66.
 Herrnhutters, 295.
 Hervé de Nedellec, 91.
 Hettlinger, 618.

Hiéron de Villeneuve, 84.
 Hieronymites, 85.
 Hirn, 422.
Histoire littéraire de la France, 314.
 Histoire des Variations, 293.
 Hlinka (Abbé), 661.
 Hoche, 403.
 Hohenlohe (Prince de), 453, 456, 482.
 Hohenlohe (Cardinal), 490.
 Holbach (D'), 377.
Hongrie, 172-73, 659-60.
 Honorius, 485, 486.
 Hooker, 222.
 Hornes, 211.
 Horthy (Amiral), 660.
 Hosius (Cardinal), 194.
Hospitaliers de Saint-Jean, 84.
 Houtin (A.), 638.
 Hubert (Saint), 242.
 Huby (P.), 235, 324.
 Huet, 598.
 Hugh Rose, 460.
 Hugo (Victor), 631.
 Hugo (Grotius), 215.
 Hulst (Mgr d'), 620-21.
 Humbert de Vienne, 20.
 Hume, 372.
 Hurons, 336.
 Hurter, 614.
Hus (Jean), 31-32, 35.

I

Iglau (Compactats d'), 42.
Ignace (Saint), 178-80, 337, 347.
Illuminés de Bavière, 381-82.
 Imbart de la Tour, 626.
 Imbros, 20, 48.
Imitation de J.-C., 98.
Immaculée-Conception, 104-105, 589-90.
Indépendants, 221.
Indes, 337-39, 560-61.
 Index, 189.
 Indo-Chine, 340, 561-62.
Indulgences, 100-104.

Ingolstadt, 133, 229.
 Ingres, 632-33.
 Innocent VI, 17.
 Innocent VII, 26.
Innocent VIII, 54, 57, 71.
 Innocent X, 233, 267.
Innocent XI, 278-81, 284, 293, 298.
 Innocent XII, 282, 286.
Inquisition, 189.
Inquisition (aux Pays-Bas), 208.
Inquisition espagnole, 64.
Institution chrétienne, 148.
Irlande, 227-28 note, 465-66.
 Isabelle la Catholique, 64.
 Isabelle, 204, 213, 330.
 Isabelle (d'Espagne), 532, 533.
 Isidore, 52.
 Isoard (Mgr), 505.
 Issy (Conférences d'), 286.
 Ivry, 203.

J

Jacobini, 492, 520.
 Jacobis (De), 559.
Jacques I^{er}, 222-25, 228.
Jacques II, 297-98.
 Jacques V, 217.
 Jacques VI, 219.
 Jacques Cartier, 334.
 Jacques Clément, 203.
 Jacques Duèse, 12.
 Jacques Echard, 315.
 Jacques Gruet, 152.
 Jacques de Juterborgh, 76.
 Jacques Janson, 262.
 Jacques Lainez, 179, 180.
 Jacques de Molai, 10, 11.
 Jacques Quétilf, 315.
 Jack Straw, 30.
 Jacopone de Todi, 4.
 James Craig, 550.
 Jane Grey, 166.
 Jane Seymour, 165, 166.
Jansénius, 262-68, 316, 369.
 Janssen (Arnold), 556.
Japon, 338-40, 563-64.
 Jarente, 390.
 Jarnac, 200.

- Javouhey (Vénér.), 556.
 Jean III, 170.
 Jean V, 48.
 Jean VIII Paléologue, 49.
Jean XXII, 12-16, 21, 83, 95, 105.
Jean XXIII, 27, 31, 33, 34.
 Jean Agricola, 136.
 Jean d'Alarçon, 83.
 Jean d'Albuquerque, 337.
 Jean d'Arz, 192.
 Jean de la Barrière, 243.
 Jean Berardi de Tagliacozzo, 39.
 Jean Buridan, 90.
 Jean Bush, 76, 88, 98.
 Jean de Capistran (Saint), 42, 81.
 Jean Capréolus, 91.
 Jean Cavalier, 292.
 Jean Chatel, 250.
 Jean Colombini (Bx), 85.
 Jean de la Croix (Saint), 245, 319.
 Jean Dederoth, 78.
 Jean de Dieu (Saint), 253.
 Jean Dominici, 80.
 Jean Eck, 120, 121, 122, 130.
 Jean Foucquet, 113.
 Jean Galéas Visconti, 25.
 Jean de la Grange, 24.
 Jean (de Hanovre), 293.
 Jean Hunyade, 51, 52, 53.
 Jean de Jandun, 14.
 Jean de Léjde, 127.
 Jean Mathys, 127-28.
 Jean de Maillane, 245.
 Jean Mauburne, 88.
 Jean Morone, 182.
 Jean de Mouzon, 104.
 Jean de Nagen, 79.
 Jean Ninder, 92.
 Jean de Palafox, 333-34.
 Jean Pascha, 103.
 Jean le Persévérant, 128.
 Jean Pfeffingen, 137.
 Jean de Pouilly, 83.
 Jean Pupper de Goch, 116.
 Jean de Quintanadoine, 246.
 Jean de Raguse, 50.
 Jean de Saint-Thomas, 309. -
 Jean de Saxe, 129.
 Jean Scholarios, 350.
 Jean de Sélau, 35.
 Jean Soreth (Bx), 82.
 Jean de Staupitz, 118.
 Jean Tauler, 96.
 Jean Tausen, 169.
 Jean de Torquemada, 41.
 Jean Wesel, 116.
 Jean Wessel Gansfort, 116.
 Jean Zizka, 35.
 Jean-Bte St-Jure, 372.
 Jean-Bte de la Salle (Saint), 362.
 Jean-Pierre Caraffa, 176, 184.
 Jeanne d'Albret, 197, 202.
 Jeanne de Chantal (Sainte), 246.
 Jeanne Jugan, 569.
 Jeanne Mance, 335.
 Jeanne de Naples, 9, 25.
Jeanne d'Arc, 46-47.
 Jeanne de Valois (Sainte), 86.
 Jérémie II, 173.
 Jérôme Bolsec, 152.
 Jérôme Bonaparte, 416.
 Jérôme Casanata, 309.
 Jérôme Emilien (Saint), 177.
 Jérôme de Prague, 307.
Jésuites, 85-86.
Jésuites, 178-80, 229, 250.
Jeunesse catholique, 572.
 Joachim III, 132.
 Joachim de Flore, 13.
 Johannès IV, 519.
 Jocodus de Lodenstein, 294.
 Joerg, 456, 580.
 Joffré Borgia, 71.
 Joghès (Père), 336.
 John Allen, 219.
 John Ball, 30.
 John Colet, 158.
John Knox, 217-18.
 John Oldcastle, 30.
 John Russel, 462.
 John Sundbury, 30.
 Jollet, 336.
 Jolly (Jules), 455.
 Joly de Fleury, 357.
 Jonnart, 649.
 Josaphat Kountséwich, 172.

José I^{er}, 355.
 José Monino, 361.
 José Ribéra, 327.
Joseph II, 366-68.
Joseph (Père), 207, 232, 235, **242-243**, 248, 259, **345-46**.
 Joseph (patriarche), 524.
 Joseph de Anchieta, 333.
 Joseph Bonaparte, 408, 417, 418, 531.
 Joseph Calazanzio (saint), 249.
 Joseph de Colloredo, 365.
 Joseph de Maistre, 434.
 Joseph Vêlamin Rudzki, 172.
 Joséphine de Beauharnais, 419-20.
Joséphisme, 466-68.
 Josseur de Ravestein, 262.
 Jouffroy, 599.
 Juan d'Autriche (Don), 212, 233.
 Juan Borgia, 71.
 Juarès, 553.
Jubilé, 101-102.
 Juifs, 2.
 Juigné (de), 405.
 Juilly, 251, 437.
Jules II, 59-61.
 Jules III, 167, 183.
 Jules Pfug, 133.
 Julien della Rovere, 71.
 Julien Maunoir, 235.
 Julienne Morel, 323.
 Jungmann, 578.
 Jurieu, 291, 293.

K

Kant, 380, **599-600**.
 Kanut (archevêque), 168.
 Karlovitz, 521.
 Kaunitz, 367.
 Kehle, 461.
 Keller, 451.
Ketteler, 454, 483, 486, 488, 580.
 Kiew, 172.
 King, 463.
 Kissingen, 491.
 Klee, 612, 616.
 Kléber, 402-03.

Kleutgen, 484, 605, 613.
 Klin Kowstrom, 448.
 Knigge, 382.
 Koch, 456.
 Kokyzana, 43.
 Kolping, 580.
 Kopp (Cardinal), 640.
 Kossovo, 48, 52.
 Krementz, 486, 492.
 Krüdener, 518.
 Krummacher, 496.
 Kuhn, 603.
 Kunzer, 451.
 Kuyper, 541.

L

La Barre (Chevalier de), 375.
 Labauche, 615.
 Labbe (P.), 308.
 Labelle (Abbé), 551.
 La Broue, 351.
 La Chaise (P.), 284.
 La Chalotais, 358.
 Lachat (Mgr), 544-45.
 La Colombière, 325.
 Lacombe (P.), 285.
Lacordaire, 434, 435, 439, 619.
 Ladislas de Hongrie, 51.
 Ladislas de Naples, 32, 33.
 Lafont de Savine, 390.
 Lagrange (P.), 629-30.
 La Guéronnière, 475.
 Lainez, 198.
 La Jaunais, 403.
 Lalande, 405.
 Lallemant (P.), 322, 334, 336.
 Lambruschini (Cardinal), 438, 442.
Lamennais, 430, **434-40**, 500, **597**, 611.
 Lamennais (J-Marie), 439, 573.
 La Mettrie, 377.
 La Mirandole, 60.
 Lamoricière, 476.
 Lamothe-Lambert (Mgr), 343.
 La Motte (De), 575.
 Lamy, 506.
 Lancelot, 265.
 Langle (De), 351.

- Langside, 219.
 Lanjuinais, 403.
 Lannoy, 210.
 La Palice, 61.
 Lapôtre (P.), 626.
 La Renaudie, 197.
 La Réveillère-Lepaux, 405.
 La Rochefoucauld (Cardinal de), 244.
 La Rochejaquelein, 402.
 La Rochelle, 207.
 Lassalle, 580.
 La Tour du Pin (Marquis de), 581.
 Latran (V^e), 61.
 La Trémoille, 62.
Laud, 226-27.
 Laufen, 131.
 Laurent de Médicis, 55-56.
 Laurent Scupoli, 322.
 Laurent Valla, 68.
 Laurentius Andreæ, 169.
 Laurentius Petri, 168.
 Laval, 403.
 Lavalette (Grand-maitre), 233.
 Lavalette (Père), 356.
 La Vallière (M^{lle} de), 246.
 Lavardin (marquis de), 281.
Lavigerie (Cardinal), 556, 558.
Lazaristes, 235.
 Lebas, 631.
 Leblanc (Pierre), 431.
 Lebrun, 328.
 Le Camus, 629.
 Le Caravage, 328.
 Le Caron (Père), 334.
 Le Chapelier, 387.
 Leccointe (P.), 315.
 Ledochowski, 491.
 Le Dominiquin, 329.
Lefèvre d'Étaples, 142-44.
 Lefèvre (P.), 552.
 Legris-Duval, 431, 569.
 Le Guerchin, 329.
 Le Hir, 629.
 Lehmkuhl, 617.
 Leibnitz, 293.
Leipsig (Dispute de), 121-22.
 Lejeune (Père), 335.
 Le Maître de Saci, 265.
 Le Mans, 403.
 Lemère, 353.
 Lemoine (Cardinal), 55.
 Lemontey, 391.
 Lenain de Tillemont, 315.
 Lencoître, 242.
 Lennig, 452.
 Le Nordez (Mgr), 512.
 Lens, 232.
 Lenz (Pierre), 635.
Léon X, 62-63, 81, 84, 102, 120, 121, 192, 247.
 Léon XI, 305.
 Léon XII, 468.
Léon XIII, 463-64, 479, 491-92, 506, 582-83, 613-14, 625.
 Léonard de Mansuetis, 80.
 Léonard de Vinci, 111.
 Léopold, 369.
 Léopold I^{er}, 293.
 Léopold II, 368.
 Léopold I^{er}, 537.
 Lépanle, 233.
 Lepère, 631.
 Le Pérugin, 107.
 Le Play, 581.
 Le Prévost, 572.
 Lequien, 315.
 Le Roy (Ed.), 638.
 Leroy-Beaulieu (An.), 582.
 Le Royer de la Dauversière, 335.
 Lescure (de), 402.
 Lesne (Mgr), 626.
 Lespinasse (de), 377.
 Lesseps (Ferdinand de), 473.
 Lessing, 379.
 Lessing, 495.
 Lessius, 262, 302.
 Lestonnac (Mère de), 252.
 Lesueur (J.-F.), 329.
Lettres à un provincial, 268.
Lettres de Majesté, 230.
 Leu (Joseph), 543.
 Levant, 345-46.
 Libéral Bruant, 326.
 Liberatore (P.), 605, 613.
 Libermann, 556.

Liberté-Egalité (Sermon), 398.
Libre-Esprit (Frères du), 94.
 Ligeon (P.), 561.
Ligue (Sainte), 61.
Ligue (La), 202.
 Lille, 578.
 Lindau (Jacob), 455.
 Lipan, 42.
 Lipsius, 495.
 Lithuanie, 172.
Liturgie, 386-87, 594-95.
 Livourne, 27.
 Livinhac, 558.
Libre de discipline, 218.
 Lochleven, 219.
 Locke, 372, 379.
 Lodi (Paix de), 55.
 Loisy (A.), 630, 638.
 Lollards, 30.
 Loménie de Brienne, 390.
 Longjumeau, 200.
 Longobardi (P.), 341.
 Longwy, 393.
 Lorraine (Cardinal de), 185.
 Loubet, 511.
 Loudun, 322.
 Louis I^{er} (d'Anjou), 25.
 Louis I^{er} (de Bavière), 448.
 Louis XI, 44.
 Louis XII, 58-62.
 Louis XIII, 207.
Louis XIV, 269, 274-82, 284, 290-92.
Louis XV, 358, 359, 360.
Louis XVI, 392-94, 397.
 Louis Aleman, 38, 41.
 Louis Bail, 323.
 Louis Barbo (Dom), 78.
Louis de Bavière, 12-16.
 Louis de Berquin, 144, 148.
 Louis Bertrand (saint), 332.
 Louis de Brandebourg, 16.
 Louis de Grenade, 318-19.
 Louis de Léon, 319.
 Louis de Montoya, 248.
 Louis d'Orléans, 25.
 Louis du Pont, 321.
 Louis le Vau, 326.

Louis-Napoléon, 444, 472-73.
 Louise de France, 363.
 Louise de Marillac (B^{ae}), 254.
 Louise de Savoie, 144.
 Lourdes, 390.
 Louvain, 260, 578.
 Lowenbruck, 569.
 Loyson (Hyacinthe), 481, 544.
Lubeck (Traité de), 231.
Lublin (Union de), 172.
 Luca della Robbia, 108.
 Luca Signorelli, 107.
 Lucerne, 543.
 Lucrèce Borgia, 71.
 Ludovic le More, 56, 57.
 Lueger (Dr.), 499.
 Lund, 132.
 Lunéville, 425.
Luther (Martin), 130, 133, 147-48.
 Lutter, 231.
 Lutz, 489.
 Lützen, 232.
 Luynes (Duc de), 206-07.
 Luzerne (De la), 408.

M

Mabillon, 244, 314.
 Mably, 379.
 Mac-Mahon, 500, 501.
 Madagascar, 344, 559.
 Madeleine-Sophie Barat (Sainte), 431.
 Madeleine Lhuillier, 251.
 Maderno, 326.
 Madhi (Le), 559.
 Magenta, 474.
 Mahomet I^{er}, 49.
 Mahomet II, 52, 53.
 Maï (Cardinal Ange), 624-25.
 Maigrot (Mgr), 343.
 Maillard, 393.
 Maintenon (M^{me} de), 285.
 Maître (De), 64, 518.
 Maitrias (Abbé), 570.
 Malagrida, 356.
 Malatesta, 17, 18, 56.
 Maldonat, 311-12.

- Malines (Congrès de)*, 500.
 Mallinckrodt, 491.
 Malouet, 387.
 Malte, 84, 233.
 Manachi, 365.
 Mandonnet (P.), 626.
 Manna (P.), 652.
Manning, 461, 462, 464, 483, 485,
 486, 487, 582, 618.
 Manoël de Nobrega, 333.
 Manoël II, 536.
 Manrèse, 170.
 Mansart, 326.
 Mantoue, 53.
 Maracci (P.), 284.
Maranos, 63-65.
 Marbourg, 138.
 Marcel II, 184.
 Marchese, 284.
 Marcin (Dom), 309.
 Marengo, 408.
 Marescalchi, 422.
 Maret (Mgr), 481-82, 483.
 Margerie (A. de), 616.
 Marguerite d'Angoulême, 144.
 Marguerite d'Arbouze, 244.
 Marguerite Bourgeois, 335.
 Marguerite Ebnerin, 97.
 Marguerite de Hollande, 14.
 Marguerite-Marie (Sainte), 324.
 Marguerite Maullasch, 16.
 Marguerite de Parme, 269-10.
 Marguerite de la Sale, 133.
 Marguerite de Valois, 200, 205,
 234.
 Marquette (P.), 336.
 Maria da Gloria, 531, 532.
 Marie d'Agréda, 323.
 Marie-Antoinette, 397.
 Marie de Beauvilliers, 242.
 Marie-Christine, 535.
 Marie de Guise, 217.
 Marie de Hongrie, 127.
 Marie de l'Incarnation, 335.
 Marie-Louise, 420.
 Marie de Lumagne, 255.
 Marie de Médicis, 206, 236.
 Marie de Savoie, 277, 278.
 Marie du Divin Cœur (Mère), 592.
Marie Stuart, 197, 217-19.
 Marie-Thérèse, 365, 366-367.
Marie Tudor, 165, 167-68.
 Marie-Madeleine de Pazzi (Sainte),
 Marignan, 62.
 Marillac, 291.
 Marilley (Mgr), 543, 544.
 Maritain (J.), 615.
 Maroilles, 387, 390.
 Maronites, 527.
 marot, 173.
 Marsiglio de Padoue, 14.
 Marsile d'Inghem, 90.
 Martignac, 433.
 Martin V, 34, 37.
 Martin de Dunin, 450.
 Martin Martini (P.), 342.
 Martin de Paderborn, 484, 485.
 Martin de Paderborn, 484, 485,
 491.
 Martiana, 408, 409.
 Masaccio, 107.
 Mascaron, 316.
 Masella, 491.
 Massachussetts, 227.
 Masséna, 408.
 Massilon, 516.
 Massoulié, 323.
 Massuet (Dom), 309.
 Mathias Corvin, 57.
 Mathias Schinner, 62.
 Mathieu (de Besançon), 484.
 Mathieu de Sainte-Françoise, 249.
 Mathieu Ricci (P.), 340-41.
 Mathieu Ory, 152.
 Mathieu Parker, 216.
 Mattaincourt, 245.
 Matteo de Bascia, 247.
 Maubuisson, 265.
 Maur (Congrégation de Saint-),
 241.
 Maura, 535.
Mauristes, 314-15.
 Maurice de Nassau, 113, 215.
 Maurice de Saxe, 133, 134, 184.
 Maury, 389, 421.
 Max (de Bavière), 455.

- Maximilien (d'Autriche), 553.
 Max Joseph, 425.
Maximes des Saints, T. D., 287-89.
 Maximilien 1^{er}, 58, 60.
 Maximilien II, 221, 231.
 Mayenne, 204.
 Mayence (Diète de), 41.
 Mayer, 486.
 Mazarin, 290.
 Mazenod (De), 431.
 Mazzini, 476.
 Meaux (Ecole de), 144.
 Meaux (Surprise de), 199.
 Mechtilde du Saint-Sacrement, 243.
Médaille miraculeuse, 589.
 Mekhitar, 343.
Mélanchton, 124, 126, 128, 130, 131, 132, 133, **136-37, 145-46, 173, 182.**
 Melbourne, 465.
 Melchior Cano, 301, 319.
 Melchior Hoffmann, 127.
 Melchior Wollmar, 147.
 Mélius, 173.
 Melk, 78.
 Melun (de), 445, 569.
 Mendez, 347.
 Ménélik II, 559.
 Menotti, 468.
 Mentana, 478.
Menus services, 22.
 Mercier (Mgr), 613, 616.
 Mercurian (P.), 306.
 Mermillod (Mgr), 540-45.
 Metelin, 53.
Méthodisme, 373-74.
 Metternich, 428, 543.
 Mexique, 332, 553.
 Mezzabarba (Mgr), 344.
 Michaëlis, 379.
 Michaux (Dr), 572.
 Michaux (Abbé), 487.
 Michel-Ange, 111.
 Michel de Césène, 14.
 Michel Colombe, 113.
 Michel Helding, 113.
 Michel de l'Hôpital, 184, 197, 200.
 Michel Le Nobletz, 235.
Michel Molinos, 284.
 Michel Morillo, 65.
 Michel Servet, 152.
 Michelet, 441.
 Mignard, 328.
 Migne (Abbé), 439, 612, 625.
 Milan, 14, 15.
 Millet (Jean-François), 634.
 Minimes, 86.
 Miollis, 418.
 Miollis (Mgr), 593.
 Mirabeau, 386, 387, 390.
 Miramion (M^{me} de), 256.
Missionnaires diocésains, 572.
 Missel, 193.
 Mocquereau (Dom), 588.
Modernisme, 637-39.
 Modzewski 171.
 Moehler, 618.
 Mohacz, 233.
 Molanus, 293.
 Molina, 302, 304.
Molinisme, 303-05.
 Mollat, 626.
 Mommouth (Duc de), 297.
 Moncontour, 200.
Mongols, 49.
 Monk, 295.
 Monsabré (P.), 619.
 Mont Cassin, 78.
 Mont Olivet, 78.
 Montague, 226.
 Montagne Blanche, 231.
 Montalembert, 499, 500.
 Montefiascone, 18.
 Montesino (Frère), 331.
 Montfaucon (Dom), 315.
 Montmartre, 179, 242, 561.
 Montmorency, 145, 198, 200.
 Montmorency-Laval (Mgr de), 336.
 Montréal, 335.
 Moralez, 341-42.
 Moran (Mgr), 565.
 Moriscos, 66, 174.
 Mörlin, 137.
Mormons, 549.
 Morone, 184.

Morosini, 202.
 Mossoul, 524, 527.
 Mourad II, 52.
 Mozart, 329.
 Much-Mong, 561.
 Mühlberg, 133.
 Muhlendorf, 13.
 Muhler, 448.
 Mun (Albert de), 506, 581.
 Munchen Gladbach, 584.
 Murat, 418, 424.
 Murillo, 327.
 Murray, 218.
Musique religieuse, 192.
 Mussolini, 650.
 Mystères, 74.

N

Nantes (Edit de), 206-07.
 Nantes, 402, 403.
Napoléon I^{er}, 412-13, 416-24.
Napoléon III, 474-78, 528, 530, 538.
 Napoléon (Prince), 478.
 Narischkin (Princesse), 518.
 Nasalli (Mgr), 537.
 Nathan, 480.
Nature Americanism, 547.
 Navarette, 342.
 Necker, 385.
 Nègrepont, 53.
Népotisme pontifical, 70-72.
Newman, 460-62, 487, 616, 619.
Nicolas V, 45, 46, 52, 55, 68, 75.
 Nicolas I^{er}, 518-19.
 Nicolas II, 526.
 Nicolas d'Autrecourt, 90.
 Nicolas du Chardonnet (St), 238.
 Nicolas de Clamanges, 26, 76.
 Nicolas Coeffeteau, 248.
 Nicolas Cornet, 266-67.
Nicolas de Cuse, 41, 69, 75-76, 79, 91, 99.
 Nicolas Eymerie, 104-05.
 Nicolas Hausman, 126, 128.
 Nicolas de Hontheim, 364.
 Nicolas de Lyre, 93.
 Nicolas de Matzen, 78.
 Nicolas de Pistna, 35.

Nicolas Poussin, 328.
 Nicolas Storch, 126.
 Nicole, 265, 292.
 Nicopolis, 49.
 Niebuhr, 446.
 Nigra, 476.
 Nisard, 512.
 Nissa, 52.
 Noailles, 351, 352.
Nobis nominavit (Question du), T. D., 514-16.
 Nöhring, 339.
 Nocera, 25.
 Noël Alerandre, 248.
 Noël Beda, 144-45.
 Nogaret, 9.
 Nordlingen, 232.
 Norfolk (Duc de), 160.
 Norvège, 170.
 Nothomb, 538.
 Novare, 32.
 Noyers, 200.
 Nuremberg (Diète de), 124.
 Nuremberg (Paix de), 130, 132.

O

Occamisme, 89-90.
 Ochsenbein, 543.
O'Connell, 458-59, 465.
 Olden Barnevelt, 215.
 Olaüs Petri, 168.
Olier (Monsieur), 235, 239-40, 266, 335.
 Olivetan, 147.
 Olivier Cromwell, 237.
 Ollé-Laprune, 616.
 Olivier (Emile), 485.
Ontologisme, 604.
Oratoire de l'Amour divin, 176.
 Oratoriens, 251.
 Ordellaft, 17-18.
Ordres mendiants, 79-84.
Oriens christianus, 315.
 Orkhan, 48.
 Osiander, 131, 137-38, 161.
 Othman I^{er}, 48.
 Otrante, 54.

Otto Meier, 452.
 Otto Pfeiderer, 495.
 Oudinot, 473.
 Overbeck, 447, 634.
 Ozanam (Frédéric), 439, 569, 623.

P

Pacca, 366, 419, 423.
 Paccanari, 435.
Paix Clémentine, 270.
Palestine, 651-652.
 Palestrina, 4.
 Palestrina, 192, 587.
 Pallu (Mgr), 343.
 Palmer, 460.
 Palmerston (Lord), 543.
 Palmieri, 615.
 Papebrock, 314.
 Paraguay, 333.
 Paray-le-Monial, 561.
 Paris (Diacre), 352.
 Parisi (Mgr), 442-43, 587.
 Parme (Duc de), 359-60.
 Parnell, 466.
 Pascal, 31.
 Pascal (P. de), 582.
Pascendi (Encyclique), 642-47.
 Patay, 46.
 Paterson (M^{lle}), 416.
 Patrice Hamilton, 217.
 Patrizzi (Cardinal), 604.
Patronages, 572.
 Paul I^{er}, 516.
 Paul II, 53, 68, 146.
 Paul III, 182, 183, 189.
 Paul IV, 184, 189, 213 note.
 Paul V, 225, 301.
 Paul Anton, 294.
 Paul de Burgos, 93.
 Paul de Chomeday, 335.
 Paul de la Croix (Saint), 363.
 Paul-Henry, 563.
 Paul Trinci de Foligno, 81.
 Paul Véronèse, 328.
 Pavie, 175.
 Pavillon d'Alet, 269, 278, 279.
 Pazzi (Les), 55, 56.
 Pedro de Cordova, 331.
 Peel (Robert), 459, 465.
 Pègues (P.), 615.
 Peilhaube, 615.
 Pellisson, 291.
 Peltanus, 308.
 Peltrie (M^{me} de la), 335.
Pénitencerie, 46-47.
 Péraudi, 103.
 Perboyre (Bx), 562.
 Perceval (Arthur), 460.
 Pergolèse, 329.
 Perosi (Don L.), 636.
 Perrone, 612.
 Pérou, 332.
 Pérouse, 1, 8, 19.
 Pesch (L.), 614.
 Pé-Tang, 563.
 Petau, 308.
 Peter Vischer, 298.
Petite Eglise, 411.
Petites Sœurs des Pauvres, 569.
 Pétrarque, 17, 19, 67.
Philippe II, 154, 167, **174**, 184, 201, 204, **207**, **209-12**, 219.
 Philippe IV, 323.
Philippe le Bel, **2-6**, **9-12**.
 Philippe de Champagne, 328.
 Philippe de Hesse, 129, 130, 131, **133**.
 Philippe Jeningen, 324.
 Philippe de Marigny, 11.
 Philippe de Mézières, 49.
 Philippe de Néri (Saint), 323.
Piaristes, 249.
 Picard (P.), 593.
 Pie II, 53.
 Pie III, 60.
 Pie IV, 184, 185, 187, 189, 257.
Pie V, 190, 192-93, 200, 219, 233, 262.
Pie VI, 361, 365, 366, 368, 370, **407-408**, 517.
Pie VII, 408, **409-13**, **416-24**, 467.
 Pie VIII, 449, 468.
Pie IX, **470-79**, **480**, **484**, **486**, **487**, 488, 490, 498, 522, 544, 587, 590, 613.

Pie X, 464, 511, 512, 591, 592, **637-647**.

Pie XI, **650-54**, 661.

Pie (Mgr), 475, 483, 484, 506, 599, 620.

Pier Matteo Petrucci, 284.

Pierre d'Ailly, 26, 28, 33, 35, 76, 90, 98, 106.

Pierre d'Alcantara (Saint), 247.

Pierre d'Aragon, 19.

Pierre d'Aubusson, 54.

Pierre Ballerini, 365.

Pierre de la Beaume, 150.

Pierre de Bérulle, **236-38**.

Pierre Buys, 307.

Pierre Caraffa, 182.

Pierre Claver (Saint), 332.

Pierre Codde, 354-55.

Pierre de Corvara, 15.

Pierre le Cruel, 17.

Pierre de l'Estoiles, 147.

Pierre Flotte, 4.

Pierre de Fonseca, 303.

Pierre Fourier (St), 235, 245, 252.

Pierre Jean d'Olive, 13.

Pierre Lefèvre, 178-79.

Pierre de Luxembourg (Bx), 25.

Pierre Marca, 260.

Pierre Martyr, 166.

Pierre Niger, 93.

Pierre d'Orgement, 104.

Pierre Paëz, 347.

Pierre de la Palud, 91.

Pierre de Pise (Bx), 85.

Pierre Pithou, 259.

Pierre Régalat (Saint), 81.

Pierre de Valverde, 332.

Piétisme, 294.

Piou (J.), 505, 506

Pise, 15, 27, 61.

Pistoie, 369.

Pitra (Cardinal), 625.

Pitt, 394.

Plancher (Dom), 314.

P'atel (Abbé), 356.

Platina, 68.

Pléssis (Mgr), 550, 551.

Plombières, 474, 476.

Poggio Bracciolini, 68.

Poissy (*Colloque de*), 198.

Polenz, 131.

Polignac (De), 433.

Pologne, **171-72**.

Poltrot de Méré, 199.

Pombal, **333**, **355-56**.

Pompadour (M^{me} de), 358.

Pomponius Letus, 68.

Pontorson, 403.

Portalis, 412.

Port Royal, **265**, **268-69**, **270**, 292, 350.

Pothier (Dom), 588.

Potier de Beauvais, 238.

Pottier (Mgr), 582.

Poullart des Places, 343.

Pragmatique Sanction, **41**, **43-44**.

Prague (Traité de), 232.

Prado, 369.

Præmunire, 157.

Prédication, 74.

Presbytériens, 221.

Prieur de la Marne, 387.

Probabilisme, **309-11**.

Procope le Grand, 42.

Propagation de la foi, 555, 652.

Prudence de Montemayor, 304.

Prusse, 425, 446, 449-50.

Ptolémée de Venise, 82.

Pucelle (Abbé), 353.

Puritains, 221-22.

Pusey, 460, 461, 463.

Pustet (Frédéric), 588.

Puvis de Chavannes, 634.

Q

Quakers, 295.

Quarella, 486.

Quatre articles, 280.

Québec, 335.

Quélen (Mgr de), 439.

Quentin Metzys, 109.

Quesnel, 350, 354, 369.

Questineau, 402.

Quignonez, 192.

Quiétisme, **283-87**.

Quinet, 441, 444.

Quinônes, 247.

R

Ramière (P.), 592.

Rampolla (Cardinal), 647.

Rancé, 243-44.

Ranke, 64.

Raoul de Presles, 93.

Raphael, 111-112.

Ratazzi, 478.

Ratio studiorum, 250.

Ratisbonne (Diète de), 132.

Ratisbonne, 425.

Ratti (Cardinal), 578.

Rauscher, 484, 486, 497.

Rauzan, 431.

Ravenne, 61.

Ravignan (P. de), 441, 619.

Raymond de Capouë (Bx), 79-80,
100.

Raynal, 379.

Recueil des Historiens des Gaules,
314.

Réductions, 333, 355-56.

Régale, 278-82.

Régent, 351, 352.

Réginald Pole, 167, 182.

Reinkens, 488.

Reisach, 455.

Rembrandt, 327.

Renaissance, 67-72.

Renan, 599, 628.

Renaud de Beaune, 204.

Renaudot, 292.

Renée de Ferrare, 150.

Renée de France, 173.

Rense, 16.

République romaine, 472.

Requesens, 211.

Resum novarum (Encyclique), 582.

Reuchlin, 93.

Revivals, 549.

Rhodes, 54, 84, 233, 342.

Riario (Jérôme), 54, 56, 71.

Ricci (P.), 360, 361, 368, 369.

Richard (Cardinal), 506.

Richelieu, 207, **231**, 232, 236, 238,
239, **241-42**, 243, 256, 258, **259**,
260, 266, 276 note, 334.

Ridolfi, 248.

Richard II, 30.

Richard (Cardinal), 464.

Richard Simon, 312.

Ripaùlle, 42.

Ripalda, 302, 307.

Rites chinois, 340-41, 343-45.

Rivet (Dom), 314.

Robert de Genève, 24.

Robert de Nobili, 338-39.

Robert Persons, 320.

Robert de Sicile, 13.

Robespierre, 389, 397, **401**.

Rocheport, 405.

Rocroy, 232.

Rodolphe II, 229, 230.

Rodriguez de Azevedo, 179.

Rohan, 206.

Rohrbacker, 434, 435, 441, 623.

Roger de la Pature, 109.

Rojas de Spinolas, 293.

Roland, 392.

Rome, 578-79.

Romorantin (Edit de), 197.

Ronsin (P.), 432.

Roos, 354.

Roothan, 442.

Ropp (Mgr), 656.

Rosalie (Sœur), 569.

Rose Croix, 381.

Rose de Lima (Sainte), 332.

Roselli, 480.

Rosmini, 604.

Rossi (J.-B.), 442, 471, **472**, 625.

Rossi (Mgr), 480.

Rouher, 478.

Roumanie, 658.

Rousseau, 377-78, 386.

Rouvier, 512.

Rovère (Julien de la), 54, 57.

Ruard Tapper, 262.

Rubens, 326-27.

Rudini (De), 479.

Ruffo, 423.

Rugieri (P.), 340.

Ruinart (Dom), 314.
Ruysbroeck, 97.

S

Sabatier (A.), 638.
Sacré-Cœur, 591-92.
Sacré-College, 70.
Sadolet, 146, 148.
Sadowa, 498.
Sagard (P.), 334.
Sailer (Jean-Michel), 448.
Saint-Barthélemy, 201.
Saint-Denis, 200.
Saint-Florent, 403.
Saint-Germain (Edit de), 198, 200.
Saint-Just, 85.
Saint-Médard (Cimetière), 352.
Saint-Pierre (Eglise), 111.
Saint-Quentin, 154.
Saint-Sauveur (Ordre du), 86-87.
Saint-Sulpice, 235, 240.
Sainte-Enfance, 555.
Sainte Ligue allemande, 230.
Sainte-Sophie, 52.
Salama, 559.
Salamanque (Théologie de), 309.
Saldanha (Cardinal), 356.
Salinis, 435.
Salle (J.-B. de la), 573.
Salmeron, 311.
Salvandi, 441, 444.
Salviati, 55, 56.
Samuel Champlain, 334.
Sancroft, 298, 299.
Sandomir (Synode de), 171.
Sandoval (P.), 332.
Sangnier (Marc), 639.
Sanguinetti (P.), 486.
San Salvador, 330.
Sanseverino, 613.
Santarel, 259.
Sarzana, 20.
Satire Ménippée, 204.
Savenay, 403.
Saville (Georges), 374.
Savoranole, 57, 72-73.
Savone, 26, 419.

Scanderberg, 51, 52, 53.
Scarampo, 53.
Schadow, 448.
Schaepman, 541.
Schaffouse, 33.
Schaffesbury, 297.
Schanz, 618.
Scheeben, 604, 614.
Schell (H.), 638.
Scherr, 455, 487.
Schie, 428.
Schleiermacher, 495.
Sciarra Colonna, 614.
Schlimps (Joseph), 580.
Schmidt (P.), 622.
Schmidt (Jean-Laurent), 379.
Schnorr, 448.
Schollaert, 539.
Schouwaflof, 518.
Schwartzenberg, 484.
Schwelchine, 518.
Sébastien Michaelis, 248.
Sébastien Zamet, 266.
Sécession (Guerre de), 547.
Sedlmitzky, 450.
Sérez, 422.
Seignelay (Marquise de), 255.
Seipel (Mgr), 659.
Sélim 1^{er}, 54.
Selas Christos, 347.
Seltan Sagād, 347.
Semaines d'ethnologie, 622.
Semaines sociales, 584.
Semler, 379.
Senestrey, 484, 486.
Sept Fons, 244.
Septembre (Convention de), 477.
Serbes, 657-58.
Servais de Laruelle, 245.
Severoli, 428.
Sévigné (M^{me} de), 275, 279.
Sforza (Jean Galéas), 57.
Shorlemer-Aïst, 580.
Sibour, 445.
Sibour (Mgr), 587.
Siebel, 496.
Sienne (Concile de), 37.
Siéyès, 386-87.

Sigismond, 33, 35, 36, 38, 42, 131, 170.
 Sigismond II (Auguste), 171.
 Sigismond III, 172.
 Signori (P.), 284.
Sillon (Le), 639-40.
 Silvestre de Ferrare, 300.
 Silvestre de Schaunburg, 122.
 Simon (Jules), 501, 503, 599.
 Simon Lindner, 83.
 Simon Stock, 366.
 Singlin, 265.
 Sinigaglia, 58.
 Sirmond, 308.
 Sirven, 375.
Sixte IV, 54, 55-56, 64, 65, 71, 80, 83, 105.
Sixte-Quint, 194, 204-05, 312.
 Skarga, 172.
 Smalkade, 130, 142.
 Smith (José), 549.
 Smyrne, 20.
 Soanen, 351, 352.
Société de Saint-Vincent-de-Paul, 569.
 Socin, 171, **173-74**.
 Solesmes, 439, 588.
 Solférino, 474.
 Soliman le Magnifique, 233.
Somasques, 177.
 Somerset (Duc de), 165.
 Sommerhausen, 232.
Sonderbund, 543.
 Soudan, 558-59.
Soumission du clergé (Acte de), 162.
Soustraction d'obédience, 26.
 Spalatin, 122.
 Spener, 294.
 Spiegel, 449, 602.
 Spina (Mgr), 408, 409, 423.
 Spire (Diète de), 129.
Spirituels, 13.
 Spuller, 506.
 Strafford, 228.
 Stanislas Czerniewicz, 361.
 Stanislas Hosius, 171.
 Stanislas de Znaïm, 32.

Staudenmaier, 612.
 Stéphane Lochner, 109.
 Stofflet, 403.
 Stolberg (Comte de), 447.
 Strafford, 228.
 Strauss, 543, 627.
 Stremayr (De), 498.
 Striegel, 137.
 Strossmayer, 485.
 Studenberg, 427.
 Stumpf, 482.
Suarez, 302, 310.
 Subiaco, 78.
Subiniles, 42.
 Sue (Eugène), 441.
 Suède, 168-69.
 Suffolk (Duc de), 160.
 Sunnanvåder, 168.
 Suresnes, 204.
 Surin, 322.
 Swift, 373.
 Sybel, 453.
Syllabus, 500.
Syllabus, T. D., 605-610.
Synergisme, 137.
 Syriens, 527.
 Szegeddin, 52..

T

Taborites, 36, 43.
 Taicosama, 339.
 Tait, 463.
 Talleyrand, 386, 390, 392, 409, 412, 418.
 Talon, 336.
 Tamburini, 369.
 Tamerlan, 49.
 Tanquerey, 615.
 Tanucci, 359.
 Tarifa, 17.
 Tasau, 563.
 Taurus, 124.
Théco-Slovaquie, 660.
 Tchernovitz, 521.
 Tegernsee, 446.
 Temple, 464.
Templiers, 2, **10-12**.

Tencin, 352.
Terreur, 397-404.
 Terrien (P.), 615.
Test (Bill du), 297.
 Tetzel, 119, 120.
Théatins, 176-77.
 Thémines (Alexandre de), 411.
 Théodelinde du Boucher, 593.
 Théodore de Bèze, 153, 198.
 Théodore de Celles, 373.
 Théodore de Lellis, 46.
 Théodoros, 559.
Théophilanthropie, 406.
Thérèse (Sainte), 245-46, 320.
 Thiers, 441, 444, 445, 500.
 Thomas A'Kempis, 88, 98.
 Thomas Cranmer, 161.
 Thomas Cromwell, 163, 165.
 Thomas de Jésus, 249, 319.
Thomas More, 158-59, 163.
 Thomas Munzer, 126-27.
 Thomas Ortiz (P.), 332.
 Thomas de Villeneuve (St), 66.
 Thomassin (P.), 315.
 Thorbecke, 540.
 Thouars, 402.
 Thouvenel, 475, 477.
 Thureau, 403.
 Thureau-Dangin, 627.
 Thurn (Comte de), 230.
 Thyse Gonzalez, 311.
 Tibaleschi, 24.
 Tien-Tsi, 561.
 Tien-Tsin, 562.
 Tilly 231-232.
 Tindal, 379.
 Tintoret, 328.
 Titien, 112, 328.
 Titon, 353.
 Titus Oates, 297.
 Tixeront, 617.
 Tocqueville (De), 473.
Tolentino (Traité de), 407.
 Tombouctou, 558.
 Torfou, 402.
 Torgau, 136.
 Tormitza (La), 53.
 Torquemada, 64, 66.

Tournély (De), 431.
 Tournon (Cardinal de), 145, 343,
 344 note.
 Tours, 11, 60.
Traité des études monastiques,
 244.
Trappe (La), 244.
 Treilhard, 387, 389.
Trente (Concile de), 181-188.
Trente ans (Guerre de), 231-33.
 Trevern (Mgr de), 598.
Triologus, 30.
 Trivulce, 60, 61.
 Tronson, 286.
Trustees, 547.
 Tubingen, 131, 628.
 Tu-Duc, 561.
 Turcs, 48.
 Turenne, 291.
 Turide (Saint), 332.
 Tykhon, 651, 654, 655.
 Tyrrel, 638.

U

Ubaghs, 598, 604.
 Ubertino da Casale, 13.
 Ulrich (Duc), 131.
 Ulrich de Hutten, 122, 125.
Unigenitus (Bulle), 351.
Union évangélique, 230.
Unione popolare, 585.
Urbain V, 18-19, 29, 48.
Urbain VI, 23-26.
 Urbain VIII, 232.
Ursulines, 251.
 Utrecht (Schisme d'), 354-55.

V

Vacandard, 626.
Vacants, 22.
 Vaillant (Général), 473.
 Vaissette (Dom), 314.
 Val de Grâce, 242.
 Valence, 408.
 Valenciennes, 210.
 Valentin Eybel, 366.
 Valgonera, 323.

Valignani (P.), 339.
 Valladolid, 78.
 Valois (Noël), 626.
 Van Dyck, 327.
 Van Eckel, 354.
 Van Espen, 364.
 Van Eyck, 109.
 Van Swieten, 366.
 Vanne (Congrégation de St-), 240.
 Vanozza de Cataneis, 71.
 Vanutelli (Mgr), 520.
 Varennes, 391.
 Varini (P.), 431.
 Varsevicki, 170, 172.
 Vasquez, 302.
 Vassy, 198.
 Vatable, 143-44.
Vatican (Concile du), 480-88.
 Vaudois, 146.
 Vaughan (Cardinal), 464, 556.
 Vaugirard, 240.
 Vélasquez, 327.
 Vénézuéla, 554.
 Ventura (P.), 438, 598.
 Verdun, 392.
 Vergerio, 182.
 Vergniaud, 394, 397.
 Veit Stoss, 110.
Vervins (Paix de), 205.
 Vesteras (Diète de), 169.
Veuillot (Louis), 439, 441, 483, 499, 500.
 Viale-Prela, 452, 497.
Vicari (Hermann de), 454-55.
 Vicent (P.), 585.
 Victor-Emmanuel, 474, 477, 478.
Vie commune, 87-88, 97-98.
Vienne (Concile de), 11.
Vienne (Congrès de), 428.
 Viennet, 433.
Vieux-catholiques, 487-89.
 Vignola, 325.
 Vignon, 631.
 Vigouroux, 629.
 Villars, 292.
 Villemain, 442, 444.
 Villiers de l'Île-Adam, 233.
Vincennes (Assemblée de), 24.

Vincent Bandelli, 105.
 Vincent d'Indy, 588, 635.
 Vincent Ferrier (Saint), 76.
Vincent de Paul (Saint), 234, 236, 239, 252, 253-55, 268, 348.
 Viollet le Duc, 635.
 Virchow, 498.
Virtu (La), 69.
Visitation (La), 246.
 Vittoria Fornari, 246.
 Vladimir Soloviev, 520.
 Vogelsang, 499, 581.
 Voûdel, 389-90.
Volkverein, 584.
 Volney, 405.
 Vondel, 213.
Voltaire, 292, 375, 388.
 Vulgate, 312.

W

Waldeck-Rousseau, 508-09.
 Waleski, 475.
 Wallenstein, 231, 232.
 Wambold, 428.
 Ward, 461, 618.
 Warham, 161.
 Wartbourg (La), 123.
 Warwick, 166.
 Wassmann, 448.
 Watrelos, 210.
 Waves, 132.
 Wellington, 458, 459.
 Weiss (P.), 618.
 Werkmeister, 427.
 Werner, 614.
 Wesley (John et Charles), 273, 549.
Westphalie (Traités de), 232-33.
 Wessemsberg, 427, 428.
 Whately, 459.
 Wichein, 495.
 William Penn, 295.
Windesheim, 76, 87-88, 97-98.
 Windthorst, 491, 492, 493.
 Wiseman (Mgr), 461-62, 618.
 Wölhus Ryland, 550.
 Wolf (Christian), 379.
 Wolter (Dom), 594.

Worms (Diète de), 123.

Wolsey, 158, 160, 161, 163.

X, Y, Z

Ximénès, 93, 318, 331, 347.

Yemitsu, 339.

Young-Tching, 344.

Zaccharia, 365.

Zambésie, 347, 559.

Zanzibar, 559.

Zeickel, 427.

Zicky (Comte), 659.

Ziemazco, 518.

Zimmermann, 494.

Zinzendorf, 295.

Zurbaran, 327.

Zwingle, 138-142.

TABLE DES MATIÈRES

LA CRISE GALLICANE

De l'avènement de Boniface VIII à l'ouverture du concile de Florence
(1294-1438)

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Le conflit de Philippe le Bel et de Boniface VIII	1
I. Immunité pécuniaire	2
II. Immunité judiciaire	4
III. La bulle <i>Unam Sanctam</i> et Anagni	5
CHAPITRE II. — La papauté d'Avignon	8
I. La papauté et la France : le procès des Templiers	9
II. La papauté et l'Allemagne : la lutte avec Louis de Bavière	12
III. La papauté et l'Italie : Albornoz, Urbain V et Grégoire XI	16
IV. Centralisation et fiscalité avignonnaises	20
CHAPITRE III. — Le grand schisme	23
I. L'origine du schisme : les deux obédiences	23
II. L'échec des diverses solutions	25
III. L'anarchie des idées : Wiclef et Jean Hus	27
CHAPITRE IV. — Le concile de Constance	32
I. La fin du schisme : Martin V	32
II. La condamnation de Jean Hus	35
III. La réforme de l'Eglise : synode de Sienne	36
CHAPITRE V. — Le concile de Bâle	37
I. La question de dissolution : victoire du concile	37
II. La question grecque : victoire d'Eugène IV	40
III. La question hussite	42
CHAPITRE VI. — La papauté et les nations	43
I. La pragmatique sanction de Bourges	43
II. Les concordats allemands	44
III. L'administration centrale de l'Eglise romaine	45

LA FIN DU MOYEN AGE (1438-1517)

CHAPITRE PREMIER. — La question d'Orient	48
I. Le péril turc et le concile de Florence	48
II. L'échec de la croisade et la prise de Constantinople (1453)	51
III. La papauté et la croisade après 1453	52
CHAPITRE II. — La question italienne	55
I. Sixte IV (1471-84)	55
II. Alexandre VI (1492-1503)	57
III. Jules II (1503-13)	59
IV. Léon X (1513-21)	62
CHAPITRE III. — La question espagnole sous Ferdinand et Isabelle : l'Inquisition	63
I. Les Maranos	63
II. Les Moriscos	66
CHAPITRE IV. — La Renaissance littéraire en Italie	67
CHAPITRE V. — La Renaissance politique	69
I. Le népotisme pontifical à la fin du xv ^e siècle	70
II. Une tentative de réaction : Savonarole	72

ASPECT GENERAL DE LA CHRETIENTE AVANT LA REFORME

CHAPITRE PREMIER. — Les ordres religieux	76
I. Les bénédictins	76
II. Les ordres mendiants	79
III. Les ordres nouveaux	85
CHAPITRE II. — Les sciences sacrées	88
I. La théologie dogmatique : scolisme et occanisme ..	88
II. La théologie morale	91
III. L'écriture sainte	92
CHAPITRE III. — La mystique	94
I. En Allemagne	94
II. Aux Pays-Bas	97
III. En Italie	99
CHAPITRE IV. — Les indulgences	100
I. Les différentes sortes d'indulgences	101
II. Les abus	102
III. Le chemin de la croix	103
CHAPITRE V. — Le culte marial	104
I. La question de l'Immaculée Conception	104
II. L'Angelus	105

CHAPITRE VI. — La Renaissance artistique	106
I. La première Renaissance en Italie	106
II. La Renaissance aux Pays-Bas et en Allemagne	108
III. La deuxième Renaissance en Italie	110
IV. La Renaissance en France	112

L'ECLOSION DE LA RÉFORME (1517-1559)

CHAPITRE PREMIER. — Les origines de la Réforme allemande : le luthéranisme	114
I. Les causes religieuses et politiques de la Réforme allemande : l'humanisme érasmien	114
II. Les théologiens précurseurs de la Réforme	116
III. L'explication psychologique du luthéranisme	118
IV. L'occasion de la rupture : la querelle des indulgences.	119
V. Les interventions romaines et la révolte ouverte	120
VI. L'intervention impériale : l'édit de Worms	123
CHAPITRE II. — L'orientation de la Réforme allemande : du luthéranisme au protestantisme	125
I. L'interprétation anarchique : l'anabaptisme et la guerre des paysans	125
II. Les Eglises d'Etat : le protestantisme	128
III. Charles-Quint et le protestantisme : la paix d'Augsbourg (1555)	132
CHAPITRE III. — Histoire intérieure du protestantisme allemand	135
I. La situation morale	135
II. L'interprétation du dogme luthérien	136
III. Le problème sacramentaire	138
CHAPITRE IV. — Le zwinglianisme	139
I. La théorie de Zwingle	140
II. L'iconoclasme zwinglien	140
III. La victoire des cantons catholiques	141
CHAPITRE V. — Les origines de la Réforme en France	143
I. Les fabristes et le Cénacle de Meaux	143
II. Fluctuation de François I ^{er} entre les deux politiques..	145
CHAPITRE VI. — Le maître de la Réforme française : Jean Calvin	147
I. Calvin et le calvinisme	147
II. Genève, terre d'élection du calvinisme	150
III. La répression sous Henri II	153
CHAPITRE VII. — Les origines de l'anglicanisme	158
I. La situation de l'Eglise d'Angleterre sous les premiers Tudors	158

II. Le schisme : Henri VIII (1509-47)	159
III. L'introduction de la Réforme : Edouard VI (1547-53) ..	165
IV. La restauration catholique : Marie Tudor (1553-58)	167
CHAPITRE IX. — La Réforme dans le reste de l'Europe	168
I. Les royaumes scandinaves	168
II. La Pologne et la Hongrie	171
III. L'Italie et l'Espagne	173

LA CONTRE-REFORME CATHOLIQUE

CHAPITRE PREMIER. — La Réforme catholique avant le concile de Trente	175
I. L'initiative italienne : ordres nouveaux	176
II. La Compagnie de Jésus	178
CHAPITRE II. — Le concile de Trente	181
I. Historique du concile	182
II. Les définitions dogmatiques	185
III. Les décrets disciplinaires	188
CHAPITRE III. — L'œuvre des papes réformateurs	189
I. L'Inquisition et l'Index	189
II. L'institution des séminaires	190
III. La réforme liturgique	192
IV. L'exemple épiscopal : saint Charles Borromée	194

LES GUERRES DE RELIGION (1559-1648)

CHAPITRE PREMIER. — Les guerres de religion en France	197
I. La politique de Catherine de Médicis	197
II. Henri III et la Ligue	201
III. La conversion de Henri IV	203
IV. L'édit de Nantes et ses conséquences politiques	206
CHAPITRE II. — Les Pays-Bas sous Philippe II	207
I. L'Inquisition	208
II. La protestation des nobles et l'iconoclasme	209
III. Les guerres de religion	210
IV. Pays-Bas espagnols et Provinces-Unies : l'arminianisme	213
CHAPITRE III. — L'Angleterre religieuse au temps d'Elisabeth ..	215
I. Rétablissement de l'anglicanisme	215
II. Victoire du presbytérianisme en Ecosse : Marie Stuart. ..	217
III. La survivance du catholicisme : séminaires et missions	219
IV. L'apparition du puritanisme : presbytériens et indépendants	221

CHAPITRE IV. — L'Angleterre religieuse sous les deux premiers Stuarts	222
I. Persécution des puritains au temps de Jacques I ^{er}	222
II. Persécution des catholiques : complot des poudres et serment d'allégeance	224
III. Lutte de l'anglo-catholicisme et du puritanisme sous Charles I ^{er}	225
CHAPITRE V. — La guerre de Trente Ans	229
I. L'Allemagne après la paix d'Augsbourg	229
II. Les Phases de la lutte	230
III. Les traités de Westphalie	232

LE XVII^e SIECLE

CHAPITRE PREMIER. — Le renouveau catholique en France dans la première moitié du XVII^e siècle	234
I. L'évangélisation populaire	234
II. Le renouveau du clergé	236
III. La réforme des ordres religieux	240
Les bénédictins	240
Les cisterciens	243
Les chanoines réguliers	244
Les nouveaux ordres contemplatifs	245
Les ordres mendiants	247
IV. L'enseignement	249
L'éducation des jeunes gens	249
L'éducation des jeunes filles	251
V. La charité chrétienne : saint Vincent de Paul	252
VI. La Compagnie de Saint-Sacrement	255
CHAPITRE II. — Le gallicanisme au début du XVII^e siècle ...	257
I. L'introduction du concile de Trente	257
II. Les théoriciens du gallicanisme	257
CHAPITRE III. — Le jansénisme	260
I. Les antécédents : le baianisme	260
II. Les débuts du jansénisme jusqu'à la mort de saint Cyran	262
III. Les cinq propositions et la question du formulaire jusqu'à la paix eulentine	266
CHAPITRE IV. — La crise gallicane dans la seconde moitié du XVII^e siècle	274
I. Première période de vexations	274
II. L'affaire de la regale et les quatre articles de 1682	278
CHAPITRE V. — Le quiétisme	283

I. Le quietisme espagnol : Molinos	283
II. Le quietisme français : M ^{me} Guyon et Fénelon	284
CHAPITRE VI. — Le protestantisme au XVII^e siècle	290
I. La révocation de l'Edit de Nantes	290
II. Les controverses entre catholiques et protestants	292
III. Le renouveau intérieur du protestantisme : les sectes.	294
CHAPITRE VII. — L'Angleterre religieuse au XVII^e siècle	296
I. Rétablissement de l'anglicanisme officiel sous Char- les II	296
II. La réaction catholique de Jacques II	297
III. Guillaume III : les débuts de la tolérance	298

LA SCIENCE CATHOLIQUE ET L'ACTIVITE MISSIONNAIRE AUX XVI^e ET XVII^e SIECLES

CHAPITRE PREMIER. — La théologie au XVI^e siècle	300
I. Apparition de la théologie positive	300
II. La question moliniste	303
III. Les controversistes	305
CHAPITRE II. — La théologie au XVII^e siècle	308
I. Progrès de la théologie positive	308
II. La question du probabilisme	309
CHAPITRE III. — L'Écriture Sainte	311
CHAPITRE IV. — L'érudition	313
CHAPITRE V. — L'éloquence sacrée	315
CHAPITRE VI. — La mystique	317
I. L'école espagnole avant sainte Thérèse	317
II. La spiritualité thérésienne	319
III. La spiritualité ignatienne	320
IV. L'école italienne	322
V. La dévotion au Sacré-Cœur	324
CHAPITRE VII. — L'art chrétien aux XVI^e et XVII^e siècles. ..	325
I. L'architecture	325
II. La sculpture	326
III. La peinture	326
IV. La musique	329
CHAPITRE VIII. — Les missions d'Amérique	330
I. L'Amérique du Sud	330
II. Le Canada	334
CHAPITRE IX. — Les missions d'Asie	337

I. La première évangélisation : saint François-Xavier ...	337
II. Le second apostolat : rites malabares et rites chinois.	338
III. Direction romaine et hiérarchie	342
IV. La condamnation des rites chinois	343
V. Les missions du Levant	345
CHAPITRE X. — Les missions d'Afrique	346

LE XVIII^e SIECLE

CHAPITRE PREMIER. — Le jansénisme	349
I. Le cas de conscience	349
II. Le Quesnellisme et la bulle <i>Unigenitus</i>	351
III. Le jansénisme parlementaire : l'affaire des billets de confession	353
IV. La survivance : le schisme d'Utrecht	354
CHAPITRE II. — L'assaut contre la Compagnie de Jésus	355
I. Portugal	355
II. France	359
III. Espagne	359
IV. La suppression de la Compagnie de Jésus sous Clément XIV	361
V. Nouveaux ordres religieux au XVIII ^e siècle	362
CHAPITRE III. — Les succédanés du gallicanisme dans les divers Etats européens	364
I. En Allemagne : le fébronianisme	364
II. En Autriche : le joséphisme	366
III. En Toscane : Ricci et le concile de Pistoie	368
CHAPITRE IV. — Le rationalisme international	370
I. En Angleterre : le déisme et la réaction méthodiste ...	371
II. En France : le philosophisme	376
III. En Allemagne : l'incrédulité et le sentimentalisme religieux	379
IV. La Franc-Maçonnerie et l'illuminisme	380

L'EGLISE PENDANT LA REVOLUTION ET L'EMPIRE

CHAPITRE PREMIER. — La ruine de l'ancienne Eglise	383
I. L'Etat matériel et moral.	383
II. Le bas clergé et les débuts de la Révolution	385
III. La destruction des privilèges	386
IV. La sécularisation des biens ecclésiastiques	387
CHAPITRE II. — L'établissement de la nouvelle Eglise	388

I. La constitution civile : jureurs et assermentés	388
II. Les lois d'exception contre les insermentés : résistance et déchéance royale	391
III. Les massacres de Septembre	393
CHAPITRE III. — La Terreur (1792-1794)	397
I. La persécution	397
II. La déchristianisation : les cultes révolutionnaires	399
III. La résistance catholique : les guerres de Vendée	401
IV. Le rétablissement des Eglises (1795-1797)	403
CHAPITRE IV. — La seconde Terreur après Fructidor (1797- 1799)	404
I. La persécution	404
II. La déchristianisation : théophilanthropie et culte déca- daire	405
III. La guerre au Saint-Siège : occupation de Rome et exil de Pie VI	407
CHAPITRE V. — L'Entente entre Bonaparte et Pie VII (1801- 1804)	409
I. Le concordat de 1801	409
II. Les articles organiques	411
III. Le sacre impérial (1804)	412
CHAPITRE VI. — La rupture (1806-14)	416
I. La spoliation des Etats pontificaux : Pie VII à Savone ..	417
II. Les cardinaux et le second mariage de Napoléon	419
III. La querelle des Investitures : concile de 1811 et con- cordat de Fontainebleau	420
CHAPITRE VII. — L'Eglise d'Allemagne	424
I. Les sécularisations	424
II. Le germanisme de Dalberg	426

L'EGLISE ENTRE 1815 ET 1850

CHAPITRE PREMIER. — Le catholicisme en France jusqu'en 1830	429
I. Les précurseurs : Chateaubriand et Lamennais	429
II. Le renouveau : missions et congrégations	430
III. Le gallicanisme sous la Restauration	432
CHAPITRE II. — Le catholicisme en France sous la monar- chie de Juillet	434
I. Le mouvement memnaisien	434
II. La lutte pour la liberté d'enseignement (1840-1850) ..	439
CHAPITRE III. — Le renouveau catholique en Allemagne.	446
I. Les concordats	446

II. Le romantisme catholique entre 1800 et 1825	447
III. Les mariages mixtes et l'affaire de Cologne en 1838.	449
IV. Le Kulturkampf badois et bavarois	453
CHAPITRE IV. — Le renouveau catholique en Angleterre ..	456
I. L'émancipation des catholiques	458
II. Le mouvement d'Oxford	459
III. Le ritualisme	463
CHAPITRE V. — La question romaine jusqu'en 1850	467
I. La politique conservatrice de Grégoire XII, la révolution de 1830 et l'intervention austro-française	467
II. La politique libérale de Pie IX, la révolution de 1848 et l'intervention française	470

L'EGLISE PENDANT LA SECONDE MOITIE DU XIX^e SIECLE

CHAPITRE PREMIER. — La question romaine après 1850	474
I. Premier vol du Piémont avec la complicité de Napoléon III : prise de la Romagne, des Marches et de l'Ombrie (1860)	474
II. Deuxième vol du Piémont malgré Napoléon III : prise de Rome (1870)	476
CHAPITRE II. — Le concile du Vatican (1870)	480
I. L'opposition préconciliaire	481
II. Le concile : la définition de l'Infaillibilité pontificale.	483
III. L'opposition post-conciliaire : les vieux catholiques ...	487
CHAPITRE III. — Le Kulturkampf	488
I. Les préliminaires du Kulturkampf : Bismarck et les vieux catholiques	488
II. La persécution directe : les lois de mai	490
III. Triomphe des catholiques	491
IV. Etat actuel du protestantisme allemand	492
CHAPITRE IV. — L'Autriche	497
I. L'influence catholique : le concordat de 1855	497
II. La réaction libérale après Sadowa	498
CHAPITRE V. — L'Eglise catholique en France depuis 1850.	499
I. Le Second Empire, la Commune, l'Assemblée nationale	499
II. La première persécution contre les congrégations en 1880. L'école laïque	502
III. Essai de conciliation : la politique du ralliement	504
IV. La deuxième persécution contre les congrégations (1880-1904)	505

V. La rupture avec Rome et la séparation de l'Eglise et de l'Etat (1904-1908)	511
---	-----

LES ETATS SECONDAIRES

CHAPITRE PREMIER. — L'Orient schismatique	517
I. La Russie	517
II. La Grèce et les Etats balkaniques	520
III. Les schismes christologiques : nestoriens et monophysites	524
IV. Les patriarchats melkites orthodoxes	529
CHAPITRE II. — L'Espagne et le Portugal	531
I. La crise dynastique et religieuse pendant la première moitié du xix ^e siècle	531
II. Le concordat espagnol de 1851 et ses vicissitudes	533
III. Les débuts du xx ^e siècle	535
CHAPITRE III. — Les Pays-Bas	536
I. Les Pays-Bas avant la séparation (1815-1830)	536
II. La Belgique après 1830	537
III. La Hollande après 1830	540
CHAPITRE IV. — La Suisse	541
II. La persécution générale du Sonderbund (1847)	541
II. Les persécutions locales après 1870 : Bâle et Genève.	543

L'EGLISE HORS DE L'EUROPE

CHAPITRE PREMIER. — L'Amérique	546
I. Les Etats-Unis	546
II. Le Canada	550
III. L'Amérique latine	552
CHAPITRE II. — L'œuvre des missions	555
I. Les œuvres	555
II. Les congrégations	556
CHAPITRE III. — L'Afrique	557
II. L'Afrique septentrionale et centrale	557
II. L'Afrique orientale	559
III. L'Afrique méridionale et occidentale	559
CHAPITRE IV. — L'Asie	560
I. Les Indes et l'Indo-Chine	560
II. La Chine, la Corée et le Japon	562
CHAPITRE V. — L'Océanie	564

CHAPITRE I
Généralités
Sur la morale

LA MORALE GÉNÉRALE

Section I. — Les principes

1. La morale est une science
2. La morale est une science pratique
3. La morale est une science humaine

Section II. — L'enseignement

1. La morale est une science humaine
2. La morale est une science pratique
3. La morale est une science humaine

Section III. — Les principes moraux

1. La morale est une science humaine
2. La morale est une science pratique
3. La morale est une science humaine

Section IV. — Le bien

1. La morale est une science humaine
2. La morale est une science pratique
3. La morale est une science humaine
4. La morale est une science pratique
5. La morale est une science humaine

LA MORALE PARTICULIÈRE

Section I. — Les vertus ou les sciences

1. La morale est une science humaine
2. La morale est une science pratique
3. La morale est une science humaine
4. La morale est une science pratique
5. La morale est une science humaine

Section II. — Le mariage

1. La morale est une science humaine
2. La morale est une science pratique
3. La morale est une science humaine
4. La morale est une science pratique
5. La morale est une science humaine

Section III. — L'économie

1. La morale est une science humaine
2. La morale est une science pratique

Section IV. — L'histoire de l'Église

I. En Allemagne	623
II. Hors d'Allemagne	624
CHAPITRE V. — L'Exégèse	627
I. L'Exégèse rationaliste	627
II. L'Exégèse catholique	628
CHAPITRE VI. — L'art chrétien	630
I. Architecture	630
II. Peinture	632
III. Musique	635

L'EGLISE CONTEMPORAINE

CHAPITRE PREMIER. — Le pontificat de Pie X	637
I. La condamnation du modernisme	637
II. L'œuvre disciplinaire	640
CHAPITRE II. — Le pontificat de Benoît XV	647
I. Benoît XV et la guerre	647
II. Les affaires de France	648
III. La question romaine	649
CHAPITRE III. — Le pontificat de Pie XI	650
I. Pie XI et la pacification universelle	650
II. La Russie	651
III. Les missions	652
IV. L'année 1925	652
CHAPITRE IV. — Les pays orthodoxes depuis la Grande Guerre	654
I. La Russie	654
II. L'Asie Mineure	656
III. Les Balkans	657
CHAPITRE V. — Les Etats démembrés de l'ancienne Autriche	658
I. L'Autriche et la Hongrie	658
II. La Tchéco-Slovaquie	660

TEXTES ET DOCUMENTS

La bulle <i>Unam Sanctam</i>	7
Le calvinisme (Extraits de l' <i>Institution chrétienne</i>)	155
Serment d'allégeance	228
Propositions de Baïus condamnées par Saint Pie V	270

Condamnation de vingt-trois propositions du livre des <i>Maxi- mes des Saints</i>	287
La Constitution civile du clergé (Extraits)	395
Le Concordat de 1801	413
Les décrets Ferry de 1880	513
Syllabus (Extraits)	605
Le modernisme d'après l'encyclique <i>Pascendi</i>	642
Principales décisions romaines de 1914 à 1924	662

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN
LA FÊTE DE SAINT LUC
L'ÉVANGÉLISTE, LE 18
OCTOBRE MCMXXVI, PAR
L'IMPRIMERIE SAINT-DENIS,
A NIORT, POUR GABRIEL
BEAUCHESNE, A PARIS.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE

TOME II

TABLEAUX SYNOPTIQUES
TABLEAUX CHRONOLOGIQUES. CARTES

DOM CH. POULET

MOINE BÉNÉDICTIN DE LA CONGRÉGATION DE SOLESMES

HISTOIRE DE L'ÉGLISE

PRÉFACE DU RÉVÉRENDISSIME DOM F. CABROL

ABBÉ DE FARNBOROUGH

TOME II

Temps Modernes

TABLEAUX SYNOPTIQUES
TABLEAUX CHRONOLOGIQUES, CARTES



GABRIEL BEAUCHESNE, ÉDITEUR
A PARIS, RUE DE RENNES, 117

MCMXXVI

TABLE

	Pages
TABLEAUX CHRONOLOGIQUES	
XIV ^e siècle	5
XV ^e siècle	6
Le Grand Schisme (1478-1517)	7
XVI ^e siècle (jusqu'en 1559)	8-9
XVI ^e siècle (2 ^e partie : Les Guerres de Religion)	10
XVII ^e siècle	11
XVIII ^e siècle	12
XIX ^e siècle (1800-1870)	13-14
La fin du XIX ^e siècle	15
Les débuts du XX ^e siècle	16
LES PRINCIPALES DATES POLITIQUES ET RELIGIEUSES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE	17
TABLEAUX SYNOPTIQUES.	
Maison de France	18
Maison d'Angleterre	19
Maison de France	20
CARTES.	
L'Europe à l'époque de la Réforme	21
Unité italienne	22
Guerres de Vendée	23

LE XIV^e SIÈCLE

De l'avènement de Boniface VIII au Grand Schisme (1294-1378)

PAPES	ÉVÉNEMENTS FRANÇAIS	ÉVÉNEMENTS ALLEMANDS	ÉVÉNEMENTS ITALIENS
Boniface VIII. 1294-1303	Bulle <i>Etai de statu</i> . 31 juil. 1287 Arrestation de Bernard Saisset . 12 juil. 1301 Bulle <i>Ausculta filii</i> . 4 déc. 1301 Bataille de Courtrai. 11 juil. 1302 Bulle <i>Unam Sanctam</i> 1 nov. 1302 Attentat d'Anagni. 7 sept. 1303		Destruction de Palestrina . 1299 Jubilé 1300
Benoît XI . . 1303-04 Clément V. . . 1305-14	Arrestation des Templiers. 12 oct. 1307 Concile de Vienne. octobre 1301 Mort de Philippe le Bel 1314	Bataille de Muhldorff . 1322 Excommunication de Louis de Bavière . 1324 Entrée de Louis à Rome. Procès de Jean XXII } 1328 Soulèvement des Romains Assemblée de Rense . 1328 Excommunication de Louis. 1346 Mort de Louis. . . . 1347 Bulle d'Or 1354	Chute de Cola di Rienzo. . 1347 Assemblée de Montefiascone. 1354 Entrée d'Urban V à Rome 1367 Révolte générale . . . 1375 Entrée de Grégoire XI à Rome. 1377 Congrès de Sarzana . . . 1378
Jean XXII. . . 1316-34			
Benoît XII . . 1334-42 Clément VI . . 1342-52			
Innocent VI . . 1352-62 Urban V . . . 1362-70 Grégoire XI . . 1370-78			

LE XV^e SIÈCLE

De la fin du Grand Schisme à la révolte de Luther (1417-1517)

PAPES	OCCIDENT	ORIENT
Marin V. 1417-31	Synode de Sienna 1423	
Eugène IV 1431-47	Jeanne d'Arc délivre Orléans. 8 mai 1429	
	Ouverture du concile de Bâle. 2 juil. 1431	
	Julius de dissolution. 12 nov. 1431	
	Bullé <i>Duam sacrum</i> 15 déc. 1433	
	XXI ^e session. Suppression des Annates 9 juin 1435	
	XXV ^e session. Schisme dans l'Assemblée 7 mai 1437	
	Transfert du concile à Ferrare 18 sept. 1437	Ouverture du concile de Ferrare. 1437
	Cesarini quitte Bâle 9 janv. 1438	
	Pragmatique Sanction de Bourges. juil. 1438	
	Dîte de Mayence mars 1439	
	Dépôt n d'Eugène IV par les Balois 25 juin 1439	
	Entrée de Félix V à Bâle 24 juin 1440	Décret d'Union de Florence. 5 juil. 1439
Nicolas V 1447-55	Clôture du concile de Bâle 1443	Défaite de Varna 1444
	Concordat de Vienne 1448	Défaite de Kosovo 1448
		Proclamation d'un Hénocicon à Byzance 1452
Calixte III 1455-58		Chute de Constantinople 29 mai 1453
		Banquet du Faisan. 1454
		Victoire de Jean Hunyade à Belgrade. 1456
		Victoire de S. ande berg à la Tornitza. 1457
		Victoire de Scarampo à Metelin 1457
Pie II. 1458-64	Résiliation de la Pragmatique par Louis XI. 1461	Congrès de Mantoue 1464
Paul II 1464-71	Attentat contre Laurent de Médicis 1478	Mort de Scanderberg. 1468
Sixte IV 1471-84	Savonarole à Florence. 1489	
Innocent VIII 1484-92	Bataille de Fornovo 1495	
Alexandre VI 1492-1503	Supplice de Savonarole 1498	
	Bataille d'Agnadel. 1500	
Jules II 1503-13	La Sainte Ligue 5 oct. 1511	
	Ouverture du Concile de Pise nov. 1511	
	Bataille de Ravenne 11 avr. 1512	
	Ouverture du V ^e concile de Latran 3 mai 1512	
	Marignan 1513	
	Concordat de Bologne. 1516	

LE GRAND SCHISME (1478-1517)

— 7 —

PAPES DE ROME	PAPES D'AVIGNON	PAPES DE PISE	ÉVÉNEMENTS
Urbain VI . 1378-89 (Barthélémy Prignano)	Clément VII. 1378-94 (Robert de Genève)		
Boniface IX. 1389-1404	Benoît XIII. 1394-1417 (Pierre de Luna) + 1422		Soustraction d'obédience. 1398 Siège d'Avignon. . . . 1398-1403 Fuite de Benoît XIII . . mars 1403
Innocent VII 1404-06		Alexandre V. 1409-10 (Pierre Philargi)	Conférences de Livourne. 1408 Concile de Pise. . . . 1409
Grégoire XII 1406-15		Jean XXIII. 1410-15 (Balthasar Cossa)	Concile de Constance . . 1415
Martin V. . 1417-31			Election de Martin V. 11 nov. 1417.

LE XVI^e SIÈCLE (jusqu'en 1559)

PAPES	RÉFORME EN ALLEMAGNE	RÉFORME EN FRANCE	RÉFORME EN ANGLETERRE
Léon X . . 1513-24	Thèses de Wittenberg. . 1 nov. 1517 Appel au Concile général . . 28 nov. 1518 Dispute de Leipzig . . 1519 Lettre à Spalatin . . mai 1520 Manifeste à la noblesse . . 1 août 1520 Bulle <i>Eszurge Domine</i> . . 21 sep. 1520 Autodafé de Wittenberg . . 3 janv. 1521 Excommunication de Luther . . 10 déc 1520 Diète de Worms . . 2521 Luther à la Wartbourg . . mai 1521- mars 1522 déc. 1521		
Hadrien VI . 1522-29	Nicolas Stork à Wittenberg . Retour de Luther à Wittenberg . . . Diète de Nuremberg. Exhortation à la paix de Luther . . . avril 1525	6 mars 1522 1523	
Clément VII 1523-34	Bataille de Boblingen Bataille de Frankenhäusen . . 1 ^{re} Diète de Spire. . . 2 ^e Diète de Spire, . . Confession d'Augsbourg. . . Ligue de Smalkade . . Paix de Nuremberg . .	12 mai 1525 15 mai 1525 1526 1529 25 juin 1530 déc. 1530 1532	Divorce de Henri VIII 1529 Invalidation du mariage d'Henri VIII. 10 mai 1533

Paul III . . . 1534-49	Les Anabaptistes à Munster . . .	1535	Discours de Cop . . . 1 nov. 1533	Couronnement d'Anne Boleyn . . .	1 juin 1533
			Edit de janvier . . . 1535	Annulation du divorce par Clément VII. . .	14 juil. 1533
			Edit de Coudray . . . 16 juil. 1535	Acte de suprématie « Visitation » des couvents . . .	nov. 1534
			Calvin banni de Genève . . . 1538	Décapitation d'Anne Boleyn . . .	1536
Jules III . . . 1550-55				Soulèvement des paysans . . .	1536
	Colloque de Worms . . .	1540	Edit de Fontainebleau	Les Six Articles . . .	1539
	Diète de Ratisbonne. . .	1541	Retour de Calvin à Genève . . .	Exécution de Th. Cromwell . . .	1540
	Mort de Luther . . . 18 fév. 1546			Mort de Henri VIII. . .	1547
Marcel II. . . 1555 Paul IV . . . 1555-59	Défection de Maurice de Saxe . . .	1551	Edit de Chateaubriand	Mort d'Edouard VI . .	1553
			Exécution de Michel Servet. . .	Réconciliation de l'Angleterre . . .	1554
	Diète d'Augsbourg . . .	1555		Mort de Marie Tudor. .	1558
	Abdication de Charles-Quint . .	1556	Edit de Compiègne . .		
	Mort de Charles-Quint . . .	1558	Manifestation du Pré aux Clercs. .		
			Traité du Cateau Cambresis . . .		
			Protestation d'Anne du Bourg . .		
			Mort de Henri II. . .		

LE XVI^e SIÈCLE (Deuxième partie : Les Guerres de Religion)

FRANCE		ANGLETERRE		PAYS-BAS	
Conspiration d'Amboise	1560	Mort de Marie Tudor, Elisabeth. . .	1558	Marguerite de Parme et Granvelle. .	1559
Colloque de Poissy.	1561	Acte d'uniformité.	1559		
Massacre de Vassy.	1562	Mort de Marie de Lorraine.	1560		
Bataille de Dreux.	1562	Marie Stuart en Ecosse.	1561		
Assassinat de François de Guise. .	1563	<i>Le livre de discipline.</i>	1561		
Paix d'Amboise.	1563	Les XXXIX articles.	1563		
Entrée de Bayonne.	1565	Marie Stuart épouse Darnley. . . .	1565		
Surprise de Meux.	1567	Déposition de Marie Stuart.	1567	Compromis de Bréda.	1566
Bataille de Saint-Denys.	1567	Défaite de Marie à Langside. . . .	1568	Bataille d'Austruvelle.	1567
Paix de Longjumeau.	1568	Excommunication d'Elisabeth. . . .	1570	Exécution du comte d'Egmont. . . .	1568
Jarnac et Moncontour.	1569				
Paix de Saint-Germain.	1570			Martyrs de Gorcum.	1572
Massacres de la S ^t -Barthélémy. 24 août	1572			Rappel du duc d'Albe, Requensens. .	1573
Mort de Charles IX.	1574			Pacification de Gand.	1576
Paix de Beaulieu.	1576			Farnèse aux Pays-Bas.	1578
La Sainte-Ligue.	1576			Union d'Arras.	1579
				Union d'Utrecht.
Mort du duc d'Anjou.	1581	Mort du B ^x Campion.	1581	Assassinat de Guillaume d'Orange. .	1584
Journée des Barricades.	1588	Exécution de Marie Stuart.	1587		
Assassinat du Balafre.	1588	L'Armada.	1588		
Assassinat d'Henri III.	1589				
Arques et Yvry.	1590				
Conversion d'Henri IV.	1593				
Édit de Nantes.	1598				
		Mort d'Elisabeth.	1601	Cession des Pays-Bas aux Archiducs. .	1598
Assassinat d'Henri IV.	1610	Conspiration des poudres.	1605	Mort de Philippe II.

GALLICANISME

Des libertés de l'Eglise gallicane . . . 1594

Libellus de Richer . . . 1611

De Republica christiana de Dominis . . . 1617

Affaire Santarel . . . 1626

De Concordia de Marca . . . 1641

JANSÉNISME ET QUIÉTISME

Jansénius, évêque d'Ypres. . . . 1636

Mort de Jansénius. . . . 1638

Incarcération de St-Cyran . . . 1638

Mort de Richelieu. . . . 1642

Mort de St-Cyran. . . . 1643

Le livre de la Fréquenté . . . 1643

Condamnation de l'*Augustinus* . . . 1643

Innocent X condamne le 5 propositions. 1651

Innocent X précise la condamnation. . 1654

Ainaut exeurs de la faculté. . . . 1656

Les Provinciales. . . . 1656

Les Provinciales à l'Index. . . . 1657

Formulaire d'Alexandre VII. . . . 1665

Silence respectueux.

Paix Clémentine. . . . 1669

La Pénitence de la foi. . . . 1671

Le Moyen Court. 1685

Condamnation de Molinos. . . . 1687

Arrestation du P. Lacumbe.

Torrens spirituels. . . . 1688

Conférences d'Issy. . . . 1695

Maximes des Saints. . . . 1697

Condamnation de Fénelon. . . . 1699

PROTESTANTISME

Conspiration des poudres 1605

Charles I^{er} au pouvoir 1625

Laud, archevêque de Cantorbéry. . . 1633

Charles I^{er} décapité. 1649

République. 1649-60

Mort de Cromwell. 1658

Restauration des Stuarts, Charles II. . 1660

Acte de conformité. 1662

Acte des cinq milles. 1665

Déclaration d'Indulgence. 1672

Bill du Test. 1673

Titus Oates. 1678

Jacques II. 1683-88

Révocation de l'Edit de Nantes . . . 1685

Histoire des variations. 1688

La régle étendue à tout le royaume. . 1673

Mort de Caulet. 1680

Les Quatre Articles. 1682

Affaire du Pere Coret. 1661

Affaire de la Garde corse. 1662

Affaire Drouet de Villeneuve. . . . 1663

JANSÉNISME ET GALLICANISME

<i>Le Cas de Conscience</i>	1701-02
Clément X condamne <i>Le Cas</i>	1703
<i>Bulle Vineam Domini</i>	1705
Censure des <i>Réflexions morales</i>	1708
Dispersion de Port-Royal	1709
<i>Bulle Unigenitus</i>	1713
Appel au concile général	1717
<i>Bulle Pastoralis Officii</i>	1718
Mort du Régent, Fleury ministre	1723
Soumission de Noailles	1728
L'ouvrage de Febronius	1743
Refus des sacrements à Lemère	1752
Exil de Christophe de Beaumont	1754
<i>Bulle Ex Omnibus</i>	1756

Condamnation de l'ouvrage de Febronius 1767

Pie VI à Vienne	1782
Création de la nonciature de Munich	1785
Puncation d'Enns	1786
Synode de Pistoie	1786

PHILOSOPHISME

Mort de Locke (1632-1704) 1704

Mort de Bolingbrooke (1672-1754) 1751
L'Encyclopédie (1751-72) 1754

Mort de Wolf (1679-1754) 1754

Jésuites chassés du Paraguay 1758
 Affaire du P. Lavalette 1760
 Exécution du P. Malagrida 1761
 Réquisitoire de l'abbé Chauvelin 1761
Avis des évêques de France 1761
 Expulsion de la Compagnie par le Parlement 1762
Le Contrat Social : l'Émile
 Condamnation de Fitz-James 1763
 Expulsion de la Compagnie par Louis XV 1764
Bulle protestatrice *Apostolicum pasce* 1765
 Jésuites chassés d'Espagne 1767
Bref Dominus ac Redemptor 1773
 Adam Weisbaupt fonde *les Illuminés de Bavière* 1775
 Mort de Voltaire (1694-1778) 1778
 Mort de J.-J. Rousseau (1712-1778) 1778
 Mort de Lessing 1781
Les Confessions de J.-J. Rousseau 1782

PAPAUTÉ ET ITALIE

Mariage de Napoléon . . . 1^{er} déc. 1804
 Couronnement impérial. . . 2 déc. 1804
 Premières confiscations. . . nov. 1807
 Occupation de Rome par
 Miollis. . . 2 fév. 1808
 Annexion des Etats Ponti-
 ficans. . . 17 mai 1809
 Pie VII enlevé de Rome . . 6 juil. 1809
 2^e Mariage de Napoléon. . . 2 avril 1810
Concile d'Occident. . . 1811
 Concordat de Fontainebleau . 1813
 Pie VII rentre une 1^{re} fois
 à Rome . . . 24 mai 1814
 Pie VII rentre une 2^e fois
 à Rome . . . 7 juin 1815
 Congrès de Vienne . . . 1815

1^{re} insurrection de la Ro-
 mane. 1831

FRANCE

Essai sur l'Indifférence. . . 1817
 Projet de Concordat. . . 1817
Du pape. 1819
 Fondation du *Mémorial ca-*
tholique 1824
 Offensive de Montlosier
 contre les jésuites. . . 1825
 Fondation du *Correspondant*. . 1829
 Fondation de *l'Avenir* . . 1830
 Procès de l'Ecole libre. . . 1831

ANGLETERRE ET ALLEMAGNE

Bundestag de Francfort. . . 1816
 Mort de Dalberg. . . . 1817
 Concordat bavarois . . . 1817
 Concordat prussien . . . 1821
 Campagne électorale
 d'O'Connell 1828
 Emancipation des catho-
 liques anglais 1829

2 ^e insurrection de la Romagne	1832	Encyclique <i>Mirari vos</i>	1832	
		Fondation de <i>l'Univers</i>	1833	
		Dom Guéranger à Solomes.	1833	
		Liberté de l'enseignement primaire.	1833	
		<i>Les Paroles d'un croyant</i>	1834	
		Encyclique <i>Singulari nos</i>	1834	
		Début des <i>Conférences de N.-D</i>	1835-36	Droste Vischering à Cologne 1835
		<i>Le livre du peuple</i>	1836	Droste Vischering à Minden. 1837
		L'ordre dominicain en France	1839	
		Campagne pour l'enseignement libre	1840	
		Succès électoral de Montanbert	1846	Newman à Littlemore 1842
		Révolution	1848	Conversion de Newman 1845
		Loi Falloux	1850	Réunion épiscopale de Wurtzbourg. 1848
		<i>Discours de Malines</i>	1863	Réunion épiscopale de Friburgh. 1851
				Arrestation de Vicari 1854
				Concordat badois. 1859
				Ministère Jolly en Bade. 1866
				Eclat de Hohentlohe en Bavière 1869
3 ^e insurrection de la Romagne.	1815			
Constitution romaine de Pie IX	1848			
Assassinat de Rossi.	15 sep. 1848			
République romaine de Mazzini	1849			
Magenta.	1859			
Castellidardo.	1860			
Convention de Septembre.	1864			
Metz.	1867			
Prise de Rome.	20 sep. 1870			

(1870-1900)

F R A N C E

AUTRES PAYS

Le comte de Chambord et le drapeau blanc.	1873	
Victoire électorale de Gambetta	16 mai 1877	
Démission de Mac-Mahon.	Janvier 1879	
Projet Ferry (art. 7)	2 mars 1879	
Rejet du projet Ferry par le Sénat.	2 août 1879	
Ministère de Freycinet.	déc. 1879	
Ministère Ferry. Les congrégations expulsées	1880	
Suppression des amoneries nitelières.	1880	
Projet de neutralité scolaire.	1881	
Léitisation des hôpitaux.	1881	
Vote de la neutralité scolaire	1882	
Eucyelioue <i>Nobilissima Gallorum gens</i>	29 mars 1884	
Droit d'accroissement	1884	
L'appel des Treize. L'Union conservatrice.	1885	
Loi de laïcité scolaire.	1886	
Effervescence boulangiste.	1886	
Droite constitutionnelle. Jacques Prou.	1889	
Toast d'Alger.	12 nov. 1890	
Victoire des républicains modérés	1893	
Procès de Dreyfus	1894	
Taxe d'abonnement.	1895	
Victoire des radicaux.	1898	
Procès des assumptionistes.	1899-1900	

Destitution de Mgr Mermillod à Genève	1872	
Premières lois de <i>Mai</i> .	1873	
Nouvelles lois de <i>Mai</i> .	1874	
Alphonse XII en Espagne.	1874	
Manning cardinal	1875	
Assassinat de Garcia Moreno.	1875	
Constitution espagnole.	1876	
Mort de Pie IX. Léon XIII.	1878	
Newman cardinal	1878	
Les libéraux vainqueurs en Belgique	1878	
Législation restrictive des lois de <i>Mai</i> .	1882-83	
Victoire des catholiques en Belgique.	1884	
Révision des lois de <i>Mai</i> .	1886	
Lois sectaires de Crispi en Italie.	1888-89	
Question des ordinations anglicanes	1896-97	
Condamnation de l'américanisme.	1899	

LE DÉBUT DU XX^e SIÈCLE

(1900-1925)

FRANCE

Loi Waldeck sur les Congrégations 1900
 Elections radicales. Ministère Combes. 1902
 Rejet des demandes d'autorisation. mars 1903
 Suppression de tout enseignement congréganiste mars 1904
 Le président Loubet à Rome 24-29 mars 1904
 Rupture avec le Saint-Siège. 28 juil. 1904
 Loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat. 9 déc. 1905
 Agitation des inventaires février-mars 1906
 Encyclique *Vehementer* contre la Séparation. 11 fév. 1906
 Nouvelle encyclique : interdiction des *cultuelles*. 10 août 1906
 Confiscation de la propriété ecclésiastique. déc. 1906

L'Episcopat condamne la neutralité scolaire. 14 sept. 1909
 Condamnation du *Sillon*. 1910

Victoire du Bloc national. 1919
 Rétablissement de l'ambassade du Vatic n. 30 nov. 1920

Pie XI et le problème des réparations. 24 juin 1923
 Triomphe électoral du Cartel des gauches. 11 mai 1924

AUTRES PAYS

Mort^{na} de Léon XIII. Pie X. 20 juil. 1903

Décret *Lamentabile*. 4 juil. 1907
 Encyclique *Pascendi*. 7 sept. 1907
 Réforme des anciennes congrégations. 1908

Loi de Séparation au Portugal. 1910
 Remaniement de la hiérarchie en Angleterre. 1911
 Victoire des catholiques belges. *Le bon scolaire*. 1912
 Abrogation du *Non expedit* en Italie. 1913
 Mort de Pie X. Benoît XV. août 1914
 Révolution russe 1917
 Offre de médiation pontificale. 1^{er} août 1917
 Tykhon patriarche de Moscou. 28 oct. 1917
 Victoire du parti populaire en Italie. 1919

Mort de Benoît XV. Pie XI. 1922
 Transfert de la *Propagation de la foi* à Rome. mai 1922
 Incarcération du patriarche Tykhon. 1922
 Apostasie du patriarche Tykhon. 28 juin 1923

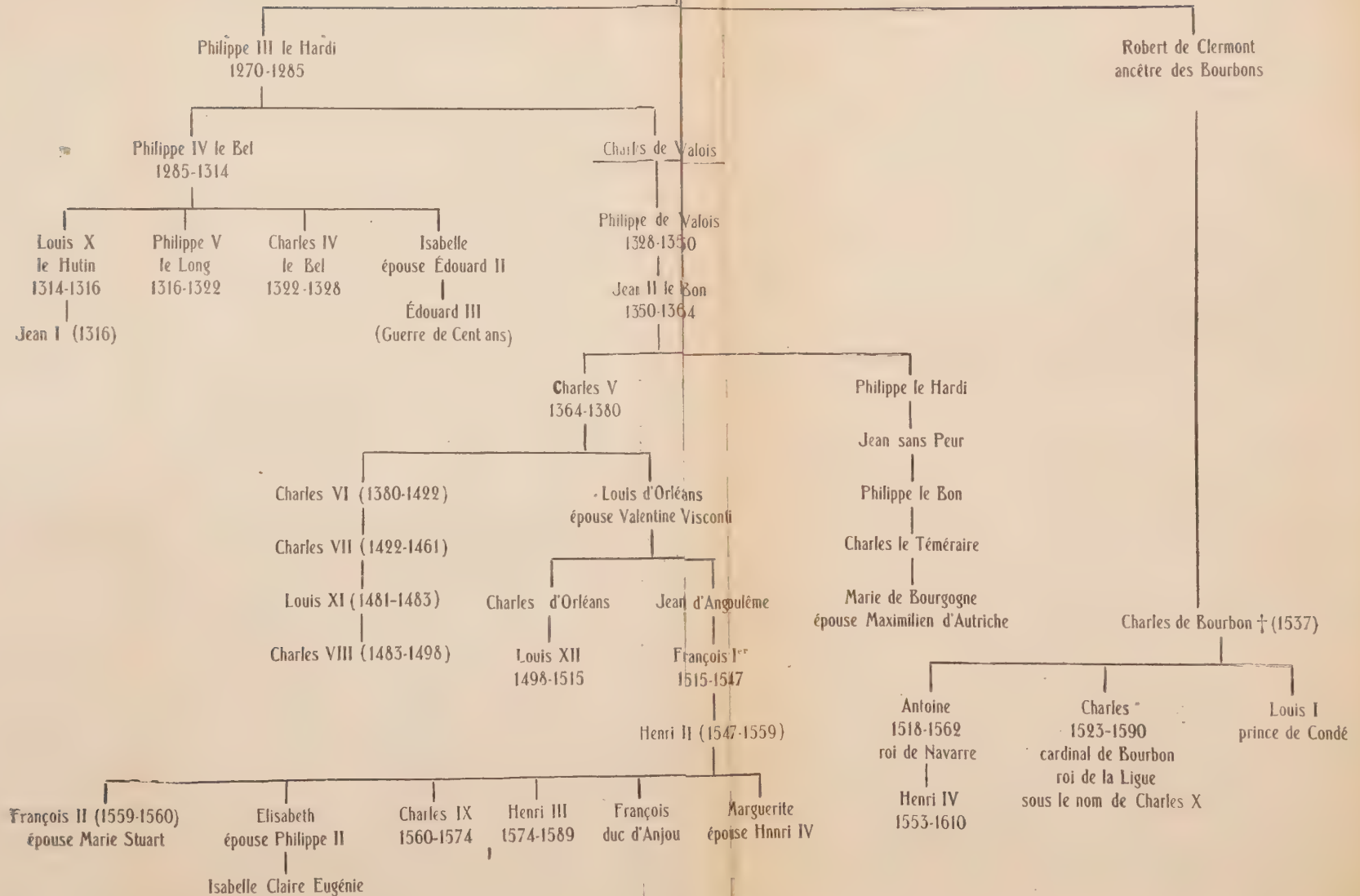
Année jubilaire. 1925
 Centenaire de Nicée. 1925
 Concordat polonais. 40 févr. 1925

Les principales dates politiques et religieuses de la Révolution française

	ASSEMBLÉE CONSTITUANTE			LÉGISLATIVE	CONVENTION		
	1789	1790	1791	1792	1793	1794	
JANVIER		10. Création des départ ^{ts}			21. Mort de Louis XVI.		JANVIER
FÉVRIER		13. Décrets opposés aux vœux de religion.					FÉVRIER
MARS		29. Protestat. de Pie VI en consistoire secret.	10. Bref pontifical contre la constitution civile.		12. Les débuts de l'insurrection vendéenne : Saint-Florent. 18. Loi sur les insermentés fonctionnaires.	24. Exécution des Hébertistes.	MARS
AVRIL		10. Les biens ecclésiastiques déclarés nationaux.	2. Mort de Mirabeau. 13. Second bref contre la Constitution civile.	20. Déclaration de guerre à l'Autriche.	23. Loi sur les insermentés non-fonctionnaires.	5. Exécution des Dantonistes. 11. Peine de mort contre ceux qui donnent refuge à des prêtres.	AVRIL
MAI	5. Réunion des Etats généraux.			7. L'insémenté déclaré déportable. (Projet Beudon). Le veto royal. 21. Renvoi du ministre Herond. 30. Émeute populaire. Occupation des Tuileries.	31. Proscription des Girondins.	16. Exécution de Madame Elisabeth.	MAI
JUIN	17. Assemblée nation ^{le} . 20. Serment du Jeu de Paume. 23. Séance royale. Mirabeau. 27. Fusion des 3 ordres.	Discussion de la Constitution civile du clergé.	20. Fuite de Louis XVI. Varennes		29-30. Echec des Vendéens devant Nantes.	La fête de l'Être suprême.	JUIN
JUILLET	11. Renvoi de Necker. 14. Prise de la Bastille.	12. Vote de la Const. civile 14. Fête de la Fédération		26. Manifeste de Brumaire.	13. Assassinat de Marat.	27-28. Révolution des 9 et 10 Thermidor.	JUILLET
AOUT	4. Abolition des privilèges. 12. Déclaration des droits de l'homme.			10. Émeute des Tuileries. Chute de la monarchie. 16. L'insémenté déporté. 30. Prise de Verdun.			AOUT
SEPTEMBRE				5. Massacres de septembre. 20. Bataille de Valmy. 30. Ouverture de la Convention.	17. Loi des suspects. 19. Victoire des Vendéens à Torfou.		SEPTEMBRE
OCTOBRE	5 et 6. Le roi ramené à Paris. 10. Motion de Talleyrand pour l'expropriation des biens du clergé.		1 ^{er} Avènement de la Législative		16. Supplice de Marie-Antoinette. 17. Défaite des Vendéens à Cholet. 21. Les assermentés suspects. 27-28. Victoire des Vendéens à Laval.		OCTOBRE
NOVEMBRE	2. Les biens du clergé à la disposition de la nation. 20. Occupation d'Avignon. 27. Obligation du Serment à la Constitution civile (motion Voidel).		29. L'insémenté déclaré suspect.		10. La fête de la déesse Raison à Notre-Dame. 14-15. Echec des Vendéens devant Granville. 24. Les Églises de Paris désaffectées. 18-24. Les Vendéens se fraient un passage à Pontorson et à Dol.		NOVEMBRE
DÉCEMBRE	17. Treillard dépose un projet contre les vœux monastiques.	26. Le roi sanctionne la loi du serment.		Procès de Louis XVI.	12-13. Défaite des Vendéens au Mans. 23. Ecrasement des Vendéens à Savenay. 29. Les religieuses tenues au serment.		DÉCEMBRE

FRANCE

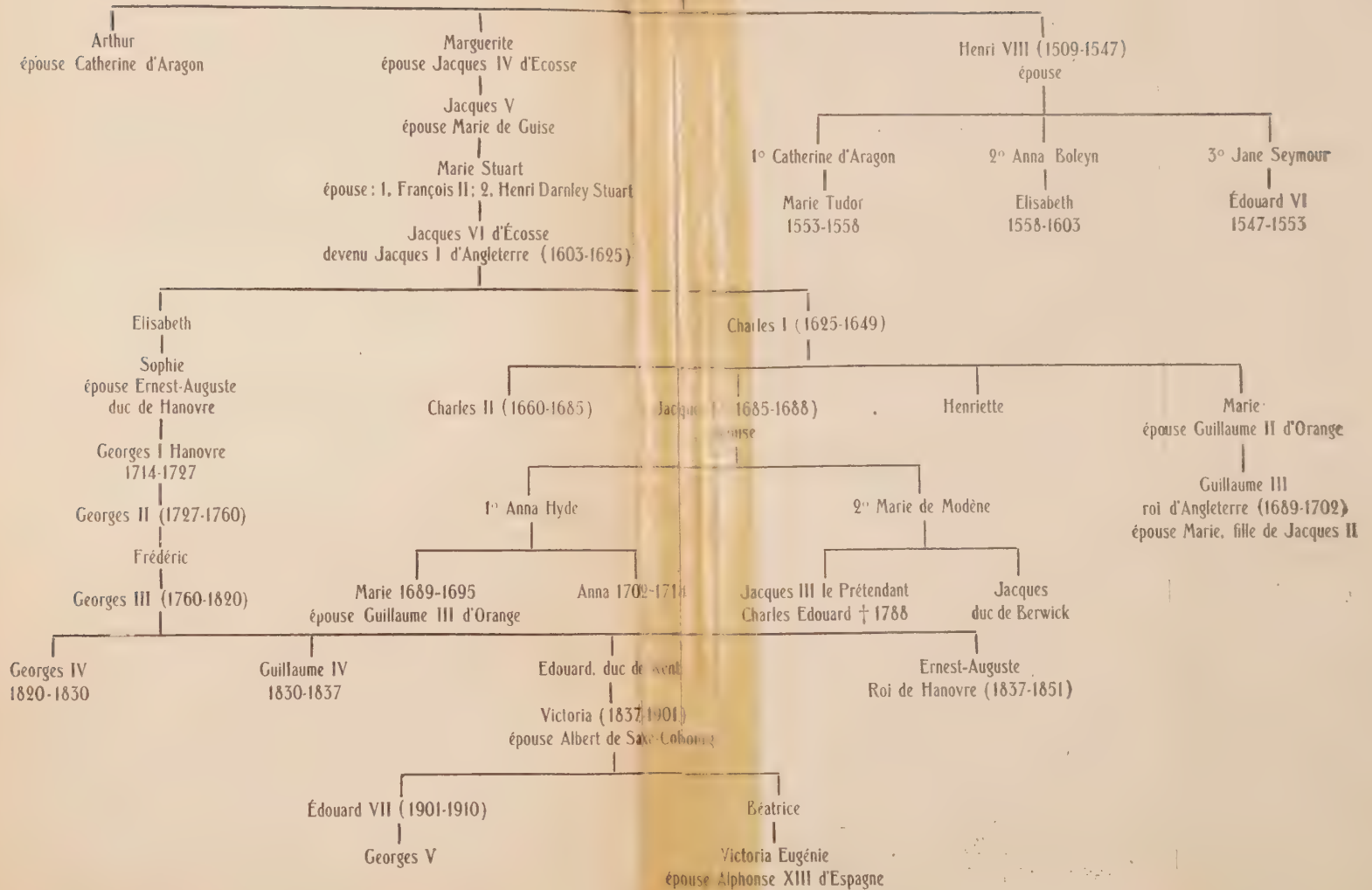
Saint-Louis 1226-1270



ANGLETERRE

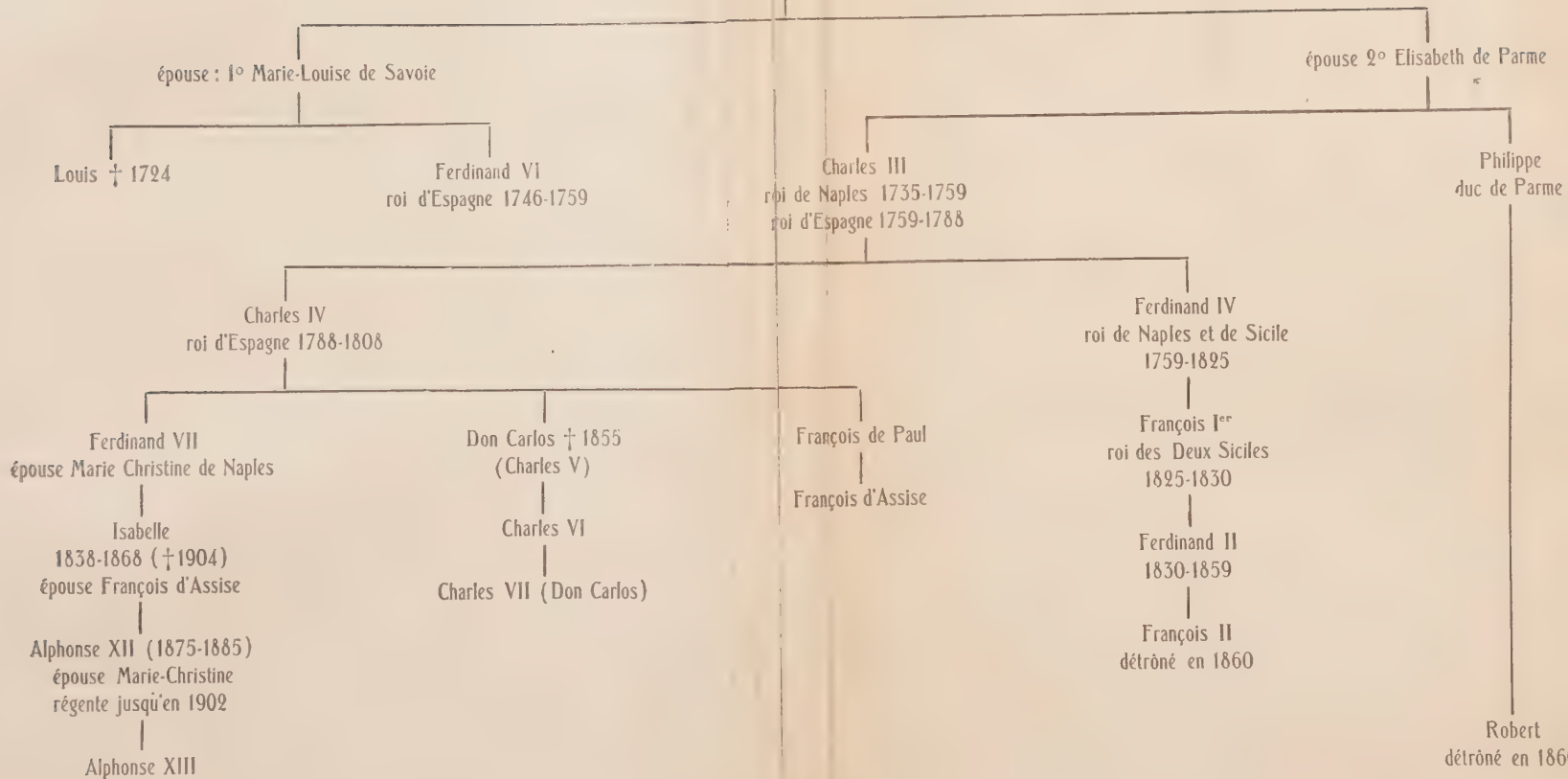
Henri VII Tudor 1485-1509

épouse Elisabeth d'York



ESPAGNE

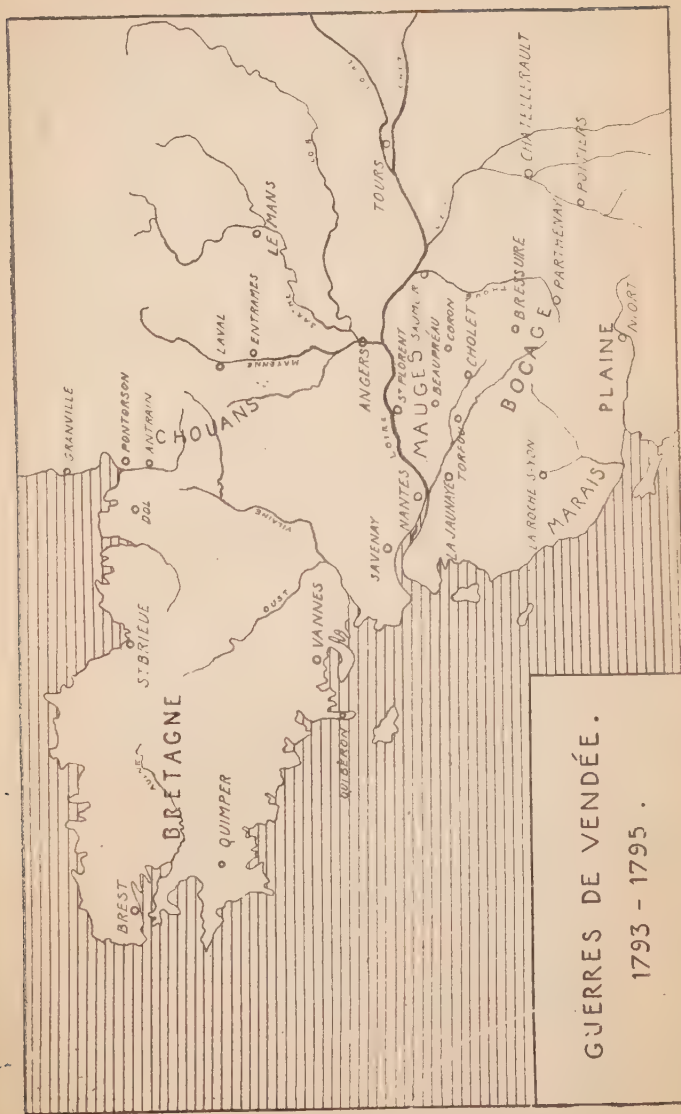
Philippe V, roi d'Espagne (1701-1746)





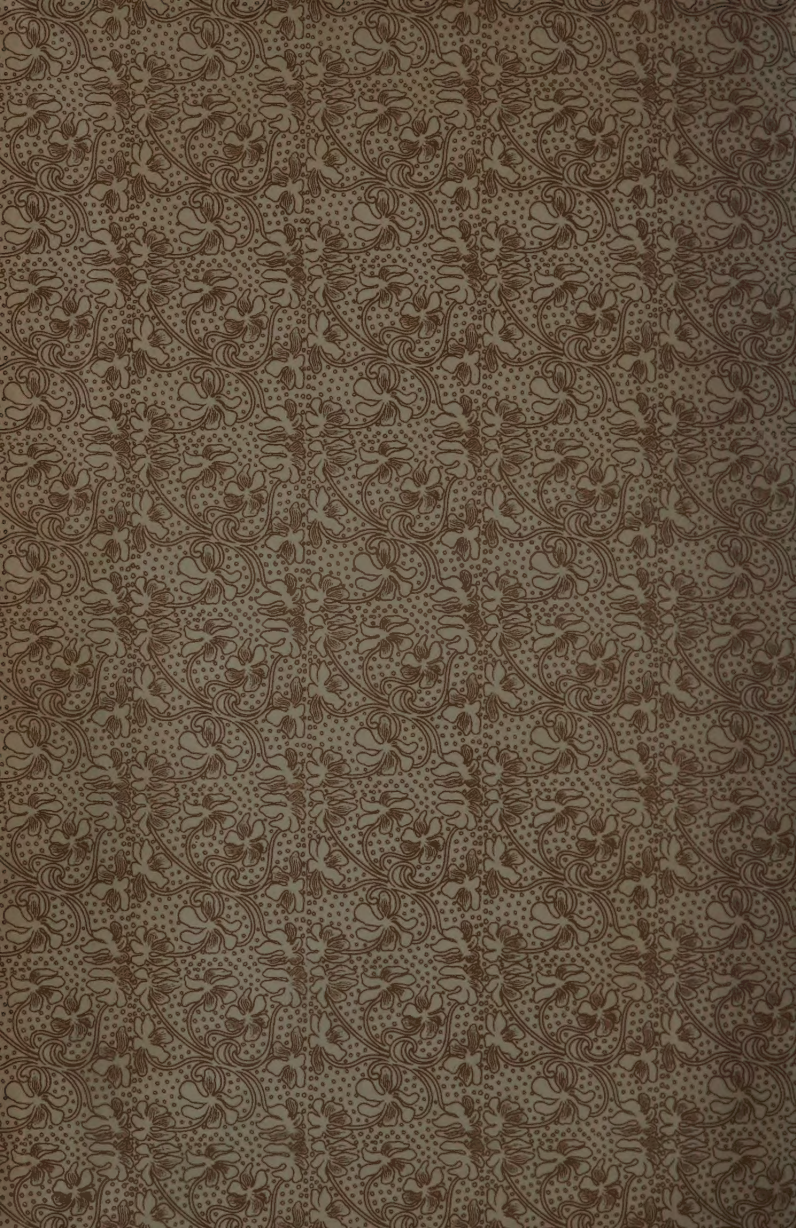


UNITÉ ITALIENNE .



GUÉRRÉS DE VENDEE.

1793 - 1795 .



2598

